



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

# LOI DE FINANCES 2023



| Janvier 2023

# SOMMAIRE

<b>I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT2023 .....</b>	<b>1-29</b>
<b>II. TEXTE DE LA LOI DE FINANCES 2023 .....</b>	<b>30-102</b>
<b>III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023 .....</b>	<b>103-272</b>
<b>IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2023-2025 .....</b>	<b>273-347</b>
<b>V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES .....</b>	<b>348-1066</b>
- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2023-2025.....	349-375
- Etat B : Plafond des Effectifs par Programme.....	376-383
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme.....	384-391
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme .....	392-394
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme .....	395-396
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales .....	397-480
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses .....	481-490
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses .....	491-503
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses .....	504-514
- Etat J : Tableau Récapitulatif des Programmes par Ministère et Institution .....	515-523
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement .....	524-675
- Etat L : Restes à Payer .....	676-756
- Etat M : Plan de Trésorerie Mensualisé .....	757-759
- Etat N : Echéances courantes de la dette.....	760-772
- Etat O : Estimation des Subventions à la Consommation sur les Produits Pétroliers .....	773-781
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés.....	782-794
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA) .....	795-796
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation.....	797-798
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales .....	799-873
- Etat T : Restes à Recouvrer.....	874-877
- Etat V : Annexe sur le Genre .....	878-1038
- Etat W : Annexe sur les risques budgétaires .....	1039-1066
<b>VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2022 .....</b>	<b>1067-1081</b>

# **NOTE DE PRESENTATION**

## **NOTE DE PRÉSENTATION DU BUDGET D'ÉTAT 2023**

### **I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE**

#### **A. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL<sup>1</sup>**

Le processus de préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2023 se déroule dans un environnement économique international marqué toujours par les séquelles de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquelles se sont ajoutées celles de la guerre en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale.

Selon les perspectives révisées de juillet 2022 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,2% en 2022 et à seulement 2,9% en 2023, soit 0,4 et 0,7 point de pourcentage de moins que dans les Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2022. L'inflation mondiale a été revue à la hausse du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande. Elle devrait atteindre 6,6% dans les pays avancés et 9,5% dans les pays émergents et les pays en développement en 2022, contre respectivement 3,3% et 7,3% en 2023.

Dans les pays avancés, les perspectives de croissance ont été revues à la baisse pour 2022–2023 en raison essentiellement de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et de l'effet attendu d'un durcissement de la politique monétaire en vue de contenir l'inflation. La croissance devrait atteindre 2,5% en 2022 puis se rétracter à 1,4% en 2023.

Aux États-Unis, la croissance du PIB se situerait à 2,3% en 2022, soit 1,4 point de moins que le niveau prévu dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2022. La tendance à la baisse du rythme de l'activité devrait se poursuivre en 2023 où il est attendu seulement 1% de croissance de la production.

Dans la zone euro, l'activité économique devrait connaître des jours sombres en raison d'un possible rationnement de l'énergie qui pèserait sur les grands secteurs industriels, et réduirait fortement la croissance dans la zone euro en 2022 et 2023, avec des effets de contagion transfrontaliers négatifs. Ainsi, il est espéré à la fin de 2022, une croissance réelle du PIB de 2,6% et qui devrait baisser à 1,2% en 2023.

---

<sup>1</sup> FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) avril 2022, mises à jour, juillet 2022.

Dans les pays émergents et pays en développement, il est attendu une baisse de la croissance économique en 2022 et 2023 en raison essentiellement d'un ralentissement de l'économie chinoise et du tassement de la croissance économique en Inde. Le taux de croissance ressortirait à 3,6% et 3,9% respectivement en 2022 et 2023. Tandis que le durcissement des conditions financières mondiales risque de provoquer le surendettement des pays émergents et en développement, la situation de l'inflation reste tout aussi préoccupante, notamment du fait de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, des contraintes pesant sur l'offre dans de nombreux secteurs et un rééquilibrage de la demande en faveur des services. En 2022, l'inflation atteindrait 9,5% avant de fléchir à 7,3%, qui reste un niveau tout aussi élevé.

En Chine, les prévisions de croissance pour 2022 se situeraient à 3,3% en baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport aux Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2022 en raison de l'aggravation de la crise de l'immobilier et d'une résurgence de la Covid-19 suivie de confinement. En 2023, le taux de croissance économique de la Chine devrait rebondir et atteindre 4,6%.

En Afrique subsaharienne, les prévisions indiquent un ralentissement de la croissance en 2022, dans un contexte marqué, entre autres, par le ralentissement de l'activité économique mondiale, la persistance des difficultés d'approvisionnement, l'apparition de nouveaux variants du virus de la COVID-19, une inflation élevée et des risques financiers croissants dus à des niveaux d'endettement élevés et de plus en plus préoccupants. L'activité économique devrait tout de même progresser de 3,8 % en 2022. En 2023, la croissance économique dans l'espace de l'Afrique subsaharienne devrait s'accélérer et atteindre 4%.

Dans la zone UEMOA, malgré un contexte sécuritaire, sanitaire et économique moins favorable, les pays de l'UEMOA devraient connaître une croissance économique solide en 2022 et en 2023. Toutefois, la guerre en Ukraine aura probablement une incidence sur les économies de la zone à travers le renchérissement des prix des produits alimentaires et énergétiques, le resserrement des conditions financières mondiales et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région.

En 2023, la zone devrait s'attendre à un taux de croissance de 6,7% soit 1,4 point de pourcentage de plus que ce qui est attendu en 2022 tandis que l'inflation moyenne devrait passer de 5,3% à 2,3% respectivement en 2022 et en 2023<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'avril 2022.

**Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines régions.**

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Monde	6,1	3,2	2,9			
Pays avancés	5,2	2,5	1,4	3,1	6,6	3,3
Pays émergents et en développement	6,8	3,6	3,9	5,9	9,5	7,3
Afrique subsaharienne	4,6	3,8	4,0	11,0	12,2	9,6
UEMOA	5,6	6,3	6,7	3,5	5,3	2,3

**Source : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2022 ; Mises à jour, juillet 2022.**

## **B. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL<sup>3</sup>**

A l'instar des autres pays du monde, la Covid-19 perdure aussi au Mali, mais baisse de plus en plus d'intensité, grâce, notamment, à la poursuite de la vaccination et aux mesures d'endiguement, relativement allégées, adoptées par les autorités nationales.

Les perspectives économiques nationales se sont dégradées en raison des conséquences des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali durant la période du 09 janvier au 03 juillet 2022 et celles liées au conflit en Ukraine, occasionnant d'énormes perturbations dans le fonctionnement de l'économie et entraînant une chute de l'activité et une hausse des prix.

En somme, la croissance économique en 2022 ressortirait désormais à 3,7% et devrait s'accélérer pour atteindre 5,1% en 2023. Cette croissance serait davantage impulsée par les efforts du Gouvernement dans le soutien aux secteurs productifs malgré un contexte socio-économique et politique difficile.

En dépit des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la réduction des taxes sur certains produits de première nécessité et la subvention d'autres, le niveau général des prix, mesuré par le taux d'inflation moyen devrait se situer en moyenne à 6% en 2022 avant de se contenir dans la norme communautaire de 3% en 2023.

## **II. CADRAGE BUDGÉTAIRE 2023**

Les objectifs et les orientations de la politique budgétaire pour 2023 sont définis sur la base des perspectives macroéconomiques, des engagements pris par le Gouvernement ainsi que des priorités de politiques publiques définies, entre autres, dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 et le Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT) 2022-2024 du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat.

<sup>3</sup>Source : Autorités maliennes, FMI, 2022.

## **A. HYPOTHÈSES DE PRÉVISIONS DU BUDGET 2023**

Les prévisions budgétaires de 2023 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 5,1% contre 3,7% attendu en 2022. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 2,5% en 2023 contre 6% en 2022.

**Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2023.**

Libellés	2020	2021	2022	2023
PIB nominal (Mds FCFA)	10 052,8	10 614,0	11 456,1	12 497,6
Taux croissance PIB réel	-1,2%	3,1%	3,7%	5,1%
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	0,5%	4,0%	6,0%	2,5%

**Source : INSTAT-Mali, mai 2022 et FMI février 2022.**

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans le tableau 2 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2023.

## **B. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023**

### **1 Objectifs de la politique budgétaire**

Pour l'exercice 2023, la politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique. Le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse après s'être détérioré depuis 2020 suite à l'apparition de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Les recettes fiscales nettes augmenteront de 1,3 point de pourcentage du PIB par rapport à la loi de Finances rectifiée 2022 pour s'établir à 15,1%.

Les dons, quant à eux, devraient baisser de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2022 pour s'établir à 0,7% du PIB en 2023.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, elles augmenteront de 1,0 point de pourcentage sur 2022 pour s'établir à 27,6% du PIB en 2023. Les dépenses courantes représenteraient 16,4% du PIB et les dépenses en capital s'élèveraient à 5,2% du PIB en 2023.

Ainsi, le déficit budgétaire (dons inclus) diminuerait de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 5,0% en 2023 contre 5,2% dans la loi de finances rectificative 2022.

Pour concrétiser cet effort de consolidation sans remettre en cause les dépenses urgentes du Gouvernement, il sera procédé à une réallocation stratégique des dépenses en fonction des priorités.

Le tableau 3 présente les cibles des principaux agrégats budgétaires.

**Tableau 3 : Agrégats budgétaires pour 2022-2023.**

Agrégat	2022 LFR	2023 LFI
Recettes fiscales nettes (% PIB)	13,8%	15,1%
Dons (% PIB)	0,8%	0,7%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	26,6%	27,6%
Masse salariale (% PIB)	7,8%	7,8%
Solde primaire (% PIB)	-3,7%	-3,4%
Solde global dons inclus (% PIB)	-5,2%	-5,0%
Solde budgétaire de base (% PIB)	-4,5%	-4,3%
Assistance budgétaire (% PIB)	0,1%	0,1%
Dette publique (% PIB)	53,9%	55,3%

**Source : DNTCP, DGDP, 2022.**

## **2 Orientations de la politique budgétaire**

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques. Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de la Transition, il s'agira, de réduire le train de vie de l'Etat et de poursuivre les efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques. L'adoption et la mise en œuvre d'un nouveau Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali et l'application du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA resteront également inscrites dans l'agenda des réformes.

En outre, le Gouvernement continuera à mettre en œuvre les réformes relatives à : (i) la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire et (ii) la relecture des différents textes (investissements, impôts, douanes, pétrolier, etc.).

En matière de recettes, les mesures envisagées pour soutenir la mobilisation des ressources concernent, entre autres :

- l'élargissement de l'assiette fiscale dans le secteur informel dont les contributions actuelles aux recettes fiscales restent limitées ;
- l'augmentation des taux d'accises sur certains produits qui sont taxés en dessous des plafonds de l'UEMOA et son extension à d'autres produits ;
- l'imposition du commerce électronique ;
- l'introduction de la facture normalisée ;
- le déploiement de la téléprocédure ;
- la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes dans le cadre du programme ECF avec l'objectif d'une augmentation durable des recettes et de promotion du civisme fiscal.

En matière de dépenses, le CREDD 2019-2023 demeure la référence du Gouvernement en matière d'allocation des ressources budgétaires. Il est complété par les mesures inscrites dans le Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT) 2022-2024 du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat.



### III. SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA ET DE LA CEDEAO

Dans le cadre de la gestion de la pandémie de la Covid-19, l'UEMOA et la CEDEAO ont assoupli l'application des règles de convergence communautaire. Malgré cela, le suivi des cibles et le retour progressif aux niveaux d'avant la crise demeurent une préoccupation pour le Gouvernement.

#### A. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DE L'UEMOA

En 2023, le Mali respectera deux (02) critères sur cinq (05). Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire qui occasionnent des augmentations de dépenses budgétaires dans un contexte où la mobilisation du financement domestique et extérieur devient de plus en plus coûteuse pour l'Etat. Cet état est illustré dans le tableau 4.

**Tableau 4 : Position du Mali par rapport aux critères de convergence de l'UEMOA.**

Critères de convergence	Norme UEMOA	2021	2022	2023
		Estimations	Prévisions rectifiées	Prévisions initiales
<b>Critères de premier rang</b>				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % PIB	≥ -3%	-4,7%	-5,2%	-5,0%
Taux d'inflation	≤ 3%	4,0%	6,0%	2,5%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	52,0%	53,9%	55,3%
<b>Critères de second rang</b>				
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	47,2%	56,5%	51,8%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	15,5%	13,8%	15,1%
<b>Nombre de critères respectés</b>		<b>1/5</b>	<b>1/5</b>	<b>2/5</b>

Source : MEF, FMI 2022 ; \*NB : PIB nominal/INSTAT mai 2022.

#### B. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DE LA CEDEAO

Concernant la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2023 deux (02) critères de convergence parmi ceux qui lui sont applicables :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en moyenne annuelle et ;
- un (01) critère de second rang : le ratio de l'encours de la dette publique en pourcentage du PIB.

Le tableau 5 illustre cette situation.

**Tableau 5 : Position du Mali par rapport aux critères de convergence de la CEDEAO.**

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2021	2022	2023
		Estimations	Prévisions rectifiées	Prévisions initiales
<b>Critères de premier rang</b>				
Ratio du déficit budgétaire dons compris/ sur le PIB nominal	≤ 3%	4,7%	5,2%	5,0%
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 5%	4,0%	6,0%	2,5%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure *	≤ 10%	--	--	--
Réserves extérieures brutes en mois d'importations *	≥ 3 mois	--	--	--
<b>Critères de second rang</b>				
Ratio de l'encours de la dette publique/PIB	≤ 70%	52,0%	53,9%	55,3%
Variation du taux de change nominal *	± 10%	--	--	--
<b>Nombre de critères respectés</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

Source : MEF, FMI 2022. \* Non applicable aux pays de l'UEMOA. \* PIB nominal/INSTAT mai 2022.

## IV. DONNÉES CHIFFRÉES DE LA LOI DE FINANCES

### A. OPERATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires portent sur les recettes et les dépenses.

#### 1 Recettes budgétaires

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2023 s'élèveront à 2 199,908 milliards de FCFA contre 1 982,440 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 217,467 milliards de FCFA correspondant à une hausse de 10,97%, imputable à l'augmentation de la prévision des recettes du budget général.

Le détail de la prévision des recettes budgétaires pour 2023 est donné dans le tableau 6.

**Tableau 6 : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2023.**

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2022 (1)	LF initiale 2023 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
<b>Budget général</b>	<b>1 804,059</b>	<b>2 078,986</b>	<b>274,927</b>	<b>15,24</b>
Dons projets et legs	90,000	75,000	-15,000	-16,67
Recettes fiscales nettes	1 608,612	1 897,082	288,470	17,93
Recettes non fiscales	14,459	16,920	2,461	17,02
Dons programmes et legs	11,732	8,924	-2,808	-23,93
<i>dont ABS</i>	7,910	7,170	-0,739	-9,35
<i>dont ABG</i>	0,000	1,753	1,753	-
Recettes exceptionnelles	9,256	5,060	-4,196	-45,33
Produits financiers	70,000	76,000	6,000	8,57
<b>Budgets annexes</b>	<b>7,896</b>	<b>7,759</b>	<b>-0,136</b>	<b>-1,73</b>
Recettes non fiscales	7,896	7,759	-0,136	-1,73
<b>Comptes spéciaux du Trésor</b>	<b>170,485</b>	<b>113,163</b>	<b>-57,323</b>	<b>-33,62</b>
Recettes fiscales	149,219	98,159	-51,060	-34,22
Recettes non fiscales	3,510	3,510	0,000	0,00
Transferts reçus d'autres budgets	17,756	11,493	-6,262	-35,27
<b>Total recettes budgétaires</b>	<b>1 982,440</b>	<b>2 199,908</b>	<b>217,467</b>	<b>10,97</b>

**Source : DGB, 2022.**

#### 1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général s'élèveront à 2 078,986 milliards de FCFA en 2023 contre un montant rectifié de 1 804,059 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 277,927 milliards de FCFA ou un taux de 15,24%, imputable essentiellement à l'augmentation de la prévision des recettes fiscales.

Les recettes du budget général se déclinent par nature de recettes comme suit :

### **1.1.1. Recettes fiscales nettes**<sup>4</sup>

La prévision des recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, s'élève à 1 897,082 milliards de FCFA en 2023 contre 1 608,612 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit un accroissement de 288,470 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 17,93%. Cette augmentation s'explique par le retour attendu au rythme normal de mobilisation des recettes fiscales après les perturbations enregistrées en 2022 suite aux sanctions communautaires de l'UEMOA et de la CEDEAO et aux conséquences de la guerre en Ukraine.

### **1.1.2. Recettes non fiscales**

La prévision des recettes non fiscales s'élève à 16,920 milliards de FCFA pour 2023 contre 14,459 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une hausse de 2,461 milliards de FCFA ou un taux de progression de 17,02%. Cette hausse est liée essentiellement à l'augmentation de la prévision des recettes domaniales découlant des concessions ordinaires et des redevances superficielles.

### **1.1.3. Dons projets, dons programmes et legs**

Ces dons proviennent principalement des institutions internationales et des gouvernements étrangers et s'élèveront en 2023 à 83,924 milliards de FCFA contre 101,732 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une baisse de 17,808 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 17,50%. Ils se décomposent en dons projets qui sont estimés à 75,000 milliards de FCFA en 2023 contre un montant rectifié en 2022 de 90,000 milliards de FCFA, et en dons programmes qui sont estimés à 8,924 milliards de FCFA en 2023 contre un montant révisé de 11,732 milliards de FCFA en 2022.

Les dons programmes sont constitués, entre autres, de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) et de l'Appui Budgétaire Général (ABG) en dons.

S'agissant de l'ABS, il passe de 7,910 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectificatif de 2022 à 7,170 milliards de FCFA dans le budget pour 2023, soit une légère baisse de 0,739 milliard de FCFA ou un taux de diminution de 9,35%. Cette baisse s'explique essentiellement par le fait que les reports des ressources effectués dans la loi de Finances rectificative 2022, ne sont pas reconduits en 2023.

La prévision de l'ABS par partenaire technique et financier pour l'exercice 2023 est donnée dans le tableau 7.

---

<sup>4</sup> Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor.

**Tableau 7 : Evolution de l'Appui budgétaire sectoriel.****(Montant en milliards de FCFA)**

Partenaires techniques et financiers	LF rectifiée 2022 (1)	LF initiale 2023 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Suisse/ ABSD	0,000	1,733	1,733	-
Agence Française pour le Développement (AFD)/PAAMEFIP	2,346		-2,346	-100,00
Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Dev)/ ABSD	2,837	5,437	2,600	91,66
Report ABS du Canada/ Santé	1,641		-1,641	-100,00
Report ABS du Canada/ Education	1,086		-1,086	-100,00
<b>Total ABS</b>	<b>7,910</b>	<b>7,170</b>	<b>-0,739</b>	<b>-9,35</b>

**Source : DGB, 2022.**

En ce qui concerne l'ABG inscrit dans les recettes budgétaires, il est constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

Pour l'exercice budgétaire 2023, les dons au titre de l'ABG s'élèvent à 1,753 milliards de FCFA contre aucune annonce en 2022. Cette prévision correspond au décaissement attendu de l'atteinte des cibles des indicateurs au titre du Projet de Déploiement des Ressources de l'Etat pour l'Amélioration des Services (PDREAS).

La répartition de l'ABG par partenaire technique et financier est donnée dans le tableau 8.

**Tableau 8 : Evolution de l'Appui budgétaire général en dons.****(Montant en milliards de FCFA)**

Partenaires techniques et financiers	LF rectifiée 2022 (1)	LF initiale 2023 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Banque mondiale (Projet PDREAS)	0,000	1,753	1,753	-
<b>Total ABG en dons</b>	<b>0,000</b>	<b>1,753</b>	<b>1,753</b>	<b>-</b>

**Source : DGB et UCP PDREAS, 2022.****1.1.4. Recettes exceptionnelles**

En 2023, les recettes exceptionnelles seront constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèveront à 5,060 milliards de FCFA contre 9,256 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022, soit une baisse de 4,196 milliards de FCFA ou un taux de régression de 45,33%.

### **1.1.5. Produits financiers**

La prévision pour les produits financiers s'élève à 76,000 milliards de FCFA en 2023 contre 70,000 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 6,000 milliards de FCFA en lien avec l'amélioration du suivi des parts de l'Etat, notamment dans les actions des sociétés minières.

### **1.2. Recettes des budgets annexes**

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin.

La prévision des recettes des budgets annexes est évaluée à 7,759 milliards de FCFA en 2023 contre une projection de 7,896 milliards de FCFA en 2022, soit une légère diminution de 0,136 milliard de FCFA ou un taux de régression de 1,73%. Cette prévision, établie par lesdits Entrepôts, est en lien avec celle des trafics des marchandises.

### **1.3. Recettes des comptes spéciaux du trésor**

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont projetées à 113,163 milliards de FCFA en 2023 contre une prévision rectifiée de 170,485 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 57,323 milliards de FCFA ou un taux de régression de 33,62%. Cette diminution s'explique, d'une part, par l'épuisement des ressources du Fonds pour le Développement Durable (FDD), et d'autre part, par la non-reconduction du report du solde effectué en 2022 dans le compte d'affectation spéciale « Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ». Aussi, le budget d'Etat pour 2023 prévoit la création d'un compte de garantie liée à la réalisation de la Centrale solaire photovoltaïque de 33 MWc à Ségou.

Ainsi pour 2023, les Comptes spéciaux du Trésor seront constitués du (de la):

- Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts ;
- Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;
- Fonds National pour le Développement de la Statistique ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières ;
- Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social ;
- Garantie pour la Centrale Solaire Photovoltaïque de 33MWc à Ségou.

## 2 DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2023 s'élèvent, en termes de crédits de paiement (CP), à 2 895,903 milliards de FCFA contre 2 647,028 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une hausse de 248,874 milliards de FCFA, correspondant à une progression de 9,40%. En termes d'autorisations d'engagement (AE), elles s'élèvent à 1 203,229 milliards de FCFA pour 2023 contre 1 218,230 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 15,001 milliards de FCFA ou une baisse de 1,23%. Les dépenses budgétaires sont présentées par natures, par type de programmes et par fonctions.

### 2.1 Présentation des dépenses budgétaires par natures

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budgets et par natures économiques est présentée dans le tableau 9.

**Tableau 9 : Répartition des dépenses par budgets et par natures économiques.**

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF rectifiée 2022		LF initiale 2023		Ecart		Variation en %	
	AE (1)	CP (2)	AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)	AE	CP
<b>Budget Général (1)</b>	<b>1 174,790</b>	<b>2 468,647</b>	<b>1 188,901</b>	<b>2 774,981</b>	<b>14,111</b>	<b>306,334</b>	<b>1,20</b>	<b>12,41</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>1 860,442</b>		<b>2 107,892</b>		<b>247,450</b>	-	<b>13,30</b>
Personnel dont		904,074		978,535		74,461	-	8,24
<i>Fonctionnaires de l'Etat</i>		654,308		694,160		39,852	-	6,09
<i>Fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>		249,766		284,375		34,609	-	13,86
Acquisitions de biens et services, dont		466,461		504,353		37,893	-	8,12
<i>Matériel et fonctionnement</i>		131,432		215,725		84,293	-	64,13
<i>Déplacement et mission</i>		42,813		60,642		17,829	-	41,64
<i>Communication et énergie</i>		48,716		51,710		2,993	-	6,14
<i>Autres dépenses</i>		228,803		161,577		-67,226	-	-29,38
Charges financières		175,063		199,902		24,839	-	14,19
Transferts et subventions dont		301,835		412,092		110,257	-	36,53
<i>Bourses</i>		17,906		17,906		0,000	-	0,00
Dépenses en atténuation des recettes		13,009		13,009		0,000	-	0,00
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 174,790</b>	<b>608,205</b>	<b>1 188,901</b>	<b>667,089</b>	<b>14,111</b>	<b>58,884</b>	<b>1,20</b>	<b>9,68</b>
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	1 174,790	608,205	1 188,901	667,089	14,111	58,884	1,20	9,68
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0			-	-
<b>Budgets annexes (2)</b>	<b>2,029</b>	<b>7,896</b>	<b>2,023</b>	<b>7,759</b>	<b>-0,006</b>	<b>-0,136</b>	<b>-0,31</b>	<b>-1,73</b>
<b>Comptes spéciaux du Trésor (3)</b>	<b>41,411</b>	<b>170,485</b>	<b>12,305</b>	<b>113,163</b>	<b>-29,106</b>	<b>-57,323</b>	<b>-70,29</b>	<b>-33,62</b>
<b>TOTAL GENERAL (1+2+3)</b>	<b>1 218,230</b>	<b>2 647,028</b>	<b>1 203,229</b>	<b>2 895,903</b>	<b>-15,001</b>	<b>248,874</b>	<b>-1,23</b>	<b>9,40</b>

Source : DGB, 2022.

#### 2.1.1 Dépenses du Budget général

Les dépenses du budget général pour 2023 sont évaluées à 2 774,981 milliards de FCFA dont 2 107,892 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 667,089 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 12,41% par rapport à celles rectifiées de 2022.

A titre de rappel, dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que les dépenses en capital sont inscrites à la fois en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Aux termes des dispositions de la Loi n°2023-028, relative aux lois de finances, les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de Finances ; les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

#### **2.1.1.1 Dépenses ordinaires**

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2023 sont évalués à 2 107,892 milliards de FCFA contre 1 860,442 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 247,450 milliards de FCFA ou un taux de progression de 13,30%.

Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

- **Personnel** :

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2023 à 978,535 milliards de FCFA contre 904,074 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 8,24%. Cette augmentation s'explique essentiellement par les avancements classiques dans la fonction publique et ceux en termes de titularisation des nouvelles recrues au sein des militaires, de la police et de la protection civile.

- **Acquisitions de biens et services** :

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 446,461 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022 à 504,353 milliards de FCFA pour 2023, soit une augmentation de 8,12%. Cette augmentation est imputable principalement au renforcement de l'inscription au titre des dépenses électorales de 40,000 milliards de FCFA.

Par ailleurs, à l'intérieur de cette rubrique, la correction de la codification des dépenses conformément à la Nomenclature Budgétaire de l'Etat s'est traduite par le déclassement de plusieurs lignes de crédits de la sous-rubrique « Autres Dépenses » vers la sous-rubrique « Matériel et Fonctionnement », d'où une diminution importante de la première au profit de la seconde.

- **Charges financières** :

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2023 sont évalués à 199,902 milliards de FCFA contre 175,063 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2022, soit une augmentation de 14,19%. Ils servent au paiement des intérêts sur la dette intérieure (166,193 milliards de FCFA) et extérieure (33,709 milliards de FCFA).

- **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 412,092 milliards de FCFA pour 2023 contre 301,835 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 36,53%. Cette hausse importante s'explique, d'une part, par la reconduction des inscriptions initiales de 2022 après une baisse considérable dans la Loi de Finances rectificative 2022, et d'autre part, par la création des lignes budgétaires pour des nouveaux établissements publics nationaux, notamment les Universités de Sikasso, de Tombouctou et de Gao. Cette rubrique enregistre également des renforcements d'autres inscriptions parmi lesquelles la subvention aux intrants agricoles.

- **Dépenses en atténuation des recettes :**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 13,009 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2023 et correspondent au même montant qu'en 2022. Ils se décomposent en dépenses de remboursement des exonérations sur les investissements pour 7,709 milliards de FCFA et de remboursement des droits indument perçus pour 5,300 milliards de FCFA.

#### **2.1.1.2 Dépenses en capital**

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, celles liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

Pour 2023, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 1 188,901 milliards de FCFA contre 1 174,790 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 1,20%. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 667,089 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre 608,205 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2022, soit une hausse de 9,68%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit :

- **Equipement - investissement :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffrent à 277,328 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre 262,335 milliards de FCFA en 2022, soit une augmentation de 14,993 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils s'élèveront à 277,328 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre 251,169 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié de 2022, soit une augmentation de 26,158 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique essentiellement par la reconduction des inscriptions initiales de 2022 après une baisse dans la Loi de Finances rectificative 2022.



- **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement intérieur se chiffrent à 904,402 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre le même montant dans la Loi de Finances rectifiée 2022. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils augmenteront de 35,465 milliards de FCFA en passant de 189,835 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022 à 225,300 milliards de FCFA dans le budget 2023.

Ces inscriptions sont destinées, essentiellement, à la prise en charge des infrastructures dans les domaines routiers, du développement rural et des services sociaux de base.

A titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources intérieures en 2023, sont présentés dans le tableau 10 :

**Tableau 10 : Projets saillants dans le BSI intérieur**

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Didieni	15,000
Programmes d'infrastructures économiques dans les régions et le district de Bamako	13,100
Construction et Equipement hôpitaux	9,500
Programme d'urgence routier	7,824
Programme d'urgence AEP milieu rural	6,000
Contrat Plan Etat Office du Niger	5,500
Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila	5,000
Etude et aménagement du barrage de Taoussa	5,000
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	5,000
Amélioration du plateau technique des hôpitaux	4,000
Fonds d'étude et de préparation des projets	3,480
Construction et bitumage de la route Sadiola-Soumala	3,000
Construction/ Bitumage route Kayes-Sandaré	2,500
Aménagement traversée ville de Sikasso	2,500

**Source : DNP, 2022.**

- **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

Pour 2023, aucune autorisation d'engagement n'est prévue au titre des dépenses du BSI financement extérieur, en raison du fait que l'exécution des crédits de paiement y afférents, s'effectue par les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

Les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique « BSI financement extérieur », se chiffreront à 165,000 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre 167,000 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une baisse de 2,000 milliards de FCFA. Cette diminution est en lien avec la suspension des décaissements par certains bailleurs de fonds entamée depuis l'exercice budgétaire 2021.

Ci-dessous sont présentés dans le tableau 11, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources extérieures en 2023 :

**Tableau 11 : Projets saillants dans le BSI extérieur :**

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	11,000
Projet d'appui au développement de l'élevage au Mali (PADEL-M)	10,000
Projet d'amélioration du secteur d'électricité au Mali (PASEM)	7,469
Programme de Développement de l'Irrigation	6,697
Projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali	6,261
Programme régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS) II Mali	6,000
Projet AEP et accompagnement des centres semi-urbains et ruraux	6,000
Projet de développement durable des exploitations pastorales sahel au Mali (PDDEPS-Mali)	5,452
Projet d'électrification des 32 localités rurales par le système hybride	5,221
Etude et Aménagement du Barrage de Taoussa	5,000
Projet d'Appui régional à l'Initiative d'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS)	5,000
Aménagement de la section Sévaré-Mopti/ Construction de la voie de contournement de l'Aéroport de Mopti	5,000

**Source : DNP, 2022.**

- **Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses d'ABS se chiffreront à 7,170 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre 7,910 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une diminution de 0,739 milliard de FCFA. Concernant les crédits de paiement au titre de l'ABS, ils sont respectivement égaux aux AE pour les exercices 2022 et 2023. La diminution du montant prévisionnel se justifie par la baisse des dépenses qui est consécutive à celle des annonces au titre de l'ABS.

### **2.1.2 Dépenses des Budgets annexes**

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 2,023 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre 2,029 milliards de FCFA dans celui de 2022, soit une diminution de 0,006 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils se chiffrent à 7,759 milliards de FCFA en 2023 contre 7,896 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 0,136 milliard de FCFA. La baisse est consécutive à la diminution des prévisions des recettes au niveau de certains entrepôts, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des budgets annexes.

### **2.1.3 Comptes spéciaux du Trésor**

Les autorisations d'engagement pour les Comptes Spéciaux du Trésor se chiffrent à 12,305 milliards de FCFA dans le budget 2023 contre 41,411 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2022, soit une diminution de 29,106 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 113,163 milliards de FCFA contre un montant rectifié de 170,485 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 57,323 milliards de FCFA. La diminution est consécutive à la baisse des recettes de certains comptes d'affectation, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des CST.

## 2.2 Présentation des dépenses budgétaires par type de programmes

La cartographie des programmes pour 2023 s'articulera autour de :

- 137 programmes dont 29 programmes de pilotage, 96 programmes opérationnels, 1 programme des budgets annexes et 11 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 323 actions dont 118 pour les programmes de pilotage, 187 pour les programmes opérationnels, 7 pour le programme des budgets annexes et 11 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 456 objectifs dont 113 pour les programmes de pilotage, 320 pour les programmes opérationnels, 2 pour le programme des budgets annexes et 21 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 126 indicateurs dont 256 pour les programmes de pilotage, 803 pour les programmes opérationnels, 14 pour le programme des budgets annexes et 53 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 12.

**Tableau 12 : Répartition des dépenses par type de programmes.**

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2022		LF initiale 2023				Ecart			
	AE (1)	CP (2)	Nombre				AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
<b>Programmes de pilotage (1)</b>	<b>241,587</b>	<b>593,228</b>	<b>29</b>	<b>118</b>	<b>113</b>	<b>256</b>	<b>99,376</b>	<b>698,769</b>	<b>-142,211</b>	<b>105,541</b>
Personnel		214,218						316,240		102,023
Biens et services		138,095						149,179		11,084
Transferts et subventions		56,353						65,121		8,767
Investissement	241,587	184,562					99,376	168,229	-142,211	-16,333
<b>Programmes opérationnels (2)</b>	<b>804,840</b>	<b>1 128,051</b>	<b>96</b>	<b>187</b>	<b>320</b>	<b>803</b>	<b>846,517</b>	<b>1 418,134</b>	<b>41,677</b>	<b>290,083</b>
Personnel		486,679						566,014		79,334
Biens et services		138,085						187,836		49,751
Transferts et subventions		179,552						233,774		54,222
Investissement	804,840	323,734					846,517	430,511	41,677	106,776
<b>Programmes des Budgets annexes (3)</b>	<b>2,029</b>	<b>7,896</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>14</b>	<b>2,023</b>	<b>7,759</b>	<b>-0,006</b>	<b>-0,136</b>
Personnel		2,447						2,416		-0,030
Biens et services		2,902						2,897		-0,005
Transferts et subventions		0,518						0,423		-0,095
Investissement	2,029	2,029					2,023	2,023	-0,006	-0,006
<b>Programmes des Comptes spéciaux du trésor (4)</b>	<b>41,411</b>	<b>170,485</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>21</b>	<b>53</b>	<b>12,305</b>	<b>113,163</b>	<b>-29,106</b>	<b>-57,323</b>
Personnel		0,255						0,255		0,000
Biens et services		1,360						1,704		0,343
Transferts et subventions		0,740						0,740		0,000
Dépenses en atténuation de recettes		126,719						98,159		-28,560
Investissement	41,411	41,411					12,305	12,305	-29,106	-29,106
<b>Dotations (5)</b>	<b>128,363</b>	<b>747,368</b>					<b>243,008</b>	<b>658,077</b>	<b>114,645</b>	<b>-89,291</b>
Personnel		203,177						96,281		-106,896
Charges financières de la dette		175,063						199,902		24,839
Biens et services		190,280						167,339		-22,941
Transferts et subventions		65,930						113,197		47,267
Dépenses en atténuation de recettes		13,009						13,009		0,000
Investissement	128,363	99,908					243,008	68,349	114,645	-31,559
<b>TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)</b>	<b>1 218,230</b>	<b>2 647,028</b>	<b>137</b>	<b>323</b>	<b>456</b>	<b>1 126</b>	<b>1 203,229</b>	<b>2 895,903</b>	<b>-15,001</b>	<b>248,874</b>

Source : DGB, 2022.

### **2.2.1 Programmes de pilotage**

Les programmes de pilotage (ou administration générale) sont des programmes qui permettent d'assurer la coordination des actions menées par les programmes opérationnels et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

Pour 2023, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèvent à 99,376 milliards de FCFA contre 241,587 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022, soit une diminution de 142,211 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 698,769 milliards de FCFA en 2023 contre 593,228 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 105,541 milliards de FCFA.

### **2.2.2 Programmes opérationnels**

Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

Pour 2023, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèvent à 846,517 milliards de FCFA contre 804,840 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 41,677 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 418,134 milliards de FCFA contre 1 128,051 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 290,083 milliards de FCFA.

### **2.2.3 Programme des budgets annexes**

Pour 2023, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour le programme des budgets annexes s'élèveront à 2,023 milliards de FCFA contre 2,029 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 0,006 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 7,759 milliards de FCFA en 2023 contre 7,896 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 0,136 milliard de FCFA.

### **2.2.4 Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor**

Pour 2023, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes des comptes spéciaux du trésor s'élèveront à 12,305 milliards de FCFA contre 41,411 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 29,106 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 113,163 milliards de FCFA en 2023 contre 170,485 milliards de FCFA en 2022, soit une diminution de 57,323 milliards de FCFA.

### 2.2.5 Dotations

Pour 2023, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèvent à 243,008 milliards de FCFA contre 128,363 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 114,645 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 658,077 milliards de FCFA en 2023 contre 747,368 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une diminution de 89,291 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : le Conseil National de Transition (Assemblée Nationale), les Charges Communes et l'Agence Nationale de la Sécurité d'Etat.

### 2.3 Présentation des dépenses budgétaires par fonctions

Pour 2023, les allocations budgétaires par secteurs d'intervention de l'Etat (ou fonctions) sont présentées dans le tableau 13.

**Tableau 13 : Classification fonctionnelle des dépenses.**

FONCTIONS	(Montant en milliards de FCFA)			
	LF rectifiée 2022		LF initiale 2023	
	En Montant	Poids en %	En Montant	Poids en %
Services généraux des administrations publiques	785,460	29,67	816,609	28,20
Défense	426,148	16,10	426,217	14,72
Ordre et sécurité publics	282,354	10,67	230,665	7,97
Affaires économiques	383,575	14,49	503,211	17,38
<b>dont Agriculture</b>	<b>243,548</b>	<b>9,20</b>	<b>298,790</b>	<b>10,32</b>
Protection de l'environnement	42,850	1,62	40,073	1,38
Logement et équipements collectifs	34,519	1,30	61,539	2,13
Santé	152,710	5,77	163,659	5,65
Loisirs, culture et culte	22,939	0,87	24,269	0,84
Enseignement	444,625	16,80	541,438	18,70
Protection sociale	71,848	2,71	88,224	3,05
<b>Total</b>	<b>2 647,028</b>	<b>100,00</b>	<b>2 895,903</b>	<b>100,00</b>

**Source : DGB, 2022.**

Après des réductions dans le budget rectificatif de 2022, toutes les fonctions, à l'exception de « Ordre et sécurité publics » et « Protection de l'environnement », enregistrent une progression en termes d'allocations pour 2023.

## **2.4 Points saillants des dépenses budgétaires**

### **2.4.1 Prise en charge du Cadre stratégique de la refondation de l'Etat**

Les allocations budgétaires des départements ministériels seront réorientées vers la prise en charge du Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT) 2022-2024 du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat. Toutefois, à ces allocations s'ajoutent le financement de certaines actions spécifiques, à savoir :

- les dépenses électorales..... 70,750 milliards de FCFA
- la prise en charge des dépenses de fonctionnement des différentes instances de suivi des actions de réformes institutionnelles ..... 7,397 milliards de FCFA
- les dépenses de fonctionnement régulier de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections ..... 0,522 milliard de FCFA

### **2.4.2 Amélioration des conditions de vie des travailleurs**

A l'instar des différents budgets depuis 2019, le budget d'Etat 2023 prend en compte l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. En 2023, il s'agira de prendre en charge la 3<sup>ème</sup> tranche de l'incidence financière relative à la relecture des Décrets n°96-044/P-RM du 08 février 1996 fixant les avantages accordés au personnel diplomatique et n°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions diplomatiques et consulaires du Mali ainsi que leurs primes et indemnités, pour un montant de 2,310 milliards de FCFA.

### **2.4.3 Renforcement de la défense et de la sécurité**

Dans le budget pour 2023, les inscriptions en faveur du ministère en charge de la défense et de celui en charge de la sécurité enregistrent une progression par rapport au budget de 2022. S'agissant du département en charge de la défense, les inscriptions budgétaires sont fixées à 440,934 milliards de FCFA pour 2023 contre 362,896 milliards de FCFA dans le budget rectifié en 2022. Concernant le département en charge de la sécurité, les crédits budgétaires s'établissent à 155,634 milliards de FCFA pour 2023 contre 133,278 milliards de FCFA dans le budget rectifié en 2022.

### **2.4.4 Renforcement du système judiciaire**

En vue d'améliorer l'appareil judiciaire, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a initié une loi de programmation pour le secteur de la justice et qui va couvrir la période 2020-2024. Dans ce cadre, l'allocation budgétaire en faveur du Ministère en charge de la Justice pour 2023 est fixée à 39,934 milliards de FCFA contre 36,280 milliards de FCFA initialement en 2022.

#### **2.4.5 Prise en charge des nouveaux services publics**

Le budget d'Etat 2023 prend en compte la création des lignes de dépenses pour des nouveaux services publics pour une incidence financière globale de 5,479 milliards de FCFA. Les nouveaux services créés sont les suivants :

- Services régionaux dans les nouvelles régions (de Nioro à Douentza) ..... 2 617 012 000 FCFA
- Université de Sikasso ..... 670 745 000 FCFA
- Université de Tombouctou ..... 536 583 000 FCFA
- Université de Gao ..... 528 251 000 FCFA
- Unités et groupements au sein de la force de sécurité ..... 500 000 000 FCFA
- Services déconcentrés de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat  
(Bamako et de Kayes à Douentza) ..... 200 000 000 FCFA
- Complexe Numérique de Bamako ..... 126 400 000 FCFA
- Direction Générale de la Construction Citoyenne ..... 100 000 000 FCFA
- Palais des Pionniers de Bamako ..... 100 000 000 FCFA
- Champ Hippique de Bamako ..... 50 000 000 FCFA
- Cellule d'Appui à l'Emploi et à la Formation professionnelle des Diplômés en Arabe ..... 50 000 000 FCFA.

#### **2.4.6 Amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire**

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 564,830 milliards de FCFA en 2023 contre 499,427 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée de 2022, soit une augmentation de 65,403 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales s'élèveront à 411,983 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2023 contre un montant initial de 471,978 milliards de FCFA et révisé à 437,973 milliards de FCFA en 2022. Cette prévision correspond à 20,78% des recettes budgétaires contre un ratio initial de 25,17% et révisé à 25,99% en 2022. La baisse de la prévision pour 2023 par rapport au budget rectifié de 2022 s'explique par la fin des allocations au titre du Fonds pour le Développement Durable.

#### **2.4.7 Dépenses sociales et de développement prioritaires**

Dans le budget d'Etat, les dépenses sociales et de développement prioritaires correspondent à une proportion des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, des infrastructures routières et de la décentralisation, hors financement extérieur. Elles concernent les dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes et la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT).

Pour 2023, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 672,978 milliards de FCFA contre 648,639 milliards de FCFA dans la Loi de Finances initiale 2022.

## 2.4.8 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2018 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2023. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer les effets d'une éventuelle dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes.

Sur la base d'une simulation de rétention variant de 5% à 20% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2023 à 42,330 milliards de FCFA contre 22,887 milliards de FCFA en 2022.

## 3 SOLDE BUDGÉTAIRE

Arrêté en recettes à la somme de 2 199,908 milliards de FCFA et en dépenses à 2 895,903 milliards de FCFA, le budget d'Etat 2023 présente un déficit budgétaire global de 695,995 milliards de FCFA contre 664,588 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 4,73%, suivant le tableau 14.

**Tableau 14 : Solde budgétaire**

(Montant en milliers de FCFA)							
Libellés	Recettes budgétaires		Libellés	Dépenses budgétaires		Solde	
	2022	2023		2022	2023	2022	2023
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>							
Dons projets et legs	90 000 000	75 000 000	Personnel	904 074 207	978 535 128		
Recettes fiscales nettes	1 608 612 000	1 897 081 580	Charges financières de la dette	175 063 000	199 902 000		
Recettes non fiscales	14 459 374	16 920 420	Biens et services	466 460 559	504 353 459		
Dons programmes et legs	11 731 825	8 923 833	Transferts et subventions	301 834 855	412 091 820		
Recettes exceptionnelles	9 256 000	5 060 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	70 000 000	76 000 000	Investissement	608 205 047	667 089 026		
<b>Total recettes du budget général</b>	<b>1 804 059 199</b>	<b>2 078 985 833</b>	<b>Total dépenses du budget général</b>	<b>2 468 646 976</b>	<b>2 774 980 741</b>	<b>-664 587 777</b>	<b>-695 994 908</b>
<b>BUDGETS ANNEXES</b>							
Recettes non fiscales	7 895 773	7 759 365	Personnel	2 446 500	2 416 200		
			Biens et services	2 901 973	2 897 165		
			Transferts et subventions	518 000	423 000		
			Investissement	2 029 300	2 023 000		
<b>Total recettes des budgets annexes</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>	<b>Total dépenses des budgets annexes</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (CST)</b>							
Recettes fiscales	149 219 397	98 159 000	Personnel	255 000	255 000		
Recettes non fiscales	3 510 080	3 510 080	Biens et services	1 360 080	1 703 522		
Transferts reçus d'autres budgets	17 755 925	11 493 442	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	0	0	Dépenses en atténuation de recettes	126 719 397	98 159 000		
			Investissement	41 410 925	12 305 000		
<b>Total recettes des CST</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>	<b>Total dépenses des CST</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 982 440 374</b>	<b>2 199 907 720</b>	<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>2 647 028 151</b>	<b>2 895 902 628</b>	<b>-664 587 777</b>	<b>-695 994 908</b>
<b>Solde budgétaire</b>						<b>-664 587 777</b>	<b>-695 994 908</b>



## B. OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE

Les opérations de trésorerie de l'Etat concernent les ressources et les charges de trésorerie.

### 1 Ressources de trésorerie

Pour 2023, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 127,840 milliards de FCFA contre 255,127 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une diminution de 127,287 milliards de FCFA correspondant à un taux de régression de 49,89%. Cette baisse découle de la diminution de la prévision des produits des emprunts à court, moyen et long termes.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est fournie dans le tableau 15.

**Tableau 15 : Evolution des ressources de trésorerie.**

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2022 (1)	LF initiale 2023 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Produits provenant de la cession des actifs	15,000	15,000	0,000	0,00
<i>Aliénations de meubles</i>	0,500	0,500	0,000	0,00
<i>Aliénations d'immeubles</i>	14,500	14,500	0,000	0,00
<i>Recettes de Privatisation</i>	0,000	0,000	0,000	-
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	219,013	90,000	-129,013	-58,91
<i>Produits des emprunts projets</i>	77,000	90,000	13,000	16,88
<i>Produits des emprunts programmes</i>	142,013	0,000	-142,013	-100,00
Dépôts sur les comptes des correspondants	16,232	17,855	1,623	10,00
Remboursement des prêts et avances	4,883	4,985	0,102	2,09
<b>Total ressources de trésorerie</b>	<b>255,127</b>	<b>127,840</b>	<b>-127,287</b>	<b>-49,89</b>

**Source : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2022.**

#### 1.1 Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 15,000 milliards de FCFA en 2023 contre le même montant dans la Loi de Finances rectifiée 2022.

#### 1.2 Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Prévus pour 90,000 milliards de FCFA en 2023 contre 219,013 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, les produits des emprunts à court, moyen et long termes connaîtront une baisse de 129,013 milliards de FCFA en 2023, correspondant à un taux de diminution de 58,91%.

Lesdits produits sont constitués des tirages sur les prêts accordés au Gouvernement dans le cadre (i) du financement de projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement extérieur et (ii) de l'Appui Budgétaire Général (ABG). S'agissant du financement extérieur du BSI, il est projeté à 90,000 milliards de FCFA contre un montant révisé de 77,000 milliards de FCFA. En ce qui concerne l'ABG en prêt, aucune annonce n'est enregistrée au titre de 2023 contre une inscription révisée de 142,013 milliards de FCFA en 2022. Celle-ci est constituée exclusivement des Droits de Tirages Spéciaux accordés par le FMI.

Le tableau prévisionnel des prêts ABG par partenaire technique et financier se présente comme suit.

**Tableau 16 : Appuis budgétaires généraux (Prêts).**

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaire Technique et Financier	LF rectifiée 2022 (1)	LF initiale 2023 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
FMI	142,013		-142,013	-100,00
<b>TOTAL ABG (Prêts)</b>	<b>142,013</b>	<b>0,000</b>	<b>-142,013</b>	<b>-100,00</b>

**Source : DGB, 2022.**

### **1.3 Dépôts sur les comptes des correspondants**

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2023, leurs dépôts sont prévus pour 17,855 milliards de FCFA contre 16,232 milliards de FCFA en 2022.

### **1.4 Remboursement des prêts et avances**

En 2023, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 4,985 milliards de FCFA contre 4,883 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une légère hausse de 0,102 milliard de FCFA, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

## **2 CHARGES DE TRÉSORERIE**

Pour l'exercice 2023, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 790,634 milliards de FCFA contre 683,420 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une augmentation de 107,214 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est fournie dans le tableau 17.

**Tableau 17 : Evolution des charges de trésorerie.**

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2022 (1)	LF initiale 2023 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	667,188	772,779	105,591	15,83
<i>Principal dette intérieure</i>	490,707	598,462	107,755	21,96
<i>Principal dette extérieure</i>	176,481	174,317	-2,164	-1,23
Retraits sur les comptes des correspondants	16,232	17,855	1,623	10,00
Prêts et avances	0,000	0,000	0,000	-
<b>Total charges de trésorerie</b>	<b>683,420</b>	<b>790,634</b>	<b>107,214</b>	<b>15,69</b>

**Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGDP et la DNTCP, 2022.**

### 1.1 Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2023, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 772,779 milliards de FCFA contre 667,188 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2022, soit une hausse de 105,591 milliards de FCFA ou un taux de progression de 15,83%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 598,462 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 174,317 milliards de FCFA.

### 1.2 Retraits sur les comptes des correspondants

En 2023, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 17,855 milliards de FCFA contre 16,232 milliards de FCFA en 2022.

### 1.3 Prêts et avances

Aucun montant n'est prévu au titre des prêts et avances en 2023.

## C. OBJECTIFS DE RESSOURCES ASSIGNÉS AUX SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

Pour l'exercice budgétaire 2023, les objectifs de ressources assignés aux services d'assiette et de recouvrement s'élèvent à 2 126,001 milliards de FCFA contre 1 827,346 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectificative 2022, soit une augmentation de 298,655 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 16,34%.

Ces objectifs sont répartis entre les services, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 18 : Prévisions des ressources des services d'assiette et de recouvrement.**

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des ressources	
	Rectifiées 2022 (1)	Initiales 2023 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	Rectifiées 2022 (4)	Initiales 2023 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	Rectifiées 2022 (1) + (4)	Initiales 2023 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	611,290	721,289	109,999	0,000	0,000	0,000	611,290	721,289
Direction Générale des Impôts	986,940	1 166,775	179,835	0,000	0,000	0,000	986,940	1 166,775
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	41,950	34,525	-7,425	16,232	17,855	1,623	58,182	52,380
Direction Nationale des Domaines	151,050	165,572	14,522	15,000	15,000	0,000	166,050	180,572
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Direction Générale de la Dette Publique	0,000	0,000	0,000	4,883	4,985	0,102	4,883	4,985
<b>TOTAL</b>	<b>1 791,231</b>	<b>2 088,161</b>	<b>296,930</b>	<b>36,115</b>	<b>37,840</b>	<b>1,725</b>	<b>1 827,346</b>	<b>2 126,001</b>

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2022.

En tenant compte du montant destiné au remboursement des crédits d'impôts (Crédits de TVA et autres exonérations fiscales), lesdites ressources se présentent comme suit :

**Tableau 19 : Projection des ressources brutes et nettes des services d'assiette et de recouvrement.**

(Montant en milliards de FCFA)

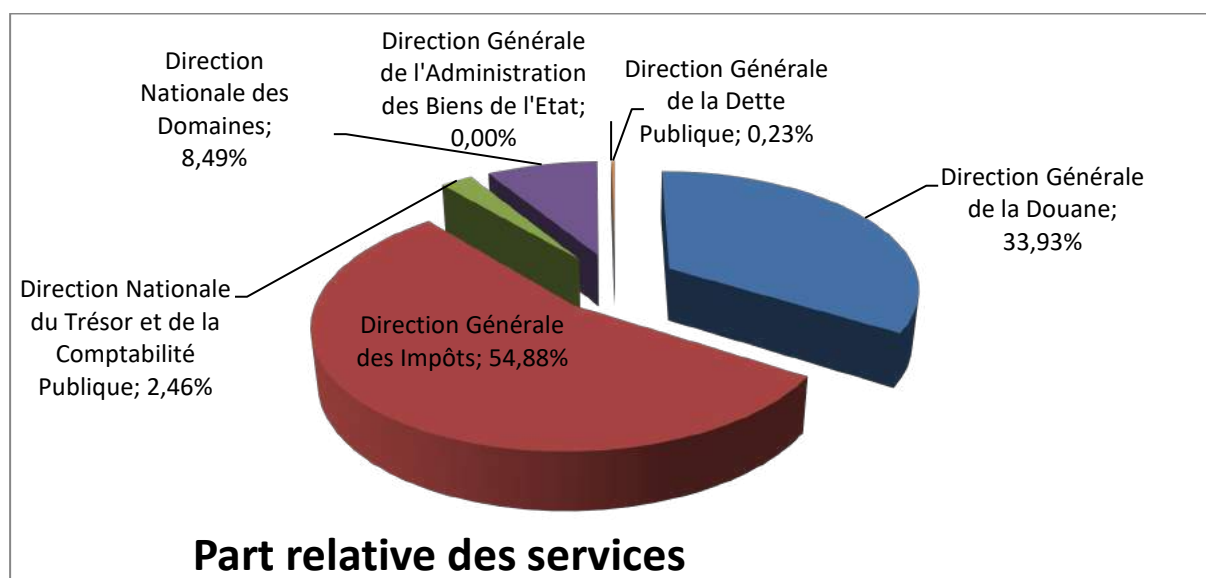
SERVICES	LF rectifiée 2022		LF initiale 2023		Evolution	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	En montant (3) = (2)-(1)	En % = 3)/(1)*100
Direction Générale des Douanes	611,290	568,943	721,289	678,942	109,999	19,33
Direction Générale des Impôts	986,940	923,419	1166,775	1103,254	179,835	19,47
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	58,182	58,182	52,380	52,380	-5,802	-9,97
Direction Nationale des Domaines	166,050	166,050	180,572	180,572	14,522	8,75
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-
Direction Générale de la Dette Publique	4,883	4,883	4,985	4,985	0,102	2,09
<b>TOTAL</b>	<b>1 827,346</b>	<b>1 721,477</b>	<b>2 126,001</b>	<b>2 020,132</b>	<b>298,655</b>	<b>17,35</b>
<b>Montant du Crédit de TVA</b>	<b>126,719</b>		<b>98,159</b>		<b>-28,560</b>	<b>-22,54%</b>
<b>Autres exonérations fiscales</b>	<b>7,709</b>		<b>7,709</b>		<b>0,000</b>	<b>0,00%</b>

*Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2022.*

En termes de montant net (hors montant pour le remboursement des crédits d'impôts), les ressources prévisionnelles s'élèvent à 2 020,132 milliards de FCFA pour 2023 contre 1 721,477 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2022, soit une augmentation de 298,655 milliards de FCFA ou un taux de progression de 17,35%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est retracée, pour 2023, dans le graphique 1.

**Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources pour 2023.**



L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2023 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

### **Au titre de la Direction Générale des Impôts (DGI)**

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes de l'exercice 2023, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle de la DGI ;
- l'adoption du Code Général des Impôts refondu ;
- l'institution de la facture normalisée ;
- la poursuite de la promotion du civisme fiscal ;
- la généralisation des téléprocédures (télédéclaration et télépaiement des impôts, droits et taxes) ;
- l'extension des téléprocédures au réseau GSM (accomplissement des obligations fiscales via les téléphones mobiles) ;
- l'ouverture des télépaiements aux solutions bancaires propriétaires et aux cartes bancaires ;
- la mise en œuvre du contrôle à distance des opérations d'assiettes et de recouvrement dans SIGTAS ;
- la mise en œuvre des réformes concernant la gestion des crédits de TVA ;
- l'amélioration de la gestion de l'impôt sur les revenus fonciers à travers un meilleur suivi des opérations (assiette et recouvrement) ;
- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés DGMP.

Par ailleurs, la mise en œuvre des réformes ainsi que le renforcement des activités de gestion courante, notamment l'exécution du programme annuel de vérification de comptabilité, le contrôle ponctuel de TVA et d'ITS, le suivi de l'exploitation de l'annexe 1.1 de TVA, l'intensification des activités de communication et de sensibilisation, le renforcement du contrôle interne seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes.

### **Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)**

L'atteinte des objectifs bruts de recettes assignés à de la Direction Générale des Douanes repose sur la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures dont :

- la non reconduction des exonérations consistant à la réduction de 50% de la base taxable des produits de première nécessité en 2023 ;
- l'amélioration des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers ;
- l'élargissement de la base taxable de certains droits d'accise ;
- la bonne maîtrise de la gestion documentaire des risques par l'internalisation du Centre d'Expertise Technique, en service en Staff au sein de la Direction Générale des Douanes ;

- l'amélioration de la gestion des risques par une sélectivité automatique des contrôles ayant pour résultat la mise en place d'une confiance mutuelle et une coopération accrues avec le secteur privé avec en toile de fond : simplification, célérité, fluidité et sécurisation des opérations douanières ;
- la réduction des exonérations exceptionnelles de droits et taxes au cordon douanier.

#### **Au titre de la Direction Nationale des Domaines (DND)**

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la maîtrise des transactions foncières à travers la redynamisation du cadre de concertation avec les notaires ;
- le déploiement du système d'information sur les titres fonciers et l'immobilier ( SITFI) ;
- le suivi des transactions foncières à travers le SITFI ;
- le suivi des transactions sur les titres miniers etc. ;
- le suivi des droits de conservation foncière à travers la formalité fusionnée (principe de la publicité foncière obligatoire) ;
- le recouvrement de la taxe sur la plus-value issue des indemnités d'expropriation ;
- le paiement, par chèque ou virement bancaire, à hauteur de 80% des objectifs de recouvrement de la TVA ;
- le renforcement du dispositif de suivi des droits dus sur la location des particuliers ;
- le suivi du recouvrement des redevances issues sur un certain nombre de domaines de l'Etat (concession rurale, domaine minier, géodésique, forestier, fluvial, etc...) ;
- le suivi des résolutions des organes délibérants relatives au partage du bénéfice.

#### **Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)**

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la vulgarisation et le meilleur suivi du « loto sportif » par la Société PMU Mali ;
- l'application du taux de prélèvement de 2% à l'ensemble des jeux organisés par le PMU-Mali ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

### **D. ÉQUILIBRE FINANCIER**

En sus du déficit budgétaire, les besoins de financement incluent l'amortissement de la dette à court, moyen et long termes et les retraits sur les comptes des correspondants.

Ces besoins seront financés par les ressources provenant des emprunts projets et programmes, de la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor, de la cession des actifs, des remboursements des prêts et avances et des dépôts sur les comptes des correspondants.

Ainsi, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre budgétaire et financier sont indiquées dans le tableau 20.

**Tableau 20 : Besoins et ressources de financement**

LIBELLES	(Montant en FCFA)	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
<b>Besoins de financement</b>	<b>1 348 007 365 639</b>	<b>1 486 628 655 502</b>
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	667 188 000 000	772 779 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	490 707 000 000	598 462 000 000
<i>dont principal dette extérieure</i>	176 481 000 000	174 317 000 000
Déficit budgétaire à financer	664 587 777 000	695 994 908 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	16 231 588 639	17 854 747 502
<b>Ressources de financement</b>	<b>1 348 007 365 639</b>	<b>1 486 628 655 502</b>
Tirages sur des emprunts projets	77 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 092 880 185 244	1 358 788 908 000
Tirages sur des emprunts programmes	142 012 591 756	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	4 883 000 000	4 985 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	16 231 588 639	17 854 747 502

*Source : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2022.*

**Bamako le 20 décembre 2022**  
**Le ministre de l'Economie et des Finances**

**Alousséni SANOU**  
**Chevalier de l'Ordre National**

# **TEXTE DE LA LOI DE FINANCES**



LOI N°2022- 051 /DU 13 DEC 2022

**PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2023**

Le Conseil national de Transition a délibéré et adopté en sa séance du 1<sup>er</sup> décembre 2022,

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE  
BUDGETAIRE ET FINANCIER**

**TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**CHAPITRE I: AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS**

**Article 1<sup>er</sup>** : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités territoriales et aux Etablissements publics est effectuée pendant l'année 2023 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi.

**Article 2** : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des Comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date de dépôt de la présente loi, sont confirmées pour l'année 2023.

**CHAPITRE II : DES DESCRIPTIONS DES RESSOURCES**

**Article 3** : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

### Section 1 : Evaluation des recettes budgétaires

**Article 4 :** Pour 2023, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à 2 199 907 720 000 FCFA et réparties comme suit :

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
<b>Budget général</b>	<b>1 804 059 199 000</b>	<b>2 078 985 833 000</b>
Dons projets et legs	90 000 000 000	75 000 000 000
Recettes fiscales nettes	1 608 612 000 000	1 897 081 580 000
Recettes non fiscales	14 459 374 000	16 920 420 000
Dons programmes et legs	11 731 825 000	8 923 833 000
Recettes exceptionnelles	9 256 000 000	5 060 000 000
Produits financiers	70 000 000 000	76 000 000 000
<b>Budgets annexes</b>	<b>7 895 773 000</b>	<b>7 759 365 000</b>
Recettes non fiscales	7 895 773 000	7 759 365 000
<b>Comptes spéciaux du Trésor</b>	<b>170 485 402 000</b>	<b>113 162 522 000</b>
Recettes fiscales	149 219 397 000	98 159 000 000
Recettes non fiscales	3 510 080 000	3 510 080 000
Transferts reçus d'autres budgets	17 755 925 000	11 493 442 000
<b>TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>1 982 440 374 000</b>	<b>2 199 907 720 000</b>

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2023

Détail des ressources

Edition du 22/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2022	Initiales 2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>12 DONS PROJETS ET LEGS</b>			
<b>12.1 Dons projets des institutions internationales</b>		<b>90 000 000</b>	<b>75 000 000</b>
<b>12.1.1 Dons projets des institutions internationales</b>		<b>90 000 000</b>	<b>75 000 000</b>
12.1.1.10 Subventions		90 000 000	75 000 000
<b>TOTAL DONS PROJETS ET LEGS</b>		<b>90 000 000</b>	<b>75 000 000</b>
<b>71 RECETTES FISCALES</b>			
<b>71.1 Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital</b>		<b>546 747 000</b>	<b>634 519 000</b>
<b>71.1.5 Impôt sur les revenus des valeurs immobilières</b>		<b>0</b>	
71.1.5.10 Taxe spéciale de réévaluation d'immobilisation		0	
<b>71.1.1 Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)</b>		<b>6 485 000</b>	<b>7 667 000</b>
71.1.1.10 BIC Secteur Privé		3 965 000	4 687 000
71.1.1.12 Vignette synthétique (54,37%)		2 520 000	2 980 000
<b>71.1.4 Impôts sur les revenus</b>		<b>148 413 000</b>	<b>175 455 000</b>
71.1.4.10 Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)		4 695 000	5 551 000
71.1.4.11 ITS Retenue Secteur privé		118 714 000	140 345 000
71.1.4.12 ITS Retenue Secteur public		21 323 000	25 208 000
71.1.4.13 Impôts sur les Revenus fonciers (IRF)		3 681 000	4 351 000
<b>71.1.2 Impôts sur les sociétés (IS)</b>		<b>361 735 000</b>	<b>415 795 000</b>
71.1.2.10 Impôts sur les Sociétés ( IS privé)		332 097 000	380 756 000
71.1.2.11 Retenue Art 94 à 98 CGI		302 000	356 000
71.1.2.12 Retenue Art 43 CGI et Art 440 LPF		22 871 000	27 039 000
71.1.2.20 Impôts sur les Sociétés (IS Etat)		6 465 000	7 644 000
<b>71.1.7 Impôts sur revenus des valeurs mobilières (IRVM)</b>		<b>30 114 000</b>	<b>35 602 000</b>
71.1.7.10 Impôts sur les Revenus des Valeurs Mobilières		30 114 000	35 602 000
<b>71.2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</b>		<b>6 219 000</b>	<b>19 206 000</b>
<b>71.2.1 Impôt sur les traitements et salaires</b>		<b>6 219 000</b>	<b>19 206 000</b>
71.2.1.30 Contribution Forfaitaire		6 219 000	19 206 000
<b>71.3 Impôts sur le Patrimoine</b>		<b>5 350 000</b>	<b>5 120 000</b>
<b>71.3.2 Autres impôts sur le patrimoine</b>		<b>5 350 000</b>	<b>5 120 000</b>
71.3.2.10 Taxe sur la Plus Value de Cession		4 950 000	4 920 000
71.3.2.11 Taxe sur les Frais d'Edilité		400 000	200 000
<b>71.4 Autres impôts directs</b>		<b>101 089 000</b>	<b>115 206 000</b>
<b>71.4.4 Pénalités</b>		<b>3 775 000</b>	<b>4 462 000</b>
71.4.4.11 Pénalités sur les impôts directs		1 174 000	1 388 000
71.4.4.12 Intérêts de retards / Impôts directs		2 601 000	3 074 000
<b>71.4.9 Recettes sur exercices antérieurs</b>		<b>39 978 000</b>	<b>47 263 000</b>
71.4.9.10 Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts directs		4 302 000	5 086 000
71.4.9.11 Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs		35 676 000	42 177 000
<b>71.4.2 Taxes ad valorem (entreprises minières) DNDC</b>		<b>50 500 000</b>	<b>55 400 000</b>
71.4.2.10 Taxe Ad Valorem / Entreprises Minières		50 000 000	55 000 000
71.4.2.70 Taxes d'Extraction		500 000	400 000
<b>71.4.5 Taxes sur transports</b>		<b>2 947 000</b>	<b>3 483 000</b>
71.4.5.10 Taxes sur transports routiers		2 947 000	3 483 000
<b>71.4.6 Taxes sur véhicules</b>		<b>3 889 000</b>	<b>4 598 000</b>

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2023

Détail des ressources

Edition du 22/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2022	Initiales 2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>71 RECETTES FISCALES</b>			
<b>71.4 Autres impôts directs</b>			
<b>71.4.6 Taxes sur véhicules</b>			
71.4.6.10 Taxes sur véhicules Auto		3 889 000	4 598 000
<b>71.5 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</b>		<b>683 377 375</b>	<b>816 761 130</b>
<b>71.5.2 Autres taxes sur les biens</b>		<b>83 507 505</b>	<b>110 380 000</b>
71.5.2.11 CPS - I.S.C.P / Or		48 375 000	57 190 000
71.5.2.30 Taxes sur les Boissons Alcoolisés		2 539 000	3 001 000
71.5.2.31 Impôt Spécial sur Boissons Gazeux		3 472 000	4 105 000
71.5.2.32 Impôt Spécial sur les Boissons		4 930 551	4 550 000
71.5.2.40 Taxes Locales sur les Tabacs		11 424 963	14 860 000
71.5.2.60 Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)		5 899 080	17 680 000
71.5.2.80 Taxes sur les Colas		110 400	130 000
71.5.2.90 Taxe sur autres Produits		2 202 569	
71.5.2.91 ISCP sur Autres Produits		4 553 000	8 862 000
71.5.2.93 Taxes sur les balles		942	2 000
<b>71.5.3 Autres taxes sur les services</b>		<b>103 686 800</b>	<b>110 529 130</b>
71.5.3.11 Taxe sur contrat d'assurance		5 856 000	6 924 000
71.5.3.12 Taxe sur activités financières		44 312 000	52 386 000
71.5.3.20 Taxes Visites Techniques des Véhicules		228 300	838 955
71.5.3.21 PMU Mali		22 000 000	13 760 000
71.5.3.22 Casino		374 000	374 700
71.5.3.23 Autorisation de Conduire		95 700	96 485
71.5.3.24 Taxes sur la Délivrance des Cartes de Transport		421 300	422 365
71.5.3.25 Taxes sur la Délivrance des Cartes Grises		636 900	638 745
71.5.3.26 Taxes sur la Délivrance des Permis de Conduire		545 600	547 880
71.5.3.30 TARTOP(Taxe sur Accès au Réseau de Telecom Ouvert au Public)		29 217 000	34 540 000
<b>71.5.1 Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS</b>		<b>471 867 070</b>	<b>567 106 000</b>
71.5.1.10 T.V.A Etat		593 000	701 000
71.5.1.20 T.V.A. Privé		130 253 600	164 719 600
71.5.1.30 T.V.A. Importations		341 020 470	401 685 400
<b>71.5.9 Pénalités sur impôts indirects</b>		<b>4 578 000</b>	<b>5 412 000</b>
71.5.9.10 Pénalités sur Impôts Indirects		1 981 000	2 342 000
71.5.9.12 Intérêts de retard / impôts indirects		2 597 000	3 070 000
<b>71.5.4 Recettes sur exercices antérieurs / Impôts indirects</b>		<b>19 738 000</b>	<b>23 334 000</b>
71.5.4.10 Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts indirects		6 486 000	7 668 000
71.5.4.11 Recettes sur Impôts indirects / exercices antérieurs		13 252 000	15 666 000
<b>71.6 Droits de timbre et d'enregistrement</b>		<b>54 153 000</b>	<b>62 656 000</b>
<b>71.6.9 Autres droits d'enregistrement</b>		<b>3 000</b>	<b>4 000</b>
71.6.9.10 Droit d'enregistrement et de timbre / Exercices antérieurs		3 000	4 000
<b>71.6.2 Droit de conservation de la propriété (DNDC)</b>		<b>4 500 000</b>	<b>3 422 000</b>
71.6.2.10 Droits de Concervation de la Propriété		4 500 000	3 422 000
<b>71.6.1 Droits d'enregistrement</b>		<b>28 977 000</b>	<b>34 062 000</b>
71.6.1.10 Prélèvements Honoraires Greffiers		52 000	53 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2023

Détail des ressources

Edition du 22/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2022	Initiales 2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>71 RECETTES FISCALES</b>			
<b>71.6 Droits de timbre et d'enregistrement</b>			
<b>71.6.1 Droits d'enregistrement</b>			
71.6.1.11 Droits d'Enregistrements		28 825 000	33 979 000
71.6.1.12 Taxes sur les Locations des Particuliers		100 000	30 000
<b>71.6.3 Droits de timbre</b>		<b>20 670 000</b>	<b>25 163 000</b>
71.6.3.10 Droits de Timbres		20 670 000	25 163 000
<b>71.6.4 Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres</b>		<b>3 000</b>	<b>5 000</b>
71.6.4.10 Pénalités sur les droits d'enregistrements et timbres		2 000	3 000
71.6.4.11 Intérêts de retard sur les droits d'enregistrements et timbres		1 000	2 000
<b>71.7 Droits et taxes à l'importation</b>		<b>206 437 425</b>	<b>239 638 000</b>
<b>71.7.9 Autres droits et taxes à l'importation</b>		<b>5 152 925</b>	<b>6 598 000</b>
71.7.9.10 Amendes et Confiscations		5 125 401	3 270 000
71.7.9.11 Ventes en Douanes		8 639	30 000
71.7.9.12 Plombs et Imprimés		1 683	10 000
71.7.9.13 Droits de Maganissage et de Dépôts		17 202	58 000
71.7.9.15 Recettes sur Exercices Antérieurs		0	3 230 000
<b>71.7.1 Droits et taxes à l'importation</b>		<b>201 284 500</b>	<b>233 040 000</b>
71.7.1.10 Taxe Conjoncturelle à l'Importation		128 603	130 000
71.7.1.11 Redevances Statistiques		23 456 882	27 550 000
71.7.1.12 Droits de Douanes		177 248 811	204 810 000
71.7.1.13 Taxe d'Ajustement à l'Importation (TAI)		450 204	550 000
<b>71.9 Autres recettes fiscales</b>		<b>5 239 200</b>	<b>3 975 450</b>
<b>71.9.2 Droits de chancellerie</b>		<b>3 250 500</b>	<b>2 389 048</b>
71.9.2.10 Droits de Chancellerie		3 250 500	2 389 048
<b>71.9.4 Passeport, carte d'identité, visas</b>		<b>1 973 300</b>	<b>1 570 232</b>
71.9.4.10 Passeports et Cartes d'Identités		1 973 300	1 570 232
<b>71.9.3 Taxe sur les établissements classés insalubres et incommodes</b>		<b>15 400</b>	<b>16 170</b>
71.9.3.10 Taxes sur les Etablissements classés insalubres & incommodes		15 400	16 170
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>		<b>1 608 612 000</b>	<b>1 897 081 580</b>
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>			
<b>72.1 Revenus de l'entreprise et du domaine</b>		<b>1 950 000</b>	<b>3 000 000</b>
<b>72.1.1 Revenus de l'entreprise et du domaine</b>		<b>1 950 000</b>	<b>3 000 000</b>
72.1.1.10 Redevances Superficiaries		500 000	700 000
72.1.1.11 Concessions Ordinaires		1 400 000	2 280 000
72.1.1.13 Location des Immeubles de l'Etat		50 000	20 000
<b>72.2 Droits et frais administratifs</b>		<b>0</b>	<b>48 510</b>
<b>72.2.1 Droits et frais administratifs</b>		<b>0</b>	<b>48 510</b>
72.2.1.15 Recettes sur les Lettres de Voitures		0	48 510
<b>72.3 Amendes et condamnations pécuniaires</b>		<b>670 500</b>	<b>810 810</b>
<b>72.3.1 Amendes et condamnations pécuniaires</b>		<b>670 500</b>	<b>810 810</b>
72.3.1.10 Frais et Amendes Judiciaires		464 800	671 055
72.3.1.11 Amendes Arbitrées		205 700	139 755
<b>72.9 Autres recettes non fiscales</b>		<b>11 838 874</b>	<b>13 061 100</b>

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2023

Détail des ressources

Edition du 22/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2022	Initiales 2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>			
<b>72.9 Autres recettes non fiscales</b>			
<b>72.9.1 Autres recettes non fiscales</b>		<b>11 838 874</b>	<b>13 061 100</b>
72.9.1.11 Recettes sur Ordre de Recettes		137 500	144 375
72.9.1.13 Recettes sur Prestations Artistiques		6 250	144 375
72.9.1.14 Produits Divers		1 588 800	1 146 915
72.9.1.15 Pénalités sur les Produits Domaniaux		100 000	50 000
72.9.1.16 Recettes sur Prestations Sportives		22 600	130 515
72.9.1.17 Recettes Diverses (Budget National)		6 869 274	8 692 555
72.9.1.18 Autres Produits Divers		3 114 450	2 752 365
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>		<b>14 459 374</b>	<b>16 920 420</b>
<b>74 DONS PROGRAMMES ET LEGS</b>			
<b>74.1 Dons des institutions internationales</b>		<b>0</b>	<b>1 753 350</b>
<b>74.1.1 Dons des institutions internationales</b>		<b>0</b>	<b>1 753 350</b>
74.1.1.13 Appui Programmes Banque Mondiale		0	1 753 350
<b>74.2 Dons des gouvernements étrangers</b>		<b>7 909 724</b>	<b>7 170 483</b>
<b>74.2.1 Dons des gouvernements étrangers</b>		<b>7 909 724</b>	<b>7 170 483</b>
74.2.1.23 Appui Programme France (AFD) / PAAMEFIP		2 346 000	
74.2.1.24 Report Appui Programme Canada (Santé)		1 640 835	
74.2.1.27 Report Appui Programme Canada (Education)		1 086 045	
74.2.1.30 Appui programme Lux Dev/ Développement rural et Sécurité alimentaire		963 806	2 230 188
74.2.1.31 Appui programme Lux Dev/ Filières agro-pastorales (PAFA)		1 480 142	2 796 661
74.2.1.32 Appui programme Lux Dev/ Formation et Insertion professionnelle		392 896	410 384
74.2.1.33 Appui Budgétaire Sectoriel Décentralisé/ Coopération suisse		0	1 733 250
<b>74.5 Fonds de concours</b>		<b>3 822 101</b>	
<b>74.5.1 Fonds de concours</b>		<b>3 822 101</b>	
74.5.1.2 Report Fonds de concours Covid-19		3 822 101	
<b>TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS</b>		<b>11 731 825</b>	<b>8 923 833</b>
<b>75 RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>75.1 Remises et annulations de dette</b>		<b>9 256 000</b>	<b>5 060 000</b>
<b>75.1.1 Remises et annulations de dettes</b>		<b>9 256 000</b>	<b>5 060 000</b>
75.1.1.10 Ressources PPTE		9 256 000	5 060 000
<b>TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>9 256 000</b>	<b>5 060 000</b>
<b>77 PRODUITS FINANCIERS</b>			
<b>77.4 Revenus des titres de placements</b>		<b>70 000 000</b>	<b>76 000 000</b>
<b>77.4.1 Revenus des titres de placements</b>		<b>70 000 000</b>	<b>76 000 000</b>
77.4.1.10 Dividendes autres Sociétés		20 000 000	22 000 000
77.4.1.11 Revenu des Valeurs Mobilières, des Titres et des Dividendes		50 000 000	54 000 000
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>70 000 000</b>	<b>76 000 000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>		<b>1 804 059 199</b>	<b>2 078 985 833</b>

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2023

Détail des ressources

Edition du 22/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2022	Initiales 2023
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>			
<b>72 RECETTES NON FISCALES</b>			
<b>72.1 Revenus de l'entreprise et du domaine</b>		<b>1 403 100</b>	<b>7 759 365</b>
<b>72.1.4 Autres recettes (Entrepôts)</b>		<b>0</b>	<b>1 353 900</b>
72.1.4.1 Subventions		0	495 000
72.1.4.2 Intérêts sur placement financier		0	32 200
72.1.4.3 Recettes diverses		0	826 700
<b>72.1.2 Redevances pour la coordination des activités de transport et de transit des marchandises</b>		<b>0</b>	<b>4 561 242</b>
72.1.2.1 Redevances d'évacuation des marchandises solides (y compris les véhicules d'occasion ou neufs)		0	2 930 242
72.1.2.2 Redevances d'évacuation des marchandises liquides		0	1 631 000
<b>72.1.3 Redevances pour la gestion des installations portuaires</b>		<b>0</b>	<b>1 844 223</b>
72.1.3.1 Redevances d'entreposage des marchandises		0	201 823
72.1.3.2 Location des magasins		0	1 027 120
72.1.3.3 Location de terre-plein		0	519 300
72.1.3.4 Gestion de parkings		0	65 000
72.1.3.5 Gestion de ponts bascules		0	6 000
72.1.3.6 Location de bureaux		0	24 980
<b>72.1.1 Revenus de l'entreprise et du domaine</b>		<b>1 403 100</b>	<b>0</b>
72.1.1.14 Location Bureaux et Bel Air		122 980	
72.1.1.15 Droits de Magasinage - Location et Manutention		804 300	0
72.1.1.16 Location Magasins et Bel Air		475 820	
<b>72.2 Droits et frais administratifs</b>		<b>4 514 150</b>	<b>0</b>
<b>72.2.1 Droits et frais administratifs</b>		<b>4 514 150</b>	<b>0</b>
72.2.1.16 Prestations. Evacuations. Importations		3 506 632	
72.2.1.17 Prestations. Entreposage. Importations		104 000	
72.2.1.18 Redevance Evacuation des Véhicules d'Occasion		141 000	
72.2.1.19 Prestations. Evacuations. Exportations		487 818	
72.2.1.20 Droits de Passage		174 700	0
72.2.1.22 Droits sur les Hydrocarbures		100 000	0
<b>72.9 Autres recettes non fiscales</b>		<b>1 978 523</b>	<b>0</b>
<b>72.9.1 Autres recettes non fiscales</b>		<b>1 978 523</b>	<b>0</b>
72.9.1.10 Subventions (Entrepôts)		1 497 000	0
72.9.1.12 Remboursements des Prêts et Avances Accordés aux Agents		121 000	0
72.9.1.19 Recettes Diverses		328 323	0
72.9.1.21 Produits Financiers		2 200	0
72.9.1.22 Recettes sur les Exercices Antérieurs		30 000	
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>		<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES</b>		<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2023

Détail des ressources

Edition du 22/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2022	Initiales 2023
<b>3</b>	<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>		
<b>71</b>	<b>RECETTES FISCALES</b>		
<b>71.5</b>	<b>Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</b>	<b>126 719 397</b>	<b>98 159 000</b>
<b>71.5.1</b>	<b>Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS</b>	<b>126 719 397</b>	<b>98 159 000</b>
71.5.1.40	Crédits TVA (DGD)	39 263 600	39 263 600
71.5.1.41	Crédits TVA (DGI)	58 895 400	58 895 400
71.5.1.42	Report Crédits TVA	28 560 397	
<b>71.9</b>	<b>Autres recettes fiscales</b>	<b>22 500 000</b>	
<b>71.9.9</b>	<b>Recettes sur exercices antérieurs</b>	<b>22 500 000</b>	
71.9.9.12	Report des recettes fiscales/ FDD	22 500 000	
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>		<b>149 219 397</b>	<b>98 159 000</b>
<b>72</b>	<b>RECETTES NON FISCALES</b>		
<b>72.2</b>	<b>Droits et frais administratifs</b>	<b>3 266 747</b>	<b>3 266 747</b>
<b>72.2.1</b>	<b>Droits et frais administratifs</b>	<b>3 266 747</b>	<b>3 266 747</b>
72.2.1.10	Vente des explosifs	10 000	10 000
72.2.1.23	Travaux Prospection Géophysique	25 000	25 000
72.2.1.24	Travaux Prospection Géochimique	50 000	50 000
72.2.1.25	Analyses des Echantillons	40 000	40 000
72.2.1.26	Primes pour Conventions d'Etablissement	325 000	325 000
72.2.1.28	Travaux de Sondage	215 000	215 000
72.2.1.30	Permis d'exploitation de la Forêt	1 581 667	1 581 667
72.2.1.31	Permis d'exploitation de la Faune	500 000	500 000
72.2.1.32	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	20 000	20 000
72.2.1.33	Droit d'obtention du permis environnemental	500 080	500 080
<b>72.3</b>	<b>Amendes et condamnations pécuniaires</b>	<b>223 333</b>	<b>223 333</b>
<b>72.3.1</b>	<b>Amendes et condamnations pécuniaires</b>	<b>223 333</b>	<b>223 333</b>
72.3.1.12	Amendes	218 333	218 333
72.3.1.13	Pénalités	5 000	5 000
<b>72.9</b>	<b>Autres recettes non fiscales</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>
<b>72.9.1</b>	<b>Autres recettes non fiscales</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>
72.9.1.20	Recettes Annexes	20 000	20 000
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>		<b>3 510 080</b>	<b>3 510 080</b>
<b>73</b>	<b>TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		
<b>73.1</b>	<b>Transferts reçus du budget général</b>	<b>17 755 925</b>	<b>11 493 442</b>
<b>73.1.1</b>	<b>Transferts reçus du budget général</b>	<b>17 755 925</b>	<b>11 493 442</b>
73.1.1.10	Transfert Réçu du Budget Général	11 150 000	11 493 442
73.1.1.11	Reports	6 605 925	
<b>TOTAL TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS</b>		<b>17 755 925</b>	<b>11 493 442</b>
<b>TOTAL</b>	<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>
<b>TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES</b>		<b>1 982 440 374</b>	<b>2 199 907 720</b>



**Article 5 :** Pour 2023, les recettes des budgets annexes, évaluées à **7 759 365 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

<b>BUDGETS ANNEXES</b>	Montant en FCFA	
	<b>PREVISIONS</b>	
	<b>RECTIFIEES 2022</b>	<b>INITIALES 2023</b>
Entrepôts Maliens au Sénégal	2 862 800 000	2 369 842 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 701 000 000	1 812 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	739 500 000	739 500 000
Entrepôts Maliens en Guinée	610 150 000	710 700 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	645 323 000	757 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	752 500 000	766 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	584 500 000	603 500 000
<b>TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES</b>	<b>7 895 773 000</b>	<b>7 759 365 000</b>

**Article 6 :** Pour 2023, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **113 162 522 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

<b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	Montant en FCFA	
	<b>PREVISIONS</b>	
	<b>RECTIFIEES 2022</b>	<b>INITIALES 2023</b>
Fonds de Remboursement des Crédits TVA	126 719 397 000	98 159 000 000
Fonds national d'Appui à l'Agriculture	9 193 976 000	5 000 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts	1 800 000 000	1 800 000 000
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune	500 000 000	500 000 000
Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières	350 000 000	350 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	650 000 000	650 000 000
Fonds pour le Développement Durable	22 500 000 000	0
Fonds national pour le Développement de la Statistique	5 411 949 000	3 000 000 000
Fonds compétitif pour la Recherche et l'Innovation technologique	2 500 000 000	2 500 000 000
Programme de Développement des Ressources minérales	360 000 000	360 000 000
Fonds d'Etude d'Impact environnemental et social	500 080 000	500 080 000
Garantie Centrale Solaire Photovoltaïque 33 Mwc à Ségou	0	343 442 000
<b>TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>170 485 402 000</b>	<b>113 162 522 000</b>

**Section 2 : Evaluation des ressources de trésorerie**

**Article 7 :** Pour 2023, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **127 839 747 502** FCFA et réparties comme suit :

RESSOURCES DE TRESORERIE	Montant en FCFA	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
<b>Produits provenant de la cession des actifs</b>	<b>15 000 000 000</b>	<b>15 000 000 000</b>
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	<i>500 000 000</i>	<i>500 000 000</i>
<i>Aliénations d'immeubles</i>	<i>14 500 000 000</i>	<i>14 500 000 000</i>
<i>Recettes de privatisation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>Produits des emprunts à court, moyen et long termes</b>	<b>219 012 591 756</b>	<b>90 000 000 000</b>
<i>Produits des emprunts projets</i>	<i>77 000 000 000</i>	<i>90 000 000 000</i>
<i>Produits des emprunts programmes</i>	<i>142 012 591 756</i>	
<b>Dépôts sur les comptes des correspondants</b>	<b>16 231 588 639</b>	<b>17 854 747 502</b>
<b>Remboursements de prêts et avances</b>	<b>4 883 000 000</b>	<b>4 985 000 000</b>
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>255 127 180 395</b>	<b>127 839 747 502</b>

**TITRE II :DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

**CHAPITRE I :DESCRIPTION DES CHARGES**

**Article 8 :** Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie. 9

**Section 1 : Evaluation des dépenses budgétaires**

**Article 9 :** Pour 2023, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **2 895 902 628 000** FCFA et réparti par nature de dépenses comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1 995 382 879 000</b>	<b>2 214 485 602 000</b>
Dépenses de personnel	906 775 707 000	981 206 328 000
Charges financières de la dette	175 063 000 000	199 902 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	470 722 612 000	508 954 146 000
Dépenses de transfert courant	303 092 855 000	413 254 820 000
Dépenses en atténuation de recettes	139 728 705 000	111 168 308 000
<b>Dépenses en capital</b>	<b>651 645 272 000</b>	<b>681 417 026 000</b>
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	651 645 272 000	681 417 026 000
Dépenses de transfert en capital	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>2 647 028 151 000</b>	<b>2 895 902 628 000</b>

**Article 10 :** Pour 2023, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **2 774 980 741 000** FCFA et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
Personnel	904 074 207 000	978 535 128 000
Charges financières de la dette	175 063 000 000	199 902 000 000
Biens et services	466 460 559 000	504 353 459 000
Transferts et subventions	301 834 855 000	412 091 820 000
Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308 000	13 009 308 000
Investissement	608 205 047 000	667 089 026 000
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>2 468 646 976 000</b>	<b>2 774 980 741 000</b>

**Article 11** : Pour 2023, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **7 759 365 000 FCFA** et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
Personnel	2 446 500 000	2 416 200 000
Biens et services	2 901 973 000	2 897 165 000
Transferts et subventions	518 000 000	423 000 000
Investissement	2 029 300 000	2 023 000 000
<b>TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES</b>	<b>7 895 773 000</b>	<b>7 759 365 000</b>

**Article 12** : Pour 2023, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **113 162 522 000 FCFA** et réparti comme suit :

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
Personnel	255 000 000	255 000 000
Biens et services	1 360 080 000	1 703 522 000
Transferts et subventions	740 000 000	740 000 000
Dépenses en atténuation de recettes	126 719 397 000	98 159 000 000
Investissement	41 410 925 000	12 305 000 000
<b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>170 485 402 000</b>	<b>113 162 522 000</b>

**Article 13** : Pour 2023, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **114 383 agents**.

## **Section 2 : Evaluation des charges de trésorerie**

**Article 14** : Pour 2023, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **790 633 747 502 FCFA** et réparties comme suit :

CHARGES DE TRESORERIE	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
<b>Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes</b>	<b>667 188 000 000</b>	<b>772 779 000 000</b>
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>490 707 000 000</i>	<i>598 462 000 000</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>176 481 000 000</i>	<i>174 317 000 000</i>
<b>Retraits sur les comptes des correspondants</b>	<b>16 231 588 639</b>	<b>17 854 747 502</b>
<b>Prêts et avances</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE</b>	<b>683 419 588 639</b>	<b>790 633 747 502</b>

**TITRE III :DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER**

**Article 15 :** Pour 2023, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses fixés et l'équilibre budgétaire qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

Montant en milliers de FCFA							
Libellés	Prévisions des recettes		Libellés	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Rectifiées 2022	Initiales 2023		Rectifiées 2022	Initiales 2023	Rectifié 2022	Initial 2023
<b>Budget général</b>							
Dons projets et legs	90 000 000	75 000 000	Personnel	904 074 207	978 535 128		
Recettes fiscales nettes	1 608 612 000	1 897 081 580	Charges financières de la dette	175 063 000	199 902 000		
Recettes non fiscales	14 459 374	16 920 420	Biens et services	466 460 559	504 353 459		
Dons programmes et legs	11 731 825	8 923 833	Transferts et subventions	301 834 855	412 091 820		
Recettes exceptionnelles	9 256 000	5 060 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	70 000 000	76 000 000	Investissement	608 205 047	667 089 026		
<b>Total recettes du budget général</b>	<b>1 804 059 199</b>	<b>2 078 985 833</b>	<b>Total dépenses du budget général</b>	<b>2 468 646 976</b>	<b>2 774 980 741</b>	<b>-664 587 777</b>	<b>-695 994 908</b>
<b>Budgets annexes</b>							
Recettes non fiscales	7 895 773	7 759 365	Personnel	2 446 500	2 416 200		
			Biens et services	2 901 973	2 897 165		
			Transferts et subventions	518 000	423 000		
			Investissement	2 029 300	2 023 000		
<b>Total recettes des budgets annexes</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>	<b>Total dépenses des budgets annexes</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Comptes spéciaux du Trésor (CST)</b>							
Recettes fiscales	149 219 397	98 159 000	Personnel	255 000	255 000		
Recettes non fiscales	3 510 080	3 510 080	Biens et services	1 360 080	1 703 522		
Transferts reçus d'autres budgets	17 755 925	11 493 442	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	0	0	Dépenses en atténuation des recettes	126 719 397	98 159 000		
			Investissement	41 410 925	12 305 000		
<b>Total recettes des CST</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>	<b>Total dépenses des CST</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 982 440 374</b>	<b>2 199 907 720</b>	<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>2 647 028 151</b>	<b>2 895 902 628</b>	<b>-664 587 777</b>	<b>-695 994 908</b>
<b>Solde budgétaire global</b>						<b>-664 587 777</b>	<b>-695 994 908</b>

**Article 16 :** Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2023, étant respectivement arrêtées à 2 199 907 720 000 FCFA et 2 895 902 628 000 FCFA, il en résulte un solde budgétaire global négatif de 695 994 908 000 FCFA et un solde budgétaire de base négatif de 533 492 062 000 FCFA.

**Article 17 :** Pour 2023, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont approuvées comme suit :

LIBELLES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2022	INITIALES 2023
<b>Besoins de financement</b>	<b>1 348 007 365 639</b>	<b>1 486 628 655 502</b>
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	667 188 000 000	772 779 000 000
<i>dont principal dette intérieure</i>	490 707 000 000	598 462 000 000
<i>dont principal dette extérieure</i>	176 481 000 000	174 317 000 000
Déficit budgétaire à financer	664 587 777 000	695 994 908 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	16 231 588 639	17 854 747 502
<b>Ressources de financement</b>	<b>1 348 007 365 639</b>	<b>1 486 628 655 502</b>
Tirages sur des emprunts projets	77 000 000 000	90 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	1 092 880 185 244	1 358 788 908 000
Tirages sur des emprunts programmes	142 012 591 756	0
Produits provenant de la cession des actifs	15 000 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	4 883 000 000	4 985 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	16 231 588 639	17 854 747 502

**Article 18 :** Au cours de l'exercice 2023, le ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2023, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à 676 009 908 000 FCFA.

**Article 19 :** Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2023-2025. Le ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2023 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2023-2025, figure à l'état A annexé à la présente loi.

**Article 20:** Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le ministre en charge des Finances.

**Article 21 :** Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2023, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA**.

## **SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES**

### **TITRE I : AUTORISATIONS BUDGETAIRES**

**Article 22 :** Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

7

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>			
<b>0.001 Assemblée Nationale</b>	<b>1 917 800</b>	<b>9 179 370</b>	<b>13 340 462</b>
Personnel	0	2 360 700	2 272 721
66 Charges de personnel	0	2 360 700	2 272 721
Biens et services	0	4 793 781	7 876 933
60 Achats de biens	0	1 635 722	2 410 365
61 Acquisitions de services	0	2 733 247	4 675 356
62 Autres services	0	424 812	791 212
Transferts et subventions	0	565 814	1 273 008
64 Transferts	0	565 814	1 273 008
Investissement	1 917 800	1 459 075	1 917 800
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	1 000 000	1 000 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	827 800	369 075	827 800
26 Prises de participations et cautionnements	90 000	90 000	90 000
<b>Total</b>	<b>1 917 800</b>	<b>9 179 370</b>	<b>13 340 462</b>



## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>				
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>				
<b>1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle</b>	<b>2 150 000</b>	<b>9 191 887</b>	<b>6 717 040</b>	
Personnel	0	1 463 917	1 463 295	
66 Charges de personnel	0	1 463 917	1 463 295	
Biens et services	0	2 388 190	3 926 484	
60 Achats de biens	0	661 588	1 288 529	
61 Acquisitions de services	0	1 726 602	2 637 955	
Transferts et subventions	0	119 223	277 261	
63 Subventions	0	38 700	90 000	
64 Transferts	0	80 523	187 261	
Investissement	2 150 000	5 220 557	1 050 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 150 000	5 220 557	1 050 000	
<b>1.002 Administration générale</b>	<b>0</b>	<b>12 032 885</b>	<b>7 797 607</b>	
Personnel	0	739 876	743 615	
66 Charges de personnel	0	739 876	743 615	
Biens et services	0	10 401 087	6 668 484	
60 Achats de biens	0	6 167 580	3 966 080	
61 Acquisitions de services	0	3 221 455	1 687 633	
62 Autres services	0	1 012 052	1 014 771	
Transferts et subventions	0	891 922	385 508	
64 Transferts	0	891 922	385 508	
<b>2.001 Sécurité et défense</b>	<b>0</b>	<b>829 920</b>	<b>2 054 717</b>	
Biens et services	0	509 656	1 187 969	
60 Achats de biens	0	397 201	928 309	
61 Acquisitions de services	0	91 962	216 533	
62 Autres services	0	20 493	43 127	
Transferts et subventions	0	320 264	866 748	
64 Transferts	0	320 264	866 748	
<b>Total</b>	<b>2 150 000</b>	<b>22 054 692</b>	<b>16 569 364</b>	

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>130 PRIMATURE</b>			
<b>1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale</b>	<b>360 000</b>	<b>5 817 968</b>	<b>8 003 256</b>
Personnel	0	1 623 103	1 752 383
66 Charges de personnel	0	1 623 103	1 752 383
Biens et services	0	3 374 019	4 539 032
60 Achats de biens	0	1 747 460	2 391 700
61 Acquisitions de services	0	857 059	1 197 332
62 Autres services	0	769 500	950 000
Transferts et subventions	0	790 096	1 351 841
64 Transferts	0	790 096	1 351 841
Investissement	360 000	30 750	360 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	4 650	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 000	23 250	250 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	2 850	60 000
<b>1.004 Administration générale et contrôle</b>	<b>650 000</b>	<b>4 342 822</b>	<b>4 924 657</b>
Personnel	0	604 900	595 837
66 Charges de personnel	0	604 900	595 837
Biens et services	0	2 387 019	2 430 391
60 Achats de biens	0	503 087	666 780
61 Acquisitions de services	0	1 721 204	1 498 488
62 Autres services	0	162 728	265 123
Transferts et subventions	0	1 125 650	1 248 429
64 Transferts	0	1 125 650	1 248 429
Investissement	650 000	225 253	650 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	650 000	225 253	650 000
<b>2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés</b>	<b>100 000</b>	<b>484 343</b>	<b>658 521</b>
Personnel	0	329 116	273 521
66 Charges de personnel	0	329 116	273 521
Biens et services	0	115 927	255 000
60 Achats de biens	0	41 066	100 000
61 Acquisitions de services	0	50 561	125 000
62 Autres services	0	24 300	30 000
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	100 000	9 300	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	9 300	100 000
<b>Total</b>	<b>1 110 000</b>	<b>10 645 133</b>	<b>13 586 434</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>			
<b>2.003 Participation à la gestion des élections</b>	<b>0</b>	<b>281 237</b>	<b>0</b>
Personnel	0	91 833	0
66 Charges de personnel	0	91 833	0
Biens et services	0	188 341	0
60 Achats de biens	0	46 268	0
61 Acquisitions de services	0	47 475	0
62 Autres services	0	94 598	0
Investissement	0	1 063	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	1 063	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>281 237</b>	<b>0</b>
<b>134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS</b>			
<b>2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales</b>	<b>19 008</b>	<b>0</b>	<b>522 084</b>
Personnel	0	0	98 244
66 Charges de personnel	0	0	98 244
Biens et services	0	0	404 832
60 Achats de biens	0	0	182 500
61 Acquisitions de services	0	0	69 470
62 Autres services	0	0	152 862
Investissement	19 008	0	19 008
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	19 008	0	19 008
<b>Total</b>	<b>19 008</b>	<b>0</b>	<b>522 084</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>			
<b>2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle</b>	<b>30 000</b>	<b>1 002 977</b>	<b>1 314 299</b>
Personnel	0	591 808	602 098
66 Charges de personnel	0	591 808	602 098
Biens et services	0	380 806	632 748
60 Achats de biens	0	164 987	306 853
61 Acquisitions de services	0	130 967	204 176
62 Autres services	0	84 852	121 719
Transferts et subventions	0	19 638	49 453
64 Transferts	0	19 638	49 453
Investissement	30 000	10 725	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	10 725	30 000
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>1 002 977</b>	<b>1 314 299</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>				
<b>150 COUR SUPREME</b>				
<b>2.005 Cour Suprême</b>	<b>4 929 500</b>	<b>3 642 273</b>	<b>5 348 168</b>	
Personnel	0	2 180 364	3 071 480	
66 Charges de personnel	0	2 180 364	3 071 480	
Biens et services	0	866 412	1 097 188	
60 Achats de biens	0	496 656	504 726	
61 Acquisitions de services	0	73 966	140 462	
62 Autres services	0	295 790	452 000	
Transferts et subventions	0	150 000	150 000	
64 Transferts	0	150 000	150 000	
Investissement	4 929 500	445 497	1 029 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 915 000	440 997	1 015 000	
26 Prises de participations et cautionnements	14 500	4 500	14 500	
<b>Total</b>	<b>4 929 500</b>	<b>3 642 273</b>	<b>5 348 168</b>	
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>				
<b>2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices</b>	<b>0</b>	<b>425 002</b>	<b>488 984</b>	
Personnel	0	281 449	279 904	
66 Charges de personnel	0	281 449	279 904	
Biens et services	0	66 980	66 980	
60 Achats de biens	0	20 500	20 500	
61 Acquisitions de services	0	46 480	46 480	
Transferts et subventions	0	76 573	142 100	
64 Transferts	0	76 573	142 100	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>425 002</b>	<b>488 984</b>	
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>				
<b>2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques</b>	<b>160 436</b>	<b>1 060 884</b>	<b>1 222 280</b>	
Personnel	0	318 435	315 491	
66 Charges de personnel	0	318 435	315 491	
Biens et services	0	529 443	713 598	
60 Achats de biens	0	236 804	279 683	
61 Acquisitions de services	0	289 062	424 129	
62 Autres services	0	3 577	9 786	
Transferts et subventions	0	13 008	32 755	
64 Transferts	0	13 008	32 755	
Investissement	160 436	199 998	160 436	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	153 614	193 176	153 614	
26 Prises de participations et cautionnements	6 822	6 822	6 822	
<b>Total</b>	<b>160 436</b>	<b>1 060 884</b>	<b>1 222 280</b>	

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
<b>2.007 Représentation et Promotion des Collectivités</b>	<b>75 899</b>	<b>1 208 650</b>	<b>1 658 704</b>
Personnel	0	797 074	795 237
66 Charges de personnel	0	797 074	795 237
Biens et services	0	376 537	708 412
60 Achats de biens	0	126 781	270 395
61 Acquisitions de services	0	225 509	383 843
62 Autres services	0	24 247	54 174
Transferts et subventions	0	31 433	79 156
64 Transferts	0	31 433	79 156
Investissement	75 899	3 606	75 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	75 899	3 606	75 899
<b>Total</b>	<b>75 899</b>	<b>1 208 650</b>	<b>1 658 704</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>			
<b>1.006 Administration Générale</b>	<b>8 872 905</b>	<b>39 492 791</b>	<b>43 196 891</b>
Personnel	0	15 284 204	18 085 852
66 Charges de personnel	0	15 284 204	18 085 852
Biens et services	0	15 080 316	13 632 600
60 Achats de biens	0	2 088 046	3 163 853
61 Acquisitions de services	0	11 977 249	9 659 816
62 Autres services	0	1 015 021	808 931
Transferts et subventions	0	3 556 324	4 594 534
64 Transferts	0	3 556 324	4 594 534
Investissement	8 872 905	5 571 947	6 883 905
21 Immobilisations incorporelles	1 318 870	1 233 359	1 318 870
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 859 000	121 100	1 870 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	295 035	16 488	295 035
26 Prises de participations et cautionnements	3 400 000	4 201 000	3 400 000
<b>2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale</b>	<b>0</b>	<b>311 378</b>	<b>419 476</b>
Personnel	0	237 455	245 158
66 Charges de personnel	0	237 455	245 158
Biens et services	0	51 106	123 692
60 Achats de biens	0	40 796	98 754
61 Acquisitions de services	0	10 310	24 938
Transferts et subventions	0	22 817	50 626
64 Transferts	0	22 817	50 626
<b>2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux</b>	<b>0</b>	<b>113 965</b>	<b>154 423</b>
Personnel	0	95 968	110 858
66 Charges de personnel	0	95 968	110 858
Biens et services	0	8 492	20 552
60 Achats de biens	0	6 709	16 241
61 Acquisitions de services	0	1 783	4 311
Transferts et subventions	0	9 505	23 013
64 Transferts	0	9 505	23 013
<b>Total</b>	<b>8 872 905</b>	<b>39 918 134</b>	<b>43 770 790</b>

## Direction Générale du Budget

## Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>			
<b>1.007 Administration Générale</b>	<b>50 000</b>	<b>735 713</b>	<b>1 326 574</b>
Personnel	0	368 566	434 720
66 Charges de personnel	0	368 566	434 720
Biens et services	0	331 886	751 854
60 Achats de biens	0	93 379	262 578
61 Acquisitions de services	0	208 032	404 276
62 Autres services	0	30 475	85 000
Transferts et subventions	0	32 886	90 000
64 Transferts	0	32 886	90 000
Investissement	50 000	2 375	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	2 375	50 000
<b>2.010 Intégration Africaine</b>	<b>0</b>	<b>183 545</b>	<b>455 801</b>
Personnel	0	35 617	37 755
66 Charges de personnel	0	35 617	37 755
Biens et services	0	91 669	257 779
60 Achats de biens	0	62 151	183 711
61 Acquisitions de services	0	1 063	3 023
62 Autres services	0	28 455	71 045
Transferts et subventions	0	56 259	160 267
64 Transferts	0	56 259	160 267
<b>2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur</b>	<b>872 000</b>	<b>413 890</b>	<b>1 411 006</b>
Personnel	0	159 666	134 217
66 Charges de personnel	0	159 666	134 217
Biens et services	0	56 666	133 393
60 Achats de biens	0	28 203	85 000
61 Acquisitions de services	0	8 213	23 393
62 Autres services	0	20 250	25 000
Transferts et subventions	0	134 328	271 396
64 Transferts	0	134 328	271 396
Investissement	872 000	63 230	872 000
21 Immobilisations incorporelles	617 000	40 280	617 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	255 000	22 950	255 000
<b>Total</b>	<b>922 000</b>	<b>1 333 148</b>	<b>3 193 381</b>

## Direction Générale du Budget

## Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>			
<b>2.012 Bureau du Vérificateur Général</b>	<b>150 000</b>	<b>3 607 083</b>	<b>4 142 555</b>
Personnel	0	2 872 416	2 872 000
66 Charges de personnel	0	2 872 416	2 872 000
Biens et services	0	616 317	1 090 555
60 Achats de biens	0	208 746	495 461
61 Acquisitions de services	0	329 253	441 629
62 Autres services	0	78 318	153 465
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	150 000	88 350	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	1 425	30 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	120 000	86 925	120 000
<b>Total</b>	<b>150 000</b>	<b>3 607 083</b>	<b>4 142 555</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>			
<b>2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration</b>	<b>228 500</b>	<b>894 078</b>	<b>1 447 621</b>
Personnel	0	525 153	489 045
66 Charges de personnel	0	525 153	489 045
Biens et services	0	113 176	124 576
60 Achats de biens	0	65 989	65 989
61 Acquisitions de services	0	47 187	58 587
Transferts et subventions	0	240 445	605 500
64 Transferts	0	240 445	605 500
Investissement	228 500	15 304	228 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	228 500	15 304	228 500
<b>Total</b>	<b>228 500</b>	<b>894 078</b>	<b>1 447 621</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>			
<b>2.014 Egal accès aux medias d'Etat</b>	<b>0</b>	<b>80 635</b>	<b>153 429</b>
Personnel	0	15 866	15 866
66 Charges de personnel	0	15 866	15 866
Biens et services	0	64 501	137 563
60 Achats de biens	0	24 955	63 559
61 Acquisitions de services	0	23 741	45 692
62 Autres services	0	15 805	28 312
Investissement	0	268	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	268	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>80 635</b>	<b>153 429</b>



## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations Crédits de paiement d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>			
<b>1.008 Administration Générale</b>	<b>15 869 239</b>	<b>317 154 914</b>	<b>393 315 547</b>
Personnel	0	146 950 328	246 387 457
66 Charges de personnel	0	146 950 328	246 387 457
Biens et services	0	54 999 258	62 752 922
60 Achats de biens	0	44 450 237	52 258 132
61 Acquisitions de services	0	8 705 118	8 659 888
62 Autres services	0	1 843 903	1 834 902
Transferts et subventions	0	3 169 593	3 305 929
64 Transferts	0	3 169 593	3 305 929
Investissement	15 869 239	112 035 735	80 869 239
21 Immobilisations incorporelles	71 271	71 271	71 271
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 147 202	5 647 202	8 147 202
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	203 783	203 783	203 783
25 Équipements militaires	7 386 652	106 053 148	72 386 652
26 Prises de participations et cautionnements	60 331	60 331	60 331
<b>2.015 Gestion des Opérations Militaires</b>	<b>7 422 446</b>	<b>44 339 229</b>	<b>46 013 229</b>
Biens et services	0	39 350 486	38 502 986
60 Achats de biens	0	37 189 426	36 249 926
61 Acquisitions de services	0	1 911 143	1 981 643
62 Autres services	0	249 917	271 417
Transferts et subventions	0	87 797	87 797
64 Transferts	0	87 797	87 797
Investissement	7 422 446	4 900 946	7 422 446
21 Immobilisations incorporelles	121 474	101 474	121 474
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	175 033	173 533	175 033
25 Équipements militaires	7 087 537	4 587 537	7 087 537
26 Prises de participations et cautionnements	38 402	38 402	38 402
<b>2.016 Inspection des Armées</b>	<b>20 000</b>	<b>294 406</b>	<b>344 406</b>
Biens et services	0	274 406	324 406
60 Achats de biens	0	114 778	114 778
61 Acquisitions de services	0	158 628	208 628
62 Autres services	0	1 000	1 000
Investissement	20 000	20 000	20 000
21 Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000	5 000	5 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>			
<b>2.017 Formation</b>	<b>30 013</b>	<b>770 677</b>	<b>820 677</b>
Biens et services	0	740 664	790 664
60 Achats de biens	0	463 586	483 586
61 Acquisitions de services	0	200 470	200 470
62 Autres services	0	76 608	106 608
Investissement	30 013	30 013	30 013
21 Immobilisations incorporelles	13 489	13 489	13 489
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 524	16 524	16 524
<b>2.018 Gestion des Transmissions</b>	<b>60 402</b>	<b>336 276</b>	<b>440 276</b>
Biens et services	0	275 874	379 874
60 Achats de biens	0	159 915	250 415
61 Acquisitions de services	0	95 950	95 950
62 Autres services	0	20 009	33 509
Investissement	60 402	60 402	60 402
21 Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 402	30 402	30 402
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	20 000	20 000
<b>Total</b>	<b>23 402 100</b>	<b>362 895 502</b>	<b>440 934 135</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>			
<b>1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle</b>	<b>2 008 990</b>	<b>10 235 236</b>	<b>6 963 986</b>
Personnel	0	1 764 711	1 639 202
66 Charges de personnel	0	1 764 711	1 639 202
Biens et services	0	7 628 168	2 613 184
60 Achats de biens	0	6 761 051	1 397 415
61 Acquisitions de services	0	587 037	803 081
62 Autres services	0	280 080	412 688
Transferts et subventions	0	556 096	702 610
64 Transferts	0	556 096	702 610
Investissement	2 008 990	286 261	2 008 990
21 Immobilisations incorporelles	110 750	120 000	110 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	998 240	93 800	998 240
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	900 000	72 461	900 000
<b>2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation</b>	<b>1 412 845</b>	<b>22 399 522</b>	<b>23 229 081</b>
Personnel	0	18 138 134	17 633 206
66 Charges de personnel	0	18 138 134	17 633 206
Biens et services	0	3 193 453	3 580 816
60 Achats de biens	0	1 836 515	2 123 532
61 Acquisitions de services	0	139 255	143 556
62 Autres services	0	1 217 683	1 313 728
Transferts et subventions	0	580 924	602 214
64 Transferts	0	580 924	602 214
Investissement	1 412 845	487 011	1 412 845
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 342 845	487 011	1 342 845
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	70 000	0	70 000
<b>2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée</b>	<b>1 952 145</b>	<b>8 924 641</b>	<b>9 740 575</b>
Personnel	0	3 105 396	3 229 095
66 Charges de personnel	0	3 105 396	3 229 095
Biens et services	0	3 479 759	4 559 335
60 Achats de biens	0	3 419 643	4 369 644
61 Acquisitions de services	0	39 210	69 210
62 Autres services	0	20 906	120 481
Investissement	1 952 145	2 339 486	1 952 145
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 952 145	2 339 486	1 952 145
<b>Total</b>	<b>5 373 980</b>	<b>41 559 399</b>	<b>39 933 642</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>			
<b>2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite</b>	<b>290 000</b>	<b>2 108 844</b>	<b>2 889 000</b>
Personnel	0	1 610 730	1 810 000
66 Charges de personnel	0	1 610 730	1 810 000
Biens et services	0	412 614	789 000
60 Achats de biens	0	253 034	626 000
61 Acquisitions de services	0	145 000	145 000
62 Autres services	0	14 580	18 000
Investissement	290 000	85 500	290 000
21 Immobilisations incorporelles	100 000	0	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	85 500	190 000
<b>Total</b>	<b>290 000</b>	<b>2 108 844</b>	<b>2 889 000</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>			
<b>2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme</b>	<b>47 500</b>	<b>808 060</b>	<b>1 113 350</b>
Personnel	0	533 600	533 600
66 Charges de personnel	0	533 600	533 600
Biens et services	0	272 203	532 250
60 Achats de biens	0	165 278	358 200
61 Acquisitions de services	0	89 563	126 550
62 Autres services	0	17 362	47 500
Investissement	47 500	2 257	47 500
21 Immobilisations incorporelles	47 500	2 257	47 500
<b>Total</b>	<b>47 500</b>	<b>808 060</b>	<b>1 113 350</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>				
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>				
<b>1.010 Administration Générale</b>	<b>9 922 500</b>	<b>22 934 512</b>	<b>19 055 528</b>	
Personnel	0	298 788	322 004	
66 Charges de personnel	0	298 788	322 004	
Biens et services	0	9 463 814	7 467 314	
60 Achats de biens	0	5 920 206	3 923 706	
61 Acquisitions de services	0	1 365 674	1 365 674	
62 Autres services	0	2 177 934	2 177 934	
Transferts et subventions	0	1 343 710	1 343 710	
64 Transferts	0	1 343 710	1 343 710	
Investissement	9 922 500	11 828 200	9 922 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 817 500	1 817 500	1 817 500	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	8 105 000	10 010 700	8 105 000	
<b>2.021 Ordre et Sécurité</b>	<b>2 857 159</b>	<b>91 547 296</b>	<b>108 216 859</b>	
Personnel	0	68 638 193	86 139 762	
66 Charges de personnel	0	68 638 193	86 139 762	
Biens et services	0	5 886 871	6 924 479	
60 Achats de biens	0	4 203 052	5 044 660	
61 Acquisitions de services	0	1 529 934	1 637 934	
62 Autres services	0	153 885	241 885	
Transferts et subventions	0	295 459	295 459	
64 Transferts	0	295 459	295 459	
Investissement	2 857 159	16 726 773	14 857 159	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 743 143	16 612 757	14 743 143	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	114 016	114 016	114 016	
<b>2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours</b>	<b>2 021 036</b>	<b>18 796 479</b>	<b>28 361 819</b>	
Personnel	0	14 743 523	18 850 946	
66 Charges de personnel	0	14 743 523	18 850 946	
Biens et services	0	1 734 733	1 919 837	
60 Achats de biens	0	1 366 568	1 522 170	
61 Acquisitions de services	0	330 647	339 647	
62 Autres services	0	37 518	58 020	
Transferts et subventions	0	40 000	70 000	
64 Transferts	0	40 000	70 000	
Investissement	2 021 036	2 278 223	7 521 036	
21 Immobilisations incorporelles	0	30 000	0	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	2 227 187	7 500 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	21 036	21 036	21 036	
<b>Total</b>	<b>14 800 695</b>	<b>133 278 287</b>	<b>155 634 206</b>	

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT			
<b>0.002 Securite d'Etat</b>	<b>2 000 000</b>	<b>103 710 896</b>	<b>16 270 657</b>
Biens et services	0	32 143 396	14 120 657
60 Achats de biens	0	31 589 901	13 467 162
61 Acquisitions de services	0	553 495	653 495
Transferts et subventions	0	100 000	150 000
64 Transferts	0	100 000	150 000
Investissement	2 000 000	71 467 500	2 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	71 467 500	2 000 000
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>103 710 896</b>	<b>16 270 657</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
<b>1.011 Administration Générale</b>	<b>19 406 438</b>	<b>22 707 488</b>	<b>28 729 148</b>
Personnel	0	1 532 192	1 552 327
66 Charges de personnel	0	1 532 192	1 552 327
Biens et services	0	5 909 086	5 150 972
60 Achats de biens	0	4 055 458	2 807 987
61 Acquisitions de services	0	1 526 665	1 939 327
62 Autres services	0	326 963	403 658
Transferts et subventions	0	6 370 020	8 035 411
63 Subventions	0	26 568	25 844
64 Transferts	0	6 343 452	8 009 567
Investissement	19 406 438	8 896 190	13 990 438
21 Immobilisations incorporelles	1 426 000	1 966 979	3 976 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	17 980 438	6 929 211	10 014 438
<b>2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire</b>	<b>19 396 129</b>	<b>6 198 714</b>	<b>12 458 932</b>
Personnel	0	2 406 167	2 665 238
66 Charges de personnel	0	2 406 167	2 665 238
Biens et services	0	1 787 195	3 348 645
60 Achats de biens	0	974 653	1 882 515
61 Acquisitions de services	0	467 834	973 258
62 Autres services	0	344 708	492 872
Transferts et subventions	0	502 961	998 920
64 Transferts	0	502 961	998 920
Investissement	19 396 129	1 502 391	5 446 129
21 Immobilisations incorporelles	873 000	659 530	873 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 120 879	799 447	4 170 879
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	402 250	43 414	402 250
<b>2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales</b>	<b>1 147 000</b>	<b>16 610 442</b>	<b>18 470 207</b>
Personnel	0	13 608 707	14 034 961
66 Charges de personnel	0	13 608 707	14 034 961
Biens et services	0	703 492	1 413 246
60 Achats de biens	0	324 910	798 184
61 Acquisitions de services	0	133 118	288 114
62 Autres services	0	245 464	326 948
Transferts et subventions	0	856 743	1 875 000
64 Transferts	0	856 743	1 875 000
Investissement	1 147 000	1 441 500	1 147 000
21 Immobilisations incorporelles	0	342 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 147 000	1 099 500	1 147 000

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
<b>2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics</b>	<b>620 000</b>	<b>6 256 735</b>	<b>8 474 943</b>
Personnel	0	4 390 928	4 491 445
66 Charges de personnel	0	4 390 928	4 491 445
Biens et services	0	1 389 815	2 727 186
60 Achats de biens	0	623 684	1 226 149
61 Acquisitions de services	0	455 266	1 027 216
62 Autres services	0	310 865	473 821
Transferts et subventions	0	424 217	636 312
64 Transferts	0	424 217	636 312
Investissement	620 000	51 775	620 000
21 Immobilisations incorporelles	115 000	9 300	115 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	505 000	42 475	505 000
<b>2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier</b>	<b>3 065 787</b>	<b>5 122 440</b>	<b>7 146 943</b>
Personnel	0	3 714 948	4 015 466
66 Charges de personnel	0	3 714 948	4 015 466
Biens et services	0	780 321	1 106 840
60 Achats de biens	0	539 162	630 970
61 Acquisitions de services	0	163 114	371 266
62 Autres services	0	78 045	104 604
Transferts et subventions	0	410 658	448 850
64 Transferts	0	410 658	448 850
Investissement	3 065 787	216 513	1 575 787
21 Immobilisations incorporelles	205 000	157 500	205 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 860 787	59 013	1 370 787
<b>2.027 Gestion de la Dette Publique</b>	<b>562 000</b>	<b>547 373</b>	<b>1 080 448</b>
Personnel	0	231 918	235 394
66 Charges de personnel	0	231 918	235 394
Biens et services	0	37 888	91 490
60 Achats de biens	0	23 996	57 855
61 Acquisitions de services	0	13 892	33 635
Transferts et subventions	0	140 191	191 564
64 Transferts	0	140 191	191 564
Investissement	562 000	137 376	562 000
21 Immobilisations incorporelles	350 000	121 776	350 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	212 000	15 600	212 000



## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
<b>2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques,</b>	<b>5 275 000</b>	<b>2 994 790</b>	<b>7 613 471</b>
Sectoriels			
Personnel	0	1 360 429	1 421 101
66 Charges de personnel	0	1 360 429	1 421 101
Biens et services	0	175 802	410 834
60 Achats de biens	0	89 091	232 916
61 Acquisitions de services	0	61 041	133 332
62 Autres services	0	25 670	44 586
Transferts et subventions	0	441 952	506 536
64 Transferts	0	441 952	506 536
Investissement	5 275 000	1 016 607	5 275 000
21 Immobilisations incorporelles	4 480 000	535 462	4 480 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	795 000	481 145	795 000
<b>2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National</b>	<b>1 925 000</b>	<b>3 288 756</b>	<b>3 986 934</b>
Transferts et subventions	0	1 267 159	1 636 934
64 Transferts	0	1 267 159	1 636 934
Investissement	1 925 000	2 021 597	2 350 000
21 Immobilisations incorporelles	970 000	401 282	970 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	955 000	1 620 315	1 380 000
<b>Total</b>	<b>51 397 354</b>	<b>63 726 738</b>	<b>87 961 026</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>			
<b>2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière</b>	<b>100 000</b>	<b>714 179</b>	<b>1 544 049</b>
Personnel	0	174 124	174 124
66 Charges de personnel	0	174 124	174 124
Biens et services	0	101 970	593 620
60 Achats de biens	0	91 350	583 000
61 Acquisitions de services	0	10 620	10 620
Transferts et subventions	0	338 085	676 305
64 Transferts	0	338 085	676 305
Investissement	100 000	100 000	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	100 000	100 000
<b>Total</b>	<b>100 000</b>	<b>714 179</b>	<b>1 544 049</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>			
<b>2.068 Régulation de la commande publique</b>	<b>0</b>	<b>207 349</b>	<b>325 760</b>
Biens et services	0	24 000	21 600
61 Acquisitions de services	0	24 000	21 600
Transferts et subventions	0	183 349	304 160
64 Transferts	0	183 349	304 160
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>207 349</b>	<b>325 760</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>			
<b>1.012 Administration Générale</b>	<b>1 021 334</b>	<b>1 221 188</b>	<b>2 585 986</b>
Personnel	0	414 231	398 647
66 Charges de personnel	0	414 231	398 647
Biens et services	0	729 804	1 132 755
60 Achats de biens	0	320 054	442 402
61 Acquisitions de services	0	276 288	422 443
62 Autres services	0	133 462	267 910
Transferts et subventions	0	35 000	33 250
64 Transferts	0	35 000	33 250
Investissement	1 021 334	42 153	1 021 334
21 Immobilisations incorporelles	640 000	16 089	640 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	381 334	26 064	381 334
<b>2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat</b>	<b>186 200</b>	<b>801 418</b>	<b>999 387</b>
Personnel	0	379 323	383 998
66 Charges de personnel	0	379 323	383 998
Biens et services	0	378 250	429 189
60 Achats de biens	0	116 635	200 887
61 Acquisitions de services	0	19 442	55 385
62 Autres services	0	242 173	172 917
Investissement	186 200	43 845	186 200
21 Immobilisations incorporelles	186 200	43 845	186 200
<b>2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail</b>	<b>3 750</b>	<b>1 056 253</b>	<b>1 303 726</b>
Personnel	0	942 895	980 638
66 Charges de personnel	0	942 895	980 638
Biens et services	0	96 399	271 538
60 Achats de biens	0	54 438	178 384
61 Acquisitions de services	0	16 755	36 569
62 Autres services	0	25 206	56 585
Transferts et subventions	0	16 780	47 800
64 Transferts	0	16 780	47 800
Investissement	3 750	179	3 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 750	179	3 750
<b>Total</b>	<b>1 211 284</b>	<b>3 078 859</b>	<b>4 889 099</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
<b>1.013 Administration Générale</b>	<b>4 917 718</b>	<b>2 120 294</b>	<b>3 931 682</b>
Personnel	0	659 617	566 450
66 Charges de personnel	0	659 617	566 450
Biens et services	0	800 985	1 077 498
60 Achats de biens	0	267 714	586 649
61 Acquisitions de services	0	492 101	440 798
62 Autres services	0	41 170	50 051
Transferts et subventions	0	579 397	870 016
64 Transferts	0	579 397	870 016
Investissement	4 917 718	80 295	1 417 718
21 Immobilisations incorporelles	351 850	34 398	351 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 525 500	43 641	1 025 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 368	2 256	40 368
<b>2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi</b>	<b>158 075</b>	<b>4 765 594</b>	<b>6 127 712</b>
Personnel	0	213 656	239 720
66 Charges de personnel	0	213 656	239 720
Biens et services	0	135 079	332 917
60 Achats de biens	0	104 037	269 652
61 Acquisitions de services	0	14 108	28 864
62 Autres services	0	16 934	34 401
Transferts et subventions	0	3 339 178	5 397 000
64 Transferts	0	3 339 178	5 397 000
Investissement	158 075	1 077 681	158 075
21 Immobilisations incorporelles	150 000	61 031	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 075	1 016 650	8 075
<b>2.034 Formation Professionnelle</b>	<b>4 127 485</b>	<b>5 079 061</b>	<b>9 845 800</b>
Personnel	0	621 368	683 580
66 Charges de personnel	0	621 368	683 580
Biens et services	0	93 903	154 572
60 Achats de biens	0	19 287	48 804
61 Acquisitions de services	0	11 970	28 978
62 Autres services	0	62 646	76 790
Transferts et subventions	0	2 499 087	6 180 163
64 Transferts	0	2 499 087	6 180 163
Investissement	4 127 485	1 864 703	2 827 485
21 Immobilisations incorporelles	712 134	400 259	712 134
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 302 826	1 463 185	2 002 826
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	112 525	1 259	112 525
<b>Total</b>	<b>9 203 278</b>	<b>11 964 949</b>	<b>19 905 194</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT</b>			
<b>1.044 Administration Générale et Contrôle</b>	<b>0</b>	<b>416 991</b>	<b>607 744</b>
Personnel	0	159 357	161 294
66 Charges de personnel	0	159 357	161 294
Biens et services	0	257 634	446 450
60 Achats de biens	0	193 796	305 700
61 Acquisitions de services	0	52 340	116 000
62 Autres services	0	11 498	24 750
<b>2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles</b>	<b>250 000</b>	<b>274 617</b>	<b>539 214</b>
Personnel	0	118 016	102 725
66 Charges de personnel	0	118 016	102 725
Biens et services	0	96 285	156 489
60 Achats de biens	0	26 301	74 125
61 Acquisitions de services	0	51 582	65 739
62 Autres services	0	18 402	16 625
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	250 000	30 316	250 000
21 Immobilisations incorporelles	45 000	18 251	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	205 000	12 065	205 000
<b>Total</b>	<b>250 000</b>	<b>691 608</b>	<b>1 146 958</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>			
<b>1.014 Administration Générale et Contrôle</b>	<b>150 000</b>	<b>2 827 517</b>	<b>4 593 082</b>
Personnel	0	987 755	1 075 395
66 Charges de personnel	0	987 755	1 075 395
Biens et services	0	1 623 949	2 552 643
60 Achats de biens	0	716 806	1 310 773
61 Acquisitions de services	0	765 818	1 031 341
62 Autres services	0	141 325	210 529
Transferts et subventions	0	173 033	815 044
64 Transferts	0	173 033	815 044
Investissement	150 000	42 780	150 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	42 780	150 000
<b>2.036 Administration du Territoire</b>	<b>36 914 701</b>	<b>36 674 603</b>	<b>51 355 752</b>
Personnel	0	6 631 199	6 984 365
66 Charges de personnel	0	6 631 199	6 984 365
Biens et services	0	19 977 177	22 772 634
60 Achats de biens	0	11 032 296	12 143 415
61 Acquisitions de services	0	8 269 198	9 339 592
62 Autres services	0	675 683	1 289 627
Transferts et subventions	0	1 446 041	2 784 052
64 Transferts	0	1 446 041	2 784 052
Investissement	36 914 701	8 620 186	18 814 701
21 Immobilisations incorporelles	30 000	12 834	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	36 884 701	8 607 352	18 784 701
<b>2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière</b>	<b>400 000</b>	<b>217 796</b>	<b>657 207</b>
Personnel	0	52 130	60 607
66 Charges de personnel	0	52 130	60 607
Biens et services	0	51 363	144 947
60 Achats de biens	0	43 564	129 269
61 Acquisitions de services	0	3 749	10 678
62 Autres services	0	4 050	5 000
Transferts et subventions	0	18 132	51 653
64 Transferts	0	18 132	51 653
Investissement	400 000	96 171	400 000
21 Immobilisations incorporelles	75 000	38 641	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	325 000	57 530	325 000

Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>			
<b>2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales</b>	<b>18 384 665</b>	<b>31 260 009</b>	<b>30 978 878</b>
Personnel	0	207 436	207 436
66 Charges de personnel	0	207 436	207 436
Biens et services	0	188 806	543 846
60 Achats de biens	0	160 091	483 208
61 Acquisitions de services	0	15 608	44 457
62 Autres services	0	13 107	16 181
Transferts et subventions	0	9 742 197	10 924 931
64 Transferts	0	9 742 197	10 924 931
Investissement	18 384 665	21 121 570	19 302 665
21 Immobilisations incorporelles	685 000	104 000	685 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	17 409 665	21 017 570	18 327 665
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	290 000	0	290 000
<b>2.064 Développement Régional et Local</b>	<b>209 000</b>	<b>1 337 591</b>	<b>2 079 000</b>
Transferts et subventions	0	1 327 658	1 870 000
64 Transferts	0	1 327 658	1 870 000
Investissement	209 000	9 933	209 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	209 000	9 933	209 000
<b>Total</b>	<b>56 058 366</b>	<b>72 317 516</b>	<b>89 663 919</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>			
<b>2.095 Protection des Données à Caractère personnel</b>	<b>90 965</b>	<b>649 718</b>	<b>1 195 325</b>
Personnel	0	281 198	337 528
66 Charges de personnel	0	281 198	337 528
Biens et services	0	284 061	565 026
60 Achats de biens	0	71 275	149 122
61 Acquisitions de services	0	171 245	374 363
62 Autres services	0	41 541	41 541
Transferts et subventions	0	80 138	201 806
64 Transferts	0	80 138	201 806
Investissement	90 965	4 321	90 965
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	90 965	4 321	90 965
<b>Total</b>	<b>90 965</b>	<b>649 718</b>	<b>1 195 325</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES</b>			
<b>1.015 Administration Générale</b>	<b>148 106</b>	<b>656 219</b>	<b>1 168 598</b>
Personnel	0	162 526	185 794
66 Charges de personnel	0	162 526	185 794
Biens et services	0	283 483	561 577
60 Achats de biens	0	181 007	382 296
61 Acquisitions de services	0	97 888	165 171
62 Autres services	0	4 588	14 110
Transferts et subventions	0	197 324	273 121
64 Transferts	0	197 324	273 121
Investissement	148 106	12 886	148 106
21 Immobilisations incorporelles	100 000	10 600	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 106	2 286	48 106
<b>2.039 Religion et Culte</b>	<b>197 500</b>	<b>1 403 076</b>	<b>767 024</b>
Personnel	0	42 137	42 710
66 Charges de personnel	0	42 137	42 710
Biens et services	0	140 298	288 456
60 Achats de biens	0	63 502	189 706
61 Acquisitions de services	0	70 640	77 650
62 Autres services	0	6 156	21 100
Transferts et subventions	0	1 211 584	238 358
64 Transferts	0	1 211 584	238 358
Investissement	197 500	9 057	197 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	1 449	30 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	6 800	150 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	17 000	808	17 000
<b>Total</b>	<b>345 606</b>	<b>2 059 295</b>	<b>1 935 622</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE</b>			
<b>1.016 Administration Générale</b>	<b>0</b>	<b>792 999</b>	<b>1 109 690</b>
Personnel	0	122 453	122 678
66 Charges de personnel	0	122 453	122 678
Biens et services	0	345 328	829 706
60 Achats de biens	0	186 517	535 049
61 Acquisitions de services	0	125 614	243 660
62 Autres services	0	33 197	50 997
Transferts et subventions	0	325 218	157 306
64 Transferts	0	325 218	157 306
<b>2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale</b>	<b>0</b>	<b>1 161 760</b>	<b>0</b>
Transferts et subventions	0	1 161 760	0
64 Transferts	0	1 161 760	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 954 759</b>	<b>1 109 690</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>			
<b>1.032 Administration Générale</b>	<b>1 365 750</b>	<b>1 733 742</b>	<b>2 422 693</b>
Personnel	0	717 088	601 865
66 Charges de personnel	0	717 088	601 865
Biens et services	0	934 809	1 329 074
60 Achats de biens	0	275 425	436 864
61 Acquisitions de services	0	486 535	597 202
62 Autres services	0	172 849	295 008
Transferts et subventions	0	10 740	26 004
64 Transferts	0	10 740	26 004
Investissement	1 365 750	71 105	465 750
21 Immobilisations incorporelles	119 000	59 892	119 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 246 750	11 213	346 750
<b>2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés</b>	<b>1 382 187</b>	<b>2 838 327</b>	<b>4 046 614</b>
Personnel	0	1 305 000	1 278 189
66 Charges de personnel	0	1 305 000	1 278 189
Biens et services	0	148 073	372 629
60 Achats de biens	0	98 505	269 050
61 Acquisitions de services	0	30 593	66 657
62 Autres services	0	18 975	36 922
Transferts et subventions	0	340 223	438 609
64 Transferts	0	340 223	438 609
Investissement	1 382 187	1 045 031	1 957 187
21 Immobilisations incorporelles	555 187	238 057	555 187
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	827 000	806 974	1 402 000
<b>2.084 Développement du secteur industriel</b>	<b>784 814</b>	<b>1 393 273</b>	<b>2 458 302</b>
Personnel	0	308 266	259 537
66 Charges de personnel	0	308 266	259 537
Biens et services	0	76 967	262 949
60 Achats de biens	0	31 553	158 259
61 Acquisitions de services	0	25 669	66 818
62 Autres services	0	19 745	37 872
Transferts et subventions	0	914 493	1 151 002
64 Transferts	0	914 493	1 151 002
Investissement	784 814	93 547	784 814
21 Immobilisations incorporelles	147 664	43 444	147 664
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	637 150	50 103	637 150



## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>			
<b>2.085 Appui au développement du secteur privé</b>	<b>689 593</b>	<b>668 914</b>	<b>1 766 911</b>
Personnel	0	30 008	24 926
66 Charges de personnel	0	30 008	24 926
Biens et services	0	108 277	246 692
60 Achats de biens	0	83 711	169 403
61 Acquisitions de services	0	7 910	19 150
62 Autres services	0	16 656	58 139
Transferts et subventions	0	360 218	805 700
64 Transferts	0	360 218	805 700
Investissement	689 593	170 411	689 593
21 Immobilisations incorporelles	362 093	145 625	362 093
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	285 000	22 410	285 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	42 500	2 376	42 500
<b>2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance</b>	<b>44 625</b>	<b>102 616</b>	<b>166 086</b>
Personnel	0	63 500	46 871
66 Charges de personnel	0	63 500	46 871
Biens et services	0	36 622	74 590
60 Achats de biens	0	5 543	13 419
61 Acquisitions de services	0	2 785	6 741
62 Autres services	0	28 294	54 430
Investissement	44 625	2 494	44 625
21 Immobilisations incorporelles	44 625	2 494	44 625
<b>Total</b>	<b>4 266 969</b>	<b>6 736 872</b>	<b>10 860 606</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>			
<b>1.017 Administration Générale</b>	<b>2 978 575</b>	<b>36 162 599</b>	<b>33 275 392</b>
Personnel	0	17 856 708	18 866 245
66 Charges de personnel	0	17 856 708	18 866 245
Biens et services	0	7 679 932	9 389 343
60 Achats de biens	0	2 002 896	2 698 545
61 Acquisitions de services	0	1 133 389	1 732 946
62 Autres services	0	4 543 647	4 957 852
Transferts et subventions	0	4 101 604	3 741 229
63 Subventions	0	3 283 471	2 583 471
64 Transferts	0	818 133	1 157 758
Investissement	2 978 575	6 524 355	1 278 575
21 Immobilisations incorporelles	75 000	34 500	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 903 575	6 489 855	1 203 575
<b>2.041 Développement de l'Education de Base</b>	<b>4 223 223</b>	<b>248 775 261</b>	<b>297 546 853</b>
Personnel	0	231 532 557	269 158 839
66 Charges de personnel	0	231 532 557	269 158 839
Biens et services	0	14 536 936	22 760 243
60 Achats de biens	0	9 048 381	15 420 076
61 Acquisitions de services	0	810 123	1 398 350
62 Autres services	0	4 678 432	5 941 817
Transferts et subventions	0	1 455 203	1 404 548
64 Transferts	0	1 455 203	1 404 548
Investissement	4 223 223	1 250 565	4 223 223
21 Immobilisations incorporelles	1 719 711	80 512	1 719 711
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 300 000	1 117 045	1 300 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 203 512	53 008	1 203 512
<b>2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général</b>	<b>20 660 071</b>	<b>33 432 581</b>	<b>54 212 555</b>
Personnel	0	14 695 229	22 872 906
66 Charges de personnel	0	14 695 229	22 872 906
Biens et services	0	6 511 958	10 679 578
60 Achats de biens	0	5 933 440	9 784 647
61 Acquisitions de services	0	152 597	258 153
62 Autres services	0	425 921	636 778
Investissement	20 660 071	12 225 394	20 660 071
21 Immobilisations incorporelles	18 149 884	12 149 884	18 149 884
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	0	1 000 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 510 187	75 510	1 510 187

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
<b>1 BUDGET GENERAL</b>						
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>						
<b>2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel</b>	<b>22 394 704</b>	<b>54 071 841</b>	<b>58 893 729</b>			
Personnel	0	16 161 024	20 323 907			
66 Charges de personnel	0	16 161 024	20 323 907			
Biens et services	0	8 743 037	9 128 891			
60 Achats de biens	0	8 224 269	8 509 522			
61 Acquisitions de services	0	124 552	173 770			
62 Autres services	0	394 216	445 599			
Transferts et subventions	0	7 022 940	7 046 227			
64 Transferts	0	7 022 940	7 046 227			
Investissement	22 394 704	22 144 840	22 394 704			
21 Immobilisations incorporelles	22 131 689	22 131 689	22 131 689			
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	263 015	13 151	263 015			
<b>Total</b>	<b>50 256 573</b>	<b>372 442 282</b>	<b>443 928 529</b>			

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
<b>1.018 Administration Générale</b>	<b>2 000 000</b>	<b>5 130 988</b>	<b>8 553 081</b>
Personnel	0	3 184 018	3 406 052
66 Charges de personnel	0	3 184 018	3 406 052
Biens et services	0	1 092 876	1 693 189
60 Achats de biens	0	265 526	532 878
61 Acquisitions de services	0	567 711	717 768
62 Autres services	0	259 639	442 543
Transferts et subventions	0	854 094	2 853 840
64 Transferts	0	854 094	2 853 840
Investissement	2 000 000	0	600 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	0	600 000
<b>2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur</b>	<b>11 847 120</b>	<b>57 607 031</b>	<b>76 454 699</b>
Personnel	0	4 727 033	4 621 940
66 Charges de personnel	0	4 727 033	4 621 940
Biens et services	0	303 698	514 314
60 Achats de biens	0	175 209	403 169
61 Acquisitions de services	0	53 633	22 989
62 Autres services	0	74 856	88 156
Transferts et subventions	0	52 071 578	63 701 325
64 Transferts	0	52 071 578	63 701 325
Investissement	11 847 120	504 722	7 617 120
21 Immobilisations incorporelles	981 993	94 964	981 993
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	10 865 127	409 758	6 635 127
<b>2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique</b>	<b>62 985</b>	<b>880 380</b>	<b>1 689 103</b>
Biens et services	0	8 631	22 563
62 Autres services	0	8 631	22 563
Transferts et subventions	0	858 599	1 603 555
64 Transferts	0	858 599	1 603 555
Investissement	62 985	13 150	62 985
21 Immobilisations incorporelles	62 985	3 150	62 985
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	10 000	0
<b>Total</b>	<b>13 910 105</b>	<b>63 618 399</b>	<b>86 696 883</b>

## Direction Générale du Budget

Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME</b>			
<b>1.019 Administration Générale</b>	<b>159 500</b>	<b>2 341 561</b>	<b>3 482 047</b>
Personnel	0	888 891	885 461
66 Charges de personnel	0	888 891	885 461
Biens et services	0	1 259 799	2 149 686
60 Achats de biens	0	637 364	1 019 468
61 Acquisitions de services	0	384 823	563 554
62 Autres services	0	237 612	566 664
Transferts et subventions	0	155 634	287 400
64 Transferts	0	155 634	287 400
Investissement	159 500	37 237	159 500
21 Immobilisations incorporelles	75 000	32 085	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	84 500	5 152	84 500
<b>2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel</b>	<b>901 500</b>	<b>771 305</b>	<b>1 769 040</b>
Personnel	0	261 114	263 536
66 Charges de personnel	0	261 114	263 536
Biens et services	0	48 742	116 750
60 Achats de biens	0	36 098	94 283
61 Acquisitions de services	0	8 024	16 764
62 Autres services	0	4 620	5 703
Transferts et subventions	0	399 047	487 254
64 Transferts	0	399 047	487 254
Investissement	901 500	62 402	901 500
21 Immobilisations incorporelles	9 500	452	9 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	892 000	61 950	892 000
<b>2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique</b>	<b>127 000</b>	<b>305 242</b>	<b>629 028</b>
Transferts et subventions	0	302 342	502 028
64 Transferts	0	302 342	502 028
Investissement	127 000	2 900	127 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	127 000	2 900	127 000

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation	2023	2022	2023
Nature / Article			
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME</b>			
<b>2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire</b>	<b>2 320 250</b>	<b>2 307 979</b>	<b>4 140 592</b>
Personnel	0	569 975	570 290
66 Charges de personnel	0	569 975	570 290
Biens et services	0	108 793	311 230
60 Achats de biens	0	58 543	197 100
61 Acquisitions de services	0	19 556	40 498
62 Autres services	0	30 694	73 632
Transferts et subventions	0	1 508 525	1 869 822
64 Transferts	0	1 508 525	1 869 822
Investissement	2 320 250	120 686	1 389 250
21 Immobilisations incorporelles	19 000	903	19 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 276 250	118 595	1 345 250
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	25 000	1 188	25 000
<b>2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat</b>	<b>892 000</b>	<b>683 555</b>	<b>1 936 091</b>
Personnel	0	395 588	406 218
66 Charges de personnel	0	395 588	406 218
Biens et services	0	73 904	198 564
60 Achats de biens	0	28 551	106 942
61 Acquisitions de services	0	25 786	53 968
62 Autres services	0	19 567	37 654
Transferts et subventions	0	180 363	439 309
63 Subventions	0	20 307	57 848
64 Transferts	0	160 056	381 461
Investissement	892 000	33 700	892 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	892 000	33 700	892 000
<b>2.051 Promotion du Secteur du Tourisme</b>	<b>0</b>	<b>315 303</b>	<b>563 348</b>
Personnel	0	18 000	18 221
66 Charges de personnel	0	18 000	18 221
Biens et services	0	115 361	318 308
60 Achats de biens	0	62 414	199 023
61 Acquisitions de services	0	38 652	88 143
62 Autres services	0	14 295	31 142
Transferts et subventions	0	181 942	226 819
64 Transferts	0	181 942	226 819
<b>Total</b>	<b>4 400 250</b>	<b>6 724 945</b>	<b>12 520 146</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation	2023	2022	2023
Nature / Article			
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>			
<b>1.020 Administration Générale</b>	<b>2 700 000</b>	<b>2 663 967</b>	<b>4 446 905</b>
Personnel	0	472 264	488 538
66 Charges de personnel	0	472 264	488 538
Biens et services	0	2 084 534	2 739 470
60 Achats de biens	0	656 418	780 561
61 Acquisitions de services	0	444 169	782 779
62 Autres services	0	459 657	550 920
65 Charges exceptionnelles	0	524 290	625 210
Transferts et subventions	0	98 742	118 897
64 Transferts	0	98 742	118 897
Investissement	2 700 000	8 427	1 100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 700 000	8 427	1 100 000
<b>2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes</b>	<b>800 000</b>	<b>1 184 044</b>	<b>2 241 515</b>
Personnel	0	974 623	1 035 953
66 Charges de personnel	0	974 623	1 035 953
Biens et services	0	138 888	387 322
60 Achats de biens	0	56 492	160 829
61 Acquisitions de services	0	34 319	72 412
62 Autres services	0	48 077	154 081
Transferts et subventions	0	4 141	18 240
64 Transferts	0	4 141	18 240
Investissement	800 000	66 392	800 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000	16 112	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	770 000	50 280	770 000
<b>2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives</b>	<b>20 511 050</b>	<b>9 826 763</b>	<b>5 731 842</b>
Personnel	0	537 441	542 719
66 Charges de personnel	0	537 441	542 719
Biens et services	0	192 381	243 447
60 Achats de biens	0	22 850	29 139
61 Acquisitions de services	0	17 226	40 500
62 Autres services	0	152 305	173 808
Transferts et subventions	0	2 881 968	784 626
64 Transferts	0	2 881 968	784 626
Investissement	20 511 050	6 214 973	4 161 050
21 Immobilisations incorporelles	11 050	618	11 050
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	20 500 000	6 214 355	4 150 000

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation	2023	2022	2023
Nature / Article			
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>			
<b>2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents</b>	<b>9 610</b>	<b>399 667</b>	<b>732 882</b>
Personnel	0	195 960	190 119
66 Charges de personnel	0	195 960	190 119
Biens et services	0	157 289	494 155
60 Achats de biens	0	116 470	407 845
61 Acquisitions de services	0	22 999	53 003
62 Autres services	0	17 820	33 307
Transferts et subventions	0	45 880	38 998
64 Transferts	0	45 880	38 998
Investissement	9 610	538	9 610
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 610	538	9 610
<b>2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté</b>	<b>50 000</b>	<b>2 142 265</b>	<b>2 163 379</b>
Personnel	0	0	500
66 Charges de personnel	0	0	500
Biens et services	0	0	80 000
60 Achats de biens	0	0	45 000
61 Acquisitions de services	0	0	20 000
62 Autres services	0	0	15 000
Transferts et subventions	0	2 142 265	2 032 879
64 Transferts	0	2 142 265	2 032 879
Investissement	50 000	0	50 000
21 Immobilisations incorporelles	10 000	0	10 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000	0	40 000
<b>Total</b>	<b>24 070 660</b>	<b>16 216 706</b>	<b>15 316 523</b>



## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
<b>1.021 Administration, Coordination et Décentralisation</b>	<b>2 797 196</b>	<b>16 475 032</b>	<b>21 086 049</b>
Personnel	0	11 359 997	10 637 262
66 Charges de personnel	0	11 359 997	10 637 262
Biens et services	0	2 795 281	5 032 264
60 Achats de biens	0	1 792 497	3 168 279
61 Acquisitions de services	0	771 384	1 329 683
62 Autres services	0	231 400	534 302
Transferts et subventions	0	1 136 978	2 619 327
63 Subventions	0	45 171	45 171
64 Transferts	0	1 091 807	2 574 156
Investissement	2 797 196	1 182 776	2 797 196
21 Immobilisations incorporelles	173 675	225 216	173 675
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 563 521	954 560	2 563 521
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	3 000	60 000
<b>2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies</b>	<b>18 850</b>	<b>44 599 683</b>	<b>50 427 813</b>
Personnel	0	35 613 312	39 821 539
66 Charges de personnel	0	35 613 312	39 821 539
Biens et services	0	2 303 888	5 091 660
60 Achats de biens	0	434 584	1 800 579
61 Acquisitions de services	0	732 620	1 462 222
62 Autres services	0	791 623	1 000 763
65 Charges exceptionnelles	0	345 061	828 096
Transferts et subventions	0	3 374 921	5 495 764
64 Transferts	0	3 374 921	5 495 764
Investissement	18 850	3 307 562	18 850
21 Immobilisations incorporelles		164 084	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 850	1 666 727	18 850
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		1 476 751	
<b>2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation</b>	<b>6 732</b>	<b>7 752 126</b>	<b>7 899 204</b>
Personnel	0	80 000	70 737
66 Charges de personnel	0	80 000	70 737
Biens et services	0	7 671 789	7 821 735
60 Achats de biens	0	7 653 550	7 794 940
61 Acquisitions de services	0	10 139	16 795
62 Autres services	0	8 100	10 000
Investissement	6 732	337	6 732
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 732	337	6 732

## Direction Générale du Budget

## Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
<b>2.057 Soins Hospitaliers et Recherche</b>	<b>33 457 850</b>	<b>38 259 018</b>	<b>49 709 098</b>
Personnel	0	410 582	405 577
66 Charges de personnel	0	410 582	405 577
Biens et services	0	61 651	99 790
60 Achats de biens	0	25 236	53 078
61 Acquisitions de services	0	2 491	4 833
62 Autres services	0	33 924	41 879
Transferts et subventions	0	21 970 996	30 567 881
64 Transferts	0	21 970 996	30 567 881
Investissement	33 457 850	15 815 789	18 635 850
21 Immobilisations incorporelles	601 850	63 945	599 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	32 856 000	15 751 844	18 036 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	0	0
<b>2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion</b>	<b>879 182</b>	<b>2 007 307</b>	<b>3 958 382</b>
Personnel	0	479 300	450 683
66 Charges de personnel	0	479 300	450 683
Biens et services	0	216 970	424 082
60 Achats de biens	0	20 966	54 810
61 Acquisitions de services	0	25 896	45 731
65 Charges exceptionnelles	0	170 108	323 541
Transferts et subventions	0	1 257 076	2 254 435
64 Transferts	0	1 257 076	2 254 435
Investissement	879 182	53 961	829 182
21 Immobilisations incorporelles	66 832	3 343	66 832
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	812 350	50 618	762 350
<b>2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire</b>	<b>1 071 000</b>	<b>7 457 658</b>	<b>16 037 177</b>
Personnel	0	2 221 556	2 335 023
66 Charges de personnel	0	2 221 556	2 335 023
Biens et services	0	208 612	416 494
60 Achats de biens	0	71 644	201 855
61 Acquisitions de services	0	41 996	83 897
62 Autres services	0	94 972	130 742
Transferts et subventions	0	5 016 440	12 664 660
64 Transferts	0	5 016 440	12 664 660
Investissement	1 071 000	11 050	621 000
21 Immobilisations incorporelles	21 000	1 050	21 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 050 000	10 000	600 000

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
<b>2.063 Lutte Contre la Pauvreté</b>	<b>762 750</b>	<b>1 056 347</b>	<b>1 719 664</b>
Transferts et subventions	0	865 109	956 914
64 Transferts	0	865 109	956 914
Investissement	762 750	191 238	762 750
21 Immobilisations incorporelles	347 750	156 238	347 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	415 000	35 000	415 000
<b>Total</b>	<b>38 993 560</b>	<b>117 607 171</b>	<b>150 837 387</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>			
<b>2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA</b>	<b>0</b>	<b>1 174 138</b>	<b>2 509 646</b>
Personnel	0	208 856	180 877
66 Charges de personnel	0	208 856	180 877
Biens et services	0	58 560	58 560
60 Achats de biens	0	0	0
61 Acquisitions de services	0	58 560	58 560
62 Autres services	0	0	0
Transferts et subventions	0	906 722	2 270 209
64 Transferts	0	906 722	2 270 209
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 174 138</b>	<b>2 509 646</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	2022
<b>1 BUDGET GENERAL</b>				
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>				
<b>1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles</b>	<b>1 309 076</b>	<b>1 413 915</b>	<b>2 540 322</b>	
Personnel	0	712 780	725 320	
66 Charges de personnel	0	712 780	725 320	
Biens et services	0	506 326	833 788	
60 Achats de biens	0	271 309	506 588	
61 Acquisitions de services	0	214 027	288 872	
62 Autres services	0	20 990	38 328	
Transferts et subventions	0	185 427	707 138	
64 Transferts	0	185 427	707 138	
Investissement	1 309 076	9 382	274 076	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 309 076	9 382	274 076	
<b>2.059 Promotion de la Femme</b>	<b>642 486</b>	<b>1 797 248</b>	<b>2 662 651</b>	
Personnel	0	862 341	915 626	
66 Charges de personnel	0	862 341	915 626	
Biens et services	0	145 094	390 080	
60 Achats de biens	0	60 142	223 321	
61 Acquisitions de services	0	38 205	82 060	
62 Autres services	0	46 747	84 699	
Transferts et subventions	0	7 533	21 459	
64 Transferts	0	7 533	21 459	
Investissement	642 486	782 280	1 335 486	
21 Immobilisations incorporelles	140 000	61 970	140 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	502 486	720 310	1 195 486	
<b>2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille</b>	<b>496 599</b>	<b>758 755</b>	<b>1 473 028</b>	
Personnel	0	287 378	291 493	
66 Charges de personnel	0	287 378	291 493	
Biens et services	0	191 856	388 512	
60 Achats de biens	0	84 424	223 880	
61 Acquisitions de services	0	3 382	9 632	
62 Autres services	0	104 050	155 000	
Transferts et subventions	0	220 395	296 424	
64 Transferts	0	220 395	296 424	
Investissement	496 599	59 126	496 599	
21 Immobilisations incorporelles	75 000	32 277	75 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	421 599	26 849	421 599	
<b>Total</b>	<b>2 448 161</b>	<b>3 969 918</b>	<b>6 676 001</b>	

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
<b>1.024 Administration Générale</b>	<b>119 500</b>	<b>1 797 228</b>	<b>2 420 020</b>
Personnel	0	755 778	783 106
66 Charges de personnel	0	755 778	783 106
Biens et services	0	786 058	1 330 522
60 Achats de biens	0	349 430	678 116
61 Acquisitions de services	0	331 257	504 856
62 Autres services	0	105 371	147 550
Transferts et subventions	0	103 450	186 892
64 Transferts	0	103 450	186 892
Investissement	119 500	151 942	119 500
21 Immobilisations incorporelles	90 000	67 890	90 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	29 500	84 052	29 500
<b>2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie</b>	<b>432 887 900</b>	<b>54 828 294</b>	<b>76 884 900</b>
Personnel	0	973 113	1 009 259
66 Charges de personnel	0	973 113	1 009 259
Biens et services	0	126 978	331 720
60 Achats de biens	0	69 789	209 828
61 Acquisitions de services	0	35 855	82 062
62 Autres services	0	21 334	39 830
Transferts et subventions	0	637 219	670 021
64 Transferts	0	637 219	670 021
Investissement	432 887 900	53 090 984	74 873 900
21 Immobilisations incorporelles	2 138 000	671 030	1 988 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	430 119 500	52 102 404	72 255 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	550 000	237 150	550 000
26 Prises de participations et cautionnements	80 400	80 400	80 400
<b>2.066 Développement et sécurisation des transports</b>	<b>17 146 087</b>	<b>5 140 920</b>	<b>6 495 521</b>
Personnel	0	1 148 911	1 228 169
66 Charges de personnel	0	1 148 911	1 228 169
Biens et services	0	150 569	377 744
60 Achats de biens	0	80 172	244 070
61 Acquisitions de services	0	31 999	72 778
62 Autres services	0	38 398	60 896
Transferts et subventions	0	393 272	1 023 521
64 Transferts	0	393 272	1 023 521
Investissement	17 146 087	3 448 168	3 866 087
21 Immobilisations incorporelles	100 000	465 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	17 010 000	2 976 405	3 730 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	30 787	1 463	30 787
26 Prises de participations et cautionnements	5 300	5 300	5 300
<b>Total</b>	<b>450 153 487</b>	<b>61 766 442</b>	<b>85 800 441</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
<b>1.025 Administration Générale</b>	<b>110 000</b>	<b>1 037 349</b>	<b>1 405 962</b>
Personnel	0	441 098	444 356
66 Charges de personnel	0	441 098	444 356
Biens et services	0	551 124	821 606
60 Achats de biens	0	192 950	282 241
61 Acquisitions de services	0	291 444	428 550
62 Autres services	0	66 730	110 815
Transferts et subventions	0	10 531	30 000
64 Transferts	0	10 531	30 000
Investissement	110 000	34 596	110 000
21 Immobilisations incorporelles	80 000	29 946	80 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	4 650	30 000
<b>2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations</b>	<b>2 053 000</b>	<b>3 753 341</b>	<b>5 717 773</b>
Personnel	0	984 197	993 536
66 Charges de personnel	0	984 197	993 536
Biens et services	0	209 203	471 033
60 Achats de biens	0	100 296	277 291
61 Acquisitions de services	0	59 835	124 762
62 Autres services	0	49 072	68 980
Transferts et subventions	0	379 741	460 204
64 Transferts	0	379 741	460 204
Investissement	2 053 000	2 180 200	3 793 000
21 Immobilisations incorporelles	255 000	111 600	255 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 798 000	2 068 600	3 538 000
<b>2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger</b>	<b>297 000</b>	<b>2 410 561</b>	<b>4 504 411</b>
Transferts et subventions	0	222 043	307 411
64 Transferts	0	222 043	307 411
Investissement	297 000	2 188 518	4 197 000
21 Immobilisations incorporelles	167 000	120 503	167 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	130 000	2 068 015	4 030 000

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
<b>2.071 Protection et Conservation de la Nature</b>	<b>6 431 000</b>	<b>16 202 375</b>	<b>10 638 318</b>
Personnel	0	3 630 051	3 792 373
66 Charges de personnel	0	3 630 051	3 792 373
Biens et services	0	288 279	619 393
60 Achats de biens	0	119 700	343 091
61 Acquisitions de services	0	60 041	128 786
62 Autres services	0	108 538	147 516
Transferts et subventions	0	161 150	184 552
64 Transferts	0	161 150	184 552
Investissement	6 431 000	12 122 895	6 042 000
21 Immobilisations incorporelles	890 000	373 248	890 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 541 000	11 749 647	5 152 000
<b>2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement</b>	<b>697 000</b>	<b>440 175</b>	<b>1 117 994</b>
Transferts et subventions	0	255 493	420 994
64 Transferts	0	255 493	420 994
Investissement	697 000	184 682	697 000
21 Immobilisations incorporelles	612 000	170 732	612 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	85 000	13 950	85 000
<b>Total</b>	<b>9 588 000</b>	<b>23 843 801</b>	<b>23 384 458</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>				
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>				
<b>1.026 Administration Générale</b>	<b>3 395 000</b>	<b>35 224 536</b>	<b>34 891 467</b>	
Personnel	0	794 799	777 190	
66 Charges de personnel	0	794 799	777 190	
Biens et services	0	1 065 983	1 784 377	
60 Achats de biens	0	454 627	863 419	
61 Acquisitions de services	0	421 564	686 648	
62 Autres services	0	189 792	234 310	
Transferts et subventions	0	30 202 700	30 414 900	
63 Subventions	0	30 000 000	30 000 000	
64 Transferts	0	202 700	414 900	
Investissement	3 395 000	3 161 054	1 915 000	
21 Immobilisations incorporelles	382 000	73 736	382 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 000 000	3 086 700	1 520 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	13 000	618	13 000	
<b>2.073 Développement des Ressources Energétiques</b>	<b>14 088 609</b>	<b>39 141 460</b>	<b>37 247 245</b>	
Personnel	0	487 802	458 296	
66 Charges de personnel	0	487 802	458 296	
Biens et services	0	119 417	314 015	
60 Achats de biens	0	51 002	175 829	
61 Acquisitions de services	0	39 799	89 364	
62 Autres services	0	28 616	48 822	
Transferts et subventions	0	7 651 884	6 213 325	
64 Transferts	0	7 651 884	6 213 325	
Investissement	14 088 609	30 882 357	30 261 609	
21 Immobilisations incorporelles	964 609	523 627	964 609	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	13 124 000	30 358 730	29 297 000	
<b>2.074 Développement des Ressources en Eau</b>	<b>74 209 000</b>	<b>31 133 949</b>	<b>49 403 175</b>	
Personnel	0	1 131 557	1 138 243	
66 Charges de personnel	0	1 131 557	1 138 243	
Biens et services	0	224 850	564 082	
60 Achats de biens	0	98 100	303 350	
61 Acquisitions de services	0	82 283	192 341	
62 Autres services	0	44 467	68 391	
Transferts et subventions	0	360 862	555 850	
64 Transferts	0	360 862	555 850	
Investissement	74 209 000	29 416 680	47 145 000	
21 Immobilisations incorporelles	3 518 000	1 091 345	2 218 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	70 691 000	28 325 335	44 927 000	



## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
<b>2.075 Développement des ressources minérales</b>	<b>380 925</b>	<b>1 161 489</b>	<b>2 575 039</b>
Personnel	0	807 672	806 895
66 Charges de personnel	0	807 672	806 895
Biens et services	0	141 648	388 394
60 Achats de biens	0	36 986	156 833
61 Acquisitions de services	0	93 888	198 961
62 Autres services	0	10 774	32 600
Transferts et subventions	0	142 900	233 825
64 Transferts	0	142 900	233 825
Investissement	380 925	69 269	1 145 925
21 Immobilisations incorporelles	349 725	23 387	349 725
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	31 200	45 882	796 200
<b>Total</b>	<b>92 073 534</b>	<b>106 661 434</b>	<b>124 116 926</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>			
<b>1.028 Administration Générale</b>	<b>6 375</b>	<b>744 026</b>	<b>1 010 365</b>
Personnel	0	273 283	269 701
66 Charges de personnel	0	273 283	269 701
Biens et services	0	434 265	673 727
60 Achats de biens	0	169 024	318 766
61 Acquisitions de services	0	226 663	285 543
62 Autres services	0	38 578	69 418
Transferts et subventions	0	27 171	60 562
63 Subventions	0	25 011	60 562
64 Transferts	0	2 160	0
Investissement	6 375	9 307	6 375
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 375	9 307	6 375
<b>2.076 Medias et Communication Publics</b>	<b>2 358 500</b>	<b>4 875 843</b>	<b>7 977 078</b>
Transferts et subventions	0	4 543 643	6 068 578
64 Transferts	0	4 543 643	6 068 578
Investissement	2 358 500	332 200	1 908 500
21 Immobilisations incorporelles	125 000	91 140	125 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 233 500	241 060	1 783 500
<b>2.077 Poste et Nouvelles Technologies</b>	<b>610 000</b>	<b>2 032 979</b>	<b>3 106 706</b>
Personnel	0	45 108	60 060
66 Charges de personnel	0	45 108	60 060
Biens et services	0	59 282	146 151
60 Achats de biens	0	43 319	111 187
61 Acquisitions de services	0	13 533	32 325
62 Autres services	0	2 430	2 639
Transferts et subventions	0	1 756 514	2 290 495
64 Transferts	0	1 756 514	2 290 495
Investissement	610 000	172 075	610 000
21 Immobilisations incorporelles	35 000	1 425	35 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	575 000	170 650	575 000
<b>Total</b>	<b>2 974 875</b>	<b>7 652 848</b>	<b>12 094 149</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>			
<b>2.096 Régulation de la Communication</b>	<b>212 500</b>	<b>845 081</b>	<b>1 381 342</b>
Personnel	0	560 375	619 975
66 Charges de personnel	0	560 375	619 975
Biens et services	0	28 320	28 320
61 Acquisitions de services	0	28 320	28 320
Transferts et subventions	0	244 511	520 547
64 Transferts	0	244 511	520 547
Investissement	212 500	11 875	212 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	212 500	11 875	212 500
<b>Total</b>	<b>212 500</b>	<b>845 081</b>	<b>1 381 342</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>				
<b>740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>				
<b>1.029 Administration Générale</b>	<b>4 808 500</b>	<b>2 722 514</b>	<b>5 707 051</b>	
Personnel	0	938 430	1 054 644	
66 Charges de personnel	0	938 430	1 054 644	
Biens et services	0	932 960	1 528 708	
60 Achats de biens	0	423 100	608 198	
61 Acquisitions de services	0	457 380	660 301	
62 Autres services	0	52 480	260 209	
Transferts et subventions	0	57 992	215 199	
64 Transferts	0	57 992	215 199	
Investissement	4 808 500	793 132	2 908 500	
21 Immobilisations incorporelles	295 000	88 499	295 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 513 500	704 633	2 613 500	
<b>2.029 Gestion des Biens de l'Etat</b>	<b>3 970 000</b>	<b>1 742 762</b>	<b>4 592 026</b>	
Personnel	0	138 134	154 443	
66 Charges de personnel	0	138 134	154 443	
Biens et services	0	79 004	350 083	
60 Achats de biens	0	20 849	259 392	
61 Acquisitions de services	0	17 602	50 138	
62 Autres services	0	40 553	40 553	
Transferts et subventions	0	86 674	117 500	
64 Transferts	0	86 674	117 500	
Investissement	3 970 000	1 438 950	3 970 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 120 000	85 200	1 120 000	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2 850 000	1 353 750	2 850 000	
<b>2.078 Gestion Cadastre et Foncière</b>	<b>2 860 000</b>	<b>2 441 279</b>	<b>4 520 380</b>	
Personnel	0	1 833 463	2 058 834	
66 Charges de personnel	0	1 833 463	2 058 834	
Biens et services	0	240 020	683 046	
60 Achats de biens	0	137 722	414 034	
61 Acquisitions de services	0	47 826	122 072	
62 Autres services	0	54 472	146 940	
Transferts et subventions	0	225 956	338 500	
64 Transferts	0	225 956	338 500	
Investissement	2 860 000	141 840	1 440 000	
21 Immobilisations incorporelles	60 000	100 365	60 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 800 000	41 475	1 380 000	

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>			
<b>2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires</b>	<b>5 550 000</b>	<b>2 136 020</b>	<b>7 869 544</b>
Personnel	0	1 568 922	1 722 974
66 Charges de personnel	0	1 568 922	1 722 974
Biens et services	0	190 927	481 820
60 Achats de biens	0	100 201	298 738
61 Acquisitions de services	0	35 075	84 295
62 Autres services	0	55 651	98 787
Transferts et subventions	0	40 281	114 750
64 Transferts	0	40 281	114 750
Investissement	5 550 000	335 890	5 550 000
21 Immobilisations incorporelles	350 000	32 290	350 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 200 000	303 600	5 200 000
<b>2.080 Population</b>	<b>800 000</b>	<b>2 428 301</b>	<b>1 158 175</b>
Personnel	0	140 579	141 264
66 Charges de personnel	0	140 579	141 264
Biens et services	0	42 560	76 600
60 Achats de biens	0	5 336	15 200
61 Acquisitions de services	0	21 024	41 400
62 Autres services	0	16 200	20 000
Transferts et subventions	0	71 062	140 311
64 Transferts	0	71 062	140 311
Investissement	800 000	2 174 100	800 000
21 Immobilisations incorporelles	490 000	158 270	490 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	310 000	2 015 830	310 000
<b>2.081 Aménagement du Territoire</b>	<b>280 000</b>	<b>195 542</b>	<b>481 815</b>
Personnel	0	140 798	142 815
66 Charges de personnel	0	140 798	142 815
Biens et services	0	24 844	59 000
60 Achats de biens	0	5 266	15 000
61 Acquisitions de services	0	12 288	35 000
62 Autres services	0	7 290	9 000
Investissement	280 000	29 900	280 000
21 Immobilisations incorporelles	210 000	27 390	210 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	70 000	2 510	70 000
<b>Total</b>	<b>18 268 500</b>	<b>11 666 418</b>	<b>24 328 991</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
<b>1.034 Administration Générale</b>	<b>12 099 500</b>	<b>33 099 529</b>	<b>43 500 942</b>
Personnel	0	2 685 861	1 813 751
66 Charges de personnel	0	2 685 861	1 813 751
Biens et services	0	1 967 514	3 339 377
60 Achats de biens	0	906 473	1 715 855
61 Acquisitions de services	0	673 389	937 079
62 Autres services	0	387 652	686 443
Transferts et subventions	0	142 641	375 314
64 Transferts	0	142 641	375 314
Investissement	12 099 500	28 303 513	37 972 500
21 Immobilisations incorporelles	1 035 000	480 371	1 035 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	10 529 500	27 690 557	36 402 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	535 000	132 585	535 000
<b>2.087 Appui au Monde Rural</b>	<b>8 771 849</b>	<b>29 762 291</b>	<b>37 212 140</b>
Personnel	0	5 125 963	5 374 627
66 Charges de personnel	0	5 125 963	5 374 627
Biens et services	0	187 969	526 867
60 Achats de biens	0	129 557	399 235
61 Acquisitions de services	0	36 645	87 265
62 Autres services	0	21 767	40 367
Transferts et subventions	0	19 018 982	24 338 797
64 Transferts	0	19 018 982	24 338 797
Investissement	8 771 849	5 429 377	6 971 849
21 Immobilisations incorporelles	458 500	246 433	458 500
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 026 849	2 443 948	5 026 849
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 286 500	2 738 996	1 486 500
<b>2.088 Aménagement et Equipement Rural</b>	<b>25 708 500</b>	<b>38 944 720</b>	<b>45 215 792</b>
Personnel	0	911 035	940 600
66 Charges de personnel	0	911 035	940 600
Biens et services	0	113 219	283 571
60 Achats de biens	0	61 270	178 302
61 Acquisitions de services	0	27 205	61 227
62 Autres services	0	24 744	44 042
Transferts et subventions	0	2 867 734	3 486 121
64 Transferts	0	2 867 734	3 486 121
Investissement	25 708 500	35 052 732	40 505 500
21 Immobilisations incorporelles	4 146 750	2 564 144	4 130 750
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	475 000	235 051	475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	21 086 750	32 253 537	35 899 750

## Direction Générale du Budget

## Un peuple - un But - une Foi

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	2023	2022	2023	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>						
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>						
<b>2.089 Recherche et Formation</b>	<b>360 500</b>	<b>9 091 082</b>	<b>7 180 955</b>			
Personnel		10 533				
66 Charges de personnel		10 533				
Biens et services	0	15 545	31 900			
60 Achats de biens	0	12 756	26 400			
61 Acquisitions de services	0	2 789	5 500			
Transferts et subventions	0	4 150 136	4 400 555			
64 Transferts	0	4 150 136	4 400 555			
Investissement	360 500	4 914 868	2 748 500			
21 Immobilisations incorporelles	67 000	2 311 786	67 000			
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	293 500	2 603 082	2 681 500			
<b>2.090 Développement des Productions et Industries Animales</b>	<b>2 686 000</b>	<b>6 310 293</b>	<b>8 171 417</b>			
Personnel	0	1 492 528	1 492 701			
66 Charges de personnel	0	1 492 528	1 492 701			
Biens et services	0	166 682	382 737			
60 Achats de biens	0	80 132	224 871			
61 Acquisitions de services	0	36 074	82 057			
62 Autres services	0	50 476	75 809			
Transferts et subventions	0	3 220 353	4 289 979			
64 Transferts	0	3 220 353	4 289 979			
Investissement	2 686 000	1 430 730	2 006 000			
21 Immobilisations incorporelles	169 000	183 999	139 000			
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	500 000	136 563	500 000			
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 217 000	891 667	567 000			
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	800 000	218 501	800 000			
<b>2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles</b>	<b>805 000</b>	<b>3 918 391</b>	<b>4 243 636</b>			
Personnel	0	986 054	1 219 896			
66 Charges de personnel	0	986 054	1 219 896			
Biens et services	0	130 189	356 368			
60 Achats de biens	0	61 008	179 394			
61 Acquisitions de services	0	32 947	73 354			
62 Autres services	0	36 234	103 620			
Transferts et subventions	0	188 333	307 372			
64 Transferts	0	188 333	307 372			
Investissement	805 000	2 613 815	2 360 000			
21 Immobilisations incorporelles	195 000	71 192	195 000			
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	300 000	81 938	300 000			
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	310 000	2 460 685	1 865 000			

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
<b>2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire</b>	<b>825 000</b>	<b>2 804 145</b>	<b>3 716 456</b>
Personnel	0	1 633 586	1 652 117
66 Charges de personnel	0	1 633 586	1 652 117
Biens et services	0	154 375	385 505
60 Achats de biens	0	87 752	250 229
61 Acquisitions de services	0	39 027	87 713
62 Autres services	0	27 596	47 563
Transferts et subventions	0	745 845	853 834
64 Transferts	0	745 845	853 834
Investissement	825 000	270 339	825 000
21 Immobilisations incorporelles	150 000	80 560	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	18 600	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	171 179	475 000
<b>Total</b>	<b>51 256 349</b>	<b>123 930 451</b>	<b>149 241 338</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>			
<b>2.093 Sécurité Alimentaire</b>	<b>1 800 000</b>	<b>12 253 503</b>	<b>23 611 261</b>
Personnel	0	312 022	321 923
66 Charges de personnel	0	312 022	321 923
Biens et services	0	7 123 960	19 442 737
60 Achats de biens	0	6 545 551	18 135 389
61 Acquisitions de services	0	311 846	703 847
62 Autres services	0	266 563	603 501
Transferts et subventions	0	322 288	811 601
64 Transferts	0	322 288	811 601
Investissement	1 800 000	4 495 233	3 035 000
21 Immobilisations incorporelles	400 000	120 233	400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	2 975 000	1 235 000
26 Prises de participations et cautionnements	1 400 000	1 400 000	1 400 000
<b>Total</b>	<b>1 800 000</b>	<b>12 253 503</b>	<b>23 611 261</b>



## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	2022
<b>1 BUDGET GENERAL</b>				
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>				
<b>0.003 Provisions pour imprévus</b>	<b>239 089 892</b>	<b>459 414 313</b>	<b>428 563 927</b>	
Personnel	0	200 816 567	94 008 221	
66 Charges de personnel	0	200 816 567	94 008 221	
Biens et services	0	158 642 882	150 641 089	
60 Achats de biens	0	122 781 723	106 812 953	
61 Acquisitions de services	0	6 369 779	11 969 200	
62 Autres services	0	304 988	312 988	
65 Charges exceptionnelles	0	27 950 444	30 310 000	
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948	
Transferts et subventions	0	65 263 730	111 773 982	
63 Subventions	0	21 758 793	40 000 000	
64 Transferts	0	43 504 937	71 773 982	
Investissement	239 089 892	34 691 134	72 140 635	
21 Immobilisations incorporelles	5 000 000	375 401	5 000 000	
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	4 500 000	4 500 000	4 500 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	199 180 584	1 774 539	32 231 327	
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	11 409 308	9 242 194	11 409 308	
26 Prises de participations et cautionnements	19 000 000	18 799 000	19 000 000	
<b>0.004 Dette</b>	<b>0</b>	<b>175 063 000</b>	<b>199 902 000</b>	
Biens et services	0	175 063 000	199 902 000	
67 Intérêts et frais financiers	0	175 063 000	199 902 000	
<b>Total</b>	<b>239 089 892</b>	<b>634 477 313</b>	<b>628 465 927</b>	
<b>Total BUDGET GENERAL</b>	<b>1 188 900 591</b>	<b>2 468 646 976</b>	<b>2 774 980 741</b>	

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement		
	2023	2022	2023
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>			
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
<b>4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>
Personnel	0	2 446 500	2 416 200
66 Charges de personnel	0	2 446 500	2 416 200
Biens et services	0	2 901 973	2 897 165
60 Achats de biens	0	1 173 450	1 157 592
61 Acquisitions de services	0	1 283 600	1 288 750
62 Autres services	0	417 000	422 600
67 Intérêts et frais financiers	0	27 923	28 223
Transferts et subventions	0	518 000	423 000
64 Transferts	0	518 000	423 000
Investissement	2 023 000	2 029 300	2 023 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 178 000	1 396 300	1 178 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	420 000	463 000	420 000
26 Prises de participations et cautionnements	425 000	170 000	425 000
<b>Total</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>
<b>Total BUDGETS ANNEXES</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
Programme ou Dotation	2023	2022	2023
Nature / Article			
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>			
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
<b>3.001 Remboursement des Crédits TVA</b>	0	126 719 397	98 159 000
Biens et services	0	126 719 397	98 159 000
65 Charges exceptionnelles	0	126 719 397	98 159 000
<b>3.008 Appui au développement de la statistique</b>	3 000 000	5 411 949	3 000 000
Investissement	3 000 000	5 411 949	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	3 000 000	5 411 949	3 000 000
<b>3.009 Fonds pour le Développement Durable</b>	0	22 500 000	0
Investissement	0	22 500 000	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	22 500 000	0
<b>3.014 Garanties et Avals</b>	0	0	343 442
Biens et services	0	0	343 442
65 Charges exceptionnelles	0	0	343 442
Investissement	0	0	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	0	0
<b>Total</b>	<b>3 000 000</b>	<b>154 631 346</b>	<b>101 502 442</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
<b>3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique</b>	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
21 Immobilisations incorporelles	2 500 000	2 500 000	2 500 000
<b>Total</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
<b>3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant</b>	0	650 000	650 000
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
64 Transferts	0	650 000	650 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>650 000</b>	<b>650 000</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>			
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
<b>3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune</b>	<b>475 000</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
Biens et services	0	25 000	25 000
60 Achats de biens	0	25 000	25 000
Investissement	475 000	475 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	425 000	425 000
<b>3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts</b>	<b>1 260 000</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 800 000</b>
Biens et services	0	450 000	450 000
60 Achats de biens	0	450 000	450 000
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	90 000	90 000
Investissement	1 260 000	1 260 000	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	720 000	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	450 000	450 000
<b>3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social</b>	<b>60 000</b>	<b>500 080</b>	<b>500 080</b>
Biens et services	0	440 080	440 080
60 Achats de biens	0	293 900	293 900
61 Acquisitions de services	0	30 000	30 000
62 Autres services	0	116 180	116 180
Investissement	60 000	60 000	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	60 000	60 000
<b>Total</b>	<b>1 795 000</b>	<b>2 800 080</b>	<b>2 800 080</b>
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
<b>3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières</b>	<b>0</b>	<b>350 000</b>	<b>350 000</b>
Biens et services	0	350 000	350 000
60 Achats de biens	0	350 000	350 000
<b>3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)</b>	<b>10 000</b>	<b>360 000</b>	<b>360 000</b>
Personnel	0	255 000	255 000
66 Charges de personnel	0	255 000	255 000
Biens et services	0	95 000	95 000
60 Achats de biens	0	40 000	40 000
61 Acquisitions de services	0	55 000	55 000
Investissement	10 000	10 000	10 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	10 000	10 000	10 000
<b>Total</b>	<b>10 000</b>	<b>710 000</b>	<b>710 000</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

21/09/2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>			
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
<b>3.006 Appui au financement de l'Agriculture</b>	<b>5 000 000</b>	<b>9 193 976</b>	<b>5 000 000</b>
Investissement	5 000 000	9 193 976	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 000 000	9 193 976	5 000 000
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>9 193 976</b>	<b>5 000 000</b>
<b>Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>12 305 000</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 203 228 591</b>	<b>2 647 028 151</b>	<b>2 895 902 628</b>

**Article 23** : Pour 2023, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif et en montant, figure à l'état B annexé à la présente loi.

**Article 24** : Pour 2023, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à l'état C annexé à la présente loi.

**Article 25** : Pour 2023, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à l'état D annexé à la présente loi.

**Article 26** : Pour 2023, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à l'état E annexé à la présente loi.

**Article 27** : Pour 2023, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à l'état F annexé à la présente loi.

## **TITRE II :DISPOSITIONS SPECIALES**

**Article 28** : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

**Article 29** : Le ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2023 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

**Article 30** : En cours d'exécution de la présente loi, le ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits sur le budget d'Etat 2023, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

**Article 31** : Toute personne appartenant au Cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

**Article 32** : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un arrêté du ministre chargé des Finances.

### **TITRE III :AUTRES DISPOSITIONS**

**Article 33** : Pour 2023, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à l'état G annexé à la présente loi.

**Article 34** : Pour 2023, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à l'état H annexé à la présente loi.

**Article 35**: Pour 2023, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à l'état I annexé à la présente loi.

**Article 36** : Pour 2023, le tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution figure à l'état J annexé à la présente loi.

**Article 37** : Pour 2023, le détail du Programme triennal d'Investissement 2023-2025 figure à l'état K annexé à la présente loi.

**Article 38** : Un état développé, état L des restes à payer de l'Etat est joint à la présente loi.

**Article 39** : Pour 2023, le Plan de Trésorerie prévisionnel mensualisé est établi conformément à l'état M annexé à la présente loi.

**Article 40** : Pour 2023, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à l'état N.

**Article 41 :** Pour 2023, l'estimation des subventions à la consommation sur les Produits pétroliers figure à l'état O annexé à la présente loi.

**Article 42 :** Pour 2023, les statistiques sur les emplois créés figurent à l'état P annexé à la présente loi.

**Article 43 :** Pour 2023, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à l'état Q annexé à la présente loi.

**Article 44 :** Pour 2023, la liste des Taxes parafiscales et leur évaluation figure à l'état R annexé à la présente loi.

**Article 45 :** Pour 2023, l'annexe relative aux Dépenses fiscales figure à l'état S annexé à la présente loi.

**Article 46 :** Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à l'état T annexé à la présente loi.

**Article 47 :** Pour 2023, l'annexe relative au genre figure à l'état V annexé à la présente loi.

**Article 48 :** Pour 2023, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à l'état W annexé à la présente loi.

**Article 49 :** La présente loi sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 13 DEC 2022

Le Président de la Transition,  
Chef de l'Etat,

  
Colonel Assimi GOITA



# **BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT**

-----  
DIRECTION NATIONALE DE LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT



**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2023**



Septembre 2022

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>BSI</b>	Budget Spécial d'Investissement
<b>CFA</b>	Communauté Française d'Afrique
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne de Développement Textile
<b>CPS</b>	Cellule de Planification et de Statistique
<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement
<b>CT/CSLP</b>	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGCC</b>	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
<b>DFM</b>	Direction des Finances et du Matériel
<b>DNPD</b>	Direction Nationale de la Planification du Développement
<b>DRH</b>	Direction des Ressources Humaines
<b>DRPSIAP</b>	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>PAG</b>	Plan d'Action du Gouvernement
<b>PRED</b>	Plan pour la relance durable du Mali
<b>PREM</b>	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>PTI</b>	Programme Triennal d'Investissement
<b>SIGIP</b>	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## INTRODUCTION

Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2023 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2023-2025 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2022 et se poursuivant en 2023 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2023.

### 1. PRESENTATION GENERALE

L'enveloppe prévisionnelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2023-2025 se chiffre à 1 279,522 milliards de FCFA dont 390,300 milliards de FCFA constituent la tranche du BSI 2023.

Le BSI 2023 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **390,300 milliards** de FCFA contre **356,835 milliards** de FCFA rectifiés en 2022 et finance la mise en œuvre de 388 projets/programmes (contre 439 en 2022) soit une augmentation de **33,465 milliards** de FCFA (**9,38%**). (Cf graphique 1).

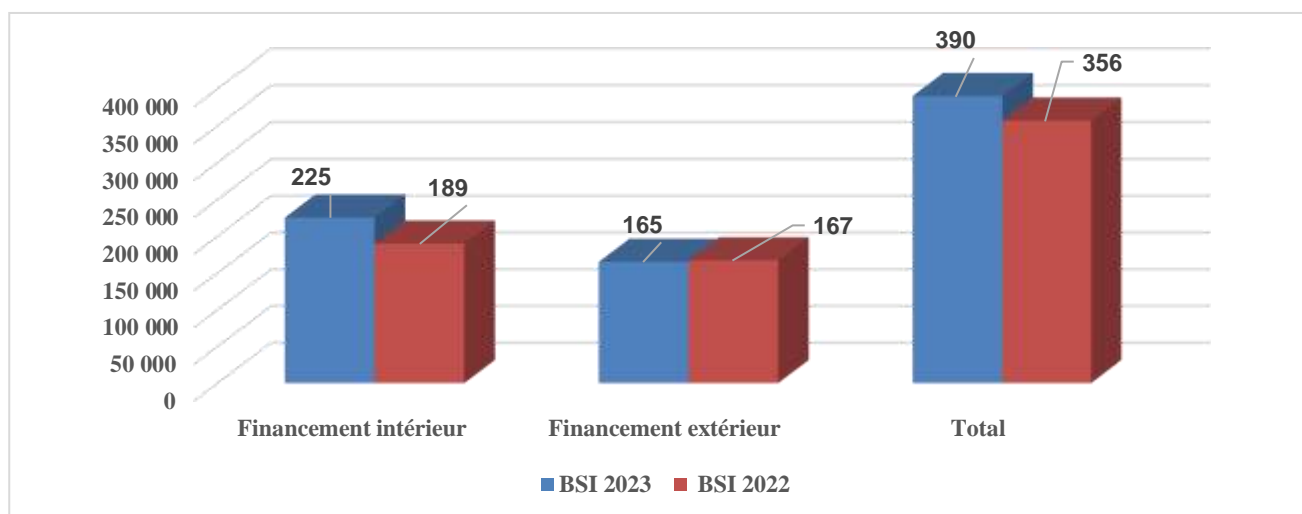
Le financement du BSI 2023 se répartit entre les ressources intérieures pour **225,300 milliards** (**57,72%**) et extérieures pour **165,000 milliards** (**42,28%**), contre respectivement **189,835 milliards** et **167,000 milliards** en 2022 rectifié. Il se présente comme suit :

**Tableau N°1 : Ventilation générale du BSI 2023 (millions de FCFA)**

Secteurs de Planification	BSI 2022 Rectifié			BSI 2023		
	Nbre de Projets	Ressources Totales	%	Nbre de Projets	Ressources Totales	%
Economie rurale	86	88 310	24,75	77	108 305	27,75
Infrastructures	157	158 177	44,33	147	134 220	34,39
Ressources Humaines	141	38 714	10,85	110	58 566	15,01
Secondaire	55	71 634	20,07	54	89 210	22,86
<b>Total</b>	<b>439</b>	<b>356 835</b>	<b>100</b>	<b>388</b>	<b>390 300</b>	<b>100</b>

Source : DNP/ données SIGIP, 2022

**Graphique 1 : Evolution des ressources du BSI 2022 et 2023 (en millions de FCFA)**



Source : DNPDP, 2022

Le graphique montre que le financement intérieur du BSI 2023 a enregistré une augmentation de **35,465 milliards** de FCFA (18,68%) par rapport au BSI 2022 rectifié contre une diminution de 2,000 milliards de FCFA (1,20%) du financement extérieur. Cette diminution est en lien avec la suspension des décaissements par certains bailleurs des fonds entamée depuis l'exercice budgétaire 2021.

**2. ANALYSE DU BSI 2023 PAR SOURCE ET PAR NATURE DE FINANCEMENT**

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2023, soit **390,300 milliards** de FCFA, proviennent respectivement de l'Intérieur pour **225,300 milliards** de FCFA (57,72%) et de l'Extérieur pour **165,000 milliards** de FCFA (42,28%). (Cf. Annexe 2).

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National. Quant au financement extérieur, il est reparti en **Prêts** pour un montant de **90,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **54,55%** et en **Subventions** pour un montant de **75,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **45,45%**. (Cf. Annexe 1).

La ventilation du BSI 2023 se présente comme suit :

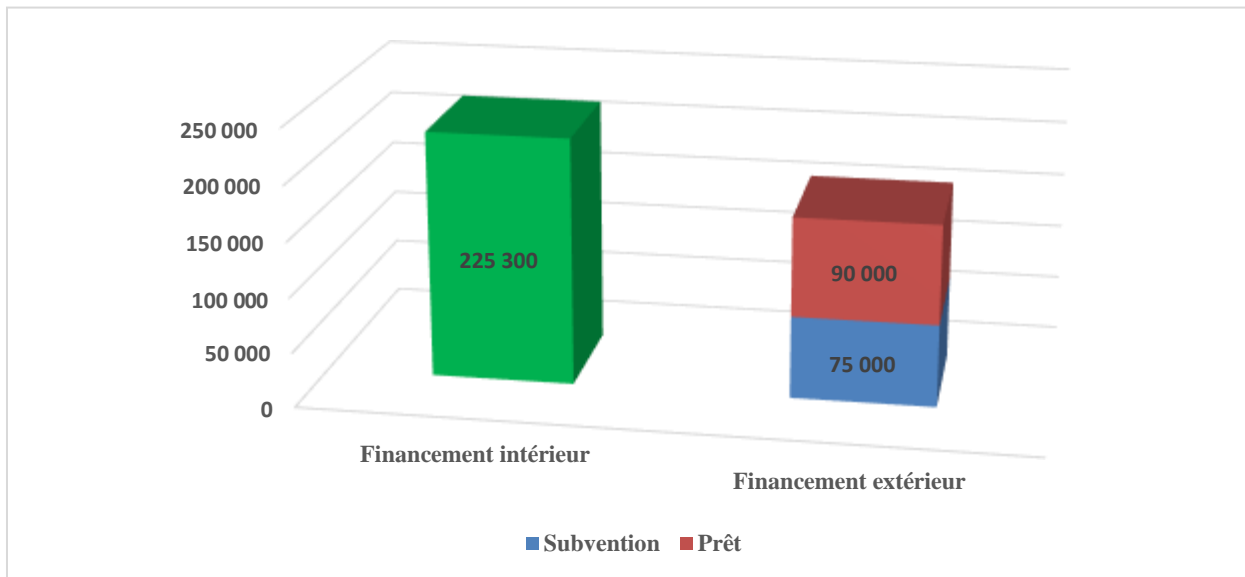
**Tableau N°2 : Ventilation du BSI 2023 par source et par nature de financement (millions de FCFA)**

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
<b>Financement Intérieur (F.I.)</b>	<b>225 300</b>	<b>100</b>	<b>57,72</b>
- Budget de l'Etat : Equipement- Investissement	225 300	100	
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
<b>Financement Extérieur (F.E.)</b>	<b>165 000</b>	<b>100</b>	<b>42,28</b>
- Subventions	75 000	45,45	
- Prêts	90 000	54,55	
<b>TOTAL GENERAL (FI+FE)</b>	<b>390 300</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : DNPDP/ données SIGIP, 2022

Le graphique 2 ci-dessous montre que la part des prêts domine celle des subventions dans le financement extérieur.

**Graphique 2 : Ventilation du BSI 2023 par nature de financement (en millions de FCFA)**



*Source : DNP, 2022*

### **3. ANALYSE DU BSI 2023 PAR MINISTERE/INSTITUTION**

Sur l'enveloppe prévisionnelle de **390,300 milliards** de FCFA du BSI 2023, le Ministère du Développement Rural enregistre la plus importante enveloppe, soit **84,704 milliards** FCFA (sans la ligne nouveaux Projets BSI) pour 57 projets, suivi du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau avec **80,175 milliards** FCFA pour 39 projets et du Ministère des Transports et des Infrastructures avec **78,646 milliards** FCFA pour 40 projets. Ces trois (3) Ministères représentent **62,39%** de l'enveloppe. (Cf. Annexe 6).

La situation de certains départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Economie et des Finances : **26,173 milliards** de FCFA avec 47 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **22,318 milliards** de FCFA pour 38 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : **19,420 milliards** de FCFA pour 23 projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : **14,524 milliards** de FCFA avec 24 projets ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : **12,050 milliards** de FCFA pour 18 projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : **7,200 milliards** de FCFA pour 10 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projet par Ministère /Institution est consignée dans le tableau ci-après.

**Tableau N°3 : Situation récapitulative du BSI 2023 par Ministères /Institutions (millions de FCFA)**

Ministères / Institutions	Financement Intérieur	Financement Extérieur	Financement Total	Nbre de Projets
Présidence de la République	3 050	0	3 050	3
Primature	800	0	800	4
Cour Suprême	1 000	0	1 000	1
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	1 997	0	1 997	4
Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	872	0	872	4
Médiateur de la République	200	0	200	1
Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	100	0	100	1
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	0	2 500	2 500	1
Ministère de l'Economie et des Finances	20 394	5 779	26 173	47
Ministère du Travail de la Fonction Publique et du Dialogue Social	900	0	900	2
Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	3 400	0	3 400	7
Ministère de la Refondation de l'Etat	250	0	250	1
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	21 400	918	22 318	38
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	250	0	250	2
Ministère de l'Industrie et du Commerce	3 139	575	3 714	16
Ministère de l'Education Nationale	2 300	0	2 300	6
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	7 200	0	7 200	10
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme	3 345	0	3 345	14
Ministère de la Jeunesse et des Sports	6 050	0	6 050	9
Ministère de la Sante et du Développement Social	19 420	0	19 420	23
Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille	1 310	693	2 003	10
Ministère des Transports et des Infrastructures	55 764	22 882	78 646	40
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	6 913	7 611	14 524	24
Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau	19 881	60 294	80 175	39
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	1 800	0	1 800	5
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	12 050	0	12 050	18
Ministère du Développement Rural	31 415	62 513	93 928	57
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100	1 235	1 335	1
<b>Total</b>	<b>225 300</b>	<b>165 000</b>	<b>390 300</b>	<b>388</b>

Source : DNPd/ données SIGIP, 2022

#### 4. ANALYSE DU BSI 2023 PAR SECTEUR DE PLANIFICATION

Le BSI 2023 est dominé par les secteurs **Infrastructures (34,39%)** et **Economie rurale (27,75%)** contre respectivement **44,33%** et **24,75%** pour le BSI rectifié en 2022. Ensuite viennent les secteurs **Secondaire** avec **22,86%** contre **20,07%** en 2022 et **Ressources humaines** avec **15,01%** contre **10,85%** en 2022.

##### 4.1. Ventilation par secteurs de planification

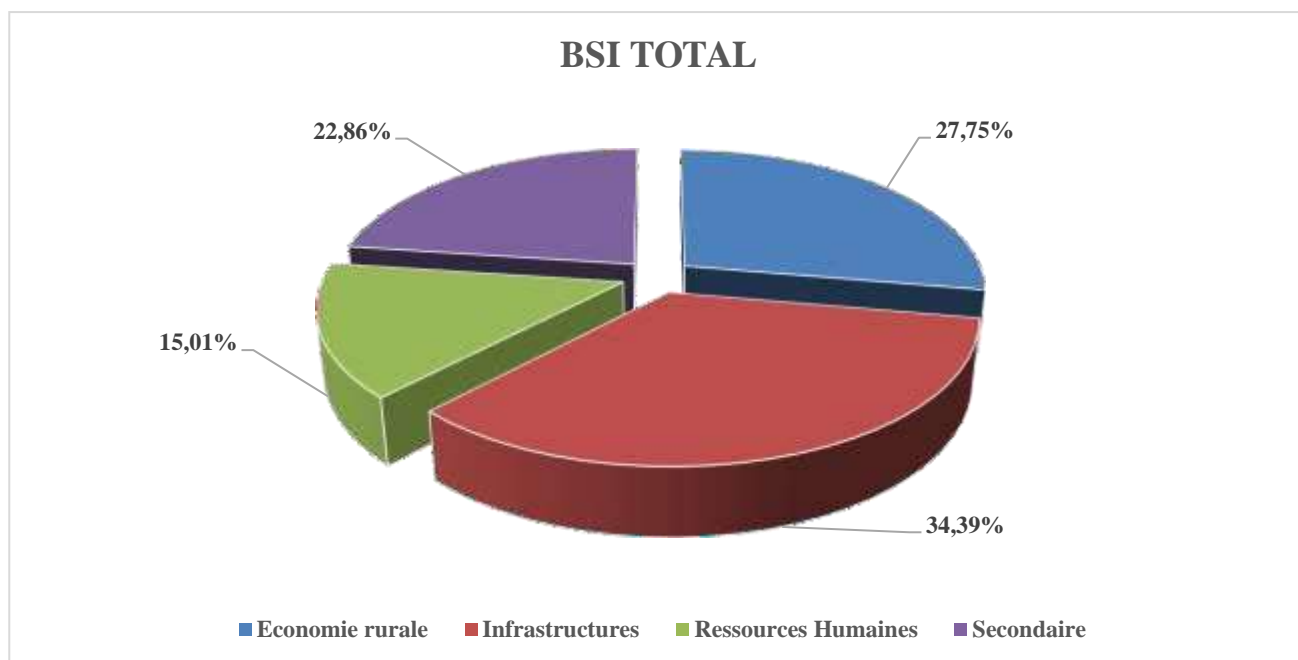
L'enveloppe du BSI 2023 est répartie entre les différents secteurs comme suit :

**Tableau N°4 : Ventilation du BSI par secteurs (millions de FCFA)**

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR	TOTAL	%
<b>Economie Rurale</b>	77	36 253	72 052	108 305	<b>27,75</b>
<b>Infrastructures</b>	147	111 338	22 882	134 220	<b>34,39</b>
<b>Ressources Humaines</b>	110	55 287	3 279	58 566	<b>15,01</b>
<b>Secondaire</b>	54	22 423	66 787	89 210	<b>22,86</b>
<b>TOTAL</b>	<b>388</b>	<b>225 300</b>	<b>165 000</b>	<b>390 300</b>	<b>100,00</b>

Source : DNP/ données SIGIP, 2022

**Graphique 3 : Répartition du BSI 2022 par secteurs de planification**



Source : DNP, 2022



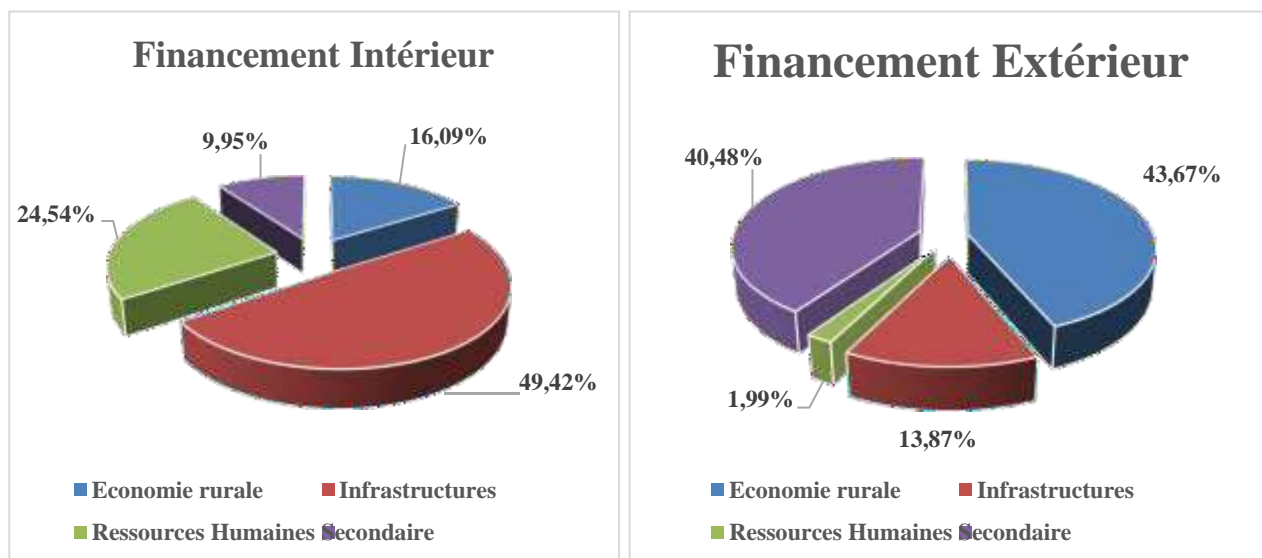
Par rapport au financement extérieur, les secteurs **Economie Rurale (43,67%)** et **Secondaire (40,48%)** viennent en tête en 2023 contre respectivement **43,70%** et **40,06%** en 2022. Ils sont suivis respectivement des secteurs **Infrastructures** avec **13,87%** contre **10,32%** en 2022 et **Ressources humaines** avec **1,99%** contre **5,92%** en 2022.

Le financement extérieur est composé de Prêts, soit 54,55% contre 45,45% de Subventions. Les Prêts sont orientés vers le secteur **Economie rurale** avec **48,34%** contre **34,02%** pour le secteur **Secondaire** et **17,64%** pour celui des **Infrastructures**. Quant aux Subventions, elles sont orientées vers le secteur **Secondaire (48,23%)**, suivi respectivement des secteurs **Economie Rurale** avec **38,07%** et **Infrastructures (9,34%)**. (Cf. Annexe 4).

Concernant le financement intérieur, la priorité est accordée au secteur **Infrastructures** avec **49,42%**. Il est suivi respectivement des secteurs **Ressources humaines** avec **24,54 %** ; **Economie rurale (16,09%)** et **Secondaire 9,95%**. (Cf. Annexes 3 et 5).

Concernant le financement intérieur, la priorité est accordée au secteur **Infrastructures** avec **49,42%**. Il est suivi respectivement des secteurs **Ressources humaines** avec **24,54 %** ; **Economie rurale (16,09%)** et **Secondaire 9,95%**. (Cf. Annexes 3 et 5).

**Graphique 4 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification**



Source : DNP, 2022

## 4.2. Ventilation par sous-secteurs de planification

### 4.2.1. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2023, le Secteur Economie rurale occupe la deuxième place avec un financement de **108,305 milliards** de FCFA dont **36,253 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit un taux de **27,75%**. La part du financement extérieur représente **66,53%** du financement total du secteur et est dominée par les prêts **60,38%** contre **39,62%** par les subventions (Cf. Tableau N°5). Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de 77 projets/programmes.

Le sous-secteur **Agriculture** avec **69,49%** du secteur regroupe d'importants projets d'aménagements et d'équipements hydro agricoles et de mise en valeur avec un financement extérieur important de l'ordre de **43,934 milliards** de FCFA, soit **58,38%**. La part des ressources intérieures dans le financement du sous- secteur est de **31,327 milliards** de FCFA, soit **41,62%**. Le financement du secteur permet la mise en œuvre :

- des contrats plans Etat-Offices/Agence de développement rural : Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB) et Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal(ADRS);
- des projets et programmes d'aménagement, d'équipement hydroagricoles et de mise en valeur : Programme de Développement de l'Irrigation dans le Bassin du Bani et à Selingué Phase II (PDI-BS 2), Programme de Développement de la Zone Spéciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et Péri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), Nouveau projet ACTION (Kayes, Koulikoro, Dioïla, et Pays Dogon), Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), Projet Communautaire de Relèvement et de Stabilisation du Sahel (PCRSS), Projet d'Appui au Développement du Périmètre (PAD) de Baguinéda, Projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion Intégrée des Terroirs au Mali/Projet MERIT, Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti/PDI-ORM, Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1), Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), Projet de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM), Projet d'Appui Initiative Irrigation Sahel Mali (PAIS-Mali), Projet d'Appui à la Transition Agro-Ecologique en zone cotonnière du Mali (AgrEco), Projet de Développement Rural Intégré du District de Kita et de ses environs, phase 2 (PDRIK II), le Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF), le projet de développement des filières horticoles, le Projet N'Débougou (Phase IV), le Projet d'extension des aménagements de la plaine de San ouest de 510 ha/Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI 021), les Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré ;
- des programmes d'infrastructures économiques dans le District de Bamako et dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti.

Le sous-secteur **Elevage** occupe la seconde place avec **22,29%** du secteur. Il est composé par les ressources extérieures, soit **88,85%** du financement total du sous-secteur contre **11,15%** pour les ressources intérieures.

Les principaux Projets/Programmes portent, entre autres, sur :

- l'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;
- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM) ;
- l'Appui à la Conservation et à la Diffusion des Bétails Ruminants Endémiques dans la zone sud du Mali ;
- l'Appui au Centre National d'Insémination Artificielle.

Quant au sous-secteur Forêts avec **6,31%** du secteur, il permettra la mise en œuvre des actions relatives à la gestion des ressources naturelles à savoir : le Projet du parc de Tienfala, les Programmes de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaînes de valeurs agricoles) ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux

(Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet) ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants et l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC).

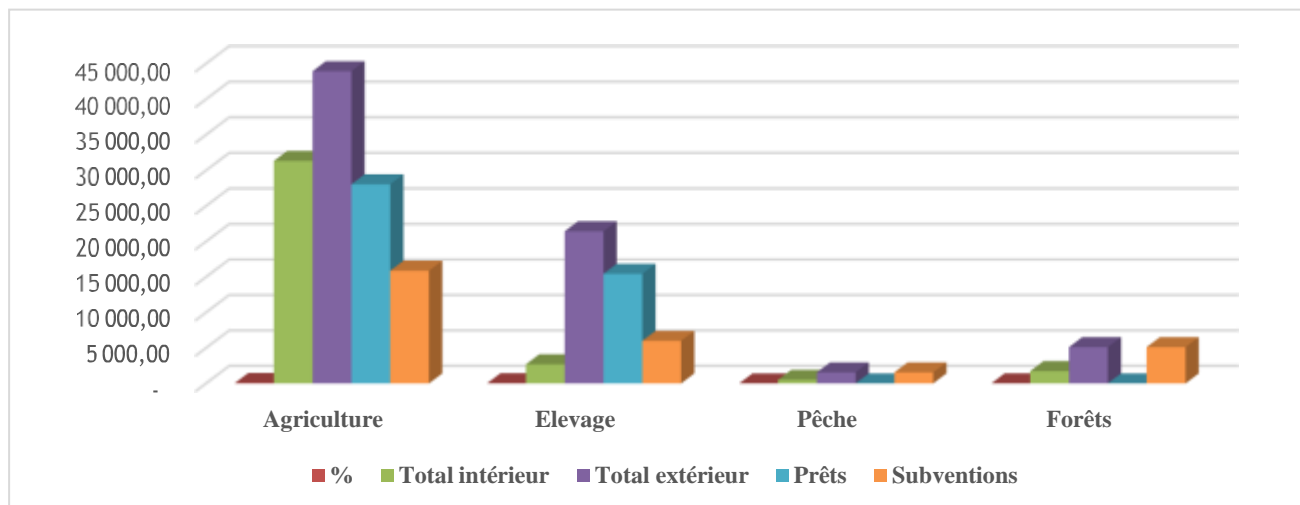
Enfin, le sous-secteur Pêche avec **1,90%** du secteur se caractérise par la mise en œuvre des Projets d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA+), à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN), à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et au Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA).

**Tableau N°5 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (millions de FCFA)**

SOUS-SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
<b>Agriculture</b>	75 261	69,49	31 327	43 934	28 050	15 884
<b>Elevage</b>	24 145	22,29	2 693	21 452	15 452	6 000
<b>Pêche</b>	2 060	1,90	505	1 555	0	1 555
<b>Forêts</b>	6 839	6,31	1 728	5 111	0	5 111
<b>TOTAL</b>	<b>108 305</b>	<b>100,00</b>	<b>36 253</b>	<b>72 052</b>	<b>43 502</b>	<b>28 550</b>

Source : DNP/ données SIGIP, 2022

**Graphique 5 : Ventilation du financement du secteur Economie rurale par sous-secteur (millions de FCFA)**



Source : DNP, 2022

#### 4.2.2. Secteur et sous-secteurs Infrastructures

Le secteur Infrastructures occupe la première place avec un financement de 134,220 milliards de FCFA dont 111,338 milliards de FCFA au titre du financement intérieur (**82,95%**). Ce montant représente **49,42%** du montant total du BSI intérieur 2023. Le financement extérieur représente **17,05%** et est entièrement orienté vers le sous-secteur Moyens routiers (Cf. Tableau N°6). Le financement prend en compte la mise en œuvre de 146 projets/programmes.

Le sous-secteur Moyens routiers avec **54,60%** du secteur est financé par les ressources intérieures à hauteur de **68,78%**. Il regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- la Réhabilitation de la route Sévaré -Gao (Phase I) ;
- la Construction/Bitumage de la Route Sadiola-Soumala ;
- la Construction/Bitumage du Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boukassoumbougou ;
- la Construction/Bitumage de la route Diéma –Sandaré ;
- la Construction/Bitumage de la route Tambaga-Manantali (92km) ;
- le Fonds Etudes des Projets Routiers ;
- l'Aménagement en 2x2 voies de la Section Ségou - San sur 7 km de la RN6 ;
- l'Aménagement Voie de la Route Aéroport - Cité Universitaire de Kabala ;
- la Construction/Bitumage de la route Kadiana-Fourou-Kadiolo (95 Km) Bretelle Doumatène- Misseni 50 Km ;
- la Construction/Bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila ;
- la Construction/Bitumage de la route Kayes-Sandaré ;
- la Construction/Réhabilitation de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I ;
- les travaux de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni ;
- les travaux de construction de la voie ceinture Ouest Koulikoro (13,8 km) ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière RCI;
- les travaux de construction/bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
- les travaux d'aménagement de la section Sévaré-Mopti de la RN 6, aménagement de 10 km **de voirie** dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sévaré et la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodedjo.

Le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** avec **37,72%** du secteur est entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
  - les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment les sièges de certains services centraux (Nouvel Hôtel des Finances, Inspections des Services Diplomatiques/Consulaires et des Domaines/Affaires Foncières, DGB/DNCF, Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil/CTDEC, Salles d'archives de la DNTCP, AMADER, ANADEB, DNA/DNGR, Aménagement Equipement des Cercles et Arrondissements CPS/DNI, CAISFF, CNREX/BTP, DGR, Protocole de la République, CETRU, DNTTMF, Direction Emploi/Formation Professionnelle, Immeuble Promotion de la Femme, ONAPUMA, DNDC, DGABE, Archives DFM/CADD des Domaines, ANTIM, Hôtel Elevage/Pêche, Direction Générale des Douanes, siège de l'INSTAT, ANSE, la DFM/DRH du Ministère en charge de l'Agriculture, l'ABFN, l'ONEF, la DNACPN, l'Institut du Sahel, le Bureau des Domaines de

Kati) , Programme de Restauration et d'équipement des bâtiments/immeubles de Koulouba, Aménagement CMSS ;

- les travaux de construction de la nouvelle ENSUP et d'extension de l'Hôpital du Mali ;
- le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les travaux de réhabilitation/équipement des nouvelles régions.

**Le sous-secteur Urbanisme et Habitat** avec **2,83%** du secteur est entièrement financé sur les ressources intérieures. Il est constitué des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée, des projets d'assainissement et de la prise en charge des ouvrages de l'ANGESEM.

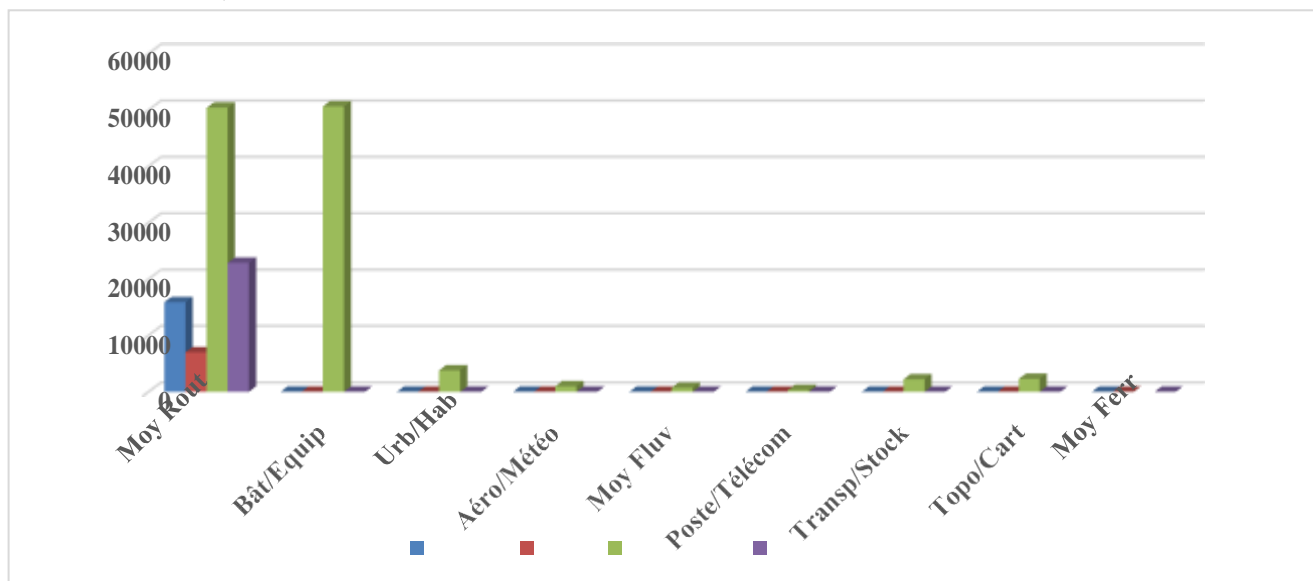
Les autres sous-secteurs occupent au total **4,84%** du secteur.

**Tableau N°6 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (millions de FCFA)**

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
<b>Moyens Routiers</b>	73 286	54,60	50 404	228 882	15 880	7 002
<b>Bâtiments et Equipement</b>	50 631	37,72	50 631	0	0	0
<b>Urbanisme et Habitat</b>	3 803	2,83	3 803	0	0	0
<b>Aéronautique/Météo</b>	975	0,73	975	0	0	0
<b>Moyens Fluviaux</b>	715	0,53	715	0	0	0
<b>Poste/Télécom</b>	300	0,22	300	0	0	0
<b>Transport/Stockage</b>	2220	1,65	2 220	0	0	0
<b>Topo et Cartographie</b>	2 290	1,71	2 290	0	0	0
<b>Moyens Ferroviaires</b>	0	0,00	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>134 220</b>	<b>100,00</b>	<b>111 338</b>	<b>22 882</b>	<b>15 880</b>	<b>7 002</b>

*Source : DNP/ données SIGIP, 2022*

**Graphique 6 : Ventilation du financement du Secteur Infrastructures par sous-secteurs (millions de FCFA)**



Source : DNP, 2022

Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est orienté essentiellement vers les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** qui représentent respectivement **45,27%** et **45,21%** du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous -secteur **Moyens routiers** et répartie comme suit : les prêts **69,40%** contre **30,60%** pour les subventions.

#### 4.2.3. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2023, le **Secteur Secondaire** vient en troisième position avec un financement de **89,210 milliards** de FCFA dont **66,787 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **74,86%** du montant total du financement. Le financement extérieur est réparti entre les Prêts pour **45,84%** contre **54,16%** pour les Subventions (Cf Tableau N°7). Le secteur couvre 54 projets/programmes.

Le sous-secteur **Energie** avec **33,19%** des ressources du secteur est financé par l'Extérieur à hauteur de **26,558 milliards** de FCFA, soit **89,68%**. Il est réparti entre les prêts pour **67,17%** contre **32,83%** pour les subventions. Les principales interventions financées sont, entre autres :

- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ;
- le démarrage des Projets d'Electrification Villageoise/Energie solaire Phase 4, de Construction de la Centrale hydroélectrique de Djenné, d'Interconnexion électrique Guinée - Mali (PIEGM) et d'Amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM).

Le sous-secteur **Eaux** avec **60,09%** du secteur est surtout financé par les ressources

extérieures, soit **72,48%** du financement total du sous-secteur. On note, entre autres, les projets et programmes suivants :

- d'Alimentation en Eau Potable (AEP), de Développement des Infrastructures Durables d'Alimentation en Eau Potable et de mobilisation des ressources en eau en milieu rural;
- le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- d'Aménagement du barrage de Taoussa ;
- de Protection des berges du fleuve Niger (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN).

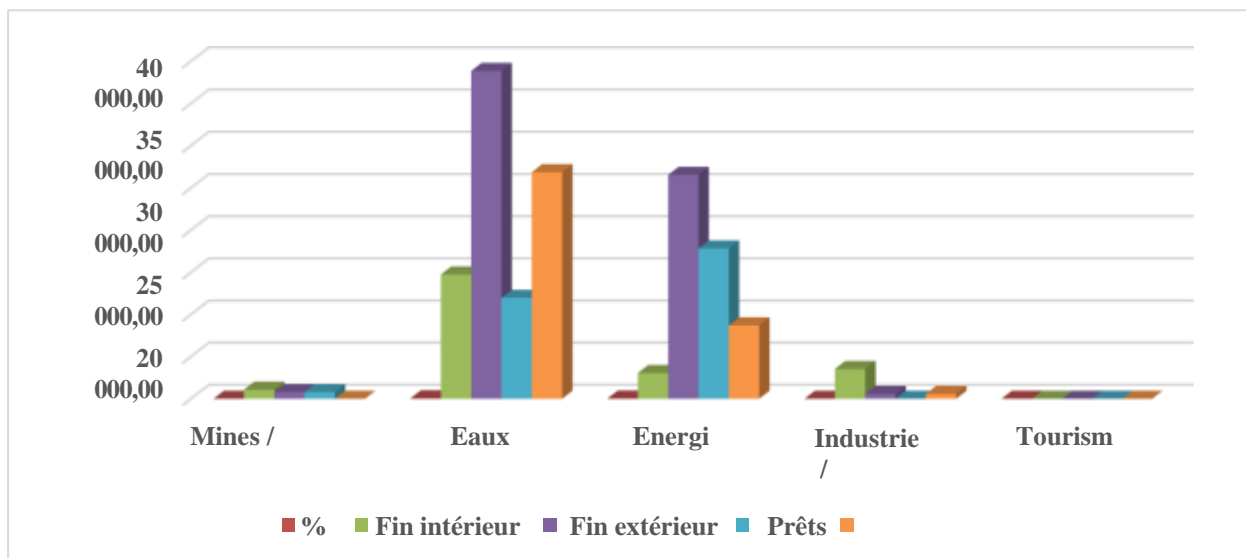
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme**) occupent au total **6,71%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Projet de gouvernance du secteur des mines, du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

**Tableau N°7 : Financement par sous-secteurs du Secteur Secondaire (millions de FCFA)**

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
<b>Mines / Géologie</b>	1 875	2,10	1 075	800	800	0
<b>Eaux</b>	53 610	60,09	14 756	38 854	11 979	26 875
<b>Energie</b>	29 613	33,19	3 055	26 558	17 839	8 719
<b>Industrie Artisanat</b>	4 112	4,61	3 537	575	0	575
<b>Tourisme</b>	0	0,00	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>89 210</b>	<b>100,00</b>	<b>22 423</b>	<b>66 787</b>	<b>30 618</b>	<b>36 169</b>

Source : DNP/ données SIGIP2022

**Graphique 7 : Ventilation du financement du secteur Secondaire par sous-secteur (millions de FCFA)**



Source : DNP, 2022

Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (02) sous-secteurs (Eaux et Energie) et dépasse largement le financement intérieur. Les prêts sont en tête au niveau du sous-secteur Energie, tandis que les subventions dominent au niveau du sous-secteur Eaux dans le financement desdits sous-secteurs.

#### 4.2.4. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2023, le Secteur Ressources humaines vient en dernière position avec un financement de **58,566 milliards** de FCFA dont **55,287 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **94,40%** du montant total du financement du secteur (Cf. Tableau N°8). Le secteur comprend 110 projets/programmes.

Le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales** représente **37,12%** (**21,740 milliards** de FCFA dont **20,240 milliards** de FCFA pour les ressources intérieures). Il regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, du CNOS, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes. Il comprend également la mise en œuvre du Programme filets sociaux.

Concernant le sous-secteur **Education et Formation** avec **19,58%** du secteur, il est entièrement financé par les ressources intérieures et assure la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (Amphi, Lycées, IFM, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale) et des grandes écoles (résidence universitaire et bloc administratif à l'IPR/IFRA de Katibougou), l'Ecole Africaine des Mines et le renforcement des capacités par la formation.

Le sous-secteur **Administration, Plan, Finances** avec **23,35%** du secteur est largement financé par les ressources intérieures, soit **86,99%** (**11,899 milliards** de FCFA). Il couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (ONDD, CDI, DGI, ODHD, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements et la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM).



Le sous-secteur **Culture/arts/sport** représente 14,14% du financement du secteur et est entièrement financé par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ce sous-secteur portent sur des actions de renforcement et de développement des infrastructures culturelles et artistiques (CICB, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Maison Africaine de la Photographie, Musée National), des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures sportives ( construction équipement stade de Kati, construction/réhabilitation Centre Entraînement Sportif Elite Kabala, réhabilitation/équipement stade Mamadou KONATE) et la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ).

Quant aux autres sous-secteurs **Emploi/travail** et **Information**, ils représentent au total **6,73%** du secteur. Ils sont composés par les projets de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP) et les constructions des Centres de Formation Professionnelle et le renforcement des infrastructures de communication à travers l'AGETIC, l'ORTM et l'ANCD.

**Tableau N°8 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)**

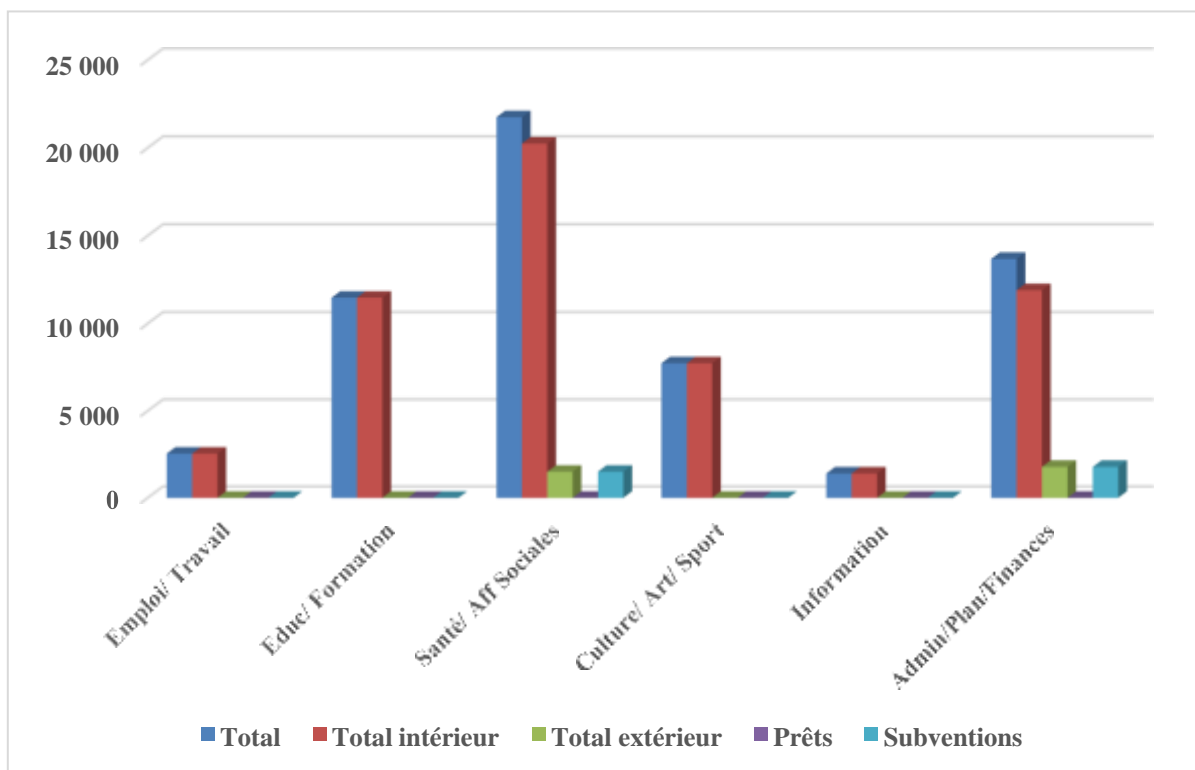
SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
<b>Emploi/ Travail</b>	2 542	4,34	2 542	0	0	0
<b>Education/ Formation</b>	11 470	19,58	11 470	0	0	0
<b>Santé/ Affaires Sociales</b>	21 740	37,12	20 240	1 500	0	1 500
<b>Culture/ Art/ Sport</b>	7 736	13,21	7 736	0	0	0
<b>Information</b>	1 400	2,39	1 400	0	0	0
<b>Administration/Plan/Finances</b>	13 678	23,35	11 899	1 779	0	1 779
<b>TOTAL</b>	<b>58 566</b>	<b>100,00</b>	<b>55 287</b>	<b>3 279</b>	<b>0</b>	<b>3 279</b>

Source : DNP/ données SIGIP, 2022

Le tableau ci-dessus montre que les ressources extérieures contribuent au financement de **deux (02)**

sous-secteurs (Santé/Affaires Sociales et Administration/Plan/Finances).

**Graphique 8 : Ventilation du financement du secteur Ressources humaines par sous-secteur (millions de FCFA)**



Source : DNP, 2022

Ce graphique indique que le financement Extérieur intervient au niveau de deux (02) sous-secteurs (Santé/Affaires sociales et Administration/Plan/Finances) entièrement en subventions.

## CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2023 s'inscrit dans la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 ainsi que de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Il est nécessaire de rappeler que le BSI 2023 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes dont :

- les séquelles de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquelles se sont ajoutées celles de la guerre en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale ;
- la suspension des décaissements de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- les crises sociopolitiques et sécuritaires ;
- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements de l'Etat consignés dans les conventions de financement ;
- le nombre élevé d'avenants dus le plus souvent aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (études insuffisantes, retard dans la finalisation des travaux, coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI) ;
- le vieillissement du portefeuille (caractère récurrent) de certains Projets/Programmes.

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'améliorer la qualité des Projets/Programmes à l'entrée, de veiller à leur soutenabilité budgétaire et d'assurer le suivi régulier de leur mise en œuvre.

# **A N N E X E S**

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023		
	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	88 310	89 717	0	316 853	108 305	108 305	0	36 253	36 253	0	0	72 052	43 502	28 550
Agriculture	62 407	63 814	0	236 899	75 261	75 261	0	31 327	31 327	0	0	43 934	28 050	15 884
Elevage	18 078	18 078	0	63 140	24 145	24 145	0	2 693	2 693	0	0	21 452	15 452	6 000
Pêche	2 532	2 532	0	3 676	2 060	2 060	0	505	505	0	0	1 555	0	1 555
Forêts	5 293	5 293	0	13 138	6 839	6 839	0	1 728	1 728	0	0	5 111	0	5 111
Secondaire	71 634	74 414	0	245 558	89 210	89 210	0	22 423	22 423	0	0	66 787	30 618	36 169
Mines et Géologie	3 066	3 066	0	4 325	1 875	1 875	0	1 075	1 075	0	0	800	800	0
Eaux	36 170	33 977	-0	184 539	53 610	53 610	0	14 756	14 756	0	0	38 854	11 979	26 875
Energie	30 887	35 860	0	48 652	29 613	29 613	0	3 055	3 055	0	0	26 558	17 839	8 719
Industrie / Artisanat	1 511	1 511	0	8 042	4 112	4 112	0	3 537	3 537	0	0	575	0	575
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	158 177	157 665	-0	574 014	134 220	134 220	0	111 338	111 338	0	0	22 882	15 880	7 002
Moyens routiers	51 907	51 395	-0	383 182	73 286	73 286	0	50 404	50 404	0	0	22 882	15 880	7 002
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	365	365	0	1 745	715	715	0	715	715	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	2 453	2 453	0	2 225	975	975	0	975	975	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	153	153	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	354	354	0	7 290	2 290	2 290	0	2 290	2 290	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	99 394	99 394	0	157 589	50 631	50 631	0	50 631	50 631	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	3 076	3 076	0	9 303	3 803	3 803	0	3 803	3 803	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	475	475	0	11 780	2 220	2 220	0	2 220	2 220	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	38 555	39 455	2	144 097	58 565	56 474	2 091	55 286	55 286	0	0	3 279	0	3 279
Emploi / Travail	2 578	1 578	-0	4 942	2 542	2 542	0	2 542	2 542	0	0	0	0	0
Education / Formation	720	2 620	3	30 736	11 470	11 470	0	11 470	11 470	0	0	0	0	0



Santé / Affaires sociales	23 673	23 673	0	41 470	21 740	21 740	0	20 240	20 240	0	0	1 500	0	1 500
Culture / Art / Sport	6 428	6 428	0	25 662	7 736	7 736	0	7 736	7 736	0	0	0	0	0
Information	194	194	0	3 150	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	4 962	4 962	0	38 137	13 677	11 586	2 091	11 898	11 898	0	0	1 779	0	1 779
<b>Total</b>	<b>356 676</b>	<b>361 251</b>	<b>2</b>	<b>1 280 522</b>	<b>390 300</b>	<b>388 209</b>	<b>2 091</b>	<b>225 300</b>	<b>225 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>165 000</b>	<b>90 000</b>	<b>75 000</b>

Annexe 2 : Etat récapitulatif des dépenses et leur financement selon le secteur et le sous-secteur





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

S E C T E U R S	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025			DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023		
	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	88 310	100	1,59	316 853	100,00	24,74	108 305	100,00	27,75	36 253	100,00	16,09	72 052	100,00	43,67
Agriculture	62 407	63 814	0,02	236 899	74,77	18,50	75 261	69,49	19,28	31 327	86,41	13,90	43 934	60,98	26,63
Elevage	18 078	18 078	0,00	63 140	19,93	4,93	24 145	22,29	6,19	2 693	7,43	1,20	21 452	29,77	13,00
Pêche	2 532	2 532	0,00	3 676	1,16	0,29	2 060	1,90	0,53	505	1,39	0,22	1 555	2,16	0,94
Forêts	5 293	5 293	0,00	13 138	4,15	1,03	6 839	6,31	1,75	1 728	4,77	0,77	5 111	7,09	3,10
Secondaire	71 634	100	3,88	245 558	100,00	19,18	89 210	100,00	22,86	22 423	100,00	9,95	66 787	100,00	40,48
Mines et Géologie	3 066	3 066	0,00	4 325	1,76	0,34	1 875	2,10	0,48	1 075	4,79	0,48	800	1,20	0,48
Eaux	36 170	33 977	-0,06	184 539	75,15	14,41	53 610	60,09	13,74	14 756	65,81	6,55	38 854	58,18	23,55
Energie	30 887	35 860	0,16	48 652	19,81	3,80	29 613	33,19	7,59	3 055	13,62	1,36	26 558	39,77	16,10
Industrie / Artisanat	1 511	1 511	0,00	8 042	3,27	0,63	4 112	4,61	1,05	3 537	15,77	1,57	575	0,86	0,35
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	158 177	100	-0,32	574 014	100,00	44,83	134 220	100,00	34,39	111 338	100,00	49,42	22 882	100,00	13,87
Moyens routiers	51 907	51 395	-0,01	383 182	66,75	29,92	73 286	54,60	18,78	50 404	45,27	22,37	22 882	100,00	13,87
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	365	365	0,00	1 745	0,30	0,14	715	0,53	0,18	715	0,64	0,32	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	2 453	2 453	0,00	2 225	0,39	0,17	975	0,73	0,25	975	0,88	0,43	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	153	153	0,00	900	0,16	0,07	300	0,22	0,08	300	0,27	0,13	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	354	354	0,00	7 290	1,27	0,57	2 290	1,71	0,59	2 290	2,06	1,02	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	99 394	99 394	0,00	157 589	27,45	12,31	50 631	37,72	12,97	50 631	45,48	22,47	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	3 076	3 076	0,00	9 303	1,62	0,73	3 803	2,83	0,97	3 803	3,42	1,69	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	475	475	0,00	11 780	2,05	0,92	2 220	1,65	0,57	2 220	1,99	0,99	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	38 555	100	2,33	144 097	100,00	11,25	58 565	100,00	15,01	55 286	100,00	24,54	3 279	100,00	1,99
Emploi / Travail	2 578	1 578	-0,39	4 942	3,43	0,39	2 542	4,34	0,65	2 542	4,60	1,13	0	0,00	0,00
Education / Formation	720	2 620	2,64	30 736	21,33	2,40	11 470	19,59	2,94	11 470	20,75	5,09	0	0,00	0,00



Santé / Affaires sociales	23 673	23 673	0,00	41 470	28,78	3,24	21 740	37,12	5,57	20 240	36,61	8,98	1 500	45,75	0,91
Culture / Art / Sport	6 428	6 428	0,00	25 662	17,81	2,00	7 736	13,21	1,98	7 736	13,99	3,43	0	0,00	0,00
Information	194	194	0,00	3 150	2,19	0,25	1 400	2,39	0,36	1 400	2,53	0,62	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	4 962	4 962	0,00	38 137	26,47	2,98	13 677	23,35	3,50	11 898	21,52	5,28	1 779	54,25	1,08
Total	356 676	361 251	1,28	1 280 522		100,00	390 300		100,00	225 300		100,00	165 000		100,00

Annexe 3 : Situation du financement national selon le secteur et le sous-secteur



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

S E C T E U R S	B U D G E T N A T. 2023							Total	
	S O U S - S E C T E U R S	Total	Budget Equipement	P P T E	COLLECTIVI T E	COMMUNA U T E	Autofinance ment		Divers Autres
Economie rurale		36 253	36 253	0	0	0	0	0	36 253
Agriculture		31 327	31 327	0	0	0	0	0	31 327
Elevage		2 693	2 693	0	0	0	0	0	2 693
Pêche		505	505	0	0	0	0	0	505
Forêts		1 728	1 728	0	0	0	0	0	1 728
Secondaire		22 423	22 423	0	0	0	0	0	22 423
Mines et Géologie		1 075	1 075	0	0	0	0	0	1 075
Eaux		14 756	14 756	0	0	0	0	0	14 756
Energie		3 055	3 055	0	0	0	0	0	3 055
Industrie / Artisanat		3 537	3 537	0	0	0	0	0	3 537
Tourisme		0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures		111 338	111 338	0	0	0	0	0	111 338
Moyens routiers		50 404	50 404	0	0	0	0	0	50 404
Moyens ferroviaires		0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux		715	715	0	0	0	0	0	715
Aéronautique / Météo		975	975	0	0	0	0	0	975
Poste / Télécommunication		300	300	0	0	0	0	0	300
Topo et Cartographie		2 290	2 290	0	0	0	0	0	2 290
Bâtiments et Equipement		50 631	50 631	0	0	0	0	0	50 631
Urbanisme et Habitat		3 803	3 803	0	0	0	0	0	3 803
Transport / Stockage		2 220	2 220	0	0	0	0	0	2 220



SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PSTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTÉ	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	55 286	55 286	0	0	0	0	0	55 286
Emploi / Travail	2 542	2 542	0	0	0	0	0	2 542
Education / Formation	11 470	11 470	0	0	0	0	0	11 470
Santé / Affaires sociales	20 240	20 240	0	0	0	0	0	20 240
Culture / Art / Sport	7 736	7 736	0	0	0	0	0	7 736
Information	1 400	1 400	0	0	0	0	0	1 400
Administration / Plan et Finances	11 898	11 898	0	0	0	0	0	11 898
<b>Total</b>	<b>225 300</b>	<b>225 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>225 300</b>

Annexe 4 : Situation du financement extérieur selon la source par secteur et nature



PTI 2023 - 2025

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AFD	1 667	0	1 667	0	0	0	0	0	0	2 000	1 700	3 700	3 667	1 700	5 367
B.A.D	61	0	61	2 321	0	2 321	0	0	0	0	0	0	2 382	0	2 382
BAD	44	1 932	1 976	0	2 880	2 880	1 779	0	1 779	800	1 134	1 934	2 623	5 946	8 569
BADEA	0	0	0	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	3 000	3 000
Belgique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	918	0	918	918	0	918
B.I.D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000
BID	0	5 452	5 452	0	0	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	9 452	9 452
B.M.	6 261	1 000	7 261	0	0	0	0	0	0	450	6 700	7 150	6 711	7 700	14 411
BM	6 500	21 000	27 500	0	0	0	1 500	0	1 500	6 269	2 584	8 853	14 269	23 584	37 853
BOAD	0	6 697	6 697	0	8 000	8 000	0	0	0	0	1 000	1 000	0	15 697	15 697
Canada	2 389	0	2 389	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 389	0	2 389
ESPAGNE	555	0	555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	555	0	555
FAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	683	0	683	683	0	683
FAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000
FEM	323	0	323	0	0	0	0	0	0	19	0	19	342	0	342
F.I.D.A	2 186	4 000	6 186	0	0	0	0	0	0	0	5 000	5 000	2 186	9 000	11 186
FIDA	0	2 186	2 186	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 186	2 186
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 221	3 221	0	3 221	3 221
FONDS VERT CLIMAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	279	279	0	279	279
Fonds. Vert. Climat.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500	0	500	500	0	500
Italie	0	1 235	1 235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 235	1 235



DONATEURS	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
KfW	4 000	0	4 000	0	0	0	0	0	0	10 914	0	10 914	14 914	0	14 914
Multibailleurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	5 000	0	5 000	5 000
Multibailleurs.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 000	0	6 000	6 000	0	6 000
Norvège	721	0	721	0	0	0	0	0	0	0	0	0	721	0	721
OFID	0	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	2 000	2 000
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 400	0	1 400	1 400	0	1 400
PNUD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	575	0	575	575	0	575
Suède	1 800	0	1 800	0	0	0	0	0	0	600	0	600	2 400	0	2 400
UE	2 043	0	2 043	4 681	0	4 681	0	0	0	2 041	0	2 041	8 765	0	8 765
<b>ENSEMBLE SECTEURS</b>	<b>28 550</b>	<b>43 502</b>	<b>72 052</b>	<b>7 002</b>	<b>15 880</b>	<b>22 882</b>	<b>3 279</b>	<b>0</b>	<b>3 279</b>	<b>36 169</b>	<b>30 618</b>	<b>66 787</b>	<b>75 000</b>	<b>90 000</b>	<b>165 000</b>



Annexe 5 : Etat détaillé des projets par secteur et par source de financement



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Agriculture						
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	110	110	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	12	12	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	6 870	6 870	0	6 697	6 697	6 697	0	0	0	0	0	6 697	6 697	0	BOAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	276	276	0	1 183	383	383	0	383	383	0	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	22	22	0	212	212	212	0	212	212	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	109	109	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	790	790	0	2 420	848	848	0	127	127	0	0	721	0	721	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	17	17	0	34	34	34	0	34	34	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Economie rurale				SOUS-SECTEUR			Agriculture								
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DE EXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	43	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2809	PROJ RENFORC. SEC. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	29	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	53	53	0	855	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	153	153	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	2 524	2 524	40	40	40	0	40	40	0	0	0	0	0	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	58	58	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	186	186	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	779	779	0	2 700	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	709	709	0	793	793	793	0	100	100	0	0	693	632	61	B.A.D	



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DE EXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023		Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts		Subvent.
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	15	15	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	42	42	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	72	72	0	880	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	1 071	1 071	0	9 224	9 224	9 224	0	9 224	9 224	0	0	0	0	0	0
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	109	109	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	867	867	0	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	389	389	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	737	737	0	2 700	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	487	487	0	2 700	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	2 203	2 203	0	5 934	5 127	5 127	0	127	127	0	0	5 000	5 000	0	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	1 473	1 473	0	4 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLE AU MALI (PACAM)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 240	2 240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	47	47	0	2 130	680	680	0	680	680	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 240	3 240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 000	6 000	0	8 063	6 261	6 261	0	0	0	0	0	6 261	6 000	261	B.M.
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	829	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	2 508	2 508	0	1 545	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	11 356	11 356	0	11 799	5 888	5 888	0	127	127	0	0	5 761	2 186	3 575	Canada Danemark F.I.D.A



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE RIZ SEGOU	180	180	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	3 309	3 309	0	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	0	0	0	0	0	0
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	56	56	0	2 440	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	0
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 245	5 245	0	22 366	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	277	277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	471	471	0	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	760	760	0	44	44	44	0	0	0	0	0	44	0	44	BAD
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	331	43	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture								
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	197	197	0	3 200	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 921	1 921	0	1 709	1 335	1 335	0	100	100	0	0	1 235	1 235	0	Italie	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	389	389	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION REG. GENIE RURAL TOMBOUCTOU	102	102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	1 034	1 034	0	4 460	960	960	0	960	960	0	0	0	0	0	0	
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	351	351	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	312	312	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	593	593	0	1 996	555	555	0	0	0	0	0	555	0	555	ESPAGNE	



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Agriculture						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	1 880	1 880	0	5 424	1 837	1 837	0	170	170	0	0	1 667	0	1 667	AFD
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE RIZ MOPTI	673	673	0	8 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI ( MERIT)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	9	9	0	10 952	4 127	4 127	0	127	127	0	0	4 000	4 000	0	F.I.D.A
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	56	56	0	570	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	6 200	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des Régions de Koulikoro et de l'Agglomération Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	0	0	0	6 822	1 427	1 427	0	127	127	0	0	1 300	1 300	0	BAD
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	0	0	37 927	2 627	2 627	0	127	127	0	0	2 500	1 000	1 500	B.M.
3391	Nouveau projet ACTION (Kayes, Koulikoro, Dioïla, et Pays Dogon)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	0	0	0	8 634	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	0	0	0	19 430	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	B.M.





SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Agriculture							
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE DU MOYEN BANI RURAL & S.A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			62 407	63 814	2 522	236 899	75 261	75 261	0	31 327	31 327	0	0	43 934	28 050	15 884	



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Elevage				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			Total	Prêts	Subvent.	Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.					Divers Autres
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	36	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	19	19	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	2 035	2 035	0	212	212	212	0	212	212	0	0	0	0	0	0 BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	213	213	0	1 020	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	770	770	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADELM)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	5 008	5 008	0	18 697	10 297	10 297	0	297	297	0	0	10 000	10 000	0	0 BM
3172	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	3 047	3 047	0	15 917	5 622	5 622	0	170	170	0	0	5 452	5 452	0	0 BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CENTRE NATIONAL APPUI SANTE ANIMALE	81	81	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Elevage							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3174	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	56	56	0	855	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	6 273	6 273	0	22 662	6 212	6 212	0	212	212	0	0	6 000	0	6 000	B.M.
3368	Projet d'appui à la conservation et la diffusion des bétails ruminants endémiques dans la zone sud du Mali	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	477	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			18 078	18 078	0	63 140	24 145	24 145	0	2 693	2 693	0	0	21 452	15 452	6 000	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR			Pêche								
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / AGENCE DE GESTION MARCHÉ CENTRAL POISSON BAMAKO	55	55	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE PECHE	9	9	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE PECHE	2 410	2 410	0	2 121	1 555	1 555	0	0	0	0	0	1 555	0	1 555	UE	
3164	OFFICE DEVELOPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE DEVELOP. PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR DU NIGER	58	58	0	720	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 532	2 532	0	3 676	2 060	2 060	0	505	505	0	0	1 555	0	1 555		



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Forêts						
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	21	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	23	23	0	197	72	72	0	72	72	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	718	718	0	921	921	921	0	221	221	0	0	700	0	700	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	311	311	0	615	615	615	0	127	127	0	0	488	0	488	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	36	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	17	17	0	320	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	



3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	113	113	0	897	297	297	0	297	297	0	0	0	0	0
------	--	--	-----	-----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Economie rurale					SOUS-SECTEUR				Forêts						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023		Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts		Subvent.
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	17	17	0	345	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	2 218	2 218	0	1 389	1 389	1 389	0	289	289	0	0	1 100	0	1 100	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	14	14	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	97	97	0	570	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / CABINET	1 000	1 000	0	6 705	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	BM
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	708	708	0	752	408	408	0	85	85	0	0	323	0	323	FEM
TOTAL SOUS-SECTEUR			5 293	5 293	0	13 138	6 839	6 839	0	1 728	1 728	0	0	5 111	0	5 111	
TOTAL SECTEUR			88 310	89 717	2 522	316 853	108 305	108 305	0	36 253	36 253	0	0	72 052	43 502	28 550	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Secondaire	SOUS-SECTEUR				Mines et Géologie										
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	44	44	0	2 265	765	765	0	765	765	0	0	0	0	0	0
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	3 000	3 000	0	800	800	800	0	0	0	0	0	800	800	0	BM
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	22	22	0	1 260	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 066	3 066	0	4 325	1 875	1 875	0	1 075	1 075	0	0	800	800	0	





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR				Eaux							
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	14	14	0	255	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	2 341	2 341	0	99 393	10 000	10 000	0	5 000	5 000	0	0	5 000	5 000	0	F.I.D.A	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	31	31	0	370	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 475	1 475	0	19 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	67	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	33	33	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	9 322	9 322	0	13 280	11 680	11 680	0	680	680	0	0	11 000	5 000	6 000	Multibailleurs	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 064	2 064	0	414	414	414	0	0	0	0	0	414	0	414	KfW	



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux								
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	53	53	0	331	331	331	0	331	331	0	0	0	0	0	0	AFD
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	2 064	2 064	0	3 627	3 627	3 627	0	127	127	0	0	3 500	1 700	1 800	B.M.	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 228	2 228	0	5 755	2 255	2 255	0	255	255	0	0	2 000	0	2 000	Pays-Bas Suède	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4 440	4 440	0	13 985	6 255	6 255	0	255	255	0	0	6 000	0	6 000	KfW	
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	43	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 034	1 034	0	2 693	576	576	0	76	76	0	0	500	0	500	FSD	
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 890	1 890	0	4 462	3 085	3 085	0	85	85	0	0	3 000	0	3 000	KfW	
3162	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 021	2 021	0	3 519	1 742	1 742	0	42	42	0	0	1 700	0	1 700	UE	
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 437	244	-1	7 363	3 492	3 492	0	170	170	0	0	3 322	279	3 043	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE	



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Eaux								
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO	4 416	4 416	0	918	918	918	0	0	0	0	0	918	0	918	Belgique	
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	17	17	0	1 510	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0		
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	5 364	1 500	1 500	0	0	0	0	0	1 500	0	1 500	KfW	
TOTAL SOUS-SECTEUR			36 170	33 977	-1	184 539	53 610	53 610	0	14 756	14 756	0	0	38 854	11 979	26 875		



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Secondaire	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Energie				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	22	22	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 914	1 914	0	3 300	1 850	1 850	0	850	850	0	0	1 000	1 000	0	BOAD	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	81	81	0	428	128	128	0	128	128	0	0	0	0	0		
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	120	120	0	528	128	128	0	128	128	0	0	0	0	0		
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	1 181	1 181	0	2 020	1 460	1 460	0	560	560	0	0	900	450	450	B.M.	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	58	58	0	1 190	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0		
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	13	13	0	1 100	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 921	2 921	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	3 000	0	BID	



SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR			Energie							
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 426	3 426	0	5 491	5 391	5 391	0	170	170	0	0	5 221	3 221	2 000	AFD Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	47	47	0	5 000	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	4 000	4 000	0	1 864	1 700	1 700	0	0	0	0	0	1 700	1 700	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 000	2 000	0	11 440	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	1 000	1 000	B.I.D
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 000	2 000	0	7 469	7 469	7 469	0	0	0	0	0	7 469	5 000	2 469	B.M.
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	8 090	8 090	0	3 134	3 134	3 134	0	0	0	0	0	3 134	1 134	2 000	BAD BM
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 000	6 973	2	2 134	2 134	2 134	0	0	0	0	0	2 134	1 334	800	BAD BM
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	14	14	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>30 887</b>	<b>35 860</b>	<b>2</b>	<b>48 652</b>	<b>29 613</b>	<b>29 613</b>	<b>0</b>	<b>3 055</b>	<b>3 055</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>26 558</b>	<b>17 839</b>	<b>8 719</b>	



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR			Secondaire				SOUS-SECTEUR				Industrie / Artisanat						
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	28	28	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	930	930	0	2 355	1 255	1 255	0	680	680	0	0	575	0	575	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	13	13	0	425	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	32	32	0	1 140	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	20	20	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	18	18	0	755	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	97	97	0	170	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	



2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	21	21	0	857	467	467	0	467	467	0	0	0	0	0
------	---	--	----	----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR		Secondaire	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	10	10	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	41	41	0	342	102	102	0	102	102	0	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	39	39	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	43	43	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	11	11	0	570	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	28	28	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 511	1 511	0	8 042	4 112	4 112	0	3 537	3 537	0	0	575	0	575		
TOTAL SECTEUR			71 634	74 414	2	245 558	89 210	89 210	0	22 423	22 423	0	0	66 787	30 618	36 169		





**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Moyens routiers										
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 544	4 544	0	34 224	7 824	7 824	0	7 824	7 824	0	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	512	512	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	102	102	0	180	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	0
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 000	2 000	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 075	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	236	236	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 222	5 222	0	3 767	3 767	3 767	0	0	0	0	0	3 767	1 900	1 867	B.A.D UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	512	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Moyens routiers				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	717	717	0	5 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0		
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 946	1 946	0	7 550	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0		
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 673	7 673	0	35 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0		
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 474	2 474	0	4 550	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0		
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)- PHASE I	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 007	7 007	0	59 550	4 815	4 815	0	700	700	0	0	4 115	980	3 135	B.A.D UE	
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 485	1 485	0	30 920	6 500	6 500	0	1 500	1 500	0	0	5 000	5 000	0	BADEA OFID	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMANAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 246	3 246	0	12 850	5 750	5 750	0	750	750	0	0	5 000	5 000	0	BOAD	



3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
------	--	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Moyens routiers				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE TOMBOUCTOU	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE G A O	283	283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KIDAL	272	272	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE MOPTI	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SEGOU	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES KOULIKORO	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES MENAKA	283	283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES TAOUDENIT	272	272	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KAYES	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Moyens routiers				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.		
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 973	4 973	0	19 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 435	1 435	0	14 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO - SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	717	717	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	149	149	0	29 366	1 700	1 700	0	700	700	0	0	1 000	1 000	0	BOAD	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	523	523	0	21 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	577	577	0	15 750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	548	548	0	2 000	1 850	1 850	0	1 850	1 850	0	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	539	539	0	3 750	2 750	2 750	0	750	750	0	0	2 000	2 000	0	BOAD	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	487	487	0	9 750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	472	472	0	19 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	973	973	0	30 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			51 907	51 395	-1	383 182	73 286	73 286	0	50 404	50 404	0	0	22 882	15 880	7 002	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Moyens fluviaux										
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	186	186	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CABINET	179	179	0	945	315	315	0	315	315	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			365	365	0	1 745	715	715	0	715	715	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Aéronautique / Météo								
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME D'EXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	2 325	2 325	0	2 000	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	128	128	0	225	225	225	0	225	225	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>2 453</b>	<b>2 453</b>	<b>0</b>	<b>2 225</b>	<b>975</b>	<b>975</b>	<b>0</b>	<b>975</b>	<b>975</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Poste / Télécommunication										
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	153	153	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			153	153	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Topo et Cartographie											
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	148	148	0	5 300	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	96	96	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	102	102	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	8	8	0	240	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			354	354	0	7 290	2 290	2 290	0	2 290	2 290	0	0	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement										
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1949	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DU PLAN	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	25	25	0	1 300	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	27	27	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	51	51	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	23	23	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	18	18	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	



2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	16	16	0	562	212	212	0	212	212	0	0	0	0	0
------	--	---	----	----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	111	111	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	31	31	0	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3	3	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL / SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	23	23	0	555	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUAPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	23	23	0	360	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	0
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	114	114	0	4 005	1 105	1 105	0	1 105	1 105	0	0	0	0	0	0
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 089	2 089	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	172	172	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	143	143	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	333	333	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	726	726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	19	19	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	31	31	0	1 300	480	480	0	480	480	0	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	1 053	1 053	0	825	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 581	1 581	0	1 700	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	22	22	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	74	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	295	295	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	201	201	0	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	65	65	0	990	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	54	54	0	2 140	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	14	14	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	71	71	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	27	27	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	31	31	0	1 140	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0	



3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	258	258	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
------	---	---	-----	-----	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---





SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	258	258	0	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	4	4	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	3	3	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9	9	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PYRAMIDE DU SOUVENIR	6	6	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	32	32	0	1 350	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	



3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0
------	---	--	-----	-----	---	-------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	325	325	0	1 500	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	404	404	0	4 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	9	9	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	27	27	0	710	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0	0
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	199	199	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	71 468	71 468	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PATEFORME	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	4 495	4 495	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	27	27	0	1 237	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	25	25	0	1 740	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	0
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	8	8	0	1 200	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	195	195	0	380	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	0
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	26	26	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	16	16	0	2 120	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	17	17	0	3 000	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	20	20	0	855	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	19	19	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	442	442	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	462	462	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	184	184	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	



3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	8 000	8 000	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0
------	--------------------------------	---	-------	-------	---	-------	-------	-------	---	-------	-------	---	---	---	---	---



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	13	13	0	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	83	83	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	7	7	0	1 275	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	8	8	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	30	30	0	2 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	43	43	0	9 850	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	0	0	0	3 020	520	520	0	520	520	0	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNNTMF	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	333	333	0	1 600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures					SOUS-SECTEUR				Bâtiments et Equipement						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	12	12	0	955	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	16	16	0	1 140	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	8	8	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	7	7	0	1 620	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE / MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	14	14	0	550	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION REG. PLAN. STAT. INFOR. AMEN POP. SIKASS	77	77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	605	605	0	1 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	9	9	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	13	13	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0





SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	COUR CONSTITUTIONNELLE / ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	97	97	0	800	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	236	236	0	1 800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CELLULE TRAVAUX ROUTIERS D'URGENCE (CETRU)	236	236	0	1 000	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	3	3	0	2 000	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11	11	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	8	8	0	280	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISFF)	53	53	0	2 850	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	153	153	0	505	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTTE ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	7	7	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	9	9	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANEH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX	19	19	0	422	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	336	336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	0	0	1 920	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	0	0	0	1 920	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	0	0	0	754	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0	0	0	5 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
3374	AMENAGEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	0	0	0	2 500	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures	Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	2 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	0	0	0	2 000	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	0	0	470	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	0	0	5 700	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	0	
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE / OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			99 394	99 394	0	157 589	50 631	50 631	0	50 631	50 631	0	0	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Urbanisme et Habitat											
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023				FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	32	32	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	279	279	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	149	149	0	1 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	36	36	0	378	178	178	0	178	178	0	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	112	112	0	255	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 372	1 372	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0	



3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	860	860	0	3 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	24	24	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0



SECTEUR			Infrastructures				SOUS-SECTEUR			Urbanisme et Habitat								
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DE EXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	208	208	0	1 020	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	4	4	0	280	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>3 076</b>	<b>3 076</b>	<b>0</b>	<b>9 303</b>	<b>3 803</b>	<b>3 803</b>	<b>0</b>	<b>3 803</b>	<b>3 803</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures	SOUS-SECTEUR				Transport / Stockage											
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	286	286	0	1 380	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	189	189	0	620	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	2 280	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	2 500	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			475	475	0	11 780	2 220	2 220	0	2 220	2 220	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			158 177	157 665	-1	574 014	134 220	134 220	0	111 338	111 338	0	0	22 882	15 880	7 002		



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Emploi / Travail							
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	17	17	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	9	9	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 051	51	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	F.I.D.A
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11	11	0	327	327	327	0	327	327	0	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	1 361	1 361	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	79	79	0	2 500	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	18	18	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	





3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL ( REGION SIKASSO)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	32	32	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
------	--	---	----	----	---	-----	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



SECTEUR			Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR			Emploi / Travail								
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	0	0	715	215	215	0	215	215	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 578	1 578	-1	4 942	2 542	2 542	0	2 542	2 542	0	0	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Education / Formation						
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	14	14	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRASTRUCTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	25	25	0	456	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	40	40	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	0	0	0	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	100	100	0	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	0	1 900	1 900	1 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	51	51	0	230	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	0
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10	10	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	20	20	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10	10	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	40	40	0	755	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	23	23	0	470	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	100	100	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Education / Formation							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	18	18	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	30	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	20	20	0	900	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	87	87	0	3 000	720	720	0	720	720	0	0	0	0	0	0
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	20	20	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	30	30	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	21	21	0	2 000	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



3388	CONSTRUCTION AMPHI 1000 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	0	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			720	2 620	1 900	30 736	11 470	11 470	0	11 470	11 470	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Santé / Affaires sociales						
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	10	10	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	52	52	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU POINT G.	25	25	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	30	30	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE KATI	20	20	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	13	13	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	21	21	0	360	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	0
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINNE DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	12	12	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	20	20	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	15	15	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 191	4 191	0	3 900	2 900	2 900	0	1 400	1 400	0	0	1 500	0	1 500	BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU MALI	500	500	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	2 078	2 078	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0 BM
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	7 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	0
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	22	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9 804	9 804	0	14 500	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0	0	0	0
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	25	25	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0





SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Santé / Affaires sociales						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	110	110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE SIKASSO	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE GAO	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	47	47	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	43	43	0	810	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE SIKASSO	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE TOMBOUCTOU	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KIDAL	155	155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE MOPTI	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE SEGOU	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KOULIKORO	195	195	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	155	155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAUDENIT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KAYES	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE NATIONAL D'ODONTO STOMATOLOGIE	10	10	0	3 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	15	15	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	20	20	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPPSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	10	10	0	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			23 673	23 673	0	41 470	21 740	21 740	0	20 240	20 240	0	0	1 500	0	1 500	



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Culture / Art / Sport						
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023				FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	66	66	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	34	34	0	810	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	8	8	0	2 000	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5	5	0	2 500	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MUSEE NATIONAL	28	28	0	525	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	0
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	17	17	0	170	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	6	6	0	185	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Culture / Art / Sport							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE DE 26 MARS	6 000	6 000	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / LYCEE SPORTIF	200	200	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	18	18	0	372	297	297	0	297	297	0	0	0	0	0	0
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	31	31	0	1 000	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	9	9	0	500	229	229	0	229	229	0	0	0	0	0	0
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS. EDUCATION PHYSIQUE	0	0	0	4 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	0	0	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MAMADOU KONATE	0	0	0	2 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
TOTAL SOUS-SECTEUR			6 428	6 428	0	25 662	7 736	7 736	0	7 736	7 736	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Information						
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023					
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / CABINET	86	86	0	675	225	225	0	225	225	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	82	82	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	17	17	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	9	9	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>			<b>194</b>	<b>194</b>	<b>0</b>	<b>3 150</b>	<b>1 400</b>	<b>1 400</b>	<b>0</b>	<b>1 400</b>	<b>1 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Administration / Plan et Finances							
		Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023				FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	30	30	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	83	83	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	64	64	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	43	43	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	35	35	0	310	110	110	0	110	110	0	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	34	34	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	68	68	0	290	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	0
------	---	---	----	----	---	-----	----	----	---	----	----	---	---	---	---	---	---





SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023		Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts		Subvent.
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	51	51	0	302	102	102	0	102	102	0	0	0	0	0	0
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	47	47	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	55	55	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	64	64	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EEMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	60	60	0	359	119	119	0	119	119	0	0	0	0	0	0
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)	123	123	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	196	196	0	1 400	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	163	163	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	62	62	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Administration / Plan et Finances						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	24	24	0	227	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	53	53	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	103	103	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	149	149	0	12 980	3 480	3 480	0	3 480	3 480	0	0	0	0	0	0
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	21	21	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	31	31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	30	30	0	580	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	16	16	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			Sources
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	15	15	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	308	308	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	57	57	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	13	13	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	39	39	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	39	39	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	690	690	0	2 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	192	192	0	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	28	28	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines					SOUS-SECTEUR				Administration / Plan et Finances						
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023		Sources	
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts		Subvent.
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	58	58	0	430	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	1 624	1 624	0	2 491	1 991	0	1 991	212	212	0	0	1 779	0	1 779	BAD
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	12	12	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	37	37	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	16	16	0	400	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	56	56	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3387	FONDS D'ETUDES APEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			4 962	4 962	0	38 137	13 677	11 586	2 091	11 898	11 898	0	0	1 779	0	1 779	
TOTAL SECTEUR			38 555	39 455	1 899	144 097	58 565	56 474	2 091	55 286	55 286	0	0	3 279	0	3 279	
TOTAL GENERAL			356 676	361 251	4 422	1 280 522	390 300	388 209	2 091	225 300	225 300	0	0	165 000	90 000	75 000	

Annexe 6 : Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	71 468	71 468	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	726	726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	4 495	4 495	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	2 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>76 689</b>	<b>76 689</b>	<b>0</b>	<b>8 150</b>	<b>3 050</b>	<b>3 050</b>	<b>0</b>	<b>3 050</b>	<b>3 050</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**  
**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		PRIMATURE															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	28	28	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	19	19	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	19	19	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	9	9	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>75</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>1 100</b>	<b>800</b>	<b>800</b>	<b>0</b>	<b>800</b>	<b>800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE			COUR CONSTITUTIONNELLE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		COUR SUPREME															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	201	201	0	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			201	201	0	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	114	114	0	4 005	1 105	1 105	0	1 105	1 105	0	0	0	0	0	0
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	CABINET	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	CABINET	0	0	0	754	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	3	3	0	2 000	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0	0
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	64	64	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>185</b>	<b>185</b>	<b>0</b>	<b>7 186</b>	<b>1 997</b>	<b>1 997</b>	<b>0</b>	<b>1 997</b>	<b>1 997</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	12	12	0	955	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	0	0	715	215	215	0	215	215	0	0	0	0	0	0
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	40	40	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11	11	0	327	327	327	0	327	327	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>63</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>2 072</b>	<b>872</b>	<b>872</b>	<b>0</b>	<b>872</b>	<b>872</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIEATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	14	14	0	550	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			14	14	0	550	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

<b>MINISTERE</b>			<b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 089	2 089	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	200	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>2 389</b>	<b>2 389</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE			MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	CABINET	1 000	1 000	0	6 705	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	BM
TOTAL MINISTERE			1 000	1 000	0	6 705	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	CABINET	103	103	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	CABINET	57	57	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2913	REINFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	CABINET	39	39	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	CABINET	39	39	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CABINET	690	690	0	2 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	CABINET	192	192	0	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CABINET	40	40	0	755	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CABINET	58	58	0	430	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3165	REINFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	CABINET	37	37	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	CABINET	20	20	0	855	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CABINET	16	16	0	400	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	CABINET	56	56	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	CABINET	0	0	0	470	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	CABINET	0	0	0	37 927	2 627	2 627	0	127	127	0	0	2 500	1 000	1 500	B.M.
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	CABINET	0	0	0	5 700	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	16	16	0	562	212	212	0	212	212	0	0	0	0	0	0
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	15	15	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	43	43	0	9 850	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	0
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	23	23	0	555	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	27	27	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	1 053	1 053	0	825	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	0
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	31	31	0	1 140	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	27	27	0	710	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	0	0	0	2 000	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0	0
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	12	12	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	16	16	0	1 140	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	53	53	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	149	149	0	12 980	3 480	3 480	0	3 480	3 480	0	0	0	0	0	0
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	16	16	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	65	65	0	990	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	308	308	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	153	153	0	505	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	13	13	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
1949	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DU PLAN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	83	83	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécút.	Ecarts (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	62	62	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	111	111	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 191	4 191	0	3 900	2 900	2 900	0	1 400	1 400	0	0	1 500	0	1 500	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	74	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	20	20	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	41	41	0	342	102	102	0	102	102	0	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	13	13	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	199	199	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	DIRECTION REG. PLAN. STAT. INFOR. AMEN POP. SIKASSO	77	77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISFF)	53	53	0	2 850	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	0
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	1 624	1 624	0	2 491	1 991	0	1 991	212	212	0	0	1 779	0	1 779	BAD



MINISTERE			MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	31	31	0	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	196	196	0	1 400	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	163	163	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 581	1 581	0	1 700	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	0
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	31	31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	32	32	0	1 350	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>12 025</b>	<b>12 025</b>	<b>0</b>	<b>109 058</b>	<b>26 173</b>	<b>24 182</b>	<b>1 991</b>	<b>20 394</b>	<b>20 394</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 779</b>	<b>1 000</b>	<b>4 779</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	22	22	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	14	14	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>36</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>2 100</b>	<b>900</b>	<b>900</b>	<b>0</b>	<b>900</b>	<b>900</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3111	FERME ECOLE MOFA	CABINET	18	18	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	CABINET	26	26	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	CABINET	8	8	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL ( REGION SIKASSO)	CABINET	32	32	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	17	17	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	1 361	1 361	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0 Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	79	79	0	2 500	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	0
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 051	51	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 F.I.D.A
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>2 592</b>	<b>1 592</b>	<b>-1</b>	<b>9 400</b>	<b>3 400</b>	<b>3 400</b>	<b>0</b>	<b>3 400</b>	<b>3 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	30	30	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			30	30	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023  
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE  
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	CABINET	172	172	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	CABINET	143	143	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	CABINET	333	333	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	CABINET	258	258	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	CABINET	258	258	0	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	CABINET	96	96	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	CABINET	867	867	0	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	CABINET	389	389	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	CABINET	737	737	0	2 700	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	CABINET	487	487	0	2 700	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	CABINET	325	325	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	CABINET	325	325	0	1 500	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	CABINET	404	404	0	4 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	CABINET	860	860	0	3 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	0
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	CABINET	462	462	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	CABINET	389	389	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	0
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	CABINET	336	336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	71	71	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	DIRECTION GENERALE ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	0	0	0	2 500	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	0
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0	0	0	5 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	27	27	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	43	43	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	442	442	0	1 500	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	184	184	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO	4 416	4 416	0	918	918	918	0	0	0	0	0	918	0	918	Belgique
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA	180	180	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>15 124</b>	<b>15 124</b>	<b>0</b>	<b>58 018</b>	<b>22 318</b>	<b>22 318</b>	<b>0</b>	<b>21 400</b>	<b>21 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>918</b>	<b>0</b>	<b>918</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11	11	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	7	7	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			18	18	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2381	APPUI GPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CABINET	60	60	0	359	119	119	0	119	119	0	0	0	0	0	0
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CABINET	20	20	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CABINET	10	10	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	CABINET	43	43	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	CABINET	9	9	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	39	39	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	4	4	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	28	28	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	930	930	0	2 355	1 255	1 255	0	680	680	0	0	575	0	575	PNUD
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	28	28	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	97	97	0	170	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	24	24	0	227	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
2619	APPUI AU CERFITEX	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	32	32	0	1 140	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
3387	FONDS D'ETUDES APEX	AGENCE POUR PROMOTION EXPORTATION MALI	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	18	18	0	755	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	11	11	0	570	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>1 353</b>	<b>1 353</b>	<b>0</b>	<b>8 154</b>	<b>3 714</b>	<b>3 714</b>	<b>0</b>	<b>3 139</b>	<b>3 139</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>575</b>	<b>0</b>	<b>575</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	0	0	0	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10	10	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10	10	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	47	47	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>78</b>	<b>78</b>	<b>0</b>	<b>6 900</b>	<b>2 300</b>	<b>2 300</b>	<b>0</b>	<b>2 300</b>	<b>2 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRASTRUCTURES DE L'ENI	CABINET	25	25	0	456	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	CABINET	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	CABINET	100	100	0	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	CABINET	0	1 900	1 900	1 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CABINET	51	51	0	230	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	0
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	100	100	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	CABINET	30	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	30	30	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	20	20	0	900	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	20	20	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécút.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	21	21	0	2 000	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	0
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1000 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	0	0	2 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			447	2 347	1 900	18 386	7 200	7 200	0	7 200	7 200	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	CABINET	6	6	0	185	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	CABINET	18	18	0	372	297	297	0	297	297	0	0	0	0	0	0
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	9	9	0	500	229	229	0	229	229	0	0	0	0	0	0
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	17	17	0	170	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9	9	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	13	13	0	425	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	0
2358	APPUJ CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	34	34	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	0
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	6	6	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	23	23	0	470	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	31	31	0	1 000	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	28	28	0	525	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	34	34	0	810	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	0
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	3	3	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	21	21	0	857	467	467	0	467	467	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>252</b>	<b>252</b>	<b>0</b>	<b>5 911</b>	<b>3 345</b>	<b>3 245</b>	<b>100</b>	<b>3 345</b>	<b>3 345</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	DIRECTION NAT. DES SPORTS. EDUCATION PHYSIQUE	0	0	0	4 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	66	66	0	800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5	5	0	2 500	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	0
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3	3	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	STADE MODIBO KEITA	8	8	0	2 000	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	STADE MAMADOU KONATE	0	0	0	2 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	0	0	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	STADE DE 26 MARS	6 000	6 000	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	LYCEE SPORTIF	200	200	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE			6 288	6 288	0	22 300	6 050	6 050	0	6 050	6 050	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	CABINET	25	25	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	CABINET	110	110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	CABINET	8	8	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	CABINET	30	30	0	2 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	CABINET	155	155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	CABINET	150	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	CABINET	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	18	18	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	47	47	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPS	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	10	10	0	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	15	15	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécút.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	7 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9 804	9 804	0	14 500	9 500	9 500	0	9 500	9 500	0	0	0	0	0	0
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	DIRECTION REGIONALE SANTE KAYES	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	DIRECTION REGIONALE SANTE KOULIKORO	195	195	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE SANTE SIKASSO	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	DIRECTION REGIONALE SANTE SEGOU	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	DIRECTION REGIONALE SANTE MOPTI	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	DIRECTION REGIONALE SANTE TOMBOUCTOU	165	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	DIRECTION REGIONALE SANTE KIDAL	155	155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	55	55	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANEH	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX	19	19	0	422	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	10	10	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	HOPITAL DE GAO	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	HOPITAL DE SIKASSO	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	20	20	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	25	25	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	30	30	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	CENTRE NATIONAL D'ODONTO STOMATOLOGIE	10	10	0	3 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	20	20	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	500	500	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	22	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0





MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	15	15	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	20	20	0	800	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)	123	123	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>17 516</b>	<b>17 516</b>	<b>0</b>	<b>40 282</b>	<b>19 420</b>	<b>19 420</b>	<b>0</b>	<b>19 420</b>	<b>19 420</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	CABINET	9	9	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	CABINET	7	7	0	1 275	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	12	12	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	12	12	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	23	23	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	13	13	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	23	23	0	360	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	709	709	0	793	793	793	0	100	100	0	0	693	632	61 B.A.D	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	15	15	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	21	21	0	360	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			844	844	0	3 438	2 003	2 003	0	1 310	1 310	0	0	693	632	61	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	CABINET	179	179	0	945	315	315	0	315	315	0	0	0	0	0	0
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 544	4 544	0	34 224	7 824	7 824	0	7 824	7 824	0	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	512	512	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	102	102	0	180	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	0
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 000	2 000	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 075	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	236	236	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLON DIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 222	5 222	0	3 767	3 767	3 767	0	0	0	0	0	3 767	1 900	1 867	B.A.D UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	512	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	717	717	0	5 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 946	1 946	0	7 550	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 673	7 673	0	35 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 474	2 474	0	4 550	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)- PHASE I	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 007	7 007	0	59 550	4 815	4 815	0	700	700	0	0	4 115	980	3 135	B.A.D UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 485	1 485	0	30 920	6 500	6 500	0	1 500	1 500	0	0	5 000	5 000	0	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 246	3 246	0	12 850	5 750	5 750	0	750	750	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 973	4 973	0	19 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 435	1 435	0	14 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	717	717	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	149	149	0	29 366	1 700	1 700	0	700	700	0	0	1 000	1 000	0	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	236	236	0	1 800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	523	523	0	21 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	



3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	577	577	0	15 750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0
------	--	-----------------------------------	-----	-----	---	--------	-----	-----	---	-----	-----	---	---	---	---	---



MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	548	548	0	2 000	1 850	1 850	0	1 850	1 850	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	539	539	0	3 750	2 750	2 750	0	750	750	0	0	2 000	2 000	0	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	487	487	0	9 750	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	472	472	0	19 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOILA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	973	973	0	30 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	186	186	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	286	286	0	1 380	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	189	189	0	620	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	333	333	0	1 600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	2 280	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	2 500	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	83	83	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KAYES	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES KOULIKORO	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SEGOU	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE MOPTI	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE TOMBOUCTOU	288	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE G A O	283	283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KIDAL	272	272	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES TAOUDENIT	272	272	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES MENAKA	283	283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	CELLULE TRAVAUX ROUTIERS D'URGENCE (CETRU)	236	236	0	1 000	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	68	68	0	290	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	51	51	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	97	97	0	800	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	0
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	102	102	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	195	195	0	380	180	180	0	180	180	0	0	0	0	0	0
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	2 325	2 325	0	2 000	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	0
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	128	128	0	225	225	225	0	225	225	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>56 601</b>	<b>56 089</b>	<b>-1</b>	<b>405 902</b>	<b>78 646</b>	<b>78 646</b>	<b>0</b>	<b>55 764</b>	<b>55 764</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 882</b>	<b>15 880</b>	<b>7 002</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	17	17	0	345	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	CABINET	31	31	0	370	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	CABINET	67	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CABINET	35	35	0	310	110	110	0	110	110	0	0	0	0	0	0
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	CABINET	36	36	0	378	178	178	0	178	178	0	0	0	0	0	0
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	CABINET	112	112	0	255	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	CABINET	718	718	0	921	921	921	0	221	221	0	0	700	0	700	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	CABINET	311	311	0	615	615	615	0	127	127	0	0	488	0	488	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	CABINET	36	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	CABINET	17	17	0	320	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	CABINET	14	14	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	CABINET	2 064	2 064	0	3 627	3 627	3 627	0	127	127	0	0	3 500	1 700	1 800	B.M.
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	CABINET	113	113	0	897	297	297	0	297	297	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	CABINET	27	27	0	1 237	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	23	23	0	197	72	72	0	72	72	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	2 218	2 218	0	1 389	1 389	1 389	0	289	289	0	0	1 100	0	1 100	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	14	14	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	97	97	0	570	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	8 000	8 000	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	708	708	0	752	408	408	0	85	85	0	0	323	0	323	FEM
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	279	279	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	149	149	0	1 300	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	



MINISTERE			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 372	1 372	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	25	25	0	1 740	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	208	208	0	1 020	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	5 364	1 500	1 500	0	0	0	0	0	1 500	0	1 500	KfW
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	21	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>16 712</b>	<b>16 712</b>	<b>0</b>	<b>29 519</b>	<b>14 524</b>	<b>14 524</b>	<b>0</b>	<b>6 913</b>	<b>6 913</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 611</b>	<b>1 700</b>	<b>5 911</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
 (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 475	1 475	0	19 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	0
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 064	2 064	0	414	414	414	0	0	0	0	0	414	0	414	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 228	2 228	0	5 755	2 255	2 255	0	255	255	0	0	2 000	0	2 000	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	4 440	4 440	0	13 985	6 255	6 255	0	255	255	0	0	6 000	0	6 000	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 034	1 034	0	2 693	576	576	0	76	76	0	0	500	0	500	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 890	1 890	0	4 462	3 085	3 085	0	85	85	0	0	3 000	0	3 000	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	CABINET	9 322	9 322	0	13 280	11 680	11 680	0	680	680	0	0	11 000	5 000	6 000	Multibailleurs
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	CABINET	1 181	1 181	0	2 020	1 460	1 460	0	560	560	0	0	900	450	450	B.M.
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	CABINET	58	58	0	1 190	340	340	0	340	340	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCE SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	CABINET	47	47	0	5 000	425	425	0	425	425	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	CABINET	4 000	4 000	0	1 864	1 700	1 700	0	0	0	0	0	1 700	1 700	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	CABINET	2 000	2 000	0	11 440	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	1 000	1 000	B.I.D
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	CABINET	2 000	2 000	0	7 469	7 469	7 469	0	0	0	0	0	7 469	5 000	2 469	B.M.
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	2 437	244	-1	7 363	3 492	3 492	0	170	170	0	0	3 322	279	3 043	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	CABINET	3 000	3 000	0	800	800	800	0	0	0	0	0	800	800	0	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	CABINET	87	87	0	3 000	720	720	0	720	720	0	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	CABINET	9	9	0	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	44	44	0	2 265	765	765	0	765	765	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 914	1 914	0	3 300	1 850	1 850	0	850	850	0	0	1 000	1 000	0	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 921	2 921	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	3 000	0	BID
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	8 090	8 090	0	3 134	3 134	3 134	0	0	0	0	0	3 134	1 134	2 000	BAD BM



MINISTERE		MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																
		Exécution du budget 2022				Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources	
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 000	6 973	2	2 134	2 134	2 134	0	0	0	0	0	2 134	1 334	800	BAD BM	
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	14	14	0	255	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0		
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	53	53	0	331	331	331	0	331	331	0	0	0	0	0	AFD	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	13	13	0	1 100	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 426	3 426	0	5 491	5 391	5 391	0	170	170	0	0	5 221	3 221	2 000	AFD Fonds Abou Dabi	
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	43	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 021	2 021	0	3 519	1 742	1 742	0	42	42	0	0	1 700	0	1 700	UE	
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	17	17	0	1 510	510	510	0	510	510	0	0	0	0	0		
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	51	51	0	302	102	102	0	102	102	0	0	0	0	0		
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	22	22	0	1 260	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0		
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	81	81	0	428	128	128	0	128	128	0	0	0	0	0		



MINISTERE		MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	0	0	0	1 920	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	33	33	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	22	22	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	0	0	0	1 920	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	2 341	2 341	0	99 393	10 000	10 000	0	5 000	5 000	0	0	5 000	5 000	0	F.I.D.A
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	120	120	0	528	128	128	0	128	128	0	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	14	14	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>63 516</b>	<b>66 296</b>	<b>2</b>	<b>233 709</b>	<b>80 175</b>	<b>80 175</b>	<b>0</b>	<b>19 881</b>	<b>19 881</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 294</b>	<b>28 918</b>	<b>31 376</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE			MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	CABINET	86	86	0	675	225	225	0	225	225	0	0	0	0	0	0
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	18	18	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	153	153	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	82	82	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	0
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	17	17	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>365</b>	<b>365</b>	<b>0</b>	<b>5 150</b>	<b>1 800</b>	<b>1 800</b>	<b>0</b>	<b>1 800</b>	<b>1 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>





**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023			FINANCEMENT EXTERIEUR 2023				
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	CABINET	52	52	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	CABINET	30	30	0	580	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	148	148	0	5 300	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	CABINET	2 078	2 078	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0 BM
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	CABINET	43	43	0	810	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	CABINET	605	605	0	1 000	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	31	31	0	1 300	480	480	0	480	480	0	0	0	0	0	0
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	54	54	0	2 140	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	0
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	32	32	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	4	4	0	280	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	0
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	21	21	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	295	295	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	13	13	0	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	25	25	0	1 300	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	0
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	8	8	0	1 200	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	24	24	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	0
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	8	8	0	240	240	240	0	240	240	0	0	0	0	0	0
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	9	9	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>3 480</b>	<b>3 480</b>	<b>0</b>	<b>33 120</b>	<b>12 050</b>	<b>12 050</b>	<b>0</b>	<b>12 050</b>	<b>12 050</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE			MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL														
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)		Total	Formation Capital	Autres dépenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	CABINET	110	110	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	CABINET	109	109	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	CABINET	790	790	0	2 420	848	848	0	127	127	0	0	721	0	721	Norvège
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	CABINET	2 035	2 035	0	212	212	212	0	212	212	0	0	0	0	0	BID
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	CABINET	43	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	CABINET	29	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CABINET	53	53	0	855	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	CABINET	153	153	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	CABINET	186	186	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	CABINET	779	779	0	2 700	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	0
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	CABINET	72	72	0	880	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	0



MINISTERE			MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CABINET	1 071	1 071	0	9 224	9 224	9 224	0	9 224	9 224	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	CABINET	109	109	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	CABINET	2 203	2 203	0	5 934	5 127	5 127	0	127	127	0	0	5 000	5 000	0	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	CABINET	1 473	1 473	0	4 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADELM)	CABINET	5 008	5 008	0	18 697	10 297	10 297	0	297	297	0	0	10 000	10 000	0	BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	CABINET	2 508	2 508	0	1 545	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	CABINET	11 356	11 356	0	11 799	5 888	5 888	0	127	127	0	0	5 761	2 186	3 575	Canada Danemark FIDA
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	CABINET	3 309	3 309	0	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	16	16	0	2 120	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	CABINET	56	56	0	2 440	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	CABINET	3 047	3 047	0	15 917	5 622	5 622	0	170	170	0	0	5 452	5 452	0	BID
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	CABINET	760	760	0	44	44	44	0	0	0	0	0	44	0	44	BAD



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	CABINET	0	0	0	3 020	520	520	0	520	520	0	0	0	0	0	0
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	CABINET	197	197	0	3 200	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	CABINET	7	7	0	1 620	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	CABINET	1 880	1 880	0	5 424	1 837	1 837	0	170	170	0	0	1 667	0	1 667	AFD
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI ( MERIT)	CABINET	9	9	0	10 952	4 127	4 127	0	127	127	0	0	4 000	4 000	0	F.I.D.A
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro-Industrielle des RA, Régions de Koulikoro et PA, Ari-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	CABINET	0	0	0	6 822	1 427	1 427	0	127	127	0	0	1 300	1 300	0	BAD
3391	Nouveau projet ACTION (Kayes, Koulikoro, Dioila, et Pays Dogon)	CABINET	0	0	0	8 634	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	CABINET	0	0	0	19 430	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	B.M.
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	36	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	770	770	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	56	56	0	855	255	255	0	255	255	0	0	0	0	0	0



3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	6 273	6 273	0	22 662	6 212	6 212	0	212	212	0	0	6 000	0	6 000	B.M.
------	--	--	-------	-------	---	--------	-------	-------	---	-----	-----	---	---	-------	---	-------	------



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exéc.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3368	Projet d'appui à la conservation et la diffusion des bétails ruminants endémiques dans la zone sud du Mali	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	477	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	DIRECTION NATIONALE PECHE	9	9	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	DIRECTION NATIONALE PECHE	2 410	2 410	0	2 121	1 555	1 555	0	0	0	0	0	1 555	0	1 555	UE
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	22	22	0	212	212	212	0	212	212	0	0	0	0	0	0
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	2 524	2 524	40	40	40	0	40	40	0	0	0	0	0	0 BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	58	58	0	127	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	0
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	42	42	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLE AU MALI (PACAM)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 240	2 240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 000	6 000	0	8 063	6 261	6 261	0	0	0	0	0	6 261	6 000	261	B.M.
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	5 245	5 245	0	22 366	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	277	277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	471	471	0	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 AFD



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL															
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE 2023 - 2025	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
			Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)		Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	6 870	6 870	0	6 697	6 697	6 697	0	0	0	0	0	6 697	6 697	0	BOAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	47	47	0	2 130	680	680	0	680	680	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 240	3 240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	351	351	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	312	312	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	593	593	0	1 996	555	555	0	0	0	0	0	555	0	555	ESPAGNE
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	6 200	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	17	17	0	3 000	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	CENTRE NATIONAL APPUI SANTE ANIMALE	81	81	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	DIRECTION REG. GENIE RURAL TOMBOUCTOU	102	102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	8	8	0	280	280	280	0	280	280	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	64	64	0	427	127	127	0	127	127	0	0	0	0	0	





MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL															
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecart (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	276	276	0	1 183	383	383	0	383	383	0	0	0	0	0	0
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	213	213	0	1 020	320	320	0	320	320	0	0	0	0	0	0
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	17	17	0	34	34	34	0	34	34	0	0	0	0	0	0
3164	OFFICE DEVELOPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	OFFICE DEVELOP. PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR DU NIGER	58	58	0	720	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	19	19	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	1 034	1 034	0	4 460	960	960	0	960	960	0	0	0	0	0	0
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	180	180	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	0
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	OFFICE RIZ MOPTI	673	673	0	8 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	0
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	55	55	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	56	56	0	570	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	0
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	OFFICE DU MOYEN BANI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL MINISTERE</b>			<b>75 543</b>	<b>78 067</b>	<b>2 524</b>	<b>257 603</b>	<b>93 928</b>	<b>93 928</b>	<b>0</b>	<b>31 415</b>	<b>31 415</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>62 513</b>	<b>40 635</b>	<b>21 878</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2023**  
**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE			COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE														
			Exécution du budget 2022			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR 2023				FINANCEMENT EXTERIEUR 2023			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2023 - 2025	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	829	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	331	43	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 921	1 921	0	1 709	1 335	1 335	0	100	100	0	0	1 235	1 235	0	Italie
TOTAL MINISTERE			3 081	1 964	-2	1 709	1 335	1 335	0	100	100	0	0	1 235	1 235	0	
ENSEMBLE MINISTERES			356 676	361 251	4 422	1 280 522	390 300	388 209	2 091	225 300	225 300	0	0	165 000	90 000	75 000	

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET  
ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**Direction Générale du Budget**

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple - Un But - Une Foi**

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION  
BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE  
PLURIANNUELLE**

**DPBEP**  
**2023-2025**

*Septembre 2022*

## LISTE DES ABREVIATIONS

AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
ANR	Assises Nationales de la Refondation
APC	Approche Par Compétence
ASS	Afrique sub-saharienne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI :	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CMSS :	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CT	Collectivité Territoriale
CUT	Compte Unique du Trésor
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DGABE :	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DGE :	Direction des Grandes Entreprises
DGI :	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND :	Direction Nationale des Domaines
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EDM_SA	Energie du Mali-Société Anonyme
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale

LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MPEF	Mémorandum de Politiques Economiques et Financières
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Plan d'Actions du Gouvernement
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	« Public Investment Management Assessment », Evaluation de la gestion des investissements publics
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PNT	Politique Nationale de Transparence
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PTF	Partenaire Technique et Financier
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SITFI	Système d'Information sur les Titres Fonciers et Immobiliers
SITMA	Système d'Information pour la Transparence au Mali
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESup	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TI	Transparency International
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

## INTRODUCTION

1. L'actualisation du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP 2023-2025) intervient dans un contexte socio-politique et économique fragile caractérisé par les effets des sanctions des organisations sous-régionales (CEDEAO et UEMOA) contre le Mali durant les six (06) premiers mois de l'année 2022 et ceux liés à la guerre en Ukraine avec comme corollaire la flambée des prix des produits de base notamment alimentaires et énergétiques. Au même moment, les autorités de la transition, grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (FAMA), poursuivent leurs actions de sécurisation du territoire ainsi que des populations et de leurs biens.
2. Pour rappel, le pays est engagé dans une transition devant conduire à des élections libres et transparentes en 2024 suivant un chronogramme négocié avec la CEDEAO et d'autres partenaires. Ce chronogramme s'inscrit dans le cadre des conclusions des Assises Nationales de la Refondation (ANR) tenues en décembre 2021 dont l'une des recommandations a été la prolongation de la transition pour une période allant de 6 mois à 5 ans.
3. La crise sanitaire de la « Covid-19 » apparue dans le pays en mars 2020 continue d'infecter et de faire des victimes au sein de la population malgré les multiples efforts du gouvernement notamment la vaccination et l'observation des mesures barrières.
4. Le contexte est aussi marqué par les résultats largement positifs de la production cotonnière durant la campagne 2021-2022 ; ce qui a permis la reprise de la croissance en 2021 avec un taux de 3,1%.
5. Au plan budgétaire face aux multiples crises, les autorités ont rapidement pris des dispositions à travers un ensemble de mesures de soutien économique et social notamment dans les budgets 2020, 2021 et 2022. La baisse de l'activité économique occasionnée par les différentes crises successives a conduit le gouvernement à prendre certaines mesures de soutien à l'économie et aux populations dont : (i) la mise en place d'un fonds spécial pour les familles les plus vulnérables, (ii) l'exonération de la TVA sur les factures d'eau et d'électricité, (iii) la remise d'impôts aux entreprises privées impactées, (iv) les exonérations accordées sur les importations de riz et de lait, (v) la subvention du gaz butane, (vi) la distribution gratuite de vivre, (vii) la subvention des intrants agricoles, etc.
6. En 2022, l'activité économique devrait poursuivre son expansion nonobstant les effets des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA. Ces sanctions affecteraient sensiblement les secteurs secondaires et tertiaires à cause des restrictions sur le transport des personnes et de certains produits et matières premières importées. Aussi, l'économie devrait croître à un rythme de 3,7% contre 3,1% en 2021. Cette tendance devrait se consolider en 2023-2025 dont le taux de croissance réelle devrait ressortir en moyenne à 5,1%.
7. L'objectif principal de la politique budgétaire en 2022-2025 demeurerait le renforcement de la soutenabilité budgétaire en évitant de s'écarter durablement des critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CEDEAO, bien que suspendus temporairement. Il s'agira aussi d'être conforme aux engagements pris dans le cadre du programme avec le FMI qui visent comme objectifs de préserver le cadre macroéconomique, de créer les conditions d'une croissance inclusive, vigoureuse et durable de manière à réduire la pauvreté, à stimuler la création de l'emploi en lien avec les objectifs du CREDD 2019-2023 qui est le référentiel de l'ensemble des politiques publiques du Mali.

8. Le présent DPBEP couvrant la période 2023-2025 s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans le CREDD 2019-2023, complétées par les actions contenues dans le Plan d'Actions du Gouvernement adopté par le Conseil National de Transition le 02 août 2021 et les recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR).
9. A cet effet, les allocations budgétaires cibleront principalement :
- le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
  - l'organisation des élections générales ;
  - la redynamisation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
  - le renforcement de la fourniture de services sociaux de base ;
  - la refonte du système éducatif ;
  - la lutte contre l'impunité et la corruption ;
  - la promotion d'une saine gouvernance des ressources financières ;
  - la réduction du train de vie de l'Etat ;
  - la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles notamment : (i) le parachèvement du processus de réorganisation territoriale, (ii) la réforme du système électoral, (iii) l'adoption d'une nouvelle constitution et (iv) la poursuite du chantier de la régionalisation,
  - l'adoption d'un pacte de stabilité sociale qui permettra, entre autres d'engager le débat sur les grands enjeux sociétaux, le dialogue intercommunautaire, et créer les conditions favorisant le retour des déplacés et réfugiés.
10. Le document comporte quatre (04) parties, à savoir :
- le contexte macroéconomique ;
  - la gestion des finances publiques ;
  - la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
  - la situation financière des organismes publics.



## **I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE**

### **1.1. Evolution récente de la situation macroéconomique**

#### **1.1.1 Situation macroéconomique internationale**

11. L'économie mondiale est marquée toujours par les séquelles de la crise sanitaire de la Covid-19 auxquelles se sont ajoutées celles de la guerre en Ukraine occasionnant une flambée des prix et un ralentissement de la production mondiale.
12. Selon les perspectives révisées de juillet 2022 du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2022 et à seulement 2,9 % en 2023, soit 0,4 et 0,7 point de pourcentage de moins que dans les Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2022. L'inflation mondiale a été revue à la hausse du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande. Elle devrait atteindre 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement en 2022, contre respectivement 3,3% et 7,3% en 2023.
13. **Dans les pays avancés**, les perspectives de croissance ont été revues à la baisse pour 2022 et 2023 en raison essentiellement de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et de l'effet attendu d'un durcissement de la politique monétaire en vue de contenir l'inflation. La croissance devrait se porter à 2,5% puis à 1,4% en 2022 et 2023.
14. **Aux États-Unis**, la croissance du PIB se situerait à 2,3% en 2022, soit 1,4 point de moins que le niveau prévu dans les PEM d'avril 2022. La tendance à la baisse du rythme de l'activité devrait se poursuivre en 2023 où il est attendu seulement 1% de croissance de la production.
15. **Dans la zone euro**, l'activité économique devrait connaître des jours sombres en raison d'un possible rationnement de l'énergie qui pèserait sur les grands secteurs industriels, et réduirait fortement la croissance dans la zone euro en 2022 et 2023, avec des effets de contagion transfrontaliers négatifs. Ainsi, il est espéré à la fin de 2022, une croissance réelle du PIB de 2,6% et qui devrait baisser à 1,2% en 2023.
16. **Dans les pays émergents et pays en développement**, il est attendu une baisse de la croissance économique en 2022 et en 2023 en raison essentiellement d'un ralentissement de l'économie chinoise et du tassement de la croissance économique en Inde. Le taux de croissance ressortirait à 3,6% et 3,9% respectivement en 2022 et 2023. Tandis que le durcissement des conditions financières mondiales risque de provoquer le surendettement des pays émergents et en développement, la situation de l'inflation reste tout aussi préoccupante, notamment du fait de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, des contraintes pesant sur l'offre dans de nombreux secteurs et un rééquilibrage de la demande en faveur des services. En 2022, l'inflation atteindrait 9,5% avant de fléchir à 7,3%, un niveau tout aussi élevé.

17. **En Chine**, les prévisions de croissance pour 2022 se situeraient à 3,3% en baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport aux Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2022 en raison de l'aggravation de la crise de l'immobilier et d'une résurgence de la Covid-19 suivie de confinement. En 2023, le taux de croissance économique de la Chine devrait rebondir et atteindre 4,6%.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines zones entre 2021 et 2023 (en %)

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Monde	6,1	3,2	2,9			
Pays avancés	5,2	2,5	1,4	3,1	6,6	3,3
Pays émergents et en développement	6,8	3,6	3,9	5,9	9,5	7,3
Afrique subsaharienne	4,6	3,8	4,0	11,0	12,2	9,6
UEMOA	5,6	6,3	6,7	3,5	5,3	2,3

*Source : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2022 ; Mises à jour, juillet 2022.*

18. **En Afrique subsaharienne**, les prévisions indiquent un ralentissement de la croissance de l'Afrique subsaharienne en 2022, dans un contexte marqué, entre autres, par le ralentissement de l'activité économique mondiale, la persistance des difficultés d'approvisionnement, l'apparition de nouveaux variants du virus de la COVID-19, une inflation élevée et des risques financiers croissants dus à des niveaux d'endettement élevés et de plus en plus préoccupants. L'activité économique devrait tout de même progresser de 3,8 % en 2022 (contre 4,6 % en 2021). En 2023, la croissance économique dans l'espace de l'Afrique subsaharienne devrait s'accélérer et atteindre 4%.

19. Dans la zone UEMOA, malgré un contexte sécuritaire, sanitaire et économique moins favorable, les pays de l'UEMOA devraient connaître une croissance économique solide en 2022-2023. Toutefois, la guerre en Ukraine aura probablement une incidence sur les économies de la zone à travers le renchérissement des produits de base, la hausse de l'inflation alimentaire, énergétique et globale, le resserrement des conditions financières mondiales et la contraction des flux de capitaux étrangers dirigés vers la région.

20. En 2023, la zone devrait s'attendre à un taux de croissance de 6,7% soit 1,4 point de pourcentage de plus que ce qui est attendu en 2022 tandis que l'inflation moyen devrait passer de 5,3% à 2,3% respectivement en 2022 et en 2023.

**Tableau 2 : Evolution des prix à la consommation en % 2021-2023**

Zones	Prix à la consommation en %		
	2021	2022(p)	2023(p)
Monde	--	--	--
Pays avancés	3,1	6,6	3,3
Pays émergents et en développement	5,9	9,5	7,3
Afrique subsaharienne	11,0	12,2	9,6
UEMOA	3,5	5,3	2,3

**Source : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2022 ; Mises à jour, juillet 2022.**

### 1.1.2 Situation macroéconomique nationale 2019-2021

21. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire et jusqu'à l'apparition de la pandémie du coronavirus en mars 2020, l'économie malienne continuait de croître de manière robuste dénotant ainsi sa résilience face aux chocs. La croissance économique qui a été estimée à 4,8% en 2019 s'est repliée en 2020 sous l'effet combiné de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus et au boycott de la culture du coton par les paysans. En 2021, le taux de croissance est estimé à 3,1%.
22. En 2019, la croissance a été portée essentiellement par le secteur primaire et le secteur tertiaire grâce, respectivement au dynamisme de l'agriculture d'exportation et de la branche transport et communication. Le secteur secondaire bien qu'ayant un taux de croissance plus faible a vu la production d'eau et d'électricité s'accroître de plus de 10% grâce essentiellement aux fruits des investissements publics réalisés dans le domaine.
23. S'agissant de l'année 2020, le taux de croissance serait négatif (-1,2%) du fait notamment de la crise sanitaire avec ses conséquences négatives sur les principaux secteurs de production. En effet, le taux de croissance du secteur primaire ressortirait négatif à -4,8% imputable en grande partie au boycott de la culture du coton par les paysans en l'absence entre autres de subvention du gouvernement pour fournir les intrants et garantir un prix incitatif. Les secteurs secondaire et tertiaire bien qu'étant touchés par la crise connaîtraient des taux de croissance de -0,1% et 1,4% respectivement.
24. La reprise en 2021 dont le taux de croissance réelle du PIB s'est établi à 3,1% a été plus vigoureuse pour le secteur tertiaire avec 4,6% grâce notamment au dynamisme dans les branches du commerce, des transports et communication et les activités financières. Par ailleurs, grâce aux engagements pris par le Gouvernement et les acteurs du monde rural d'œuvrer pour la relance de la culture du coton, le secteur primaire ressort à 2,3% après une contraction en 2020. Le secteur secondaire quant à lui a connu une croissance modérée de 0,9%.
25. L'inflation reste maîtrisée sur la période 2019-2020 avant de s'aggraver en 2021 à environ 3,9%.
26. Le solde du compte courant (dons inclus) de la balance des paiements, bien qu'étant toujours déficitaire s'est quelque peu amélioré entre 2019 et 2021 en se situant en moyenne à -5,6% du PIB. Le déficit du compte courant devrait continuer d'être financé en partie par des entrées nettes de capitaux, principalement sous forme d'appui extérieure et d'investissements directs étrangers.
27. Grâce aux mesures de soutien de la BCEAO à l'économie en réponse à la crise sanitaire liée au coronavirus, la masse monétaire a crû de 9% en 2019 à 22,2% en 2020 puis à 17,1% en 2021.

28. En matière de gestion des finances publiques, la politique budgétaire a été expansionniste sur la période 2019-2021 du fait du financement des actions de riposte contre la maladie du coronavirus d'une part, et de l'incidence financière des dépenses militaires et de sécurité ainsi que celle liées aux revendications des partenaires syndicaux et sociaux. Cependant, l'ajustement budgétaire qui a commencé à partir de 2021 a permis de contenir le déficit budgétaire en deçà du niveau prévisionnel.
29. Entre 2019 et 2021, les recettes fiscales évoluent en dents de scie et se situent en moyenne à 14,8% du PIB tandis que les dépenses totales progressent sous l'effet des crises sanitaire et sécuritaire avec en moyenne un ratio de 21,7% du PIB sur la même période. Il en résulte un déficit budgétaire (dons inclus) établi à 1,7% en 2019 contre 5,5% en 2020 et 4,7% en 2021.
30. En matière de politique d'endettement, le Mali reste dans la catégorie des pays dont le risque de surendettement reste modéré. Sur la période 2019-2021, l'encours de la dette publique rapporté au PIB s'est situé autour de 46,6% et reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

## **1.2. Projections macroéconomiques 2023-2025**

### **1.2.1. Retour sur les perspectives économiques et budgétaires 2022**

31. Suite aux sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA durant les six (06) premiers mois de l'année 2022, l'exécution du budget a été quelques peu perturbée. Les sanctions économiques consistaient en une fermeture partielle des frontières de la CEDEAO, les marchandises en dehors des produits comestibles, médicaments, produits de première nécessité et produits pétroliers sont interdits de passage. Les sanctions financières consistent au gel des avoirs de l'État malien, à l'interdiction des transferts de fonds en provenance ou à destination de l'étranger, et à l'interdiction de la levée de fonds par l'État sur le marché des capitaux de l'UEMOA.
32. Malgré les mesures de riposte élaborées par le gouvernement visant à trouver des alternatives pour les transactions de marchandises avec d'autres pays limitrophes du Mali comme la Guinée et la Mauritanie, la situation économique n'évoluera pas comme prévu compte tenu de la faible capacité des ports des deux pays, comparée à celle de Dakar et Abidjan traditionnellement exploités par le Mali. Du coup, il faut s'attendre à une baisse temporaire des recettes douanières et même fiscales.
33. Par ailleurs, le conflit en Ukraine a modifié les perspectives économiques sur le plan à la fois international et national en freinant la croissance et entraînant une hausse des prix.
34. Pour le Mali particulièrement qui subit déjà les conséquences liées aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, l'éclatement de la guerre en Ukraine a davantage rendu la situation économique et budgétaire très incertaine. La croissance économique en 2022 initialement prévue à 5,2% a été revue à la baisse et s'établit désormais à 3,7%. L'une des conséquences directes de la guerre en Ukraine est le renchérissement des prix qui avaient déjà commencé à grimper suite aux sanctions de la CEDEAO.
35. En somme, tout cela a négativement impacté les recettes fiscales de 2022 mais également certaines dépenses d'investissement et donc le déficit budgétaire qui est passé de 4,7% du PIB dans la loi de finances initiale à 5,3% du PIB dans la loi de finances rectificative.

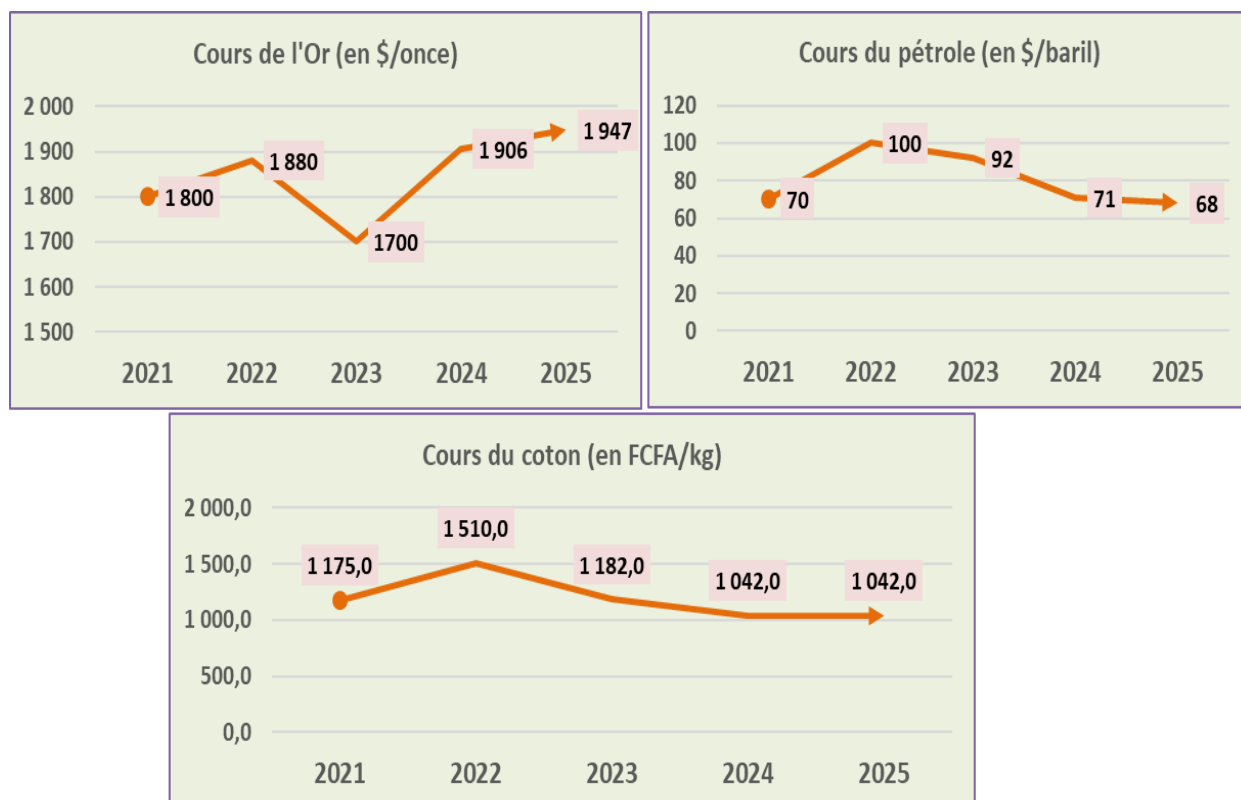
### 1.2.2. Hypothèses du cadrage macroéconomique

36. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2023-2025 repose sur les hypothèses d'évolution à la fois de l'environnement économique international et national.

#### a. Hypothèses sur l'environnement économique international

37. Les hypothèses sur l'environnement économique international portent sur l'évolution des cours des principales matières premières ayant une incidence sur la position extérieure du pays à savoir l'or, le pétrole et le coton.

Figure 1 : Quelques hypothèses macroéconomiques sur l'environnement international



**Source :** FMI-Banque Mondiale, Avril 2022.

38. Le cours du coton, après avoir enregistré une hausse en 2022 par rapport à 2021, devrait connaître une baisse sur la période 2023-2025.

39. Pour le pétrole, son cours a augmenté jusqu'à 100 \$/baril en 2022 et chuterait progressivement pour atteindre environ 68 \$/baril en 2025. Cette tendance pourrait se renverser compte tenu de la crise en Ukraine qui a occasionné une crise d'offre sur le marché mondial depuis mars 2022.

40. Après un niveau record de 1800 dollars l'once en 2021, le cours de l'or devrait continuer à croître en passant de 1880 dollars l'once en 2022 à 1947 dollars l'once à l'horizon 2025.

## b. Hypothèses sur l'environnement économique national

41. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte des efforts du Gouvernement de transition appuyés par ses partenaires notamment dans le cadre de la mise en œuvre des réformes préconisées dans la feuille de route de la transition. Elles tiennent compte notamment de l'amélioration de la situation sécuritaire du pays rendu possible grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (FAMA), de l'apaisement du climat social et d'un consensus politique sur la conduite à terme de la transition aboutissant à un retour à l'ordre constitutionnel. Pour rappel, les priorités de la feuille de route en vigueur portent notamment sur les domaines suivants :

- le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
- l'organisation des élections générales ;
- la redynamisation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- l'opérationnalisation des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des recommandations du Dialogue national inclusif ;
- le renforcement de la fourniture de services sociaux de base ;
- la refonte du système éducatif ;
- la lutte contre l'impunité et la corruption ;
- la promotion d'une saine gouvernance des ressources financières ;
- la réduction du train de vie de l'Etat ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles notamment : (i) le parachèvement du processus de réorganisation territoriale, (ii) la réforme du système électoral, l'adoption d'une nouvelle constitution et (iv) la poursuite du chantier de la régionalisation,
- l'adoption d'un pacte de stabilité sociale qui permettra, entre autres d'engager le débat sur les grands enjeux sociétaux, le dialogue intercommunautaire, et créer les conditions favorisant le retour des déplacés et réfugiés.

### 1.2.3. Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2023-2025

#### a) Secteur réel

42. L'économie malienne connaîtrait un regain de croissance sur la période 2023-2025 avec une croissance réelle du PIB qui se situerait en moyenne à 5,2% contre 4,2% attendu en 2022. L'inflation devrait retomber en dessous de 3% (norme UEMOA) entre 2023-2025 après une augmentation exceptionnelle en 2022 consécutive aux sanctions économiques et financières imposées au Mali par la CEDEAO et l'UEMOA ainsi que la guerre en Ukraine.

**Tableau 3 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2022-2025**

Libellés	2022	2023	2024	2025	Moyenne 2023-2025
PIB nominal (Mds FCFA)	11 456,1	12 497,6	13 620,4	14 802,0	13 640,0
Taux croissance PIB réel	3,7%	5,1%	5,3%	5,0%	5,1%
Taux d'inflation	6,0%	2,5%	2,0%	2,0%	2,2%

**Source :** INSTAT, CPM-MME-DNPD, mai 2022, FMI

43. Sur la période 2023-2025, la croissance économique serait soutenue dans tous les secteurs d'activités. En effet, le secteur primaire enregistrerait une croissance moyenne de 5,3 % sur la période 2023-2025 contre 3,7% attendue en 2022. La production dans le primaire serait tirée par l'agriculture vivrière, le coton et la branche consolidée du riz.
44. S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait en moyenne à 4,5% entre 2023-2025 contre une prévision de 2,4% en 2022. La croissance dans ce secteur serait soutenue par la production de l'électricité-eau, les Industries agroalimentaires, les textiles et les BTP.
45. Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait en moyenne de 5,3% sur la période du cadrage soit 1,2 points de pourcentage de plus que ce qui est attendu en 2022. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, le commerce, les transports et télécommunications, les activités financières et les activités des administrations publiques.
46. L'inflation ressortirait en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA, soit en moyenne 2,2 % sur la période 2023-2025.

**Tableau 4 : Evolution du taux de croissance du PIB par secteur 2022-2025**

Secteurs	2022	2023	2024	2025	Moyenne 2023-2025
Secteur primaire	3,7%	5,2%	5,3%	5,5%	5,3%
Secteur secondaire	2,4%	5,4%	4,4%	3,6%	4,5%
Secteur tertiaire	4,1%	5,0%	5,6%	5,2%	5,3%

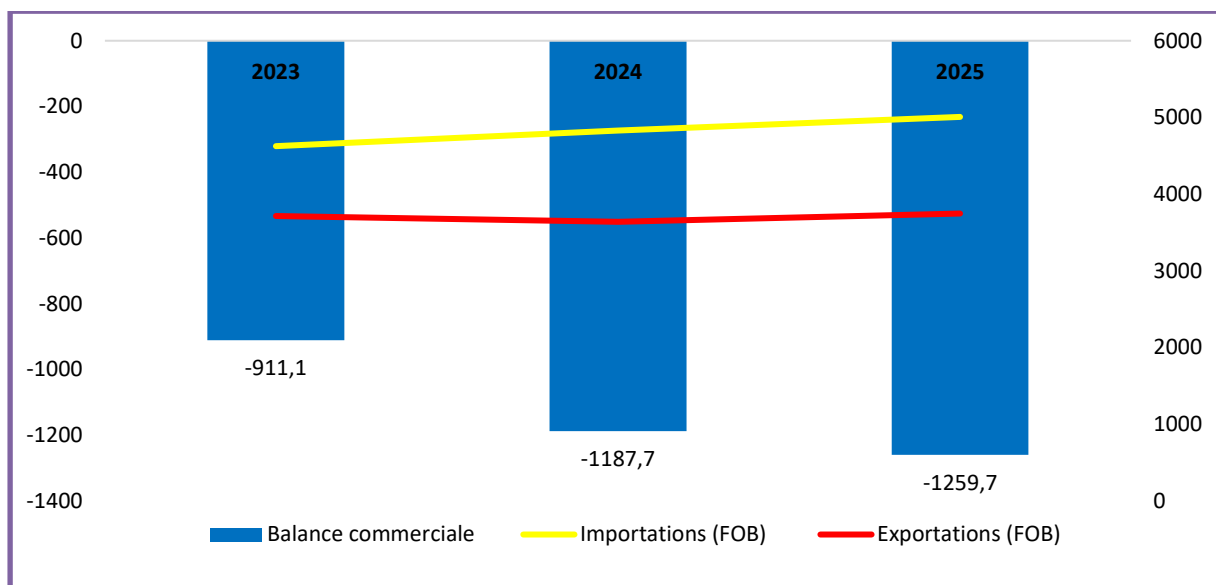
**Source :** INSTAT, CPM-MME-DNPD, mai 2022

## b) Les échanges extérieurs

### Compte des transactions courantes

47. Au niveau de la balance courante, le déficit devrait se creuser de 331,3 milliards de FCFA, passant de 408,1 milliards de FCFA en 2023 à 739,4 milliards de FCFA en 2025, soit une moyenne de 611,3 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre 277,7 milliards de FCFA en 2022. Cette dégradation du déficit courant est imputable essentiellement à la Balance des biens et services qui s'est creusé de (-348,7 milliards de FCFA).
48. Quant aux exportations, elles enregistreraient un montant total de 3 714,9 milliards de FCFA en 2023 et 3 747,9 milliards de FCFA en 2025, soit une moyenne de 3 700,8 milliards de FCFA entre 2023 et 2025 contre 3 477,1 milliards de FCFA en 2022.
49. En effet, le solde commercial devrait se dégrader en passant de -911,1 milliards de FCFA en 2023 à -1259,7 milliards de FCFA en 2025 en raison d'une hausse importante des importations FOB (+381,4 milliards de FCFA).

**Figure 2 : Evolution des importations, exportations et solde commercial (en milliards de FCFA), 2023-2025**

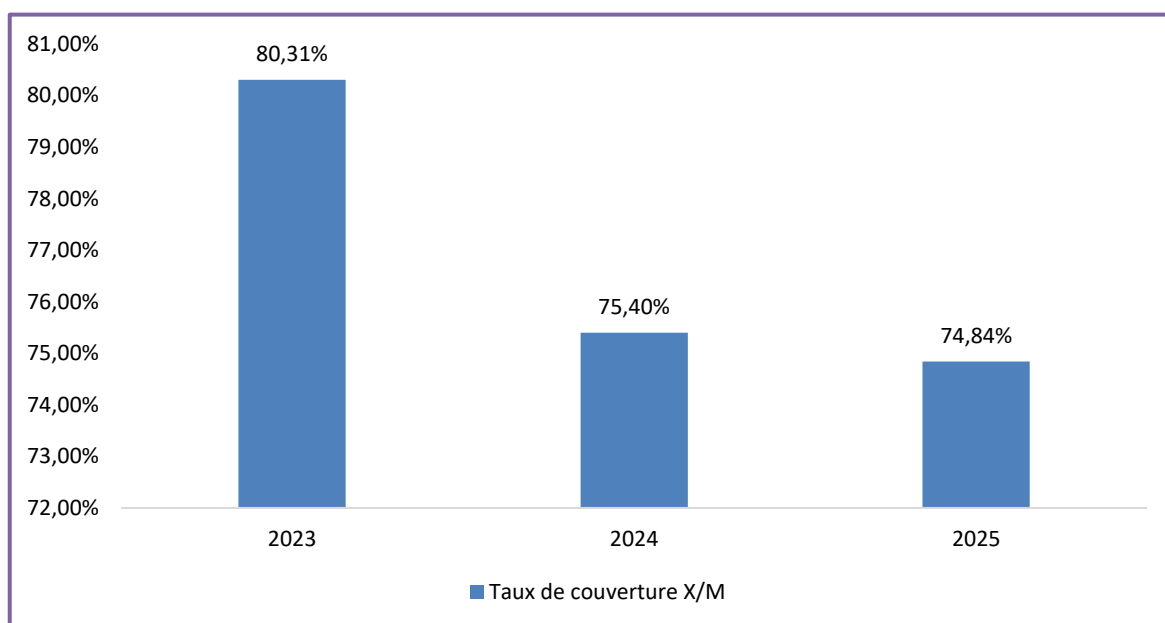


Source : BCEAO, octobre 2021

#### Taux de couverture

50. Le taux de couverture passerait de 80,3% en 2023 à 74,84% en 2025, soit une baisse de 5,47 points de pourcentage. Il ressortirait en moyenne à 76,85% au cours de la période sous revue contre 82,9% en 2022. Ainsi, sur la période 2023-2025, les exportations ne peuvent pas couvrir totalement les importations.

**Figure 3 : Evolution du taux de couverture des importations par de exportations (en %), 2023-2025**



Source : BCEAO, octobre 2021



51. Les revenus nets sont attendus en moyenne à -537,5 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre -487,2 milliards de FCFA en 2022. Quant aux transferts courants, ils augmenteraient de 32,8 milliards de FCFA des flux nets entre 2023-2025, soit une hausse de 3,2%, en lien essentiellement avec l'augmentation des flux nets privés (11,6 milliards de FCFA).
52. Quant aux flux nets publics, ils augmenteraient environ de 21,2 milliards de FCFA sur la période de cadrage correspondant à un taux d'évolution de 5,1%.

#### **Compte de capital et d'opérations financières**

53. Le solde du compte de capital et d'opérations financières pris ensemble, s'établirait à -359,6 milliards de FCFA en 2025 contre -246,8 milliards de FCFA en 2023, soit une baisse de 47,5%. Cette baisse s'explique en partie par la diminution des Investissement directs (72,8 milliards de FCFA) et des Investissements de portefeuille (37,6 milliards de FCFA).
54. Compte tenu de ces évolutions, le solde global de la balance des paiements passerait de 137,4 milliards de FCFA en 2023 à -44,5 milliards de FCFA en 2025, soit en moyenne 15,2 milliards de FCFA sur la période 2023-2025.

#### **c) La monnaie et le crédit**

##### **Avoirs extérieurs nets**

55. En 2025, les actifs extérieurs nets devraient ressortir à 1 319,8 milliards de FCFA contre 1 411,5 milliards de FCFA en 2023, soit une baisse de 91,8 milliards de FCFA. Cette évolution serait imputable à la dégradation de la position créditrice extérieure de la BCEAO, au regard de la baisse de la mobilisation attendue des ressources extérieures.

##### **Avoirs intérieurs nets**

56. Les avoirs intérieurs nets passeraient de 4 290,6 milliards de FCFA en 2023 à 5 240 milliards de FCFA en 2025, soit une hausse de 949,4 milliards de FCFA sur la période sous revue, correspondant à un taux de progression de 22,1%. Cette hausse est imputable à l'accroissement des créances sur l'économie et des créances nettes sur l'Etat ou PNG.

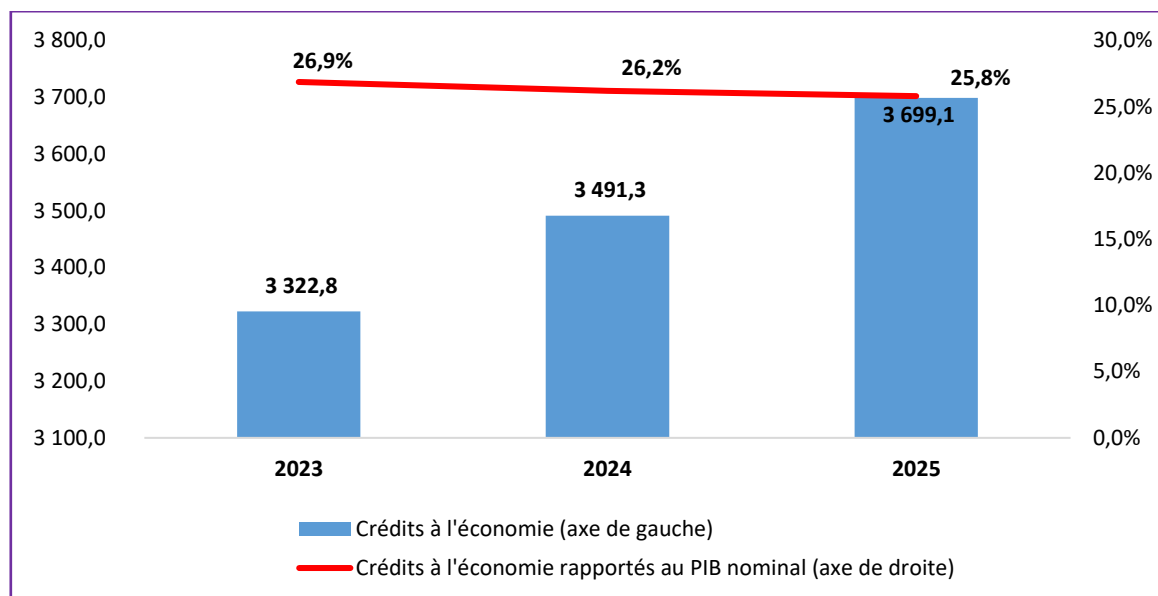
#### **Position Nette du Gouvernement « PNG »**

57. Les créances nettes sur l'Etat afficheraient une progression de 584,4 milliards de FCFA entre 2023 et 2025, passant de 1 956,6 milliards de FCFA en 2023 à 2 541 milliards de FCFA en 2025, soit une moyenne de 2 238,8 milliards de FCFA contre 1 722,8 milliards de FCFA en 2022. Cette évolution résulterait essentiellement d'un accroissement des concours de banques commerciales et de la Banque Centrale, en faveur de l'Etat, au regard du besoin de financement consécutif à la réalisation d'infrastructures, au relèvement du défi sécuritaire et l'opérationnalisation des nouvelles régions à moyen terme, etc. Cette tendance ne prend pas en compte les effets néfastes des sanctions financières de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali.

#### **Crédits à l'économie**

58. Les crédits à l'économie se caractériseraient par une augmentation de 376,3 milliards de FCFA en s'établissant à 3 699,1 milliards de FCFA en 2025 contre 3 322,8 milliards de FCFA en 2023. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie, des mines et du commerce général en vue de soutenir l'activité économique.

**Figure 4 : Evolution des crédits à l'économie (en milliards de FCFA), 2023-2025**



Source : BCEAO, octobre 2021

### Masse monétaire

66. En reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire ressortirait en hausse de 857,6 milliards de FCFA en passant de 5 702,1 milliards de FCFA en 2023 à 6 559,8 milliards de FCFA en 2025. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait à la fois par une hausse des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire qui afficheraient respectivement des taux de progression de 17,5% et de 7,2% sur la période 2023-2025.

#### 1.2.4. Objectifs de la politique budgétaire

67. Le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre d'une politique budgétaire plus soutenable et propice à une croissance économique solide tout en évitant de s'écarter des critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CEDEAO.
68. La politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2023-2025, le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse après s'être détérioré depuis 2020 suite à l'apparition de la crise sanitaire liée au coronavirus ou « Covid-19 ». En effet, le déficit global (dons inclus) s'établirait respectivement à 4,5% et 3,7% en 2023 et 2024 avant de revenir à 3,0 % du PIB à l'horizon 2025 contre 4,7% dans le budget initial de 2022.
69. Outre les conséquences laissées par la crise sanitaire, ces niveaux de déficit s'expliqueraient entre autres par la prise en charge de certains engagements du Gouvernement relatifs à (i) l'incidence financière de l'harmonisation de la grille salariales des fonctionnaires et autres agents de l'Etat et des Collectivités territoriale ; (ii) l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ; (iii) le renforcement de la défense et de la sécurité ; (iv) le renforcement du système judiciaire ; (v) l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire ; (vi) le maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement ; (viii) le renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire.

70. Durant la période du cadrage, le Gouvernement poursuivra ses efforts de mobilisation accrue des recettes intérieures à travers le renforcement des mesures qui étaient déjà en cours dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le FMI. Il est attendu un objectif de mobilisation des recettes fiscales d'environ 0,5 point de pourcentage du PIB par an entre 2023 et 2025.

**Tableau 5: Projection de quelques agrégats budgétaires 2022-2025**

Libellés	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj	2025 Proj.	Moyenne 2023-2025
<i>Solde global dons inclus (%PIB)</i>	-5,3%	-5,0%	-4,2%	-3,5%	<b>-4,3%</b>
<i>Solde global dons exclus (%PIB)</i>	-6,1%	-5,6%	-5,2%	-4,5%	<b>-5,1%</b>
<i>Solde budgétaire de base (%PIB)</i>	-4,6%	-4,3%	-3,9%	-3,2%	<b>-3,8%</b>
<i>Taux de pression fiscale (en % du PIB)</i>	14,0%	15,1%	15,5%	16,0%	<b>15,5%</b>
<i>Masse salariale sur recettes fiscales (en %)</i>	56,5%	51,8%	49,8%	46,9%	<b>49,5%</b>

**Source :** DGB, 2022

71. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre des Réformes de la Gestion des Finances Publiques au Mali qui visent à améliorer la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité des finances publiques.
72. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la mise en œuvre des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrolier, loi sur la promotion immobilière, etc.). Le Gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les différentes évaluations PEFA ainsi que par les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires, mise en œuvre des AE-CP).

### 1.2.5. Orientations prioritaires de la politique budgétaire

73. Les orientations pour l'allocation budgétaire seront basées sur les priorités du Gouvernement retenues dans le CREDD 2019-2023 ainsi que celles liées à la poursuite des actions du Plan d'Actions du Gouvernement de Transition (PAG 2021-2022) et des recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR).
74. Pour rappel, le PAG 2021-2022 de la Transition comporte quatre (04) axes d'intervention assortis d'objectifs et d'actions à mener entre 2021 et 2022 conformément à la feuille de route. Les quatre principaux axes sont les suivants : **(i)** le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ; **(ii)** les réformes politiques et institutionnelles ; **(iii)** l'organisation des élections générales et **(iv)** la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité sociale.
75. Quant au CREDD 2019-2023 qui constitue le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national, il vise principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

## II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

### 2.1 Revue budgétaire 2019-2021

76. Les effets négatifs de la crise sécuritaire combinés à ceux de la crise sanitaire liée au coronavirus ont marqué la politique budgétaire entre 2019 et 2021 comme en témoigne l'évolution des soldes budgétaires. En effet, excepté l'année 2019 où le solde est ressorti nettement en dessous de la norme de l'UEMOA, la tendance générale observée est plutôt une détérioration du déficit budgétaire (dons inclus), soit environ 4% en moyenne.
77. Ce niveau de déficit est consécutif à une difficulté de mobilisation des recettes fiscales, le taux de pression fiscale en réalisation étant toujours en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA. Aussi, il convient de noter une augmentation exceptionnelle des dépenses salariales sur la période 2019-2021. Alors qu'elles n'avaient jamais excédé auparavant 35% des recettes fiscales, ces dépenses se sont établies en moyenne à 41,6% des recettes fiscales entre 2019-2021. La gestion prudente des dépenses a permis de contenir les dépenses totales qui se sont situées autour de 22,6% du PIB alors qu'elles étaient prévues à 25%.

**Tableau 6 : Evolution des soldes budgétaires 2019-2021**

Libellés	2019		2020		2021		Moyenne 2019-2021	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, (%PIB)	-2,5	-1,7	-6,2	-5,5	-5,6	-4,7	<b>-4,8</b>	<b>-3,9</b>
Solde global dons exclus, (%PIB)	-4,8	-3,6	-10,2	-6,6	-7,7	-5,3	<b>-7,6</b>	<b>-5,1</b>
Solde budgétaire de base (%PIB)	-2,4	-1,7	-7,4	-5,1	-4,5	-4,0	<b>-4,8</b>	<b>-3,6</b>
Recettes fiscales (%PIB)	15,0	14,8	14,0	14,2	15,1	15,2	<b>14,7</b>	<b>14,8</b>
Dépenses totales (%PIB)	22,6	19,9	26,8	22,8	25,8	22,2	<b>25,0</b>	<b>22,6</b>
Masse salariale (% recettes fiscales)	38,9	34,5	48,0	43,0	46,5	47,2	<b>44,5</b>	<b>41,6</b>

**Source :** DGB, 2022

#### 2.1.1. Evolution des ressources budgétaires 2019-2021

78. L'évolution en dent de scie des ressources de l'Etat est caractéristique du contexte socio-économique, sécuritaire et sanitaire du pays. En effet, même si la tendance s'est améliorée en 2021, il convient de noter qu'elle a fléchi en 2020. C'est ainsi que les recettes budgétaires sont passées de 1571 milliards en 2019 à 1736,7 milliards en 2021, soit une croissance moyenne de 5,1% sur la période.
79. S'agissant des dons, ils sont évalués à 191,2 milliards en 2019 contre 113,4 milliards en 2020 et 66,9 milliards en 2021, soit une baisse de 40,8 % en moyenne entre 2019 et 2021.
80. De même, les objectifs de recouvrement des recettes fiscales sont jugés très satisfaisants en 2020 et 2021 contrairement à 2019 où ils n'ont été atteints qu'à hauteur de 97,8%. En terme absolu, les recettes fiscales sont passées de 1495,8 milliards en 2019 à 1641,2 milliards de FCFA en 2021, ce qui correspond en moyenne à une hausse de 4,7% sur la période. Il en résulte un taux de pression fiscale qui est ressorti en moyenne à 14,8 % sur la période 2019-2021 loin de la norme communautaire 20% de l'UEMOA.

**Tableau 7 : Evolution des ressources budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2019-2021**

Rubriques	2019			2020			2021 prov.			Taux crois. Moy. 19-21
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
<b>RECETTES, DONNS</b>	2 043,6	1 843,6	90,2%	2 102,4	1 761,8	83,8%	2 171,5	1 886,3	86,9%	1,2%
<b>Recettes totales</b>	1 809,6	1 652,4	91,3%	1 688,9	1 648,4	97,6%	1 949,8	1 819,4	93,3%	4,9%
<b>Recettes budgétaires</b>	1 683,0	1 571,0	93,3%	1 516,7	1 510,0	99,6%	1 770,3	1 736,7	98,1%	5,1%
<b>Recettes fiscales</b>	1 529,8	1 495,8	97,8%	1 431,5	1 442,4	100,8%	1 630,1	1 641,2	100,7%	4,7%
Impôts directs	454,0	471,6	103,9%	451,5	563,2	124,8%	474,3	572,7	120,7%	10,2%
Impôts indirects	1 075,8	1 024,2	95,2%	980,0	879,2	89,7%	1 155,8	1 068,5	92,4%	2,1%
TVA	616,7	550,7	89,3%	583,0	489,3	83,9%	665,8	605,1	90,9%	4,8%
Taxes sur produits pétroliers	60,3	52,6	87,3%	47,6	55,4	116,4%	52,5	29,3	55,8%	-25,4%
Taxes sur importations	211,8	189,7	89,6%	193,1	195,1	101,0%	206,2	229,5	111,3%	10,0%
Autres droits et taxes	259,4	299,5	115,5%	289,9	267,5	92,3%	334,2	284,6	85,2%	-2,5%
<b>Recettes non fiscales</b>	153,2	75,2	49,1%	85,2	67,6	79,3%	140,2	95,5	68,1%	12,7%
<b>Recettes fds. spéc. et budg. ann.</b>	126,6	81,4	64,3%	172,2	138,4	80,4%	179,6	82,7	46,0%	0,8%
<b>Dons</b>	234,0	191,2	81,7%	413,5	113,4	27,4%	221,7	66,9	30,2%	-40,8%
Projets	146,8	79,0	53,8%	163,4	64,6	39,5%	155,6	48,9	31,4%	-21,3%
Budgétaires (ABG)	76,4	104,2	136,3%	223,3	35,6	15,9%	58,5	17,4	29,7%	-59,1%
Appui budgétaire (ABS)	10,7	8,1	75,2%	11,3	6,6	58,3%	7,6	0,6	7,9%	-72,7%
Fonds de concours (Covid-19)	0,0			15,5	6,6	42,6%	0,0	0,0		

*Source : DGB, 2022*

### 2.1.2 Evolution des dépenses 2019-2021

- 81.** Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort des données d'exécution budgétaire 2019-2021, que les dépenses budgétaires ont sensiblement augmenté en moyenne de 9,2%. Cette tendance s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses courantes notamment les « biens et services » ; « les dépenses salariales » et les « paiements d'intérêt ». En effet, la période 2019-2021 a été marquée entre autres par des revendications d'augmentation de salaire et la prise en charge des dépenses dans le cadre des opérations de sécurisation du pays ainsi que celles liées à la crise sanitaire. Comparées aux prévisions, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 94,3% en 2019 contre 93,7% en 2020 et 97,1% en 2021.
- 82.** Les dépenses en capital ont connu une quasi-stagnation liée principalement aux difficultés de mobilisation des ressources à la fois internes qu'externes. Le taux d'exécution des dépenses en capital reste structurellement bas comparé à celui des dépenses courantes et reste influencé par la conjoncture économique. Excepté l'année 2019 où le taux d'exécution a atteint près de 80%, il est resté en deçà de 75% en 2020 et 2021.

**Tableau 8 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2019-2021 (présentation TOFE)**

Rubriques	2019			2020			2021 prov.			Taux crois. Moy. 19-21
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
<b>Dépenses totales, Prêts nets</b>	<b>2 301,1</b>	<b>2 014,2</b>	<b>87,5%</b>	<b>2 732,7</b>	<b>2 315,0</b>	<b>84,7%</b>	<b>2 774,4</b>	<b>2 389,6</b>	<b>86,1%</b>	<b>8,9%</b>
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>2 184,1</b>	<b>1 938,6</b>	<b>88,8%</b>	<b>2 566,5</b>	<b>2 183,6</b>	<b>85,1%</b>	<b>2 599,9</b>	<b>2 312,0</b>	<b>88,9%</b>	<b>9,2%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 358,3</b>	<b>1 280,5</b>	<b>94,3%</b>	<b>1 674,9</b>	<b>1 569,7</b>	<b>93,7%</b>	<b>1 732,0</b>	<b>1 681,7</b>	<b>97,1%</b>	<b>14,6%</b>
Personnel	595,6	516,7	86,8%	687,4	620,0	90,2%	758,0	775,4	102,3%	22,5%
Biens et Services	319,8	293,4	91,7%	393,2	320,5	81,5%	436,0	436,3	100,1%	21,9%
Transferts et subventions	341,8	366,4	107,2%	473,9	505,5	106,7%	396,8	328,3	82,7%	-5,3%
Intérêts dus	101,0	104,0	103,0%	120,4	123,6	102,7%	141,2	141,7	100,4%	16,7%
Dette intérieure	66,9	70,6	105,5%	82,4	90,2	109,5%	108,2	108,7	100,5%	24,1%
Dette extérieure	34,1	33,5	98,1%	38,0	33,4	87,9%	33,0	33,0	100,0%	-0,7%
<b>Dépenses en capital</b>	<b>825,8</b>	<b>658,0</b>	<b>79,7%</b>	<b>891,6</b>	<b>613,8</b>	<b>68,8%</b>	<b>867,9</b>	<b>630,3</b>	<b>72,6%</b>	<b>-2,1%</b>
Financement extérieur	246,9	192,4	77,9%	286,9	145,5	50,7%	335,9	135,1	40,2%	-16,2%
Financement domestique	579,0	465,6	80,4%	604,7	468,3	77,5%	532,0	495,2	93,1%	3,1%
<b>Dépenses CST et budgets annexes</b>	<b>126,6</b>	<b>81,4</b>	<b>64,3%</b>	<b>172,2</b>	<b>138,4</b>	<b>80,4%</b>	<b>179,6</b>	<b>82,7</b>	<b>46,0%</b>	<b>0,8%</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>-9,6</b>	<b>-5,8</b>	<b>60,6%</b>	<b>-6,0</b>	<b>-7,0</b>	<b>117,4%</b>	<b>-5,1</b>	<b>-5,1</b>	<b>99,7%</b>	<b>-6,3%</b>

Source : DGB, 2022

### 2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

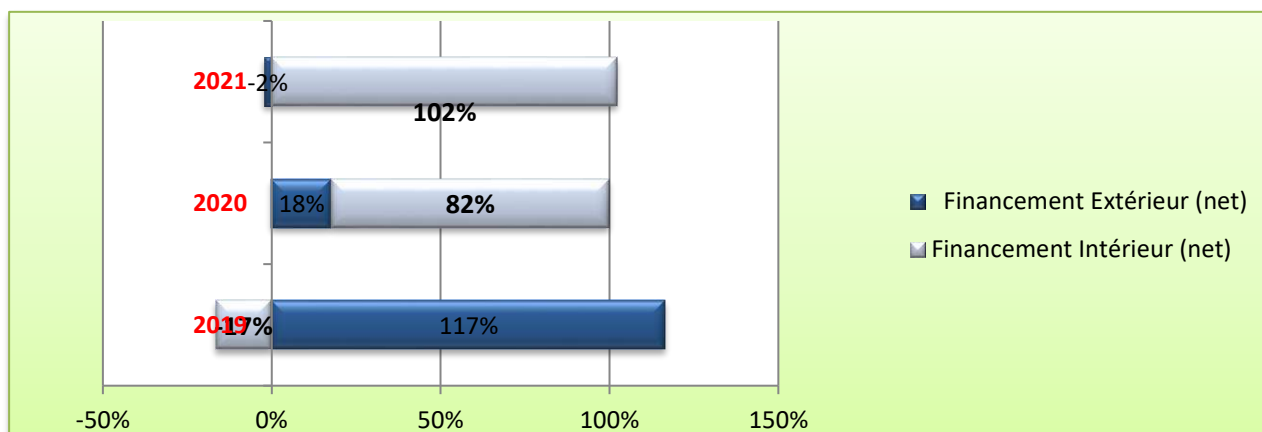
83. La répartition des sources de financement du déficit budgétaire a été très instable durant la période 2019-2021. En moyenne, le déficit a été financé en termes nets à hauteur de 44% sur les ressources extérieures contre 56% sur les ressources intérieures (bons et obligations). En 2021, le financement net du déficit a été assuré exclusivement par les ressources intérieures.

**Tableau 9 : Financement du déficit (en milliards de FCFA) 2019-2021**

Rubriques	2019	2020	2021 prov.	Total 2019-2021
<b>FINANCEMENT</b>	<b>260,5</b>	<b>403,5</b>	<b>478,9</b>	<b>1 142,9</b>
Financement extérieur (net)	303,6	71,3	-11,1	363,8
Emprunts	376,5	139,6	101,0	617,2
Projets	105,3	75,7	82,9	263,9
Prêts budgétaires	271,2	63,9	18,1	353,2
Amortissement	-90,5	-88,4	-103,3	-282,2
Annulation de la dette (PPTE)	17,6	20,0	-8,8	28,8
<b>Financement intérieur (net)</b>	<b>-43,1</b>	<b>332,2</b>	<b>490,0</b>	<b>779,1</b>

Source : DGB, 2022

**Figure 5 : Part des sources de financement du déficit budgétaire**



**Source :** DGB, 2022

## 2.2 Situation de la dette en fin 2021

- 84.** Le stock de la dette publique du Mali en fin 2021 est estimé à 5 521,8 milliards de FCFA, dont 3 249,6 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 2 272,2 milliards de FCFA de dette intérieure. Comparé à 2019, le stock de la dette publique a progressé de 17,2% imputable essentiellement à la hausse rapide de la dette intérieure (29,8%).
- 85.** Les paiements au titre du service de la dette sont passés de 520,8 milliards de FCFA en 2019 à 791,6 milliards de FCFA en 2020 puis à 641,1 milliards de FCFA en 2021, soit une croissance moyenne de 11,5% due en partie au paiement du service de la dette intérieure qui a enregistré une hausse en moyenne de 13,3% entre 2019 et 2021. Quant aux paiements d'intérêts et de commissions, ceux-ci ont augmenté de 18,5% entre 2019-2021. Cette augmentation est en partie liée à celle de la dette intérieure qui a connu une hausse significative d'environ 27% sur la période 2019-2021.

**Tableau 10 : Encours de la dette publique entre 2019 et 2021 (en milliards de FCFA)**

	2019	2020	2021
<b>Total de l'encours</b>	<b>4 106,0</b>	<b>4 757,0</b>	<b>5 521,8</b>
Dette extérieure**	2 681,6	2 993,7	3 249,6
Dette intérieure	1 424,4	1 763,3	2 272,2
<b>Total des tirages</b>	<b>936,6</b>	<b>1 205,8</b>	<b>1 148,0</b>
Dette extérieure	392,7	299,6	243,0
Dette intérieure	543,9	906,2	905,0
<b>Total du service de la dette ***</b>	<b>520,8</b>	<b>791,6</b>	<b>641,1</b>
Dette extérieure	122,1	114,9	136,3
Dette intérieure	398,7	676,7	504,8
<b>Total des remboursements de principal</b>	<b>417,4</b>	<b>669,0</b>	<b>499,4</b>
Dette extérieure	89,3	82,5	103,3
Dette intérieure	328,1	586,5	396,1
<b>Total des paiements d'intérêts et de commissions</b>	<b>103,4</b>	<b>122,6</b>	<b>141,7</b>
Dette extérieure	32,8	32,4	33,0
Dette intérieure	70,6	90,2	108,7

**Source :** DGDP, 2021.

**NB :**

\*\* Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

\*\*\* Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPT.

## 2.3 Analyse des projections budgétaires 2023-2025

86. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

### 2.3.1 Analyse de la projection des ressources 2022-2025

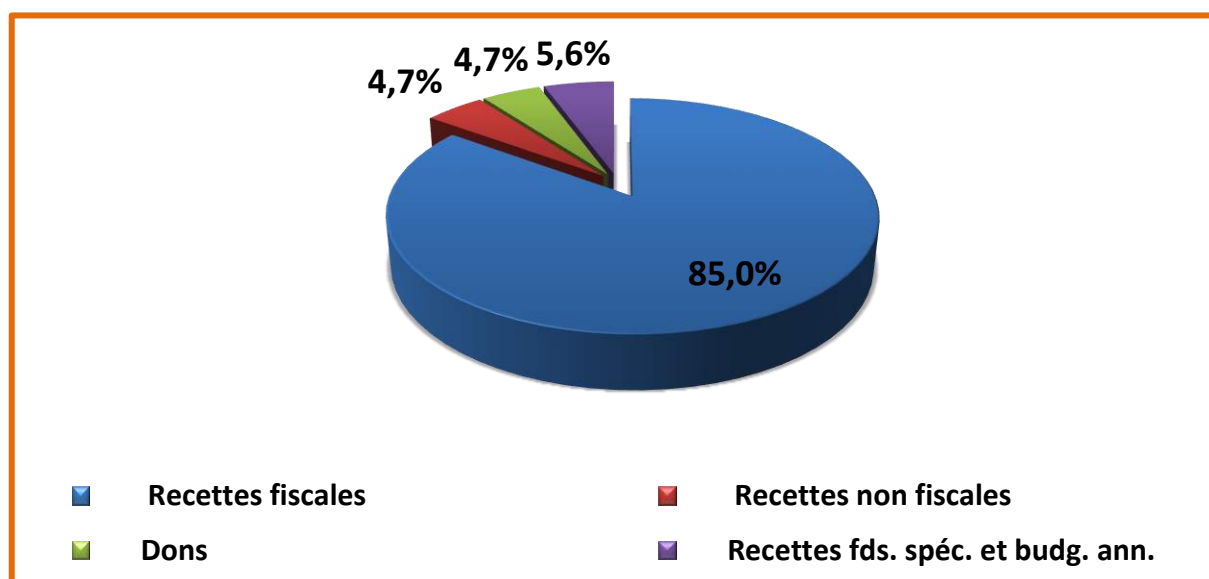
87. Les ressources (recettes et dons) sont projetées à 2 792,9 milliards de FCFA à l'horizon 2025 contre 1 974 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Elles connaîtraient une croissance moyenne de 12,6% sur la période 2023-2025.

Tableau 11 : Projection des ressources 2022-2025

Rubriques	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Taux crois. moyen 23-25
<b>RECETTES, DONNS</b>	<b>1 974,0</b>	<b>2 202,1</b>	<b>2 499,3</b>	<b>2 792,9</b>	<b>12,6%</b>
Recettes totales	1 878,8	2 118,2	2 369,9	2 650,9	11,9%
Recettes budgétaires	1 700,4	1 997,3	2 224,6	2 500,4	11,9%
Recettes fiscales	1 600,9	1 889,3	2 106,4	2 372,5	12,1%
Impôts directs	603,6	713,5	804,9	904,3	12,6%
Impôts indirects	997,4	1 175,8	1 301,5	1 468,2	11,7%
<b>TVA</b>	<b>570,0</b>	<b>661,2</b>	<b>721,3</b>	<b>790,0</b>	<b>9,3%</b>
TVA intérieur	189,7	224,3	285,8	322,0	19,8%
TVA sur importation	380,3	436,9	435,5	468,0	3,5%
Taxes sur produits pétroliers	5,9	57,7	39,4	36,4	-20,6%
Taxes sur les importations	225,1	226,7	239,5	260,9	7,3%
Autres droits et taxes	302,2	336,1	407,2	486,9	20,4%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>99,5</b>	<b>107,9</b>	<b>118,2</b>	<b>127,8</b>	<b>8,8%</b>
<b>Recettes CST et budget annexe</b>	<b>178,4</b>	<b>120,9</b>	<b>145,3</b>	<b>150,6</b>	<b>11,6%</b>
<b>Dons</b>	<b>95,2</b>	<b>83,9</b>	<b>129,3</b>	<b>141,9</b>	<b>30,0%</b>
Projets	90,0	75,0	85,9	94,1	12,0%
Budgétaires (ABG)	0,0	1,8	35,6	39,1	372,4%
Appui budgétaire (ABS)	5,2	7,2	7,9	8,7	10,0%

Source : DGB, 2022

Figure 6 : Part moyenne 2023-2025 des catégories de ressources



Source : DGB, 2022

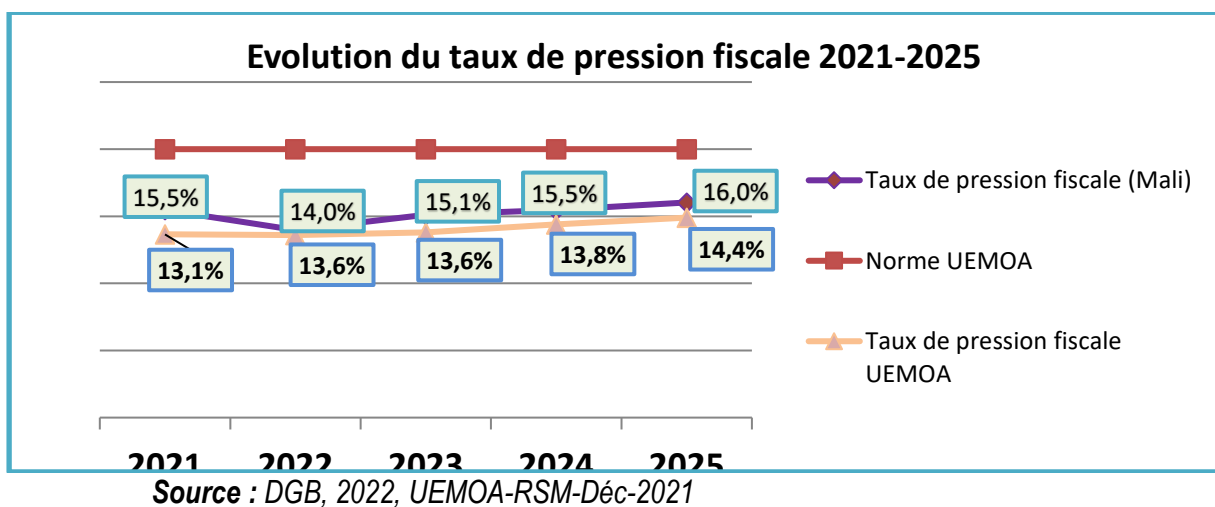


## a. Projections par nature de ressources

### Recettes fiscales

88. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne à 2 122,7 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre 1 600,9 milliards dans le budget rectifié 2022. Elles progresseront de 12,1% en moyenne par an.
89. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2023-2025 seront respectivement de 15,1% ; 15,5% et 16,0 %, soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage du PIB en moyenne par an ; ce qui correspond à un effort supplémentaire de mobilisation des recettes fiscales de l'ordre de 257,2 milliards de FCFA en moyenne entre 2023-2025. Sur la période, le taux de pression fiscale du Mali resterait en dessus du niveau moyen des pays de l'UEMOA.

Figure 7 : Evolution du taux de pression fiscale 2021-2025



### Les recettes non fiscales

90. Les recettes non fiscales, constituées, entre autres, des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et recettes tirées de l'or, sont projetées en moyenne à 118,8 milliards de FCFA entre 2023-2025, soit une progression moyenne de 8,8% contre 12,7% sur la période 2019-2021.

### Les dons

91. Les appuis budgétaires sont projetés à 141,9 milliards 2025 contre seulement 95,2 milliards de FCFA dans le budget 2022. Le niveau relativement bas des appuis budgétaires en 2022 résulte de la suspension de la coopération avec certains partenaires traditionnels.

## b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

92. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite des mesures et recommandations suivantes :
- l'élargissement de l'assiette fiscale dans les secteur agricole et informel dont les contributions actuelles aux recettes fiscales restent limitées ;
  - l'augmentation des taux d'accises sur certains produits qui sont taxés en dessous des plafonds de l'UEMOA et son extension à d'autres produits ;
  - l'introduction d'un impôt sur télécommunications internationales (appels téléphoniques et données)

- l'imposition du commerce électronique ;
- l'introduction de la facture normalisée ;
- la déploiement de la téléprocédures ;
- la réduction des dépenses fiscales ;
- le renforcement de la taxation des produits pétroliers ;
- la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes dans le cadre du programme ECF avec l'objectif d'une augmentation durable des recettes et de promotion du civisme fiscal ;
- la poursuite de la consolidation du CUT pour une gestion performante de la trésorerie avec l'assistance technique du FMI.

### 2.3.2 Analyse de la projection des charges 2023-2025

93. Les charges (dépenses totales et prêts nets) sont projetées en moyenne à 3 072,6 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre 2 578,4 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Pour sauvegarder la soutenabilité de la politique budgétaire perturbée par la pandémie du « Covid-19 » et les effets des crises multiformes, le rythme de progression des dépenses se ralentirait entre 2023-2025, soit 8,4% en moyenne contre 8,9% sur la période 2019-2021.

94. Cet ajustement budgétaire toucherait davantage les dépenses courantes dont le poids dans les dépenses budgétaires serait de 75,7% en moyenne contre 24,3% pour les dépenses d'investissement. Les dépenses en capital, tout en restant inférieures au tiers des dépenses budgétaires, augmenteraient plus vite à mesure que l'espace budgétaire est créé, soit une croissance moyenne de 8,8% contre 8,0% pour les dépenses courantes. Entre 2023-2025, les charges représenteraient en moyenne 22,5% du PIB, soit le même niveau que dans le budget rectifié 2022.

95. D'une manière générale, l'évolution des charges s'explique, entre autres, par : (i) la poursuite des actions du plan d'actions du Gouvernement (PAG 2021-2022) (ii) l'incidence de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; (ii) le financement des dépenses prioritaires de développement ; (iii) la prise en charge des dépenses militaires et de sécurité ; (iv) l'incidence lié à la mise en œuvre des procès-verbaux de conciliation signés entre le Gouvernement et les partenaires sociaux et (iv) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

**Tableau 12 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2022-2025 (en milliards de FCFA)**

Rubriques	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Taux crois. Moy 23-25
<b>Dépenses totales, Prêts nets</b>	<b>2 578,4</b>	<b>2 823,9</b>	<b>3 075,8</b>	<b>3 318,0</b>	<b>8,4%</b>
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>2 405,0</b>	<b>2 707,9</b>	<b>2 934,4</b>	<b>3 171,1</b>	<b>8,2%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 811,8</b>	<b>2 055,9</b>	<b>2 219,8</b>	<b>2 398,8</b>	<b>8,0%</b>
<b>Personnel</b>	<b>904,1</b>	<b>978,5</b>	<b>1 048,2</b>	<b>1 112,0</b>	<b>6,6%</b>
Biens et Services	447,2	482,2	531,5	589,9	10,6%
Transferts et subventions	285,5	395,3	435,8	482,3	10,5%
<b>Intérêts dus</b>	<b>175,1</b>	<b>199,9</b>	<b>204,3</b>	<b>214,6</b>	<b>3,6%</b>
<b>Dettes intérieure</b>	<b>139,6</b>	<b>166,2</b>	<b>169,9</b>	<b>178,4</b>	<b>3,6%</b>
<b>Dettes extérieure</b>	<b>35,5</b>	<b>33,7</b>	<b>34,5</b>	<b>36,2</b>	<b>3,6%</b>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>593,2</b>	<b>652,1</b>	<b>714,6</b>	<b>772,3</b>	<b>8,8%</b>
Financement extérieur	174,9	172,2	180,8	198,1	7,3%
Financement domestique	418,3	479,9	533,8	574,1	9,4%
<b>Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes</b>	<b>178,4</b>	<b>120,9</b>	<b>145,3</b>	<b>150,6</b>	<b>11,6%</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,7</b>	<b>-13,7%</b>

**Source :** DGB, 2022

**a. Les dépenses courantes**

96. Les dépenses courantes sont projetées en moyenne à 2 224,8 milliards de FCFA entre 2023-2025 contre 1 811,8 milliards dans le budget rectifié 2022, soit une progression moyenne annuelle de 8,0% sur la période contre 14,6% entre 2019-2021. Rapportée au PIB, l'évolution des dépenses courantes se situerait en moyenne autour de 16,3% du PIB entre 2023-2025 contre 15,8% dans le budget rectifié 2022. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

- **les dépenses de personnel**

97. La projection de la masse salariale sur la période 2023-2025 est faite en tenant compte des éléments relatifs au procès-verbal de conciliation signé entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. Les montants projetés intègrent entre autres :

l'incidence des recrutements annuels convenus ;

les avancements catégoriels et des partants à la retraite ;

l'incidence des autres avantages dont le principe est accepté par le Gouvernement dans les procès-verbaux (reclassement des contractuels dans la fonction publiques, l'octroi de primes selon la profession et l'emploi, etc.) ;

l'incidence de l'harmonisation de la grille salariale des fonctionnaires de l'Etat.

98. Les dépenses de personnel représenteront en moyenne 49,5 % des recettes fiscales sur la période 2023-2025 contre une prévision de 56,5% dans le budget rectifié 2022.

99. En valeur absolue, la masse salariale dans le budget rectifié 2022 s'élevant à 904,1 milliards de FCFA se chiffrerait en 2025 à 1 112,0 milliards de FCFA, soit une progression moyenne de 6,6 % par an contre 22,5% sur la période 2019-2021. Il convient cependant, de signaler que ces projections constituent des planchers, car elles pourraient évoluer au rythme des revendications syndicales.

- **les dépenses de biens et services**

100. Les dépenses de biens et services connaîtraient une augmentation en moyenne de 10,6% entre 2023-2025 principalement liée à l'organisation des élections générales. En valeur absolue, ces dépenses passeraient de 482,2 milliards en 2023 à 589,9 milliards en 2025. L'évolution des dépenses de biens et services traduit la volonté du Gouvernement de maîtriser le train de vie de l'Etat en rationalisant les dépenses de fonctionnement de l'administration. Les dotations serviront, entre autres, à la mise en œuvre de la réforme administrative et institutionnelle qui occasionnera la création de nouvelles régions administratives. La politique budgétaire de l'Etat maintiendrait son objectif de maîtriser les dépenses de fonctionnement de l'Administration tout en renforçant : (i) les acquis dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement Social, Hydraulique, etc.) et (ii) la prise en charge des opérations pour la sécurisation du pays.

- **les transferts et subventions**

101. Les transferts et subventions sont évalués à 285,5 milliards dans le budget rectifié 2022 et s'établiraient en moyenne à 437,8 milliards sur la période 2023-2025, soit en moyenne annuelle une progression de 10,5 %. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base (notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie, etc.) ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **les intérêts de la dette publique**

**102.** Les intérêts sont projetés en tenant compte de la dynamique observée sur les trois dernières années. Ainsi, Les paiements d'intérêts sont prévus en moyenne à 206,3 milliards entre 2023-2025 contre 175,1 milliards dans le budget 2022. En pourcentage du PIB, les intérêts représenteraient 1,5% entre 2023-2025, soit le même niveau qu'en 2022.

- b. les dépenses en capital**

**103.** Les charges en capital connaîtront une progression plus marquée que les dépenses courantes. Elles sont projetées en moyenne à 713,0 milliards entre 2023-2025 contre 593,2 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Elles progresseraient en moyenne de 8,8 % par an sur la période du cadrage alors qu'elles ont connu un recul de l'ordre de 2,1% sur la période 2019-2021 suite, notamment, à une faible mobilisation des ressources extérieures. Le pourcentage des dépenses d'investissement rapporté au PIB se situerait en moyenne à 5,2% en 2023-2025.

**104.** L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du Gouvernement de :  
(i) booster la croissance économique grâce aux investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, l'eau, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. ; (ii) soutenir le développement du monde rural; et (iii) renforcer les dépenses militaires et de sécurité et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali à travers le fonds de développement durable.

- c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques**

**105.** Le Gouvernement continuera à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA et les missions d'assistance technique du FMI, à travers la mise en œuvre des réformes de la gestion des Finances Publiques. Il s'agira, durant la période 2023-2025, de poursuivre les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique à travers :

- la gestion plus rationnelle de la masse salariale ;
- l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en instaurant l'élaboration des plans d'engagement sectoriel et central pour une exécution fluide du budget de l'Etat ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan de réforme de la gestion des finances publiques au Mali (PREM) ;
- le renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement, notamment en s'appuyant sur les recommandations du PIMA ;
- la maîtrise du risque d'endettement en privilégiant des emprunts extérieurs concessionnels à maturité longue et en veillant à la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à court et moyen terme.

### **2.3.3 Projection des soldes budgétaires 2023-2025**

**106.** Selon la présentation du TOFE, le déficit global dons inclus et le déficit global hors dons ressortiront respectivement en moyenne à 575,1 milliards de FCFA et à 692,9 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 604,5 milliards de FCFA et 699,7 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB qui se situe à 5,3% dans le budget rectifié 2022 s'établirait autour de 3,5% à l'horizon 2025.

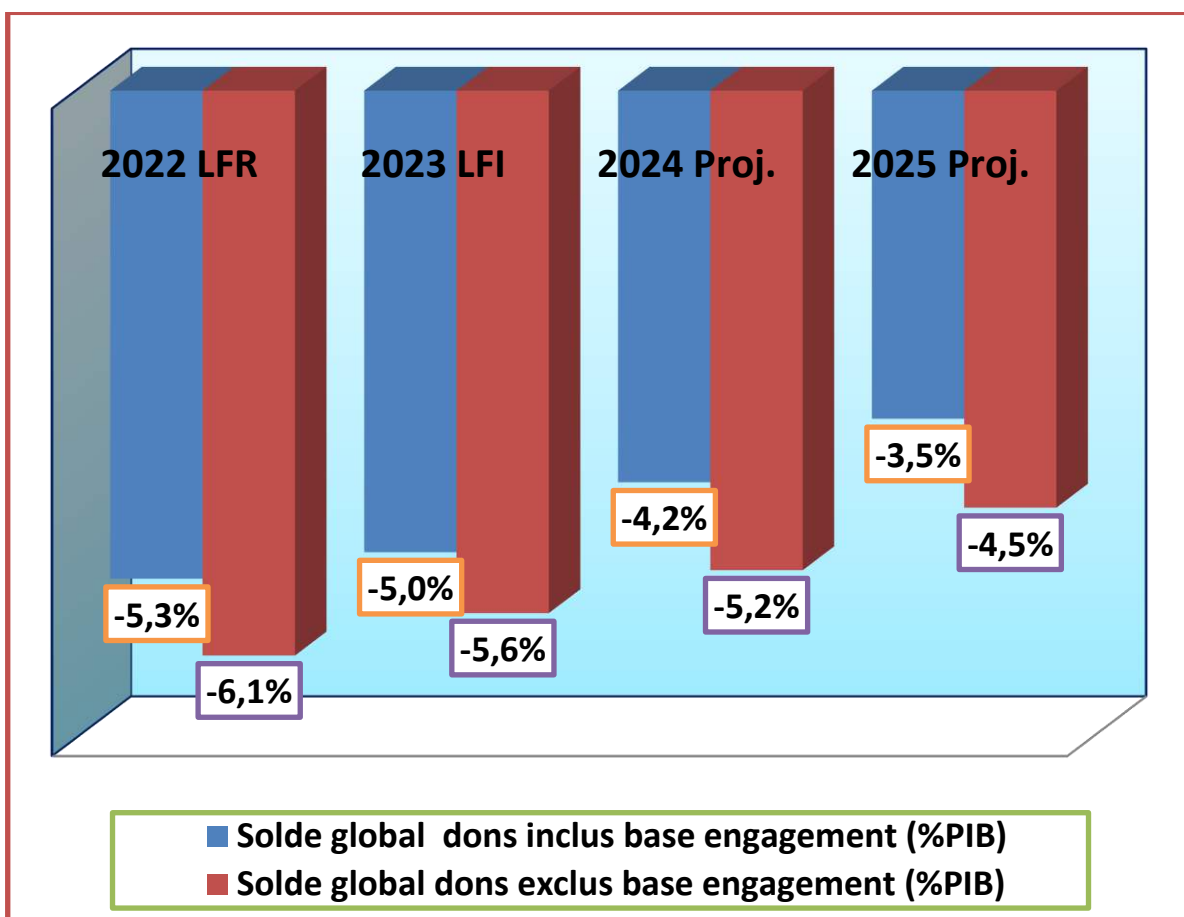
107. La trajectoire du déficit s'expliquerait par la volonté du Gouvernement de rester conforme à ses engagements pris dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit tout en faisant face aux défis sécuritaires qui nécessitent des efforts financiers énormes pour l'achat des équipements militaires ainsi que le recrutement et la formation des hommes sans perdre de vue les revendications des partenaires sociaux et la nécessité de fournir aux populations les services sociaux de base.

**Tableau 13 : Evolution du déficit global 2022-2025**

Rubriques	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Moyenne 2023-25
Solde global dons inclus base engagement (en milliards de FCFA)	-604,5	-623,5	-576,6	-525,1	-575,1
Solde global dons exclus base engagement (en milliards de FCFA)	-699,7	-705,7	-705,9	-667,0	-692,9
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-5,3%	-5,0%	-4,2%	-3,5%	-4,3%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-6,1%	-5,6%	-5,2%	-4,5%	-5,1%

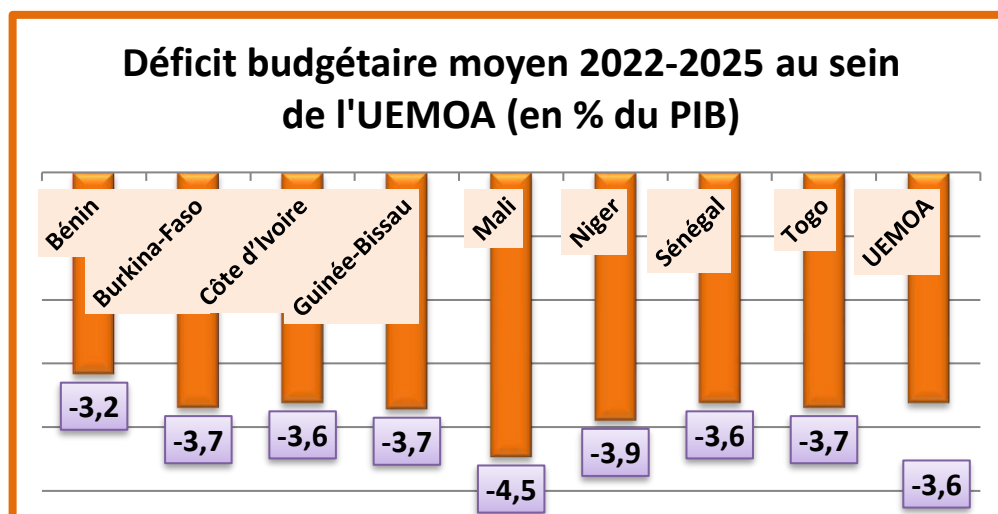
*Source : DGB, 2022*

**Figure 8: Tendance du solde budgétaire global 2022-2025**



*Source : DGB, 2022*

Figure 9: Solde budgétaire global dons inclus base engagement (en % du PIB) des pays de l'UEMOA 2022-2025



Source : DGB-MEF ; Rapport-pays du FMI n° 22/67, février 2022.

### 2.3.4 Projection des financements du déficit

108. Le déficit budgétaire projeté en 2023-2025 ne serait couvert que partiellement par les financements extérieur et intérieur. Il se dégagera un écart de financement<sup>1</sup> correspondant au besoin de financement de :

- 1 246,5 milliards de FCFA en 2024 ;
- 1 088,9 milliards de FCFA en 2025.

109. Le niveau élevé du besoin de financement est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. Cependant, la tendance du besoin de financement est orientée à la baisse. Cela est en partie lié aux efforts de mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses courantes. Pour consolider cette tendance et conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique indiquant un risque de surendettement modéré, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2023-2025 sera bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de longue maturité.

<sup>1</sup> L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

**Tableau 14 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2022-2025**

Libellés	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.
<b>FINANCEMENT (net)</b>	<b>747,6</b>	<b>764,9</b>	<b>-526,8</b>	<b>-420,7</b>
<b>Financement extérieur (net)</b>	<b>51,8</b>	<b>-79,3</b>	<b>-78,4</b>	<b>-81,1</b>
Emprunts	9,3	5,1	8,3	8,1
Projets	219,0	90,0	107,0	115,3
Prêts budgétaires	77,0	90,0	87,0	95,3
Amortissement	-176,5	-174,3	-193,7	-204,6
Annulation de la dette (PPTTE)	9,3	5,1	8,3	8,1
<b>Financement intérieur (net)</b>	<b>695,8</b>	<b>844,1</b>	<b>-448,4</b>	<b>-339,5</b>
<i>dont remboursement bons et obligations du trésor</i>	-490,7	-598,5	-361,0	-252,2
<b>Déficit (base caisse)</b>	<b>-747,6</b>	<b>-764,9</b>	<b>-719,7</b>	<b>-668,2</b>
<b>ECART de FINANCEMENT = - (Fin. Net +Déficit)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 246,5</b>	<b>1 088,9</b>

*Source : DGB, 2022*

### 2.3.5 Analyse des risques budgétaires

110. Les prévisions budgétaires à moyen terme 2023-2025 sont tributaires de facteurs de risques et d'incertitudes qui pourraient compromettre leur bonne réalisation. Ces phénomènes s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être exogènes (i) la propagation de la crise sanitaire de la Covid-19 ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; ou endogène (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social liée aux revendications salariales et (vi) l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice condamnant l'Etat à payer des tiers.

111. Par ailleurs, le rapport sur les risques budgétaires au titre de la loi de finances 2023 analyse de manière détaillée les principaux risques auxquels les prévisions 2023-2025 pourraient être exposées et préconise des mesures d'atténuation.

#### 1. Au titre des risques et incertitudes exogènes :

- i. **De l'incertitude liée à l'évolution de la pandémie de la Covid-19 :** nonobstant la vaccination, une aggravation des cas de contamination de la maladie pourrait négativement peser sur l'activité économique et nécessiter des réponses de la part du gouvernement en termes de soutien budgétaire aux différents secteurs de l'économie. Ce qui pourrait aggraver le niveau du déficit budgétaire dans un contexte de rareté du financement ou, le cas échéant, pousser le gouvernement à opérer des ajustements budgétaires.
- ii. **De l'instabilité de la situation sécuritaire :** malgré les efforts du gouvernement et ses partenaires, le pays reste confronté à une situation sécuritaire toujours persistante. Cela est de nature à exacerber les incertitudes et donc décourager des initiatives d'investissement créatrices d'emplois et de revenu. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les services d'assiettes de l'Etat restent absents sur une bonne partie du territoire occasionnant d'énormes pertes de recettes pour l'Etat.

iii. **De la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques** : la variation des cours mondiaux des principales matières premières exportées (or, coton) et importées (hydrocarbures) constitue un risque sérieux :

- la baisse des cours de l'or aurait un impact significatif sur les recettes liées à l'exploitation et l'exportation du métal : une baisse possible du cours de l'once de 28% provoquerait un manque à gagner (à iso-production) de 1,48% de PIB ;
- une chute des cours du coton provoquerait non seulement une baisse de revenus, mais nécessiterait de soutenir les pertes de la CMDT, en raison de la politique de soutien aux producteurs ;
- la même intervention de l'Etat serait nécessaire au profit de EDM SA en cas de hausse des coûts du pétrole de 30 USD ; un choc sur son principal intrant aggraverait son déséquilibre financier au point d'imposer une intervention à hauteur de 40 milliards FCFA (environ 0,4% PIB) ;
- enfin, la hausse du prix du carburant aurait également un impact sur les recettes fiscales du fait du mécanisme de lissage des prix à la pompe.

## 2. S'agissant des risques et incertitudes endogènes :

- i. **de la persistance des revendications syndicales pour l'augmentation des salaires** : Depuis quelques années, les partenaires sociaux ne cessent de réclamer pour des raisons d'équité et de justice sociale des augmentations de salaires. A ce jour, le gouvernement a consenti d'énormes efforts en termes d'augmentation des salaires, primes et indemnités au point que le critère de masse salariale rapportée aux recettes fiscales est passé de 34,5% en 2019 à 47,2% en 2021 et 56,5% dans la loi de finances rectificative 2022. Au titre du budget 2023, ce niveau baisse à 51,8% mais reste supérieur à la norme communautaire recommandée de l'UEMOA (soit au plus 35%). Il urge pour le gouvernement de maîtriser l'augmentation de la masse salariale en vue de disposer plus d'espace pour faire face aux priorités en matière d'investissement. Pour ce faire, la conférence sociale en perspective serait une occasion idéale.
- ii. **De l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice** : de plus en plus, beaucoup de procès sont engagés contre l'Etat et qui, très souvent, aboutissent à des décisions de justice obligeant l'Etat à payer des sommes importantes à des tiers. Cette situation qui aggrave la dette de l'Etat, pose la problématique de la question de la défense des intérêts de l'Etat lors des jugements.
- iii. **De la vulnérabilité financière de certaines entreprises publiques et les Caisses de Sécurité Sociale** : pour les entreprises publiques, il s'agit de l'EDM, de la SOMAGEP et de la CMDT. L'EDM est dans une situation de déséquilibre structurel occasionnant des subventions importantes que l'Etat a déboursé. S'agissant de la SOMAGEP, c'est à partir de 2018 que cette structure a commencé à bénéficier des subventions pour équilibrer ses comptes d'exploitation en raison des charges liées à la reprise des centres isolés. En ce qui concerne la CMDT, suite au boycott des cotonculteurs en 2020, cette société a bénéficié des subventions de l'Etat en 2020 et 2021 pour relancer la production du coton.

S'agissant des Caisses de Sécurité Sociale, la problématique de l'augmentation des salaires suite aux revendications sociales serait de nature à créer éventuellement des déficits au niveau des caisses de retraites.



## 2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

112. Sur le plan des engagements communautaires, les efforts en matière de respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO seront maintenus. Les tableaux ci-dessous indiquent la position du Mali sur la période du cadrage.

**Tableau 15 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2022-2025**

Critères de convergence	Norme UEMOA	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.
<b>Critères de premier rang</b>					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-5,2%	-5,0%	-4,2%	-3,5%
Taux d'inflation	≤3%	6%	2,5%	2,0%	2,0%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	53,9%	55,3%	54,8%	53,9%
<b>Critères de second rang</b>					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	56,5%	51,8%	49,8%	46,9%
Taux de pression fiscale	≥20%	14,0%	15,1%	16,5%	16,0%
<b>Nombre de critères respectés</b>		<b>1/5</b>	<b>2/5</b>	<b>2/5</b>	<b>2/5</b>

**Source : DGB et Services techniques du MEF, 2022**

**Tableau 16 : Situation des critères de convergence de la CEDEAO 2022-2025**

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.
<b>Critères de premier rang</b>					
Ratio du déficit budgétaire dons compris/ sur le PIB nominal	≤ 3%	-5,2%	-5,0%	-4,2%	-3,5%
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 5%	6%	2,5%	2,0%	2,0%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure *	≤ 10%	--	--	--	--
Réserves extérieures brutes en mois d'importations *	≥ 3	--	--	--	--
<b>Critères de second rang</b>					
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB	≤70%	53,9%	55,3%	54,8%	53,9%
Variation du taux de change nominal*	+/-10%				

**Source : DGB et Services techniques du MEF, 2022**

**NB :** \* le critère n'est pas applicable aux pays de l'UEMOA.

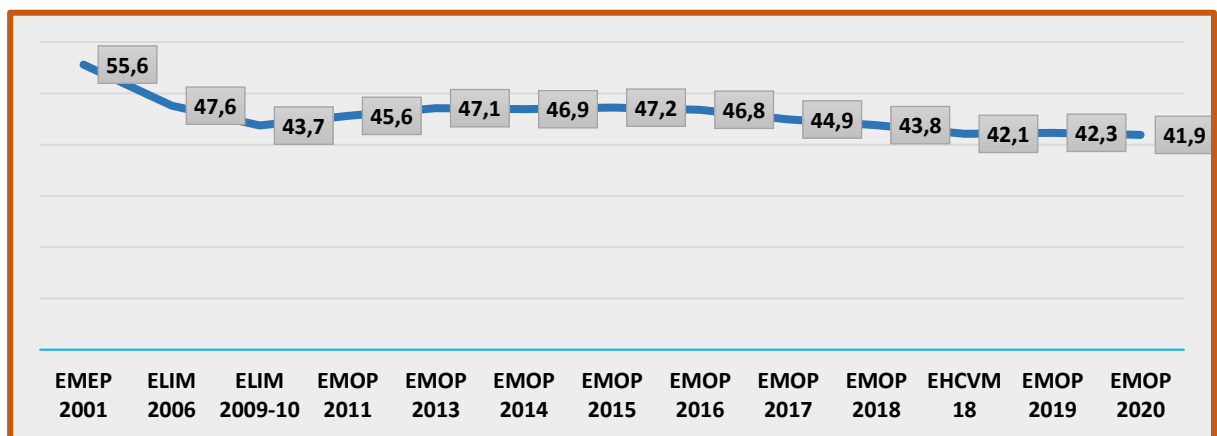
### III. MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

#### 3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

##### Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

113. Le seuil de pauvreté utilisé à l'EMOP 2020 correspond au seuil national de pauvreté calculé par l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) actualisé par le rapport des indices. Le seuil obtenu pour l'EMOP 2020 est de 179 327 FCFA contre 263 694 FCFA en 2019.
114. L'ampleur de la pauvreté mesurée par son incidence, c'est-à-dire, la proportion d'individus pauvres dans la population, est estimée à 41,9% au niveau national en 2020 contre 42,3% en 2019.
115. La tendance de l'incidence de la pauvreté est baissière de 2016 à 2020 alors qu'elle a connu une évolution en dents de scie entre 2010 et 2015.

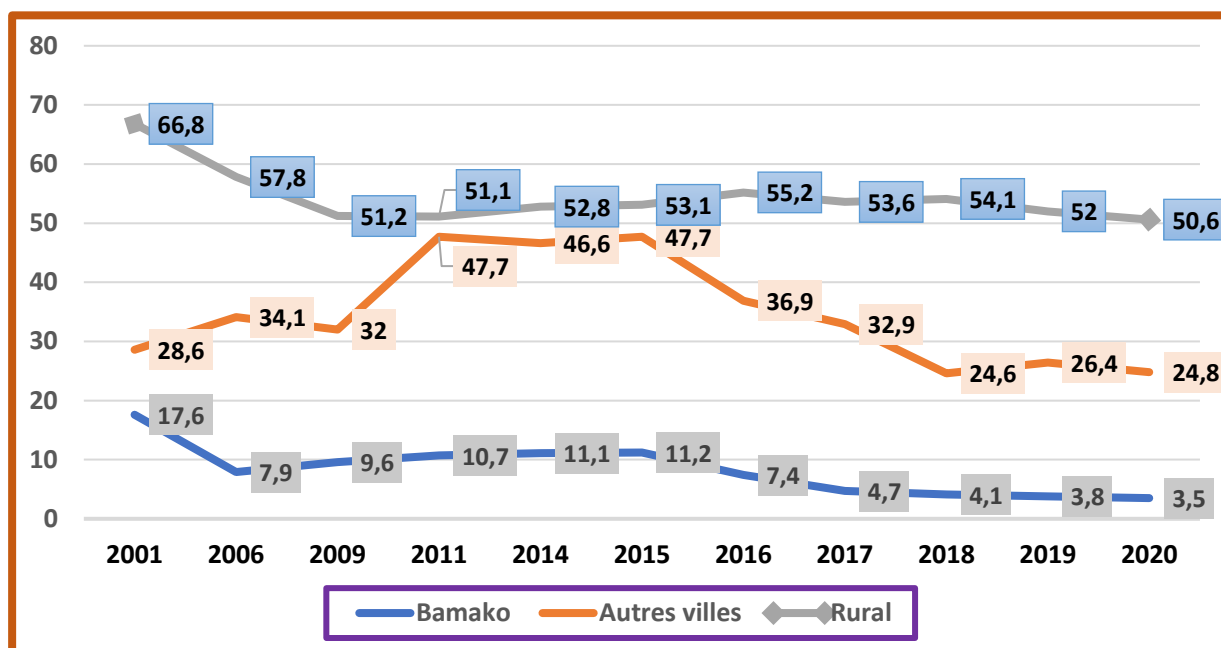
**Figure 10:** Évolution de l'incidence de la pauvreté entre 2001 et 2020 (en %)



**Source :** Rapport 2020 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)

116. Des disparités énormes existent entre les régions administratives du Mali. En effet, selon les résultats de l'enquête (EMOP 2019/2020) l'incidence de la pauvreté est estimée à 3,5 % à Bamako contre respectivement 24,8 % et 50,6 % dans les autres villes et en milieu rural au Mali. Ce faible taux à Bamako s'explique en général par les opportunités d'emploi ainsi que le niveau de vie élevé dans cette zone. On observe la même tendance au niveau de la profondeur et de la sévérité, c'est-à-dire, qu'il y a plus d'efforts à fournir en termes de ressources pour réduire la pauvreté dans les autres villes et en milieu rural qu'à Bamako.

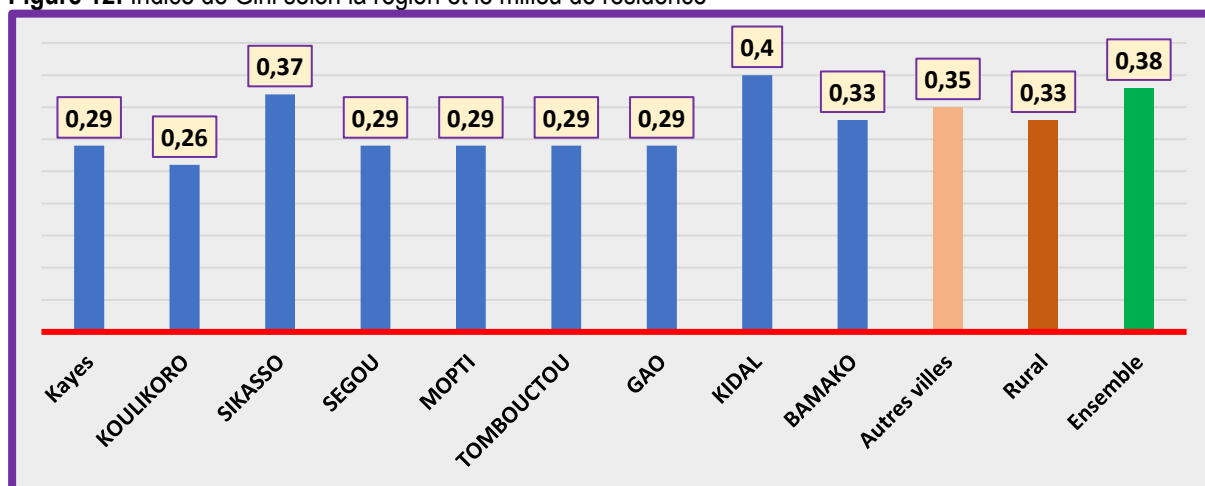
Figure 11: Indices de pauvreté selon le milieu de résidence entre 2001 et 2020 (%)



**Source :** Rapport 2020 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)

117. L'inégalité dans la répartition des dépenses ou des revenus entre les différentes couches de la population reste disparate aussi bien que la pauvreté. L'inégalité mesurée notamment par l'indice de Gini est estimée à 0,38 en 2020 contre 0,40 en 2019 sur l'ensemble du pays quoi que différente d'une région à une autre. L'inégalité la plus faible est observée à Koulikoro (0,26), c'est à Kidal qu'elle est la plus grande (0,40) suivi de Sikasso (0,37).

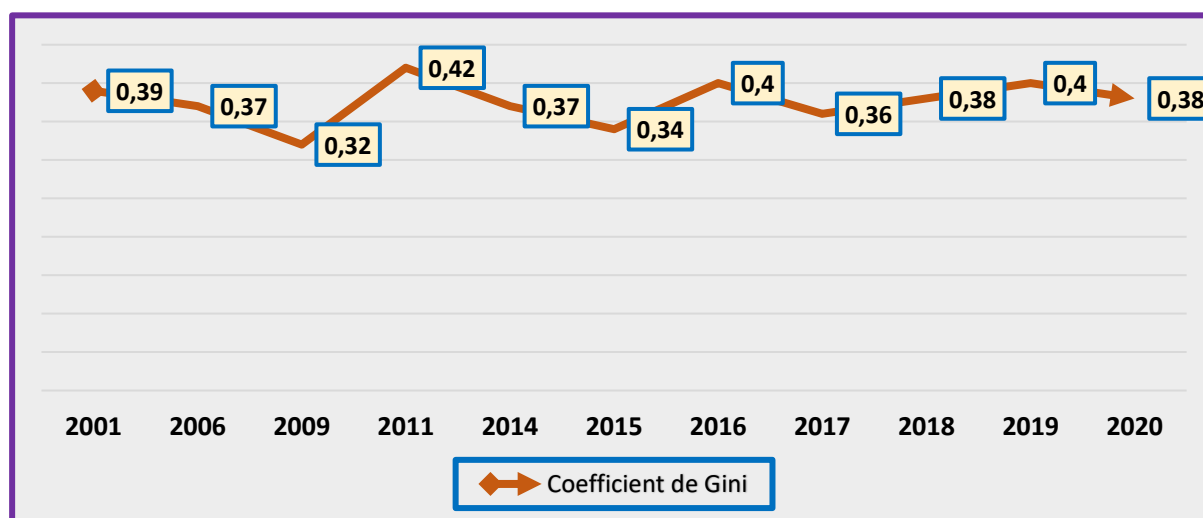
Figure 12: Indice de Gini selon la région et le milieu de résidence



**Source :** Rapport 2020 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)

118. L'analyse spatiale montre que l'inégalité dans les autres villes est la plus élevée (0,35) contre (0,33) observé à Bamako et dans le milieu rural.

Figure 13 : Évolution de l'inégalité entre 2001 et 2020 – coefficient de Gini



**Source :** Rapport 2019 et 2020 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023).

#### Gouvernance, Paix, Sécurité et Réconciliation Nationale

119. L'année 2020 a été marquée par le début de la mise en œuvre des (04) grandes résolutions issues du Dialogue National Inclusif (DNI) tenu en décembre 2019. Les activités réalisées dans ce cadre ont porté sur : l'organisation des élections législatives ; les préparatifs de l'organisation du référendum constitutionnel, la tenue de rencontres de Comité de Suivi de l'Accord (CSA) sur l'établissement de la sécurité, le retour de l'administration et les modalités de la relecture de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.
120. La proclamation des résultats définitifs des élections législatives tenues en mars et avril a donné lieu à des manifestations post-électorales qui ont conduit à la démission du Président de la République ouvrant la voie à une transition.
121. En matière de réformes politiques et institutionnelles, la période a vu la création de nouvelles régions administratives dans le cadre du renforcement de la régionalisation. L'opérationnalisation de ces nouvelles entités administratives se poursuit, notamment à travers la nomination des gouverneurs et la mise en place des services techniques.
122. Par Décret n°2020-0072/PT-RM du 1<sup>er</sup> octobre 2020, le Président de la Transition a aussi promulgué la Charte de la transition qui complète la Constitution du 25 février 1992.
123. Les principaux faits majeurs suivants en termes d'avancées ou de progrès dans la mise en œuvre de l'Accord ont été enregistrés en 2020 :
124. **En ce qui concerne les réformes politiques et institutionnelles**, la révision de la constitution est une priorité du Gouvernement de la Transition. Dans ce cadre, le Ministère de la Refondation de l'État a institué un cadre de concertation permanent avec le MATD. S'agissant du processus de découpage administratif et électoral, il n'a pas pu être bouclé pour permettre l'élection des députés dans les nouvelles circonscriptions.
125. **Concernant l'état du transfert des ressources**, il faut noter que de 2017 à 2020, le taux de transfert des ressources budgétaires de l'État aux collectivités territoriales est passé de 18,3% à 23,01%. Selon le ministère de l'économie et des Finances, l'atteinte du seuil de 30% conformément aux dispositions de l'Accord, paraît tenable pour le budget de l'exercice 2022.

- 126.** En matière de défense et de sécurité, le Gouvernement du Mali et les Mouvements signataires ont entrepris de nombreuses actions en vue de mettre en œuvre ce volet de l'Accord pour la paix et la réconciliation. La première phase du processus DDR/intégration qui visait un effectif des bataillons MOC de 1840, n'a pu incorporer que 1313 ex-combattants dans les rangs des FAMA (Armée de Terre et Garde Nationale) laissant un gap de 527 éléments. Pour compléter cet écart, une opération des rattrapage DDR/intégration s'est déroulée de juin à juillet 2020 à l'issue de laquelle, 451 ex-combattants ont été retenus.
- 127.** Les unités des Forces Armées Reconstituées (FAR), sont déployées à Kidal, Ménaka, Gao et Tombouctou. Toutefois, on note une augmentation du nombre d'absences prolongées assimilables à des désertions. Les deux (2) unités Spéciales Anti-terroristes (USAT), formées à partir des FAR et chargées de lutter contre le terrorisme et activités délictueuses connexes, sont déployées à Ménaka.
- 128.** En matière de réconciliation, de justice et de questions humanitaires, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) a tenu une audience publique le 5 décembre 2020 au cours de laquelle des victimes des violations graves des Droits de l'Homme ont témoigné devant le monde les exactions subies. Elle a aussi réalisé quinze (15) enquêtes portant sur des cas emblématiques de violations graves des Droits de l'Homme, dont les rapports ont été validés.
- 129.** En vue de renforcer le processus de Dialogue et Réconciliation Nationale, la CVRJ a recueilli 3 500 cas de violations des Droits de l'Homme contre 5 324 en 2019. Il est à rappeler que de janvier 2017 à la date du 31 décembre 2020, il a été recueilli 19 662 dépositions des victimes et témoins. En outre, elle a permis la prise en charge médicale et psychologique de dix (10) victimes dont sept (07) hommes, deux (2) femmes et un (01) enfant.
- 130.** Dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale, les activités suivantes ont été exécutées en 2019 : l'adoption de l'ordonnance n°2019-023/P-RM du 27 septembre 2019 portant modification de l'ordonnance n°2014-003/P-RM du 15 janvier 2014 portant création de la Commission Vérité Justice et Réconciliation, l'enregistrement de 6 800 cas de violation grave des droits de l'homme.
- 131.** Dans le domaine de la gouvernance et de transparence financière, les structures de contrôle ont exécuté diverses missions de contrôle et d'audit pour lesquelles des recommandations pertinentes ont été formulées afin de contribuer à l'efficacité et l'efficience de l'utilisation des ressources publiques.
- 132.** Au niveau du contrôle général des services publics (CGSP), en 2020, vingt-cinq (25) missions ont été exécutées sur quarante (40) programmées, soit un taux de réalisation 62,5%. Outre la crise sanitaire liée à la COVID 19, ce taux de réalisation s'explique notamment par départ en cours d'année du personnel de vérification pour les structures de contrôle externes et des services financiers qui offrent des conditions de rémunérations plus intéressantes que le CGSP.
- 133.** Au niveau du bureau du vérificateur général (BVG), en 2020, sur 37 missions prévues, 21 missions de vérification et 1 mission de d'évaluation de politiques publiques ont été réalisées. Il s'agit de : (i) 12 vérifications financières ou de conformité ; (ii) 4 vérifications de performance ; (iii) 5 vérifications de suivi des recommandations et (iv) 1 évaluation de politique publique (le Programme Développement Social et Sanitaire (PRODESS II)).
- 134.** S'agissant de la Cellule Nationale de traitement des Informations Financières (CENTIF), la mise en œuvre des activités de lutte contre le blanchiment des capitaux (BC) et de financement du terrorisme (FT) s'est ressentie de la crise multiforme que le Mali a connue en 2020. Toutefois, les principaux résultats obtenus se résument ainsi qu'il suit :

- 135.** Le Mali dispose d'un cadre de gestion de risques liés au BC/CT, suite à l'évaluation nationale des risques qui a permis de révéler avec précision, la nature et le niveau des risques auxquels le pays est confronté ainsi que sa capacité institutionnelle à y faire face.
- 136.** La base de données disponible pour mener les investigations s'est davantage élargie à travers le renforcement de la coopération avec les homologues de la zone UEMOA. Cette coopération permet également à la CENTIF de bénéficier de l'expertise de ses pairs, en matière d'investigations et de traitement de l'information financière.
- 137.** Enfin, il est important de noter l'élaboration d'un Avant-projet de loi en vue de la modification du Code de procédure pénale pour prendre en charge l'auto saisine des juridictions compétentes en matière de corruption et de délinquance financière.
- 138.** La mise en œuvre des recommandations du GAFI (Groupe d'Action Financière) et de GABIA (Groupe d'Action International contre le Blanchiment en Afrique de l'Ouest) se poursuit de façon satisfaisante.
- 139.** Dans le cadre du Classement de Transparency International, sur un total de 180 pays à travers le monde dont les efforts de lutte contre la corruption ont été évalués, à travers l'indice de perception de la corruption (l'IPC), le Mali occupe le 129ème rang, avec un score de 30 sur une moyenne africaine de 32, contre 130ème en 2019 avec un score de 29, très loin de la cible du CREDD qui est 96ème rang. Concernant le classement des pays africains en 2020, le Mali vient à la 29ème place. Cette situation interpelle fortement surtout dans un contexte de diminution des recettes publiques liées à la pandémie de la COVID 19.

#### Secteurs sociaux

- 140.** La mise en œuvre du PRODEC2 entre 2019 et 2020, effectuée par les services techniques des départements sectoriels en collaboration avec les services déconcentrés et décentralisés et les PTF, a permis d'enregistrer quelques résultats significatifs au niveau du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle. Parmi lesquels, on peut citer : (i) l'élaboration des plans d'actions annuels en cohérence avec le PAPB et les DPPD-PAP ; (ii) les appuis faits aux communautés des zones affectées et d'insécurité dans le cadre de continuité pédagogique ; (iii) la relecture et la consolidation du Curriculum de la Stratégie de Scolarisation Accélérée/ Passerelle ( SSA/P) avec l'appui des PTF et des ONG partenaires ; (iv) l'organisation d'un cadre de concertation nationale sur SSA/P ; (v) l'introduction de nouvelles règles dans lesquelles l'autonomie des établissements de l'enseignement supérieur, leur flexibilité et responsabilité des résultats sont essentielles à partir de la mise en place de contrats de Performance et (vi) l'élaboration d'un texte de création de l'Agence chargée des écoles coraniques rénovées.
- 141.** Ainsi, en dépit de l'insécurité et des mouvements syndicaux qui perturbent le bon déroulement de l'école, certains indicateurs ont tout de même évolué mais de manière timide. L'indice de parité filles/garçons du TBS au niveau du fondamental 2 est en hausse de 0,02 point en 2020 grâce aux efforts déployés par le Gouvernement et ses partenaires en faveur du maintien des filles. De même, celui du fondamental 1 a connu un gain de 0,20 point passant à 1,10 en 2020 contre 0,90 en 2019. Malgré quelques progrès réalisés en 2019, les autres indicateurs, notamment le Taux Brut de Scolarisation, le Taux Brut d'Admission, le Ratio Élèves-Maître et le Taux d'Achèvement, au regard des attentes encore nombreuses, ont connu une régression en raison de la fermeture d'un nombre important d'écoles publiques entre 2019 et 2020.
- 142.** A cause de l'insécurité au nord et au centre du pays, les deux tiers des écoles sont fermés et des élèves privés d'écoles se trouvent au centre du pays, dans la région de Mopti où les violences intercommunautaires se sont ajoutées aux attaques terroristes. Dans les sept (07) régions affectées (Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao, Ménaka, Tombouctou et Kidal), 920 écoles (11%) sur un total de 8421 ne sont pas fonctionnelles à la fin de juin 2019, c'est-à-dire à la fin de l'année scolaire 2018 – 2019.

- 143.** Des disparités persistent et s'accroissent davantage entre les régions du pays. Ainsi, la couverture au 1er cycle a augmenté dans la région de Gao (65,90% à 86,44%), et diminué à Mopti (54,50% à 47,30% à 42,92%) de 2019 à 2020. Les facteurs expliquant cette baisse sont liés soit à la non fonctionnalité de certaines écoles publiques ou soit à la fermeture de nombreuses écoles à cause de l'insécurité. Des efforts doivent se poursuivre pour maintenir le maximum d'enfants dans le système.
- 144.** En vue d'améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida, la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 2014-2023 se poursuit à travers un programme quinquennal suivant l'approche sectorielle, dénommée le Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) IV couvrant la période 2019-2023. Ainsi, dans le cadre de la poursuite des actions visant l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique, le taux de couverture géographique en services de santé dans un rayon 15 km est de 88 % en 2020 contre 87,9% en 2019. Quant au nombre de CSCOM fonctionnels, il a atteint 1 460 en 2020 contre 1 404 en 2019. Par ailleurs, le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié et le pourcentage de CSCOM médicalisé ont été respectivement de 38,9 % et 53,45 % en 2020 contre 42% et 34% en 2019.
- 145.** La Politique Nationale de l'Emploi, adoptée en mars 2015, reste un levier privilégié de la stratégie de réduction de la pauvreté à travers la création et l'accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler. Le nombre de nouveaux emplois nets créés par les secteurs public et privé passe de 36 122 en 2019 à 27 264 en 2020 soit une baisse de 8 858 emplois. On constate que 5 individus sur 100 en moyenne exercent un emploi formel. Le taux d'emploi informel a augmenté avec 97,1% en 2020 par rapport aux 95,1% en 2019. On constate également qu'en 2020, le taux de chômage des jeunes de 15 – 24 ans (8,8 %) et des 15- 35 ans (7,4%) sont supérieurs à celui du niveau national (5,2%).
- 146.** S'agissant de l'accès à l'électricité, les efforts destinés à assurer la couverture des besoins en énergie électrique des populations et des activités socioéconomiques ont permis d'accroître **le taux national d'accès à l'électricité** qui s'établit à 52% en 2020 contre 50 % en 2019, soit une augmentation de 2 points de pourcentage. Ce qui avoisine la cible (51 %) de 2019 du CREDD (2019-2023). Au niveau urbain, le taux est passé de 96% en 2019 à 98% en 2020, soit une augmentation de 2 points de pourcentage. Quant au rural, il est passé de 21,12% en 2019 à 24,08% en 2020, soit une augmentation de 2,96 points de pourcentage. Toutefois, le tarif social électricité 1<sup>ère</sup> tranche EDM, hors TVA continue toujours d'être constant à 59 FCFA. Bien qu'il préserve la stabilité sociale, ce tarif n'encourage pas l'assainissement de la société EDM SA et dé motive le retour sur investissement. Le taux de pénétration des énergies renouvelables est resté stationnaire à 13% pour une prévision de 15%. Les efforts pour l'élargissement et la diversification de l'offre énergétique se sont matérialisés par le développement de projets d'énergies renouvelables, de biomasse et les projets d'interconnexion de réseaux électriques sous régionaux. La mise en œuvre des projets a souffert de la survenue de la COVID-19 en plus de la crise sociopolitique et sécuritaire que traverse le pays. Malgré ce contexte difficile, quelques progrès importants ont été enregistrés au cours de l'année 2020 dont la mise en service de la centrale solaire PV de 50 MWc de Kita, le démarrage des travaux du projet de construction de la ligne de 225 KV double terre Sikasso-Sanankoroba-Bamako, le démarrage des activités du Projet d'Amélioration du Secteur de l'Électricité au Mali (PASEM) et du Projet Régional d'accès à l'Électricité (PRAE) et la signature de nouveaux contrats de concession pour les projets de centrale solaires à un tarif du kWh de 55 FCFA/KWh.
- 147.** Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable en 2020, il a été enregistré une hausse d'environ 16% du nombre de nouveaux ouvrages réalisés dans le cadre des projets et programme de la DNH et une hausse de 08% pour le total des réalisations d'ouvrages hydrauliques par rapport à 2019. La performance du programme de la DNH avec l'appui des autres intervenants en 2020 passe de 67% en 2019 à 83% en termes de réalisation. Le taux d'accès aux services d'eau potable n'a augmenté que faiblement en 2020 par rapport à 2019 (69,6%) même si en milieu urbain et semi-urbain, il a été plus dynamique en passant de 77,7% en 2019 à 79,7% en 2020.

**148.** Dans le cadre de la promotion de l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille, les actions de développement se sont essentiellement articulées autour de l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que les pratiques traditionnelles néfastes (loi contre les VBG) au Mali. A ces actions s'ajoutent également les activités autour de la santé de la reproduction (SR) et la promotion du genre, notamment, la mise en œuvre de la Résolution 1325 et le Plan d'Action de la Politique Nationale Genre. Dans le cadre des activités de promotion du genre et l'égalité de chance, la Loi n°052 du 18 décembre 2015 instituant la promotion du genre a beaucoup impacté sur le pourcentage des postes occupés par les femmes au Mali. Cependant, il faut noter la non fonctionnalité de ces organes dans les régions (comités régionaux genre) consécutive à la non tenue des réunions statutaires, faute de financement.

### **3.2 Priorités du Gouvernement sur la période 2023-2025**

**149.** Les priorités du cadrage budgétaire 2023-2025 se fondent sur la stratégie du CREDD 2019-2023 en tenant compte des nouvelles orientations du gouvernement contenues dans son Plan d'Actions.

**150. En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à ce qui suit :**

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité ;
- l'organisation des élections générales ;
- le renforcement du système judiciaire ;
- le maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement ;
- le renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire ;
- l'amélioration des conditions de vie des travailleurs (mise en œuvre du procès-verbal de conciliation signé avec les partenaires sociaux) ;
- l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ;
- la contribution budgétaire de l'Etat à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire.

**151.** Les projections budgétaires sont mises en cohérence avec les priorités d'allocations budgétaires du CREDD 2019-2023 qui est bâti autour de cinq (05) axes. Ainsi, les allocations selon les axes stratégiques se présentent comme suit :

- le premier axe stratégique serait financé en moyenne à 659,0 milliards de FCFA, soit 21,0% dans le cadrage contre 20,3% dans le CREDD ;
- la part du deuxième axe stratégique dans le budget serait en moyenne de 557,9 milliards de FCFA, soit 17,7% des dépenses totales dans le cadrage contre 17,3% prévus dans le CREDD ;
- le troisième axe stratégique représenterait en moyenne 723,1 milliards de FCFA, soit 23,0 % dans le cadrage contre une prévision du CREDD de 25,7% ;
- le quatrième axe stratégique serait, quant à lui, financé en moyenne à hauteur de 53,1 milliards de FCFA, soit 1,7 % des dépenses totales contre 1,9% dans le CREDD ;
- enfin, le cinquième axe stratégique bénéficierait d'un financement en moyenne de 890,6 milliards de FCFA, soit 28,3 % des dépenses totales contre une prévision de 27,6% dans le CREDD.



152. Les opérations concernant la dette publique (paiement d'intérêts, apurement du passif, etc.) sont estimées en moyenne à 260,1 milliards de FCFA représentant 8,3% des dépenses totales contre une prévision de 7,2% dans le CREDD.

**Tableau 17: Comparaison des allocations sectorielles du CREDD et du DPBEP (en milliards de FCFA)**

AXES du CREDD	2022 LFR		2023 LFI		2024 Proj.		2025 Proj.	
	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD <sup>2</sup>	DPBEP	CREDD	DPBEP
<b>Axe 1</b> : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	611,4	596,0	662,3	621,2	653,0	653,0	702,7	702,7
<b>Axe 2</b> : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	514,5	456,6	559,5	508,5	561,2	561,2	604,1	604,1
<b>Axe 3</b> : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	981,1	613,4	1 059,5	658,2	725,0	725,0	786,0	786,0
<b>Axe 4</b> : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	73,3	42,4	79,6	46,5	53,5	53,5	59,5	59,5
<b>Axe 5</b> : Développement du capital humain	821,7	734,8	891,7	815,8	891,8	891,8	964,0	964,0
<b>Opérations concernant la dette publique</b>	165,4	203,8	179,6	245,7	262,2	262,2	272,4	272,4
<b>Total Général</b>	3 167,4	2 647,0	3 432,2	2 895,9	3 146,7	3 146,7	3 388,7	3 388,7

*Source* : DGB, 2022

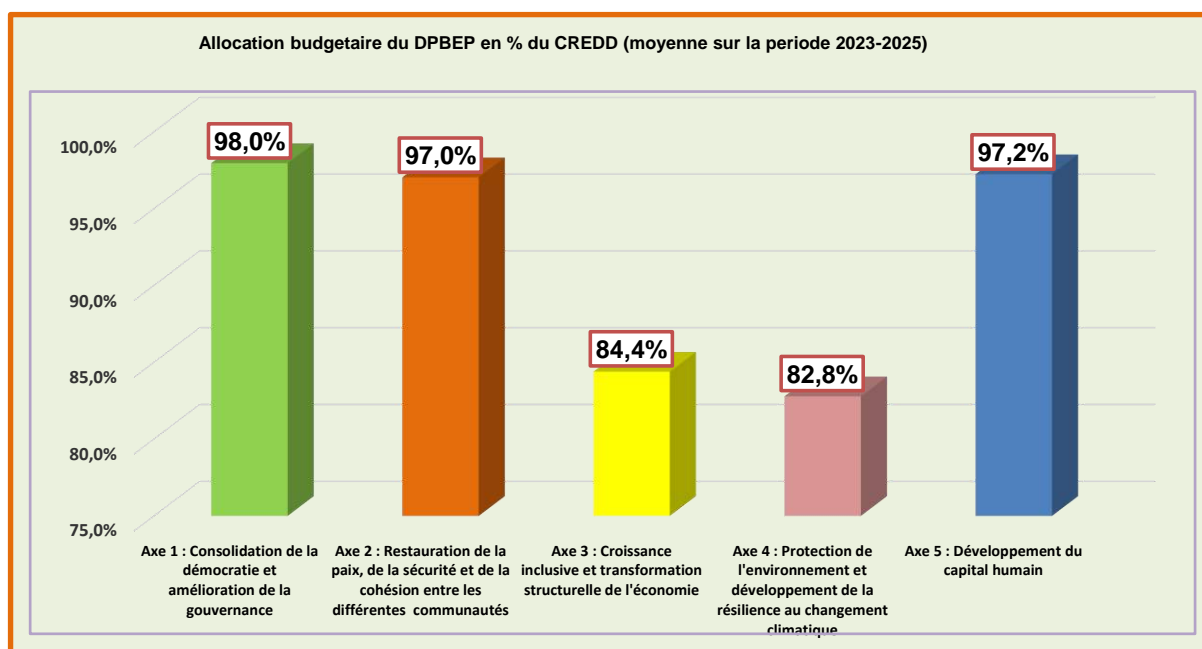
<sup>2</sup> Les projections du CREDD 2024 et 2025 sont supposées être les mêmes que pour le DPBEP, le CREDD actuel finissant en 2023.

**Tableau 18: Comparaison des ratios du DPBEP et du CREDD par rapport aux dépenses totales**

AXES du CREDD	2022 LFI		2023 Proj.		2024 Proj.		2025 Proj.	
	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP
<b>Axe 1</b> : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	19,3%	22,5%	19,3%	21,5%	20,8%	20,8%	20,7%	20,7%
<b>Axe 2</b> : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	16,2%	17,2%	16,3%	17,6%	17,8%	17,8%	17,8%	17,8%
<b>Axe 3</b> : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	31,0%	23,2%	30,9%	22,7%	23,0%	23,0%	23,2%	23,2%
<b>Axe 4</b> : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	2,3%	1,6%	2,3%	1,6%	1,7%	1,7%	1,8%	1,8%
<b>Axe 5</b> : Développement du capital humain	25,9%	27,8%	26,0%	28,2%	28,3%	28,3%	28,4%	28,4%
<b>Opérations concernant la dette publique</b>	5,2%	7,7%	5,2%	8,5%	8,3%	8,3%	8,0%	8,0%

*Source* : DGB, 2022

**Figure 14: Allocation budgétaire du DPBEP en % du CREDD (moyenne sur la période 2023-2025)**



*Source* : DGB, 2022

153. La figure ci-dessus indique dans quelle mesure les allocations du cadrage 2023-2025 sont alignées sur le cadrage initial du CREDD 2019-2023. Il ressort que les allocations des axes 1, 2 et 5 sont plus proches du cadrage initial du CREDD. En effet, pour ces axes le taux d'allocation oscille entre 97,0% et 98,0%. Par contre, pour les axes 3 et 4, il existe un écart assez important entre les allocations du DPBEP et le CREDD. Cet écart varie de 15,6% pour l'axe 3 à 17,2% pour l'axe 4. Cela pourrait s'expliquer par la baisse attendue de certaines dépenses d'investissement sur la période 2023-2025, conformément à l'orientation de la politique budgétaire du Gouvernement qui amorcera une consolidation à partir de 2023 en vue d'un retour progressif à un déficit budgétaire compatible avec la viabilité de la dette publique.

### 3.3 Analyse des allocations budgétaires 2023-2025 par axe du CREDD et par fonction

154. L'analyse des dépenses par axe et par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégiques du Gouvernement, compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions réparties entre les différents axes du CREDD présentées dans le tableau ci-dessous.

155. Sur la période 2023-2025, la politique budgétaire sera plutôt resserrée afin de permettre un retour progressif à un déficit budgétaire global conforme à la norme communautaire de l'UEMOA, après la crise de 2020 liée à la pandémie du coronavirus puis les sanctions économiques et financières de la CEDAO et de l'UEMOA dont les effets pourraient continuer de peser sur le cadre macroéconomique. A cet effet, plusieurs secteurs subiront une réduction de leur allocation budgétaire en 2022 et 2023 comparativement à l'année 2021. Cependant, au fur et à mesure que les recettes budgétaires augmentent, les allocations budgétaires seront réajustées à la hausse en tenant compte des priorités Gouvernementales et en privilégiant les investissements.

**Tableau 19:** Allocations budgétaires par axe du CREDD et par fonction (en milliards de FCFA) 2022-2025

AXES/FONCTIONS	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj	Moy. 23-25
<b>Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance</b>	<b>596,0</b>	<b>621,2</b>	<b>653,0</b>	<b>702,7</b>	<b>659,0</b>
Services généraux des administrations publiques	557,4	578,6	606,2	651,6	612,1
Ordre et sécurité publics	38,6	42,6	46,8	51,1	46,8
<b>Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble</b>	<b>456,6</b>	<b>508,5</b>	<b>561,2</b>	<b>604,1</b>	<b>557,9</b>
Défense	304,6	337,7	374,1	403,0	371,6
Ordre et sécurité publics	151,9	170,8	187,0	201,1	186,3
<b>Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie</b>	<b>613,4</b>	<b>658,2</b>	<b>725,0</b>	<b>786,0</b>	<b>723,1</b>
Affaires économiques	541,3	582,8	641,3	693,9	639,4
Logement et équipements collectifs	58,1	60,6	66,6	73,3	66,8
Loisirs, culture et culte	14,0	14,8	17,1	18,8	16,9
<b>Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique</b>	<b>42,4</b>	<b>46,5</b>	<b>53,5</b>	<b>59,5</b>	<b>53,1</b>
Protection de l'environnement	42,4	46,5	53,5	59,5	53,1
<b>Axe 5 : Développement du capital humain</b>	<b>734,8</b>	<b>815,8</b>	<b>891,8</b>	<b>964,0</b>	<b>890,6</b>
Santé	165,6	182,3	200,4	218,6	200,4
Loisirs, culture et culte	13,0	13,6	16,0	17,8	15,8
Enseignement	468,1	521,8	567,9	611,8	567,2
Protection sociale	88,2	98,2	107,5	115,9	107,2
<b>Opérations concernant la dette publique</b>	<b>203,8</b>	<b>245,7</b>	<b>262,2</b>	<b>272,4</b>	<b>260,1</b>
<b>Total Général</b>	<b>2 647,0</b>	<b>2 895,9</b>	<b>3 146,7</b>	<b>3 388,7</b>	<b>3 143,8</b>

Source : DGB, 2022

**Tableau 20: Ratios par rapport aux dépenses totales 2022-2025**

AXES/ FONCTIONS	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Poids Moy. 23- 25
<b>Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance</b>	<b>22,5%</b>	<b>21,5%</b>	<b>20,8%</b>	<b>20,7%</b>	<b>21,0%</b>
Services généraux des administrations publiques	21,1%	20,0%	19,3%	19,2%	19,5%
Ordre et sécurité publics	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
<b>Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble</b>	<b>17,2%</b>	<b>17,6%</b>	<b>17,8%</b>	<b>17,8%</b>	<b>17,7%</b>
Défense	11,5%	11,7%	11,9%	11,9%	11,8%
Ordre et sécurité publics	5,7%	5,9%	5,9%	5,9%	5,9%
<b>Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie</b>	<b>23,2%</b>	<b>22,7%</b>	<b>23,0%</b>	<b>23,2%</b>	<b>23,0%</b>
Affaires économiques	20,4%	20,1%	20,4%	20,5%	20,3%
Logement et équipements collectifs	2,2%	2,1%	2,1%	2,2%	2,1%
Loisirs, culture et culte	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%
<b>Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,7%</b>
Protection de l'environnement	1,6%	1,6%	1,7%	1,8%	1,7%
<b>Développement du capital humain</b>	<b>27,8%</b>	<b>28,2%</b>	<b>28,3%</b>	<b>28,4%</b>	<b>28,3%</b>
Santé	6,3%	6,3%	6,4%	6,4%	6,4%
Loisirs, culture et culte	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Enseignement	17,7%	18,0%	18,0%	18,1%	18,0%
Protection sociale	3,3%	3,4%	3,4%	3,4%	3,4%
<b>Opérations concernant la dette publique</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,5%</b>	<b>8,3%</b>	<b>8,0%</b>	<b>8,3%</b>
<b>Total Général</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

*Source : DGB, 2022*

### 3.3.1 Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance

156. C'est l'axe moteur du CREDD 2019-2023. En effet, l'analyse structurelle a montré que les variables les plus motrices relèvent de la gouvernance et que celles qui relèvent des domaines économique, social et environnemental sont plutôt des variables de résultats. Cela veut dire que la plupart des politiques socio-économiques et sectorielles requièrent, pour donner les résultats escomptés dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations, beaucoup de conditions préalables relevant pour la plupart des variables de gouvernance. Cet axe vise à réformer les institutions politiques, adopter de meilleures pratiques démocratiques et améliorer la gouvernance administrative, économique, sociale et sécuritaire.

157. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- consolider la démocratie malienne ;
- améliorer la gouvernance administrative, économique et financière et renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- renforcer la décentralisation ;
- promouvoir l'état de droit ;
- promouvoir le dialogue social.

158. Conformément au PAG 2021-2022, il s'agira de contribuer à mettre en œuvre les axes 2, 3 et 4 relatifs respectivement aux réformes politiques et institutionnelles, à l'organisation des élections générales et à la promotion de la bonne gouvernance.

159. L'axe 1 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) Services généraux des administrations publiques et (ii) Ordre et sécurité publics, notamment, les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et Administration pénitentiaire.

160. Pour l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire 2023-2025 prévoit en moyenne 21,0% des dépenses totales. En valeur absolue, les allocations passeraient de 621,2 milliards de FCFA en 2023 à 702,7 milliards de FCFA en 2025.

- **Services Généraux des Administrations Publiques**

161. Les allocations en faveur des services généraux des administrations publiques (hors opération concernant la dette publique) sont projetées en 2023 à 578,6 milliards de FCFA et passeraient à 612,1 milliards de FCFA en 2025 contre une inscription de 557,4 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs spécifiques du CREDD suivants :

- réformer les institutions et renforcer la démocratie ;
- renforcer la citoyenneté et le civisme ;
- moderniser l'administration publique ;
- renforcer le système de planification et de gestion du développement ;
- gérer efficacement les finances publiques et lutter contre la corruption et la délinquance financière ;
- assurer une gestion transparente des affaires foncières ;
- renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- améliorer la gouvernance locale ;
- assurer la mise en œuvre diligente de la charte de la déconcentration des services de l'Etat et accélérer le transfert des compétences et des ressources ;
- promouvoir les économies régionales et locales ;
- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens ;
- mettre en place le cadre institutionnel de dialogue social ;
- renforcer les capacités des acteurs du dialogue social ;
- créer les conditions d'une meilleure représentativité des syndicats.

- **Ordre et sécurité publics**

162. Les sous-fonctions de l'ordre et sécurité qui participent à la mise en œuvre de l'axe 1 concernent les tribunaux et l'administration pénitentiaire. Dans ce cadre, les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens.

**163.** Les allocations en faveur des tribunaux et administrations pénitentiaires sont projetées en moyenne sur la période 2023-2025 à 46,8 milliards de FCFA contre une dotation de 38,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022, soit un taux de croissance annuel moyen de 8,5% entre 2023-2025.

### **3.3.2 Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble**

**164.** C'est l'axe phare pour la stabilisation du pays. Il s'agit de restaurer la société malienne dans ses dimensions de paix et de cohésion sociale dans la diversité culturelle et religieuse. Cette condition est nécessaire pour que l'activité économique puisse se développer partout sur le territoire et se traduire par l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet axe accordera une attention particulière à la mise en œuvre consensuelle de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et aux efforts de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

**165.** Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants : (i) restaurer la paix et assurer la sécurité des personnes et des biens ; (ii) lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

**166.** Spécifiquement, il s'agit de :

- appliquer de manière consensuelle l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- assurer la protection des citoyens et prévenir et gérer les conflits intercommunautaires en vue d'améliorer la cohésion nationale ;
- détecter, évaluer et éliminer toutes les conditions propices au développement du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- lutter contre l'impunité et poursuivre tous les auteurs et complices de crimes d'extrémisme violent et de terrorisme ;
- apporter des réponses justes, proportionnées et diligentes en cas d'attaque terroriste ou d'actes d'extrémisme violent.

**167.** En faisant le lien avec le PAG 2021-2022, il s'agira de mettre en œuvre les actions relatives aux axes 1 et 4 consacrés respectivement au renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national et à la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité sociale.

**168.** Aussi, l'axe 2 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) défense et (ii) Ordre et sécurité publics hors les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et l'administration pénitentiaire.

**169.** Durant la période 2023-2025, les allocations budgétaires en faveur de cet axe seraient en moyenne 17,7% des dépenses totales et passeraient de 456,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022 à 557,9 milliards de FCFA en moyenne sur 2023-2025.

- **Défense**

**170.** Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées en moyenne à 371,6 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre 304,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Au cours de la période sous revue, le poids moyen des dépenses militaires dans le budget d'Etat serait de 11,8%. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la consolidation des acquis de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019).

- **Ordre et Sécurité** (hors tribunaux et administration pénitentiaire)

171. Dans le cadre du renforcement des acquis de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses en faveur de l'ordre et la sécurité s'établiraient en moyenne à 186,3 milliards de FCFA sur la période 2023-2025, contre 151,9 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022, soit un taux de progression de 8,5% en moyenne sur la période du cadrage budgétaire. Les augmentations se justifieraient par le renforcement des effectifs ainsi des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile.

### 3.3.3 **Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie**

172. Cet axe vise à créer les conditions d'une croissance économique soutenue à travers une transformation structurelle de l'économie portée par une industrialisation plus forte grâce au développement des chaînes de valeur les plus compétitives, le développement et la modernisation des infrastructures, une meilleure productivité globale des facteurs, un système de financement de l'économie plus efficient et une exploitation judicieuse des ressources minières et des technologies de l'information et de la communication.

173. En dépit d'une croissance forte durant des années, l'économie malienne a structurellement très peu évolué. Elle est restée caractérisée par la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire dans la création de richesses.

174. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont :

- créer un environnement favorable à la diversification de l'économie et à une croissance forte et inclusive ;
- promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif ;
- développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois ;
- promouvoir les valeurs et infrastructures culturelles favorables à la création de richesses ;
- développer et améliorer l'efficacité des secteurs d'appui à la production ;
- mettre en place et développer un partenariat et une stratégie de financement du développement.

175. Les objectifs spécifiques se résument entre autres à :

- renforcer la stabilité du cadre macroéconomique ;
- promouvoir le secteur privé et améliorer le climat des affaires ;
- promouvoir une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités ;
- promouvoir la productivité et la compétitivité de l'Agriculture ;
- accroître la contribution de l'élevage à la croissance et à la réduction de la pauvreté ;
- accroître la contribution de la pêche à la croissance et à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- diversifier et intégrer la production minière à l'économie comme un facteur de développement durable ;
- développer des industries basées sur le potentiel des chaînes de valeur ;
- développer les autres secteurs porteurs de croissance ;
- développer et améliorer l'efficacité des infrastructures de transport ;
- répondre aux besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût ;
- promouvoir l'économie numérique ;

- accroître la contribution du secteur financier à la croissance économique à travers une meilleure inclusion financière ;
- renforcer la mobilisation de ressources internes et externes ;
- mettre en œuvre une stratégie efficace d'endettement public.

**176.** En lien avec le PAG 2021-2022, il s'agira de contribuer à l'atteinte des objectifs de l'axe 4 relatif à la promotion de la bonne gouvernance et à l'adoption d'un pacte de stabilité sociale.

**177.** L'axe 3 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) Affaires économiques et (ii) Logement et équipements collectifs (iii) Loisirs, culture et culte notamment sur les aspects liés aux services culturels.

**178.** Durant la période du cadrage, les allocations budgétaires en faveur de cet axe se situeraient en moyenne à 23,0% des dépenses totales et passeraient de 658,2 milliards de FCFA en 2023 à 723,1 milliards de FCFA en 2025, soit une progression moyenne de 9,3 % entre 2023-2025.

- **Affaires économiques**

**179.** Les dépenses des affaires économiques sont projetées en moyenne à 639,4 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre 541,3 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022. Elles représentent en moyenne 20,3% des dépenses totales, avec un taux de croissance annuel moyen de 9,1% sur la période 2023-2025. Cette hausse est imputable, principalement, à : (i) l'augmentation des dépenses en faveur du secteur agricole ; (ii) la réalisation des infrastructures de transport et (iii) le soutien à la production d'énergie et à l'approvisionnement en eau.

**180.** Les principales actions porteront entre autres sur :

- le financement inclusif des filières agricoles au Mali ;
- la réalisation d'actions de développement dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Développement Durable ;
- l'aménagement du barrage de Taoussa ;
- la mise en œuvre du projet de reconstruction et de relance économique ;
- le développement de l'irrigation ;
- le financement du Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- la mise en œuvre du projet adaptation agricole et élevage au changement climatique ;
- la mise en œuvre du fonds national d'appui à l'agriculture ;
- la mise en œuvre du programme d'accroissement de la production agricole au Mali (PAPAM) ;
- la mise en œuvre du Programme Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAP II) ;
- la réalisation des travaux d'extension de 200 ha de la plaine de Saouné ;
- la mise en œuvre du projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali ;
- la mise en œuvre du programme de développement intégré des ressources animales et aquacoles au Mali ;
- la mise en œuvre du Programme de développement de l'Irrigation ;
- la mise en œuvre du projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM) ;
- la mise en œuvre du Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) II MALI ;
- la mise en œuvre du Projet de Développement Durable et Exploitations Pastorales Sahel au Mali (PDDEPS-MALI) ;
- la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :



- le bitumage du tronçon Goma Coura-Tombouctou ;
- la Réhabilitation de la route BAMAKO-KATI-KOLOKANI-DIDIENI
- l'aménagement d'infrastructures routières structurantes (PAIRS) ;
- la construction et le bitumage de la route Kolondièba-Zantièbougou (frontière RCI);
- la construction de la route Kayes–Kenièba ;
- la construction et le bitumage de la route Kayes-Sandaré ;
- la construction et le bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
- la construction de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée ;
- la mise en œuvre du programme d'urgence routier ;
- la construction et la réhabilitation de la route transsaharienne (RTS) 1 ;

- **Logement et équipements collectifs**

**181.** Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs qui s'élèvent à 58,1 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022, s'établiraient en moyenne à 66,8 milliards de FCFA en 2023-2025 et représenteraient environ 2,1% des dépenses totales. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

- la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- la mise en œuvre du programme d'urgence AEP milieu rural ;
- la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée ;
- la mise en œuvre du Projet AEP VILLE DE BAMAKO PAR KABALA.

- **Loisirs, culture et culte (hors Services récréatifs et sportifs et Culte et autres services communautaires)**

**182.** Les dépenses relatives aux Loisirs, culture et culte se chiffreraient en moyenne à 16,9 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre une inscription budgétaire 14,0 milliards de FCFA en 2022, soit un rythme d'augmentation moyen de 12,7% entre 2023-2025. Ces allocations serviront à promouvoir les secteurs de la culture, de l'artisanat et du tourisme.

**183.** Les principales actions prioritaires porteront sur :

- la redynamisation du cinéma malien ;
- la revalorisation du service national des jeunes ;
- la réalisation et l'aménagement des infrastructures culturelles et sportives.

### **3.3.4 Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique**

**184.** La détérioration de l'environnement est le résultat d'un ensemble de phénomènes complexes qui sont d'abord d'ordre climatique (sécheresse, variabilité de la pluviométrie ayant fragilisé l'écosystème), ensuite anthropique (forte pression démographique, systèmes de production extensifs et inadaptés, feux de brousse, etc.) et finalement des conditions de vie précaires des populations et l'absence d'implication des populations dans la protection de l'environnement. La problématique de l'environnement est constatée par une dégradation continue du cadre de vie et des conditions des populations aussi bien urbaines que rurales.

- 185.** Cet axe vise à concevoir le processus de développement avec le souci de préserver l'environnement et de développer la capacité de résilience des populations face aux effets du changement climatique.
- 186.** Pour faire face aux défis liés à l'environnement et au changement climatique, le Gouvernement du Mali a adopté plusieurs politiques et stratégies parmi lesquelles : la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, la Politique Nationale Forestière, la Politique Nationale d'Assainissement, la Politique Nationale sur les Changements Climatiques, la Politique Nationale des zones humides, la Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Fleuve Niger, et le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres. Le Mali a aussi ratifié plusieurs accords et traités internationaux, notamment, les conventions de Rio (Désertification, Biodiversité et Changement Climatique).
- 187.** Pour la mise en œuvre de cet axe, les objectifs globaux sont les suivants : (i) garantir un environnement sain et le développement durable et (ii) renforcer la résilience au changement climatique.
- 188.** Pour ce faire, plusieurs objectifs spécifiques ont été définis à savoir :
- promouvoir une gestion décentralisée et participative des ressources naturelles renouvelables ;
  - favoriser l'utilisation des technologies innovantes respectueuses de l'environnement ;
  - améliorer le cadre de vie des populations ;
  - renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
  - améliorer la capacité d'adaptation des populations et la résilience des systèmes.
- 189.** L'axe 4 couvre essentiellement la fonction protection de l'environnement et concentrera durant la période du cadrage, une allocation budgétaire se situant à 1,7% en moyenne des dépenses totales. Ces allocations passeraient de 42,4 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022 à 53,1 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2023-2025, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 13,1%.
- 190.** Ces allocations viseront, entre autres, à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pollution à travers la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'assainissements collectifs. Les actions prioritaires vont porter sur :
- La mise en œuvre du Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
  - La mise en œuvre du Projet de Gestion Commune des Ressources Naturelles et Restauration de l'Ecosystème Eléphant ;
  - la mise en œuvre du projet gestion des ressources naturelles et changement climatique ;
  - la réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger ;
  - la mise en œuvre du Programme de développement durable du Delta Intérieur du Niger ;
  - la mise en œuvre du Programme Commun d'appui à la GIRE ;
  - la mise en œuvre du Projet Grande Muraille Verte du Mali ;
  - la mise en œuvre du programme Reboisement Intensif et Reconstruction des Ecosystèmes Forest Mali.

### 3.3.5 Axe 5 : Développement du capital humain

191. L'ambition de cet axe est de faire en sorte que les efforts de développement se traduisent pour les populations, notamment les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap, par une éducation de qualité, une bonne santé, des emplois décents, un accès universel à l'eau potable, un cadre de vie sain et une meilleure protection sociale. Il s'agit de transformer l'important bonus démographique dont dispose le Mali en un réel dividende démographique. Cet axe visera également à faire de l'urbanisation et de la migration des opportunités pour le développement du Mali.

192. La qualité des ressources humaines constitue la première richesse de la Nation. Ce sont les ressources humaines qui, utilisant les moyens disponibles, créent la richesse. L'amélioration des performances économiques et la réduction durable de la pauvreté et des inégalités nécessitent la définition de politiques de développement des ressources humaines. Ces politiques et stratégies devront être mises en œuvre à travers des programmes ambitieux et cohérents prenant en compte les droits humains, la question du genre et le ciblage des plus vulnérables. Il est également indéniable que la réalisation des objectifs de développement durable passe par la disponibilité d'un capital humain de qualité et bien employé, source de croissance économique durable et partagée.

193. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- contribuer à l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique ;
- assurer le droit des citoyens à une éducation et une formation de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel ;
- assurer l'accès universel aux services de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement ;
- créer les conditions de réalisation de l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- mieux gérer la croissance démographique et la migration afin qu'elles contribuent à la réduction de la pauvreté et au développement durable du pays ;
- mieux encadrer l'urbanisation pour en faire un facteur moteur de la croissance économique et du développement durable ;
- promouvoir la protection sociale pour prévenir la vulnérabilité et l'exclusion sociale ;
- développer les activités physiques et sportives au Mali.

194. L'axe 5 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) Santé ; (ii) Enseignement ; (iii) Protection Sociale et (iv) Loisirs, Culture et Culte (en ce qui concerne les aspects récréatifs et sportifs ainsi que le culte et autres services communautaires).

195. En vue de l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire prévoit en moyenne 28,3% des dépenses totales sur la période 2023-2025. En valeur absolue, les allocations passeraient de 734,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022 à 890,6 milliards de FCFA en moyenne à l'horizon 2023-2025, soit un taux d'accroissement moyen de 8,7%.

- **Santé**

196. Dans le cadre de la mise en œuvre du CREDD, les allocations budgétaires du secteur de la santé sont projetées en moyenne à 200,4 milliards de FCFA sur la période 2023-2025 contre près de 165,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2022, soit un poids moyen de 6,4% des dépenses totales. Le niveau des allocations évoluerait à un rythme annuel moyen de 9,5% entre 2023-2025. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et de la lutte contre les maladies à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Cs réf, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire ;
- la réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies transmissibles et non, aux modes de vie et aux conditions de travail et le renforcement de la lutte contre le VIH-Sida ;
- la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.

- **Enseignement**

**197.** Les dotations relatives à l'enseignement qui se chiffrent à 486,1 milliards de FCFA en 2022 sont prévues en moyenne à 567,2 milliards de FCFA entre 2023-2025. Elles représentent en moyenne 18,0% des dépenses totales. Cette augmentation est en cohérence avec la volonté du Gouvernement de rendre performant le système éducatif et de renforcer la qualité des ordres d'enseignement. Les priorités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC 2 et concernent entre autres :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (bureau, salles, bibliothèques et laboratoires) ;
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation ;
- la généralisation de l'APC dans l'enseignement secondaire technique et professionnel.

- **Protection sociale**

**198.** Les dépenses relatives à la protection sociale se chiffreraient en moyenne à 107,2 milliards de FCFA entre 2023-2025 contre une inscription budgétaire de 88,2 milliards de FCFA en 2022. Durant la période de cadrage, les allocations en faveur de la protection sociale représenteraient en moyenne 3,4% des dépenses totales du Gouvernement.

**199.** Ces dépenses contribuent avec d'autres ressources, notamment les ressources propres des organismes de sécurité sociale, à assurer la prise en charge de la retraite vieillesse à travers les différents régimes d'assurance, et d'autre part, à fournir les appuis nécessaires aux populations défavorisées et les groupes vulnérables pour leur garantir une vie décente. Elles permettent également d'appuyer la promotion du genre. Les actions prioritaires dans ce domaine vise à :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu à travers le PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques.

## IV. SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PUBLICS

### 4.1 Situation financière des Collectivités Territoriales

#### 4.1.1 Ressources transférées aux Collectivités Territoriales

200. Dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, l'Etat s'est engagé à transférer aux collectivités territoriales l'équivalent de 30% des recettes budgétaires. Durant la période récente, (2019 à 2022), les transferts budgétaires n'ont cessé de s'accroître en dépit des contraintes liées à la situation socio-sécuritaire et sanitaire dans le pays.

**Tableau 21** : Transferts budgétaires inscrits dans la loi de finances au profit des collectivités (en milliards de FCFA), 2019-2022

Niveau de collectivité	LFR 2019		LFR 2020		LFR 2021		Moyenne	LFI 2022	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2019-2021	Montant	Part dans total ressources transférées
Conseil Régional	98,2	27,9%	91,5	22,9 %	89,9	19,5%	93,2	90,4	19,1%
Conseil de Cercle	47,2	13,6%	48,7	12,2 %	58,0	12,6%	51,3	62,7	13,3%
Conseil Communal	138,9	40,0%	164,3	41,1 %	184,2	40,1%	162,5	220,7	46,8%
Crédits Globaux	64,3	18,5%	95,6	23,9 %	127,8	27,8%	95,9	98,3	20,8%
<b>TOTAL</b>	<b>348,6</b>	<b>100,0%</b>	<b>400,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>459,9</b>	<b>100%</b>	<b>402,9</b>	<b>471,98</b>	<b>100,0%</b>

*Source* : DGB, 2022

201. Au sein des Collectivités Territoriales, le Conseil Communal et le Conseil Régional sont les premiers bénéficiaires des transferts budgétaires avec respectivement 162,5 milliards de FCFA et 93,2 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2019-2021. L'échelon intermédiaire, à savoir le Conseil de Cercle, a bénéficié en moyenne d'un transfert de 51,3 milliards de FCFA entre 2019-2021.

202. En perspective pour 2022, les ressources transférées au niveau des Collectivités Territoriales sont évaluées à 220,7 milliards de FCFA pour le Conseil Communal, 90,4 milliards de FCFA pour le Conseil Régional et 62,7 milliards de FCFA pour le Conseil de Cercle. Ils représentent respectivement 46,8%, 19,1% et 13,3% du montant total des ressources transférées du budget d'Etat 2022.

**Tableau 22**: Transferts budgétaires au profit des collectivités par nature (en milliards de FCFA), 2019-2022

Natures	LFR 2019		LFR 2020		LFR 2021		Moyenne	LFI 2022	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2019-2021	Montant	Part dans total ressources transférées
Dépenses courantes	218,4	27,9%	278,6	69,6%	301,70	65,61%	266,2	355,32	75,28%
<i>dont personnel</i>	183,8	13,6%	217,4	54,3%	237,29	51,60%	212,8	288,30	61,08%
Dépenses en capital	130,2	40,0%	121,5	30,4%	158,2	34,39%	136,6	116,66	24,72%
<i>dont Appui Budgétaire</i>	5,8	18,5%	3,2	0,8%	6,18	1,34%	5,1	2,84	0,60%
<b>TOTAL</b>	<b>348,6</b>	<b>100,0%</b>	<b>400,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>459,9</b>	<b>100,00%</b>	<b>402,9</b>	<b>471,98</b>	<b>100,00%</b>

*Source* : DGB, 2022

**203.** Sur la période 2019-2021, les ressources transférées aux collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires en loi de finances ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées à 218,4 milliards de FCFA dans le budget 2019, 278,6 milliards de FCFA dans le budget 2020 et 301,7 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2021, soit en moyenne 266,2 milliards de FCFA sur la même période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 130 milliards de FCFA dans le budget 2019, 121,5 milliards de FCFA dans le budget 2019 et enfin 158,2 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2021, soit une moyenne de 136,6 milliards de FCFA sur la période 2019-2021.

**204.** En 2022, les ressources transférées aux collectivités territoriales se caractériseraient par une hausse de 12,1 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 2,6%. Cette hausse est imputable en grande partie aux dépenses courantes qui s'établiraient à 355,3 milliards de FCFA représentant environ 75,3% du total dont une large proportion est destinée aux dépenses de personnel pour environ 61,1%. Quant aux dépenses en capital, elles s'afficheraient à 116,7 milliards de FCFA en 2022, soit 24,7 % du total.

**Tableau 23 :** Transferts budgétaires aux collectivités en pourcentage des recettes budgétaires 2019-2022

Libellés	Lois de finances			
	2019	2020	2021	2022
Recettes budgétaires (en milliards de FCFA)	1 626,5	1 498,3	1 757,4	1875,4
Crédits décentralisés (en milliards de FCFA)	348,6	400,1	459,9	471,9
Ratio (en Pourcentage)	21,4	26,7	26,2	25,2

**Source :** DGB, 2022

**205.** Entre 2019 et 2021, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des collectivités territoriales. A cet effet, les transferts budgétaires en pourcentage des recettes budgétaires se situent respectivement à 21,4% en 2019 et plus de 26% entre 2020-2021. Au titre du budget 2022, les efforts budgétaires de l'Etat au profit des Collectivités se situeraient autour de 25,2% des recettes budgétaires.

#### **4.1.2 Situation financière des Collectivités Territoriales**

**206.** Il n'existe pas, à ce stade, un système statistique complet pour la collecte des données financières des collectivités territoriales. Les données présentées ci-après proviennent de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) qui reçoit annuellement les données budgétaires des Collectivités. Toutefois, sur la période couverte (2019-2021), les données reçues par la DNTCP restent partielles, car elles ne concernent qu'en moyenne 67% des collectivités territoriales du Mali. Ce qui présente une limite objective dans l'analyse et l'interprétation des informations financières.

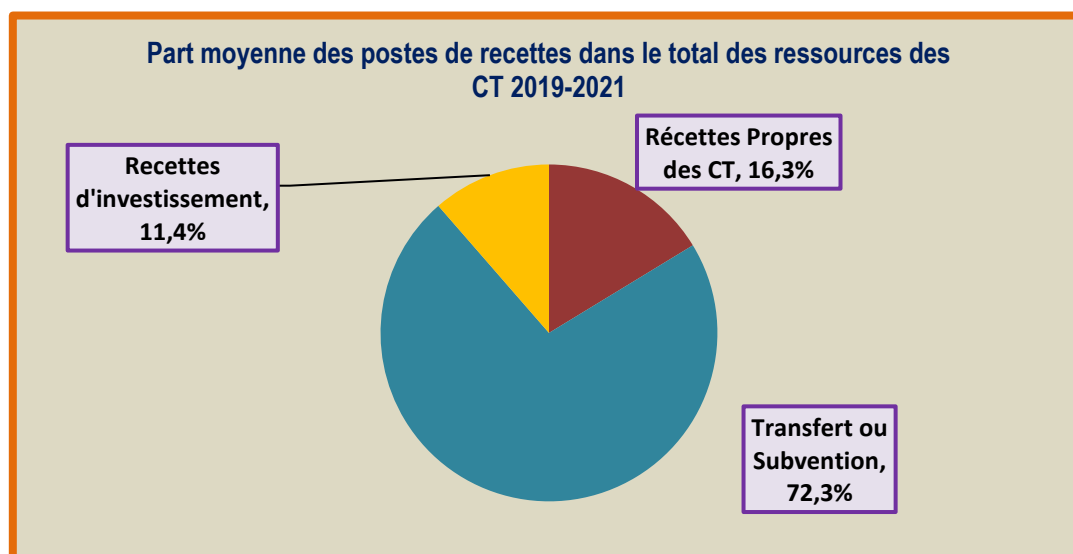
**Tableau 24 : Evolution des recettes et des dépenses des Collectivités territoriales (2019-2021), en millions FCFA**

Rubriques	Réalizations			Taux de crois.
	2019	2020	2021	2019-2021
<b>Recettes</b>	<b>221 872</b>	<b>226 825</b>	<b>264 904</b>	<b>9,3%</b>
<b>Recettes Propres des CT dont :</b>				
Recettes Fiscales	36 790,7	33 773,5	46 136,7	12,0%
Recettes non Fiscales	31 309,9	27 627,0	28 793,8	-4,1%
Autres recettes propres (à préciser)	5 224,9	5 542,3	5 623,1	3,7%
<b>Transfert ou Subvention dont</b>	<b>162 273,6</b>	<b>166 511,0</b>	<b>186 391,8</b>	<b>7,2%</b>
Subvention de l'Etat	255,8	604,2	11 719,8	576,9%
Autres subventions (à préciser)	69 876,8	157 305,1	184 781,5	62,6%
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>22 808,0</b>	<b>26 540,4</b>	<b>32 375,3</b>	<b>19,1%</b>
<b>Dépenses</b>	<b>224 989</b>	<b>146 986</b>	<b>258 160</b>	<b>7,1%</b>
<b>Dépenses courantes dont :</b>				
Personnel	202 202,9	109 776,4	223 003,0	5,0%
Fonctionnement	155 336,8	52 307,0	164 924,3	3,0%
<b>Dépenses d'investissement dont :</b>				
Financement sur ressources propres	46 866,1	57 469,4	58 078,7	11,3%
Financement sur subventions (Etat, PTF), Dons et emprunts	22 785,9	37 209,7	35 156,9	24,2%
	5 759,3	5 799,4	8 652,6	22,6%
	17 026,6	31 410,4	26 504,3	24,8%

**Source :** DNTCP, 2022

207. Sur la base des données fournies, l'on constate des efforts de mobilisation des recettes propres des collectivités territoriales qui ont augmenté en moyenne de 9,3%. Les transferts ou subventions accordés aux CT par l'Etat et d'autres institutions, constituant une part importante de leurs ressources (72,3%, figure 12 ci-dessous), ont aussi progressé de l'ordre de 7,2%. Il est à noter que la subvention de l'Etat reste la principale ressource des collectivités territoriales (figure 12).

**Figure 15 : Part moyenne des postes de recettes dans le total des ressources des CT entre 2019-2021**

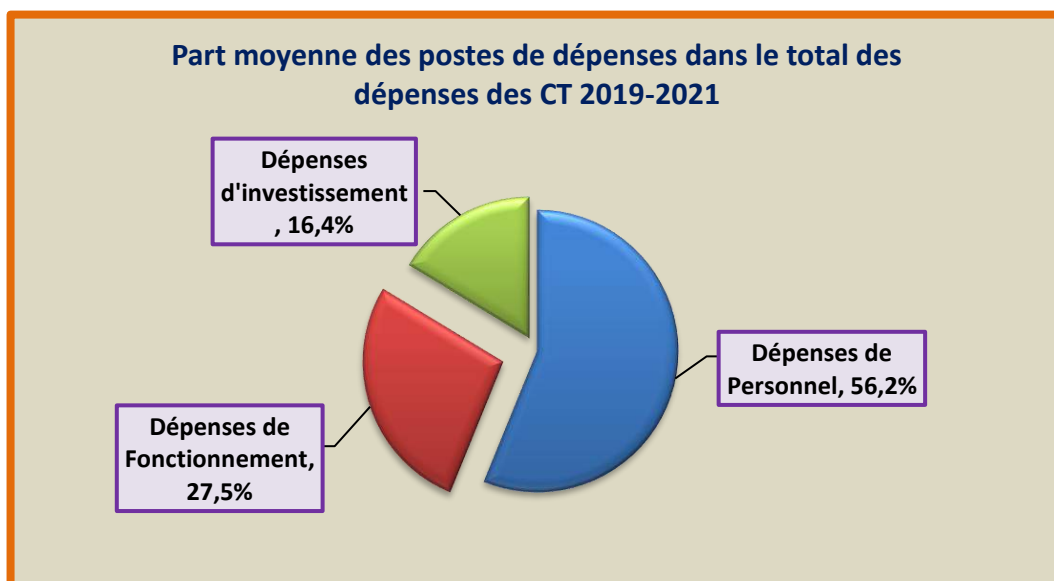


**Source :** DNTCP, 2022 ; nos calculs

208. Comparativement aux recettes, les dépenses totales semblent évoluer à un rythme plus faible, soit 7,1%. En considérant uniquement les dépenses d'investissement, celles-ci ont connu une forte augmentation entre 2019-2021 d'environ 16,4%.

209. La décomposition des dépenses, illustrée par la figure 13, révèle une prédominance des dépenses courantes (83,7%), elles-mêmes dominées par les dépenses de personnel qui occupent environ 56,2% des dépenses totales. Les dépenses d'investissement ne représentent que 16,4% du total des dépenses sur la période couverte.

**Figure 16 : Part moyenne des postes de dépenses dans le total des dépenses des CT entre 2019-2021**



**Source :** DNTCP 2022, nos calculs

## 4.2 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

210. La sécurité sociale au Mali est gérée par trois organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) et (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM).

### 4.2.1 Institut National de Prévoyance Sociale

211. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le Code du travail.

212. Les régimes gérés par l'INPS se résument comme suit :

- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- les Prestations familiales (PF) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.



**213.** Par ailleurs, la loi n°99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

**214.** L'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la Loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'Institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

**215.** Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

**Tableau 25 :** Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d'assurés	317 191	332 403	334 099	346 639	359 614	372 233	384 376
Nombre d'employeurs	35 725	37 868	39 680	41 580	43 527	45 471	47 719

**Source :** INPS, 2022

#### **Situation financière des branches gérées par l'INPS**

**216.** Depuis plusieurs années la branche Vieillesse, Invalidité et Décès cumule un déficit qui pourrait davantage se creuser dans les années à venir en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement (cf. tableau 26). Cependant, ce déficit est comblé par les excédents des deux autres branches à savoir les prestations familiales (cf. tableau 24) et les Accidents de travail et Maladies professionnelles (cf. tableau 25).

**217.** Par ailleurs, cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

**218.** Le déséquilibre quasi structurel du régime Vieillesse, Invalidité et Décès est lié aux causes ci-après :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
- les demandes croissantes des pensions anticipées ;
- les revalorisations périodiques des montants des pensions (dont la dernière date de janvier 2020) ;
- le transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- l'insuffisance de la maîtrise du fichier des bénéficiaires ;
- le volume très important des paiements en espèce et par chèques.

**219.** A la suite d'une recommandation de son conseil d'administration, l'INPS a commandité une étude actuarielle conduite par le Bureau International du Travail (BIT) qui a couvert la période 2017-2018. Cette étude a conclu à des recommandations qui ont été partagées avec les partenaires et qui devraient aboutir à des réformes paramétriques. Le projet de réforme est orienté dans le sens :

- de la réduction progressive du taux de remplacement de 2% à 1,75% ; 1,50% ; 1,40% ;
- du relèvement du taux de cotisation de +3 pour le régime de retraite, ce taux passerait de 9% à 12%.

**220.** Ces réformes n'ont pas été suivies d'effet à cause de la crise que le Mali traverse. Une deuxième étude actuarielle est envisagée en 2022. Dans l'attente de ces réformes, l'INPS a entamé des actions spécifiques d'envergure pour assurer la maîtrise des dépenses de pensions parmi lesquelles :

- la gestion des comptes individuels des salariés pour renforcer le principe « du bon droit à la bonne personne » ;
- la validation des nouvelles pensions dans le cadre d'une commission créée à cet effet ;
- le contrôle à priori et à posteriori des pensions en service.

**221.** Dans le sens de la maîtrise des charges techniques, l'INPS a programmé :

- l'enrôlement biométrique ;
- l'application des taux d'abattement de 5 à 25% sur les pensions anticipées ;
- la période de stage à faire passer de 13 à 15 ans ;
- le salaire de référence à calculer sur 10 ans au lieu de 8 pour permettre la maîtrise des salaires de référence.

**222.** Par ailleurs, les autorités du Mali ont mis en place la commission de travail en charge de préparer l'organisation des ateliers pour permettre la transposition de la Directive du Conseil des Ministres de la CIPRESS portant socle juridique de sécurité sociale qui prévoit une architecture institutionnelle et organisationnelle ainsi que la gestion technique des branches de prestations sociales. La mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures contenues dans le socle juridique assurera à la branche de la retraite son équilibre à long terme.

**Tableau 26 :** Situation financière de la branche Prestations Familiales (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Cotisations</b>	51	57	63	58	62	67	70
<b>Dépenses</b>	12	12	14	14	15	15	16
<b>Résultats</b>	39	45	49	44	47	52	54

**Source :** INPS, 2022

**Tableau 27 :** Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Cotisations</b>	17	20	22	20	22	24	25
<b>Dépenses</b>	2	2	2	1	1	2	2
<b>Résultats</b>	16	19	21	19	21	22	23

**Source :** INPS, 2022

**Tableau 28** : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Cotisations</b>	57	64	71	65	70	75	79
<b>Dépenses</b>	61	69	74	82	88	95	100
<b>Résultats</b>	- 4	-5	-3	-17	-18	-20	-21

**Source** : INPS, 2022

**Tableau 29** : Situation financière consolidée des différentes branches (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Cotisations</b>	125	141	156	143	155	166	175
<b>Dépenses</b>	75	83	90	97	105	112	118
<b>Résultats</b>	51	59	67	46	50	54	57

**Source** : INPS, 2022

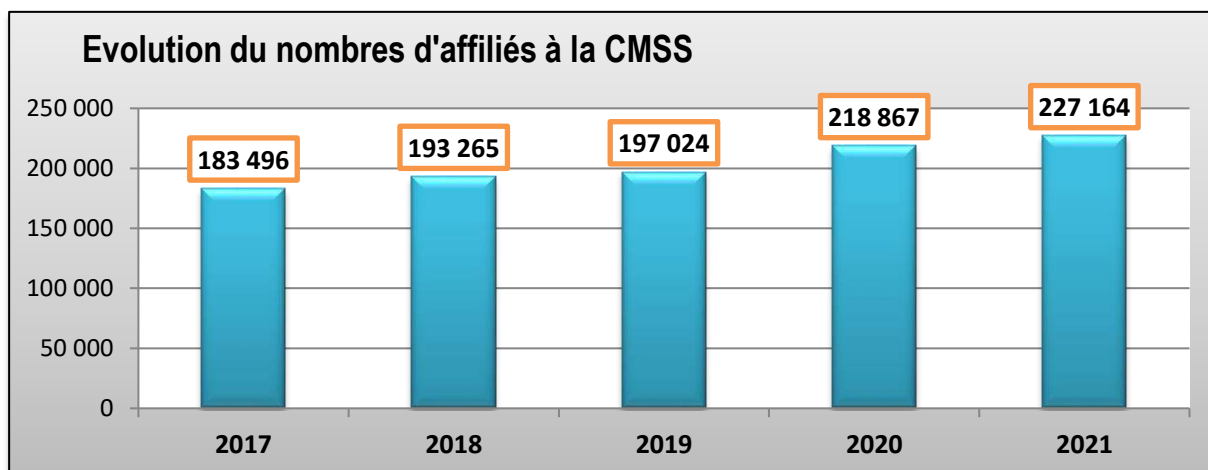
**223.** Les dépenses figurant dans les tableaux ci-dessus concernent essentiellement les prestations techniques, les revenus reversés aux bénéficiaires sous formes de prestations sociales ; elles n'incluent pas les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'Institut. Par ailleurs, l'INPS ne contracte pas de dette pour financer ses activités, les cotisations sociales couvrent largement les dépenses.

#### 4.2.2 Caisse Malienne de Sécurité Sociale

**224.** Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'Etat lui confie.

**225.** L'effectif des affiliés à la CMSS est passé de 183 496 personnes en 2017 à 227 1644 personnes en 2021, soit un accroissement annuel moyen de 5,9%. Cet effectif émane du seul employeur à savoir l'Etat et ses démembrements.

**Figure 17 :** Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS



**Source :** CMSS, 2022

**Tableau 30 :** Evolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes)

Affiliés CMSS	Réalizations				
	2017	2018	2019	2020	2021
Pensionnés	54 012	56 484	56 851	58 067	59 847
Fonctionnaires de l'Etat	48 201	47 566	47 571	52 037	57 337
Fonctionnaires des collectivités	49 715	53 585	56 478	59 246	59 581
Militaires	31 421	35 485	35 982	49 517	50 399
Députés	147	145	142	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>183 496</b>	<b>193 265</b>	<b>197 024</b>	<b>218 867</b>	<b>227 164</b>

**Source :** CMSS, 2022

**226.** Les ressources de la CMSS proviennent de la subvention de l'Etat, des cotisations et des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Le recouvrement des recettes de la caisse est passé de 110,97 milliards de FCFA en 2019 à 164,12 milliards de FCFA en 2021 soit une augmentation d'environ 21,6 % sur la période. Au titre de l'exercice budgétaire 2022, les ressources de la caisse sont évaluées à 183,01 milliards de FCFA. A moyen terme, il est attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 201,30 milliards de FCFA en 2023, 221,43 milliards de FCFA en 2024 et 243,58 milliards de FCFA en 2025, soit en moyenne 10 % d'augmentation par an entre 2023 et 2025.

**227.** La subvention accordée par l'Etat a représenté près de 8,3% en 2019. Cette proportion a fléchi à 5,3% et 3,1% respectivement en 2020 et 2021 à la faveur de la réforme du régime des retraites qui a réévalué les taux de cotisation notamment de la part patronale ; d'où une amélioration substantielle des ressources propres de la caisse. Sur la période 2022-2025, la subvention de l'Etat en faveur de la CMSS n'atteindrait pas 5% des ressources totales de la caisse selon les données collectées auprès des services de la CMSS (voir tableau ci-dessous).

**228.** Les perspectives indiquent une certaine stabilité dans le recouvrement des cotisations qui reste désormais la principale ressource de la caisse. Toutefois, la subvention de l'Etat reste présente et constitue la deuxième source de recettes pour la CMSS.

**229.** Il est à noter que s'agissant d'un régime contributif fonctionnant par répartition, les cotisations sociales doivent constituer la première ressource financière, en lieu et place des subventions dont l'objectif est de combler un déséquilibre ponctuel. La situation actuelle indique qu'en l'absence d'une subvention de l'Etat, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux. Il y'a de ce fait un besoin urgent de garantir l'autonomie financière de la CMSS permettant d'accomplir ses missions de protection sociale, en lieu et place de la subvention, qui du fait du déséquilibre de la branche des pensions reste désormais un poste de financement.

**230.** Les autres catégories de ressources de la CMSS (intérêts, pénalités et autres produits de gestion courante) ont été de l'ordre de 1,1 % en moyenne entre 2019 et 2021. Cette proportion devrait fléchir sur la période 2022-2025 en s'établissant en moyenne à 0,7% du total des ressources de la CMSS.

**Tableau 31: Evolution des ressources de la CMSS (en milliards de FCFA)**

Nature des ressources	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Cotisation	98,51	115,08	152,06	170,74	187,81	206,59	227,25
<b>Poids (sur le total)</b>	<b>88,8%</b>	<b>92,2%</b>	<b>92,7%</b>	<b>93,3%</b>	<b>93,3%</b>	<b>93,3%</b>	<b>93,3%</b>
Subvention (Etat)	9,26	6,58	5,01	8,21	9,03	9,93	10,93
<b>Poids</b>	<b>8,3%</b>	<b>5,3%</b>	<b>3,1%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,5%</b>
Pénalités	1,22	1,63	1,27	1,70	1,87	2,06	2,27
<b>Poids</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,9%</b>
Intérêts créditeurs	0,13	0,07	0,16	0,12	0,13	0,14	0,15
<b>Poids</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>
Autres produits de gestion courante (indument perçus, frais DAO)	1,85	1,45	5,62	2,24	2,46	2,71	2,98
<b>Poids</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,2%</b>	<b>3,4%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Total</b>	<b>110,97</b>	<b>124,81</b>	<b>164,12</b>	<b>183,01</b>	<b>201,30</b>	<b>221,43</b>	<b>243,58</b>

**Source :** CMSS, 2022 ; nos calculs

**231.** Il faut noter que depuis qu'entre 2019-2021, la situation financière de la CMSS s'est régulièrement dégradée comme en témoignent les résultats financiers sur la période (voir tableau 30). Cette tendance devrait se renverser sur la période 2022-2025 où on notera une amélioration régulière du résultat net de la caisse à la faveur de la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

**Tableau 32 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliards FCFA)**

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits	113,97	124,85	164,14	180,38	198,42	218,26	240,09
Charges	107,31	120,10	162,87	179,01	196,91	216,60	238,26
<b>Résultat</b>	<b>6,66</b>	<b>4,75</b>	<b>1,27</b>	<b>1,37</b>	<b>1,51</b>	<b>1,66</b>	<b>1,83</b>

Source : CMSS, 2022

#### 4.2.3 Caisse Nationale d'Assurance Maladie

**232.** La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la loi n°09- 010 du 26 juin 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du régime d'Assurance Maladie Obligatoire institué par la loi n°09-015 du 26 juin 2009.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du régime Maladie Obligatoire ;
- l'immatriculation des employeurs et des assurés et la mise en jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur déroulement ;
- l'appui aux organismes gestionnaires délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- la consolidation des comptes des organismes gestionnaires délégués.

**233.** Il ressort de l'analyse du tableau que le nombre d'assurés à la CANAM a connu une augmentation globale de 17,44% sur la période 2019-2021, passant de 1 342 375 assurés en 2019 à 1 576 510 assurés en 2021. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre sur la période 2022-2025, où, d'après les prévisions, l'on passerait de 1 786 510 assurés en 2022 à 2 416 510 assurés, soit une augmentation prévisionnelle globale de 35,26% sur la période considérée. Le même constat est de mise quant à l'évolution du nombre d'employeurs, où l'on passerait de 32 083 à 38 083 sur la période 2019-2025 d'après les prévisions.

**234.** Cette constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs (environ 210 000/an pour les assurés et 1 000/an pour les employeurs) est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audio-visuelles qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra en perspective de garder le même rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des assurés que celui des employeurs.

**Tableau 33** : Evolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM entre 2019-2025

Rubriques	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d'assurés	1 342 375	1 426 708	1 576 510	1 786 510	1 996 510	2 206 510	2 416 510
Nombre d'employeurs	32 083	33 083	34 083	35 083	36 083	37 083	38 083

**Source** : CANAM, 2022**Tableau 34** : Evolution des ressources de la CANAM en 2019-2025 (en millions de FCFA)

Nature de ressources	Réalizations			Prévisions			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Cotisations	60 490	65 672	73 156	85 491	100 024	117 028	136 923
Subventions (Etat)	0	0	0	0	ND	ND	ND
Autres ressources <sup>3</sup>	5 713	1 569	1 907	2 003	2 344	2 742	3 208
<b>Total</b>	<b>66 203</b>	<b>67 241</b>	<b>75 063</b>	<b>87 494</b>	<b>102 368</b>	<b>119 770</b>	<b>140 131</b>

**Source** : CANAM, 2022

**235.** Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations de l'Assurance Maladie recouvrées par les organismes gestionnaires délégués et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, intérêts et dividendes reçus, subventions et produits exceptionnels). Les ressources de la CANAM ont évolué en moyenne de 7 % par an entre 2019 et 2021. De 2021 à 2022, ces ressources ont connu une hausse de 17%. Les prévisions de ressources 2023-2025 ont été calculées sur la base de ces 17 % d'augmentation par an. Depuis 2016, la CANAM ne reçoit plus de subvention de l'ETAT.

**Tableau 35** : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2019-2021 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalizations		
	2019	2020	2021
Produits	66 203	67 241	82 685
Charges	63 311	62 561	65 963
<b>Résultat</b>	<b>2 892</b>	<b>4 680</b>	<b>16 722</b>

**Source** : CANAM, 2022**236.** Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques : elles sont relatives au paiement des prestations de soins de santé de l'assurance maladie au bénéfice de ses assurés et à toute autre dépense relative à l'objet de la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement : elles sont essentiellement composées des dépenses pour la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses pour le fonctionnement courant : elles sont constituées essentiellement de frais de personnel.

---

<sup>3</sup> Recettes de production, intérêts et dividendes reçus, produits exceptionnels.

237. De 2019 à 2020, les dépenses ont connu une légère baisse de 1,18% due essentiellement au report en 2021 de la réalisation de l'étude architecturale du siège de la CANAM, de l'acquisition de moyens logistiques pour la réalisation des missions. Entre 2020 et 2021, les dépenses ont connu une hausse de 5,44%.

### 4.3 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

238. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2020, l'Etat du Mali détient des participations financières dans quarante-sept (47) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué en 2020 à 142,916 milliards de FCFA contre 137,427 milliards de FCFA en 2019 et 136,735 milliards de FCFA en 2018.

239. Parmi les 47 entreprises où l'Etat détient une participation financière en 2020, on note vingt (20) établissements ou entreprises dont les actions sont soit détenues exclusivement par l'Etat (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenus par l'Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

240. Ainsi, 75 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat, soit un total de 15 établissements. L'Etat du Mali partage les actions avec d'autres acteurs dans 25 % des entreprises publiques tout en restant l'actionnaire majoritaire.

**Figure 18:** Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2020

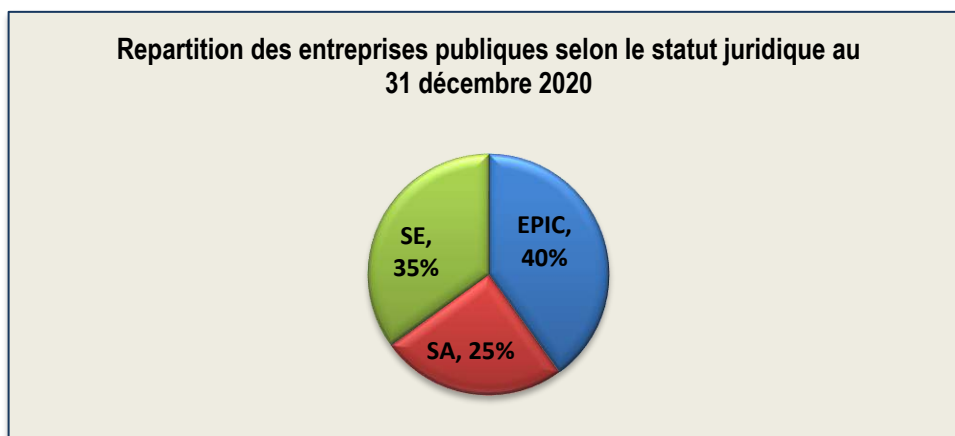


**Source :** DGABE, 2021 ; nos calculs

241. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (soit 8 entreprises ou 40 %) constitue des Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC). Les Sociétés d'Etat (SE) représentent 35% (7 entreprises) tandis que les Sociétés Anonymes (SA) sont au nombre de cinq (05) entreprises (soit 25%) du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure ci-dessous).



**Figure 19:** Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique



*Source : DGABE, 2021 ; nos calculs*

**242.** Trois principaux secteurs d'activités concentrent à eux seuls l'ensemble des entreprises publiques à savoir : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services et télécom. Cependant, elles sont plus nombreuses dans le domaine des services et télécom où l'on dénombre 13 entreprises, soit 65% du total des entreprises publiques. Cinq (05) autres entreprises publiques, soit 25%, opèrent dans le domaine de l'industrie et du monde rural (voir tableau ci-après).

**Tableau 36: Répartition des entreprises publiques par secteur d'activités**

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	5	25%
Mines, Eau et Energie	2	10%
Services et Télécom	13	65%
<b>Total général</b>	<b>20</b>	<b>100%</b>

*Source : DGABE, 2021 ; nos calculs.*

**ANNEXES :**

## ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2022 -2025

	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.
<b>RECETTES, DONNS</b>	<b>1 974,0</b>	<b>2 202,1</b>	<b>2 499,3</b>	<b>2 792,9</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>1 878,8</b>	<b>2 118,2</b>	<b>2 369,9</b>	<b>2 650,9</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>1 700,4</b>	<b>1 997,3</b>	<b>2 224,6</b>	<b>2 500,4</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>1 600,9</b>	<b>1 889,3</b>	<b>2 106,4</b>	<b>2 372,5</b>
Impôts directs	603,6	713,5	804,9	904,3
Impôts indirects	997,4	1 175,8	1 301,5	1 468,2
TVA	570,0	661,2	721,3	790,0
TVA intérieur	189,7	224,3	285,8	322,0
TVA sur importation	380,3	436,9	435,5	468,0
Taxes intérieures sur produits pétroliers	5,9	57,7	39,4	36,4
Taxes sur les importations (DD et taxes)	225,1	226,7	239,5	260,9
Autres droits et taxes	302,2	336,1	407,2	486,9
Remboursement exonérations	-7,7	-7,7	-7,7	-7,7
Remboursement crédit TVA	-98,2	-98,2	-98,2	-98,2
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>99,5</b>	<b>107,9</b>	<b>118,2</b>	<b>127,8</b>
<b>Recettes fds. spéc. et budg. ann.</b>	<b>178,4</b>	<b>120,9</b>	<b>145,3</b>	<b>150,6</b>
<i>dont recettes des budgets annexes</i>	7,9	7,8	9,3	9,7
<b>Dons</b>	<b>95,2</b>	<b>83,9</b>	<b>129,3</b>	<b>141,9</b>
Projets	90,0	75,0	85,9	94,1
Budgétaires	0,0	1,8	35,6	39,1
Appui budgétaire	5,2	7,2	7,9	8,7
<b>Dépenses Totales, Prêts Nets</b>	<b>2 578,5</b>	<b>2 823,9</b>	<b>3 075,8</b>	<b>3 318,0</b>
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>2 405,1</b>	<b>2 707,9</b>	<b>2 934,4</b>	<b>3 171,1</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 811,9</b>	<b>2 055,9</b>	<b>2 219,8</b>	<b>2 398,8</b>
<b>Personnel</b>	<b>904,1</b>	<b>978,5</b>	<b>1 048,2</b>	<b>1 112,0</b>
Fonctionnaires Etat	654,3	694,2	743,6	788,9
Fonctionnaires Collectivités	249,8	284,4	304,6	323,2
<b>Biens et Services</b>	<b>447,2</b>	<b>482,2</b>	<b>531,5</b>	<b>589,9</b>
Matériel	131,4	208,2	197,3	215,7
Communication - énergie	48,7	51,7	57,0	63,3
Déplacements et transports	42,8	60,7	66,9	74,2
Elections	30,8	70,8	30,8	30,8
Autres dépenses sur biens et services	193,5	90,8	179,6	206,0
<b>Transferts et subventions</b>	<b>285,5</b>	<b>395,3</b>	<b>435,8</b>	<b>482,3</b>
Bourses	17,9	17,9	19,7	21,9
Filet social	10,0	10,0	10,0	10,0
Subventions EDM	26,0	30,0	30,0	30,0
Intrants agricoles	1,3	24,1	24,1	24,1
Plans sociaux (Restructuration des Ent. Pub)	0,2	2,0	2,0	2,0
Autres transferts et subventions	230,0	311,3	350,0	394,4
<b>Intérêts dus</b>	<b>175,1</b>	<b>199,9</b>	<b>204,3</b>	<b>214,6</b>
Dettes intérieure	139,6	166,2	169,9	178,4
Dettes extérieure	35,5	33,7	34,5	36,2
<b>Dépenses en capital</b>	<b>593,2</b>	<b>652,1</b>	<b>714,6</b>	<b>772,3</b>
Financement extérieur	174,9	172,2	180,8	198,1
Financement domestique	418,3	479,9	533,8	574,1
<b>Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes</b>	<b>178,4</b>	<b>120,9</b>	<b>145,3</b>	<b>150,6</b>
<i>dont dépenses des budgets annexes</i>	7,9	7,8	9,3	9,7
<b>Prêts Nets</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,7</b>

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2022 -2025 (suite)

	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.
<b>Déficit (base ordonnancement)</b>				
Dons exclus	-699,7	-705,7	-705,9	-667,0
Dons inclus	-604,5	-621,8	-576,6	-525,1
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>-143,1</b>	<b>-143,1</b>	<b>-143,1</b>	<b>-143,1</b>
<b>Déficit (base Caisse)</b>				
Dons exclus	-842,8	-848,8	-849,0	-810,1
Dons inclus	-747,6	-764,9	-719,7	-668,2
<b>Solde budgétaire de base</b>	<b>-524,8</b>	<b>-533,5</b>	<b>-525,1</b>	<b>-468,9</b>
<b>Solde budgétaire de base corrigé des Dons budgétaires et ressources PPTE</b>	<b>-515,6</b>	<b>-526,7</b>	<b>-481,3</b>	<b>-421,7</b>
<b>FINANCEMENT</b>	<b>584,8</b>	<b>764,9</b>	<b>-526,8</b>	<b>-420,7</b>
<b>Financement extérieur (net)</b>	<b>51,8</b>	<b>-79,3</b>	<b>-78,4</b>	<b>-81,1</b>
Emprunts	219,0	90,0	107,0	115,3
Projets	77,0	90,0	87,0	95,3
Prêts budgétaires	142,0	0,0	20,0	20,0
Amortissement	-176,5	-174,3	-193,7	-204,6
Annulation de la dette (PPTE)	9,3	5,1	8,3	8,1
<b>Financement intérieur (net)</b>	<b>695,8</b>	<b>844,1</b>	<b>-448,4</b>	<b>-339,5</b>
<i>dont remboursement bons et obligations du trésor</i>	-490,7	-598,5	-361,0	-252,2
<b>Ecart de financement (+ = besoin de financement)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 246,5</b>	<b>1 088,9</b>

Source : DGB, 2022

**ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES**

	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.
<b>P.I.B. (Modèle MME-DNPD-CPM)</b>	<b>11 456,1</b>	<b>12 497,6</b>	<b>13 620,4</b>	<b>14 802,0</b>
Recettes budgétaires (% PIB)	14,8%	16,0%	16,3%	16,9%
Recettes totales (% PIB)	16,4%	16,9%	17,4%	17,9%
Recettes fiscales (% PIB)	14,0%	15,1%	15,5%	16,0%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Dons / (% PIB)	0,8%	0,7%	0,9%	1,0%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	22,5%	22,6%	22,6%	22,4%
Dépenses budgétaires (% PIB)	21,0%	21,7%	21,5%	21,4%
Dépenses courantes (% PIB)	15,8%	16,4%	16,3%	16,2%
Dépenses en capital (% PIB)	5,2%	5,2%	5,2%	5,2%
Dépenses PPTE (% PIB)	2,6%	2,7%	2,7%	2,6%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-5,3%	-5,0%	-4,2%	-3,5%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-6,1%	-5,6%	-5,2%	-4,5%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-6,5%	-6,1%	-5,3%	-4,5%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-7,4%	-6,8%	-6,2%	-5,5%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-4,6%	-4,3%	-3,9%	-3,2%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en %PIB)	-4,5%	-4,2%	-3,5%	-2,8%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	-3,0%	-2,6%	-2,3%	-1,7%
Solde primaire, dons inclus (%PIB) 3/	-4,6%	-4,0%	-3,7%	-3,1%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-3,1%	-2,7%	-2,4%	-1,7%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	-1,0%	-0,5%	0,0%	0,7%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	-0,5%	-0,1%	0,7%	1,4%
Assistance budgétaire (%PIB)	1,3%	0,1%	0,5%	0,5%
Masse salariale /Recettes fiscales	56,5%	51,8%	49,8%	46,9%
Equipement-Investissement (financem. intér.) / Recettes fiscales	26,1%	25,4%	25,3%	24,2%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	13,2%	13,8%	13,6%	13,6%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	40,9%	36,7%	35,3%	33,2%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	26,1%	25,4%	25,3%	24,2%
Masse salariale / (% PIB)	7,9%	7,8%	7,7%	7,5%
Intérêts / (% PIB)	1,5%	1,6%	1,5%	1,5%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-4,6%	-4,0%	-3,7%	-3,1%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	75,3%	75,9%	75,6%	75,6%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	24,7%	24,1%	24,4%	24,4%

Source : DGB, 2022

**ANNEXE 3 : Allocations budgétaires par axe, par fonction et par groupe (en milliards de FCFA), 2022-2025**

<b>AXES/FONCTIONS/GROUPES</b>	<b>2022 LFR</b>	<b>2023 LFI</b>	<b>2024 Proj.</b>	<b>2025 Proj.</b>	<b>Moyenne 2023-2025</b>
<b>Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance</b>	<b>596,0</b>	<b>621,2</b>	<b>653,0</b>	<b>702,7</b>	<b>659,0</b>
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>557,4</b>	<b>578,6</b>	<b>606,2</b>	<b>651,6</b>	<b>612,1</b>
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	234,0	238,0	257,6	273,5	256,4
Services généraux	57,7	60,6	67,4	72,8	66,9
Recherche fondamentale	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2,5	2,3	2,6	2,8	2,6
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	238,6	249,1	246,6	268,0	254,6
Transferts de caractère général entre administrations publiques	24,0	28,0	31,3	33,7	31,0
<b>Ordre et sécurité publics</b>	<b>38,6</b>	<b>42,6</b>	<b>46,8</b>	<b>51,1</b>	<b>46,8</b>
Tribunaux	30,0	33,8	37,3	40,6	37,2
Administration pénitentiaire	8,6	8,7	9,5	10,5	9,6
<b>Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble</b>	<b>456,5</b>	<b>508,5</b>	<b>561,2</b>	<b>604,1</b>	<b>557,9</b>
<b>Défense</b>	<b>304,6</b>	<b>337,7</b>	<b>374,1</b>	<b>403,0</b>	<b>371,6</b>
Défense militaire	95,8	102,5	116,5	126,4	115,1
Défense civile	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Recherche-développement concernant la défense	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Défense n.c.a.	208,7	235,0	257,4	276,4	256,3
<b>Ordre et sécurité publics</b>	<b>151,9</b>	<b>170,8</b>	<b>187,0</b>	<b>201,1</b>	<b>186,3</b>
Services de police	77,0	88,6	96,0	102,6	95,7
Services de protection civile	24,5	28,8	31,4	33,5	31,2
Ordre et sécurité publics n.c.a.	50,4	53,4	59,7	65,0	59,4
<b>Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie</b>	<b>613,4</b>	<b>658,2</b>	<b>725,0</b>	<b>786,0</b>	<b>723,1</b>
<b>Affaires économiques</b>	<b>541,3</b>	<b>582,8</b>	<b>641,3</b>	<b>693,9</b>	<b>639,4</b>
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	32,5	35,9	40,7	44,9	40,5

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Moyenne 2023-2025
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	275,6	297,6	329,1	356,8	327,8
Combustibles et énergie	36,6	39,4	43,0	47,5	43,3
Industries extractives et manufacturières, construction	37,9	40,8	45,3	50,1	45,4
Transports	74,5	81,9	90,9	96,6	89,8
Communications	11,4	12,8	14,8	16,5	14,7
Autres branches d'activité	9,4	8,1	8,5	9,7	8,8
Recherche-développement concernant les affaires économiques	13,9	15,4	17,1	18,6	17,0
Affaires économiques n.c.a.	49,4	50,9	52,0	53,2	52,1
<b>Logement et équipements collectifs</b>	<b>58,1</b>	<b>60,6</b>	<b>66,6</b>	<b>73,3</b>	<b>66,8</b>
Logement	5,0	5,1	5,7	6,3	5,7
Équipements collectifs	7,5	7,7	8,4	9,0	8,4
Alimentation en eau	32,5	32,6	35,4	39,4	35,8
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	12,8	14,8	16,6	18,1	16,5
<b>Loisirs, culture et culte</b>	<b>14,0</b>	<b>14,8</b>	<b>17,1</b>	<b>18,8</b>	<b>16,9</b>
Services culturels	6,6	6,9	8,0	8,8	7,9
Loisirs, culture et culte n.c.a.	7,4	7,9	9,1	10,0	9,0
<b>Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique</b>	<b>42,4</b>	<b>46,5</b>	<b>53,5</b>	<b>59,5</b>	<b>53,1</b>
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>42,4</b>	<b>46,5</b>	<b>53,5</b>	<b>59,5</b>	<b>53,1</b>
Gestion des déchets	5,0	7,2	8,9	10,4	8,8
Gestion des eaux usées	1,5	1,6	1,8	2,0	1,8
Lutte contre la pollution	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	28,2	29,6	33,8	37,2	33,6
Protection de l'environnement n.c.a.	7,7	8,1	8,9	9,7	8,9
<b>Développement du capital humain</b>	<b>734,8</b>	<b>815,8</b>	<b>891,8</b>	<b>964,0</b>	<b>890,6</b>
<b>Santé</b>	<b>165,6</b>	<b>182,3</b>	<b>200,4</b>	<b>218,6</b>	<b>200,4</b>

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Moyenne 2023-2025
Produits, appareils et matériaux médicaux	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2
Services ambulatoires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Services hospitaliers	41,9	48,1	54,6	60,7	54,5
Services de santé publique	40,9	40,4	43,4	47,1	43,7
Recherche-développement dans le domaine de la santé	4,1	4,8	5,4	6,0	5,4
Santé n.c.a.	77,4	87,7	95,5	103,2	95,5
<b>Loisirs, culture et culte</b>	<b>13,0</b>	<b>13,6</b>	<b>16,0</b>	<b>17,8</b>	<b>15,8</b>
Services récréatifs et sportifs	12,6	13,1	15,5	17,2	15,3
Culte et autres services communautaires	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5
<b>Enseignement</b>	<b>468,1</b>	<b>521,8</b>	<b>567,9</b>	<b>611,8</b>	<b>567,2</b>
Enseignement préélémentaire et primaire	218,5	252,0	272,0	292,3	272,1
Enseignement secondaire	113,8	128,9	138,0	149,1	138,7
Enseignement supérieur	69,8	71,9	80,6	85,3	79,3
Enseignement non défini par niveau	1,2	1,3	1,4	1,6	1,4
Services annexes à l'enseignement	6,6	6,6	6,9	6,9	6,8
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9,0	9,3	11,4	13,3	11,4
Enseignement n.c.a.	49,1	51,8	57,5	63,3	57,5
<b>Protection sociale</b>	<b>88,2</b>	<b>98,2</b>	<b>107,5</b>	<b>115,9</b>	<b>107,2</b>
Maladie et invalidité	1,7	2,0	2,3	2,6	2,3
Vieillesse	43,5	51,4	56,1	60,3	55,9
Famille et enfants	9,6	10,3	11,5	12,5	11,4
Exclusion sociale n.c.a.	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	1,1	1,2	1,3	1,5	1,3
Protection sociale n.c.a.	32,0	33,1	36,0	38,7	35,9
<b>Opération concernant la dette publique</b>	<b>203,8</b>	<b>245,7</b>	<b>262,2</b>	<b>272,4</b>	<b>260,1</b>
<b>Total Général</b>	<b>203,8</b>	<b>245,7</b>	<b>262,2</b>	<b>272,4</b>	<b>260,1</b>

Source : DGB, 2022



**ANNEXE 4 : Ratios globaux par axe, par fonction et par groupe (en pourcentage des dépenses totales), 2022-2025**

<b>AXES/FONCTIONS/GROUPES</b>	<b>2022 LFR</b>	<b>2023 LFI</b>	<b>2024 Proj.</b>	<b>2025 Proj.</b>	<b>Poids Moyen 2023-2025</b>
<b>Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance</b>	<b>22,5%</b>	<b>21,5%</b>	<b>20,8%</b>	<b>20,7%</b>	<b>21,0%</b>
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>21,1%</b>	<b>20,0%</b>	<b>19,3%</b>	<b>19,2%</b>	<b>19,5%</b>
Fonctionnent organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	8,8%	8,2%	8,2%	8,1%	8,2%
Services généraux	2,2%	2,1%	2,1%	2,1%	2,1%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	9,0%	8,6%	7,8%	7,9%	8,1%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
<b>Ordre et sécurité publics</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>
Tribunaux	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Administration pénitentiaire	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
<b>Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble</b>	<b>17,2%</b>	<b>17,6%</b>	<b>17,8%</b>	<b>17,8%</b>	<b>17,7%</b>
<b>Défense</b>	<b>11,5%</b>	<b>11,7%</b>	<b>11,9%</b>	<b>11,9%</b>	<b>11,8%</b>
Défense militaire	3,6%	3,5%	3,7%	3,7%	3,7%
Défense civile	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	7,9%	8,1%	8,2%	8,2%	8,2%
<b>Ordre et sécurité publics</b>	<b>5,7%</b>	<b>5,9%</b>	<b>5,9%</b>	<b>5,9%</b>	<b>5,9%</b>
Services de police	2,9%	3,1%	3,0%	3,0%	3,0%
Services de protection civile	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	1,9%	1,8%	1,9%	1,9%	1,9%
<b>Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie</b>	<b>23,2%</b>	<b>22,7%</b>	<b>23,0%</b>	<b>23,2%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Affaires économiques</b>	<b>20,4%</b>	<b>20,1%</b>	<b>20,4%</b>	<b>20,5%</b>	<b>20,3%</b>
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,3%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10,4%	10,3%	10,5%	10,5%	10,4%
Combustibles et énergie	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Poids Moyen 2023-2025
Industries extractives et manufacturières, construction	1,4%	1,4%	1,4%	1,5%	1,4%
Transports	2,8%	2,8%	2,9%	2,9%	2,9%
Communications	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres branches d'activité	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Affaires économiques n.c.a.	1,9%	1,8%	1,7%	1,6%	1,7%
<b>Logement et équipements collectifs</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,1%</b>
Logement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Équipements collectifs	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Alimentation en eau	1,2%	1,1%	1,1%	1,2%	1,1%
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
<b>Loisirs, culture et culte</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,5%</b>
Services culturels	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
<b>Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,7%</b>
Gestion des déchets	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%
Gestion des eaux usées	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Lutte contre la pollution	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1,1%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
<b>Développement du capital humain</b>	<b>27,8%</b>	<b>28,2%</b>	<b>28,3%</b>	<b>28,4%</b>	<b>28,3%</b>
<b>Santé</b>	<b>6,3%</b>	<b>6,3%</b>	<b>6,4%</b>	<b>6,4%</b>	<b>6,4%</b>
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services ambulatoires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services hospitaliers	1,6%	1,7%	1,7%	1,8%	1,7%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2022 LFR	2023 LFI	2024 Proj.	2025 Proj.	Poids Moyen 2023-2025
Services de santé publique	1,5%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Santé n.c.a.	2,9%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
<b>Loisirs, culture et culte</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>
Services récréatifs et sportifs	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Culte et autres services communautaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Enseignement</b>	<b>17,7%</b>	<b>18,0%</b>	<b>18,0%</b>	<b>18,1%</b>	<b>18,0%</b>
Enseignement préélémentaire et primaire	8,3%	8,7%	8,6%	8,6%	8,7%
Enseignement secondaire	4,3%	4,5%	4,4%	4,4%	4,4%
Enseignement supérieur	2,6%	2,5%	2,6%	2,5%	2,5%
Enseignement non défini par niveau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services annexes à l'enseignement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%
Enseignement n.c.a.	1,9%	1,8%	1,8%	1,9%	1,8%
<b>Protection sociale</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,4%</b>
Maladie et invalidité	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Vieillesse	1,6%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Famille et enfants	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Exclusion sociale n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
<b>Opération concernant la dette publique</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,5%</b>	<b>8,3%</b>	<b>8,0%</b>	<b>8,3%</b>
<b>Total Général</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : DGB, 2022

**ANNEXE 5 : Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali)**

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services et Télécom	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles			100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services et Télécom	Immobilier	50 000 000	25 000 000	50	Mixte
4	Agence de Gestion du Marché Central à Poisson de Bamako	EPIC	Services et Télécom	Pêche			100	Etatique
5	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services et Télécom	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
6	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services et Télécom	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
7	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
8	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
9	Compagnie Malienne de Navigation	SE	Services et Télécom	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
10	Energie du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Electricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Etatique
11	La Poste	EPIC	Services et Télécom	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
12	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services et Télécom	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique
13	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
14	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services et Télécom	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
15	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SE	Services et Télécom	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
16	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services et Télécom	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
17	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SE	Services et Télécom	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
18	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SE	Mines, Eau et Energie	Infrastructures eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique
19	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SE	Services et Télécom	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
20	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique

Source : DGABE, 2020

# **AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES**

# **ETAT A**

## **STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

-----  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA DETTE PUBLIQUE

-----  
COMITÉ NATIONAL DE  
LA DETTE PUBLIQUE  
-----

REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple-Un But-Une Foi

-----

# STRATÉGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI À MOYEN TERME 2023-2025

Août 2022





## SIGLES ET ACRONYMES

<b>ATM</b>	Durée Moyenne de Maturité
<b>ATR</b>	Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts
<b>BADEA</b>	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BOAD</b>	Banque Ouest Africaine de Développement
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CM</b>	Conseil des Ministres
<b>CNDP</b>	Comité National de la Dette Publique
<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
<b>CVD</b>	Cadre de Viabilité de la Dette
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGDP</b>	Direction Générale de la Dette Publique
<b>DNTCP</b>	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DTS/XDR</b>	Droits de Tirages Spéciaux
<b>EUR</b>	Euro
<b>FAD</b>	Fonds Africain de Développement
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
<b>FIDA</b>	Fonds International pour le Développement Agricole
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FSD</b>	Fonds Saoudien pour le Développement
<b>IADM</b>	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
<b>IBW</b>	Institutions de Breton Woods
<b>IDA</b>	Association Internationale de Développement
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>LOPM</b>	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
<b>LPSI</b>	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PPTE</b>	Pays Pauvres Très Endettés
<b>PTI</b>	Programme Triennal d'Investissement
<b>SDMT</b>	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UMOA</b>	Union Monétaire Ouest Africaine
<b>UNTM</b>	Union Nationale des Travailleurs du Mali
<b>USD</b>	Dollar des Etats Unis d'Amérique
<b>VA</b>	Valeur Actualisée
<b>XOF</b>	Francs CFA



## INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des Autorités, tels que le développement durable, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi des Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources internes pour couvrir les besoins de financement de l'Etat.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

En raison de cette exigence communautaire, le Mali, depuis quelques années, s'est doté d'un document de stratégie d'endettement à moyen terme glissant annuellement, qui a pour objectif d'encadrer son processus d'endettement dans le souci d'assurer convenablement les besoins de financement de l'économie nationale sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

L'élaboration de la stratégie d'endettement à moyen terme 2023-2025 intervient, d'une part, dans un contexte caractérisé par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets de la crise multiforme et multidimensionnelle sans précédent que connaît le pays depuis 2012, des sanctions économiques et financières de l'UEMOA et de la CEDEAO et, d'autre part, dans un contexte de crise sanitaire mondiale marqué par la pandémie de COVID-19.

Pour sortir de ces crises, l'Etat du Mali a multiplié des actions et initiatives allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que la signature, le 15 mai 2015, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger qui a été parachevé le 20 juin 2015, l'organisation de la Conférence d'Entente Nationale, le Dialogue National Inclusif, les Assises



Nationales de la Refondation, l'adoption du Chronogramme des réformes politiques et institutionnelles, du referendum constitutionnel et des élections, etc. Des actions ont été également menées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et l'atténuation de son impact sur l'économie.

La mise en œuvre de ces multiples engagements et actions nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Dans un souci de lutte contre la pandémie, de rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique, la gestion budgétaire de 2022 est marquée notamment par la poursuite des actions suivantes :

- la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du pays (CREDD 2019-2023) ;
- la mise en œuvre de la feuille de route de la Transition ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- la promotion de la politique agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- l'opérationnalisation de la politique de régionalisation du pays ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- le renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales ;
- la mise en œuvre du plan national de lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses effets sur l'économie à travers, entre autres, le soutien aux ménages vulnérables et l'appui aux secteurs économiques en difficultés.

Ces actions se poursuivront durant l'année 2023, qui sera marquée par la tenue des élections territoriales et référendaire et la mise en œuvre d'un nouveau Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali.

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des trois principaux points suivants :



- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2022 ;
- l'évaluation de la stratégie d'endettement à moyen terme de 2022-2024 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2023-2025.

## **OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME (SDMT 2023-2025)**

Les objectifs de cette stratégie consistent à :

- combler les besoins de financement et faire face aux obligations de paiement actuelles et futures du Trésor Public ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- optimiser les coûts de financement;
- développer et approfondir le marché régional de titres publics de l'UMOA.

Le champ de la SDMT est circonscrit à la dette publique de l'administration centrale. Les passifs conditionnels, comme les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilables, ne sont pas dans le champ en raison de l'insuffisance de données y afférentes. Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles.

### **I. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  - (i) vie moyenne de la dette;
  - (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
  - (i) période moyenne de révision;
  - (ii) dette révisable dans 1 an;
  - (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
  - (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
  - (ii) répartition du portefeuille de la dette par monnaies.
- soutenabilité de la dette :
  - (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
  - (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%) ;
  - (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%) ;
  - (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%) ;
  - (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.



Ces indicateurs sont tirés de l'analyse du portefeuille de la dette à fin 2022 et de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en février 2021.

## A. REVUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont le pays a bénéficié avant l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et dans le cadre de l'initiative PPTE ainsi que de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Cet encours a connu un envol depuis quelques années et ressortait déjà à 27,1% du PIB en 2013, puis a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB à partir de 2016. Au 31 décembre 2022, il devrait ressortir à 53,9% du PIB contre 52,0 % au 31 décembre 2021. Cette augmentation est due essentiellement à la hausse de plus en plus importante des besoins de financements exacerbée, entre autres, par la pandémie de COVID-19 et la crise sécuritaire.

Par le passé, le Mali a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, le pays a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché des titres publics par l'émission de Bons du Trésor (depuis 2003) et d'Obligations du Trésor à partir de 2008.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2022 les analyses ci-après :

### 1. Dette publique

#### 1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes

	Montants en millions de FCFA	%
<b>Dette publique</b>	6 174 110	100
Dette intérieure	3 479 747	56,36
Dette extérieure	2 694 363	43,64

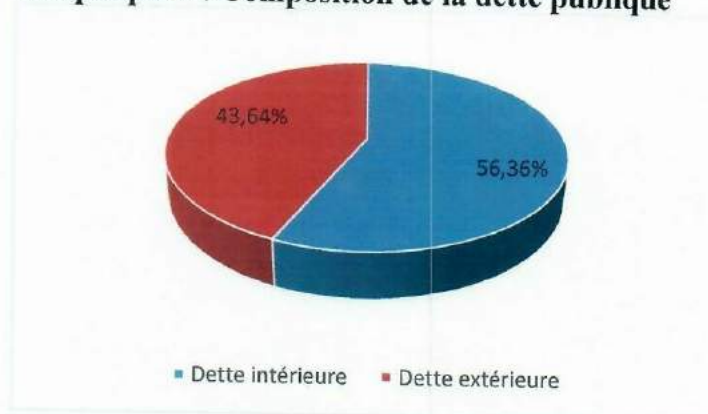
Source : DGDP, DNTCP 2022

#### NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale y compris les prêts du FMI et de la BOAD ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.



**Graphique 1 : Composition de la dette publique**



**Source : DGDP 2022**

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2022 à 6 174,11 milliards de FCFA constitué de 2 694,36 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 43,64% et 3 479,75 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 56,36%.

### 1.2.Composition par type de taux d'intérêts

**Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts**

	Montants en millions de FCFA	%
<b>Dette publique</b>	6 174 110	100
Dette à taux fixe	6 174 110	100
Dette à taux variable	0	0

**Source : DGDP 2022**

Le portefeuille est entièrement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe.



### 1.3.Composition par monnaies

Graphique 2 : Composition par monnaies



Source : DGDP 2022

**Note :** XOF = Franc CFA ; CNY = Yuan chinois ; USD = Dollar américain ; EUR = Euro ; KWD = Dinar Koweïtien ; JPY = Yen japonais ; SAR = Riyal saoudien ; AED= Dinar des Emirats ; KRW = Won Coréen ; GBP = Livre sterling.

La dette publique, au 31 décembre 2022, serait constituée de 43,64% de devises étrangères et de 56,36% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (14,35%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

### 1.4. Dette intérieure par type d'instruments

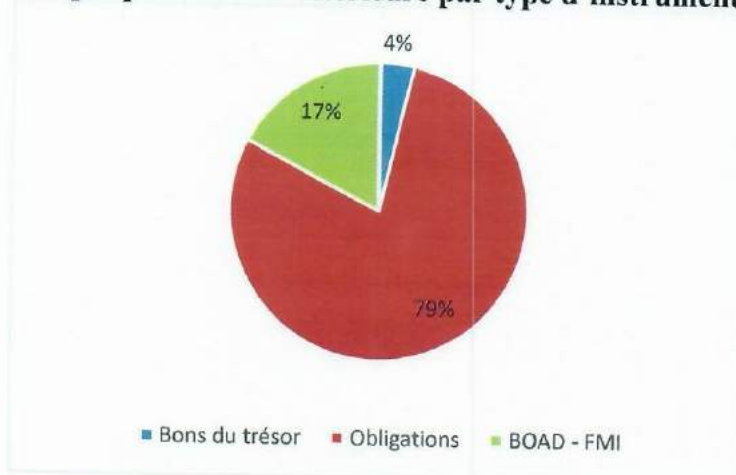
Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	3 479 747	100
Bons du trésor	137 237	4
Obligations	2 743 678	79
Autres (BOAD et FMI)	598 832	17

Sources : DNTCP ; DGDP 2022



**Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments**



**Source : DNTCP ; DGDP 2022**

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court, moyen et long termes dont 79% d'Obligations et 4% de Bons du Trésor. Les autres instruments (17%) sont constitués des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et du FMI.

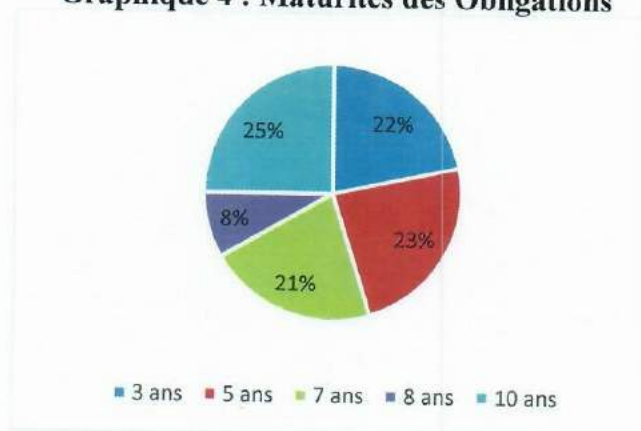
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

**Tableau 4 : Maturités des Obligations**

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	594 651	22
5 ans	643 716	23
7 ans	586 690	21
8 ans	232 621	8
10 ans	686 000	25
<b>Total</b>	<b>2 743 678</b>	<b>100</b>

**Source : DGDP ; DNTCP 2022**

**Graphique 4 : Maturités des Obligations**



A la lecture du tableau, il ressort qu'à fin 2022, les obligations de maturité 3 ans, 5 ans, 7 ans, 8 et 10 ans représenteraient respectivement 22%, 23%, 21%, 8% et 25% du portefeuille des obligations. Par



mode d'émission, les obligations par syndication représenteraient 69% des obligations de longue maturité (7, 8 et 10 ans) et 38% du portefeuille des obligations.

### 1.5. Dette extérieure par catégorie de créanciers

**Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers**

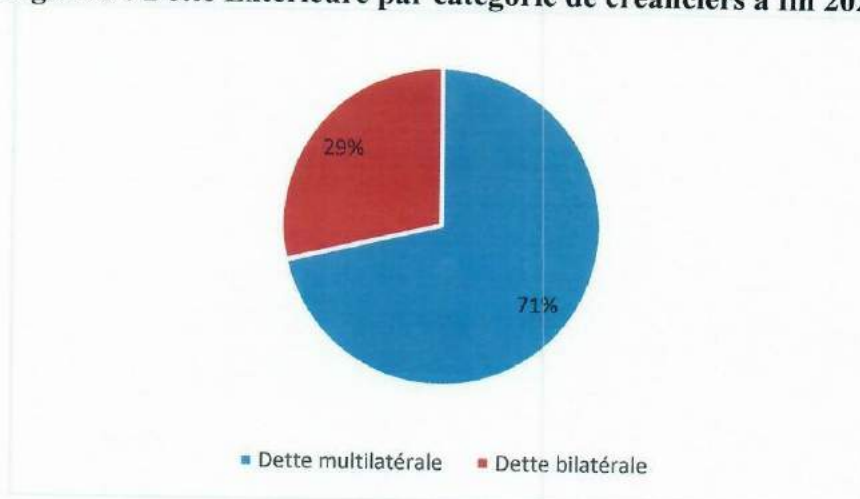
	Montant (millions de FCFA)	%
<b>Dette Extérieure</b>	2 694 363	100
Dette Multilatérale	1 922 815	71
Dette Bilatérale	771 548	29

**Source : DGDP 2022**

A fin 2022, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit :

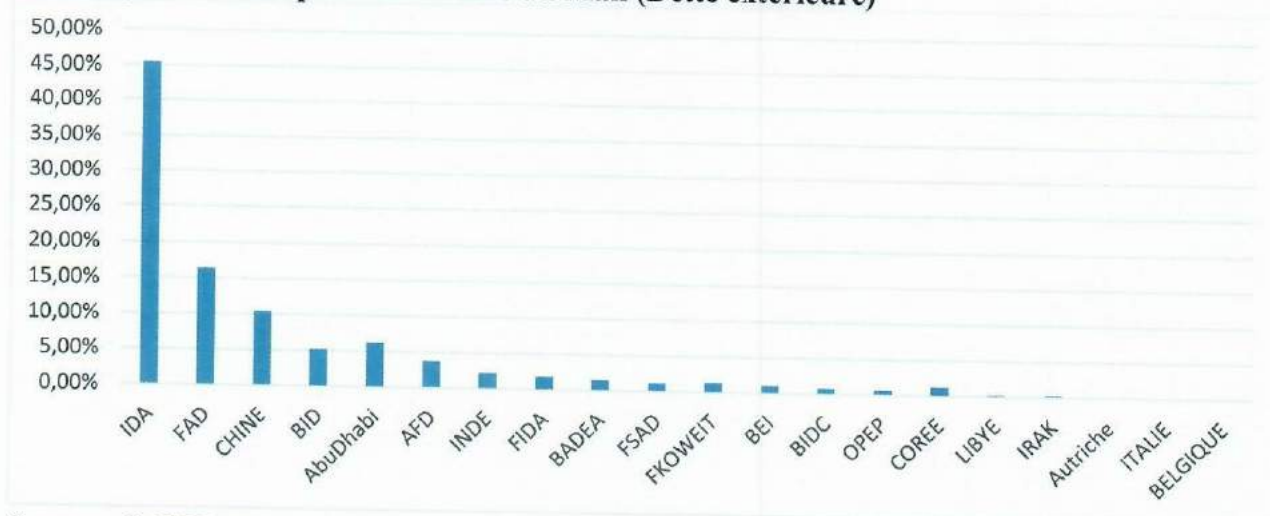
- 1 922,82 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 71% ;
- 771,55 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 29%.

**Figure 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin 2022**



**Source : DGDP 2022**

**Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure)**



**Source : DGDP 2022**



Les principaux créanciers du Mali à fin 2022 seraient : la Banque Mondiale (IDA) (45,45%), le FAD (16,41%) et la Chine (10,46%). Ces partenaires représenteraient 71,15% du portefeuille de la dette extérieure dont 60,34 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

### 1.6. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette

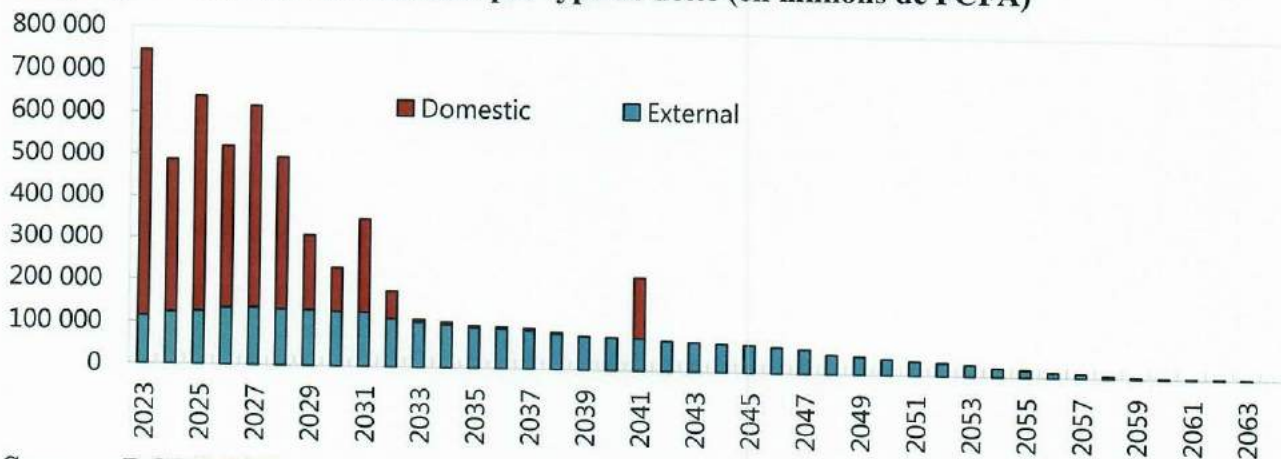
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	3,43
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	5,27
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	1,04

Source : DGDP 2022

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (3,43%) dû à la concessionnalité de la dette extérieure (1,04%).

### 1.7. Profil des échéances par type de dette

Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA)



Source : DGDP 2022

On constate que 68% de la dette intérieure arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement plus longue, prouvant encore une fois son caractère concessionnel.

En ce qui concerne le profil de remboursement de la dette totale, on constate qu'une forte proportion (49%) de la dette totale arrive à échéance dans les cinq prochaines années, due à la dette intérieure. De 2023 à 2031, on observe une évolution en dents de scies en termes de remboursement. A partir de 2032, la tendance est baissière, à l'exception de l'année 2041 pour laquelle un pic est observé en raison du prêt in fine du FMI de 2021 arrivant à échéance.



## II. RECAPITULATIF DES INDICATEURS

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Dettes nominale (millions de FCFA)		2 694 363,5	3 479 746,9	6 174 110,4
Dettes nominale (millions de USD)		4 395,1	5 676,2	10 071,3
Dettes nominale (% du PIB)		23,5	30,4	53,9
Valeur actualisée nette (% du PIB)		15,3	30,6	45,9
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,2	1,6	1,8
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,0	5,3	3,4
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	12,7	4,3	8,0
	Dettes amortissables durant l'année prochaine (% du total)	4,1	18,2	11,9
	Dettes amortissables durant l'année prochaine (% du PIB)	1,0	5,5	6,5
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	12,7	4,3	8,0
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	4,1	18,2	11,9
	Dettes à taux d'intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			43,6
	Amortissements en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			0,88

Source : DGD 2022

À fin 2022, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 53,9% contre 52,0% à fin 2021, ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA ( $\leq 70\%$ ).

Pour la même période, la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représenterait 45,9%, inférieure à 55% exigé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont le CPIA<sup>1</sup> est compris entre 3,25 et 3,75 (pour le Mali le CPIA était de 3,4 en 2019).

On constate que le coût moyen de la dette intérieure augmente légèrement par rapport à l'année dernière (5,3% contre 5,1%) et qu'elle coûte cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (3,4%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1,0%).

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (4,3 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un an (18,2%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 17,9%, ce qui expose davantage le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. Toutefois, ce risque a légèrement diminué par rapport à

<sup>1</sup> CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays)



l'année dernière où la proportion était de 19,0%, dû à l'augmentation de la maturité de la dette intérieure (4,3 ans en 2022 contre 3,6 ans en 2021).

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 43,6%. Cependant, ce risque serait atténué par la proportion de dette libellée en Euro (14,35%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

### III. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS ET REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2022-2024

#### A. CIBLES STRATEGIQUES DES INDICATEURS

CIBLE STRATEGIQUE	VALEUR OU FOURCHETTE	VALEUR ACTUELLE AU 31/12/2022
Durée de vie moyenne de la dette intérieure	Supérieure à 3,6 ans	4,3
Part de la dette arrivant à échéance dans 1 an	Inférieure à 12%	11,9%
Part de la dette libellée en devises	Inférieure à 50%	43,6%

#### B. REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2022-2024

La stratégie d'endettement 2022-2024 consistait à recourir à un emprunt commercial, à l'extension des maturités domestiques et des prêts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels. Dans cette stratégie la moyenne du financement extérieur sur la période était de 31%.

Pour l'année 2022, la stratégie de financement retenue envisageait 17% pour les instruments de dette extérieure et 83% pour ceux de la dette intérieure. Sur la base des réalisations au 30 juin et des décaissements attendus jusqu'à la fin de l'année 2022, le financement extérieur représenterait 4,4%, contre 7,5% pour l'année 2021.

Ce niveau de réalisation attendu s'explique principalement par les effets des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali qui ont conduit à la suspension des décaissements de certains partenaires. A cela s'ajoutent les effets de la crise sanitaire sur la mise en œuvre des projets et programmes.

Malgré ces difficultés, la tendance vers l'atteinte de l'objectif initialement prévu sur la période pourrait se maintenir avec la reprise de la coopération avec les partenaires et la maîtrise des effets de la pandémie.

S'agissant de la dette intérieure, il avait été retenu de poursuivre le reprofilage du portefeuille consistant à augmenter graduellement la part des titres publics de longues maturités (obligations du Trésor à partir de 5 ans) tout en mettant l'accent sur l'amélioration des coûts des ressources à mobiliser. Aussi, les émissions de titres sur les maturités benchmark (91 jours, 182 jours, 364 jours, 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, etc.) devaient être maintenues sur la période.



A ce titre, pour l'année 2022, les émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA étaient fixées à 84% et 16% respectivement pour les obligations et les bons du Trésor. Il convient de rappeler qu'avec les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali, aucune émission de titres publics n'a été réalisée durant le 1<sup>er</sup> semestre.

Par ailleurs, l'exécution du programme d'émission sur le reste de l'année s'est déroulée dans un contexte marqué par la crise sanitaire de la COVID-19. A cet effet, les titres « Obligations de Relance (OdR) » et « Bons de Soutien et de Résilience (BSR) » qui bénéficient des conditions de refinancement avantageuses aux guichets de la BCEAO ont permis de couvrir les besoins de financement et engendrer une baisse du coût de la dette. Sur la base des réalisations au 31 juillet et des émissions programmées jusqu'à la fin de l'année 2022, les proportions ressortiraient à 12% pour les bons du trésor et 88% pour les obligations du trésor. Au 31 décembre 2022, les émissions de plus longues maturités (5 ans, 7 ans et 10 ans) représenteraient 65% contre une prévision de 81%. Ce résultat s'explique notamment par les tensions de liquidité observées sur le marché financier régional durant le 2<sup>ème</sup> semestre.

De l'évaluation, il ressort que la première année de la mise en œuvre de la stratégie 2022-2024 a été fortement impactée par les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA ainsi que les effets de la COVID 19 qui ont entraîné le ralentissement des activités en ce qui concerne la mobilisation des ressources extérieures et intérieures. Cependant, pour la dette intérieure, les titres OdR et BSR initiés par la BCEAO dans le cadre de l'atténuation des effets de la pandémie ont permis de mobiliser des ressources à moindre coût.

#### **IV. SOURCES DE FINANCEMENT (EXTERIEURES ET INTERIEURES), PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2023-2025**

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2023-2025.

##### **A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT PUBLIC**

En dépit des effets de la crise multidimensionnelle et multiforme, on observe une résilience de l'économie nationale avec un taux de croissance moyen de 2,8% du PIB au cours des quatre dernières années (2018-2021). Nonobstant cette performance, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2023, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 15,1%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement net de l'Etat sous forme de prêts ressort en 2023 à 1 451,0 milliards de FCFA, soit 11,6% du PIB nominal. Ce besoin comprend : le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts.



## 1. Besoins de financement

Tableau 8 : Besoins de financement (Milliards de FCFA)

	2023 (LFI)	2024	2025
Recettes Publiques (y compris dons)	2 198,4	2 611,20	2 881,50
Dépenses totales hors intérêts	2 696,2	2 898,30	3 097,30
Solde Primaire	497,9	287,10	215,80
Intérêts	199,9	171,72	151,22
Amortissement	772,8	487,93	638,56
Produits provenant de la cession des actifs	-15,0	ND	ND
Remboursements de prêts et avances	-5,0	ND	ND
<b>Besoins de Financement</b>	1 451,0	946,74	1 005,59
PIB	12 497,58	13 620,43	14 802,00
Besoins de Financement (%PIB)	11,6	7,0	6,8

Sources : DGB - INSTAT- DGDP 2022

Les besoins de financement pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 1 451,0 milliards de FCFA pour 2023 ;
- 946,7 milliards de FCFA pour 2024 ;
- 1 005,6 milliards de FCFA pour 2025.

De 2023 à 2025, on note une diminution des besoins de financement de 1 451,0 milliards de F CFA à 1 005,6 milliards de F CFA.

## 2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2023

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :



**Tableau 9 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2023**

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	<sup>2</sup> Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA, FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-40	6-10	0,75
Multilatéral (BEI, BIDC,OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Europe (AFD, Belgique, Italie)	Fixe	Concessionnel	20-30	5-7	1-1,4
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD, IRAK)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
BOAD-FMI	Fixe	Concessionnel	10-29	5-6	0,25-7,6
Bons du Trésor 1an	Variable	Marché	1	0	4,00
Obligations de 3ans	Fixe	Marché	3	2	5,80
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	3-4	6,10
Obligations de 7ans 8 ans	Fixe	Marché	7	3-4	6,25
Obligations de 10 ans 12 ans	Fixe	Marché	10	3-4	6,30
Emprunts commerciaux	Fixe	Marché	12	3-4	6,00

**Source : DGDP, DNTCP 2022**

## **B. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT POUR LA PERIODE 2023-2025**

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2023, 2024 et 2025 portent respectivement sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent à 1 451,0 milliards de FCFA, 946,7 milliards de FCFA et 1 005,6 milliards de FCFA.

Le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional et sur le marché international suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

## **V. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2023-2025**

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2023-2025. Quatre (4) stratégies sont testées sur la base des tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement des projets de développement. A cet effet, une brève présentation des quatre (4) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder

<sup>2</sup> Pour les bons et obligations du trésor ainsi que les emprunts commerciaux, les taux sont fixés en fonction de l'évolution du marché.

enfin à leur analyse. Parmi ces quatre stratégies, celle présentant les meilleures caractéristiques coût-risque sera retenue et mise en œuvre.

## **A. Présentation des stratégies**

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

### **1. Stratégie S1 : Stratégie de base**

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements.

A cet effet, il s'agira de continuer à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec des maturités proches de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 92% durant la période 2023-2025.

### **2. Stratégie S2 : Extension des maturités domestiques et augmentation de la part des instruments en Euro**

Dans la stratégie S2, il s'agit de rallonger la maturité de la dette intérieure et d'augmenter la part des instruments de la dette extérieure libellés en Euro.

Dans ce cadre, il sera question de changer la structure de la dette intérieure en augmentant la part des obligations de 5 ans, 7 ans, 8 ans, 10 ans et en introduisant les obligations du trésor de 12 ans. Aussi, la proportion de la dette extérieure libellée en Euro sera augmentée au détriment des instruments semi-concessionnels libellés en Dollars afin d'atténuer le risque de change.

Dans cette stratégie, le financement domestique passera de 92% des besoins de financement en 2023 à 85% en 2025. Parallèlement, l'Etat continuera à mobiliser les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

### **3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts extérieurs (augmentation des prêts concessionnels au fil des années)**

Dans cette stratégie, il s'agit de diminuer la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. En effet, le financement extérieur passerait de 8% en 2023 à 17% en 2025.

Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels passeraient de 5,1% en 2023 à 10,9% en 2025 et les prêts semi-concessionnels évolueraient de 2,9% en 2023 à 6,1% en 2025.





#### 4. Stratégie S4 : Recours à un emprunt commercial international combiné à une extension des maturités intérieures et une augmentation des prêts concessionnels et semi-concessionnels

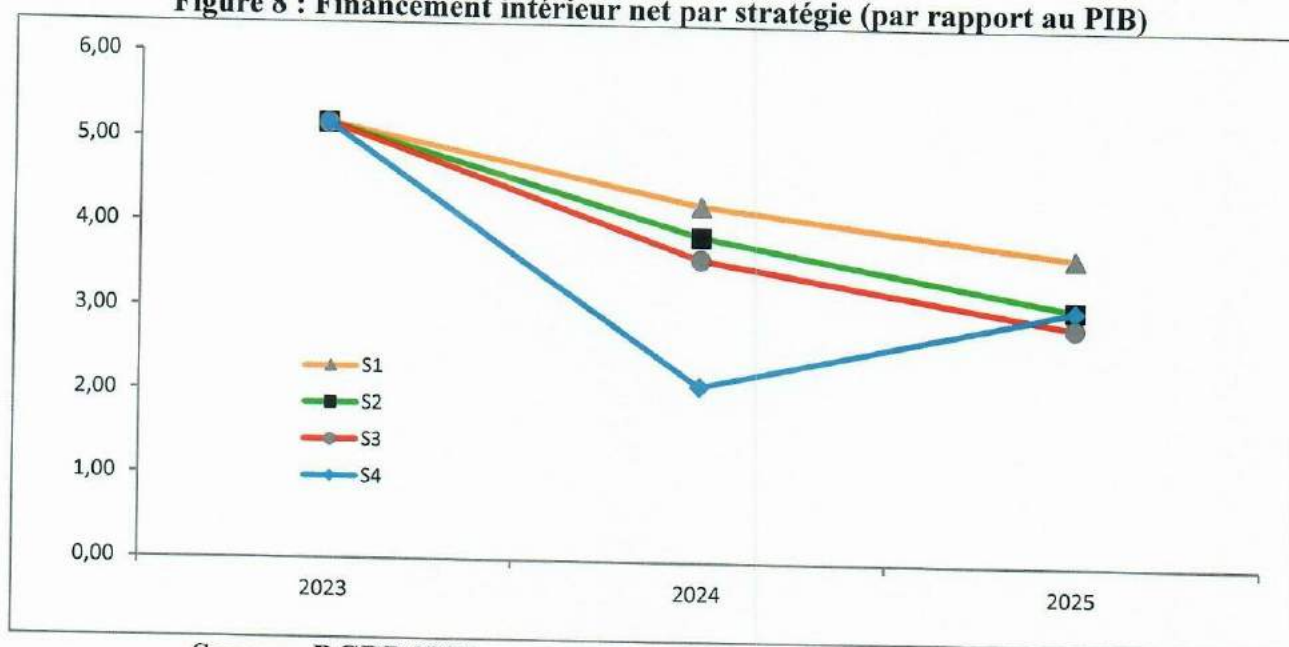
Cette stratégie consiste à recourir à un emprunt commercial international en 2024 entraînant une augmentation du financement extérieur. Ainsi, le financement extérieur passera de 8% en 2023 à 32% en 2024 pour retomber à 15% en 2025.

De plus, la structure de la dette intérieure a été modifiée en augmentant la part des obligations de plus de 5 ans.

De même, l'Etat continuera à mobiliser davantage les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

### B. VALIDATION DES HYPOTHESES

Figure 8 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2022

Le graphique ci-dessus représente l'évolution du ratio financement intérieur net rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Pour toutes les stratégies, le ratio est positif sur toute la période, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources domestiques supérieures aux remboursements. Ceci est la résultante de la faible proportion du financement extérieur sur la période dans les différentes stratégies.

Toutefois, pour la stratégie S4, le financement domestique connaîtrait une baisse remarquable, passant de 5,17% du PIB en 2023 à 2,09% en 2024 en raison du recours à l'emprunt commercial sur le marché financier international en 2024.

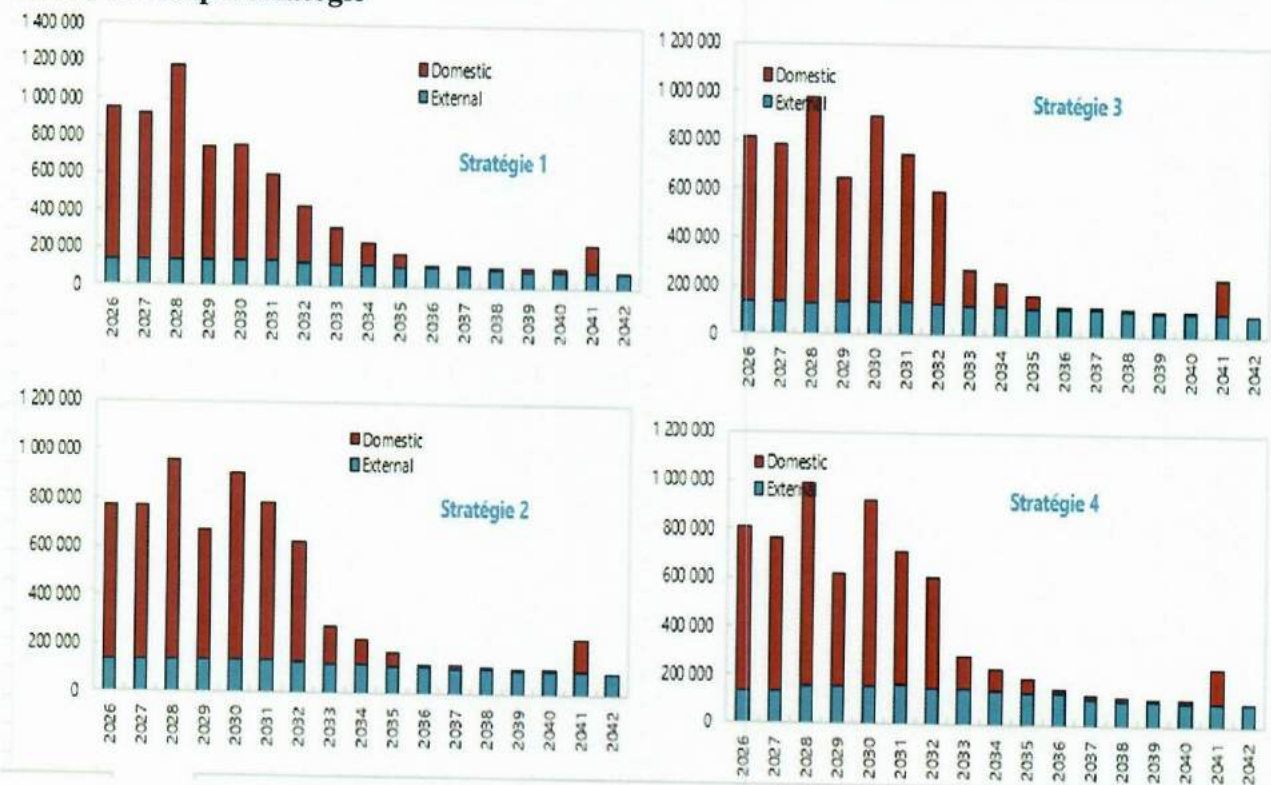


## C. ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section. Elles sont comparées entre elles et sont évaluées par rapport à la situation de référence qui correspond à celle de fin 2022.

### 1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

**Graphique 9 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie**



Source : DGDP 2022

**Tableau 10 : Indicateurs de coûts et risques**

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		53,9	53,98	53,94	53,93	53,93
Valeur actualisée (% du PIB)		45,9	47,9	47,6	47,3	47,3
Paiement d'intérêt (% du PIB)		1,8	2,0	1,9	1,9	1,9
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		3,4	4,05	3,93	3,89	3,90
Risque de refinancement	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	11,9	12,13	9,74	10,26	10,27



	Dettes amortissables durant l'année prochaine (% du PIB)	6,5	6,5	5,3	5,5	5,5
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	12,7	12,3	12,7	12,8	12,4
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	4,3	3,7	4,1	4,0	4,0
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	8,0	6,6	7,2	7,2	7,3
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	8,0	6,6	7,2	7,2	7,3
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	11,9	12,1	9,7	10,3	10,3
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dettes libellées en devises (% du total)	43,6	33,9	35,5	36,4	38,5
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9

Source : DGDP 2022

De façon générale, l'analyse du profil d'amortissement à fin 2025 des quatre stratégies montre une concentration des remboursements sur les cinq années suivantes due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.



### **Stratégie S1 :**

La durée moyenne du portefeuille est de 12,3 ans et 3,7 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 12,7 ans et 4,3 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un an se détériore passant de 11,9% à 12,13%.

On constate que le coût de la dette publique augmente en passant de 3,4% dans l'année de référence à 4,05% au niveau de S1.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise diminue en passant de 43,6 % dans l'année de référence à 33,9 % dans S1.

### **Stratégie S2 :**

La durée moyenne du portefeuille de la dette extérieure reste stable par rapport à la période de référence, soit 12,7 ans.

On constate que le coût de la dette augmente légèrement en passant de 3,4% dans la situation de référence à 3,93%.

La durée moyenne de la dette intérieure connaît une légère régression dans cette stratégie en s'établissant à 4,1 ans contre 4,3 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille globale connaît une détérioration en passant de 8,0 ans dans la situation de référence à 7,2 ans.

Le niveau du risque de change diminue dû à la part de la dette en devise qui est passée de 43,6% dans la situation de référence à 35,5%.

### **Stratégie S3 :**

Le coût de la dette augmente par rapport à la situation de référence, passant de 3,4% à 3,9%.

La durée moyenne du portefeuille global baisse légèrement en passant de 8,0 ans dans la situation de référence à 7,2 ans. La part de la dette qui arrive à échéance dans un an diminue en passant de 11,9 ans dans la situation de référence à 10,3 ans.

Cette stratégie S3 expose moins le portefeuille au risque de change comparativement à la situation de référence. En effet, la proportion de la dette libellée en devise passe de 43,6% dans la situation de référence à 36,4%. Ces résultats s'expliquent par le poids important de la dette intérieure dans la couverture des besoins de financement.

### **Stratégie S4 :**

Dans cette stratégie, les proportions réservées au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représentent 92%, 68% et 85% sur la période 2023-2025. Pour l'année 2024, la moitié du financement extérieur serait mobilisée sous forme d'emprunt commercial sur le marché financier international.



La durée moyenne du portefeuille diminue légèrement en ressortant à 7,3 ans contre 8,0 ans dans la situation de référence. Malgré, le recours à l'emprunt commercial international en 2024, le risque de change diminue par rapport à la situation de référence en passant de 43,6% à 38,5%, mais demeure plus élevé que celui des autres stratégies. Ce risque serait atténué par le fait que l'emprunt commercial se fera en Euro.

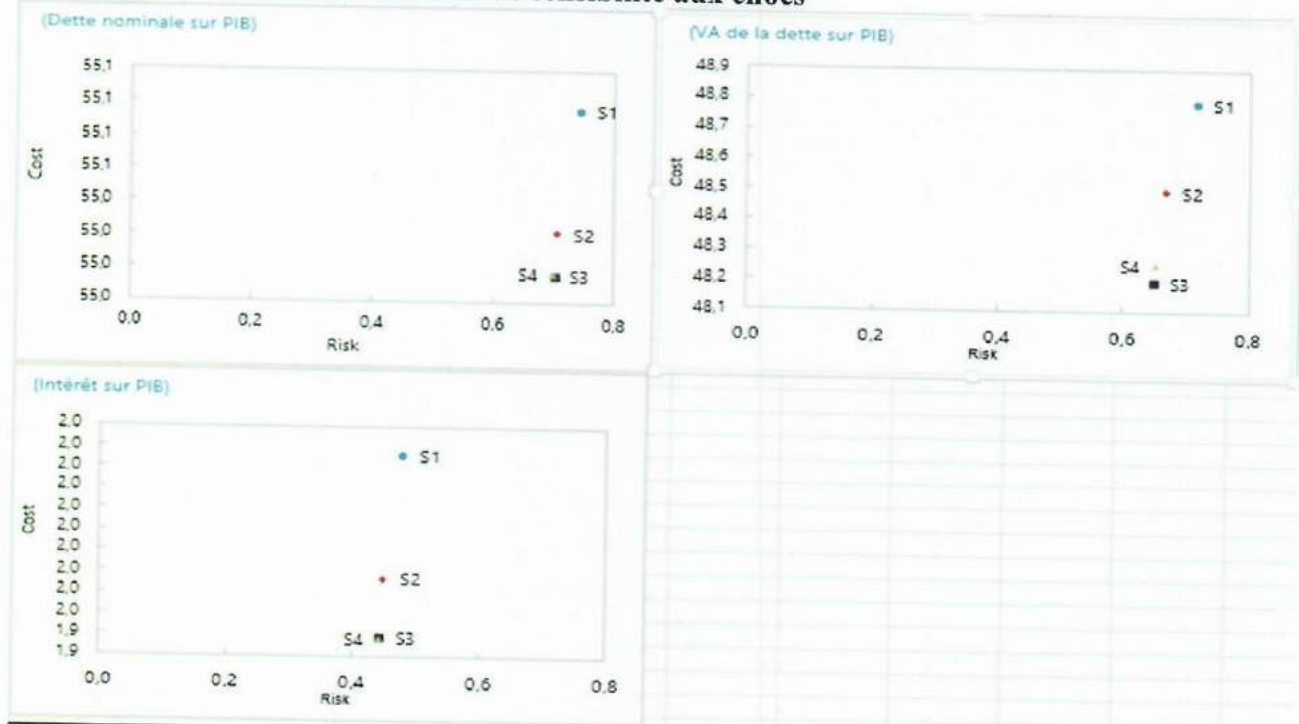
Le risque du taux d'intérêt diminue par rapport à la situation de référence. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an varie de 11,9% à 10,3%.

## 2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette

### 2.1 Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent en une dépréciation du franc CFA de l'ordre de 30% par rapport aux devises du portefeuille à l'exception de l'Euro, une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques modérée de 1,5 point de pourcentage, extrême de 3,0 points de pourcentage et à une combinaison d'une dépréciation de 15% du Franc CFA et de l'augmentation modérée des taux d'intérêt.

**Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs**



Source : DGDP 2022

Les tests de sensibilité montrent que la stratégie S1 exerce plus de pression sur le ratio « encours de la dette / PIB (%) », en termes de risque et de coût. Par contre, S4 présente le meilleur rapport coût/ risque.



En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », la stratégie S1 est plus risquée et plus coûteuse par rapport aux autres stratégies. En revanche, les stratégies S3 et S4 présentent les meilleurs ratios.

S'agissant du ratio « taux d'intérêt/PIB (%) », S1 exerce plus de pression en termes de risque et de coût par rapport aux autres stratégies. Les stratégies S3 et S4 présentent les meilleurs rapports coût/risque.

## 2.2 Choix de la stratégie

Les stratégies S3 et S4 présentent globalement les meilleurs indicateurs de coût et de risque. Cependant, il ressort des résultats de l'analyse de sensibilité aux chocs que S4 est la stratégie optimale en termes de coût et risque. En effet, les niveaux de taux d'intérêt et de valeur nominale de la dette totale rapportés chacun au PIB favorisent S4. Aussi, le choix sur S4 est motivé par la nécessité de recourir à l'emprunt commercial sur le marché financier international en vue du reprofilage de la dette intérieure et réduire ainsi le risque de refinancement.

A titre de rappel, S4 vise à recourir à un emprunt commercial, à des prêts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels et à l'extension des maturités domestiques.

Par rapport aux autres stratégies, le portefeuille sera plus exposé au risque de change en raison du recours à l'emprunt commercial international en 2024. Toutefois, ce risque serait atténué par le fait que l'emprunt sera effectué en Euro.

## 2.3 Mesures de mise en œuvre de la stratégie retenue

La stratégie S4 retenue est une combinaison du recours à l'emprunt commercial et aux prêts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels, ainsi que l'extension des maturités domestiques. Pour la bonne mise en œuvre de cette stratégie, nous recommandons :

- l'amélioration de la situation socio politique et sécuritaire qui pourrait impacter la notation financière et la mobilisation des ressources extérieures;
- la satisfaction des conditions préalables à l'intervention sur le marché financier international prévue pour 2024 ;
- l'augmentation des émissions d'obligations du trésor de longues maturités (5 ans, 7 ans, 10 ans et 12 ans) ;
- l'augmentation des emprunts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels.

Afin de mettre en œuvre la stratégie retenue dès l'année 2023, un plan annuel de financement a été élaboré afin d'opérationnaliser la stratégie d'endettement. Ce plan est présenté dans le tableau ci-dessous.

Le plan annuel de financement montre les montants que le gouvernement souhaite emprunter en 2023 auprès des divers bailleurs de fonds et émettre sur le marché domestique par type d'instrument. En ce qui concerne les émissions de bons et obligations du Trésor, un calendrier d'émission sera publié chaque trimestre avec les dates d'émissions et les montants par maturité.



*Plan annuel de Financement 2023 (millions de F CFA)*

<i>Source</i>	<i>Créanciers</i>	<i>2023</i>
<i>Extérieure</i>	IDA/FAD/FIDA	40 826
	OPEP/Fonds arabes	256
	BEI/AFD/Italie	4 727
	BID/BADEA	11 025
	Chine	7 779
<i>Intérieure</i>	BOAD	25 388
	FMI	0
	Bons du Trésor	176 951
	OAT de 3 ans et 5 ans	472 528
	OAT de 7 ans et 8ans	352 507
	OAT de 10 ans et 12 ans	359 014
	<b>Total</b>	<b>1 451 000</b>

### **3. Perspectives de viabilité de la dette publique**

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), objet de révisions périodiques. Ainsi, selon le nouveau CVD en vigueur depuis juillet 2018, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2022, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle, sont respectivement de 94,3% des exportations de biens et services, de 23,5% du PIB et ceux relatifs au service de la dette sont de 8% des exportations et de 11,2% des recettes budgétaires. Par conséquent, le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios resteront inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2040 si les tendances de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.



## VI. RECOMMANDATIONS

L'analyse des différentes stratégies a permis de montrer que la stratégie S4 est la meilleure en termes de rapport coûts/risques. A cet effet, les recommandations ci-dessous sont formulées sur la base de cette stratégie. Ainsi, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

1. **Améliorer la situation socio politique et sécuritaire qui pourrait impacter la notation financière et par conséquent nous permettre de recourir à un emprunt commercial à des conditions favorables ;**
2. **Satisfaire les conditions préalables à l'intervention sur le marché financier international prévue pour 2024 ;**
3. **Mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**
4. **Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans, en gardant les échéances des services annuels équilibrées pour éviter d'avoir des années de pic ;
5. **Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande**, en favorisant la dette extérieure en Euros pour les nouveaux emprunts, dans la mesure du possible ;
6. **Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe**. La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;
7. **Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en établissant un calendrier d'émission de titres publics (Bons et Obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;
8. **Améliorer davantage le taux de décaissements des projets et programmes financés sur ressources extérieures ;**
9. **Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette (DGDP et DNTCP) ;**
10. **Renforcer les capacités de l'équipe d'élaboration de la stratégie d'endettement.**





## CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire ;
- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI) ;
- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'aide ;
- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; poursuivre le renforcement des capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique, économique et financière, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions.



## **ETAT B**

# **PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME**

21/09/2022

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>							
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>							
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	1 463 295	23	6	2	2	33	15
1.002 Administration générale	743 615	20	10	7	3	40	186
<b>TOTAL</b>	<b>2 206 910</b>	<b>43</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>73</b>	<b>201</b>
<b>130 PRIMATURE</b>							
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	1 984 890	64	28	34	6	132	220
1.004 Administration générale et contrôle	1 188 675	178	32	14	1	225	50
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	273 521	12	5	5	2	24	9
<b>TOTAL</b>	<b>3 447 086</b>	<b>254</b>	<b>65</b>	<b>53</b>	<b>9</b>	<b>381</b>	<b>279</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>							
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	602 098	7	4	2	5	18	10
<b>TOTAL</b>	<b>602 098</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>18</b>	<b>10</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>							
2.005 Cour Suprême	3 071 480	14	15	12	1	42	60
<b>TOTAL</b>	<b>3 071 480</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>42</b>	<b>60</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>							
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	279 904	1	0	0	0	1	39
<b>TOTAL</b>	<b>279 904</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>39</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>							
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	315 491	9	0	3	1	13	72
<b>TOTAL</b>	<b>315 491</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>72</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>							
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	795 237	9	4	5	4	22	28
<b>TOTAL</b>	<b>795 237</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>22</b>	<b>28</b>
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>							
1.006 Administration Générale	21 134 086	336	53	60	20	469	1087
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	245 158	31	5	5	4	45	15
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	110 858	8	3	1	2	14	2
<b>TOTAL</b>	<b>21 490 102</b>	<b>375</b>	<b>61</b>	<b>66</b>	<b>26</b>	<b>528</b>	<b>1104</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>							
1.007 Administration Générale	434 720	26	9	12	2	49	26
2.010 Intégration Africaine	37 755	2	2	1	1	6	3
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	134 217	16	1	3	3	23	6
<b>TOTAL</b>	<b>606 692</b>	<b>44</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>78</b>	<b>35</b>

21/09/2022

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>							
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>							
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	267 530	22	2	1	1	26	7
<b>TOTAL</b>	267 530	22	2	1	1	<b>26</b>	<b>7</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>							
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 866	1	0	0	1	2	3
<b>TOTAL</b>	15 866	1	0	0	1	<b>2</b>	<b>3</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>							
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 639 202	61	24	27	16	128	73
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	16 881 799	581	235	163	337	1 316	279
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	2 420 239	66	19	16	182	283	32
<b>TOTAL</b>	20 941 240	708	278	206	535	<b>1 727</b>	<b>384</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>							
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 610 730	40	0	0	4	44	8
<b>TOTAL</b>	1 610 730	40	0	0	4	<b>44</b>	<b>8</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>							
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	533 600	19	6	2	0	27	0
<b>TOTAL</b>	533 600	19	6	2	0	<b>27</b>	<b>0</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>							
1.010 Administration Générale	72 004	3	0	0	1	4	6
2.021 Ordre et Sécurité	76 138 762	383	387	7793	0	8 563	1
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	15 850 946	103	4	3	2079	2 189	3
<b>TOTAL</b>	92 061 712	489	391	7796	2080	<b>10 756</b>	<b>10</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>							
1.011 Administration Générale	1 806 483	124	40	57	17	238	40
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	2 530 238	137	50	79	45	311	82
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	13 869 961	939	294	797	273	2 303	364
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	4 401 444	321	84	129	43	577	77
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 922 906	262	136	202	101	701	75
2.027 Gestion de la Dette Publique	235 394	24	5	7	0	36	10
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	1 409 362	63	30	73	23	189	45
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 247 228	22	8	3	1	34	0
<b>TOTAL</b>	29 423 016	1892	647	1347	503	<b>4 389</b>	<b>693</b>

21/09/2022

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>							
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>							
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	174 124	18	0	0	0	18	0
<b>TOTAL</b>	174 124	18	0	0	0	<b>18</b>	<b>0</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>							
1.012 Administration Générale	398 647	16	14	11	5	46	51
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	383 998	28	19	13	3	63	29
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	965 810	62	19	34	9	124	109
<b>TOTAL</b>	1 748 455	106	52	58	17	<b>233</b>	<b>189</b>
<b>323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>							
1.013 Administration Générale	594 521	48	24	27	6	105	74
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	227 307	13	4	2	0	19	57
2.034 Formation Professionnelle	219 439	15	2	2	1	20	58
<b>TOTAL</b>	1 041 267	76	30	31	7	<b>144</b>	<b>189</b>
<b>328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT</b>							
1.044 Administration Générale et Contrôle	161 294	26	18	20	1	65	31
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	102 725	12	2	3	9	26	5
<b>TOTAL</b>	264 019	38	20	23	10	<b>91</b>	<b>36</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>							
1.014 Administration Générale et Contrôle	1 075 395	60	22	25	18	125	150
2.036 Administration du Territoire	6 771 189	373	137	220	186	916	951
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	60 607	4	0	2	4	10	7
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	315 144	14	6	4	5	29	1
<b>TOTAL</b>	8 222 335	451	165	251	213	<b>1 080</b>	<b>1109</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>							
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	115 700	4	1	0	0	5	1
<b>TOTAL</b>	115 700	4	1	0	0	<b>5</b>	<b>1</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES</b>							
1.015 Administration Générale	169 173	6	6	6	0	18	1
<b>TOTAL</b>	169 173	6	6	6	0	<b>18</b>	<b>1</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE</b>							
1.016 Administration Générale	122 678	7	1	2	2	12	16
<b>TOTAL</b>	122 678	7	1	2	2	<b>12</b>	<b>16</b>

21/09/2022

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>							
<b>380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>							
1.032 Administration Générale	547 598	24	18	14	9	65	52
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 438 120	82	52	67	76	277	104
2.084 Développement du secteur industriel	405 216	35	11	27	6	79	42
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	46 871	5	1	0	1	7	8
<b>TOTAL</b>	<b>2 437 805</b>	<b>146</b>	<b>82</b>	<b>108</b>	<b>92</b>	<b>428</b>	<b>206</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>							
1.017 Administration Générale	2 264 322	179	58	61	29	327	198
2.041 Développement de l'Education de Base	261 545 704	3485	46677	414	1302	51 878	2039
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	13 677 902	2666	2233	23	9	4 931	40
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	20 246 322	3226	900	9	16	4 151	27
<b>TOTAL</b>	<b>297 734 250</b>	<b>9556</b>	<b>49868</b>	<b>507</b>	<b>1356</b>	<b>61 287</b>	<b>2304</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>							
1.018 Administration Générale	1 494 758	107	25	23	5	160	57
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	19 875 487	2002	226	154	126	2 508	148
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	351 944	34	11	5	3	53	10
<b>TOTAL</b>	<b>21 722 189</b>	<b>2143</b>	<b>262</b>	<b>182</b>	<b>134</b>	<b>2 721</b>	<b>215</b>
<b>510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME</b>							
1.019 Administration Générale	776 246	49	23	25	14	111	110
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	507 472	44	17	7	2	70	18
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	89 343	8	6	1	1	16	6
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 120 902	85	92	12	7	196	59
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	444 101	28	9	3	5	45	115
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	196 162	20	7	3	1	31	15
<b>TOTAL</b>	<b>3 134 226</b>	<b>234</b>	<b>154</b>	<b>51</b>	<b>30</b>	<b>469</b>	<b>323</b>
<b>520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>							
1.020 Administration Générale	488 538	22	7	16	8	53	39
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	1 024 919	70	63	19	12	164	65
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	542 719	48	12	12	20	92	29
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	99 769	11	5	1	2	19	6
<b>TOTAL</b>	<b>2 155 945</b>	<b>151</b>	<b>87</b>	<b>48</b>	<b>42</b>	<b>328</b>	<b>139</b>

21/09/2022

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES	
		A	B2	B1	C	TOTAL		
<b>1 BUDGET GENERAL</b>								
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>								
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	2 371 832	166	71	54	22	313	144	
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	37 736 566	2356	2299	2741	99	7 495	689	
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de sa	70 737	5	1	0	0	6	2	
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	13 076 033	1116	445	351	46	1 958	249	
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	940 717	80	17	17	8	122	55	
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	2 370 591	206	113	26	8	353	145	
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	31 478	3	0	1	0	4	0	
<b>TOTAL</b>	<b>56 597 954</b>	<b>3932</b>	<b>2946</b>	<b>3190</b>	<b>183</b>	<b>10 251</b>	<b>1284</b>	
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>								
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	178 553	11	3	6	0	20	18	
<b>TOTAL</b>	<b>178 553</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>								
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	725 320	34	20	18	9	81	23	
2.059 Promotion de la Femme	899 817	73	31	21	10	135	38	
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	399 657	35	8	10	4	57	23	
<b>TOTAL</b>	<b>2 024 794</b>	<b>142</b>	<b>59</b>	<b>49</b>	<b>23</b>	<b>273</b>	<b>84</b>	
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>								
1.024 Administration Générale	806 580	43	20	37	19	119	40	
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	998 485	93	59	84	23	259	140	
2.066 Développement et sécurisation des transports	548 657	43	45	67	60	215	89	
<b>TOTAL</b>	<b>2 353 722</b>	<b>179</b>	<b>124</b>	<b>188</b>	<b>102</b>	<b>593</b>	<b>269</b>	
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>								
1.025 Administration Générale	444 356	36	10	12	5	63	53	
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 191 559	97	41	28	42	208	93	
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	151 989	16	2	3	2	23	8	
2.071 Protection et Conservation de la Nature	3 743 545	176	281	22	344	823	179	
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	130 012	15	2	4	0	21	8	
<b>TOTAL</b>	<b>5 661 461</b>	<b>340</b>	<b>336</b>	<b>69</b>	<b>393</b>	<b>1 138</b>	<b>341</b>	

21/09/2022

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>							
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>							
1.026 Administration Générale	534 491	22	7	16	6	51	38
2.073 Développement des Ressources Energétiques	932 762	62	18	39	27	146	45
2.074 Développement des Ressources en Eau	1 367 900	95	24	115	18	252	193
2.075 Développement des ressources minérales	806 895	72	25	43	17	157	4
<b>TOTAL</b>	<b>3 642 048</b>	<b>251</b>	<b>74</b>	<b>213</b>	<b>68</b>	<b>606</b>	<b>280</b>
<b>730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>							
1.028 Administration Générale	269 701	13	8	5	5	31	13
2.076 Medias et Communication Publics	1 466 262	113	92	44	22	271	32
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	745 874	35	18	11	11	75	38
<b>TOTAL</b>	<b>2 481 837</b>	<b>161</b>	<b>118</b>	<b>60</b>	<b>38</b>	<b>377</b>	<b>83</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>							
2.096 Régulation de la Communication	172 752	1	0	0	0	1	13
<b>TOTAL</b>	<b>172 752</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>13</b>
<b>740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>							
1.029 Administration Générale	1 054 644	49	28	24	16	117	111
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	154 443	10	1	6	3	20	14
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	2 059 238	132	64	103	59	358	165
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	1 709 396	61	67	142	89	359	145
2.080 Population	141 264	14	3	3	4	24	7
2.081 Aménagement du Territoire	142 815	17	9	5	5	36	11
<b>TOTAL</b>	<b>5 261 800</b>	<b>283</b>	<b>172</b>	<b>283</b>	<b>176</b>	<b>914</b>	<b>453</b>
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>							
1.034 Administration Générale	1 736 958	124	89	36	134	383	293
2.087 Appui au Monde Rural	6 027 093	308	493	30	532	1 363	234
2.088 Aménagement et Equipement Rural	2 945 445	200	193	30	228	651	212
2.089 Recherche et Formation	3 634 305	121	50	8	60	239	83
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 352 856	84	101	7	140	332	58
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 219 896	47	68	14	126	255	61
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	2 254 048	141	165	22	183	511	43
<b>TOTAL</b>	<b>19 170 601</b>	<b>1025</b>	<b>1159</b>	<b>147</b>	<b>1403</b>	<b>3 734</b>	<b>984</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>							
2.093 Sécurité Alimentaire	321 923	14	6	2	2	24	21
<b>TOTAL</b>	<b>321 923</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>21</b>



21/09/2022

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires					AUTRES
		A	B2	B1	C	TOTAL	
<b>1 BUDGET GENERAL</b>							
TOTAL	614 578 305	23 202	57 226	14 992	7 472	102 892	11 491
TOTAL GENERAL	614 578 305	23 202	57 226	14 992	7 472	102 892	11 491

## **ETAT C**

### **REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME**

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits du budget général**  
**par dotation et programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>			
0.001 Assemblée Nationale	1 917 800	9 179 370	13 340 462
<b>TOTAL</b>	<b>1 917 800</b>	<b>9 179 370</b>	<b>13 340 462</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	2 150 000	9 191 887	6 717 040
1.002 Administration générale	0	12 032 885	7 797 607
2.001 Sécurité et défense	0	829 920	2 054 717
<b>TOTAL</b>	<b>2 150 000</b>	<b>22 054 692</b>	<b>16 569 364</b>
<b>130 PRIMATURE</b>			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	360 000	5 817 968	8 003 256
1.004 Administration générale et contrôle	650 000	4 342 822	4 924 657
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	484 343	658 521
<b>TOTAL</b>	<b>1 110 000</b>	<b>10 645 133</b>	<b>13 586 434</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>			
2.003 Participation à la gestion des élections	0	281 237	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>281 237</b>	<b>0</b>
<b>134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS</b>			
2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et Electorales	19 008	0	522 084
<b>TOTAL</b>	<b>19 008</b>	<b>0</b>	<b>522 084</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 002 977	1 314 299
<b>TOTAL</b>	<b>30 000</b>	<b>1 002 977</b>	<b>1 314 299</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>			
2.005 Cour Suprême	4 929 500	3 642 273	5 348 168
<b>TOTAL</b>	<b>4 929 500</b>	<b>3 642 273</b>	<b>5 348 168</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>			
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	425 002	488 984
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>425 002</b>	<b>488 984</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	160 436	1 060 884	1 222 280
<b>TOTAL</b>	<b>160 436</b>	<b>1 060 884</b>	<b>1 222 280</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	75 899	1 208 650	1 658 704
<b>TOTAL</b>	<b>75 899</b>	<b>1 208 650</b>	<b>1 658 704</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits du budget général**  
**par dotation et programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>			
1.006 Administration Générale	8 872 905	39 492 791	43 196 891
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	311 378	419 476
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	113 965	154 423
<b>TOTAL</b>	<b>8 872 905</b>	<b>39 918 134</b>	<b>43 770 790</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>			
1.007 Administration Générale	50 000	735 713	1 326 574
2.010 Intégration Africaine	0	183 545	455 801
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	872 000	413 890	1 411 006
<b>TOTAL</b>	<b>922 000</b>	<b>1 333 148</b>	<b>3 193 381</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	150 000	3 607 083	4 142 555
<b>TOTAL</b>	<b>150 000</b>	<b>3 607 083</b>	<b>4 142 555</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	228 500	894 078	1 447 621
<b>TOTAL</b>	<b>228 500</b>	<b>894 078</b>	<b>1 447 621</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	0	80 635	153 429
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>80 635</b>	<b>153 429</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>			
1.008 Administration Générale	15 869 239	317 154 914	393 315 547
2.015 Gestion des Opérations Militaires	7 422 446	44 339 229	46 013 229
2.016 Inspection des Armées	20 000	294 406	344 406
2.017 Formation	30 013	770 677	820 677
2.018 Gestion des Transmissions	60 402	336 276	440 276
<b>TOTAL</b>	<b>23 402 100</b>	<b>362 895 502</b>	<b>440 934 135</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 008 990	10 235 236	6 963 986
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	1 412 845	22 399 522	23 229 081
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 952 145	8 924 641	9 740 575
<b>TOTAL</b>	<b>5 373 980</b>	<b>41 559 399</b>	<b>39 933 642</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	290 000	2 108 844	2 889 000
<b>TOTAL</b>	<b>290 000</b>	<b>2 108 844</b>	<b>2 889 000</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	808 060	1 113 350
<b>TOTAL</b>	<b>47 500</b>	<b>808 060</b>	<b>1 113 350</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits du budget général**  
**par dotation et programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>			
1.010 Administration Générale	9 922 500	22 934 512	19 055 528
2.021 Ordre et Sécurité	2 857 159	91 547 296	108 216 859
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	2 021 036	18 796 479	28 361 819
<b>TOTAL</b>	<b>14 800 695</b>	<b>133 278 287</b>	<b>155 634 206</b>
<b>235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT</b>			
0.002 Securite d'Etat	2 000 000	103 710 896	16 270 657
<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>	<b>103 710 896</b>	<b>16 270 657</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
1.011 Administration Générale	19 406 438	22 707 488	28 729 148
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	19 396 129	6 198 714	12 458 932
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	1 147 000	16 610 442	18 470 207
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	620 000	6 256 735	8 474 943
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 065 787	5 122 440	7 146 943
2.027 Gestion de la Dette Publique	562 000	547 373	1 080 448
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 275 000	2 994 790	7 613 471
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 925 000	3 288 756	3 986 934
<b>TOTAL</b>	<b>51 397 354</b>	<b>63 726 738</b>	<b>87 961 026</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	714 179	1 544 049
<b>TOTAL</b>	<b>100 000</b>	<b>714 179</b>	<b>1 544 049</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>			
2.068 Régulation de la commande publique	0	207 349	325 760
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>207 349</b>	<b>325 760</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>			
1.012 Administration Générale	1 021 334	1 221 188	2 585 986
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	801 418	999 387
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	3 750	1 056 253	1 303 726
<b>TOTAL</b>	<b>1 211 284</b>	<b>3 078 859</b>	<b>4 889 099</b>
<b>323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
1.013 Administration Générale	4 917 718	2 120 294	3 931 682
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	158 075	4 765 594	6 127 712
2.034 Formation Professionnelle	4 127 485	5 079 061	9 845 800
<b>TOTAL</b>	<b>9 203 278</b>	<b>11 964 949</b>	<b>19 905 194</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits du budget général**  
**par dotation et programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT</b>			
1.044 Administration Générale et Contrôle	0	416 991	607 744
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	274 617	539 214
<b>TOTAL</b>	<b>250 000</b>	<b>691 608</b>	<b>1 146 958</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>			
1.014 Administration Générale et Contrôle	150 000	2 827 517	4 593 082
2.036 Administration du Territoire	36 914 701	36 674 603	51 355 752
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	400 000	217 796	657 207
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 384 665	31 260 009	30 978 878
2.064 Développement Régional et Local	209 000	1 337 591	2 079 000
<b>TOTAL</b>	<b>56 058 366</b>	<b>72 317 516</b>	<b>89 663 919</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	90 965	649 718	1 195 325
<b>TOTAL</b>	<b>90 965</b>	<b>649 718</b>	<b>1 195 325</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES</b>			
1.015 Administration Générale	148 106	656 219	1 168 598
2.039 Religion et Culte	197 500	1 403 076	767 024
<b>TOTAL</b>	<b>345 606</b>	<b>2 059 295</b>	<b>1 935 622</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE</b>			
1.016 Administration Générale	0	792 999	1 109 690
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	1 161 760	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1 954 759</b>	<b>1 109 690</b>
<b>380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>			
1.032 Administration Générale	1 365 750	1 733 742	2 422 693
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 382 187	2 838 327	4 046 614
2.084 Développement du secteur industriel	784 814	1 393 273	2 458 302
2.085 Appui au développement du secteur privé	689 593	668 914	1 766 911
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	44 625	102 616	166 086
<b>TOTAL</b>	<b>4 266 969</b>	<b>6 736 872</b>	<b>10 860 606</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>			
1.017 Administration Générale	2 978 575	36 162 599	33 275 392
2.041 Développement de l'Education de Base	4 223 223	248 775 261	297 546 853
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	20 660 071	33 432 581	54 212 555
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	54 071 841	58 893 729
<b>TOTAL</b>	<b>50 256 573</b>	<b>372 442 282</b>	<b>443 928 529</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits du budget général**  
**par dotation et programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
1.018 Administration Générale	2 000 000	5 130 988	8 553 081
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	11 847 120	57 607 031	76 454 699
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	62 985	880 380	1 689 103
<b>TOTAL</b>	<b>13 910 105</b>	<b>63 618 399</b>	<b>86 696 883</b>
<b>510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME</b>			
1.019 Administration Générale	159 500	2 341 561	3 482 047
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	901 500	771 305	1 769 040
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	127 000	305 242	629 028
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	2 320 250	2 307 979	4 140 592
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	892 000	683 555	1 936 091
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	0	315 303	563 348
<b>TOTAL</b>	<b>4 400 250</b>	<b>6 724 945</b>	<b>12 520 146</b>
<b>520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>			
1.020 Administration Générale	2 700 000	2 663 967	4 446 905
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	800 000	1 184 044	2 241 515
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	20 511 050	9 826 763	5 731 842
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	9 610	399 667	732 882
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	50 000	2 142 265	2 163 379
<b>TOTAL</b>	<b>24 070 660</b>	<b>16 216 706</b>	<b>15 316 523</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	2 797 196	16 475 032	21 086 049
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	18 850	44 599 683	50 427 813
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	7 752 126	7 899 204
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	33 457 850	38 259 018	49 709 098
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	879 182	2 007 307	3 958 382
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 071 000	7 457 658	16 037 177
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	762 750	1 056 347	1 719 664
<b>TOTAL</b>	<b>38 993 560</b>	<b>117 607 171</b>	<b>150 837 387</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	1 174 138	2 509 646
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1 174 138</b>	<b>2 509 646</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	1 413 915	2 540 322
2.059 Promotion de la Femme	642 486	1 797 248	2 662 651
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	496 599	758 755	1 473 028
<b>TOTAL</b>	<b>2 448 161</b>	<b>3 969 918</b>	<b>6 676 001</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits du budget général**  
**par dotation et programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
1.024 Administration Générale	119 500	1 797 228	2 420 020
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	432 887 900	54 828 294	76 884 900
2.066 Développement et sécurisation des transports	17 146 087	5 140 920	6 495 521
<b>TOTAL</b>	<b>450 153 487</b>	<b>61 766 442</b>	<b>85 800 441</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
1.025 Administration Générale	110 000	1 037 349	1 405 962
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	2 053 000	3 753 341	5 717 773
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	297 000	2 410 561	4 504 411
2.071 Protection et Conservation de la Nature	6 431 000	16 202 375	10 638 318
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	697 000	440 175	1 117 994
<b>TOTAL</b>	<b>9 588 000</b>	<b>23 843 801</b>	<b>23 384 458</b>
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
1.026 Administration Générale	3 395 000	35 224 536	34 891 467
2.073 Développement des Ressources Energétiques	14 088 609	39 141 460	37 247 245
2.074 Développement des Ressources en Eau	74 209 000	31 133 949	49 403 175
2.075 Développement des ressources minérales	380 925	1 161 489	2 575 039
<b>TOTAL</b>	<b>92 073 534</b>	<b>106 661 434</b>	<b>124 116 926</b>
<b>730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>			
1.028 Administration Générale	6 375	744 026	1 010 365
2.076 Medias et Communication Publics	2 358 500	4 875 843	7 977 078
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	610 000	2 032 979	3 106 706
<b>TOTAL</b>	<b>2 974 875</b>	<b>7 652 848</b>	<b>12 094 149</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>			
2.096 Régulation de la Communication	212 500	845 081	1 381 342
<b>TOTAL</b>	<b>212 500</b>	<b>845 081</b>	<b>1 381 342</b>
<b>740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>			
1.029 Administration Générale	4 808 500	2 722 514	5 707 051
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 970 000	1 742 762	4 592 026
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	2 860 000	2 441 279	4 520 380
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 550 000	2 136 020	7 869 544
2.080 Population	800 000	2 428 301	1 158 175
2.081 Aménagement du Territoire	280 000	195 542	481 815
<b>TOTAL</b>	<b>18 268 500</b>	<b>11 666 418</b>	<b>24 328 991</b>



**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits du budget général**  
**par dotation et programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
1.034 Administration Générale	12 099 500	33 099 529	43 500 942
2.087 Appui au Monde Rural	8 771 849	29 762 291	37 212 140
2.088 Aménagement et Equipement Rural	25 708 500	38 944 720	45 215 792
2.089 Recherche et Formation	360 500	9 091 082	7 180 955
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	2 686 000	6 310 293	8 171 417
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	805 000	3 918 391	4 243 636
2.092 Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire	825 000	2 804 145	3 716 456
<b>TOTAL</b>	<b>51 256 349</b>	<b>123 930 451</b>	<b>149 241 338</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>			
2.093 Sécurité Alimentaire	1 800 000	12 253 503	23 611 261
<b>TOTAL</b>	<b>1 800 000</b>	<b>12 253 503</b>	<b>23 611 261</b>
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>			
0.003 Provisions pour imprévus	239 089 892	459 414 313	428 563 927
0.004 Dette	0	175 063 000	199 902 000
<b>TOTAL</b>	<b>239 089 892</b>	<b>634 477 313</b>	<b>628 465 927</b>
<b>TOTAL DU BUDGET GENERAL</b>	<b>1 188 900 591</b>	<b>2 468 646 976</b>	<b>2 774 980 741</b>

## **ETAT D**

# **REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME**

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023****Repartition des crédits des budgets annexes par programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
<b>4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports</b>			
<b>40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)</b>			
Personnel	0	480 000	473 000
Biens et services	0	902 000	713 842
Transferts et subventions	0	453 000	278 000
Investissement	905 000	1 027 800	905 000
<b>Total</b>	<b>905 000</b>	<b>2 862 800</b>	<b>2 369 842</b>
<b>40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)</b>			
Personnel	0	462 000	434 000
Biens et services	0	694 000	743 000
Transferts et subventions	0	65 000	85 000
Investissement	550 000	480 000	550 000
<b>Total</b>	<b>550 000</b>	<b>1 701 000</b>	<b>1 812 000</b>
<b>40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)</b>			
Personnel	0	390 000	392 000
Biens et services	0	275 500	275 500
Transferts et subventions	0		12 000
Investissement	87 000	87 000	87 000
<b>Total</b>	<b>87 000</b>	<b>752 500</b>	<b>766 500</b>
<b>40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)</b>			
Personnel	0	376 500	372 500
Biens et services	0	292 000	289 000
Transferts et subventions	0		12 000
Investissement	66 000	71 000	66 000
<b>Total</b>	<b>66 000</b>	<b>739 500</b>	<b>739 500</b>
<b>40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)</b>			
Personnel	0	260 000	265 700
Biens et services	0	225 150	343 000
Transferts et subventions	0		12 000
Investissement	90 000	125 000	90 000
<b>Total</b>	<b>90 000</b>	<b>610 150</b>	<b>710 700</b>
<b>40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)</b>			
Personnel	0	248 000	248 000
Biens et services	0	257 323	257 323
Transferts et subventions	0		12 000
Investissement	240 000	140 000	240 000
<b>Total</b>	<b>240 000</b>	<b>645 323</b>	<b>757 323</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023****Repartition des crédits des budgets annexes par programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
<b>4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports</b>			
<b>40-2-2013-0021-008-002204 ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)</b>			
Personnel	0	230 000	231 000
Biens et services	0	256 000	275 500
Transferts et subventions	0		12 000
Investissement	85 000	98 500	85 000
<b>Total</b>	<b>85 000</b>	<b>584 500</b>	<b>603 500</b>
<b>Total</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>
<b>Total</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>
<b>TOTAL DES BUDGETS ANNEXES</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>

# **ETAT E**

## **REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME**

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section Programme	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	126 719 397	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	5 411 949	3 000 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable	0	22 500 000	0
3.014 Garanties et Avals	0	0	343 442
<b>Total</b>	<b>3 000 000</b>	<b>154 631 346</b>	<b>101 502 442</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 500 000	2 500 000	2 500 000
<b>Total</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>650 000</b>	<b>650 000</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
<b>Total</b>	<b>1 795 000</b>	<b>2 800 080</b>	<b>2 800 080</b>
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	10 000	360 000	360 000
<b>Total</b>	<b>10 000</b>	<b>710 000</b>	<b>710 000</b>
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	9 193 976	5 000 000
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>9 193 976</b>	<b>5 000 000</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>12 305 000</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>

# **ETAT F**

**CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX  
ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX  
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

# **I. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS**



**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>130 PRIMATURE</b>			
<b>133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	417 187	736 874
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>417 187</b>	<b>736 874</b>
<b>418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION</b>			
Transferts et subventions	0	873 616	920 829
Investissement	50 000	38 474	50 000
<b>Total</b>	<b>50 000</b>	<b>912 090</b>	<b>970 829</b>
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>1 329 277</b>	<b>1 707 703</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>			
<b>187 CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS</b>			
Transferts et subventions	0	66 662	86 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>66 662</b>	<b>86 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>66 662</b>	<b>86 000</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>			
<b>222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE</b>			
Transferts et subventions	0	580 924	602 214
Investissement	70 000	200 000	70 000
<b>Total</b>	<b>70 000</b>	<b>780 924</b>	<b>672 214</b>
<b>TOTAL</b>	<b>70 000</b>	<b>780 924</b>	<b>672 214</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
<b>315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS</b>			
Transferts et subventions	0	504 688	827 045
Investissement	447 500	33 457	447 500
<b>Total</b>	<b>447 500</b>	<b>538 145</b>	<b>1 274 545</b>
<b>316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>			
Transferts et subventions	0	1 094 180	1 327 798
Investissement	1 700 000	1 940 112	1 700 000
<b>Total</b>	<b>1 700 000</b>	<b>3 034 292</b>	<b>3 027 798</b>
<b>317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT</b>			
Transferts et subventions	0	282 011	630 748
Investissement	0	40 140	255 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>322 151</b>	<b>885 748</b>
<b>434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE</b>			
Transferts et subventions	0	124 865	178 636
Investissement	0	63 510	425 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>188 375</b>	<b>603 636</b>
<b>436 CENTRE D'ETUDES &amp; RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE &amp; PLAIDOYER</b>			
Transferts et subventions	0	48 114	130 500
Investissement	225 000	17 975	225 000
<b>Total</b>	<b>225 000</b>	<b>66 089</b>	<b>355 500</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 372 500</b>	<b>4 149 052</b>	<b>6 147 227</b>
<b>323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
<b>324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. &amp; APPRENTIS.</b>			
Transferts et subventions	0	1 892 896	5 000 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 892 896</b>	<b>5 000 000</b>
<b>325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)</b>			
Transferts et subventions	0	3 339 178	5 397 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>3 339 178</b>	<b>5 397 000</b>
<b>326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.</b>			
Transferts et subventions	0	109 351	164 664
Investissement	150 025	8 384	150 025
<b>Total</b>	<b>150 025</b>	<b>117 735</b>	<b>314 689</b>
<b>327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)</b>			
Transferts et subventions	0	106 407	173 741
Investissement	2 551 850	29 398	551 850
<b>Total</b>	<b>2 551 850</b>	<b>135 805</b>	<b>725 591</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 701 875</b>	<b>5 485 614</b>	<b>11 437 280</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>			
<b>313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>321 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUIDENT</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>322 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>			
Transferts et subventions	0	120 878	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 781</b>	<b>189 000</b>
<b>331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES</b>			
Transferts et subventions	0	1 066 998	2 068 619
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 066 998</b>	<b>2 068 619</b>
<b>333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
Transferts et subventions	0	285 014	428 812
Investissement	47 500	54 257	47 500
<b>Total</b>	<b>47 500</b>	<b>339 271</b>	<b>476 312</b>
<b>336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>			
<b>337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>			
Transferts et subventions	0	120 678	170 000
Investissement	19 000	903	19 000
<b>Total</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>256 500</b>	<b>2 743 860</b>	<b>4 623 931</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES</b>			
<b>332 MAISON DU HADJ</b>			
Transferts et subventions	0	1 211 584	238 358
Investissement	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 211 584</b>	<b>238 358</b>
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1 211 584</b>	<b>238 358</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>			
<b>385 AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE</b>			
Transferts et subventions	0	153 912	228 639
Investissement	170 000	11 100	170 000
<b>Total</b>	<b>170 000</b>	<b>165 012</b>	<b>398 639</b>
<b>805 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE</b>			
Transferts et subventions	0	84 765	121 633
Investissement	12 112	677	12 112
<b>Total</b>	<b>12 112</b>	<b>85 442</b>	<b>133 745</b>
<b>813 CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE</b>			
Transferts et subventions	0	99 538	109 443
Investissement	127 000	20 296	127 000
<b>Total</b>	<b>127 000</b>	<b>119 834</b>	<b>236 443</b>
<b>814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)</b>			
Transferts et subventions	0	478 278	609 693
Investissement	365 500	33 669	365 500
<b>Total</b>	<b>365 500</b>	<b>511 947</b>	<b>975 193</b>
<b>816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)</b>			
Transferts et subventions	0	272 321	638 658
Investissement	265 093	18 465	265 093
<b>Total</b>	<b>265 093</b>	<b>290 786</b>	<b>903 751</b>
<b>817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI</b>			
Transferts et subventions	0	183 015	201 992
Investissement	220 187	18 229	220 187
<b>Total</b>	<b>220 187</b>	<b>201 244</b>	<b>422 179</b>
<b>866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.</b>			
Transferts et subventions	0	74 961	107 097
Investissement	127 000	27 840	127 000
<b>Total</b>	<b>127 000</b>	<b>102 801</b>	<b>234 097</b>
<b>867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE</b>			
Transferts et subventions	0	161 597	157 300
Investissement	26 202	1 465	26 202
<b>Total</b>	<b>26 202</b>	<b>163 062</b>	<b>183 502</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 313 094</b>	<b>1 640 128</b>	<b>3 487 549</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>			
<b>428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>			
Transferts et subventions	0	432 072	953 335
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>432 072</b>	<b>953 335</b>
<b>432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES</b>			
Transferts et subventions	0	414 376	434 213
Investissement	72 768	3 639	72 768
<b>Total</b>	<b>72 768</b>	<b>418 015</b>	<b>506 981</b>
<b>TOTAL</b>	<b>72 768</b>	<b>850 087</b>	<b>1 460 316</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
<b>411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)</b>			
Transferts et subventions	0	1 558 289	1 958 462
Investissement	34 485	1 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>1 560 014</b>	<b>1 992 947</b>
<b>413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)</b>			
Transferts et subventions	0	1 427 181	1 724 123
Investissement	434 485	26 725	434 485
<b>Total</b>	<b>434 485</b>	<b>1 453 906</b>	<b>2 158 608</b>
<b>414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>			
Transferts et subventions	0	2 564 150	2 790 800
Investissement	2 534 485	21 725	534 485
<b>Total</b>	<b>2 534 485</b>	<b>2 585 875</b>	<b>3 325 285</b>
<b>415 INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES &amp; JURIDIQUES DE BKO</b>			
Transferts et subventions	0	123 584	207 338
Investissement	34 485	1 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>125 309</b>	<b>241 823</b>
<b>416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES</b>			
Transferts et subventions	0	17 653 187	19 992 006
Investissement	2 795 048	35 754	745 048
<b>Total</b>	<b>2 795 048</b>	<b>17 688 941</b>	<b>20 737 054</b>
<b>417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE &amp; TECH.</b>			
Biens et services	0	8 631	22 563
Transferts et subventions	0	136 845	191 748
Investissement	28 500	1 425	28 500
<b>Total</b>	<b>28 500</b>	<b>146 901</b>	<b>242 811</b>
<b>419 AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>			
Transferts et subventions	0	196 054	339 272
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>196 054</b>	<b>339 272</b>
<b>420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.</b>			
Transferts et subventions	0	882 276	1 214 564
Investissement	36 344	1 818	36 344
<b>Total</b>	<b>36 344</b>	<b>884 094</b>	<b>1 250 908</b>
<b>422 UNIVERSITE DE SEGOU</b>			
Transferts et subventions	0	2 203 667	2 974 689
Investissement	34 485	21 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>2 225 392</b>	<b>3 009 174</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
<b>424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO</b>			
Transferts et subventions	0	3 293 949	3 986 625
Investissement	34 485	1 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>3 295 674</b>	<b>4 021 110</b>
<b>425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES</b>			
Transferts et subventions	0	721 754	1 411 807
Investissement	34 485	11 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>733 479</b>	<b>1 446 292</b>
<b>426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO</b>			
Transferts et subventions	0	6 000 251	6 494 338
Investissement	1 147 423	7 372	1 047 423
<b>Total</b>	<b>1 147 423</b>	<b>6 007 623</b>	<b>7 541 761</b>
<b>429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO</b>			
Transferts et subventions	0	4 369 278	5 645 362
Investissement	34 485	31 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>4 401 003</b>	<b>5 679 847</b>
<b>430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA</b>			
Transferts et subventions	0	480 541	648 915
Investissement	34 485	1 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>482 266</b>	<b>683 400</b>
<b>431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO</b>			
Transferts et subventions	0	4 793 756	6 534 001
Investissement	34 485	21 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>4 815 481</b>	<b>6 568 486</b>
<b>433 ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM..</b>			
Transferts et subventions	0	226 219	440 366
Investissement	34 485	18 105	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>244 324</b>	<b>474 851</b>
<b>435 INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE</b>			
Transferts et subventions	0	489 752	883 346
Investissement	34 485	1 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>491 477</b>	<b>917 831</b>
<b>437 UNIVERSITE DE SIKASSO</b>			
Transferts et subventions	0	0	640 745
Investissement	30 000	0	30 000
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>	<b>670 745</b>
<b>438 UNIVERSITÉ DE GAO</b>			
Transferts et subventions	0	0	498 251
Investissement	30 000	0	30 000
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>	<b>528 251</b>



**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
<b>439 UNIVERSITÉ DE TOMBOUCTOU</b>			
Transferts et subventions	0	0	506 583
Investissement	30 000	0	30 000
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>	<b>536 583</b>
<b>523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS</b>			
Transferts et subventions	0	546 555	646 712
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>546 555</b>	<b>646 712</b>
<b>631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE</b>			
Transferts et subventions	0	1 889 215	2 112 943
Investissement	934 485	26 898	354 485
<b>Total</b>	<b>934 485</b>	<b>1 916 113</b>	<b>2 467 428</b>
<b>674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX</b>			
Transferts et subventions	0	729 232	946 274
Investissement	34 485	1 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>730 957</b>	<b>980 759</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 380 105</b>	<b>50 531 438</b>	<b>66 461 938</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME</b>			
<b>511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO</b>			
Transferts et subventions	0	270 967	317 502
Investissement	1 000 000	31 500	340 000
<b>Total</b>	<b>1 000 000</b>	<b>302 467</b>	<b>657 502</b>
<b>512 MUSEE NATIONAL</b>			
Transferts et subventions	0	261 156	313 339
Investissement	434 500	28 352	434 500
<b>Total</b>	<b>434 500</b>	<b>289 508</b>	<b>747 839</b>
<b>513 FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE</b>			
Transferts et subventions	0	102 831	171 500
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>102 831</b>	<b>171 500</b>
<b>514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA</b>			
Transferts et subventions	0	312 484	361 766
Investissement	340 000	33 710	340 000
<b>Total</b>	<b>340 000</b>	<b>346 194</b>	<b>701 766</b>
<b>516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>			
Transferts et subventions	0	100 765	157 494
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>100 765</b>	<b>157 494</b>
<b>517 CENTRE NATIONAL CINEMATOGRAPHIE DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	199 511	330 528
Investissement	127 000	2 900	127 000
<b>Total</b>	<b>127 000</b>	<b>202 411</b>	<b>457 528</b>
<b>518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.</b>			
Transferts et subventions	0	547 193	627 759
Investissement	225 250	25 526	225 250
<b>Total</b>	<b>225 250</b>	<b>572 719</b>	<b>853 009</b>
<b>519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE</b>			
Transferts et subventions	0	123 140	143 769
Investissement	297 000	17 550	297 000
<b>Total</b>	<b>297 000</b>	<b>140 690</b>	<b>440 769</b>
<b>868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE</b>			
Transferts et subventions	0	99 469	173 948
Investissement	467 000	21 150	467 000
<b>Total</b>	<b>467 000</b>	<b>120 619</b>	<b>640 948</b>
<b>869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	181 942	226 819
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>181 942</b>	<b>226 819</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 890 750</b>	<b>2 360 146</b>	<b>5 055 174</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>			
<b>522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI</b>			
Transferts et subventions	0	84 516	189 690
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>84 516</b>	<b>189 690</b>
<b>524 SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)</b>			
Transferts et subventions	0	2 057 749	1 773 189
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2 057 749</b>	<b>1 773 189</b>
<b>526 PALAIS DES PIONNIERS</b>			
Transferts et subventions	0	0	70 000
Investissement	30 000	0	30 000
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
<b>611 CENTRE DE MEDECINE DU SPORT</b>			
Transferts et subventions	0	64 348	80 639
Investissement	11 050	618	11 050
<b>Total</b>	<b>11 050</b>	<b>64 966</b>	<b>91 689</b>
<b>TOTAL</b>	<b>41 050</b>	<b>2 207 231</b>	<b>2 154 568</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
<b>612 OFFICE NATIONAL DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION</b>			
Transferts et subventions	0	0	1 080 042
Investissement	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 080 042</b>
<b>615 HOPITAL GABRIEL TOURE</b>			
Transferts et subventions	0	3 104 104	3 580 116
Investissement	524 900	46 245	524 900
<b>Total</b>	<b>524 900</b>	<b>3 150 349</b>	<b>4 105 016</b>
<b>616 HOPITAL DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	1 646 521	2 432 541
Investissement	1 000 000	500 000	500 000
<b>Total</b>	<b>1 000 000</b>	<b>2 146 521</b>	<b>2 932 541</b>
<b>617 HOPITAL DU POINT G</b>			
Transferts et subventions	0	3 603 237	5 102 007
Investissement	544 850	42 243	544 850
<b>Total</b>	<b>544 850</b>	<b>3 645 480</b>	<b>5 646 857</b>
<b>618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE</b>			
Transferts et subventions	0	306 140	546 407
Investissement	1 014 250	15 713	314 250
<b>Total</b>	<b>1 014 250</b>	<b>321 853</b>	<b>860 657</b>
<b>619 HOPITAL DE KATI</b>			
Transferts et subventions	0	1 077 484	1 397 868
Investissement	264 950	25 748	264 950
<b>Total</b>	<b>264 950</b>	<b>1 103 232</b>	<b>1 662 818</b>
<b>620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE</b>			
Transferts et subventions	0	323 892	459 425
Investissement	374 800	28 740	374 800
<b>Total</b>	<b>374 800</b>	<b>352 632</b>	<b>834 225</b>
<b>623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>			
Transferts et subventions	0	777 061	1 238 213
Investissement	5 095 950	14 798	695 950
<b>Total</b>	<b>5 095 950</b>	<b>791 859</b>	<b>1 934 163</b>
<b>624 INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE</b>			
Transferts et subventions	0	1 977 365	2 397 988
Investissement	448 550	34 928	448 550
<b>Total</b>	<b>448 550</b>	<b>2 012 293</b>	<b>2 846 538</b>
<b>625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>			
Transferts et subventions	0	450 990	625 938
Investissement	54 150	24 908	54 150
<b>Total</b>	<b>54 150</b>	<b>475 898</b>	<b>680 088</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
<b>627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)</b>			
Transferts et subventions	0	633 631	979 795
Investissement	519 950	998	519 950
<b>Total</b>	<b>519 950</b>	<b>634 629</b>	<b>1 499 745</b>
<b>628 CLINIQUE PERINATALE MOHAMED VI BAMAKO</b>			
Transferts et subventions	0	256 259	785 782
Investissement	50 000	2 500	50 000
<b>Total</b>	<b>50 000</b>	<b>258 759</b>	<b>835 782</b>
<b>629 HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO</b>			
Transferts et subventions	0	1 271 338	1 735 084
Investissement	1 307 500	20 375	307 500
<b>Total</b>	<b>1 307 500</b>	<b>1 291 713</b>	<b>2 042 584</b>
<b>630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX</b>			
Transferts et subventions	0	244 097	290 224
Investissement	458 000	35 050	236 000
<b>Total</b>	<b>458 000</b>	<b>279 147</b>	<b>526 224</b>
<b>632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)</b>			
Transferts et subventions	0	831 823	1 173 889
Investissement	300 000	10 000	300 000
<b>Total</b>	<b>300 000</b>	<b>841 823</b>	<b>1 473 889</b>
<b>633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES</b>			
Transferts et subventions	0	1 065 248	1 199 098
Investissement	0	20 000	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 085 248</b>	<b>1 199 098</b>
<b>634 HOPITAL DE SIKASSO</b>			
Transferts et subventions	0	1 228 788	1 606 160
Investissement	0	20 000	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 248 788</b>	<b>1 606 160</b>
<b>635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU</b>			
Transferts et subventions	0	1 076 891	1 322 180
Investissement	0	20 000	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 096 891</b>	<b>1 322 180</b>
<b>636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI</b>			
Transferts et subventions	0	1 103 008	1 352 293
Investissement	0	20 000	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 123 008</b>	<b>1 352 293</b>
<b>637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU</b>			
Transferts et subventions	0	413 044	510 893
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>413 044</b>	<b>510 893</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
<b>638 HOPITAL DE GAO</b>			
Transferts et subventions	0	558 272	694 938
Investissement	0	20 000	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>578 272</b>	<b>694 938</b>
<b>661 AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE</b>			
Transferts et subventions	0	427 857	1 111 469
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>427 857</b>	<b>1 111 469</b>
<b>665 OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	449 356	816 113
Investissement	0	30 000	500 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>479 356</b>	<b>1 316 113</b>
<b>666 INSTITUT D'ETUDE &amp; RECHERCHE EN GERONTO- GERIATRIE</b>			
Transferts et subventions	0	185 365	286 320
Investissement	51 870	2 594	51 870
<b>Total</b>	<b>51 870</b>	<b>187 959</b>	<b>338 190</b>
<b>667 CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE &amp; SOLIDAIRE</b>			
Transferts et subventions	0	73 275	137 765
Investissement	21 000	1 050	21 000
<b>Total</b>	<b>21 000</b>	<b>74 325</b>	<b>158 765</b>
<b>668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE</b>			
Transferts et subventions	0	3 452 787	9 211 990
Investissement	300 000	0	300 000
<b>Total</b>	<b>300 000</b>	<b>3 452 787</b>	<b>9 511 990</b>
<b>670 OBSERVATOIRE HUMAIN &amp; DURABLE</b>			
Transferts et subventions	0	46 106	79 635
Investissement	662 750	172 938	662 750
<b>Total</b>	<b>662 750</b>	<b>219 044</b>	<b>742 385</b>
<b>676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>			
Transferts et subventions	0	476 604	522 595
Investissement	100 000	18 300	100 000
<b>Total</b>	<b>100 000</b>	<b>494 904</b>	<b>622 595</b>
<b>677 FONDATION POUR LA SOLIDARITE</b>			
Transferts et subventions	0	342 399	354 684
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>342 399</b>	<b>354 684</b>
<b>678 CENTRE D'ORTHOPEDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>			
Transferts et subventions	0	435 431	663 314
Investissement	827 312	21 367	277 312
<b>Total</b>	<b>827 312</b>	<b>456 798</b>	<b>940 626</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
<b>681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE</b>			
Transferts et subventions	0	672 556	1 227 714
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>672 556</b>	<b>1 227 714</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13 920 782</b>	<b>29 659 424</b>	<b>51 971 262</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
<b>645 CITE DES ENFANTS</b>			
Transferts et subventions	0	206 354	256 424
Investissement	179 000	22 047	179 000
<b>Total</b>	<b>179 000</b>	<b>228 401</b>	<b>435 424</b>
<b>TOTAL</b>	<b>179 000</b>	<b>228 401</b>	<b>435 424</b>
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
<b>703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.</b>			
Transferts et subventions	0	65 571	105 284
Investissement	19 500	927	19 500
<b>Total</b>	<b>19 500</b>	<b>66 498</b>	<b>124 784</b>
<b>706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	523 407	499 619
Investissement	196 400	148 700	196 400
<b>Total</b>	<b>196 400</b>	<b>672 107</b>	<b>696 019</b>
<b>708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.</b>			
Transferts et subventions	0	113 812	170 402
Investissement	997 500	150 707	377 500
<b>Total</b>	<b>997 500</b>	<b>264 519</b>	<b>547 902</b>
<b>712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE</b>			
Transferts et subventions	0	83 036	236 550
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>83 036</b>	<b>236 550</b>
<b>713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>			
Transferts et subventions	0	86 973	172 557
Investissement	980 300	2 458 175	980 300
<b>Total</b>	<b>980 300</b>	<b>2 545 148</b>	<b>1 152 857</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 193 700</b>	<b>3 631 308</b>	<b>2 758 112</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
<b>716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>			
Transferts et subventions	0	222 043	307 411
Investissement	297 000	2 188 518	4 197 000
<b>Total</b>	<b>297 000</b>	<b>2 410 561</b>	<b>4 504 411</b>
<b>717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	326 774	407 237
Investissement	433 000	147 400	433 000
<b>Total</b>	<b>433 000</b>	<b>474 174</b>	<b>840 237</b>
<b>718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>			
Transferts et subventions	0	255 493	420 994
Investissement	382 000	184 682	382 000
<b>Total</b>	<b>382 000</b>	<b>440 175</b>	<b>802 994</b>
<b>719 AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE</b>			
Transferts et subventions	0	113 615	137 017
Investissement	170 000	16 750	170 000
<b>Total</b>	<b>170 000</b>	<b>130 365</b>	<b>307 017</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 282 000</b>	<b>3 455 275</b>	<b>6 454 659</b>



**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
<b>715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)</b>			
Transferts et subventions	0	165 417	235 306
Investissement	127 000	21 992	127 000
<b>Total</b>	<b>127 000</b>	<b>187 409</b>	<b>362 306</b>
<b>722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE</b>			
Transferts et subventions	0	7 055 279	5 308 543
Investissement	3 420 000	10 615 491	11 061 000
<b>Total</b>	<b>3 420 000</b>	<b>17 670 770</b>	<b>16 369 543</b>
<b>723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX</b>			
Transferts et subventions	0	217 626	300 760
Investissement	350 000	32 550	350 000
<b>Total</b>	<b>350 000</b>	<b>250 176</b>	<b>650 760</b>
<b>724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)</b>			
Transferts et subventions	0	128 318	212 593
Investissement	65 000 000	2 341 310	10 000 000
<b>Total</b>	<b>65 000 000</b>	<b>2 469 628</b>	<b>10 212 593</b>
<b>725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI</b>			
Biens et services	0	5 000	5 000
Transferts et subventions	0	243 688	348 686
Investissement	273 609	134 674	273 609
<b>Total</b>	<b>273 609</b>	<b>383 362</b>	<b>627 295</b>
<b>727 OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE</b>			
Transferts et subventions	0	116 222	157 825
Investissement	310 000	21 500	310 000
<b>Total</b>	<b>310 000</b>	<b>137 722</b>	<b>467 825</b>
<b>819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS</b>			
Transferts et subventions	0	187 500	320 790
Investissement	2 840 000	58 240	660 000
<b>Total</b>	<b>2 840 000</b>	<b>245 740</b>	<b>980 790</b>
<b>TOTAL</b>	<b>72 320 609</b>	<b>21 344 807</b>	<b>29 671 112</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>			
<b>735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI</b>			
Transferts et subventions	0	3 959 403	5 302 782
Investissement	1 383 500	228 275	1 383 500
<b>Total</b>	<b>1 383 500</b>	<b>4 187 678</b>	<b>6 686 282</b>
<b>736 COMPLEXE NUMERIQUE DE BAMAKO</b>			
Transferts et subventions	0	0	121 400
Investissement	5 000	0	5 000
<b>Total</b>	<b>5 000</b>	<b>0</b>	<b>126 400</b>
<b>737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE &amp; PUBLICITE</b>			
Transferts et subventions	0	474 870	515 737
Investissement	750 000	17 900	300 000
<b>Total</b>	<b>750 000</b>	<b>492 770</b>	<b>815 737</b>
<b>738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT</b>			
Transferts et subventions	0	109 370	250 059
Investissement	225 000	86 025	225 000
<b>Total</b>	<b>225 000</b>	<b>195 395</b>	<b>475 059</b>
<b>739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° &amp; COMMUNICATION</b>			
Transferts et subventions	0	1 717 023	2 073 470
Investissement	305 000	18 625	305 000
<b>Total</b>	<b>305 000</b>	<b>1 735 648</b>	<b>2 378 470</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 668 500</b>	<b>6 611 491</b>	<b>10 481 948</b>
<b>740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>			
<b>342 OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE</b>			
Transferts et subventions	0	71 062	140 311
Investissement	300 000	44 310	300 000
<b>Total</b>	<b>300 000</b>	<b>115 372</b>	<b>440 311</b>
<b>TOTAL</b>	<b>300 000</b>	<b>115 372</b>	<b>440 311</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
<b>823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)</b>			
Transferts et subventions	0	48 344	91 500
Investissement	250 000	54 684	250 000
<b>Total</b>	<b>250 000</b>	<b>103 028</b>	<b>341 500</b>
<b>824 AGENCE D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DE FOURNITURE DE L'EAU D'IRRIGATION (ATI)</b>			
Transferts et subventions	0	63 697	118 685
Investissement	819 500	8 496 223	14 580 500
<b>Total</b>	<b>819 500</b>	<b>8 559 920</b>	<b>14 699 185</b>
<b>825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)</b>			
Transferts et subventions	0	546 264	737 163
Investissement	295 000	115 495	295 000
<b>Total</b>	<b>295 000</b>	<b>661 759</b>	<b>1 032 163</b>
<b>826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL</b>			
Transferts et subventions	0	522 342	647 084
Investissement	678 500	240 203	678 500
<b>Total</b>	<b>678 500</b>	<b>762 545</b>	<b>1 325 584</b>
<b>827 OFFICE RIZ MOPTI</b>			
Transferts et subventions	0	310 584	368 190
Investissement	12 400 000	838 120	2 240 000
<b>Total</b>	<b>12 400 000</b>	<b>1 148 704</b>	<b>2 608 190</b>
<b>829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE</b>			
Transferts et subventions	0	497 587	528 984
Investissement	397 500	111 659	397 500
<b>Total</b>	<b>397 500</b>	<b>609 246</b>	<b>926 484</b>
<b>831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE</b>			
Transferts et subventions	0	4 118 363	4 376 805
Investissement	360 500	2 675 088	2 748 500
<b>Total</b>	<b>360 500</b>	<b>6 793 451</b>	<b>7 125 305</b>
<b>833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE</b>			
Transferts et subventions	0	689 448	750 257
Investissement	200 000	18 600	200 000
<b>Total</b>	<b>200 000</b>	<b>708 048</b>	<b>950 257</b>
<b>834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO</b>			
Transferts et subventions	0	46 455	76 217
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>46 455</b>	<b>76 217</b>
<b>835 OFFICE RIZ SEGOU</b>			
Transferts et subventions	0	552 543	596 391
Investissement	3 100 000	1 718 649	1 084 000
<b>Total</b>	<b>3 100 000</b>	<b>2 271 192</b>	<b>1 680 391</b>

**BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2023**  
**Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
<b>836 OFFICE DU MOYEN BANI</b>			
Transferts et subventions	0	171 839	223 220
Investissement	2 304 500	2 595 188	504 500
<b>Total</b>	<b>2 304 500</b>	<b>2 767 027</b>	<b>727 720</b>
<b>837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA</b>			
Transferts et subventions	0	372 093	482 404
Investissement	300 000	1 188 200	1 260 000
<b>Total</b>	<b>300 000</b>	<b>1 560 293</b>	<b>1 742 404</b>
<b>839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX</b>			
Transferts et subventions	0	533 037	751 680
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>533 037</b>	<b>751 680</b>
<b>840 OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER</b>			
Transferts et subventions	0	76 117	152 000
Investissement	170 000	57 893	170 000
<b>Total</b>	<b>170 000</b>	<b>134 010</b>	<b>322 000</b>
<b>841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE</b>			
Transferts et subventions	0	148 887	213 474
Investissement	280 000	71 752	280 000
<b>Total</b>	<b>280 000</b>	<b>220 639</b>	<b>493 474</b>
<b>842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE</b>			
Transferts et subventions	0	86 015	135 849
Investissement	1 304 000	294 732	624 000
<b>Total</b>	<b>1 304 000</b>	<b>380 747</b>	<b>759 849</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22 859 500</b>	<b>27 260 101</b>	<b>35 562 403</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>133 872 733</b>	<b>165 662 182</b>	<b>241 307 489</b>

## **II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES**

# **1. CREDITS BUDGETAIRES TRANSFERES**

**BUDGET D'ÉTAT : DEPENSES 2023**  
**REPARTITION PAR NATURE ÉCONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFÉRÉES**

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023	2022
PERSONNEL	0	38 645 693	6 665 366	
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	27 117 570	25 074 233	
DÉPLACEMENT & MISSION	0	1 087 884	641 965	
COMMUNICATION & ENERGIE	0	84 000	842 500	
AUTRES DÉPENSES	0	2 126 507	2 605 394	
BOURSES	0	666 435	666 435	
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	59 709 462	53 603 829	59 709 462	
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	22 725 612	21 737 325	
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR		22 500 000		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 750 000	9 875 439	2 750 000	
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR		6 937 000		
APPUI BUDGÉTAIRE	6 985 483	2 836 844	6 985 483	
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	249 766 183	284 304 787	
<b>Total :</b>	<b>69 444 945</b>	<b>437 972 996</b>	<b>411 982 950</b>	

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023****Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre** (en milliers de francs CFA)

21/09/2022

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement		Crédits de paiement	
	2023	2022	2023	2022
<b>Services généraux des administrations publiques</b>				
Transferts et subventions	0	11 061 430	12 016 368	
Investissement	18 496 165	16 609 246	18 496 165	
<b>TOTAL</b>	<b>18 496 165</b>	<b>27 670 676</b>	<b>30 512 533</b>	
<b>Affaires économiques</b>				
Personnel	0	402 089	529 204	
Biens et services	0	215 077	99 607	
Transferts et subventions	0	763 531	1 117 214	
Investissement	5 667 233	29 727 353	5 667 233	
<b>TOTAL</b>	<b>5 667 233</b>	<b>31 108 050</b>	<b>7 413 258</b>	
<b>Protection de l'environnement</b>				
Biens et services		45 979		
Investissement	4 815 000	6 843 170	4 815 000	
<b>TOTAL</b>	<b>4 815 000</b>	<b>6 889 149</b>	<b>4 815 000</b>	
<b>Logement et équipements collectifs</b>				
Investissement		5 915 140		
<b>TOTAL</b>		<b>5 915 140</b>		
<b>Santé</b>				
Personnel	0	35 860 952	20 615 360	
Biens et services	0	962 146	2 104 101	
Transferts et subventions	0	981 432	1 904 378	
Investissement	0	1 469 502	0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>39 274 032</b>	<b>24 623 839</b>	
<b>Loisirs, culture et culte</b>				
Personnel		42 936		
Biens et services		41 136		
Transferts et subventions		14 751		
<b>TOTAL</b>		<b>98 823</b>		
<b>Enseignement</b>				
Personnel	0	252 105 899	269 825 589	
Biens et services	0	29 122 880	26 960 384	
Transferts et subventions	0	10 570 903	7 365 800	
Investissement	40 466 547	34 479 357	40 466 547	
<b>TOTAL</b>	<b>40 466 547</b>	<b>326 279 039</b>	<b>344 618 320</b>	
<b>Protection sociale</b>				
Biens et services		28 743		
Investissement		709 344		
<b>TOTAL</b>		<b>738 087</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>69 444 945</b>	<b>437 972 996</b>	<b>411 982 950</b>	



DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2023		2022	2023
<b>central</b>				
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>				
Portion centrale			417 187	
<b>Total :</b>			<b>417 187</b>	
<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>				
Portion centrale			22 500 000	
<b>Total :</b>			<b>22 500 000</b>	
<b>AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES</b>				
Portion centrale	0		1 066 998	1 826 368
<b>Total :</b>	<b>0</b>		<b>1 066 998</b>	<b>1 826 368</b>
<b>CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>				
Portion centrale	47 500		287 271	476 312
<b>Total :</b>	<b>47 500</b>		<b>287 271</b>	<b>476 312</b>
<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>				
Portion centrale			39 479 932	
Multi-régionaux			0	
<b>Total :</b>			<b>39 479 932</b>	
<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>				
Portion centrale			8 432	
<b>Total :</b>			<b>8 432</b>	
<b>MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>				
Portion centrale	0		1 656 667	0
<b>Total :</b>	<b>0</b>		<b>1 656 667</b>	<b>0</b>
<b>MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>				
Portion centrale			709 344	
<b>Total :</b>			<b>709 344</b>	
<b>MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>				
Portion centrale			4 440 400	
Multi-régionaux			3 538 910	
<b>Total :</b>			<b>7 979 310</b>	
<b>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>				
Portion centrale			2 624	
<b>Total :</b>			<b>2 624</b>	

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>central</b>			
<b>CHARGES COMMUNES</b>			
Portion centrale	0	23 981 874	0
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>23 981 874</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>47 500</b>	<b>98 089 639</b>	<b>2 302 680</b>
<b>Conseil Régional</b>			
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>			
Region de Kayes	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO</b>			
Region de Koulikoro	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>			
Region de Sikasso	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>			
Region de Segou	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT</b>			
Region de Taoudénit	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA</b>			
Region de Menaka	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>			
Region de Mopti	19 000	121 781	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 781</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>			
Region de Tombouctou	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>			
Region de Gao	19 000	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement		Crédits de Paiement	
	2023	2022	2022	2023
<b>Conseil Régional</b>				
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>				
Region de Kidal	19 000	121 581	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>				
District de Bamako	19 000	121 581	121 581	189 000
<b>Total :</b>	<b>19 000</b>	<b>121 581</b>	<b>121 581</b>	<b>189 000</b>
<b>MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>				
Multi-régionaux		12 496	12 496	
<b>Total :</b>		<b>12 496</b>	<b>12 496</b>	
<b>MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>				
Multi-régionaux		697 500	697 500	
<b>Total :</b>		<b>697 500</b>	<b>697 500</b>	
<b>MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>				
District de Bamako		279 000	279 000	
<b>Total :</b>		<b>279 000</b>	<b>279 000</b>	
<b>OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER</b>				
Region de Mopti		76 117	76 117	
<b>Total :</b>		<b>76 117</b>	<b>76 117</b>	
<b>DISTRICT DE BAMAKO</b>				
District de Bamako	250 000	6 075 900	6 075 900	6 626 071
<b>Total :</b>	<b>250 000</b>	<b>6 075 900</b>	<b>6 075 900</b>	<b>6 626 071</b>
<b>REGION DE KAYES</b>				
Region de Kayes	1 931 579	4 783 526	4 783 526	4 840 149
<b>Total :</b>	<b>1 931 579</b>	<b>4 783 526</b>	<b>4 783 526</b>	<b>4 840 149</b>
<b>REGION DE KOULIKORO</b>				
Region de Koulikoro	250 000	696 455	696 455	294 673
<b>Total :</b>	<b>250 000</b>	<b>696 455</b>	<b>696 455</b>	<b>294 673</b>
<b>REGION DE SIKASSO</b>				
Region de Sikasso	7 749 143	10 441 808	10 441 808	13 053 519
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO		1 348 243	1 348 243	
<b>Total :</b>	<b>7 749 143</b>	<b>11 790 051</b>	<b>11 790 051</b>	<b>13 053 519</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Conseil Régional</b>			
<b>REGION DE SEGOU</b>			
Region de Segou	1 625 400	5 465 249	6 016 947
COMMUNE URBAINE DE SEGOU		2 058 580	
<b>Total :</b>	<b>1 625 400</b>	<b>7 523 829</b>	<b>6 016 947</b>
<b>REGION DE MOPTI</b>			
Region de Mopti	1 390 682	3 971 865	4 134 341
COMMUNE URBAINE DE MOPTI		839 648	
<b>Total :</b>	<b>1 390 682</b>	<b>4 811 513</b>	<b>4 134 341</b>
<b>REGION DE TOMBOUCTOU</b>			
Region de Tombouctou	702 626	1 718 819	1 729 285
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU		672 046	
<b>Total :</b>	<b>702 626</b>	<b>2 390 865</b>	<b>1 729 285</b>
<b>REGION DE GAO</b>			
Region de Gao	486 400	1 940 125	1 857 193
COMMUNE URBAINE DE GAO		576 166	
<b>Total :</b>	<b>486 400</b>	<b>2 516 291</b>	<b>1 857 193</b>
<b>REGION DE KIDAL</b>			
Region de Kidal	250 000	799 656	499 304
COMMUNE URBAINE DE KIDAL		216 426	
<b>Total :</b>	<b>250 000</b>	<b>1 016 082</b>	<b>499 304</b>
<b>REGION DE TAOUDENIT</b>			
Region de Taoudénit	250 000	624 803	250 000
<b>Total :</b>	<b>250 000</b>	<b>624 803</b>	<b>250 000</b>
<b>REGION DE MENAKA</b>			
Region de Menaka	250 000	791 358	466 000
<b>Total :</b>	<b>250 000</b>	<b>791 358</b>	<b>466 000</b>
<b>CHARGES COMMUNES</b>			
Portion centrale	4 500 000	0	4 500 000
<b>Total :</b>	<b>4 500 000</b>	<b>0</b>	<b>4 500 000</b>
<b>Total</b>	<b>19 844 830</b>	<b>45 423 377</b>	<b>46 346 482</b>
<b>Conseil de Cercle</b>			
<b>DISTRICT DE BAMAKO</b>			
District de Bamako	10 843 137	22 510 961	25 702 198
<b>Total :</b>	<b>10 843 137</b>	<b>22 510 961</b>	<b>25 702 198</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Conseil de Cercle</b>			
<b>REGION DE KAYES</b>			
Cercle de Kayes	321 461	1 338 502	1 505 409
Cercle de Bafoulabé	128 166	498 047	585 978
Cercle de Diéma	27 872	312 930	405 021
Cercle de Kéniéba	27 872	394 309	480 340
Cercle de Kita	195 104	1 104 253	1 315 537
Cercle de Nioro du Sahel	27 872	775 426	825 876
Cercle de Yélimané	30 128	562 236	537 390
<b>Total :</b>	<b>758 475</b>	<b>4 985 703</b>	<b>5 655 551</b>
<b>REGION DE KOULIKORO</b>			
Cercle de Koulikoro	3 390 862	7 773 905	7 669 741
Cercle de Banamba	14 028	324 405	424 904
Cercle de Dioïla	184 548	791 983	1 164 853
Cercle de Kangaba	17 808	212 436	283 439
Cercle de Kati	2 534 616	5 316 362	6 628 287
Cercle de Kolokani	2 688	310 302	383 316
Cercle de Nara	16 464	225 158	259 107
<b>Total :</b>	<b>6 161 014</b>	<b>14 954 551</b>	<b>16 813 647</b>
<b>REGION DE SIKASSO</b>			
Cercle de Sikasso	599 456	2 701 669	3 290 483
Cercle de Bougouni	78 232	734 083	958 743
Cercle de Kadiolo	58 344	569 175	616 605
Cercle de Kolondiéba	17 160	272 818	306 028
Cercle de Koutiala	431 464	1 525 619	1 842 684
Cercle de Yanfolila	17 512	398 214	471 187
Cercle de Yorosso	41 536	328 317	377 870
<b>Total :</b>	<b>1 243 704</b>	<b>6 529 895</b>	<b>7 863 600</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Conseil de Cercle</b>			
<b>REGION DE SEGOU</b>			
Cercle de Ségou	851 656	2 483 049	2 907 637
Cercle de Barouéli	16 800	385 860	423 037
Cercle de Bla	189 888	621 765	669 609
Cercle de Macina	8 064	313 946	334 646
Cercle de Niono	288 672	736 934	799 542
Cercle de San	521 664	1 369 240	1 484 806
Cercle de Tominian	40 800	531 113	619 335
<b>Total :</b>	<b>1 917 544</b>	<b>6 441 907</b>	<b>7 238 612</b>
<b>REGION DE MOPTI</b>			
Cercle de Mopti	296 895	1 223 108	1 372 374
Cercle de Bandiagara	42 620	428 494	429 247
Cercle de Bankass	23 840	310 499	226 725
Cercle de Djénné	23 040	210 089	219 613
Cercle de Douentza	1 200	261 819	277 619
Cercle de Koro	94 480	578 300	631 543
Cercle de Tenenkou	0	115 310	135 753
Cercle de Youwarou	0	127 948	168 695
<b>Total :</b>	<b>482 075</b>	<b>3 255 567</b>	<b>3 461 569</b>
<b>REGION DE TOMBOUCTOU</b>			
Cercle de Tombouctou	100 000	194 934	198 983
Cercle de Diré	0	32 479	51 246
Cercle de Goundam	0	40 627	51 545
Cercle de Gourma-Rharous	0	42 104	51 126
Cercle de Niafunké	0	33 843	53 796
<b>Total :</b>	<b>100 000</b>	<b>343 987</b>	<b>406 696</b>
<b>REGION DE GAO</b>			
Cercle de Gao	226 360	811 762	1 019 099
Cercle d'Ansongo	0	264 138	359 482
Cercle de Bourem	0	218 903	274 298
<b>Total :</b>	<b>226 360</b>	<b>1 294 803</b>	<b>1 652 879</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Conseil de Cercle</b>			
<b>REGION DE KIDAL</b>			
Cercle de Kidal	0	645 577	606 398
Cercle d'Abeïbara	0	17 749	29 750
Cercle de Tessalit	0	18 228	30 680
Cercle de Tin-Essako	0	18 668	29 650
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>700 222</b>	<b>696 478</b>
<b>REGION DE TAOUDENIT</b>			
Region de Taoudénit	0	133 804	169 626
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>133 804</b>	<b>169 626</b>
<b>REGION DE MENAKA</b>			
Region de Menaka	0	206 148	309 577
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>206 148</b>	<b>309 577</b>
<b>Total</b>	<b>21 732 309</b>	<b>61 357 548</b>	<b>69 970 433</b>
<b>Commune</b>			
<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>			
COMMUNE DE KALABANCORO		18 358	
<b>Total :</b>		<b>18 358</b>	
<b>DISTRICT DE BAMAKO</b>			
District de Bamako	0	14 084	24 604
Commune I	0	3 630 458	4 693 418
Commune II	0	3 238 336	3 872 794
Commune III	0	4 147 763	4 993 998
Commune IV	0	4 103 933	5 394 939
Commune V	0	5 561 022	6 871 147
Commune VI	0	5 759 924	7 750 182
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>26 455 520</b>	<b>33 601 082</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KAYES</b>			
Region de Kayes	0	104 969	118 930
COMMUNE DE BANGASSI	0	164 782	224 473
COMMUNE DE COLIMBINE	0	163 105	222 326
COMMUNE DE DIAMOU	0	225 035	299 081
COMMUNE DE DJELEBOU	0	180 809	236 563
COMMUNE DE FALEME	0	181 761	240 303
COMMUNE GORY-GOPELA	0	68 543	95 884
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	0	121 576	162 971
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	0	179 797	229 568
COMMUNE DE KARAKORO	0	76 530	102 861
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	0	293 131	225 636
COMMUNE DE KHOULOUM	0	377 578	500 066
COMMUNE DE KOUSSANE	0	106 573	143 401
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	0	270 812	359 714
COMMUNE DE LOGO	0	227 006	304 007
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	0	140 428	192 729
COMMUNE DE TAFARCIRGA	0	105 739	139 954
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	0	58 299	77 840
COMMUNE DE SADIOLA	0	343 851	460 302
COMMUNE DE SAHEL	0	60 380	81 178
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	0	231 337	304 591
COMMUNE DE SEGALA	0	200 939	265 955
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	0	138 398	186 126
COMMUNE DE SONY	0	102 714	135 575
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	0	51 861	65 634
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	0	56 270	73 249
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	0	51 414	72 425
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	0	53 484	67 739
COMMUNE URBAINE DE KAYES	0	3 909 662	3 320 406
COMMUNE DE BAFOULABE	0	797 515	559 625
COMMUNE BAMAFELE	0	299 394	406 269
COMMUNE DE DIAKON	0	163 699	225 221
COMMUNE DE DIALLAN	0	68 459	90 059



DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KAYES</b>			
COMMUNE DE DIOHELI	0	118 227	156 554
COMMUNE DE KOUNDIAN	0	176 529	244 860
COMMUNE DE MAHINA	0	606 330	815 178
COMMUNE DE NIAMBIA	0	43 293	59 876
COMMUNE DE OUALIA	0	220 830	306 354
COMMUNE DE TOMORA	0	300 148	316 432
COMMUNE DE GOUNFAN	0	41 129	55 745
COMMUNE DE KOUTELA	0	140 167	191 872
COMMUNE DE SIDIBELA	0	41 061	54 760
COMMUNE DE BEMA	0	101 404	135 038
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	0	205 186	268 689
COMMUNE DE DIANGUIRDE	0	94 212	125 875
COMMUNE DE DIEMA	0	557 590	508 586
COMMUNE DE DIEOURA	0	104 355	143 830
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	0	120 551	162 495
COMMUNE DE GUEDIBINE	0	41 545	43 065
COMMUNE DE FASSOUDEBE	0	27 176	38 066
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	0	89 157	119 330
COMMUNE DE GROUMERA	0	44 551	59 026
COMMUNE DE LAKAMANE	0	118 683	158 957
COMMUNE DE LAMBIDOU	0	120 920	161 692
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	0	94 327	127 257
COMMUNE DE SANSANKIDE	0	55 025	75 379
COMMUNE URBAINE DE FATAO	0	105 192	140 315
COMMUNE DE BAYE	0	89 212	117 234
COMMUNE DE DABIA	0	144 094	192 392
COMMUNE DE DIALAFARA	0	172 409	232 120
COMMUNE DE DOMBIA	0	45 441	60 334
COMMUNE DE FALEA	0	84 921	112 794
COMMUNE DE FARABA	0	87 736	117 583
COMMUNE DE GUENEGORE	0	123 270	160 793
COMMUNE DE KASSAMA	0	223 731	299 845
COMMUNE DE KENIEBA	0	772 304	828 852

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KAYES</b>			
COMMUNE DE KOUROUKOTO	0	39 887	53 040
COMMUNE DE SAGALO	0	141 432	159 214
COMMUNE DE SITAKILLY	0	324 912	429 435
COMMUNE DE BENDOUGOU	0	236 047	324 324
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	0	162 692	226 927
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	0	125 496	166 791
COMMUNE DE DJIDIAN	0	229 360	305 978
COMMUNE DE GADOUGOU I	0	215 182	296 579
COMMUNE DE GADOUGOU II	0	62 964	86 341
COMMUNE DE KASSARO	0	287 742	371 789
COMMUNE DE KITA NORD	0	105 601	140 816
COMMUNE DE BOUDOFO	0	106 354	140 013
COMMUNE DE KITA OUEST	0	258 461	342 582
COMMUNE DE BADIA	0	192 260	266 150
COMMUNE DE KOBRI	0	157 804	209 956
COMMUNE DE KOULOU	0	50 398	68 127
COMMUNE DE MADINA	0	156 728	221 536
COMMUNE DE KOTOUBA	0	49 521	66 651
COMMUNE DE MAKANO	0	87 371	116 710
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	0	100 456	131 562
COMMUNE DE Niantanso	0	30 617	40 776
COMMUNE DE SABOULA	0	76 711	102 731
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	0	104 149	142 433
COMMUNE DE SEBEKORO	0	650 196	597 056
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	0	70 994	94 976
COMMUNE DE DJOUGOUN	0	57 368	77 607
COMMUNE DE DINDANKO	0	52 580	70 041
COMMUNE DE SEFETO NORD	0	70 565	102 995
COMMUNE DE SEFETO OUEST	0	118 950	166 458
COMMUNE DE SENKO	0	76 658	108 256
COMMUNE DE SIRAKORO	0	98 021	133 797
COMMUNE DE TAMBAGA	0	107 813	143 607
COMMUNE DE TOUKOTO	0	220 649	152 361

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KAYES</b>			
COMMUNE DE KOKOFATA	0	163 133	218 634
COMMUNE URBAINE DE KITA	0	2 197 667	2 207 009
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	0	33 342	45 520
COMMUNE DE BANIERE-KORE	0	42 381	57 906
COMMUNE DE DIABIGUE	0	59 340	80 172
COMMUNE DE DIARRA	0	80 834	107 682
COMMUNE DE DIAYE-COURA	0	80 522	105 763
COMMUNE DE GAVINANE	0	92 782	124 465
COMMUNE DE GOGUI	0	158 839	226 008
COMMUNE DE GUETEMA	0	60 261	87 586
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	0	117 763	156 625
COMMUNE DE KORERA-KORE	0	107 411	142 779
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE	0	117 983	161 890
RANGABE			
COMMUNE DE SANDARE	0	320 567	421 511
COMMUNE DE SIMBI	0	73 115	98 537
COMMUNE DE YERERE	0	145 885	191 258
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOMBE	0	148 961	187 225
COMMUNE URBAINE YOURI	0	69 953	92 412
COMMUNE URBAINE DE NIORO	0	944 120	1 033 552
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	0	157 364	210 886
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	0	61 646	85 637
COMMUNE DE FANGA	0	39 056	117 162
COMMUNE DE GORY	0	97 514	111 347
COMMUNE DE GUIDIME	0	380 913	516 083
COMMUNE DE KREMIS	0	55 755	76 927
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	0	231 559	303 244
COMMUNE DE KONSIGA	0	63 252	83 766
COMMUNE DE MAREKAFFO	0	30 046	39 509
COMMUNE DE SOUMPOU	0	29 623	41 554
COMMUNE DE TRINGA	0	94 916	124 573
COMMUNE URBAINE DE TOYA	0	57 254	79 188
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>26 026 252</b>	<b>30 375 864</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KOULIKORO</b>			
Region de Koulikoro	0	120 725	145 243
COMMUNE DE DINANDOUGOU	0	200 945	240 696
COMMUNE DE KOULA	0	228 663	286 603
COMMUNE DE DOUMBA	0	181 348	201 987
COMMUNE DE MEGUETAN	0	606 582	750 226
COMMUNE DE NYAMINA	0	300 367	291 241
COMMUNE DE SIRAKOROLA	0	352 662	423 991
COMMUNE DE TIENFALA	0	225 140	241 904
COMMUNE DE TOUGOUNI	0	141 352	137 808
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	0	2 958 229	2 179 963
COMMUNE DE BANAMBA	0	930 387	781 085
COMMUNE DE BEN KADI	0	143 515	169 779
COMMUNE DE BORON	0	284 259	267 677
COMMUNE DE SEBETE	0	55 592	48 636
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	0	312 284	316 336
COMMUNE DE KIBAN	0	104 919	110 713
COMMUNE DE MADINA-SACKO	0	224 025	230 269
COMMUNE DE TOUBACORO	0	171 855	157 138
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	0	104 550	88 522
COMMUNE DE BANCO	0	278 023	367 255
COMMUNE DE BENKADI	0	86 989	94 993
COMMUNE DE BINKO	0	239 657	340 611
COMMUNE DE DEGNEKORO	0	136 166	158 827
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	476 999	492 426
COMMUNE DE DIOUMAN	0	130 034	160 852
COMMUNE DE DOLENDOUGOU	0	111 758	145 139
COMMUNE DE GUEGNEKA	0	1 007 958	1 105 831
COMMUNE DE KALADOUGOU	0	1 322 646	1 430 678
COMMUNE DE KEMEKAFO	0	237 261	246 051
COMMUNE DE KERELA	0	164 472	184 664
COMMUNE DE MASSIGUI	0	392 562	469 228
COMMUNE DE NANGOLA	0	198 811	224 138
COMMUNE DE NIAN TJILA	0	120 015	153 285

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KOULIKORO</b>			
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	0	175 218	205 499
COMMUNE DE DIEBE	0	83 061	112 013
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	0	88 903	129 070
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	0	150 358	179 516
COMMUNE DE TENINDOUGOU	0	136 984	170 465
COMMUNE DE WACORO	0	144 852	180 266
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	0	302 824	391 018
COMMUNE DE JEKAFO	0	96 815	114 394
COMMUNE DE KILIDOUGOU	0	161 736	232 170
COMMUNE DE BENKADI	0	202 987	274 682
COMMUNE DE SELEFOUGOU	0	104 471	164 246
COMMUNE DE MINIDIAN	0	934 405	973 096
COMMUNE DE NARENA	0	336 975	428 758
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	0	152 255	146 219
COMMUNE DE NOUGA	0	154 593	190 899
COMMUNE DE KANIOGO	0	326 456	414 228
COMMUNE DE KARAN	0	170 502	270 488
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	0	197 526	288 854
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	0	1 583 444	1 663 604
COMMUNE DE BANCOUMANA	0	346 614	404 078
COMMUNE DE BOSSOFLA	0	182 191	206 022
COMMUNE DE BOUGOULA	0	148 486	140 183
COMMUNE DE DABAN	0	156 609	133 387
COMMUNE DE DIALAKOROBA	0	408 281	455 550
COMMUNE DE DIALAKORODJI	0	304 365	478 374
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	104 296	113 649
COMMUNE DE DIO GARE	0	266 198	343 441
COMMUNE DE DOGODOUMAN	0	279 393	426 185
COMMUNE DE DOMBILA	0	133 157	165 586
COMMUNE DE FARABA	0	128 846	207 250
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	0	71 474	105 049
COMMUNE DE KALABANCORO	0	3 239 625	3 679 331
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	0	144 068	155 518

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KOULIKORO</b>			
COMMUNE DE KAMBILA	0	365 320	548 287
COMMUNE DE KOUROUBA	0	125 546	166 435
COMMUNE DE MANDE	0	1 007 411	1 590 758
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	0	349 363	533 471
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	0	228 275	363 878
COMMUNE DE NIAGADINA	0	108 363	143 571
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	0	579 882	752 503
COMMUNE DE N'GOURABA	0	256 900	253 078
COMMUNE DE N'TJIBA	0	156 679	183 289
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	0	1 187 134	1 360 772
COMMUNE DE SAFO	0	309 577	491 931
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOU MOU	0	150 831	184 767
COMMUNE DE SANANKOROBA	0	692 841	955 154
COMMUNE DE SIBY	0	370 999	442 802
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	0	103 052	93 001
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	0	194 791	214 919
COMMUNE DE DIAGO	0	154 070	147 807
COMMUNE DE TIELE	0	201 189	225 944
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	0	126 783	144 773
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	0	722 092	675 042
COMMUNE DE KATI	0	2 797 112	2 817 067
COMMUNE DE SOBRA	0	81 068	64 732
COMMUNE DE DIDIENI	0	371 309	413 588
COMMUNE DE GUIHOYO	0	278 409	247 142
COMMUNE DE KOLOKANI	0	1 240 393	1 008 270
COMMUNE DE MANSATONLA	0	379 077	417 830
COMMUNE DE NONKON	0	214 838	259 481
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	0	492 274	502 216
COMMUNE DE OUOLODO	0	157 861	173 564
COMMUNE DE SAGABALA	0	254 889	224 414
COMMUNE DE SEBECORO I	0	293 415	256 775
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	0	206 382	191 973
COMMUNE DE ALLAHINA	0	71 367	74 641

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE KOULIKORO</b>			
COMMUNE DE DABO	0	67 656	63 259
COMMUNE DE DILLY	0	150 382	179 523
COMMUNE DE DOGOFRY	0	262 757	255 429
COMMUNE DE FALLOU	0	230 053	195 894
COMMUNE DE GUENEIBE	0	47 226	380 140
COMMUNE DE GUIRE	0	93 840	74 311
COMMUNE DE KORONGA	0	49 253	58 524
COMMUNE DE NARA	0	856 854	760 049
COMMUNE DE NIAMANA	0	229 919	226 806
COMMUNE DE OUAGADOU	0	193 880	217 968
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>40 380 030</b>	<b>44 722 661</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SIKASSO</b>			
Region de Sikasso	0	5 214	7 875
COMMUNE DE WATENI	0	110 658	126 366
COMMUNE DE ZANIENA	0	143 027	172 637
COMMUNE DE MINIKO	0	72 283	70 597
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	0	65 831	74 515
COMMUNE DE NIENA	0	1 079 300	1 104 984
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	0	395 396	476 134
COMMUNE DE ZANFEREBougou	0	133 901	146 721
COMMUNE DE FARAKALA	0	273 589	327 504
COMMUNE DE KOFAN	0	191 554	193 140
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	0	205 809	255 465
COMMUNE DE LOBOUGOULA	0	332 396	417 898
COMMUNE DE KOLOKOKOBA	0	114 106	143 535
COMMUNE DE SANZANA	0	159 414	155 552
COMMUNE DE DOUMANABA	0	257 702	293 740
COMMUNE DE KOUROUMA	0	168 030	219 647
COMMUNE DE KIGNAN	0	432 372	495 499
COMMUNE DE TELLA	0	108 524	131 348
COMMUNE DE KOUMANKOU	0	125 771	134 393
COMMUNE DE DIALAKORO	0	67 435	67 239
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	0	135 214	157 616
COMMUNE DE DANDERESSO	0	316 007	383 557
COMMUNE DE KLELA	0	399 357	494 928
COMMUNE DE FAMA	0	148 978	180 222
COMMUNE DE GONGASSO	0	246 372	319 377
COMMUNE DE KOUORO	0	189 273	223 898
COMMUNE DE KABARASSO	0	85 016	113 847
COMMUNE DE DOGONI	0	135 917	171 279
COMMUNE DE BLENDIO	0	195 787	231 441
COMMUNE DE BENKADI	0	130 059	152 314
COMMUNE DE DEMBELA	0	159 061	188 229
COMMUNE DE TIANKADI	0	72 182	85 642
COMMUNE DE PIMPERNA	0	105 183	155 117



DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SIKASSO</b>			
COMMUNE DE NATIEN	0	130 346	149 017
COMMUNE DE MISSIRIKORO	0	135 118	179 031
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	0	76 177	111 879
COMMUNE DE KAPALA	0	132 680	207 408
COMMUNE DE FINKOLO	0	257 811	342 490
COMMUNE DE KAFOZIELA	0	75 662	97 564
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	0	94 205	137 085
COMMUNE DE DIOMATENE	0	110 379	156 041
COMMUNE DE KABOILA	0	359 285	537 414
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	0	5 799 360	7 658 369
COMMUNE DE MIRIA	0	135 619	169 650
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	0	277 780	341 756
COMMUNE DE KOUMANTOU	0	958 901	886 841
COMMUNE DE GARALO	0	326 129	401 764
COMMUNE DE DEFINA	0	67 024	83 106
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	0	56 741	52 675
COMMUNE DE SANZO	0	283 808	251 795
COMMUNE DE DOMBA	0	165 246	165 646
COMMUNE DE WOLA	0	172 298	170 741
COMMUNE DE DEBELIN	0	89 088	99 286
COMMUNE DE MERIDIELA	0	109 799	114 708
COMMUNE DE DOGO	0	359 285	328 683
COMMUNE DE KELEYA	0	239 823	331 110
COMMUNE DE SYEN TOULA	0	129 487	129 383
COMMUNE DE OUROUN	0	53 771	71 482
COMMUNE DE FARAGOUARAN	0	92 571	138 245
COMMUNE DE SIDO	0	171 360	267 793
COMMUNE DE KOKELE	0	74 977	82 261
COMMUNE DE KOLA	0	92 515	128 965
COMMUNE DE FARADIELE	0	50 010	58 916
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	0	2 493 787	2 289 366
COMMUNE DE DANON	0	151 404	173 364
COMMUNE DE KOUROULAMINI	0	116 358	110 290

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SIKASSO</b>			
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	0	136 718	150 408
COMMUNE DE SIBIRILA	0	195 062	193 429
COMMUNE DE YININDOUGOU	0	73 390	101 686
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	0	88 373	122 788
COMMUNE DE DIOUMATENE	0	104 156	119 745
COMMUNE DE DIOU	0	54 050	79 541
COMMUNE DE ZEGOUA	0	272 885	389 773
COMMUNE DE KADIOLO	0	1 234 527	1 231 438
COMMUNE DE KAI	0	44 390	56 224
COMMUNE DE NIMBOUGOU	0	88 133	119 030
COMMUNE DE LOULOUNI	0	407 501	526 350
COMMUNE DE MISSENI	0	166 613	205 591
COMMUNE DE FOUROU	0	491 906	562 061
COMMUNE DE KOLON DIEBA	0	863 917	841 306
COMMUNE DE N'GOLODIANA	0	82 066	93 140
COMMUNE DE BOUGOULA	0	53 528	55 823
COMMUNE DE FAKOLA 1	0	135 533	176 707
COMMUNE DE FARAKO	0	130 938	152 166
COMMUNE DE KADIANA	0	166 782	195 347
COMMUNE DE NANGALASSO	0	93 292	117 432
COMMUNE DE TIONGUI	0	84 693	97 019
COMMUNE DE TOUSSEGUELA	0	84 031	77 925
COMMUNE DE KOLOSSO	0	78 738	88 577
COMMUNE DE KEBILA	0	354 890	458 643
COMMUNE DE MENA	0	172 602	189 316
COMMUNE DE M'PESSOBA	0	965 932	889 797
COMMUNE DE MIENA	0	117 746	137 290
COMMUNE DE KAFO FABOLI	0	110 170	126 082
COMMUNE DE N'TOSSONI	0	105 524	120 301
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	0	126 899	139 676
COMMUNE DE FAKOLO	0	201 754	233 649
COMMUNE DE Niantaga	0	90 046	110 349
COMMUNE DE KOUNIANA	0	50 727	76 547

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SIKASSO</b>			
COMMUNE DE SOROBASSO	0	43 095	70 461
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	0	174 656	243 687
COMMUNE DE SINCINA	0	416 474	521 022
COMMUNE DE ZEBALA	0	143 466	184 827
COMMUNE DE N'GOUTJINA	0	259 142	338 631
COMMUNE DE KAPALA	0	159 719	187 150
COMMUNE DE KONSEGUELA	0	272 380	329 141
COMMUNE DE KONINA	0	91 003	114 068
COMMUNE DE ZANGASSO	0	259 648	305 465
COMMUNE DE SINKOLO	0	64 375	77 636
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	0	3 671 191	3 870 107
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	0	65 153	76 415
COMMUNE DE GOUADJI KAO	0	74 164	111 737
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	0	127 129	135 968
COMMUNE DE KOLONIGUE	0	271 888	316 300
COMMUNE DE KONINGUE	0	161 707	206 103
COMMUNE DE KOROMO	0	103 636	136 235
COMMUNE DE LOGOUANA	0	41 216	61 942
COMMUNE DE NAFANGA	0	80 173	117 788
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	0	82 180	119 794
COMMUNE DE SONGOUA	0	60 415	74 702
COMMUNE DE YOGNOGO	0	66 241	87 937
COMMUNE DE ZANFIGUE	0	80 075	97 883
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	67 070	77 108
COMMUNE DE FAGUI	0	127 983	163 728
COMMUNE DE NAMPE	0	59 820	91 723
COMMUNE DE TAO	0	83 191	90 596
COMMUNE DE ZANINA	0	80 168	86 078
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	0	984 714	831 721
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	0	122 745	148 501
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	0	56 380	75 194
COMMUNE DE BAYA	0	268 044	343 997
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	0	82 783	106 614

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SIKASSO</b>			
COMMUNE DE DJALLON FOULA	0	78 701	92 893
COMMUNE DE GOUANAN	0	273 411	326 920
COMMUNE DE GOUANDIAKA	0	274 595	334 854
COMMUNE DE KOUSSAN	0	168 401	196 953
COMMUNE DE SANKARANI	0	45 724	61 882
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	0	172 419	191 390
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	0	111 630	148 926
COMMUNE DE KARANGANA	0	291 036	353 241
COMMUNE DE YOROSSO	0	918 213	498 793
COMMUNE DE KIFFOSSO	0	227 649	267 672
COMMUNE DE MENAMBA I	0	109 359	136 251
COMMUNE DE BOURA	0	201 379	218 088
COMMUNE DE KOUMBIA	0	163 116	216 508
COMMUNE DE KOURY	0	605 483	734 482
COMMUNE DE OURIKELA	0	224 446	263 410
COMMUNE DE MAHOU	0	110 543	142 153
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>40 705 163</b>	<b>46 516 211</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SEGOU</b>			
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	0	102 330	138 041
COMMUNE DE DJEDOUGOU	0	31 353	40 163
COMMUNE DE DIORO	0	339 498	429 065
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	0	77 821	80 953
COMMUNE DE SEBOUGOU	0	458 487	595 681
COMMUNE DE PELENGANA	0	992 748	1 254 911
COMMUNE DE N'GARA	0	183 697	216 562
COMMUNE DE MASSALA	0	159 084	188 875
COMMUNE DE KONODIMINI	0	168 332	253 472
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	0	73 960	93 431
COMMUNE DE SAKOIBA	0	199 696	255 494
COMMUNE DE SANSANDING	0	146 678	181 215
COMMUNE DE SIBILA	0	53 644	71 190
COMMUNE DE DIOUNA	0	47 677	63 479
COMMUNE DE FATINE	0	69 200	79 465
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	0	35 337	50 313
COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	0	75 351	84 819
COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	0	46 995	55 888
COMMUNE DE BELLEN	0	33 691	36 643
COMMUNE DE BOUSSIN	0	91 100	127 451
COMMUNE DE MARKALA	0	1 228 687	1 006 071
COMMUNE DE SAMA-FOULALA	0	83 270	104 776
COMMUNE DE SOUBA	0	130 830	174 659
COMMUNE DE CINZANA	0	212 631	272 179
COMMUNE DE FARAKO	0	178 743	220 824
COMMUNE DE SAMINE	0	67 333	85 065
COMMUNE DE KATIENA	0	81 777	105 620
COMMUNE DE DOUGABOUGOU	0	264 516	271 550
COMMUNE DE TOGOU	0	64 714	106 690
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	0	4 530 317	3 735 437
COMMUNE DE BAROUELI	0	543 094	523 295
COMMUNE DE KONONBOUGOU	0	389 553	488 295
COMMUNE DE KALAKE	0	128 420	157 923

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SEGOU</b>			
COMMUNE DE N'GASSOLA	0	54 668	67 092
COMMUNE DE BOIDIE	0	142 240	168 745
COMMUNE DE TAMANI	0	150 245	157 412
COMMUNE DE SANANDO	0	191 383	241 550
COMMUNE DE GOUENDO	0	67 437	80 620
COMMUNE DE SOMO	0	89 369	100 519
COMMUNE DE DOUGOUFIE	0	73 053	86 126
COMMUNE DE TESSERLA	0	77 540	94 696
COMMUNE DE TIEMENA	0	83 374	86 795
COMMUNE DE NIALA	0	148 199	182 190
COMMUNE DE DIARAMANA	0	281 637	299 744
COMMUNE DE KEMENI	0	171 587	193 498
COMMUNE DE SOMASSO	0	175 234	190 074
COMMUNE DE DOUGOUOLO	0	121 073	138 444
COMMUNE DE BLA	0	929 054	797 260
COMMUNE DE FALO	0	142 556	174 631
COMMUNE DE YANGASSO	0	435 495	501 866
COMMUNE DE BEGUENE	0	121 456	126 011
COMMUNE DE KORODOUGOU	0	141 570	145 075
COMMUNE DE KAZANGASSO	0	69 242	89 349
COMMUNE DE FANI	0	141 975	147 115
COMMUNE DE KOULANDOUGOU	0	17 013	23 326
COMMUNE DE TOUNA	0	231 766	277 776
COMMUNE DE DIENA	0	80 747	84 329
COMMUNE DE SAMABOGO	0	128 044	131 563
COMMUNE DE MACINA	0	948 202	827 674
COMMUNE DE KOLONGO	0	294 232	369 698
COMMUNE DE KOKRY CENTRE	0	226 647	277 719
COMMUNE DE BOKY WERE	0	99 284	129 080
COMMUNE DE TONGUE	0	91 996	119 258
COMMUNE DE SALOBA	0	318 790	354 010
COMMUNE DE FOLOMANA	0	79 837	101 640
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	0	158 026	179 195

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SEGOU</b>			
COMMUNE DE SANA	0	186 271	214 547
COMMUNE DE SOULEYE	0	117 076	124 560
COMMUNE DE MATOMO	0	89 745	93 317
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	0	126 827	152 554
COMMUNE DE DOGOFRY	0	153 662	203 177
COMMUNE DE NIONO	0	1 294 788	1 093 188
COMMUNE DE MARIKO	0	142 896	200 503
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	0	181 012	234 680
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	0	205 839	279 340
COMMUNE DE SOKOLO	0	142 468	171 042
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	0	82 833	107 122
COMMUNE DE SIRIBALA	0	258 541	342 409
COMMUNE DE NAMPALARI	0	15 770	23 450
COMMUNE DE POGO	0	76 396	96 026
COMMUNE DE DIABALY	0	219 229	282 989
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	0	70 106	91 277
COMMUNE DE N' TOROSSO	0	101 223	128 502
COMMUNE DE DIELI	0	121 421	144 182
COMMUNE DE NIASO	0	119 353	153 513
COMMUNE DE N'GOA	0	73 781	95 906
COMMUNE DE TENENI	0	106 112	109 980
COMMUNE DE SIADOUGOU	0	76 562	109 523
COMMUNE DE SY	0	60 879	80 511
COMMUNE DE FION	0	52 764	61 304
COMMUNE DE OUOLON	0	73 011	100 548
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	0	91 073	95 800
COMMUNE DE TENE	0	90 395	120 115
COMMUNE DE DAH	0	97 134	111 027
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA	0	122 695	144 905
COMMUNE DE KARABA	0	90 202	120 495
COMMUNE DE WAKI	0	96 081	119 252
COMMUNE DE NIAMANA	0	48 809	58 891
COMMUNE DE KANIEGUE	0	116 850	140 487

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE SEGOU</b>			
COMMUNE DE KAVA	0	344 099	428 199
COMMUNE DE MORIBILA	0	113 848	133 503
COMMUNE DE KASSOROLA	0	139 558	164 904
COMMUNE DE SOMO	0	44 923	58 044
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	0	53 029	67 501
COMMUNE DE DJEGUENA	0	86 506	92 208
COMMUNE URBAINE DE SAN	0	2 438 328	2 018 698
COMMUNE DE BEBENA	0	307 769	367 886
COMMUNE DE OUAN	0	90 772	112 688
COMMUNE DE DIORA	0	140 267	158 662
COMMUNE DE LANFIALA	0	60 179	68 675
COMMUNE DE KOULA	0	140 607	173 654
COMMUNE DE FANGASSO	0	182 349	231 261
COMMUNE DE SANEKUY	0	176 586	243 830
COMMUNE DE YASSO	0	212 744	261 413
COMMUNE DE MAFOUNE	0	189 515	199 119
COMMUNE DE TIMISSA	0	144 735	154 935
COMMUNE DE MANDIAKUY	0	205 770	254 386
COMMUNE DE TOMINIAN	0	747 723	696 555
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>28 494 646</b>	<b>29 984 818</b>



DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE MOPTI</b>			
COMMUNE DE SOCOURA	0	607 957	978 732
COMMUNE DE DIALLOUBE	0	104 105	121 520
COMMUNE DE FATOMA	0	269 384	313 986
COMMUNE DE KONNA	0	517 794	530 022
COMMUNE DE KOROMBANA	0	243 658	217 055
COMMUNE DE KOUNARI	0	140 778	165 272
COMMUNE DE OURO-MODI	0	67 590	76 045
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	0	106 100	123 959
COMMUNE DE SIO	0	423 677	492 721
COMMUNE DE SOYE	0	66 582	81 166
COMMUNE DE BORONDOUGOU	0	102 348	116 038
COMMUNE DE SASALBE	0	38 157	45 371
COMMUNE DE KOUBAYE	0	58 891	67 682
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	0	3 837 678	3 397 055
COMMUNE DE BASSIROW	0	76 222	89 154
COMMUNE DE DOUCOUMBO	0	360 319	365 841
COMMUNE DE DOUROU	0	262 812	277 361
COMMUNE DE DOGANI BERE	0	30 896	33 872
COMMUNE DE KENDE	0	34 395	37 544
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	0	42 158	46 925
COMMUNE DE METOUMOU	0	102 363	110 786
COMMUNE DE PELOU	0	94 510	101 776
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	0	175 112	176 741
COMMUNE DE PIGNARI	0	96 521	100 236
COMMUNE DE SANGHA	0	485 116	519 472
COMMUNE DE SOROLY	0	103 861	120 280
COMMUNE DE WADOUBA	0	360 032	359 563
COMMUNE DE DANDOLI	0	119 654	140 286
COMMUNE DE BORKO	0	42 489	44 913
COMMUNE DE DIAMNATI	0	78 209	87 512
COMMUNE DE SEGUE-IRE	0	118 868	142 635
COMMUNE DE TIMIRI	0	71 835	78 530
COMMUNE DE BARA-SARA	0	108 984	114 049

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE MOPTI</b>			
COMMUNE DE KENDIE	0	166 632	182 635
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	0	989 643	788 190
COMMUNE DE ONDOUGOU	0	62 339	69 872
COMMUNE DE BAYE	0	327 070	343 580
COMMUNE DE DIALLASSAGOU	0	146 897	154 850
COMMUNE DE DIMBAL-HABE	0	200 069	206 548
COMMUNE DE KANI-BOZON	0	192 097	198 507
COMMUNE DE KOULOGON-HABE	0	133 144	134 797
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	0	131 079	145 172
COMMUNE DE OUONKORO	0	110 810	118 785
COMMUNE DE SEGUE	0	224 514	233 086
COMMUNE DE SOKOURA	0	250 552	266 844
COMMUNE DE SOUBALA	0	66 744	71 627
COMMUNE DE TORI	0	169 310	182 219
COMMUNE DE BANKASS	0	683 494	491 098
COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	0	171 074	203 086
COMMUNE DE DERRARY	0	123 826	128 183
COMMUNE DE KEWA	0	111 332	120 270
COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	0	281 204	286 232
COMMUNE DE OURO ALI	0	118 359	129 222
COMMUNE DE PONDORI	0	102 704	115 249
COMMUNE DE TOGUE MOURARI	0	90 895	110 121
COMMUNE DE MADIAMA	0	204 723	215 376
COMMUNE DE NIANSANARIE	0	102 993	113 528
COMMUNE URBAINE DE DJENNE	0	806 335	855 130
COMMUNE DE FAKALA	0	383 748	446 797
COMMUNE DE FEMAYE	0	168 175	175 984
COMMUNE DE DALLAH	0	67 306	71 801
COMMUNE DE DANGOL-BORE	0	178 144	181 181
COMMUNE DE DEBERE	0	56 857	62 357
COMMUNE DE DIANWELY	0	62 774	73 426
COMMUNE DE DJAPTODJI	0	183 452	187 056
COMMUNE DE GANDAMIA	0	101 048	103 820

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE MOPTI</b>			
COMMUNE DE HAIRE	0	123 674	143 408
COMMUNE DE KORAROU	0	30 361	32 116
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	0	114 828	145 059
COMMUNE DE MONDORO	0	138 454	151 955
COMMUNE DE TEDIE	0	82 168	86 501
COMMUNE DE HOMBORI	0	148 668	162 782
COMMUNE DE PETAKA	0	87 252	86 637
COMMUNE DE KERENA	0	20 351	26 757
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	0	1 619 229	989 583
COMMUNE DE BAMBA	0	149 805	167 982
COMMUNE DE BARAPIRELI	0	289 108	319 135
COMMUNE DE BONDO	0	166 062	193 322
COMMUNE DE DIANKABOU	0	94 215	97 877
COMMUNE DE DINANGOUROU	0	114 867	123 761
COMMUNE DE DIOUNGANI	0	201 167	201 960
COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	0	155 940	174 686
COMMUNE DE KASSA	0	122 606	143 582
COMMUNE DE KOPORO - NA	0	261 646	274 687
COMMUNE DE KOPORO - PEN	0	213 558	255 819
COMMUNE DE MADOUGOU	0	321 643	365 259
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	0	129 743	135 720
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	0	235 282	267 291
COMMUNE DE YORO	0	136 696	143 764
COMMUNE DE YODIOU	0	179 400	203 502
COMMUNE DE KORO	0	1 905 386	1 853 057
COMMUNE DE DIAFARABE	0	198 352	212 934
COMMUNE DE DIONDORI	0	118 482	128 349
COMMUNE DE KARERI	0	155 203	177 516
COMMUNE DE OURO-ARDO	0	66 529	71 454
COMMUNE DE OURO-GUIRE	0	48 442	51 804
COMMUNE DE SOUGOULBE	0	37 012	36 843
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	0	44 696	48 101
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	0	117 521	131 179

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE MOPTI</b>			
COMMUNE DE DIAKA	0	165 432	183 988
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	0	421 839	337 055
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	0	61 576	64 673
COMMUNE DE DEBOYE	0	107 252	116 805
COMMUNE DE DIRMA	0	47 832	58 807
COMMUNE DE DONGO	0	106 398	106 635
COMMUNE DE FARIMAKE	0	112 613	125 372
COMMUNE DE N'DODJIGA	0	109 801	119 124
COMMUNE DE YOUWAROU	0	486 806	448 404
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>25 966 293</b>	<b>26 005 974</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE TOMBOUCTOU</b>			
COMMUNE DE BER	0	38 963	52 958
COMMUNE DE BOUREM-INALY	0	7 605	12 435
COMMUNE DE LAFIA	0	10 230	16 276
COMMUNE DE ALAFIA	0	17 619	25 181
COMMUNE DE SALAM	0	5 623	9 921
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	0	7 735 584	12 865 395
COMMUNE DE BINGA	0	1 889	2 825
COMMUNE ARHAM	0	3 283	5 941
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	0	8 271	12 192
COMMUNE DE DANGHA	0	3 811	7 152
COMMUNE DE GARBAKOIRA	0	7 640	11 612
COMMUNE DE HAIBONGO	0	6 986	11 078
COMMUNE DE KIRCHAMBA	0	2 619	5 238
COMMUNE DE KONDI	0	2 261	4 798
COMMUNE DE SARE-YAMOU	0	6 936	10 879
COMMUNE DE TIENKOUR	0	2 592	5 175
COMMUNE DE TINDIRMA	0	2 039	3 172
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	0	2 054	4 422
COMMUNE URBAINE DE DIRE	0	220 834	105 622
COMMUNE DE ALZOUNOUB	0	2 808	4 197
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	0	10 580	14 996
COMMUNE DE DOUEKIRE	0	8 117	12 487
COMMUNE DE ADARMALANE	0	2 241	4 811
COMMUNE DE GARGANDO	0	8 003	12 041
COMMUNE DE ISSA-BERY	0	7 912	11 769
COMMUNE DE KANEYE	0	2 412	4 895
COMMUNE DE DOUKOURIA	0	2 438	4 974
COMMUNE DE M'BOUNA	0	4 611	7 591
COMMUNE DE TILEMSI	0	4 077	7 221
COMMUNE DE TELE	0	2 790	5 466
COMMUNE DE ESSAKANE	0	11 139	15 837
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	0	6 265	9 824
COMMUNE DE TIN AICHA	0	7 117	10 597

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE TOMBOUCTOU</b>			
COMMUNE DE TONKA	0	23 141	31 773
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	0	237 878	19 136
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	0	8 582	13 219
COMMUNE DE BANICANE	0	19 471	33 355
COMMUNE DE GOSSI	0	30 365	40 303
COMMUNE DE HARIBOMO	0	2 836	5 645
COMMUNE DE INADIATAFANE	0	2 756	5 629
COMMUNE DE RHAROUS	0	225 767	43 529
COMMUNE DE HANZAKONA	0	4 776	8 210
COMMUNE DE SERERE	0	7 220	11 238
COMMUNE DE OUINERDENE	0	2 859	4 288
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	0	198 798	9 066
COMMUNE DE KOUMAIRA	0	4 787	8 113
COMMUNE DE LERE	0	17 698	14 223
COMMUNE DE N' GOURKOU	0	4 910	8 756
COMMUNE DE SOBOUNDOU	0	14 739	21 961
COMMUNE DE SOUMPI	0	5 861	11 037
COMMUNE DE DIANKE	0	3 020	5 996
COMMUNE DE FITTOUGA	0	8 641	14 599
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>8 991 454</b>	<b>13 609 054</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE GAO</b>			
COMMUNE DE ANCHAWADI	0	307 254	416 916
COMMUNE DE GABERO	0	431 475	573 885
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	0	610 141	837 561
COMMUNE DE N'TILLIT	0	321 501	383 791
COMMUNE DE SONY-ALIBER	0	740 557	974 669
COMMUNE DE TILEMSI	0	167 335	195 865
COMMUNE URBAINE DE GAO	0	2 574 315	2 022 251
COMMUNE DE BARA	0	248 142	302 669
COMMUNE DE BOURRA	0	270 553	332 433
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	0	296 890	353 409
COMMUNE DE TALATAYE	0	62 288	67 428
COMMUNE DE TESSIT	0	120 972	166 222
COMMUNE DE TIM HAMA	0	113 657	141 599
COMMUNE DE ANSONGO	0	901 102	1 014 302
COMMUNE DE BAMBA	0	289 207	331 778
COMMUNE DE TABOYE	0	376 740	468 908
COMMUNE DE TARKINT	0	163 563	185 062
COMMUNE DE TEMERA	0	151 595	184 896
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	0	732 740	647 854
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>8 880 027</b>	<b>9 601 498</b>
<b>REGION DE KIDAL</b>			
COMMUNE D'ANEFIF	0	81 492	90 804
COMMUNE D'ESSOUK	0	75 333	69 024
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	0	903 660	1 040 864
COMMUNE DE ABEIBARA	0	153 883	131 372
COMMUNE DE TINZAWATENE	0	23 115	23 884
COMMUNE DE BOGHASSA	0	48 030	48 870
COMMUNE DE TESSALIT	0	421 040	492 283
COMMUNE D'ADJELHOC	0	139 829	147 257
COMMUNE DE TIMTAGHENE	0	23 042	29 019
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	0	115 238	117 751
COMMUNE D'INTADJEDITE	0	27 213	36 164
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>2 011 875</b>	<b>2 227 292</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Commune</b>			
<b>REGION DE TAOUDENIT</b>			
Region de Taoudénit		1 620	
COMMUNE DE ALMATLA	0	2 051	5 963
COMMUNE DE TOUWAL	0	991	6 970
COMMUNE DE ZIRBA	0	2 100	3 924
COMMUNE DE NIBKIT-EL ELK	0	2 266	17 192
COMMUNE DE ARAOUANE	0	9 407	181 758
COMMUNE DE ACHAMOUR	0	1 864	3 480
COMMUNE DE TIN-AGHZDJE	0	932	2 265
COMMUNE DE BOUJBEHA	0	628	8 585
COMMUNE DE AGOUNI	0	5 209	14 131
COMMUNE DE LIMGASSIM	0	1 736	6 695
COMMUNE DE TAOUDENIT	0	765	1 914
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>29 569</b>	<b>252 877</b>
<b>REGION DE MENAKA</b>			
Region de Menaka	0	143 027	1 728 153
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>143 027</b>	<b>1 728 153</b>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>208 102 214</b>	<b>238 625 484</b>
<b>Déconcentré</b>			
<b>OFFICE RIZ MOPTI</b>			
Region de Mopti		672 737	
<b>Total :</b>		<b>672 737</b>	
<b>REGION DE TAOUDENIT</b>			
Region de Taoudénit		24 557	
<b>Total :</b>		<b>24 557</b>	
<b>REGION DE MENAKA</b>			
Region de Menaka		1 370 761	
<b>Total :</b>		<b>1 370 761</b>	
<b>Total</b>		<b>2 068 055</b>	
<b>Crédits Globaux</b>			
<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>			
Portion centrale	13 208 141	0	28 149 039
<b>Total :</b>	<b>13 208 141</b>	<b>0</b>	<b>28 149 039</b>



DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Crédits Globaux</b>			
<b>MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
Portion centrale	0	0	1 656 667
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 656 667</b>
<b>DISTRICT DE BAMAKO</b>			
District de Bamako	386 165	524 190	597 843
<b>Total :</b>	<b>386 165</b>	<b>524 190</b>	<b>597 843</b>
<b>REGION DE KAYES</b>			
Region de Kayes	2 102 900	3 600 414	3 382 562
<b>Total :</b>	<b>2 102 900</b>	<b>3 600 414</b>	<b>3 382 562</b>
<b>REGION DE KOULIKORO</b>			
Region de Koulikoro	2 060 015	3 077 201	3 226 319
<b>Total :</b>	<b>2 060 015</b>	<b>3 077 201</b>	<b>3 226 319</b>
<b>REGION DE SIKASSO</b>			
Region de Sikasso	2 635 170	3 961 868	4 133 309
<b>Total :</b>	<b>2 635 170</b>	<b>3 961 868</b>	<b>4 133 309</b>
<b>REGION DE SEGOU</b>			
Region de Segou	2 057 271	3 329 800	3 307 237
<b>Total :</b>	<b>2 057 271</b>	<b>3 329 800</b>	<b>3 307 237</b>
<b>REGION DE MOPTI</b>			
Region de Mopti	1 551 790	3 164 164	2 693 857
<b>Total :</b>	<b>1 551 790</b>	<b>3 164 164</b>	<b>2 693 857</b>
<b>REGION DE TOMBOUCTOU</b>			
Region de Tombouctou	1 241 700	1 676 277	1 808 595
<b>Total :</b>	<b>1 241 700</b>	<b>1 676 277</b>	<b>1 808 595</b>
<b>REGION DE GAO</b>			
Region de Gao	781 773	1 022 038	1 116 231
<b>Total :</b>	<b>781 773</b>	<b>1 022 038</b>	<b>1 116 231</b>
<b>REGION DE KIDAL</b>			
Region de Kidal	540 544	720 771	760 848
<b>Total :</b>	<b>540 544</b>	<b>720 771</b>	<b>760 848</b>
<b>REGION DE TAOUDENIT</b>			
Region de Taoudénit	699 950	1 044 103	1 073 839
<b>Total :</b>	<b>699 950</b>	<b>1 044 103</b>	<b>1 073 839</b>

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2023	2022	2023
<b>Crédits Globaux</b>			
<b>REGION DE MENAKA</b>			
Region de Menaka	554 887	811 337	831 525
<b>Total :</b>	<b>554 887</b>	<b>811 337</b>	<b>831 525</b>
<b>CHARGES COMMUNES</b>			
Portion centrale	0	0	2 000 000
<b>Total :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>
<b>Total</b>	<b>27 820 306</b>	<b>22 932 163</b>	<b>54 737 871</b>
<b>Total Général</b>	<b>69 444 945</b>	<b>437 972 996</b>	<b>411 982 950</b>

**2. REPARTITION DE LA SUBVENTION  
AU TITRE DU FONDS NATIONAL  
D'APPUI AUX COLLECTIVITES  
TERRITORIALES**

## REPARTITION DES DT 2023/RESSOURCES ETAT

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
01000	REGION DE KAYES	125 500 000	106 973 000	430 000	81 633 000	314 536 000
01100	CERCLE DE BAFOULABE	-	21 335 000	745 000	12 732 000	34 812 000
01101	BAFOULABE	-	16 258 000	379 000	7 926 000	24 563 000
01102	BAMAFELE	-	16 172 000	379 000	7 926 000	24 477 000
01103	DIAKON	-	16 283 000	322 000	9 907 000	26 512 000
01104	DIALLAN	-	16 903 000	379 000	7 926 000	25 208 000
01105	DIOKELI	-	15 279 000	341 000	7 926 000	23 546 000
01106	GOUNFAN	-	15 267 000	379 000	7 926 000	23 572 000
01107	KONTELA	-	17 447 000	379 000	7 926 000	25 752 000
01108	KOUNDIAN	-	9 835 000	76 000	7 926 000	17 837 000
01109	MAHINA	-	15 502 000	398 000	9 907 000	25 807 000
01110	NIAMBIA	-	15 479 000	379 000	7 926 000	23 784 000
01111	OUALIA	-	17 496 000	379 000	7 926 000	25 801 000
01112	SIDIBELA	-	17 410 000	379 000	7 926 000	25 715 000
01113	TOMORA	-	16 715 000	398 000	9 907 000	27 020 000
01200	CERCLE DE DIEMA	-	15 429 000	223 000	12 732 000	28 384 000
01201	BEMA	-	10 884 000	95 000	9 907 000	20 886 000
01202	DIANGOUNTE CAMARA	-	11 880 000	95 000	9 907 000	21 882 000
01203	DIANGUIRDE	-	9 401 000	76 000	7 926 000	17 403 000
01204	DIEMA	-	11 669 000	95 000	9 907 000	21 671 000
01205	DIEOURA	-	9 598 000	76 000	7 926 000	17 600 000
01206	DIOUMARA KOUSSATA	-	11 591 000	76 000	7 926 000	19 593 000
01207	FASSOUBEDE	-	9 431 000	76 000	7 926 000	17 433 000
01208	FATAO	-	8 611 000	76 000	7 926 000	16 613 000
01209	GOMITRADOUGOU	-	9 339 000	76 000	7 926 000	17 341 000
01210	GROUMERA	-	8 902 000	76 000	7 926 000	16 904 000
01211	GUEDEBINE	-	8 597 000	76 000	7 926 000	16 599 000
01212	LAKAMANE	-	11 316 000	76 000	7 926 000	19 318 000
01213	LAMBIDOU	-	11 024 000	76 000	7 926 000	19 026 000
01214	MADIGA SACKO	-	10 910 000	76 000	7 926 000	18 912 000
01215	SANSANKIDE	-	8 879 000	76 000	7 926 000	16 881 000
01300	CERCLE DE KAYES	-	22 380 000	931 000	14 854 000	38 165 000
01301	BANGASSI	-	16 398 000	417 000	7 926 000	24 741 000
01302	COLIMBINE	-	19 221 000	417 000	7 926 000	27 564 000
01303	DIAMOU	-	17 446 000	417 000	7 926 000	25 789 000
01304	DJELEBOU	-	16 657 000	398 000	9 907 000	26 962 000
01305	FALEME	-	18 140 000	493 000	7 926 000	26 559 000
01306	FEGUI	-	18 095 000	417 000	7 926 000	26 438 000
01307	GORY GOPELA	-	17 411 000	379 000	7 926 000	25 716 000
01308	GOUMERA	-	16 418 000	417 000	7 926 000	24 761 000
01309	GUIDIMAKAN KERI KAFFO	-	21 228 000	417 000	7 926 000	29 571 000
01310	HAWA DEMBAYA	-	12 637 000	189 000	7 926 000	20 752 000
01311	KARAKORO	-	19 175 000	417 000	7 926 000	27 518 000
01312	KAYES	-	19 879 000	474 000	13 870 000	34 223 000
01313	KEMENE TAMBO	-	17 982 000	455 000	7 926 000	26 363 000
01314	KHOLOUM	-	16 233 000	417 000	7 926 000	24 576 000
01315	KOUNIAKARY	-	15 944 000	417 000	7 926 000	24 287 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
01316	KOUSSANE	-	17 864 000	436 000	9 907 000	28 207 000
01317	LIBERTE DEMBAYA	-	15 514 000	379 000	7 926 000	23 819 000
01318	LOGO	-	14 774 000	417 000	7 926 000	23 117 000
01319	MARENA DIOMBOUGOU	-	17 441 000	417 000	7 926 000	25 784 000
01320	MARINTOUMANIA	-	18 432 000	455 000	7 926 000	26 813 000
01321	SADIOLA	-	18 152 000	455 000	11 889 000	30 496 000
01322	SAHEL	-	15 848 000	341 000	7 926 000	24 115 000
01323	SAME DIONGOMA	-	14 102 000	379 000	7 926 000	22 407 000
01324	SEGALA	-	15 879 000	398 000	9 907 000	26 184 000
01325	SERO DIAMANOU	-	20 207 000	549 000	9 907 000	30 663 000
01326	SOMANKIDY	-	15 885 000	455 000	7 926 000	24 266 000
01327	SONY	-	16 324 000	379 000	7 926 000	24 629 000
01328	TAFACIRGA	-	19 137 000	493 000	7 926 000	27 556 000
01400	CERCLE DE KENIEBA	-	12 693 000	186 000	10 610 000	23 489 000
01401	BAYE	-	12 303 000	76 000	7 926 000	20 305 000
01402	DABIA	-	10 425 000	76 000	7 926 000	18 427 000
01403	DIALAFARA	-	10 819 000	76 000	7 926 000	18 821 000
01404	DOMBIA	-	9 095 000	76 000	7 926 000	17 097 000
01405	FALEA	-	12 540 000	76 000	7 926 000	20 542 000
01406	FARABA	-	11 241 000	76 000	7 926 000	19 243 000
01407	GUENEGORE	-	10 724 000	76 000	7 926 000	18 726 000
01408	KASSAMA	-	9 766 000	76 000	7 926 000	17 768 000
01409	KENIEBA	-	11 480 000	95 000	9 907 000	21 482 000
01410	KOUROUKOTO	-	11 075 000	76 000	7 926 000	19 077 000
01411	SAGALO	-	11 606 000	76 000	7 926 000	19 608 000
01412	SITAKILY	-	11 498 000	95 000	9 907 000	21 500 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA	-	12 976 000	261 000	14 854 000	28 091 000
01501	BADIA	-	8 145 000	76 000	7 926 000	16 147 000
01502	BENDOUGOUBA	-	8 676 000	76 000	7 926 000	16 678 000
01503	BENKADI FOUNIA	-	3 232 000	76 000	7 926 000	11 234 000
01504	BOUDOFO	-	7 086 000	76 000	7 926 000	15 088 000
01505	BOUGARYBAYA	-	7 901 000	76 000	7 926 000	15 903 000
01506	DIDENKO	-	9 922 000	76 000	7 926 000	17 924 000
01507	DJIDIAN	-	9 421 000	76 000	7 926 000	17 423 000
01508	DJOUGOUN	-	10 091 000	76 000	7 926 000	18 093 000
01509	GADOUGOU 1	-	11 419 000	76 000	7 926 000	19 421 000
01510	GADOUGOU 2	-	8 817 000	76 000	7 926 000	16 819 000
01511	GUEMOUKOURABA	-	10 149 000	76 000	7 926 000	18 151 000
01512	KASSARO	-	10 278 000	76 000	7 926 000	18 280 000
01513	KITA	-	8 730 000	114 000	11 889 000	20 733 000
01514	KITA NORD	-	7 154 000	76 000	7 926 000	15 156 000
01515	KITA OUEST	-	11 517 000	76 000	7 926 000	19 519 000
01516	KOBRI	-	10 971 000	76 000	7 926 000	18 973 000
01517	KOKOFATA	-	10 382 000	76 000	7 926 000	18 384 000
01518	KOTOUBA	-	8 030 000	76 000	7 926 000	16 032 000
01519	KOULOU	-	9 683 000	76 000	7 926 000	17 685 000
01520	KOURININKOTO	-	8 800 000	76 000	7 926 000	16 802 000
01521	MADINA	-	11 133 000	76 000	7 926 000	19 135 000
01522	MAKANO	-	7 949 000	76 000	7 926 000	15 951 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
01523	NAMALAGUIMBA	-	9 790 000	76 000	7 926 000	17 792 000
01524	NIANTASSO	-	8 824 000	76 000	7 926 000	16 826 000
01525	SABOULA	-	9 173 000	76 000	7 926 000	17 175 000
01526	SEBEKORO	-	8 147 000	95 000	9 907 000	18 149 000
01527	SEFETO NORD	-	9 280 000	76 000	7 926 000	17 282 000
01528	SEFETO OUEST	-	9 946 000	76 000	7 926 000	17 948 000
01529	SENKO	-	10 876 000	76 000	7 926 000	18 878 000
01530	SIRAKORO	-	7 869 000	76 000	7 926 000	15 871 000
01531	SOURANSAN TOMOTO	-	8 349 000	76 000	7 926 000	16 351 000
01532	TAMBAGA	-	7 637 000	76 000	7 926 000	15 639 000
01533	TOUKOTO	-	8 583 000	76 000	7 926 000	16 585 000
01600	CERCLE DE NIORO	-	23 128 000	819 000	12 732 000	36 679 000
01601	BAGNERE KORE	-	15 843 000	379 000	7 926 000	24 148 000
01602	DIABIGUE	-	16 429 000	379 000	7 926 000	24 734 000
01603	DIARRA	-	14 959 000	379 000	7 926 000	23 264 000
01604	DIAYE COURA	-	16 481 000	379 000	7 926 000	24 786 000
01605	GAVINANE	-	17 198 000	379 000	7 926 000	25 503 000
01606	GOGUI	-	16 410 000	379 000	7 926 000	24 715 000
01607	GUETEMA	-	16 240 000	379 000	7 926 000	24 545 000
01608	KADIABA KADIEL	-	17 063 000	379 000	7 926 000	25 368 000
01609	KORERA KORE	-	17 655 000	379 000	7 926 000	25 960 000
01610	NIORO	-	16 260 000	398 000	9 907 000	26 565 000
01611	NIORO TOUGOUNERANGA	-	17 145 000	379 000	7 926 000	25 450 000
01612	SANDARE	-	16 457 000	398 000	9 907 000	26 762 000
01613	SIMBI	-	18 669 000	379 000	7 926 000	26 974 000
01614	TROUNGOMBE	-	17 273 000	379 000	7 926 000	25 578 000
01615	YERERE	-	10 702 000	76 000	7 926 000	18 704 000
01616	YOURI	-	9 003 000	76 000	7 926 000	17 005 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE	-	23 694 000	931 000	10 610 000	35 235 000
01701	DIAFOUNOU DION.	-	14 604 000	379 000	7 926 000	22 909 000
01702	DIAFOUNOU GORY	-	19 434 000	549 000	9 907 000	29 890 000
01703	FANGA	-	18 482 000	530 000	7 926 000	26 938 000
01704	GORY	-	18 575 000	530 000	7 926 000	27 031 000
01705	GUIDIME	-	20 050 000	549 000	9 907 000	30 506 000
01706	KIRANE KAGNAGA	-	20 790 000	549 000	9 907 000	31 246 000
01707	KONSIGA	-	16 252 000	417 000	7 926 000	24 595 000
01708	KREMIS	-	14 918 000	379 000	7 926 000	23 223 000
01709	MAREKAFFO	-	17 038 000	493 000	7 926 000	25 457 000
01710	SOUMPOU	-	18 451 000	530 000	7 926 000	26 907 000
01711	TOYA	-	17 762 000	493 000	7 926 000	26 181 000
01712	TRINGA	-	17 616 000	530 000	7 926 000	26 072 000
<b>TOTAL REGION DE KAYES</b>		<b>125 500 000</b>	<b>1 977 400 000</b>	<b>36 923 000</b>	<b>1 242 739 000</b>	<b>3 382 562 000</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
02000	REGION DE KOULIKORO	125 500 000	130 693 000	2 151 000	81 633 000	339 977 000
02100	CERCLE DE BANAMBA	-	20 144 000	856 000	10 610 000	31 610 000
02101	BANAMBA	-	16 120 000	549 000	9 907 000	26 576 000
02102	BENKADI	-	17 871 000	530 000	7 926 000	26 327 000
02103	BORON	-	18 943 000	511 000	9 907 000	29 361 000
02104	DOUGOUWOLOWULA	-	14 421 000	455 000	11 889 000	26 765 000
02105	KIBAN	-	14 600 000	530 000	7 926 000	23 056 000
02106	MADINA SACKO	-	15 103 000	436 000	9 907 000	25 446 000
02107	SEBETE	-	15 870 000	493 000	7 926 000	24 289 000
02108	TOUBACORO	-	14 647 000	379 000	7 926 000	22 952 000
02109	TOUKOROBA	-	13 454 000	417 000	7 926 000	21 797 000
02200	CERCLE DE DIOILA	-	22 602 000	1 154 000	14 854 000	38 610 000
02201	BANCO	-	16 236 000	474 000	9 907 000	26 617 000
02202	BENKADI	-	15 794 000	493 000	7 926 000	24 213 000
02203	BINKO	-	13 135 000	417 000	7 926 000	21 478 000
02204	DEGNEKORO	-	15 503 000	493 000	7 926 000	23 922 000
02205	DIEBE	-	15 637 000	417 000	7 926 000	23 980 000
02206	DIEDOUGOU	-	16 052 000	436 000	9 907 000	26 395 000
02207	DIOUMA	-	15 462 000	493 000	7 926 000	23 881 000
02208	DOLENDOUGOU	-	14 964 000	417 000	7 926 000	23 307 000
02209	GUEGNEKA	-	14 172 000	474 000	9 907 000	24 553 000
02210	DJEKAFO	-	14 583 000	455 000	7 926 000	22 964 000
02211	KALADOUGOU	-	8 052 000	549 000	9 907 000	18 508 000
02212	KEMEKAFO	-	17 993 000	549 000	9 907 000	28 449 000
02213	KERELA	-	11 821 000	455 000	7 926 000	20 202 000
02214	KILIDOUGOU	-	15 163 000	455 000	7 926 000	23 544 000
02215	MASSIGUI	-	17 199 000	568 000	11 889 000	29 656 000
02216	NANGOLA	-	17 160 000	493 000	7 926 000	25 579 000
02217	N'DLONDOUGOU	-	17 580 000	417 000	7 926 000	25 923 000
02218	N'GARADOUGOU	-	15 134 000	417 000	7 926 000	23 477 000
02219	N'GOLOBOUGOU	-	17 217 000	530 000	7 926 000	25 673 000
02220	NIANTJILA	-	18 333 000	493 000	7 926 000	26 752 000
02221	TENENDOUGOU	-	15 538 000	493 000	7 926 000	23 957 000
02222	WACORO	-	14 107 000	417 000	7 926 000	22 450 000
02223	ZAN COULIBALY	-	12 790 000	417 000	7 926 000	21 133 000
02300	CERCLE DE KANGABA	-	24 138 000	1 005 000	10 610 000	35 753 000
02301	BALAN BAKAMA	-	16 770 000	493 000	7 926 000	25 189 000
02302	BENKADI	-	15 721 000	493 000	7 926 000	24 140 000
02303	KANIOGO	-	16 836 000	455 000	7 926 000	25 217 000
02304	KARAN	-	16 280 000	455 000	7 926 000	24 661 000
02305	MARAMANDOUGOU	-	16 925 000	493 000	7 926 000	25 344 000
02306	MINIDIAN	-	16 131 000	493 000	7 926 000	24 550 000
02307	NARENA	-	13 237 000	417 000	7 926 000	21 580 000
02308	NOUGA	-	17 374 000	417 000	7 926 000	25 717 000
02309	SELEFOUGOU	-	16 464 000	493 000	7 926 000	24 883 000
02400	CERCLE DE KATI	-	20 131 000	856 000	14 854 000	35 841 000
02401	BAGUINEDA CAMP	-	12 381 000	398 000	9 907 000	22 686 000
02402	BANCOUMANA	-	14 524 000	417 000	7 926 000	22 867 000
02403	BOSSOFALA	-	14 853 000	417 000	7 926 000	23 196 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
02404	BOUGOULA	-	14 544 000	493 000	7 926 000	22 963 000
02405	DABAN	-	14 445 000	417 000	7 926 000	22 788 000
02406	DIAGO	-	11 133 000	417 000	7 926 000	19 476 000
02407	DIALAKOROBA	-	15 557 000	493 000	7 926 000	23 976 000
02408	DIALAKORODJI	-	14 081 000	455 000	11 889 000	26 425 000
02409	DIEDOUGOU	-	14 792 000	493 000	7 926 000	23 211 000
02410	DIO GARE	-	12 755 000	417 000	7 926 000	21 098 000
02411	DOGODOUMAN	-	7 674 000	493 000	7 926 000	16 093 000
02412	DOMBILA	-	13 070 000	379 000	7 926 000	21 375 000
02413	DOUBABOUGOU	-	13 087 000	379 000	7 926 000	21 392 000
02414	FARABA	-	17 403 000	493 000	7 926 000	25 822 000
02415	KALABANCORO	-	15 114 000	474 000	13 870 000	29 458 000
02416	KALIFABOUGOU	-	11 333 000	379 000	7 926 000	19 638 000
02417	KAMBILA	-	13 841 000	379 000	7 926 000	22 146 000
02418	KATI	-	12 530 000	417 000	11 889 000	24 836 000
02419	KOUROUBA	-	17 376 000	530 000	7 926 000	25 832 000
02420	MANDE	-	14 428 000	493 000	11 889 000	26 810 000
02421	MORIBABOUGOU	-	12 383 000	398 000	9 907 000	22 688 000
02422	MOUNTOUGOULA	-	15 780 000	530 000	7 926 000	24 236 000
02423	N'GABACORO	-	12 502 000	436 000	9 907 000	22 845 000
02424	N'GOURABA	-	14 258 000	455 000	7 926 000	22 639 000
02425	NIAGADINA	-	15 414 000	493 000	7 926 000	23 833 000
02426	NIOUMAMAKANA	-	16 420 000	493 000	7 926 000	24 839 000
02427	N'TJIBA	-	14 692 000	455 000	7 926 000	23 073 000
02428	OUELESSEBOUGOU	-	18 918 000	455 000	11 889 000	31 262 000
02429	SAFO	-	13 223 000	379 000	7 926 000	21 528 000
02430	SANANKORO DJITOU MOU	-	15 904 000	417 000	7 926 000	24 247 000
02431	SANANKOROBA	-	15 294 000	511 000	9 907 000	25 712 000
02432	SANGAREBOUGOU	-	17 312 000	568 000	11 889 000	29 769 000
02433	SIBY	-	15 163 000	436 000	9 907 000	25 506 000
02434	SOBRA	-	16 867 000	493 000	7 926 000	25 286 000
02435	TIKADOUGOU DIALAKORO	-	17 053 000	493 000	7 926 000	25 472 000
02436	TIELE	-	13 419 000	417 000	7 926 000	21 762 000
02437	YELEKEBOUGOU	-	14 439 000	417 000	7 926 000	22 782 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI	-	24 294 000	1 080 000	10 610 000	35 984 000
02501	DIDIENI	-	16 439 000	436 000	9 907 000	26 782 000
02502	GUIHOYO	-	18 417 000	530 000	7 926 000	26 873 000
02503	KOLOKANI	-	15 645 000	511 000	9 907 000	26 063 000
02504	MASSANTOLA	-	17 153 000	549 000	9 907 000	27 609 000
02505	NONKON	-	16 997 000	493 000	7 926 000	25 416 000
02506	NOSSOMBOUGOU	-	13 721 000	417 000	7 926 000	22 064 000
02507	OULOODO	-	14 553 000	455 000	7 926 000	22 934 000
02508	SAGABALA	-	19 401 000	549 000	9 907 000	29 857 000
02509	SEBEKORO 1	-	17 318 000	493 000	7 926 000	25 737 000
02510	TIORIBOUGOU	-	14 689 000	493 000	7 926 000	23 108 000
02600	CERCLE DE KOULIKORO	-	18 867 000	931 000	10 610 000	30 408 000
02601	DINANDOU GOU	-	13 308 000	417 000	7 926 000	21 651 000
02602	DOUMBA	-	13 459 000	379 000	7 926 000	21 764 000
02603	KOULA	-	14 496 000	398 000	9 907 000	24 801 000



CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
02604	KOULIKORO	-	13 307 000	474 000	9 907 000	23 688 000
02605	MEGUETAN	-	8 565 000	436 000	9 907 000	18 908 000
02606	NYAMINA	-	14 962 000	474 000	9 907 000	25 343 000
02607	SIRAKOROLA	-	16 016 000	511 000	9 907 000	26 434 000
02608	TIENFALA	-	12 173 000	417 000	7 926 000	20 516 000
02609	TOUGOUNI	-	12 799 000	417 000	7 926 000	21 142 000
02700	CERCLE DE NARA	-	23 782 000	856 000	10 610 000	35 248 000
02701	ALLAHINA	-	19 294 000	493 000	7 926 000	27 713 000
02702	DABO	-	16 117 000	379 000	7 926 000	24 422 000
02703	DILLY	-	18 829 000	474 000	9 907 000	29 210 000
02704	DOGOFRY	-	20 051 000	474 000	9 907 000	30 432 000
02705	FALLOU	-	17 213 000	436 000	9 907 000	27 556 000
02706	GUENEIBE	-	17 820 000	493 000	7 926 000	26 239 000
02707	GUIRE	-	18 992 000	493 000	7 926 000	27 411 000
02708	KORONGA	-	17 183 000	455 000	7 926 000	25 564 000
02709	NARA	-	18 189 000	511 000	9 907 000	28 607 000
02710	NIAMANA	-	15 138 000	360 000	9 907 000	25 405 000
02711	OUAGADOU	-	17 266 000	417 000	7 926 000	25 609 000
<b>TOTAL REGION DE KOULIKORO</b>		<b>125 500 000</b>	<b>1 934 515 000</b>	<b>58 733 000</b>	<b>1 107 571 000</b>	<b>3 226 319 000</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
03000	REGION DE SIKASSO	125 500 000	102 991 000	430 000	81 633 000	310 554 000
03100	CERCLE DE BOUGOUNI	-	22 638 000	1 005 000	14 854 000	38 497 000
03101	BLADIE-TIEMALA	-	14 892 000	417 000	7 926 000	23 235 000
03102	BOUGOUNI	-	15 729 000	493 000	11 889 000	28 111 000
03103	CYEN TOULA	-	16 651 000	530 000	7 926 000	25 107 000
03104	DANOUE	-	19 231 000	530 000	7 926 000	27 687 000
03105	DEBELIN	-	14 042 000	417 000	7 926 000	22 385 000
03106	DEFINA	-	18 749 000	530 000	7 926 000	27 205 000
03107	DOGO	-	17 316 000	436 000	9 907 000	27 659 000
03108	DOMBA	-	18 085 000	493 000	7 926 000	26 504 000
03109	FARADIELE	-	16 904 000	530 000	7 926 000	25 360 000
03110	FARAGOUARAN	-	15 581 000	455 000	7 926 000	23 962 000
03111	GARALO	-	18 117 000	511 000	9 907 000	28 535 000
03112	KELEYA	-	17 069 000	436 000	9 907 000	27 412 000
03113	KOKELEN	-	15 798 000	455 000	7 926 000	24 179 000
03114	KOLA	-	14 912 000	493 000	7 926 000	23 331 000
03115	KOUMANTOU	-	15 805 000	455 000	11 889 000	28 149 000
03116	KOUROULAMINI	-	17 108 000	493 000	7 926 000	25 527 000
03117	MERIDIELA	-	18 966 000	493 000	7 926 000	27 385 000
03118	OUROUN	-	19 750 000	530 000	7 926 000	28 206 000
03119	SANSO	-	18 097 000	549 000	9 907 000	28 553 000
03120	SIBIRILA	-	21 680 000	511 000	9 907 000	32 098 000
03121	SIDO	-	18 349 000	493 000	7 926 000	26 768 000
03122	TIEMALA-BANIMONOTIE	-	19 363 000	530 000	7 926 000	27 819 000
03123	WOLA	-	14 109 000	417 000	7 926 000	22 452 000
03124	YININDOUGOU	-	16 670 000	417 000	7 926 000	25 013 000
03125	YIRIDOUGOU	-	18 160 000	530 000	7 926 000	26 616 000
03126	ZANTIEBOUGOU	-	17 366 000	549 000	9 907 000	27 822 000
03200	CERCLE DE KADIOLO	-	19 429 000	782 000	10 610 000	30 821 000
03201	DIYOU	-	12 866 000	379 000	7 926 000	21 171 000
03202	DIOUMATENE	-	12 905 000	379 000	7 926 000	21 210 000
03203	FOUROU	-	14 432 000	398 000	9 907 000	24 737 000
03204	KADIOLO	-	14 401 000	417 000	11 889 000	26 707 000
03205	KAI	-	13 339 000	379 000	7 926 000	21 644 000
03206	LOULOUNI	-	14 281 000	417 000	11 889 000	26 587 000
03207	MISSENI	-	15 062 000	398 000	9 907 000	25 367 000
03208	NIMBOUGOU	-	13 628 000	379 000	7 926 000	21 933 000
03209	ZEGOUA	-	14 485 000	398 000	9 907 000	24 790 000
03300	CERCLE DE KOLONDIÉBA	-	21 325 000	931 000	10 610 000	32 866 000
03301	BOUGOULA	-	18 639 000	530 000	7 926 000	27 095 000
03302	FAKOLA	-	19 172 000	549 000	9 907 000	29 628 000
03303	FARAKO	-	19 327 000	530 000	7 926 000	27 783 000
03304	KADIANA	-	18 658 000	549 000	9 907 000	29 114 000
03305	KEBILA	-	18 131 000	549 000	9 907 000	28 587 000
03306	KOLONDIÉBA	-	17 187 000	568 000	11 889 000	29 644 000
03307	KOLOSSO	-	16 417 000	530 000	7 926 000	24 873 000
03308	MENA	-	14 697 000	417 000	7 926 000	23 040 000
03309	NANGALASSO	-	9 551 000	227 000	7 926 000	17 704 000
03310	N'GOLODIANA	-	14 406 000	417 000	7 926 000	22 749 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
03311	TIONGUI	-	17 064 000	530 000	7 926 000	25 520 000
03312	TOUSSEGUOLA	-	14 045 000	417 000	7 926 000	22 388 000
03400	CERCLE DE KOUTIALA	-	18 210 000	782 000	14 854 000	33 846 000
03401	DIEDOUGOU	-	13 233 000	379 000	7 926 000	21 538 000
03402	DIOURADOUGOU KAFO	-	12 585 000	379 000	7 926 000	20 890 000
03403	FAGUI	-	13 919 000	379 000	7 926 000	22 224 000
03404	FAKOLO	-	12 673 000	341 000	7 926 000	20 940 000
03405	GOUADJI KAO	-	13 210 000	379 000	7 926 000	21 515 000
03406	GUOUDIE SOUGOUNA	-	13 545 000	341 000	7 926 000	21 812 000
03407	KAFO FABOLI	-	15 974 000	379 000	7 926 000	24 279 000
03408	KAPALA	-	13 236 000	341 000	7 926 000	21 503 000
03409	KARAGOUANA MALLE	-	14 993 000	379 000	7 926 000	23 298 000
03410	KOLONIGUE	-	15 863 000	398 000	9 907 000	26 168 000
03411	KONINA	-	14 974 000	379 000	7 926 000	23 279 000
03412	KONINGUE	-	15 307 000	379 000	7 926 000	23 612 000
03413	KONSEGUOLA	-	14 020 000	398 000	9 907 000	24 325 000
03414	KOROMO	-	13 264 000	379 000	7 926 000	21 569 000
03415	KOUNIANA	-	13 251 000	379 000	7 926 000	21 556 000
03416	KOUTIALA	-	14 820 000	436 000	13 870 000	29 126 000
03417	LOGOUANA	-	14 446 000	379 000	7 926 000	22 751 000
03418	MIENA	-	12 645 000	379 000	7 926 000	20 950 000
03419	M'PESSOBA	-	15 989 000	398 000	9 907 000	26 294 000
03420	NAFANGA	-	14 368 000	379 000	7 926 000	22 673 000
03421	NAMPE	-	13 539 000	379 000	7 926 000	21 844 000
03422	N'GOLONIANASSO	-	13 960 000	379 000	7 926 000	22 265 000
03423	N'GOUTJINA	-	14 009 000	379 000	7 926 000	22 314 000
03424	NIANTAGA	-	14 019 000	379 000	7 926 000	22 324 000
03425	N'TOSSONI	-	13 322 000	379 000	7 926 000	21 627 000
03426	SINCINA	-	14 053 000	379 000	7 926 000	22 358 000
03427	SINKOLO	-	13 185 000	379 000	7 926 000	21 490 000
03428	SONGO-DOUBACORE	-	14 515 000	379 000	7 926 000	22 820 000
03429	SONGOUA	-	15 829 000	379 000	7 926 000	24 134 000
03430	SOROBASSO	-	12 932 000	379 000	7 926 000	21 237 000
03431	TAO	-	13 577 000	379 000	7 926 000	21 882 000
03432	YOGNOGO	-	12 741 000	379 000	7 926 000	21 046 000
03433	ZANFIGUE	-	15 115 000	379 000	7 926 000	23 420 000
03434	ZANGASSO	-	13 129 000	341 000	7 926 000	21 396 000
03435	ZANINA	-	13 645 000	379 000	7 926 000	21 950 000
03436	ZEBALA	-	15 400 000	379 000	7 926 000	23 705 000
03500	CERCLE DE SIKASSO	-	21 746 000	1 005 000	14 854 000	37 605 000
03501	BENKADI	-	18 107 000	530 000	7 926 000	26 563 000
03502	BLENDIO	-	18 012 000	530 000	7 926 000	26 468 000
03503	DANDERESSO	-	17 010 000	511 000	9 907 000	27 428 000
03504	DEMBELA	-	18 865 000	530 000	7 926 000	27 321 000
03505	DIALAKORO	-	16 570 000	530 000	7 926 000	25 026 000
03506	DIOMATENE	-	15 873 000	530 000	7 926 000	24 329 000
03507	DOGONI	-	19 920 000	530 000	7 926 000	28 376 000
03508	DOUMANABA	-	18 544 000	530 000	7 926 000	27 000 000
03509	FAMA	-	15 960 000	530 000	7 926 000	24 416 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
03510	FARAKALA	-	16 053 000	530 000	7 926 000	24 509 000
03511	FINKOLO	-	16 946 000	493 000	7 926 000	25 365 000
03512	FINKOLO GANADOUGOU	-	18 018 000	493 000	7 926 000	26 437 000
03513	GONGASSO	-	15 943 000	493 000	7 926 000	24 362 000
03514	KABARASSO	-	18 968 000	530 000	7 926 000	27 424 000
03515	KABOILA	-	17 605 000	511 000	9 907 000	28 023 000
03516	KAFOUZIELA	-	16 733 000	530 000	7 926 000	25 189 000
03517	KAPALA	-	14 569 000	493 000	7 926 000	22 988 000
03518	KAPOLON DOUGOU	-	18 614 000	530 000	7 926 000	27 070 000
03519	KIGNAN	-	16 306 000	436 000	9 907 000	26 649 000
03520	KLELA	-	17 809 000	549 000	9 907 000	28 265 000
03521	KOFAN	-	14 543 000	455 000	7 926 000	22 924 000
03522	KOLOKOKBA	-	16 443 000	530 000	7 926 000	24 899 000
03523	KOUMANKOU	-	15 785 000	417 000	7 926 000	24 128 000
03524	KOUORO	-	17 362 000	530 000	7 926 000	25 818 000
03525	KOUROUMA	-	16 358 000	417 000	7 926 000	24 701 000
03526	LOBOUGOULA	-	18 053 000	549 000	9 907 000	28 509 000
03527	MINIKO	-	17 384 000	530 000	7 926 000	25 840 000
03528	MIRIA	-	17 057 000	530 000	7 926 000	25 513 000
03529	MISSIRIKORO	-	13 389 000	417 000	7 926 000	21 732 000
03530	NATIEN	-	15 871 000	493 000	7 926 000	24 290 000
03531	NIENA	-	20 504 000	549 000	9 907 000	30 960 000
03532	NONGO-SOUALA	-	17 191 000	530 000	7 926 000	25 647 000
03533	N'TJIKOUNA	-	17 364 000	530 000	7 926 000	25 820 000
03534	PIMPERNA	-	14 202 000	493 000	7 926 000	22 621 000
03535	SANZANA	-	18 627 000	530 000	7 926 000	27 083 000
03536	SIKASSO	-	17 322 000	549 000	13 870 000	31 741 000
03537	SOKOURANI MISSIRIKORO	-	15 158 000	493 000	7 926 000	23 577 000
03538	TELLA	-	18 799 000	530 000	7 926 000	27 255 000
03539	TIANKADI	-	17 806 000	530 000	7 926 000	26 262 000
03540	WATENI	-	17 392 000	530 000	7 926 000	25 848 000
03541	ZANFEREBOUGOU	-	16 160 000	530 000	7 926 000	24 616 000
03542	ZANGARADOUGOU	-	15 096 000	530 000	7 926 000	23 552 000
03543	ZANIENA	-	16 620 000	530 000	7 926 000	25 076 000
03600	CERCLE DE YANFOLILA	-	12 406 000	186 000	10 610 000	23 202 000
03601	BAYA	-	9 388 000	95 000	9 907 000	19 390 000
03602	BOLO-FOUTA	-	7 989 000	76 000	7 926 000	15 991 000
03603	DJALLON-FOULA	-	7 261 000	76 000	7 926 000	15 263 000
03604	DJIGUIYA DE KOLONI	-	7 816 000	76 000	7 926 000	15 818 000
03605	GOUANAN	-	9 748 000	95 000	9 907 000	19 750 000
03606	GOUANDIAKA	-	11 816 000	95 000	9 907 000	21 818 000
03607	KOUSSAN	-	8 812 000	76 000	7 926 000	16 814 000
03608	SANKARANI	-	7 272 000	76 000	7 926 000	15 274 000
03609	SEREMOUSSA ANI SAMOU	-	4 652 000	76 000	7 926 000	12 654 000
03610	TAGANDOU	-	11 289 000	76 000	7 926 000	19 291 000
03611	WASSOULOU BALLE	-	4 561 000	114 000	11 889 000	16 564 000
03612	YALANKORO SOLOBA	-	6 962 000	76 000	7 926 000	14 964 000
03700	CERCLE DE YOROSSO	-	23 212 000	931 000	10 610 000	34 753 000
03701	BOURA	-	18 689 000	511 000	9 907 000	29 107 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
03702	KARANGANA	-	17 923 000	493 000	7 926 000	26 342 000
03703	KIFFOSSO 1	-	17 386 000	493 000	7 926 000	25 805 000
03704	KOUMBIA	-	17 786 000	511 000	9 907 000	28 204 000
03705	KOURY	-	18 121 000	493 000	11 889 000	30 503 000
03706	MAHOU	-	18 466 000	493 000	7 926 000	26 885 000
03707	MENIMBA 1	-	17 561 000	493 000	7 926 000	25 980 000
03708	OURIKELA	-	18 718 000	511 000	9 907 000	29 136 000
03709	YOROSSO	-	18 109 000	511 000	9 907 000	28 527 000
<b>TOTAL REGION DE SIKASSO</b>		<b>125 500 000</b>	<b>2 509 670 000</b>	<b>69 285 000</b>	<b>1 428 854 000</b>	<b>4 133 309 000</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
04000	REGION DE SEGOU	125 500 000	114 512 000	1 634 000	81 633 000	323 279 000
04100	CERCLE DE BARAOUELI	-	22 642 000	1 080 000	10 610 000	34 332 000
04101	BAROUELI	-	16 609 000	568 000	11 889 000	29 066 000
04102	BOUADIE	-	17 631 000	549 000	9 907 000	28 087 000
04103	DOUGOUFIE	-	16 133 000	530 000	7 926 000	24 589 000
04104	GOUENDO	-	16 601 000	530 000	7 926 000	25 057 000
04105	KALAKE	-	16 683 000	493 000	7 926 000	25 102 000
04106	KONOBOUGOU	-	16 756 000	549 000	9 907 000	27 212 000
04107	N'GASSOLA	-	16 562 000	530 000	7 926 000	25 018 000
04108	SANANDO	-	10 618 000	246 000	9 907 000	20 771 000
04109	SOMO	-	16 140 000	530 000	7 926 000	24 596 000
04110	TAMANI	-	15 351 000	530 000	7 926 000	23 807 000
04111	TESSERLA	-	14 948 000	530 000	7 926 000	23 404 000
04200	CERCLE DE BLA	-	20 706 000	856 000	14 854 000	36 416 000
04201	BEGUENE	-	13 392 000	379 000	7 926 000	21 697 000
04202	BLA	-	14 220 000	417 000	11 889 000	26 526 000
04203	DIARAMANA	-	16 922 000	398 000	9 907 000	27 227 000
04204	DIENA	-	14 839 000	379 000	7 926 000	23 144 000
04205	DOUGOULOLO	-	14 682 000	379 000	7 926 000	22 987 000
04206	FALO	-	14 061 000	417 000	11 889 000	26 367 000
04207	FANI	-	16 851 000	379 000	7 926 000	25 156 000
04208	KAZANGASSO	-	13 858 000	379 000	7 926 000	22 163 000
04209	KEMENI	-	15 528 000	379 000	7 926 000	23 833 000
04210	KORODOUGOU	-	14 029 000	379 000	7 926 000	22 334 000
04211	KOULANDOUYOU	-	14 544 000	379 000	7 926 000	22 849 000
04212	NIALA	-	13 341 000	379 000	7 926 000	21 646 000
04213	SAMABOGO	-	15 692 000	379 000	7 926 000	23 997 000
04214	SOMASSO	-	13 820 000	379 000	7 926 000	22 125 000
04215	TIEMENA	-	11 659 000	379 000	7 926 000	19 964 000
04216	TOUNA	-	15 843 000	398 000	9 907 000	26 148 000
04217	YANGASSO	-	15 251 000	398 000	9 907 000	25 556 000
04300	CERCLE DE MACINA	-	18 557 000	708 000	10 610 000	29 875 000
04301	BOKY WERE	-	15 113 000	379 000	7 926 000	23 418 000
04302	FOLOMANA	-	13 990 000	379 000	7 926 000	22 295 000
04303	KOKRY CENTRE	-	14 294 000	379 000	7 926 000	22 599 000
04304	KOLONGO	-	14 083 000	398 000	9 907 000	24 388 000
04305	MACINA	-	14 374 000	398 000	9 907 000	24 679 000
04306	MATOMO	-	16 063 000	379 000	7 926 000	24 368 000
04307	MONIMPEBOUGOU	-	14 577 000	398 000	9 907 000	24 882 000
04308	SALIBA	-	14 598 000	398 000	9 907 000	24 903 000
04309	SANA	-	15 986 000	379 000	7 926 000	24 291 000
04310	SOULEYE	-	12 980 000	341 000	7 926 000	21 247 000
04311	TONGUE	-	12 935 000	341 000	7 926 000	21 202 000
04400	CERCLE DE NIONO	-	18 474 000	745 000	12 732 000	31 951 000
04401	DIABALY	-	15 894 000	398 000	9 907 000	26 199 000
04402	DOGOFRY	-	12 435 000	360 000	9 907 000	22 702 000
04403	KALA SIGUIDA	-	11 589 000	322 000	9 907 000	21 818 000
04404	MARIKO	-	12 774 000	360 000	9 907 000	23 041 000
04405	NAMPALARI	-	13 716 000	303 000	7 926 000	21 945 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
04406	NIONO	-	14 035 000	417 000	11 889 000	26 341 000
04407	POGO	-	13 894 000	379 000	7 926 000	22 199 000
04408	SIRIBALA	-	13 814 000	398 000	9 907 000	24 119 000
04409	SIRIFILA BOUNDY	-	14 305 000	398 000	9 907 000	24 610 000
04410	SOKOLO	-	15 969 000	398 000	9 907 000	26 274 000
04411	TORIDAGA KO	-	13 660 000	398 000	9 907 000	23 965 000
04412	YEREDON SANIONA	-	14 225 000	379 000	7 926 000	22 530 000
04500	CERCLE DE SAN	-	19 079 000	782 000	14 854 000	34 715 000
04501	BARAMANDOUGOU	-	14 948 000	379 000	7 926 000	23 253 000
04502	DAH	-	13 210 000	379 000	7 926 000	21 515 000
04503	DIAKOUROUNA	-	14 043 000	379 000	7 926 000	22 348 000
04504	DIELI	-	14 698 000	379 000	7 926 000	23 003 000
04505	DJEGUENA	-	13 810 000	379 000	7 926 000	22 115 000
04506	FION	-	14 474 000	379 000	7 926 000	22 779 000
04507	KANIEGUE	-	14 967 000	379 000	7 926 000	23 272 000
04508	KARABA	-	14 347 000	379 000	7 926 000	22 652 000
04509	KASSOROLA	-	16 029 000	379 000	7 926 000	24 334 000
04510	KAVA	-	15 199 000	379 000	7 926 000	23 504 000
04511	MORIBILA	-	14 430 000	379 000	7 926 000	22 735 000
04512	NIAMANA	-	12 996 000	379 000	7 926 000	21 301 000
04513	NIASSO	-	14 680 000	379 000	7 926 000	22 985 000
04514	N'GOA	-	12 949 000	379 000	7 926 000	21 254 000
04515	N'TOROSSO	-	14 719 000	379 000	7 926 000	23 024 000
04516	OUOLON	-	15 065 000	379 000	7 926 000	23 370 000
04517	SAN	-	14 777 000	417 000	11 889 000	27 083 000
04518	SIADOUGOU	-	16 381 000	417 000	7 926 000	24 724 000
04519	SOMO	-	14 289 000	379 000	7 926 000	22 594 000
04520	SOUROUNTOUNA	-	14 189 000	379 000	7 926 000	22 494 000
04521	SY	-	17 262 000	398 000	7 926 000	25 586 000
04522	TENE	-	15 019 000	379 000	9 907 000	25 305 000
04523	TENENI	-	15 170 000	379 000	7 926 000	23 475 000
04524	TOURAKOLOMBA	-	13 743 000	379 000	7 926 000	22 048 000
04525	WAKI	-	13 347 000	379 000	7 926 000	21 652 000
04600	CERCLE DE SEGOU	-	16 966 000	782 000	14 854 000	32 602 000
04601	BAGUINDADOUGOU	-	10 592 000	341 000	7 926 000	18 859 000
04602	BELLEN	-	11 828 000	341 000	7 926 000	20 095 000
04603	BOUSSIN	-	11 764 000	341 000	7 926 000	20 031 000
04604	CINZANA	-	14 104 000	360 000	9 907 000	24 371 000
04605	DIEDOUGOU	-	15 083 000	341 000	7 926 000	23 350 000
04606	DIGANIBOUGOU	-	11 874 000	341 000	7 926 000	20 141 000
04607	DIORO	-	14 655 000	379 000	11 889 000	26 923 000
04608	DIOUNA	-	13 636 000	341 000	7 926 000	21 903 000
04609	DOUGABOUGOU	-	12 701 000	360 000	9 907 000	22 968 000
04610	FARAKO	-	10 232 000	341 000	7 926 000	18 499 000
04611	FARAKOU MASSA	-	13 728 000	341 000	7 926 000	21 995 000
04612	FATINE	-	14 034 000	360 000	9 907 000	24 301 000
04613	KAMIANDOUGOU	-	14 595 000	341 000	7 926 000	22 862 000
04614	KATIENA	-	13 258 000	360 000	9 907 000	23 525 000
04615	KONODIMINI	-	12 722 000	341 000	7 926 000	20 989 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
04616	MARKALA	-	12 511 000	379 000	11 889 000	24 779 000
04617	MASSALA	-	10 363 000	341 000	7 926 000	18 630 000
04618	N'GARA	-	10 350 000	341 000	7 926 000	18 617 000
04619	N'KOUMANDOUGOU	-	12 959 000	341 000	7 926 000	21 226 000
04620	PELENGANA	-	12 137 000	379 000	11 889 000	24 405 000
04621	SAKOIBA	-	12 695 000	341 000	7 926 000	20 962 000
04622	SAMA FOULALA	-	10 356 000	341 000	7 926 000	18 623 000
04623	SAMINE	-	12 357 000	341 000	7 926 000	20 624 000
04624	SANSANDING	-	13 561 000	360 000	9 907 000	23 828 000
04625	SEBOUGOU	-	11 773 000	341 000	7 926 000	20 040 000
04626	SEGOU	-	12 543 000	398 000	13 870 000	26 811 000
04627	SIBILA	-	13 905 000	341 000	7 926 000	22 172 000
04628	SOIGNEBOUGOU	-	11 173 000	341 000	7 926 000	19 440 000
04629	SOUBA	-	12 090 000	341 000	7 926 000	20 357 000
04630	TOGOU	-	11 726 000	341 000	7 926 000	19 993 000
04700	CERCLE DE TOMINIAN	-	20 234 000	708 000	10 610 000	31 552 000
04701	BENENA	-	15 945 000	379 000	7 926 000	24 250 000
04702	DIORA	-	15 590 000	379 000	7 926 000	23 895 000
04703	FANGASSO	-	17 479 000	398 000	9 907 000	27 784 000
04704	KOULA	-	16 954 000	379 000	7 926 000	25 259 000
04705	LANFIALA	-	15 734 000	379 000	7 926 000	24 039 000
04706	MAFOUNE	-	16 242 000	379 000	7 926 000	24 547 000
04707	MANDIAKUY	-	15 798 000	379 000	7 926 000	24 103 000
04708	OUAN	-	14 519 000	379 000	7 926 000	22 824 000
04709	SANEKUY	-	17 089 000	379 000	7 926 000	25 394 000
04710	TIMISSA	-	16 723 000	398 000	9 907 000	27 028 000
04711	TOMINIAN	-	15 303 000	398 000	9 907 000	25 608 000
04712	YASSO	-	15 312 000	379 000	7 926 000	23 617 000
<b>TOTAL REGION DE SEGOU</b>		<b>125 500 000</b>	<b>1 931 771 000</b>	<b>52 806 000</b>	<b>1 197 160 000</b>	<b>3 307 237 000</b>



CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
05000	REGION DE MOPTI	125 500 000	134 799 000	1 806 000	81 633 000	343 738 000
05100	CERCLE DE BANDIAGARA	-	13 182 000	261 000	14 854 000	28 297 000
05101	BANDIAGARA	-	8 997 000	76 000	7 926 000	16 999 000
05102	BARA SARA	-	8 193 000	76 000	7 926 000	16 195 000
05103	BORKO	-	8 725 000	76 000	7 926 000	16 727 000
05104	DANDOLI	-	9 188 000	76 000	7 926 000	17 190 000
05105	DIAMNATI	-	10 272 000	76 000	7 926 000	18 274 000
05106	DOGANI BERE	-	7 694 000	76 000	7 926 000	15 696 000
05107	DOUCOMBO	-	9 776 000	95 000	9 907 000	19 778 000
05108	DOUROU	-	10 254 000	76 000	7 926 000	18 256 000
05109	KENDE	-	8 206 000	76 000	7 926 000	16 208 000
05110	KENDIE	-	10 426 000	95 000	9 907 000	20 428 000
05111	LOWOL GUEOU	-	6 936 000	76 000	7 926 000	14 938 000
05112	METOUMOU	-	9 577 000	76 000	7 926 000	17 579 000
05113	ONDOUGOU	-	7 736 000	76 000	7 926 000	15 738 000
05114	PELOU	-	7 792 000	76 000	7 926 000	15 794 000
05115	PIGNARI	-	8 773 000	76 000	7 926 000	16 775 000
05116	PIGNARI BANA	-	8 811 000	95 000	9 907 000	18 813 000
05117	SANGHA	-	9 010 000	95 000	9 907 000	19 012 000
05118	SEGUE IRE	-	9 284 000	76 000	7 926 000	17 286 000
05119	SOROLY	-	7 737 000	76 000	7 926 000	15 739 000
05120	TIMNIRI	-	9 027 000	76 000	7 926 000	17 029 000
05121	WADOUBA	-	9 701 000	95 000	9 907 000	19 703 000
05200	CERCLE DE BANKASS	-	11 955 000	223 000	12 732 000	24 910 000
05201	BANKASS	-	8 337 000	95 000	9 907 000	18 339 000
05202	BAYE	-	9 169 000	95 000	9 907 000	19 171 000
05203	DIALASSAGOU	-	8 601 000	95 000	9 907 000	18 603 000
05204	DIMBAL HABBE	-	8 241 000	76 000	7 926 000	16 243 000
05205	KANI-BONZONI	-	6 579 000	76 000	7 926 000	14 581 000
05206	KOULOGON HABE	-	8 802 000	76 000	7 926 000	16 804 000
05207	LESSAGOU HABE	-	8 473 000	76 000	7 926 000	16 475 000
05208	OUONKORO	-	9 714 000	95 000	9 907 000	19 716 000
05209	SEGUE	-	9 132 000	95 000	9 907 000	19 134 000
05210	SOKOURA	-	9 585 000	95 000	9 907 000	19 587 000
05211	SOUBALA	-	7 013 000	76 000	7 926 000	15 015 000
05212	TORI DAGA	-	8 671 000	76 000	7 926 000	16 673 000
05300	CERCLE DE DJENNE	-	25 089 000	1 080 000	10 610 000	36 779 000
05301	DANDOUYOU FAKALA	-	15 859 000	493 000	7 926 000	24 278 000
05302	DERARY	-	15 551 000	493 000	7 926 000	23 970 000
05303	DJENNE	-	17 914 000	549 000	9 907 000	28 370 000
05304	FAKALA	-	18 334 000	511 000	9 907 000	28 752 000
05305	FEMAYE	-	13 221 000	341 000	7 926 000	21 488 000
05306	KEWA	-	13 248 000	322 000	9 907 000	23 477 000
05307	MADIAMA	-	16 597 000	493 000	7 926 000	25 016 000
05308	NEMA-BADENYAKAFO	-	18 903 000	568 000	11 889 000	31 360 000
05309	NIANSANARIE	-	15 765 000	493 000	7 926 000	24 184 000
05310	OURO ALI	-	12 246 000	341 000	7 926 000	20 513 000
05311	PONDORI	-	11 466 000	303 000	7 926 000	19 695 000
05312	TOGUE MOURARI	-	15 770 000	493 000	7 926 000	24 189 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
05400	CERCLE DE DOUENTZA	-	16 296 000	223 000	12 732 000	29 251 000
05401	DALLAH	-	9 657 000	76 000	7 926 000	17 659 000
05402	DANGOL-BORE	-	10 243 000	95 000	9 907 000	20 245 000
05403	DEBERE	-	8 910 000	76 000	7 926 000	16 912 000
05404	DIANWELY	-	8 876 000	76 000	7 926 000	16 878 000
05405	DJAPTODJI	-	11 207 000	95 000	9 907 000	21 209 000
05406	DOUENTZA	-	10 440 000	95 000	9 907 000	20 442 000
05407	GANDAMIA	-	10 158 000	76 000	7 926 000	18 160 000
05408	HAIRE	-	12 291 000	95 000	9 907 000	22 293 000
05409	HOMBORI	-	13 741 000	76 000	7 926 000	21 743 000
05410	KERENA	-	9 480 000	76 000	7 926 000	17 482 000
05411	KORAROU	-	9 085 000	76 000	7 926 000	17 087 000
05412	KOUBEWEL KOUNDIA	-	10 389 000	76 000	7 926 000	18 391 000
05413	MONDORO	-	12 817 000	95 000	9 907 000	22 819 000
05414	PETAKA	-	8 258 000	76 000	7 926 000	16 260 000
05415	TEDIE	-	9 401 000	76 000	7 926 000	17 403 000
05500	CERCLE DE KORO	-	15 223 000	261 000	14 854 000	30 338 000
05501	BAMBA	-	17 786 000	417 000	7 926 000	26 129 000
05502	BARAPIRELI	-	15 824 000	417 000	7 926 000	24 167 000
05503	BONDO	-	17 386 000	436 000	9 907 000	27 729 000
05504	DIANKABOU	-	16 122 000	417 000	7 926 000	24 465 000
05505	DINANGOUROU	-	18 632 000	398 000	9 907 000	28 937 000
05506	DIOUNGANI	-	18 136 000	436 000	9 907 000	28 479 000
05507	DOUGOUTENE I	-	19 581 000	549 000	9 907 000	30 037 000
05508	DOUGOUTENE II	-	18 633 000	493 000	7 926 000	27 052 000
05509	KASSA	-	17 179 000	417 000	7 926 000	25 522 000
05510	KOPORO PEN	-	17 867 000	417 000	7 926 000	26 210 000
05511	KOPOROKENDIE NA	-	19 394 000	530 000	7 926 000	27 850 000
05512	KORO	-	17 177 000	455 000	11 889 000	29 521 000
05513	MADOUGOU	-	17 511 000	436 000	9 907 000	27 854 000
05514	PEL MAOUDE	-	17 029 000	417 000	7 926 000	25 372 000
05515	YORO	-	21 263 000	493 000	7 926 000	29 682 000
05516	YUDDIOU	-	17 239 000	417 000	7 926 000	25 582 000
05600	CERCLE DE MOPTI	-	12 293 000	223 000	12 732 000	25 248 000
05601	BASSIROU	-	7 123 000	76 000	7 926 000	15 125 000
05602	BORONDOUGOU	-	6 671 000	76 000	7 926 000	14 673 000
05603	DIALLOUBE	-	9 263 000	95 000	9 907 000	19 265 000
05604	FATOMA	-	7 747 000	76 000	7 926 000	15 749 000
05605	KONNA	-	8 687 000	114 000	11 889 000	20 690 000
05606	KOROMBANA	-	10 624 000	95 000	9 907 000	20 626 000
05607	KOUBAYE	-	6 661 000	76 000	7 926 000	14 663 000
05608	KOUNARI	-	8 608 000	76 000	7 926 000	16 610 000
05609	MOPTI	-	8 882 000	133 000	13 870 000	22 885 000
05610	OURO MODI	-	6 030 000	76 000	7 926 000	14 032 000
05611	OUROUBE DOUDE	-	8 485 000	76 000	7 926 000	16 487 000
05612	SASALBE	-	5 962 000	76 000	7 926 000	13 964 000
05613	SIO	-	8 379 000	95 000	9 907 000	18 381 000
05614	SOCOURA	-	8 389 000	114 000	11 889 000	20 392 000
05615	SOYE	-	8 388 000	76 000	7 926 000	16 390 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
05700	CERCLE DE TENENKOU	-	11 753 000	186 000	10 610 000	22 549 000
05701	DIAFARABE	-	8 375 000	76 000	7 926 000	16 377 000
05702	DIACA	-	8 220 000	95 000	9 907 000	18 222 000
05703	DIONDIORI	-	7 608 000	76 000	7 926 000	15 610 000
05704	KARERI	-	8 951 000	95 000	9 907 000	18 953 000
05705	OURO ARDO	-	6 676 000	76 000	7 926 000	14 678 000
05706	OURO GUIRE	-	6 567 000	76 000	7 926 000	14 569 000
05707	SOUGOULBE	-	6 653 000	76 000	7 926 000	14 655 000
05708	TENENKOU	-	5 720 000	76 000	7 926 000	13 722 000
05709	TOGORO KOTIA	-	8 415 000	76 000	7 926 000	16 417 000
05710	TOGUERE-COUMBE	-	9 043 000	95 000	9 907 000	19 045 000
05800	CERCLE DE YOUWAROU	-	13 454 000	149 000	8 488 000	22 091 000
05801	BIMBERE TAMA	-	8 456 000	76 000	7 926 000	16 458 000
05802	DEBOYE	-	9 561 000	76 000	7 926 000	17 563 000
05803	DIRMA	-	8 050 000	76 000	7 926 000	16 052 000
05804	DONGO	-	7 621 000	76 000	7 926 000	15 623 000
05805	FARIMAKE	-	7 997 000	76 000	7 926 000	15 999 000
05806	N'DODJIGA	-	10 119 000	76 000	7 926 000	18 121 000
05807	YOUWAROU	-	9 297 000	95 000	9 907 000	19 299 000
<b>TOTAL REGION DE MOPTI</b>		<b>125 500 000</b>	<b>1 426 290 000</b>	<b>23 607 000</b>	<b>1 118 460 000</b>	<b>2 693 857 000</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
06000	REGION DE TOMBOUCTOU	125 500 000	143 167 000	1 720 000	65 306 000	335 693 000
06100	CERCLE DE DIRE	-	23 481 000	856 000	10 610 000	34 947 000
06101	ARHAM	-	18 407 000	530 000	7 926 000	26 863 000
06102	BINGA	-	16 081 000	417 000	7 926 000	24 424 000
06103	BOUREM SIDI AMAR	-	15 160 000	379 000	7 926 000	23 465 000
06104	DANGHA	-	15 368 000	379 000	7 926 000	23 673 000
06105	DIRE	-	17 494 000	474 000	9 907 000	27 875 000
06106	GARBAKOIRA	-	16 157 000	417 000	7 926 000	24 500 000
06107	HAIBONGO	-	16 856 000	379 000	7 926 000	25 161 000
06108	KIRCHAMBA	-	16 846 000	493 000	7 926 000	25 265 000
06109	KONDI	-	15 166 000	417 000	7 926 000	23 509 000
06110	SAREYAMOU	-	16 967 000	379 000	7 926 000	25 272 000
06111	TIENKOUR	-	15 129 000	417 000	7 926 000	23 472 000
06112	TINDIRMA	-	15 287 000	379 000	7 926 000	23 592 000
06113	TINGUEREGUIF	-	16 014 000	417 000	7 926 000	24 357 000
06200	CERCLE DE GOUNDAM	-	27 149 000	1 043 000	12 732 000	40 924 000
06201	ADARMALANE	-	16 435 000	417 000	7 926 000	24 778 000
06202	ALZOUNOUB	-	16 407 000	379 000	7 926 000	24 712 000
06203	BINTAGOUNGOU	-	15 513 000	379 000	7 926 000	23 818 000
06204	DOUEKIRE	-	19 410 000	493 000	7 926 000	27 829 000
06205	DOUKOURIA	-	15 102 000	379 000	7 926 000	23 407 000
06206	ESSAKANE	-	16 361 000	417 000	7 926 000	24 704 000
06207	GARGANDO	-	16 459 000	417 000	7 926 000	24 802 000
06208	GOUNDAM	-	15 069 000	379 000	7 926 000	23 374 000
06209	ISSA BERY	-	16 331 000	417 000	7 926 000	24 674 000
06210	KANEYE	-	17 557 000	493 000	7 926 000	25 976 000
06211	M'BOUNA	-	16 436 000	417 000	7 926 000	24 779 000
06212	RAZ-EL-MA	-	16 875 000	417 000	7 926 000	25 218 000
06213	TELE	-	16 294 000	379 000	7 926 000	24 599 000
06214	TILEMSI	-	18 411 000	455 000	7 926 000	26 792 000
06215	TIN AICHA	-	17 410 000	455 000	7 926 000	25 791 000
06216	TONKA	-	19 378 000	511 000	9 907 000	29 796 000
06300	CERCLE DE G. RHAROUS	-	26 969 000	931 000	10 610 000	38 510 000
06301	BAMBARA MAOUDE	-	13 460 000	152 000	7 926 000	21 538 000
06302	BANIKANE	-	17 228 000	379 000	7 926 000	25 533 000
06303	GOSSI	-	22 611 000	511 000	9 907 000	33 029 000
06304	HANZAKOMA	-	18 785 000	493 000	7 926 000	27 204 000
06305	HARIBOMO	-	10 061 000	76 000	7 926 000	18 063 000
06306	INADIATAFANE	-	16 602 000	341 000	7 926 000	24 869 000
06307	OUINERDEN	-	20 065 000	455 000	7 926 000	28 446 000
06308	RHAROUS	-	20 822 000	511 000	9 907 000	31 240 000
06309	SERERE	-	18 028 000	455 000	7 926 000	26 409 000
06400	CERCLE DE NIAFUNKE	-	14 340 000	596 000	8 488 000	23 424 000
06401	BANIKANE NARHAWA	-	16 224 000	341 000	7 926 000	24 491 000
06402	DIANKE	-	14 874 000	341 000	7 926 000	23 141 000
06403	FITTOUGA	-	15 340 000	360 000	9 907 000	25 607 000
06404	KOUMAIRA	-	16 038 000	341 000	7 926 000	24 305 000
06405	LERE	-	16 775 000	360 000	9 907 000	27 042 000
06406	N'GORKOU	-	16 249 000	341 000	7 926 000	24 516 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
06407	SOBOUNDOU	-	15 860 000	360 000	9 907 000	26 127 000
06408	SOUMPI	-	16 572 000	341 000	7 926 000	24 839 000
06500	CERCLE DE TOMBOUCTOU	-	22 836 000	745 000	8 488 000	32 069 000
06501	ALAFIA	-	18 427 000	455 000	7 926 000	26 808 000
06502	BER	-	19 486 000	474 000	9 907 000	29 867 000
06503	BOUREM-INALY	-	19 471 000	455 000	7 926 000	27 852 000
06504	LAFIA	-	16 603 000	417 000	7 926 000	24 946 000
06506	TOMBOUCTOU	-	18 297 000	493 000	11 889 000	30 679 000
<b>TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU</b>		<b>125 500 000</b>	<b>1 116 200 000</b>	<b>26 624 000</b>	<b>540 271 000</b>	<b>1 808 595 000</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
07000	REGION DE GAO	125 500 000	118 808 000	344 000	65 306 000	309 958 000
07100	CERCLE ANSONGO	-	27 839 000	745 000	8 488 000	37 072 000
07101	ANSONGO	-	20 267 000	436 000	9 907 000	30 610 000
07102	BARA	-	19 364 000	417 000	7 926 000	27 707 000
07103	BOURRA	-	20 872 000	417 000	7 926 000	29 215 000
07104	OUATTAGOUNA	-	22 057 000	436 000	9 907 000	32 400 000
07105	TALATAYE	-	23 218 000	398 000	9 907 000	33 523 000
07106	TESSIT	-	19 852 000	417 000	7 926 000	28 195 000
07107	TIN-HAMA	-	19 582 000	417 000	7 926 000	27 925 000
07200	CERCLE DE BOUREM	-	20 501 000	149 000	8 488 000	29 138 000
07201	BAMBA	-	22 128 000	436 000	9 907 000	32 471 000
07202	BOUREM	-	23 904 000	511 000	9 907 000	34 322 000
07203	TABOYE	-	24 222 000	511 000	9 907 000	34 640 000
07204	TARKINT	-	15 459 000	95 000	9 907 000	25 461 000
07205	TEMERA	-	14 453 000	76 000	7 926 000	22 455 000
07300	CERCLE DE GAO	-	25 376 000	782 000	10 610 000	36 768 000
07301	ANCHAWADI	-	20 188 000	474 000	9 907 000	30 569 000
07302	GABERO	-	19 938 000	398 000	9 907 000	30 243 000
07303	GAO	-	19 335 000	455 000	11 889 000	31 679 000
07304	GOUNZOUREYE	-	18 624 000	398 000	9 907 000	28 929 000
07305	N'TILLIT	-	20 247 000	379 000	7 926 000	28 552 000
07306	SONY ALIBER	-	23 113 000	530 000	11 889 000	35 532 000
07307	TILEMSI	-	18 326 000	379 000	7 926 000	26 631 000
07500	COLL CERCLE DE ALMOUSTRAT	-	21 695 000	894 000	12 732 000	35 321 000
07501	Agharous	-	11 381 000	76 000	7 926 000	19 383 000
07502	Almoustrat	-	11 381 000	76 000	7 926 000	19 383 000
07503	Ersane	-	11 381 000	76 000	7 926 000	19 383 000
07504	M'beikit Ljoul	-	11 381 000	76 000	7 926 000	19 383 000
07505	Tabakort	-	11 381 000	76 000	7 926 000	19 383 000
<b>TOTAL REGION DE GAO</b>		<b>125 500 000</b>	<b>656 273 000</b>	<b>10 874 000</b>	<b>323 584 000</b>	<b>1 116 231 000</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
08000	REGION DE KIDAL	125 500 000	126 049 000	344 000	65 306 000	317 199 000
08100	CERCLE DE ABEIBARA	-	21 146 000	149 000	8 488 000	29 783 000
08101	ABEIBARA	-	14 955 000	76 000	7 926 000	22 957 000
08102	BOGHASSA	-	17 000 000	76 000	7 926 000	25 002 000
08103	TINZAWATENE	-	17 963 000	76 000	7 926 000	25 965 000
08200	CERCLE DE KIDAL	-	18 528 000	149 000	8 488 000	27 165 000
08201	ANEFIF	-	13 243 000	76 000	7 926 000	21 245 000
08202	ESSOUK	-	13 155 000	76 000	7 926 000	21 157 000
08203	KIDAL	-	14 086 000	95 000	9 907 000	24 088 000
08300	CERCLE DE TESSALIT	-	20 846 000	149 000	8 488 000	29 483 000
08301	AGUEL-HOC	-	14 349 000	76 000	7 926 000	22 351 000
08302	TESSALIT	-	14 790 000	76 000	7 926 000	22 792 000
08303	TIMTAGHENE	-	15 193 000	76 000	7 926 000	23 195 000
08400	CERCLE DE TINESSAKO	-	18 820 000	149 000	8 488 000	27 457 000
08401	INTADJEDITE	-	16 247 000	76 000	7 926 000	24 249 000
08402	TIN-ESSAKO	-	14 183 000	76 000	7 926 000	22 185 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO	-	21 728 300	894 000	12 732 000	35 354 300
08501	Achibogho	-	11 381 000	303 000	7 926 000	19 610 000
08502	Imbulal	-	11 381 000	303 000	7 926 000	19 610 000
<b>TOTAL REGION DE KIDAL</b>		<b>125 500 000</b>	<b>415 043 300</b>	<b>3 295 000</b>	<b>217 009 000</b>	<b>760 847 300</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
09000	DISTRICT DE BAMAKO	125 500 000	151 164 300	2 323 000	114 125 000	393 112 300
09100	COMMUNE I	-	18 730 000	856 000	14 854 000	34 440 000
09200	COMMUNE II	-	17 935 000	1 005 000	14 854 000	33 794 000
09300	COMMUNE III	-	9 708 000	1 080 000	14 854 000	25 642 000
09400	COMMUNE IV	-	21 214 000	1 005 000	14 854 000	37 073 000
09500	COMMUNE V	-	19 501 000	1 080 000	14 854 000	35 435 000
09600	COMMUNE VI	-	22 412 000	1 080 000	14 854 000	38 346 000
<b>TOTAL</b>	<b>DISTRICT BAMAKO</b>	<b>125 500 000</b>	<b>260 664 300</b>	<b>8 429 000</b>	<b>203 249 000</b>	<b>597 842 300</b>



CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
10000	REGION DE TAOUDENIT	125 500 000	97 005 000	2 409 000	40 896 000	265 810 000
10100	CERCLE DE ACHOURATT	-	21 695 000	894 000	12 733 000	35 322 000
10101	Achouratt	-	11 381 000	302 000	7 926 000	19 609 000
10102	Alfacrouma	-	11 381 000	302 000	7 926 000	19 609 000
10103	Algatara	-	11 381 000	302 000	7 926 000	19 609 000
10104	Almatala	-	11 381 000	302 000	7 926 000	19 609 000
10105	Lirako	-	11 381 000	302 000	7 926 000	19 609 000
10200	CERCLE DE AL-OURCHE	-	21 695 000	894 000	12 733 000	35 322 000
10201	Al-Ourche	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10202	Djaba	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10203	Nibkt-Elk	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10204	Oum-Laadam	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10205	Tamagounite	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10206	Touwal	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10207	Ziriba	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10300	CERCLE DE ARAOUANE	-	21 695 000	894 000	12 733 000	35 322 000
10301	Achamour	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10302	Araouane	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10303	M'Back-Sema	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10304	Tin Aglahadje	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10305	Wade Lahjare	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10400	CERCLE DE BOU-DJEBEHA	-	22 695 000	894 000	12 733 000	36 322 000
10401	Agouni	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10402	Boû-Djébéha	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10403	Eregkhal	-	11 381 000	301 000	7 926 000	19 608 000
10404	Limgassim	-	11 381 000	301 000	7 921 000	19 603 000
10405	Tictliff	-	11 381 000	301 000	7 921 000	19 603 000
10500	CERCLE DE FOUM-ELBA	-	22 695 000	894 000	12 733 000	36 322 000
10501	Bongouyaira	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
10502	Foum-Elba	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
10503	Lamhaimide	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
10600	CERCLE DE TAOUDENIT	-	22 695 000	894 000	12 733 000	36 322 000
10601	Alhank	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
10602	Alougla	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
10603	Taoudenit	-	14 226 000	379 000	9 907 000	24 512 000
10604	Téghaza	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
10605	Zoueya	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
<b>TOTAL</b>	<b>REGION DE TAOUDENIT</b>	<b>125 500 000</b>	<b>574 450 000</b>	<b>16 886 000</b>	<b>357 003 000</b>	<b>1 073 839 000</b>

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	DAT	DAFCT	TOTAL
11000	REGION DE MENAKA	125 500 000	97 005 000	2 409 000	40 896 000	265 810 000
11100	CERCLE DE ANDERAMBOUKANE	-	21 695 000	894 000	12 732 000	35 321 000
11101	Andéramboukane	-	14 191 400	379 000	9 907 000	24 477 400
11102	Azawak	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11103	Anouzagrene	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11104	Tamalet	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11200	CERCLE DE INEKAR	-	22 695 000	894 000	12 732 000	36 321 000
11201	Ilamawane	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11202	Inékar	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11203	Tadriante	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11204	Tissouakh	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11300	CERCLE DE MENAKA	-	22 695 000	894 000	12 732 000	36 321 000
11301	InfourKaraitane	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
11302	Ménaka	-	17 071 000	455 000	11 889 000	29 415 000
11303	Inazole	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
11304	Tabankort	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
11305	Tin abaw	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
11306	Assakaraye	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
11307	Izguirète	-	11 381 000	301 000	7 920 000	19 602 000
11400	CERCLE DE TIDERMENE	-	21 695 000	894 000	12 732 000	35 321 000
11401	Alata	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11402	Chiman	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11403	Inhinita	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11404	Intadeyne	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11405	Téguerert	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
11406	Tidermène	-	11 081 000	301 000	7 920 000	19 302 000
<b>TOTAL REGION DE MENAKA</b>		<b>125 500 000</b>	<b>429 386 400</b>	<b>12 538 000</b>	<b>264 100 000</b>	<b>831 524 400</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 380 500 000</b>	<b>13 231 663 000</b>	<b>320 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>22 932 163 000</b>

## **ETAT G**

# **TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES**

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>01.1 Fonctionnement organes exécutifs &amp; législatifs, affaires financières &amp; fiscales, affaires étrangères</b>			
Personnel	0	50 954 603	52 773 959
Biens et services	0	167 076 168	153 511 866
Transferts et subventions	0	10 006 297	14 232 199
Investissement	57 112 083	22 426 163	26 933 083
<b>Total</b>	<b>57 112 083</b>	<b>250 463 231</b>	<b>247 451 107</b>
<b>01.2 Aide économique extérieure</b>			
Biens et services	0	0	26 244
Investissement	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>26 244</b>
<b>01.3 Services généraux</b>			
Personnel	0	36 884 294	37 535 755
Biens et services	0	910 486	1 928 587
Transferts et subventions	0	5 653 259	6 929 612
Investissement	28 147 000	10 177 387	21 547 000
<b>Total</b>	<b>28 147 000</b>	<b>53 625 426</b>	<b>67 940 954</b>
<b>01.4 Recherche fondamentale</b>			
Transferts et subventions	0	381 813	510 175
Investissement	34 485	11 725	34 485
<b>Total</b>	<b>34 485</b>	<b>393 538</b>	<b>544 660</b>
<b>01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques</b>			
Personnel	0	118 016	102 725
Biens et services	0	96 157	96 364
Transferts et subventions	0	30 000	160 500
Investissement	1 225 000	849 201	1 225 000
<b>Total</b>	<b>1 225 000</b>	<b>1 093 374</b>	<b>1 584 589</b>
<b>01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.</b>			
Personnel	0	123 061 461	34 582 214
Biens et services	0	81 869 670	133 054 966
Transferts et subventions	0	22 417 324	37 410 246
Investissement	123 041 211	21 454 468	32 659 211
<b>Total</b>	<b>123 041 211</b>	<b>248 802 923</b>	<b>237 706 637</b>
<b>01.7 Opérations concernant la dette publique</b>			
Biens et services	0	195 059 460	219 902 000
Transferts et subventions	0	12 065 091	15 265 091
Investissement	1 300 000	0	1 300 000
<b>Total</b>	<b>1 300 000</b>	<b>207 124 551</b>	<b>236 467 091</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques</b>			
Transferts et subventions	0	9 345 043	10 275 075
Investissement	14 612 165	14 612 163	14 612 165
<b>Total</b>	<b>14 612 165</b>	<b>23 957 206</b>	<b>24 887 240</b>
<b>02.1 Défense militaire</b>			
Biens et services	0	56 026 363	54 707 424
Transferts et subventions	0	154 304	105 784
Investissement	7 843 315	50 785 171	52 843 315
<b>Total</b>	<b>7 843 315</b>	<b>106 965 838</b>	<b>107 656 523</b>
<b>02.2 Défense civile</b>			
Biens et services		38 000	
<b>Total</b>		<b>38 000</b>	
<b>02.3 Aide militaire à des pays étrangers</b>			
Biens et services	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	184 856
Investissement	10 408	0	10 408
<b>Total</b>	<b>10 408</b>	<b>0</b>	<b>195 264</b>
<b>02.4 Recherche-développement concernant la défense</b>			
Biens et services		86 390	
Investissement	25 625	42 845	25 625
<b>Total</b>	<b>25 625</b>	<b>129 235</b>	<b>25 625</b>
<b>02.5 Défense n.c.a.</b>			
Personnel	0	146 950 328	246 387 457
Biens et services	0	38 908 265	47 615 450
Transferts et subventions	0	340 264	886 748
Investissement	3 449 499	132 816 566	23 449 499
<b>Total</b>	<b>3 449 499</b>	<b>319 015 423</b>	<b>318 339 154</b>
<b>03.1 Services de police</b>			
Personnel	0	68 638 193	86 139 762
Biens et services	0	3 162 817	6 844 479
Transferts et subventions	0	111 434	295 459
Investissement	2 817 159	9 860 257	14 817 159
<b>Total</b>	<b>2 817 159</b>	<b>81 772 701</b>	<b>108 096 859</b>
<b>03.2 Services de protection civile</b>			
Personnel	0	14 743 523	18 850 946
Biens et services	0	1 734 733	1 919 837
Transferts et subventions	0	40 000	70 000
Investissement	4 521 036	2 658 223	7 521 036
<b>Total</b>	<b>4 521 036</b>	<b>19 176 479</b>	<b>28 361 819</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>03.3 Tribunaux</b>			
Personnel	0	21 485 530	21 172 172
Biens et services	0	4 404 628	5 019 284
Transferts et subventions	0	1 926 150	1 591 817
Investissement	5 539 078	1 124 073	1 639 078
<b>Total</b>	<b>5 539 078</b>	<b>28 940 381</b>	<b>29 422 351</b>
<b>03.4 Administration pénitentiaire</b>			
Personnel	0	3 096 613	3 229 095
Biens et services	0	3 335 770	4 559 791
Investissement	1 952 145	2 339 486	1 952 145
<b>Total</b>	<b>1 952 145</b>	<b>8 771 869</b>	<b>9 741 031</b>
<b>03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.</b>			
Personnel	0	2 200 325	3 849 048
Biens et services	0	116 614 477	29 322 953
Transferts et subventions	0	1 648 979	1 885 716
Investissement	19 984 757	23 228 716	19 984 757
<b>Total</b>	<b>19 984 757</b>	<b>143 692 497</b>	<b>55 042 474</b>
<b>04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi</b>			
Personnel	0	4 888 356	4 817 436
Biens et services	0	3 374 752	5 290 061
Transferts et subventions	0	7 152 921	14 847 550
Investissement	13 895 117	3 421 889	9 974 117
<b>Total</b>	<b>13 895 117</b>	<b>18 837 918</b>	<b>34 929 164</b>
<b>04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse</b>			
Personnel	0	13 157 582	12 815 615
Biens et services	0	9 862 696	24 754 756
Transferts et subventions	0	54 900 962	89 370 231
Investissement	139 100 486	122 777 601	131 776 486
<b>Total</b>	<b>139 100 486</b>	<b>200 698 841</b>	<b>258 717 088</b>
<b>04.3 Combustibles et énergie</b>			
Personnel	0	487 802	458 296
Biens et services	0	100 497	629 607
Transferts et subventions	0	8 276 796	37 209 595
Investissement	14 846 109	24 037 314	26 419 109
<b>Total</b>	<b>14 846 109</b>	<b>32 902 409</b>	<b>64 716 607</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>04.4 Industries extractives et manufacturières, construction</b>			
Personnel	0	3 011 302	3 125 222
Biens et services	0	909 477	1 740 531
Transferts et subventions	0	1 000 679	1 427 566
Investissement	239 745 537	20 462 883	22 145 537
<b>Total</b>	<b>239 745 537</b>	<b>25 384 341</b>	<b>28 438 856</b>
<b>04.5 Transports</b>			
Personnel	0	2 018 613	2 136 917
Biens et services	0	417 511	956 102
Transferts et subventions	0	325 424	900 964
Investissement	114 928 044	30 009 682	57 139 787
<b>Total</b>	<b>114 928 044</b>	<b>32 771 230</b>	<b>61 133 770</b>
<b>04.6 Communications</b>			
Personnel	0	1 185 549	1 287 264
Biens et services	0	1 426 602	1 767 810
Transferts et subventions	0	4 241 897	6 126 518
Investissement	2 973 340	511 421	2 523 340
<b>Total</b>	<b>2 973 340</b>	<b>7 365 469</b>	<b>11 704 932</b>
<b>04.7 Autres branches d'activité</b>			
Personnel	0	2 367 175	2 360 555
Biens et services	0	2 915 826	3 109 008
Transferts et subventions	0	843 064	761 619
Investissement	3 456 202	2 452 895	3 106 202
<b>Total</b>	<b>3 456 202</b>	<b>8 578 960</b>	<b>9 337 384</b>
<b>04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques</b>			
Transferts et subventions	0	1 830 835	2 243 872
Investissement	192 872 500	5 763 594	11 319 500
<b>Total</b>	<b>192 872 500</b>	<b>7 594 429</b>	<b>13 563 372</b>
<b>04.9 Affaires économiques n.c.a.</b>			
Personnel	0	1 979 472	1 927 564
Biens et services	0	1 813 850	3 012 553
Transferts et subventions	0	30 123 422	328 630
Investissement	15 401 000	15 524 843	15 401 000
<b>Total</b>	<b>15 401 000</b>	<b>49 441 587</b>	<b>20 669 747</b>
<b>05.1 Gestion des déchets</b>			
Investissement	5 320 000	4 856 700	5 320 000
<b>Total</b>	<b>5 320 000</b>	<b>4 856 700</b>	<b>5 320 000</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>05.2 Gestion des eaux usées</b>			
Transferts et subventions	0	326 774	407 237
Investissement	833 000	426 400	833 000
<b>Total</b>	<b>833 000</b>	<b>753 174</b>	<b>1 240 237</b>
<b>05.3 Lutte contre la pollution</b>			
Personnel	0	14 213	13 091
Biens et services	0	15 347	27 907
Investissement	0	0	2 500 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>29 560</b>	<b>2 540 998</b>
<b>05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature</b>			
Personnel	0	3 832 429	4 008 244
Biens et services	0	748 134	1 141 676
Transferts et subventions	0	681 151	955 422
Investissement	11 781 000	25 176 395	17 706 000
<b>Total</b>	<b>11 781 000</b>	<b>30 438 109</b>	<b>23 811 342</b>
<b>05.5 Recherche-développement dans le domaine de la protection de l'environnement</b>			
Investissement	315 000	0	315 000
<b>Total</b>	<b>315 000</b>	<b>0</b>	<b>315 000</b>
<b>05.6 Protection de l'environnement n.c.a.</b>			
Personnel	0	1 208 704	1 208 930
Biens et services	0	1 204 785	1 670 576
Transferts et subventions	0	111 033	130 502
Investissement	395 000	4 247 571	3 835 000
<b>Total</b>	<b>395 000</b>	<b>6 772 093</b>	<b>6 845 008</b>
<b>06.1 Logement</b>			
Biens et services	0	16 539	16 400
Transferts et subventions	0	60 487	172 310
Investissement	5 000 000	295 000	5 000 000
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>372 026</b>	<b>5 188 710</b>
<b>06.2 Équipements collectifs</b>			
Personnel	0	140 798	142 815
Biens et services	0	1 847 634	2 839 061
Investissement	4 066 400	310 894	4 066 400
<b>Total</b>	<b>4 066 400</b>	<b>2 299 326</b>	<b>7 048 276</b>
<b>06.3 Alimentation en eau</b>			
Personnel	0	1 107 882	1 114 409
Biens et services	0	192 493	454 393
Transferts et subventions	0	232 544	343 257
Investissement	8 368 000	22 673 120	33 890 000
<b>Total</b>	<b>8 368 000</b>	<b>24 206 039</b>	<b>35 802 059</b>



## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs</b>			
Transferts et subventions	0	15 797	45 000
Investissement	280 000	12 900	280 000
<b>Total</b>	<b>280 000</b>	<b>28 697</b>	<b>325 000</b>
<b>06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;</b>			
Personnel	0	2 771 893	3 113 478
Biens et services	0	1 182 734	2 241 754
Transferts et subventions	0	771 352	950 758
Investissement	10 188 500	2 887 318	6 868 500
<b>Total</b>	<b>10 188 500</b>	<b>7 613 297</b>	<b>13 174 490</b>
<b>07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux</b>			
Biens et services	0	79 450	99 000
Transferts et subventions	0	365 624	841 082
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>445 074</b>	<b>940 082</b>
<b>07.2 Services ambulatoires</b>			
Transferts et subventions	0	64 348	80 639
Investissement	5 087 050	4 418	1 087 050
<b>Total</b>	<b>5 087 050</b>	<b>68 766</b>	<b>1 167 689</b>
<b>07.3 Services hospitaliers</b>			
Personnel	0	410 582	405 577
Biens et services	0	101 370	729 869
Transferts et subventions	0	18 663 000	24 961 014
Investissement	38 867 366	15 712 019	24 195 366
<b>Total</b>	<b>38 867 366</b>	<b>34 886 971</b>	<b>50 291 826</b>
<b>07.4 Services de santé publique</b>			
Personnel	0	12 379 880	14 530 028
Biens et services	0	28 412 875	25 906 226
Transferts et subventions	0	2 326 715	4 196 608
Investissement	576 932	3 841	576 932
<b>Total</b>	<b>576 932</b>	<b>43 123 311</b>	<b>45 209 794</b>
<b>07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé</b>			
Transferts et subventions	0	2 714 301	4 448 348
Investissement	833 600	96 118	833 600
<b>Total</b>	<b>833 600</b>	<b>2 810 419</b>	<b>5 281 948</b>
<b>07.6 Santé n.c.a.</b>			
Personnel	0	53 850 861	37 799 113
Biens et services	0	8 443 421	11 471 142
Transferts et subventions	0	4 726 491	8 373 939
Investissement	3 822 985	4 354 927	3 122 985
<b>Total</b>	<b>3 822 985</b>	<b>71 375 700</b>	<b>60 767 179</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>08.1 Services récréatifs et sportifs</b>			
Personnel	0	1 009 705	1 031 257
Biens et services	0	2 269 900	3 054 674
Transferts et subventions	0	2 916 362	772 884
Investissement	18 389 372	6 243 926	4 439 372
<b>Total</b>	<b>18 389 372</b>	<b>12 439 893</b>	<b>9 298 187</b>
<b>08.2 Services culturels</b>			
Personnel	0	1 054 356	1 062 960
Biens et services	0	292 048	1 003 841
Transferts et subventions	0	1 599 805	2 353 864
Investissement	3 143 853	138 302	2 212 853
<b>Total</b>	<b>3 143 853</b>	<b>3 084 511</b>	<b>6 633 518</b>
<b>08.4 Culte et autres services communautaires</b>			
Personnel	0	40 000	40 000
Biens et services	0	25 732	101 600
Transferts et subventions	0	1 370 424	407 727
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 436 156</b>	<b>549 327</b>
<b>08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.</b>			
Personnel	0	2 015 778	2 095 642
Biens et services	0	1 604 725	2 757 772
Transferts et subventions	0	2 283 705	2 310 429
Investissement	624 606	73 758	624 606
<b>Total</b>	<b>624 606</b>	<b>5 977 966</b>	<b>7 788 449</b>
<b>09.1 Enseignement préélémentaire et primaire</b>			
Personnel	0	209 029 747	246 076 529
Biens et services	0	9 167 829	15 101 976
Transferts et subventions	0	137 880	177 000
Investissement	2 626 652	140 998	2 626 652
<b>Total</b>	<b>2 626 652</b>	<b>218 476 454</b>	<b>263 982 157</b>
<b>09.2 Enseignement secondaire</b>			
Personnel	0	53 275 166	62 199 802
Biens et services	0	16 177 489	19 691 854
Transferts et subventions	0	7 987 565	7 456 329
Investissement	42 856 119	34 357 285	42 856 119
<b>Total</b>	<b>42 856 119</b>	<b>111 797 505</b>	<b>132 204 104</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>09.4 Enseignement supérieur</b>			
Personnel	0	4 627 911	4 621 940
Biens et services	0	345 862	682 314
Transferts et subventions	0	52 579 205	64 120 763
Investissement	7 672 977	346 456	3 467 977
<b>Total</b>	<b>7 672 977</b>	<b>57 899 434</b>	<b>72 892 994</b>
<b>09.5 Enseignement non défini par niveau</b>			
Personnel	0	37 686	46 368
Biens et services	0	84 636	38 978
Transferts et subventions	0	391 362	795 412
Investissement	6 624	1 126 500	261 624
<b>Total</b>	<b>6 624</b>	<b>1 640 184</b>	<b>1 142 382</b>
<b>09.6 Services annexes à l'enseignement</b>			
Personnel	0	292 661	4 285 725
Biens et services	0	4 491 807	7 681 686
Investissement	918 631	45 932	918 631
<b>Total</b>	<b>918 631</b>	<b>4 830 400</b>	<b>12 886 042</b>
<b>09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement</b>			
Transferts et subventions	0	301 845	841 748
Investissement	7 790 433	2 884 956	8 190 433
<b>Total</b>	<b>7 790 433</b>	<b>3 186 801</b>	<b>9 032 181</b>
<b>09.8 Enseignement n.c.a.</b>			
Personnel	0	21 399 817	22 506 794
Biens et services	0	9 201 528	12 085 327
Transferts et subventions	0	8 465 784	11 732 977
Investissement	6 073 540	7 726 946	2 973 540
<b>Total</b>	<b>6 073 540</b>	<b>46 794 075</b>	<b>49 298 638</b>
<b>10.1 Maladie et invalidité</b>			
Transferts et subventions	0	879 957	1 739 836
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>879 957</b>	<b>1 739 836</b>
<b>10.2 Vieillesse</b>			
Personnel	0	36 000 000	36 000 000
Biens et services	0	0	51 209
Transferts et subventions	0	3 452 787	9 211 990
Investissement	315 148	0	315 148
<b>Total</b>	<b>315 148</b>	<b>39 452 787</b>	<b>45 578 347</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>10.3 Survivants</b>			
Personnel	0	0	290 527
Biens et services	0	0	328 524
Transferts et subventions	0	0	2 550 408
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 169 459</b>
<b>10.4 Famille et enfants</b>			
Personnel	0	1 431 675	1 481 006
Biens et services	0	650 349	1 173 614
Transferts et subventions	0	3 283 983	985 021
Investissement	2 368 571	2 894 276	2 026 571
<b>Total</b>	<b>2 368 571</b>	<b>8 260 283</b>	<b>5 666 212</b>
<b>10.7 Exclusion sociale n.c.a.</b>			
Biens et services	0	3 990	6 444
Transferts et subventions		226 000	
Investissement	1 400 000	0	2 900 000
<b>Total</b>	<b>1 400 000</b>	<b>229 990</b>	<b>2 906 444</b>
<b>10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale</b>			
Personnel	0	83 501	92 574
Biens et services	0	7 619	17 779
Transferts et subventions	0	231 471	365 955
Investissement	721 429	175 856	721 429
<b>Total</b>	<b>721 429</b>	<b>498 447</b>	<b>1 197 737</b>
<b>10.9 Protection sociale n.c.a.</b>			
Personnel	0	3 531 725	3 487 517
Biens et services	0	1 092 118	2 169 877
Transferts et subventions	0	13 109 145	18 506 538
Investissement	3 752 502	4 793 202	3 802 502
<b>Total</b>	<b>3 752 502</b>	<b>22 526 190</b>	<b>27 966 434</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 203 228 591</b>	<b>2 647 028 151</b>	<b>2 895 902 628</b>

## **ETAT H**

# **TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES**

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	1 917 800	9 179 370	13 340 462
<b>Total</b>	<b>1 917 800</b>	<b>9 179 370</b>	<b>13 340 462</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 150 000	10 712 460	14 382 572
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	10 376 648	6 260
02.5 Défense n.c.a.	0	746 629	1 861 017
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	83 291	193 700
04.6 Communications	0	120 263	90 000
07.4 Services de santé publique	0	351	815
08.2 Services culturels	0	15 050	35 000
<b>Total</b>	<b>2 150 000</b>	<b>22 054 692</b>	<b>16 569 364</b>
<b>130 PRIMATURE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	460 000	5 024 194	8 112 097
01.3 Services généraux	500 000	223 235	1 621 235
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	3 836 534	1 076 284
02.5 Défense n.c.a.	0	0	91 049
03.3 Tribunaux	100 000	7 343	658 521
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	549 362	85 786
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	70 413	200 590
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		9 300	
04.6 Communications		12 268	
07.4 Services de santé publique	0	394	992
09.4 Enseignement supérieur		912 090	
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	0	970 829
10.3 Survivants	0	0	769 051
<b>Total</b>	<b>1 110 000</b>	<b>10 645 133</b>	<b>13 586 434</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	281 237	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>281 237</b>	<b>0</b>
<b>134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS</b>			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	19 008	0	522 084
<b>Total</b>	<b>19 008</b>	<b>0</b>	<b>522 084</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		1 002 977	
03.3 Tribunaux	30 000	0	1 314 299
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>1 002 977</b>	<b>1 314 299</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>			
03.3 Tribunaux	4 929 500	3 642 273	5 348 168
<b>Total</b>	<b>4 929 500</b>	<b>3 642 273</b>	<b>5 348 168</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>			
03.3 Tribunaux	0	425 002	488 984
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>425 002</b>	<b>488 984</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		1 060 884	
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	160 436	0	1 222 280
<b>Total</b>	<b>160 436</b>	<b>1 060 884</b>	<b>1 222 280</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	75 899	1 208 650	1 658 704
<b>Total</b>	<b>75 899</b>	<b>1 208 650</b>	<b>1 658 704</b>
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	8 872 905	38 310 398	42 929 708
01.3 Services généraux		73 531	
04.6 Communications		7 966	
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	365 624	841 082
09.8 Enseignement n.c.a.		1 160 615	
<b>Total</b>	<b>8 872 905</b>	<b>39 918 134</b>	<b>43 770 790</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	265 000	552 958	2 509 583
01.2 Aide économique extérieure	0	0	26 244
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		716 765	
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	327 000	11 100	327 000
07.4 Services de santé publique	0	195	554
09.4 Enseignement supérieur	330 000	52 130	330 000
<b>Total</b>	<b>922 000</b>	<b>1 333 148</b>	<b>3 193 381</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	3 607 083	4 142 555
<b>Total</b>	<b>150 000</b>	<b>3 607 083</b>	<b>4 142 555</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>			
03.3 Tribunaux	228 500	894 078	1 447 621
<b>Total</b>	<b>228 500</b>	<b>894 078</b>	<b>1 447 621</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>			
03.3 Tribunaux	0	0	153 429
04.6 Communications		80 635	
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>80 635</b>	<b>153 429</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>			
02.1 Défense militaire	7 843 315	106 965 838	107 656 523
02.3 Aide militaire à des pays étrangers	10 408	0	195 264
02.4 Recherche-développement concernant la défense	25 625	129 235	25 625
02.5 Défense n.c.a.	3 449 499	246 801 294	316 387 088
03.3 Tribunaux	0	0	25 881
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	4 804 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	0	10 001
07.3 Services hospitaliers	7 105 904	641 794	8 348 914
07.4 Services de santé publique	0	11 860	11 860
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	10 250
07.6 Santé n.c.a.		533 191	
08.1 Services récréatifs et sportifs	29 372	0	116 036
08.2 Services culturels	22 353	0	78 588
09.2 Enseignement secondaire	14 812	238 765	98 654
09.4 Enseignement supérieur	32 000	150 000	200 000
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement		10 250	
09.8 Enseignement n.c.a.	11 962	0	300 069
10.2 Vieillesse	15 148	0	66 357
10.3 Survivants	0	0	2 400 408
10.4 Famille et enfants		2 400 408	
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	198 617
<b>Total</b>	<b>23 402 100</b>	<b>362 895 502</b>	<b>440 934 135</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		166 080	
02.2 Défense civile		38 000	
03.3 Tribunaux	251 078	22 809 925	19 659 688
03.4 Administration pénitentiaire	1 952 145	8 771 869	9 741 031
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	3 170 757	8 955 610	9 920 709
07.4 Services de santé publique	0	10 991	10 000
09.4 Enseignement supérieur	0	580 924	602 214
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	0
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		226 000	
<b>Total</b>	<b>5 373 980</b>	<b>41 559 399</b>	<b>39 933 642</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	100 000	2 108 844	100 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	190 000	0	2 789 000
<b>Total</b>	<b>290 000</b>	<b>2 108 844</b>	<b>2 889 000</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		808 060	
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	47 500	0	1 113 350
<b>Total</b>	<b>47 500</b>	<b>808 060</b>	<b>1 113 350</b>



**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>			
03.1 Services de police	2 817 159	81 772 701	108 096 859
03.2 Services de protection civile	2 021 036	19 176 479	25 861 819
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	9 962 500	32 269 107	19 175 528
05.3 Lutte contre la pollution	0	0	2 500 000
09.5 Enseignement non défini par niveau		60 000	
<b>Total</b>	<b>14 800 695</b>	<b>133 278 287</b>	<b>155 634 206</b>
<b>235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT</b>			
02.5 Défense n.c.a.		71 467 500	
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 000 000	32 143 396	16 270 657
07.6 Santé n.c.a.		100 000	
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>103 710 896</b>	<b>16 270 657</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	38 625 854	47 776 835	57 932 371
01.3 Services généraux	9 508 000	9 561 392	17 747 656
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	375 000	866 470	505 500
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		103 955	
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	764 000	0	3 333 137
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	127 000	64 170	2 627 000
04.3 Combustibles et énergie	447 500	538 145	1 274 545
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		48 000	
04.7 Autres branches d'activité	150 000	0	150 000
07.4 Services de santé publique	0	536	1 433
09.4 Enseignement supérieur	0	188 375	603 636
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	322 151	885 748
09.8 Enseignement n.c.a.		66 089	
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	1 400 000	0	2 900 000
10.9 Protection sociale n.c.a.		4 190 620	
<b>Total</b>	<b>51 397 354</b>	<b>63 726 738</b>	<b>87 961 026</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	100 000	714 179	1 544 049
<b>Total</b>	<b>100 000</b>	<b>714 179</b>	<b>1 544 049</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères		207 349	
03.3 Tribunaux	0	0	325 760
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>207 349</b>	<b>325 760</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	14 189	600 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	22 200	300 000
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	307 534	3 018 286	3 916 971
07.4 Services de santé publique	0	120	340
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	24 064	71 788
<b>Total</b>	<b>1 211 284</b>	<b>3 078 859</b>	<b>4 889 099</b>
<b>323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	9 053 253	11 736 856	19 479 642
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	139	334
07.4 Services de santé publique	0	219	529
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	110 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	109 351	164 664
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	150 025	8 384	150 025
<b>Total</b>	<b>9 203 278</b>	<b>11 964 949</b>	<b>19 905 194</b>
<b>328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	120 417	125 625
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	250 000	212 715	479 089
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	43 500	43 500
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	307 326	478 744
09.8 Enseignement n.c.a.	0	7 650	20 000
<b>Total</b>	<b>250 000</b>	<b>691 608</b>	<b>1 146 958</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	38 478	47 500
01.3 Services généraux	12 159 000	1 477 915	7 229 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	26 139 701	43 970 271	53 665 364
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 612 165	23 957 206	24 887 240
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	70 167	209 000
04.6 Communications	0	151 812	42 617
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	335 750	0
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 200 000	860 000	1 200 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 100 000	648 500	1 100 000
07.4 Services de santé publique	0	156	442
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	287 271	476 312
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	3 990	6 444
10.9 Protection sociale n.c.a.	800 000	516 000	800 000
<b>Total</b>	<b>56 058 366</b>	<b>72 317 516</b>	<b>89 663 919</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>			
04.6 Communications	90 965	649 718	1 195 325
<b>Total</b>	<b>90 965</b>	<b>649 718</b>	<b>1 195 325</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES</b>			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	297 500	136 360	487 066
08.4 Culte et autres services communautaires	0	1 436 156	549 327
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	486 779	899 229
<b>Total</b>	<b>345 606</b>	<b>2 059 295</b>	<b>1 935 622</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE</b>			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	775 067	1 058 610
03.3 Tribunaux	0	1 161 760	0
07.4 Services de santé publique	0	17 932	51 080
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 954 759</b>	<b>1 109 690</b>
<b>380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	44 625	194 830	270 236
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	2 638 030	3 652 885	6 242 543
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	807 000	1 039 017	1 465 943
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	266 612	600 017	1 066 339
04.7 Autres branches d'activité	26 202	151 977	158 002
04.9 Affaires économiques n.c.a.	119 000	585 968	681 792
07.4 Services de santé publique	0	231	558
09.4 Enseignement supérieur	365 500	511 947	975 193
<b>Total</b>	<b>4 266 969</b>	<b>6 736 872</b>	<b>10 860 606</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	32 520	38 532
07.4 Services de santé publique	0	7 342	19 193
07.6 Santé n.c.a.	0	3 093	61 842
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 626 652	218 476 454	263 982 157
09.2 Enseignement secondaire	42 831 697	110 636 539	130 762 126
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	1 113 667	37 923
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 830 400	12 886 042
09.8 Enseignement n.c.a.	3 879 593	37 342 267	36 140 714
<b>Total</b>	<b>50 256 573</b>	<b>372 442 282</b>	<b>443 928 529</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
01.4 Recherche fondamentale	34 485	393 538	544 660
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	169 101	198 056
07.3 Services hospitaliers	0	25 190	68 170
09.4 Enseignement supérieur	6 700 727	54 864 751	69 204 158
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	5 140 408	503 167	5 732 156
09.8 Enseignement n.c.a.	2 034 485	7 662 652	10 949 683
<b>Total</b>	<b>13 910 105</b>	<b>63 618 399</b>	<b>86 696 883</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	12 614	12 756
01.3 Services généraux	0	5 227	14 888
04.7 Autres branches d'activité	477 000	296 242	932 641
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	11 516	21 845
07.4 Services de santé publique	0	663	1 888
08.2 Services culturels	3 121 500	3 069 461	6 519 930
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	576 500	2 343 969	3 662 747
09.2 Enseignement secondaire	0	412 534	500 442
09.4 Enseignement supérieur	225 250	572 719	853 009
<b>Total</b>	<b>4 400 250</b>	<b>6 724 945</b>	<b>12 520 146</b>
<b>520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	800 000	185 938	1 042 424
07.2 Services ambulatoires	5 011 050	64 966	1 091 689
07.4 Services de santé publique	0	168	404
08.1 Services récréatifs et sportifs	18 200 000	12 418 749	9 022 151
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	0	3 147 218	3 226 473
09.2 Enseignement secondaire	9 610	399 667	732 882
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	0	200 500
<b>Total</b>	<b>24 070 660</b>	<b>16 216 706</b>	<b>15 316 523</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	165 000	0
07.2 Services ambulatoires	76 000	3 800	76 000
07.3 Services hospitaliers	31 761 462	34 219 987	41 874 742
07.4 Services de santé publique	574 100	19 238 624	25 078 771
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	823 350	2 800 169	5 271 698
07.6 Santé n.c.a.	3 819 660	50 016 114	56 104 876
10.1 Maladie et invalidité	0	879 957	1 739 836
10.2 Vieillesse	300 000	3 452 787	9 511 990
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	714 620	407 003	1 080 575
10.9 Protection sociale n.c.a.	924 368	6 423 730	10 098 899
<b>Total</b>	<b>38 993 560</b>	<b>117 607 171</b>	<b>150 837 387</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>			
07.6 Santé n.c.a.	0	1 174 138	2 509 646
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 174 138</b>	<b>2 509 646</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	14 780	40 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	12 496	100 000
07.4 Services de santé publique	2 832	10 684	28 957
07.6 Santé n.c.a.	3 325	67 290	90 815
08.1 Services récréatifs et sportifs	160 000	21 144	160 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	6 624	35 015	54 047
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	165 000	650 000
10.4 Famille et enfants	2 168 571	3 131 815	4 816 212
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 809	91 444	117 162
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	420 250	618 808
<b>Total</b>	<b>2 448 161</b>	<b>3 969 918</b>	<b>6 676 001</b>
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	92 273	177 857
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	3 351 900	1 000 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	236 380 000	17 324 688	19 630 740
04.5 Transports	18 479 787	31 895 286	51 631 070
04.7 Autres branches d'activité	800 000	475 505	450 000
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	192 197 500	3 966 411	9 147 902
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	1 468 464	1 965 874
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	750 000	2 325 000	750 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	225 000	127 875	225 000
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 400	46 400
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	150 000	625 707	649 619
07.4 Services de santé publique	0	435	1 195
09.4 Enseignement supérieur	19 500	66 498	124 784
<b>Total</b>	<b>450 153 487</b>	<b>61 766 442</b>	<b>85 800 441</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
05.1 Gestion des déchets	820 000	356 700	820 000
05.2 Gestion des eaux usées	833 000	753 174	1 240 237
05.3 Lutte contre la pollution	0	29 560	40 998
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	7 510 000	20 560 229	16 548 295
05.5 Recherche-développement dans le domaine de la protection de l'environnement	315 000	0	315 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	110 000	2 144 138	4 419 928
<b>Total</b>	<b>9 588 000</b>	<b>23 843 801</b>	<b>23 384 458</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	65 000 000	5 369 628	13 112 593
04.3 Combustibles et énergie	14 398 609	32 364 264	63 098 620
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	3 083 925	4 212 023	3 816 882
04.5 Transports	255 000	13 950	255 000
04.7 Autres branches d'activité	0	49 913	118 576
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	200 000	12 900	200 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	182 000	32 039 750	2 999 902
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	586 000	4 392 880	3 013 047
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	4 000 000	1 700 000
06.3 Alimentation en eau	8 368 000	24 206 039	35 802 059
07.4 Services de santé publique	0	87	247
<b>Total</b>	<b>92 073 534</b>	<b>106 661 434</b>	<b>124 116 926</b>
<b>730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	731 757	1 032 000
04.6 Communications	2 669 875	5 185 221	8 683 143
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	305 000	1 735 648	2 378 470
07.4 Services de santé publique	0	222	536
<b>Total</b>	<b>2 974 875</b>	<b>7 652 848</b>	<b>12 094 149</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>			
04.6 Communications	212 500	845 081	1 381 342
<b>Total</b>	<b>212 500</b>	<b>845 081</b>	<b>1 381 342</b>
<b>740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	500 000	317 369	1 090 496
01.3 Services généraux	580 000	339 291	928 175
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	28 193	41 530
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 748 556	2 172 894
06.1 Logement	5 000 000	357 026	5 174 210
06.2 Équipements collectifs	2 770 000	430 136	2 971 815
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	280 000	28 697	325 000
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	8 938 500	6 339 090	11 424 871
10.4 Famille et enfants	200 000	2 078 060	200 000
<b>Total</b>	<b>18 268 500</b>	<b>11 666 418</b>	<b>24 328 991</b>
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	51 086 349	122 050 981	147 404 338
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	170 000	1 879 470	1 837 000
<b>Total</b>	<b>51 256 349</b>	<b>123 930 451</b>	<b>149 241 338</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 800 000	12 253 503	23 611 261
<b>Total</b>	<b>1 800 000</b>	<b>12 253 503</b>	<b>23 611 261</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	4 000 000	5 034 948	5 235 948
01.3 Services généraux	2 400 000	36 532 886	37 400 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	95 784 566	183 913 169	172 114 048
01.7 Opérations concernant la dette publique	1 300 000	207 124 551	236 467 091
03.2 Services de protection civile	2 500 000	0	2 500 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	64 580 405	3 000 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	14 180 137	24 665 650	64 357 421
04.5 Transports	96 173 257	786 994	9 224 000
04.6 Communications	0	312 505	312 505
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	15 000 000
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	4 500 000
06.2 Équipements collectifs	1 250 000	1 822 790	4 030 061
07.4 Services de santé publique	0	23 822 101	20 000 000
07.6 Santé n.c.a.	0	19 481 874	2 000 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	146 531
10.2 Vieillesse	0	36 000 000	36 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	2 001 932	10 752 909	16 178 322
<b>Total</b>	<b>239 089 892</b>	<b>634 477 313</b>	<b>628 465 927</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 188 900 591</b>	<b>2 468 646 976</b>	<b>2 774 980 741</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>			
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
04.5 Transports	20 000	75 000	23 700
04.7 Autres branches d'activité	2 003 000	7 605 323	7 528 165
06.1 Logement	0	15 000	14 500
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	79 450	99 000
09.8 Enseignement n.c.a.	0	121 000	94 000
<b>Total</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>



**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Recapitulation par section et groupe de fonction**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2023	Crédits de paiement	
		2022	2023
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>			
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	126 719 397	98 159 000
01.3 Services généraux	3 000 000	5 411 949	3 000 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	22 500 000	0
04.3 Combustibles et énergie	0	0	343 442
<b>Total</b>	<b>3 000 000</b>	<b>154 631 346</b>	<b>101 502 442</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
<b>Total</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
10.4 Famille et enfants	0	650 000	650 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>650 000</b>	<b>650 000</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	2 300 000	2 300 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	60 000	500 080	500 080
<b>Total</b>	<b>1 795 000</b>	<b>2 800 080</b>	<b>2 800 080</b>
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	10 000	710 000	710 000
<b>Total</b>	<b>10 000</b>	<b>710 000</b>	<b>710 000</b>
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	9 193 976	5 000 000
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>9 193 976</b>	<b>5 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 305 000</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 203 228 591</b>	<b>2 647 028 151</b>	<b>2 895 902 628</b>

# **ETAT I**

## **TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES**

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>			
Personnel	0	2 360 700	2 272 721
Biens et services	0	4 793 781	7 876 933
Transferts et subventions	0	565 814	1 273 008
Investissement	1 917 800	1 459 075	1 917 800
<b>Total</b>	<b>1 917 800</b>	<b>9 179 370</b>	<b>13 340 462</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>			
Personnel	0	2 203 793	2 206 910
Biens et services	0	13 298 933	11 782 937
Transferts et subventions	0	1 331 409	1 529 517
Investissement	2 150 000	5 220 557	1 050 000
<b>Total</b>	<b>2 150 000</b>	<b>22 054 692</b>	<b>16 569 364</b>
<b>130 PRIMATURE</b>			
Personnel	0	2 557 119	2 621 741
Biens et services	0	5 876 965	7 224 423
Transferts et subventions	0	1 945 746	2 630 270
Investissement	1 110 000	265 303	1 110 000
<b>Total</b>	<b>1 110 000</b>	<b>10 645 133</b>	<b>13 586 434</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>			
Personnel	0	91 833	0
Biens et services	0	188 341	0
Investissement	0	1 063	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>281 237</b>	<b>0</b>
<b>134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS</b>			
Personnel	0	0	98 244
Biens et services	0	0	404 832
Investissement	19 008	0	19 008
<b>Total</b>	<b>19 008</b>	<b>0</b>	<b>522 084</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>			
Personnel	0	591 808	602 098
Biens et services	0	380 806	632 748
Transferts et subventions	0	19 638	49 453
Investissement	30 000	10 725	30 000
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>1 002 977</b>	<b>1 314 299</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>150 COUR SUPREME</b>			
Personnel	0	2 180 364	3 071 480
Biens et services	0	866 412	1 097 188
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
Investissement	4 929 500	445 497	1 029 500
<b>Total</b>	<b>4 929 500</b>	<b>3 642 273</b>	<b>5 348 168</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>			
Personnel	0	281 449	279 904
Biens et services	0	66 980	66 980
Transferts et subventions	0	76 573	142 100
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>425 002</b>	<b>488 984</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>			
Personnel	0	318 435	315 491
Biens et services	0	529 443	713 598
Transferts et subventions	0	13 008	32 755
Investissement	160 436	199 998	160 436
<b>Total</b>	<b>160 436</b>	<b>1 060 884</b>	<b>1 222 280</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
Personnel	0	797 074	795 237
Biens et services	0	376 537	708 412
Transferts et subventions	0	31 433	79 156
Investissement	75 899	3 606	75 899
<b>Total</b>	<b>75 899</b>	<b>1 208 650</b>	<b>1 658 704</b>
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>			
Personnel	0	15 617 627	18 441 868
Biens et services	0	15 139 914	13 776 844
Transferts et subventions	0	3 588 646	4 668 173
Investissement	8 872 905	5 571 947	6 883 905
<b>Total</b>	<b>8 872 905</b>	<b>39 918 134</b>	<b>43 770 790</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>			
Personnel	0	563 849	606 692
Biens et services	0	480 221	1 143 026
Transferts et subventions	0	223 473	521 663
Investissement	922 000	65 605	922 000
<b>Total</b>	<b>922 000</b>	<b>1 333 148</b>	<b>3 193 381</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>			
Personnel	0	2 872 416	2 872 000
Biens et services	0	616 317	1 090 555
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	150 000	88 350	150 000
<b>Total</b>	<b>150 000</b>	<b>3 607 083</b>	<b>4 142 555</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>			
Personnel	0	525 153	489 045
Biens et services	0	113 176	124 576
Transferts et subventions	0	240 445	605 500
Investissement	228 500	15 304	228 500
<b>Total</b>	<b>228 500</b>	<b>894 078</b>	<b>1 447 621</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>			
Personnel	0	15 866	15 866
Biens et services	0	64 501	137 563
Investissement	0	268	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>80 635</b>	<b>153 429</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>			
Personnel	0	146 950 328	246 387 457
Biens et services	0	95 640 688	102 750 852
Transferts et subventions	0	3 257 390	3 393 726
Investissement	23 402 100	117 047 096	88 402 100
<b>Total</b>	<b>23 402 100</b>	<b>362 895 502</b>	<b>440 934 135</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>			
Personnel	0	23 008 241	22 501 503
Biens et services	0	14 301 380	10 753 335
Transferts et subventions	0	1 137 020	1 304 824
Investissement	5 373 980	3 112 758	5 373 980
<b>Total</b>	<b>5 373 980</b>	<b>41 559 399</b>	<b>39 933 642</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>			
Personnel	0	1 610 730	1 810 000
Biens et services	0	412 614	789 000
Investissement	290 000	85 500	290 000
<b>Total</b>	<b>290 000</b>	<b>2 108 844</b>	<b>2 889 000</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>			
Personnel	0	533 600	533 600
Biens et services	0	272 203	532 250
Investissement	47 500	2 257	47 500
<b>Total</b>	<b>47 500</b>	<b>808 060</b>	<b>1 113 350</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>			
Personnel	0	83 680 504	105 312 712
Biens et services	0	17 085 418	16 311 630
Transferts et subventions	0	1 679 169	1 709 169
Investissement	14 800 695	30 833 196	32 300 695
<b>Total</b>	<b>14 800 695</b>	<b>133 278 287</b>	<b>155 634 206</b>
<b>235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT</b>			
Biens et services	0	32 143 396	14 120 657
Transferts et subventions	0	100 000	150 000
Investissement	2 000 000	71 467 500	2 000 000
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>103 710 896</b>	<b>16 270 657</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
Personnel	0	27 245 289	28 415 932
Biens et services	0	10 783 599	14 249 213
Transferts et subventions	0	10 413 901	14 329 527
Investissement	51 397 354	15 283 949	30 966 354
<b>Total</b>	<b>51 397 354</b>	<b>63 726 738</b>	<b>87 961 026</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>			
Personnel	0	174 124	174 124
Biens et services	0	101 970	593 620
Transferts et subventions	0	338 085	676 305
Investissement	100 000	100 000	100 000
<b>Total</b>	<b>100 000</b>	<b>714 179</b>	<b>1 544 049</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>			
Biens et services	0	24 000	21 600
Transferts et subventions	0	183 349	304 160
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>207 349</b>	<b>325 760</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>			
Personnel	0	1 736 449	1 763 283
Biens et services	0	1 204 453	1 833 482
Transferts et subventions	0	51 780	81 050
Investissement	1 211 284	86 177	1 211 284
<b>Total</b>	<b>1 211 284</b>	<b>3 078 859</b>	<b>4 889 099</b>
<b>323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
Personnel	0	1 494 641	1 489 750
Biens et services	0	1 029 967	1 564 987
Transferts et subventions	0	6 417 662	12 447 179
Investissement	9 203 278	3 022 679	4 403 278
<b>Total</b>	<b>9 203 278</b>	<b>11 964 949</b>	<b>19 905 194</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT</b>			
Personnel	0	277 373	264 019
Biens et services	0	353 919	602 939
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	250 000	30 316	250 000
<b>Total</b>	<b>250 000</b>	<b>691 608</b>	<b>1 146 958</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>			
Personnel	0	7 878 520	8 327 803
Biens et services	0	21 841 295	26 014 070
Transferts et subventions	0	12 707 061	16 445 680
Investissement	56 058 366	29 890 640	38 876 366
<b>Total</b>	<b>56 058 366</b>	<b>72 317 516</b>	<b>89 663 919</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>			
Personnel	0	281 198	337 528
Biens et services	0	284 061	565 026
Transferts et subventions	0	80 138	201 806
Investissement	90 965	4 321	90 965
<b>Total</b>	<b>90 965</b>	<b>649 718</b>	<b>1 195 325</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES</b>			
Personnel	0	204 663	228 504
Biens et services	0	423 781	850 033
Transferts et subventions	0	1 408 908	511 479
Investissement	345 606	21 943	345 606
<b>Total</b>	<b>345 606</b>	<b>2 059 295</b>	<b>1 935 622</b>
<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE</b>			
Personnel	0	122 453	122 678
Biens et services	0	345 328	829 706
Transferts et subventions	0	1 486 978	157 306
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 954 759</b>	<b>1 109 690</b>
<b>380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</b>			
Personnel	0	2 423 862	2 211 388
Biens et services	0	1 304 748	2 285 934
Transferts et subventions	0	1 625 674	2 421 315
Investissement	4 266 969	1 382 588	3 941 969
<b>Total</b>	<b>4 266 969</b>	<b>6 736 872</b>	<b>10 860 606</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>			
Personnel	0	280 245 518	331 221 897
Biens et services	0	37 471 863	51 958 055
Transferts et subventions	0	12 579 747	12 192 004
Investissement	50 256 573	42 145 154	48 556 573
<b>Total</b>	<b>50 256 573</b>	<b>372 442 282</b>	<b>443 928 529</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
Personnel	0	7 911 051	8 027 992
Biens et services	0	1 405 205	2 230 066
Transferts et subventions	0	53 784 271	68 158 720
Investissement	13 910 105	517 872	8 280 105
<b>Total</b>	<b>13 910 105</b>	<b>63 618 399</b>	<b>86 696 883</b>
<b>510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME</b>			
Personnel	0	2 133 568	2 143 726
Biens et services	0	1 606 599	3 094 538
Transferts et subventions	0	2 727 853	3 812 632
Investissement	4 400 250	256 925	3 469 250
<b>Total</b>	<b>4 400 250</b>	<b>6 724 945</b>	<b>12 520 146</b>
<b>520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>			
Personnel	0	2 180 288	2 257 829
Biens et services	0	2 573 092	3 944 394
Transferts et subventions	0	5 172 996	2 993 640
Investissement	24 070 660	6 290 330	6 120 660
<b>Total</b>	<b>24 070 660</b>	<b>16 216 706</b>	<b>15 316 523</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>			
Personnel	0	50 164 747	53 720 821
Biens et services	0	13 258 191	18 886 025
Transferts et subventions	0	33 621 520	54 558 981
Investissement	38 993 560	20 562 713	23 671 560
<b>Total</b>	<b>38 993 560</b>	<b>117 607 171</b>	<b>150 837 387</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>			
Personnel	0	208 856	180 877
Biens et services	0	58 560	58 560
Transferts et subventions	0	906 722	2 270 209
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 174 138</b>	<b>2 509 646</b>



## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
Personnel	0	1 862 499	1 932 439
Biens et services	0	843 276	1 612 380
Transferts et subventions	0	413 355	1 025 021
Investissement	2 448 161	850 788	2 106 161
<b>Total</b>	<b>2 448 161</b>	<b>3 969 918</b>	<b>6 676 001</b>
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
Personnel	0	2 877 802	3 020 534
Biens et services	0	1 063 605	2 039 986
Transferts et subventions	0	1 133 941	1 880 434
Investissement	450 153 487	56 691 094	78 859 487
<b>Total</b>	<b>450 153 487</b>	<b>61 766 442</b>	<b>85 800 441</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
Personnel	0	5 055 346	5 230 265
Biens et services	0	1 048 606	1 912 032
Transferts et subventions	0	1 028 958	1 403 161
Investissement	9 588 000	16 710 891	14 839 000
<b>Total</b>	<b>9 588 000</b>	<b>23 843 801</b>	<b>23 384 458</b>
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
Personnel	0	3 221 830	3 180 624
Biens et services	0	1 551 898	3 050 868
Transferts et subventions	0	38 358 346	37 417 900
Investissement	92 073 534	63 529 360	80 467 534
<b>Total</b>	<b>92 073 534</b>	<b>106 661 434</b>	<b>124 116 926</b>
<b>730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>			
Personnel	0	318 391	329 761
Biens et services	0	493 547	819 878
Transferts et subventions	0	6 327 328	8 419 635
Investissement	2 974 875	513 582	2 524 875
<b>Total</b>	<b>2 974 875</b>	<b>7 652 848</b>	<b>12 094 149</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>			
Personnel	0	560 375	619 975
Biens et services	0	28 320	28 320
Transferts et subventions	0	244 511	520 547
Investissement	212 500	11 875	212 500
<b>Total</b>	<b>212 500</b>	<b>845 081</b>	<b>1 381 342</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>1 BUDGET GENERAL</b>			
<b>740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION</b>			
Personnel	0	4 760 326	5 274 974
Biens et services	0	1 510 315	3 179 257
Transferts et subventions	0	481 965	926 260
Investissement	18 268 500	4 913 812	14 948 500
<b>Total</b>	<b>18 268 500</b>	<b>11 666 418</b>	<b>24 328 991</b>
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
Personnel	0	12 845 560	12 493 692
Biens et services	0	2 735 493	5 306 325
Transferts et subventions	0	30 334 024	38 051 972
Investissement	51 256 349	78 015 374	93 389 349
<b>Total</b>	<b>51 256 349</b>	<b>123 930 451</b>	<b>149 241 338</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>			
Personnel	0	312 022	321 923
Biens et services	0	7 123 960	19 442 737
Transferts et subventions	0	322 288	811 601
Investissement	1 800 000	4 495 233	3 035 000
<b>Total</b>	<b>1 800 000</b>	<b>12 253 503</b>	<b>23 611 261</b>
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>			
Personnel	0	200 816 567	94 008 221
Biens et services	0	333 705 882	350 543 089
Transferts et subventions	0	65 263 730	111 773 982
Investissement	239 089 892	34 691 134	72 140 635
<b>Total</b>	<b>239 089 892</b>	<b>634 477 313</b>	<b>628 465 927</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 188 900 591</b>	<b>2 468 646 976</b>	<b>2 774 980 741</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>			
<b>700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</b>			
Personnel	0	2 446 500	2 416 200
Biens et services	0	2 901 973	2 897 165
Transferts et subventions	0	518 000	423 000
Investissement	2 023 000	2 029 300	2 023 000
<b>Total</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 023 000</b>	<b>7 895 773</b>	<b>7 759 365</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2023**  
**Classification Administrative et Economique**

21/09/2022

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2023	2022	2023
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>			
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
Biens et services	0	126 719 397	98 502 442
Investissement	3 000 000	27 911 949	3 000 000
<b>Total</b>	<b>3 000 000</b>	<b>154 631 346</b>	<b>101 502 442</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
<b>Total</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 500 000</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</b>			
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>650 000</b>	<b>650 000</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>			
Biens et services	0	915 080	915 080
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
Investissement	1 795 000	1 795 000	1 795 000
<b>Total</b>	<b>1 795 000</b>	<b>2 800 080</b>	<b>2 800 080</b>
<b>720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
Personnel	0	255 000	255 000
Biens et services	0	445 000	445 000
Investissement	10 000	10 000	10 000
<b>Total</b>	<b>10 000</b>	<b>710 000</b>	<b>710 000</b>
<b>820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>			
Investissement	5 000 000	9 193 976	5 000 000
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>9 193 976</b>	<b>5 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 305 000</b>	<b>170 485 402</b>	<b>113 162 522</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 203 228 591</b>	<b>2 647 028 151</b>	<b>2 895 902 628</b>

## **ETAT J**

### **TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES PAR MINISTERE ET INSTITUTION**

21/09/2022

---

**Liste des programmes par département**

---

**Section****Programme**

---

**110 ASSEMBLEE NATIONALE**

0.001 Assemblée Nationale

**120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle

1.002 Administration générale

2.001 Sécurité et défense

**130 PRIMATURE**1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action  
gouvernementale

1.004 Administration générale et contrôle

2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et  
des Organismes personnalisés**134 AUTORITE INDEPENDANTE DE GESTION DES ELECTIONS**2.098 Organisation et Gestion des Opérations Referendaires et  
Electorales**140 COUR CONSTITUTIONNELLE**

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

**150 COUR SUPREME**

2.005 Cour Suprême

**155 HAUTE COUR DE JUSTICE**2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs  
complices**160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des  
politiques publiques

21/09/2022

**Liste des programmes par département****Section****Programme****170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

**180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION  
INTERNATIONALE**

1.006 Administration Générale

2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale

2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

**185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE  
L'INTEGRATION AFRICAINE**

1.007 Administration Générale

2.010 Intégration Africaine

2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

**190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**

2.012 Bureau du Vérificateur Général

**192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE**

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

**195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

**210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

1.008 Administration Générale

2.015 Gestion des Opérations Militaires

2.016 Inspection des Armées

2.017 Formation

2.018 Gestion des Transmissions

**220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

21/09/2022

---

**Liste des programmes par département**

---

**Section****Programme**

---

**220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**

- 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
- 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

**223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**

- 2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

**226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**

- 2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

**230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

- 1.010 Administration Générale
- 2.021 Ordre et Sécurité
- 2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

**235 AGENCE NATIONALE DE LA SECURITE D'ETAT**

- 0.002 Securite d'Etat

**310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

- 1.011 Administration Générale
- 2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
- 2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
- 2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
- 2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
- 2.027 Gestion de la Dette Publique
- 2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
- 2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
- 3.001 Remboursement des Crédits TVA
- 3.008 Appui au développement de la statistique
- 3.014 Garanties et Avals



21/09/2022

## Liste des programmes par département

### Section

#### Programme

### 311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

### 312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)

2.068 Régulation de la commande publique

### 320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

1.012 Administration Générale

2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat

2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

### 323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1.013 Administration Générale

2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi

2.034 Formation Professionnelle

### 328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

1.044 Administration Générale et Contrôle

2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

### 330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle

2.036 Administration du Territoire

2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière

2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales

2.064 Développement Régional et Local

### 334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

21/09/2022

---

**Liste des programmes par département**

---

**Section****Programme**

---

**340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES  
COUTUMES**

- 1.015 Administration Générale
- 2.039 Religion et Culte

**341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA  
COHESION NATIONALE**

- 1.016 Administration Générale

**380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**

- 1.032 Administration Générale
- 2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce  
et Appui à la Gestion des Marchés
- 2.084 Développement du secteur industriel
- 2.085 Appui au développement du secteur privé
- 2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

**410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

- 1.017 Administration Générale
- 2.041 Développement de l'Education de Base
- 2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
- 2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et  
Professionnel

**412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE**

- 1.018 Administration Générale
- 2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
- 2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation  
technologique
- 3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

**510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE  
HOTELIERE ET DU TOURISME**

- 1.019 Administration Générale
- 2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel

21/09/2022

## Liste des programmes par département

### Section

#### Programme

### 510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

- 2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
- 2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire
- 2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
- 2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

### 520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

- 1.020 Administration Générale
- 2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
- 2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
- 2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents  
Sportifs
- 2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

### 610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

- 1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
- 2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
- 2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et  
Accessibilité financière aux soins de santé et Participation
- 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
- 2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
- 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
- 2.063 Lutte Contre la Pauvreté

### 614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

- 2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

### 640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

- 1.022 Administration Générale et Développement des Capacités  
Institutionnelles
- 2.059 Promotion de la Femme
- 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
- 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de  
l'Enfant

21/09/2022

**Liste des programmes par département****Section****Programme****700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**

- 1.024 Administration Générale
- 2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie
- 2.066 Développement et sécurisation des transports
- 4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

**714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

- 1.025 Administration Générale
- 2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
- 2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
- 2.071 Protection et Conservation de la Nature
- 2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
- 3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
- 3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts
- 3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social

**720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**

- 1.026 Administration Générale
- 2.073 Développement des Ressources Energétiques
- 2.074 Développement des Ressources en Eau
- 2.075 Développement des ressources minérales
- 3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
- 3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

**730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**

- 1.028 Administration Générale
- 2.076 Medias et Communication Publics
- 2.077 Poste et Nouvelles Technologies

**732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**

21/09/2022

---

**Liste des programmes par département**

---

**Section****Programme**

---

**732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**

2.096 Régulation de la Communication

**740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**

1.029 Administration Générale  
2.029 Gestion des Biens de l'Etat  
2.078 Gestion Cadastre et Foncière  
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des  
Quartiers Précaires  
2.080 Population  
2.081 Aménagement du Territoire

**820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL**

1.034 Administration Générale  
2.087 Appui au Monde Rural  
2.088 Aménagement et Equipement Rural  
2.089 Recherche et Formation  
2.090 Développement des Productions et Industries Animales  
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles  
2.092 Protection sanitaire et Santé Publique Vétérinaire  
3.006 Appui au financement de l'Agriculture

**850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**

2.093 Sécurité Alimentaire

**990 CHARGES COMMUNES**

0.003 Provisions pour imprévus  
0.004 Dette

**ETAT K**

**PROGRAMME TRIENNAL  
D'INVESTISSEMENT**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

-----  
**DIRECTION NATIONALE DE LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**



**PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT  
(PTI) 2023-2025**



**Septembre 2022**

**NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME  
TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI)  
2023 - 2025**



## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>Sigle</b>	<b>Définition</b>
<b>BSI</b>	Budget Spécial d'Investissement
<b>CFA</b>	Communauté Française d'Afrique
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne de Développement Textile
<b>CPS</b>	Cellule de Planification et de Statistique
<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
<b>CT/CSLP</b>	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGCC</b>	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
<b>DFM</b>	Direction des Finances et du Matériel
<b>DNPD</b>	Direction Nationale de la Planification du Développement
<b>DRH</b>	Direction des Ressources Humaines
<b>DRPSIAP</b>	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>PAG</b>	Plan d'Action du Gouvernement
<b>PRED</b>	Plan pour la Relance Durable du Mali
<b>PREM</b>	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>PTI</b>	Programme Triennal d'Investissement
<b>SIGIP</b>	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## Introduction

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays de même que les stratégies sectorielles en tenant compte des contraintes macro-économiques et financières. Il est revu chaque année par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) pour tenir compte des réalisations et de l'évolution effective des ressources et des priorités nationales.

Le PTI constitue avec le BSI des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics et le cadre d'opérationnalisation des orientations des politiques et stratégies de développement.

Le PTI 2023-2025 s'inscrit dans le cadre macro-économique de mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 et la nouvelle vision à long terme du Mali à l'horizon 2040 (Etude Nationale Prospective Mali 2040) en cours de préparation. Il tient également compte des priorités dégagées par le Gouvernement de Transition à travers le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) dont les axes sont en cohérence avec les cinq (05) axes stratégiques du CREDD 2019-2023 que sont (i) la consolidation de la démocratie et l'amélioration de la gouvernance ; (ii) la restauration de la paix, de la sécurité et le renforcement du vivre ensemble ; (iii) la croissance inclusive et la transformation structurelle de l'économie ; (iv) la protection de l'environnement et le développement de la résilience au changement climatique et (v) le développement du capital humain.

Aligné sur les Objectifs de Développement Durable et les ambitions de « l'Agenda 2063 » de l'Union Africaine, le CREDD se positionne comme une stratégie ambitieuse qui vise un changement majeur dans la manière de penser le développement du Mali et de délivrer les politiques publiques en conséquence.

L'Objectif Général du CREDD est de : « Promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 ».

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

### **1. Présentation du Programme Triennal d'Investissement (PTI)2023-2025**

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable et inclusive à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures de désenclavement intérieur et extérieur (routes, pistes rurales), le développement rural (agriculture, élevage, pêche), la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures énergétiques, la recherche et le développement des ressources pétrolières et minières, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics et l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement).

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2023- 2025** est de **1 280,522 milliards** de FCFA contre **1 287,040 milliards** de FCFA sur la période **2022-2024**, soit une diminution de **6,518 milliards** de FCFA (**-0,51%**). Cette diminution s'explique par la variation des dépenses prévisionnelles du secteur Ressources Humaines (- 27,09%).

L'enveloppe du PTI est destinée au financement des projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer sur la période 2023-2025. Au total, il concerne 390 projets/programmes sur la période 2023-2025 contre 440 Projets/programmes pour la période 2022-2024.

Le présent Programme Triennal d'Investissement, 36<sup>ème</sup> du genre, accorde la priorité au secteur **Infrastructures** avec 44,83%, suivi respectivement des Secteurs **Economie Rurale** (24,74%), **Secondaire** (19,18%) et des **Ressources Humaines** (11,25%).

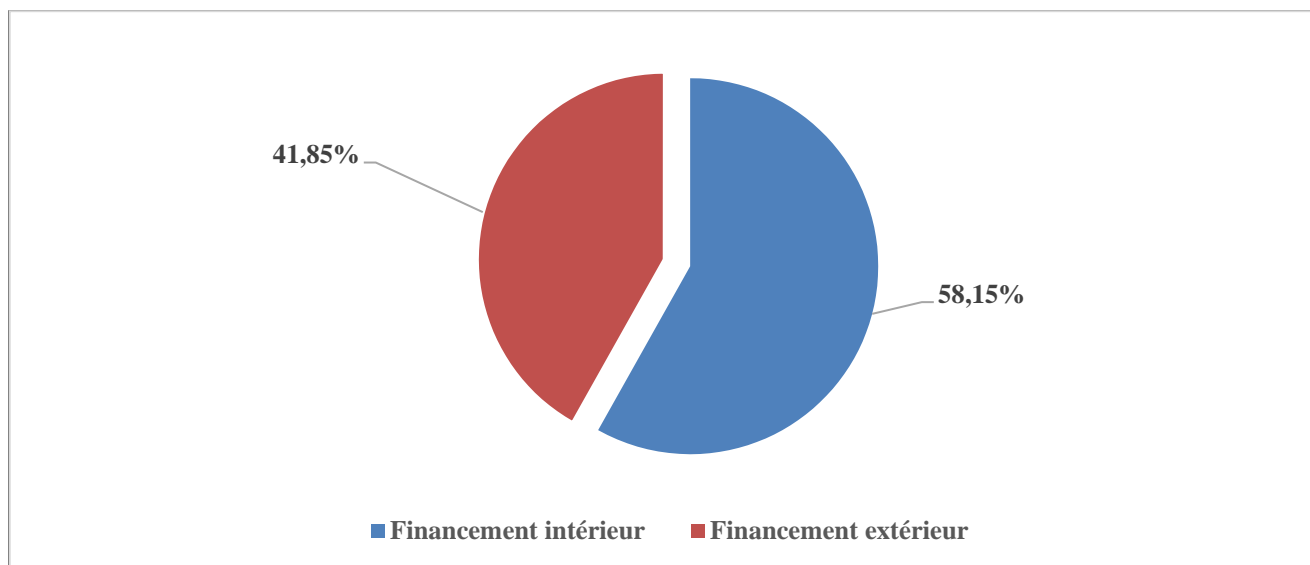
## 2. Analyse détaillée du PTI2023-2025

L'enveloppe prévisionnelle du PTI 2023-2025 est de **1 280,522 milliards** de FCFA. L'analyse détaillée porte sur les sources de financement ainsi que les secteurs et sous-secteurs de planification.

### 2.1. Analyse par source de financement

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses proviennent respectivement de l'Intérieur pour **744,585 milliards** de FCFA, soit **58,15%** et de l'extérieur pour **535,937 milliards** de FCFA, soit **41,85%** (Cf graphique 1).

**Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement**



**Source : DNPd/données SIGIP 2022**

La ventilation du **PTI 2023-2025** par sources de financement et par secteur se présente comme suit (en milliards de F CFA) :

**Tableau 1 : Financement par source de financement et par Secteur de planification**  
(En millions F CFA)

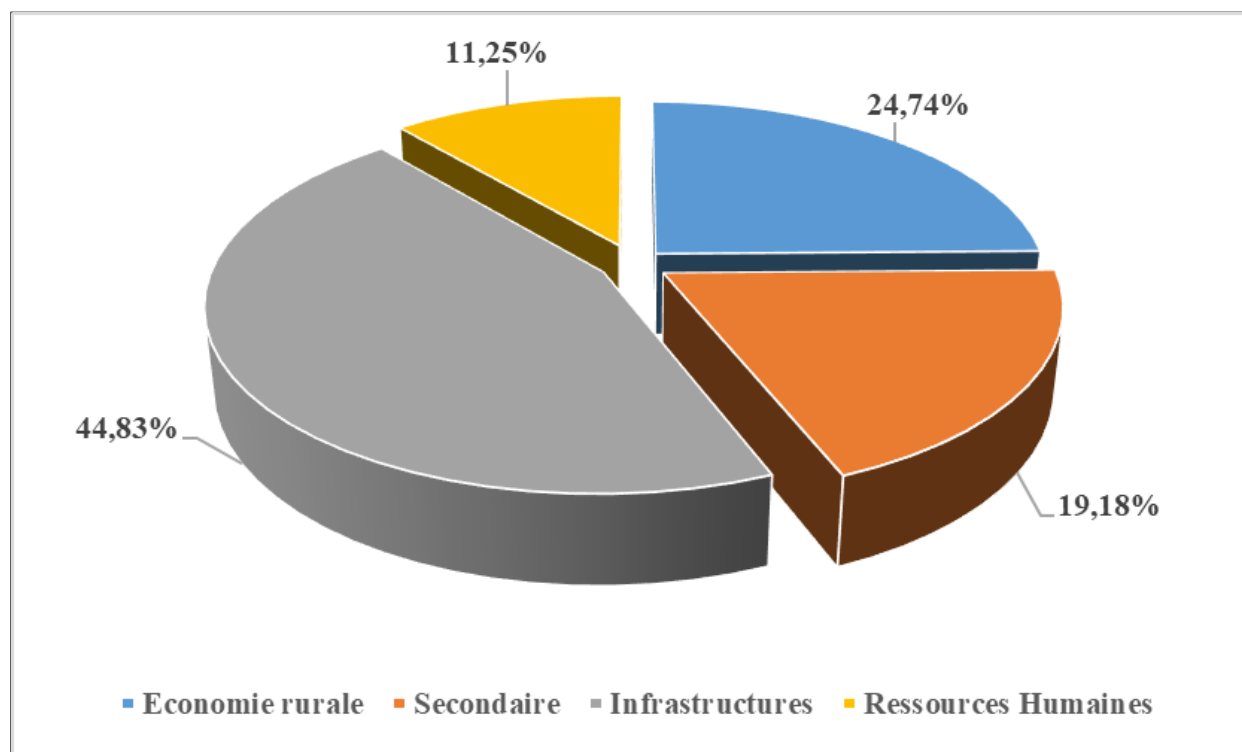
Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Economie rurale	96758	12,99%	220 095	41,07%	316 853	24,74%
Secondaire	81898	11,00%	163 660	30,54%	245 558	19,18%
Infrastructures	425111	57,09%	148 903	27,78%	574 014	44,83%
Ressources Humaines	140818	18,91%	3279	0,61%	144 097	11,25%
<b>Total</b>	<b>744 585</b>	<b>100,00%</b>	<b>535 937</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 280 522</b>	<b>100,00%</b>

**Source : DNPd/ données SIGIP 2022.**

## 2.2. Analyse par secteur et par sous-secteur de planification

La priorité du PTI 2023-2025 est accordée au secteur des Infrastructures avec **44,83%**, suivi du secteur Economie Rurale (**24,74%**). Ce choix montre la volonté du Gouvernement à aller vers une transformation structurelle de l'Economie à travers le développement des infrastructures de désenclavement, d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire. Ces deux (02) secteurs sont suivis respectivement par les secteurs Secondaire (**19,18%**) et Ressources Humaines (**11,25%**) (Cf graphique 2).

**Graphique 2 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification**



**Source : DNP/Données SIGIP 2022**

L'analyse détaillée par secteur et sous-secteur de planification se présente comme suit :

### 2.2.1. Secteur Economie rurale

Les prévisions du secteur sur la période 2023-2025 sont estimées à **316,853 milliards de FCFA**, soit **24,74%** de l'enveloppe du PTI 2023-2025. Elles sont composées par les ressources extérieures pour **220,095 milliards de FCFA**, soit **69,46%** et les ressources intérieures pour **96,758 milliards de FCFA**, soit **30,54%**.

Au niveau de ce secteur, la priorité est accordée au sous-secteur Agriculture avec **74,77%**. Il est suivi respectivement des sous-secteurs Elevage (**19,93%**), Forêts (**4,15%**) et Pêche (**1,16%**) (Cf. **graphique 3**).

Dans le domaine de l'Agriculture, le financement permettra la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire, à travers notamment :

- Le Projet d'Adaptation Agriculture Elevage Changement Climatique, Projet d'Appui Développement rural Soke1(PADER-S1), Office Riz Mopti (Contrat plan), Projet d'Appui Régional à l'Initiative d'irrigation dans le Sahel (PARIIS), Programme d'irrigation de proximité dans le DIN, Contrat plan/Office du Niger, Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobere, Projet de développement des filières horticoles, Projet d'appui à la transformation agro-écologique en zone cotonnière du Mali : AGRECO CML 1430,

Projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs au Mali (Projet MERIT), Programme de développement de la zone spéciale de transformation agro-industrielle des régions de Koulikoro et Péri-urbaine de Bamako (PDZSTA-KB), Nouveau projet action (Kayes, Koulikoro, Dioïla, et pays Dogon), Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP – Mali), Projet Dédougou Phase IV, Programme de développement de l'irrigation au Mali (PDI BS I et II), Projet d'appui à l'initiative pour l'irrigation dans le sahel au Mali (PAIS-Mali), Projet de développement intégré de L'Office Riz Mopti (PDI-ORM), Projet d'appui au développement du périmètre (PAD) de Baguinéda et le Projet communautaire de Relèvement et de Stabilisation du Sahel (PCRSS) ;

- les programmes d'infrastructures économiques dans les Régions.

Dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les projets tels que :

- Projet d'appui au développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), Projet de développement durable des exploitations pastorales au Sahel Mali (PDDEPS-Mali), Programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) II – Mali, Projet Appui Filière Halieutique au Mali ; Appui Centre National Insémination Artificielle animale, Contrat-Plan Etat Marché Central de Poisson de Bamako Coop. Pêcheurs, Projet « Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement » au Mali.

Quant aux questions liées à la gestion des ressources forestières, d'adaptation aux changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes, elles sont prises en compte à travers :

- les Projets de gestion communautaire des ressources naturelles, de restauration d'écosystème et aire de répartition d'éléphants, les Projets de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet), le Programme de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD-DN II, l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC), le Projet Aménagement Parc Tienfala, le Programme de Gestion Décentralisée des Forêts (GEDEFOR III) et le Projet de promotion des Chaînes de Valeur Agricole.

La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Économie Rurale** se présente comme suit :

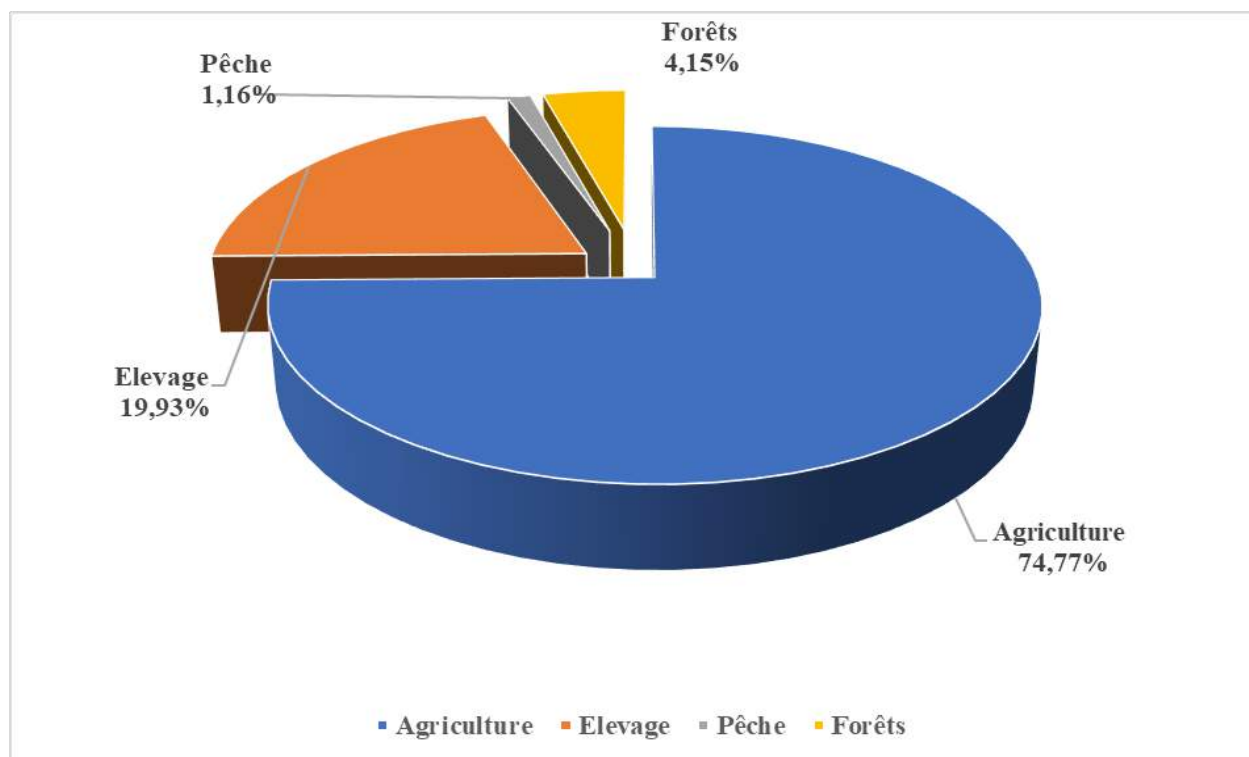
**Tableau 2 : Financement par source et par Sous-secteurs du Secteur Economie rurale**

(En millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	84 082	86,90	152 817	69,43	236 899	74,77
Elevage	7 593	7,85	55 547	25,24	63 140	19,93
Pêche	1 555	1,61	2 121	0,96	3 676	1,16
Forêts	3 528	3,65	9 610	4,37	13 138	4,15
<b>Total</b>	<b>96 758</b>	<b>100,00</b>	<b>220 095</b>	<b>100,00</b>	<b>316 853</b>	<b>100,00</b>

Source : DNP/ données SIGIP 2022

### **Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteurs**



**Source :** DNPD/données SIGIP 2022

#### **2.2.2. Secteur Secondaire**

L'enveloppe prévisionnelle du **Secteur** se chiffre à **245,558 milliards** de FCFA, soit **19,18%** de l'enveloppe du **PTI 2023-2025**. Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **163,660 milliards de FCFA**, soit **66,65%** et les ressources intérieures pour **81,898 milliards de FCFA**, soit **33,35%**.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Eaux avec (**75,15%**). Il est suivi respectivement des sous- secteurs Energie (**19,81%**), Industrie/Artisanat (**3,27%**) et Mines/Géologie (**1,76%**).

L'enveloppe du sous-secteur Eaux est destinée à la poursuite des investissements dans le cadre du renforcement des infrastructures d'alimentation en Eau potable et d'accès à l'électricité à travers, entre autres :

- le Projet Etudes aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ; le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) et le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger (PREFEN), le Programme Commun d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PCA-GIRE), le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales, 3<sup>ème</sup>Phase (PACTEA) dans le domaine de l'Eau Potable;
- le Projet de construction du centre national de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, les programmes d'urgence sociale d'accès à l'énergie/construction de centrales solaires et la production hybride et accès rural à l'électricité , le Projet système hybride d'électrification rurale (SHER), le Projet d'Amélioration du Secteur de l'Electricité au Mali (PASEM), la Construction liaison double terne Sikasso-Bougouni- Bamako, le Projet Electrification rurale 32 localités par système hybride, Production hybride et accès rurale à l'électricité (PHARE) et les Projets Centrale hydroélectrique de Djenné, Interconnexion électrique Guinée -Mali (PIEGM) pour le sous-secteur Énergie.

Dans le cadre de la promotion des ressources minérales, pétrolières et le développement de l'industrie et de l'artisanat, il sera mis en œuvre par :

- le Projet de gouvernance du secteur des mines, le Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali (PDRPM) et de la cartographie géologique au 1/50000<sup>ième</sup>, Ecole Africaine des Mines ;
- les Projets d'Appui au Cadre intégré, d'appui au CERFITEX, Fonds d'études APEX, Appui à l'Agence pour la Promotion des Investissements, Const/Equipement Siège Centre Développement Artisanat Textile, et Construction de villages artisanaux.

La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

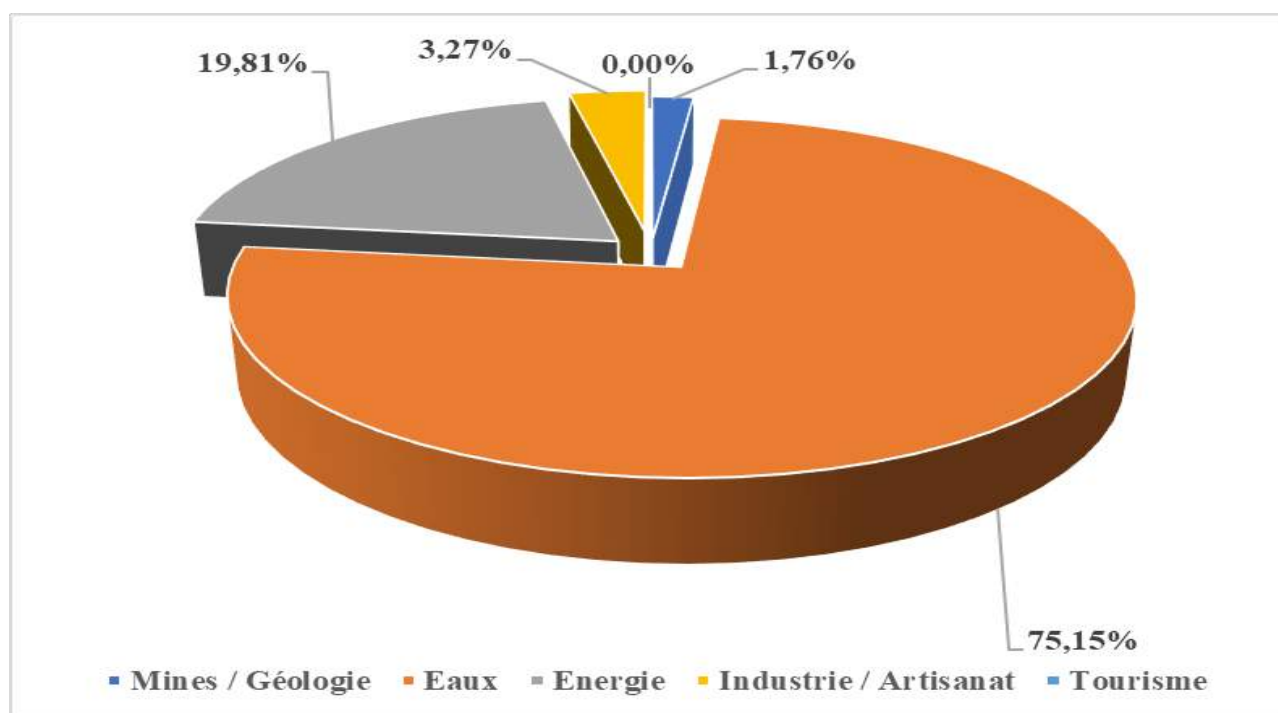
**Tableau 3 : Financement par source et Sous-secteur du Secteur Secondaire**

**(En millions FCFA)**

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mines / Géologie	3 525	4,30	800	0,49	4 325	1,76
Eaux	58 616	71,57	125 923	76,94	184 539	75,15
Energie	12 490	15,25	36 162	22,10	48 652	19,81
Industrie / Artisanat	7 267	8,87	775	0,47	8 042	3,27
Tourisme	-	-	-	0,00	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>81 898</b>	<b>100,00</b>	<b>163 660</b>	<b>100,00</b>	<b>245 558</b>	<b>100,00</b>

Source : DNP/Données SIGIP 2022

**Graphique 4 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification**



Source : DNP/données SIGIP 2022

### 2.2.3. Secteur Infrastructures

Les prévisions financières du secteur s'élèvent à **574,014 Milliards** de FCFA, soit **44,83%** de l'enveloppe globale du PTI 2023-2025. Elles sont réparties entre les ressources extérieures pour **148,903 milliards de FCFA**, soit **25,94%** et les ressources intérieures pour **425,111 milliards de FCFA**, soit **74,06%**.

La priorité du secteur est accordée au sous-secteur Moyens routiers avec (**66,75%**). Il est suivi respectivement des sous-secteurs Bâtiments/Equipements (**27,45%**), Transport/Stockage (**2,05%**), Urbanisme/Habitat (**1,62%**) et Topo/Cartographie (**1,27**) et les autres sous-secteurs Poste/Télécommunication, Aero/Météo et Moyens fluviaux pour **0,85%** (Cf. **graphique 5**).

L'enveloppe du sous-secteur Moyens routiers est destinée à la poursuite et au démarrage des projets de désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :

- Programme d'urgence routier, Bitumage route Goma Coura Tombouctou, Construction Voie Ceinture Ouest Koulikoro (13,6 km), Réhabilitation route Bamako-Kati- Kolokani-Didiéni (150 km), Construction de la route transsaharienne (RTS/Phase 2) : Section Bourem-Tarkint-Anefis-Kidal, Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I), Aménagement section Sevaré -Mopti de la RN6, Aménagement de 10 km de voirie dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sevaré et la Construction de la voie de contournement de l'Aéroport de Mopti Ambodedjo, Construction bitumage route Kayes Sandaré, Construction bitumage de la route Sadiola-Soumala, Tronçon urbain rn 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou, Construction et Bitumage Diéma -Sandaré, Construction de la Route Tambaga- Manantali (92km), Aménagement voie route Aéroport Cité universitaire de Kabala, Construction/Bitumage Kadiana-Fourou-Kadiolo 95 km Bretelle Doumatène Misseni 50 km ;
- en matière de stockage et d'approvisionnement, la Construction des Entrepôts du Mali;
- la construction de parking sur le corridor Bamako Conakry à Kankan et la construction de parking sur le corridor Bamako Nouakchott.

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail de l'Administration, des chancelleries, et des logements pour diplomates, de la réalisation de logements sociaux, et de l'opérationnalisation des nouvelles régions, les enveloppes concernent :

- la poursuite des travaux de Construction des sièges des services publics ( CPS/DNI, DNTTMF, Direction Emploi/Formation Professionnelle, Immeuble Promotion de la Femme, DNDC, DGABE, ANTIM, Hôtel Elevage/Pêche, la Direction Générale des Douanes, INSTAT, Hôtel des Sports, la DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture, l'ABFN, l'ONEF, la DNACPN, l'Institut du Sahel, le Bureau des Domaines de Kati) ainsi que l'acquisition et la construction de logements/résidences pour les diplomates;
- le démarrage des travaux d'extension/construction de nouveaux bâtiments (Sièges du Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil/CTDEC, de la DNGR et DNA, de l'AMADER, de l'ANADEB, de l'ONAPUMA, de la DGB/DNCF, des bâtiments/immeubles de Koulouba, des centres de la CMSS, du CNREX/BTP, du Protocole de la République, de la CAISFF, de la DGR, de la CETRU, des Bureaux du CNLCP, de la DRPSIAP de Kayes, les Cercles et Arrondissements, de l'ANAES, de l'Inspection des Domaines et Affaires foncières) ;
- la poursuite du Programme de construction de 50 000 logements sociaux, du Programme de mise en œuvre de la réforme foncière, le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les projets d'aménagement/équipement et installation des nouvelles régions.

En matière d'assainissement et de développement urbanistique, il est prévu la poursuite des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, des programmes Urgence d'assainissement et d'Infrastructure Economique du District de Bamako, de l'élaboration/révision des schémas d'aménagement et études/aménagement, de l'équipement des stations d'épurations d'ouvrages connexes et du projet de rattachement et de mise à jour des titres fonciers au Mali.



Par rapport à l'amélioration des réseaux météorologiques et la modernisation de la Poste ainsi que la cartographie/topographie, il sera mis en œuvre par :

- > les projets de Pluies provoquées, de la Réhabilitation des réseaux d'observations météorologiques;
  - > le Contrat Plan Etat-Poste;
- > le Contrat Plan Etat-IGM et les projets de mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, de confection d'un Cadastre Expédié, de bornage et de développement des zones frontalières.

La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous- secteurs par source de financement se présente comme suit :

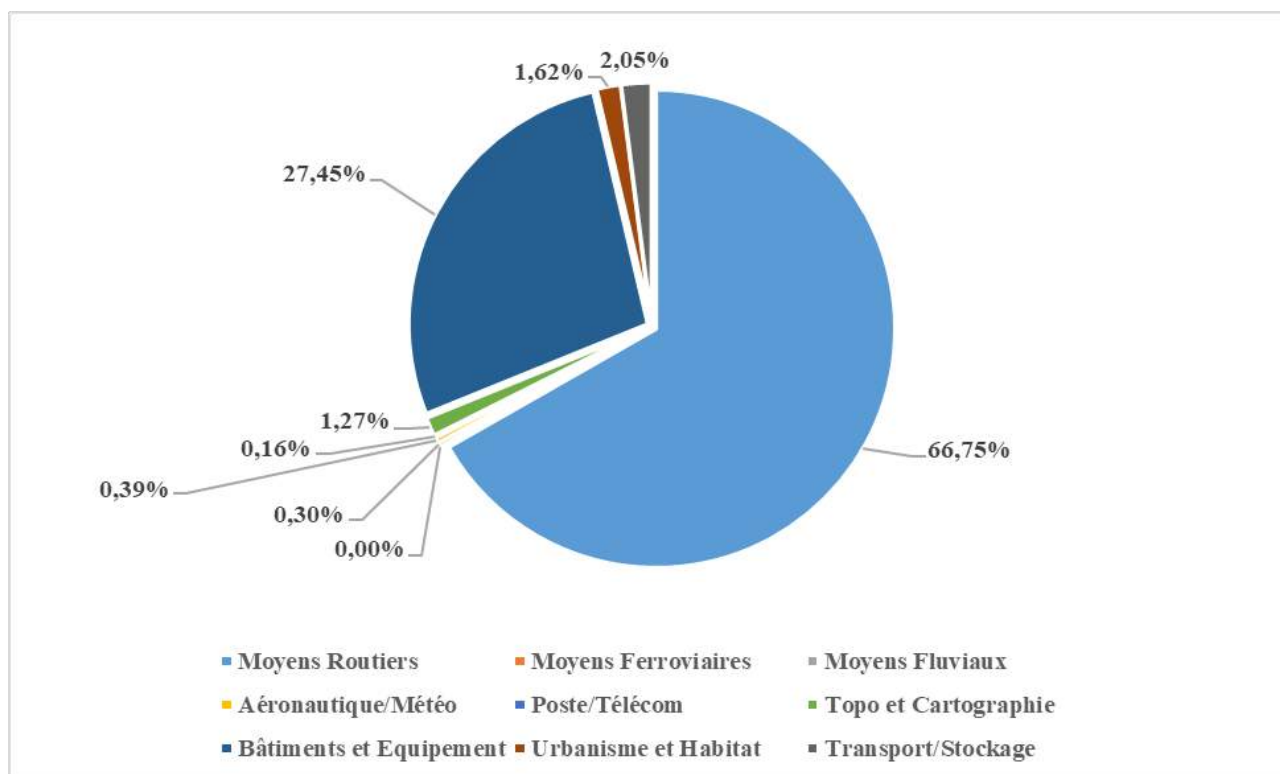
**Tableau 4 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Infrastructures**

(En millions F CFA)

Sous-secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Moyens Routiers	234 279	55,11	148 903	100	383 182	66,75
Moyens Ferroviaires	-	-	-	0	-	-
Moyens Fluviaux	1 745	0,41	-	0	1 745	0,30
Aéronautique/Météo	2 225	0,52	-	0	2 225	0,39
Poste/Télécom	900	0,21	-	0	900	0,16
Topo/ Cartographie	7 290	1,71	-	0	7 290	1,27
Bât/Equipement	157 589	37,07	-	0	157 589	27,45
Urbanisme et Habitat	9 303	2,19	-	0	9 303	1,62
Transport/Stockage	11 780	2,77	-	0	11 780	2,05
<b>TOTAL</b>	<b>425 111</b>	<b>100,00</b>	<b>148 903</b>	<b>100</b>	<b>574 014</b>	<b>100,00</b>

Source : DNP/Données SIGIP 2022

## **Graphique 5 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs**



**Source : DNPD/données SIGIP 2022**

### **2.2.4. Secteur des Ressources Humaines**

L'enveloppe prévisionnelle du Secteur est estimée à **144,097 milliards** de FCFA, soit **11,25%** de l'enveloppe du **PTI 2023-2025**. Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **3,279 milliards de FCFA**, soit **2,28%** et les ressources intérieures pour **140,818 milliards de FCFA**, soit **97,72%**.

Elle accorde la priorité au sous-secteur Santé/Affaires sociales avec (**28,78%**). Il est suivi respectivement des sous-secteurs Administration/Plan/Finances (**26,47%**), Education/Formation (**21,33%**), Culture/Art/Sport (**17,81%**) et Emploi/Travail et Information (**5,62%**) (Cf. **graphique 6**).

L'enveloppe du secteur est destinée au développement du capital humain, la réduction de la pauvreté, le renforcement de la couverture sanitaire, de l'éducation et de la formation Professionnelle.

Dans le domaine de la Santé/Affaires sociales, il est prévu entre autres :

- la poursuite/démarrage des travaux de rénovation/extension au niveau de certains Centres/Instituts Hospitaliers, tels que : Point G, Gabriel Touré, IOTA, Kati, Hôpital du Mali, CNOS, CNAOM (construction Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et Rééducation Fonctionnelle de Kayes), INSP, CRLD, ANTIM, Hôpital de Dermatologie de Bamako;
- l'amélioration du plateau technique à travers l'acquisition d'équipements médicaux;
- la mise en œuvre du Programme filets sociaux, des projets de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Dans le domaine de l'Education et de la Formation, il s'agit, notamment de :

- la mise en œuvre et du démarrage des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, pédagogiques et de résidences au niveau secondaire et universitaires (Amphi, Lycées/ IFP, IFM, Conservatoire Balla Fasséké Kouyaté,
- Universités, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale, nouvelle ENSUP, IPR de Katibougou) Ecole Africaine des Mines, CFD, les études de construction des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao) et le renforcement des capacités des agents de l'Administration publique par la formation.

Dans le domaine de la Culture/Art/Sport, l'accent est mis sur la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de construction/réhabilitation des infrastructures sportives, culturelles et de promotion de la jeunesse par :

- la poursuite des travaux de construction du Centre de médecine sportive, les stades (26 Mars, Modibo Keita), le lycée sportif Ben Omar SY de Kabala, le Mémorial Modibo KEITA, le Palais de la culture Amadou Hampâté BAH, la Maison Africaine de la photographie, le Centre International de Conférence de Bamako (CICB), le Musée National, les Parcs et Monuments ;
- le démarrage des travaux de construction/réhabilitation/équipement des stades de Kati et de Mamadou KONATE, du Centre d'Entraînement Sportif Élite Kabala.

Dans le cadre de l'Education et de la formation pour l'employabilité des jeunes, l'accent est mis sur :

- les projets/programmes de promotion de l'emploi des jeunes et de leur formation à travers le Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle (PFIP);
- les projets de construction, réhabilitation et d'équipement des centres de formation professionnelle pour l'insertion des jeunes.

Dans le domaine de l'information, on note la poursuite des projets de renforcement des infrastructures de l'ORTM, AGETIC et de l'ANCD.

Dans le cadre de l'Administration, Plan et Finances, l'accent est mis sur l'accompagnement des structures en charge de la planification du développement et de l'économie.

La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur **Ressources Humaines** se présente comme suit :

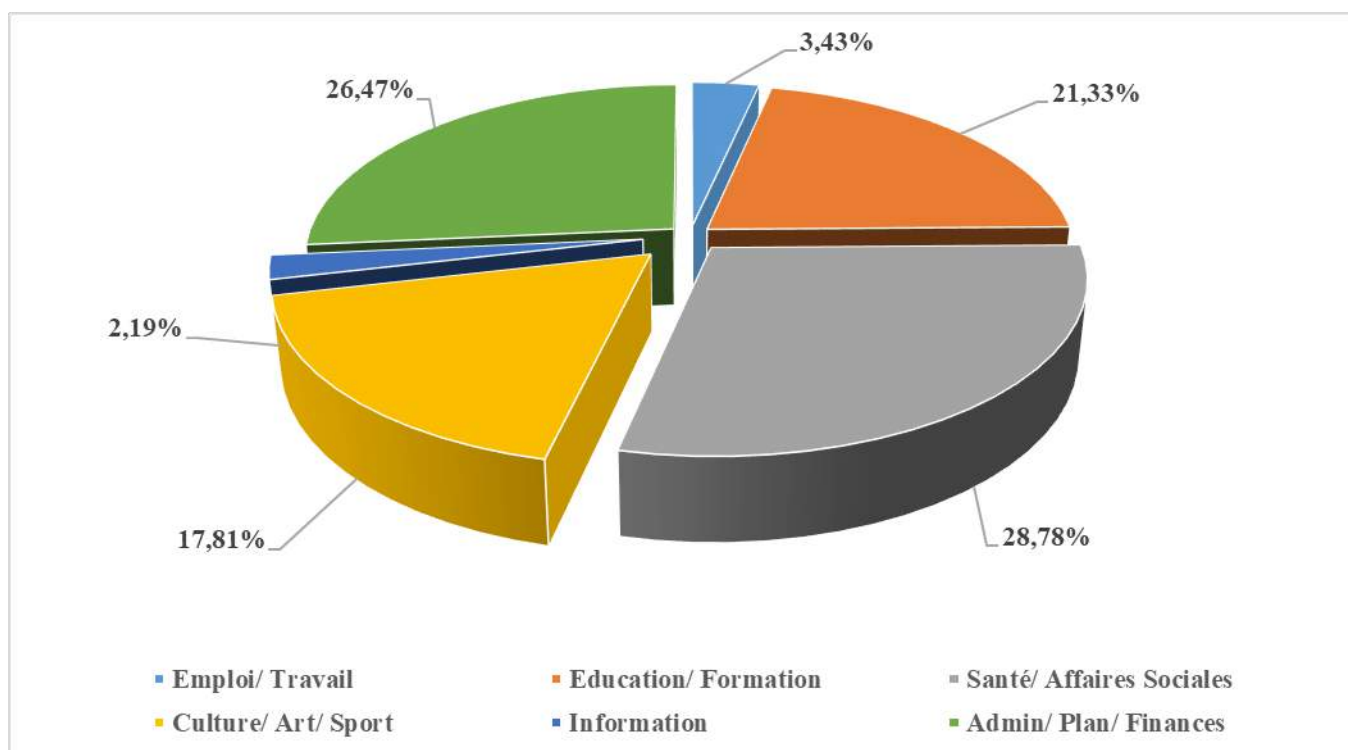
**Tableau 5 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines**

**(En millions F CFA)**

Sous-secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Emploi/ Travail	4 942	3,51	-	0,00	4 942	3,43
Education/ Formation	30 736	21,83	-	0,00	30 736	21,33
Santé/ Aff Sociales	39 970	28,38	1 500	45,75	41 470	28,78
Culture/ Art/ Sport	25 662	18,22	-	0,00	25 662	17,81
Information	3 150	2,24	-	0,00	3 150	2,19
Admin/ Plan/ Finances	36 358	25,82	1 779	54,25	38 137	26,47
<b>TOTAL</b>	<b>140 818</b>	<b>100,00</b>	<b>3 279</b>	<b>100,00</b>	<b>144 097</b>	<b>100,00</b>

**Source : DNP/Données SIGIP 2022**

**Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs**



**Source : DNPd/données SIGIP 2022**

### 3. Analyse par Ministère/Institution

Sur une enveloppe prévisionnelle de **1 280,522 milliards de FCFA**, le Ministère des Transports et des Infrastructures enregistre la plus importante enveloppe, soit **405,902 milliards de FCFA** avec **40** projets, suivi du Ministère du Développement Rural avec **257,603 milliards de FCFA** pour **59** projets, le Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau avec **233,709 milliards de FCFA** avec **39** projets et le Ministère de l'Économie et des Finances avec **109,058 milliards de FCFA** pour **47** projets. Ces quatre (04) Ministères représentent plus de  $\frac{3}{4}$  de l'enveloppe, soit **78,58%**.

La situation de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : **58,018 milliards de FCFA** avec **38** projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : **40,282 milliards de FCFA** avec **23** projets ;
- Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : **33,120 milliards de FCFA** avec **18** projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement du Durable : **29,519 milliards de FCFA** avec **24** projets ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports : **22,300 milliards de FCFA** avec **9** projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : **18,386 milliards de FCFA** avec **10** projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projets par ministère /institution est consignée dans le tableau en annexe 2.

## CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) sont des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils permettent de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin de contribuer au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne prend pas en compte toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années à cause de certaines contraintes qui affectent la qualité de ladite programmation, notamment certains projets d'investissement mis en œuvre par certains établissements publics d'une part et d'autre part par quelques partenaires au développement.

Après plusieurs années de mise en œuvre du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements, des résultats satisfaisants ont été enregistrés, notamment l'appui aux secteurs sociaux et porteurs de croissance comme les productions rurales, l'énergie, les mines et les infrastructures routières.

En perspective, la mise en œuvre de la budgétisation des investissements en mode AE/CP, le renforcement des capacités des acteurs, le renforcement des fonds d'études et la préparation des projets contribueront davantage à l'amélioration du processus de préparation, de sélection et du suivi des projets/programmes en vue d'une meilleure orientation des actions de l'Etat pour la transformation structurelle de l'économie nationale.

## **ANNEXES**

## **Annexes 1**

Présentation détaillée des Projets par Secteurs / Sous-Secteurs et par Source de Financement



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2025	3 056	600	1 770	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2023	2 104	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	0	49 065	0	6 697	6 697	6 697	0	0	0	0	0	6 697	0	0	6 697	BOAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2025	5 000	1 183	2 637	383	1 183	383	383	0	383	400	400	1 183	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2023	12 565	212	212	212	212	212	212	0	212	0	0	212	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2025	2 350	1 050	2 261	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2025	4 500	127	679	127	2 420	848	848	0	127	0	0	127	721	762	810	2 293	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2023	7 870	34	34	34	34	34	34	0	34	0	0	34	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2022	29 575	0	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	





SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2022	27 612	0	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2025	10 500	855	2 308	255	855	255	255	0	255	300	300	855	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2025	3 605	900	2 041	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2023	24 945	40	1 578	40	40	40	40	0	40	0	0	40	0	0	0	0	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2023	31 294	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2025	2 800	1 200	1 901	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2025	15 759	2 700	2 700	640	2 700	640	640	0	640	1 000	1 060	2 700	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2023	4 900	100	416	100	793	793	793	0	100	0	0	100	693	0	0	0	693	B.A.D
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2023	1 291	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2025	2 150	800	1 657	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2025	2 300	880	2 172	280	880	280	280	0	280	300	300	880	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2023	10 300	96 173	96 173	9 224	9 224	9 224	9 224	0	9 224	0	0	9 224	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2025	2 900	1 200	2 309	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2025	10 000	2 900	7 567	1 000	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	900	2 900	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2025	5 000	1 950	3 319	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2025	10 000	2 700	6 087	1 000	2 700	1 000	1 000	0	1 000	900	800	2 700	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2025	6 300	2 700	4 387	1 000	2 700	1 000	1 000	0	1 000	900	800	2 700	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 860	277	3 366	127	5 934	5 127	5 127	0	127	150	0	277	5 000	657	0	5 657	BM



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	0	0	0	4 250	0	0	0	0	0	0	0	0	2 125	2 125	4 250	KfW	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2025	44 551	2 130	977	680	2 130	680	680	0	680	700	750	2 130	0	0	0	0		
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2022	13 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2024	33 667	0	8 166	0	8 063	6 261	6 261	0	0	0	0	0	6 261	1 802	0	8 063	B.M.	
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2024	4 264	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2025	11 221	2 000	5 800	200	1 545	200	200	0	200	600	745	1 545	0	0	0	0	0	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF ) AU MALI	2019	2024	29 500	277	545	127	11 799	5 888	5 888	0	127	150	0	277	5 761	5 761	0	11 522	Canada Danemark F.I.D.A	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2025	2 200	1 200	1 340	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2025	30 000	16 500	18 559	5 500	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2025	3 080	0	5 600	640	2 440	640	640	0	640	800	1 000	2 440	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2025	34 109	0	0	0	22 366	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	10 495	7 871	22 366	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2024	4 592	0	0	0	289	0	0	0	0	0	0	0	0	289	0	289	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2023	1 396	0	0	0	44	44	44	0	0	0	0	0	44	0	0	44	BAD
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2025	122 193	3 200	1 897	700	3 200	700	700	0	700	1 000	1 500	3 200	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2024	7 000	100	100	100	1 709	1 335	1 335	0	100	0	0	100	1 235	374	0	1 609	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2025	5 000	1 950	1 799	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	2021	2022	1 000	0	302	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2025	8 000	0	7 034	960	4 460	960	960	0	960	1 500	2 000	4 460	0	0	0	0	
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	2021	2022	1 165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 UE
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2025	2 501	0	0	0	1 996	555	555	0	0	0	0	0	555	665	776	1 996	ESPAGNE
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2025	13 445	170	383	170	5 424	1 837	1 837	0	170	0	0	170	1 667	1 750	1 837	5 254	AFD



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Agriculture								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	12 000	24 000	1 200	8 200	1 200	1 200	0	1 200	3 000	4 000	8 200	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI ( MERIT)	2022	2027	31 828	677	136	127	10 952	4 127	4 127	0	127	250	300	677	4 000	4 215	2 060	10 275	F.I.D.A
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2025	800	570	226	170	570	170	170	0	170	200	200	570	0	0	0	0	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2025	6 200	6 200	1 700	1 700	6 200	1 700	1 700	0	1 700	2 000	2 500	6 200	0	0	0	0	
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro- Industrielle des RAZ@gions de Koulikoro et PA@ri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2023	2025	8 600	577	127	127	6 822	1 427	1 427	0	127	200	250	577	1 300	2 520	2 425	6 245	BAD
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2025	40 000	427	127	127	37 927	2 627	2 627	0	127	150	150	427	2 500	15 000	20 000	37 500	B.M.
3391	Nouveau projet ACTION (Kayes, Koulikoro, Dioila, et Pays Dogon)	2023	2025	17 000	0	0	0	8 634	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	3 817	3 817	8 634	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2025	33 400	0	0	0	19 430	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	8 193	8 737	19 430	B.M. BM
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	2019	2021	11 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>958 677</b>	<b>168 386</b>	<b>276 204</b>	<b>31 327</b>	<b>236 899</b>	<b>75 261</b>	<b>75 261</b>	<b>0</b>	<b>31 327</b>	<b>25 150</b>	<b>27 605</b>	<b>84 082</b>	<b>43 934</b>	<b>58 425</b>	<b>50 458</b>	<b>152 817</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DÉTAILLÉE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Elevage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/MADINA DIASSA	2003	2022	1 698	0	136	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2025	1 459	600	619	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2023	13 780	212	212	212	212	212	212	0	212	0	0	212	0	0	0	0	0 BID
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2025	4 000	1 000	4 010	320	1 020	320	320	0	320	350	350	1 020	0	0	0	0	0
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2022	7 553	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	46 923	697	755	297	18 697	10 297	10 297	0	297	400	0	697	10 000	8 000	0	18 000	BM
3172	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2025	20 897	370	717	170	15 917	5 622	5 622	0	170	200	0	370	5 452	8 413	1 682	15 547	BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2025	750	450	381	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	0
3174	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2025	9 000	855	811	255	855	255	255	0	255	300	300	855	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Elevage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	35 658	662	231	212	22 662	6 212	6 212	0	212	225	225	662	6 000	8 000	8 000	22 000	B.M. BM
3368	Projet d'appui à la conservation et la diffusion des bétails ruminants endémiques dans la zone sud du Mali	2023	2025	500	477	127	127	477	127	127	0	127	150	200	477	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				148 218	7 573	11 521	2 693	63 140	24 145	24 145	0	2 693	2 725	2 175	7 593	21 452	24 413	9 682	55 547	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Pêche								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHÉ MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2025	2 805	750	555	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2023	14 000	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2024	5 248	0	0	0	2 121	1 555	1 555	0	0	0	0	0	1 555	566	0	2 121	UE
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2025	1 150	720	528	170	720	170	170	0	170	250	300	720	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>23 203</b>	<b>1 555</b>	<b>1 168</b>	<b>505</b>	<b>3 676</b>	<b>2 060</b>	<b>2 060</b>	<b>0</b>	<b>505</b>	<b>500</b>	<b>550</b>	<b>1 555</b>	<b>1 555</b>	<b>566</b>	<b>0</b>	<b>2 121</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Forêts								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2022	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2024	1 567	197	72	72	197	72	72	0	72	125	0	197	0	0	0	0	0
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2023	7 200	221	221	221	921	921	921	0	221	0	0	221	700	0	0	700	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2023	6 229	127	3 380	127	615	615	615	0	127	0	0	127	488	0	0	488	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2022	900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2024	2 000	320	1 030	170	320	170	170	0	170	150	0	320	0	0	0	0	0
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2025	1 700	897	1 128	297	897	297	297	0	297	300	300	897	0	0	0	0	0
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2025	3 750	345	2 680	170	345	170	170	0	170	175	0	345	0	0	0	0	0



SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Forêts								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2023	11 983	289	1 027	289	1 389	1 389	1 389	0	289	0	0	289	1 100	0	0	1 100	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2025	750	427	291	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2025	1 170	570	657	170	570	170	170	0	170	200	200	570	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2025	15 500	0	0	0	6 705	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 576	1 629	6 705	BM
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2024	3 725	135	202	85	752	408	408	0	85	50	0	135	323	294	0	617	FEM
TOTAL SOUS-SECTEUR				62 574	3 528	10 688	1 728	13 138	6 839	6 839	0	1 728	1 150	650	3 528	5 111	2 870	1 629	9 610	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Mines et Géologie									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2025	3 500	0	5 284	765	2 265	765	765	0	765	800	700	2 265	0	0	0	0		
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2023	20 000	0	0	0	800	800	800	0	0	0	0	0	800	0	0	0	800	BM
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2025	2 500	1 260	332	310	1 260	310	310	0	310	450	500	1 260	0	0	0	0		
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>26 000</b>	<b>1 260</b>	<b>5 616</b>	<b>1 075</b>	<b>4 325</b>	<b>1 875</b>	<b>1 875</b>	<b>0</b>	<b>1 075</b>	<b>1 250</b>	<b>1 200</b>	<b>3 525</b>	<b>800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>800</b>		



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2023	3 885	255	837	255	255	255	255	0	255	0	0	255	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2025	167 680	65 000	87 241	5 000	99 393	10 000	10 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	5 000	38 446	25 947	69 393	F.I.D.A
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2024	3 800	370	2 131	170	370	170	170	0	170	200	0	370	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2025	45 000	19 000	17 475	6 000	19 000	6 000	6 000	0	6 000	6 500	6 500	19 000	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2022	18 200	0	10 627	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2025	3 140	950	2 316	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2025	195 754	2 280	1 477	680	13 280	11 680	11 680	0	680	800	800	2 280	11 000	0	0	11 000	Multibaillleurs
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2023	18 695	0	0	0	414	414	414	0	0	0	0	0	414	0	0	414	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2023	30 114	331	331	331	331	331	331	0	331	0	0	331	0	0	0	0	AFD



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2023	9 700	127	491	127	3 627	3 627	3 627	0	127	0	0	127	3 500	0	0	3 500	B.M.
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2025	7 800	255	255	255	5 755	2 255	2 255	0	255	0	0	255	2 000	1 700	1 800	5 500	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2025	43 000	1 255	1 134	255	13 985	6 255	6 255	0	255	500	500	1 255	6 000	5 764	966	12 730	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2022	6 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2025	4 096	236	346	76	2 693	576	576	0	76	80	80	236	500	1 957	0	2 457	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2025	7 216	285	6 792	85	4 462	3 085	3 085	0	85	100	100	285	3 000	1 177	0	4 177	KfW
3162	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	9 587	92	163	42	3 519	1 742	1 742	0	42	50	0	92	1 700	1 727	0	3 427	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2025	13 222	320	286	170	7 363	3 492	3 492	0	170	150	0	320	3 322	2 232	1 489	7 043	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Eaux									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	2021	2023	9 183	0	0	0	918	918	918	0	0	0	0	0	918	0	0	0	918	Belgique
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2026	9 195	1 510	527	510	1 510	510	510	0	510	500	500	1 510	0	0	0	0	0	
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	2023	2025	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2025	7 000	0	0	0	5 364	1 500	1 500	0	0	0	0	0	1 500	3 220	644	5 364	KfW	
TOTAL SOUS-SECTEUR				615 722	93 616	133 803	14 756	184 539	53 610	53 610	0	14 756	19 630	24 230	58 616	38 854	56 223	30 846	125 923		



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DÉTAILLÉE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2023	1 980	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0		
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DE DOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2025	26 496	2 300	19 675	850	3 300	1 850	1 850	0	850	1 450	0	2 300	1 000	0	0	1 000	BOAD	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2025	1 734	428	752	128	428	128	128	0	128	150	150	428	0	0	0	0		
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2025	1 500	528	128	128	528	128	128	0	128	200	200	528	0	0	0	0		
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2024	25 000	1 120	560	560	2 020	1 460	1 460	0	560	560	0	1 120	900	0	0	900	B.M.	
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2025	7 800	1 190	648	340	1 190	340	340	0	340	400	450	1 190	0	0	0	0		
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2025	3 500	1 100	1 866	200	1 100	200	200	0	200	400	500	1 100	0	0	0	0		
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2023	80 700	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	0	3 000	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2025	11 800	270	189	170	5 491	5 391	5 391	0	170	100	0	270	5 221	0	0	5 221	AFD Fonds Abou Dabi	





SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2025	46 202	5 000	80 000	425	5 000	425	425	0	425	2 000	2 575	5 000	0	0	0	0		
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2024	30 889	0	0	0	1 864	1 700	1 700	0	0	0	0	0	1 700	164	0	1 864	AFD	
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2024	13 800	0	0	0	11 440	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	9 440	0	11 440	B.I.D	
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2023	75 000	0	0	0	7 469	7 469	7 469	0	0	0	0	0	7 469	0	0	7 469	B.M. BM	
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	3 134	3 134	3 134	0	0	0	0	0	3 134	0	0	3 134	BAD BM	
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	2021	2023	30 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	2 134	2 134	2 134	0	0	0	0	0	2 134	0	0	2 134	BAD BM	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	2022	2026	750	427	141	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0		
TOTAL SOUS-SECTEUR				411 938	12 490	104 086	3 055	48 652	29 613	29 613	0	3 055	5 410	4 025	12 490	26 558	9 604	0	36 162		



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Industrie / Artisanat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2023	2 000	127	1 695	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2025	22 822	1 580	16 976	680	2 355	1 255	1 255	0	680	600	300	1 580	575	100	100	775	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2023	9 000	425	425	425	425	425	425	0	425	0	0	425	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2025	4 200	1 140	1 172	340	1 140	340	340	0	340	400	400	1 140	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2023	600	127	247	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2025	2 000	755	1 523	255	755	255	255	0	255	250	250	755	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2023	1 200	170	1 099	170	170	170	170	0	170	0	0	170	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2024	2 700	857	2 403	467	857	467	467	0	467	390	0	857	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2023	1 300	127	961	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	



SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Industrie / Artisanat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2025	1 000	342	333	102	342	102	102	0	102	120	120	342	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2023	2 500	127	1 870	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2023	1 559	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2025	800	570	381	170	570	170	170	0	170	200	200	570	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2023	600	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>54 281</b>	<b>7 267</b>	<b>30 429</b>	<b>3 537</b>	<b>8 042</b>	<b>4 112</b>	<b>4 112</b>	<b>0</b>	<b>3 537</b>	<b>2 210</b>	<b>1 520</b>	<b>7 267</b>	<b>575</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>775</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2025	45 700	3 000	3 500	7 824	34 224	7 824	7 824	0	7 824	10 700	15 700	34 224	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2025	15 000	3 000	3 462	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	15 000	180	832	180	180	180	180	0	180	0	0	180	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2025	81 300	0	0	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	8 500	8 500	19 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2025	78 500	2 075	750	750	2 075	750	750	0	750	675	650	2 075	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2022	35 000	0	19 690	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONIEBA FRE RCI	2016	2023	70 000	0	0	0	3 767	3 767	3 767	0	0	0	0	0	3 767	0	0	0	3 767 B.A.D UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2022	44 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2025	18 815	0	19 860	1 500	5 500	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 000	5 500	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2025	28 187	0	0	1 500	7 550	1 500	1 500	0	1 500	3 000	3 050	7 550	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2025	83 000	0	78 000	15 000	35 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	5 000	35 000	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2024	20 520	0	0	2 500	4 550	2 500	2 500	0	2 500	2 050	0	4 550	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2022	23 691	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2025	70 400	1 500	700	700	59 550	4 815	4 815	0	700	400	400	1 500	4 115	38 524	15 411	58 050	B.A.D UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2025	199 789	0	0	1 500	30 920	6 500	6 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	5 000	16 014	6 406	27 420	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2025	37 750	1 850	1 496	750	12 850	5 750	5 750	0	750	600	500	1 850	5 000	6 000	0	11 000	BOAD
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	2021	2022	1 600	0	688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 600	0	688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	2021	2022	1 600	0	683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	2021	2022	1 600	0	672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	2021	2022	1 600	0	688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	2021	2022	1 600	0	688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	2021	2022	1 600	0	688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	2021	2022	1 600	0	683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOU DENIT	2021	2022	1 600	0	672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	2021	2022	1 600	0	688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2026	70 000	0	70 000	2 500	19 500	2 500	2 500	0	2 500	7 000	10 000	19 500	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	30 000	72 000	3 000	14 000	3 000	3 000	0	3 000	5 000	6 000	14 000	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2022	20 000	0	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUG OU	2022	2025	34 510	1 700	700	700	29 366	1 700	1 700	0	700	500	500	1 700	1 000	15 000	11 666	27 666	BOAD
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2026	90 000	90 000	180 000	900	21 900	900	900	0	900	8 000	13 000	21 900	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	65 000	130 000	750	15 750	750	750	0	750	5 000	10 000	15 750	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2024	2 500	2 000	4 000	1 850	2 000	1 850	1 850	0	1 850	150	0	2 000	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2025	10 080	1 500	3 000	750	3 750	2 750	2 750	0	750	500	500	1 750	2 000	0	0	2 000	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2026	25 000	25 000	50 000	750	9 750	750	750	0	750	4 000	5 000	9 750	0	0	0	0	
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2026	82 000	82 000	164 000	1 000	19 000	1 000	1 000	0	1 000	6 000	12 000	19 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2026	127 000	127 000	254 000	5 000	30 000	5 000	5 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>1 420 445</b>	<b>435 805</b>	<b>1 082 828</b>	<b>50 404</b>	<b>383 182</b>	<b>73 286</b>	<b>73 286</b>	<b>0</b>	<b>50 404</b>	<b>82 575</b>	<b>101 300</b>	<b>234 279</b>	<b>22 882</b>	<b>84 038</b>	<b>41 983</b>	<b>148 903</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens fluviaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2025	4 918	800	936	400	800	400	400	0	400	200	200	800	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2025	2 179	945	1 094	315	945	315	315	0	315	315	315	945	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 097	1 745	2 030	715	1 745	715	715	0	715	515	515	1 745	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Aéronautique / Météo								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2025	28 609	2 000	13 900	750	2 000	750	750	0	750	750	500	2 000	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2023	1 200	225	853	225	225	225	225	0	225	0	0	225	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 809	2 225	14 753	975	2 225	975	975	0	975	750	500	2 225	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Poste / Télécommunication								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2025	3 000	900	2 753	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 000	900	2 753	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Topo et Cartographie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2025	16 500	5 300	11 280	1 500	5 300	1 500	1 500	0	1 500	2 000	1 800	5 300	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2025	3 000	1 200	2 029	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2025	2 500	550	1 872	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	240	248	240	240	240	240	0	240	0	0	240	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				47 904	7 290	15 429	2 290	7 290	2 290	2 290	0	2 290	2 600	2 400	7 290	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1949	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DU PLAN	2003	2022	8 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE REGIONALES CADASTRE	2017	2024	8 000	1 300	7 050	800	1 300	800	800	0	800	500	0	1 300	0	0	0	0	0
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2025	2 974	1 050	1 507	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	0
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2022	2 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2025	1 960	550	1 691	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	0
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2023	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	0
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2025	4 038	750	3 000	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2025	1 450	562	958	212	562	212	212	0	212	200	150	562	0	0	0	0	0
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	2017	2022	17 000	0	35 303	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2025	2 766	1 600	400	400	1 600	400	400	0	400	500	700	1 600	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2024	4 200	200	4 042	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2022	1 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2024	2 700	555	1 847	255	555	255	255	0	255	300	0	555	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUAPONNIERE BAMAKO	2014	2024	1 892	360	483	160	360	160	160	0	160	200	0	360	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2025	20 000	4 005	9 454	1 105	4 005	1 105	1 105	0	1 105	1 400	1 500	4 005	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2022	13 106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2024	14 235	600	6 492	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2024	13 303	500	2 693	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2025	7 700	900	7 963	400	900	400	400	0	400	300	200	900	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2024	5 000	0	3 478	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2023	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2024	4 270	1 300	480	480	1 300	480	480	0	480	820	0	1 300	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2024	9 000	825	6 628	425	825	425	425	0	425	400	0	825	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2024	6 300	850	850	850	1 700	850	850	0	850	850	0	1 700	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	2015	2023	3 050	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2022	1 504	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2025	40 000	15 000	35 045	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/CC	2016	2025	4 900	4 900	8 400	1 000	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 500	3 500	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2025	2 701	990	2 155	340	990	340	340	0	340	350	300	990	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2025	6 500	2 140	3 634	640	2 140	640	640	0	640	700	800	2 140	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2023	1 800	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALLES	2016	2025	5 500	2 100	4 446	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2025	6 000	1 500	4 097	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2025	4 000	1 140	2 341	340	1 140	340	340	0	340	400	400	1 140	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2025	6 325	1 200	7 988	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOU DENIT (PURD)	2017	2025	6 000	1 600	4 588	400	1 600	400	400	0	400	600	600	1 600	0	0	0	0	





SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2025	6 000	100	5 100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2023	2 000	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2023	1 100	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2023	768	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2022	2 095	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2024	4 595	0	0	425	1 350	425	425	0	425	925	0	1 350	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2025	4 000	1 500	6 265	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2025	4 000	1 500	6 265	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2025	4 600	1 500	6 265	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2025	4 000	1 500	6 265	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2025	4 600	1 500	6 265	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2025	4 600	1 500	6 265	900	1 500	900	900	0	900	600	0	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2025	6 800	5 000	9 765	600	4 000	600	600	0	600	1 300	2 100	4 000	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2023	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2024	4 100	710	1 410	510	710	510	510	0	510	200	0	710	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2024	4 500	0	2 231	200	450	200	200	0	200	250	0	450	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2019	2025	87 464	6 000	95 968	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	2021	2022	4 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2025	2 000	0	3 000	400	1 237	400	400	0	400	600	237	1 237	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2025	2 000	0	3 800	240	1 740	240	240	0	240	600	900	1 740	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2025	1 210	1 200	4 400	280	1 200	280	280	0	280	520	400	1 200	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2024	970	380	180	180	380	180	180	0	180	200	0	380	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2022	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2025	3 000	2 500	6 300	500	2 500	500	500	0	500	900	1 100	2 500	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2025	3 000	2 700	10 717	320	2 120	320	320	0	320	900	900	2 120	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2025	2 000	0	3 994	1 400	3 000	1 400	1 400	0	1 400	1 000	600	3 000	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2025	1 500	855	775	255	855	255	255	0	255	300	300	855	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2023	800	200	719	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2025	4 000	1 500	5 600	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2025	4 000	1 500	5 600	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	1 174	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 050	750	1 194	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2025	10 500	5 000	13 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	1 000	5 000	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2025	2 110	2 000	3 200	300	2 000	300	300	0	300	1 100	600	2 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2022	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2025	2 700	2 200	6 600	500	2 200	500	500	0	500	700	1 000	2 200	0	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2025	1 575	1 275	3 825	240	1 275	240	240	0	240	435	600	1 275	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2023	2 000	150	2 150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2025	2 750	0	3 000	500	2 100	500	500	0	500	700	900	2 100	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2025	15 000	15 000	25 000	850	9 850	850	850	0	850	3 000	6 000	9 850	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2026	4 500	4 500	4 500	520	3 020	520	520	0	520	1 000	1 500	3 020	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	2021	2025	3 000	2 500	7 500	300	1 600	300	300	0	300	600	700	1 600	0	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2025	1 200	955	255	255	955	255	255	0	255	300	400	955	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2025	11 000	1 140	956	340	1 140	340	340	0	340	400	400	1 140	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2025	2 750	2 000	6 000	500	2 000	500	500	0	500	600	900	2 000	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2025	2 100	2 000	6 000	320	1 620	320	320	0	320	600	700	1 620	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2025	720	550	420	200	550	200	200	0	200	200	150	550	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	2021	2022	900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2025	3 250	1 000	5 000	800	1 000	800	800	0	800	200	0	1 000	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2025	1 900	1 200	4 600	300	1 200	300	300	0	300	400	500	1 200	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2023	600	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2021	2022	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2025	900	800	1 600	180	800	180	180	0	180	320	300	800	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2025	2 500	2 500	5 000	300	1 800	300	300	0	300	700	800	1 800	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2025	1 250	1 000	2 000	100	1 000	100	100	0	100	300	600	1 000	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2025	2 190	2 000	3 500	510	2 000	510	510	0	510	800	690	2 000	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2023	250	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2023	350	280	280	280	280	280	280	0	280	0	0	280	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2025	4 000	4 000	8 000	850	2 850	850	850	0	850	1 000	1 000	2 850	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2024	750	505	408	255	505	255	255	0	255	250	0	505	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	2022	2023	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2025	90	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/ EQUIPEMENT ANEH	2022	2024	600	644	441	200	422	200	200	0	200	222	0	422	0	0	0	0	
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	2022	2025	2 600	0	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	2023	2025	2 500	2 500	2 500	320	1 920	320	320	0	320	700	900	1 920	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2026	2 500	2 500	2 500	320	1 920	320	320	0	320	700	900	1 920	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2024	754	754	754	255	754	255	255	0	255	499	0	754	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2025	8 100	8 100	8 100	1 500	5 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	2 000	5 000	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2025	2 500	2 500	2 500	2 300	2 500	2 300	2 300	0	2 300	200	0	2 500	0	0	0	0	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	2023	2025	2 000	2 000	2 000	900	2 000	900	900	0	900	800	300	2 000	0	0	0	0	





SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Bâtiments et Equipement								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2023	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2025	2 000	2 000	2 000	510	2 000	510	510	0	510	900	590	2 000	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2025	470	470	170	170	470	170	170	0	170	150	150	470	0	0	0	0	
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2025	10 000	10 000	10 000	1 700	5 700	1 700	1 700	0	1 700	2 000	2 000	5 700	0	0	0	0	
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	2023	2023	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2025	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				544 964	167 834	516 726	50 631	157 589	50 631	50 631	0	50 631	55 641	51 317	157 589	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Urbanisme et Habitat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2023	5 707	350	982	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2025	5 250	1 200	2 164	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	2016	2025	12 000	1 300	34 700	500	1 300	500	500	0	500	400	400	1 300	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2024	5 000	378	4 024	178	378	178	178	0	178	200	0	378	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2023	2 700	255	255	255	255	255	255	0	255	0	0	255	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2025	3 900	1 200	2 815	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2024	10 000	3 200	5 460	1 200	3 200	1 200	1 200	0	1 200	2 000	0	3 200	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2025	16 948	120	344	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2025	1 900	1 020	728	320	1 020	320	320	0	320	350	350	1 020	0	0	0	0	



SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Urbanisme et Habitat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2025	380	280	80	80	280	80	80	0	80	100	100	280	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				63 785	9 303	51 552	3 803	9 303	3 803	3 803	0	3 803	3 850	1 650	9 303	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Transport / Stockage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2025	4 511	0	2 900	180	1 380	180	180	0	180	500	700	1 380	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2024	2 267	1 150	3 555	270	620	270	270	0	270	350	0	620	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2026	2 500	2 500	2 500	500	2 280	500	500	0	500	780	1 000	2 280	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2026	7 500	7 500	7 500	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2025	2 500	2 500	2 500	270	2 500	270	270	0	270	1 000	1 230	2 500	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>19 278</b>	<b>13 650</b>	<b>18 955</b>	<b>2 220</b>	<b>11 780</b>	<b>2 220</b>	<b>2 220</b>	<b>0</b>	<b>2 220</b>	<b>4 630</b>	<b>4 930</b>	<b>11 780</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Emploi / Travail								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2023	3 549	150	467	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2023	1 393	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	26 205	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	F.I.D.A
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2023	1 750	327	1 178	327	327	327	327	0	327	0	0	327	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2023	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2025	2 750	2 500	5 601	1 200	2 500	1 200	1 200	0	1 200	1 300	0	2 500	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2023	8 555	100	118	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL ( REGION SIKASSO)	2022	2026	2 500	900	332	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2025	770	715	215	215	715	215	215	0	215	250	250	715	0	0	0	0	



TOTAL SOUS-SECTEUR	54 017	4 942	8 161	2 542	4 942	2 542	2 542	0	2 542	1 850	550	4 942	0	0	0	0
--------------------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	---	-------	-------	-----	-------	---	---	---	---



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2025	10 000	1 800	7 742	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2024	2 328	400	2 285	400	456	400	400	0	400	56	0	456	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2023	1 400	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2025	17 731	3 400	10 730	1 000	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 200	1 200	3 400	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	2009	2023	5 315	0	2 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2022	954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2023	5 000	300	1 733	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2025	9 000	3 000	8 000	1 500	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 000	500	3 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2024	5 825	1 000	1 650	900	1 000	900	900	0	900	100	0	1 000	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2023	4 000	230	230	230	230	230	230	0	230	0	0	230	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2024	958	300	160	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2025	1 750	750	1 100	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2024	900	300	160	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2025	1 781	0	1 120	255	755	255	255	0	255	300	200	755	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2024	2 800	470	1 593	170	470	170	170	0	170	300	0	470	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2025	10 000	0	13 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2025	2 424	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	300	300	1 200	0	0	0	0	





SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Education / Formation									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	2021	2022	415	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2025	1 300	900	2 600	320	900	320	320	0	320	350	230	900	0	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2025	3 000	3 000	9 000	720	3 000	720	720	0	720	1 000	1 280	3 000	0	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2025	2 520	2 500	5 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2023	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2025	2 525	2 500	4 000	450	2 000	450	450	0	450	700	850	2 000	0	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2022	600	0	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1000 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2025	2 000	2 000	2 000	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				108 276	24 425	76 128	11 470	30 736	11 470	11 470	0	11 470	10 156	9 110	30 736	0	0	0	0	0	0



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	2007	2025	2 717	900	660	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2025	2 745	900	1 370	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	2006	2025	3 993	600	835	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	2004	2025	3 776	600	730	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2025	4 000	450	720	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2023	974	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2024	2 405	360	181	160	360	160	160	0	160	200	0	360	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	2010	2023	1 047	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2024	2 335	400	1 700	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2025	3 815	1 000	2 000	300	1 000	300	300	0	300	400	300	1 000	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2024	50 000	2 400	1 400	1 400	3 900	2 900	2 900	0	1 400	1 000	0	2 400	1 500	0	0	1 500	BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2025	13 650	1 000	4 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2023	23 428	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0 BM
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2025	30 653	7 000	24 150	4 000	7 000	4 000	4 000	0	4 000	3 000	0	7 000	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2023	1 149	0	472	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2025	75 000	14 500	57 204	9 500	14 500	9 500	9 500	0	9 500	5 000	0	14 500	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2025	1 150	750	525	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2024	4 000	0	420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2022	1 200	0	510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2024	4 000	0	420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2024	4 000	0	420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2024	4 000	0	420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2024	4 000	0	420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2025	41 000	600	447	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	0
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2025	1 250	810	573	280	810	280	280	0	280	280	250	810	0	0	0	0	0
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	2021	2022	1 200	0	465	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2022	1 200	0	465	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales									
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	2021	2022	1 200	0	455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	2021	2022	1 200	0	465	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	2021	2022	1 200	0	465	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	495	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	2021	2022	1 200	0	455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	2021	2022	1 200	0	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	2021	2022	1 200	0	465	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2026	5 000	5 000	10 000	600	3 000	600	600	0	600	1 000	1 400	3 000	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2025	1 215	1 200	2 400	200	1 200	200	200	0	200	400	600	1 200	0	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2024	820	800	1 600	250	800	250	250	0	250	550	0	800	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPD	2022	2024	760	750	1 500	300	750	300	300	0	300	450	0	750	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2025	1 500	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>306 382</b>	<b>41 970</b>	<b>120 207</b>	<b>20 240</b>	<b>41 470</b>	<b>21 740</b>	<b>21 740</b>	<b>0</b>	<b>20 240</b>	<b>15 080</b>	<b>4 650</b>	<b>39 970</b>	<b>1 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 500</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Culture / Art / Sport								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2024	10 000	800	6 425	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2024	3 500	810	340	340	810	340	340	0	340	470	0	810	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2025	5 900	2 000	6 610	350	2 000	350	350	0	350	750	900	2 000	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2025	4 000	2 500	5 000	900	2 500	900	900	0	900	700	900	2 500	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2024	1 800	525	425	425	525	425	425	0	425	100	0	525	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2023	3 800	170	3 963	170	170	170	170	0	170	0	0	170	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2022	3 048	0	2 583	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2024	600	185	341	85	185	85	85	0	85	100	0	185	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2025	8 700	2 000	2 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Culture / Art / Sport								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2026	4 800	5 000	6 630	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2024	650	372	297	297	372	297	297	0	297	75	0	372	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2025	1 035	1 000	2 000	340	1 000	340	340	0	340	360	300	1 000	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2024	510	500	1 000	229	500	229	229	0	229	271	0	500	0	0	0	0	
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	2023	2025	4 000	4 000	4 000	800	4 000	800	800	0	800	1 200	2 000	4 000	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2026	5 000	5 000	5 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	2023	2026	2 500	2 500	2 500	500	2 300	500	500	0	500	800	1 000	2 300	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				59 843	27 362	49 114	7 736	25 662	7 736	7 736	0	7 736	8 826	9 100	25 662	0	0	0	0	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Information								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2025	2 750	675	1 844	225	675	225	225	0	225	225	225	675	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2025	3 500	2 000	3 952	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2023	750	275	292	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	2022	2023	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
<b>TOTAL SOUS-SECTEUR</b>				<b>7 200</b>	<b>3 150</b>	<b>6 288</b>	<b>1 400</b>	<b>3 150</b>	<b>1 400</b>	<b>1 400</b>	<b>0</b>	<b>1 400</b>	<b>925</b>	<b>825</b>	<b>3 150</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2023	1 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2025	1 373	600	896	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2025	1 750	427	1 279	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2025	1 250	350	992	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2025	1 100	310	697	110	310	110	110	0	110	100	100	310	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2025	1 664	300	804	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2022	1 700	0	1 164	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2025	1 400	290	678	90	290	90	90	0	90	100	100	290	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2025	1 800	302	1 335	102	302	102	102	0	102	100	100	302	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2025	1 000	400	657	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2025	1 113	360	865	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2025	1 384	427	786	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2025	2 000	359	1 500	119	359	119	119	0	119	120	120	359	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2025	5 200	1 200	3 041	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2025	4 261	1 400	2 271	450	1 400	450	450	0	450	475	475	1 400	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2025	4 400	1 200	2 193	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2025	1 200	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2024	2 170	227	1 671	127	227	127	127	0	127	100	0	227	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2025	1 636	450	973	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2025	1 974	750	1 328	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2025	20 000	12 980	11 241	3 480	12 980	3 480	3 480	0	3 480	4 500	5 000	12 980	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2022	50 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2023	1 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2022	371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2024	3 230	580	1 958	280	580	280	280	0	280	300	0	580	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2024	833	200	609	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2025	1 189	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2025	3 200	1 200	2 543	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2025	2 000	900	993	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2023	625	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2025	3 370	1 500	1 989	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2025	877	450	474	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2025	8 500	2 900	5 890	900	2 900	900	900	0	900	1 000	1 000	2 900	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2025	2 500	850	1 672	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2024	900	600	478	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2025	1 090	430	731	150	430	150	150	0	150	140	140	430	0	0	0	0	



SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Administration / Plan et Finances								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2025	10 878	712	4 276	212	2 491	1 991	0	1 991	212	250	250	712	1 779	0	0	1 779	BAD
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2025	750	427	289	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2025	900	450	487	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2025	675	400	166	150	400	150	150	0	150	150	100	400	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2025	1 000	550	406	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	2021	2022	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3387	FONDS D'ETUDES APEX	2023	2025	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				155 646	36 358	58 409	11 898	38 137	13 677	11 586	2 091	11 898	12 455	12 005	36 358	1 779	0	0	1 779	
TOTAL GENERAL				5 128 259	1 072 634	2 596 848	225 300	1 280 522	390 300	388 209	2 091	225 300	258 178	261 107	744 585	165 000	236 239	134 698	535 937	

## **Annexe 2**

**Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement**



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE ANSE	2019	2025	87 464	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2024	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	2021	2022	4 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	2023	2025	2 000	2 000	2 000	900	2 000	900	900	0	900	800	300	2 000	0	0	0	0	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2023	2023	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>99 559</b>	<b>8 150</b>	<b>4 150</b>	<b>3 050</b>	<b>8 150</b>	<b>3 050</b>	<b>3 050</b>	<b>0</b>	<b>3 050</b>	<b>2 800</b>	<b>2 300</b>	<b>8 150</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		PRIMATURE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2024	900	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2023	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2023	800	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2023	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 650	1 100	800	800	1 100	800	800	0	800	300	0	1 100	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		COUR CONSTITUTIONNELLE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2021	2022	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

<i>MINISTERE</i>		<i>COUR SUPREME</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/CC	2016	2025	4 900	4 900	4 900	1 000	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 500	3 500	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				4 900	4 900	4 900	1 000	3 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 500	3 500	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

<i>MINISTERE</i>		<i>CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</i>																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2022	1 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL MINISTERE</b>				1 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2025	20 000	4 005	1 105	1 105	4 005	1 105	1 105	0	1 105	1 400	1 500	4 005	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2022	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	2023	2024	754	754	754	255	754	255	255	0	255	499	0	754	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2025	2 190	2 000	2 000	510	2 000	510	510	0	510	800	690	2 000	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2025	1 750	427	127	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>27 694</b>	<b>7 186</b>	<b>3 986</b>	<b>1 997</b>	<b>7 186</b>	<b>1 997</b>	<b>1 997</b>	<b>0</b>	<b>1 997</b>	<b>2 849</b>	<b>2 340</b>	<b>7 186</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2025	1 200	955	255	255	955	255	255	0	255	300	400	955	0	0	0	0	
3371	APPUI INVESTISSEMENTS DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS ORIGINE	2023	2025	770	715	215	215	715	215	215	0	215	250	250	715	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2023	1 400	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2023	1 750	327	327	327	327	327	327	0	327	0	0	327	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>5 120</b>	<b>2 072</b>	<b>872</b>	<b>872</b>	<b>2 072</b>	<b>872</b>	<b>872</b>	<b>0</b>	<b>872</b>	<b>550</b>	<b>650</b>	<b>2 072</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

<i>MINISTERE</i>		<i>MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2025	720	550	200	200	550	200	200	0	200	200	150	550	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>720</b>	<b>550</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>550</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>0</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>150</b>	<b>550</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2022	13 106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2022	1 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2022	2 095	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>16 901</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

<i>MINISTERE</i>		<i>OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3394	CONSTRUCTION SIEGE OCLEI	2023	2023	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2025	15 500	0	0	0	6 705	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	2 576	1 629	6 705	BM
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>15 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 705</b>	<b>2 500</b>	<b>2 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 500</b>	<b>2 576</b>	<b>1 629</b>	<b>6 705</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE)	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CREED	2016	2025	1 974	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER/ UAS	2016	2025	2 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2025	3 370	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2025	877	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2025	8 500	2 900	900	900	2 900	900	900	0	900	1 000	1 000	2 900	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2025	2 500	850	250	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2025	1 781	0	0	255	755	255	255	0	255	300	200	755	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2025	1 090	430	150	150	430	150	150	0	150	140	140	430	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2025	900	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2025	1 500	855	255	255	855	255	255	0	255	300	300	855	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2025	675	400	150	150	400	150	150	0	150	150	100	400	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2025	1 000	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	2023	2025	470	470	170	170	470	170	170	0	170	150	150	470	0	0	0	0	
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	2023	2025	40 000	427	127	127	37 927	2 627	2 627	0	127	150	150	427	2 500	15 000	20 000	37 500	B.M.
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	2023	2025	10 000	10 000	10 000	1 700	5 700	1 700	1 700	0	1 700	2 000	2 000	5 700	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2025	1 450	562	212	212	562	212	212	0	212	200	150	562	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2025	1 189	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNCF	2021	2025	15 000	15 000	15 000	850	9 850	850	850	0	850	3 000	6 000	9 850	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE) 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2024	2 700	555	255	255	555	255	255	0	255	300	0	555	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2025	2 974	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQU IPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2024	9 000	825	425	425	825	425	425	0	425	400	0	825	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2025	4 000	1 140	340	340	1 140	340	340	0	340	400	400	1 140	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2024	4 100	710	510	510	710	510	510	0	510	200	0	710	0	0	0	0	
3378	CONSTRUCTION SALLES ARCHIVES DNTCP	2023	2025	2 000	2 000	2 000	510	2 000	510	510	0	510	900	590	2 000	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2025	750	427	127	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2025	11 000	1 140	340	340	1 140	340	340	0	340	400	400	1 140	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2025	1 636	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2731	FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS	2014	2025	20 000	12 980	3 480	3 480	12 980	3 480	3 480	0	3 480	4 500	5 000	12 980	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2024	833	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2025	2 701	990	340	340	990	340	340	0	340	350	300	990	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2025	3 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2024	750	505	255	255	505	255	255	0	255	250	0	505	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2023	600	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
1949	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOTEL DU PLAN	2003	2022	8 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2025	1 373	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2025	1 200	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	2017	2022	17 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2024	50 000	2 400	1 400	1 400	3 900	2 900	2 900	0	1 400	1 000	0	2 400	1 500	0	0	1 500	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2022	50 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2022	1 504	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2025	1 750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	0
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2025	1 000	342	102	102	342	102	102	0	102	120	120	342	0	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2023	625	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	0
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2024	4 500	0	0	200	450	200	200	0	200	250	0	450	0	0	0	0	0
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	2021	2022	900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2025	4 000	4 000	4 000	850	2 850	850	850	0	850	1 000	1 000	2 850	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2025	10 878	712	212	212	2 491	1 991	0	1 991	212	250	250	712	1 779	0	0	1 779	BAD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2025	2 766	1 600	400	400	1 600	400	400	0	400	500	700	1 600	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2025	4 261	1 400	450	450	1 400	450	450	0	450	475	475	1 400	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2025	4 400	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2024	6 300	850	850	850	1 700	850	850	0	850	850	0	1 700	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2022	371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2024	4 595	0	0	425	1 350	425	425	0	425	925	0	1 350	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>336 826</b>	<b>75 474</b>	<b>46 604</b>	<b>20 394</b>	<b>109 058</b>	<b>26 173</b>	<b>24 182</b>	<b>1 991</b>	<b>20 394</b>	<b>24 560</b>	<b>23 325</b>	<b>68 279</b>	<b>5 779</b>	<b>15 000</b>	<b>20 000</b>	<b>40 779</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	2015	2023	3 050	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2025	10 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>13 050</b>	<b>2 100</b>	<b>900</b>	<b>900</b>	<b>2 100</b>	<b>900</b>	<b>900</b>	<b>0</b>	<b>900</b>	<b>600</b>	<b>600</b>	<b>2 100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE																		
RNP	INITITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2025	2 424	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	300	300	1 200	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2025	3 000	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	900	1 100	2 500	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2025	2 750	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	600	900	2 000	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL ( REGION SIKASSO)	2022	2026	2 500	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2023	3 549	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2023	6 545	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2025	2 750	2 500	2 500	1 200	2 500	1 200	1 200	0	1 200	1 300	0	2 500	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	26 205	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	F.I.D.A
TOTAL MINISTERE				49 723	9 400	8 200	3 400	9 400	3 400	3 400	0	3 400	3 400	2 600	9 400	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2023	1 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>1 800</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2024	14 235	600	400	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2024	13 303	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2025	7 700	900	400	400	900	400	400	0	400	300	200	900	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2025	6 325	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2025	6 000	1 600	400	400	1 600	400	400	0	400	600	600	1 600	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2025	3 000	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2025	10 000	2 900	1 000	1 000	2 900	1 000	1 000	0	1 000	1 000	900	2 900	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2025	5 000	1 950	650	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2025	10 000	2 700	1 000	1 000	2 700	1 000	1 000	0	1 000	900	800	2 700	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2025	6 300	2 700	1 000	1 000	2 700	1 000	1 000	0	1 000	900	800	2 700	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2025	4 000	1 500	1 500	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2025	4 000	1 500	1 500	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2025	4 600	1 500	1 500	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2025	4 000	1 500	1 500	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2025	4 600	1 500	1 500	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2025	4 600	1 500	1 500	900	1 500	900	900	0	900	600	0	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2025	6 800	5 000	5 000	600	4 000	600	600	0	600	1 300	2 100	4 000	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2024	10 000	3 200	1 200	1 200	3 200	1 200	1 200	0	1 200	2 000	0	3 200	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2025	4 000	1 500	1 500	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2025	5 000	1 950	650	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	2022	2025	2 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRITORIALES	2016	2025	5 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	2023	2025	2 500	2 500	2 500	2 300	2 500	2 300	2 300	0	2 300	200	0	2 500	0	0	0	0	
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	2023	2025	8 100	8 100	8 100	1 500	5 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	2 000	5 000	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2025	6 000	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2025	1 250	350	150	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2025	4 000	1 500	1 500	600	1 500	600	600	0	600	600	300	1 500	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 050	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0		
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE KOULIKORO	2021	2023	9 183	0	0	0	918	918	918	0	0	0	0	0	918	0	0	0	918	Belgique
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2025	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0		
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>194 646</b>	<b>61 200</b>	<b>39 500</b>	<b>21 400</b>	<b>58 018</b>	<b>22 318</b>	<b>22 318</b>	<b>0</b>	<b>21 400</b>	<b>20 050</b>	<b>15 650</b>	<b>57 100</b>	<b>918</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>918</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTES ET DES COUTUMES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2023	250	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTES	2022	2023	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>400</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EML PROM INVEST PRI	2009	2025	2 000	359	119	119	359	119	119	0	119	120	120	359	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2023	600	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2023	1 300	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2023	1 559	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2025	1 900	1 200	1 200	300	1 200	300	300	0	300	400	500	1 200	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2023	2 500	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2025	6 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2023	600	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2025	22 822	1 580	680	680	2 355	1 255	1 255	0	680	600	300	1 580	575	100	100	775	PNUD



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2023	2 000	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2023	1 200	170	170	170	170	170	170	0	170	0	0	170	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2024	2 170	227	127	127	227	127	127	0	127	100	0	227	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2025	4 200	1 140	340	340	1 140	340	340	0	340	400	400	1 140	0	0	0	0	
3387	FONDS D'ETUDES APEX	2023	2025	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2025	2 000	755	255	255	755	255	255	0	255	250	250	755	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2025	800	570	170	170	570	170	170	0	170	200	200	570	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>52 251</b>	<b>7 379</b>	<b>4 039</b>	<b>3 139</b>	<b>8 154</b>	<b>3 714</b>	<b>3 714</b>	<b>0</b>	<b>3 139</b>	<b>2 270</b>	<b>1 970</b>	<b>7 379</b>	<b>575</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>775</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2025	17 731	3 400	1 000	1 000	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 200	1 200	3 400	0	0	0	0	
2650	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2023	5 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2024	958	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2024	900	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2025	2 700	2 200	2 200	500	2 200	500	500	0	500	700	1 000	2 200	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2025	1 000	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>41 739</b>	<b>6 900</b>	<b>4 000</b>	<b>2 300</b>	<b>6 900</b>	<b>2 300</b>	<b>2 300</b>	<b>0</b>	<b>2 300</b>	<b>2 300</b>	<b>2 300</b>	<b>6 900</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE  
(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2024	2 328	400	400	400	456	400	400	0	400	56	0	456	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITAIRE SEGOU	2009	2023	5 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2025	9 000	3 000	3 000	1 500	3 000	1 500	1 500	0	1 500	1 000	500	3 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2024	5 825	1 000	1 000	900	1 000	900	900	0	900	100	0	1 000	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2023	4 000	230	230	230	230	230	230	0	230	0	0	230	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2025	10 000	0	0	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	2021	2022	415	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2022	954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2023	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2025	1 300	900	900	320	900	320	320	0	320	350	230	900	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2025	2 520	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2025	2 525	2 500	2 500	450	2 000	450	450	0	450	700	850	2 000	0	0	0	0	
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1000 PLACES ET 500 PLACES FSEG / USSGB	2023	2025	2 000	2 000	2 000	600	2 000	600	600	0	600	700	700	2 000	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2022	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				47 082	12 830	12 830	7 200	18 386	7 200	7 200	0	7 200	5 906	5 280	18 386	0	0	0	0	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2024	600	185	85	85	185	85	85	0	85	100	0	185	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2024	650	372	297	297	372	297	297	0	297	75	0	372	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2024	510	500	500	229	500	229	229	0	229	271	0	500	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2023	3 800	170	170	170	170	170	170	0	170	0	0	170	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2023	1 100	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2023	9 000	425	425	425	425	425	425	0	425	0	0	425	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2025	1 664	300	100	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2023	768	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2024	2 800	470	170	170	470	170	170	0	170	300	0	470	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2025	1 035	1 000	1 000	340	1 000	340	340	0	340	360	300	1 000	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2024	1 800	525	425	425	525	425	425	0	425	100	0	525	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2024	3 500	810	340	340	810	340	340	0	340	470	0	810	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2023	2 000	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2024	2 700	857	467	467	857	467	467	0	467	390	0	857	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>31 927</b>	<b>5 911</b>	<b>4 276</b>	<b>3 345</b>	<b>5 911</b>	<b>3 345</b>	<b>3 245</b>	<b>100</b>	<b>3 345</b>	<b>2 166</b>	<b>400</b>	<b>5 911</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3377	CONSTRUCTION EQUIPEMENT STADE DE KATI	2023	2025	4 000	4 000	4 000	800	4 000	800	800	0	800	1 200	2 000	4 000	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2024	10 000	800	800	800	800	800	800	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2025	4 000	2 500	2 500	900	2 500	900	900	0	900	700	900	2 500	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2024	4 200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2022	3 048	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODIBO KEITA (PHASE 2)	2008	2025	5 900	2 000	2 000	350	2 000	350	350	0	350	750	900	2 000	0	0	0	0	
3390	REHABILITATION EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	2023	2026	2 500	2 500	2 500	500	2 300	500	500	0	500	800	1 000	2 300	0	0	0	0	
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	2023	2026	5 000	5 000	5 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2025	8 700	2 000	2 000	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2026	4 800	5 000	5 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>52 148</b>	<b>24 000</b>	<b>24 000</b>	<b>6 050</b>	<b>22 300</b>	<b>6 050</b>	<b>6 050</b>	<b>0</b>	<b>6 050</b>	<b>7 450</b>	<b>8 800</b>	<b>22 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2025	1 150	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2023	2 000	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2025	2 750	0	0	500	2 100	500	500	0	500	700	900	2 100	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	2023	2025	900	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2023	8 555	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2025	41 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSSES	2022	2024	760	750	750	300	750	300	300	0	300	450	0	750	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2025	3 815	1 000	1 000	300	1 000	300	300	0	300	400	300	1 000	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2025	30 653	7 000	7 000	4 000	7 000	4 000	4 000	0	4 000	3 000	0	7 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2025	75 000	14 500	14 500	9 500	14 500	9 500	9 500	0	9 500	5 000	0	14 500	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2025	1 113	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	2022	2024	600	644	422	200	422	200	200	0	200	222	0	422	0	0	0	0	0	
2061	REHABILITATION EXTENSION IOTA	2007	2025	2 717	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2024	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2024	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2024	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2024	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2215	REHABILITATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2025	4 000	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2024	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2212	REHABILITATION EXTENSION HPG	2006	2025	3 993	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2214	REHABILITATION EXTENSION. HGT	2004	2025	3 776	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2026	5 000	5 000	5 000	600	3 000	600	600	0	600	1 000	1 400	3 000	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2024	2 335	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2025	13 650	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2023	1 149	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	2023	2025	1 500	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2025	1 215	1 200	1 200	200	1 200	200	200	0	200	400	600	1 200	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2024	820	800	800	250	800	250	250	0	250	550	0	800	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2025	5 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>245 651</b>	<b>40 404</b>	<b>34 742</b>	<b>19 420</b>	<b>40 282</b>	<b>19 420</b>	<b>19 420</b>	<b>0</b>	<b>19 420</b>	<b>15 042</b>	<b>5 820</b>	<b>40 282</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2023	1 393	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2025	1 575	1 275	1 275	240	1 275	240	240	0	240	435	600	1 275	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2023	2 104	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAIN DES FEMMES	2010	2023	1 047	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2023	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2023	974	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUJONNIERE BAMAKO	2014	2024	1 892	360	160	160	360	160	160	0	160	200	0	360	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2023	4 900	100	100	100	793	793	793	0	100	0	0	100	693	0	0	693	B.A.D
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2023	1 291	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	





<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE</i>																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2024	2 405	360	160	160	360	160	160	0	160	200	0	360	0	0	0	0		
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>18 665</b>	<b>2 745</b>	<b>2 345</b>	<b>1 310</b>	<b>3 438</b>	<b>2 003</b>	<b>2 003</b>	<b>0</b>	<b>1 310</b>	<b>835</b>	<b>600</b>	<b>2 745</b>	<b>693</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>693</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2025	2 179	945	315	315	945	315	315	0	315	315	315	945	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2025	45 700	3 000	1 000	7 824	34 224	7 824	7 824	0	7 824	10 700	15 700	34 224	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2025	15 000	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	15 000	180	180	180	180	180	180	0	180	0	0	180	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2025	81 300	0	0	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	8 500	8 500	19 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2025	78 500	2 075	750	750	2 075	750	750	0	750	675	650	2 075	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2022	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONIEBA FRE RCI	2016	2023	70 000	0	0	0	3 767	3 767	3 767	0	0	0	0	0	3 767	0	0	3 767	B.A.D UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2022	44 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2025	18 815	0	0	1 500	5 500	1 500	1 500	0	1 500	2 000	2 000	5 500	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2025	28 187	0	0	1 500	7 550	1 500	1 500	0	1 500	3 000	3 050	7 550	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2025	83 000	0	0	15 000	35 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	5 000	35 000	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSE VILLE DE SIKASSO	2018	2024	20 520	0	0	2 500	4 550	2 500	2 500	0	2 500	2 050	0	4 550	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2025	70 400	1 500	700	700	59 550	4 815	4 815	0	700	400	400	1 500	4 115	38 524	15 411	58 050	B.A.D UE
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2025	199 789	0	0	1 500	30 920	6 500	6 500	0	1 500	1 000	1 000	3 500	5 000	16 014	6 406	27 420	BADEA OFID
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2025	37 750	1 850	750	750	12 850	5 750	5 750	0	750	600	500	1 850	5 000	6 000	0	11 000	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2026	70 000	0	0	2 500	19 500	2 500	2 500	0	2 500	7 000	10 000	19 500	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	30 000	30 000	3 000	14 000	3 000	3 000	0	3 000	5 000	6 000	14 000	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2022	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUG OU	2022	2025	34 510	1 700	700	700	29 366	1 700	1 700	0	700	500	500	1 700	1 000	15 000	11 666	27 666	BOAD
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2025	2 500	2 500	2 500	300	1 800	300	300	0	300	700	800	1 800	0	0	0	0	0
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2026	90 000	90 000	90 000	900	21 900	900	900	0	900	8 000	13 000	21 900	0	0	0	0	0
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	2022	2026	34 510	65 000	65 000	750	15 750	750	750	0	750	5 000	10 000	15 750	0	0	0	0	0
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2024	2 500	2 000	2 000	1 850	2 000	1 850	1 850	0	1 850	150	0	2 000	0	0	0	0	0
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2025	10 080	1 500	1 500	750	3 750	2 750	2 750	0	750	500	500	1 750	2 000	0	0	2 000	BOAD
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2026	25 000	25 000	25 000	750	9 750	750	750	0	750	4 000	5 000	9 750	0	0	0	0	0
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2026	82 000	82 000	82 000	1 000	19 000	1 000	1 000	0	1 000	6 000	12 000	19 000	0	0	0	0	0



MINISTÈRE		MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2026	127 000	127 000	127 000	5 000	30 000	5 000	5 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2025	4 918	800	400	400	800	400	400	0	400	200	200	800	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2025	4 511	0	0	180	1 380	180	180	0	180	500	700	1 380	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2024	2 267	1 150	800	270	620	270	270	0	270	350	0	620	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	2021	2025	3 000	2 500	2 500	300	1 600	300	300	0	300	600	700	1 600	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MALIEN EN MAURITANIE	2023	2026	2 500	2 500	2 500	500	2 280	500	500	0	500	780	1 000	2 280	0	0	0	0	
3384	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO CONAKRY KANKAN	2023	2026	7 500	7 500	7 500	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
3385	CONSTRUCTION PARKINGS CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOT	2023	2025	2 500	2 500	2 500	270	2 500	270	270	0	270	1 000	1 230	2 500	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2022	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2022	23 691	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



MINISTERE		MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	2021	2022	1 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2025	1 250	1 000	1 000	100	1 000	100	100	0	100	300	600	1 000	0	0	0	0	0
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2025	1 400	290	90	90	290	90	90	0	90	100	100	290	0	0	0	0	0
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2025	1 960	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	0
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2025	900	800	800	180	800	180	180	0	180	320	300	800	0	0	0	0	0
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2025	2 500	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	0
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2024	970	380	180	180	380	180	180	0	180	200	0	380	0	0	0	0	0
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2025	28 609	2 000	750	750	2 000	750	750	0	750	750	500	2 000	0	0	0	0	0



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES</i>																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2023	1 200	225	225	225	225	225	225	0	225	0	0	225	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>1 491 309</b>	<b>461 995</b>	<b>449 940</b>	<b>55 764</b>	<b>405 902</b>	<b>78 646</b>	<b>78 646</b>	<b>0</b>	<b>55 764</b>	<b>91 090</b>	<b>110 145</b>	<b>256 999</b>	<b>22 882</b>	<b>84 038</b>	<b>41 983</b>	<b>148 903</b>	





**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2025	3 750	345	170	170	345	170	170	0	170	175	0	345	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2024	3 800	370	170	170	370	170	170	0	170	200	0	370	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2022	18 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2025	1 100	310	110	110	310	110	110	0	110	100	100	310	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2024	5 000	378	178	178	378	178	178	0	178	200	0	378	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2023	2 700	255	255	255	255	255	255	0	255	0	0	255	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2023	7 200	221	221	221	921	921	921	0	221	0	0	221	700	0	0	700	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2023	6 229	127	127	127	615	615	615	0	127	0	0	127	488	0	0	488	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2022	900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2024	2 000	320	170	170	320	170	170	0	170	150	0	320	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2023	1 800	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2023	9 700	127	127	127	3 627	3 627	3 627	0	127	0	0	127	3 500	0	0	3 500	B.M.
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2025	1 700	897	297	297	897	297	297	0	297	300	300	897	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2025	2 000	0	0	400	1 237	400	400	0	400	600	237	1 237	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2024	1 567	197	72	72	197	72	72	0	72	125	0	197	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2023	11 983	289	289	289	1 389	1 389	1 389	0	289	0	0	289	1 100	0	0	1 100	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2025	750	427	127	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2025	1 170	570	170	170	570	170	170	0	170	200	200	570	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2025	10 500	5 000	5 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	1 000	5 000	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2024	3 725	135	85	85	752	408	408	0	85	50	0	135	323	294	0	617	FEM
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2025	5 250	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMBOUGOU	2016	2025	12 000	1 300	500	500	1 300	500	500	0	500	400	400	1 300	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2025	3 900	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2025	2 000	0	0	240	1 740	240	240	0	240	600	900	1 740	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2025	1 900	1 020	320	320	1 020	320	320	0	320	350	350	1 020	0	0	0	0	
3393	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	2023	2025	7 000	0	0	0	5 364	1 500	1 500	0	0	0	0	0	1 500	3 220	644	5 364	KfW



<i>MINISTERE</i>		<i>MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</i>																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2022	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				133 924	14 773	9 273	6 913	29 519	14 524	14 524	0	6 913	6 400	4 437	17 750	7 611	3 514	644	11 769		



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2025	45 000	19 000	6 000	6 000	19 000	6 000	6 000	0	6 000	6 500	6 500	19 000	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2022	2 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2023	18 695	0	0	0	414	414	414	0	0	0	0	0	414	0	0	414	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2025	7 800	255	255	255	5 755	2 255	2 255	0	255	0	0	255	2 000	1 700	1 800	5 500	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2025	43 000	1 255	255	255	13 985	6 255	6 255	0	255	500	500	1 255	6 000	5 764	966	12 730	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2025	4 096	236	76	76	2 693	576	576	0	76	80	80	236	500	1 957	0	2 457	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2025	7 216	285	85	85	4 462	3 085	3 085	0	85	100	100	285	3 000	1 177	0	4 177	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2025	195 754	2 280	680	680	13 280	11 680	11 680	0	680	800	800	2 280	11 000	0	0	11 000	Multibaillleurs
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2024	25 000	1 120	560	560	2 020	1 460	1 460	0	560	560	0	1 120	900	0	0	900	B.M.



MINISTERE		MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2025	7 800	1 190	340	340	1 190	340	340	0	340	400	450	1 190	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2025	46 202	5 000	5 000	425	5 000	425	425	0	425	2 000	2 575	5 000	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2024	30 889	0	0	0	1 864	1 700	1 700	0	0	0	0	0	1 700	164	0	1 864	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL AU MALI	2018	2024	13 800	0	0	0	11 440	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	9 440	0	11 440	B.I.D
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2023	75 000	0	0	0	7 469	7 469	7 469	0	0	0	0	0	7 469	0	0	7 469	B.M.
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2025	13 222	320	170	170	7 363	3 492	3 492	0	170	150	0	320	3 322	2 232	1 489	7 043	FAD FAT FEM FONDS VERT CLIMAT UE
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2023	20 000	0	0	0	800	800	800	0	0	0	0	0	800	0	0	800	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2025	3 000	3 000	3 000	720	3 000	720	720	0	720	1 000	1 280	3 000	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2025	90	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	



MINISTÈRE		MINISTÈRE DES MINES, DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOSIE REGION DE TOMBOUCTOU	2023	2025	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2025	3 500	0	0	765	2 265	765	765	0	765	800	700	2 265	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE CENTRALE SOTUBA	2016	2025	26 496	2 300	2 300	850	3 300	1 850	1 850	0	850	1 450	0	2 300	1 000	0	0	1 000	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2023	80 700	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BID
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	3 134	3 134	3 134	0	0	0	0	0	3 134	0	0	3 134	BAD BM
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	2021	2023	30 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2023	17 214	0	0	0	2 134	2 134	2 134	0	0	0	0	0	2 134	0	0	2 134	BAD BM
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2023	3 885	255	255	255	255	255	255	0	255	0	0	255	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2023	30 114	331	331	331	331	331	331	0	331	0	0	331	0	0	0	0	AFD



MINISTÈRE		MINISTÈRE DES MINES, DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2025	3 500	1 100	200	200	1 100	200	200	0	200	400	500	1 100	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2025	11 800	270	170	170	5 491	5 391	5 391	0	170	100	0	270	5 221	0	0	5 221	AFD Fonds Abou Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2022	6 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	9 587	92	42	42	3 519	1 742	1 742	0	42	50	0	92	1 700	1 727	0	3 427	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2026	9 195	1 510	510	510	1 510	510	510	0	510	500	500	1 510	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2025	1 800	302	102	102	302	102	102	0	102	100	100	302	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2025	2 500	1 260	310	310	1 260	310	310	0	310	450	500	1 260	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2025	1 734	428	128	128	428	128	128	0	128	150	150	428	0	0	0	0	
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	2023	2025	2 500	2 500	2 500	320	1 920	320	320	0	320	700	900	1 920	0	0	0	0	





MINISTERE		MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2025	3 140	950	350	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2023	1 980	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	2023	2026	2 500	2 500	2 500	320	1 920	320	320	0	320	700	900	1 920	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2025	167 680	65 000	65 000	5 000	99 393	10 000	10 000	0	5 000	10 000	15 000	30 000	5 000	38 446	25 947	69 393	F.I.D.A
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2025	1 500	528	128	128	528	128	128	0	128	200	200	528	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	2022	2026	750	427	127	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>1 015 817</b>	<b>114 501</b>	<b>91 781</b>	<b>19 881</b>	<b>233 709</b>	<b>80 175</b>	<b>80 175</b>	<b>0</b>	<b>19 881</b>	<b>28 340</b>	<b>32 385</b>	<b>80 606</b>	<b>60 294</b>	<b>62 607</b>	<b>30 202</b>	<b>153 103</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2025	2 750	675	225	225	675	225	225	0	225	225	225	675	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2025	4 038	750	750	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	2021	2022	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2926	CONTRAT PLAN ETAT ONP	2015	2025	3 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2025	3 500	2 000	700	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2023	750	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>14 338</b>	<b>4 600</b>	<b>2 250</b>	<b>1 800</b>	<b>5 150</b>	<b>1 800</b>	<b>1 800</b>	<b>0</b>	<b>1 800</b>	<b>1 725</b>	<b>1 625</b>	<b>5 150</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2025	2 745	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2024	3 230	580	280	280	580	280	280	0	280	300	0	580	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2025	16 500	5 300	1 500	1 500	5 300	1 500	1 500	0	1 500	2 000	1 800	5 300	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2023	23 428	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	0 BM
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2025	1 250	810	280	280	810	280	280	0	280	280	250	810	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2025	3 250	1 000	1 000	800	1 000	800	800	0	800	200	0	1 000	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2024	4 270	1 300	480	480	1 300	480	480	0	480	820	0	1 300	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2025	6 500	2 140	640	640	2 140	640	640	0	640	700	800	2 140	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2023	5 707	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2025	380	280	80	80	280	80	80	0	80	100	100	280	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2023	1 000	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2025	40 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2025	2 110	2 000	2 000	300	2 000	300	300	0	300	1 100	600	2 000	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE REGIONALES CADASTRE	2017	2024	8 000	1 300	1 300	800	1 300	800	800	0	800	500	0	1 300	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2025	1 210	1 200	1 200	280	1 200	280	280	0	280	520	400	1 200	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2025	16 948	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	240	240	240	240	240	240	0	240	0	0	240	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2023	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>162 632</b>	<b>33 120</b>	<b>15 370</b>	<b>12 050</b>	<b>33 120</b>	<b>12 050</b>	<b>12 050</b>	<b>0</b>	<b>12 050</b>	<b>11 820</b>	<b>9 250</b>	<b>33 120</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
**(Les montants sont en millions de CFA)**

MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2025	3 056	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2025	2 350	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2025	4 500	127	127	127	2 420	848	848	0	127	0	0	127	721	762	810	2 293	Norvège
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2023	13 780	212	212	212	212	212	212	0	212	0	0	212	0	0	0	0	BID
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2022	29 575	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2022	27 612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2025	10 500	855	255	255	855	255	255	0	255	300	300	855	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2025	3 605	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2019	2025	2 800	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2025	15 759	2 700	2 700	640	2 700	640	640	0	640	1 000	1 060	2 700	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2016	2025	2 300	880	280	280	880	280	280	0	280	300	300	880	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2023	10 300	96 173	96 173	9 224	9 224	9 224	9 224	0	9 224	0	0	9 224	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2020	2025	2 900	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 860	277	127	127	5 934	5 127	5 127	0	127	150	0	277	5 000	657	0	5 657	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	0	0	0	4 250	0	0	0	0	0	0	0	0	2 125	2 125	4 250	KfW
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	46 923	697	297	297	18 697	10 297	10 297	0	297	400	0	697	10 000	8 000	0	18 000	BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2025	11 221	2 000	2 000	200	1 545	200	200	0	200	600	745	1 545	0	0	0	0	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF ) AU MALI	2019	2024	29 500	277	127	127	11 799	5 888	5 888	0	127	150	0	277	5 761	5 761	0	11 522	Canada Danemark F.I.D.A



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2025	30 000	16 500	5 500	5 500	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2025	3 000	2 700	2 700	320	2 120	320	320	0	320	900	900	2 120	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2025	3 080	0	0	640	2 440	640	640	0	640	800	1 000	2 440	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2025	20 897	370	170	170	15 917	5 622	5 622	0	170	200	0	370	5 452	8 413	1 682	15 547	BID
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2023	1 396	0	0	0	44	44	44	0	0	0	0	0	44	0	0	44	BAD
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2023	2026	4 500	4 500	4 500	520	3 020	520	520	0	520	1 000	1 500	3 020	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2025	122 193	3 200	700	700	3 200	700	700	0	700	1 000	1 500	3 200	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2025	2 100	2 000	2 000	320	1 620	320	320	0	320	600	700	1 620	0	0	0	0	
3302	PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2025	13 445	170	170	170	5 424	1 837	1 837	0	170	0	0	170	1 667	1 750	1 837	5 254	AFD



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GESTA° INTEGRE TERROIRS AU MALI ( MERIT)	2022	2027	31 828	677	127	127	10 952	4 127	4 127	0	127	250	300	677	4 000	4 215	2 060	10 275	F.I.D.A
3366	Programme de Developpement de la Zone Speciale de Transformation Agro- Industrielle des RAZ@gions de Koulikoro et PAZ@ri-Urbaine de Bamako (PDZSTA-KB)	2023	2025	8 600	577	127	127	6 822	1 427	1 427	0	127	200	250	577	1 300	2 520	2 425	6 245	BAD
3391	Nouveau projet ACTION (Kayes, Koulikoro, Dioila, et Pays Dogon)	2023	2025	17 000	0	0	0	8 634	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	3 817	3 817	8 634	Canada
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP MALI).	2023	2025	33 400	0	0	0	19 430	2 500	2 500	0	0	0	0	0	2 500	8 193	8 737	19 430	B.M.
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2003	2022	1 698	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2022	7 553	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2025	9 000	855	255	255	855	255	255	0	255	300	300	855	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	35 658	662	212	212	22 662	6 212	6 212	0	212	225	225	662	6 000	8 000	8 000	22 000	B.M.
3368	Projet d'appui à la conservation et la diffusion des bétails ruminants endémiques dans la zone sud du Mali	2023	2025	500	477	127	127	477	127	127	0	127	150	200	477	0	0	0	0	





MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2023	14 000	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2024	5 248	0	0	0	2 121	1 555	1 555	0	0	0	0	0	1 555	566	0	2 121	UE
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2023	12 565	212	212	212	212	212	212	0	212	0	0	212	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2023	24 945	40	40	40	40	40	40	0	40	0	0	40	0	0	0	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2023	31 294	127	127	127	127	127	127	0	127	0	0	127	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2025	2 150	800	200	200	800	200	200	0	200	300	300	800	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2024	33 667	0	0	0	8 063	6 261	6 261	0	0	0	0	0	6 261	1 802	0	8 063	B.M.
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2025	34 109	0	0	0	22 366	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	10 495	7 871	22 366	KfW



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																			
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2024	4 592	0	0	0	289	0	0	0	0	0	0	0	0	289	0	289	0	AFD
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	0	0	0	6 697	6 697	6 697	0	0	0	0	0	6 697	0	0	6 697	0	BOAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2025	44 551	2 130	680	680	2 130	680	680	0	680	700	750	2 130	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2022	13 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	2021	2022	1 165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	UE
3300	PROJET INITIATIVE IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2025	2 501	0	0	0	1 996	555	555	0	0	0	0	0	555	665	776	1 996	0	ESPAGNE
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	2023	2025	6 200	6 200	1 700	1 700	6 200	1 700	1 700	0	1 700	2 000	2 500	6 200	0	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
RNP	INTITULE DU PROJET	Période		Cout Total	Estimat 2023	Eng.(AE). 2023	Eng.(AE) Conso.	AUTO. Prog (AP)	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
		Déb	Fin						Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2025	2 000	0	0	1 400	3 000	1 400	1 400	0	1 400	1 000	600	3 000	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2025	750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	2021	2022	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2023	350	280	280	280	280	280	280	0	280	0	0	280	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2025	1 384	427	127	127	427	127	127	0	127	150	150	427	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2025	5 000	1 183	383	383	1 183	383	383	0	383	400	400	1 183	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2025	4 000	1 000	1 000	320	1 020	320	320	0	320	350	350	1 020	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2023	7 870	34	34	34	34	34	34	0	34	0	0	34	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2025	1 150	720	170	170	720	170	170	0	170	250	300	720	0	0	0	0	



MINISTERE		MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2025	1 459	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2025	8 000	0	0	960	4 460	960	960	0	960	1 500	2 000	4 460	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2025	2 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	12 000	12 000	1 200	8 200	1 200	1 200	0	1 200	3 000	4 000	8 200	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2025	2 805	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2025	800	570	170	170	570	170	170	0	170	200	200	570	0	0	0	0	
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	2019	2021	11 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				<b>1 034 768</b>	<b>170 644</b>	<b>138 744</b>	<b>31 415</b>	<b>257 603</b>	<b>93 928</b>	<b>93 928</b>	<b>0</b>	<b>31 415</b>	<b>26 525</b>	<b>28 980</b>	<b>86 920</b>	<b>62 513</b>	<b>68 030</b>	<b>40 140</b>	<b>170 683</b>	



**PTI 2023 - 2025**

**PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE**  
*(Les montants sont en millions de CFA)*

MINISTERE		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2023			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR					
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2023	2023	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres dépenses	2023	2024	2025	Total	2023	2024	2025	Total	Sources	
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2024	4 264	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT AU MALI	2020	2024	7 000	100	100	100	1 709	1 335	1 335	0	100	0	0	100	1 235	374	0	1 609	Italie	
<b>TOTAL MINISTERE</b>				14 069	100	100	100	1 709	1 335	1 335	0	100	0	0	100	1 235	374	0	1 609		
<b>ENSEMBLE MINISTERES</b>				5 128 259	1 072 634	904 402	225 300	1 280 522	390 300	388 209	2 091	225 300	258 178	261 107	744 585	165 000	236 239	134 698	535 937		

**ETAT L**

**RESTES A PAYER**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

-----  
**DIRECTION NATIONALE DE LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**



**ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX RESTES A  
PAYER 2023 DE L'ETAT ET DES AUTORISATIONS  
D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENTS  
(AE/CP) 2023-2025**

**Septembre 2022**

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>Sigle</b>	<b>Définition</b>
<b>AE/CP</b>	Autorisation d'Engagement/Crédit de Paiement
<b>BSI</b>	Budget Spécial d'Investissement
<b>CADD</b>	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
<b>CFA</b>	Communauté Française d'Afrique
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne de Développement Textile
<b>CPS</b>	Cellule de Planification et de Statistique
<b>CREDD</b>	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement
<b>CT/CSLP</b>	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGCC</b>	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
<b>DFM</b>	Direction des Finances et du Matériel
<b>DNTTMF</b>	Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux
<b>DNEF</b>	Direction Nationale des Eaux et Forêts
<b>DNPD</b>	Direction Nationale de la Planification du Développement
<b>DRH</b>	Direction des Ressources Humaines
<b>DRPSIAP</b>	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>PAG</b>	Plan d'Action du Gouvernement
<b>PRED</b>	Plan pour la relance durable du Mali
<b>PREM</b>	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>PTI</b>	Programme Triennal d'Investissement
<b>SIGIP</b>	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



## **INTRODUCTION**

En vue d'améliorer et d'harmoniser les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, l'UEMOA a pris la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA portant loi de finances.

Cette directive a été transposée dans la réglementation nationale du Mali à travers la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances. A cet effet, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de 2018.

Elle introduit plusieurs innovations dans la préparation, l'exécution et le suivi des lois de finances, dont la programmation pluriannuelle des dépenses. L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP (Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement), lors de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissement. Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire des investissements.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer durant l'année (pour les dépenses d'investissement) et l'enveloppe de Crédits de Paiement (CP) est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

Ainsi, l'année 2023 marque la sixième année de préparation et d'exécution du Budget d'Etat en mode programmes.

## **I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNEXE BUDGETAIRE DES ENGAGEMENTS**

### **I.1. Définitions des concepts**

Aux termes de l'article 16 de la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, les crédits ouverts par la loi de finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement, pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Les concepts ci-après sont définis comme suit :

- les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances.

Pour les opérations d'investissement directement exécutée par l'État, l'AE couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction (**Article 17**) ;

- les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice (**Article 18**).

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduit par le fait qu'aucun crédit ne peut être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

## **I.2. Méthode de calcul des Restes à payer 2023 de l'Etat et de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2023-2025**

### **I.2.1. Méthode de calcul des Restes à payer 2023 de l'Etat**

Les restes à payer 2023 au titre des Engagements de l'Etat ont été calculés pour les projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution ayant fait l'objet de marchés (devant se poursuivre au-delà de 2022) à partir de l'annexe AE-CP 2023-2025, comme suit :

**Reste à payer** = Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert - Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) - CP révisé de 2022.

### **I.2.2. Modalités de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2023-2025**

Le principe de la programmation/budgétisation des dépenses investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des marchés pluriannuels**

La budgétisation se fait en mode AE différent des CP ( $AE \neq CP$ ) pour les contrats (marchés pluriannuels) sur financement du Budget National.

AE = Montant total du marché

L'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer au cours de l'année.

CP = Dotations pluriannuelles pour couvrir l'AE

L'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté<sup>1</sup>**

La budgétisation des Contreparties des Projets/Programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des Contrats de performance (Contrat plan) entre l'Etat et les Organismes personnalisés se fait, pour l'instant, en mode AE égal au CP (AE = CP) sur la base des dotations annuelles (pour des questions de prudence et de gestion du niveau de consommation des crédits).

La budgétisation des Projets/Programmes de souveraineté se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2023-2025 a été élaborée sur la base des informations issues des rapports de la 22<sup>ème</sup> Revue des Projets et Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2021 et des projets du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2023-2025 et de Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2023.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2022 en financement intérieur et extérieur ;
- la programmation des Autorisations d'Engagement et des Crédits de Paiement des Projets et Programmes d'investissement public sur la période 2023-2025.

Au cours des travaux d'élaboration de l'Annexe AE/CP, les Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants) et des Institutions clôturés au 31 décembre 2021, en exécution en 2022 et ceux se poursuivant ou devant démarrer à partir de 2023 ont été passés en revue.

## **II- PRESENTATION DE L'ANNEXE AE/CP 2023-2025**

Les Autorisations d'Engagement (AE) concernent uniquement les dépenses du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement intérieur, du fait que l'exécution des Crédits de Paiement (CP) relatifs au financement extérieur s'effectue suivant les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

### **2.1. Situation des Restes à payer 2023**

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'Etat dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2023-2025 des Projets/Programmes d'investissement public des départements sectoriels répertoriés dans le BSI est estimé globalement à **312,663 milliards** de FCFA (cf. tableau ci-dessous).

---

<sup>1</sup> Projets n'ayant pas fait l'objet d'engagement et strictement financés par les ressources internes.

**Tableau 1** : Situation des restes à payer par Ministère/Institution

Ministères	Source de financement	Reste à payer 2023
Ministère des Transports et des Infrastructures	Etat	205 537 013 280
Ministère du Développement Rural	Etat	13 736 241 621
Ministère de l'Economie et des Finances	Etat	3 060 000 000
Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	Etat	34 582 000 000
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	Etat	2 729 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Etat	10 525 000 000
Ministère de la Santé et du Développement Social	Etat	23 209 000 000
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat des Domaines de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Etat	3 896 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Etat	11 924 000 000
Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	Etat	3 465 000 000
<b>Total</b>		<b>312 663 254 901</b>

*Source : DNP/D/SIGIP 2022*

Il ressort de l'analyse du Tableau 1 que les investissements de l'Etat sont orientés essentiellement à la prise en charge des infrastructures routières dont le niveau d'Engagement s'élève à **205,537 milliards** de FCFA (soit **65,74%**) du montant total des Restes à payer.

La situation détaillée des Restes à payer 2023 par Ministères/Institutions se trouve à l'**Annexe 1**.

## **2.2. Situation globale des AE/CP 2023-2025**

Les données de la programmation triennale 2023-2025 se présentent comme suit :

- AE = **1 072,084 milliards** de FCFA, exclusivement sur les ressources internes.

Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **904,402 milliards** en 2023 ; **89,562 milliards** en 2024 et **78,120 milliards** en 2025 ;

- CP = **1 280,522 milliards** de FCFA dont **744,585 milliards** de FCFA sur ressources internes, soit **58,15%**.

Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **225,300 milliards** de FCFA en 2023 ; **258,178 milliards** de FCFA en 2024 et **261,107 milliards** de FCFA en 2025.

Quant aux CP sur financement externe, ils s’élèvent à **535,936 milliards** de FCFA et sont répartis par année comme suit : **165,000 milliards** de FCFA en 2023 ; **236,239 milliards** de FCFA en 2024 et **134,698 milliards** de FCFA en 2025 (cf. **Annexe 1**).

### 2.3. Situation des AE/CP 2023

Au titre de l’exercice budgétaire 2023, le volume total des Autorisations d’Engagement d’un montant de **904,402 Milliards** de FCFA concerne **349 Projets/Programmes** (sur financement intérieur et/ou extérieur) sur un nombre total de **388 Projets/Programmes**. Ce montant est réparti entre les Marchés pluri annuels pour **788,224 Milliards** de FCFA, soit **87,15%** et les Marchés annuels pour **116,178 Milliards** de FCFA, soit **12,85%** (cf. **Annexe 1**).

Le montant des AE 2023 (**904,402 Milliards** de FCFA) est constitué des nouveaux engagements dont **52,354 Milliards** de FCFA au titre des reports des marchés non engagés de 2022 en raison du contexte marqué par la persistance de la maladie à Corona Virus et ses effets néfastes, les sanctions économiques et financières des organisations sous-régionales (CEDEAO et UEMOA) contre le Mali ainsi que la guerre en Ukraine avec comme corollaire la flambée des prix des produits de base, notamment les produits et les hydrocarbures.

**Tableau N°2 : Répartition des AE 2023**

Ministères / Institutions	2023		
	AE globales	AE pluri annuelles	AE annuelle
Ministère des Transports et des Infrastructures	449 940 000 000	441 600 000 000	8 340 000 000
Ministère de la Communication, de l’Economie Numérique et de la Modernisation de l’Administration	2 250 000 000	750 000 000	1 500 000 000
Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable	9 273 000 000	5 000 000 000	4 273 000 000
Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat, des Domaines, de l’Aménagement du Territoire et de la Population	15 370 000 000	5 500 000 000	9 870 000 000
Ministère des Mines de l’Energie et de l’Eau	91 781 000 000	80 300 000 000	11 481 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	3 986 000 000	2 754 000 000	1 232 000 000
Ministère des Maliens établis à l’Extérieur et de l’Intégration Africaine	872 000 000	0	872 000 000
Ministère de la Santé et du Développement Social	34 742 000 000	32 172 000 000	2 570 000 000
Ministère de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille	2 345 000 000	1 275 000 000	1 070 000 000

Ministères / Institutions	2023		
	AE globales	AE pluri annuelles	AE annuelle
Ministère de l'Education Nationale	4 000 000 000	2 200 000 000	1 800 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	12 830 000 000	11 900 000 000	930 000 000
Ministère de l'Industrie et du Commerce	4 039 000 000	1 200 000 000	2 839 000 000
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	4 276 000 000	1 500 000 000	2 776 000 000
Ministère de l'Entrepreneuriat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	8 200 000 000	7 000 000 000	1 200 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	39 500 000 000	27 600 000 000	11 900 000 000
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	900 000 000	0	900 000 000
Ministère de la Refondation de l'Etat	250 000 000	0	250 000 000
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	250 000 000	0	250 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	24 000 000 000	23 000 000 000	1 000 000 000
Ministère du Développement Rural	138 744 257 000	106 573 257 000	32 171 000 000
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100 000 000	0	100 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	46 604 000 000	31 000 000 000	15 604 000 000
Présidence de la République	4 150 000 000	2 000 000 000	2 150 000 000
Primature	800 000 000		800 000 000
Cour Suprême	4 900 000 000	4 900 000 000	0
Médiateur de la République	200 000 000	0	200 000 000
Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI)	100 000 000	0	100 000 000
<b>Total Général</b>	<b>904 402 257 000</b>	<b>788 224 257 000</b>	<b>116 178 000 000</b>

*Source : Données AE/CP 2023-2025*

Les Crédits de Paiement au titre de 2023 pour la prise en charge des marchés pluri annuels et annuels se chiffrent à **225,300** milliards de F CFA pour le financement intérieur.

### 2.3.1. Ventilation des AE 2023 par Secteur de planification

La répartition des AE 2023 entre les Secteurs de planification est consignée dans le tableau ci-après :

**Tableau N°3 : Ventilation des AE 2023 par Secteur de planification**

(En milliards de F CFA)

Secteurs	Nbre de projets	AE	CP intérieur	%
Economie rurale	77	136,942	36,253	15,14
Secondaire	54	87,683	22,423	9,70
Infrastructures	147	581,055	111,338	64,25
Ressources humaines	110	98,722	55,286	10,92
<b>Total général</b>	<b>388</b>	<b>904,402</b>	<b>225,300</b>	<b>100,00</b>

Source : DNP/ données SIGIP 2022

Cette répartition des AE 2023 est marquée par la prédominance du secteur des Infrastructures avec **64,25%** pour 147 projets. Il est suivi des secteurs de l'Economie Rurale avec **15,14%** pour 71 projets, des Ressources Humaines avec **10,92%** pour 110 projets et du Secondaire avec **9,70%** pour 47 projets.

### 2.3.2. Ventilation des AE 2023 par Ministère/Institution (Montant en FCFA)

La situation des Départements/Institutions avec un niveau élevé d'AE se présente comme suit :

- **Ministère des Transports et des infrastructures : 449,940 milliards de FCFA** pour 31 projets dont entre autres, les projets de Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila (127 milliards de FCFA) ; Construction/bitumage Diéma-Sandaré (90 milliards de FCFA) ; Construction/Bitumage Kadiana-Fourou-Kadiolo 95 Km, Bretelle Diomaténé Misséni 50 Km (82 milliards de FCFA) ; Construction de la route Tambaga-Manantali (92km) (65 milliards de FCFA) ; Construction/bitumage route Sadiola-Soumala (30 milliards de FCFA) ; Aménagement Voie Route Aéroport Cité Universitaire de Kabala (25 milliards de FCFA) ; Construction parking sur le Corridor Bamako-Conakry à Kankan (7,5 milliards de FCFA) ;
- **Ministère du Développement Rural : 42,571 milliards FCFA** pour 45 projets (sans la ligne Nouveaux Projets BSI : 96,173 milliards FCFA. Il s'agit entre autres des Projets de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM) (12 milliards) ; Contrat Plan/ Etat-Office du Niger/Exploitants Agricoles (5,500 milliards) ; Construction/équipement DNGR et DNA (4,500 milliards) ; Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1) (2,7 milliards) ; Construction du Siège de l'Institut du Sahel (2,700 milliards) ; la Construction de l'Hôtel du Département de l'Elevage et de la Pêche (2,000 milliards FCFA) ; Projet d'extension des aménagements de la plaine de San-Ouest de 510 ha/développement rural et sécurité alimentaire (MLI 021) (2 milliards FCFA) ;

- **Ministère des Mines, de l’Energie et de l’Eau : 91,781 milliards FCFA** pour 30 projets dont entre autres, le projet d’Etudes/Aménagement de Taoussa (65 milliards FCFA) ; le Programme d’Urgence Sociales Accès à l’Energie/Construction Centrale Solaire (5 milliards) ; AEP en milieu rural (6 milliards) ; Construction de l’Ecole Africaine des Mines (3 milliards) ; Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba (2,300 milliards) ; les travaux de construction/équipement siège de l’AMADER (2,500 milliards) et les construction/équipement siège de l’ANADEB (2,500 milliards).
- **Ministère de l’Economie et des Finances : 46,604 milliards FCFA** pour 44 projets dont entre autres les Projets de Construction Hôtel des Finances à l’ACI-2000 (10 milliards FCFA) ; Construction Siège DGB -DNCF (15 milliards FCFA) ; les travaux de construction/équipement siège CAISFF (4 milliards FCFA) ; Fonds d’études et de préparation des projets (3,480 milliards FCFA) ; les travaux de construction de salles d’archives de la DNTCP (2 milliards FCFA) et le Projet filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA (1,400 milliard FCFA) ;
- **Ministère de l’Administration Territoriale et de la Décentralisation : 39,500 milliards FCFA** pour 37 projets dont entre autres le projet aménagement/installation/équipement région de Koutiala (5 milliards FCFA) ; les travaux de construction du centre de traitement des données de l’état civil (CTDEC) (8,100 milliards FCFA) ; le projet d’aménagement/équipement des cercles et arrondissements (2,500 milliards FCFA).
- **Ministère de la Santé et du Développement Social : 34,742 milliards FCFA** pour 22 Projets dont entre autres les Projets de Construction/Equipement des hôpitaux (15,000 milliards FCFA) ; Projet d’Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro (7 milliards FCFA) ; les travaux de Construction/Equipement Siège CNOS (5,000 milliards) ;
- **Ministère de la Jeunesse et des Sports : 24,000 milliards FCFA** pour 9 Projets dont entre autres, les travaux de construction/réhabilitation centre entraînement sportif Elite Kabala (5 milliards FCFA) ; le projet de Rénovation Stade Modibo Keïta (2 milliards FCFA) ; le Projet de Réhabilitation du stade du 26 mars (2,000 milliards de FCFA) ; les travaux de construction Centre Médecine Sportive (2,500 milliards FCFA) ; Réhabilitation Lycée Sportif de Kabala (5,000 milliards FCFA) ; les travaux de construction stade de Kati (4,000 milliards FCFA) ; et le projet de réhabilitation/équipement stade Mamadou Konaté (2,500 milliards FCFA) ;
- **Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat, des Domaines, de l’Aménagement du Territoire et de la Population : 15,370 milliards FCFA** pour 18 projets dont entre autres le Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux (5,000 milliards FCFA) ; les Projets de Construction/Equipement Immeuble R+2 DFM/ Archives/ CADD Domaines (2,000 milliards), Inspection Domaines/Affaires Foncières (2,000 milliards) et Mise en place d’un Système d’information foncier sécurisé (1,500 milliards FCFA) ;



- **Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable : 9,273 milliards FCFA** pour 21 projets dont principalement les travaux de construction Equipement DNEF (5,000 milliards FCFA).

**Tableau N°4 : La situation d'ensemble des AE/CP 2023 par Ministère/Institution**

(Montant en F CFA)

Ministères / Institutions	2023			Nbre de Projets	%AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Ministère des Transports et des Infrastructures	449 940 000 000	55 764 000 000	22 882 000 000	31	49,75%
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	2 250 000 000	1 800 000 000	0	5	0,25%
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	9 273 000 000	6 913 000 000	7 611 000 000	21	1,03%
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	15 370 000 000	12 050 000 000	0	18	1,70%
Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	91 781 000 000	19 881 000 000	60 294 000 000	30	10,15%
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	3 986 000 000	1 997 000 000	0	4	0,44%
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	872 000 000	872 000 000	0	4	0,10%
Ministère de la Santé et du Développement Social	34 742 000 000	19 420 000 000	0	22	3,84%
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	2 345 000 000	1 310 000 000	693 000 000	10	0,26%
Ministère de l'Education Nationale	4 000 000 000	2 300 000 000	0	6	0,44%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	12 830 000 000	7 200 000 000	0	9	1,42%
Ministère de l'Industrie du Commerce et de la Promotion des Investissements	4 039 000 000	3 139 000 000	575 000 000	16	0,45%
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	4 276 000 000	3 345 000 000	0	14	0,47%
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	8 200 000 000	3 400 000 000	0	7	0,91%
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	39 500 000 000	21 400 000 000	918 000 000	37	4,37%

Ministères / Institutions	2023			Nbre de Projets	%AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	900 000 000	900 000 000	0	2	0,10%
Ministère de la Refondation de l'Etat	250 000 000	250 000 000	0	1	0,03%
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	250 000 000	250 000 000	0	2	0,03%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	24 000 000 000	6 050 000 000	0	9	2,65%
Ministère du Développement Rural	138 744 257 000	31 415 000 000	62 513 000 000	46	15,34%
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	100 000 000	100 000 000	1 235 000 000	1	0,01%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	0	0	0	0	0,00%
Ministère de l'Economie et des Finances	46 604 000 000	20 394 000 000	5 779 000 000	44	5,15%
Présidence de la République	4 150 000 000	3 050 000 000	0	3	0,46%
Primature	800 000 000	800 000 000	0	4	0,09%
Cour Suprême	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1	0,54%
Médiateur de la République	200 000 000	200 000 000	0	1	0,02%
Conseil Economique Social et Culturel	0	0	0	0	0,00%
Cour Constitutionnelle	0	0	0	0	0,00%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	0	0	2 500 000 000	0	0,00%
Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI)	100 000 000	100 000 000	0	1	0,01%
<b>Total Général</b>	<b>904 402 257 000</b>	<b>225 300 000 000</b>	<b>165 000 000 000</b>	<b>349</b>	<b>100,00%</b>

*Source : Données AE/CP 2023-2025*

## CONCLUSION

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, l'Etat sort en 2023 avec des Restes à payer qui se chiffrent à **312,663 milliards** de FCFA. Les nouveaux Engagements de 2023 s'élèvent à 904,402 milliards de FCFA. Ces engagements globaux de l'Etat sont pris en charge à hauteur de 225,300 milliards de FCFA sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2023.

Ainsi, avec un tel niveau d'Engagement de l'Etat, la réforme relative à la méthodologie d'Autorisation d'Engagement (AE) et de Crédit de Paiement (CP) doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances dans la gestion des AE/CP, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation budgétisation, du suivi et de l'analyse des investissements publics.

A cet effet, en vue de pallier les insuffisances constatées, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme visent à améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement. Il s'agit :

- de l'amélioration de la qualité à l'entrée des projets (une bonne évaluation des coûts), afin d'éviter les avenants occasionnant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget d'Investissement ;
- de la poursuite du développement du logiciel de gestion des investissements publics, à savoir le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics (SIGIP) et son interfaçage avec les autres applications dont le PRED ;
- du renforcement des capacités des acteurs en matière de programmation, de budgétisation et de suivi des investissements publics en mode AE/CP.

## Annexe 1 : Situation détaillée des Restes à payer 2022

### Ministère des Transports et des Infrastructures

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1554	Programme Routier d'Urgence/Route Banankoro-Dioro	2021-2025	45 700 000 000	32 000 000 000	8 963 000 000	1 425 690 000	10 388 690 000	21 611 310 000	1 000 000 000	6 824 000 000	1 000 000 000	9 700 000 000	1 000 000 000	14 700 000 000	3 000 000 000	31 224 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	2017-2025	19 663 869 707	18 815 000 000	11 265 000 000	717 000 000	11 982 000 000	6 833 000 000	-	1 500 000 000		2 000 000 000		2 000 000 000	0	5 500 000 000
3016	Const route Banconidialakorodji-Safodabanani-Noumsombougou	2017-2026	28 642 000 000	28 187 059 552	16 718 000 000	1 946 000 000	18 664 000 000	9 523 059 552	-	1 500 000 000		3 000 000 000		3 050 000 000	0	7 550 000 000
3078	Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni	2019-2025	107 819 000 000	107 819 000 000	50 437 000 000	7 673 000 000	58 110 000 000	49 709 000 000	-	15 000 000 000		15 000 000 000		5 000 000 000	0	35 000 000 000
3201	Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I)	2020-2025	199 789 000 000	53 000 000 000	1 000 000 000	1 485 000 000	2 485 000 000	50 515 000 000	0	1 500 000 000		1 000 000 000		1 000 000 000	0	3 500 000 000
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	2018-2024	7 050 000 000	7 031 643 728	377 000 000	2 474 000 000	2 851 000 000	4 180 643 728		2 500 000 000		2 050 000 000	0	0	0	4 550 000 000
2310	Construction Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	2019-2023	2 826 000 000	2 826 000 000	554 000 000	286 000 000	840 000 000	1 986 000 000	-	180 000 000		500 000 000		700 000 000	0	1 380 000 000
3230	Aménagement Section Sevaré -Mopti de la Rn6. Aménagement de 10 Km de Voirie dont 5 Km dans la Ville de Mopti Et 5 Km dans La Ville de Sevaré et la Construction de la Voie de Contournement de l'Aéroport de Mopti Ambodedjo	2021-2023	1 148 000 000	1 148 000 000	0	246 000 000	246 000 000	902 000 000	750 000 000	750 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000
3307	Construction/Bitumege de la Route Kayes-Sandaré	2021-2026	87 000 000 000	70 000 000 000	4 750 000 000	4 973 000 000	9 723 000 000	60 277 000 000	-	2 500 000 000		7 000 000 000		10 000 000 000	0	19 500 000 000
<b>Total</b>			<b>499 637 869 707</b>	<b>320 826 703 280</b>	<b>94 064 000 000</b>	<b>21 225 690 000</b>	<b>115 289 690 000</b>	<b>205 537 013 280</b>	<b>1 750 000 000</b>	<b>32 254 000 000</b>	<b>1 600 000 000</b>	<b>40 850 000 000</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>36 950 000 000</b>	<b>4 850 000 000</b>	<b>110 054 000 000</b>

## Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

N° RNP	Nom du projet	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	2015-2024	6 000 000 000	5 825 000 000	3 211 000 000	0	3 211 000 000	2 614 000 000	1 000 000 000	900 000 000	100 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	
3 080	Projet construction ENSUP	2019-2022	16 000 000 000	4 000 000 000	824 000 000	100 000 000	924 000 000	3 076 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	-	6 000 000 000
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	2015-2025	8 000 000 000	5 000 000 000	65 000 000	100 000 000	165 000 000	4 835 000 000	3 000 000 000	1 500 000 000	1 000 000 000	0	500 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	
<b>Total</b>			<b>30 000 000 000</b>	<b>14 825 000 000</b>	<b>4 100 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>4 300 000 000</b>	<b>0 525 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>4 400 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>10 000 000 000</b>

## Ministère de la Jeunesse et des Sports

RNP	Nom du projet	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2657	Construction Centre Médecine Sportive	2021-2025	4 000 000 000	1 500 000 000	78 000 000	5 000 000	83 000 000	1 417 000 000	2 500 000 000	900 000 000		700 000 000		900 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	2013-2023	4 340 000 000	4 200 000 000	690 000 000	3 000 000	693 000 000	3 507 000 000	200 000 000	200 000 000		0		0	200 000 000	200 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	2021-2025	16 754 000 000	16 754 000 000	8 754 000 000	6 000 000 000	14 754 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	500 000 000		1 000 000 000		1 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000
3250	REHABILITATION LUCEE SPORTIF DE KABALA	2021-2026	15 279 000 000	15 279 000 000	10 079 000 000	200 000 000	10 279 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	1 000 000 000		1 500 000 000		1 500 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000
<b>Total</b>			<b>40 373 000 000</b>	<b>37 733 000 000</b>	<b>19 601 000 000</b>	<b>6 208 000 000</b>	<b>25 809 000 000</b>	<b>11 924 000 000</b>	<b>9 700 000 000</b>	<b>2 600 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>9 700 000 000</b>	<b>9 200 000 000</b>

### Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau

N° RNP	Nom du projet	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	2021-2026	67 500 000 000	32 000 000 000	897 000 000	341 000 000	1 238 000 000	30 762 000 000	65 000 000 000	5 000 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	65 000 000 000	30 000 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	2012-2024	16 880 000 000	10 500 000 000	8 200 000 000	114 000 000	8 314 000 000	2 186 000 000	2 300 000 000	850 000 000		1 450 000 000	0	0	2 300 000 000	2 300 000 000
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	2015-2025	5 564 000 000	2 265 000 000	587 000 000	44 000 000	631 000 000	1 634 000 000		765 000 000		800 000 000	-	700 000 000	2 265 000 000	2 265 000 000
<b>Total</b>			<b>89 944 000 000</b>	<b>44 765 000 000</b>	<b>9 684 000 000</b>	<b>499 000 000</b>	<b>10 183 000 000</b>	<b>34 582 000 000</b>	<b>67 300 000 000</b>	<b>6 615 000 000</b>	<b>0</b>	<b>12 250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>15 700 000 000</b>	<b>69 565 000 000</b>	<b>34 565 000 000</b>

### Ministère de la Santé et du Développement Social

RNP	Nom du projet	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2215	Rehabilitation/Extension Hôpital Kati	3 790 000 000	2021-2025	2 576 000 000	123 000 000	200 000 000	323 000 000	2 253 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2638	Construction Centre Télésanté et Informatique Médicale	3 815 000 000	2016-2025	2 287 000 000	1 287 000 000	150 000 000	1 437 000 000	850 000 000	1 000 000 000	300 000 000		400 000 000		300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2759	Extension/Equipement Hôpital du Mali	13 650 000 000	2021-2024	4 858 000 000	715 000 000	500 000 000	1 215 000 000	3 643 000 000	1 000 000 000	500 000 000	-	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	29 503 000 000	2017-2024	12 503 000 000	451 000 000	5 000 000 000	5 451 000 000	7 052 000 000	7 000 000 000	4 000 000 000		3 000 000 000			7 000 000 000	7 000 000 000
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	75 000 000 000	2017-2024	20 000 000 000	786 000 000	9 803 000 000	10 589 000 000	9 411 000 000	14 500 000 000	9 500 000 000		5 000 000 000			14 500 000 000	14 500 000 000
<b>Total</b>		<b>125 758 000 000</b>	<b>0</b>	<b>42 224 000 000</b>	<b>3 362 000 000</b>	<b>15 653 000 000</b>	<b>19 015 000 000</b>	<b>23 209 000 000</b>	<b>23 650 000 000</b>	<b>14 450 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>9 050 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>450 000 000</b>	<b>23 950 000 000</b>	<b>23 950 000 000</b>



## Ministère du Développement Rural

N° RNP	Nom du projet	Durée du projet	Coût global de l'investissement	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3001	Projet d'Appui au Développement Rural de Soké I (PADER-SI)	2016-2025		17 031 000 000	13 331 000 000	779 000 000	14 110 000 000	2 921 000 000	2 700 000 000	640 000 000		1 000 000 000		1 060 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
3171	Construction Equipement OFM/DRH Ministère Agriculture	2020-2024		1 995 241 621	-	17 000 000	17 000 000	1 978 241 621		1 400 000 000		600 000 000			-	2 000 000 000
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	2020-2025		2 800 000 000	466 000 000	56 000 000	522 000 000	2 278 000 000		640 000 000		800 000 000		1 000 000 000	-	2 440 000 000
3168	Contrat Plan/DN	2019-2025	21 798 000 000	21 798 000 000	12 930 000 000	3 309 000 000	16 239 000 000	5 559 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
3000	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017-2025	2 853 000 000	2 853 000 000	1 640 000 000	213 000 000	1 853 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	320 000 000		350 000 000		350 000 000	1 000 000 000	1 020 000 000
<b>TOTAL</b>				<b>46 477 241 621</b>	<b>28 367 000 000</b>	<b>4 374 000 000</b>	<b>32 741 000 000</b>	<b>13 736 241 621</b>	<b>9 200 000 000</b>	<b>8 500 000 000</b>	<b>5 500 000 000</b>	<b>8 250 000 000</b>	<b>5 500 000 000</b>	<b>7 910 000 000</b>	<b>20 200 000 000</b>	<b>24 660 000 000</b>

## Ministère de l'Urbanisme de l'habitat des Domaines de l'Aménagement du Territoire et de la Population

N° RNP	Nom du projet	Durée du projet	Coût global de l'investissement	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	2017-2024	8 144 000 000	8 644 000 000	6 118 000 000	25 000 000	6 143 000 000	2 501 000 000	1 300 000 000	800 000 000	0	500 000 000	0	0	1 300 000 000	1 300 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021-2025	2 175 000 000	2 000 000 000	0	605 000 000	605 000 000	1 395 000 000	1 000 000 000	800 000 000	0	200 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
<b>Total</b>		0	10 319 000 000	10 644 000 000	6 118 000 000	630 000 000	6 748 000 000	3 896 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	0	700 000 000	0	0	2 300 000 000	2 300 000 000

## Ministère de l'Économie et des Finances

N°RNP	Nom du projet	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2022-2024)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	9 941 000 000	2015-2024	7 832 000 000	4 541 000 000	1 581 000 000	6 122 000 000	1 710 000 000	850 000 000	850 000 000		850 000 000		0	850 000 000	1 700 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	3 000 000 000	2017-2024	2 815 000 000	1 433 000 000	32 000 000	1 465 000 000	1 350 000 000		425 000 000		925 000 000		0	0	1 350 000 000
<b>TOTAL PROJETS EN COURS</b>		<b>12 941 000 000</b>	<b>-</b>	<b>10 647 000 000</b>	<b>5 974 000 000</b>	<b>1 613 000 000</b>	<b>7 587 000 000</b>	<b>3 060 000 000</b>	<b>850 000 000</b>	<b>1 275 000 000</b>	<b>-</b>	<b>1 775 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>850 000 000</b>	<b>3 050 000 000</b>

### Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

N° RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3150	Construction/Equipement DNACPN	2020-2025	1 900 000 000	1 900 000 000	368 000 000	25 000 000	393 000 000	1 507 000 000		240 000 000		600 000 000		900 000 000	0	1 740 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020-2025	1 733 000 000	1 733 000 000	484 000 000	27 000 000	511 000 000	1 222 000 000		400 000 000		600 000 000		237 000 000	0	1 237 000 000
<b>Total</b>			<b>3 633 000 000</b>	<b>3 633 000 000</b>	<b>852 000 000</b>	<b>52 000 000</b>	<b>904 000 000</b>	<b>2 729 000 000</b>	<b>0</b>	<b>640 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 137 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 977 000 000</b>

### Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique

N°RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2021) (H)	Montant CP 2022 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2023 (K=G-J)	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2573	Construction /Equipe ment bureaux régionaux AMAP	2018-2025	2 807 000 000	1 500 000 000	15 000 000	18 000 000	33 000 000	1 467 000 000	750 000 000	300 000 000		500 000 000		500 000 000	750 000 000	1 300 000 000
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numérisation des Archives de l'ORTM	2020-2025	10 000 000 000	2 575 000 000	495 000 000	82 000 000	577 000 000	1 998 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	600 000 000	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
<b>TOTAL</b>			<b>12 807 000 000</b>	<b>4 075 000 000</b>	<b>510 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>610 000 000</b>	<b>3 465 000 000</b>	<b>1 450 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>700 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>1 100 000 000</b>	<b>2 750 000 000</b>	<b>3 300 000 000</b>

## Annexe 2 : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements (CP) 2022-2024

Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Présidence de la République	Financement interne	76 689 000 000	4 150 000 000	3 050 000 000	2 000 000 000	2 800 000 000	2 000 000 000	2 300 000 000	8 150 000 000	8 150 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Présidence</b>		<b>76 689 000 000</b>	<b>4 150 000 000</b>	<b>3 050 000 000</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>2 800 000 000</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>8 150 000 000</b>	<b>8 150 000 000</b>
Primature	Financement interne	75 000 000	800 000 000	800 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Primature</b>		<b>75 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 100 000 000</b>	<b>1 100 000 000</b>
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT	Financement interne	30 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Primature</b>		<b>30 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>
									0	0
MSPC	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000
<b>Total MSPC</b>		<b>1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 576 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 629 000 000</b>	<b>0</b>	<b>6 705 000 000</b>
									0	0
Cour Suprême (CS)	Financement interne	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Total CS</b>		<b>201 000 000</b>	<b>4 900 000 000</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>4 900 000 000</b>	<b>3 500 000 000</b>
									0	0
Cour Constitutionnelle	Financement interne	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total CC</b>		<b>9 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
									0	0
Haut Conseil des Collectivités (HCC)	Financement interne	0	0	0	0	0			0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0			0	0
<b>Total HCC</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
									0	0
Ministère des Transports et des Infrastructures	Financement interne	39 372 000 000	449 940 000 000	55 764 000 000	6 090 000 000	91 090 000 000	5 165 000 000	110 145 000 000	461 195 000 000	256 999 000 000
	Financement externe	17 229 500 000	0	22 882 000 000	0	84 038 000 000	0	41 983 000 000	0	148 903 000 000
<b>Total</b>		<b>56 601 500 000</b>	<b>449 940 000 000</b>	<b>78 646 000 000</b>	<b>6 090 000 000</b>	<b>175 128 000 000</b>	<b>5 165 000 000</b>	<b>152 128 000 000</b>	<b>461 195 000 000</b>	<b>405 902 000 000</b>
									0	0
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement durable	Financement interne	11 167 000 000	9 273 000 000	6 913 000 000	3 200 000 000	6 400 000 000	2 300 000 000	4 437 000 000	14 773 000 000	17 750 000 000
	Financement externe	5 545 000 000	0	7 611 000 000	0	3 514 000 000	0	644 000 000	0	11 769 000 000
<b>Total</b>		<b>16 712 000 000</b>	<b>9 273 000 000</b>	<b>14 524 000 000</b>	<b>3 200 000 000</b>	<b>9 914 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>5 081 000 000</b>	<b>14 773 000 000</b>	<b>29 519 000 000</b>
									0	0
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	Financement interne	185 000 000	3 986 000 000	1 997 000 000	1 550 000 000	2 849 000 000	1 650 000 000	2 340 000 000	7 186 000 000	7 186 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>185 000 000</b>	<b>3 986 000 000</b>	<b>1 997 000 000</b>	<b>1 550 000 000</b>	<b>2 849 000 000</b>	<b>1 650 000 000</b>	<b>2 340 000 000</b>	<b>7 186 000 000</b>	<b>7 186 000 000</b>
									0	0
Ministère de l'Education Nationale	Financement interne	78 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	1 300 000 000	2 300 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>78 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>1 600 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>6 900 000 000</b>	<b>6 900 000 000</b>
									0	0
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	Financement interne	447 000 000	12 830 000 000	7 200 000 000	0	5 906 000 000	0	5 280 000 000	12 830 000 000	18 386 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>447 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>7 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 906 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 280 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>18 386 000 000</b>
									0	0
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	Financement interne	151 000 000	2 345 000 000	1 310 000 000	400 000 000	835 000 000	0	600 000 000	2 745 000 000	2 745 000 000
	Financement externe	693 000 000	0	693 000 000	0	0	0	0	0	693 000 000
<b>Total</b>		<b>844 000 000</b>	<b>2 345 000 000</b>	<b>2 003 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>835 000 000</b>	<b>0</b>	<b>600 000 000</b>	<b>2 745 000 000</b>	<b>3 438 000 000</b>
									0	0
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	Financement interne	603 000 000	4 039 000 000	3 139 000 000	1 870 000 000	2 270 000 000	1 470 000 000	1 970 000 000	7 379 000 000	7 379 000 000



Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe	750 000 000	0	575 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	775 000 000
<b>Total</b>		<b>1 353 000 000</b>	<b>4 039 000 000</b>	<b>3 714 000 000</b>	<b>1 870 000 000</b>	<b>2 370 000 000</b>	<b>1 470 000 000</b>	<b>2 070 000 000</b>	<b>7 379 000 000</b>	<b>8 154 000 000</b>
									0	0
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Financement interne	2 389 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>2 389 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
									0	0
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	Financement interne	17 671 000 000	34 742 000 000	19 420 000 000	3 042 000 000	15 042 000 000	2 620 000 000	5 820 000 000	40 404 000 000	40 282 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>17 671 000 000</b>	<b>34 742 000 000</b>	<b>19 420 000 000</b>	<b>3 042 000 000</b>	<b>15 042 000 000</b>	<b>2 620 000 000</b>	<b>5 820 000 000</b>	<b>40 404 000 000</b>	<b>40 282 000 000</b>
									0	0
Ministère de l'Economie et des Finances	Financement interne	6 490 000 000	46 604 000 000	20 394 000 000	15 585 000 000	24 560 000 000	13 535 000 000	23 325 000 000	75 724 000 000	68 279 000 000
	Financement externe	5 539 000 000	0	5 779 000 000	0	15 000 000 000	0	20 000 000 000	0	40 779 000 000
<b>Total</b>		<b>12 029 000 000</b>	<b>46 604 000 000</b>	<b>26 173 000 000</b>	<b>15 585 000 000</b>	<b>39 560 000 000</b>	<b>13 535 000 000</b>	<b>43 325 000 000</b>	<b>75 724 000 000</b>	<b>109 058 000 000</b>
									0	0
MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	Financement interne	1 480 000 000	15 370 000 000	12 050 000 000	9 500 000 000	11 820 000 000	8 250 000 000	9 250 000 000	33 120 000 000	33 120 000 000
	Financement externe	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>3 480 000 000</b>	<b>15 370 000 000</b>	<b>12 050 000 000</b>	<b>9 500 000 000</b>	<b>11 820 000 000</b>	<b>8 250 000 000</b>	<b>9 250 000 000</b>	<b>33 120 000 000</b>	<b>33 120 000 000</b>

Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
									0	0
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Financement interne	10 708 000 000	39 500 000 000	21 400 000 000	12 250 000 000	20 050 000 000	9 450 000 000	15 650 000 000	61 200 000 000	57 100 000 000
	Financement externe	4 416 000 000	0	918 000 000	0	0	0	0	0	918 000 000
<b>Total</b>		<b>15 124 000 000</b>	<b>39 500 000 000</b>	<b>22 318 000 000</b>	<b>12 250 000 000</b>	<b>20 050 000 000</b>	<b>9 450 000 000</b>	<b>15 650 000 000</b>	<b>61 200 000 000</b>	<b>58 018 000 000</b>
									0	0
MINISTÈRE DES MINES DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU	Financement interne	3 786 000 000	91 781 000 000	19 881 000 000	11 690 000 000	28 340 000 000	11 030 000 000	32 385 000 000	114 501 000 000	80 606 000 000
	Financement externe	59 730 000 000	0	60 294 000 000	0	62 607 000 000	0	30 201 800 000	0	153 102 800 000
<b>Total</b>		<b>63 516 000 000</b>	<b>91 781 000 000</b>	<b>80 175 000 000</b>	<b>11 690 000 000</b>	<b>90 947 000 000</b>	<b>11 030 000 000</b>	<b>62 586 800 000</b>	<b>114 501 000 000</b>	<b>233 708 800 000</b>
									0	0
Ministère du Travail de la Fonction Publique et du dialogue social	Financement interne	36 000 000	900 000 000	900 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>36 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>2 100 000 000</b>	<b>2 100 000 000</b>
									0	0
MINISTÈRE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME	Financement interne	252 000 000	4 276 000 000	3 345 000 000	1 535 000 000	2 166 000 000	100 000 000	400 000 000	5 911 000 000	5 911 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>252 000 000</b>	<b>4 276 000 000</b>	<b>3 345 000 000</b>	<b>1 535 000 000</b>	<b>2 166 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>5 911 000 000</b>	<b>5 911 000 000</b>
									0	0
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	Financement interne	365 000 000	2 250 000 000	1 800 000 000	1 225 000 000	1 725 000 000	1 125 000 000	1 625 000 000	4 600 000 000	5 150 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Total</b>		<b>365 000 000</b>	<b>2 250 000 000</b>	<b>1 800 000 000</b>	<b>1 225 000 000</b>	<b>1 725 000 000</b>	<b>1 125 000 000</b>	<b>1 625 000 000</b>	<b>4 600 000 000</b>	<b>5 150 000 000</b>
									0	0
MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	Financement interne	63 000 000	872 000 000	872 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	2 072 000 000	2 072 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>63 000 000</b>	<b>872 000 000</b>	<b>872 000 000</b>	<b>550 000 000</b>	<b>550 000 000</b>	<b>650 000 000</b>	<b>650 000 000</b>	<b>2 072 000 000</b>	<b>2 072 000 000</b>
									0	0
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Financement interne	240 000 000	8 200 000 000	3 400 000 000	600 000 000	3 400 000 000	600 000 000	2 600 000 000	9 400 000 000	9 400 000 000
	Financement externe	2 352 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>2 592 000 000</b>	<b>8 200 000 000</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>2 600 000 000</b>	<b>9 400 000 000</b>	<b>9 400 000 000</b>
									0	0
<b>Total</b>		<b>0</b>							0	0
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Financement interne	106 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	Financement externe	2 975 000 000	0	1 235 000 000	0	374 000 000	0	0	0	1 609 000 000
<b>Total</b>		<b>3 081 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>1 335 000 000</b>	<b>0</b>	<b>374 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100 000 000</b>	<b>1 709 000 000</b>
									0	0
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL	Financement interne	10 772 000 000	138 744 257 000	31 415 000 000	15 775 000 000	26 525 000 000	16 125 000 000	28 980 000 000	170 644 257 000	86 920 000 000
	Financement externe	64 770 500 000	0	62 513 000 000	0	68 030 216 712	0	40 139 935 832	0	195 313 716 712
<b>Total</b>		<b>75 542 500 000</b>	<b>138 744 257 000</b>	<b>93 928 000 000</b>	<b>15 775 000 000</b>	<b>94 555 216 712</b>	<b>16 125 000 000</b>	<b>69 119 935 832</b>	<b>170 644 257 000</b>	<b>257 603 152 544</b>
									0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Financement interne	6 288 000 000	24 000 000 000	6 050 000 000	0	7 450 000 000	0	8 800 000 000	24 000 000 000	22 300 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0			0	0
<b>Total</b>		<b>6 288 000 000</b>	<b>24 000 000 000</b>	<b>6 050 000 000</b>	<b>0</b>	<b>7 450 000 000</b>	<b>0</b>	<b>8 800 000 000</b>	<b>24 000 000 000</b>	<b>22 300 000 000</b>
									0	0
CONCEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL	Financement interne	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe								0	0
<b>Total</b>		<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
									0	0
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES DU CULTURE ET DES COUTUMES	Financement interne	18 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>18 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>
									0	0
MEDIATEUR	Financement interne	14 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
	Financement externe								0	0
<b>Total</b>		<b>14 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>550 000 000</b>	<b>550 000 000</b>
									0	0
Régions	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Ministères/Institutions	Source de financement	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
OCLEI	Financement interne	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0		
		0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
									0	0
<b>TOTAL</b>		<b>356 835 000 000</b>	<b>904 402 257 000</b>	<b>390 300 000 000</b>	<b>89 562 000 000</b>	<b>494 417 216 712</b>	<b>78 120 000 000</b>	<b>395 804 735 832</b>	<b>1 072 084 257 000</b>	<b>1 280 521 952 544</b>
									0	0
Sous-total financement interne		189 835 000 000	904 402 257 000	225 300 000 000	89 562 000 000	258 178 000 000	78 120 000 000	261 107 000 000	1 072 084 257 000	744 585 000 000
Sous-total financement externe		167 000 000 000	0	165 000 000 000	0	236 239 216 712	0	134 697 735 832	0	535 936 952 544

### Annexe 3 : Situation des Autorisations d'Engagement (AE) 2022 par types de Marchés

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
2 822	Réhabilitation bureaux Villa Présidence	Etat	Budget national	5 502 000 000	2015-2022	4 776 000 000	726 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	Etat	Budget national	5 182 000 000	2021-2022	687 000 000	4 495 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	Etat	Budget national	79 087 000 000	2019-2023	1 619 000 000	71 468 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	
Sous total Projets en cours				89 771 000 000	0	7 082 000 000	76 689 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	
3375	PROGRAMME DE RESTAURATION ET D'EQUIPEMENT DES BATIMENTS/IMMEUBLES DE KOULOUBA	Etat	Budget national	2 000 000 000	2023-2023	0	0	2 000 000 000	900 000 000	0	800 000 000	0	300 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	
3376	TRAVAUX D'EXTENSION DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	Etat	Budget national	150 000 000	2023-2023	0	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	
Sous total Nouveau Projet				2 150 000 000	0	0	0	2 150 000 000	1 050 000 000	4 000 000 000	4 800 000 000	4 000 000 000	4 300 000 000	10 150 000 000	10 150 000 000	
TOTAL GENERAL				91 921 000 000		7 082 000 000	76 689 000 000	4 150 000 000	3 050 000 000	6 000 000 000	6 800 000 000	6 000 000 000	6 300 000 000	16 150 000 000	16 150 000 000	
														0	0	
Sous-total projets en cours				89 771 000 000		7 082 000 000	76 689 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	
Sous-total nouveau projet				2 150 000 000		0	0	2 150 000 000	1 050 000 000	4 000 000 000	4 800 000 000	4 000 000 000	4 300 000 000	10 150 000 000	10 150 000 000	
Total				91 921 000 000		7 082 000 000	76 689 000 000	4 150 000 000	3 050 000 000	6 000 000 000	6 800 000 000	6 000 000 000	6 300 000 000	16 150 000 000	16 150 000 000	
														0	0	
Sous-total projets sur financement Etat				91 921 000 000		7 082 000 000	76 689 000 000	4 150 000 000	3 050 000 000	2 000 000 000	2 800 000 000	2 000 000 000	2 300 000 000	8 150 000 000	8 150 000 000	
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total				91 921 000 000		7 082 000 000	76 689 000 000	4 150 000 000	3 050 000 000	2 000 000 000	2 800 000 000	2 000 000 000	2 300 000 000	8 150 000 000	8 150 000 000	

## PRIMATURE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2823	EXTENTION DAF PRIMATURE	Etat	Budget national	1 085 000 000	2015-2023	885 000 000	19 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3027	MODERNISATION SGG	Etat	Budget national	985 000 000	2017-2023	385 000 000	28 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	Etat	Budget national	629 000 000	2020-2023	129 000 000	19 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3098	CONST/EQUIP.DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	Etat	Budget national	536 000 000	2018-2023	336 000 000	9 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Projets en cours				3 235 000 000	0	1 735 000 000	75 000 000	800 000 000	800 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0					0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>3 235 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 735 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 100 000 000</b>	<b>1 100 000 000</b>
														0	0
Sous-total projets en cours				3 235 000 000		1 735 000 000	75 000 000	800 000 000	800 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				3 235 000 000		1 735 000 000	75 000 000	800 000 000	800 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				3 235 000 000		1 735 000 000	75 000 000	800 000 000	800 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>				<b>3 235 000 000</b>		<b>1 735 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 100 000 000</b>	<b>1 100 000 000</b>

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 929	Rehab Infrastructures Tutelle CT-	Etat	Budget National	4 028 000 000	2016-2023	1 857 000 000	71 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	Etat	Budget National	2 980 000 000	2021-2023	641 000 000	389 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget National	7 431 000 000	2020-2023	3 664 000 000	867 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	900 000 000	900 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	Etat	Budget National	3 690 000 000	2020-2023	1 351 000 000	389 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget National	6 518 000 000	2020-2023	3 081 000 000	737 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	900 000 000	900 000 000	800 000 000	800 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
3022	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE MENAKA (PURD)	Etat	Budget National	1 458 000 000	2020-2023	0	258 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3023	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TAOUDENIT (PURD)	Etat	Budget National	2 490 000 000	2020-2023	632 000 000	258 000 000	400 000 000	400 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	Etat	Budget National	4 589 000 000	2020-2023	1 402 000 000	487 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	900 000 000	900 000 000	800 000 000	800 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	Etat	Budget National	2 243 000 000	2020-2023	418 000 000	325 000 000	1 500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	Etat	Budget National	1 845 000 000	2020-2023	20 000 000	325 000 000	1 500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIORO DU SAHEL	Etat	Budget National	3 089 000 000	2020-2023	1 264 000 000	325 000 000	1 500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3121	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DISTRICT DE BAMAKO	Etat	Budget National	6 364 000 000	2020-2023	2 304 000 000	860 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	3 200 000 000	3 200 000 000
2775	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TOMBOUCTOU (PURD)	Etat	Budget National	1 889 000 000	2020-2023	1 117 000 000	172 000 000	400 000 000	400 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
2776	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE GAO (PURD)	Etat	Budget National	1 252 000 000	2020-2023	609 000 000	143 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000



RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2777	REH. EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE KIDAL (PURO)	Etat	Budget National	1 233 000 000	2020-2023	0	333 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	900 000 000	900 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE ODOENTZA	Etat	Budget National	2 128 000 000	2020-2023	166 000 000	462 000 000	1 500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	Etat	Budget National	2 039 000 000	2020-2023	97 000 000	442 000 000	1 500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA	Etat	Budget National	1 916 000 000	2020-2023	91 000 000	325 000 000	1 500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	Etat	Budget National	3 042 000 000	2020-2023	1 217 000 000	325 000 000	1 500 000 000	900 000 000	0	600 000 000	0	0	1 500 000 000	1 500 000 000
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/BOUGOUNI	Etat	Budget National	336 000 000	2022-2022	0	336 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DIDILA	Etat	Budget National	3 089 000 000	2020-2023	1 264 000 000	325 000 000	1 500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOULTIALA	Etat	Budget National	4 457 000 000	2020-2023	53 000 000	404 000 000	5 000 000 000	600 000 000	0	1 300 000 000	0	2 100 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000
2329	Appui CPS	Etat	Budget National	1 275 000 000	2009-2023	882 000 000	43 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	350 000 000	350 000 000
3 046	Programme Bornage Développement des zones frontières	Etat	Budget National	2 619 000 000	2017-2023	1 323 000 000	96 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2 964	PROGRAMME DE REHABILITATION/EQUIPMT DES PIEDS A TERRE	Etat	Budget National	4 158 000 000	2016-202	2 631 000 000	27 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 302 000 000	2020-2023	372 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 674 000 000	2020-2023	744 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 302 000 000	2020-2023	372 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 302 000 000	2020-2023	372 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	930 000 000	2020-2023	0	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 302 000 000	2020-2023	372 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 302 000 000	2020-2023	372 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	930 000 000	2020-2023	0	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 302 000 000	2020-2023	372 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 302 000 000	2020-2023	372 000 000	180 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 314 000 000	2020-2023	380 000 000	184 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3303	Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau potable	Belgique	Sub	7 859 000 000	2021-2023	2 525 000 000	4 416 000 000	0	918 000 000	0	0	0	0	0	918 000 000
Sous total Projets en cours				97 979 000 000	0	32 337 000 000	15 124 000 000	28 900 000 000	18 518 000 000	12 250 000 000	18 350 000 000	9 450 000 000	13 650 000 000	50 600 000 000	50 518 000 000
3373	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNEES DE L'ETAT CIVIL (CTDEC)	ETAT		5 000 000 000	2023-2023	0	0	8 100 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0	2 000 000 000	8 100 000 000	5 000 000 000
3374	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DES CERCLES ET ARRONDISSEMENTS	ETAT		2 500 000 000	2023-2023	0	0	2 500 000 000	2 300 000 000	0	200 000 000	0	0	2 500 000 000	2 500 000 000
Sous total Nouveaux Projets				7 500 000 000	0	0	0	10 600 000 000	3 800 000 000	0	1 700 000 000	0	2 000 000 000	10 600 000 000	7 500 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>105 479 000 000</b>	<b>0</b>	<b>32 337 000 000</b>	<b>15 124 000 000</b>	<b>39 500 000 000</b>	<b>22 318 000 000</b>	<b>12 250 000 000</b>	<b>20 050 000 000</b>	<b>9 450 000 000</b>	<b>15 650 000 000</b>	<b>61 200 000 000</b>	<b>58 018 000 000</b>
														0	0
Sous-total projets en cours				97 979 000 000	0	32 337 000 000	15 124 000 000	28 900 000 000	18 518 000 000	12 250 000 000	18 350 000 000	9 450 000 000	13 650 000 000	50 600 000 000	50 518 000 000
Sous-total nouveau projet				7 500 000 000	0	0	0	10 600 000 000	3 800 000 000	0	1 700 000 000	0	2 000 000 000	10 600 000 000	7 500 000 000
<b>Total</b>				<b>105 479 000 000</b>	<b>0</b>	<b>32 337 000 000</b>	<b>15 124 000 000</b>	<b>39 500 000 000</b>	<b>22 318 000 000</b>	<b>12 250 000 000</b>	<b>20 050 000 000</b>	<b>9 450 000 000</b>	<b>15 650 000 000</b>	<b>61 200 000 000</b>	<b>58 018 000 000</b>
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				97 620 000 000	0	29 812 000 000	10 708 000 000	39 500 000 000	21 400 000 000	12 250 000 000	20 050 000 000	9 450 000 000	15 650 000 000	61 200 000 000	57 100 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				7 859 000 000	0	2 525 000 000	4 416 000 000	0	918 000 000	0	0	0	0	0	918 000 000
<b>Total</b>				<b>105 479 000 000</b>	<b>0</b>	<b>32 337 000 000</b>	<b>15 124 000 000</b>	<b>39 500 000 000</b>	<b>22 318 000 000</b>	<b>12 250 000 000</b>	<b>20 050 000 000</b>	<b>9 450 000 000</b>	<b>15 650 000 000</b>	<b>61 200 000 000</b>	<b>58 018 000 000</b>

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>PROJETS EN COURS</b>															
1927	PROGRAMME NATIONAL D' ACTIONS POUR L'EMPLOI ENVUE DE REDUIRE LA PAUVRETE (PNA/ERP)	Etat	Budget national	2003-2023	3 508 000 000	3 341 000 000	17 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2844	PROJET D' APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE. L'INSERTION ET L'ENTREPREUNARIAT DES JEUNES RURAUX (FIER)	Etat	Budget national	2015-2022	500 000 000	457 000 000	51 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		FIDA	Prêt		25 705 000 000	22 858 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
		FIDA	Subvention			500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3111	FERME ECOLE MOFA	Etat	Budget national	2018 - 2023	1 453 000 000	235 000 000	18 000 000	600 000 000	600 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	Etat	Budget national	2020-2023	2 851 000 000	325 000 000	26 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	900 000 000	0	1 100 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3038	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU MALI	Etat	Budget national	2017-2023	4 030 000 000	1 451 000 000	79 000 000	2 500 000 000	1 200 000 000	0	1 300 000 000	0	0	2 500 000 000	2 500 000 000
2843	PROJET DE RENFORCEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOI DES JEUNES (PROCEJ)	Etat	Budget national	2015-2022	1 000 000 000	976 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		IDA	Prêt		31 555 000 000	31 218 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3037	PROGRAMME DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP)	Etat	Budget national	2017-2021	861 000 000	463 000 000	9 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Grand-Duché Lux	Subvention		5 895 000 000	7 786 000 000	1 352 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Etat	Budget national	2021-2023	2 315 000 000	307 000 000	8 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	600 000 000	0	900 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
<b>Sous-total projets en cours</b>					<b>79 673 000 000</b>	<b>69 417 000 000</b>	<b>2 560 000 000</b>	<b>7 900 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>8 500 000 000</b>	<b>8 500 000 000</b>
3339	CONTRIBUTION A L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL	Etat	Budget national	2022-2023	932 000 000	0	32 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
<b>Sous-total projets en cours</b>					<b>932 000 000</b>	<b>0</b>	<b>32 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>5 700 000 000</b>
<b>Sous-total nouveau projet</b>					<b>79 673 000 000</b>	<b>69 417 000 000</b>	<b>2 560 000 000</b>	<b>7 900 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>3 100 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>2 300 000 000</b>	<b>8 500 000 000</b>	<b>8 500 000 000</b>
<b>Total</b>					<b>80 605 000 000</b>	<b>69 417 000 000</b>	<b>2 592 000 000</b>	<b>8 200 000 000</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>6 200 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>4 600 000 000</b>	<b>9 400 000 000</b>	<b>14 200 000 000</b>
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>					<b>17 450 000 000</b>	<b>7 555 000 000</b>	<b>240 000 000</b>	<b>8 200 000 000</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>2 600 000 000</b>	<b>9 400 000 000</b>	<b>9 400 000 000</b>
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>					<b>63 155 000 000</b>	<b>61 862 000 000</b>	<b>2 352 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>80 605 000 000</b>	<b>69 417 000 000</b>	<b>2 592 000 000</b>	<b>8 200 000 000</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>3 400 000 000</b>	<b>600 000 000</b>	<b>2 600 000 000</b>	<b>9 400 000 000</b>	<b>9 400 000 000</b>

**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)		
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT DES CAPACITES PAR LA FORMATION (PPTE)	Etat	Budget National	2003-2023	6 019 000 000	5 697 000 000	22 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ANNEXES MTFPRE	Etat	Budget National	2015-2023	3 921 000 000	2 107 000 000	14 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	
<b>Sous total Projets en cours</b>					9 940 000 000	7 804 000 000		36 000 000	900 000 000	900 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
<b>Sous total nouveaux projets</b>					0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>TOTAL GENERAL</b>				9 940 000 000	7 804 000 000	36 000 000	900 000 000	900 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	
														0	0	
<b>Sous-total projets en cours</b>					9 940 000 000	7 804 000 000		36 000 000	900 000 000	900 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>					0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					9 940 000 000	7 804 000 000		36 000 000	900 000 000	900 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
														0	0	
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>					9 940 000 000	7 804 000 000		36 000 000	900 000 000	900 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>					0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					9 940 000 000	7 804 000 000		36 000 000	900 000 000	900 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000

### MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
1935	Projet Développement Institutionnel du CDI	Etat	Budget National	2 700 000 000	2017-2023	2 420 000 000	300000000	250000000	250000000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000	
Sous total Projets en cours				2 700 000 000		2 420 000 000	30 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000	
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>2 700 000 000</b>		<b>2 420 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	

Sous-total projets en cours				2 700 000 000		2 420 000 000	30 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>				<b>2 700 000 000</b>		<b>2 420 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>

Sous-total projets sur financement Etat				2 700 000 000		2 420 000 000	30 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>				<b>2 700 000 000</b>		<b>2 420 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>

### MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTTE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Sous-total projets en cours							0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	Etat	Budget national	2022-2023	111 000 000	0	11 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000	
3 357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTTE	Etat	Budget national	2022-2023	157 000 000	0	7 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	
Sous-total nouveau projet						111 000 000	0	18 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	
<b>Total</b>						<b>111 000 000</b>	<b>0</b>	<b>18 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	
Sous-total projets en cours						0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sous-total nouveau projet						111 000 000	0	18 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	
<b>Total</b>						<b>111 000 000</b>	<b>0</b>	<b>18 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	
Sous-total projets sur financement Etat						111 000 000	0	18 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	
Sous-total projets sur financement extérieur						0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL GENERAL</b>						<b>111 000 000</b>	<b>0</b>	<b>18 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>250 000 000</b>	

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE DU COMMERCE	Etat	Budget national	2005 - 2023	16 106 000 000	14 346 000 000	180 000 000	680 000 000	680 000 000	600 000 000	600 000 000	300 000 000	300 000 000	1 580 000 000	1 580 000 000
		Fds Multilatéral/PNUD	Subvention		7 562 000 000	6 037 000 000	750 000 000	0	575 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	775 000 000
3 160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONALISATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI (PRODEVIM)	Etat	Budget national	2019-2023	550 000 000	416 000 000	43 000 000	85 000 000	85 000 000	0	0	0	0	85 000 000	85 000 000
		PNUD	Subvention		650 000 000	388 000 000	0	0	0					0	0
3 025	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT OGCC/DRCC/APEX (R+5)	Etat	Budget national	2016-2023	5 550 000 000	1 906 000 000	4 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2683	PROJET D'APPUI A L'API-MALI	Etat	Budget national	2013-2023	1 955 000 000	1 182 000 000	18 000 000	255 000 000	255 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	755 000 000	755 000 000
2603	APPUI A LA MISE EN PLACE DES REFORMES ETAT/SECTEUR PRIVE	Etat	Budget national	2011 - 2023	2 105 000 000	1 854 000 000	24 000 000	127 000 000	127 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	227 000 000	227 000 000
2755	LDI D'ORIENTATION DU SECTEUR PRIVE	Etat	Budget national	2014 - 2023	987 000 000	720 000 000	97 000 000	170 000 000	170 000 000	0	0	0	0	170 000 000	170 000 000
2 619	APPUI CERFITEX	Etat	Budget national	2005-2023	4 415 000 000	3 243 000 000	32 000 000	340 000 000	340 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 440 000 000	1 440 000 000
2108	PROGRAMME DE RESTRUCTURATION ET DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	Etat	Budget national	2006-2023	1 487 000 000	1 332 000 000	28 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
		UEMOA	Subvention		197 000 000	197 000 000	0	0							
2 845	REHABILITATION CEMAPI	Etat	Budget national	2016-2023	854 000 000	717 000 000	10 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
2381	APPUI CPS/ICAEPIP	Etat	Budget national	2008-2023	1 621 000 000	1 202 000 000	60 000 000	119 000 000	119 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	359 000 000	359 000 000
2639	PROJET OPERATION ET STRATEGIE DE DVPT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	Etat	Budget national	2012-2023	609 000 000	462 000 000	20 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
3 161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	Etat	Budget national	2020-2023	629 000 000	48 000 000	11 000 000	170 000 000	170 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	570 000 000	570 000 000
2 957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DU DETAIL	Etat	Budget national	2016-2023	1 952 000 000	1 786 000 000	39 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
<b>Sous-total projets en cours</b>					<b>47 229 000 000</b>	<b>35 836 000 000</b>	<b>1 316 000 000</b>	<b>2 554 000 000</b>	<b>3 129 000 000</b>	<b>1 670 000 000</b>	<b>1 770 000 000</b>	<b>270 000 000</b>	<b>1 370 000 000</b>	<b>5 494 000 000</b>	<b>6 269 000 000</b>
3 294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT ONI/CPS INDUSTRIE	Etat	Budget national	2021-2023	1 700 000 000	0	9 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	400 000 000	0	500 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3245	PROGRAMME D'APPLI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	Etat	Budget national	2021-2023	196 000 000	83 000 000	28 000 000	85 000 000	85 000 000	0	0	0	0	85 000 000	85 000 000
3387	FONDS D'ETUDES APEX	Etat	Budget national	2023-2023	600 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>					2 496 000 000	83 000 000	37 000 000	1 485 000 000	585 000 000	200 000 000	600 000 000	200 000 000	700 000 000	1 885 000 000	1 885 000 000
					49 725 000 000	35 919 000 000	1 353 000 000	4 039 000 000	3 714 000 000	1 870 000 000	2 370 000 000	470 000 000	2 070 000 000	7 379 000 000	8 154 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets en cours</b>					47 229 000 000	35 836 000 000	1 316 000 000	2 554 000 000	3 129 000 000	1 670 000 000	1 770 000 000	270 000 000	1 370 000 000	5 494 000 000	6 269 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>					2 496 000 000	83 000 000	37 000 000	1 485 000 000	585 000 000	200 000 000	600 000 000	200 000 000	700 000 000	1 885 000 000	1 885 000 000
<b>Total</b>					49 725 000 000	35 919 000 000	1 353 000 000	4 039 000 000	3 714 000 000	1 870 000 000	2 370 000 000	470 000 000	2 070 000 000	7 379 000 000	8 154 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>					41 316 000 000	29 078 000 000	603 000 000	4 039 000 000	3 139 000 000	1 870 000 000	2 270 000 000	470 000 000	1 970 000 000	7 379 000 000	7 379 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>					8 409 000 000	6 037 000 000	750 000 000	0	575 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	775 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>					49 725 000 000	35 115 000 000	1 353 000 000	4 039 000 000	3 714 000 000	1 870 000 000	2 370 000 000	470 000 000	2 070 000 000	7 379 000 000	8 154 000 000

**MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)		
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
2358	APPLI CPS SECTEUR CULTURE & JEUNESSE	Etat	Budget national	2008-2023	1 349 000 000	1 015 000 000	34 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	Etat	Budget national	2008-2023	3 908 000 000	3 064 000 000	34 000 000	340 000 000	340 000 000	470 000 000	470 000 000	0	0	810 000 000	810 000 000	
3053	EQUIP. CONSERVATOIRE ARTS ET METIERS	Etat	Budget national	2012-2023	2 484 000 000	1 991 000 000	23 000 000	170 000 000	170 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	470 000 000	470 000 000	
2 816	REHABILITATION MUSEE NATIONAL	Etat	Budget national	2017-2023	1 373 000 000	820 000 000	28 000 000	425 000 000	425 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	525 000 000	525 000 000	
3 031	PROJET D'EQUIPEMENT CNCM	Etat	Budget national	2017-2023	971 000 000	841 000 000	3 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000	
3 032	PROGRAMME CONSTRUCT/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS	Etat	Budget national	2017-2023	1 119 000 000	932 000 000	17 000 000	170 000 000	170 000 000	0	0	0	0	170 000 000	170 000 000	
3 033	AMENAGEMENT DE LA TOUR D'AFRIQUE	Etat	Budget national	2017-2023	894 000 000	800 000 000	9 000 000	85 000 000	85 000 000	0	0	0	0	85 000 000	85 000 000	
3 034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DU SOUVENIR	Etat	Budget national	2017-2023	728 000 000	637 000 000	6 000 000	85 000 000	85 000 000	0	0	0	0	85 000 000	85 000 000	
3 196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	Etat	Budget national	2020-2023	287 000 000	96 000 000	6 000 000	85 000 000	85 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	185 000 000	185 000 000	
2841	EXTENSION/AMENAGEMENT SIEGE APCMM	Etat	Budget national	2015-2021	1 476 000 000	633 000 000		0						0		
2242	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VILLAGES ARTISANAUX	Etat	Budget National	2007-2023	7 028 000 000	6 590 000 000	13 000 000	425 000 000	425 000 000	0	0	0	0	425 000 000	425 000 000	
2757	REH/EQUIPEMENT CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE	Etat	Budget National	2014-2022	2 585 000 000	1 707 000 000	21 000 000	467 000 000	467 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	857 000 000	857 000 000	
<b>Sous-total projets en cours</b>						24 202 000 000	19 126 000 000	194 000 000	2 479 000 000	2 479 000 000	1 460 000 000	1 460 000 000	100 000 000	100 000 000	4 039 000 000	4 039 000 000
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	Etat			1 031 000 000	0	31 000 000	1 000 000 000	340 000 000	0	360 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	Etat			509 000 000	0	9 000 000	500 000 000	229 000 000	0	271 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000	
3256	CONSTRUCTION MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	Etat	Budget national	2021-2022	532 000 000	142 000 000	18 000 000	297 000 000	297 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	372 000 000	372 000 000	
<b>Sous-total nouveau projet</b>						2 072 000 000	142 000 000	58 000 000	1 797 000 000	866 000 000	75 000 000	706 000 000	0	300 000 000	1 872 000 000	1 872 000 000
<b>Total</b>						26 274 000 000	19 268 000 000	252 000 000	4 276 000 000	3 345 000 000	1 535 000 000	2 166 000 000	100 000 000	400 000 000	5 911 000 000	5 911 000 000
0																
<b>Sous-total projets en cours</b>						24 202 000 000	19 126 000 000	194 000 000	2 479 000 000	2 479 000 000	1 460 000 000	1 460 000 000	100 000 000	100 000 000	4 039 000 000	4 039 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>						2 072 000 000	142 000 000	58 000 000	1 797 000 000	866 000 000	75 000 000	706 000 000	0	300 000 000	1 872 000 000	1 872 000 000
<b>Total</b>						26 274 000 000	19 268 000 000	252 000 000	4 276 000 000	3 345 000 000	1 535 000 000	2 166 000 000	100 000 000	400 000 000	5 911 000 000	5 911 000 000
0																
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>						26 274 000 000	19 268 000 000	252 000 000	4 276 000 000	3 345 000 000	1 535 000 000	2 166 000 000	100 000 000	400 000 000	5 911 000 000	5 911 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>						0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>						26 274 000 000	19 268 000 000	252 000 000	4 276 000 000	3 345 000 000	1 535 000 000	2 166 000 000	100 000 000	400 000 000	5 911 000 000	5 911 000 000



## MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2699	CONSTRUCTION HOTEL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Etat	Budget national	2013-2023	893 000 000	690 000 000	3 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2360	RENOVATION STADE MODIBO KEÏTA	Etat	Budget national	2008-2023	4 840 000 000	2 832 000 000	8 000 000	2 000 000 000	350 000 000	0	750 000 000	0	900 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	Etat	Budget national	2010-2023	4 046 000 000	1 541 000 000	5 000 000	2 500 000 000	900 000 000	0	700 000 000	0	900 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	Etat	Budget national	2007-2023	6 565 000 000	5 699 000 000	66 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0	800 000 000	800 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	Etat	Budget national	2021-2023	17 254 000 000	8 754 000 000	6 000 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000
3250	REHABILITATION LUCEE SPORTIF DE KABALA	Etat	Budget national	2021-2023	5 520 000 000	1 320 000 000	200 000 000	6 000 000 000	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	Etat	Budget national	2017-2022	3 592 000 000	3 586 000 000	6 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous total Projets en cours</b>					42 710 000 000	24 422 000 000	6 288 000 000	2 500 000 000	3 750 000 000	0	3 950 000 000	0	4 300 000 000	12 500 000 000	12 000 000 000
3377	CONSTRUCTION STADE DE KATI	Etat	Budget national	2023-2023	4 000 000 000	0	0	4 000 000 000	800 000 000	0	1 200 000 000	0	2 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
3389	CONSTRUCTION / REHABILITATION CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIF ELITE KABALA	Etat	Budget national	2023-2023	4 000 000 000	0	0	6 000 000 000	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	4 000 000 000
3390	REHABILITATION/EQUIPEMENT STADE MAMADOU KONATE	Etat	Budget national	2023-2023	2 300 000 000	0	0	2 500 000 000	500 000 000	0	800 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 300 000 000
Sous total Nouveaux Projets					10 300 000 000	0	0	1 500 000 000	2 300 000 000	0	3 500 000 000	0	4 500 000 000	11 500 000 000	10 300 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>					53 010 000 000	24 422 000 000	6 288 000 000	4 000 000 000	6 050 000 000	0	7 450 000 000	0	8 800 000 000	24 000 000 000	22 300 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets en cours</b>					42 710 000 000	24 422 000 000	6 288 000 000	2 500 000 000	3 750 000 000	0	3 950 000 000	0	4 300 000 000	12 500 000 000	12 000 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>					10 300 000 000	0	0	1 500 000 000	2 300 000 000	0	3 500 000 000	0	4 500 000 000	11 500 000 000	10 300 000 000
<b>Total</b>					53 010 000 000	24 422 000 000	6 288 000 000	4 000 000 000	6 050 000 000	0	7 450 000 000	0	8 800 000 000	24 000 000 000	22 300 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>					53 010 000 000	24 422 000 000	6 288 000 000	4 000 000 000	6 050 000 000	0	7 450 000 000	0	8 800 000 000	24 000 000 000	22 300 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					53 010 000 000	24 422 000 000	6 288 000 000	4 000 000 000	6 050 000 000	0	7 450 000 000	0	8 800 000 000	24 000 000 000	22 300 000 000

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2744	PROGRAMME D'ACQUISITION ET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENT, DE RESIDENCE ET CHANCELLERIES POUR DIPLOMATES	Etat	Budget National	10 448 000 000	2014-2023	6 329 000 000	114 000 000	1 105 000 000	1 105 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 005 000 000	4 005 000 000
3030	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT OFM/DRH/CPS. SECTEUR COOP.INT	Etat	Budget National	2 062 000 000	2017-2021	2 062 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2326	APPUI A LA CPS	Etat	Budget National	1 447 000 000	2008-2023	956 000 000	64 000 000	127 000 000	127 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	427 000 000	427 000 000
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	Etat	Budget National	4 000 000	2020-2022	0	4 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous total Projets en cours</b>				13 961 000 000	0	9 347 000 000	182 000 000	1 232 000 000	1 232 000 000	1 550 000 000	1 550 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	4 432 000 000	4 432 000 000
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	Etat		2 003 000 000		0	3 000 000	2 000 000 000	510 000 000	0	800 000 000	0	690 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3372	PROJET DE REHABILITATION DE L'INSPECTION DES SERVICES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	Etat		754 000 000		0	0	754 000 000	255 000 000	0	499 000 000	0	0	754 000 000	754 000 000
<b>Sous total Projets nouveaux</b>				2 757 000 000	0	0	3 000 000	2 754 000 000	765 000 000	0	1 299 000 000	0	690 000 000	2 754 000 000	2 754 000 000
														0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>				16 718 000 000	0	9 347 000 000	185 000 000	3 986 000 000	1 997 000 000	1 550 000 000	2 849 000 000	1 650 000 000	2 340 000 000	7 186 000 000	7 186 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets en cours</b>				13 961 000 000	0	9 347 000 000	182 000 000	1 232 000 000	1 232 000 000	1 550 000 000	1 550 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	4 432 000 000	4 432 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>				2 757 000 000	0	0	3 000 000	2 754 000 000	765 000 000	0	1 299 000 000	0	690 000 000	2 754 000 000	2 754 000 000
<b>Total</b>				16 718 000 000	0	9 347 000 000	185 000 000	3 986 000 000	1 997 000 000	1 550 000 000	2 849 000 000	1 650 000 000	2 340 000 000	7 186 000 000	7 186 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>				16 718 000 000	0	9 347 000 000	185 000 000	3 986 000 000	1 997 000 000	1 550 000 000	2 849 000 000	1 650 000 000	2 340 000 000	7 186 000 000	7 186 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>				16 718 000 000		9 347 000 000	185 000 000	3 986 000 000	1 997 000 000	1 550 000 000	2 849 000 000	1 650 000 000	2 340 000 000	7 186 000 000	7 186 000 000

**MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2384	APPUI PROGRAMME TOKTEN	Etat	Budget National	745 000 000	2017-2021	590 000 000	40 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	115 000 000	115 000 000
		PNUD	Subvention	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925	PROJET APPUI INSERTION/REINSERT MIGRANTS MALIENSDE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	Etat	Budget National	1 198 000 000	2016-2023	849 000 000	11 000 000	327 000 000	327 000 000	0	0	0	0	338 000 000	338 000 000
Sous total Projets en cours				1 943 000 000		1 439 000 000	51 000 000	402 000 000	402 000 000	0	0	0	0	453 000 000	453 000 000
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	Etat	Budget National	794 000 000	2021-2021	215 000 000	12 000 000	255 000 000	255 000 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	567 000 000	567 000 000
3371	APPUI AUX INVESTISSEMENTS DE LA DIAPORA MALIENNE DANS LEURS REGIONS D'ORIGINE	Etat	Budget National	465 000 000			0	215 000 000	215 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	465 000 000	465 000 000
<b>Sous total Nouveau Projet</b>				1 259 000 000		215 000 000	12 000 000	470 000 000	470 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	1 032 000 000	1 032 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>				3 202 000 000		1 654 000 000	63 000 000	872 000 000	872 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	1 485 000 000	1 485 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets en cours</b>				1 943 000 000		1 439 000 000	51 000 000	402 000 000	402 000 000	0	0	0	0	453 000 000	453 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>				1 259 000 000		215 000 000	12 000 000	470 000 000	470 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	1 032 000 000	1 032 000 000
<b>Total</b>				3 202 000 000		1 654 000 000	63 000 000	872 000 000	872 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	1 485 000 000	1 485 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>				3 202 000 000		1 654 000 000	63 000 000	872 000 000	872 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	1 485 000 000	1 485 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>				3 202 000 000	0	1 654 000 000	63 000 000	872 000 000	872 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	1 485 000 000	1 485 000 000

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL(2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2436	AMENAGEMENT ESPACE LOISIRS CITE DES ENFANTS	ETAT	Budget National	2009-2023	2 461 000 000	2 080 000 000	21 000 000	160 000 000	160 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	360 000 000	360 000 000
2733	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	ETAT	Budget National	2014-2023	2 091 000 000	1 708 000 000	23 000 000	160 000 000	160 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	360 000 000	360 000 000
3237	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	ETAT	Budget National	2021-2023	1 282 000 000	0	7 000 000	1 275 000 000	240 000 000	0	435 000 000	0	600 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
3003	APPUI AUTONOMISAT FEMMES FILIERES AGRO SYLVO PASTORALES ET KARITE	BAD	Prêt	2017-2023	4 400 000 000	1 500 000 000	693 000 000	0	693 000 000	0	0	0	0	0	693 000 000
		ETAT	Budget National		508 000 000	392 000 000	16 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3004	APPUI PROMOTION FEMME RURALE	ETAT	Budget National	2017-2023	1 028 000 000	913 000 000	15 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2433	APPUI VALORISATION DES FILIERES PORTEUSES	ETAT	Budget National	2009-2023	2 079 000 000	1 967 000 000	12 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2434	LUTTE CONTRE ABANDON ENFANT	ETAT	Budget National	2009-2023	1 097 000 000	934 000 000	13 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2524	EQUIPEMENT MAISON DES FEMMES	ETAT	Budget National	2010-2023	1 225 000 000	1 102 000 000	23 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINNE DES FEMMES	ETAT	Budget National	2008-2023	868 000 000	756 000 000	12 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2370	PROG NAT APPUI FEMMES OPERATRICES ECONOMIQUES	ETAT	Budget National	2008-2023	1 172 000 000	1 063 000 000	9 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
<b>Sous total Projets en cours</b>					18 211 000 000	12 415 000 000	844 000 000	2 345 000 000	2 003 000 000	400 000 000	835 000 000	0	600 000 000	2 745 000 000	3 438 000 000
<b>Sous total Projets nouveaux</b>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>					18 211 000 000	12 415 000 000	844 000 000	2 345 000 000	2 003 000 000	400 000 000	835 000 000	0	600 000 000	2 745 000 000	3 438 000 000
<b>Sous-total projets en cours</b>					18 211 000 000	12 415 000 000	844 000 000	2 345 000 000	2 003 000 000	400 000 000	835 000 000	0	600 000 000	2 745 000 000	3 438 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					18 211 000 000	12 415 000 000	844 000 000	2 345 000 000	2 003 000 000	400 000 000	835 000 000	0	600 000 000	2 745 000 000	3 438 000 000
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>					13 811 000 000	10 915 000 000	151 000 000	2 345 000 000	1 310 000 000	400 000 000	835 000 000	0	600 000 000	2 745 000 000	2 745 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>					4 400 000 000	1 500 000 000	693 000 000	0	693 000 000	0	0	0	0	0	693 000 000
<b>Total</b>					18 211 000 000	12 415 000 000	844 000 000	2 345 000 000	2 003 000 000	400 000 000	835 000 000	0	600 000 000	2 745 000 000	3 438 000 000

**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2212	REHABILITATION/EXTENSION HOPITAL POINT "G"	Etat	Budget National	4 064 000 000	2006-2023	3 439 000 000	25 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2215	REHABILITATION/EXTENSION HOPITAL KATI	Etat	Budget National	3 236 000 000	2005-2023	2 766 000 000	20 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2214	REHABILITATION/EXTENSION L'HOPITAL GABRIEL TOURE	Etat	Budget National	4 226 000 000	2004-2023	3 596 000 000	30 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2061	REHABILITATION/EXTENSION IOTA	Etat	Budget National	3 367 000 000	2007-2023	2 457 000 000	10 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3006	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	Etat	Budget National	861 000 000	2017-2023	839 000 000	22 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	Etat	Budget National	10 178 000 000	2014-2023	8 678 000 000	500 000 000	1 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2582	AMENAG/EQUIP CENTRE DE RECHERCHE ET DE LUTTE CONTRE LA DREPANOCYTOSE	Etat	Budget National	1 812 000 000	2011-2023	1 392 000 000	20 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3159	REHABILITATION/EXTENSION INSP	Etat	Budget National	881 000 000	2021-2023	106 000 000	25 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFORMATIQUE MEDICALE	Etat	Budget National	2 529 000 000	2016-2023	1 514 000 000	15 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	400 000 000	0	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2978	PROJET D'AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE HOPITAUX MARKALA/KOULTIALA/KOULIKORO	Etat	Budget National	28 511 000 000	2017-2023	16 511 000 000	5 000 000 000	7 000 000 000	4 000 000 000	0	3 000 000 000	0	0	7 000 000 000	7 000 000 000
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	Etat	Budget National	449 000 000	2021-2023	284 000 000	165 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget National	165 000 000	2020-2023	0	165 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	Etat	Budget National	380 000 000	2020-2023	225 000 000	155 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	Etat	Budget National	244 000 000	2020-2023	79 000 000	165 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION SEGOU	Etat	Budget National	285 000 000	2021-2023	120 000 000	165 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget National	270 000 000	2021-2023	75 000 000	195 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	Etat	Budget National	192 000 000	2020-2023	37 000 000	155 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUIDENT	Etat	Budget National	150 000 000	2020-2023	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	Etat	Budget National	165 000 000	2020-2023	0	165 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3285	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	Etat	Budget National	230 000 000	2020-2023	75 000 000	155 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3007	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DES HOPITAUX	Etat	Budget National	32 452 000 000	2017-2023	8 148 000 000	9 804 000 000	14 500 000 000	9 500 000 000	0	5 000 000 000	0	0	14 500 000 000	14 500 000 000
3191	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	Etat	Budget National	220 000 000	2020-2023	200 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3192	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	Etat	Budget National	290 000 000	2020-2023	180 000 000	110 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3193	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE SIKASSO	Etat	Budget National	180 000 000	2020-2023	160 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3194	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE SEGOU	Etat	Budget National	319 000 000	2020-2023	299 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3195	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	Etat	Budget National	234 000 000	2020-2023	214 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3197	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	Etat	Budget National	130 000 000	2020-2023	110 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	Etat	Budget National	158 000 000	2021-2023	0	8 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT CNAOM	Etat	Budget National	267 000 000	2021-2023	267 000 000								0	0
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE QNAPUMA	Etat	Budget National	2 276 000 000	2021-2023	146 000 000	30 000 000	0	500 000 000	0	700 000 000	0	900 000 000	0	2 100 000 000
2379	APPUI A LA CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE (CPS)	Etat	Budget National	729 000 000	2017-2023	314 000 000	55 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	BAD	Subvention	8 000 000 000	2017-2021	0	0							0	0
		Etat	Budget National	591 000 000		298 000 000	18 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2429	APPUI PROGRAMME ODHO	Etat	Budget National	5 378 000 000	2009-2023	4 055 000 000	123 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
		PNUD	Subvention	1 433 000 000		1 433 000 000									
3232	PROGRAMME NATIONAL DE REDUCTION DE LA PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	Etat	Budget National	647 000 000	2021-2023	0	47 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Total projets en cours</b>				115 499 000 000	0	58 017 000 000	17 597 000 000	25 770 000 000	17 070 000 000	2 020 000 000	11 620 000 000	1 820 000 000	3 020 000 000	29 610 000 000	31 710 000 000
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNDS	Etat	Budget National	3 010 000 000		0	10 000 000	5 000 000 000	600 000 000	0	1 000 000 000	0	1 400 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000
3334	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO	Etat	Budget National	1 215 000 000		0	15 000 000	1 200 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	600 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3335	CONSTRUCTION D'UN CENTRE REGIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE ET DE REEDUCATION FONCTIONNELLE A KAYES	Etat	Budget National	820 000 000		0	20 000 000	800 000 000	250 000 000	0	550 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	Etat	Budget National	760 000 000		0	10 000 000	750 000 000	300 000 000	0	450 000 000	0	0	750 000 000	750 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	Etat	Budget National	441 000 000		0	19 000 000	422 000 000	200 000 000	222 000 000	222 000 000	0	0	644 000 000	422 000 000
3395	CONSTRUCTION AMENAGEMENT CMSS	Etat	Budget National	900 000 000		0	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3382	CONSTRUCTION/REHABILITATION CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	Etat	Budget National	1 500 000 000		0	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>				8 646 000 000	0	0	74 000 000	8 972 000 000	2 350 000 000	1 022 000 000	3 422 000 000	800 000 000	2 800 000 000	10 794 000 000	8 572 000 000
<b>Total</b>				124 145 000 000	0	58 017 000 000	17 671 000 000	34 742 000 000	19 420 000 000	3 042 000 000	15 042 000 000	2 620 000 000	5 820 000 000	40 404 000 000	40 282 000 000
<b>Sous-total projets en cours</b>				115 499 000 000	0	58 017 000 000	17 597 000 000	25 770 000 000	17 070 000 000	2 020 000 000	11 620 000 000	1 820 000 000	3 020 000 000	29 610 000 000	31 710 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>				8 646 000 000	0	0	74 000 000	8 972 000 000	2 350 000 000	1 022 000 000	3 422 000 000	800 000 000	2 800 000 000	10 794 000 000	8 572 000 000
<b>Total</b>				124 145 000 000	0	58 017 000 000	17 671 000 000	34 742 000 000	19 420 000 000	3 042 000 000	15 042 000 000	2 620 000 000	5 820 000 000	40 404 000 000	40 282 000 000
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>				114 712 000 000		56 584 000 000	17 671 000 000	34 742 000 000	19 420 000 000	3 042 000 000	15 042 000 000	2 620 000 000	5 820 000 000	40 404 000 000	40 282 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>				9 433 000 000		1 433 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>				124 145 000 000		58 017 000 000	17 671 000 000	34 742 000 000	19 420 000 000	3 042 000 000	15 042 000 000	2 620 000 000	5 820 000 000	40 404 000 000	40 282 000 000

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023	2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 043	OFFICE RIZ MOPTI (7E CONTRAT-PLAN ETAT-ORM)	Etat	Budget national	2016-2023	2 067 000 000	758 000 000	109 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2200	CONTRAT PLAN ETAT - LCV	Etat	Budget national	2011-2023	1 714 000 000	1 095 000 000	19 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2402	CONSTRUCTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	Etat	Budget national	2009-2023	3 614 000 000	2 809 000 000	55 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3 009	OFFICE MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (DMVF)	Etat	Budget national	2006-2023	7 140 000 000	6 188 000 000	72 000 000	280 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	880 000 000	880 000 000
3167	OFFICE RIZ SEGOU (CONTRAT PLAN)	Etat	Budget national	2020-2023	2 986 000 000	1 606 000 000	180 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3168	CONTRAT PLAN/ON	Etat	Budget national	2020-2023	29 509 000 000	9 700 000 000	3 309 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
2856	CONTRAT-PLAN ETAT OPIB	Etat	Budget national	2015-2023	4 174 000 000	3 121 000 000	153 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OFFICE/PRODUCTEURS (CP-DHVN)	Etat	Budget national	2014-2023	2 659 000 000	1 949 000 000	110 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2687	4EME CONTRAT PLAN ETAT-ODRS	Etat	Budget national	2019-2023	1 744 000 000	585 000 000	109 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2918	CONTRAT PLAN ETAT-ADRS-PRODUCTEURS	Etat	Budget national	2019-2023	2 112 000 000	726 000 000	186 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	Etat	Budget national	2019-2023	1 527 000 000	685 000 000	42 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000	800 000 000
2 380	APPUI A LA CPS/SOR	Etat	Budget national	2008-2023	1 713 500 000	1 222 000 000	64 000 000	127 500 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	427 500 000	427 500 000
2 480	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE (POI-BS)	Etat	Budget national	2010-2022	17 993 000 000	17 323 000 000	670 000 000	0	0	0	0	0	-	-
		Fin commun	Prêt		103 130 000 000	105 556 000 000	6 200 000 000	6 697 000 000	-	-	-	-	-	6 697 000 000
2 571	APPUI A L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC)	Etat	Budget national	2011-2023	4 161 500 000	2 703 000 000	276 000 000	382 500 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 182 500 000	1 182 500 000
2 684	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DU DISTRICT DE KITA ET DE SES ENVIRONS, PHASE 2 (PDRIK II)	Etat	Budget national	2013-2023	2 166 000 000	1 932 000 000	22 000 000	212 000 000	0	0	0	0	212 000 000	212 000 000
		BID	Prêt		12 350 000 000	8 565 000 000							-	-
2 765	PROJET D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES PETITS EXPLOITANTS POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SAPEP)	Etat	Budget national	2013-2023	580 000 000	529 000 000	17 000 000	34 000 000	0	0	0	0	34 000 000	34 000 000
		BID	Prêt		7 270 000 000	4 073 000 000							-	-
2807	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE PAR LE DEVELOPPEMENT DES CULTURES IRRIGUEES (PRESA-DCI)	Etat	Budget national	2015-2022	2 493 000 000	2 450 000 000	43 000 000	0	0	0	0	0	-	-
		BAD	Prêt		27 152 000 000	15 403 000 000							-	-
2809	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DE LA REGION DE KOULIKORO (PRESAN-KL)	Etat	Budget national	2015-2022	2 421 000 000	2 392 000 000	29 000 000	0	0	0	0	0	-	-
		BAD	Prêt et Subvention		24 987 000 000	14 875 000 000							-	-



N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023	2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2916	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI (PRIA-MALI)	Etat	Budget national	2014-2023	703 000 000	663 000 000	0	40 000 000	0	0	0	0	40 000 000	40 000 000
		BID	Prêt		23 130 000 000	19 027 000 000							-	-
2917	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	Etat	Budget national	2015-2023	4 140 000 000	2 850 000 000	58 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
		BAD	Prêt et Subvention		27 154 000 000	9 764 000 000							-	-
2 849	PROGRAMME DE RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE (RGA)	Etat	Budget national	2015-2023	3 020 000 000	2 112 000 000	53 000 000	255 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	855 000 000	855 000 000
3001	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL DE SOKE 1 (PADER-SI)	Etat	Budget national	2016-2023	16 810 000 000	13 331 000 000	779 000 000	640 000 000	0	1 000 000 000	0	1 060 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	Etat	Budget national	2018-2024	3 233 000 000	391 000 000	49 000 000	127 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	277 000 000	277 000 000
		IDA	Prêt		14 625 000 000	2 231 000 000	2 154 000 000	5 000 000 000	-	657 000 000	-	-	-	5 657 000 000
3127	PROJET APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLE AU MALI (PACAM)	BM	Prêt	2017-2022	17 500 000 000	16 233 000 000	2 197 000 000	-	-	-	-	-	-	-
		Etat	Budget national		400 000 000	49 000 000	43 000 000	0	0	0	0	0	-	-
3135	PROJET APPUI OFFICE DU NIGER (PAON)	ACDI	Subvention	2016-2019	8 732 000 000	7 276 000 000							-	-
3134	PROJET DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ZONES ARIDES DU MALI (POAZAM)	BM	Prêt		3 000 000 000	6 000 000 000	-	1 802 000 000	-	-	-	-	-	7 802 000 000
		BM	Subvention	2018-2023	33 667 000 000	3 787 000 000	3 000 000 000	261 000 000	-	-	-	-	-	261 000 000
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE GAD ET MENAKA	Etat	Budget national	2019-2022	235 000 000	205 000 000	30 000 000	0	0	0	0	0	-	-
		KFW	Subvention		11 151 000 000	6 898 000 000	3 210 000 000	-	-	-	-	-	-	-
3136	PROJET APPUI FILIERE ANACARDE AU MALI (PAFAM)		Subvention	2016-2020									-	-
			Prêt		9 348 000 000	3 950 000 000							-	-
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ET ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	Etat	Budget national	2018-2023	625 000 000	341 000 000	69 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
		Norvège	Subvention		3 911 000 000	814 000 000	721 000 000	721 000 000	-	762 000 000	-	810 000 000	-	2 293 000 000
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	Etat	Budget national	2019-2023	108 476 286 000	-	1 071 000 000	9 224 000 000	0	0	0	0	96 173 257 000	9 224 000 000
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLE INCUSIF) AU MALI	FIDA/DANIDA BABYLOAN et autres Bailleurs	Prêt	2019-2023	27 067 000 000	11 284 000 000	2 294 000 000	2 186 000 000	-	2 186 000 000	-	-	-	4 372 000 000
			Subvention				9 044 000 000	3 575 000 000	-	3 575 000 000	-	-	-	7 150 000 000
		Etat	Budget national		2 530 000 000	12 596 000 000	18 000 000	127 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	277 000 000	277 000 000
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINE DE SAN OUEST DE SID HA/DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE (MLI 021)	Luxembourg	Subvention	2019-2023	9 421 000 000	-	2 500 000 000	-	-	-	-	-	-	-
		Etat	Budget national		2 000 000 000	-	8 000 000	200 000 000	0	600 000 000	0	745 000 000	2 000 000 000	1 545 000 000
3169	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	Etat	Budget national	2020-2023	2 706 000 000	25 000 000	16 000 000	320 000 000	0	900 000 000	0	900 000 000	2 700 000 000	2 120 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023	2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM/DRH MINISTERE AGRICULTURE	Etat	Budget national	2020-2023	1 995 241 621	122 000 000	17 000 000	1 400 000 000	0	1 000 000 000	0	600 000 000	-	3 000 000 000
3170	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGBOBERE	Etat	Budget national	2020-2023	2 800 000 000	466 000 000	56 000 000	640 000 000	0	800 000 000	0	1 000 000 000	-	2 440 000 000
3130	PAPRZC3 (PNPBBF II)	Etat	Budget national	2020-2023	2 382 000 000	152 000 000	47 000 000	680 000 000	700 000 000	700 000 000	750 000 000	750 000 000	2 130 000 000	2 130 000 000
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	KFW	Subvention	2019-2023	27 611 000 000	-	5 245 000 000	4 000 000 000	-	10 495 000 000	-	7 871 000 000	-	22 366 000 000
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	BAD	Subvention	2018-2023	1 396 000 000	568 000 000	760 000 000	44 000 000	-	-	-	-	-	44 000 000
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	Pays Bas	Subvention	2020-2022	3 279 785 000	-	277 000 000	-	-	-	-	-	-	-
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II		Subvention	2020-2022	4 591 699 000	533 000 000	471 000 000	-	-	289 000 000	-	-	-	289 000 000
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	Etat	Budget national	2018-2020	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	KFW	Subvention	2018-2022	16 070 000 000	11 909 000 000	1 400 000 000	-	-	2 125 000 000	-	2 125 000 000	-	4 250 000 000
		Etat	Budget national		792 000 000	719 000 000	73 000 000	0	0	0	0	0	-	-
2 799	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-MALI)	Etat	Budget national	2016-2021	1 605 000 000	703 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BM	Prêt		22 500 000 000	22 500 000 000							-	-
1 885	PROGRAMME DEVELOPPEMENT INTEGRE REDUCTION PAUVRETE ZONE ONDY (POIRP)/CCMD/BRE DE MADINA DIASSA	Etat	Budget national	2003-2022	1 697 000 000	1 661 000 000	36 000 000	0	0	0	0	0	-	-
2798	PROJET INTEGRE DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES AU MALI (POIRAM)	Etat	Budget national	2016-2023	872 000 000	371 000 000	35 000 000	212 000 000	0	0	0	0	212 000 000	212 000 000
		BID	Prêt		12 850 000 000	1 214 000 000	2 000 000 000	-	-	-	-	-	-	-
3000	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	Etat	Budget national	2017-2023	2 873 000 000	1 640 000 000	213 000 000	320 000 000	0	350 000 000	0	350 000 000	1 000 000 000	1 020 000 000
3 172	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITATIONS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	Etat	Budget national	2019-2023	1 840 000 000	353 000 000	47 000 000	170 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	370 000 000	370 000 000
		BID	Prêt		19 056 600 000	2 087 000 000	3 000 000 000	5 452 000 000	-	8 413 000 000	-	1 682 000 000	-	15 547 000 000
3 164	OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	Etat	Budget national	2020-2023	885 000 000	107 000 000	58 000 000	170 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	720 000 000	720 000 000
3 174	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE MALI (II)	Etat	Budget national	2020-2023	9 000 000 000	268 000 000	56 000 000	255 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	855 000 000	855 000 000
3 173	PROJET D'APPUI AU CONTROLE ET A LA SURVEILLANCE DES EZOPPECIES	Etat	Budget national	2020-2023	657 000 000	126 000 000	81 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS AQUACOLS (PQAA)	Etat	Budget national	2016-2023	1 004 000 000	910 000 000	9 000 000	85 000 000	0	0	0	0	85 000 000	85 000 000
3 083	PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KKOIRO	Etat	Budget national	2019-2022	71 000 000	62 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	-	-
		Belgique	Subvention		4 920 000 000	2 043 000 000	761 000 000	-	-	-	-	-	-	-

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023	2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	UE	Subvention	2016-2023	5 248 000 000	6 498 000 000	2 410 000 000	1 555 000 000	-	566 000 000	-	-	-	2 121 000 000
3138	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	Etat	Budget national	2019-2024	2 800 000 000	197 000 000	58 000 000	297 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	697 000 000	697 000 000
		Banque mondiale	Prêt		32 000 000 000	8 197 000 000	-	10 000 000 000	-	8 000 000 000	-	-	-	18 000 000 000
		Banque mondiale	Subvention		-	-	4 950 000 000	-	-	-	-	-	-	-
3290	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE	Etat	Budget national	2021-2021	193 000 000	193 000 000								
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2021-2021	377 000 000	377 000 000								
3254	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	Etat	Budget national	2021-2023	2 000 000 000	96 000 000	7 000 000	320 000 000	0	600 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	1 620 000 000
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERS HORTICOLES	Etat	Budget national	2021-2023	3 397 000 000	-	197 000 000	700 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV		Budget national	2022-2022	102 000 000		102 000 000	0	0	0	0	0	-	-
3298	PROJET D'IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR II) COMPOSANTE SIKASSO.	UE	Subvention	2021-2022	1 165 000 000	520 000 000	351 000 000	-	-	-	-	-	-	-
3299	PROJET D'IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR II) COMPOSANTE KOULIKORO.	UE	Subvention	2021-2022	1 027 000 000	593 000 000	312 000 000	-	-	-	-	-	-	-
3300	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)		Subvention	2021-2024	2 218 000 000	32 000 000	593 000 000	555 000 000	-	665 000 000	-	776 000 000	-	1 996 000 000
3302	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE EN ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	Etat	Budget national	2021-2023	383 000 000	-	213 000 000	170 000 000	0	0	0	0	170 000 000	170 000 000
		AFD	Subvention		8 675 500 000	1 755 000 000	1 666 500 000	1 667 000 000	-	1 750 000 000	-	1 837 000 000	-	5 254 000 000
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	Etat	Budget national	2021-2023	6 000 000 000	704 000 000	1 034 000 000	960 000 000	0	1 500 000 000	0	2 000 000 000	-	4 460 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS					802 707 111 621	387 874 000 000	68 523 500 000	74 665 000 000	12 750 000 000	60 785 000 000	12 450 000 000	34 906 000 000	144 701 257 000	170 356 000 000
3343	PROGRAMME REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS) II - MALI	Etat	Budget national	2022-2023	1 158 000 000	-	19 000 000	212 000 000	225 000 000	225 000 000	225 000 000	225 000 000	662 000 000	662 000 000
			Prêt		34 500 000 000	-	3 627 000 000	-	-	3 750 000 000	-	8 000 000 000	-	11 750 000 000
			Subvention		-	-	2 627 000 000	6 000 000 000	-	4 250 000 000	-	-	-	10 250 000 000
3344	PROJET MULTI-ENERGIES POUR LA RESILIENCE ET LA GESTION INTEGREE DES TERROIRS AU MALI (PROJET MERIT)	Etat	Budget national	2022-2023	2 800 000 000	-	9 000 000	127 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	677 000 000	677 000 000
		FIDA	PRÊT	29 028 000 000	-	0	4 000 000 000	0	4 215 000 000	0	2 060 000 000	-	10 275 000 000	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	Etat	Budget national	2022-2023	-	-	8 000 000	280 000 000	0	0	0	0	280 000 000	280 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023	2024		2025		TOTAL (2023-2025)		
							CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
3346	PROJET D'AMENAGEMENT DES TERRES/ATI		Budget national	2022-2023			56 000 000	170 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	570 000 000	570 000 000	
3317	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE L'OFFICE RIZ MOPTI (PDI-DRM)	Etat	Budget national	2022-2023		-	673 000 000	1 200 000 000	0	3 000 000 000	0	4 000 000 000	12 000 000 000	8 200 000 000	
3365	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE PHASE II (PDI-BS 2)	Etat	Budget national	2022-2023		0	0	1 700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	6 200 000 000	6 200 000 000	
3368	PROJET D'APPUI A LA CONSERVATION ET LA DIFFUSION DES BETAILS RUMINANTS ENDEMIQUES DANS LA ZONE SUD DU MALI	Etat	Budget national	2022-2023		0	0	12 700 0000	150 000 000	150 000 000	20 000 0000	200 000 000	477 000 000	477 000 000	
3366	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE SPECIALE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DES REGIONS DE KOULIKORO ET PERI-URBAINE DE BAMAKO (PDZSTA-KB)	Etat	Budget national	2022-2023		0	0	127 000 000	200000000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	577 000 000	577 000 000	
		BAD	SUB/ PRÊT			0	1 300 000 000	0	2 520 000 000	0	2 425 000 000	-	6 245 000 000		
3391	NOUVEAU PROJET ACTION (KAYES, KOULIKORO, DIOILA, ET PAYS DOGON)	canada	Sub			0	0	1 000 000 000	0	3 817 000 000	0	3 817 000 000	-	8 634 000 000	
3392	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP – MALI).			2022-2023		0	0	2 500 000 000	0	819 321 6712	0	8 736 935 832	-	19 430 152 544	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA			2022-2023		0	0	520 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 500 000 000	3 020 000 000	
TOTAL NOUVEAUX PROJETS						67 486 000 000	-	7 019 000 000	19 263 000 000	3 025 000 000	33 770 216 712	3 675 000 000	34 213 935 832	25 943 000 000	87 247 152 544
TOTAL GENERAL						870 193 111 621	387 874 000 000	75 542 500 000	93 928 000 000	15 775 000 000	94 555 216 712	16 125 000 000	69 119 935 832	170 644 257 000	257 603 152 544
Sous-total projets en cours						802 707 111 621	387 874 000 000	68 523 500 000	74 665 000 000	12 750 000 000	60 785 000 000	12 450 000 000	34 906 000 000	144 701 257 000	170 356 000 000
Sous-total nouveau projet						67 486 000 000	-	7 019 000 000	19 263 000 000	3 025 000 000	33 770 216 712	3 675 000 000	34 213 935 832	25 943 000 000	87 247 152 544
Total						870 193 111 621	387 874 000 000	75 542 500 000	93 928 000 000	15 775 000 000	94 555 216 712	16 125 000 000	69 119 935 832	170 644 257 000	257 603 152 544
Sous-total projets sur financement Etat						283 461 527 621	99 689 000 000	10 772 000 000	31 415 000 000	15 775 000 000	26 525 000 000	16 125 000 000	28 980 000 000	170 644 257 000	86 920 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur						586 731 584 000	288 185 000 000	64 770 500 000	62 513 000 000	0	68 030 216 712	0	40 139 935 832	-	170 683 152 544
TOTAL GENERAL						870 193 111 621	387 874 000 000	75 542 500 000	93 928 000 000	15 775 000 000	94 555 216 712	16 125 000 000	69 119 935 832	170 644 257 000	257 603 152 544

### COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3139	Lutte contre insécurité alimentaire et malnutrition	Belgique	Subvention	2017-2022	4 497 000 000	3 668 000 000	829 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3187	Programme de soutien au Dispositif National de sécurité alimentaire (PRESA) Phase I	Suisse	Subvention	2018-2022	1 982 000 000	1 694 000 000	288 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		Etat	Budget de l'Etat		119 000 000	76 000 000	43 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3251	Projet « Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement » au Mali	Etat	Budget de l'Etat		239 000 000	76 000 000	63 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		Italie	Prêt		3 832 000 000	365 000 000	1 858 000 000	0	1 235 000 000	0	374 000 000	0	0	0	1 609 000 000
<b>Sous total Projets en cours</b>					10 669 000 000	5 879 000 000	3 081 000 000	100 000 000	1 335 000 000	0	374 000 000	0	0	100 000 000	1 709 000 000
														0	0
														0	0
<b>Sous total Nouveau Projet</b>									0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>					10 669 000 000	5 879 000 000	3 081 000 000	100 000 000	1 335 000 000	0	374 000 000	0	0	100 000 000	1 709 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets en cours</b>					10 669 000 000	5 879 000 000	3 081 000 000	100 000 000	1 335 000 000	0	374 000 000	0	0	100 000 000	1 709 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					10 669 000 000	5 879 000 000	3 081 000 000	100 000 000	1 335 000 000	0	374 000 000	0	0	100 000 000	1 709 000 000
														0	0
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>					358 000 000	152 000 000	106 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>					10 311 000 000	5 727 000 000	2 975 000 000	0	1 235 000 000	0	374 000 000	0	0	0	1 609 000 000
<b>Total</b>					10 669 000 000	5 879 000 000	3 081 000 000	100 000 000	1 335 000 000	0	374 000 000	0	0	100 000 000	1 709 000 000

### Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2017)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE		
3189	Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet)	IDA/Fonds Vert Climat	Subvention	15 500 000 000	2019-2023	2 592 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000	
<b>Sous-total Projet en cours</b>				15 500 000 000	0	2 592 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000	
<b>TOTAL GENERAL</b>				15 500 000 000	0	2 592 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000	
<b>Sous-total nouveau projet</b>				15 500 000 000	0	2 592 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000	
<b>Total</b>				15 500 000 000	0	2 592 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000	
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>							0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>				15 500 000 000		2 592 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000	
<b>Total</b>				15 500 000 000		2 592 000 000	1 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 576 000 000	0	1 629 000 000	0	6 076 000 000	

### COUR SUPREME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE		
2894	CONSTRUCTION/EQUIP SECTION DES COMPTES/CC	Etat	Budget National	3 984 000 000	2016-2023	283 000 000	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000	
<b>Sous-total Projet ancien</b>				3 984 000 000		283 000 000	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000	
<b>TOTAL GENERAL</b>				3 984 000 000		283 000 000	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000	
<b>Sous-total projets en cours</b>				3 984 000 000		283 000 000	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000	
<b>Sous-total nouveau projet</b>				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Total</b>				3 984 000 000		283 000 000	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000	
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>				3 984 000 000		283 000 000	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000	
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Total</b>				3 984 000 000		283 000 000	201 000 000	4 900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	1 500 000 000	4 900 000 000	3 500 000 000	

### MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	ETAT	Budget National	2021-2023	622 000 000	58 000 000	14 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
Sous-total projets en cours					622 000 000	58 000 000	14 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					622 000 000	58 000 000	14 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					622 000 000	58 000 000	14 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total					622 000 000	58 000 000	14 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
Sous-total projets sur financement État					622 000 000	58 000 000	14 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	550 000 000	550 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>622 000 000</b>	<b>58 000 000</b>	<b>14 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>550 000 000</b>	<b>550 000 000</b>

**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2762	CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE MAISON D'ARRET DE BAMAKO	Etat	Budget National	2014-2022	12 444 000 000	10 355 000 000	2 089 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 042	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INFJ DEMBA DIALLO	Etat	Budget national	2017-2022	1 741 000 000	1 541 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2359	APPUI A LA CPS	Etat	Budget national	2008-2022	1 050 000 000	950 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous total Projets anciens</b>					15 235 000 000	12 846 000 000	2 389 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous total Nouveaux projets</b>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>					15 235 000 000	12 846 000 000	2 389 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
							0							0	0
<b>Sous-total projets en cours</b>					15 235 000 000	12 846 000 000	2 389 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous-total nouveau projet</b>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					15 235 000 000	12 846 000 000	2 389 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
														0	0
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>					15 235 000 000	12 846 000 000	2 389 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>					15 235 000 000	12 846 000 000	2 389 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0



### CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
2720	REHABILITATION EQUIPEMENT CESC	Etat	Budget national	2013-2021	1 665 000 000	1 515 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					1 665 000 000	1 515 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					1 665 000 000	1 515 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					1 665 000 000	1 515 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					1 665 000 000	1 515 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement Etat					1 665 000 000	1 515 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					1 665 000 000	1 515 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### COUR CONSTITUTIONNELLE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
3308	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ETAT	Budget National	2021-2022	17 000 000	8 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					17 000 000	8 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					17 000 000	8 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					17 000 000	8 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					17 000 000	8 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement Etat					17 000 000	8 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					17 000 000	8 000 000	9 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2348	APPUI A LA CPS	État	Budget national	1 685 000 000	2008-2023	1 255 000 000	120 000 000	110 000 000	110 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	310 000 000	310 000 000
1801	CURAGE COLLECTEURS DISTRICT BKO	État	Budget national	7 941 000 000	2002-2023	6 441 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2054	PROJET DE CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NDUMDOUBOUGOU	État	Budget national	12 075 000 000	2006-2022	10 475 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
2420	ETUDE DIAGNOSTIQUE DES STATIONS D'EPURATION ET OUVRAGES CONNEXES	État	Budget national	5 963 000 000	2009-2023	4 985 000 000	600 000 000	178 000 000	178 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	378 000 000	378 000 000
2490	PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE SOTUBA	État	Budget national	3 148 000 000	2010-2021	2 593 000 000	300 000 000	255 000 000	255 000 000	0	0	0	0	255 000 000	255 000 000
2689	ALLIANCE GLOBALE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (AGCC)	UE	Sub	4 125 000 000	2010-2023	3 383 000 000	254 000 000	0	488 000 000	0	0	0	0	-	488 000 000
		État	Budget national	393 000 000		4 835 000 000	150 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
2771	PROJET ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL/FENU	FENU	Sub	250 000 000	2014-2021	408 000 000	0							-	-
		État	Budget national	2 960 000 000		406 000 000	90 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-
2772	PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE PGRNCC	IDA	Sub	10 200 000 000	2014-2021	6 134 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		État	Budget national	695 000 000		650 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	-
2737	PROGRAMME D'URGENCE ASSAINISSEMENT	État	Budget national	2 960 000 000	2014-2023	3 763 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2261	PROGRAMME REGIONAL AMENAGEMENT MASSIF FOUTA DJALLON	État	Budget national	711 000 000	2009-2021	661 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2509	APPUI AU SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER (SIFOR)	État	Budget national	1 528 000 000	2010-2021	1 031 000 000	300 000 000	72 000 000	72 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	197 000 000	197 000 000
2535	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DELTA INTERIEUR DU NIGER (PDD-DIN)	Suède	Sub	6 412 000 000	2018-2022	5 843 000 000	600 000 000	0	700 000 000	0	0	0	0	-	700 000 000
		État	Budget national	1 175 000 000		654 000 000	300 000 000	221 000 000	221 000 000	0	0	0	0	221 000 000	221 000 000
2425	RENFORCEMENT CAPACITE MEA	État	Budget national	2 023 000 000	2009-2021	2 023 000 000									
2048	PROTECTION ET AMENAGEMENT DES BERGES DU FLEUVE NIGER	État	Budget national	4 393 000 000	2006-2022	3 623 000 000	400 000 000	170 000 000	170 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	370 000 000	370 000 000
2284	DRAGAGE/PROTECTION DES BERGES DE DIAFARABE (PPTÉ)	État	Budget national	17 065 000 000	2007-2022	16 415 000 000	650 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2853	GRANDE MURAILLE VERTE	État	Budget national	54 526 000 000	2016-2023	53 956 000 000	250 000 000	170 000 000	170 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	320 000 000	320 000 000
2920	CONSTRUCTION SIEGE AEOO	État	Budget national	1 285 000 000	2016-2021	1 050 000 000	150 000 000	85 000 000	85 000 000	0	0	0	0	85 000 000	85 000 000
2921	PROJET DE REHABILITATION ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE FLEUVE NIGER	BM	Prêt	6 824 000 000	2016-2023	4 124 000 000	1 000 000 000	0	1 700 000 000	0	0	0	0	-	1 700 000 000
			sub	2 800 000 000			1 000 000 000	0	1 800 000 000	0	0	0	0	-	1 800 000 000
		État	Budget national	887 000 000		610 000 000	150 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
3100	PROJET D'APPUI A LA CORDINATION DES INITIATIVES LIEES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES/AEOO	État	Budget national	1 764 000 000	2018-2023	567 000 000	300 000 000	297 000 000	297 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	897 000 000	897 000 000
3150	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT ONACPN	État	Budget national	2 808 000 000	2020-2022	368 000 000	700 000 000	0	240 000 000	0	600 000 000	0	900 000 000	-	1 740 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3151	ELABORATION PLAN AMENAGEMENT MASSIFS FORESTIERS	Etat	Budget national	670 000 000	2020-2022	93 000 000	150 000 000	127 000 000	127 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	427 000 000	427 000 000
3152	PROGRAMME DE REBOISEMENT INTENSIF POUR LA RECONSTRUCTION DES ECOSYSTEMES FORESTIERS AU MALI	Etat	Budget national	968 000 000	2020-2023	148 000 000	250 000 000	170 000 000	170 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	570 000 000	570 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	Etat	Budget national	2 221 000 000	2020-2022	484 000 000	500 000 000	0	400 000 000	0	600 000 000	0	237 000 000	-	1 237 000 000
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	FAD/GCF/UE	Subvention	13 222 000 000	2020-2025	0								-	-
3148	3EME PHASE GEDEFOR "PROMOTION DES CHAINES DE VALEURS AGRICOLES (GEDEFOR III/PCVA)	ASDI	Subvention	10 460 000 000	2020-2023	137 293 000 000	2 000 000 000	0	1 100 000 000	0	0	0	0	-	1 100 000 000
		Etat	Budget national	1 523 000 000			315 000 000	370 000 000	289 000 000	289 000 000	0	0	0	0	289 000 000
<b>Total projets en cours</b>				185 660 000 000	0	137 293 000 000	11 634 000 000	3 698 000 000	10 126 000 000	2 625 000 000	3 825 000 000			6 323 000 000	13 951 000 000
3119	Aménagement Parc Tienfala	Etat	Budget national	1 321 000 000	2018-2023	526 000 000	450 000 000	170 000 000	170 000 000	175 000 000	175 000 000	0	0	345 000 000	345 000 000
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	Etat	Budget national	7 124 000 000	2021-2023	5 704 000 000	400 000 000	320 000 000	320 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 020 000 000	1 020 000 000
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATIONS EN VUE DE PRÉSERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	FEM	Subvention	3 666 000 000	2021-2021	3 666 000 000	0							-	-
3227	PROJET GESTION COMMUNAUTAIRE RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOSYSTEME AIRE REPARTITION ELEPHANT	FEM/PNUD	Subvention	1 343 000 000	2021-2023	137 293 000 000	691 000 000	0	323 000 000	0	294 000 000	0	0	-	617 000 000
		Etat	Budget national	325 000 000			40 000 000	150 000 000	85 000 000	85 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	135 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF	Etat	Budget national	13 013 000 000	2021-2021	6 013 000 000	2 000 000 000	5 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	1 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
2919	PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO	KFW	SUB	0			0	0	1 500 000 000	0	3 220 000 000	0	644 000 000		
<b>Sous-total: projets nouveaux</b>				26 792 000 000	0	15 984 000 000	3 691 000 000	5 575 000 000	4 398 000 000	575 000 000	6 089 000 000	350 000 000	1 994 000 000	6 500 000 000	12 481 000 000
<b>Total</b>				212 452 000 000	0	153 277 000 000	15 325 000 000	9 273 000 000	14 524 000 000	3 200 000 000	9 914 000 000	350 000 000	1 994 000 000	12 823 000 000	26 432 000 000
<b>Sous-total projets en cours</b>				185 660 000 000		137 293 000 000	11 634 000 000	3 698 000 000	10 126 000 000	2 625 000 000	3 825 000 000	0	0	6 323 000 000	13 951 000 000
<b>Sous-total nouveau projet</b>				26 792 000 000		15 984 000 000	3 691 000 000	5 575 000 000	4 398 000 000	575 000 000	6 089 000 000	350 000 000	1 994 000 000	6 500 000 000	12 481 000 000
<b>Total</b>				212 452 000 000	0	153 277 000 000	15 325 000 000	9 273 000 000	14 524 000 000	3 200 000 000	9 914 000 000	350 000 000	1 994 000 000	12 823 000 000	26 432 000 000
<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>				153 150 000 000		129 684 000 000	9 780 000 000	9 273 000 000	6 913 000 000	3 200 000 000	6 400 000 000	2 300 000 000	4 437 000 000	14 773 000 000	17 750 000 000
<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>				59 302 000 000		23 593 000 000	5 545 000 000	0	7 611 000 000	0	3 514 000 000	0	644 000 000	-	11 769 000 000
<b>Total</b>				212 452 000 000		153 277 000 000	15 325 000 000	9 273 000 000	14 524 000 000	3 200 000 000	9 914 000 000	2 300 000 000	5 081 000 000	14 773 000 000	29 519 000 000

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3052	Construction Centre de Formation pour le Développement	Etat	Budget national	2 077 000 000	2017-2023	1 022 000 000	300 000 000	0	255 000 000	0	300 000 000	0	200 000 000	-	755 000 000
3163	Appui à la mobilisation des recettes intérieures	Etat	Budget national	1 318 000 000	2021-2023	741 000 000	150 000 000	127 000 000	127 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	427 000 000	427 000 000
2906	APPUJ FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Etat	Budget National	897 000 000	2016-2023	455 000 000	100 000 000	102 000 000	102 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	342 000 000	342 000 000
2531	Appui Financement PME/PMI	Etat	Budget national	550 000 000	2009-2022	500 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2719	Projets filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA	Etat	Budget national	9 058 000 000	2013-2023	4 858 000 000	1 800 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	2 400 000 000	2 400 000 000
		Extérieur (IDA)	Don	45 531 000 000		40 031 000 000	4 000 000 000	-	1 500 000 000	-	-	-	-	-	-
3120	Projet d'Appui Compétitivité de l'Economie Malienne	Etat	Budget national	746 000 000	2018-2023	248 000 000	200 000 000	212 000 000	212 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	712 000 000	712 000 000
		BAD	SUB	8 000 000 000		608 000 000	1 539 000 000	-	1 779 000 000	-	-	-	-	-	-
2732	Projet de reconstruction Relance Economique	Etat	Budget national	683 000 000	2014-2022	533 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		Extérieur (IDA)	Don	58 758 000 000		58 758 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2104	Appui à la Viabilité de la Dette	Etat	Budget national	1 846 000 000	2006-2023	1 046 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2460	Appui à la Mise en Œuvre du Schéma Directeur de la Statistique	Etat	Budget national	3 192 000 000	2012-2023	1 317 000 000	475 000 000	450 000 000	450 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
2477	Appui Mise en Œuvre INSTAT	Etat	Budget national	5 444 000 000	2010-2023	3 844 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2824	Appui centre de formation en statistique/INSTAT	Etat	Budget national	458 000 000	2015-2022	383 000 000	75 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3178	APPUJ MISE EN ŒUVRE CERCAP	Etat	Budget national	600 000 000	2020-2023	0	200 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
2544	Appui mise en Œuvre Plan Harmonisation de l'Aide	Etat	Budget national	1 499 000 000	2009-2023	899 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2905	Appui Programmation Suivi/Eval Investissements	Etat	Budget national	3 269 000 000	2016-2023	1 544 000 000	525 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3165	Renforcement Capacités de Modélisation	Etat	Budget national	778 000 000	2020-2023	178 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2659	Programme Promotion Planification Gestion du Développement	Etat	Budget national	1 882 000 000	2012-2023	1 242 000 000	190 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2673	Appui Mise en Œuvre CSERP	Etat	Budget national	1 113 000 000	2012-2023	113 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2827	Appui au processus Mali Emergent	Etat	Budget national	719 000 000	2015-2023	419 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
2883	Programme de Perfectionnement des Agents du MEF	Etat	Budget national	1 938 000 000	2015-2023	938 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES	Etat	Budget national	1 102 000 000	2017-2023	662 000 000	190 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS CAISFF	Etat	Budget national	4 343 000 000	2016-2023	2 343 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2911	APPUI CELLULE DE DVPT SECTEUR FINANCIER	Etat	Budget national	1 623 000 000	2016-2023	423 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2941	APPUI CELLULE SUIVI PROJETS	Etat	Budget national	943 000 000	2016-2023	398 000 000	95 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2731	Fonds d'étude et de préparation des projets	Etat	Budget national	19 153 000 000	2014-2023	2 785 000 000	3 388 000 000	3 480 000 000	3 480 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	12 980 000 000	12 980 000 000
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES MEF (SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE)	Etat	Budget national	7 495 000 000	2016-2023	3 695 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
2970	MIGRATION DE PRED 5 OGB-DNPD	Etat	Budget national	1 912 000 000	2016-2023	712 000 000	350 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	850 000 000	850 000 000
3057	Appui Cellule Suivi Reformes UEMOA	Etat	Budget national	735 000 000	2017-2023	165 000 000	140 000 000	150 000 000	150 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	430 000 000	430 000 000
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	Etat	Budget national	819 000 000	2021-2023	69 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
2656	Constitution Stock de Sécurité ONAP	Etat	Budget national	4 207 000 000	2013-2023	2 207 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	700 000 000	700 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	Etat	Budget national	9 696 000 000	2015-2023	6 296 000 000	1 700 000 000	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	0	0	850 000 000	1 700 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	Etat	Budget national	3 133 000 000	2017-2023	1 433 000 000	350 000 000	0	425 000 000	0	925 000 000	0	0	-	1 350 000 000
2904	CONSTRUCT ET EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES DRPSIAP	Etat	Budget national	2 517 000 000	2016-2023	1 127 000 000	400 000 000	340 000 000	340 000 000	350 000 000	350 000 000	300 000 000	300 000 000	990 000 000	990 000 000
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	Etat	Budget national	449 000 000	2021-2022	299 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	Etat	Budget national	805 000 000	2022-2024	0	300 000 000	255 000 000	255 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	505 000 000	505 000 000
1949	Construction/Entretien Immeuble Hotel du MEF ACI 2000	Etat	Budget national	7 756 000 000	2003-2022	7 606 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2830	Construction du siège de la Direction Générale des Douanes	Etat	Budget national	10 951 000 000	2015-2023	9 376 000 000	750 000 000	425 000 000	425 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	825 000 000	825 000 000
2967	Réhabilitation Extension Equip/Trésorerie et Perception	Etat	Budget national	3 510 000 000	2016-2023	1 970 000 000	400 000 000	340 000 000	340 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 140 000 000	1 140 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3175	Construction/Equipement Directions Douanes	Etat	Budget national	1 205 000 000	2020-2023	100 000 000	250 000 000	255 000 000	255 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	855 000 000	855 000 000
2101	Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations	Etat	Budget national	3 804 000 000	2008-2023	2 404 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2591	Réhabilitation Immeuble de la DG Dette Publique	Etat	Budget national	1 699 000 000	2013-2023	937 000 000	200 000 000	212 000 000	212 000 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	562 000 000	562 000 000
2592	Construction Hôtel des Finances à l'ACI	Etat	Budget national	3 101 000 000	2012-2022	1 101 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2721	Réhabilitation extension DBMP	Etat	Budget national	3 197 000 000	2015-2023	2 342 000 000	300 000 000	255 000 000	255 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	555 000 000	555 000 000
2881	Acquisition/Construction Terrain DRB/DRCF Bamako	Etat	Budget national	1 298 000 000	2015-2022	1 148 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM	Etat	Budget national	634 000 000	2016-2023	407 000 000	100 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	Etat	Budget national	4 800 000 000	2018-2023	3 740 000 000	350 000 000	510 000 000	510 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	710 000 000	710 000 000
3131	Réhabilitation Ex-Hôtel des Finances	Etat	Budget national	123 000 000	2019-2021	123 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3108	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT TRANSIT ADM ET BCS	Etat	Budget national	1 197 000 000	2018-2023	347 000 000	400 000 000	0	200 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	250 000 000	450 000 000
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	Etat	Budget national	10 850 000 000	2021-2023	0	1 000 000 000	15 000 000 000	850 000 000	0	3 000 000 000	0	6 000 000 000	15 000 000 000	9 850 000 000
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	Etat	Budget national	538 000 000	2021-2023	161 000 000	250 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	Etat	Budget national	2 165 000 000	2021-2023	425 000 000	600 000 000	340 000 000	340 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 140 000 000	1 140 000 000
TOTAL PROJETS EN COURS				266 116 000 000	0	174 478 000 000	27 867 000 000	30 307 000 000	20 316 000 000	15 285 000 000	20 360 000 000	13 235 000 000	19 435 000 000	58 827 000 000	60 111 000 000
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	Etat	Budget national	3 850 000 000	2023-2023	0	1 000 000 000	4 000 000 000	850 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	4 000 000 000	2 850 000 000
3378	Construction de salles d'archives de la DNTCP	Etat	Budget national	2 000 000 000	2023-2023	0	0	2 000 000 000	510 000 000	0	900 000 000	0	590 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3379	ENTRETIEN HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	470 000 000	2023-2023	0	0	170 000 000	170 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	470 000 000	470 000 000
3381	CONSTRUCTION NOUVEL HOTEL DES FINANCES	Etat	Budget national	5 700 000 000	2023-2023	0	0	10 000 000 000	1 700 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	10 000 000 000	5 700 000 000
3380	PROJET COMMUNAUTAIRE DE RELEVEMENT ET DE STABILISATION DU SAHEL (PCRSS)	Etat	Budget national	427 000 000	2023-2023	0	0	127 000 000	127 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	427 000 000	427 000 000
		Etat	Budget national	37 500 000 000		0	0	2 500 000 000	0	15 000 000 000	0	20 000 000 000	0	20 000 000 000	-
Sous total Nouveau Projet				49 947 000 000	0	0	1 000 000 000	16 297 000 000	5 857 000 000	300 000 000	19 200 000 000	300 000 000	23 890 000 000	16 897 000 000	48 947 000 000
TOTAL GENERAL				316 063 000 000	0	174 478 000 000	28 867 000 000	46 604 000 000	26 173 000 000	15 585 000 000	39 560 000 000	13 535 000 000	43 325 000 000	75 724 000 000	109 058 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Coût global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Sous-total projets en cours			266 116 000 000	0	174 478 000 000	27 867 000 000	30 307 000 000	20 316 000 000	15 285 000 000	20 360 000 000	13 235 000 000	19 435 000 000	58 827 000 000	60 111 000 000
	Sous-total nouveau projet			49 947 000 000	0	0	1 000 000 000	16 297 000 000	5 857 000 000	300 000 000	19 200 000 000	300 000 000	23 890 000 000	16 897 000 000	48 947 000 000
	Total			316 063 000 000	0	174 478 000 000	28 867 000 000	46 604 000 000	26 173 000 000	15 585 000 000	39 560 000 000	13 535 000 000	43 325 000 000	75 724 000 000	109 058 000 000
															-
	Sous-total projets sur financement État			166 274 000 000		75 081 000 000	23 328 000 000	46 604 000 000	20 394 000 000	15 585 000 000	24 560 000 000	13 535 000 000	23 325 000 000	75 724 000 000	68 279 000 000
	Sous-total projets sur financement extérieur			149 789 000 000	0	99 397 000 000	5 539 000 000	0	5 779 000 000	-	15 000 000 000	-	20 000 000 000	-	40 779 000 000
	Total			316 063 000 000	0	174 478 000 000	28 867 000 000	46 604 000 000	26 173 000 000	15 585 000 000	39 560 000 000	13 535 000 000	43 325 000 000	75 724 000 000	109 058 000 000

## MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1900	REPARAT°/ACQUISITION BACS DNR	Etat	Budget national	2006-2025	4 625 000 000	3 625 000 000	200 000 000	400 000 000	400 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	800 000 000	800 000 000
3020	AMENAGEMENT VOIE DE RACCORDEMENT DU 3EME PONT DE BAMAKO A LA ROUTE NATIONALE RN26 (BKO-SEGOU) LONGUE DE 3.26 KM AVEC CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR AU CARREFOUR DE LA ROUTE BAMAKO-SEGOU (RNB)	Etat	Budget national	2017-2021	38 630 000 000	38 630 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	Etat	Budget national	2006-2021	41 564 000 000	41 564 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3018	CONSTRUCTION ET BITUMAGE BRETELLE KATELE-KADILO-ZEGDUA ET AMENAG 10 KM DE VOIRIES KADILO	Etat	Budget national	2017-2021	24 119 000 000	24 119 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2945	ETUDES ET CONSTRUCTION DU 2EME PONT DE KAYES (600 ML)	Etat	Budget national	2016-2021	44 595 000 000	44 595 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2036	ENTRETIEN PISTES CMDT/OHVN	Etat	Budget national	2006-2025	16 036 000 000	12 036 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
2376	APPUI A LA CPS	Etat	Budget national	2008-2025	1 614 000 000	1 224 000 000	100 000 000	90 000 000	90 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	290 000 000	290 000 000
2482	REPARATION/ACQUISITION D'ENGINS LOURDS	Etat	Budget national	2010-2025	2 398 000 000	2 018 000 000	200 000 000	180 000 000	180 000 000	0	0	0	0	180 000 000	180 000 000
2749	CONSTRUCTION ROUTE DOUMBOU NARA FRONTIERE MAURITANIE	Etat	Budget national	2014-2025	967 000 000	200 000 000	0	750 000 000	750 000 000	675 000 000	675 000 000	650 000 000	650 000 000	2 075 000 000	2 075 000 000
		BID	Prêt	2014-2025	72 546 000 000	21 886 000 000	0							0	0

N°RN P	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1554	PROGRAMME ROUTIER D'URGENCE	Etat	Budget national	2005- 2025	56 793 000 000	15 269 000 000	7 300 000 000	1 000 000 000	7 824 000 000	1 000 000 000	10 700 000 000	1 000 000 000	15 700 000 000	3 000 000 000	34 224 000 000
3011	REHABILITATION RESEAU OBSERVATION METEO/APPUI AU MONDE RURAL	Etat	Budget national	2017- 2023	731 000 000	256 000 000	250 000 000	225 000 000	225 000 000	0	0	0	0	225 000 000	225 000 000
2561	BITUMAGE ROUTE GOMA COURA- TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2011	5 814 000 000	5 814 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	UE	-2025	85 268 000 000	73 181 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	8 500 000 000	0	8 500 000 000	0	19 000 000 000
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU - SAN 7 KM	Etat	Budget national	2014-	193 000 000	193 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	BOAD/Prêt	2023	9 184 000 000	7 184 000 000	0	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000
3056	CONTRAT PLAN ETAT-IGM	Etat	Budget national	2013- 2025	1 873 000 000	1 123 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3155	CONTRAT PLAN ETAT-COMANAV	Etat	Budget national	2020- 2025	1 630 000 000	335 000 000	350 000 000	315 000 000	315 000 000	315 000 000	315 000 000	315 000 000	315 000 000	945 000 000	945 000 000
2252	ACQUISITION EQUIPEMENTS TECHNIQUES POUR CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015- 2025	1 237 000 000	587 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3078	REHABILITATION ROUTE BAMAKO-KATI- KOLOKANI-DIEDIENI-DIEMA-SANDARE- KAYES-KIDIRA (710 KM)REHABILITATION ROUTE BAMAKO-KATI-KOLOKANI- DIEDIENI-DIEMA-SANDARE-KAYES-KIDIRA (710 KM)	Etat	Budget national	2019- 2025	77 476 708 005	50 437 000 000	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	5 000 000 000	0	35 000 000 000
3190	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES-ADOURU-FR MAURITANIE	BID	Prêt	2020- 2022	76 500 000 000	0	0							0	0
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	UE	Sub	2020- 2025	43 966 000 000		4 348 000 000	0	3 135 000 000	0	26 058 000 000	0	10 425 000 000	0	39 618 000 000
		BAD	Prêt	2020- 2025	21 091 000 000	0	2 659 000 000	0	980 000 000	0	12 466 000 000	0	4 986 000 000	0	18 432 000 000
3154	AMENAGEMENT EQUIPEMENT AGEROUTE	Etat	Budget national	2020- 2024	1 350 000 000	570 000 000	400 000 000	180 000 000	180 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	380 000 000	380 000 000
2980	CONSTRUCTION/BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU - KOLONDIÉBA -FR RCI	Etat	Budget national	2016- 2023	10 611 000 000	700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BAD	Prêt		59 380 000 000	54 684 000 000	4 700 000 000	0	1 900 000 000	0	0	0	0	0	1 900 000 000
		UE	Subvention	2016- 2023	4 389 500 000		2 522 500 000	0	1 867 000 000	0	0	0	0	0	1 867 000 000
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	Etat	Budget national	2021- 2022	510 000 000	410 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIE PROVOQUEE	Etat	Budget national	2006- 2025	32 846 000 000	28 346 000 000	2 500 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	500 000 000	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	Etat	Budget national	2013- 2025	5 021 000 000	3 141 000 000	500 000 000	0	180 000 000	0	500 000 000	0	700 000 000	0	1 380 000 000
2565	CONSTRUCTION ENTREPOTS MALIENS AU BENIN	Etat	Budget national	2020- 2024	1 205 000 000	215 000 000	370 000 000	800 000 000	270 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	1 150 000 000	620 000 000
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNTMF	Etat	Budget national	2021- 2025	2 300 000 000	0	700 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	600 000 000	0	700 000 000	2 500 000 000	1 600 000 000



N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3014	CONSTRUCTION VOIES CEINTURE OUEST KKORO (13,8KM)	Etat	Budget national	2017-2025	18 265 000 000	11 265 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	5 500 000 000
3016	CONST ROUTE BANCONI-DIALAKORDOJISAFD-DABANANI-NOUMSOMBOUGOU	Etat	Budget national	2017-2025	28 268 000 000	16 718 000 000	4 000 000 000	0	1 500 000 000	0	3 000 000 000	0	3 050 000 000	0	7 550 000 000
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	Etat	Budget national		34 250 000 000	4 750 000 000	10 000 000 000	0	2 500 000 000	0	7 000 000 000	0	10 000 000 000	0	19 500 000 000
3012	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES-SADIOLA (LOT I)	Etat	Budget national	2017-2022	50 890 000 000	49 890 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3089	AMENAGEMENT TRAVERSEE DE LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2018-2024	1151 000 000	377 000 000	4 690 000 000	0	2 500 000 000	0	2 050 000 000	0	0	0	4 550 000 000
		BOAD	Prêt/Subvention		20 000 000 000	19 440 000 000	0							0	0
2948	CONSTRUCTION ET BITUMAGE MACINA/DIAFARABE/TEKENKOU (95KM) LOT 1 ET LOT 2	Etat	Budget national	2016-2022	13 366 685 275	6 038 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3176	CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR, D'UN VIADUC ET AMENAGEMENT DE 10 KM DES VOIRIES DANS LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2019-2021	6 640 000 000	2 900 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BOAD	Prêt		22 139 000 000	17 584 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE -MOPTI DE LA RNB, AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBOOEDJO	BOAD	Prêt	2020-2024	44 104 798 013	5 510 000 000	3 000 000 000	0	5 000 000 000	0	6 000 000 000	0	0	0	11 000 000 000
		Etat	Budget national		1 148 000 000	186 000 000	500 000 000	750 000 000	750 000 000	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION SEGOU	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUJENIT	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	Etat	Budget national	2022-2022	400 000 000		400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

N°RP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024			2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
3201	REHABILITATION ROUTE SEVARE GAO (PHASE I)	Etat	Budget national	2022-2022	53 000 000 000	3 208 000 000	3 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	3 500 000 000	
		BADEA/DFIB	PRET	2022-2022			0	0	5 000 000 000	0	16 014 000 000	0	6 406 000 000	0	27 420 000 000	
<b>Sous total Projets en cours</b>					1 043 685 691 293	570 208 000 000	77 689 500 000	9 240 000 000	59 896 000 000	5 590 000 000	115 478 000 000	4 665 000 000	72 132 000 000	19 495 000 000	247 506 000 000	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE SADIOLA-SOUMALA	Etat	Budget national	2022-2022	17 000 000 000		3 000 000 000	30 000 000 000	3 000 000 000	0	5 000 000 000	0	6 000 000 000	30 000 000 000	14 000 000 000	
3319	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PENETRANTE - PHASE 2 DE LA ROUTE BAMAKO - SEGOU (TRONÇON DE LA ROUTE RN6 COMPRIS ENTRE LE CARREFOUR DE WARABA TIATIO VERS BAGUINEDA SUR 16 KM. CONSTRUCTION DE 4 PASSERELLES POUR PIETON ET PROLONGEMENT DE CANIVEAUX VERS L'EXUTOIRE SUR 1,5 KM.	ETAT	BUDGET NATIONAL	2022-2022	1 500 000 000		1 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
3320	TRONÇON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) DU RONDEPOINT GRAND HOTEL A BOULKASSOUMBOUGOU	Etat	Budget national	2022-2022	2 010 000 000		310 000 000	700 000 000	700 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	
		BOAD	PRET	2022-2022	27 666 000 000		0	0	1 000 000 000	0	15 000 000 000	0	11 666 000 000	0	27 666 000 000	
3313	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	Etat	Budget national	2022-2022	1 000 000 000		200 000 000	800 000 000	180 000 000	0	320 000 000	0	300 000 000	800 000 000	800 000 000	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	Etat	Budget national	2022-2022	2 300 000 000		500 000 000	2 500 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	2 500 000 000	1 800 000 000	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	Etat	Budget national	2022-2022	1 500 000 000		500 000 000	1 000 000 000	100 000 000	0	300 000 000	0	600 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	Etat	Budget national	2022-2022	23 000 000 000		1 100 000 000	90 000 000 000	900 000 000	0	8 000 000 000	0	13 000 000 000	90 000 000 000	21 900 000 000	
3324	CONSTRUCTION DE LA ROUTE TAMBAGA-MANANTALI (92KM)	Etat	Budget national	2022-2022	18 750 000 000		3 000 000 000	65 000 000 000	750 000 000	0	5 000 000 000	0	10 000 000 000	65 000 000 000	15 750 000 000	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	Etat	Budget national	2022-2022	10 750 000 000		1 000 000 000	25 000 000 000	750 000 000	0	4 000 000 000	0	5 000 000 000	25 000 000 000	9 750 000 000	
3354	CONSTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADILO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	Etat	Budget national	2022-2022	20 000 000 000		1 000 000 000	82 000 000 000	1 000 000 000	0	6 000 000 000	0	12 000 000 000	82 000 000 000	19 000 000 000	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	Etat	Budget national	2022-2022	32 000 000 000		2 000 000 000	127 000 000 000	5 000 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	127 000 000 000	30 000 000 000	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	Etat	Budget national	2022-2022	2 750 000 000		1 000 000 000	1 500 000 000	750 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 750 000 000	

N°RN P	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024			2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	Etat	Budget national	2022- 2022	2 750 000 000		750 000 000	2 000 000 000	1 850 000 000	0	150 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	
3180	CONSTRUCTION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS/PHASE 2) : SECTION BOUREM-TARKINT-ANEFIS- KIDAL	Etat	Budget national	2023- 2025	1 500 000 000		0	700 000 000	700 000 000	0	400 000 000	0	400 000 000	700 000 000	1 500 000 000	
3382	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES - YELIMANE - NIORO DU SAHEL ET YELIMANE-DIALAKA (354 KM)	Etat	Budget national	2023- 2025	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3383	CONSTRUCTION ENTREPOT MAURITANIE	Etat	Budget national	2023- 2025	2 280 000 000		0	2 500 000 000	500 000 000	0	780 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 280 000 000	
3384	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO CONAKRY A KANKAN	Etat	Budget national	2023- 2025	5 000 000 000		0	7 500 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	7 500 000 000	5 000 000 000	
3385	CONSTRUCTION DE PARKING SUR LE CORRIDOR BAMAKO NOUACKCHOTT	Etat	Budget national	2023- 2025	2 500 000 000		0	2 500 000 000	270 000 000	0	1 000 000 000	0	1 230 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	
3386	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE BOUGOUNI-MANANKORO-FRONTIERE COTE D'IVOIRE	Etat	Budget national	2023- 2025	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sous total Nouveaux projets					174 256 000 000	0	15 860 000 000	440 700 000 000	18 750 000 000	500 000 000	59 650 000 000	500 000 000	79 996 000 000	441 700 000 000	158 396 000 000	
TOTAL GENERAL					1 217 941 691 293	570 208 000 000	93 549 500 000	449 940 000 000	78 646 000 000	6 090 000 000	175 128 000 000	5 165 000 000	152 128 000 000	461 195 000 000	405 902 000 000	
Sous-total projets en cours					1 043 685 691 293	570 208 000 000	77 689 500 000	9 240 000 000	59 896 000 000	5 590 000 000	115 478 000 000	4 665 000 000	72 132 000 000	19 495 000 000	247 506 000 000	
Sous-total nouveau projet					174 256 000 000	0	15 860 000 000	440 700 000 000	18 750 000 000	500 000 000	59 650 000 000	500 000 000	79 996 000 000	441 700 000 000	158 396 000 000	
Total					1 217 941 691 293	570 208 000 000	93 549 500 000	449 940 000 000	78 646 000 000	6 090 000 000	175 128 000 000	5 165 000 000	152 128 000 000	461 195 000 000	405 902 000 000	
														0	0	
Sous-total projets sur financement Etat					731 707 393 280	370 739 000 000	74 320 000 000	449 940 000 000	55 764 000 000	6 090 000 000	91 090 000 000	5 165 000 000	110 145 000 000	461 195 000 000	256 999 000 000	
Sous-total projets sur financement extérieur					486 234 298 013	199 469 000 000	19 229 500 000	0	22 882 000 000	0	84 038 000 000	0	41 983 000 000	0	148 903 000 000	
Total					1 217 941 691 293	570 208 000 000	93 549 500 000	449 940 000 000	78 646 000 000	6 090 000 000	175 128 000 000	5 165 000 000	152 128 000 000	461 195 000 000	405 902 000 000	

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE**

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2740	CONTRAT PLAN ETAT/ANCD	Etat	Budget national	2016-2023	2 335 000 000	1 410 000 000	250 000 000	225 000 000	225 000 000	225 000 000	225 000 000	225 000 000	225 000 000	675 000 000	675 000 000
2573	CONSTRUCTION /EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	Etat	Budget national	2011-2023	5 158 000 000	3 558 000 000	300 000 000	750 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	500 000 000	750 000 000	1 300 000 000
2866	PROJET CONNEXION ECOLES ET COMMUNES A INTERNET	Etat	Budget national	2016-2021	784 000 000	784 000 000									
2926	CONTRAT ETAT ONP	Etat	Budget national	2015-2023	3 479 000 000	2 279 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3156	RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE L'ORTM/NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	Etat	Budget national	2020-2023	3 195 000 000	495 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	600 000 000	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous total projets en cours							1 550 000 000	1 975 000 000	1 525 000 000	1 225 000 000	1 725 000 000	1 125 000 000	1 625 000 000	4 325 000 000	4 875 000 000
			Budget national	2020-2023	14 951 000 000	8 526 000 000									
3 326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE ABETIC	Etat	Budget national	2022-2023	675 000 000	0	400 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
3243	RENFORCEMENT CAPACITES COMMUNICATION & ECONOMIE NUMERIQUE	Etat	Budget national	2021-2021	218 000 000	68 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3363	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'EXCELLENCE TIC / PROJET DU COMPLEXE NUMERIQUE DE BAMAKO	Etat	Budget national	2021-2021	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Nouveau projets				893 000 000	68 000 000		550 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
TOTAL GENERAL				15 844 000 000	8 594 000 000		2 100 000 000	2 250 000 000	1 800 000 000	1 225 000 000	1 725 000 000	1 125 000 000	1 625 000 000	4 600 000 000	5 150 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				14 951 000 000	8 526 000 000		1 550 000 000	1 975 000 000	1 525 000 000	1 225 000 000	1 725 000 000	1 125 000 000	1 625 000 000	325 000 000	875 000 000
Sous-total nouveau projet				893 000 000	68 000 000		550 000 000	275 000 000	275 000 000	0	0	0	0	275 000 000	275 000 000
Total				15 844 000 000	8 594 000 000		2 100 000 000	2 250 000 000	1 800 000 000	1 225 000 000	1 725 000 000	1 125 000 000	1 625 000 000	600 000 000	6 150 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				15 844 000 000	8 594 000 000		2 100 000 000	2 250 000 000	1 800 000 000	1 225 000 000	1 725 000 000	1 125 000 000	1 625 000 000	600 000 000	6 150 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				15 844 000 000	8 594 000 000		2 100 000 000	2 250 000 000	1 800 000 000	1 225 000 000	1 725 000 000	1 125 000 000	1 625 000 000	600 000 000	6 150 000 000

**MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	Etat	Budget National	2004-2023	4 093 000 000	12 946 000 000	341 000 000	65 000 000 000	5 000 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	65 000 000 000	30 000 000 000
		Multi bailleurs	Prêt/Sub		126 750 000 000	17 554 000 000	2 000 000 000	-	5 000 000 000	-	38 446 000 000	-	25 947 000 000	-	69 393 000 000
2739	Appui Cellule suivi des interconnexions	Etat	Budget National	2014-2023	1 086 000 000	577 000 000	81 000 000	128 000 000	128 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	428 000 000	428 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	Etat	Budget National	2012-2023	37 809 000 000	35 395 000 000	114 000 000	2 300 000 000	850 000 000	0	1 450 000 000	0	0	2 300 000 000	2 300 000 000
		BOAD	Prêt		22 497 000 000	15 565 000 000	1 800 000 000	-	1 000 000 000	-	-	-	-	-	1 000 000 000
2010	Renforcement de l'Infrastructure Nationale de Radioprotection	Etat	Budget National	2005-2022	2 354 000 000	2 205 000 000	22 000 000	127 000 000	127 000 000	0	0	0	0	127 000 000	127 000 000
2131	Construction Locaux DNH	Etat	Budget national	2006-2021	1 363 000 000	1 359 000 000	4 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2529	Contrat Plan Etat LNE	Etat	Budget national	2010-2023	3 898 000 000	2 915 000 000	33 000 000	350 000 000	350 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	950 000 000	950 000 000
2130	Programme d'urgence AEP en milieu rural /PPTE	Etat	Budget national	2006-2023	43 444 000 000	22 969 000 000	1 475 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	19 000 000 000	19 000 000 000
2575	Projet AEP Bamako-Kabala	UE/AFD/BEI/BM/BAD/BID	Prêt	2013-2021	169 537 000 000	149 537 000 000	9 000 000 000	0	11 000 000 000	0	0	0	0	-	11 000 000 000
		Etat	Budget national		4 916 000 000	2 314 000 000	322 000 000	680 000 000	680 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 280 000 000	2 280 000 000
2577	Program. Nat de Mobilisation des Ressources en Eau /Assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1 <sup>ere</sup> , 2 <sup>eme</sup> , 5 <sup>eme</sup> et 6 <sup>me</sup> régions.	KFW	Prêt/Sub	2011-2021	18 695 000 000	17 034 000 000	2 000 000 000	0	414 000 000	0	0	0	0	-	414 000 000
		Etat	Budget national		1 100 000 000	1 036 000 000	64 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Etat	Budget national	2002-2022	3 990 000 000	3 721 000 000	14 000 000	255 000 000	255 000 000	0	0	0	0	255 000 000	255 000 000
2499	Projet d'étude de faisabilité du laboratoire de biocarburants	Etat	Budget National	2010-2020	1 146 000 000	1 146 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2789	Projet de Développement des Energies Nouvelles et Renouvelables	Etat	Budget National	2015-2022	1 732 000 000	1 084 000 000	120 000 000	128 000 000	128 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	528 000 000	528 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2795	Electrification villageoise/Energie Phase 3	Etat	Budget National	2015-2019	580 000 000	580 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-	
		Inde	Don		2 125 500 000	1 493 000 000								-	-
2838	Gestion Intégrée développement usages multiples / DMVS, phase 2	IDA/FEM	Prêt/Sub	2014-2021	28 396 000 000	6 298 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Etat	Budget national		1 637 000 000	1 227 000 000	53 000 000	331 000 000	331 000 000	0	0	0	0	331 000 000	331 000 000
2 931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Etat	Budget National	2016-2021	1 351 000 000	1 096 000 000	128 000 000	255 000 000	255 000 000	0	0	0	0	255 000 000	255 000 000
		Suède/Pays-Bas	Don		7 741 000 000	7 218 000 000	2 100 000 000	0	2 000 000 000	0	1 700 000 000	0	1 800 000 000	-	5 500 000 000
2 954	Fonds d'étude des projets Eau et Energie	Etat	Budget National	2016-2023	2 188 000 000	1 075 000 000	13 000 000	200 000 000	200 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
2 953	Programme de développement Energie Biocarburant	Etat	Budget National	2016-2022	2 634 000 000	1 386 000 000	58 000 000	340 000 000	340 000 000	400 000 000	400 000 000	450 000 000	450 000 000	1 190 000 000	1 190 000 000
2 869	Projet Système Hybride d'Electrification Rurale	Extérieur	Prêt	2016-2023	21 338 000 000	32 439 000 000	900 000 000	0	900 000 000	0	0	0	0	-	900 000 000
		Etat	Budget National		4 459 000 000	3 058 000 000	281 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	0	0	1 120 000 000	1 120 000 000
2 996	Projet d'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux	Etat	Budget National	2016-2023	553 000 000	532 000 000	196 000 000	255 000 000	255 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 255 000 000	1 255 000 000
		KFW	Sub		39 357 000 000	8 176 000 000	4 244 000 000	0	6 000 000 000	0	5 764 000 000	0	966 000 000	-	12 730 000 000
2 998	Projet d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural BID/UEMOA	Etat	Budget National	2017-2021	529 000 000	362 000 000	43 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID/UEMOA	Prêt/Sub		6 285 000 000	2 280 000 000									-
2 999	Projet construction liaison double terne Sikasso-Bougouni-Bamako (225kv)	Etat	Budget National	2016-2020	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Extérieur	Prêt		80 700 000 000	11 555 000 000	2 921 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	-	3 000 000 000
3 109	Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire	Etat	Budget National	2018-2023	30 249 000 000	25 202 000 000	47 000 000	5 000 000 000	425 000 000	0	2 000 000 000	0	2 575 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
3 048	L'Electrification Rurale par Système Hybrides de 32 Localités	BADEA/Fonds Abou Dabu	Prêt/Sub	2017-2021	10 320 000 000	1 688 000 000	3 407 000 000	0	5 221 000 000	0	0	0	0	-	5 221 000 000
		Etat	Budget National		1 380 000 000	150 000 000	19 000 000	170 000 000	170 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	270 000 000	270 000 000
3 116	Production Hybride et Accès rural à l'Electricité	AFD	Prêt/Sub	2018-2021	25 433 000 000	658 000 000	4 000 000 000	0	1 700 000 000	0	164 000 000	0	0	-	1 864 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
3 082	Programme Saoudien de forages Puits et Développement Rural en Afrique	FSD	Sub	2018-2023	4 096 000 000	0	1 000 000 000	0	500 000 000	0	1 957 000 000	0	0	-	2 457 000 000	
		Etat	Budget National		391 000 000	121 000 000	34 000 000	76 000 000	76 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	236 000 000	236 000 000	
3 132	Projet appui connaissances et suivi ressources en eau	KFW	Sub	2020-2024	6 494 000 000	335 000 000	1 847 000 000	0	3 000 000 000	0	1 177 000 000	0	0	-	4 177 000 000	
		Etat	Budget National		380 000 000	52 000 000	43 000 000	85 000 000	85 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	285 000 000	285 000 000	
3 162	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales Eau potable et l'Assainissement au Mali 3ème phase	UE/FED	SUB	2020-2025	7 543 000 000	1 650 000 000	2 000 000 000	0	1 700 000 000	0	1 727 000 000	0	0	-	3 427 000 000	
		Etat	Budget National		172 000 000	59 000 000	21 000 000	42 000 000	42 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	92 000 000	92 000 000	
3 117	Projet Énergie Solaire pour le Développement rural au Mali	BID	Prêt	2016-2021	9 444 000 000	1 034 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	9 440 000 000	0	0	-	11 440 000 000	
2377	Appui CPS/ SME	Etat	Budget National	2009-2023	1 425 000 000	1 072 000 000	51 000 000	102 000 000	102 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	302 000 000	302 000 000	
2496	Équipement du PDORM	Etat	Budget National	2010-2021	2 838 000 000	2 838 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
2228	Promotion de nouvelles zones pétrolières Ségou, Mopti, Koulikoro	Etat	Budget National	2007-2023	1 825 000 000	1 825 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
3188	Projet de gouvernance du secteur des mines	IDA	Prêt	2020-2025	23 000 000 000	2 886 000 000	3 000 000 000	0	800 000 000	0	0	0	0	-	800 000 000	
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2022	4 077 000 000	1 768 000 000	44 000 000	0	765 000 000	0	800 000 000	0	700 000 000	-	2 265 000 000	
3 181	Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM)	IDA	Banque Mondiale	2019-2023	75 000 000 000	5 695 000 000	2 000 000 000	0	7 469 000 000	0	0	0	0	-	7 469 000 000	
3 304	Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM)	Multi bailleurs	Sub		3 000 000 000		1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	0	0	0	-	2 000 000 000	
			Prêt		9 315 000 000	1 091 000 000	7 090 000 000	0	1 134 000 000	0	0	0	0	-	1 134 000 000	
3 305	Projet régional d'accès à l'électricité (PRAE)	BM	Sub		3 000 000 000		3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-	
3 306	Projet central hydraulique de Djenné		prêt		2 134 000 000		2 000 000 000	0	2 134 000 000	0	0	0	0	-	2 134 000 000	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	Etat	Budget National	2021-2023	3 087 000 000		87 000 000	3 000 000 000	720 000 000	0	1 000 000 000	0	1 280 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	
3182	PIDAC	FAD/UE /Fonds Vert Climat		2019-2025	11 961 000 000	265 000 000	2 421 000 000	0	3 322 000 000	0	2 232 000 000	0	1 488 800 000	-	7 042 800 000	

N° RNP	Nom du projet	Source de financement		Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022		2023			2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
		Etat	Budget National				CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
Sous total Projets en cours					882 803 500 000	414 673 000 000	63 454 000 000	85 554 000 000	78 308 000 000	10 390 000 000	88 247 000 000	9 680 000 000	59 436 800 000	105 624 000 000	225 991 800 000		
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4				441 000 000	0	14 000 000	127 000 000	127 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	427 000 000	427 000 000		
3349	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERES DU MALI (PDRPM)				1 282 000 000	0	22 000 000	310 000 000	310 000 000	450 000 000	450 000 000	500 000 000	500 000 000	1 260 000 000	1 260 000 000		
3358	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU				89 000 000	0	9 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000		
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE				1 527 000 000	0	17 000 000	510 000 000	510 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 510 000 000	1 510 000 000		
3369	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'AMADER	Etat	Budget National		1 920 000 000	0	0	2 500 000 000	320 000 000	0	700 000 000	0	900 000 000	2 500 000 000	1 920 000 000		
3370	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DE L'ANADEB	Etat	Budget National		1 920 000 000	0	0	2 500 000 000	320 000 000	0	700 000 000	0	900 000 000	2 500 000 000	1 920 000 000		
3367	PROJET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget National		600 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000		
Sous total nouveau projet					7 779 000 000	0	62 000 000	6 227 000 000	1 867 000 000	1 300 000 000	2 700 000 000	1 350 000 000	3 150 000 000	8 877 000 000	7 717 000 000		
TOTAL GENERAL					890 582 500 000	414 673 000 000	63 516 000 000	91 781 000 000	80 175 000 000	11 690 000 000	90 947 000 000	11 030 000 000	62 586 800 000	114 501 000 000	233 708 800 000		
Sous-total projets en cours					882 803 500 000	414 673 000 000	63 454 000 000	85 554 000 000	78 308 000 000	10 390 000 000	88 247 000 000	9 680 000 000	59 436 800 000	105 624 000 000	225 991 800 000		
Sous-total nouveau projet					7 779 000 000	0	62 000 000	6 227 000 000	1 867 000 000	1 300 000 000	2 700 000 000	1 350 000 000	3 150 000 000	8 877 000 000	7 717 000 000		
Total					890 582 500 000	414 673 000 000	63 516 000 000	91 781 000 000	80 175 000 000	11 690 000 000	90 947 000 000	11 030 000 000	62 586 800 000	114 501 000 000	233 708 800 000		
Sous-total projets sur financement Etat					176 421 000 000	130 222 000 000	3 786 000 000	91 781 000 000	19 881 000 000	11 690 000 000	28 340 000 000	11 030 000 000	32 385 000 000	114 501 000 000	80 606 000 000		
Sous-total projets sur financement extérieur					714 161 500 000	284 451 000 000	59 730 000 000	0	60 294 000 000	0	62 607 000 000	0	30 201 800 000	0	153 102 800 000		
Total					890 582 500 000	414 673 000 000	63 516 000 000	91 781 000 000	80 175 000 000	11 690 000 000	90 947 000 000	11 030 000 000	62 586 800 000	114 501 000 000	233 708 800 000		



**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2378	Appui Cellule de planification et statistique	ETAT	Budget National	2009-2023	1 258 000 000	811 000 000	47 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
2650	Construction Equipement IFM au Mali	KFW	Subventions	2012-2023	3 347 000 000	3 347 000 000									
		ETAT	Budget National		1 608 000 000	1 308 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3261	Projet de construction salles de classes région de Tombouctou	ETAT	Budget National	2021-2022	118 000 000	118 000 000									
3270	Projet de construction salles de classes région de Mopti	ETAT	Budget National	2021-2022	129 000 000	129 000 000									
2395	Construction de lycées secondaires	ETAT	Budget National	2009-2023	15 746 000 000	12 346 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	3 400 000 000	3 400 000 000
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget National		236 000 000	236 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget National		118 000 000	118 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	Etat	Budget National		133 000 000	133 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	Etat	Budget National		129 000 000	129 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAD	Etat	Budget National		71 000 000	71 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2861	Programme Multi-Acteurs Appui Petite Enfance	ETAT	Budget National	2015-2021	1 208 000 000	898 000 000	10 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2 935	Projet Appui Enfants en besoins éducatifs spéciaux	Etat	Budget National	2016-2021	779 000 000	469 000 000	10 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2 973	Projet Appui Education Bilingue de Base/BID	Etat	Budget National	2016-2021	349 000 000	338 000 000	11 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID/FS	Prêt		12 500 000 000	375 000 000								-	-
Sous total Projets en cours					37 729 000 000	20 826 000 000	78 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
3233	Construction nouveau bureau de la DFM/MEN	Etat	Budget National		0										

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieures (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	Etat	Budget National		0										
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION SEGOU	Etat	Budget National		0										
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget National		0										
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	Etat	Budget National		0										
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TADUDENIT	Etat	Budget National		0										
3 233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	ETAT	Budget National	2021-2023	2 200 000 000	0	0	2 200 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
Sous total nouveaux projets					2 200 000 000	0	0	2 200 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
TOTAL GENERAL					39 929 000 000	20 826 000 000	78 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	1 300 000 000	2 300 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000
-															
Sous-total projets en cours					37 729 000 000	20 826 000 000	78 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
Sous-total nouveau projet					2 200 000 000	0	0	2 200 000 000	500 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
Total					39 929 000 000	20 826 000 000	78 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	1 300 000 000	2 300 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000
-															
Sous-total projets sur financement Etat					24 082 000 000	17 104 000 000	78 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	1 300 000 000	2 300 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					15 847 000 000	3 722 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total					39 929 000 000	20 826 000 000	78 000 000	4 000 000 000	2 300 000 000	1 600 000 000	2 300 000 000	1 300 000 000	2 300 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Coût global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024			2025		TOTAL (2023-2025)
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2613	Construction et équipement Siège ISH	Etat	Budget National	2011-2021	202 000 000	192 000 000	10 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2860	Projet de const/équip Campus Université Kabala Phase I blocs pédagogiques	Etat	Budget National	2015-2023	3 214 000 000	2 933 000 000	51 000 000	230 000 000	230 000 000	0	0	0	0	230 000 000	230 000 000
2373	Extension infrastructures ENI	Etat	Budget National	2009-2023	3 121 000 000	2 640 000 000	25 000 000	400 000 000	400 000 000	0	56 000 000	0	0	400 000 000	456 000 000
3036	Construction Equipement salle de classe à l'ULSHB	Etat	Budget National	2017-2021	717 000 000	717 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	Etat	Budget National	2015-2023	5 825 000 000	3 211 000 000	0	1 000 000 000	900 000 000	0	100 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
2444	Construct/équipement Pôle Universitaire de Ségou	Etat	Budget National	2009-2022	4 667 000 000	4 647 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2871	Réhabilitation Académie Malienne des Langues	Etat	Budget National	2015-2021	555 000 000	555 000 000									
3234	Projet de rénovation Extension siège Rectorat USSGB	Etat	Budget National	2021-2021	204 000 000	204 000 000									
3235	Projet construction Centre administratif et pédagogique FSAP/USJP	Etat	Budget National	2021-2021	571 000 000	571 000 000									
2769	Projet Equipement ENETP	Etat	Budget National	2017-2021	46 000 000	46 000 000									
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	ETAT	Budget National	2021-2023	1 020 000 000	100 000 000	20 000 000	900 000 000	320 000 000	0	350 000 000	0	230 000 000	900 000 000	900 000 000
3 236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A USSGB	Etat	Budget National	2021-2022	326 000 000	296 000 000	30 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3 080	Projet construction ENSUP	Etat	Budget national	2019-2023	7 463 000 000	1 363 000 000	100 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	-	6 000 000 000
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	ETAT	Budget National	2015-2023	3 165 000 000	65 000 000	100 000 000	3 000 000 000	1 500 000 000	0	1 000 000 000	0	500 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
Sous total Projets en cours					31 096 000 000	17 540 000 000	356 000 000	5 530 000 000	5 350 000 000	0	3 506 000 000	0	2 730 000 000	5 530 000 000	11 586 000 000
Sous total nouveaux Projets					6 891 000 000	0	91 000 000	7 300 000 000	1 850 000 000	0	2 400 000 000	0	2 550 000 000	7 300 000 000	6 800 000 000
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou	Etat	Budget National	2023-2023	2 520 000 000	0	20 000 000	2 500 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3350	Construction Résidence universitaire l'IPR IFRA de Katibougou	Etat	Budget National	2022-2023	2 021 000 000	0	21 000 000	2 500 000 000	450 000 000	0	700 000 000	0	850 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	Etat	Budget National	2022-2022	20 000 000	0	20 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3388	CONSTRUCTION AMPHI 1 000 PLACES A LA FSEG	Etat	Budget National	2023-2023	2 000 000 000	0	0	2 000 000 000	600 000 000	0	700 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3338	Projet d'études, de construction et d'équipement des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao)	Etat	Budget National	2023-2023	330 000 000	0	30 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>37 987 000 000</b>	<b>17 540 000 000</b>	<b>447 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>7 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 906 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 280 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>18 386 000 000</b>
Sous-total projets en cours					31 096 000 000	17 540 000 000	356 000 000	5 530 000 000	5 350 000 000	0	3 506 000 000	0	2 730 000 000	5 530 000 000	11 586 000 000
Sous-total nouveau projet					6 891 000 000	0	91 000 000	7 300 000 000	1 850 000 000	0	2 400 000 000	0	2 550 000 000	7 300 000 000	6 800 000 000
<b>Total</b>					<b>37 987 000 000</b>	<b>17 540 000 000</b>	<b>447 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>7 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 906 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 280 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>18 386 000 000</b>
Sous-total projets sur financement Etat					37 987 000 000	17 540 000 000	447 000 000	12 830 000 000	7 200 000 000	-	5 906 000 000	-	5 280 000 000	12 830 000 000	18 386 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					<b>37 987 000 000</b>	<b>17 540 000 000</b>	<b>447 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>7 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 906 000 000</b>	<b>0</b>	<b>5 280 000 000</b>	<b>12 830 000 000</b>	<b>18 386 000 000</b>

**MINISTERE DE L'URBANISME DE L'HABITAT DES DOMAINES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 768	Projet de Renforcement des Capacités Domaines Affaires Foncières	Etat	Budget National	1 136 000 000	2015-2023	915 000 000	21 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2 909	Programme Réfection Bâtiments Publics	Etat	Budget National	4 411 000 000	2017-2023	2 217 000 000	54 000 000	640 000 000	640 000 000	700 000 000	700 000 000	800 000 000	800 000 000	2 140 000 000	2 140 000 000
2 826	Appui Renforcement mise œuvre Dispositif Instut Jurid Améng Terr	Etat	Budget National	2 466 000 000	2015-2023	1 856 000 000	30 000 000	280 000 000	280 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	580 000 000	580 000 000
3246	Appui à l'ONDD	Etat	Budget National	853 000 000	2021-2023	0	43 000 000	280 000 000	280 000 000	280 000 000	280 000 000	250 000 000	250 000 000	810 000 000	810 000 000
2064	APPLI A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat	Budget National	3 087 000 000	2004-2023	2 135 000 000	52 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2938	DIVIDENE DEMOGRAPHIQUE / IDA	Etat	Budget National	363 000 000	2015-2023	85 000 000	78 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
		IDA	Subvention	23 901 000 000		21 901 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2828	Construction/Equipement DGABE	Etat	Budget national	3 071 000 000	2016-2023	1 740 000 000	31 000 000	480 000 000	480 000 000	820 000 000	820 000 000	0	0	1 300 000 000	1 300 000 000
1995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	Etat	Budget National	7 443 000 000	2017-2023	6 118 000 000	25 000 000	1 300 000 000	800 000 000	0	500 000 000	0	0	1 300 000 000	1 300 000 000
3081	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali	IDA/Coop Suisse	Prêt (IDA)/sub Suisse	41 437 000 000	2012-2019	33 122 000 000								0	0
		Etat	Budget National	323 000 000		293 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati	Etat	Budget National	1 421 000 000	2020-2023	213 000 000	8 000 000	1 200 000 000	280 000 000	0	520 000 000	0	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Etat	Budget National	12 218 000 000	2016-2023	6 770 000 000	148 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	5 300 000 000	5 300 000 000
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Etat	Budget National	5 145 000 000	1999-2023	4 763 000 000	32 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
2 882	Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux	Etat	Budget National	38 990 000 000	2015-2023	23 695 000 000	295 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	5 000 000 000

3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS	Etat	Budget National	233 000 000	2021-2023	89 000 000	24 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	Etat	Budget National	2 000 000 000	2021-2023	395 000 000	605 000 000	1 000 000 000	800 000 000	0	200 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
Sous total projets en cours				148 498 000 000		105 823 000 000	3 446 000 000	12 850 000 000	11 230 000 000	9 400 000 000	10 620 000 000	8 150 000 000	8 550 000 000	30 400 000 000	0 400 000 000
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Etat	Budget National	2 013 000 000	2021-2022	0	13 000 000	2 000 000 000	300 000 000	0	1 100 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3328	VILLES DU MALI SANS BIDDONS VILLES	Etat	Budget National	284 000 000	2023-2023	0	4 000 000	80 000 000	80 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	280 000 000	280 000 000
3329	CONFECTION D'UN CADATRE EXPEDIE	Etat	Budget National	248 000 000	2023-2023	0	8 000 000	240 000 000	240 000 000	0	0	0	0	240 000 000	240 000 000
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE DES VILLES (SISV)	Etat	Budget National	209 000 000	2023-2023	0	9 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous total nouveau projet				2 754 000 000		0	34 000 000	2 520 000 000	820 000 000	100 000 000	1 200 000 000	100 000 000	700 000 000	2 720 000 000	2 720 000 000
TOTAL GENERAL				151 252 000 000		105 823 000 000	3 480 000 000	15 370 000 000	12 050 000 000	9 500 000 000	11 820 000 000	8 250 000 000	9 250 000 000	33 120 000 000	33 120 000 000
														0	0
Sous total projets en cours				148 498 000 000		105 823 000 000	3 446 000 000	12 850 000 000	11 230 000 000	9 400 000 000	10 620 000 000	8 150 000 000	8 550 000 000	30 400 000 000	0 400 000 000
Sous-total nouveau projet				2 754 000 000		0	34 000 000	2 520 000 000	820 000 000	100 000 000	1 200 000 000	100 000 000	700 000 000	2 720 000 000	2 720 000 000
Total				151 252 000 000		105 823 000 000	3 480 000 000	15 370 000 000	12 050 000 000	9 500 000 000	11 820 000 000	8 250 000 000	9 250 000 000	33 120 000 000	33 120 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				85 914 000 000		51 284 000 000	1 480 000 000	15 370 000 000	12 050 000 000	9 500 000 000	11 820 000 000	8 250 000 000	9 250 000 000	33 120 000 000	33 120 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				65 338 000 000		55 023 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				151 252 000 000		106 307 000 000	480 000 000	15 370 000 000	12 050 000 000	9 500 000 000	11 820 000 000	8 250 000 000	9 250 000 000	33 120 000 000	33 120 000 000

**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2021)	2022	2023		2024		2025		TOTAL (2023-2025)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Sous-total projets en cours</b>				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3394	CONSTRUCTION DU SIEGE DE OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE	Etat	Budget National	2023-2023	100 000 000			100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	<b>Sous-total nouveau projet</b>				100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	<b>Total</b>				100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
														0	0
	<b>Sous-total projets en cours</b>				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Sous-total nouveau projet</b>				100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	<b>Total</b>				100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
														0	0
	<b>Sous-total projets sur financement Etat</b>				100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	<b>Sous-total projets sur financement extérieur</b>				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>TOTAL GENERAL</b>				100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

# **ETAT M**

## **PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL MENSUALISE**

**Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2023\_PLFI**

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
<b>Total des ressources</b>	2 144 893	125 679	148 280	180 085	184 784	186 872	193 022	189 215	159 940	173 879	193 106	191 856	218 174
<b>1 - Recettes budgétaires</b>	1 990 002	117 676	138 785	165 154	175 254	177 213	177 667	179 246	149 544	160 912	177 727	177 853	192 971
DGI	1 107 880	64 416	81 534	107 365	108 999	103 367	99 671	93 506	73 375	82 747	92 501	95 549	104 849
- Impôts directs	713 531	37 832	52 362	70 244	80 639	73 386	62 857	60 356	42 200	52 812	52 035	57 435	71 373
- Impôts indirects	357 695	24 431	26 822	34 435	25 558	26 990	33 544	28 460	28 108	27 099	37 452	34 952	29 845
- Enregistrement et timbre	36 654	2 153	2 349	2 686	2 802	2 992	3 270	4 690	3 067	2 836	3 014	3 162	3 632
DGD	682 025	45 468	45 468	45 468	52 289	52 289	52 289	61 382	61 382	61 382	68 203	68 203	68 203
- Produits pétroliers	184 809	12 321	12 321	12 321	14 169	14 169	14 169	16 633	16 633	16 633	18 481	18 481	18 481
- Produits solides	497 217	33 148	33 148	33 148	38 120	38 120	38 120	44 749	44 749	44 749	49 722	49 722	49 722
DND	165 572	5 846	9 558	10 113	11 114	18 551	22 558	21 062	11 491	13 485	13 851	10 951	16 993
- Recettes fiscales	86 522	3 170	7 444	7 474	7 444	6 503	6 532	7 441	7 441	7 471	7 441	7 441	10 719
- Recettes non fiscales	79 050	2 676	2 114	2 639	3 670	12 047	16 026	13 621	4 050	6 014	6 410	3 510	6 274
DNTCP	34 525	1 946	2 225	2 208	2 853	3 006	3 149	3 296	3 296	3 297	3 172	3 151	2 926
- Recettes fiscales	20 655	1 195	1 367	1 349	1 668	1 839	1 935	1 940	1 940	1 941	1 941	1 919	1 621
- Recettes non fiscales	13 870	750	858	859	1 185	1 168	1 214	1 356	1 356	1 357	1 232	1 232	1 305
<b>Total recettes fiscales nettes</b>	1 897 082	114 250	135 813	161 657	170 399	163 998	160 427	164 268	144 138	153 542	170 086	173 112	185 392
Compte spéciaux du Trésor	113 163	7 163	7 807	13 157	8 086	8 539	10 159	9 004	8 666	9 139	9 442	8 455	13 546
Budgets annexes	7 759	491	535	902	554	585	697	617	594	627	647	580	929
<b>Total recettes non fiscales</b>	92 920	3 426	2 972	3 498	4 855	13 215	17 240	14 977	5 406	7 371	7 642	4 741	7 578
<b>2 - Appuis budgétaires</b>	13 984	-	-	585	-	-	4 346	-	-	2 910	-	-	6 142
- Général dons	1 753	-	-	-	-	-	603	-	-	529	-	-	622
- Sectoriel	7 170	-	-	-	-	-	1 793	-	-	1 793	-	-	3 585
- Autres PPTE	5 060	-	-	585	-	-	1 951	-	-	588	-	-	1 936
- Fonds de concours - COVID- 19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>3 - Ressources de trésorerie</b>	19 985	349	1 153	287	890	535	153	349	1 136	292	5 290	4 968	4 586
- Encaisse en debut de période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Général emprunt programme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remboursements des prêts et avances	4 985	207	1 011	145	748	393	11	207	994	150	715	393	11
- Recettes en capital DND	14 500	100	100	100	100	100	100	100	100	100	4 533	4 533	4 533
- Recettes en capital DGABE	500	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42
- Recettes de privatisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres comptes à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-



**Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2023\_PLFI**

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
<b>II) Emplois</b>													
<b>Total des Emplois</b>	<b>3 503 682</b>	<b>162 843</b>	<b>261 362</b>	<b>230 808</b>	<b>307 127</b>	<b>257 266</b>	<b>282 834</b>	<b>299 869</b>	<b>366 527</b>	<b>296 342</b>	<b>326 633</b>	<b>378 102</b>	<b>333 970</b>
<b>1) Dépenses budgétaires</b>	<b>2 609 981</b>	<b>132 560</b>	<b>160 891</b>	<b>184 005</b>	<b>214 544</b>	<b>208 372</b>	<b>202 340</b>	<b>226 007</b>	<b>240 567</b>	<b>258 032</b>	<b>243 361</b>	<b>267 483</b>	<b>271 819</b>
<b>Dépenses obligatoires</b>	<b>1 203 513</b>	<b>87 042</b>	<b>96 168</b>	<b>94 143</b>	<b>105 835</b>	<b>91 523</b>	<b>94 427</b>	<b>98 381</b>	<b>107 145</b>	<b>110 681</b>	<b>103 011</b>	<b>118 895</b>	<b>96 262</b>
- Personnel Budget Général	694 160	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847	57 847
- Personnel collectivité (PSTE)	284 375	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698	23 698
- Personnel EPA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pensions de Retraite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Bourses scolaires	17 906	992	1 092	1 192	1 592	1 592	1 592	1 492	1 492	1 492	1 492	1 992	1 892
- Charges de la Dette Extér.	33 709	1 806	1 684	3 431	5 742	1 914	2 143	1 507	1 767	3 425	5 910	2 012	2 368
- Charges de la Dette Intér.	166 193	2 700	11 847	7 975	16 957	6 472	7 354	13 837	22 342	22 427	14 064	33 346	6 873
- Equipements ABS	7 170	-	-	-	-	-	1 793	-	-	1 793	-	-	3 585
- Dépenses PSTE (Transferts)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Marges après Dépenses Obligatoires</b>	<b>828 217</b>	<b>31 474</b>	<b>44 305</b>	<b>72 786</b>	<b>70 863</b>	<b>86 810</b>	<b>88 436</b>	<b>81 831</b>	<b>44 128</b>	<b>54 059</b>	<b>80 654</b>	<b>64 506</b>	<b>108 366</b>
<b>Dépenses prioritaires</b>	<b>277 010</b>	<b>8 464</b>	<b>11 099</b>	<b>14 863</b>	<b>18 633</b>	<b>22 247</b>	<b>19 639</b>	<b>18 925</b>	<b>25 401</b>	<b>22 723</b>	<b>35 264</b>	<b>36 357</b>	<b>43 395</b>
- Communication énergie	51 710	2 501	4 646	4 563	3 368	3 097	4 299	2 989	3 924	3 232	5 466	4 748	8 877
- Financements intér. BSI	225 300	5 963	6 453	10 300	15 266	19 149	15 340	15 936	21 477	19 491	29 797	31 610	34 518
<b>Marges après Dépenses prioritaires</b>	<b>551 208</b>	<b>23 009</b>	<b>33 206</b>	<b>57 923</b>	<b>52 229</b>	<b>64 563</b>	<b>68 797</b>	<b>62 906</b>	<b>18 727</b>	<b>31 336</b>	<b>45 390</b>	<b>28 149</b>	<b>64 970</b>
<b>Dépenses à Arbitrer</b>	<b>1 902 237</b>	<b>59 682</b>	<b>145 753</b>	<b>107 743</b>	<b>174 018</b>	<b>134 372</b>	<b>157 912</b>	<b>172 942</b>	<b>224 720</b>	<b>153 172</b>	<b>178 269</b>	<b>213 816</b>	<b>179 838</b>
<b>Dépenses budgétaires à arbitrer</b>	<b>1 129 458</b>	<b>37 053</b>	<b>53 624</b>	<b>75 000</b>	<b>90 076</b>	<b>94 602</b>	<b>88 275</b>	<b>108 701</b>	<b>108 021</b>	<b>124 628</b>	<b>105 086</b>	<b>112 231</b>	<b>132 161</b>
- Biens et services (matériel)	215 725	7 726	15 165	15 511	11 006	16 428	16 624	14 669	16 382	18 380	10 152	19 614	54 068
- Déplacements et missions	60 642	3 792	3 693	5 040	3 668	4 331	6 319	4 217	4 714	4 730	4 572	5 318	10 247
- Autres dépenses (apurement passif)	181 577	6 994	4 566	5 770	17 984	16 433	9 382	18 135	12 277	18 711	27 611	21 548	22 167
- Transf & Sub (hors sal EPA)	394 186	11 201	21 101	33 538	37 396	33 838	32 144	42 217	48 213	48 816	31 613	32 920	21 190
- Equipements Investissements	277 328	7 340	9 098	15 141	20 022	23 572	23 806	29 464	26 436	33 992	31 138	32 831	24 488
<b>2) Dépenses trésorerie</b>	<b>772 779</b>	<b>22 629</b>	<b>92 129</b>	<b>32 743</b>	<b>83 942</b>	<b>39 770</b>	<b>69 637</b>	<b>64 241</b>	<b>116 699</b>	<b>28 544</b>	<b>73 183</b>	<b>101 585</b>	<b>47 677</b>
- Dépenses avant ordonnancement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Services de la Dette Extér.	174 317	12 629	11 809	15 043	21 986	6 834	13 600	14 027	10 967	14 844	24 423	7 086	21 069
- Services de la Dette Intér.	598 462	10 000	80 320	17 700	61 956	32 936	56 037	50 214	105 732	13 700	48 760	94 499	26 608
- Remboursement dettes garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor</b>	<b>113 163</b>	<b>7 163</b>	<b>7 807</b>	<b>13 157</b>	<b>8 086</b>	<b>8 539</b>	<b>10 159</b>	<b>9 004</b>	<b>8 666</b>	<b>9 139</b>	<b>9 442</b>	<b>8 455</b>	<b>13 546</b>
<b>4) Dépenses Budgets Annexes</b>	<b>7 759</b>	<b>491</b>	<b>535</b>	<b>902</b>	<b>554</b>	<b>585</b>	<b>697</b>	<b>617</b>	<b>594</b>	<b>627</b>	<b>647</b>	<b>580</b>	<b>929</b>
Situation fin de mois (III)=I-II	- 1 358 789	- 37 164	- 113 082	- 50 722	- 122 343	- 70 394	- 89 812	- 110 654	- 206 587	- 122 463	- 133 526	- 186 246	- 115 796
Soldes mensuels cumulés	- 1 358 789	- 37 164	- 150 246	- 200 968	- 323 311	- 393 705	- 483 517	- 594 171	- 800 758	- 923 220	- 1 056 747	- 1 242 993	- 1 358 789

**ETAT N**

**ECHEANCES COURANTES DE LA  
DETTE**



**DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2023**  
(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/23)		AVRIL		MAI		QII(30/06/23)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/23)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/23)		TOTAL(2023)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	10104	1806	20944	3488	35987	6919	57973	12661	64807	14575	72790	16474	84282	17981	95174	19748	110018	23173	134441	29083	141527	31095	152690	33228	152690	33228
FMI	2525	0	3494	2	3494	2	3494	2	3494	2	9121	246	11646	246	11721	246	11721	246	11721	246	11721	246	21627	481	21627	481
<b>TOTAL</b>	<b>12629</b>	<b>1806</b>	<b>24438</b>	<b>3490</b>	<b>39481</b>	<b>6921</b>	<b>61467</b>	<b>12663</b>	<b>68301</b>	<b>14577</b>	<b>81901</b>	<b>16720</b>	<b>95928</b>	<b>18227</b>	<b>106895</b>	<b>19994</b>	<b>121739</b>	<b>23419</b>	<b>146162</b>	<b>29329</b>	<b>153248</b>	<b>31341</b>	<b>174317</b>	<b>33709</b>	<b>174317</b>	<b>33709</b>
<b>CUMUL (PR + INT)</b>	<b>14 435</b>		<b>27 928</b>		<b>46 402</b>		<b>74 130</b>		<b>82 878</b>		<b>98 621</b>		<b>114 155</b>		<b>126 889</b>		<b>145 158</b>		<b>175 491</b>		<b>184 589</b>		<b>208 026</b>		<b>208 026</b>	

Bamako, le 15 août 2022  
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



**DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2023-2027**  
(Montants en millions F CFA )

CREANCIER	2023		2024		2025		2026		2027	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
<b>I - Club de Paris</b>	<b>17106</b>	<b>1732</b>	<b>21626</b>	<b>2229</b>	<b>21036</b>	<b>2394</b>	<b>23098</b>	<b>2197</b>	<b>24134</b>	<b>1987</b>
AFD	9172	1413	12777	1860	12187	1978	15518	1847	16554	1693
Natixis	4093	264	5008	327	5008	386	5008	330	5008	274
Coface D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	334	-	334	-	334	-	334	-	334	-
Japon	1269	35	1269	22	1269	10	-	-	-	-
Russie	2227	-	2227	-	2227	-	2227	-	2227	-
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consoild.	11	20	11	20	11	20	11	20	11	20
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II - Autres Créanciers Bilatéraux</b>	<b>50673</b>	<b>10159</b>	<b>53903</b>	<b>10600</b>	<b>53398</b>	<b>10448</b>	<b>55126</b>	<b>9491</b>	<b>54212</b>	<b>9647</b>
Fonds Abu Dhabi	1924	2595	8008	2601	8008	2506	8008	2379	8008	2253
Fonds Koweïtien	4236	695	3942	782	3334	887	3240	824	8008	2253
Fonds Saoudien	5285	1110	5284	1308	5284	1493	5284	1414	5284	1334
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	3286	172	3286	74	-	-	-	-	-	-
Chine	23712	4622	23461	5046	26867	4939	30526	4414	25427	3477
Inde	9658	922	9659	767	9642	604	7805	443	7222	315
Corée du Sud	-	4	1	3	1	3	1	3	1	3
Autriche	262	21	262	19	262	16	262	14	262	12
Irak	2310	18	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Créanciers Bilatéraux( I+II)</b>	<b>67779</b>	<b>11891</b>	<b>75529</b>	<b>12829</b>	<b>74434</b>	<b>12842</b>	<b>78224</b>	<b>11688</b>	<b>78346</b>	<b>11634</b>
<b>III - Créanciers Multilatéraux</b>	<b>84911</b>	<b>21337</b>	<b>96799</b>	<b>23715</b>	<b>103557</b>	<b>25712</b>	<b>110247</b>	<b>22806</b>	<b>107408</b>	<b>20357</b>
BADEA	2559	540	2584	703	2607	862	3184	838	3503	812
BEI	1808	435	1814	403	1821	369	1828	337	1629	304
BID	14806	797	16980	2017	17616	562	17341	511	17110	462
BIDC	3199	694	3270	775	3345	902	3420	909	3498	829
BOAD	22961	3639	23987	4071	25916	6667	24041	4013	22791	3147
FAD	7471	3915	8808	4193	10176	4536	12090	4396	12821	4179
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	98	6	99	4	99	3	99	2	99	2
FIDA	2922	420	3210	458	3210	467	3210	464	3210	479
IDA	26502	8309	33646	8421	35961	8581	42072	8499	39785	7234
IDA-CEE	122	-	122	-	122	-	122	-	122	-
FONDS OPEP	2463	302	2279	290	2684	283	2840	257	2840	229
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	2280	-	2380	-	2480	-	2580	-	2680
<b>TOTAL (I+II+III)</b>	<b>152690</b>	<b>33228</b>	<b>172328</b>	<b>36544</b>	<b>177991</b>	<b>38554</b>	<b>188471</b>	<b>34494</b>	<b>185754</b>	<b>31991</b>
IV - FMI	21627	481	29194	794	47101	385	58648	283	56947	181
<b>Total Gén(I+II+III+IV):</b>	<b>174317</b>	<b>33709</b>	<b>201522</b>	<b>37338</b>	<b>225092</b>	<b>38939</b>	<b>247119</b>	<b>34777</b>	<b>242701</b>	<b>32172</b>
<b>CUMUL (PR + INT)</b>	<b>208026</b>		<b>238860</b>		<b>264031</b>		<b>281896</b>		<b>274873</b>	

Bamako, le 15 août 2022

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



DIRECTION GÉNÉRALE DE  
LA DETTE PUBLIQUE

**DETTE EXTERIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2023.**  
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
<b>I - CLUB DE PARIS</b>	<b>3 507</b>	<b>55</b>	<b>3 562</b>
COFACE	-	-	-
TRESOR Français	-	-	-
ECGD	-	-	-
JAPON	1 269	35	1 304
RUSSIE	2 227	-	2 227
SACE	11	20	31
<b>II - AUTRES BILATERAUX</b>	<b>1 066</b>	<b>206</b>	<b>1 272</b>
FONDS SAOUDIEN	1 066	206	1 272
<b>TOTAL BILATERAUX (I+II)</b>	<b>4 573</b>	<b>261</b>	<b>4 834</b>
<b>III - MULTILATERAUX</b>	<b>220</b>	<b>6</b>	<b>226</b>
BID	-	-	-
FED	98	6	104
IDA/CEE	122	-	122
<b>TOTAL (I+II+III)</b>	<b>4 793</b>	<b>267</b>	<b>5 060</b>

Bamako, le 15 août 2022

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE**



**DETTE EXTERIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTTE TRIMESTRIALISE 2023.**  
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI	QII	QIII	QIV
	31/03/2023	30/06/2023	30/09/2023	31/12/2023
<b>I - CLUB DE PARIS</b>	-	1 788	1 788	3 562
COFACE	0	0	0	0
TRESOR Français	0	0	0	0
ECGD	0	0	0	0
JAPON	0	654	654	1304
RUSSIE	0	1114	1114	2227
NCM	0	0	0	0
SACE	0	20	20	31
<b>II - AUTRES BILATERAUX</b>	569	635	1 207	1 272
FONDS SAOUDIEN	569	635	1207	1272
<b>TOTAL BILATERAUX (I+II)</b>	569	2 423	2 995	4 834
<b>III - MULTILATERAUX</b>	16	113	129	226
BID	0	0	0	0
FED	16	52	68	104
IDA/CEE	0	61	61	122
<b>TOTAL (I+II+III)</b>	585	2 536	3 124	5 060

Bamako, le 15 août 2022

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE**



**DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTTE 2023-2027.**  
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2023		2024		2025		2026		2027	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
<b>I - CLUB DE PARIS</b>	<b>3507</b>	<b>55</b>	<b>3507</b>	<b>42</b>	<b>3507</b>	<b>30</b>	<b>2238</b>	<b>20</b>	<b>2238</b>	<b>20</b>
COFACE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRESOR Français	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ECGD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JAPON	1269	35	1269	22	1269	10	0	0	0	0
RUSSIE	2227	0	2227	0	2227	0	2227	0	2227	0
NCM										
SACE	11	20	11	20	11	20	11	20	11	20
<b>II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX</b>	<b>1066</b>	<b>206</b>	<b>1066</b>	<b>394</b>	<b>1066</b>	<b>578</b>	<b>1066</b>	<b>558</b>	<b>1066</b>	<b>538</b>
FONDS SAOUDIEN	1066	206	1066	394	1066	394	1066	558	1066	538
<b>III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX</b>	<b>4573</b>	<b>261</b>	<b>4573</b>	<b>436</b>	<b>4573</b>	<b>608</b>	<b>3304</b>	<b>578</b>	<b>3304</b>	<b>558</b>
<b>IV - CREANCIERS MULTILATERAUX</b>	<b>220</b>	<b>6</b>	<b>221</b>	<b>4</b>	<b>221</b>	<b>3</b>	<b>221</b>	<b>2</b>	<b>221</b>	<b>2</b>
BID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FED	98	6	99	4	99	3	99	2	99	2
IDA/CEE	122	0	122	0	122	0	122	0	122	0
<b>TOTAUX GENERAUX</b>	<b>4793</b>	<b>267</b>	<b>4794</b>	<b>440</b>	<b>4794</b>	<b>611</b>	<b>3525</b>	<b>580</b>	<b>3525</b>	<b>560</b>
<b>Cumul pr+int</b>	<b>5 060</b>		<b>5 234</b>		<b>5 405</b>		<b>4 105</b>		<b>4 085</b>	

Bamako, le 15 août 2022

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE**





**RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2023**

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		393	11			8		393	11	824
EDM-SA			137						142				279
SOGEM	207	1011		575			207	994		565			3 559
BDM-SA				34						14			48
BMS-SA				139						136			275
<b>TOTAL</b>	<b>207</b>	<b>1011</b>	<b>145</b>	<b>748</b>	<b>393</b>	<b>11</b>	<b>207</b>	<b>994</b>	<b>150</b>	<b>715</b>	<b>393</b>	<b>11</b>	<b>4 985</b>

Bamako, le 15 août 2022

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE**



**RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2023**

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			TOTAL GENERAL
	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	
BNDA			8		393	11			8		393	11	824
EDM-SA			137						142				279
SOGEM	207	1011		575			207	994		565			3 559
BDM-SA				34						14			48
BMS-SA				139						136			275
Total mensuel	207	1011	145	748	393	11	207	994	150	715	393	11	4 985
Total trimestriel	1363			1 152			1 351			1 119			

Bamako, le 15 août 2022

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE**



**RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2023-2027**

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2023	2024	2025	2026	2027	Observations
BNDA	824	95	94	94	93	
EDM-SA	279	268	127	116	121	
BDM (Ligne de crédit BADEA)	48	27	0	0	0	
SOGEM	3 559	3 448	3 337	3 226	2 429	
BMS-SA	275	264	252	240	0	
<b>TOTAL</b>	<b>4 985</b>	<b>4 102</b>	<b>3 810</b>	<b>3 676</b>	<b>2 643</b>	

Bamako, le 15 août 2022

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



**DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2023.**  
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux		
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	
BONS DU TRESOR	10000	0	0	0	15000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72237	0	0	0	0	0	0	20000	0	20000	0	137237	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	2700	80320	11847	2700	7975	61956	16957	32936	6472	56037	7354	50214	13837	33495	22341	13700	22427	48760	14064	74499	33346	6608	6873	461225	166193	
<b>TOTAL</b>	<b>10000</b>	<b>2700</b>	<b>80320</b>	<b>11847</b>	<b>17700</b>	<b>7975</b>	<b>61956</b>	<b>16957</b>	<b>32936</b>	<b>6472</b>	<b>56037</b>	<b>7354</b>	<b>50214</b>	<b>13837</b>	<b>105732</b>	<b>22341</b>	<b>13700</b>	<b>22427</b>	<b>48760</b>	<b>14064</b>	<b>94499</b>	<b>33346</b>	<b>26608</b>	<b>6873</b>	<b>598462</b>	<b>166193</b>	
<b>Cumul (Princ.+Int)</b>	<b>12 700</b>		<b>92 167</b>		<b>25 675</b>		<b>78 913</b>		<b>39 408</b>		<b>63 391</b>		<b>64 051</b>		<b>128 073</b>		<b>36 127</b>		<b>62 824</b>		<b>127 845</b>		<b>33 481</b>		<b>764 655</b>		

Bamako, le 17 août 2022  
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



**DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2023.**  
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/23)		Avril		Mai		QII (30/06/23)		Juillet		Août		QIII (30/09/23)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/23)		Total 2023	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	10000	0	10000	0	25000	0	25000	0	25000	0	25000	0	25000	0	97237	0	97237	0	97237	0	117237	0	137237	0	137237	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	0	2700	80320	14547	83020	22522	144976	39479	177912	45951	233949	53305	284163	67142	317658	89483	331358	111910	380118	125974	454617	159320	461225	166193	461225	166193
<b>TOTAL</b>	<b>10000</b>	<b>2700</b>	<b>90320</b>	<b>14547</b>	<b>108020</b>	<b>22522</b>	<b>169976</b>	<b>39479</b>	<b>202912</b>	<b>45951</b>	<b>258949</b>	<b>53305</b>	<b>309163</b>	<b>67142</b>	<b>414895</b>	<b>89483</b>	<b>428595</b>	<b>111910</b>	<b>477355</b>	<b>125974</b>	<b>571854</b>	<b>159320</b>	<b>598462</b>	<b>166193</b>	<b>598462</b>	<b>166193</b>
<b>Cumul (Princ.+Int)</b>	<b>12 700</b>	<b>2700</b>	<b>104 867</b>	<b>14547</b>	<b>130 542</b>	<b>22522</b>	<b>209 455</b>	<b>39479</b>	<b>248 863</b>	<b>45951</b>	<b>312 254</b>	<b>53305</b>	<b>376 305</b>	<b>67142</b>	<b>504 378</b>	<b>89483</b>	<b>540 505</b>	<b>111910</b>	<b>603 329</b>	<b>125974</b>	<b>731 174</b>	<b>159320</b>	<b>764 655</b>	<b>166193</b>	<b>598462</b>	<b>166193</b>

Bamako, le 17 août 2022  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE



**DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2023-2027.**

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2023		2024		2025		2026		2027	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	137237	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	461225	166193	321825	141155	450492	121048	316529	92070	412363	74480
<b>TOTAL</b>	<b>598462</b>	<b>166193</b>	<b>321825</b>	<b>141155</b>	<b>450492</b>	<b>121048</b>	<b>316529</b>	<b>92070</b>	<b>412363</b>	<b>74480</b>
<b>Cumul (Princ.+Int)</b>	<b>764 655</b>		<b>462 980</b>		<b>571 540</b>		<b>408 599</b>		<b>486 843</b>	

Bamako, le 17 août 2022

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE**



## **ETAT 0**

# **ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS**



**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS**

**TABLEAU RECAPITULATIF PAR SOURCE (tous produits confondus)**

Période : de janvier à juin 2022

SOURCES	VOLUMES TTC (Litres)	RECETTES TOTALES (F CFA)	OBJECTIF DE RECETTES POUR LA PERIODE (F CFA)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Dakar route	390 857 717	20 330 075 090	Objectif mensuel de Recettes*6= 14 000 000 000*6	Montant Subventions= 41 957 002 276 - 84 000 000 000
Yamoussoukro	291 975 684	14 883 164 111		
Cotonou	25 602 839	1 666 344 601		
Tema	1 270 000	87 627 300		
Zinder	91 452 274	4 370 442 835		
Banjul	9 902 001	506 911 241		
Lomé	2 975 000	112 437 100		
<b>CUMUL</b>	<b>814 035 515</b>	<b>41 957 002 276</b>	<b>84 000 000 000</b>	<b>-42 042 997 724</b>
<b>MOYENNE/mois</b>	<b>135 672 586</b>	<b>6 992 833 713</b>	<b>14 000 000 000</b>	<b>-7 007 166 287</b>

Bamako, le 22 août 2022



**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2022**

Axe : Dakar route

Périodes	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	CUMUL
<b>Libellés</b>							
<b>Droits et taxes (F CFA/litre)</b>							
Supercarburant	124,48	82,36	63,07	94,65	50,17	6,81	
Pétrole lampant	124,48	82,36	63,07	94,65	50,17	6,81	
Gasoil	98,45	41,24	40,54	73,88	17,24	6,80	
<b>Volumes TTC (Litres)</b>	<b>84 301 506</b>	<b>112 334 510</b>	<b>49 714 010</b>	<b>24 486 501</b>	<b>46 416 887</b>	<b>73 604 303</b>	<b>390 857 717</b>
Supercarburant	10 728 000	30 042 500	11 833 000	10 426 000	8 054 000	7 586 000	78 669 500
Pétrole lampant	225 000	0	45 000	135 000	0	0	405 000
Gasoil	73 348 506	82 292 010	37 836 010	13 925 501	38 362 887	66 018 303	311 783 217
<b>Recettes totales (F CFA)</b>	<b>8 584 589 856</b>	<b>5 868 022 792</b>	<b>2 283 017 305</b>	<b>2 028 414 664</b>	<b>1 065 445 352</b>	<b>500 585 120</b>	<b>20 330 075 090</b>
Supercarburant	1 335 421 440	2 474 300 300	746 307 310	986 820 900	404 069 180	51 660 660	5 998 579 790
Pétrole lampant	28 008 000	0	2 838 150	12 777 750	0	0	43 623 900
Gasoil	7 221 160 416	3 393 722 492	1 533 871 845	1 028 816 014	661 376 172	448 924 460	14 287 871 400

Source : DGD - ONAP

*M*

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2022**

Axe : Yamoussoukro

Périodes	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	CUMUL
<b>Libellés</b>							
<b>Droits et taxes (F CFA/litre)</b>							
Supercarburant	127,15	84,44	65,35	92,45	50,07	8,57	
Pétrole lampant	127,15	84,44	65,35	92,45	50,07	8,57	
Gasoil	100,84	43,63	42,99	1,49	19,60	8,58	
<b>Volumes TTC (Litres)</b>	<b>25 651 001</b>	<b>81 974 821</b>	<b>13 685 003</b>	<b>51 471 506</b>	<b>56 850 848</b>	<b>62 342 505</b>	<b>291 975 684</b>
Supercarburant	15 427 500	53 030 800	0	33 779 500	25 060 500	49 118 500	176 416 800
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	45 000	45 000
Gasoil	10 223 501	28 944 021	13 685 003	17 692 006	31 790 348	13 179 005	115 513 884
<b>Recettes totales (F CFA)</b>	<b>2 992 544 466</b>	<b>5 740 748 388</b>	<b>588 318 279</b>	<b>3 149 275 864</b>	<b>1 877 870 056</b>	<b>534 407 058</b>	<b>14 883 164 111</b>
Supercarburant	1 961 606 625	4 477 920 752	0	3 122 914 775	1 254 779 235	420 945 545	11 238 166 932
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	385 650	385 650
Gasoil	1 030 937 841	1 262 827 636	588 318 279	26 361 089	623 090 821	113 075 863	3 644 611 529

Source : DGD - ONAP

*Handwritten signature*

*N<sub>3</sub>*

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2022**

Axe : Cotonou

Périodes	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	CUMUL
<b>Libellés</b>							
<b>Droits et taxes (F CFA/litre)</b>							
Supercarburant	109,28	66,56	66,07	97,65	50,38	8,58	
Pétrole lampant	109,28	66,56	66,07	97,65	50,38	8,58	
Gasoil	83,27	26,66	45,07	78,41	21,37	9,75	
<b>Volumes TTC (Litres)</b>	<b>291 338</b>	<b>0</b>	<b>22 665 000</b>	<b>244 500</b>	<b>2 402 001</b>	<b>0</b>	<b>25 602 839</b>
Supercarburant	190 000	0	22 665 000	244 500	2 222 001	0	25 321 501
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	-
Gasoil	101 338	0	0	0	180 000	0	281 338
<b>Recettes totales (F CFA)</b>	<b>29 201 615</b>	<b>0</b>	<b>1 497 476 550</b>	<b>23 875 425</b>	<b>115 791 010</b>	<b>0</b>	<b>1 666 344 601</b>
Supercarburant	20 763 200	0	1 497 476 550	23 875 425	111 944 410	0	1 654 059 585
Pétrole lampant	0	-	-	0	-	0	0
Gasoil	8 438 415	0	0	0	3 846 600	0	12 285 015

Source : DGD - ONAP

*Ho*

*M/S*

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2022**

Axe : Tema

Périodes	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	CUMUL
<b>Libellés</b>							
<b>Droits et taxes (F CFA/litre)</b>							
Supercarburant	108,39	66,31	72,36	103,94	50,47	15,65	
Pétrole lampant	108,39	66,31	72,36	103,94	50,47	15,65	
Gasoil	84,56	27,35	51,14	84,48	27,86	16,79	
<b>Volumes TTC (Litres)</b>	<b>540 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>	<b>230 000</b>	<b>1 270 000</b>
Supercarburant	540 000	0	0	0	500 000	0	1 040 000
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	0
Gasoil	0	0	0	0	0	230000	230 000
<b>Recettes totales (F CFA)</b>	<b>58 530 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 235 000</b>	<b>3 861 700</b>	<b>87 627 300</b>
Supercarburant	58 530 600	0	0	0	25 235 000	0	83 765 600
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	0
Gasoil	0	0	0	0	0	3 861 700	3 861 700

Source : DGD - ONAP

*dk*

*M*

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2022**

Axe : Banjul

Périodes	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	CUMUL
<b>Libellés</b>							
<b>Droits et taxes (F CFA/litre)</b>							
Supercarburant	114,53	71,81	58,60	90,19	50,43	1,49	
Pétrole lampant	114,53	71,81	58,60	90,19	50,43	1,49	
Gasoil	87,95	31,92	35,54	68,88	11,92	1,49	
<b>Volumes TTC (Litres)</b>	<b>3 412 000</b>	<b>276 000</b>	<b>1 939 501</b>	<b>0</b>	<b>2 015 000</b>	<b>2 259 500</b>	<b>9 902 001</b>
Supercarburant	3 412 000	276 000	0	0	0	1 539 500	5 227 500
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	0
Gasoil	0	0	1 939 501	-	2 015 000	720 000	4 674 501
<b>Recettes totales (F CFA)</b>	<b>390 776 360</b>	<b>19 819 560</b>	<b>68 929 866</b>	<b>0</b>	<b>24 018 800</b>	<b>3 366 655</b>	<b>506 911 241</b>
Supercarburant	390 776 360	19 819 560	0	0	0	2 293 855	412889775
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	0
Gasoil	0	0	68 929 866	0	24 018 800	1 072 800	94021466

Source : DGD - ONAP

*W*

*MS*

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2022**

Axe : Zinder

Périodes	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	CUMUL
<b>Libellés</b>							
<b>Droits et taxes (F CFA/litre)</b>							
Supercarburant	94,87	53,03	28,55	60,60	50,58	1,37	
Pétrole lampant	94,87	53,03	28,55	60,60	50,58	4,88	
Gasoil	70,65	14,02	7,69	40,56	24,10	1,36	
<b>Volumes TTC (Litres)</b>	<b>16 197 129</b>	<b>34 076 252</b>	<b>14 654 275</b>	<b>9 423 171</b>	<b>9 907 590</b>	<b>7 193 857</b>	<b>91 452 274</b>
Supercarburant	13 167 625	28 443 048	9 120 669	7 403 169	8 978 588	6 201 055	73 314 154
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	-
Gasoil	3 029 504	5 633 204	5 533 606	2 020 002	929 002	992 802	18 138 120
<b>Recettes totales (F CFA)</b>	<b>1 463 247 041</b>	<b>1 587 312 356</b>	<b>302 948 530</b>	<b>530 563 323</b>	<b>476 525 929</b>	<b>9 845 656</b>	<b>4 370 442 835</b>
Supercarburant	1 249 212 584	1 508 334 835	260 395 100	448 632 041	454 136 981	8 495 445	3 929 206 987
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	0
Gasoil	214 034 458	78 977 520	42 553 430	81 931 281	22 388 948	1 350 211	441 235 848

Source : DGD - ONAP

*MS*

*M*

**ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION  
SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2022**

Axe :Lomé

Périodes	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	CUMUL
<b>Libellés</b>							
<b>Droits et taxes (F CFA/litre)</b>							
Supercarburant	105,86	64,09	69,18	100,76	50,25	9,75	
Pétrole lampant	105,86	64,09	69,18	100,76	50,25	9,75	
Gasoil	81,71	24,51	47,90	81,24	24,32	10,62	
<b>Volumes TTC (Litres)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>	<b>1 420 000</b>	<b>1 055 000</b>	<b>2 975 000</b>
Supercarburant	0	0	0	500 000	655 000	765 000	1 920 000
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	-
Gasoil	0	0	0	0	765 000	290 000	1 055 000
<b>Recettes totales (F CFA)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 380 000</b>	<b>51 518 550</b>	<b>10 538 550</b>	<b>112 437 100</b>
Supercarburant	0	0	0	50 380 000	32 913 750	7 458 750	90 752 500
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0	0
Gasoil	0	0	0	0	18 604 800	3 079 800	21 684 600

Source : DGD - ONAP

*[Signature]*

**ETAT P**

**STATISTIQUES SUR LES  
EMPLOIS CREES**



**MINISTÈRE DE L'ENTREPRENEURIAT  
NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE**

\*\*\*\*\*

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION**



**REPUBLIQUE DU MALI  
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI**

## **Statistiques sur les créations d'emplois 2021 - 2022 et les perspectives pour 2023**

**Août 2022**

# 1. Statistiques des emplois créés en 2021 et 2022

## 1.1. Statistiques des emplois créés de janvier à décembre 2021

### 1.1.1. Les emplois créés par le secteur employeur privé en 2021

Au cours de l'année 2021, le secteur privé a créé 25 031 emplois contre 28 463 en 2020, soit une baisse de 12,06%. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau » vient en première position avec 6 694 emplois créés, soit 26,7% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 3 740 emplois créés (Tableau 1).

Tableau 1 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2020

Branches d'activités	Type de Contrat						Total
	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	153	35	188	112	23	135	323
Activités Extractives	1 370	90	1 460	1 039	78	1 117	2 577
Activités de Fabrication	1 032	54	1 086	417	27	444	1 530
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	54	4	58	46	3	49	107
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	67	27	94	52	19	71	165
Construction	200	10	210	164	16	180	390
Commerce	300	82	382	341	96	437	819
Transports et Entreposage	118	11	129	78	6	84	213
Hébergement et Restauration	167	53	220	118	41	159	379
Information et Communication	38	20	58	37	8	45	103
Activités Financières et d'Assurance	223	106	329	210	77	287	616
Activités Immobilières	42	2	44	89	4	93	137
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	380	97	477	337	92	429	906
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2 888	806	3 694	2 530	470	3 000	6 694
Activités d'Administration Publique	394	180	574	417	122	539	1 113
Enseignement	464	209	673	673	170	843	1 516
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 384	681	2 065	950	725	1 675	3 740
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	19	5	24	8	1	9	33
Autres Activités de Services N.C.A.	1 029	340	1 369	280	62	342	1 711
Activités Spéciales des Ménages	7	4	11	7	5	12	23
Activités des Organisations Extraterritoriales	1 082	322	1 404	438	94	532	1 936
<b>Total</b>	<b>11 411</b>	<b>3 138</b>	<b>14 549</b>	<b>8 343</b>	<b>2 139</b>	<b>10 482</b>	<b>25 031</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le district de Bamako et la région de Kayes ont enregistré plus de créations d'emplois, comparativement aux autres régions, avec respectivement, 13 079 et 3 372 emplois créés en 2021.

Les créations d'emplois dans ces deux localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako.

Plus de 58 % (14 549/25 031\*100) des emplois créés sont à durée déterminée. Les hommes occupent 78,9% (19 754/25 031\*100) des emplois créés en 2021 (tableau 2).

Tableau 2 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2021

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 560	252	1 812	1 295	265	1 560	3 372
Koulikoro	560	258	818	924	241	1 165	1 983
Sikasso	234	41	275	257	93	350	625
Ségou	1 430	280	1 710	614	264	878	2 588
Mopti	1 080	377	1 457	387	137	524	1 981
Tombouctou	591	155	746	214	52	266	1 012
Gao	74	24	98	9	1	10	108
Kidal	56	24	80	52	9	61	141
Ménaka	84	18	102	39	1	40	142
Bamako	5 742	1 709	7 451	4 552	1 076	5 628	13 079
<b>Total</b>	<b>11 411</b>	<b>3 138</b>	<b>14 549</b>	<b>8 343</b>	<b>2 139</b>	<b>10 482</b>	<b>25 031</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu un pic (7 292) au premier trimestre 2021, soit 29,1 % (7 292/25031\*100) des créations d'emplois en 2021 (Tableau 3). Le nombre d'emplois occupé par les hommes et par les femmes a progressivement baissé du premier au quatrième trimestre, quel que soit la nature du contrat. Les emplois dont la durée du contrat est indéterminée ont globalement connu aussi une baisse de 24,3% entre le premier et le quatrième trimestre 2021. Ces baissent s'expliqueraient par un ralentissement des activités économiques, suite aux évènements que le pays a connu en mai 2021.

Tableau 3 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2021

Trimestre	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	3 364	905	4 269	2 138	885	3 023	7 292
Trimestre 2	2 979	874	3 853	2 023	372	2 395	6 248
Trimestre 3	2 550	715	3 265	2 121	512	2 633	5 898
Trimestre 4	2 518	644	3 162	2 061	370	2 431	5 593
<b>Total</b>	<b>11 411</b>	<b>3 138</b>	<b>14 549</b>	<b>8 343</b>	<b>2 139</b>	<b>10 482</b>	<b>25 031</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) en 2021

### 1.1.2. Les emplois créés par le secteur employeur public en 2021

Les données transmises à l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) font apparaître 30 564 créations d'emplois en 2021 (tableau 4). Ces emplois ont été créés à travers : (i) les recrutements dans les fonctions publiques d'Etat et des collectivités et des forces armées et de Sécurité, (ii) les Projets/Programmes d'investissements, et (iii) les Projets/Programmes d'insertion (auto-emplois<sup>1</sup>), rattachés aux différents Départements Ministériels. Le nombre d'emplois créé par ces derniers, représente 92,5% (28 298/30 564\*100) des emplois créés par le secteur public. Plus de 35% (10 825/30 564\*100) des emplois créés sont dus à l'intervention des projets/Programmes, rattachés au Ministère de l'Entrepreneuriat National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation vient en deuxième position avec 6 219 auto-emplois créés suite à l'intervention des Projets/Programmes qui y sont rattachés

<sup>1</sup> Les auto-emplois sont généralement financés par les projets programmes rattachés aux différents Départements Ministériels. Il s'agit principalement des micro-projets des jeunes et des femmes, financés par les Projets/Programmes d'insertions. Ces auto-emplois sont généralement des emplois informels.

(confère l'annexe 1). Il faut rappeler que ces statistiques sont transmises trimestriellement à l'ONEF par les Cellules de Planification et de Statistique (CPS).

Tableau 4 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2021

Type d'emploi public	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et des Forces armées et de Sécurité	108	21	129
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	1 490	647	2 137
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	11 854	16 444	28 298
<b>Total</b>	<b>13 452</b>	<b>17 112</b>	<b>30 564</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2021

## 1.2. Statistiques des emplois créés au premier semestre 2022

### 1.2.1. Les emplois créés par le secteur employeur privé au premier semestre 2022

Au premier semestre 2022, le secteur employeur privé a créé 17 581 emplois. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau », comme toujours vient en première position avec 3 524 emplois créés, soit 20,04% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 3 319 emplois créés (Tableau 5).

Tableau 5 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2021

Branche d'activités	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, sylviculture, pêche	267	55	322	25	6	31	353
Activités extractives	1 253	61	1 314	879	25	904	2 218
Activités de fabrication	349	18	367	151	12	163	530
Production et distribution d'électricité et de gaz	17	6	23	18	2	20	43
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	87	9	96	29	15	44	140
Construction	574	16	590	128	5	133	723
Commerce	183	54	237	247	52	299	536
Transports et entreposage	160	19	179	104	19	123	302
Hébergement et restauration	140	41	181	75	15	90	271
Information et Communication	71	20	91	149	38	187	278
Activités financières et d'assurance	228	96	324	110	57	167	491
Activités immobilières	14	3	17	1	1	2	19
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	113	32	145	71	27	98	243
Activités de services de soutien et de bureau	1 253	352	1 605	1 306	613	1 919	3 524
Activités d'administration publique	153	49	202	447	139	586	788
Enseignement	299	147	446	594	143	737	1 183
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1 725	593	2 318	700	301	1 001	3 319
Activités artistiques, sportives et récréatives	3	2	5	2	1	3	8
Autres activités de services N.C.A.	558	136	694	182	43	225	919
Activités spéciales des ménages	21	7	28	6	1	7	35
Activités des organisations extraterritoriales	964	303	1 267	292	99	391	1 658
<b>Total</b>	<b>8 432</b>	<b>2 019</b>	<b>10 451</b>	<b>5 516</b>	<b>1 614</b>	<b>7 130</b>	<b>17 581</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2022

Au premier semestre 2022, le nombre de création d'emplois du secteur privé, enregistré par l'ONEF, a connu une augmentation (+4 041 ; +23,0%) par rapport au premier semestre 2021 (tableau 6).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus augmenté sont : Agriculture, sylviculture, pêche (+193 ; +54,7%), Transports et entreposage (+247 ; +81,8%), Information et Communication (+225 ; +80,9%), Construction (+507 ; +70,1%).

Les branches d'activités où le nombre de création d'emplois, a le plus baissé sont : Activités de fabrication (-514 ; -97,0%), Activités spécialisées, scientifiques et techniques (-385 ; -158,4%).

Tableau 6 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités au premier semestre 2021 et 2022

<b>Branche d'activités</b>	<b>Total semestre 1 2021</b>	<b>Total semestre 1 2022</b>	<b>Variation en%</b>
Agriculture, sylviculture, pêche	160	353	54,7
Activités extractives	1 514	2 218	31,7
Activités de fabrication	1 044	530	-97,0
Production et distribution d'électricité et de gaz	76	43	-76,7
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	123	140	12,1
Construction	216	723	70,1
Commerce	435	536	18,8
Transports et entreposage	55	302	81,8
Hébergement et restauration	163	271	39,9
Information et Communication	53	278	80,9
Activités financières et d'assurance	297	491	39,5
Activités immobilières	31	19	-63,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	628	243	-158,4
Activités de services de soutien et de bureau	3 423	3 524	2,9
Activités d'administration publique	484	788	38,6
Enseignement	607	1 183	48,7
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2 289	3 319	31,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	28	8	-250,0
Autres activités de services N.C.A.	998	919	-8,6
Activités spéciales des ménages	19	35	45,7
Activités des organisations extraterritoriales	897	1 658	45,9
<b>Total</b>	<b>13 540</b>	<b>17 581</b>	<b>23,0</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), semestre 1, 2021 et 2022

Contrairement aux autres années, la région de Koulikoro a enregistré moins de créations d'emplois au premier semestre 2022. Tout comme en 2021, le District de Bamako vient en première position, suivi des régions de Sikasso, Kayes et Ségou (tableau 7).

Tableau 7 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2022

Région	CDD			CDI			Total		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	966	117	1 083	537	65	602	1 503	182	1 685
Koulikoro	236	75	311	212	73	285	448	148	596
Sikasso	785	98	883	875	80	955	1 660	178	1 838
Ségou	1 049	208	1 257	244	94	338	1 293	302	1 595
Mopti	628	159	787	252	76	328	880	235	1 115
Tombouctou	285	44	329	48	14	62	333	58	391
Gao	634	72	706	241	18	259	875	90	965
Kidal	53	5	58	4	0	4	57	5	62
Ménaka	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taoudéni	8	0	8	25	3	28	33	3	36
Bamako	3 788	1 241	5 029	3 078	1 191	4 269	6 866	2 432	9 298
<b>Total</b>	<b>8 432</b>	<b>2 019</b>	<b>10 451</b>	<b>5 516</b>	<b>1 614</b>	<b>7 130</b>	<b>13 948</b>	<b>3 633</b>	<b>17 581</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT), premier semestre 2022

Le nombre d'emplois créés est passé de 10 233 au premier trimestre à 7 348 au deuxième trimestre 2022, soit une diminution 28,2% (Tableau 8).

Tableau 8 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2022

Trimestres	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	4 674	1 280	5 954	3 396	883	4 279	10 233
Trimestre 2	3 758	739	4 497	2 120	731	2 851	7 348
<b>Total</b>	<b>8 432</b>	<b>2 019</b>	<b>10 451</b>	<b>5 516</b>	<b>1 614</b>	<b>7 130</b>	<b>17 581</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2022

### 1.2.2. Les emplois créés par le secteur employeur public au premier semestre 2022

Au premier semestre 2022, le nombre d'emplois créés par le secteur employeur public est de 14 431. Plus de la moitié des emplois (50,6%) a été créé dans le cadre des recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces armées et de Sécurités. Une part importante, soit 41,07% (5 927/14 431\*100) des emplois, a été générée par les Projets/Programmes d'insertion, rattachés aux différents Départements Ministériels (tableau 9).

Tableau 9 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au premier semestre 2022

Type d'emploi public	1 <sup>er</sup> Trimestre			2 <sup>e</sup> Trimestre			Semestre 1		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces armées et de Sécurités	6 735	579	7 314	0	0	0	6 735	579	7 314
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	373	132	505	609	76	685	982	208	1 190
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	1 403	2 760	4 163	997	67	1 064	2 400	3 527	5 927
<b>Total</b>	<b>8 511</b>	<b>3 471</b>	<b>11 982</b>	<b>1 606</b>	<b>843</b>	<b>2 449</b>	<b>10 117</b>	<b>4 314</b>	<b>14 431</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, premier semestre 2022

### 1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs employeurs privé et public du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2022

Au cours des six derniers trimestres, le secteur employeur privé a créé 42 612 emplois. Plus de la moitié (58,7%) des emplois est à durée déterminée. Les femmes occupent seulement 13,8% des emplois créés. Le pic a été atteint au premier trimestre 2022 (Tableau 10).

Tableau 10 : Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2022

Trimestres	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1_2021	3 364	905	4 269	2 138	885	3 023	7 292
Trimestre 2_2021	2 979	874	3 853	2 023	372	2 395	6 248
Trimestre 3_2021	2 550	715	3 265	2 121	512	2 633	5 898
Trimestre 4_2021	2 518	644	3 162	2 061	370	2 431	5 593
Trimestre 1_2022	4 674	1 280	5 954	3 396	883	4 279	10 233
Trimestre 2_2022	3 758	739	4 497	2 120	731	2 851	7 348
<b>Total</b>	<b>19 843</b>	<b>5 157</b>	<b>25 000</b>	<b>13 859</b>	<b>3 753</b>	<b>17 612</b>	<b>42 612</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Contrairement au secteur employeur privé, le secteur employeur public a créé plus d'emplois au cours des six derniers trimestres (janvier 2021 à juin 2022). Au total, 44 995 emplois créés par le secteur employeur public ont été enregistrés. Plus de 76% (34 225/44 995\*100) des emplois ont été générés par les Projets/Programmes d'insertion (Tableau 11).

Tableau 11 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public au cours des six (6) derniers trimestres (janvier 21 à juin 22)

Type d'emploi public	Année 2021			Premier Semestre 2022			Total des six derniers trimestres ( janvier 21 à juin 22)		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Recrutements dans les fonctions Publiques d'Etat et des Collectivités et dans les Forces armées et de Sécurité	108	21	129	6 735	579	7 314	6 843	600	7 443
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement	1 490	647	2 137	982	208	1 190	2 472	855	3 327
Emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion (auto-emplois)	11 854	16 444	28 298	2 400	3 527	5 927	14 254	19 971	34 225
<b>Total</b>	<b>13 452</b>	<b>17 112</b>	<b>30 564</b>	<b>10 117</b>	<b>4 314</b>	<b>14 431</b>	<b>23 569</b>	<b>21 426</b>	<b>44 995</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2021 et 2022

## 2. Les perspectives pour l'exercice 2023

### 2.1. Les perspectives de création d'emplois par le secteur employeur privé

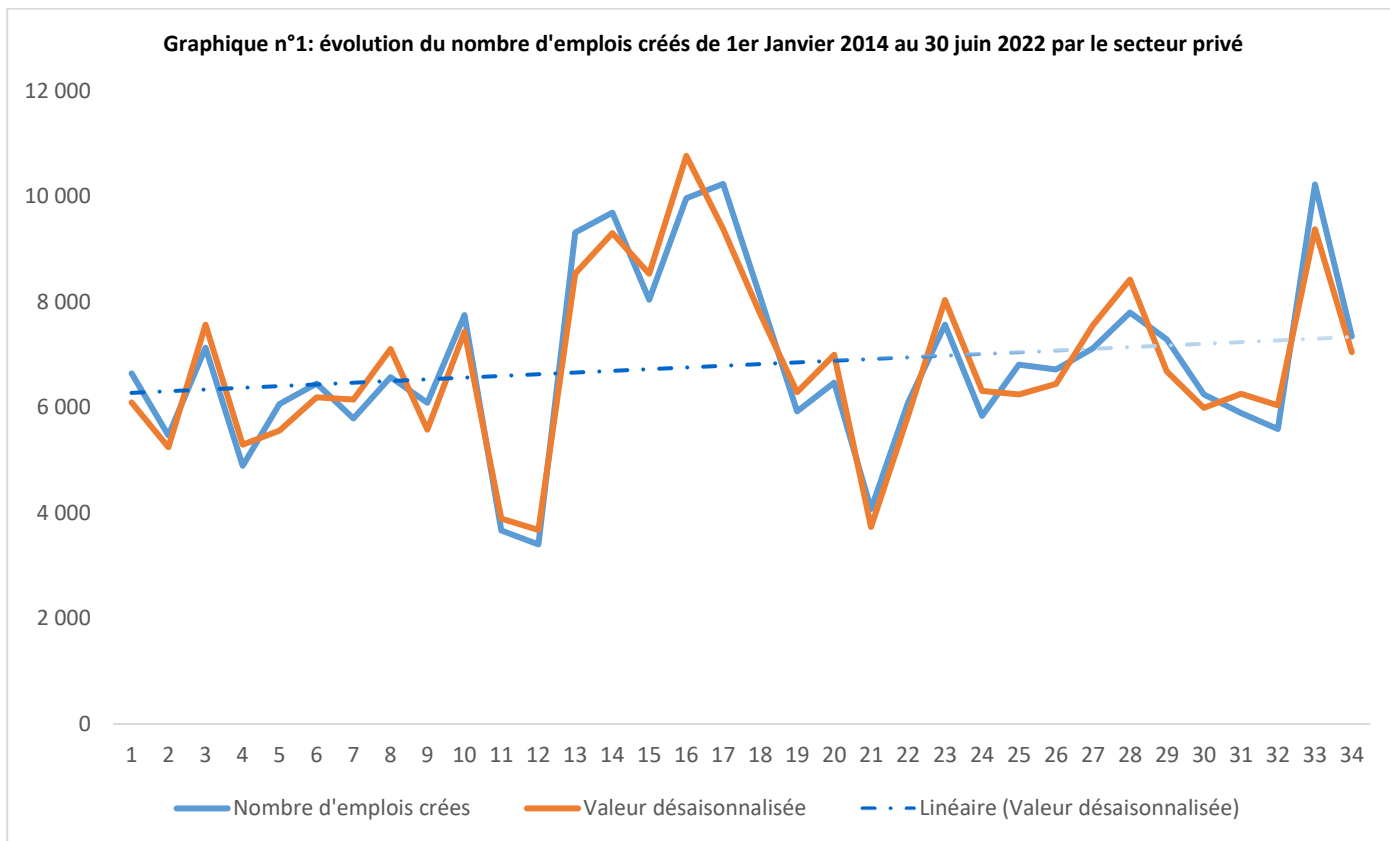
Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de janvier 2014 à juin 2022 sur les créations d'emplois faites par le secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 12 : évolution du nombre d'emplois créés par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2022

Période	Rand de la série	Nombre d'emplois créés
Trimestre 1_2014	1	6 650
Trimestre 2_2014	2	5 471
Trimestre 3_2014	3	7 136
Trimestre 4_2014	4	4 899
Trimestre 1_2015	5	6 066
Trimestre 2_2015	6	6 458
Trimestre 3_2015	7	5 795
Trimestre 4_2015	8	6 577
Trimestre 1_2016	9	6 091
Trimestre 2_2016	10	7 753
Trimestre 3_2016	11	3 668
Trimestre 4_2016	12	3 405
Trimestre 1_2017	13	9 319
Trimestre 2_2017	14	9 698
Trimestre 3_2017	15	8 046
Trimestre 4_2017	16	9 968
Trimestre 1_2018	17	10 241
Trimestre 2_2018	18	8 098
Trimestre 3_2018	19	5 930
Trimestre 4_2018	20	6 477
Trimestre 1_2019	21	4 077
Trimestre 2_2019	22	6 095
Trimestre 3_2019	23	7 574
Trimestre 4_2019	24	5 846
Trimestre 1_2020	25	6 815
Trimestre 2_2020	26	6 724
Trimestre 3_2020	27	7 123
Trimestre 4_2020	28	7 801
Trimestre 1_2021	29	7 292
Trimestre 2_2021	30	6 248
Trimestre 3_2021	31	5 898
Trimestre 4_2021	32	5 593
Trimestre 1_2022	33	10 233
Trimestre 2_2022	34	7 348
<b>Total</b>		<b>232 413</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)





Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

A partir de cette évolution, les résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple, sans tenir compte des autres facteurs exogènes, notamment les effets de la crise sanitaire et des sanctions économiques et commerciale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), nous permettent de prévoir le nombre de créations d'emplois par le secteur privé comme suit :

Tableau 13 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3<sup>e</sup> trimestre 2022 au 4<sup>e</sup> trimestre 2023

Période	Prévision
Trimestre 3_2022	6 967
Trimestre 4_2022	6 872
Trimestre 1_2023	8 136
Trimestre 2_2023	7 807
Trimestre 3_2023	7 088
Trimestre 4_2023	6 991
<b>Total</b>	<b>43 862</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

## 2.2. Les perspectives de créations d'emplois par le secteur employeur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant, de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin de trimestre ou d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire de bonnes prévisions.

Selon les perspectives économiques de la Banque Africaine de Développement, la croissance du PIB devrait se rétrécir à 2,1 % en 2022 en raison des effets des sanctions de l'UEMOA et de la CEDEAO combinés à l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui induiraient une baisse des services à 4,2 % et de la demande intérieure (3,4 %, contre 4,5 % en 2021). Cependant, la croissance devrait rebondir à 5,4 % en 2023, tirée par la reprise de la production de coton (25,5 %), de céréales (5,5 %) et de l'or (5,6 %), et des prix mondiaux favorables. Une forte reprise du secteur industriel (6,1 %, contre 2,3 % en 2022) et des services (5,5 %) et une augmentation de la demande intérieure (5,5 %) soutiendront également une bonne performance économique en 2023. L'inflation devrait fortement augmenter à 7,8 % en 2022 à cause de l'embargo et du conflit russo-ukrainien, mais devrait baisser à 3,1 % en 2023, parallèlement à la hausse de la production de céréales, à la baisse des prix des produits pétroliers, à la diminution de la base taxable de 50 % sur les produits alimentaires importés et à la fixation de plafonds de prix. La consolidation budgétaire permettra une baisse du déficit à 4,4 % du PIB en 2022 et 3,5 % en 2023, grâce aux réformes fiscales et à la rationalisation des dépenses. La dette publique devrait augmenter légèrement en 2022 et 2023 pour atteindre 52,9 % et 53,0 % du PIB. À partir de 2023, la dette intérieure devrait dépasser la dette extérieure, ce qui suscite des inquiétudes quant à la viabilité et à un effet d'éviction potentiel sur l'accès des entreprises au crédit. L'embargo imposé au pays, l'instabilité politique, la dégradation de la sécurité, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les poussées de pandémie constituent des risques majeurs pour ces perspectives<sup>2</sup>.

En tenant compte de ces hypothèses, le nombre d'emplois créés par le secteur employeur public connaîtrait une baisse au deuxième semestre 2022, compte tenu du rétrécissement du taux de croissance sur la même période. Par contre, on pourrait s'attendre à une augmentation du nombre de créations d'emplois en raison du rebond au taux de croissance annoncé pour 2023.

En somme, nous estimons le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 14 : Prévission du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2022 et pour l'année 2023

Secteur	Année		Total
	2022*	2023**	
Emplois créés par le secteur public	3 000	25 500	28 500
Emplois créés par le secteur privé	13 839	30 022	43 861
<b>Total</b>	<b>16 839</b>	<b>55 522</b>	<b>72 361</b>

\* Cette prévision concerne le dernier semestre 2022

\*\* La prévision concerne toute l'année 2023

<sup>2</sup> [Perspectives économiques au Mali | Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain \(afdb.org\) \[Page consultée le 15 août 2022\]](#)

## Annexe 1 : Répartition des emplois créés en 2021 par les Projets/Programmes des Départements Ministériels.

Tableau 15 : répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2021

<b>Ministres/Projet, Programmes, Agence</b>	<b>Homme</b>	<b>Femme</b>	<b>Total</b>
<b>Ministère de la sécurité et de la protection civile</b>	<b>2 573</b>	<b>822</b>	<b>3 395</b>
Recrutement spécial des officiers et sous-officiers de la police	2 292	703	2 995
Recrutement spécial des sapeurs-pompiers	281	119	400
<b>Ministère de la Santé et du Développement social</b>	<b>0</b>	<b>5 112</b>	<b>5 112</b>
Programme National de la violence basée sur le genre	0	223	223
Programme d'appui à l'autonomisation de la femme et de l'enfant	0	4 889	4 889
<b>Ministère du Travail et de la Fonction Publique</b>	<b>108</b>	<b>21</b>	<b>129</b>
Concours de recrutement direct de la fonction publique	108	21	129
<b>Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation</b>	<b>1756</b>	<b>4463</b>	<b>6219</b>
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	108	21	129
Agence Nationale d'Investissement des collectivités territoriales	13	0	13
Conseil Appui pour l'Education à la Base	1 476	4 416	5 892
Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales	24	1	25
Centre de réflexion et appui au développement rural	23	12	35
Groupe de recherches d'actions et d'assistance pour le développement communautaire	33	12	45
LOCAL/Mali	23	1	24
Mairie de la commune urbaine de Nioro	10	0	10
Projet de déploiement des ressources de l'Etat pour l'amélioration des services	46	0	46
<b>Ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle</b>	<b>6922</b>	<b>3903</b>	<b>10825</b>
Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes	114	12	126
Programme national d'action pour l'emploi en vue de la réduction de la pauvreté	26	183	209
Agence Nationale pour l'Emploi	220	42	262
Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes	269	134	403
Améliorer la compétitivité des entreprises par la formation professionnelle	37	8	45
FITINTE CONSULT	23	6	29
Fonds appui à la création d'entreprise par les jeunes	574	92	666
Fonds appui à la formation professionnelle	27	14	41
IMYETA améliorer l'employabilité des jeunes ruraux	352	104	456
Projet de formation professionnelle insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux	1 254	910	2 164
Entreprise sud construction	18	0	18
Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes	18	4	22
Agro transformation, Bâtiment électricité Autres	396	382	778
Humanité & Inclusion/Projet Actif	2 293	859	3 152
PRCA/SA Mali JEJE NI JABA	26	41	67
Programme alliance globale contre le changement climatique au Mali	358	648	1 006
Projet de réduction des violences commentaires	917	464	1 381
<b>Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable</b>	<b>236</b>	<b>35</b>	<b>271</b>

<b>Ministres/Projet, Programmes, Agence</b>	<b>Homme</b>	<b>Femme</b>	<b>Total</b>
Construction équipement DNACPN	60	2	62
Programme alliance globale contre le changement climatique au Mali phase 2	56	13	69
Projet de construction du siège de la direction nationale de l'assainissement du contrôle des pollutions et des nuisances	120	20	140
<b>Ministère de l'Industrie et du Commerce</b>	<b>445</b>	<b>301</b>	<b>746</b>
Projet de soutien au développement de l'écosystème entrepreneuriat	3	1	4
Projet de Formalisation des Acteurs du Commerce de détail	442	300	742
<b>Ministère du Développement Rural</b>	<b>886</b>	<b>597</b>	<b>1483</b>
Alimentaire et nutritionnelle au sahel	0	0	0
Projet de développement de la production et de la diversification Agricole	10	2	12
Programme de développement intégré des ressources animales et aquacoles du Mali	347	148	495
Programme quinquennal d'aménagement aquacole	36	3	39
Projet d'appui à la compétitivité industriel au Mali	141	11	152
Projet de développement et de valorisation de la production	7	8	15
Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Koulikoro	6	2	8
Projet régional d'appui au pastoralisme au sahel	214	144	358
Une ONG allemande (Welthungerhilfe)	32	0	32
Projet Inclusif	0	200	200
Fonds d'équipement des nations unies	40	24	64
PRCA.SA au Mali JEJE NI JABA	25	3	28
Projet d'appui au développement de l'élevage au Mali	19	16	35
Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au sahel	0	30	30
Projet de développement et de la valorisation de la production laitière au Mali	9	6	15
<b>Ministère l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>46</b>
Restauration des parcs publics et monuments	46	0	46
<b>Ministère de l'Artisanat et du Tourisme</b>	<b>85</b>	<b>36</b>	<b>121</b>
Institut de Coopération Internationale	85	36	121
<b>Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation</b>	<b>216</b>	<b>219</b>	<b>435</b>
Bureau étude appui conseil pour le développement rural	216	219	435
<b>Ministère de la Promotion, de la Femme, de l'Enfant et de la Famille</b>	<b>10</b>	<b>1 526</b>	<b>1 536</b>
Association pour le progrès et le droit des femmes	0	908	908
Croix rouge canadienne et malienne	10	190	200
Programme 3.003: Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	428	428
<b>Ministère des maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration Africaine</b>	<b>140</b>	<b>60</b>	<b>200</b>
Projet d'insertion / Réinsertion des migrants maliens	140	60	200
<b>Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne</b>	<b>20</b>	<b>9</b>	<b>29</b>
Programme de Gouvernance Locale Redevable	20	9	29
<b>Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Sociale</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>17</b>
Prévention de conflits communautaires (accès à l'eau potable)	9	8	17
<b>Total</b>	<b>13 452</b>	<b>17 112</b>	<b>30 564</b>

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2021

# **ETAT Q**

## **SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)**

FCFA												
Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2 021
1 Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5	628,2	772,0	835,9	903,8
2 Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable EDM (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
3 Puissance disponible												
4 Energie totale produite (GWh)	1 212,9	1 300,7	1 276,4	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3	2 081,1	2 219,7	2 410,9	2 595,0	2 805,7
5 Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,5	1,9	2,8	2,4	1,2	60,4	81,6
6 Energie importée (GWh)	2,8	3,4	17,1	216,4	295,7	246,5	281,0	445,4	436,7	601,6	762,4	406,2
7 Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,70%	17,40%	17,76%	17,16%	15,13%	16,60%	17,45%	18,85%	23%
8 Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%	0,3%	2,0%	2%	3,0%	2%
9 Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,7%	98,7%	98,52%	98,81%	98,52%	98,50%	98,50%	98,50%
10 Taux recouvrement instances officielle (%)												
11 Taux recouvrement clients paraétatiques (%)												
12 Arriérés auprès fournisseurs privés (millions de FCFA)	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0	127 922,7	145 209,0	310 245,0	252 722,6	353 019,1
13 Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0	14 424,1	42 269,0	77 798,9	45 364,6	110 865,8
14 Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9	1 650,9	1 730,9	1 861,5	1 976,2	2 170,1
15 Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025,0
16 Nombre clients résidentiels (Total BT)	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0	460 696,0	513 601,0	566 933,0	625 087,0	681 560,0	746 112,0
17 Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 561,0	2 018,0	2 141,0	2 270,0	2 282,0	2 211,0	2 183,0	2 445,0
18 Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	232,1	198,6	216,1	227,2	249,5	283,9	313,4	306,3
19 Tarif Moyen (FCFA ( y/C pénalitéprime fixe majoration minoration)/kWh)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8	98,8	99,5	101,0	99,9
20 Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh) (tarif BT)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5	105,3	105,3	105,2	105,2
21 Revenus recouverts par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5	93,3	85,7	93,0	76,5
22 Revenus recouverts par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2	119,6	111,0	110,7	98,8
23 Ventés totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9	152 169,7	166 944,5	182 311,0	196 323,2	207 988,4	214 499,8
24 Revenus totaux recouverts (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6	196 722,1	207 089,0	206 703,0	218 855,0	239 407,0
25 Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6	16 394,9	16 908,1	23 148,0	24 446,2	27 063,8	29 006,4
26 Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8	1 407,1	1 389,5	5 083,2	7 169,4	4 110,0	1 637,9
27 Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	1 198,4	3 152,9	2 196,5	1 178,0	4 434,4	5 029,1	8 370,0
28 Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	2,51%	9,35%	19,15%	25,47%	36,29%	45,57%	53,56%	58,59%	62,66%	66,56%	69,49%	72%
29 Total Abonnés	233 354	259 862	290 042	313 621	346 978	400 690	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237	749 025,0
30 BT Post Paye	226 048	234 131	233 148	232 501	219 874	217 029	213 958	212 680	211 707	209 056	207 920	205 392,0
31 ISAGO	5 816	24 163	55 234	79 451	125 267	181 731	246 738	300 921	355 226	416 031	476 317	540 720
32 MT	1 490	1 568	1 660	1 669	1 837	1 930	2 065	2 226	2 391	2 595	2 677	2 913,0
33 Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,9	-9 878,4	-32 641,0	-32 803,6	-54 884,8	-45 226,1
34 Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,3	-2 210,2	-51 194,0	-44 850,8	-75 056,2	-55 015,2
35 Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0	60,0	56,0	68,0	39,0	68,0	58,0
36 Subventions	4 804,00	10 906,00	30 000,00	59 248,6	57 107,6	42 000,0	33 655,8	340 000,0	42 000,0	75 000,0	30 000,0	63 317,5
37 Exonérations fiscales(*)								28 208,90	24 052,53	28 728,11	27 486,44	42 246,6
38 Produits pétroliers								19 925,80	24 052,53	28 728,11	27 486,44	42 246,6
39												
40 Stock des prêts rétrocédés								58 358,22	59 666,07	53 069,41	91 720,24	103 373,7
41 Positions nette EDM SA vis-à-vis de l'Etat								- 3 742,00	- 31 094,67			
Impayés administration ( Budget national et régional)								4 279,00	7 462,98	3 136,34	3 690,13	6 437,2
Autres impayés ( reliquat subvention)								500,00	15 500,00			15 000,0
Dettes fiscales nettes								7 521,00	34 109,16	45 364,6	77 798,93	77 798,9
Autres dettes de l'Etat sur EDM SA ( avance trésor)								-	19 948,49	38 551,43	36 782,53	36 782,5

Exonérations fiscales(\*) : les exonérations fiscales sont des estimations que nous avons effectuées

(1) contient l'énergie achetée auprès de centrale AKUO

# **ETAT R**

## **LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION**

PREVISION DE RECOUVREMENT 2023 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2023
	Taxe-Logement-TL (1% x Base CF)	OMH	5 487
	Taxe Touristique	APTМ	1 997
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	410
	Redevance Régulation	ARMDS	1 283

**NB:** ⇨ Les prévisions de TL sont établies sur la base des prévisions CF  
 ⇨ Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevance de Régulation sont établies sur la base des réalisations de l'exercice précédent (2022) auxquelles sont appliqués les taux de croissance nominale de l'économie en 2023

Bamako, le 17 août 2022

Le DIRECTEUR GENERAL



**Mathias KONATE**

Chevalier de l'Ordre National



**ETATS**

**ANNEXE SUR LES DEPENSES  
FISCALES**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple – Un But – Une Foi

-----  
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

-----  
DIRECTION PLANIFICATION, ÉTUDES  
ET SUIVI



**DÉPENSES FISCALES  
2021**

*Division Politiques Fiscales*

\*\*\*\*\*

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

**CEDEAO** : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**CGI** : CODE GENERAL DES IMPÔTS

**CREDAF** : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

**DE** : DROITS D'ENREGISTREMENT

**EE** : EXONERATIONS EXCEPTIONNELLES

**DD** : DROIT DE DOUANE

**DF** : DEPENSE FISCALE

**DGD** : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

**DGI** : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

**IBIC** : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

**IS** : IMPÔT SUR LES SOCIETES

**PIB** : PRODUIT INTERIEUR BRUT

**RFD** : RECETTES FISCALES ET DOUANIERES

**RS** : REDEVANCE STATISTIQUE

**SFR** : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

**TEC** : TARIF EXTERIEUR COMMUN

**TVA** : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

**UEMOA** : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAIN

## RÉSUMÉ

L'évaluation des dépenses fiscales constitue une exigence pour les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), depuis l'avènement de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques. Le présent rapport qui est à sa 11ème édition s'inscrit dans cette dynamique de transparence.

Au titre de l'année 2021, le coût des dépenses fiscales évaluées est de 318,13 milliards de francs CFA. L'évaluation a concerné les dépenses fiscales mises en œuvre au niveau de la Direction générale des impôts et de celles des Douanes.

L'étude actuelle vise à faire le point sur les dépenses fiscales de l'année en cours (2021). Elle compare également les résultats obtenus en 2021 à ceux de 2020. La limitation du rapprochement des résultats à ceux de 2020 s'explique par le fait que le nouveau procédé de calcul de la dépense fiscale de TVA a commencé au Mali en 2020.

## INTRODUCTION

Au Mali, les dispositions de la fiscalité qui comprennent des exonérations et divers mécanismes affectant le calcul de l'impôt concernent la fiscalité des ménages et celle des entreprises. Ces dispositions dérogatoires sont qualifiées par les spécialistes de « dépenses fiscales ». Le concept de dépenses fiscales, qui « apparaît à la fois comme le symétrique de l'expression dépenses budgétaires et comme le négatif de l'expression recettes fiscales », permet de souligner que ces dispositions fiscales dérogatoires représentent un manque à gagner pour le budget de l'État, même si ce coût est moins visible et moins connu que celui des autres dépenses publiques.

Cependant, l'expression « dépense fiscale » ne doit pas conduire à considérer que l'ensemble des flux économiques (revenus, épargne, valeur ajoutée, etc.) constituent par nature une matière taxable et que toute dérogation peut être présentée comme une moindre recette pour l'État.

Toutefois, les dispositions fiscales dérogatoires pourraient conduire à des «démembrements de la fiscalité» et aller à l'encontre de l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. L'article 13 de cette déclaration prévoit que l'indispensable contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

À ces différentes facettes de la fiscalité dérogatoire correspondent deux enjeux essentiels :

- la maîtrise budgétaire de ces dispositifs dans un contexte marqué par la diminution des ressources externes et la non-atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20% par la CEDEAO ;
- l'efficacité de ces dispositifs ou la simplification de la fiscalité.

Dans une telle situation, il est impératif pour nos pouvoirs publics de rationaliser les dérogations fiscales accordées aux contribuables en évaluant leur coût, mais aussi les impacts qu'elles induisent tant sur le plan économique que social.

La loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières est considéré comme étant un des moyens de rationalisation de l'octroi des dérogations. À partir de ladite loi, les exonérations sans base légale ont été supprimées.

Malgré cet effort, les dérogations ou allègements fiscaux sont des sources de pertes de recettes fiscales pour le Trésor public. Ce manque à gagner peut affecter de manière significative l'efficacité de la mobilisation des recettes fiscales des services d'assiette, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité prônée par la déclaration des Droits de l'homme.

Ainsi, pour évaluer ces dépenses fiscales, depuis 2011, chaque année le rapport sur les dépenses fiscales est élaboré par la DGI et annexé au projet de loi de finances pour attirer l'attention des décideurs sur les enjeux des mesures dérogatoires.

Il est important de souligner que la structure en charge de l'évaluation des dépenses fiscales est confrontée à un certains de difficultés :

- Dans la rédaction du présent Rapport, compte tenu du faible moyen, accordé à la Division Politiques Fiscales, aucune visite et/ou enquête de terrain n'a pu être effectuée. Elle aurait permis, non seulement d'interroger les personnes ressources (les responsables des administrations domaniales, fiscales et douanières, les conseils fiscaux, les financiers, les statisticiens, les comptables, les universitaires et les députés, etc.), les bénéficiaires des mesures fiscales dérogatoires (les ménages, les entreprises, les ONG, les organisations internationales, les ambassades, etc.) sur l'utilité et l'ampleur des exonérations fiscales de façon générale et pendant la période 2021.

- Aussi une autre difficulté n'est-il pas la collecte des données au niveau des services des Impôts non informatisés. Pour ce qui concerne les services non informatisés, ils doivent transmettre l'état des exonérations constatées par eux via courrier physique. Le préalable est de pouvoir écrire sur fichier dur, c'est-à-dire presque manuellement contrairement aux Centres informatisés qui saisissent dans SIGTAS qui génère des informations directement exploitables par la Division Politiques Fiscales. Les données des centres non informatisés viennent soit rarement, soit en retard. Par ailleurs, les montants exonérés collectés ne sont ni détaillés par référence légale (article qui donne l'exonération), ni par produit, ni par bénéficiaire.

- Pour ce qui concerne les douanes, les données viennent presque toujours en retard et après plusieurs relances. Il est aisé de déduire que ce comportement de la Direction Générale des Douanes est favorisé par l'absence d'hierarchie entre la Direction Générale des Impôts, chargée d'élaborer le rapport de dépenses fiscales, et la Direction Générale des Douanes.

- Pour ce qui concerne les domaines, bien qu'étant représentés dans le Comité d'évaluation des dépenses fiscales, n'ont jamais envoyé volontairement l'état de leurs dépenses fiscales. Ils n'ont pas aussi été invités à le faire par la Direction Générale des Impôts.

Malgré ces difficultés, la structure dédiée à l'évaluation du coût des dépenses fiscales compile les données et fait des analyses possibles selon les détails disponibles sur lesdites données. L'estimation bien que non exhaustive, en ce sens que certaines mesures ne sont pas

du tout évaluées et d'autres ne font l'objet que d'une évaluation partielle fait ressortir un manque à gagner de 318.13 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2021. Ce coût rapporté aux recettes fiscales indique un taux de 19.34%.

La présente évaluation s'articule autour de trois axes :

- cadre conceptuel et méthodologique;
- évaluation du cout budgétaire des dépenses fiscales;
- focus sur certaines dépenses fiscales de la direction générale des impôts.

## **I. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE**

La première étape de l'étude consiste à fixer le cadre de l'analyse. Celui-ci s'articule autour, de la compréhension du concept de dépense fiscale et de ses implications d'une part, et d'autre part, de la méthodologie à suivre pour l'évaluation.

### **1. Cadre conceptuel**

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA a dégagé certaines idées prioritaires quant à la définition de la dépense fiscale. Il s'agit du système fiscal de référence (régime fiscal de base) ; de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux ; de la méthodologie à adopter.

#### **a. DÉFINITION DE LA DÉPENSE FISCALE**

Selon la décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015, «Une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraîne un manque à gagner pour le trésor public. ».

La dépense fiscale constitue donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et certaines mesures autres que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA de porte sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recette dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.



Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle déroge) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de classification qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (découlant de la norme) et une série de dispositions qui dérogent à ce système. Elle requiert donc une définition claire du système de référence.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

#### **b. DÉFINITION DU SYSTÈME FISCAL DE RÉFÉRENCE**

Il n'existe pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques, sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. À ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;

- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option, plus pragmatique, est le plus souvent choisie par les pays.

Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent être de nature législative et revêtir un caractère général.

Trois critères définissent le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système fiscal de référence.

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière. Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux. Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation. Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence. En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de

la fiscalité intérieure des États de l'Union. En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

**c. SYSTÈME FISCAL DE RÉFÉRENCE DES IMPÔTS, DROITS ET TAXES COUVERTS PAR L'ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES.**

**- la Taxe sur la Valeur Ajoutée**

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux normal applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Général des Impôts.

Le taux retenu par le Mali est 18%.

**- l'Impôt sur les Sociétés et l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux**

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;
- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de 30% du bénéfice imposable et 1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

#### **- la Taxe sur les contrats d'assurance**

L'Unité d'imposition est la Convention d'assurance ou de rente viagère. La base imposable de référence est le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires.

Les taux de référence sont de 4% et de 20%. Le taux de 4 % s'applique aux contrats d'assurance contre les risques de toute nature, de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre. Le taux de 20 % s'applique aux autres contrats d'assurance.

#### **- La Taxe sur les Activités Financières**

Sont soumis à la Taxe sur les activités financières, les produits des opérations réalisées au Mali qui se rattachent aux activités bancaires ou financières et d'une manière générale, tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent.

La base imposable est constituée du montant des recettes réalisées à l'occasion des opérations imposables. La taxe est exclue de la base d'imposition.

Les taux de référence de la taxe sont fixés à 17 % et à 15 %. Le taux réduit de 15 % est appliqué sur les intérêts, commissions et frais perçus à l'occasion de toutes les opérations finançant les ventes à l'exportation.

### **- la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs**

Est soumise à la contribution forfaitaire à la charge des employeurs, toute personne physique ou morale passible de l'Impôt sur les sociétés, de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'Impôt sur les bénéfices agricoles qui verse des rémunérations, traitements ou salaires.

La contribution est assise sur le montant brut des salaires et indemnités, payés à l'ensemble du personnel, y compris la valeur réelle des avantages en nature.

Le taux de la contribution est fixé à 3,5 %.

### **- les Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions**

Les droits d'enregistrement sont fixes, proportionnels, ou progressifs suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts (CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

### **- le Droit de Douane, Redevance Statistique et impôt spécial sur certains produits**

Ils sont des droits de porte prévus dans le texte sur le Tarif Extérieur Commun (TEC) et dans le Code des douanes.

## **2. Cadre méthodologique**

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

### **a. PÉRIMÈTRE D'ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES**

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entraîner des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la Valeur Ajoutée (de l'intérieur et de porte), l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, la Taxe sur les activités financières, la Taxe sur les contrats d'assurance, la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs, les droits d'enregistrement, le Droit de douane, la Redevance Statistique et l'impôt spécial sur certains produits.

#### **b. LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE**

L'évaluation des dépenses fiscales ici présentée porte sur l'exercice budgétaire 2020. L'année budgétaire s'entend de la période au cours de laquelle la recette correspondante à la dépense fiscale aurait dû être encaissée par l'État en application des règles de droit commun. Sous ce rapport, les recettes associées aux opérations et revenus dont la taxation intervient l'année suivant celle de leur réalisation sont rattachées au millésime d'imposition. C'est le cas notamment de l'IS et de l'IBIC.

#### **c. MÉTHODES DE CALCUL POSSIBLES**

Il existe trois méthodes de calcul possibles pour évaluer les dépenses fiscales :

- La méthode de la perte en recettes (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une mesure dérogatoire, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu

même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».

- Le gain final de recettes (*revenue gain*) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.

- L'équivalent en dépense (*Outlay équivalent*) : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus utilisée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

#### **- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur la valeur ajoutée de l'intérieur**

La DF de TVA à l'intérieur se calcule par entreprise bénéficiant d'une exonération de TVA, à partir des données de la DGE, de la DME, de la DID et des DRI. Ce calcul nécessite de connaître la TVA qui aurait dû être collectée par l'entreprise et la TVA qui aurait dû être déductible par l'entreprise si le CA n'avait pas été exonéré. Les informations sur la partie déductible n'étant pas disponible, elle est obtenue à partir d'une formule d'estimation. Dans un premier temps, parmi les entreprises, il ne faut retenir que la production qui entraîne une DF. Les points ci-dessous énumérés ont été pris en compte.

Ont été exclu les entreprises dont le CA exonéré, la TVA collectée et la TVA reversée ne sont pas connus ;

Le chiffre d'affaires (CA) exonéré pour chaque entreprise a été obtenu en faisant la différence entre le chiffre global exonéré de la TVA et le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ;

Les entreprises soumises au taux réduit de 5% ne sont pas incluses dans le champ de calcul de l'estimation des dépenses fiscales de TVA au taux normal. Les entreprises bénéficiant en même temps des exonérations de TVA au taux de 18% et de 5% sont soumises à un calcul de prorata.

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 18% est la suivante :

$$DF_j = CA_{\text{exonéré}} * 18\% * \frac{\text{Net à payer}}{\text{TVA Collectée}}$$

DF<sub>j</sub> : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 5% est la suivante :

$$DF_j = CA_{\text{exonéré}} * 13\% * \frac{\text{Net à payer}}{\text{TVA Collectée}}$$

DF<sub>j</sub> : Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires

13% : est la différence de taux entre 18% et 5%.

**- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de l'Impôt sur les sociétés et de l'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux**

Les dépenses fiscales de l'IS-IBIC sont obtenues en comparant et en prenant le maximum entre :

- le montant du bénéfice exonéré multiplié par le taux de référence (30%) ;
- la valeur de la fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique) ;
- le 1% du chiffre d'affaires.
- $DF_j = \text{Max} (30\% \text{ bénéfice exonéré, fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique), 1\% \text{ du chiffre d'affaires})$

**- Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les activités financières**

Les dépenses fiscales de la TAF sont obtenues en multipliant les taux de référence (15% et 17%) par les intérêts exonérés.

**Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les contrats d'assurance**

Les dépenses fiscales de la TCA sont obtenues en multipliant le taux de référence (20%) par les sommes stipulées au profit de l'assureur.

Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs



Les dépenses fiscales de la CFE sont obtenues en multipliant le taux de référence (3,5%) par les sommes ou avantages en nature versés ou alloués à certains salariés.

Méthode d'évaluation des dépenses fiscales des impôts de la douane

En ce qui concerne les dépenses fiscales provenant de la Direction générale des douanes, elles sont obtenues en multipliant les taux de chaque impôt par les valeurs exonérées.

#### **d. LES SOURCES DES DONNÉES**

Les données utilisées pour évaluer les dépenses fiscales proviennent principalement des informations sur les contribuables relevant de la Direction générale des douanes (DGD) et de la Direction générale des Impôts.

## **II. EVALUATION DU COÛT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES**

### **1. Méthode de collecte**

Elle a consisté à recueillir au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les montants des exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2021. Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective des dépenses fiscales. Ces données ont été analysées par impôt, par secteur d'activité et par source pour certaines dépenses fiscales selon la disponibilité des données.

### **2. Analyse des dépenses fiscales**

Avant d'aborder l'analyse des coûts de dépenses fiscales, soit par rapport aux recettes fiscales et au PIB, soit par secteur d'activité, soit par année (2020 et 2021), soit par impôt, il est utile d'invoquer les événements ayant marqué la période d'évaluation et les conséquences possibles des exonérations fiscales :

**- les événements marquant l'évolution ou l'augmentation des exonérations fiscales (côté dépenses fiscales). Il s'agit entre autres de :**

- la présence de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) : en effet, cette dernière par son statut, organisme international, bénéficie des exonérations fiscales. Les impôts concernés sont essentiellement la TVA et l'ITS ;

- la gestion du Covid 19 : pour faire face aux conséquences socio-économiques de cette pandémie, le gouvernement malien a édicté plusieurs mesures fiscales. Presque tous les types d'impôts ont été affectés par ces mesures d'allègements fiscaux ;
- la gestion de la guerre : nul n'est sans savoir que cette guerre a fait intervenir au Mali des financements extérieurs et missions diplomatiques qui sont exonérés d'impôts et taxes ;
- la gestion de la vie chère, pays enclavé, importateurs de plusieurs produits de premières nécessités, le Mali a eu recours à plusieurs reprises aux exonérations exceptionnelles et aux subventions directes.

Les informations recueillies ne permettent pas de déterminer la part exacte de chacune des composantes ci-dessus indiquées. De toute façon, elles sont à l'origine, d'année en année, de l'augmentation du montant de la dépense fiscale.

- **les conséquences probables des mesures dérogatoires** : elles sont entre autres :

- l'évasion fiscale : l'exemple frappant est le Code des Investissements. En effet, pour bénéficier des avantages de ce code, plusieurs sociétés sont tentées de créer une nouvelle société à chaque fois que leurs exonérations fiscales arrivent à expiration. Aucune loi ne les interdit de supprimer leur société et d'en créer une nouvelle ;
- la fraude fiscale : les moyens limités de l'administration fiscale ne permettent pas de faire le suivi correct des exonérations. Plusieurs entreprises, bénéficiant des exonérations fiscales au titre d'un financement extérieur, sont tentées d'utiliser les produits, matériels destinés à leurs marchés exonérés aux marchés non exonérés. Ce même phénomène peut se produire dans l'application du Code Minier ;
- le risque de pénurie et de surfacturation : pour les mesures exceptionnelles, l'État donne des monopoles à certains opérateurs économiques. Il se trouve que souvent, que suite à leur incapacité de ravitailler correctement le marché, la pénurie crée immédiatement la surfacturation.

Dans la configuration actuelle du Mali, il est difficile de dire :

- que les exonérations fiscales contenues dans le Code des Investissements sont à l'origine de l'augmentation du nombre des entreprises ;
- que les mesures exceptionnelles relatives aux exonérations fiscales ont permis de rendre les produits de premières nécessités accessibles par tous ;
- que les exonérations fiscales contenues dans le Code immobilier ont permis l'accès facile au logement ;

- que les exonérations fiscales contenues dans le Code minier ont favorisé l'expansion du secteur minier, etc.

L'analyse chiffrée est faite sur le coût total des dépenses fiscales mais aussi par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes).

#### a. ANALYSE DU COÛT GLOBAL DES DÉPENSES FISCALES (DGI-DGD)

Le coût des dépenses fiscales est estimé à 318,13 milliards au titre de l'année 2021.

##### ➤ Comparaison des dépenses fiscales des années 2020 et 2021

**Tableau 1 : Comparaison des dépenses fiscales (2020, 2021)**

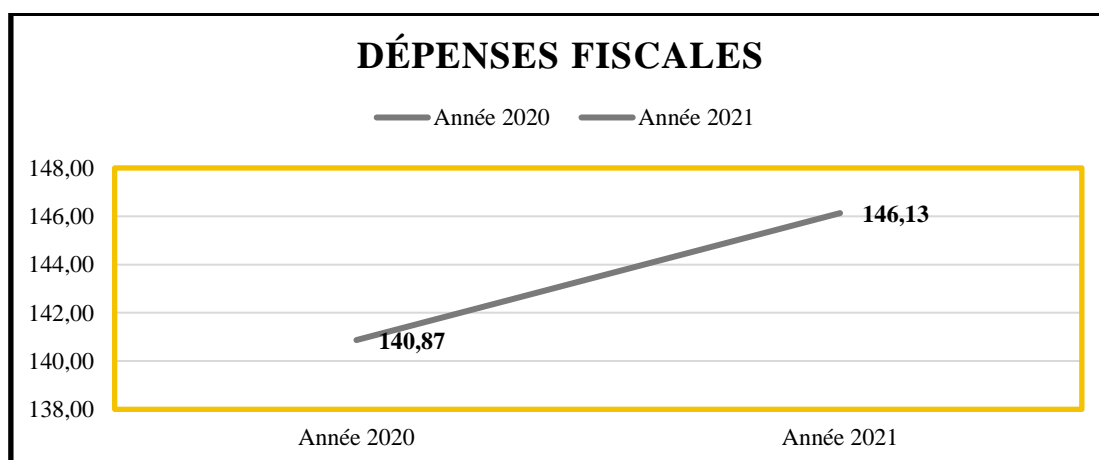
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2020	Année 2021	Variation
Dépenses fiscales	269,48	318,13	18,05%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

En 2021, les dépenses fiscales évaluées ont coûté au budget d'État 318,13 milliards de francs CFA contre 269,48 milliards de francs en 2020. On constate une variation de 18,05%. Cette croissance est due d'une part, à l'élargissement du périmètre d'évaluation par l'ajout des exonérations de la taxe d'importation sur les produits pétroliers et d'autre part, par l'augmentation des exonérations de TVA.

**Figure 1 : Comparaison des dépenses fiscales des années 2020 et 2021 (DGI, DGD)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **Comparaison des dépenses fiscales aux recettes fiscales des années 2020 et 2021 (DGI, DGD)**

Le tableau ci-dessous illustre la part des dépenses fiscales constatées en 2020 et 2021 dans les recettes fiscales et Produit Intérieur Brut.

**Tableau 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI, DGD)**

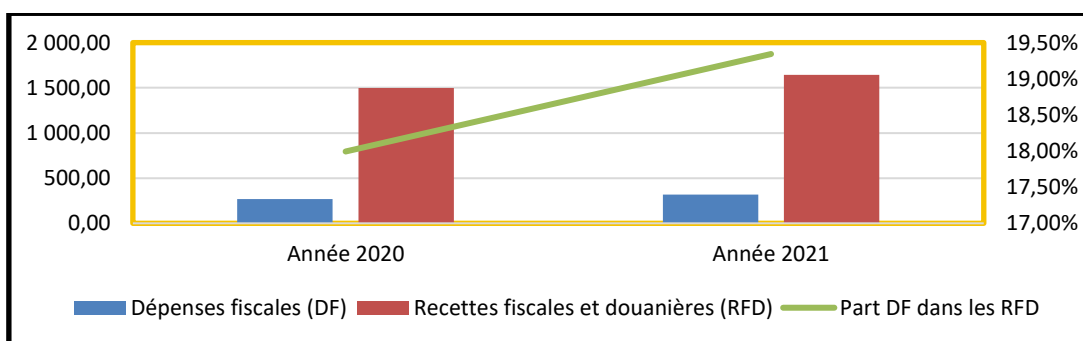
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2020	Année 2021	Variation
<b>Dépenses fiscales (DF)</b>	269,48	318,13	18,05%
<b>Recettes fiscales et douanières (RFD)</b>	1 497,64	1 644,72	9,82%
<b>Part DF dans les RFD</b>	17,99%	19,34%	-

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales au titre de l'année 2021 rapportées aux recettes fiscales de la même période ont indiqué un taux de 19,34% contre 17,99% en 2020. L'accroissement du taux de variation est engendré par une augmentation plus vite des dépenses fiscales que les recettes fiscales.

**Figure 2 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI, DGD)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

**Tableau 3 : Dépenses fiscales rapportées au Produit Intérieur Brut (PIB)**

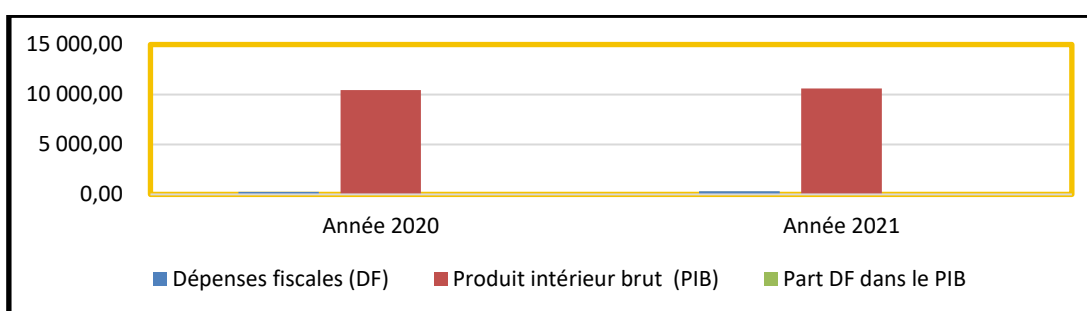
Montant en milliards de francs CFA

Rubriques	Année 2020	Année 2021	Variation
<b>Dépenses fiscales (DF)</b>	269,48	318,13	18,05%
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	10 454,50	10 613,97	1,53%
<b>Part DF dans le PIB</b>	2,58%	3,00%	-

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le coût des dépenses fiscales au titre de l'année 2021 rapporté au Produit intérieur brut de la même période indique un pourcentage de 3,00% contre 2,58% en 2020. Entre 2020 et 2021, on remarque que le PIB n'a pas significativement varié (1,53%). Cela s'explique par l'impact de la maladie à Covid-19 sur l'économie et les crises sécuritaires et institutionnelles. Par conséquent, la part des dépenses fiscales dans le PIB n'a pas subi une grande variation durant la même période.

**Figure 3 : Dépenses fiscales rapportées au PIB (DGI, DGD)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI, DGD)**

La répartition des dépenses fiscales par impôt permet de mesurer la contribution de chaque impôt dans les dépenses fiscales totales.

**Tableau 4 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe (DGI, DGD)**

Montant en milliards de francs FCA

Impôt, droit ou taxe	Montant	%
Taxe sur la valeur ajoutée	183,98	57,83%
Droit de douane	61,51	19,34%
Taxe sur les activités financières	29,57	9,29%
Impôt sur les sociétés	22,68	7,13%
Droits d'enregistrement	9,14	2,87%
Taxe d'importation sur les produits pétroliers	7,35	2,31%
Redevance statistique	2,28	0,72%
Taxe sur les contrats d'assurance	0,95	0,30%
Impôt spécial sur certains produits	0,44	0,14%
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	0,12	0,04%
Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	0,09	0,03%
Total	318,13	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

L'analyse des principales dépenses fiscales par type d'impôt nous enseigne :

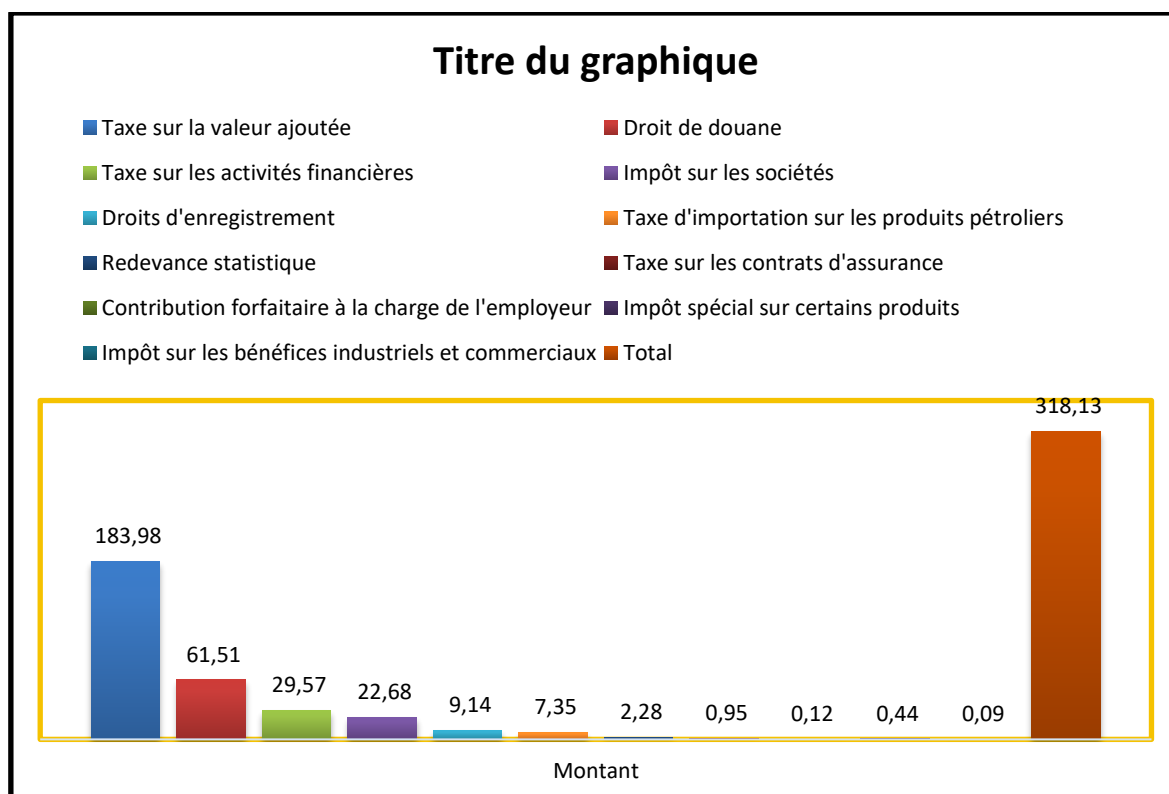
- Les dépenses fiscales provenant de la TVA se sont chiffrées à 183,98 milliards de francs CFA représentant ainsi 57,83% du poids total des dépenses fiscales au titre de l'exercice 2021. Les allègements fiscaux qui découlent de la TVA restent toujours les plus élevés comparés à ceux des autres impôts. Ils représentent ici le cumul des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieur et de celle de porte.

- La part du DD dans les dépenses fiscales totales au titre de l'année 2021 est de 19,34% pour un montant de 61,51 milliards de francs CFA. La source principale de ces dépenses fiscales est la source «exonérations exceptionnelles».

- Les niches fiscales qui découlent de la Taxe sur les activités financières indiquent un montant de 29,57 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 9,29%.

- Les pertes de recettes liées à l'IS affichent un coût de 22,68 milliards de francs CFA et contribue pour une part de 7,13% aux dépenses fiscales totales. Les exonérations d'IS proviennent essentiellement des activités de fabrication et des activités financières et d'assurance. Ces activités à elles seules représentent 90,63% des dépenses fiscales liées à l'IS.

**Figure 4 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe (DGI DGD)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **Comparaison des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe des années 2020 et 2021**

Afin d'analyser la répartition des dépenses fiscales par type d'impôt en termes de coût, le tableau ci-dessous ventile les dépenses fiscales constatées en 2020 et en 2021.

**Tableau 5 : Comparaison des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe des années 2020 et 2021 (DGI, DGD)**

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2020	Année 2021	Variation 2020-2021
Taxe sur la Valeur Ajoutée	87,31	183,98	110,72%
Droits de Douane	64,12	61,51	-4,07%
Taxe sur les Activités Financières	39,00	29,57	-24,18%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés	64,36	22,78	-64,61%
Droits d'Enregistrement	0,45	9,14	1931,11%
Taxe d'Importation sur les Produits Pétroliers	-	7,36	-
Redevance Statistique	2,81	2,28	-18,86%
Taxe sur les Contrats d'Assurance	11,26	0,95	-91,56%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,04	0,44	1000,00%
Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur	0,13	0,12	-7,69%
<b>Total</b>	<b>269,48</b>	<b>318,13</b>	<b>18,05%</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Au titre de l'année 2021, les dépenses fiscales de TVA se sont chiffrées à 183,98 milliards de francs CFA contre 87,31 milliards de francs CFA en 2020. On constate un accroissement de plus de 110%. Ces dépenses fiscales de TVA sont issues de celles de la TVA de porte (100,40 milliards de francs CFA) et de l'intérieure (83,58 milliards de francs CFA). Les exonérations exceptionnelles mises en œuvre au niveau de la Direction générale des douanes représentent plus de 42% du poids total de ces dépenses fiscales au titre de l'année 2021.

Les dépenses fiscales engendrées par les exonérations de Droit de douane ont coûté au budget d'État 61,51 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2021 contre 64,12 milliards de francs CFA en 2020. Elles ont diminué de 4,07 %.

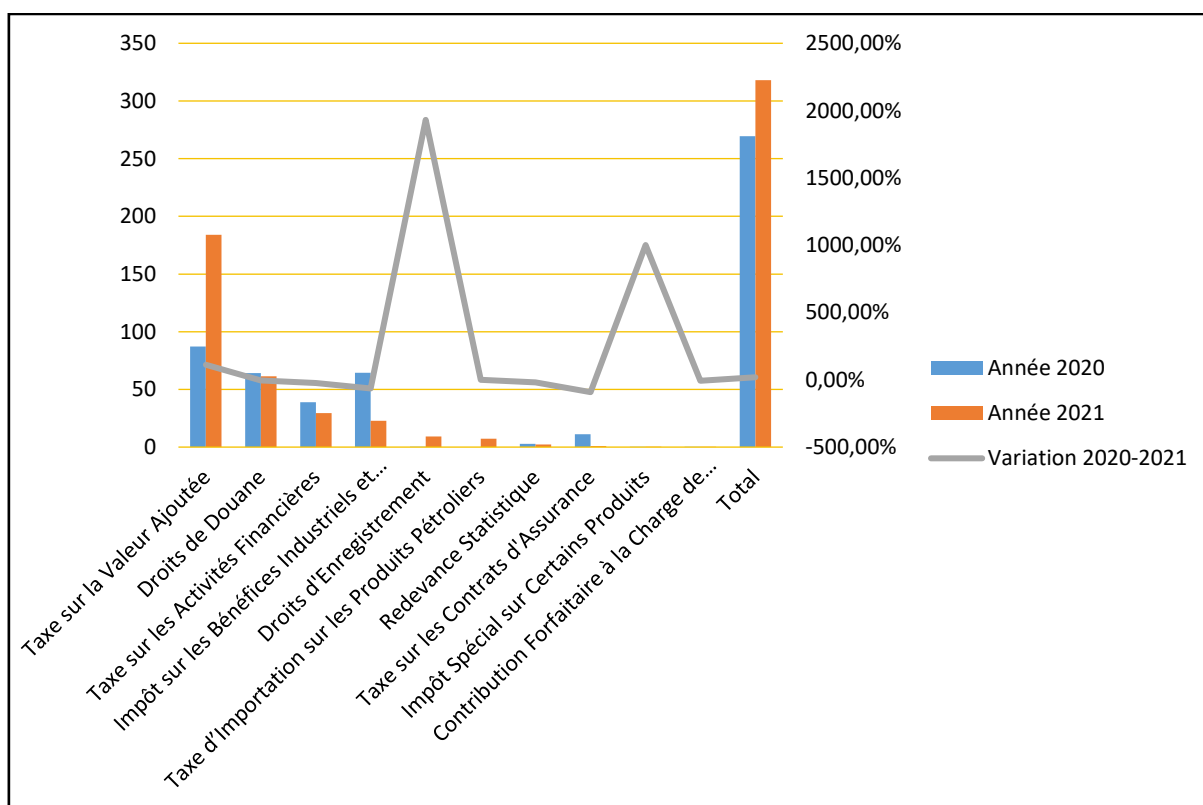
Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe sur les activités financières ont indiqué un montant de 29,57 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales comparées à celles de 2020 (39,00 milliards de francs CFA) ont diminué de 24,18%.

Les dépenses fiscales découlant de l'impôt sur les sociétés (IS) ont affiché un taux de décroissance de 64,61% entre 2020 et 2021. En 2021, elles ont indiqué un montant de 22,78 milliards de francs CFA contre 64,36 milliards de francs CFA en 2020.

Par contre, les dépenses fiscales provenant des Droits d'enregistrement ont beaucoup augmenté. En 2020, elles ont affiché 0,45 milliards de francs CFA pour atteindre 9,14 milliards de francs CFA en 2021.

L'analyse du tableau laisse apparaître que l'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe d'importation sur les produits pétroliers a commencé en 2021. Le coût a été de 7,36 milliards de francs CFA,

**Figure 5: Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI-DGD)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022



## b. ANALYSE DES DÉPENSES FISCALES DE LA DGI

### ➤ Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales de la DGI (2020, 2021)

**Tableau 6 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)**

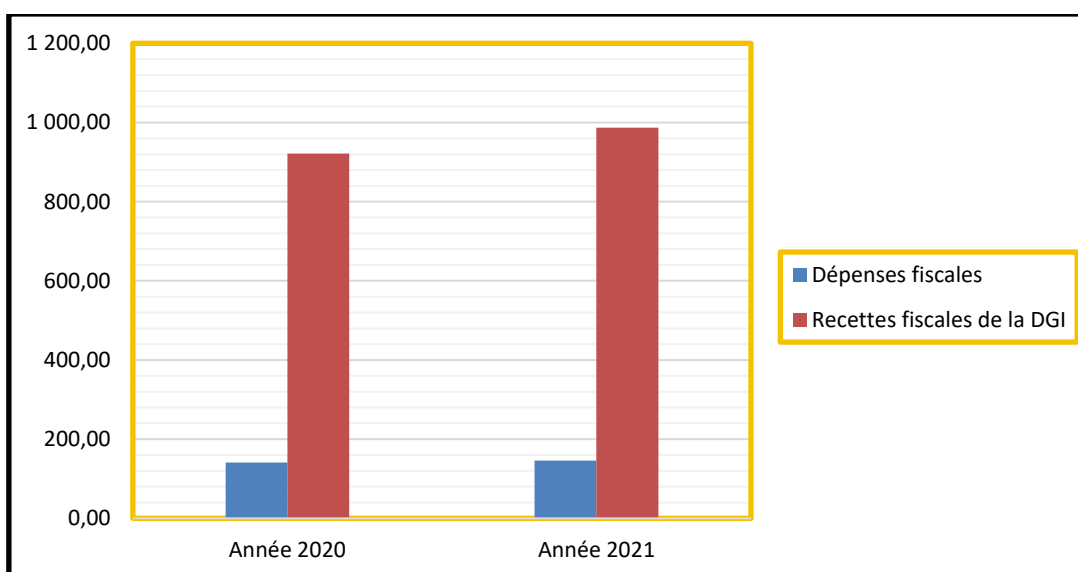
Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2020	Année 2021	Variation
Dépenses fiscales	140,87	146,13	3,73%
Recettes fiscales de la DGI	921,16	987,12	7,16%
Part (%)	15,29%	14,80%	-

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des impôts au titre de l'année 2021 s'est chiffré à 146,13 milliards de francs CFA contre 140,87 milliards de francs en 2020. Comparé à celui de 2020, le coût des dépenses fiscales a connu une augmentation d'environ 5,26 milliards de francs CFA qui se traduit par un taux de croissance de 3,73%. Le montant des dépenses fiscales de l'année 2021 rapporté aux recettes fiscales de la même année indique un taux de 14,80% contre 15,29% en 2020.

**Figure 6: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales (DGI)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

### ➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 6)

**Tableau 7 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe**

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales	Part
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée</b>	83,58	57,19%
<b>Taxe sur les Activités Financières</b>	29,57	20,23%
<b>Impôt sur les Sociétés</b>	22,68	15,52%
<b>Droits d'Enregistrement</b>	9,14	6,25%
<b>Taxe sur les Contrats d'Assurance</b>	0,95	0,65%
<b>Contribution Forfaitaire à la Charge de L'Employeur</b>	0,12	0,08%
<b>Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux</b>	0,09	0,06%
<b>Total</b>	146,13	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

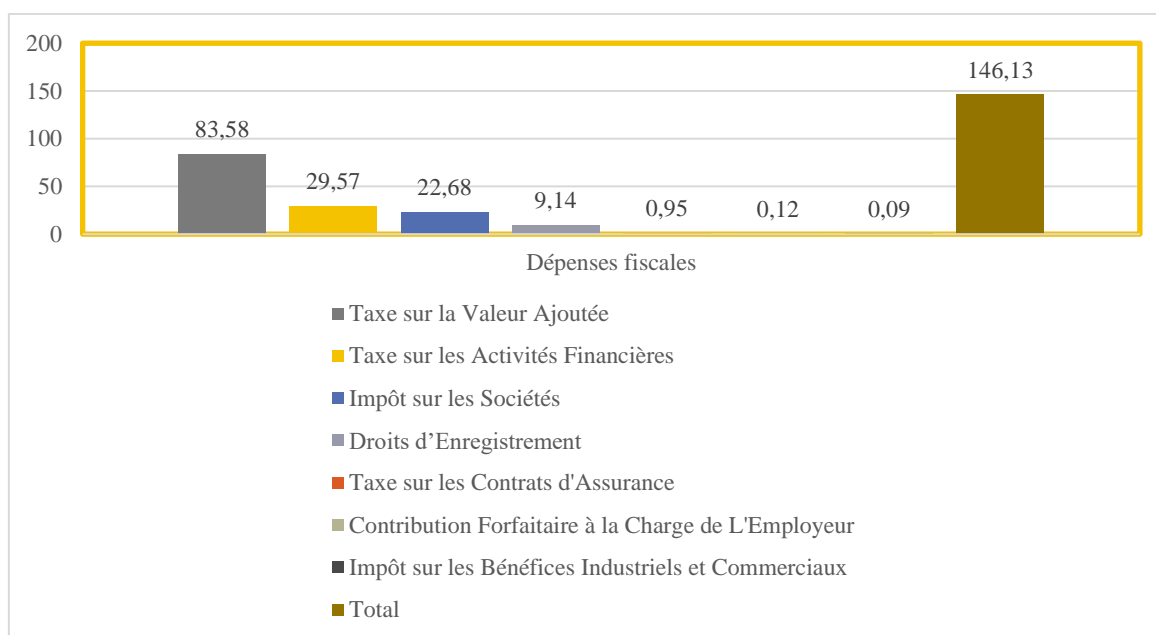
À l'analyse du tableau, on constate que les niches fiscales provenant de la Taxe sur la valeur ajoutée sont les plus importantes (83,58 milliards de francs CFA), soit un taux de participation de 57,19%. Elles bénéficient pour une grande partie aux activités de fabrication et de commerce.

En matière de Taxe sur les activités financières, le montant des dépenses fiscales estimées est de 29,57 milliards de francs CFA, soit 20,53% du poids total. Ces dépenses fiscales profitent aux activités financières et d'assurance.

Les dépenses fiscales se rapportant à l'Impôt sur les sociétés contribuent pour un poids de 15,52% avec un montant de 22,68 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont comme source principale les activités financières et d'assurance et les activités de fabrication.

Quant aux Droits d'enregistrement, les dépenses fiscales évaluées sont estimées à 9,14 milliards de francs CFA pour un poids de 6,25%.

**Figure 7: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe des années 2020 2021**

**Tableau 8 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe**

Montant en milliards de francs CFA

Impôt	Dépenses fiscales 2020	Dépenses fiscales 2021	Variation
Taxe sur la valeur ajoutée	25,68	83,58	225,48%
Taxe sur les activités financières	39,00	29,57	-24,19%
Impôt sur les sociétés	64,09	22,68	-64,61%
Droits d'enregistrement	0,45	9,14	1931,61%
Taxe sur les contrats d'assurance	11,26	0,95	-91,58%
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	0,12	0,12	0,97%
Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	0,27	0,09	-65,10%
<b>Total</b>	<b>140,87</b>	<b>146,13</b>	<b>3,73%</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'examen du tableau, on constate un accroissement des dépenses fiscales liées à la TVA de 225,48% en 2021 comparées à celles de 2020. Cette hausse est surtout tirée par le secteur de l'industrie (fabrication).

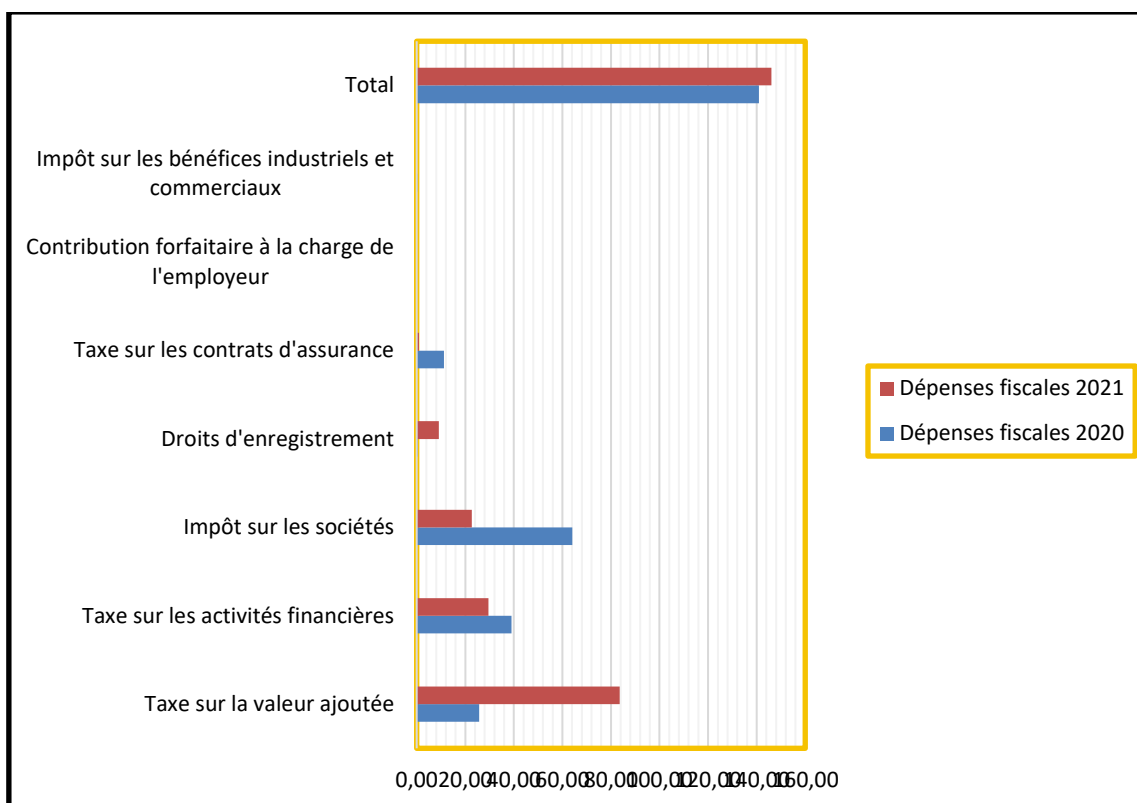
En revanche, les dépenses fiscales issues de la Taxe sur les activités financières ont diminué d'environ d'une dizaine de milliards de francs CFA entre 2020 et 2021.

Les dépenses fiscales issues des exonérations de l'IS ont diminué de façon drastique entre 2020 et 2021, soit un taux de décroissance de 64,61%.

Les allègements fiscaux provenant des DE ont augmenté en 2021 comparativement à ceux de 2020. De 0,45 milliards en 2020, ils ont atteint 9,14 milliards de francs CFA en 2021.

Contrairement aux niches fiscales provenant des DE, celles issues de la Taxe sur les contrats d'assurance ont diminué de façon drastique. Elles ont coûté au budget d'État 11,26 milliards de francs CFA en 2020 contre 0,95 milliards en 2021.

**Figure 8: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

### ➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

La ventilation des dépenses fiscales par secteur d'activité est importante, car elle exprime les intentions politiques en matière de dépenses publiques.

**Tableau 9 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité**

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Dépenses fiscales 2021	%
Activités financières et d'assurances	47,13	32,25%
Activités de fabrication	40,85	27,95%
Commerce	24,28	16,62%
Activités de services de soutien et de bureau	11,31	7,74%
Production et distribution d'électricité et de gaz	10,67	7,30%
Construction	3,49	2,39%
Information et communication	2,23	1,53%
Activités artistiques, sportives et récréatives	1,78	1,22%
Transports et entreposage	1,69	1,16%
Hébergement et restauration	1,16	0,79%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,48	0,33%
Agriculture, sylviculture, pêche	0,47	0,32%
Activités extractives	0,43	0,29%
Enseignement	0,09	0,06%
Autres secteurs d'activités	0,07	0,05%
Total	146,13	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

La présentation des dépenses fiscales par secteur d'activité comme l'analyse par impôt, permet d'adosser l'évaluation des dépenses fiscales à la politique fiscale et aux orientations économiques du Gouvernement.

Le classement des dépenses fiscales par secteur d'activité indique que les dépenses fiscales les plus importantes proviennent en grande partie de:

- les dépenses fiscales consenties en faveur des Activités financières et d'assurances ont atteint 47,13 milliards de francs CFA en 2020, soit 32,25% de l'ensemble des dépenses (29,57 milliards de francs CFA provient de la TAF) ;

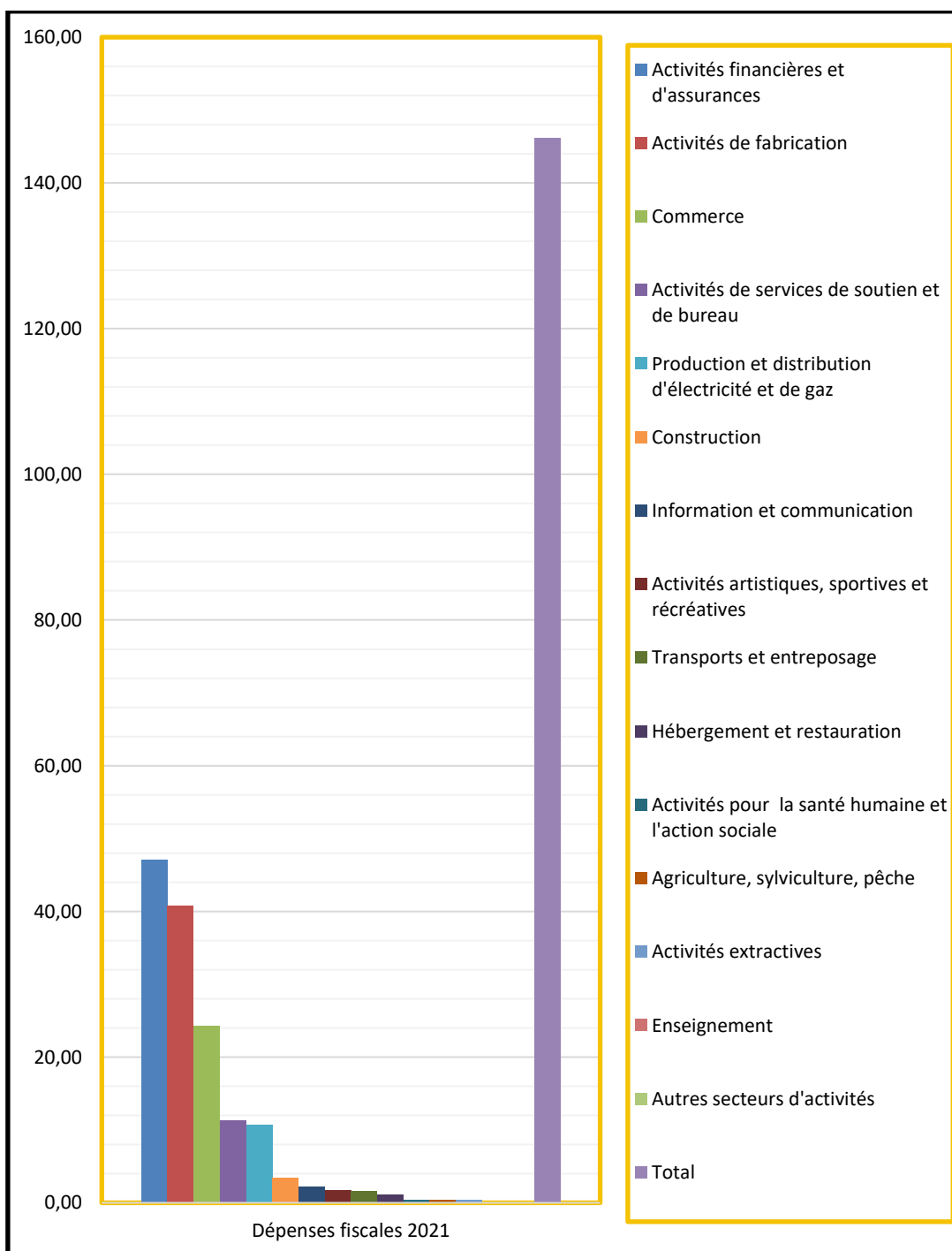
- les dépenses fiscales relatives aux activités de fabrication ont atteint 40,85 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 27,95%. Elles proviennent essentiellement de la TVA et de l'IS ;

- le secteur du commerce a bénéficié de 24,28 milliards de francs CFA, avec un poids de 16,22% ;

-les Activités de services de soutien et de bureau ont atteint 11,31 milliards de francs CFA ;

-les activités de Production et distribution d'électricité et de gaz, les dépenses fiscales évaluées se sont chiffrées à 10,67 milliards de francs CFA.

**Figure 9 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

**Tableau 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité**

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Dépenses fiscales 2020	Dépenses fiscales 2021	%
Activités financières et d'assurances	69,04	47,13	-31,74%
Activités de fabrication	20,05	40,85	103,74%
Commerce	9,85	24,28	146,50%
Activités de services de soutien et de bureau	3,34	11,31	238,62%
Production et distribution d'électricité et de gaz	6,78	10,67	57,37%
Construction	18,45	3,49	-81,08%
Information et communication	0,51	2,23	337,25%
Activités artistiques, sportives et récréatives	4,08	1,78	-56,37%
Transports et entreposage	1,29	1,69	31,01%
Hébergement et restauration	0,16	1,16	625,00%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,01	0,48	4700,00%
Agriculture, sylviculture, pêche	-	0,47	
Activités extractives	6,92	0,43	-93,79%
Enseignement	0,14	0,09	-35,71%
Autres secteurs d'activités	0,25	0,07	-72,00%
<b>Total</b>	<b>140,87</b>	<b>146,13</b>	<b>3,73%</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

La décomposition des dépenses fiscales par secteur d'activité par ordre d'importance de coût se présente ainsi qu'il suit :

- À l'analyse du tableau, il ressort que les dépenses fiscales bénéficiant aux activités financières et d'assurances restent les plus importantes pour l'année en cours (2021) et l'année précédente (2020). En 2021, elles ont coûté 47,13 milliards de francs CFA contre 69,04 milliards de francs CFA en 2020. On constate une baisse de 21,91 milliards de francs CFA qui se traduit par une variation négative de 31,74% entre 2020 et 2021.

- contrairement aux dépenses fiscales liées aux activités financières et d'assurances, celles issues des activités de fabrication ont connu une hausse de plus de 103%. Elles se sont chiffrées à 40,85 milliards en 2021 contre 20,05 milliards en 2020.

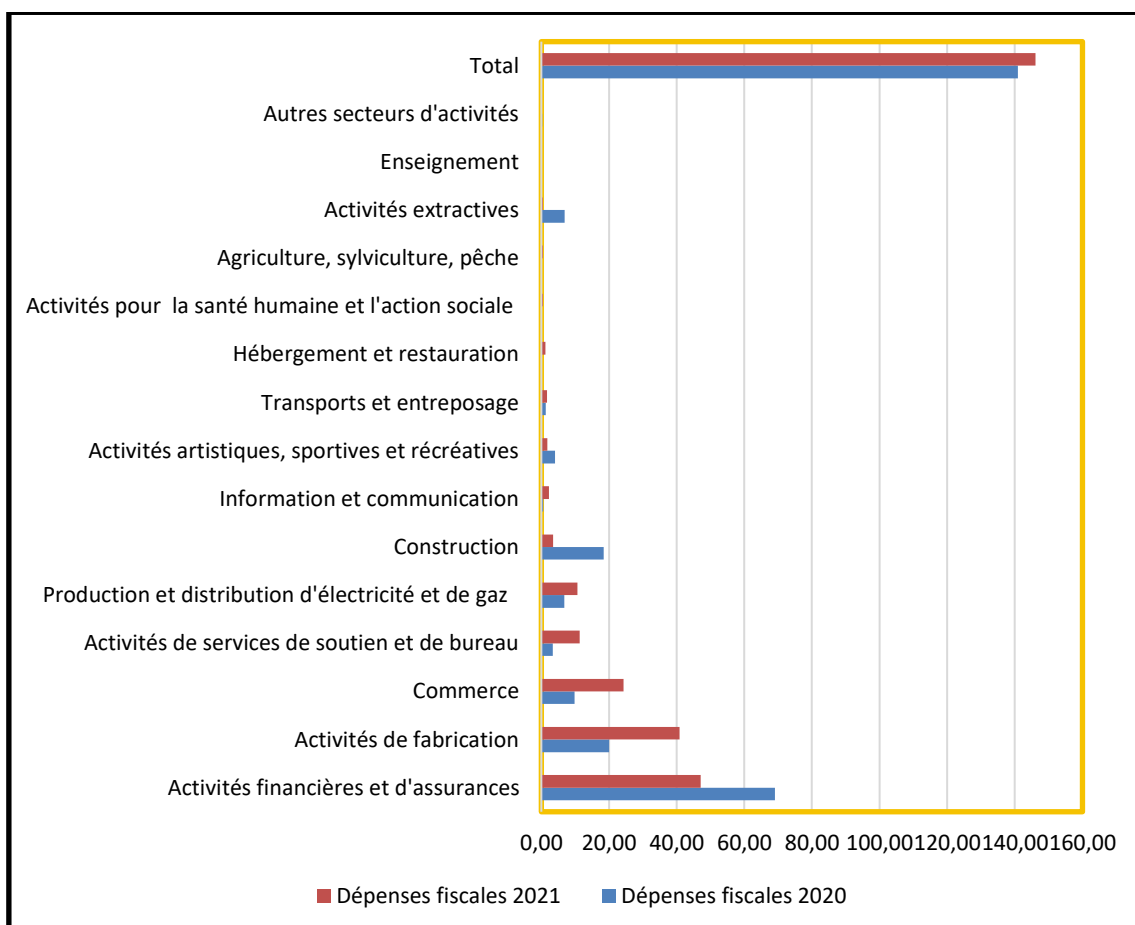
- Comme les activités de fabrication, les dépenses fiscales provenant du secteur du commerce ont connu une variation de plus de 146%. Les dépenses fiscales provenant du secteur commerce se sont chiffrées à 24,28 milliards de francs CFA en 2021 contre 9,45 milliards de francs CFA en 2020.

- quant aux dépenses fiscales des activités de services de soutien et de bureau, elles sont passées de 3,34 à 11,31 milliards de francs CFA de 2020 à 2021.

- les dépenses fiscales liées à la Production et distribution d'électricité et de gaz ont coûté au budget 10,67 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales comparées à celles de 2020 (6,78 milliards de franc CFA) ont varié de 57,37%.

- les dépenses fiscales qui découlent des activités de construction ont été estimées en 2021 à 3,49 milliards de francs CFA contre 18,45 milliards de francs CFA, soit une baisse de 81,08%.

**Figure 10: Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022



**a. ANALYSE DES DÉPENSES FISCALES DE LA DGD**

- Analyse du coût des dépenses fiscales rapportées aux recettes de la DGD des années 2020 et 2021

**Tableau 11 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes de la DGD (2020, 2021)**

Montant en milliards de francs CFA

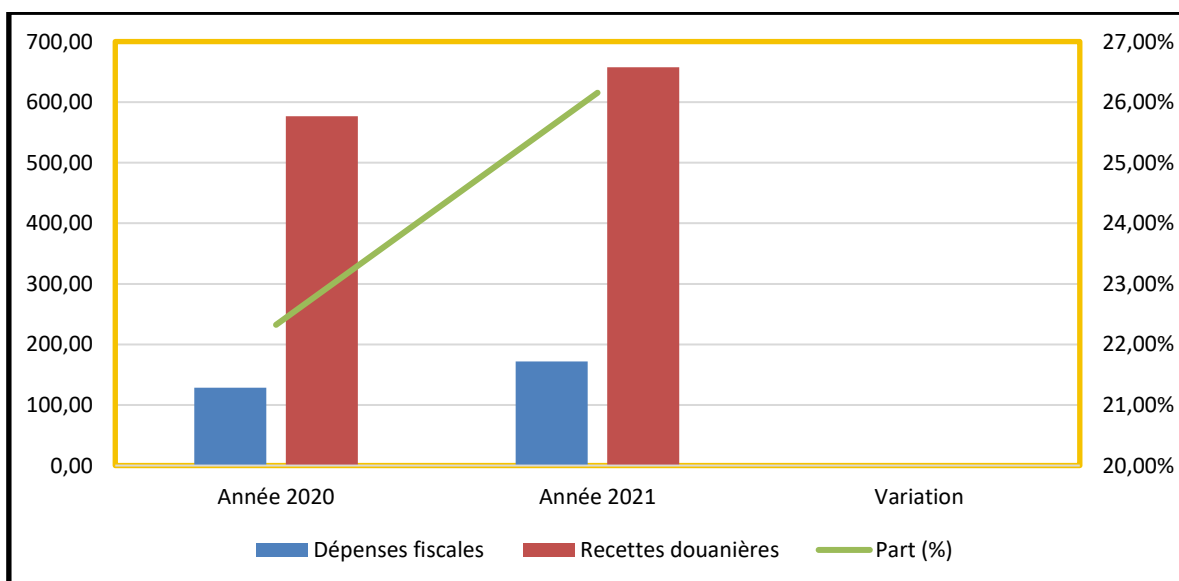
Rubrique	Année 2020	Année 2021	Variation
Dépenses fiscales	128,69	172,00	33,65%
Recettes douanières	576,48	657,60	14,07%
Part (%)	22,32%	26,16%	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des douanes de l'année 2021 s'est chiffré à 172,00 milliards de francs CFA contre 128,69 milliards de francs CFA en 2020. On constate une augmentation de 43,41 milliards de francs CFA qui se traduit par un accroissement de 33,65%. Cette variation s'explique en partie par l'ajout au périmètre d'évaluation des exonérations de la Taxe d'importation sur les produits pétroliers. Il est important de souligner que cette évaluation a coûté 7,36 milliards de francs CFA.

Le coût des dépenses fiscales rapporté aux recettes douanières indique un taux de 26,16%. Ce taux représente plus du quart des recettes douanières.

**Figure 11: Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales de la DGD (2020, 2021)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

### ➤ Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part afférant à chacun de ces impôts dans les dépenses fiscales totales.

**Tableau 12 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe**

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2021	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	100,40	58,37%
Droit de Douane	61,52	35,77%
Taxe d'importation sur les produits pétroliers	7,36	4,28%
Redevance Statistique	2,28	1,33%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,44	0,26%
Total	172,00	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Il ressort de l'analyse de ce tableau que la TVA de porte occupe la première position avec un taux de participation de 58,37%. Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane s'est élevé à 100,40 milliards de francs CFA.

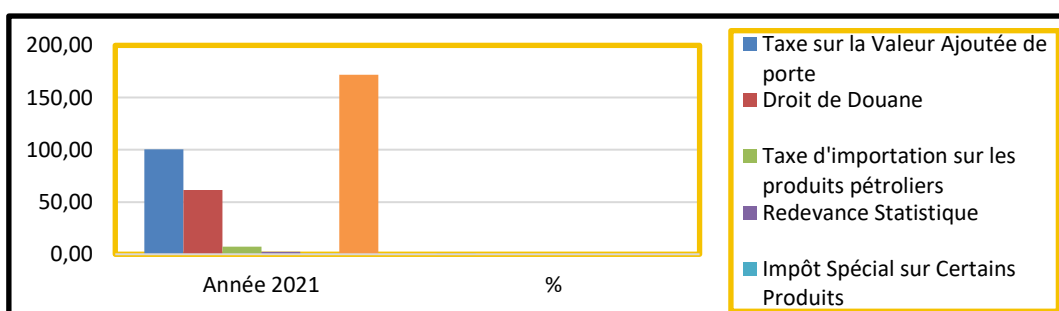
Les dépenses fiscales provenant du Droit de douane se sont chiffrées à 61,52 milliards de francs CFA et se placent en 2ème position avec un poids de 35,77%.

Les dépenses fiscales se rattachant à la Taxe d'importation sur les produits pétroliers ont été évaluées pour la première fois en 2021. Elles se sont chiffrées à 7,36 milliards de francs CFA pour un poids de 4,28%.

Pour la redevance statistique, les niches fiscales ont affiché un montant de 2,28 milliards de francs CFA, soit un taux de 1,33%

Le coût des dépenses fiscales provenant de l'Impôt Spécial sur Certains Produits est le moins élevé et indique un montant de 0,44 milliards de francs CFA pour un taux de participation de 0,26%.

**Figure 12: Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe des années 2020 et 2021**

**Tableau 13 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt (2020, 2021)**

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2020	Année 2021	Variation
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	61,63	100,40	62,91%
Droit de Douane	64,12	61,52	-4,05%
Taxe d'importation sur les produits pétroliers		7,36	-
Redevance Statistique	2,81	2,28	-18,86%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,04	0,44	1000,00%
Total	128,60	172,00	

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales provenant de la Taxe sur la valeur ajoutée de porte (100,40 milliards de francs CFA) ont connu une hausse de 39,28 milliards de francs CFA comparées à celles de 2020 (61,63 milliards de francs CFA). Elles sont essentiellement issues des exonérations exceptionnelles.

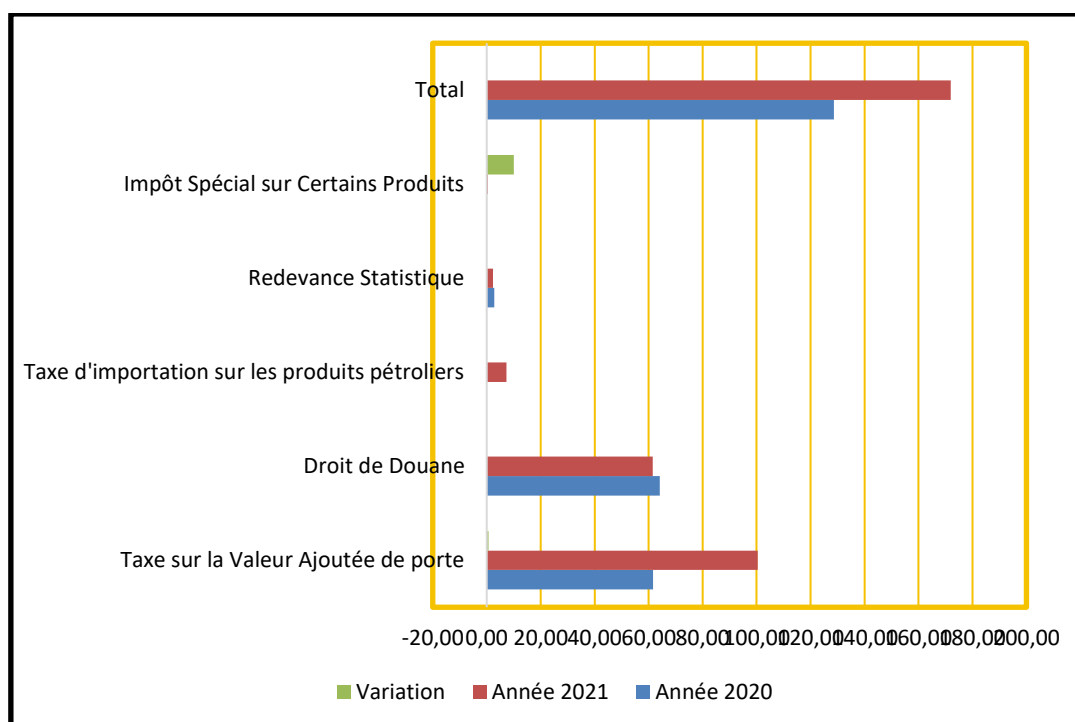
Quant aux dépenses fiscales issues du Droit de douane, elles ont atteint 64,12 milliards de francs

CFA en 2020 pour se stabiliser à 61,52 milliards de francs CFA en 2021. Le taux de décroissance a été de 4,05%.

En 2020, les allègements fiscaux issus de la Redevance Statistique indiquent une tendance à la baisse par rapport à ceux de 2020. Ces allègements fiscaux se sont chiffrés à 2,28 milliards de francs CFA en 2021 contre 2,81 milliards de francs CFA au titre de l'année 2020, soit une contraction de 18,86%.

Les dépenses fiscales découlant de l'Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP) ont été estimées à 0,44 milliards de francs CFA en 2021. En 2020, ces mêmes dépenses fiscales ont coûté au budget 0,04 milliards de francs CFA.

**Figure 13 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt (2020 et 2021)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source**

**Tableau 14 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source**

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Année 2021	%
Exonérations Exceptionnelles	115,22	66,99%
Marchés Publics et Financements Extérieurs	19,99	11,62%
Codes Minier et Pétrolier	14,93	8,68%
Dons, Aides et ONG	14,27	8,30%
Code des Investissements	5,56	3,23%
Conventions d'Établissement	2,03	1,18%
<b>Total</b>	<b>172,00</b>	<b>100,00%</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales liées aux Exonérations Exceptionnelles (EE) de la Direction Générale des Douanes se sont élevées à 115,22 milliards de francs CFA. Son taux de participation a été de 66,99%. Elles représentent plus de la moitié du poids total des dépenses fiscales. Elles sont constituées de 68,24% de TVA de porte et de 30,59% de Droit de douane soit 98,82% de leur poids.

Les allègements fiscaux liés aux Financements Extérieurs ont un taux de participation de 11,62% et se sont chiffrés à 19,99 milliards de francs CFA. Ils sont composés principalement de la TVA et de Droit de douane.

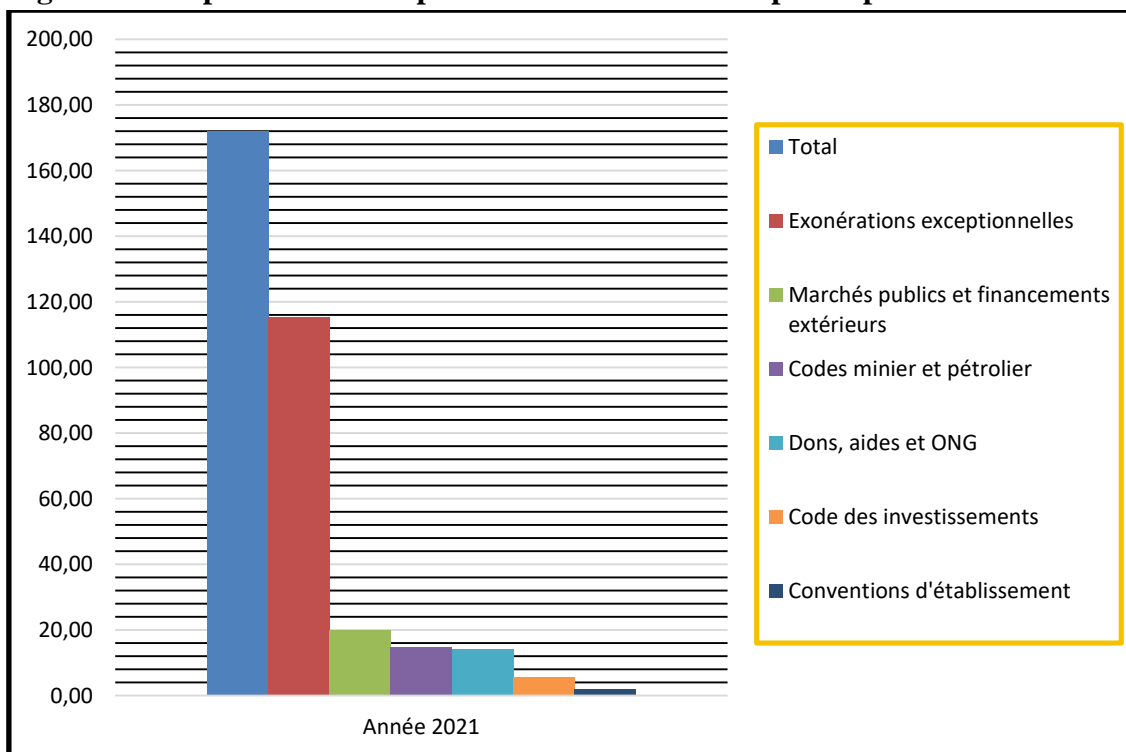
Les pertes de recettes liées aux Codes minier et pétrolier occupent la 3ème place avec un montant de 14,93 milliards de francs CFA, soit 8,68% du poids total des dépenses fiscales de la DGD. Elles proviennent essentiellement de Droit de douane.

Les Dons, aides et ONG représentent 8,30% du poids total des dépenses fiscales de la DGD, avec un montant de 14,27 milliards de francs CFA.

Les dépenses fiscales provenant du Code des Investissements se sont chiffrées à 5,56 milliards de francs CFA, soit un taux de 3,23%. Elles sont engendrées essentiellement par les exonérations de Droit de douane.

Les exonérations fiscales provenant des Conventions d'établissement affichent un montant de 2,63 milliards de franc CFA avec un taux de participation de 1,18%. Elles sont constituées à cent pour cent de Droit de douane.

**Figure 14 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source (2020, 2021)**

**Tableau 15 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source (2020, 2021)**

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Année 2020	Année 2021	Variation
Exonérations Exceptionnelles	65,23	115,22	76,64%
Marchés Publics et Financements Extérieurs	19,58	19,99	2,09%
Codes Minier et Pétrolier	20,55	14,93	-27,35%
Dons, Aides et ONG	16,03	14,27	-10,98%
Code des Investissements	5,57	5,56	-0,18%
Conventions d'Établissement	1,65	2,03	23,03%
<b>Total</b>	<b>128,61</b>	<b>172,00</b>	<b>33,74%</b>

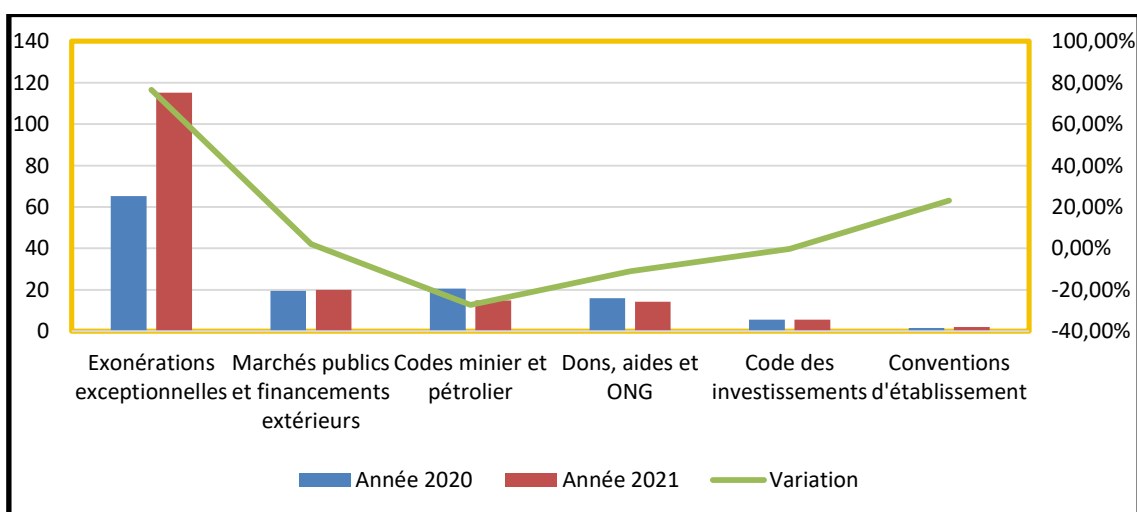
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'analyse du tableau, on constate que seules les dépenses fiscales liées aux EE, aux Marchés publics et financements extérieurs et aux Conventions d'établissement se sont accrues en 2021 comparées à celles de 2020. La plus grande variation est observée au niveau des EE avec une hausse de 76,64%.

Les dépenses fiscales (Codes minier et pétrolier, Dons, aides et ONG) ont toutes baissé en 2021 comparativement en 2020. Les niches fiscales découlant des Codes minier et pétrolier se sont contractées de 27,35%.

Quant au Code des investissements, les dépenses fiscales sont restées stables.

Figure 15 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source (2020, 2021)



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

### c. FOCUS SUR CERTAINES DÉPENSES FISCALES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

#### ➤ La Taxe sur la Valeur Ajoutée

##### - Évaluation des dépenses fiscales de TVA par structure

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessous mettent en évidence la répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI au niveau des structures.

**Tableau 16 : Répartition des Dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI**

Montant en milliards de francs CFA

Structure	Année 2021	Variation
Direction des grandes entreprises	72,93	87,26%
Direction des impôts du District	10,18	12,17%
Directions régionales des impôts	0,47	0,57%
<b>Total</b>	<b>83,58</b>	<b>100,00%</b>

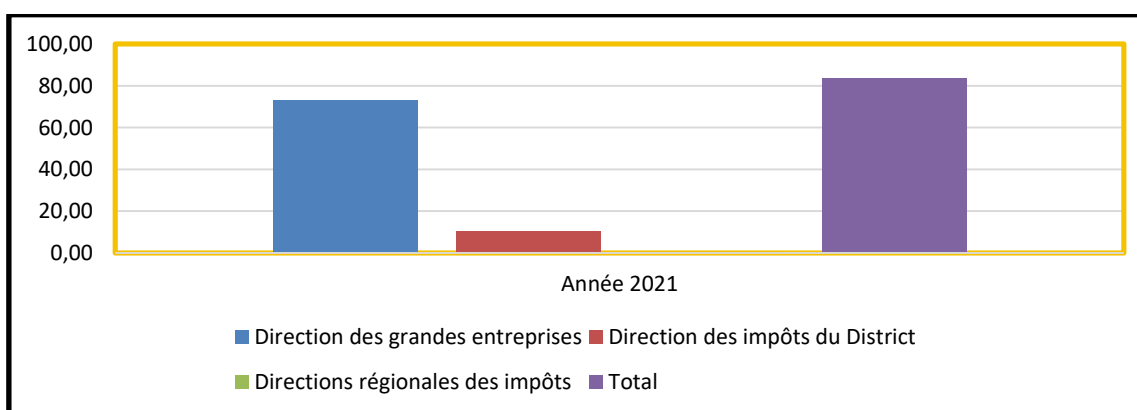
Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les dépenses fiscales portant sur la TVA au titre de l'année 2021 de la DGI ont été estimées à hauteur de 83,58 milliards de FCFA. L'analyse du tableau ci-dessus indique que la part de la DGE reste considérablement élevée. En effet, sur le montant total de dépenses fiscales de TVA, la DGE a enregistré un poids d'environ 87%.

Les dépenses fiscales mises en œuvre à la Direction des impôts du district ont été estimées à 10,18 milliards de FCFA au cours de l'année 2021 représentant ainsi 12,17% du poids total des dépenses fiscales.

En matière d'évaluation des dépenses fiscales, les Directions régionales des impôts sont visiblement peu représentatives, car leurs dépenses fiscales de TVA n'ont pas atteint l'unité.

**Figure 16 : Répartition des Dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Comparaison des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI

**Tableau 17: Comparaison des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI (2020, 2021)**

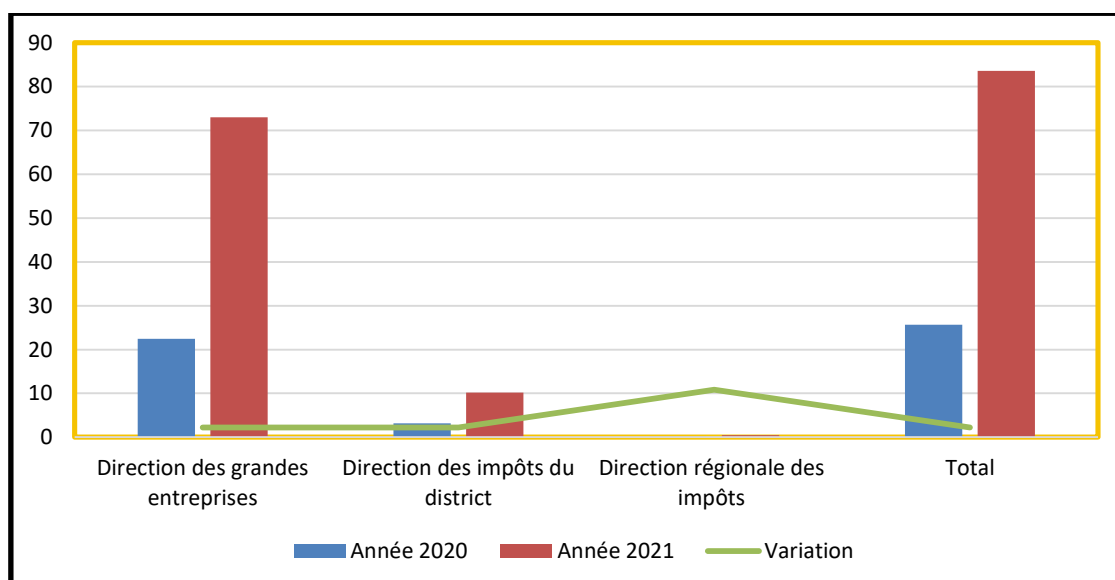
Montant en milliards de francs CFA

Structure	Année 2020	Année 2021	Variation
Direction des grandes entreprises	22,48	72,93	224,42%
Direction des impôts du district	3,16	10,18	222,01%
Directions régionales des impôts	0,04	0,47	1085,09%
Total	25,68	83,58	225,46%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Pour des raisons de conformité dans la comparaison, les dépenses fiscales mises en œuvre en 2020 à l'ex-DME (Direction des moyennes entreprises) ont été ajoutées à celles des six centres de la Direction des impôts du district. L'ensemble a été désigné sous le nom Direction des impôts du district afin de permettre la comparaison avec l'actuelle DID. L'analyse du tableau fait ressortir l'augmentation des dépenses fiscales de TVA au niveau des trois directions de recette.

**Figure 17 : Comparaison des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022



**- Répartition des dépenses fiscales de TVA par contribuable bénéficiaire et par structure de la DGI**

Les proportions renseignées dans le tableau ci-dessous donnent une idée sur la répartition des 1185 contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA par structure de recettes.

De manière comparative, on constate que le nombre de contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA est assez élevé à la DID (38%) par rapport aux autres structures.

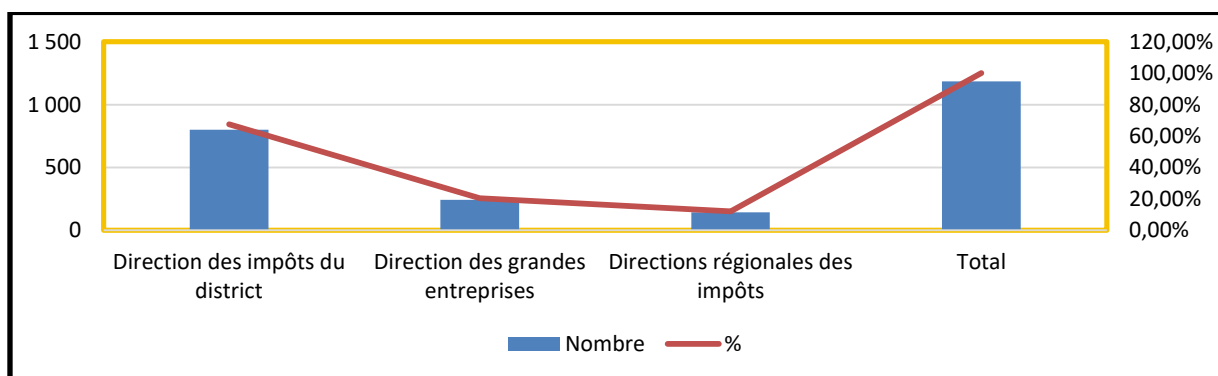
**Tableau 18 : Répartition des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI**

Structure	Nombre	%
Direction des impôts du district	799	67,43%
Direction des grandes entreprises	243	20,51%
Directions régionales des impôts	143	12,07%
Total	1 185	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le tableau de répartition des contribuables bénéficiaires d'exonération de TVA par structure nous enseigne que le nombre le plus important (799 contribuables) se trouve à la Direction des impôts du district. En termes de montant, c'est la DGE qui se place en première position. Le nombre d'entreprises exonérées de TVA à la DGE a été de 243 contre 143 dans les régions.

**Figure 18 : Répartition des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

**- Estimation des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité au titre de l'année 2021**

L'analyse des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité des contribuables démontre que les dépenses fiscales de TVA ont été octroyées en faveur de seize (16) secteurs d'activité au titre de l'année 2021.

**Tableau 19 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité.**

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Année 2021	%
Activités de Fabrication	32,62	39,03%
Commerce	22,49	26,90%
Activités de Services de Soutien et de Bureau	9,44	11,29%
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	9,19	10,99%
Information et Communication	2,17	2,60%
Transports et Entreposage	1,51	1,80%
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1,24	1,49%
Hébergement et Restauration	1,14	1,36%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,74	0,89%
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	0,67	0,81%
Construction	0,34	0,41%
Activités Extractives	0,34	0,40%
Activités Financières et d'Assurance	0,33	0,40%
Enseignement	0,05	0,06%
Autres Secteurs d'Activité	1,31	1,57%
Total	83,58	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

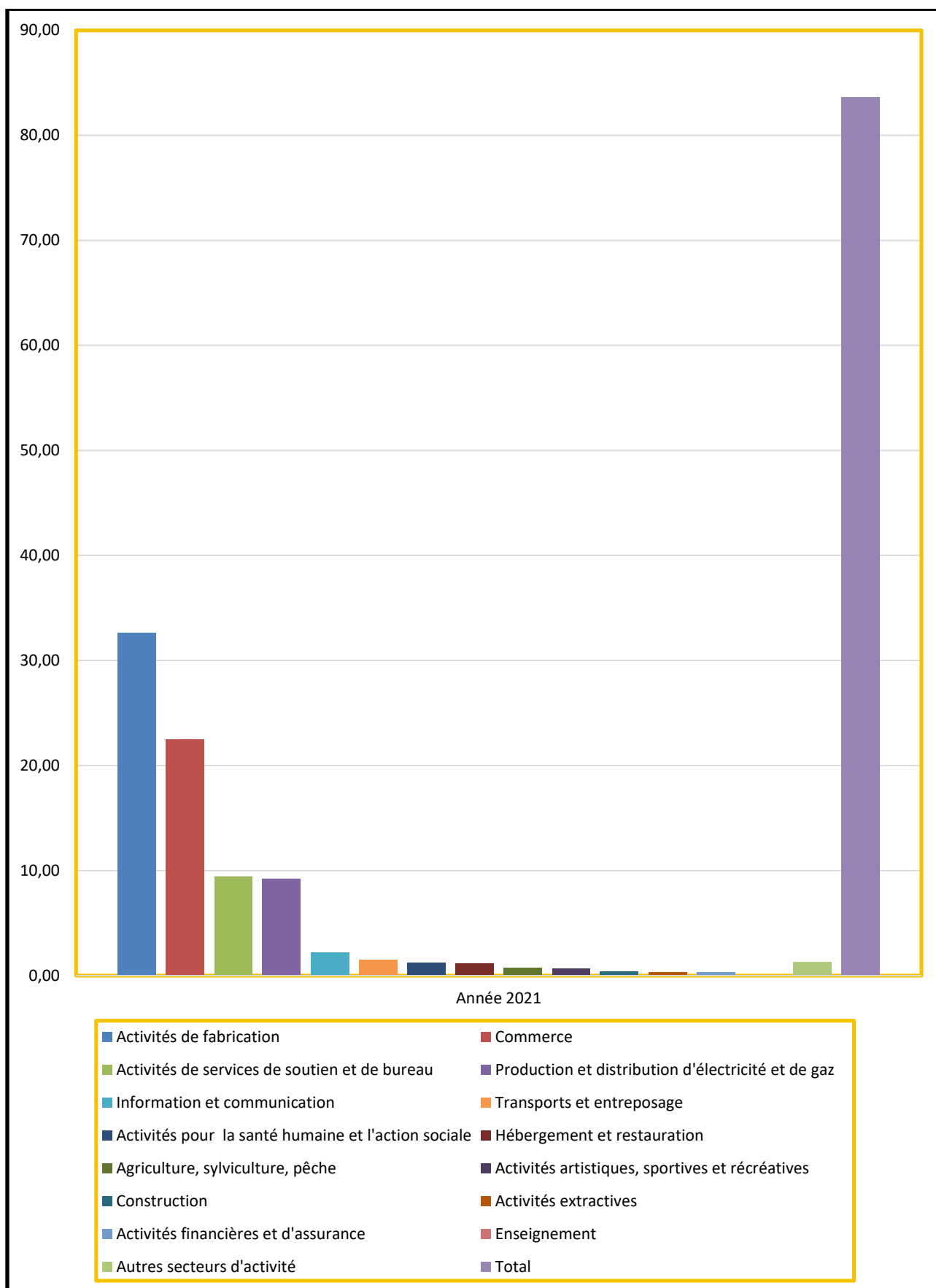
On constate que deux (2) secteurs d'activité ont enregistré des parts des dépenses fiscales de TVA élevées. En effet, le premier secteur d'activité est celui des Activités de fabrications dont le niveau de dépenses fiscales de TVA a été estimé à hauteur de 32,62 milliards de CFA au titre de l'année 2021 soit 39% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Le deuxième secteur d'activité qui a plus bénéficié des dépenses de TVA porte sur le domaine du commerce. En effet, le montant de leurs dépenses fiscales a été estimé à 22,49 milliards de FCFA au titre de l'année 2021 et a contribué à 26,90% au poids total.

Les activités de services de soutien et de bureau et la production et distribution d'électricité et de gaz se sont chiffrées respectivement à 9,44 milliards de francs CFA soit 11,29% et 9,19 milliards de francs CFA soit 10,99%.

Le cumul de ces quatre (4) secteurs d'activité représente un poids de 88,22% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

**Figure 19 : Répartition des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité de la DGI**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

**- Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité (2020, 2021)**

**Tableau 20 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité (2020, 2021)**

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Année 2020	Année 2021	Différence
Activités de fabrication	10,38	32,62	22,24
Commerce	2,55	22,49	19,94
Activités de services de soutien et de bureau	2,99	9,44	6,45
Production et distribution d'électricité et de gaz	6,70	9,19	2,49
Information et communication	0,47	2,17	1,70
Transports et entreposage	0,51	1,51	1,00
Activités pour la santé humaine et l'action sociale		1,24	1,24
Hébergement et restauration	0,16	1,14	0,98
Agriculture, sylviculture, pêche		0,74	0,74
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,01	0,67	0,66
Construction	1,11	0,34	-0,77
Activités extractives	0,44	0,34	-0,10
Activités financières et d'assurance	0,11	0,33	0,22
Enseignement		0,05	0,05
Autres secteurs d'activité	0,25	1,31	1,06
<b>Total</b>	<b>25,68</b>	<b>83,58</b>	<b>57,90</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

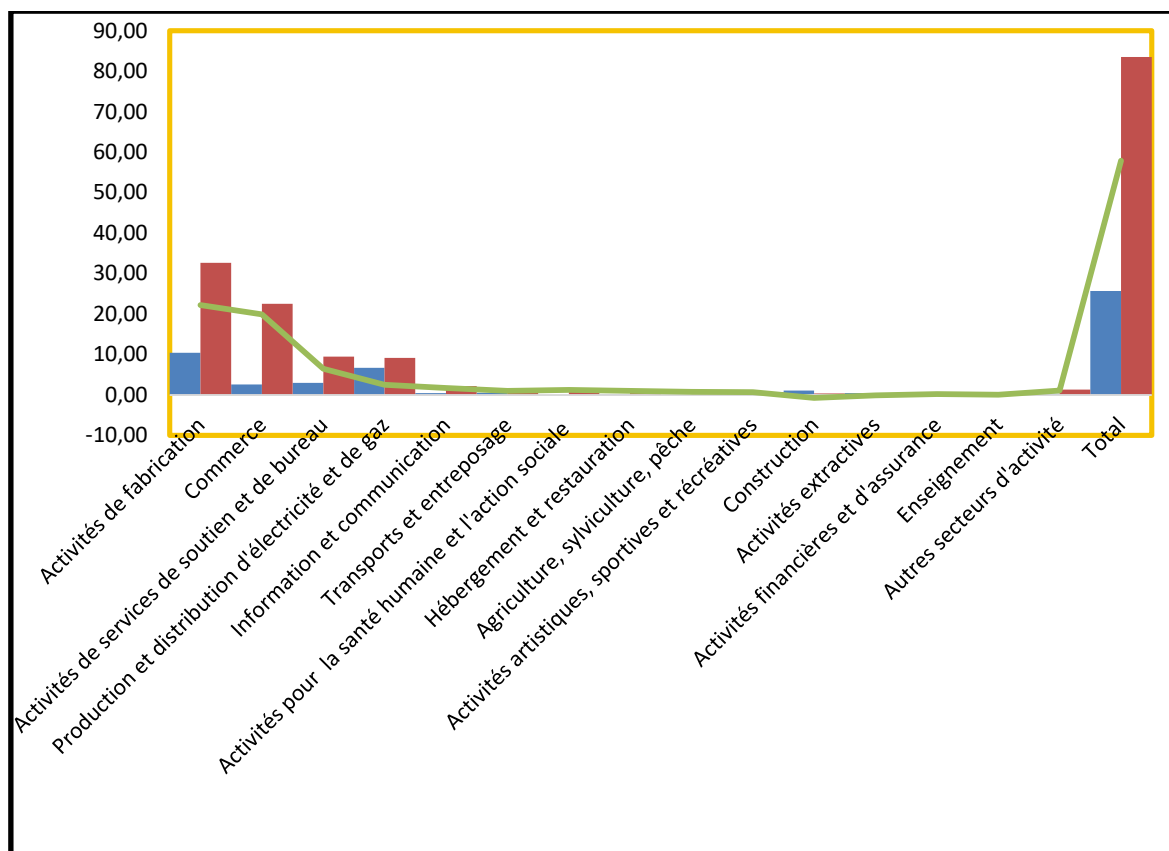
Les augmentations de dépenses fiscales les plus importantes en termes de coût entre 2020 et 2021 sont observées au niveau des Activités de fabrication, du commerce et des Activités de services de soutien et de bureau.

Les dépenses fiscales issues des activités de fabrication qui ont été estimées à 10,38 milliards de francs CFA en 2020, ont atteint 32,62 milliards de francs CFA en 2021, soit une augmentation de 22,24 milliards de francs CFA.

Les dépenses fiscales engendrées par les exonérations du secteur du commerce ont augmenté de 19,94 milliards de francs CFA. Leur coût a été estimé à 22,49 milliards de francs CFA en 2021.

La troisième variation la plus importante est observée au niveau des Activités de services de soutien et de bureau. Elle a été estimée à 6,45 milliards de francs CFA.

**Figure 20 : Comparaison des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité (2020, 2021)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **L'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux**  
**- Évaluation des dépenses fiscales de l'IS et l'IBIC par structure**

Les données figurant dans le tableau ci-dessous présentent des renseignements sur les montants des dépenses fiscales mises en œuvre au niveau de différentes structures de la DGI au titre de l'année 2021.

**Tableau 21 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par Structure**

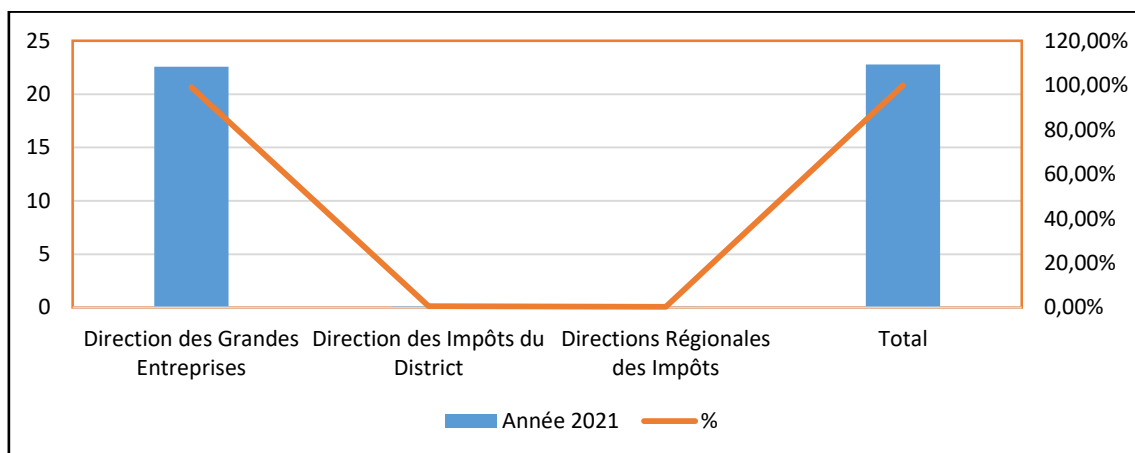
Montant en milliards de francs CFA

Structure	Année 2021	%
Direction des Grandes Entreprises	22,59	99,18%
Direction des Impôts du District	0,13	0,57%
Directions Régionales des Impôts	0,06	0,25%
<b>Total</b>	<b>22,78</b>	<b>100,00%</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'analyse du tableau, il ressort que 99,18% des dépenses fiscales issues de l'IS-IBIC proviennent de la Direction des grandes entreprises, soit 22,59 milliards de francs CFA sur un total de 22,78 milliards de francs CFA.

**Figure 21 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

**-Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure (2020, 2021)**

**Tableau 22 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par Structure (2020, 2021)**

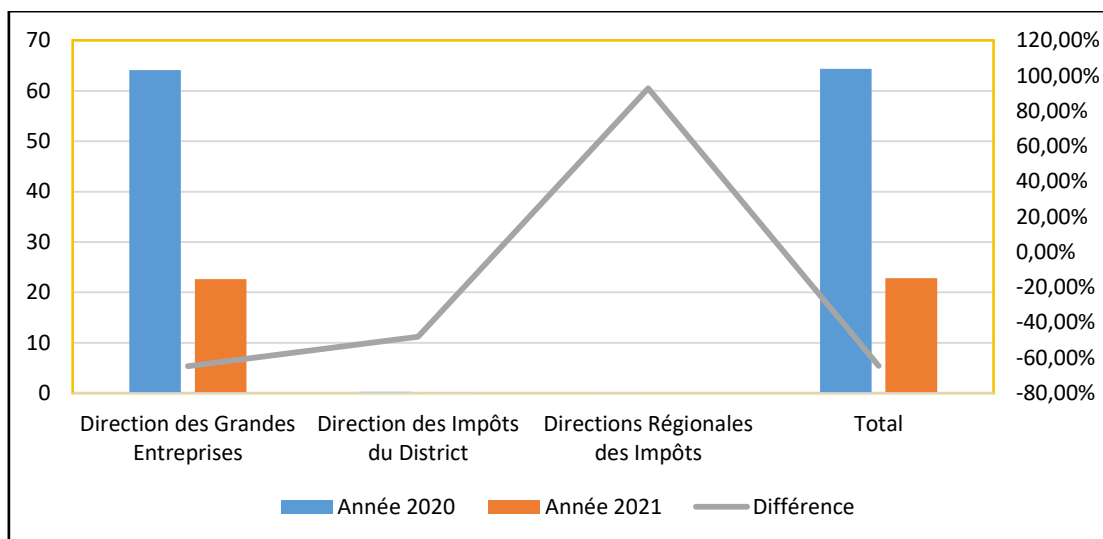
Montant en milliards de francs CFA

Structure	Année 2020	Année 2021	Différence
Direction des Grandes Entreprises	64,09	22,59	-64,75%
Direction des Impôts du District	0,25	0,13	-48,09%
Directions Régionales des Impôts	0,03	0,06	92,92%
Total	64,37	22,78	-64,62%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

La lecture du tableau nous enseigne que les dépenses fiscales se rapportant à l'IS-IBIC ont diminué de 64,75% entre 2020 et 2021 à la DGE. La même tendance est observée au niveau de la DID. Seules les Directions régionales présentent une tendance baissière.

**Figure 22 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI (2020, 2021)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- **Répartition des contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure au titre de l'année 2021.**

**Tableau 23 : Répartitions des dépenses fiscales de l'IS- IBIC par contribuable de la DGI**

Montant en milliards de francs CFA

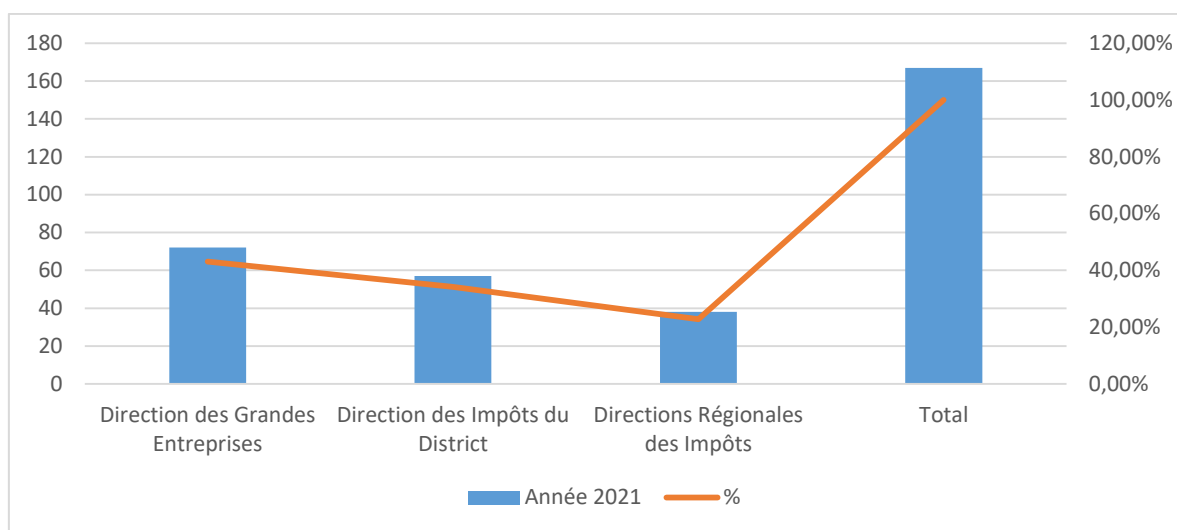
Structure	Année 2021	%
Direction des Grandes Entreprises	72	43,11%
Direction des Impôts du District	57	34,13%
Directions Régionales des Impôts	38	22,75%
Total	167	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

l'examen du tableau nous indique que sur un total de cent trente-trois (167) entreprises bénéficiaires des dépenses fiscales de l'IS-IBIC au titre de l'année 2021, 72 entreprises sont gérées par la direction des grandes entreprises, soit 43,11%.

La Direction des impôts du district et les Directions régionales des impôts enregistrent respectivement 57 et 38 contribuables bénéficiaires des allègements fiscaux de l'IS-IBIC.

**Figure 23 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par bénéficiaire (2020, 2021)

**Tableau 24 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par bénéficiaire (2020, 2021)**

Montant en milliards de francs CFA

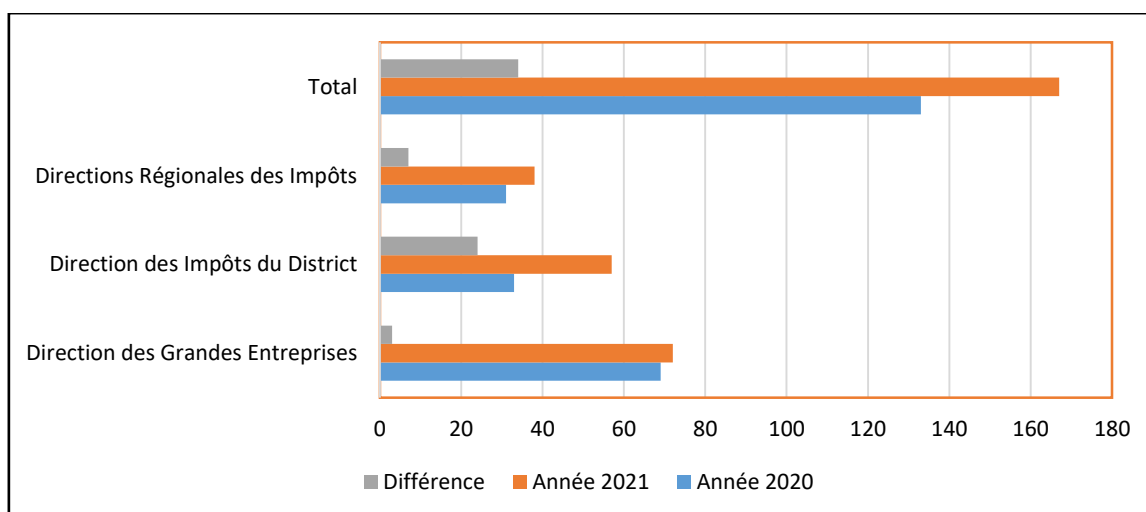
Structure	Année 2020	Année 2021	Différence
Direction des Grandes Entreprises	69	72	3
Direction des Impôts du District	33	57	24
Directions Régionales des Impôts	31	38	7
Total	133	167	34

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À la lecture du tableau, on constate que la plus grande variation est observée au niveau de la Direction des impôts du district avec une différence de 24 contribuables. Les variations n'ont pas été significatives pour les autres directions (Direction des grandes entreprises et Directions régionales des impôts).



**Figure 24 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par bénéficiaire (2020, 2021)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

**- Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité**

**Tableau 25 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité**

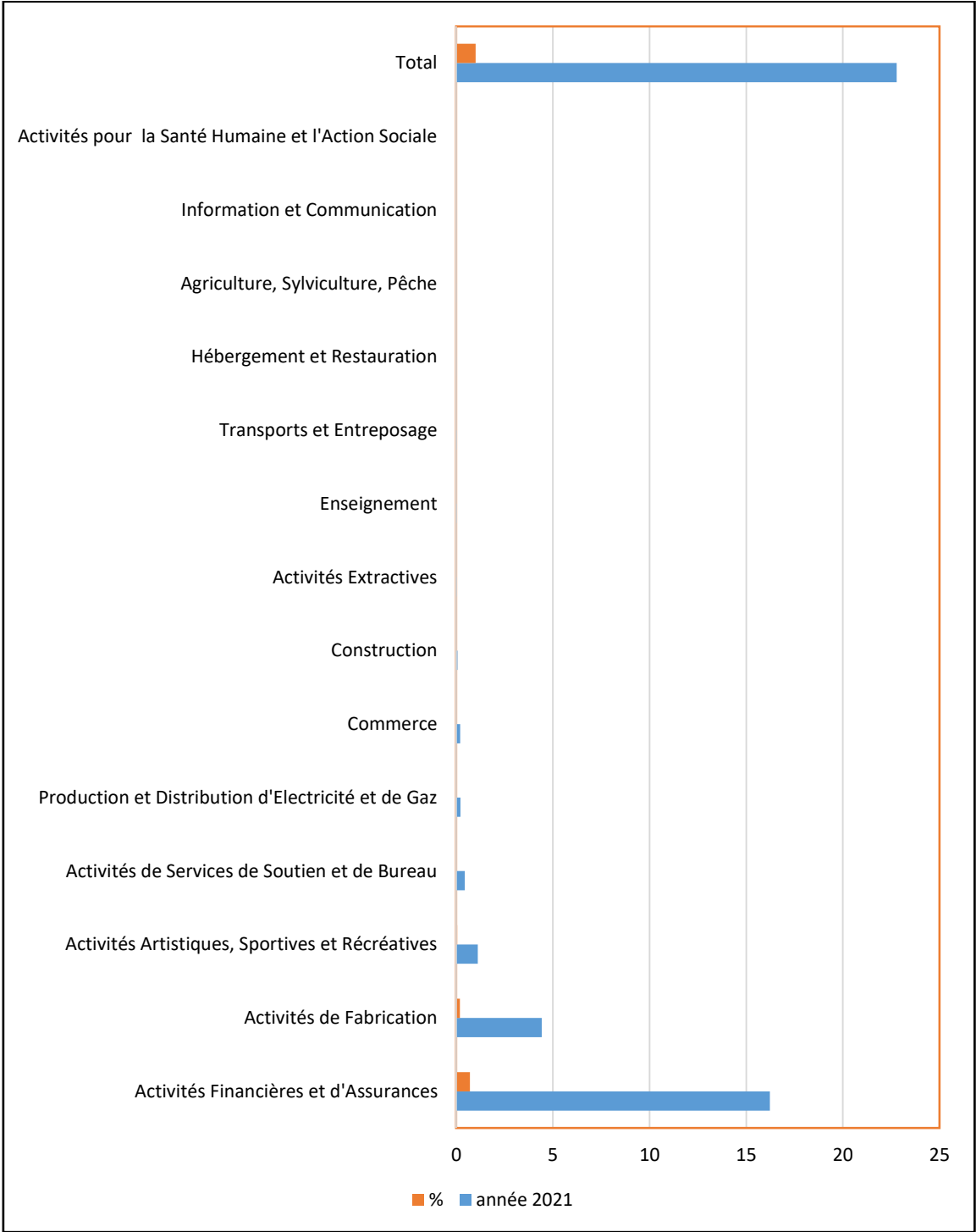
Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	année 2021	%
Activités Financières et d'Assurances	16,23	71,24%
Activités de Fabrication	4,42	19,39%
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	1,11	4,85%
Activités de Services de Soutien et de Bureau	0,44	1,92%
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	0,22	0,96%
Commerce	0,21	0,91%
Construction	0,06	0,27%
Activités Extractives	0,03	0,13%
Enseignement	0,02	0,09%
Transports et Entreposage	0,02	0,08%
Hébergement et Restauration	0,01	0,05%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	0,01	0,05%
Information et Communication	0,01	0,04%
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	0,00	0,01%
<b>Total</b>	<b>22,78</b>	<b>100,00%</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Les résultats consignés dans le tableau ci-dessus indiquent que 71,24% des dépenses fiscales ont bénéficié aux Activités financières et d'assurances pour un montant de 16,23 milliards de francs CFA. Les activités de fabrication ont coûté 4,42 milliards de francs CFA, soit 19,39% de ces dépenses fiscales totales.

**Figure 25 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

**- Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité**

**Tableau 26 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par secteur d'activité**

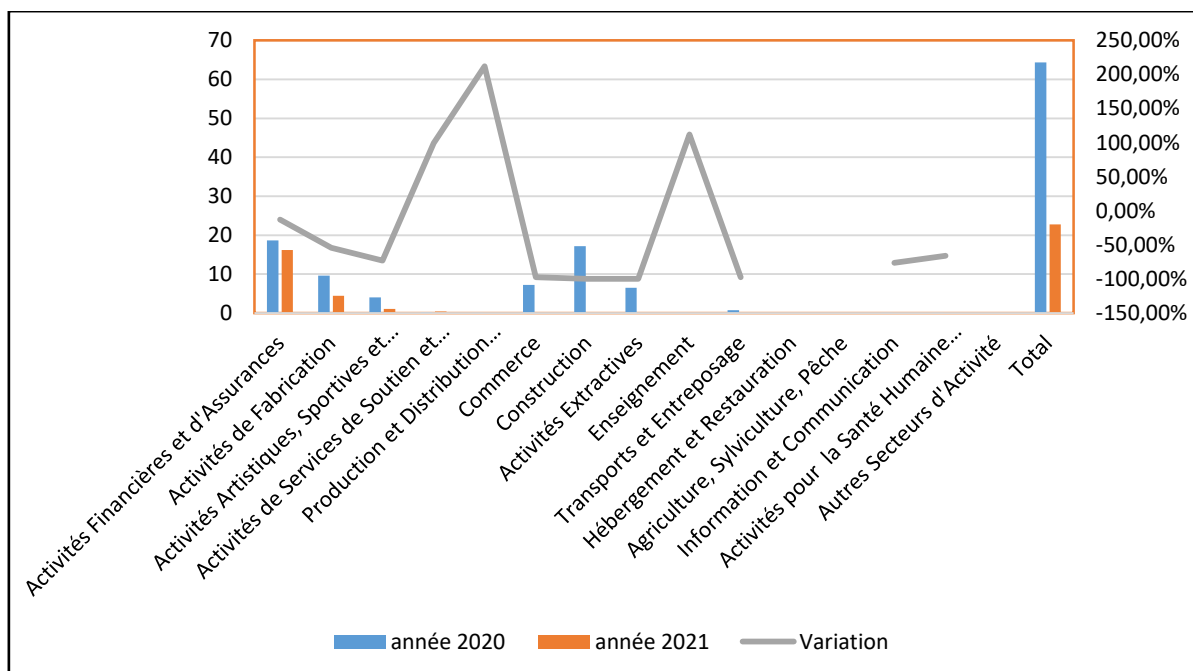
Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	année 2020	année 2021	Variation
Activités Financières et d'Assurances	18,64	16,23	-12,96%
Activités de Fabrication	9,66	4,42	-54,28%
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	4,06	1,11	-72,77%
Activités de Services de Soutien et de Bureau	0,22	0,44	99,21%
Production et Distribution d'Électricité et de Gaz	0,07	0,22	212,16%
Commerce	7,24	0,21	-97,14%
Construction	17,18	0,06	-99,65%
Activités Extractives	6,47	0,03	-99,55%
Enseignement	0,01	0,02	112,29%
Transports et Entreposage	0,77	0,02	-97,58%
Hébergement et Restauration	0	0,01	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	-	0,01	
Information et Communication	0,04	0,01	-76,01%
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	0,01	0,00	-66,07%
Autres Secteurs d'Activité	0	-	
<b>Total</b>	<b>64,37</b>	<b>22,78</b>	<b>-64,62%</b>

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

À l'analyse du tableau, il ressort que seules les dépenses fiscales relatives aux Activités de services de soutien et de bureau, Production et distribution d'électricité et de gaz et l'enseignement ont connu une croissance positive entre 2020 et 2021. Les dépenses fiscales qui ont profité aux autres secteurs d'activité ont toutes diminué en 2021, comparées à celles de 2020.

**Figure 26 : Comparaison des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité de la DGI**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

➤ **La Taxe sur les activités financières**

- **Répartition des dépenses fiscales de TAF par source**

**Tableau 27 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source**

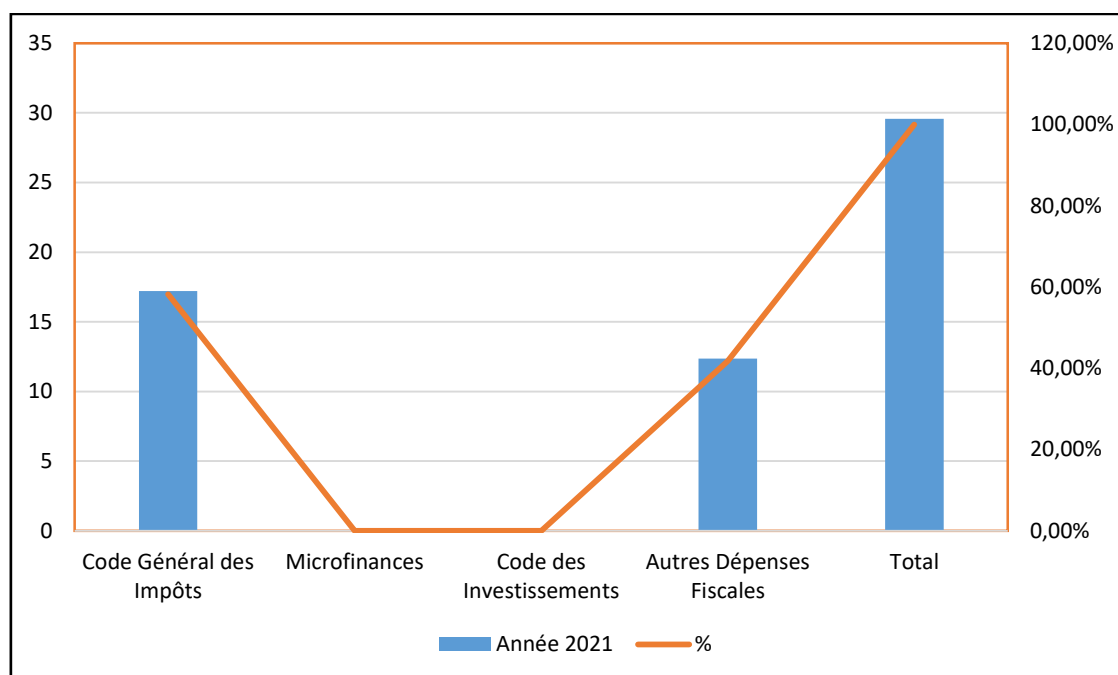
Montant en milliards de francs CFA

Sources dépenses fiscales	Année 2021	%
Code Général des Impôts	17,21	58,20%
Loi sur les Microfinances	0,00	0,01%
Code des Investissements	0,00	0,01%
Autres Dépenses Fiscales	12,35	41,78%
Total	29,57	100,00%

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

Le montant (29,57 milliards de francs CFA) de la TAF évaluée dans ce rapport bénéficie en totalité aux entreprises gérées par la DGE. L'analyse par source indique que 17,21 milliards de francs CFA revient au Code général des impôts et 12,33 milliards à la source « Autres dépenses fiscales ». Ces deux sources réunies font 99,98% du poids total des dépenses fiscales de la TAF.

**Figure 27 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

**- Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source (2020,2021)**

**Tableau 28 : Comparaison des dépenses fiscales de TAF par source (2020,2021)**

Montant en milliards de francs CFA

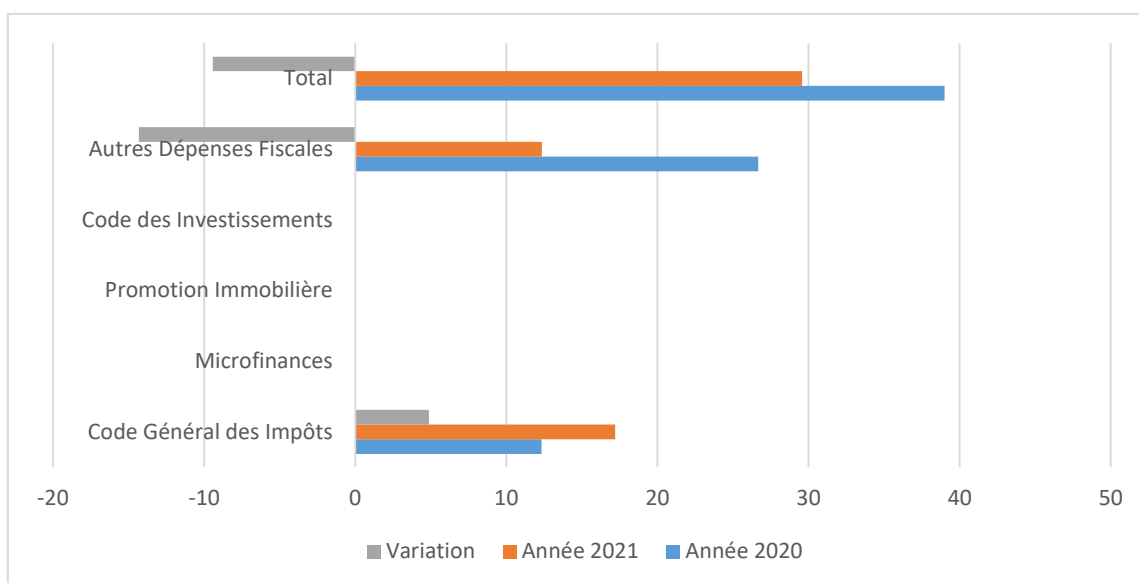
Sources dépenses fiscales	Année 2020	Année 2021	Variation
Code Général des Impôts	12,33	17,21	4,88
Microfinances	0	0,00	0,00
Promotion Immobilière	0,01	0,00	-0,01
Code des Investissements		0,00	0,00
Autres sources	26,67	12,35	-14,32
Total	39,01	29,57	-9,43

Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

En 2021, la source «Code général des impôts » a enregistré la croissance la plus importante. Elle a augmenté de 4,88 milliards de francs CFA.

Contrairement au Code général des impôts, la source « Autres sources » a diminué de 14,32 milliards de francs CFA.

**Figure 28 : Comparaison des dépenses fiscales de la TAF par source (2020, 2021)**



Source : Direction Planification, Études et Suivi, 2022

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Il serait intéressant de pouvoir effectuer une analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation à l'investissement. Cette analyse nécessite une meilleure organisation et des moyens financiers. Néanmoins, il peut être signalé que :

- plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts.

- la Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt sur la consommation, représente à elle seule plus de 32,40% des dépenses fiscales. Ce constat doit nécessairement nourrir des réflexions en ce qui concerne l'efficacité économique et/ou sociale de telles mesures d'allègement fiscal compte tenu de l'objectif visé à la mise en place de cette taxe.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maîtriser les prix de certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d'aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. C'est également un travail délicat qui demande trois préalables importants :

- le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique.
- la multiplicité des textes, leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt...) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses Fiscales. Le Code Général des Impôts doit comprendre un livre dédié uniquement à l'inscription des mesures de réduction des charges fiscales.

- afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'octroi des avantages fiscaux à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la Loi de finances.

### **La mise au point d'une procédure de collecte obligatoire de l'information**

La caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure de collecte régulière des données.

Concrètement, l'attention doit être portée vers les trois principes suivants :

- le maintien des obligations déclaratives ;
- la prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations ;
- la mise en place sur SIGTAS d'un fichier informatisé dans lequel sont saisis les montants exonérés, les sources et les natures des montants exonérés, la nature des services et des produits exonérés. Le fichier doit être installé au niveau de toutes les structures opérationnelles de la DGI et renseigné par les chargés du contentieux de la législation fiscale et les gestionnaires ou par un point focal désigné à cet effet.

La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales

À l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'Interlocutrice des services du Ministère de l'économie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.



Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

Bamako, le 09 août 2022

## ANNEXE

### SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME

#### FISCALITE INTERIEURE

##### Impôts directs

##### Impôt sur les traitements et salaires :

##### Unité d'imposition

##### Salarié

##### Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations;

##### Les franchises admises :

Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts;

Allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances;

Exonération du personnel diplomatique ;

Réduction pour charge de famille ;

Indemnité de dépaysement ;

Réduction de 50% des avantages en nature.)

Les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'État et les organismes de prévoyance sociale;

Les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;

Les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire;

Les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit;

Les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;

Les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

Taux de référence

Barème de l'I.TS.

tranche de revenu	taux
0 à 330 000	0%
330 001 à 1 200 000	2,00%
1 200 001 à 1 800 000	10,00%
1 800 001 à 2 600 000	26,00%
2 600 001 à 3 500 000	33,00%
3 500 001 à 4 100 000	36,00%
4100001 et plus	40,00%

Impôt sur les revenus fonciers :

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code.

Unité d'imposition :

## Revenus des immeubles bâtis

### Base imposable de référence

Revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire.

### Les franchises admises :

Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont à sa charge

Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire

Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'IS ;

Exonération : voies ferrées publiques ;

### Taux de référence

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

### Impôt sur les revenus de valeurs mobilières:

#### Unité d'imposition :

Revenus de valeurs mobilières.

#### Base imposable de référence :

Le revenu est déterminé :

Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

Pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;

Pour les lots, par le montant même du lot en francs ;

Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;

Pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises

Amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.

Actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.

sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédant.

Intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

Intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que :

Les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;

Les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.

Revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans;

Revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013-021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013;

Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières.

(Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction.

Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales).

Taux de référence

10 % pour les dividendes distribués ;

6%revenus des obligations ;

13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient impossibles si elles avaient leur siège au Mali ;

9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;

15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations;

18% pour les autres revenus.

L'Impôt sur les bénéfices et Impôt sur les Sociétés :

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux :

Le régime du bénéfice réel

Unité d'imposition :

Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

Et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation.

Les charges admises en déduction

Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt;

Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique;

Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire;

Amortissement linéaire normal ;

Report déficitaire ;

Provisions de droit commun ;

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

Revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers;

Les franchises admises :

Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

Les offices publics d'habitation économique ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

Les sociétés de secours mutuels ;

L'institut d'émission ;

Les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

Taux de référence :

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.



## Le régime de l'Impôt Synthétique

### Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel.

En sont exclue :

- Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.
- Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

Base imposable de référence

Le chiffre d'affaire annuel

Taux de référence

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

D'Impôt sur les Bénéfices Agricoles (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

Unité d'imposition : bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali :

Base imposable de référence

Bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;  
Vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises :

Les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

Taux de référence:

Impôt proportionnel;

10% régime réel d'imposition.

Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers

Unité d'imposition :

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

Le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;

Le prix de cession net et la valeur vénale ;

L'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique ;

L'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;

La déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.

L'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable ;

L'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;

L'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels

Taux de référence:

15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

Contribution des patentes et licences:

Unité d'imposition :

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession.

Admis en franchises :

L'État, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

Les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

Les assujettis à l'impôt synthétique ;

Les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

Les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

Vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI;

Taux de référence:

Droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;

Droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;

Droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;

Exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

## IMPÔTS INDIRECTS

Taxe sur la Valeur Ajoutée:

Unité d'imposition :

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

Base imposable de référence :

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 195CGI)

Taux de référence:

18% taux normal

L'Impôt spécial sur certains produits:

Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

Base imposable :

À l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

En régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

Taux de référence : (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

20% pour la noix de cola ;

10% pour les boissons gazeuses ; 12% en mars 2015;

45% pour les boissons alcoolisées ; 50% en mars 2015 ;

Pour les tabacs :

25% pour les cigarettes de la gamme 1 et autres tabacs;

20% pour les cigarettes de la gamme 2;

15% pour les cigarettes de la gamme 3;

32% en mars 2015 pour l'ensemble des 3 gammes;

40% pour les armes, 50% en mars 2015 ;

40% pour les munitions, 50% en mars 2015 ;

5% pour les matières plastiques, 50% en mars 2015 ;

5% produits miniers,

5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

Taxe sur les activités financières:

Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

Base imposable de référence :

Montant hors TAF des recettes ;

Exonérations (art 248 CGI):

Les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;

Les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

Les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

Les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

Taux de référence : 15 % et 17%.

La taxe intérieure sur les produits pétroliers :

Unité d'imposition

Essences spéciales, autres

Essence d'aviation

Essence auto super

Essence auto ordinaire

Huiles légères, autres

Carburacteur

Pétrole lampant

Huiles moyennes, autres

Gas oil

Fuel oil domestique

Fuel oil léger

Fuel oil lourd I

Fuel oil lourd II

Gaz butane liquéfié

Base imposable de référence :

Le volume à 15°C ou le poids.

Taux de référence :

Fixé par arrêté ministériel

Taxe sur les Contrats d'Assurance:

Unité d'imposition :

convention d'assurance ou de rente viagère ;

Base imposable de référence :

le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

Taux de référence :

4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;

20 % autres contrats d'assurance

de droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:

Base imposable de référence :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

Taux de référence:

Les droits fixes :

minimum de perception 1.250 Francs CFA

mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;

mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;

mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;

procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7% ;

adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;

actes translatifs de propriété dans des pays étrangers: 1% ;

mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;

abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;

ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3% ;

actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3% ;

partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1% ;

transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 % ;

contrats de mariage : 1% ;

tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 % ;

échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.

enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,



mutations à titre onéreux de meubles 10% ;

droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

Mutation en ligne directe et entre époux :

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maximum
	%	%	%	%	%
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15
2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18

1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20
---	---	----	----	----	----

- Mutation en ligne collatérale :

Degré de parenté	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maximum
	%	%	%	%	%
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

#### LA FISCALITE DE PORTE :

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des États membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

#### Droit de Douane

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises:

Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85;

Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,

Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

Taxe sur la Valeur Ajoutée :

Le taux de référence est de 18%

Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

**ETAT T**

**RESTES A RECOUVRER**

**RESTES A RECOUVRER DES EXERCICES ANTERIEURS AU CORDON DOUANIER DE 2013 A 2021  
A LA DATE DU 30 JUIN 2022**

ANNEES	MONTANTS	OBSERVATIONS
	(En millions F CFA)	
2013	12,0	La plus part de ces impayés ont fait l'objet d'un dépôt de contrainte judiciaire devant les tribunaux et concernent à 98% les produits pétroliers.
2014	428,5	
2015	774,9	
2016	1 050,8	
2017	1 197,8	
2018	2 173,8	
2019	314,0	
2020	1 524,5	
2021	133,5	
<b>Total</b>	<b>7 609,8</b>	

Bamako, le 18 août 2022

VENTILATION DES RESTES A RECOUVRER PAR TYPES D'IMPÔTS AU 30 JUIN 2022

STRUCTURE	TOTAL
IS/IBIC	18 321 662 395
IRVM	3 052 748 190
TVA	43 640 928 166
ITS	8 506 603 230
CF	2 445 834 255
ISCP	-
Autres	234 834 773 990
<b>TOTAL</b>	<b>310 802 550 226</b>
<b>DONT IRRECOUVRABLES</b>	<b>94 867 778 608</b>

Commentaire:

Au 30 juin 2022, le stock global de RAR a été estimé à 310,803 milliards de Francs CFA, sur lequel 94,868 milliards de Francs CFA ont été déterminés comme irrécouvrables, soit 31 % du potentiel global. Le potentiel estimé recouvrable est de 215,935 milliards de Francs CFA, soit 69%.

Bamako, le 31 Août 2022  
Le Directeur Général Adjoint



  
**Oumar Bilal MAÏGA**  
Inspecteur des Impôts

MINISTRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT  
DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

RÉPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple-Un But-Une Foi

DIRECTION NATIONALE DES  
DOMAINES

N° 0457 / MUHDATP-DND

Bamako, le.....

25 AOUT 2022

Le Directeur national des  
Domaines

/-)

Monsieur le Directeur général  
Budget

Bamako

Ref : Ln°0350/MEF-DGB du 27 juillet 2022.

Objet : Situation des recettes à recouvrer.

En réponse à votre lettre dont l'objet et les références sont ci-dessus cités, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction nationale des Domaines (DND) n'a pas de restes à recouvrer des exercices antérieurs à la date du 30 juin 2022.

Recevez, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

Ampliations :

- MUHDATP..... 1/P Compte rendu
- MEF..... 1/P Compte rendu



Le Directeur national

Abdoulaye DICKO  
Inspecteur des Impôts

## **ETAT V**

### **ANNEXE SUR LE GENRE**





**MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**ANNEXE A LA LOI DE FINANCES 2023**

**RAPPORT GENRE 2023**

Septembre 2022

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	
<b>AGETIC</b>	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenu
<b>AMADER</b>	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et d'Electrification Rurale
<b>ANDC</b>	Agence Nationale de la Communication pour le Développement
<b>ASACO</b>	Association de Santé Communautaire
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCS</b>	Bureau Central des Soldes
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>BSG</b>	Budget Sensible au Genre
<b>CAFO</b>	Coalition des Associations Féminines et Organisations
<b>CAG</b>	Comité Aviseur Genre
<b>CAK</b>	Centre Aoua KEITA
<b>CAPF</b>	Centre d'Accueil et de Placement Familial
<b>CDI</b>	Commissariat au Développement Institutionnel
<b>CDPE</b>	Centre de Développement de la Petite Enfance
<b>CEDEF</b>	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique et Douanière de l'Afrique de l'Ouest
<b>CFPF</b>	Centre de Formation Pratique
<b>CGA</b>	Centres de Gestion Agrées
<b>CGS</b>	Comite de Gestion Scolaire
<b>CMA</b>	Coordination des Mouvements de l'AZAWAD
<b>CNAPN</b>	Comité National pour l'Abandon de Pratiques Nuisibles à la Mère et à l'Enfant
<b>CNDIFE</b>	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
<b>CNDH</b>	Commission Nationale des Droits de l'Homme
<b>CPF</b>	Code des Personnes et de la Famille
<b>CPN</b>	Consultation Prénatale
<b>CPS</b>	Cellule de Planification et de Statistiques
<b>CREDD</b>	Cadre de Relance Economique pour un Développement Durable
<b>CSCOM</b>	Centre de Santé Communautaire
<b>CS-PNG</b>	Conseil Supérieur Politique Nationale Genre
<b>DBG</b>	Direction Générale du Budget
<b>DESC</b>	Droits Economiques Sociaux et Culturels
<b>DNACPN</b>	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Nuisances et Pollutions
<b>DNFPP</b>	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
<b>DUDH</b>	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

<b>EDSM-VI</b>	Enquête Démographiques de Santé Mali VI
<b>EFH</b>	Egalité Femme/Homme
<b>EMOP</b>	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
<b>EPT</b>	Education Pour Tous
<b>FAFE</b>	Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
<b>FNAA</b>	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
<b>GEDEFOR</b>	Projet Gestion Décentralisée des Forêts
<b>GRFF</b>	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
<b>GRM</b>	Gouvernement République du Mali
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>MEADD</b>	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
<b>MEF-SG</b>	Ministère de l'Economie et des Finances - Secrétariat Général
<b>MINUSMA</b>	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
<b>MGF</b>	Mutilations Génitales Féminine
<b>MPFEF</b>	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
<b>ODD</b>	Objectifs du Développement Durable
<b>PACR</b>	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
<b>PACUM</b>	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
<b>PADEC</b>	Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
<b>PAJM</b>	Programme d'Appui à la Justice au Mali
<b>PAPAM</b>	Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
<b>PAP</b>	Programme Annuel de Performance
<b>PBSG</b>	Planification et Budgétisation Sensible au Genre
<b>PDDAFFE</b>	Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029
<b>PDD-DIN</b>	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
<b>PDDSS</b>	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023
<b>PDH</b>	Promotion des Droits de l'Homme
<b>PDI</b>	Programme de Développement Institutionnel
<b>PEFA</b>	Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability
<b>PF</b>	Planification Familiale
<b>PGRN-CC</b>	Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
<b>PNG</b>	Politique Nationale Genre
<b>PNISA</b>	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole
<b>PPD-PAP</b>	Programmation Pluriannuel et le Programme Annuel de Performance
<b>P-RM</b>	Président de la République du Mali

<b>PROCEJ</b>	Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes
<b>PRODAFFE</b>	Programme de Développement de l'Autonomisation de la Femme et de l'Enfant et de la Famille 2020-2024
<b>PRODEC</b>	Programme Décennal de l'Éducation
<b>PROSEA</b>	Programme Sectoriel Eau Assainissement
<b>PRPRM</b>	Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RAMED</b>	Régime d'Assistance Médicale
<b>RG 21</b>	Rapport Genre 2021
<b>SAPEP</b>	Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
<b>TA</b>	Taux d'Achèvement
<b>TBA</b>	Taux Brut d'Admission
<b>TBS</b>	Taux Brut de Scolarisation
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>VBG</b>	Violences Basées sur le Genre
<b>VFF</b>	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
<b>VSBG</b>	Violences Sexuelles Basées sur le Genre

## RESUME EXECUTIF

---

### Elaboration du Rapport Genre au sein du processus budgétaire

Le présent Rapport Genre 2023 (RG23) présente les réalisations de l'année 2021 et la planification pour la période 2023-2025. Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son utilisation.

Le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré le premier Rapport Genre en 2012 conformément à l'axe d'orientation n°6 de la Politique Nationale Genre.

Pour l'élaboration de la loi de Finances, le respect des échéances institutionnelles est fondé sur la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances. Cette lettre circulaire définit pour le Gouvernement les étapes de l'élaboration de la loi de Finances 2023 et de ses annexes.

En 2022, la **lettre circulaire n°01086/ MEF-SG du 11 avril 2022** fixe les normes d'élaboration de la loi de Finances 2023. C'est cette unique lettre qui donne au Rapport Genre 2023, sa légitimité juridique et le devoir pour chaque membre du Gouvernement concerné, l'obligation de présenter son rapport genre spécifique de son secteur. Le Rapport Genre est comme annexe de la loi, qui respecte le circuit de l'adoption du projet de loi de Finances. Il est d'abord présenté en Conseil des Ministres avant de se retrouver sur la table du Conseil National de Transition, organe législatif de la Transition.

Ainsi, le Rapport Genre, qui présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes, est une partie intégrale de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2021 et la planification pour 2023 à 2025.

Pour faciliter aux représentants du Gouvernement son établissement, aux parlementaires et au public sa lecture et sa compréhension, le RG est présenté sous un format standard utilisé par tous les ministères concernés.

La démarche de préparation du RG 2023, coordonnée par la DGB<sup>1</sup> a été annoncée la lettre circulaire n°01086/ MEF-SG du 11 avril 2022. Comme les années antérieures, un canevas standard de rédaction du RG est mis à la disposition des différents départements concernés.

Outre l'introduction générale et la conclusion, la structure et le contenu du Rapport Genre 2023 se présentent en deux grandes parties :

La première partie avec six chapitres présente un profil genre succinct à travers une analyse transversale relative à la problématique de l'égalité entre les sexes comme finalité de la lutte contre la pauvreté telle que définie dans les différents axes du CREDD 2019-2023. Ainsi, les principaux « défis genre » aux plans juridique, social, économique et politique sont abordés.

La deuxième partie présente les données collectées par chacun des départements sectoriels, classés sous le prisme des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Au sein de la deuxième partie, les départements ministériels sont regroupés selon trois (03) chapitres qui déterminent les secteurs de développement durable conformément à l'approche droits humains en référence au tableau ci-dessous :

---

<sup>1</sup>DGB : Direction Générale du Budget

Axes thématiques (secteurs de développement durable)	Ministères sectoriels en charge de :
1. Accès équitable aux droits civils et politiques	Justice et Droits de l'Homme, Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Travail et Fonction Publique, Communication, Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration
2. Accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base	Santé et Développement Social, Education Nationale, Mines-Energie et Eau, Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique, Environnement-Assainissement et Développement Durable, Jeunesse et Sports
3. Accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques	Développement rural, Industrie -Commerce et Promotion des Investissements, Emploi et Formation Professionnelle, Economie et Finances, Culture artisanat et tourisme

A l'intérieur de chaque « Axe thématique », les points suivants sont décrits par ministère :

- les enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère ;
- les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre entreprises par le ministère ;
- l'évaluation des activités menées en 2021 selon une catégorisation des programmes sensibles au genre inscrits dans la loi de Finances 2021 ;
- la planification et budgétisation des actions genre pour l'année 2023 jusqu'en 2025.

Sous l'impulsion conjointe des ministères de l'Economie et des Finances et de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019 avec la mise en place auprès de la DGB, d'un groupe ad hoc composé d'experts.

La présentation du Rapport Genre 2022 a tenu compte des améliorations proposées aussi bien dans le processus que dans le contenu. Cette démarche inclusive vise à fournir une base d'informations de plus en plus complète afin d'asseoir les décisions de politique budgétaire en considérant leur impact sur la réduction des inégalités de genre, y compris le suivi des résultats de ces décisions.

Le but est donc d'enrichir graduellement le contenu du RG, en couvrant un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Le canevas amélioré approfondit l'information présentée par ces ministères à travers un « budgetgenre » initial selon trois perspectives complémentaires:

- un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directement l'égalité de genre dans le budget-telles que par exemple les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles;
- le champ stratégique de la budgétisation sensible au genre, pour chaque ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG;
- un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnel de chaque département ministériel sachant qu'au Mali, près d'un quart, **soit précisément 24,4% du budget 2021** est consacré aux dépenses de personnel. Pour la prise en compte de cette loi n°052 et des impératifs de temps, il a été suggéré de faire la liste genre en tenant compte des superstructures et de services centraux<sup>2</sup> en tenant compte dans un premier du personnel qui émerge sur le BCS<sup>3</sup>.

<sup>2</sup>Directions Générales, Directions Nationales, Etablissements Publics à caractère Administratif, Services Rattachés

<sup>3</sup>BCS : Bureau Central des Soldes

**En termes de constats le Rapport Genre 2023** fait ressortir : i) des contraintes structurelles, liées au fait que les réformes inspirées par la Politique Nationale Genre (PNG) sont encore relativement peu avancées ; ii ) de façon spécifique, les données collectées par les départements ministériels sont insuffisantes et ne permettent pas d’apprécier à sa juste valeur le niveau de satisfaction des engagements du Gouvernement en matière d’égalité entre les femmes et les hommes ; iii) les mesures spécifiques présentées par les départements sont pour la plupart des solutions et recommandations génériques d’ordre transversal.

En perspectives, la nécessité pour le MEF de renforcer la PBDG le Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali (PREM) 2022-2026. Pour la première fois, le plan d’actions à trois ans du PREM (2022-24) inclut des priorités claires de mise en œuvre de la BSG.

Il s’agit pour le MEF de développer l’analyse ex-ante sensible au genre des projets d’investissements (y compris le processus de sélection); de faire apparaître dans le RG les acquis des Ministères en termes de réduction des inégalités de genre avec les niveaux de réalisation des objectifs du CREDD 2019-2023 et le suivi des ODD.

## INTRODUCTION GENERALE :

---

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est une préoccupation majeure tant au niveau du Gouvernement que du Conseil National de Transition (CNT). Accroître cet impact nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques. C'est cette finalité que vise l'introduction de la Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) dans le processus budgétaire, une approche qui utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité de genre et le développement des filles et des femmes. Il s'agit d'une avancée notoire en matière de réforme des finances publiques.

L'introduction de la PBSG dans le processus budgétaire trouve également son fondement dans les politiques et stratégies nationales.

Le Rapport Genre (RG), élaboré depuis 2012 comme annexe à la loi de Finances de chaque année budgétaire, est l'un des outils qui opérationnalise la PBSG au Mali. En analysant la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population, il est un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d'équité de droit pour les femmes et les hommes. Il renforce également la reddition des comptes face aux engagements du Gouvernement en matière de développement humain durable. Le Rapport Genre met également l'accent sur les succès et les insuffisances des politiques faces aux besoins des femmes et des hommes et éclaire ainsi la décision publique.

De treize (13) départements en 2019, le nombre de ministères concernés est passé à quinze (15) en 2022. L'objectif visé à moyen terme est l'engagement de l'ensemble des ministères.

L'élaboration du RG 2023 intervient dans un contexte marqué par la révision à la baisse des prévisions de croissance économique, en raison des effets des crises liées à la COVID-19, des répercussions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, caractérisées par l'envolée des prix du pétrole et des produits alimentaires, ainsi que des sanctions économiques et financières prises par la CEDEAO et l'UEMOA contre le Mali. Les réalisations de 2021 qui sont l'objet de ce Rapport Genre 2023 n'ont pas été affectées par ces deux derniers facteurs, mais par l'effet de la pandémie COVID-19. De plus, ce contexte particulièrement difficile constitue une menace pour les progrès réalisés en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes.

En effet, à l'instar de la COVID-19, les secteurs affectés par les sanctions communautaires enregistrent une forte présence des emplois féminins, notamment le commerce et les transports. Aussi, en réponses aux sanctions communautaires contre le Mali, le Gouvernement a opté pour une politique budgétaire plus restrictive, en réduisant considérablement le niveau des dépenses publiques de l'année en cours pour faire face à la réduction du niveau de mobilisation des ressources.

Bien que leurs implications spécifiques sur l'égalité de genre n'ait pas fait l'objet d'analyses, cette régulation budgétaire, associée aux restrictions sur les échanges, pourraient affecter la condition des femmes et la mise en œuvre des programmes et activités stratégiques pour l'atteinte des objectifs programmés en la matière.

Ce risque vient s'ajouter aux effets de la pandémie sur les activités économiques et le bien-être des femmes, analysés dans la Note politique sur le processus d'intégration du genre dans la relance post-COVID-19, élaborée par le ministère de l'Economie et des Finances en février 2022. Certaines de ces analyses sont capitalisées dans le présent RG.



Aussi, les mesures d'atténuation mis en place par le Gouvernement n'ont pas suffisamment pris en compte les besoins spécifiques des femmes en termes de protection sociale et de sauvegarde d'emplois. Cet état de fait est exacerbé par l'insuffisance de données sur le genre dans les évaluations des mesures mises en place ainsi que dans la gestion des programmes de développement.

En sus, le renchérissement des produits alimentaires, des engrais et de l'énergie et la dégradation du bilan céréalier de 2021 par rapport à 2020 (*Cf. Rapport de la revue 2022 du CREDD et des ODD & DPPD-PAP*) pourraient remettre en cause les progrès enregistrés ces dernières années en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et augmenter les besoins de transferts en 2023.

Le contenu du Rapport est structuré en cinq (05) parties. La première partie présente les enjeux et défis en matière de promotion et d'institutionnalisation du genre. La seconde décrit la place de la PBSG dans le processus budgétaire et celle du Rapport genre dans la PBSG. La troisième présente les analyses sectorielles réalisées par les ministères. La quatrième retrace les difficultés rencontrées et la dernière, les recommandations.

# **PREMIERE PARTIE :**

## **ANALYSE TRANSVERSALE DU PROFIL GENRE PAYS 2022**

## **CHAPITRE 1 :**

### **Principaux défis et enjeux en matière de promotion et d'institutionnalisation du Genre**

---

---

Au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation.

Ces inégalités et disparités, qui trouvent fondamentalement leurs sources dans les pesanteurs socioculturelles et religieuses, entretiennent le faible niveau de développement humain qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'épanouissement des personnes. Elles ont été renforcées par la pandémie de la COVID-19, qui a remis en cause des décennies de progrès.

Dans cette section, les caractéristiques et enjeux sont classés en cinq (05) grandes catégories qui analysent: (i) le profil socio-démographique de la population, (ii) les moyens de subsistance, (iii) l'accès à la justice et la protection des droits fondamentaux, (iv) l'accès aux services sociaux de base et (v) la participation des femmes à la vie publique.

#### **1.1. Profil socio-démographique :**

##### **A. Caractéristiques :**

La population du Mali, estimée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) à vingt-un million en 2021, est caractérisée par sa ruralité (78,3% d'habitants vivant en milieu rural) et sa jeunesse (50,1% de personnes âgées de moins de 15 ans). Les femmes représentent 49,6% de la population. La taille moyenne des ménages est de 8,7 personnes et seulement 6,5% des ménages, essentiellement monoparentales, sont dirigés par une femme (EMOP 2021).

D'après le dernier recensement d'avril 2009, la population s'accroît à un taux annuel moyen de 3,6% par an, soit un accroissement de 50% en 11 ans (par rapport au recensement de 1998). Ce rythme d'accroissement s'explique par la tendance à la baisse de la mortalité, du fait de l'amélioration de la qualité de l'offre de la santé et une forte natalité.

L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) demeure élevé en Afrique, avec 6,3 enfants par ménage (EDSM VI, 2018). Il s'explique par la précocité des unions, l'âge médian d'entrée en union est de 18 ans chez les filles contre 26 ans chez les hommes et, un taux d'utilisation de la contraception chez les femmes en union qui est l'un des plus faibles au monde.

Les croyances religieuses et le poids des us et coutumes dans la communauté conditionnent également le désir des couples à désirer ou non une descendance nombreuse (Rapport diagnostic du CREDD, 2019).

En matière de répartition géographique de la population, on constate une accélération de l'urbanisation. Le rythme de progression de la population urbaine est deux fois plus élevé que celui de la population rurale. A cette allure, la moitié de la population malienne vivra dans les villes à l'horizon 2050 (Rapport diagnostic du CREDD, 2019). Au-delà de la forte fécondité des femmes, les flux migratoires internes (exode rural) expliquent la croissance démographique accélérée des villes (surtout Bamako, Sikasso et Mopti).

## **B. Principaux enjeux et défis:**

La forte croissance démographique et le développement urbain présentent un enjeu majeur pour les gouvernants, en raison de leurs effets sur la trajectoire de développement du pays, les conditions de vie des populations et sur les inégalités de genre en termes d'approvisionnement en produits alimentaires, de cadre de vie sain, d'accès à l'emploi et aux services essentiels, à l'habitat et à la mobilité.

Ainsi, en affectant l'évolution des besoins sociaux, ils peuvent créer des distorsions entre les ressources et les besoins et modifier la composition des dépenses publiques (fonctionnement, investissements et transferts). A titre d'illustration, par rapport aux niveaux de 2009 (i) le déficit total en personnel enseignant atteindrait 80 758 à 113 016 en 2035 (soit 75 fois les besoins en 2009), (ii) les dépenses totales de santé représenteraient 19% du PIB en 2035 contre 7% du PIB en 2004 tout en ne permettant que de garder les mêmes taux de couverture de services que ceux constatés en 2007 (Le Mali face au défi démographique, Banque Mondiale, 2009).

Les principaux défis à relever sont (i) l'amélioration de la prévalence contraceptive, (ii) la modernisation des méthodes de planification afin d'optimiser la prise en compte de la démographie.

### **1.2. Moyens de subsistance & pauvreté**

#### **A. Quelques caractéristiques de l'emploi féminin<sup>4</sup>**

Les caractéristiques de l'emploi féminin révèlent des disparités de genre. Le faible niveau de qualification de l'emploi féminin, les disparités en termes de temps consacré aux activités économiques de marché, le sous-emploi et les emplois précaires font que les femmes sont pénalisées à plusieurs titres par rapport aux hommes (ONU Femmes, 2021).

Les femmes représentaient 38% de la main d'œuvre en 2019 et 35% en 2020 selon les données de la Banque mondiale. Elles sont majoritairement employées dans les secteurs de l'agriculture et des services où leur présence s'est renforcée depuis les années 2000 au détriment du secteur industriel.

Elles sont 2,5 fois plus nombreuses hors main d'œuvre par rapport aux hommes. De manière générale, parmi les causes d'inactivité des femmes, le foyer vient en seconde position (33,7%) après la scolarité (36%), selon les conclusions de l'EMOP 2019. Aussi, selon les analyses de l'ONEF, le taux d'emploi précaire est plus élevé pour les femmes (65,2% contre 53,4% pour les hommes). Les femmes exercent majoritairement dans le secteur informel, dans de très petites entreprises ou en qualité d'employées de maison.

Selon les estimations de l'OIT, les femmes salariées représentaient seulement 5% des femmes en emploi en 2019 contre 14% pour les hommes. Avec des variations entre secteurs, les femmes sont cependant globalement moins bien rémunérées par rapport aux hommes. Cependant, dans le secteur informel, la contribution aux dépenses familiales constitue la principale motivation.

L'entrepreneuriat féminin ne semble pas être entravé par le statut matrimonial ou la taille du ménage. Cependant, la proportion de femmes propriétaires de micros, petites et moyennes entreprises n'est que de 9%, et l'accès au crédit demeure une difficulté majeure pour les femmes (et les jeunes): 68% des entreprises détenues par les femmes sont soumises à des restrictions de crédits (rapport 2018 sur les MPME-Finance gap). De même, les femmes éprouvent davantage de difficultés à accéder aux facteurs de production (équipement, foncier) dans le secteur agricole: en 2019, seulement 3,7% des chefs de ménages de sexe féminin disposaient de tracteurs et seulement 12,9% des 19 005 ha aménagés en 2020 ont été attribués aux femmes (Cf. Rapport 2020 CREDD et ODD, p. 124). Ce taux reste inférieur aux 15% prévus par la loi sur le foncier agricole.

---

<sup>4</sup> Source: Note politique sur le processus d'intégration du genre dans la relance post-COVID-19.

Les effets de la COVID-19 ont accentué les disparités déjà existantes. Ils ont été particulièrement prononcés dans les secteurs à forte présence féminine (services, assurance banque, hôtellerie-tourisme-billetterie-restauration, distribution, agriculture, artisanat, etc.) aussi bien en termes de creusement des écarts de rémunération (l'écart de rémunération moyenne horaire entre hommes et femmes salariés est passé de 122% à 182% car la rémunération des femmes a baissé de moitié).

#### **B. Caractéristiques de la pauvreté:**

L'incidence de la pauvreté a augmenté en 2021 (44,6%) après avoir progressivement baissé depuis 2015. Cette augmentation pourrait s'expliquer par l'effet conjugué des crises sécuritaires, sanitaires et socioéconomiques et de la mauvaise campagne agricole de 2020-2021. La pauvreté demeure rurale et stagnante depuis 2011, (Indice de 51% en 2021). L'indice de pauvreté augmente avec la taille des ménages et diminue au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente.

L'incidence de la pauvreté est plus faible de 2,1 points de pourcentage dans les ménages dirigés par les femmes. Cependant, la profondeur, c'est-à-dire le déficit par rapport au seuil de pauvreté, et la sévérité, qui combine la profondeur et les disparités parmi les pauvres, sont plus élevés dans ces ménages de respectivement 1,6 et 1,8 point de pourcentage.

En termes d'inégalités, l'indice mondial de l'écart entre les sexes du Forum économique mondial classe le Mali 118<sup>ème</sup> sur 153 pays, en ce qui concerne la participation et les opportunités économiques, avec un score de 0,591 (1 représentant la parité), en baisse par rapport à 2006 (0,665). Des gaps sont relevés pour tous les critères, mais les plus importants concernent le professionnalisme et la technicité, les gains estimés et les écarts de salaire pour un travail similaire.

#### **C. Principaux enjeux et défis:**

Compte tenu de la structure démographique du Mali (*Cf. point 1.1 oben*), la réduction des inégalités de genre en matière d'emploi et d'accès aux opportunités économiques demeure un enjeu majeur pour la croissance économique et le développement durable inclusif. Le relèvement du potentiel de croissance économique et la réalisation du potentiel de développement passe nécessairement par une meilleure participation des femmes à la production économique et une meilleure répartition des revenus.

Les défis à relever en matière d'accès des femmes à des emplois décentés sont :

- l'intégration systématique de la dimension genre dans l'analyse des marchés du travail;
- la prise en compte du genre dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques de l'emploi à tous les niveaux: état, collectivités territoriales, secteur privé;
- le renforcement des programmes d'autonomisation des femmes en général et dans le secteur agricole et agroalimentaire en particulier;
- l'amélioration de l'accès au financement et au foncier;

### **1.3. Accès aux services sociaux de base :**

#### **A. Caractéristiques:**

Le niveau d'utilisation des services sociaux de base est conditionné à l'offre de ces services (éducation, santé, eau potable-hygiène- assainissement, électricité, etc.).

##### **a. Santé<sup>5</sup>**

Les caractéristiques sanitaires de la population n'ont pas beaucoup changé durant les cinq dernières années. Le taux de morbidité demeure supérieur à 20% Il est plus élevé pour les femmes que pour les hommes.

---

<sup>5</sup> Source : PRODESS IV, 2021.

Les résultats de l'EDS IV mettaient en avant plusieurs contraintes à l'accès des femmes à un traitement ou un avis médical, notamment: (i) obtenir l'argent pour le traitement (41% des réponses), (ii) obtenir la permission d'aller se faire soigner (29%), (iii) la distance à l'établissement de santé (27%).

Le taux de mortalité maternelle demeure élevé, malgré les progrès enregistrés. En effet, entre 2006 et 2018, il a baissé globalement de 30%. Cependant, le taux de réduction a été plus élevé sur la période allant de 2006 à 2013 (20,68%) par rapport à la période 2013-2018 (11,68%), traduisant un relâchement dans les efforts consentis pour améliorer la santé maternelle. Ainsi, entre 2012 et 2018, pour mille naissances vivantes, au moins trois femmes sont décédées durant la grossesse ou pendant l'accouchement ou dans les 42 jours qui ont suivi l'accouchement ou la fin de la grossesse sans tenir compte des décès dûs à des accidents ou à des actes de violence.

En matière de santé de la reproduction, les progrès en matière d'accouchement assisté par un prestataire de santé formé sont plus rapides (+8,7% entre 2012-2013 et 2018) par rapport à la couverture en consultations prénatales (+2% sur la période). Cependant, les taux varient en fonction du milieu de résidence, des niveaux de revenus et d'instruction, avec des écarts atteignant 72 points de pourcentage entre Bamako et Kidal, 33 points entre les mères d'un niveau d'instruction secondaire et supérieur et celles qui n'en ont aucun et, 53 points entre les plus riches et les plus pauvres.

Si les efforts en matière d'équipement des formations sanitaires en matériels techniques et de formation du personnel ont permis d'améliorer l'offre de soins néonataux et obstétricaux, les besoins sont loin d'être couverts.

Il en est de même pour la contraception dont le taux demeure l'un des plus faible au monde, malgré les progrès réalisés (de 6,4% en 2006 à 17,11% en 2020). Aussi, une femme sur cinq qui désirent utiliser une méthode de contraception n'y a pas accès pour diverses raisons.

Le taux d'accessibilité géographique a également évolué lentement (+1 point de pourcentage entre 2014 et 2018). En 2021, les données de l'INSTAT ont évolué respectivement de 16,9% à 20,8% de ménages ruraux parcourant plus d'une heure pour accéder à une maternité et un centre de santé communautaire.

La pandémie a eu un impact négatif sur le système sanitaire. La capacité d'offre des services de santé n'a pas enregistré d'augmentation tandis que les besoins se sont accrus, en partie à cause de la COVID-19.

A l'exception du taux de prévalence contraceptive et de la proportion de femmes enceintes ayant reçu des moustiquaires imprégnées, les indicateurs de santé ont stagné ou se sont détériorés en 2020. Parmi les indicateurs ayant enregistré des dégradations importantes de leurs valeurs figurent les incidents de violences basées sur le genre, qui ont augmenté de 43%, tandis que le taux de prise en charge holistique a baissé de 6 points de pourcentage;

## **b. Education<sup>6</sup>**

Le secteur de l'éducation apparait comme l'une des principales priorités du Gouvernement sur le plan budgétaire. Cependant, les dépenses publiques d'éducation peuvent se traduire en performance aussi bien en termes d'accès que de résultats d'apprentissage. Entre autres explications, le sous financement des intrants éducatifs essentiels, tels que les repas scolaires, le matériel pédagogique et les manuels scolaires est en cause.

---

<sup>6</sup> Sources: PRODEC 2, 2019; Banque mondiale, Revue des Dépenses Publiques, 2021.

En termes d'accès, les filles (rurales) qui représentent 20% des populations les plus pauvres de certaines régions comme Mopti et Ségou n'accèdent pas à l'éducation. Aussi, les disparités dans l'accès engendrent de facto des disparités dans l'appropriation des ressources publiques d'éducation.

En ce qui concerne les filles, le PRODEC 2 situe principalement le problème dans une moindre rétention dans le 2<sup>nd</sup> cycle du fondamental, puisqu'elles présentent à peu près les mêmes chances que les garçons dans l'accès et l'achèvement du 1<sup>er</sup> cycle. En effet, malgré les chances similaires d'accès de l'ordre de 70% à l'entrée du fondamental, ces chances se réduisent à 25% chez les filles à la fin du fondamental, contre 41% chez les garçons. Plus de la moitié des filles ne sont pas scolarisés en raison soit du refus des parents ou de leur désintéressement pour l'école (EMOP 2021). La faiblesse des revenus et le coût d'opportunité associé à la renonciation au travail des enfants sont suggérés comme des facteurs-clés de ce manque d'intérêt pour l'école (UNICEF, 2019).

L'accès à l'éducation préscolaire est très faible. Bien que le nombre d'enfants fréquentant l'enseignement préscolaire ait lentement augmenté, passant de 64 000 en 2010 à 131 000 en 2018, ce niveau reste le moins développé du système éducatif. Pourtant, la garde d'enfants représente la 4<sup>ème</sup> activité non rémunérée des ménages pauvres en milieu rural, la 2<sup>ème</sup> dans les autres villes et la 7<sup>ème</sup> en milieu urbain. En matière de redoublement, les taux demeurent élevés. Les garçons sont plus susceptibles de redoubler au cours du premier cycle, tandis que les taux sont presque les mêmes pour les garçons et les filles au second cycle de l'éducation fondamentale.

Entre 2018 et 2021, le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus a perdu 4,7 points de pourcentage. Les femmes sont plus concernées par l'analphabétisme que les hommes et selon les résultats des enquêtes statistiques, l'écart ne semble pas se réduire entre les sexes (45% en 2021).

La majorité des ménages a accès à une école à moins de 5 km (77,6%). Seulement 5,5% sont situés à plus de 15 km. Malgré l'existence de difficultés de gouvernance, la privatisation de l'école a contribué à améliorer le rapprochement des élèves aux structures d'éducation (EMOP 2021).

L'utilisation des ordinateurs est globalement faible (4,1% de la population de 6 ans et plus) et deux fois plus élevée pour les hommes que les femmes.

Le secteur de l'éducation est affecté par les conséquences de la crise sécuritaire et de la pandémie de la COVID-19. Le nombre d'écoles fermées ne cesse d'augmenter. Il s'élève à 1 632 en 2021 affectant 489 600 élèves et 9 792 enseignants. En 2020, la fermeture des écoles aurait privé 5,8 millions d'enfants scolarisés ou en âge de scolarisation (3,8 millions d'enfants déjà scolarisés du préscolaire au secondaire et 2 millions d'enfants non scolarisés), avec des risques d'augmentation du taux de déperdition surtout pour les filles, d'augmentation de la prévalence des mariages et grossesses précoces; de diminution du nombre d'années effectives d'éducation au cours de la vie et de chute des revenus futurs.

### **c. Protection sociale<sup>7</sup>**

Selon l'OIT, en 2020 seulement 9,3% de la population étaient couverts par une prestation de protection sociale.

Malgré des niveaux très bas d'accès de la population à la protection sociale, des progrès ont tout de même été enregistrés. Le pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophes suivies a augmenté de 18,5 points de pourcentage entre 2014 et 2018. De 2014 à 2020, le nombre de ménages les plus démunis couverts par les transferts sociaux s'est accru en moyenne de 35% par an; le nombre de femmes seules chargées de familles suivies, de 18%. Le pourcentage de population couverte par les institutions de sécurité sociale s'est accru moins rapidement (6,30% par an). L'organisme dont le nombre d'assuré croit le plus rapidement est la CANAM (+12,68%).

---

<sup>7</sup> MEF, UNICEF, Note budgétaire sur la protection sociale, 2022.

La couverture médicale est globalement faible (3,2% en 2021 selon les résultats de l'EMOP) est (i) plus élevée en milieu urbain, (ii) concentrée au sein des 20% de la population les plus riches et les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur et (iii) relativement plus importante pour les hommes. 92% des personnes couvertes sont affiliées à la CANAM.

Les mutuelles de santé, qui paraissent plus égalitaires en termes d'affiliation et qui couvrent des prestations fournies essentiellement par les CSCOM, couvrent seulement 21% des communes maliennes, avec une forte concentration encore une fois dans le District de Bamako. Le taux de couverture est inférieur à 2% dans toutes les régions du Mali sauf Bamako.

Entre 2019 et 2020, il y a eu très peu de progrès en matière de couverture sociale. Cela révèle la faiblesse des stabilisateurs automatiques de protection sociale au Mali. Cette faiblesse des stabilisateurs automatiques laisse comme principale alternative, le recours à des mesures de politique budgétaire discrétionnaires pour endiguer ou atténuer les effets économiques des crises comme celles liées à la COVID-19.

La situation sécuritaire, caractérisée par de nombreuses attaques terroristes, les aléas climatiques (inondations et sécheresses) et l'insécurité alimentaire augmentent les besoins humanitaires et de protection sociale.

En matière de sécurité alimentaire, la pandémie de la COVID-19 associée à la crise sociopolitique et sécuritaire ont eu un impact négatif sur l'accessibilité des produits de première nécessité (quantités et prix). 25% des personnes interrogées par l'INSTAT en mai 2020 ont déclaré avoir subi un choc négatif lié à l'augmentation du prix des principaux aliments consommés. Entre juillet et septembre 2021, 27,8 % des ménages ont déclaré avoir eu des difficultés pour se nourrir au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête (EMOP 2021).

En plus des prix des denrées, l'accessibilité géographique demeure une difficulté majeure. En milieu rural, environ 24% des ménages mettent plus d'une heure pour accéder au marché de produits le plus proche soit pour s'approvisionner soit pour écouler leur produit alimentaire (EMOP 2021).

#### **d. Autres infrastructures publiques**

L'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et les combustibles s'est globalement amélioré entre 2001 et 2021.

En matière d'accès à l'eau potable, les progrès les plus importants ont été enregistrés entre 2001 et 2011 (+11,8 points de pourcentage) mais ont relativement stagné depuis (+0,7 point de pourcentage entre 2011 et 2021). Il en est de même pour l'accès aux fosses et latrines (+0,4 point de pourcentage entre 2011 et 2021). Malgré les progrès, un peu plus de deux ménages sur dix parcourent plus de 15 km pour accéder à l'eau potable essentiellement en zone rurale.

Par contre, les progrès en matière d'accès à l'électricité ont été plus importants entre 2011 et 2021 (+39,8 points de pourcentage) par rapport à la période précédente (25,1 points de pourcentage).

En ce qui concerne les combustibles pour la cuisine, le charbon et le bois demeurent les principales sources. Toutefois, la part du bois a progressivement diminué au profit du charbon.

#### **B. Principaux enjeux et défis:**

L'accès aux services sociaux de base, en général et le développement du capital humain (santé, éducation, protection sociale), en particulier, présentent un enjeu majeur pour le bien-être des femmes et des hommes, l'autonomisation des femmes et le développement humain durable.

Ainsi, compte tenu de la structure démographique du pays, le bénéfice d'un dividende démographique nécessite que des investissements massifs soient faits en matière de santé, d'éducation. Ces investissements massifs pourraient conduire le pays dans un cercle vertueux de développement économique, de maîtrise de la fécondité et de réduction durable de la pauvreté. La population se situerait, sur cette base, autour de 25,6 millions d'individus en 2030.

Aussi, un meilleur accès géographique et financier à l'eau potable, à l'électricité, aux combustibles et aux services de garde d'enfants, réduirait considérablement la charge de travail de soins non rémunérés des femmes et contribuerait à leur participation à la production économique. En effet, les évaluations révèlent que les enfants ayant suivi un cursus en maternelle réussissent mieux.



Par ailleurs, la préscolarisation des enfants contribue à l'amélioration de la participation économique des jeunes femmes. Cependant, le taux horaire estimé en FCFA pour la garde des enfants et des personnes âgées (624 FCFA) est deux fois supérieur à la rémunération horaire moyenne. Les principaux défis à relever sont, entre autres:

- l'amélioration de la prévalence contraceptive et du taux des consultations prénatales;
- l'amélioration du taux brut de préscolarisation;
- l'amélioration du taux brut de scolarisation des filles au primaire et au secondaire;
- l'amélioration des mécanismes de ciblage des bénéficiaires de transferts sociaux en nature (distribution alimentaire) et en espèce (transferts monétaire du programme de filets sociaux *Jigiseme Jiri*);
- le renforcement des stocks de sécurité alimentaire;
- l'opérationnalisation du Régime d'assurance maladie universelle et de la couverture géographique des mutuelles de santé;
- le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion des catastrophes;
- le renforcement des programmes d'électrification rurale;
- l'amélioration de l'accès à l'eau potable en milieu rural;
- l'entretien des routes et des pistes rurales.

#### **1.4. Accès à la justice et protection des droits :**

Sur le plan juridique, la violence à l'égard des femmes demeure impunie. Un avant-projet de loi sur les VBG a été élaboré en 2017. Cependant, il peine à être adopté en raison des pressions exercées par des Autorités religieuses. Des actions de plaidoyer et de sensibilisation des communautés sont initiées.

En termes de ségrégation sur le marché du travail, le Code du travail interdit l'emploi des femmes à certains postes et dans certains secteurs. Ainsi, les femmes ne sont pas autorisées à exercer certains emplois jugés dangereux, pénibles ou moralement inappropriés dans divers secteurs dont les mines, la construction, les usines, etc. Il existe également des disparités en matière de prise en charge de la retraite entre les femmes et les hommes.

En matière d'accès des femmes à la justice, il n'existe pas de discrimination de genre en ce qui concerne l'application des lois notamment en matière de répression. Cependant les hommes sont deux fois plus susceptibles (9%) d'avoir un contact avec les tribunaux que les femmes (4%), en raison de la tradition et de l'insuffisance des structures de justice de proximité.

Ainsi, la modernisation du corpus législatif et réglementaire relative à la protection des femmes contre les VBG et l'accès aux droits et opportunités économiques constitue un défi.

#### **1.5. Participation à la vie publique :**

Sur le plan du leadership des femmes et leur participation à la vie publique, les femmes sont présentes dans les partis politiques et en constituent les principales actrices lors des joutes électorales. Elles sont pourtant souvent ignorées au moment de la désignation des responsables.

Ainsi dans la plupart des organes de direction de ces partis elles ne figurent qu'à travers leur présidente ou sont peu représentées dans les listes des candidats aux différentes élections. La sous-représentation presque chronique des femmes dans les instances de décision constitue un obstacle majeur à l'émergence d'une société démocratique et égalitaire.

En 2020-2021, le constat demeure, car le niveau de leur représentativité dans les sphères de pouvoir et de décision a faiblement évolué malgré la volonté des autorités de la Transition à appliquer la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives. Les résultats obtenus au niveau des instances électives sont plus encourageants que ceux des instances nominatives. Il existe également plusieurs associations et organisations féminines à l'instar de la CAFO, des femmes opératrices économiques, les anciennes parlementaires et ministres, œuvrant à la promotion du genre. En sus des postes électifs et normatifs du Gouvernement et de l'administration publique, la représentation des femmes dans les instances de gouvernance pour la paix, la sécurité et la gestion des catastrophes et épidémies demeure un défi majeur.

## **CHAPITRE 2 :**

### **Le Rapport Genre dans le processus budgétaire**

---

---

#### **i) Importance et justification du Rapport Genre**

Le Rapport Genre est initié pour permettre de suivre et de vérifier la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femme/homme à travers la loi de Finances. Il trouve sa justification juridique dans la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de Finances, qui en son article 45 précise que la loi de Finances est accompagnée: d'annexes explicatives et; ii) de toute autre annexe destinée à l'information et au contrôle des parlementaires. Le Rapport Genre comme annexe à la loi de Finances est donc un document fondé sur l'obligation pour le Gouvernement de rendre compte. Il matérialise également l'engagement du Gouvernement du Mali à appliquer les conventions internationales ratifiées à travers la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

Conformément à la lettre circulaire, le Rapport Genre 2023 (RG23) en tant qu'annexe de la Loi de Finances 2023 est élaboré par le MEF à travers la Direction Générale du Budget (DGB). Il vise à mettre en exergue les engagements du Gouvernement en matière de genre en lien avec la réalisation des droits économiques, politiques, sociaux et culturels, dans la stratégie budgétaire, ainsi que dans les budgets sectoriels, en intégrant les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre des plans d'actions de la PNG.

Le présent Rapport Genre 2023 (RG23) présente les réalisations de l'année 2021 et la planification pour la période 2023-2025. Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son utilisation.

#### **ii) Cadre stratégique et institutionnel pour l'intégration du genre dans les politiques publiques**

Le Mali dispose d'un cadre national de planification stratégique, « le Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) », document cadre de référence pour le développement économique et social du pays, sur lequel sont alignées les stratégies sectorielles. Le CREDD ambitionne entre autres de promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale, culturelle.

Au sein des mécanismes institutionnels de suivi de la mise en œuvre du CREDD, a été mis en place le Groupe Thématique Genre et Autonomisation de la Femme (GT-GAF) chargé d'animer le dialogue entre le Gouvernement, la société civile et les partenaires de développement, afin de placer l'équité de genre au centre de l'agenda du développement et politique au Mali.

En plus du CREDD, le Mali dispose également:

- d'une Politique Nationale Genre (PNG). La mise en œuvre de la PNG est coordonnée par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), et suivie par un dispositif institutionnel comprenant les structures suivantes: le Conseil supérieur du genre présidé par le Premier ministre, le Secrétariat Permanent de la PNG, et les comités d'institutionnalisation du genre dans les ministères sectoriels ciblés.

- de politiques nationales spécifiques de Genre, de Protection/Promotion de l'enfant, de la Famille, adoptées respectivement en 2010, 2015 et 2016. Un Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDDAFFE) 2020-2029, fédérateur de l'ensemble du développement du secteur a été élaboré, et son programme d'opérationnalisation (PRODAFFE 2020-2024) est disponible.
- de politiques sectorielles parmi lesquelles on peut citer la politique d'égalité entre les femmes et les hommes du Ministère de la justice, la politique de développement institutionnel (PDI), la Loi d'orientation agricole, la politique sectorielle de Santé avec le PRODESS, la politique de scolarisation des filles dans le cadre du PRODEC.
- de plans d'actions spécifiques visant à la protection des femmes et des filles, tels que le plan d'action pour la lutte contre la traite des femmes et des filles.

### **Politique Nationale Genre (en bref)**

Adopté en novembre 2011, la PNG est le document cadre de référence nationale pour toutes les politiques sectorielles et les programmes nationaux visant à opérationnaliser l'égalité en droits entre

les femmes et les hommes. Se fondant sur les rôles sociaux de la femme et de l'homme dans un milieu social donné, la PNG est fondée sur une vision holistique de développement de la société, des principes d'équité et d'égalité, sur une approche structurante: corriger, prévenir, inclure et démontrer.

La PNG est structurée autour des six (06) orientations stratégiques déclinées en axes et en objectifs sur la base desquels les plans et programmes d'actions seront développés:

- 1 consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes.
- 2 développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.
- 3 reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.
- 4 mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.
- 5 promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs et des comportements égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant La Politique Nationale Genre du Mali-les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.
- 6 prise en compte du Genre comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation.

### **La vision de la PNG**

La Politique Nationale Genre du Mali se donne comme vision « Une société démocratique qui garantit l'épanouissement de toutes les femmes et tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale. Cette vision s'inscrit dans la celle du Plan Décennal de Développement pour l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant 2023-2032. Ainsi libellée cette vision est fondera « *Contribuer à l'émergence du Mali à l'horizon 2030 à travers l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille, fondée sur l'égalité de chance et de droit, pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale, économique et politique du pays* »

### iii) La PBSG et le rôle du RG dans la budgétisation au Mali

La PBSG veille à ce que la question de l'égalité de genre soit examinée dans le cadre de la mise en œuvre des principales politiques et dépenses du gouvernement. La PBSG ne signifie pas des budgets distincts pour les hommes et les femmes, et va au-delà d'un éventuel accroissement des ressources planifiées et allouées à des projets destinés aux femmes. Elle interroge le budget sur l'influence que pourrait avoir chaque opération budgétaire sur la situation des femmes et des hommes et vise à ce que cette influence soit tenue en compte dans la programmation et l'exécution de ladite opération.

La PBSG est à la fois un outil de transparence et d'allocation équitable de l'argent du contribuable malien. Intégrer une démarche de PBSG conduit à se demander si la collecte des revenus (impôts, taxes, paiement du service etc.) et la distribution des ressources financières (subventions aux associations, investissements dans des équipements, fonctionnement des services etc.) renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes.

La PBSG:

- i) analyse les politiques budgétaires pour comprendre leur impact en terme d'égalité de genre;
- ii) utilise cette information pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et mesures de promotion de l'égalité de genre et pour allouer les moyens en conséquence;
- iii) utilise les instruments, processus et pratiques de la gestion des finances publiques et intervient tout au long du cycle budgétaire.

Elle doit être cohérente avec les objectifs de développement nationaux, la PNG et les ODD relatifs à l'égalité de genre, et doit pouvoir s'appuyer sur des statistiques ventilées par sexe relatives aux cibles femmes/hommes.

Le Rapport Genre est un outil important de la PBSG. En rendant compte de la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femme/homme à travers la loi des finances, il permet aussi aux législateurs de prendre les décisions qui s'imposeraient, le cas échéant, pour renforcer la réalisation de ces engagements. Ne pouvant couvrir toutes les activités du Gouvernement, le RG cherche à mettre l'emphase sur les programmes, actions et activités les plus importants et pertinents pour l'égalité de genre, en termes d'impact sur la réduction des inégalités de genre.

### iv) Démarche d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du RG 22

Sous l'impulsion conjointe du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019 et introduite pour la première fois dans le RG21. L'objectif de cette démarche est de renforcer (élargir et approfondir) le contenu analytique du Rapport Genre, afin d'en faire un réel appui à la prise de décisions budgétaires en faveur de l'égalité de genre.

Pour ce faire, le but est de couvrir un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents. Il s'agit là d'une démarche ambitieuse dont la réalisation se fera par étapes.

Dans le cadre de cette démarche, un canevas amélioré a été expérimenté par un premier groupe de ministères pour la préparation du RG21 et du RG22. Ce canevas a été revu pour le présent Rapport Genre 2023 sur la base des leçons tirées des années précédentes et à la lumière des travaux des ministères pilotes. Les ministères impliqués dans cette démarche sont les suivants: Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille; Ministère de l'Education Nationale, Ministère de la Santé et du Développement Social, Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Ministère du Développement Rural, et Ministère de l'Economie et des Finances.

Ce canevas amélioré approfondit l'information présentée par ces ministères à travers un « budget genre» initial selon trois perspectives complémentaires:

- un «budget genre», qui trace les allocations budgétaires et dépenses ciblant l'égalité de genre dans le budget. Il peut s'agir d'allocations budgétaires/dépenses pour des actions ayant un lien « direct » avec l'égalité de genre, telles que celles exclusivement destinées à la scolarité des filles, ou d'allocations budgétaires/dépenses qui prennent en compte l'égalité de genre dans la formulation du programme, du projet ou de l'activité, tels que par exemple un projet dans un programme opérationnel qui intègre une composante qui vise l'égalité de genre, ou bien qui comprend des objectifs ou des indicateurs de genre et crée ainsi un lien « indirect » à l'égalité de genre. Ce « budget genre » dérive d'une analyse de catégorisation des dépenses (dont la méthodologie est esquissée dans l'encadré ci-dessous) qui vise à déterminer le type de lien avec l'égalité de genre de chaque dépense inscrite dans le DPPD-PAP du ministère. Les six ministères pilotes ont entamé cette analyse. Seul le MMEE l'a finalisé à temps pour le RG23.
- le « champ stratégique de la budgétisation sensible au genre » pour le ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG. Cette analyse vise à prioriser les programmes dont le potentiel est le plus important pour réaliser des analyses budgétaires genre approfondies de ces programmes, qui permettront alors de formuler des recommandations de changement ou réorientation des politiques et budgets sectoriels pour les rendre plus sensibles au genre. Cette analyse n' pas encore été entamée de façon systématique par les ministères pilotes.
- un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnel de chaque département ministériel sachant qu'au Mali, près d'un quart du budget est consacré aux dépenses de personnel. Vu cette importance, il est proposé que les ministères présentent la répartition de leurs dépenses de personnel de façon sexo-spécifique. L'analyse vise à déterminer la mesure dans laquelle la loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives est effectivement prise en compte dans l'administration malienne. Dans un premier temps l'analyse a porté sur la répartition du personnel des structures de l'administration centrale (DG, DN, EPA, services rattachés) du personnel émergeant seulement sur le Bureau Central de la Solde (BCS).

La **catégorisation des dépenses des DPPD-PAP** vise à distinguer trois types de dépenses:

- les dépenses 'ciblantes', ou ayant un lien direct, avec l'égalité de genre-c'est-à-dire, les programmes, actions, activités, projets dont l'objectif premier est de renforcer l'égalité de genre. Par exemple, le programme 'Promotion de la Femme' du MPFEF ou un projet de promotion de l'entrepreneuriat féminin.
- les dépenses ayant un lien indirect avec l'égalité de genre-à savoir, les programmes, actions, activités, projets dont l'objectif premier n'est pas l'égalité de genre, mais qui ont un impact sur la réduction des inégalités de genre et/ou comprennent des objectifs ou composantes liées au genre. Par exemple, un projet d'électrification rurale ayant un objectif et indicateur ciblant l'emploi féminin.
- les dépenses n'ayant pas de lien explicite avec l'égalité de genre, pour lesquelles aucune trace de l'égalité de genre n'est détectée. Il est important de réaliser que dans de nombreux cas, des dépenses réputées « neutres » ont en fait des conséquences indirectes ignorées sur l'égalité de genre.

La catégorisation est un travail analytique, à faire au niveau des programmes, actions, activités et projets pour chaque programme des DPPD-PAP des ministères. Une méthodologie d'analyse a été développée qui repose sur les trois questions suivantes:

- 1) l'égalité de genre est-elle ciblée/ promue/renforcée dans le programme/ l'action/l'activité/le projet? Que fait-on pour promouvoir l'égalité de genre? Quelles sont les mesures? Quels sont les effets?
- 2) le programme/ l'action/ l'activité/ le projet aurait-il été mis en œuvre si l'égalité de genre n'était pas un objectif? Pourquoi le programme/ action/ activité/ projet n'existerait-il pas sans la politique d'égalité de genre? Y a-t-il des parties non négligeables qui auraient été mises en œuvre même sans la politique d'égalité de genre?
- 3) l'égalité de genre est-elle mentionnée dans la définition du programme/ de l'action/ l'activité/ du projet de manière explicite et formelle? Quelles sont ces mentions/traces? Quelles sont les définitions concrètes, les objectifs de genre, les indicateurs cibles, etc. dans les documents officiels (DPPD-PAP, documents de projet, etc.)?

Le lien est direct si la réponse est "oui" à la 1<sup>ère</sup> question et "non" à la 2<sup>ème</sup> question. Le lien est indirect si la réponse est "oui" aux trois questions. Dans tous les autres cas de figures il n'y a pas de lien explicite.

La démarche présentée ci-dessus est une première étape. Avec ce canevas amélioré, expérimenté par ces quelques ministères, il s'agit de poser des premiers jalons dans le sens du traçage budgétaire, tout en permettant une transition ultérieure vers d'autres instruments de la PBSG telles que les analyses sensibles au genre de politiques, stratégies et programmes spécifiques du Gouvernement. Dans le contexte difficile actuel au Mali, l'appropriation par les ministères pilotes se fait progressivement. Le Ministère des Mines, Energie et Eau est le plus avancé et a été en mesure de présenter le résultat de l'analyse de catégorisation expliquée ci-dessus. D'autres ministères ont entamé ce processus et donné des exemples de catégorisation dans leur rapport genre.

Cependant, le MMEE étant le plus avancé, a entamé une analyse de qualification des liens genre direct et indirect identifiés dans leur DPPD-PAP. Evaluer la qualité des dépenses liées au genre en termes d'impact sur l'égalité de genre, ou « qualifier » les liens genre dans les DPPD-PAP, peut guider la prise de décisions visant à rendre le budget existant plus sensible au genre, en indiquant où agir en premier lieu. Il ne s'agit pas seulement d'accroître la part des dépenses « ciblées genre ».

Pour la plupart des secteurs, rendre le budget plus sensible au genre sera surtout une question de comment rendre plus sensibles au genre les dépenses « indirectes » de leurs budgets. Il sera important également d'entamer une ou deux analyses budgétaires genre approfondies avec un ou deux des ministères pilotes parmi les plus avancés, qui pourraient alors guider des décisions plus fondamentales de changement ou réorientation des allocations budgétaires.

## CHAPITRE 3 : **Analyse sectorielle des départements ministériels**

Le Rapport Genre de chaque ministère comprend les éléments ci-après:

- la présentation du ministère et des enjeux genre et gaps à combler qui lui sont spécifiques;
- les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre entreprises par le ministère;
- l'évaluation des activités menées en 2021;
- la planification et la budgétisation des actions genre pour les années 2023 à 2025.

En application de l'approche analytique fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les rapports spécifiques des départements sectoriels sont classés selon les trois (03) axes thématiques d'accès équitable aux droits civiques et politiques, accès équitable aux droits sociaux, et accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques. Le tableau ci-dessous reprend cette catégorisation et introduit également les liens avec les axes de la PNG pertinents pour chaque ministère:

Axes thématiques : secteurs de développement	Ministères sectoriels	Orientations stratégiques de la PNG
<b>1. Accès équitable aux droits civils et politiques</b>	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social, Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	<b>Orientation no. 1</b> : Consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes  <b>Orientation no.5</b> : Promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde
<b>2. Accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base</b>	Ministère de la Santé et du Développement Social, Ministère de l'Education Nationale,  Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau, Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique, Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable.	<b>Orientation no. 2</b> : Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socio-économique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation
<b>3. Accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques</b>	Ministère du Développement Rural,  Ministère de l'Industrie et du Commerce, Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Economie et des Finances.  Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.	<b>Orientation no. 3</b> : Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production  <b>Orientation no. 4</b> : Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision

# DEUXIEME PARTIE:

---

## PRESENTATION DES RAPPORTS GENRES DES MINISTERES SECTORIELS

L'analyse des RG de chaque ministère concerne les éléments ci-après :

- la présentation du ministère à travers les réalisations, les enjeux et les indicateurs ;
- les enjeux genre et gaps à combler;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

En application de l'approche fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les rapports spécifiques des départements sectoriels répondent au classement selon les trois (03) axes thématiques. Ces axes constituent les trois chapitres de cette seconde partie du rapport genre 2023.

### **Chapitre 1 : Accès équitable aux droits civils et politiques**

- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;
- Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration.

### **Chapitre 2 : Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)**

- Ministère de la Santé et du Développement Social ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable.

### **Chapitre 3 : Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques**

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Economie et des Finances,
- Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme,
- Ministère de l'Industrie et du Commerce.



# **CHAPITRE 1 :**

## **Accès équitable aux droits civils et politiques**

- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;
- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

## 2.1.1. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

---

### Introduction

Conformément à l'article 20 du Décret n°2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille prépare et met en œuvre les politiques nationales du Genre, de la Famille, de Promotion et de Protection de l'Enfant.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de l'Enfant et de la Famille;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants;
- la promotion des droits de la Femme et de l'Enfant;
- la lutte contre les Violences Basées sur le Genre;
- la protection de l'Enfant;
- la participation de l'Enfant;
- la prise en compte des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants dans les programmes et projets de développement.

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dispose de trois politiques nationales, de deux plans et trois stratégies nationales de lutte contre les Violences Basées sur le Genre :

- **la Politique Nationale Genre (PNG) vise** à garantir l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux, fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale.
- **la Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant (PNPPE) vise** une société démocratique qui garantit l'épanouissement de l'Enfant grâce à la jouissance et au plein exercice de ses droits et devoirs par une responsabilisation soutenue des parents, de la communauté, des collectivités et de l'Etat en vue de le préparer à une citoyenneté effective inspirée de nos valeurs socioculturelles;
- **la Politique Nationale de Promotion de la Famille (PNPF) vise** une famille viable et autonome, attachée à nos valeurs socioculturelles positives, portée par nos valeurs spirituelles et respectueuses des institutions, des droits humains et de l'environnement.
- **le Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et l'épanouissement de l'Enfant (PDDAFFE 2024-2033) vise** à « Contribuer à l'émergence du Mali à l'horizon 2030 à travers l'autonomisation de l'enfant, de la femme et de la famille, fondée sur l'égalité de chances et de droits, pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale, économique et politique du pays »;
- **le Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et de l'Epanouissement de l'Enfant PRODAFFE 2024 -2028**
- **le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social** vise à « définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international ... »;
- **la stratégie nationale de communication holistique sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) vise** à créer un environnement favorable à l'élimination des VBG au sein des familles, des communautés et de la société malienne toute entière d'ici à 2027.
- **la Stratégie Nationale holistique pour mettre fin aux Violences Basées sur le Genre (VBG) vise** « un Mali dans lequel les filles, les femmes, les garçons, les hommes adoptent des comportements et des attitudes favorables à l'abandon des VBG à l'horizon 2030 ».
- **la stratégie Nationale multisectorielle pour mettre fin au mariage d'enfants.**

Le Gouvernement du Mali, conscient de la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, a pris des engagements internationaux et régionaux forts (Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention pour le droit de l'enfant, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies, la Plate-forme d'action de Beijing, la déclaration solennelle des Chefs d'Etats sur

l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo), etc. pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'autonomisation des femmes. Cette égalité n'est possible que grâce à l'institutionnalisation du genre, à l'intégration de la planification et la budgétisation sensible au genre dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et dans les budgets.

L'institutionnalisation du genre est l'intégration systématique des conditions, priorités et besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes les politiques en vue de promouvoir activement l'égalité entre les femmes et les hommes.

La planification et la budgétisation sensible au genre répondent de manière équitable aux besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons issus des différentes couches et de tous les milieux pour réduire les inégalités socioéconomiques existantes entre celles-ci afin de concrétiser les principes de l'équité et de l'égalité.

Le Gouvernement a donc décidé de renforcer son action politique en adoptant le Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la famille et l'épanouissement de l'Enfant (PDDAFFE 2023-2032) dont les objectifs sont en cohérence avec ceux retenus dans l'agenda 2030 des Nations Unies (UN), l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) et le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Ce plan décennal est assorti d'un programme quinquennal, le programme de développement pour l'autonomisation de la femme, de la famille et l'épanouissement de l'enfant (PRODAFFE1) et son Plan Opérationnel (PO) 2023.

Le rapport-genre est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basé sur la prise en charge des questions sexo-spécifiques contenues dans le plan d'action de la Politique Nationale Genre et intégrée dans le Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses (DPPD-PAP). Il met en évidence les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du DPPD-PAP et du Rapport Annuel de Performance (RAP) du MPFEF qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

Le rapport genre vise les effets de la répartition des recettes et des dépenses sur les hommes et les femmes non seulement à court terme, mais également à moyen et long terme.

Il est structuré en trois (03) parties:

- **les enjeux genre et gaps à combler;**
- **les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre;**
- **la planification et la budgétisation des actions genre de l'année 2022.**

### **2.1.1.1. Les enjeux genre et gaps à combler:**

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autres de:

- l'institutionnalisation systématique du genre;
- l'autonomisation des femmes (économique, politique), leadership et droits des femmes;
- la lutte contre les violences basées sur le genre (mariage d'enfants et forcé, pratiques nefastes, l'excision...);
- l'implication et la participation des femmes à la paix et à la sécurité.

Les solutions aux gaps à combler au niveau du département sont :

- opérationnalisation du Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la Famille et l'épanouissement de de l'Enfant (PRODAFFE) 2024-2028;
- renforcement des capacités des ressources humaines du département et des autres acteurs;
- fonctionnement du système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEF);
- opérationnalisation du Programme d'Emergence des Compétences Féminines du Mali (PRECOFEM);

- production du repertoire sur les compétences féminines au Mali;
- mise en place d'une base des données sur les VBG;
- production d'annuaires statistiques sur les fonctions nominatives et électives (ASPG);
- opérationnalisation du sous système d'information sur la protection de l'enfant;
- mise à échelle des One Stop Center pour la prise en charge holistique des survivants-tes de VBG;
- promotion pour l'adoption des textes législatifs spécifiques sur la protection des droits de l'enfant et de l'abandon des VBG;
- renforcement du partenariat entre tous les acteurs au développement (Etat, Société Civile et Partenaires Techniques et Financiers);
- élaboration d'une stratégie de communication et renforcement du plaidoyer en faveur du changement de comportement;
- l'application effective de la Loi d'Orientation Agricole;
- l'application effective de la Loi sur le Foncier Agricole;
- l'application effective de la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015;
- l'application effective du Décret n°2015-0506/P-RM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées de l'Etat aux collectivités dans le domaine de la protection et de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille;
- mise en œuvre de la politique de développement des ressources humaines du secteur de la santé, du développement social et de la promotion de la famille et son plan stratégique;
- mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des programmes;
- mise en œuvre de la stratégie nationale holistique pour mettre fin aux VBG;
- dotation et équipement des structures pour la mise en œuvre des politiques du département.

## **2.1.1.2. Les mesures ou strategies spécifiques de reduction des inegalités liées au genre**

### **a Mesures spécifiques**

En termes de mesures stratégiques, le Ministère a mis en place un plan décennal assorti du 1<sup>er</sup> programme quinquennal 2023-2027 et de son Plan Opérationnel.

En vue de renforcer le cadre institutionnel et législatif de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), les mesures suivantes ont été mises en place:

- la création du Programme National pour l'abandon des Violences Basées sur le Genre (PNVBG) par la Loi n°2019-014 du 03 juillet 2019 et la fixation de son organisation et ses modalités de fonctionnement par le Décret n°2019-0584 /PRM du 29 juillet 2019. Ce programme vise la prévention, la coordination, le suivi et l'évaluation de toutes les actions pour l'Abandon des VBG.
- l'élaboration et l'adoption de la Stratégie Nationale Holistique pour mettre fin aux violences basées sur le genre et la stratégie de communication holistique sur les VBG;
- la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight au Mali vise à contribuer à l'élimination des violences basées sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé reproductive;
- la mise en place d'une base de données sur les VBG en cours, la mise en place de 10 One Stop Center à Bamako et dans les régions pour la prise en charge holistique des survivantes de VBG avec de l'UNFPA;
- la production et la diffusion d'une série télévisée de 54 épisodes « DANSE INLIASSABLE ou DONI DONGOMA » saison 1 qui a été diffusée sur ORTM1;
- la réinsertion socio-économique de vingt (20) survivantes de VBG à travers les activités génératrices de revenus avec l'appui de l'UNFPA.

Relativement à l'avant-projet de loi sur les VBG, le département a entrepris les actions pour actualiser la feuille de route, la prise en compte des VBG par le processus de révision du code pénal avec la Commission Permanente Législative (volet répression) avec l'appui de l'UNFPA, ONU-FEMMES, Cet avant-projet de loi vise la prévention, la répression et la réparation des violences basées sur le genre. Son adoption permettra de renforcer les réponses nationales en matière de réduction des pratiques des violences basées sur le genre. (PM).

En vue d'accroître l'accès des femmes au sphère de décision, il est important d'aller vers l'application intégrale de la loi 2015-052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives à tous les niveaux de poste de décision:

- la tenue régulière du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre;
- la création d'un cadre de suivi des recommandations issues du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre;
- l'opérationnalisation des comités genres des différents départements ministériels;
- l'opérationnalisation des comités genres des régions;
- nomination d'agents comptables au niveau déconcentré dans le cadre de la mise en oeuvre du PRODESS;
- le suivi régulier de nominations aux fonctions nominatives et électives à travers la production d'annuaires statistiques.

Dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes le Gouvernement a mis en oeuvre des projets et programmes et s'est aussi engagé dans des initiatives sous régionales et internationales.

- Le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) a pour objectif général de contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant à travers :
  - l'accroissement du potentiel économique des femmes;
  - la contribution au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique;
  - la contribution à l'épanouissement de l'enfant;
  - le suivi-évaluation des activités du PAAFE.
- le Programme de Développement des plateformes Multifonctionnelles vise 5000 villages d'ici 2023 dont l'objectif est de favoriser l'accès des femmes à l'énergie de proximité et à la création de petites unités de transformation de produits locaux permettant aux femmes de développer des capacités de résilience;
- le Programme d'Appui à l'autonomisation des Femmes dans la Chaîne de Valeur Karité dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration des revenus des femmes rurales de la filière Karité au Mali. Ce programme est actuellement mis en oeuvre à travers le Projet d'Autonomisation Economique des Femmes dans la Filière Karité PAEFFK financé par le Gouvernement du Mali et la Banque Africaine de Développement (BAD). Le PAEFFK cible 50 000 femmes rurales dans les régions potentielles de karité au Mali;
- le projet sous régional « 50 millions de femmes ont la parole » dont l'objectif est d'améliorer la capacité des femmes à accéder à l'information financière et non financière, à créer des opportunités d'affaires et d'établir des relations de partenariat avec des personnes et structures capables de les aider à développer et à soutenir leurs entreprises;
- le projet d'Autonomisation des femmes et dividendes démographiques au Sahel (SWEDD). Cet important programme est mis en oeuvre à travers les volets ci-après (i) l'amélioration des compétences de vie et connaissance de la santé reproductive à travers le renforcement de la capacité des filles à mener des vies saines et productives; (ii) l'amélioration du niveau d'autonomisation économique des femmes et des filles non scolarisées à travers l'accessibilité aux opportunités économiques disponibles pour les filles; (iii) l'amélioration du niveau d'accès des filles à l'enseignement secondaire;
- le Programme d'Emergence des Compétences Féminines du Mali (PRECOFEM) vise à identifier, mobiliser et valoriser les compétences féminines en vue de mettre à la disposition des décideurs publics, politiques et privés des outils d'aide à la prise de décisions pour les fonctions nominatives et électives.

a) Evaluation des activités genre 2021

Programme 2.059 : Promotion de la Femme		Reference		Evaluation 2021			Résultat 2021
Objectif	Indicateurs et cibles de performance	2019	2020	Prévu	Réel	Taux	
		A	B			C	
<b>Objectif 1:</b> Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	1.1 Pourcentage de cas liés aux MGF/VBG prise en charge	71	56	54 5	93	172	Des progrès significatifs ont été réalisés par rapport à l'identification et à la prise en charge hollistique des cas de complication de MGF/VBG. Le taux de réalisation de 172% est dû à la mise à la disposition des fonds de l'ABS CANADA et la mise en place de dix ONE STOP CENTER
	1.2 Proportion de village ayant abandonné l'excision	19	13	100	97.71	97.71	513 communautés ont fait une déclaration publique d'abandon des VBG/MGF selon le rapport national VBG sur 525 prévues
	1.3 Proportion d'activités de diffusion de la stratégie nationale de communication holistique sur les VBG réalisées	61	92	100	36.36	36.36	La stratégie nationale de communication a été disséminée dans les régions SI cependant il y reste des cercles à cause de l'insécurité. Le processus se poursuit en 2 022 dans les autres régions Le faible taux de 36% est dû au manque de ressources financières.
	1.4. Proposition des villages ayant abandonné le mariage des enfants	61	13	47	136.8	291	513 communautés ont fait une déclaration publique d'abandon des VBG/MGF selon le rapport national VBG sur 375 prévues Les 291 s'expliquent par les activités de communications des ONG sur le terrain
<b>Objectif 2:</b> Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances de décision y compris celles chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	2.1. Taux de représentativité des femmes dans les postes nominatifs		16,25	100	13	13	- On constate un recul dans nomination des femmes à des postes nominatifs. - Taux : 13%
	2.2. Taux de représentativité des femmes dans les postes électifs	25,6	25,6	100	26	25,6	1240 femmes ont été formées dans la prévention et la gestion des conflits. Unité 1325/DNPF, OPF

Programme 2.059 : Promotion de la Femme		Reference		Evaluation 2021			
Objectif	Indicateurs et cibles de performance	2019	2020	Prévu	Réel	Taux	Résultat 2021
		A	B			C	
	2.3 Taux de représentativité des femmes dans le CSA					12,5	Des dispositions doivent être prises pour la représentativité des femmes dans les autres organes de médiation tel que CVJR, RSSA
<b>Objectif 3 :</b> Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	3.1 pourcentage d'organisation de femmes ayant accès aux équipements et aux infrastructures de production	82	32	100	66	66	Des organisations de femmes ont été équipées en matériels de production dans les domaines agricoles et autres ; DNPF/Programme Karité
	3.2 Taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entrepreneuriat	85	100	100	107	107	3000 femmes ont été formées en AGR et dans l'entrepreneuriat au niveau du programme Karité DNPF/Programme Karité
	3.3 Taux de réussite des activités et d'AGR d'entrepreneuriat	50	50	500	126	27	Dans le cadre de la formation avec l'appui de ses partenaires 219 femmes issues des groupements ont été formées en savonnerie et 1252 autres dans la production du beurre de karité
<b>Objectif 4 :</b> S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.  Cet objectif est indirectement lié à l'égalité de genre vu que les missions de suivi, cadres de concertation etc. portent sur des activités « genre » contribuant aux autres objectifs ci-dessus.	4.1 Taux de réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	75	19	14	08	57	Les missions de suivi supervision des activités ont été réalisées à hauteur de souhait par les structures techniques. Par contre, des efforts sont à fournir dans le domaine du suivi des projets et programmes par le Cabinet.  Les missions de suivi et de supervision et de supervision des activités ont été réalisées. Taux 34,54%
	4.2. Proportion des projets/programmes suivis et supervisés	75	75	100	0	0	Les projets/programmes ont été suivis et supervisés Taux 75
	4.3 Proportion de cadres de concertation créés et fonctionnels	-	107	36	9	25	Taux 25%

Le programme 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille fera l'objet d'une analyse de catégorisation des dépenses en termes de lien avec le genre. Aucun des objectifs et indicateurs ne concerne l'égalité de genre.

Programme 3.003 : Programme Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (PAAFE)		Références		Evaluation 2021			Résultat 2021
Objectif	Indicateurs et cibles de performance	2019	2020	Prévu	Réel	Taux	
		A	B	C	D	E	
<b>Objectif 1:</b> Accroître le potentiel économique des femmes	1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	68	81	80	80	100	40 organisations de femmes équipées sur 50 prévues Taux 100%
	1.2 Pourcentage de projets d'activités génératrices de revenus/PME financés pour les femmes	78.85	106	100	145.51	145.51	671 plans d'affaires de promotrices d'AGR/PME/PMI ont été financés Taux 145.51%
	1.3 Pourcentage d'emplois créés – Femmes	23	128	22	20.38	92.63	922 emplois créés pour les femmes sur 4 522 prévus Taux 20.38%
<b>Objectif 2:</b> Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	2.1 Pourcentage de personnes formées en leadership	32	151	32	68.52	214	4 461 femmes formées sur 6 510 prévues Taux 68.52%

Les autres réalisations majeures de 2021 par orientations de la Politique Nationale du Genre se présentent:

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
<b>Orientation no. 1</b> : Consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes			
1.1. Amélioration de l'arsenal juridique et effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes incluant le code des personnes et de la famille.	- Harmoniser les lois nationales avec les textes des conventions internationales portant sur les droits égaux fondamentaux et réformer les différents codes en vue de supprimer les discriminations.	Programme Administration générale et développement des capacités institutionnelles  Promotion de la femme	- Loi n°2019-014 du 03 juillet 2019 portant création du Programme National pour l'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG) - Décret: n°2019-0584 /PRM du 29 juillet 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du PNVBG; - Loi n°2019-015 du 03 juillet 2019 portant création de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille



**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adopter, vulgariser et faire appliquer le nouveau Code des personnes et de la famille.</li> </ul>	<p>Promotion de l'enfant et de la famille</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n°2019-0681/PRM du 04 septembre 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement MFEF,</li> <li>- Décret n°2019-0682/PRM du 04 septembre 2019 déterminant le cadre organique des MFEF.</li> </ul>
<p>1.2. Lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, lesquelles vont à l'encontre du respect des droits égaux fondamentaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intensifier les efforts en vue d'éradiquer et de pénaliser l'excision.</li> <li>- Adopter des mesures législatives pour la pénalisation des actes de violences conjugales, familiales et du harcèlement dans le milieu du travail et dans l'environnement scolaire.</li> <li>- Développer des services d'orientation et d'écoute et des mesures de prise en charge médico-sociales pour les femmes et les filles victimes de violences et/ou de harcèlement.</li> </ul>	<p>Programme Promotion de la femme</p> <p>Programme Promotion de l'enfant et de la famille</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dissémination des documents stratégiques (la Stratégie nationale holistique pour mettre fin aux VBG, la Stratégie nationale de communication holistique sur les VBG et les arguments religieux dans les régions avec l'appui de ONU-FEMMES;</li> <li>- Tenue de quatre (4) sessions de plaidoyers à l'endroit de quatre cent (200) membres du CNT, des membres du Haut Conseil des Collectivités, du Conseil Economique, Social et Culturel en vue de l'adoption d'une loi sur les VBG avec l'appui de l'UNFPA, ONU-FEMMES et PNUD;</li> <li>- Renforcement de capacités de 175 leaders religieux et les élus locaux sur leurs rôles et responsabilité pour l'abandon de la pratique de l'excision à Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti;</li> <li>- Renforcement de capacité de 35 points focaux genre et les membres du comité d'orientation pour l'abandon des Violences Basées sur le Genre des différents Départements Ministériels sur l'intégration des VBG, PN et DSR dans les programmes et stratégies</li> <li>- Relativement à l'avant-projet de loi sur les VBG, le département a entrepris les actions pour actualiser la feuille de route, la prise en compte des VBG par le processus de révision du code pénal avec la Commission Permanente Législative (volet répression</li> <li>- Mise en place de 10 One Stop Center à Bamako et dans les régions pour la prise en charge holistique des survivantes de VBG et leur suivi avec l'appui de l'UNFPA;</li> <li>- Renforcement de capacités de 150 personnels socio-sanitaire, de la justice et de la sécurité dans le cadre de la prise en charge holistique des complications liées à l'excision à Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako</li> <li>- Mise en place des 863 comités d'éveil et d'alerte dans certaines localités de la majorité des régions et le District de Bamako</li> </ul>

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement officiel de la stratégie nationale multisectorielle pour mettre fin au mariage d'enfants au Mali;</li> <li>- Dissémination de la stratégie nationale multisectorielle pour mettre fin au mariage d'enfants au Mali;</li> <li>- Formation de 150 acteurs de la chaîne judiciaire sur la prise en charge psychosociale des enfants victimes de violation de leurs droits;</li> <li>- Harmonisation des outils de gestion de cas de protection des enfants;</li> <li>- la formation de 29 formateurs sur les outils harmonisés de gestion de cas de protection des enfants;</li> <li>- Formation décentralisées de 150 gestionnaires de cas sur les outils harmonisés de gestion de cas</li> </ul>
<p>1.3. Mise en valeur des compétences et aptitudes des femmes et des associations féminines dans les processus de prévention et de résolution des conflits</p>	<p>Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.</p>	<p>Programme Promotion de la Femme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au moins 982 personnes dont 758 femmes sont renforcées en techniques de médiation, de négociation et de résolution des conflits, leadership, plaidoyer, sur la Résolution 1325 et le PAN R1325, en formation de formateurs. Elles sont dotées des outils nécessaires pour s'engager comme des ambassadrices de paix, pour faire du plaidoyer pour une plus grande représentation dans les nouvelles instances de gestion des conflits.</li> <li>- Dissémination, sensibilisation sur la Résolution 1325 et du PANR1325, l'Accord pour la paix, la Loi 2015-052 du 18 décembre à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Taoudenit (2 210 participants dont 1 770 femmes et 440 hommes)</li> </ul>
<p><b>Orientation no. 2</b> : Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socio-économique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.</p>			
<p><b>Axe d'intervention 2.1.</b> Amélioration de l'accès à des services de santé de proximité (santé de la reproduction).</p>	<p>Renforcer les mesures pour réduire davantage les grossesses non désirées, qui rendraient précaire l'état de santé de la mère, de la jeune fille et même des enfants (information, sensibilisation et accès au planning familial).</p>	<p>Programme Promotion de la Femme</p> <p>Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• formation de 20 jeunes en leadership, droits sexuels et reproductifs/Bafoulabé;</li> <li>• formation de cent vingt (120) femmes leaders du District de Bamako sur les IST-VIH, la TM et leurs impacts sur la santé de la reproduction en vue de leur large diffusion au sein de la population pour le bien-être familial;</li> </ul>

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

<b>Orientations et Axes d'intervention</b>	<b>Objectifs (référence non obligatoire)</b>	<b>Programmes Stratégiques sectoriels</b>	<b>Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes</b>
	Contenir le taux de séroprévalence du VIH-SIDA en habilitant les femmes et les hommes (jeunes et adultes) à adopter des comportements responsables et à faire valoir leurs droits de décision et de protection en matière de sexualité (amélioration de l'offre de soins de santé dans ce domaine et la gratuité des médicaments).		<ul style="list-style-type: none"> <li>formation et recyclage de 29 pairs éducateurs et 88 matrones et relai sur la Planification Familiale et la gestion des produits contraceptifs;</li> </ul>
<b>Axe d'intervention 2.2.</b> Élimination des contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille.	Renforcer les efforts sur les recherches et la vulgarisation des technologies appropriées moins coûteuses et moins consommatrices d'énergie de bois.	Programme Promotion de la Femme  Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille	
<b>Orientation no. 3 :</b> Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.			
<b>Axe d'intervention 3.2.</b> Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche).	Développer dans les zones rurales, des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques.	Programme d'Appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	Renforcement des capacités de 180 groupements de femmes qui ont été accompagnés, formés et dotés en matériels et équipements de production par les ONG partenaires de mises en œuvre du FAFE

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
<p><b>Axe d'intervention 3.3.</b> Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat.</p>	<p>Soutenir le développement d'activités génératrices de revenus en faveur des groupes défavorisés (femmes chefs de ménage, jeunes filles déscolarisées, filles migrantes, handicapé(e)s) en vue de réduire leur vulnérabilité.</p>	<p>Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant.</p>	<p>Formation en embouche, pâtisserie, saponification, gestion d'entreprise, élaboration de plan d'affaires de 499 femmes et filles déplacées du Nord et leurs familles d'accueil, promotrices d'AGR/PM/PMI à Koutiala, Sikasso, Koulikoro et le District de Bamako et dotation de 80 d'entre elles en kits et intrants de fabrication de savon.</p> <p>Réhabilitation et équipement du centre de formation professionnel de Missabougou dans le cadre du projet Développement Economique et Social des Femmes dans les Energies Renouvelables dans le Sahel (DESFERS).</p> <p>Dépouillement des demandes d'appui de groupements féminins, organisations œuvrant pour l'épanouissement de l'enfant et des propositions de projets des promotrices de PME/PMI.</p> <p>Dotation de 40 organisations féminines ayant sollicitées l'appui du FAFE en matériels et équipements de production: kits de maraichage, kits de fabrication de savon, motos pompes, moulins, machines à coudre, tricycles, marmites de 35 kg et 50 kg, matériels évènementiels.</p> <p>Formation de 150 adolescents (111 filles et 39 garçons) sur la santé de la reproduction et la planification familiale en lien avec les droits de l'enfant dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti.</p> <p>Inscription de 1 026 femmes promotrices d'AGR sur la plateforme en ligne 50 millions de femmes ont la parole.</p>
<p><b>Axe d'intervention 3.4.</b> Élargissement de l'offre de services de soutien à la production en vue d'accroître les revenus (microfinance, accès aux formations, intrants techniques et technologies).</p>	<p>Développer des services financiers de proximité adaptés aux besoins de développement économique et au statut social des femmes</p>	<p>Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant</p>	<p>Tenue de la 10ème réunion ordinaire du Comité de Pilotage du FAFE;</p> <p>Signature de conventions de partenariat avec 11 ONG partenaires de mise en œuvre et 02 Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) partenaires financiers du FAFE;</p> <p>Renforcement des capacités des agents de la CT-FAFE par différentes formations sur le contrôle de gestion, l'audit, la comptabilité, l'archivage physique et numérique, la science de l'éducation et la gestion axée sur les résultats;</p> <p>Evaluation de la mise en œuvre des activités menées par les partenaires de mise en œuvre du FAFE à savoir les ONG, la BNDA et les SFD.</p>

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
<b>Orientation no. 4</b> : Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision			
<p><b>Axe d'intervention 4.1.</b> Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations du Mali au niveau sous-régional (CÉDÉAO, UEMOA) régional (UA) et internationales</p>	<p>Accroître la représentation des femmes dans les postes électifs grâce à des mesures institutionnelles et de soutien prises par l'État et par les partis politiques.</p> <p>Constituer un vivier de femmes aptes à se tailler une place dans la sphère politique au niveau national et communal.</p> <p>Atteindre la parité de représentation entre les femmes et les hommes dans les postes de responsabilité de la fonction publique à l'horizon 2018 grâce à des mesures exceptionnelles de redressement et de soutien.</p> <p>Relever le niveau de représentation des femmes maliennes dans les représentations diplomatiques et les instances sous régionales, régionales et internationales</p>	<p>Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles</p> <p>Programme Promotion de la Femme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des femmes leaders sur le leadership féminin, le plaidoyer, la citoyenneté et la participation accrue des femmes aux échéances électorales dans le Cercle de Kolondiéba</li> <li>- Promotion du genre à travers la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 avec 23,68 % de femmes dans le Gouvernement de Mai 2019;</li> <li>- 31 femmes sous-préfets sur un total de 285, soit 11%.</li> <li>- Production de l'annuaire statistique sur la promotion du genre dans les fonctions nominales et électives</li> <li>- Mise en oeuvre du PRECOFEM.</li> </ul>
<p><b>Axe d'intervention 4.2.</b> Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les décisions reliées au développement local en vue d'une meilleure prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans la répartition et l'allocation des ressources et dans les priorités de développement communal.</p>	<p>Mettre en place des mesures incitatives pour tendre vers la parité de représentation dans les instances de décision locale.</p> <p>Modifier les critères, méthodes et pratiques de l'approche participative en vue de favoriser une représentation égale des femmes et des hommes dans le cadre des planifications communale et régionale.</p> <p>Développer une base de connaissances régionales (base de données, études, profil régional) sur les disparités et discriminations entre les sexes en vue de</p>	<p>Promotion de la Femme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de cent (100) agents sur la collecte, le traitement, l'analyse et la remontée des données (SIFEF).</li> </ul>

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
	fournir de meilleures assises à la planification régionale.		
<p><b>Orientation no. 5</b> : Promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.</p>			
<p><b>Axe d'intervention 5.2.</b> Sensibilisation et éducation de la population (femmes-hommes, filles-garçons) pour un changement de mentalité et de comportement pour éliminer les pratiques néfastes à la santé et à l'intégrité physique et psychologique des femmes</p>	<p>Intensifier les campagnes de sensibilisation et d'éducation en vue d'enrayer les pratiques néfastes à l'intégrité et à la santé des femmes et des jeunes filles et préconiser des comportements responsables en matière de santé de la reproduction</p>	<p>Promotion de la Femme Promotion de l'Enfant</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de séances d'information, de sensibilisation sur le FAFE et ses nouvelles orientations, dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso (cercle de Koutiala), Ségou, Mopti et Bamako. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués.</li> <li>• Information et sensibilisation des adolescents (filles et garçons) du District sanitaire de Sikasso sur la législation relative à la SR ;</li> <li>• Information et sensibilisation de la population sur les VBG lors de la célébration des journées du 08 mars et des 16 jours d'activisme à Yorosso;</li> <li>• Information et sensibilisation des femmes en âge de procréer sur la PF à Wakoro, Farako, Gouroko et Tiongui/ Kolondièba;</li> <li>• Organisation de 5 séances d'information et de sensibilisation sur le genre et la Planification Familiale à l'endroit des 750 adolescents /Koutiala;</li> <li>• Information et sensibilisation de 120 femmes en âge de procréer et 60 adolescents (filles et garçons) sur l'importance de la Planification Familiale dans le cercle de Sikasso;</li> <li>• Information et sensibilisation à l'endroit de 213 femmes en âge de procréer sur l'importance de l'accouchement assisté dans les salons de santé de Karangana, Kifosso, et Menamba;</li> <li>• Information et sensibilisation des groupements de femmes et de jeunes sur leurs rôle et place dans la réduction de la mortalité maternelle, néo-natale et infantile à Bougouni, Koutiala et Sikasso;</li> <li>• Information et sensibilisation des leaders des organisations de femmes et de jeunesse sur la promotion des lignes vertes dans les districts sanitaires de Bougouni, Koutiala et Sikasso;</li> <li>• Information et sensibilisation des femmes sur l'importance des CPN/CPON/Accouchement au Centre de Santé et les signes de dangers chez les femmes enceintes, en travail ou en post-partum immédiat au niveau de 28 villages du District Sanitaire de Kolondièba par le Projet de Communication Communautaire;</li> </ul>

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation des femmes des 11 communes du cercle de Macinasur la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015;</li> <li>• Organisation d'une journée de plaidoyer avec 35 femmes leader des associations de femmes sur les conséquences des mariages d'enfants et excision à Niore du Sahel;</li> <li>• Organisation des sessions de plaidoyer auprès des leaders communautaires sur la participation accrue des hommes et des femmes au système de référence/évacuation dans les aires de santé de Boura, Kifosso, Koury, Menamba, Ourikéla et Karangana</li> <li>• Organisation de deux (02) conférences de haut niveau à Bamako sur la législation en matière de santé de la reproduction.</li> <li>• Organisation d'une journée d'échanges avec 350 élèves du secondaires (adolescents es) sur les pratiques néfastes affectant les enfants;</li> <li>• Projection du film „la Vaillante“ (sur le mariage d'enfants) en présence de 200 adolescents es.</li> </ul>

**Orientation no. 6 :** Prise en compte de l'EFH comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation et ce, dans les secteurs prioritaires suivants : Justice, éducation, santé, emploi et formation professionnelle, développement rural, décentralisation, travail, fonction publique et réforme de l'État, économie, finances et communication.

<p><b>Axe d'intervention 6.1.</b> Institutionnalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les réformes, politiques, institutions et systèmes dans dix (10) secteurs prioritaires porteurs de changement en matière d'EFH.</p>	<p>Réaliser un audit (diagnostic) participatif des politiques, programmes, services, mécanismes de chacun des ministères concernés sous l'angle de la prise en compte du Genre</p>	<p>Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles</p>	
	<p>Développer dans chacun des ministères un programme d'institutionnalisation du Genre en vue de traduire les orientations et objectifs et les mesures de la PNG-Mali en actions concrètes et spécifiques pour chacun des départements</p>		
	<p>Instituer officiellement dans chacun des ministères ciblés, des mécanismes Genre pour assurer la réalisation et la coordination des programmes</p>		

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	Objectifs (référence non obligatoire)	Programmes Stratégiques sectoriels	Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes
	ministériels d'institutionnalisation du Genre		
	Mettre en place des stratégies de renforcement de capacités et du d'accompagnement-conseil requis pour soutenir la réalisation des programmes ministériels d'institutionnalisation Genre.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de deux (2) missions de suivi sur la mise en œuvre des compétences et des ressources de l'État transférées aux collectivités territoriales dans les régions de Kayes et le District de Bamako;</li> <li>• Supervision des centres d'autopromotion féminins et un orphelinat à Koutiala;</li> <li>• Supervision des activités des SLPFEF de Tessalit;</li> <li>• Supervision des activités SR-PF des (06) Services locaux par la DRPFEF;</li> <li>• Suivi des Centres d'autopromotion de Tombouctou, Diré et Gourma Rharous;</li> <li>• Supervision et le suivi-évaluation des activités;</li> <li>• suivi de la mise en œuvre des activités de l'Association Professionnelle des Femmes Rurales du District de Bamako.</li> <li>• Répétition Tenue de la 14<sup>ème</sup> session du Parlement national des enfants du Mali dont le bureau est composé de 07 membres (4 filles et 3 garçons dont un handicapé visuel).</li> <li>• Célébration des journées internationales relatives aux droits des enfants (16 juin, 11 octobre, 20 novembre 2019).</li> </ul>
	Établir un système d'information (base de données) et des procédures d'imputabilité et de mesure de rendement par un tableau de bord standardisé en Genre		
<b>Axe d'intervention 6.2.</b> Amélioration du rendement des politiques publiques par l'intégration de l'approche d'élaboration des budgets sensibles au genre (BSG) au niveau national et sectoriel	Former les membres de l'Assemblée nationale sur la compréhension de la pertinence et de l'impact de l'approche BSG.	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles	

## b) Exécution du Budget 2021

Tableau II.1 Exécution financière 2021 par objectifs :

Programme 2.059



(En Milliers de FCFA)

Objectifs spécifiques	Prévu 2021	Exécution financière des activités		
		Réel 2021	Ecart	Taux
Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	721 676	898 533	-176 857	124,51
Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	6 674	4 363	2 311	65,38
Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	124 920	96 480	28 440	77,23
S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.	1 403 237	635 256	767 981	45,27
<b>Total</b>	<b>2 256 506</b>	<b>1 634 633</b>	<b>652 626</b>	<b>72,44</b>

**Analyse** : L'analyse fait ressortir un écart de (652 626). Cela s'explique que sur une prévision de 2 256 506 il y a eu une réalisation de 1 634 633 soit un taux de 72,44% due aux restrictions budgétaires.

**Difficultés** : L'insuffisance de ressources financières

**Mesure** : Augmentation de crédits budgétaires.

### Programme 3.003

(En Milliers de FCFA)

Objectifs spécifiques		Exécution financière des activités			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux en %
1	Accroître le potentiel économique des femmes	376 500	353 770	22 730	93.96
2	Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	120 000	87 849	32 151	73.21
4	Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE	43 500	25 930	17 930	59.61
<b>Total</b>		<b>650 000</b>	<b>507 808</b>	<b>142 192</b>	<b>78.12</b>

#### Analyse:

Sur les 650 000 prévus, 507 808 ont réellement été reçus pour la réalisation des activités, soit 78.12% des montants annoncés.

#### Difficultés:

Comme difficultés, il faut noter :

- la difficulté de mobilisation des fonds alloués au FAFE:
  - retard accusé dans l'ouverture du FAFE;
  - insuffisance des ressources allouées au Programme 3.003;
  - retard dans la mise à disposition des fonds en temps opportun pour réaliser les activités programmées;
- la rétention de 142 192 000 FCFA sur le budget initialement prévus;
- les difficultés rencontrées par les promotrices de PME/PMI financées par le FAFE, à travers la BNDA, pour le remboursement à terme de leurs échéances;
- le retard accusé dans le traitement des besoins exprimés par la CT-FAFE;
- la situation sécuritaire qui a affecté certaines cibles du FAFE issues des régions du centre et du nord du Mali;
- la situation sanitaire qui a affecté de différentes manières les activités de la plupart des promotrices de PME/PMI et de certaines promotrices d'AGR.

**Mesure:**

Comme mesure correctrice, il faut :

- recommander au MEF d'inscrire dans l'agenda de relecture des textes la révision du mécanisme d'ouverture en deux (02) étapes du compte spécial FAFE;
- mobiliser d'avantage de ressources auprès de l'Etat et des PTF;
- mettre les fonds sollicités pour réaliser les activités programmées à disposition en temps opportun;
- augmenter les ressources allouées au programme 3.003 pour permettre pour le soutien et l'assistance des cibles du FAFE victimes de la crise sécuritaire en les dotant en vivres et non vivres;
- maintenir la communication sur les gestes barrières;
- développer les vidéo-conférences ainsi que les formations et les réunions à distance;
- rééchelonner les prêts des promotrices de PME/PMI/AGR en situation d'impayés victimes de la crise sécuritaire et/ou sanitaire.

**Tableau II.2 exécution financière 2021 par Activités**

Le MPFEF procédera à la catégorisation de chaque activité des programmes en termes de lien avec l'égalité de genre. Cette analyse n'ayant pas été faite, ce rapport focalise sur l'exécution financière des activités des programmes les plus directement liés à l'égalité de genre - 2.059 Promotion de la Femme et 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant.

**Programme 2.059****(En Milliers de FCFA)**

Activités				Prévu C	01 Amélioration des conditions de la femme			
					Évaluation annuelle 2020			
Code			Réel D		Ecart	Taux% F=D/C*100		
1	1	1	01	Prise en charge des dépenses de personnel (DNPF)	525 047	732 317	-207 270	140,43
1	1	2	01	Acquisition du bien et service au profil des services	151 422	132 035	19 387	84,20
1	1	3	01	Organisation de la campagne des 16 jours d'activisme	1 579	1 579	0	100
1	2	1	01	Assurer la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre	3 036	6 019	-2 983	198,26
1	3	1	01	Vulgarisation/ dissémination des textes : la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA etc.				
1	3	3	01	Approvisionnement des services régionaux en biens et services				
2	1	1	01	Voyages d'étude et d'échanges (DNPF, projet Karité, Plateforme, RFOE, OPF)				
2	1	2	01	Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	4 737	4 000	737	84,44
2	2	1	01	Organisation des missions trimestrielles conjointes des activités sur le MGF, Genre, VGB au niveau régional et local	10 526	10 000	526	95,00

3	1	1	01	Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté				
3	1	3	01	Projet de réhabilitation du centre de lutte contre l'excision	142 500	71 250	71 250	50,00
3	1	4	01	Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes	133 000	99 633	33 367	74,93
3	1	5	01	Projet appui promotion de la femme rurale	190 000	132 130	57 870	69,54
3	1	6	01	Acquisition de biens et services pour la DNPF et OPF				
3	2	1	01	Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	190 000	90 250	99 750	47,50
3	3	1	01	Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filiales porteuses)	142 500	68 190	74 310	47,85
4	2	1	01	Organisation de la journée internationale tolérance zéro aux MGF/E (06 Février)	1 016	683	333	67,24
				Elaboration d'un plan de communication triennal (2020-2022) de mise en œuvre de la stratégie nationale holistique pour mettre fin aux VBG	608	442	166	72,62
				Programme national appui femmes opératrices économiques	114 000	53 202	60 798	46,67
				Projet appui organisation panafricaine des femmes	142 500	68 190	74 310	47,85
				Entretien courant des bâtiments	35 115	31 401	3 714	89,42
4	2	2	01	Approvisionnement en biens et services des directions régionales				
4	2	3	01	Prise en charge des salaires et accessoires au niveau déconcentré				
4	2	4	01	Approvisionnement en biens et services au niveau des services locaux				
<b>Sous total des activités et des projets</b>					<b>1 787 586</b>	<b>2 142 591</b>	<b>-355 005</b>	<b>87,95</b>
<b>Total de l'Action</b>					<b>1 787 586</b>	<b>2 142 591</b>	<b>-355 005</b>	<b>87,95</b>

**Analyse** : L'écart de -355 005 s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire au niveau des dépenses du personnel.

**Difficultés** : L'insuffisance au niveau de la planification.

**Mesure** : Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.

(En Milliers de F CFA)

02 Formation et Education de la Femme					Prévu C	Évaluation annuelle 2020		
Activités						Réel D	Ecart	Taux% F=D/C+100
1	2	2	02	Prise en charge des dépenses de personnel (CAK, PNLE)	23 410	22 426	-9 641	95,80
3	1	7	02	Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme	48 453	28 586	11 406	59,00
3	1	8	02	Equiperment de la maison des femmes et des enfants	114 000	55 626	64	48,79
3	3	3	02	Acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	20 022	16 450	3 572	82,16
4	1	1	02	Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	43 442	35 823	7 619	82,46
<b>Sous total des activités et des projets</b>					<b>249 327</b>	<b>158 911</b>	<b>90 416</b>	<b>63,73</b>
<b>Total de l'Action</b>					<b>249 327</b>	<b>249 327</b>	<b>90 416</b>	<b>63,73</b>

**Analyse** : L'écart 90 416 s'explique par la coupe budgétaire sur le chapitre des frais de transport. Le taux d'exécution financière des projets et activités est de 63,73%.

**Difficultés** : La rétention des crédits.

**Mesure** : La mesure à prendre serait : d'éviter la rétention budgétaire

## Tableau II.2 Exécution financière 2021 par Activités

### Programme 3.003

(En Milliers de FCFA)

	Action 01 : Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant				
	Activité	2021			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux en %
1.1.1	Analyse des besoins en matériels et équipement de production	2 500	2 500	0	100.00
1.1.2	Dotation des organisations féminines en matériels et équipement de production	50 000	50 000	0	100.00
1.1.3	Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production	5 000	4 956	44	99.12
1.1.4	Acquisition de biens et services	15 000	15 425	-425	102.83
1.2.1	Organisation des appels à projets	2 000	0	2 000	0.00
1.2.2	Dépouillement des projets soumis	15 000	13 914	1 086	92.76
1.2.3	Validation des projets éligibles	15 000	10 895	4 105	72.63
1.2.4	Financement des projets retenus	150 000	150 000	0	100.00
1.2.5	Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	2 000	0	2 000	0.00
1.2.6	Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	100 000	104 074	-4 074	104.07

1.3.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles	10 000	2 006	7 994	20.06
1.3.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles	10 000	0	10 000	0.00
2.1.1	Identification des besoins de formation et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et formation des personnes identifiées	100 000	74 576	25 424	74.58
2.1.2	Identification des besoins de formation et des modules pour la CT-FAFE et formation des personnes identifiées	20 000	13 272	6 728	66.36
3.1.1	Financement des projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant	70 000	20 271	49 729	28.96
3.2.1	Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile	20 000	19 989	11	99.95
3.3.1.	Appui à l'encadrement des enfants en situation difficile	20 000	0	20 000	0.00
<b>Total de l'Action</b>		<b>606 500</b>	<b>481 878</b>	<b>124 622</b>	<b>79.45</b>

**Evolution :** Au titre de l'année 2021, l'exécution financière des activités de l'action « Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant » a été partiellement réalisée. Sur 606 500 prévus 481 878 ont réellement mobilisés, soit un taux de 79.45%.

**Analyse :** Sur 17 activités programmées, 07 ont été réalisées, 06 ont été partiellement réalisées et 04 n'ont pas été réalisées. Il s'agit de :

- l'organisation des appels à propositions de projets ;
- la mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF ;
- le suivi des activités commerciales et promotionnelles ;
- l'appui à l'encadrement des enfants en situation difficile.

**Difficultés :** Comme difficultés il faut noter :

- la mise à disposition tardive des fonds ;
- la rétention budgétaire ;
- la crise socio-politique et sécuritaire que traverse le pays.

**Mesure :** Comme mesures correctrices, accélérer la mise à disposition des fonds pour permettre la réalisation rapide des activités.

**Liste des projets sensibles au genre les plus importants**

1	Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté ;
2	Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes ;
3	Projet appui promotion de la femme rurale ;
4	Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité ;
5	Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses) ;
6	Equipement de la maison des femmes et des enfants ;
7	Lutte contre Abandon Enfants ;
8	Construction et Equipement du CAPF ;
9	Aménagement de l'espace loisir de la cité des enfants ;
10	Appui valorisation filières porteuses.

**Tableau II.3 exécution financière 2021 par Projet**

(En Milliers de FCFA)

Liste des projets sensible Genre					
	Activité Programmées	2021			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux en %
1	Platef. Mult. Fonct. Lutte contre pauvreté mr	142 500	134 657	7 843	96,60
2	Appui valorisation filières porteuses	142 500	142 489	11	99,99
3	Equipement maisons des femmes et enfants	95 000	94 936	64	99,93
4	Projet réhabilitation centre lutte contre excision	142 500	138 027	4 473	96,86
5	Appui autonomisation femmes filières agro-sylvo-past	139 500	137230	2 300	98,37
6	Projet appui promotion femmes rurales	237 500	231 586	5 914	97,51
7	Réhabilitation centres autopromotion femmes	137 662	122 833	14 829	89,22
8	Lutte contre abandon enfants	95 000	90 608	4 392	95,37
9	Construction / équipement pouponnière Bamako	190 000	189 492	508	99,73
10	Aménagement espace loisirs cite des enfants	285 000	157836	127164	55,38
<b>Totaux</b>		<b>1 607 162</b>	<b>1 439 694</b>	<b>167 468</b>	<b>89,57%</b>

### **2.1.1.3. Planification et Budgétisation des programmes et actions sensibles au genre (voir format DPPD-PAP)**

Le document de Politique Nationale Genre constitue le référentiel du MPFEF en matière de planification.

Comme ci-dessus, vu que l'analyse de catégorisation n'a pas encore été menée, ce rapport focalise sur la planification et budgétisation des programmes qui sont clairement liés à l'égalité de genre (2.059 et 3.003).

#### **Tableau III-1 Budget genre: Dépenses ciblant directement et indirectement l'égalité de genre**

L'analyse de catégorisation qui sera faite pour le RG24 permettra de distinguer les dépenses avec un lien direct et celles avec un lien indirect, au niveau des activités. Pour ce RG23, on présente la planification des programmes les plus évidemment liés à l'égalité de genre, 2.059 et 3.003.

(En milliers de FCFA)

Ministère	Exécution	Budget	Prévisions		
			2022	2023	2024
Programme/Objectif	2020	2021			
Action					
<b>Détail</b>					
<b>2.059 : Promotion de la Femme</b>	<b>1 908 668</b>	<b>2 322 692</b>	<b>1 917 813</b>	<b>2 335 176</b>	<b>2 335 176</b>
Action 01 Amélioration des conditions de la femme	1 653 600	2 074 980	1 887 180	2 009 318	2 009 318
Action 02 Formation et Education de la Femme	255 068	247 712	306 333	325 858	325 858
<b>2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille</b>	<b>1 269 334</b>	<b>1 159 590</b>	<b>881 633</b>	<b>942 752</b>	<b>942 752</b>
Action 01 : Promotion des droits de l'enfant et des valeurs familiales	743 821	653 077	517 086	555 438	555 438
Action 02 : Participation des Enfants	525 513	506 513	364 547	387 314	387 314
<b>3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant</b>	<b>450 000</b>	<b>650 000</b>	<b>800 000</b>	<b>700 000</b>	<b>700 000</b>
Action 1 : Autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	450 000	650 000	800 000	700 000	700 000
<b>Total</b>	<b>4 440 439</b>	<b>5 274 236</b>	<b>4 940 013</b>	<b>5 570 380</b>	<b>5 570 380</b>

Tableau III-2 - Programmes stratégiques pour la BSG

(En milliers de FCFA)

MPFEF Programmes	Exécution 2019	Exécution 2020	Budget 2021	Prévisions	
				2022	2023
Programme 2.059	1 908 668	1 908 668	2 322 692	1 917 813	2 335 176
Programme 3.003	500 000	450 000	650 000	800 000	700 000
<b>Total</b>	<b>3 643 271</b>	<b>4 440 439</b>	<b>5 274 236</b>	<b>4 940 013</b>	<b>5 570 380</b>

**Analyse:**

**Le Programm: 2.059 Promotion de la Femme**

**a) Présentation stratégique du programme:**

Ce programme vise à améliorer le statut social, économique, juridique et politique de la femme.

A cet effet, il est chargé de:

- améliorer le statut social et économique de la femme;
- promouvoir les droits sociaux, juridiques et politique de la femme;
- améliorer les cadres de concertation et de partenariat;
- s'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes genre au niveau central et déconcentré.

**b). Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme:**

Le cadre de performance du programme 2.059 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques suivants :

- développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation;
- mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision;
- améliorer les cadres de concertation et de partenariat;
- s'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.

**Le Programme: 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant**  
**Responsable du Programme:**

**a). Présentation stratégique du programme:**

Ce programme vise à contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant.

**b). Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme:**

Les objectifs spécifiques du PAAFE sont:

- accroître le potentiel économique des femmes;
- contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique;
- contribuer à l'épanouissement de l'enfant;
- assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE.

**Tableau III-3 Effectifs séxo-désagrégés selon la fonction (BCS)**

Tous les ministères pilotes	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
Fonction				
1. Ministre	01	00	01	100
<b>2. Secrétariat Général</b>	01	01	00	
Secrétaire Général	01	01	0	0
<b>Conseillers techniques</b>	06	03	03	50
Personnel service courrier (Sp)+chauffeurs et planton	14	07	07	50
<b>3. Cabinet du ministre</b>				
Chef de cabinet	01	01	00	0
Chargés de mission	05	00	05	100
Attaché de cabinet	01	01	00	0
Secrétaire particulier	02	00	02	100
<b>4. services centraux</b>				
<b>4.1 Direction nationale DNPF, DNPEF, DFM</b>				
Directeur nationaux	03	01	02	67
Directeur nationaux adjoint	03	02	01	33
Chef de division	11	07	04	36
Chef de section	09	04	05	56
Chargé de dossier	24	10	14	58
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	7	1	06	86
<b>4.2 Services rattachés au niveau central (CNDIFE, SP-PNG, PNVBG, CADD, CAK, CAPF)</b>				
Directeur nationaux	6	3	3	50
Directeur nationaux adjoint	1	0	1	100
Chef de division	10	6	4	40
Chef de section	22	12	10	45
<b>4.3 Projets et Programmes (FAFE, Projet Karité, Projet Plateformes)</b>				
Co- ordinateur	3	1	2	66
Chargés de dossiers	5	2	3	67
<b>4.4 personnel EPA</b>				
<b>Cité des Enfants</b>				
Directeur	01	0	1	100
Directeur adjoint	01	01	0	0
Chef de bureau accueil	01	0	1	100
Chef de Service	05	03	02	43
Chef de sections	20	6	4	20
Comptable/gestionnaire	01	0	1	100
Régisseur	02	01	01	50
Secrétariat particulier	01	0	01	100
Chef secrétariat	01	01	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>221</b>	<b>116</b>	<b>105</b>	<b>47,5</b>



## 2.1.2. MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE 2.1.3. ET DU DIALOGUE SOCIAL

---

### Introduction

Le Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue Social prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue Social. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la promotion du dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du Gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la législation du travail dans le secteur privé ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux du travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration, et la mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la gestion du personnel relevant du statut général des fonctionnaires.

Le Ministère contribue à la mise en œuvre de plusieurs politiques nationales du pays notamment la Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali). Cette Politique est une opportunité à saisir en vue d'instaurer et préserver l'égalité des chances afin que le sexe ne soit plus un facteur de discrimination. C'est pourquoi le ministère doit jouer son rôle eu égard à la transversalité de ses attributions et à sa position centrale dans la conception et la mise en œuvre des Politiques Publiques.

Pour atteindre cet objectif, il a été mis en place le Comité d'Institutionnalisation Genre chargé entre autres de veiller à la prise en compte des questions genre dans la formulation des Politiques Publiques au niveau du ministère en charge du Travail et de la Fonction Publique.

### 2.1.3.1. Les enjeux-genre

La représentativité des femmes dans la Fonction Publique demeure un enjeu majeur de la promotion du genre au Mali. Il y a eu des statistiques encourageantes par rapport au nombre de femmes candidates au concours d'entrée à la Fonction publique en 2022. Sur un ensemble de **63 677** candidats, elles étaient au nombre de **32 912**, soit **51,69%**. Cependant, ce taux de participation ne se fait pas sentir au niveau du taux d'admission. En effet 281 femmes ont été admises en 2022 sur 807 admis, soit **34,82%**.

**Tableau 1** : Nombre de candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat

Unité : Nombre

Catégories	Inscrits			Présents			Besoins	Admis		
	Général			Général			Général	Général		
	M	F	T	M	F	T	T	M	F	T
A	3 996	2 233	6 229	3 670	2 104	5 774	194	149	36	185
B2	3 949	3 303	7 252	3 681	2 882	6 563	265	146	108	254
B1	21 453	25 494	46 947	19 642	23 602	43 244	286	174	98	272
C	1 367	1 882	3 249	1 260	1 620	2 880	137	57	39	96
<b>Total</b>	<b>30 765</b>	<b>32 912</b>	<b>63 677</b>	<b>28 253</b>	<b>30 208</b>	<b>58 461</b>	<b>882</b>	<b>526</b>	<b>281</b>	<b>807</b>
%F	51,69			51,67				34,82		

Source : CNCFP \_Rapport d'activités \_2022

**Tableau 2** : Nombre de candidats admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat

Unité : Nombre

Catégorie	Centres								Total
	Sexe	Bamako	Kayes	Sikasso	Ségou	Mopti	Gao	Tombouctou <sup>2</sup>	
<b>A</b>	M	132	3	3	6	3	1	1	149
	F	33	1	0	1	1	0	0	36
	T	165	4	3	7	4	1	1	185
<b>B2</b>	M	104	8	7	17	3	4	3	146
	F	89	4	3	8	3	0	1	108
	T	193	12	10	25	6	4	4	254
<b>B1</b>	M	95	7	36	12	14	2	8	174
	F	55	9	9	9	11	3	2	98
	T	150	16	45	21	25	5	10	272
<b>C</b>	M	31	1	12	12	1	0	0	57
	F	26	4	2	4	0	1	2	39
	T	57	5	14	16	1	1	2	96
<b>Total</b>		565	37	72	69	36	11	17	807
%F		35,93	48,65	19,44	31,88	41,67	36,36	29,41	34,82

Source : CNCFP \_Rapport d'activités \_2022

**Tableau 3** : Nombre de candidats valides et personnes en situation de handicap admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat

Unité : Nombre

Candidats	Catégorie/Sexe												Total	%T
	A			B2			B1			C				
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T		
<b>Valide</b>	149	36	185	146	108	254	174	98	272	56	39	95	<b>806</b>	<b>99,88</b>
<b>En situation de handicap</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	<b>1</b>	<b>0,12</b>
<b>Total</b>	<b>149</b>	<b>36</b>	<b>185</b>	<b>146</b>	<b>108</b>	<b>254</b>	<b>174</b>	<b>98</b>	<b>272</b>	<b>57</b>	<b>39</b>	<b>96</b>	<b>807</b>	<b>100,00</b>

Source : CNCFP \_Rapport d'activités \_2022

### 2.1.3.2. Les Stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Dans le cadre des réformes publiques, le Programme de Développement Institutionnel (PDI) 2<sup>ème</sup> génération, dans son plan opérationnel, a inscrit des actions en vue d'intégrer et de promouvoir de manière transversale la dimension « Equité-Genre ».

A cet effet, la Direction nationale de la Fonction publique et du Personnel a été dotée d'une structure organisationnelle pérenne, **une section équité-genre**, chargée de développer et de mettre en œuvre un programme d'accès à l'équité dans l'administration publique.

Le 12 décembre 2019, un Protocole d'accord de partenariat pour le financement du Projet « Femmes Futures (hauts) Fonctionnaires du Mali dénommé 3 F-MLI », a été signé entre le ministère de la Refondation de l'Etat et le ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social.

Le Projet a pour objectif global d'augmenter les chances de succès des femmes aux concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration (ÉNA) pour les neuf (09) corps d'emploi de haut niveau. C'est une expérience pilote qui couvrira 3 cycles de concours d'entrée à l'ÉNA.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet dont la Direction nationale de la Fonction publique et du Personnel bénéficie, la Section Equité-Genre a mené les activités suivantes :

- l'étude préliminaire sur les barrières à l'accès et à la réussite des femmes aux concours d'entrée à l'ÉNA a été réalisée et le rapport final est disponible.
- la campagne d'information et de sensibilisation des candidates potentielles au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'Administration réalisée.
- la formation tirant partie des barrières à l'accès et à la réussite des femmes aux concours d'entrée à l'ÉNA a été réalisée.
- la formation préparatoire aux épreuves de culture générale des candidates potentielles au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'Administration a été réalisée.

En plus des activités de la mise en œuvre du Projet 3 F-MLI, la section envisage de mener d'autres activités en collaboration avec les structures chargées de la Gestion des Ressources Humaines.

### 2.1.3.3. Evaluation des actions sensibles au Genre

Les tableaux suivants présentent l'exécution des actions genre du département en 2021.

**Tableau 4 :** Programme 1.012 Administration Générale

Programme 1.012		Références		Evaluation 2021		
Objectif	Indicateurs	2019	2020	Prévu	Réel	Taux en %
OBJECTIF1 : Préserver et consolider la paix sociale	Indicateur N°1.3. Taux d'exécution du programme d'activités genres du département	0	50	100	33,33	33,33

**Tableau 5 :** Programme 2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'État

Programme 2.030		Références		Evaluation 2021		
Objectif	Indicateurs	2019	2020	Prévu	Réel	Taux en %
Objectif 4 : Assurer l'équité genre dans la fonction publique	Indicateur N°4.3 : Pourcentage de femmes catégorie « A » dans la Fonction Publique d'Etat	23,61	19	25	18	72

### 2.1.3.4. Planification et budgétisation des programmes et actions sensibles au genre

Les trois programmes du département mènent des activités genre qui sont évaluées par les indicateurs consignés dans le tableau suivant :

**Tableau 7 :** Les indicateurs genre du Ministère du Dialogue Social, du Travail et de la Fonction Publique

Programmes	Objectifs	Indicateurs	Réalizations			Prévisions	
			2019	2020	2021	2022	2023
Programme 1.012	OBJECTIF 1: Préserver et consolider la paix sociale	Indicateur N°1.3. Taux d'exécution du programme d'activités genres du département	0,00	50,00	33,33	100	100
Programme 2.030	Objectif 4 : Assurer l'équité genre dans la fonction publique	Indicateur 4.3 : Pourcentage de femmes catégories « A » dans la Fonction Publique d'Etat	23,61	19,00	18	30,00	30,00
Programme 2.031	OBJECTIF N°2 : S'assurer de l'application de la législation et de la réglementation du travail	Indicateur N°2.3. Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	34(15)	57(60)	57(40)	55(40)	60(50)

Source : MDSTFP/DPPD-PAP 2022-2024

**Tableau 8:** Les activités genre du Ministère du Dialogue Social, du Travail et de la Fonction Publique

<b>Activités</b>	<b>Structures responsables</b>	<b>Coût prévisionnel</b>
Tenue des cadres de concertation sur le genre	Cabinet	15 000 000
Formation des cadres du Département en budgétisation sensible au genre	Cabinet	10 000 000
Exécution du programme d'activité de section équité-genre (DNFPP)	DNFPP	100 000 000
Elaboration d'un répertoire des femmes cadres	DNFPP	10 000 000
Tenue des sessions de formation des Inspecteurs ou Contrôleurs du travail	DNT	3 500 000
<b>Total</b>		<b>138 500 000</b>

## 2.1.3 MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

### Missions :

Il a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale en matière de justice et des Sceaux de l'Etat.

A ce titre, il à l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale et sociale;
- l'application des lois et règlements;
- la politique criminelle;
- l'authentification et la protection des Sceaux de l'Etat;
- le bon fonctionnement des juridictions;
- la surveillance de l'état civil et des auxiliaires de justice;
- la bonne marche de la police judiciaire;
- la préparation et la mise en oeuvre des décisions de grâce et d'amnistie;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité;
- l'élaboration et l'application du statut de la magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judiciaires ;
- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la traite des personnes et les pratiques assimilées;
- les mesures et actions de promotion et de protection des Droits de l'Homme;
- le suivi des questions des Droits de l'Homme au niveau des organisations régionales et internationales.

### A. Les enjeux-genre et gaps à combler

Le Programme Décennal de Développement de la Justice (PRODEJ) 2000-2009, le Plan opérationnel (2010-2014) et le PU-RSJ-MOA (Programme d'Urgence pour le Renforcement du Service Public de la Justice dans le cadre de la Mise en œuvre de l'Accord de Paix issu du processus d'Alger 2015-2018) marquent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire les réformes de la Justice sous le prisme d'une approche programmatique avec le concours des Partenaires Techniques et Financiers.

Des défis dans la promotion et la protection des droits de l'homme et du genre en général et la promotion de l'égalité homme femme en particulier ont été lancés par la Justice pour appuyer la Politique Nationale Genre adoptée en 2010.

Les questions des droits de l'homme et du genre constituent une des priorités et pour cela, il a en été consacré une composante à part entière.

Sous l'impulsion des plus hautes autorités, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel le nouvel Etat du Mali se bâtira.

La réforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Par ailleurs, à l'analyse du genre et l'égalité homme femme démontre un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : elles ne représentent que 7,5% de l'effectif total des magistrats. Elles ne représentent que 10,7% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, elles sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 80,5% des auxiliaires de justice.

Au niveau des gaps à combler :

- la plupart des activités menées dans le cadre du genre au niveau du secteur de la Justice ont été financées par les partenaires ;
- les ressources nationales allouées aux activités genre ne permettent pas d'avoir les résultats escomptés dans la promotion du genre et la lutte contre les Violence Basées sur le Genre ;
- les comités sectoriels doivent déjà être opérationnels, tel n'est pas le cas au niveau du secteur de la Justice, d'où les difficultés dans la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale Genre.

#### **B. Mesures spécifiques ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre**

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Egalité Femme-Homme du Ministère de la justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'Actions et la mise en place d'un Comité Adviseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, avec l'adoption en 2011 de la Politique Nationale Genre, le département de la justice à l'instar des autres départements a créé un point focal genre avant la création d'un comité sectoriel d'institutionnalisation de la politique nationale genre, chargé de la mise en œuvre de ladite politique et de la promotion de l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes.

De même à partir de 2021, le comité sectoriel a été créé et mis en place avec à sa tête le point focal genre (une chargée de mission, dont les attributions sont relatives à la promotion du genre et à la lutte contre les violences basées sur le genre). Dans cette optique, le département a initié de mettre place des points focaux genres dans toutes les juridictions et ses services centraux, ce processus est déjà en cours.

Toujours dans la promotion du genre, les actions ont surtout concerné le milieu carcéral par la systématisation des quartiers séparés hommes/femmes/enfants, d'une part et l'amélioration des conditions de vie des femmes en milieu carcéral avec la distribution des « kits de dignité ». Toutes ces actions sont le fruit du partenariat avec la Munisma avec son projet « Prison Mandela ».

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre au niveau du secteur de la justice, quelques activités ont été réalisées :

- le projet de politique nationale en matière de droits de l'Homme a été adapté au contexte actuel ;
- l'amélioration de l'accessibilité à la justice s'est traduite surtout par la mise en œuvre d'un système de communication et l'opérationnalité des Bureaux de l'Assistance Judiciaire;
- le Fonds d'appui à la société civile en matière d'accès à la justice et aux droits de la personne pour la prise en charge des violences basées sur le genre a été créé ;
- l'amélioration des conditions de détention avec la généralisation des quartiers ou cellules séparées.
- le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre de certains acteurs de la Justice a été fait avec l'appui des partenaires tels que le MJP (Mali Justice Project).
- le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre des membres du Cabinet et des directeurs des services centraux du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme « Initiative Spotlight » a été fait avec l'appui de ONU femmes.

#### **C. Evaluation des activités genre 2020**

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a réalisé peu d'activités relatives au genre malgré la programmation dans le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et du Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) 2020-2022. La non réalisation desdites activités s'explique par la crise sanitaire causée par la COVID-19. Toutes ressources prévues pour la prise en charge des activités genre ont contribué à l'acquisition des matériels de prévention contre la COVID-19.

En matière de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme est partie prenante du Spotlight, un programme du Systèmes des Nations Unies, Co-piloté par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

**Programme : 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle**

<b>Objectif 3</b> : Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre, le VIH/SIDA et l'apatridie						
Indicateur de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2021	
		2018	2019	2020	Prévision	Evaluation
Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le genre	%		78.43	0	76.67	37.67

**Analyse de la situation** :

Les ressources qui étaient prévues pour la réalisation des activités genre ont servi à l'acquisition des matériels de prévention contre la COVID-19.

**D. Recommandation** :

Au regard de ce qui précède, nous souhaiterions une augmentation du budget alloué au genre pour pouvoir réaliser des activités dans le cadre de la promotion du genre, de la lutte contre les violences basées sur le genre et l'égalité entre homme et femme au sein du secteur de la Justice.



## 2.1.4. MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE 2.1.5. ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION.

### 2.1.5.1. Les Enjeux genre

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins.

Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketches les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à Internet, un accès encadré des femmes à Internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

**La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du Ministère de la Communication.**

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %	
Fonctionnaire					
A	17	80,95	4	19,05	21
B2	5	71,43	2	28,57	7
B1	0	0	3	100	3
C	1	33,33	2	66,67	3
Contractuel					
	13	68,42	6	31,58	19
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>67,93</b>	<b>17</b>	<b>32,07</b>	<b>53</b>

### 2.1.5.2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

- la vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.
- l'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût les principaux acteurs sont: l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG (Organisations Non Gouvernementales).

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) avec le projet « Techno ». La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

- **la mobilisation des femmes, gardiennes des valeurs, artisanes de paix, de solidarité, et forces de changement;**
- **la promotion des TIC auprès des jeunes, des femmes et des associations TIC.**

### **2.1.5.3. Les mesures spécifiques**

- a les réalisations majeures enregistrées au cours de l'année 2018 ont porté sur la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur grâce à des infrastructures et services de communication dans le but d'assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.
- b un cadre juridique propice à la promotion des services privés de communication audiovisuelle est mis en place grâce au vote de la loi relative aux services privés de communication audiovisuelle et ses décrets d'application, l'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi sur la publicité.
- c l'année 2018 a aussi été marquée par la poursuite de la connexion à l'Internet des communes et des écoles du Mali réalisées par l'AGETIC la promotion de l'information et de la communication assurée grâce à l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques par l'ANCD.
- d la couverture du territoire national en télévision et en radio a été assurée par l'ORTM.

### **2.1.5.4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS :**

La démarche de planification et de budgétisation sensible au genre souffre toujours due au retard dans la mise en place du mécanisme de Politique Nationale Genre, de l'insuffisance des données sexo-spécifiques, du faible niveau d'appropriation du concept genre.

Au regard de ces difficultés, il est indispensable:

- d'élaborer le profil genre des dix secteurs identifiés dans la Politique Nationale Genre;
- de réaliser la formation sur l'Indice de développement des Inégalités en Afrique;
- de former les cadres des départements ministériels en matière de Budgétisation sensible au Genre.

## **CHAPITRE 2 :** **Accès équitable aux droits sociaux** **(Services sociaux de Base)**

- Ministère de la Santé et du Développement Social ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
- Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable.

## **2.2.1. MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

### **Introduction**

La vision du PDDSS 2014-2023 se décline, comme étant le meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population malienne, en général, et pour les femmes et les enfants, en particulier, à travers un accès universel à des soins de santé de qualité à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Les fondements, valeurs et principes de cette Vision pour la santé sont basés sur la Constitution du Mali qui reconnaît la santé comme un droit fondamental. L'Etat a, par conséquent, le devoir de définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international.

Pour la mise en œuvre des principes et valeurs mentionnés supra et de ses engagements internationaux, le Mali a pris un certain nombre de textes législatifs et a adopté des politiques nationales qui traduisent sa volonté politique en faveur de la santé et de la prise en compte de des questions de Genre dans les politiques de santé. Il s'agit, notamment de :

### **2.2.1.1. Les enjeux genre /gaps à combler**

#### **1) Les enjeux genre**

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant. C'est ainsi que<sup>8</sup> le taux de mortalité infanto-juvénile est de 101/1000 en 2018, le taux de mortalité infantile est de 54/1000 en 2018 et le taux de mortalité maternelle est passé de 368 (2013) à 325 (2018) pour 100.000 naissances vivantes (EDSM VI).

En observant les tendances, on peut aisément affirmer que, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas prises, le rendez-vous pour l'ODD n°03 (Bonne santé et Bien-être) pour les femmes et les enfants ne sera pas respecté même au-delà de 2030.

#### **a) Situation Sanitaire**

En nous référant au rapport de suivi des ODD 2016-2017, notamment l'ODD n°03 (Bonne santé et Bien-être) et des résultats de l'EDSM VI 2018, il est procédé à une présentation thématique de la situation sanitaire.

**Santé maternelle :** L'EDSM VI (2018) fait ressortir que :

- parmi les femmes ayant eu une naissance vivante au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 80% ont reçu, pour la naissance la plus récente, des soins prénataux dispensés par un prestataire formé ; 43% ont effectué au moins les quatre visites prénatales recommandées et, dans 36% des cas, la première visite prénatale a eu lieu au premier trimestre de la grossesse ;
- pour la moitié des femmes (50%), la dernière naissance a été protégée contre le tétanos néonatal ;
- parmi les naissances vivantes ayant eu lieu au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 67% ont eu lieu dans un établissement de santé. À l'opposé, 33 % ont eu lieu à la maison ;
- parmi les femmes ayant eu une naissance au cours des 2 dernières années, près de six sur dix (56 %) ont reçu des soins postnatals dans les 2 premiers jours après l'accouchement. Cependant, 40% des femmes n'ont jamais reçu de soins postnatals ;
- parmi les naissances ayant eu lieu au cours des 2 années avant l'enquête, 42% n'ont reçu aucun soin postnatal. Dans 54% des cas, l'état de santé du nouveau-né a été examiné dans les 2 jours qui ont suivi sa naissance.

---

<sup>8</sup> EDSM IV (2006), EDSM V (2012).

L'accès aux établissements de santé dans les zones rurales est plus difficile que dans les zones urbaines en raison de la distance, de l'inaccessibilité et du manque d'infrastructures appropriées. Globalement, une femme sur trois (33%) a accouché à la maison au cours des 5 années précédant l'enquête. À l'opposé, les deux tiers (67%) des naissances ont eu lieu dans un établissement de santé, en majorité dans les établissements du secteur public (63% contre 4%) dans le secteur privé.

#### b) Problèmes d'accès aux soins de santé

Selon l'EDSM VI les problèmes d'accès aux soins de santé sur lesquels les populations enquêtées se sentaient concernées sont entre autres :

- obtenir la permission d'aller chez un médecin (problème lié à position dans la prise de décision) ;
- avoir l'argent pour des conseils ou un traitement (problème lié au la possession de revenus) ;
- Distance à l'établissement de santé (problème lié à l'accessibilité physique des structures de santé)
- Ne pas vouloir aller seule (problème de soutien en accompagnement).

Problèmes d'accès aux soins de santé						
Caractéristique Sociodémographique	Obtenir la permission d'aller se faire soigner	Obtenir l'argent pour se faire soigner	Distance jusqu'à l'établissement de santé	Ne veut pas s'y rendre seule	Au moins un problème d'accès aux soins de santé	Effectif de femmes
Ensemble	27,1	40,5	28,5	20,1	47,3	10 19

Il ressort du tableau 9.14 que plus de quatre femmes sur dix (47%) ont déclaré qu'au moins un des problèmes cités lors de l'interview pouvait constituer un obstacle important pour recevoir un traitement ou un avis médical.

Parmi ces problèmes, obtenir l'argent pour le traitement (41%) constitue le principal obstacle aux soins de santé le plus fréquemment cité par les femmes.

En dehors de ce problème, près de trois femmes sur dix (29%) ont cité la distance à l'établissement de santé et pour 27% des femmes, obtenir la permission d'aller se faire soigner peut constituer un problème quand elles recherchent des soins de santé.

#### c) Nutrition des enfants et des femmes :

Les résultats clés issus de l'EDSM VI montrent que sur le plan de l'état nutritionnel des enfants, trois enfants de moins de 5 ans sur dix (27%) souffrent de malnutrition chronique ou retard de croissance, 9 % de malnutrition aiguë ou émaciation, 19 % présentent une insuffisance pondérale et 2 % un surpoids.

#### d) Taux de fécondité désiré

Au Mali, si toutes les naissances non désirées étaient évitées, le nombre moyen d'enfants par femme serait de 5,5 enfants au lieu de 6,3 enfants.

Les tendances montrent globalement, une baisse de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF), celui-ci étant passé de 7,1 enfants en 1987 à 6,3 enfants en 2018. On note la même tendance à la baisse concernant l'Indice Synthétique de Fécondité Désirée (ISFD) puisqu'il est passé de 6,6 enfants en 1987 à 5,5 enfants en 2018. L'écart entre l'ISF et l'ISFD, qui était demeuré stable entre 1995-1996 et 2006, a diminué entre 2006 et 2018, passant de 0,6 à 0,8 enfants (Graphique 6.6). Variations par caractéristique :

- l'ISFD est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural (4,2 enfants contre 6,0 enfants) ;
- les résultats selon la région montrent que l'ISFD varie d'un minimum de 2,6 enfants à Kidal à un maximum de 6,8 enfants à Tombouctou ;
- l'ISFD diminue avec la hausse du niveau d'instruction, passant de 6,0 enfants parmi les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction à 4,2 enfants parmi celles ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus.

On retiendra que l'autonomisation économique de la femme et sa volonté d'expression sont à prendre en compte en matière de détermination des besoins sexospécifiques pour proposer des interventions en relation avec la fécondité et la planification familiale.

#### e) Planification Familiale

En termes de prévalence de la PF, 16% des femmes utilisaient au moins une méthode contraceptive au moment de l'enquête dont 15% une méthode moderne et 1% une méthode traditionnelle. Cette prévalence de la contraception est de 17% chez les femmes actuellement en union et de 36% parmi celles qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives.

#### f) Violences basées sur le genre (VBG)

Ce chapitre porte sur la violence domestique, une forme de violence basée sur le genre. Elle est définie par les Nations Unies comme tout acte de violence pouvant causer aux femmes, aux jeunes filles, aux hommes et aux jeunes garçons un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de libertés.

Les résultats essentiels issus de l'EDSM VI 2018, sont consignés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 17.6 Expérience de diverses formes de violences**

Âge actuel	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi diverses formes de violence, selon l'âge actuel, EDSM-VI Mali 2018				Effectif de femmes
	Violence physique seulement	Violence sexuelle seulement	Violence physique et sexuelle	Violence physique ou sexuelle	
15-19	27,0	3,0	6,6	36,6	713
15-17	27,6	3,1	2,2	32,8	387
18-19	26,3	3,0	11,9	41,1	326
20-24	30,9	0,9	12,6	44,5	650
25-29	31,8	2,9	11,8	46,5	730
30-39	34,9	1,0	13,3	49,2	1 121
40-49	37,2	1,4	7,8	46,4	570
Ensemble	32,5	1,8	10,8	45,1	3 784

Les évidences du tableau 17.6 montrent à bien des égards que les VBG doivent être prises en comptes dans la détermination des besoins sexo spécifiques en matière de respects des droits de la femme, d'en tenir compte dans les priorités du développement sanitaire.

## **g) Pouvoir d'action des femmes**

Selon les résultats clés de l'EDSM VI 2018, montrent qu'au Mali, dans 83% des cas, les femmes décident principalement de l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent contre 97% des hommes. Seulement 10% des femmes participent dans les prises de décisions importantes du ménage. Pour leurs propres soins de santé, la décision est prise principalement par l'homme dans 78% des cas.

### **2. Les gaps à combler**

#### **2.1 Objectif général:**

Réduire le ratio de mortalité maternelle de 325 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 33 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2030.

#### **2.1.1 Objectifs spécifiques**

- rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2030.
- augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CS Réf, EPH) d'ici 2030.
- augmenter la prévalence contraceptive de 16% à 30% en 2030;
- renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 95% des villages en 2030.

#### **2.2.2. Résultats attendus:**

- **R1.** la disponibilité et l'accessibilité du paquet de SR/PF et des soins offerts par le système de référence / évacuation sont renforcées;
- **R2.** les ressources humaines en matière de SR/PF sont mieux développées;
- **R3.** l'état nutritionnel des enfants de 0 à 59 mois et des femmes enceintes et allaitantes est amélioré;
- **R4.** le changement de comportement nécessaire au niveau des populations en matière de sexualité SR est promu;
- **R5.** le système d'information sanitaire en matière de la SR est renforcé;
- **R6.** la gestion, la coordination, le suivi et l'évaluation sont renforcés.

### **2.2.1.2. Mesures spécifiques et stratégies pour réduire les inégalités de genre en Santé**

#### **1) Les mesures ou stratégies spécifiques**

- renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement;
- renforcer le système de référence évacuation;
- repositionner la planification familiale dans les activités de la SR;
- préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants;
- lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

#### **2) Au titre des politiques et des stratégies de développement :**

- la Politique Sectorielle de la santé, 1990 ;
- la Politique Nationale de Solidarité, 1993 ;
- la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, 1998 ;
- la Politique Nationale de Médecine Traditionnelle, 2005 ;

- la Politique Nationale de l'Eau, 2006 ;
- la Politique Nationale Genre, novembre 2010 ;
- la politique Nationale de Développement des Ressources Humaines pour la Santé en 2009 ;
- la Politique Nationale pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision en 2010 ;
- la Politique Nationale de Recherche ;
- la Politique Nationale de Nutrition (PNN) ;
- la Politique Nationale de l'Economie Sociale et Solidaire, 2014 ;
- le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023 et son programme (PRODESS) ;
- la Politique Nationale de Protection Sociale, 2016 ;
- la Politique Nationale de l'Action Humanitaire, 2018 ;
- le Plan Décennal de Développement de l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (2020 -2029 et son PRODAFFE 2020-2024.

### **3) Au titre des Lois**

- la Loi n°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction ;
- la Loi n°02- 049 du 22 juillet 2002 portant Loi d'Orientation sur la Santé ;
- la Loi n°02-050 du 22 juillet 2002 portant Loi Hospitalière ;
- la Loi n°06-028 du 29 Juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH/SIDA ;
- la loi n°2015- 052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir l'accès aux instances nominatives et électives et son décret d'application (Décret n°2016-0909 du 16 décembre 2016 ;
- la loi n°2018-027 du 12 juin 2018, portant sur la promotion et la protection des personnes handicapées ;
- les conventions communautaires dans le cadre de l'abandon de la pratique de l'excision.

La prise en compte de la question de l'équité entre les sexes reste dans la pratique très limitée malgré les tentatives entreprises par la Direction Nationale des Collectivités Territoriales et les collectivités territoriales elles-mêmes pour l'intégrer.

L'attention semble s'être focalisée sur les quelques femmes élues comme maire ou conseiller, alors que la décentralisation est une opportunité inédite pour faire progresser un développement motivant. En plus, l'intégration des données du MFPFE dans le système d'information socio-sanitaire reste un défi majeur à relever.

Le nouveau PDDSS 2014 à 2023 a pour but de corriger les insuffisances constatées dans la mise en œuvre du précédent PDDSS. Il est l'instrument de mise en œuvre de la Politique Nationale de Santé consacrée par la Loi n°02- 049 du 22 juillet 2002, portant Loi d'Orientation sur la Santé. Le présent PDDSS est désormais, le document de référence nationale pour toutes les interventions dans le secteur de la santé et de l'Hygiène Publique, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.



### 2.2.1.3. Evaluation des activités genre N-1 (2021)

#### Programme 1.021: Administration, Coordination et Décentralisation

Le Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre a été mis en place en 2018. Il a eu à organiser une session de renforcement des capacités en 2020 au profit de ses **28 membres dont 17 femmes et 11 hommes.**

#### Programme 2.061 : Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion :

Dans le cadre du Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion beaucoup d'efforts ont été fournis en matière d'accès des femmes et des filles vulnérables aux infrastructures sociales économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre. Malgré cela des défis demeurent. Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

**Tableau 1 : Pourcentage de personnes handicapées réinsérées**

Régions	Nombre de personnes handicapées enregistrées			Nombre de personnes handicapées réinsérées			Taux de réinsertion		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
<b>Ensemble Pays</b>	11 096	17 534	28 630	2 218	2 705	4 923	19,99	15,43	17,20

**Tableau 2 : Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage**

Régions	Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage enregistrées			Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites			Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
<b>Ensemble Pays</b>	5 857	1 932	7 789	987	1 381	2 368	16,85	71,48	30,40

**Tableau 3: Taux de suivi socio médical des personnes âgées**

Régions	Ne Nombre de personnes âgées enregistrées			Ne Nombre de personnes âgées ayant bénéficié de suivi socio médical			Taux de suivi socio médical		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
<b>Ensemble Pays</b>	24 271	7 433	31 704	4 014	2 933	6 947	<b>16,54</b>	<b>39,46</b>	<b>21,91</b>

**Tableau 4 : Pourcentage de femmes démunies seules chargées de famille ayant bénéficié de suivi**

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Ensemble Pays	11 291	7 921	70,15

**Tableau 5: Pourcentage de femmes démunies porteuses de fistule vésico vaginal ayant bénéficiée de suivi**

	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Ensemble Pays	186	166	89,25

Le nombre de PDIs est en effet passé de 401736 personnes (rappor tCMP de septembre 2021) à **350 110** en décembre 2021, soit une baisse de 51 626 personnes (13%). Ce rapport de la Commission Mouvement des Populations (CMP) en 2021 indique que parmi les **350 110** personnes déplacées internes qui sont enregistrées 55% sont des femmes et 45% des hommes. Les femmes même déplacées demeurent des actrices incontournables du développement. Elles contribuent fortement à l'économie des ménages et au marché local.

**Tableau 6: Déplacés Internes au Mali**

Région	Ménage	Femme	Homme	Total Individus
Ensemble Pays	62 088	192 762	157 348	350 110

Les régions de Mopti, Gao, Tombouctou, Ségou et Ménaka abritent le plus grand nombre de PDIs. Ce nombre est dû aux incidents répétitifs qui ont affecté les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kayes et Ségou entre 2018 et 2021.

**PDIS RETOURNÉES****Tableau 8 : PDIs retournées en 2021**

Région de retour	Ménages	Total Individus	Enfants (<18ans)			Adultes (18-59ans)			Plus de 60 ans		
			Filles	Garçons	Total	F	H	Total	F	H	Total
Ensemble Pays	11 843	82 272	2 4844	19 602	44 446	8 099	6 455	34 554	824	2468	3292

**Tableau IV : Nombre Cumulé de PDIs retournées de juillet 2013 au 31 décembre 2021**

Région	Ménage	Femme	Homme	Individus
Ensemble Pays	139 850	361 215	297 790	659 005

Le nombre de PDIs retournées est estimé à **659 005** individus en décembre 2021.

**Tableau IX:** Répartition par tranches d'âges et par sexe des rapatriés au Mali

Enfants (0-17 ans)			Adultes (18 -59as)			Personne âgée (59ans et plus)			TOTAL
Filles	Garçons	Total	Femmes	Homme	Total	Femme	Homme	Total	
16 570	16 805	33 375	24 317	20 492	44 809	2 908	3215	6123	84307
20%	20%	40%	29%	24%	53%	3%	4%	7%	100%

La population rapatriée est constituée de 52% de femmes et 48% d'hommes. Par ailleurs, 40% des personnes rapatriées sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans), les adultes (18 à 59 ans) représentent 53% et les personnes âgées représentent 7% de la population rapatriée.

## 2.061 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

**Tableau 10:** Situation des ASACO et données sexo-spécifiques des organes en 2021

INDICATEURS	Nombre total	Nbre fonctionnel	Taux	Observations
Nombre total ASACO en 2021	1640	1430	87,20	
<b>Représentativité des femmes et des jeunes dans les organes de gestion ASACO</b>				
INDICATEURS	Nombre total	Nombre réalisé	Taux	Observations
ASACO avec 30% des membres qui sont des femmes dans les organes de gestion	1640	1013	61,77	
ASACO présidées par des femmes	1640	66	4,02	
Nombre de Femmes dans les comités de gestion des ASACO	6805	2031	29,85	
Nombre de Femmes dans le CA des ASACO	12944	5470	42,26	

**Tableau 11:** Données sexo-spécifiques dans les organes des mutuelles

Région	Conseil administration				Commission de contrôle			
	Hommes	Femmes	Total	% Femmes	Hommes	Femmes	Total	% Femmes
Ensemble Pays	1491	584	2075	28,14	392	141	533	26,45
Pourcentage	71,86	28,14	100	28,14	73,55	26,45	100	26,45

**NB :** Deux mutuelles de santé ont été agréées dans le District de Bamako il y a eu une légère augmentation dans la représentativité du nombre de femmes dans les organes de gestion soit 28,14% dans le conseil d'administration et 28,45% dans la commission de contrôle.

**Tableau 12 :** Données sexo-spécifiques de la population couverte par les mutuelles de santé en 2021

N°	Régions	Population totale			Bénéficiaires inscrits en 2021			Pourcentage		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	H	F	Total
	Ensemble Pays	10 320 710	10 563 846	20 884 557	224 216	231 662	455 878	2,17	2,19	2,18
	Cible Mutuelle		78%	16 289 954						

**Tableau 14: Données sexo-spécifiques dans les organes des Sociétés Coopératives**

**1- Société Coopératives avec Conseil de Gestion.**

Étiquettes de lignes	Conseil de Gestion (CG)				Comité de Surveillance (CS)			
	Hommes	Femmes	TOTAL	% femmes	Hommes	Femmes	TOTAL	% Femmes
Ensemble Pays	8318	16195	24513	66,07	44383	21166	65549	32,29

**2- Société Coopératives avec Conseil d'Administration.**

Étiquettes de lignes	Conseil d'Administration (CA)				Comité de Surveillance (CS)			
	Hommes	Femmes	Total	% Femmes	Hommes	Femmes	Total	% Femmes
Ensemble Pays	56 362	19 211	75 573	25,42	50 858	16 896	67 754	24,94

**Quelques indicateurs 2021 du Budget-programmes indirectement liés au genre 2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte contre les Maladies**

**Objectif: 1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile**

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2021			
	2019	2020	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Taux d'accouchements assistés	56,5	55,1	70	60	-10	85,7
Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59 mois)	2	1,3	1,3	1,8	0,5	138

Sur les 2 indicateurs, aucun n'a atteint sa cible. Ceci s'explique par l'instabilité du personnel liée à l'insécurité dans certaines parties du pays d'une part et d'autre part par l'impact de la pandémie de la COVID-19 ainsi que le faible niveau de recrutement de personnel socio sanitaire dans la fonction publique.

**2.057 Soins Hospitaliers et Recherche**

**Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile**

Indicateurs et cibles de performance	Référence		Prévu	Evaluation 2021 Réel	Ecart	Taux (%)
	2019	2020				
Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	1,60	1,75	1,55	1,49	-0,06	96,13
Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière	7,85	9,90	6,49	9,97	3,48	153,62

L'indicateur dont la cible n'a pas été atteinte est relatif à la mortalité néonatale précoce intra-hospitalière. Cette non-atteinte est due au recours tardif des patients aux hôpitaux, à l'insuffisance dans le renforcement des capacités et du plateau technique. Aussi, il faut signaler que la pandémie de la COVID-19 a eu un impact négatif considérable sur les activités hospitalières.

## 2.063 Lutte contre la pauvreté

### Objectif 1: Contribuer à assurer une meilleure couverture des prestations sociales

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2021			
	2019	2020	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Nombre d'Activités Génératrice de Revenus initiées en faveur des personnes vulnérables	-	-	15	26	11	173

173% d'activités génératrices de revenus réalisées en 2021 majoritairement en faveur des femmes seules chargées de famille et des enfants en situation difficile. Ce taux élevé est essentiellement dû à l'augmentation de la demande et l'utilisation efficiente des ressources mobilisées.

### Objectif 3: Renforcer la solidarité en faveur des militaires, de leurs familles et leurs ayant droits

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2021			
	2019	2020	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Nombre de veuves des militaires ayant bénéficiés d'Activité Génératrices de Revenus	-	-	100	0	-100	0

Le taux nul a été enregistré au niveau de l'indicateur 4, car n'a pas été réalisé faute de ressources budgétaires.

## 2.2.1.4. Planification et budgétisation des actions genre

### a) Objectifs, indicateurs et activités

#### 1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Objectifs	Indicateurs					Activités 2023
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
1-Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.	1.3. Proportion de femmes aux postes nominatifs.	ND	16,5	16,7	16,8	1.3.1 Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH

### 2.054: Soins de santé primaires et lutte contre les maladies.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2023
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux d'accouchements assistés	60	62	65	67	Mise en œuvre du paquet minimum d'activités CSCOM

### 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectifs	Indicateurs					Activités 2023
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.	1.1Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement ;	1,49	1,45	1,43	1,41	1.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel des hôpitaux

### 2.061: Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

Objectifs	Indicateurs					Activités 2023
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
1 : Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables	1.5 Proportion de femmes seules chargées de famille assistées/suivies	70,15	65	70	80	2.2.1 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux

### 2.062 : Renforcement de la protection sociale et de l'économie solidaire

Objectifs	Indicateurs					Activités 2023
	Libellés	Référence 2021	Cibles			
			2023	2024	2025	
4-Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire.	4.3 Pourcentage d'ASACO avec 30% de femmes dans les organes de gestion	61,77	65	67	70	1.2.2 Renforcement de la capacité opérationnelle des structures de la DNPSES

**2.063 : Lutte contre la pauvreté**

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
3-Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation	3.3Nombre de veuves des forces de défense et de sécurité ayant bénéficié d'Activité Génératrices de Revenus (AGR)	0	90	100	110	Appui aux AGR des femmes FSN

**b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère**
**Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre***En milliers de FCFA*

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Programme 1,021 Administration, Coordination et Décentralisation</b>	<b>11 961 000</b>	<b>20 147 000</b>	<b>20 147 000</b>	<b>23 169 000</b>	<b>25 949 000</b>
<b>Action 3: Gestion des ressources humaines du secteur</b>	<b>11 961 000</b>	<b>20 147 000</b>	<b>20 147 000</b>	<b>23 169 000</b>	<b>25 949 000</b>
1.1.2 Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH	11 961 000	20 147 000	20 147 000	23 169 000	25 949 000
<b>Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie</b>	<b>9 868 114 000</b>	<b>10 441 932 000</b>	<b>12 367 966 000</b>	<b>11 274 224 000</b>	<b>11 274 224 000</b>
<b>Action 2: Santé communautaire</b>	<b>9 868 114 000</b>	<b>10 441 932 000</b>	<b>12 367 966 000</b>	<b>11 274 224 000</b>	<b>11 274 224 000</b>
Mise en œuvre du paquet minimum d'activités CSCOM	9 868 114 000	10 441 932 000	12 367 966 000	11 274 224 000	11 274 224 000
<b>Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche</b>	<b>12 222 663 000</b>	<b>10 655 379 000</b>	<b>12 919 403 000</b>	<b>14 354 901 000</b>	<b>16 447 579 000</b>
<b>Action 1: Fourniture de Soins hospitaliers</b>	<b>12 222 663 000</b>	<b>10 655 379 000</b>	<b>12 919 403 000</b>	<b>14 354 901 000</b>	<b>16 447 579 000</b>
1.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel des hôpitaux	12 222 663 000	10 655 379 000	12 919 403 000	14 354 901 000	16 447 579 000

<b>2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion</b>	<b>72 242 000</b>	<b>424 082 000</b>	<b>424 082 000</b>	<b>390 152 000</b>	<b>460 376 000</b>
<b>Action 1: Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés</b>	<b>72 242 000</b>	<b>424 082 000</b>	<b>424 082 000</b>	<b>390 152 000</b>	<b>460 376 000</b>
2.2.1 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux	72 242 000	424 082 000	424 082 000	390 152 000	460 376 000
<b>2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire</b>					
<b>Action 1: Mise en œuvre et suivi de la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire</b>	<b>578 960 000</b>	<b>975 722 000</b>	<b>975 722 000</b>	<b>1 098 900 000</b>	<b>1 269 624 000</b>
1.2.2 Renforcement de la capacité opérationnelle des structures de la DNPSES	578 960 000	975 722 000	975 722 000	1 098 900 000	1 269 624 000
<b>2.063 Lutte Contre la Pauvreté</b>					
<b>Action 1: Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base</b>	<b>48 695 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	<b>116 000 000</b>
Appui aux AGR des femmes FSN	48 695 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	116 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22 802 635 000</b>	<b>22 617 262 000</b>	<b>26 807 320 000</b>	<b>27 241 346 000</b>	<b>29 593 752 000</b>

Les allocations budgétaires de 2022 sont conformes à la loi de finances 2022, celles de 2023 sont les chiffres issus de l'arbitrage technique du Ministère de l'Economie et des Finances relatives au projet de budget 2023.

**Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre En milliers de FCFA**

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2021	2021	2022	2023	2024
<b>Programme 2.054 : Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie</b>	<b>9 868 114</b>	<b>10 441 932</b>	<b>12 367 966</b>	<b>11 274 224</b>	<b>11 274 224</b>
<b>Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche</b>	<b>12 222 663</b>	<b>10 655 379</b>	<b>12 919 403</b>	<b>14 354 901</b>	<b>16 447 579</b>

Le programme 2.054 est chargé du Suivi/supervision des orientations et de la mise en œuvre de la politique de santé.

A ce titre, il réalise à l'endroit des deux sexes, les activités de soins préventifs et curatifs, la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, la promotion de la santé à travers la communication, l'information et la sensibilisation à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Le programme est appuyé par les services techniques des composantes « Développement Social et Promotion de la Famille du PRODESS » dans la mise en œuvre des documents nationaux de politique (Santé, Genre ...).



Le programme « Soins Hospitaliers et Recherche » vise à améliorer la performance des hôpitaux, des institutions de recherches et des établissements spécialisés dans le domaine de la santé.

**Tableau III.3 - Effectifs du ministère sexo-désagrégés**

Fonctions	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
<b>Ministre</b>	1	0	1	100%
<b>Ministre Délégué</b>	1	1	0	0%
<b>Secrétaire Général</b>	1	1	0	0%
<b>Directeurs</b>	43	38	5	12%
<b>Directeurs Adjoints</b>	37	33	4	11%
<b>Chefs de Division/Section</b>	307	220	87	28%
<b>Chargés de dossiers</b>	17 403	10 304	7 099	41%
<b>Personnel de support</b>	3 464	2 633	831	24%
<b>TOTAL</b>	<b>21 257</b>	<b>13 230</b>	<b>8 027</b>	<b>38%</b>

## 2.2.2. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Introduction

#### Présentation du Ministère de l'Éducation Nationale:

#### Missions:

Mettre en œuvre la politique nationale en matière d'éducation préscolaire et spéciale, d'enseignements fondamentaux, secondaires normal, d'alphabétisation.

#### Objectifs globaux:

Améliorer la qualité et la gestion financière, matérielle et humaine de l'éducation. Pour l'atteinte de ces objectifs; le Ministère de l'Éducation Nationale est décomposé en quatre (04) programmes:

- le Programme 1.017: Administration générale;
- le Programme 2.041: Développement de l'Éducation de Base;
- le Programme 2.042: Développement de l'Enseignement Secondaire Général;
- le Programme 2.043: Consolidation et diversification de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel.

Les objectifs et les indicateurs de performance des différents programmes sont consignés dans le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et le Projet Annuel des Dépenses (DPPD-PAP) 2023-2025.

### 2.2.2.1. Enjeux genre et gaps à combler

La Politique Genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux et africains. La Convention sur l'Élimination de toute forme de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Les objectifs de Développement Durable consacrent la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit spécifiquement de:

- **ODD 4:** Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- **ODD 5:** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Au Mali, la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour tous est confrontée à des contraintes qui se traduisent par le très faible taux de préscolarisation, la faible couverture de l'éducation spéciale, les inégalités de genre dans tous les ordres et types d'enseignement, les violences physiques subies par les filles, la baisse du Taux Brut d'admission surtout dans les années 2011 à 2014, les insuffisances dans l'implantation et la gestion des cantines scolaires, l'insuffisante prise en compte du volet alphabétisation fonctionnelle et éducation non formelle dans les politiques de développement de l'éducation de base, la non scolarisation et la déscolarisation, la faible capacité d'accueil dans l'enseignement secondaire (technique, professionnel et général) public, la faible proportion des filles au supérieur, l'inadéquation entre les capacités d'accueil des Instituts d'Enseignement Supérieur (IES), les possibilités offertes par le marché du travail et l'augmentation des effectifs des étudiants.

Les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi qui doit être relevé à travers la mise en œuvre du Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028, adopté en Conseil des Ministres le 05 juin 2019.

En effet, pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers la formation, la sensibilisation, l'information et l'éducation.

**Tableau 1** : Evolution de quelques indicateurs de l'Education

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Valeur de référence				Réalisations	
			2018	2019	2020	2021	2021	
1	Taux brut de scolarisation (TBS) au fondamental 1	ODD4	Garçons	86%	83%	81%		
			Filles	74%	75%	76%		
			TOTAL	80%	79.0%	79%	83,0%	
2	Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental 1	ODD4	0,85	0,86	0,87	0,93	1.0	
3	Taux d'Admission au Fondamental 1	ODD4	Garçons	82%	72%	71%		
			Filles	71%	70%	67%		
			<b>TOTAL</b>	<b>76,5%</b>	<b>71%</b>	<b>69,00</b>	<b>74</b>	

**Sources:** "Rapport d'analyse des indicateurs de 2018 à 2022" CPS-secteur Education

Le TBS (79,2%) enregistré en 2021 est inférieur à la cible prévue (83.0%) mais reste aussi légèrement supérieur à celui de 2020. En dépit de ce gain, nous constatons une couverture scolaire encore en-deçà des attentes au regard de la population scolarisée dans le système. Cela pourrait s'expliquer par la fermeture de plusieurs écoles dues à l'insécurité et le déplacement massif des populations vers les zones les plus sécurisées. Des stratégies sont développées pour apporter des solutions adaptées à cette contrainte.

Bien que des disparités régionales existent, une évolution favorable est observée sur le plan national entre 2018 et 2020. En ce qui concerne le TBA, passant de 76,30% en 2018 à 71% en 2020 puis diminué en 2021 (69,00%), ce qui reste en deçà de la cible qui est de 74% en 2021.

C'est pourquoi, le système éducatif malien s'efforce de garantir l'égalité des chances d'accès à l'éducation, quelles que soient les caractéristiques et les conditions de vie des individus, dans la mesure où celles-ci ne doivent pas être des facteurs discriminants dans la scolarisation. Pour ce faire, il est utile d'identifier les disparités qui existent dans le système, puis d'essayer de comprendre les facteurs qui les expliquent de sorte à examiner les possibilités de les réduire avec les instruments appropriés dans le PRODEC 2.

L'analyse fait ressortir au niveau des écoles publiques du fondamental I, un Ratio élèves-maître (REM) du fondamental 1 qui est inférieur à la cible 58 en 2021. Pour ce qui est de l'allocation des moyens par rapport au REM, il est apparu que la cohérence dans l'allocation des enseignants dans le 1er cycle du fondamental s'est progressivement dégradée.

En outre, du fait de la crise et de ses implications sur les déplacements des populations et des enseignants, plusieurs des enseignants qui avaient quitté leur milieu de travail pour des raisons de d'insécurité ne sont plus retournés, aggravant ainsi les incohérences évoquées d'avant la crise.

Il est à noter que certaines régions sont plus concernées que d'autres par le problème d'incohérence déterminé par des facteurs autres que le nombre des élèves. Ces disparités sont encore plus marquées à l'intérieur des Académies d'Enseignement (AE) et notamment entre les Centres d'Animation Pédagogique (CAP), révélant ainsi des déséquilibres non négligeables dans le déploiement des enseignants. Cela signifie que si les enseignants étaient bien répartis au niveau national, le taux d'encadrement se situerait à un niveau satisfaisant.

Par rapport à l'Indice de parité fille/garçon du TBA, on enregistre un gain de 0,07 point entre 2020 à 2021, la cible est presque atteinte, cela démontre une amélioration progressive de cet indicateur grâce à des actions menées par le département avec l'accompagnement de ses partenaires techniques et sociaux.

**Tableau 2** : Statistiques des Instituts de Formation des Maîtres (IFM) en 2020-2021.

Indicateurs	Effectif	Hommes	%	Femmes	%
Personnel administratif	249	185	74,29%	64	25,70%
Personnel enseignant	1118	1013	90,60%	105	9,39%
Achèvement des élèves-maitres de niveau DEF	1473	1023	69,45%	450	30,55%
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	1742	1328	76,23%	414	23,77%

**Source:** Rapport DNEN-MEN

Le constat général qui se dégage reste la sous représentativité des filles par rapport aux garçons dans l'enseignement normal malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour minimiser les disparités filles-garçons dans le système éducatif. L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'enseignement Normal et demeure à cet effet un enjeu majeur.

## **2.2.2.2. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre**

### **a) Les mesures spécifiques**

Le Ministère en charge de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles. Ces mesures sont davantage renforcées à travers la mise en œuvre du PRODEC 2 notamment à travers son Plan d'Actions Pluriannuel Budgétisé (PAPB) 2019-2022.

En effet, la résorption des disparités dans l'éducation suppose l'atténuation progressive des iniquités de genre et des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion. Pour l'atteinte de l'équité (filles/garçons, milieu rural/milieu urbain, enfants issus de milieux défavorisés/enfants issus de milieux favorisés, enfants vivant avec un handicap/ autres enfants), les stratégies suivantes sont envisagées:

- (i) l'organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaire pour tous sans exclusive;
- (ii) la poursuite de la prise en charge des frais de scolarité, des manuels et des fournitures scolaires surtout pour les enfants des milieux défavorisés;
- (iii) la prise en compte de l'équité du genre dans les constructions et équipements scolaires, et l'allocation des enseignants;
- (iv) l'octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées;
- (v) la mise en œuvre d'actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et de l'éducation spéciale;
- (vi) l'instauration de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous la forme de bourses, qui seront attribuées suivant des critères combinant le niveau scolaire de l'élève et le niveau de revenus des parents;
- (vii) l'extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI) doit permettre d'accélérer la réduction de l'écart entre filles et garçons en matière d'éducation.

### 2.2.2.3. L'évaluation des activités genre N-1 (2021)

#### Résultats :

Durant l'année 2021, les efforts du Ministère en charge de l'éducation ont permis d'atteindre certains résultats.

Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance en lien avec les activités genre, se présentent par programme comme suit:

#### **b.1 Programme 2.041: Développement de l'Education de Base**

Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2021	
		2018	2019	2020	Prévisions	Réalisations
3. 1. Taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles	%		40,6	44,60	46,60	46,79
3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1	%		65,6	70,00	68,7	67,9

D'une manière générale, on observe une faible diminution dans la scolarisation des filles qui impacte l'indicateur relatif au taux brut d'admission des filles au fondamental 1. En effet, sur une prévision de 68,70% en 2021, le taux de réalisation effectif est de 67,90% sur la période.

#### **b.2 Programme 2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel.**

<b>Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)</b>						
Indicateur de résultat	Unité	Périodes			Evaluation 2021	
		2018	2019	2020	Prévisions	Réalisations
<b>2.2</b> Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%	22,49	35,00	32,73	40,00	53,57

Le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC, a dépassé sa cible prévisionnelle en 2021. En effet, sur une prévision de 40,00%, la réalisation est de 53,57%. Ce taux de réalisation supérieur aux prévisions s'explique par des activités de sensibilisation et d'information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement pour les filles; ainsi que l'attrait que représente le fait qu'il y a de bons débouchés pour les filles qui suivent ce type de formation.

### Exécution financière

**Tableau II.1 – Exécution financière 2021 par objectifs**

**Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base**

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
<b>Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles</b>	145 013	144 007	1 006	99,30
<b>Total</b>	<b>145 013</b>	<b>144 007</b>	<b>1 006</b>	<b>99,30</b>

L'atteinte de l'objectif n°3 : renforcer la scolarisation des filles est mesuré à travers l'indicateur relatif au taux brut d'admission des filles au fondamental 1. L'activité concourant à la mise en œuvre de cet indicateur est la mise en œuvre de la politique nationale de la Scolarisation des Filles (SCOFI). La nature de dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau des Académies d'Enseignement (AE), chargée de la mise en œuvre. Ainsi, en 2021 sur une dotation initiale de 145,013 millions de F CFA. Le montant exécuté sur la période est de 144,007 millions de F CFA soit un taux d'exécution de dotation révisée de 99,30%.

**Tableau II.2 – Exécution financière 2021 par objectifs**

**Programme 2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel**

En milliers de FCFA

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
<b>Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)</b>	13197	9237	3960	69,99
<b>Total</b>	<b>13197</b>	<b>9237</b>	<b>3960</b>	<b>69,99</b>

De même, l'atteinte de l'objectif n°2: Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC) est mesuré à travers l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC. L'activité qui concoure à la mise en œuvre de cet indicateur est la sensibilisation et l'information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement pour les filles.

La nature de de dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnelle (DNETP), chargée de la mise en œuvre. Ainsi, la dotation initiale de cette nature de dépense est de 13,197millions de FCFA en 2021 contre une dotation révisée de 9 238 millions de FCFA. Le montant exécuté sur la période est de 9237 millions de FCFA.

Là, également, le taux de 69,99% est calculé sur la dotation initiale. Si ce taux avait été rapporté à la dotation révisée, il serait alors de 99,98%.

**Tableau II.3 – Exécution financière 2021 par détail des activités.**

En milliers de FCFA

<i>Intitulé de l'activité</i>	<b>Exécution financière</b>			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Mise en œuvre de la politique nationale de SCOFI	145 013	144 007	1 006	99,30
<b>Total</b>	<b>145 013</b>	<b>144 007</b>	<b>1 006</b>	<b>99,30</b>

(Voir commentaires tableau II.1).

**Tableau II.3 – Exécution financière 2021 par détail des activités.**

En milliers de FCFA

<i>Intitulé de l'activité</i>	<b>Exécution financière</b>			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles	13197	9237	3960	69,99
<b>Total</b>	<b>13197</b>	<b>9237</b>	<b>3960</b>	<b>69,99</b>

(Voir commentaires tableau II.2).

## **2.2.2.4. Planification et budgétisation des actions genre en 2023.**

### **a) Objectifs, indicateurs et activités.**

Au titre de l'exercice 2023, la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education Nationale à travers deux programmes.

*Programme 2.041: Développement de l'Education de Base*

Objectifs	Indicateurs						Activités 2023
	Libellé	Unité	Référence 2021	Cibles			
				2023	2024	2025	
<b>Objectif N°3</b> : Renforcer la scolarisation des filles	<b>3. 1.</b> Taux d'admission en dernière année du Fondamental 1 pour les Filles.	%	46,79	46,60	49,10	50	3.2.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI.
	<b>3. 2</b> Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1.	%	67,90	72,00	74,20	76	

Le choix de la cible de 72,20% de l'indicateur relatif au Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1 en 2023 traduit la volonté du département à inciter davantage les parents d'élèves pour une scolarisation massive des filles.

*Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel*

Objectifs	Indicateurs						Activités 2023
	Libellé	Unité	Référence 2021	Cibles			
				2023	2024	2025	
<b>Objectif N°2</b> : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agrosylvopastorale, TIC).	<b>2.2</b> Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.	%	54,24	45,00	45,00	45,00	2.2.5 Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles



De même, le choix de la cible de 45,00% de l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC en 2023, traduit la volonté du département à susciter plus d'engouement des filles vers les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

**b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère**  
**Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre**

En milliers de FCFA

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
			2021	2022	2023
<b>Action</b>					
<b>Détail</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
<b>Programme 2.041:</b> Développement de l'Education de Base					
<b>Objectif N°3 :</b> Renforcer la scolarisation des filles					
<b>Action 2 :</b> Enseignement Fondamental					
3.1.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	144 007	224127	224 127	199 459	213 406
<b>Programme n°2.043:</b> Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel					
<b>Objectif N°2 :</b> Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agrosylvo-pastorale, TIC)					
<b>Action 1 :</b> Enseignement Technique et Professionnel					
2.2.5 Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles	9237	13 197	13 197	11217	11418
<b>Total</b>	<b>153 244</b>	<b>237 324</b>	<b>237 324</b>		

On note dans ce tableau, qu'une seule activité du Programme 2.041: Développement de l'Education de Base cible directement l'égalité genre. Il en est de même pour le Programme n°2.043: Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel. Dans ces deux programmes, les dotations initiales de l'exercice 2021 ont été reconduites systématiquement au titre des dotations prévisionnelles 2022.

**Catégorisation des dépenses du DPPD-PAP du MEN en termes de lien avec l'égalité de genre**

Le MEN mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer indirectement à réduire les inégalités de genre. Rendre le budget du MEN plus sensible à l'égalité de genre demande d'identifier et de renforcer ce potentiel. Pour ce faire, il y a lieu d'analyser les activités inscrites dans le DPPD-PAP en termes de lien avec l'égalité de genre. Le MEN est l'un des six ministères qui a entamé une démarche d'analyse des activités/dépenses du DPPD-PAP, en les classifiant en

- dépenses ciblant directement l'égalité de genre (telle que l'activité de mise en oeuvre de la SCOFI reprise dans les tableaux ci-dessus
- dépenses ciblant indirectement/ayant un lien indirect avec l'égalité de genre
- dépenses n'ayant aucun lien explicite avec l'égalité de genre.

Cette démarche a été entamée en vue du RG23, mais non terminée. Le tableau suivant reprend à titre d'illustration quelques analyses de catégorisation faites dans le cadre d'un atelier de formation sur le budget-programmes sensible au genre. Ces analyses doivent être approfondies et la démarche doit être élargie à toutes les activités du DPPD-PAP. Le MEN poursuivra ces analyses afin de finaliser la catégorisation des dépenses du DPPD-PAP, pour le RG24.

### Exemples de catégorisation des dépenses du MEN en termes de lien avec l'égalité de genre

				1e Question: L'égalité de genre est-elle ciblée/ promue/renforcée dans le programme/ l'action/l'activité/le projet?		2e Question : Le programme/ l'action/ l'activité/ le projet aurait-il été mis en œuvre si l'égalité de genre n'avait pas été mentionnée ?		3e Question : L'égalité de genre est-elle mentionnée dans la définition du programme/ de l'action/ l'activité/ du projet de manière explicite et formelle ?		Catégorisation en lien
				Oui/ Non	Justification du OUI	Oui/ Non	Justification	Oui/ Non	Justification du OUI : Quelle mentions/traces etc.?	Direct/Indirect/Aucun lien explicite
					Que fait-on pour promouvoir l'égalité des genres ? Quelles sont les mesures ? Quels sont les effets ?		Pourquoi le programme/ action/ activité/ projet n'existerait-il pas sans la politique d'égalité de genre ? Y a-t-il des parties non négligeables qui auraient été mises en œuvre même sans la politique d'égalité de genre ?		Quels sont les définitions concrètes, objectifs de genre, indicateurs cibles, etc. dans les documents officiels (DPPD-PAP, documents de projet, etc.) ? Enumérer explicitement, en indiquant le type de document.	Le lien est direct si la réponse est "oui" à la 1ère question et "non" à la 2ème question; indirect si la réponse est "oui" à la 1ère question, "oui" à la 2ème, et "oui" à la 3ème. Dans tous les autres cas de figures il n'y a pas de lien explicite.
1.017	<b>Administration générale</b>									
	01	<b>Coordination et pilotage de la politique du département</b>								
		2.3.2	Organisation des ateliers de sensibilisation sur le VIH/SIDA/COVID-19	OUI	Dans le document de formation le le genre est pris en compte	OUI	Il y a eu toujours des sessions de sensibilisation sur le VIH/SIDA/COVID-19	OUI	Le genre est explicitement mentionné dans le cadre stratégique et dans le module de formation	Indirect (à confirmer)
2.041	<b>Développement de l'Education de Base</b>									
	02	<b>Enseignement Fondamental</b>								
		2.1.2	Suivi/supervision des activités pédagogiques et Renforcement des capacités des acteurs	Oui	Le suivi pédagogique des CP prend en compte le genre	OUI	Il peut avoir des classes dans une école ou il n'y a pas de fille	Oui	La grille d'observation et le rapport de suivi doivent en principe distinguer entre garçons et filles	Indirect (à confirmer)

		2.2.5	Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants (niveaux déconcentré et décentralisé)	Oui	Les latrines sont séparés par H/F	oui	Le projet peut être réalisé sans le genre. Tous les élèves sont pris en charge sans distinction	Non		Non explicite
		2.4.3	Suivi-évaluation de l'implantation et de la fonctionnalité des cantines scolaires (niveaux déconcentré et décentralisé)	OUI	Maintien des élèves à l'école, en particulier les filles	Oui	Objectif : fonctionnalité des cantines	OUI	Dans le DPPD-PAP, le rapport de suivi des cantines scolaires désagrège les données par sexe	Indirect (à revoir, pas certain)
		2.2.3	Acquisition d'équipements pédagogiques et divers (niveaux déconcentré et décentralisé)	Oui	Lors de la distribution les filles sont souvent prioritaires lorsque les manuels sont insuffisants	Oui	L'objectif premier est l'acquisition des équipements pédagogiques	Non		Non explicite
		2.2.6	Formation des enseignants (préscolaire, fondamental et normal)	Oui	Renforcement des capacités des enseignants sur la promotion de la politique genre en pratique de classe	oui	L'objectif premier est le renforcement des capacités pour améliorer les pratiques de classe	non		Non explicite
<b>2.043</b>	<b>Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel</b>									
	<b>01</b>	<b>Enseignement Technique et professionnel</b>								
		2.2.5	Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles	Oui	Un objectif majeur de cette activité vise à réduire l'écart filles/garçons	Oui	L'activité vise d'abord à promouvoir les filières scientifiques quel que soit le genre de l'étudiant.	Non	Dans le DPPD-PAP, l'un des indicateurs du programme mesure le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	Lien indirect

**Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre**

En milliers de FCFA

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2021	2022	2023	2024	2025
	<b>Programme 2.041:</b> Développement de l'Education de Base	144 007	224127	224127	199 459
<b>Programme n°2.043:</b> Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionne	9237	13 197	13 197	11217	11418
<b>Total</b>	<b>153 244</b>	<b>237 324</b>	<b>237 324</b>		

Le programme 2.041, vise l'amélioration de l'efficacité interne du système et la promotion de l'égalité et de l'équité d'accès à l'éducation pour tous à travers le renforcement des capacités d'accueil au niveau de l'éducation préscolaire et spéciale, la promotion de tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire, le renforcement de la scolarisation des filles et l'amélioration des compétences de base des élèves et des apprenants du système en lecture, écriture et calcul. C'est ce programme qui est chargé de la mise en œuvre de politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental en collaboration avec les Directions d'Académies d'Enseignement au niveau déconcentré.

Le programme 2.043, vise d'une part, à assurer le développement d'un enseignement secondaire technique de qualité et d'un coût abordable en lien avec les besoins de l'économie et d'autre part à accroître l'offre de formation en développant des alternatives crédibles et attractives en adéquation avec l'auto-entreprenariat et les besoins du marché du travail à travers le renforcement des capacités d'accueil et l'amélioration de l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC). Ce programme contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction Nationale de l'Enseignement Technique qui met l'accent sur la sensiblement pour accroître le nombre de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

**Tableau III.3 - Effectifs du ministère séxo-désagrégés**

<b>Nom du ministère: Ministère de l'Education Nationale</b>	<b>Total</b>	<b>Nombre d'hommes</b>	<b>Nombre de femmes</b>	<b>% Femmes sur le total</b>
Fonction				
Ministre(s)	1	0	1	100%
Secrétaire Général (SG)	1	1	0	0%
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Conseiller Technique	6	5	1	17%
Chargé de mission	3	3	0	0%
Directeur	15	12	3	20%
Directeur Adjoint	13	13	0	0%
Chef de division	58	49	9	14%
Chef de sections	78	60	18	23%
Chargé de dossier	334	209	125	37%
Personnel du support	330	195	135	41%
<b>Total</b>	<b>840</b>	<b>549</b>	<b>291</b>	<b>35%</b>

**Source:** DRH-Secteur Education

## **2.2.3. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

### **Introduction**

Le Programme Décennal de Développement de l'Education (**PRODEC 2**) et le nouveau plan d'actions **2023-2027** adossé à la Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique marquent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire des réformes pour mettre en place un système d'enseignement et de recherche plus performant, au cœur des problématiques de développement, se nourrissant de notre réalité et contribuant à la faire évoluer.

Dans ce cadre, des défis dans la promotion du genre sont à relever pour appuyer la Politique Nationale Genre.

En effet, l'intégration de la dimension genre améliore la qualité globale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Elle permet non seulement d'abattre les préjugés sexistes et d'élaborer des productions plus robuste et fondée sur des données probantes, mais elle contribue également à la pluridisciplinarité.

Étant donné que la science et l'innovation sont toujours plus envisagées comme un travail pour et avec la société, être en mesure de refléter la diversité de leurs futurs utilisateurs dès les premières étapes de développement est devenue un critère indispensable.

Les institutions de l'enseignement supérieur et de recherche participent à la formation des futurs personnels professionnels à travers une formation initiale et continue interdisciplinaire.

Par contre les institutions de recherche étudient un spectre de sujets variés qui ont un impact sur la vie des femmes et des hommes à travers des recherches.

Afin de palier à la production structurelle des inégalités dans le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, il est crucial d'identifier et de modifier les mécanismes qui nécessitent d'être changés.

Le genre est un facteur fondamental qui structure l'organisation de la vie et de la Société. C'est pourquoi reconnaître et prendre en compte le genre est une démarche capitale dans l'élaboration des savoirs scientifiques.

### **2.2.3.1. Les enjeux-genre**

Le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ne ressort pas un accent particulier sur le genre (promotion du genre). Il est difficile de retrouver la précision genre dans les documents de politique de l'Enseignement Supérieur et celui de la Recherche Scientifique et technologique. Mais, il existe de réelle préoccupation en matière de promotion du genre dans le sous-secteur.

Les femmes et les hommes travaillent dans les institutions de l'enseignement supérieur et de recherche. Aujourd'hui, au mali, la proportion de femmes Recteur, Doyenne ou Directrice d'institution d'Enseignement Supérieur et de Recherche est relativement faible sinon nulle.

**Tableau 1 : Postes de responsabilité occupés par les femmes dans les institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche**

Postes	Homme	Femme	Total	% Femme
Recteur	4	0	4	0
Doyen	13	0	13	0
Directeur d'institution d'Enseignement Supérieur et de Recherche	10	1	11	0,09
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>1</b>	<b>28</b>	<b>0,035</b>

Au regard du tableau ci-dessus, on peut aisément constater l'absence des femmes dans les instances de responsabilités des institutions d'enseignement supérieur. Cette situation s'explique par le fait que très peu de femmes arrivent au grade de Maître de conférences ou de professeur constituant un facteur prépondérant l'occupation de ces postes. C'est pourquoi, le département est entrain de sensibiliser les femmes enseignant-chercheurs.

### Effectif des étudiants dont proportion de femmes

Il faut noter que la production de l'annuaire statistique du supérieur est énormément en retard. Le dernier annuaire validé date de 2019.

Ainsi, il faut noter que le système d'enseignement supérieur du Mali comptait **84 364** étudiants en 2019, dont **27 865** étudiants femmes dans les Institutions d'Enseignement Supérieur, soit **33,03%** de l'effectif total. Le rapport entre le nombre de filles et de garçons s'est nettement amélioré; il est passé de **31,59%** de filles et **68,41%** de garçons en 2018 à **33,03%** de filles et **66,97%** de garçons en 2019. Les filles sont majoritairement inscrites dans les domaines des lettres, langues, droit, sciences sociales et gestion soit **65,63%** contre **34,37%** dans les domaines des sciences, des techniques et des technologies en 2019. Ce rapport aussi s'est nettement amélioré par rapport à 2018 où il était de **81,81%** contre seulement **18,19%**. Cette réduction est l'effet d'une politique de sensibilisation des étudiants d'aller vers des filières scientifiques et technologiques.

**Tableau 1 : Evolution des effectifs par sexe en 2019**

Sexe	2017-2018		2018-2019	
	Effectif	%	Effectif	%
F	26 945	31,59%	27 865	33,03%
M	58 339	68,41%	56 499	66,97%
<b>Total général</b>	<b>85 284</b>	<b>100,00%</b>	<b>84 364</b>	<b>100,00%</b>

**Source** : Annuaire statistique Année universitaire 2018-2019

**Tableau 2 : Effectifs par famille disciplinaire et par sexe en 2019**

Famille disciplinaire	Sexe				Total général	
	F	%	M	%	Eff.	%
Lettres, Langues, Droit, Sciences sociales et de Gestion, Sports	22 132	34,37%	42 269	65,63%	64 401	100%
Sciences, des Techniques et Technologies	5 733	28,72%	14 230	71,38%	19 963	100%
<b>Total général</b>	<b>27 865</b>	<b>33,03%</b>	<b>56 499</b>	<b>67,97%</b>	<b>84 364</b>	<b>100,00%</b>

**Source** : Annuaire statistique Année universitaire 2018-2019

**Tableau 3 : Effectifs par structure selon le sexe en 2019**

Structures	Sexe				Total général	
	F		M			
	EFF	%	EFF	%	EFF	%
CERFITEX	18	16,82%	89	83,2%	107	0,13%
ENETP	229	22,79%	776	77,2%	1 005	1,19%
ENI-ABT	208	12,56%	1 448	87,4%	1 656	1,96%
ENSUP	210	11,15%	1 673	88,8%	1 883	2,23%
ESJSC.	16	37,21%	27	62,8%	43	0,05%
FAGES	44	13,50%	282	86,5%	326	0,39%
FAMA	480	28,62%	1197	71,4%	1 677	1,99%
FAPH	695	41,34%	986	58,7%	1 681	1,99%
FASSO	812	33,27%	1 629	66,7%	2 441	2,89%
FDPRI	2 590	43,41%	3 377	56,6%	5 967	7,07%
FDPU	1 319	36,00%	2345	64,0%	3 664	4,34%
FHG	1 063	19,87%	4286	80,1%	5 349	6,34%
FLSL	4 269	30,80%	9591	69,2%	13 860	16,43%
FMOS	1 733	29,71%	4100	70,3%	5 833	6,91%
FSAP	497	38,32%	800	61,7%	1 297	1,54%
FSEG	7 275	39,71%	11047	60,3%	18 322	21,72%
FSHSE	2 574	33,48%	5115	66,5%	7 689	9,11%
FST	712	25,30%	2 102	74,7%	2 814	3,34%
IC	18	50,00%	18	50,0%	36	0,04%
IHERI-ABT	2	8,70%	21	91,3%	23	0,03%
INFSS	800	54,38%	671	45,6%	1471	1,74%
INFTS	322	44,29%	405	55,7%	727	0,86%
INJS	33	18,64%	144	81,4%	177	0,21%
IPR-IFRA	692	23,00%	2 317	77,0%	3 009	3,57%
ISA	225	30,74%	507	69,3%	732	0,87%
IUFP	222	39,50%	340	60,5%	562	0,67%
IUG	687	41,49%	969	58,5%	1 656	1,96%
IUT	110	48,03%	119	52,0%	229	0,27%
IZSEJ	10	7,81%	118	92,2%	128	0,15%
<b>Total général</b>	<b>27 865</b>	<b>33,03%</b>	<b>56 499</b>	<b>67,0%</b>	<b>84 364</b>	<b>100,00%</b>

**Source** : Annuaire statistique Année universitaire 2018-2019



**Tableau 4 : Effectifs par diplôme selon le sexe**

Diplômes	Sexe				Total général	%
	F	%	M	%		
Diplôme de Technicien Supérieur	11	13,58%	70	86,42%	81	100%
Diplôme d'Etat de Docteur	2 428	32,31%	5 086	67,69%	7 514	100%
Diplôme d'ingénieur	77	12,56%	536	87,44%	613	100%
Diplôme Universitaire de Technicien Supérieur	17	16,67%	85	83,33%	102	100%
Diplôme Universitaire Technologique	294	25,15%	875	74,85%	1169	100%
Licence	19 329	32,84%	39 532	67,16%	58 861	100%
Licence Professionnelle	5 355	38,70%	8 483	61,30%	13 838	100%
Maîtrise	23	16,79%	114	83,21%	137	100%
Master	331	16,15%	1718	83,85%	2 049	100%
<b>Total général</b>	<b>27 865</b>	<b>33,03%</b>	<b>56 499</b>	<b>66,97</b>	<b>84 364</b>	<b>100,00%</b>

**Source** : Annuaire statistique Année universitaire 2018-2019

Les enjeux genre du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique sont:

- l'insuffisance des activités spécifiques genre dans les plans d'actions des Institutions d'Enseignement Supérieur et de la Recherche;
- la faible représentativité des femmes au poste de responsable dans les institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche;
- l'absence des modules genres dans les curricula de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS);
- le manque d'organisation des ateliers sur la promotion genre au niveau de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS);
- la faible prise en compte la dimension du genre dans les productions de la recherche et de l'innovation;
- l'insuffisance de femmes dans le domaine de recherche.

### **2.2.3.2. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE**

En réponse aux défis de la promotion du genre dans le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique les actions et ou recommandations importantes suivantes sont proposées:

- mettre en place un recrutement et un processus de promotion sensible au genre dans les IES;
- réaliser des audits et mener des évaluations sur l'impact des procédures et des pratiques afin d'identifier l'existence de discriminations et de préjugés sexistes dans les IESR;
- créer un master en genre boosté la promotion de la femme et du genre au Mali;
- conduire une étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali;
- renforcer les discriminations positives envers les filles dans l'octroi des bourses;
- encourager les femmes enseignant-chercheurs à postuler aux différentes sessions de la Commission Nationale d'Etablissement des Listes d'Aptitudes (**CNELA**) afin de gravir de grades.

### 2.2.3.3. EVALUATION DES ACTIONS GENRE EN 2021

Par rapport au suivi des activités genres du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, il se présente dans le tableau ci-après:

**Tableau 5 : Suivi et évaluation des indicateurs**

Activités	Indicateurs	Valeur d'exécution
Elaborer une stratégie interne genre	Nombre de réunion tenue pour l'élaboration de la stratégie interne genre	0
Désigner les points focaux genre des facultés	Nombre de facultés ayant désignés un point focal	17
Créer et opérationnaliser le MASTER en genre et politiques de développement	Nombre de texte portant création de MASTER en genre	0
Organiser des cours de soutien pédagogiques pour les étudiantes et étudiants en difficulté	Pourcentage des étudiants (es) bénéficiant d'un soutien pédagogique (60%)	0
Définir les critères d'admission aux cours de soutien pédagogique	Nombre de réunion tenue pour la définition des critères d'admission de soutien pédagogique	3
Suivre et évaluer les cours de soutien pédagogique aux étudiantes et étudiants en difficulté	Nombre d'outils de suivi évaluation	2
Construire les toilettes séparées pour femmes-hommes	Nombre de toilettes construites femmes-hommes	200
Mettre en place le système de quota dans la désignation des membres des organes de l'université	Pourcentage de femmes/membres des organes de l'université	20%
Organiser des sessions de formation en genre à l'endroit des enseignants et du personnel administratif	Nombre de sessions de formation organisées pour les enseignants et le personnel administratif	0
Organiser une session de formation en genre à l'endroit des responsables de l'université	Nombre de sessions de formation organisées pour les responsables de l'université	0

**Tableau 6 : Suivi et évaluation de la feuille de route du Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (CCG-IU)**

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
<b>Résultat I. Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB, collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS</b>						
1. Former les nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
2. Former les recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
3. Former les enseignant-e-s sur la thématique «genre et éducation »	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
4. Former les membres du REFUE-MA sur le genre et le leadership féminin	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	X			
5. Former les membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
<b>Résultat II. Information-Communication et Sensibilisation sur le Genre. Président : US collaborateurs : USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT</b>						
1. Organiser des séances d'information des étudiant/es sur le genre, le VIH/SIDA, les VBG, et les ODD	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS, CFP-STAT	X			
2. Mettre en place un tableau de bord « genre » pour les IES et le MESRS à partir du SIGE Cocktail	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS, CFP-STAT	X			
<b>Résultat III. Plaidoyer pour une prise en compte effective du genre dans les projets/programmes et politique de développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS). Président : DGESRS, Collaborateurs : INFSS, USTTB, ENI-ABT</b>						
1. Conduire une étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	X			
2. Disséminer les résultats de l'étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT		X		
3. Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres »	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT			X	
4. Plaider pour la création des bourses au mérite « Sciences » pour les filles	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	X			
<b>Résultat IV. Intégration du genre dans les actions, stratégies, projets/programmes et politique dans l'ESRS. Président : ULSHB, Collaborateurs : US, ENETP, IPR/IFRA</b>						
1. Organiser le concours de la meilleure IES Genre sensible : « Champions Genre »	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
2. Mettre en place les Cellules Genre dans les structures de formation et de recherche	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
3. Suivre et évaluer la prise en compte du genre dans les IES	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA			X	

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
<b>Résultat V. Capitalisation et diffusion des bonnes expériences en matière de prise en compte du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Président : ENETP, Collaborateurs : CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX</b>						
1. Organiser des ateliers d'auto évaluation participative de la mise en œuvre de la Feuille de route du CCG-IU 2021	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX				X
2. Planifier de façon participative la Feuille de route du CCG-IU 2021	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX				X

## 2.2.3.4. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

La poursuite des activités du Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (CCG-IU)

**Tableau 7: Suivi et évaluation de la feuille de route du Cadre de Concertation Genre Inter Universitaire (CCG-IU)**

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
<b>Résultat I. Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB, collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS</b>						
1. Former les nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
2. Former les recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
3. Former les enseignant-e-s sur la thématique «genre et éducation »	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
4. Former les membres du REFUE-MA sur le genre et le leadership féminin	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	X			
Former les membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
<b>Résultat II. Information-Communication et Sensibilisation sur le Genre. Président : US collaborateurs : USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT</b>						
1. Organiser des séances d'information des étudiant/es sur le genre, le VIH/SIDA, les VBG, et les ODD	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT	X			

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
2. Mettre en place un tableau de bord « genre » pour les IES et le MESRS à partir du SIGE Cocktail	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS, CFP-STAT	X			
<b>Résultat III. Plaidoyer pour une prise en compte effective du genre dans les projets/programmes et politique de développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS). Président : DGESRS, Collaborateurs : INFSS, USTTB, ENI-ABT</b>						
1. Conduire une étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	X			
2. Disséminer les résultats de l'étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT		X		
3. Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres »	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT			X	
4. Plaider pour la création des bourses au mérite « Sciences » pour les filles	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	X			
<b>Résultat IV. Intégration du genre dans les actions, stratégies, projets/programmes et politique dans l'ESRS. Président : ULSHB, Collaborateurs : US, ENETP, IPR/IFRA</b>						
1. Organiser le concours de la meilleure IES Genre sensible : « Champions Genre »	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
2. Mettre en place les Cellules Genre dans les structures de formation et de recherche	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
3. Suivre et évaluer la prise en compte du genre dans les IES	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA			X	
<b>Résultat V. Capitalisation et diffusion des bonnes expériences en matière de prise en compte du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Président : ENETP, Collaborateurs : CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX</b>						
1. Organiser des ateliers d'auto évaluation participative de la mise en œuvre de la Feuille de route du CCG-IU 2018	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX			X	
2. Planifier de façon participative la Feuille de route du CCG-IU 2019	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX			X	

**Tableau 8 : Budget des activités prévues au titre de l'exercice 2022**

Libellé des activités	Coût	Source de financement	Chronogramme
L'organisation des ateliers sur la promotion genre sur l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ( <b>ESRS</b> )	90 000 000	BN, PTF	T1, T2, T3, T4
Faire une étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	30 000 000	BN, PTF	T2
L'élaboration de modules Genre dans les curricula de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ( <b>ESRS</b> )	50 500 000	BN, PTF	T1, T2, T3, T4
Organisation des conférences sur « <b>genre et recherche</b> » au près des <b>IES</b>	70 000 000	BN, PTF	T1, T2, T3, T4
Organisation des sessions de formation à l'endroit des responsables de programmes sur la GAR sensible au genre et planification et la budgétisation sensible au genre (PBSG).	60 000 000	BN, PTF	T1 et T4
<b>Total général</b>	<b>300 500 000</b>		

**Conclusion:**

La mise en œuvre de la feuille de route n'a pas été satisfaisante au titre de l'exercice **2021** suite à l'instabilité institutionnelle de notre pays et à la pandémie de **COVID-19**. Il faut aussi noter les difficultés de réalisation des activités liées au genre grâce à l'insuffisance des ressources financières. Toutefois, le département s'engage à mettre des moyens pour diminuer l'inégalité dans le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

**Recommandations**

Les formations ont été suivies avec intérêts, aussi il a été recommandé:

- d'organiser des sessions de formation à l'endroit des responsables de programmes sur la **GAR** sensible au genre et planification et la budgétisation sensible au genre (**PBSG**);
- de Continuer à renforcer la capacité sur le suivi et évaluation selon la **GAR** sensible au genre.

## 2.2.4. MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

### Introduction

#### Présentation du Ministère

Suivant le Décret n°2020-0095/PT-RM du 16 octobre 2020, le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales, énergétiques et hydrauliques.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières et le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière de recherche, d'implantation et d'exploitation des mines, des carrières modernes et du pétrole;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du Secteur;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des Finances et le ministre chargé de la Promotion de l'Investissement;
- l'encadrement de l'artisanat minier;
- le développement de la recherche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des industries y afférentes;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives;
- la mise en valeur des ressources énergétiques et la réalisation des infrastructures y afférentes;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau;
- le développement de l'accès des populations à l'eau;
- la maîtrise et l'économie d'énergie;
- la promotion de la sûreté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national.

#### **2.2.4.1. Enjeux et gaps genre à combler:**

##### **a) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département**

Au Mali, les secteurs des Mines, de l'Energie et de l'Eau ont trois défis principaux à relever en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 : n°6 (eau propre et assainissement), n°7 (énergie propre et d'un coût abordable) et n°12 (établir des modes de consommation et de production durables) parmi les 17 ODDs qui traduisent un appel mondial à œuvrer pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

Le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, à travers l'ensemble de ses structures techniques et opérationnelles, conformément aux axes prioritaires du Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), intègre parfaitement ces enjeux mondiaux et nationaux dans toute sa logique de gouvernance et d'action afin de permettre un développement équitable et durable des secteurs de l'accès à l'énergie propre et à l'eau potable.

De la sorte, les efforts déployés par le MMEE entendent contribuer à un accès universel des hommes et des femmes aux sources d'énergie propres et abordables et à l'eau potable pour les usages domestiques et économiques. Ces avancées devraient contribuer significativement non seulement au bien-être familial par l'allègement de la charge de travail des femmes et l'amélioration des revenus par l'auto emploi mais aussi au développement économique et social national par l'implication de tous les genres aux activités productives.

Cet accès universel à l'électricité et à l'adduction d'eau potable pourra se traduire pour les femmes, les hommes et les jeunes vivant en milieu rural et péri-urbain par:

- l'accès à l'eau potable par le plus grand nombre des populations avec le démarrage de la station de Kabala
- la facilité d'accès aux soins modernes de santé, aux technologies de communication et d'information et à l'éducation.
- l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé des populations par l'accès à l'eau potable;
- l'allègement des tâches domestiques (cuisine, décorticage et mouture des céréales, broyage de karité, exhaure de l'eau, jardinage, etc.);
- la modernisation/développement d'activités génératrices de revenu.

Le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau compte atteindre tous ces objectifs à travers essentiellement la mise en œuvre du Programme d'urgence Sociale Energie et Eau et des projets d'électrification d'Energie Renouvelable (ENR) des différentes agences dédiées (AMADER, AER, ANADEB) ainsi que par l'extension des domaines concédés de EDM, SOMAPEP et SOMAGEP. Dans le but d'intégrer la dimension genre dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du Ministère en matière d'électrification et d'adduction d'eau potable, les services techniques et les Agences d'exécution du département développent des stratégies spécifiques selon leur domaine d'intervention et les missions que la loi leur assigne.

#### **b) Les GAPS à combler**

Les gaps à combler sont entre autres:

##### **Dans le secteur de l'énergie:**

- le manque d'appui aux femmes à devenir des opératrices d'électrification rural;
- le manque de femmes formées à la production, l'utilisation et l'exploitation des biocarburants/bioénergies;
- le faible accès des femmes aux produits et sous-produits du domaine des biocarburants/bioénergies;
- la quasi inexistence de PME/PMI féminines qui évoluent dans le domaine des biocarburants/bioénergies;
- le faible accès des ménages aux formes d'énergies propres;
- l'absence de part des femmes dans le budget alloué au sous-secteur biocarburant;
- l'insuffisance des ressources financières nationales et la faible mobilisation de ressources financières pour les projets et programmes des biocarburants/bioénergies;
- la faible production de biocarburants au Mali et l'absence de marché de biocarburants sur le marché malien;
- l'absence de contrôle qualité et sûreté des produits de bioénergies;
- Problème de représentativité des femmes dans les CGE.



### Dans le secteur de l'eau :

- les difficultés d'accès des femmes aux points d'eau modernes ;
- le non-respect de la représentativité des femmes dans les comités de gestion des ouvrages d'eau;
- les coupures du temps de service d'approvisionnement en eau potable;

### Dans le secteur des mines:

- la formation et sensibilisation des femmes et des jeunes sur l'utilisation des produits chimiques sur les sites d'orpaillages;

### Cross-sectorally:

- le problème de sensibilisation et formations des femmes techniciennes dans les domaines de l'électricité et des mines ;
- la non-prise en compte d'une composante génératrice de revenu pour les femmes dans les différents projets.

## 2.2.4.2. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:

### Les mesures spécifiques

Le MMEE est l'un des ministères pilotes dans l'institutionnalisation de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) menée par le MEF. A ce titre, le MMEE a entamé la catégorisation de toutes les dépenses du DPPD-PAP en termes de lien avec l'égalité de genre (lien direct, lien indirect, pas de lien explicite). Cette catégorisation est presque terminée et a servi de base pour cette section II et la section III de ce RG23 du MMEE. Le tableau A en annexe montre quelques exemples de catégorisation pour chaque secteur.

Au niveau du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, trois directions nationales ont en charge l'effectivité de la mise en œuvre de mesures spécifiques dans le domaine du genre, à savoir: la Direction Nationale de l'Energie, la Direction Nationale de l'Hydraulique, et la Direction Nationale des Mines. Ces mesures spécifiques sont opérationnalisées essentiellement à travers les nombreuses agences et des projets spécifiques intégrant les spécificités genres liées aux secteurs des Mines, de l'Energie et de l'Eau.

### 2.2.4.3. Evaluation des activités genre pour l'année 2021

Le tableau II.1 ci-dessous rend compte de l'état d'exécution des résultats des activités sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère. Il s'agit d'activités ayant un lien indirect avec le genre - à savoir, l'objectif premier de ces activités n'est pas l'égalité de genre, mais les activités y contribuent par des composantes ou mesures incluses dans l'activité.

**Tableau II.1 - Résultats des activités et projets ayant un lien indirect avec le genre**

Code	Programme	Indicateur	Cible 2021	Résultat obtenu 2021
	<b>Programme 2.073 « Développement des ressources énergétiques</b>			
1.1.6	Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM).			
1.1.7	Projet Construction Liaison Double Terme Sikasso-Bougouni-Bamako			
1.1.9	Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)			
1.1.10	Projet Régional Accès Electricité (PRAE)			

1.1.11	Projet Central Hydraulique De Djenne			
2.1.7	Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER).			
2.3.2	Opérationnalisation du programme de suivi-évaluation du sous-secteur des biocarburants.			
2.3.3	Programme Développement Energie Biocarburant			
	<b>Programme 2.074 « Développement des ressources en eau »</b>			
4.1.1	Programme Appui Collectivité Territoriale Eau Potable Assainissement au Mali (PACTEA 3)			
3.3.2	Programme Commun Appui à la GIRE			
	<b>Programme 1.026 « Administration générale »</b>			
1.1.7	Projet Gouvernance Secteur des Mines			

### **Exécution financière des activités genre 2021**

#### **Tableau II.1 – Exécution financière en année 2021 par objectif**

Le MMEE n'a pas d'objectif de programme sensible au genre.

#### **Tableau II.2 – Exécution financière 2021 par détails des activités**

Le Tableau ci-dessous présente l'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du ministère. Il s'agit des mêmes activités que ci-dessus, ayant un lien indirect avec le genre. Le tableau II.2 reprend les montants totaux budgétisés et dépensés pour ces activités. Il est important de noter que ces activités contribuent à l'égalité de genre par des composantes ou mesures incluses dans l'activité. On ne peut donc pas considérer que les montants renseignés dans le tableau représentent un « budget genre », mais ils incluent un « budget genre ». Le MMEE entend continuer à progresser dans les analyses pour être en mesure de présenter un budget genre dans le prochain RG.

<i>Intitulé de l'activité</i>	<i>Exécution financière 2021 (En milliers de FCFA)</i>			
	<i>Prévu</i>	<i>Réel</i>	<i>Ecart</i>	<i>Taux %</i>
<b>Programme 2.073 « Développement des ressources énergétiques »</b>				
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)	9 969 128	3 321 000	6 648 128	33,31
Projet Construction Liaison Double Terme Sikasso-Bougouni-Bamako	13 125 000	10 074 000	3 051 000	76,75
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)	10 714 000	6 177 000	4 537 000	57,65
Projet Régional Accès Electricité (PRAE)	3 036 000	72 000	1 224 000	59,68
Projet Central Hydraulique De Djenne	3 972 400	1 812 000	2 160 400	45,61
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER).	7 770 000	6 653 000	1 117 000	85,62
Opérationnalisation du programme de suivi-évaluation du sous-secteur des biocarburants.	185 888	186 631	-743	100,39
Programme Développement Energie Biocarburant	170 000	130 036	39 964	76,49
<b>Programme 2.074 « Développement des ressources en eau»</b>				
Programme Appui Collectivité Territoriale Eau Potable Assainissement au Mali (PACTEA 3)	2 250 000	1 002 443	1 247 557	44,55
Programme Commun Appui à la GIRE	1 952 263	532 000	1 420 263	27,25
<b>Programme 1.026 « Administration générale »</b>				
Projet Gouvernance Secteur des Mines	3 696 000			
<b>Total</b>	<b>56 840 679</b>	<b>29 960 110</b>	<b>26 880 569</b>	<b>52,70</b>

## 2.2.4.4. Planification et budgétisation des actions genres:

### a) « Budget genre » existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect mais explicite (Tableau III.1b).

#### **Tableau III.1a - Budget genre: Dépenses ciblant l'égalité de genre**

Il n'y a pas d'activités ciblant directement l'égalité de genre au MMEE.

#### **Tableau III.1b - Budget genre: Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre**

Ce tableau présente les allocations budgétaires des activités ayant un lien indirect avec l'égalité de genre. Comme pour le Tableau II.2 ci-dessus, il s'agit des montants totaux budgétés pour ces activités, qui contribuent à l'égalité de genre par des composantes ou mesures incluses dans l'activité. On ne peut donc pas considérer que les montants renseignés dans le tableau représentent un « budget genre », mais ils incluent un « budget genre ». Le MMEE entend continuer à progresser dans les analyses pour être en mesure de présenter un budget genre dans le prochain Rapport Genre.

<i>Intitulé de l'activité</i>	<i>Dotation financière 2023 (en million de FCFA)</i>
<b><i>Programme 2.073 « Développement des ressources énergétiques »</i></b>	
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM)	7 469 000
Projet Construction Liaison Double Terme Sikasso-Bougouni-Bamako	3 000 000
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)	3 134 000
Projet Régional Accès Electricité (PRAE)	-
Projet Central Hydraulique De Djenne	2 134 000
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER).	1 460 000
Opérationnalisation du programme de suivi-évaluation du sous-secteur des biocarburants.	185 888
Programme Développement Energie Biocarburant	340 000
<b><i>Programme 2.074 « Développement des ressources en eau »</i></b>	
Programme Appui Collectivité Territoriale Eau Potable Assainissement au Mali (PACTEA 3)	1 742 000
Programme Commun Appui à la GIRE	2 255 000
<b><i>Programme 1.026 « Administration générale »</i></b>	
Projet Gouvernance Secteur des Mines	800 000
<b><i>Total</i></b>	<b><i>22 519 888</i></b>

### **Tableau III.2b - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre**

Ce tableau reprend le ou les programmes du Ministère qui ont un lien avec le genre à travers la PNG.

Exemple :

(En milliers de FCFA)

	<i>Exécution</i>	<i>Budget</i>	<i>Prévisions</i>		
<i>Programme</i>					
	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>
<b><i>Programme X</i></b>	X	X	X	X	X
<b><i>Total</i></b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>

**NB:** Les analyses continuent par rapport au remplissage de ce tableau dans les rapports genres futurs.

### **Tableau III.3b - Effectifs du ministère séxo-désagregés**

Un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnel des départements ministériels et proposant de présenter la répartition de ces dépenses de façon sexo-spécifique en effectuant une répartition du personnel conformément aux lois n°2014-049 du 18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et n° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives.

**NB :** il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
<b>1. Ministre</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
<b>2. Secrétariat Général</b>	<b>39</b>	<b>27</b>	<b>12</b>	<b>30,76</b>
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	6	5	1	16,66
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	32	21	11	52,38
<b>3. Cabinet</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>28,71</b>
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	4	3	1	25,00
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
<b>4. Services Centraux</b>	<b>129</b>	<b>80</b>	<b>48</b>	
<b>4.1. Directions Nationales et services Rattachés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Directeurs nationaux	5	4	1	20,00
Directeurs nationaux Adjointes	5	4	1	20,00
Chefs de Division	9	9	0	0,00
Chefs de section	17	13	3	17,64
Chargés de dossier	61	35	26	42,62
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	32	15	17	53,12
<b>4.2. Personnel EPA</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>4.3. Personnel EPST</b>	<b>37</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>43,24</b>
<b>Total</b>				

## 2.2.4.5. Perspectives:

Le MMEE va notamment poursuivre l'institutionnalisation de la BSG sous la guidance du MEF. Dans les mois qui viennent, il est prévu de procéder à la validation finale de la **catégorisation** des dépenses du DPPD-PAP en termes de **lien avec l'égalité de genre**; et de procéder à la « **qualification** » des liens directs et indirects avec l'égalité de genre qui ont été identifiés à travers la catégorisation. La « qualification » des liens vise à évaluer la **qualité des dépenses liées au genre** en termes d'impact sur l'égalité de genre. La qualification est très importante car pour rendre le budget plus sensible au genre, l'objectif devrait être d'accroître la part des dépenses sensibles au genre ayant un impact élevé « Qualifier » les liens genre identifiés dans le DPPD-PAP peut guider les décisions visant à rendre le budget plus sensible au genre, en indiquant où agir en premier lieu.

**Tableau A - Exemple d'analyse de catégorisation des dépenses en termes de lien avec l'égalité de genre au MMEE**

	1 <sup>ère</sup> Question: L'égalité de genre est-elle ciblée/ promue/renforcée dans le programme/ l'action/l'activité/le projet?		2 <sup>ème</sup> Question: Le programme/l'action/ l'activité/le projet aurait-il été mis en œuvre si l'égalité de genre n'avait pas été mentionnée?		3 <sup>ème</sup> Question : L'égalité de genre est-elle mentionnée dans la définition du programme/de l'action/ l'activité/ le projet de manière explicite et formelle		Classification des dépenses selon le lien
	Oui/ Non	Justification du OUI	Oui/ Non	Justification du NON	Oui/ Non	Justification du OUI: Quelle mentions/traces etc.?	Direct/ Indirect/ Aucun lien explicite
		Que fait-on pour promouvoir l'égalité des genres? Quelles sont les mesures ? Quels sont les effets ?		Pourquoi le programme/ action/ activité/ projet n'existerait-il pas sans la politique d'égalité de genre? Y a-t-il des parties non négligeables qui auraient été mises en œuvre même sans la politique d'égalité de genre ?		Quelles sont les définitions concrètes, les objectifs de genre, les indicateurs cibles, etc. dans les documents officiels (DPPD-PAP, documents de projet, etc.)? Veuillez les énumérer de manière explicite, en indiquant le type de document.	Le lien est direct si la réponse est "oui" à la 1 <sup>re</sup> question et "non" à la 2 <sup>e</sup> question. Le lien est indirect si la réponse est "oui" à la 1 <sup>re</sup> question, "oui" à la 2 <sup>e</sup> , et "oui" à la 3 <sup>e</sup> . Dans tous les autres cas de figures il n'y a pas de lien explicite.
2.073 Développement des ressources énergétiques	Oui	Dans le programme, il y a beaucoup de projets, activités etc. qui bénéficient les femmes en particulier (AGR, maraichage via pompage, unités de transformation etc.) + Femmes impliquées dans les structures de gestion	Oui	L'objectif premier du programme est le développement des ressources énergétiques. Le programme aurait été mis en œuvre même sans la politique nationale genre.	Non	Pas d'indicateur dans le DPPD-PAP au niveau du programme	Aucun lien explicite
02 Promotion des énergies renouvelables	Oui	Même justification que pour le programme	Oui	Même justification que pour le programme	Non	Même justification que pour le programme	Aucun lien explicite
Prog Dev Energie Biocarburant	Oui	L'égalité genre est appuyé par la création de PME/PMI en faveur des femmes, l'organisation, la sensibilisation, la formation, la création de partenariats avec les agences nationales, internationales	Oui	L'objectif global du Programme de Développement des Bioénergies est de contribuer à la promotion d'un développement durable par la mise à	Oui	L'emploi des femmes est appuyé par la création de PME/PMI à leur profit dans les différentes sous filières de Bioénergie (Jatropha, Bioéthanol, Biogaz, Briquettes combustibles). Cela ressort dans les résultats attendus	Indirect

		chargés des financements et la promotion des emplois des femmes dans les sous-filières de la Bioénergie (Jatropha, Bioéthanol, Biogaz, Briquettes combustibles, etc.). Le programme de développement des Bioénergies au Mali (PDBM) a une durée de cinq (5) ans, 2022-2026		disposition des populations d'une énergie locale à moindre cout, propre et respectueuse de l'environnement.		suivants R1.5; R2.5; R3.6; R7.3; R7.6 du programme de développement des bioénergies au Mali avec des indicateurs de résultats pour les femmes.	
2.074 Développement des ressources en eau							
01 Approvisionnement en Eau Potable							
Prog AppuiCollectivité Territoriale Eau Potable Assain. Mali (PACTEA III)	Oui	Le programme vise l'amélioration des conditions d'accès de la population à l'eau potable ce qui réduiraconsidérablement le temps de corvée d'eau des femmes d'où l'amélioration des conditions de vie de la femme en milieu rurales et semi-urbaines. Les femmes occuperont d'importantes places dans les associations des usagers d'eau potable et dans les comités de gestion.	Oui	L'objectif global du programme est de Promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté dans les deux régions (Sikasso et Ségou) par un accès à l'énergie renouvelable et service public de l'eau et de l'assainissement durable.	Oui	Le nombre de femmes au sein des bureaux des AUEP est un indicateur du programme. L'égalité entre homme et femme (y compris le rôle des femmes dans le développement) est un objectif important dans la convention de financement	Indirect
1.026 Administration Générale	Non		Oui		Non		
01 Coordination et pilotage de la politique du département							
Projet Gouvernance Secteur des Mines	Oui	Dans le document du projet Gouvernance du Secteur Minier, toute une composante est consacrée au genre. Sous-composante C3 - Autonomisation économique des femmes dans l'industrie minière (3,30 millions USD): pour combler les écarts entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'ASM au Mali, où les femmes ont un contrôle limité sur le revenu du ménage et un accès limité aux moyens de production, cette sous-composante soutiendra l'autonomisation économique des femmes dans l'exploitation minière artisanale en soutenant: (i) les femmes dans les associations minières à	Oui		Oui	Voir réponse à la question 1	Indirect

	<p>former des membres pour des professions non minières dans lesquelles les femmes ont un avantage comparatif (collecte, taille, polissage et fabrication de pierres semi-précieuses pour la bijouterie ou l'art); (ii) les mêmes associations ont mis au point trois projets pilotes de récupération et de conversion de sites d'EMA précédemment exploités en coopératives de production de légumes; et (iii) les organisations impliquées dans des activités de sensibilisation et de prévention centrées sur les victimes de violence sexiste. Au-delà de la composante du projet, une série d'activités est prévue aussi entrant dans le même cadre à savoir: 1. Réalisation l'étude cartographique des femmes prestataires évoluant dans le contenu local (Zones minières, Kayes, Koulikoro et Sikasso); 2. Elaboration d'une stratégie genre du projet adapté aux organisations féminines et 3. Formation des points focaux genre sur les concepts genres et les outils de collectes d'informations</p>					
--	--	--	--	--	--	--

## **2.2.5 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **INTRODUCTION**

La démarche de la Planification et de la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a été introduite dans le processus budgétaire depuis quelques années au Mali. Il est piloté par le Ministère de l'Economie et des Finances.

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est devenu une préoccupation des autorités, tant au niveau du Gouvernement que du Parlement. Cela nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses.

Une des stratégies pour améliorer cet impact passe par la budgétisation sensible au genre qui constitue également l'un des axes d'orientation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG). La budgétisation sensible au genre s'est concrétisée par l'élaboration d'une annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre.

Le rapport-genre du MEADD a été élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n°01194/ MEF-SG du 17 mars 2022, fixant le cadre budgétaire pour 2022. Il est fondé sur l'obligation de rendre de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets- programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

### **2.3.1.1. LES ENJEUX - GENRE**

Les enjeux du genre du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) portent sur les points suivants:

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement;
- l'insuffisance d'une option sociale qui démontre une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières;

Aussi, il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

### **2.3.1.2. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE**

#### **Les mesures spécifiques:**

Au MEADD, les aspects genre sont essentiellement pris en compte au niveau des lignes ci-dessous: (i) Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) et (ii) l'Agence de l'Environnement pour le Développement Durable (AEDD), le PDD-DIN et le projet GEDEFORIII.

Cependant en raison des contraintes budgétaires, les projets n'ont pas bénéficié de financement du volet genre comme souhaité. Ce qui a réduit considérablement les actions relatives au genre au niveau du MEADD.



Par ailleurs, une avancée notable a été faite à travers l'élaboration par le cabinet du MEADD de « **l'Etude genre pour l'élaboration de la stratégie d'institutionnalisation et d'intégration du genre dans le secteur de l'environnement** » qui avait été faite. Ledit rapport a permis de mettre à la disposition du MEADD une stratégie d'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'environnement, assortie d'un plan d'actions pour la période 2020-2022.

Ce rapport a pour objet de donner la situation des réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2021 et les perspectives pour 2022 en vue de renseigner les réalisations du MEADD dans le cadre de la Politique Nationale Genre.

Le Genre/Equité sociale, communication et VIH est la quatrième composante dans le document du programme. Le genre/équité sociale est pris en compte dans le cadre logique et cadre institutionnel du programme. Par conséquent la prise en compte du genre/équité sociale est obligatoire à tous les niveaux d'exécution des activités du programme enfin d'atteindre les résultats escomptés.

### 2.3.1.3. Les réalisations 2021 et les Perspectives de 2022:

La situation des réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2021 et les perspectives pour 2022 sont consignées dans les tableaux ci-dessous.

**Tableau de réalisations pour 2021: Concernant le Programme PDD-DIN les activités réalisées sont ci-dessous:**

Activités réalisées au cours de l'année 2021	Activités réalisées	Budget prévu	Budget affecté
2.3.2.2 : Poursuivre la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés	Néant		
2.2.3 : Sensibiliser et former sur l'utilisation du charbon amélioré	Néant		
2.3.2.5 : Faciliter l'accès à moindre coût des femmes aux technologies appropriées moins consommatrices de bois	Néant		
2.3.2.6 : Renforcer les GIE de femmes	Néant		
2.3.2.7 : Doter les femmes de plates-formes multifonctionnelles	En 2021 le PDD-DIN a doté cent vingt (120) femmes de deux périmètres maraichers du delta en 2 unités de conservation et transformation de produits agroalimentaire	56 422 000	56 422 000
3.2.2.3 : Former les femmes en technique aquacole et piscicole	Dix-huit (18) femmes des deux groupements bénéficiaires des fermes piscicoles sont formées en technique de production piscicole	3 000 000	3 000 000
3.2.2.5 : former les femmes en embouches	Néant		
3.2.2.6 : former les femmes en aviculture, cuniculture	Soixante (60) femmes des trois groupements bénéficiaires des fermes avicoles sont formées en techniques de production avicole	12 000 000	12 000 000
3.2.3.1 : Former les femmes aux techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaire	Cent vingt (120) femmes des deux groupements bénéficiaires des périmètres maraichers sont formées en techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaire	1 500 000	1 500 000
3.2.3.3 : Former les femmes en techniques modernes de conservation et de transformation des produits d'élevage	Néant		

3.2.3.4 : Doter les femmes en équipement adéquats pour la conservation et la transformation des produits d'élevage	Néant		
3.2.3.6 : Faciliter l'accès aux moyens de transport pour l'écoulement des produits	Néant		
3.2.4.1 : Sensibiliser les leaders et les partenaires pour une meilleure implication des femmes dans les programmes et projets de conservation et de restauration de la forêt et de la faune			
3.2.4.2 : Promouvoir la création d'emplois ou AGR pour les femmes dans les activités de conservation	Avec l'implantation des Périmètres maraichers, des fermes avicoles, des fermes piscicoles et des plantations d'arbres fruitiers et de plantations de productions de bois au profit des femmes ont créé au moins 200 emplois dans le delta en 2021	57 922 000	57 922 000
3.2.4.3 : Sensibiliser les femmes sur la prévention et la gestion des feux de brousse	Néant		

#### Quant à la DNACPN:

Les réalisations de la DNACPN prenant en compte le genre au titre de l'année 2021 ont concerné 21 513 personnes dont 12 184 femmes, soit un taux de participation genre (femmes) de **56, 63%**. Pour les perspectives au titre de l'année 2022, les réalisations intégrant le genre vont concerner **20 818** personnes dont **12 536** femmes, soit un taux prévisionnel genre (femmes) de **60,22%**. Lesdites réalisations et prévisions sont consignées dans le tableau ci-dessous:

N°	Réalizations dans la prise en compte du genre					Programmations tenant en compte le genre			
	Au titre de l'année 2021					Au titre de l'année 2022			
	Désignation	Réalizations	Effectif en 2021			Réalizations programmées en 2022	Effectifs ciblés en 2022		
			F	H	Total		F	H	Total
I	Formations	<b>formations diplômâtes</b>	1	2	3	formations diplômâtes	1	2	3
		Voyages d'études: sur un nombre de 9 voyages prévus, 2 ont pu être réalisés sur financement du MEADD et ACF/KEAB, soit un taux de réalisation de 22,22%. Sur 9 participants à ces voyages, 7 sont des hommes et 2 sont des femmes. Il est prévu de réaliser 14 voyages au cours de l'année 2022 et concerneront 10 personnes dont 5 femmes	2	7	9	Voyages d'études	5	5	10
		<b>Formations des collectivités territoriales et autres acteurs en 2021</b>	295	865	1160	colloques/séminaires	10	15	25

N°	Réalizations dans la prise en compte du genre				Programmations tenant en compte le genre				
	Au titre de l'année 2021				Au titre de l'année 2022				
	Désignation	Réalizations	Effectif en 2021			Réalizations programmées en 2022	Effectifs ciblés en 2022		
F			H	Total	F		H	Total	
		et prévisions 2022: au cours de l'année 2021, sur un nombre prévu de 64 séances de formation, 54 ont pu être réalisées, soit un taux de 84,37%. Sur 1160 participants, 865 sont des hommes et 295 sont des femmes. Il est prévu 43 séances de formation en 2022.							
		Atelier de formation des cadres centraux des ministères /secteurs sur le Gendermainstreaming :				Ateliers : partager les acquis de la formation des cadres centraux des ministères /secteurs sur le Gendermainstreaming aux niveaux régional et subrégional.			
		<b>L'objectif global</b> Former les participants sur l'approche gendermainstreaming notamment ses enjeux afin d'éviter que les pouvoirs publics ne mettent en place des politiques qui créent des inégalités entre hommes et femmes	2	3	5		70	30	100
		stages de qualification	5	2	7	stages de qualification	5	2	7
II		en petits matériels d'assainissement des GIE ou des BECEYA TON	-	-	-	en petits matériels d'assainissement des GIE ou des BECEYA TON	-	-	-
	Appui-matériels	en matériels informatiques (ordinateurs fixes ou portables, les clés USB, disques durs, imprimantes, les scanners, les vidéoprojecteurs, etc.).	15	30	45	en matériels informatiques (ordinateurs fixes ou portables, les clés USB, disques durs, imprimantes, les scanners, les vidéoprojecteurs, etc.).	25	15	40
		en matériels roulant (motos)	6	8	14	en matériels roulant (motos)	-	-	-
III	Journées de sensibilisation: Sur un nombre de 49 séances de formations	participation aux émissions radiophoniques et télévisuelles en rapport avec la législation nationale en matière d'assainissement et	69	382	451	participation aux émissions radiophoniques et télévisuelles en rapport avec la	380	120	500

N°	Réalizations dans la prise en compte du genre					Programmations tenant en compte le genre			
	Au titre de l'année 2021					Au titre de l'année 2022			
	Désignation	Réalizations	Effectif en 2021			Réalizations programmées en 2022	Effectifs ciblés en 2022		
			F	H	Total		F	H	Total
	prévues au cours de l'année 2021, 58 ont été réalisées, soit un taux de 118,36%. Sur un nombre de 451 participants, 382 sont des hommes et 69 sont des femmes. Il est prévu de réaliser 47 séances de formation au cours de l'année 2022	du contrôle des pollutions et des nuisances (la Loi 2021-034 du 24 mai 2021).				législation nationale en matière d'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances (la Loi 2021-032 du 24 mai 2021).			
		Journée de sensibilisation pour le ramassage des ordures ménagères en 2021,	6150	3750	9900	Journée de sensibilisation pour le ramassage des ordures ménagères	6 150	3 750	9 900
		participation à la journée mondiale des toilettes (JMT), 19 novembre 2021	3 800	1 200	5000	participation à la journée mondiale des toilettes (JMT)	3 810	1 210	5 020
IV	Missions de suivi environnemental : sur un nombre de 465 missions de suivi prévues, 300 ont pu être réalisées, soit 64,51%. Il est prévu d'en réaliser 434 au cours de l'année 2022.	participation aux missions de contrôles des établissements classés et des projets/programmes	28	50	78	participation aux missions de contrôles des unités industrielles ou artisanales	30	55	85
V	les procédures d'EIES :	Participation aux travaux de consultation publique pour les EIES :	850	1580	2430	participation aux travaux de consultation publique pour les EIES	900	1000	1900
		participation aux travaux de validation de Rapports d'Études d'Impacts Environnemental et Social (REIES)	911	1300	2211	participation aux travaux de validation des Rapports d'Études d'Impacts Environnemental et Social (REIES)	1 100	2 000	3100
VI	Elaboration de la Politique Nationale d'Assainissement (PNA) et ses programmes	participation aux activités d'élaboration et de validation de la Politique Nationale d'Assainissement (PNA) et ses programmes	50	150	200	Adoption politique de la PNA et ses programmes	50	78	128
<b>Total Général</b>			12 184	9 329	21 513	<b>Total Général</b>	12 536	8 282	20 818

## SITUATION DES REALISATIONS 2020 DE L'AEDD DANS LA PRISE EN COMPTE DU GENRE

Réalizations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2021				
Activités	Bénéficiaires		Cercle	Commune
	Femme	Homme		
<b>1. CEMALI (Climat et Energie au Mali) : Fonds climat Mali</b>				
Le renforcement des femmes réparties dans confection de 17 559 foyers améliorés en banco.	473			
Formation sur l'intégration de l'approche du genre dans la mise en œuvre du projet CEMALI par ONU Femmes sur « l'approche Genre ».	19 agents de l'équipe GERES et de ses partenaires			
<b>2. Programme: Programme d'Appui à l'Agriculture Durable et de Résilience contre les Changements Climatiques à Yanfolila (PAADRCY)</b>				
Formation des avicultrices aux techniques d'aviculture familiale améliorée et dotées en coqs géniteurs de race améliorée dans les trois communes.	-	-	Yanfolila	
<b>3. Programme de Réduction des Effets Néfastes des Changements Climatiques dans le Delta Intérieur du Niger</b>				
2 hectares de périmètres maraichers clôturés auprès des bas-fonds et dotation des femmes en semences autour des bas-fonds;	150		Mopti	
Formation des femmes sur les techniques maraichères.	150			Madiama
<b>4. Appui à l'Amélioration de la Productivité Agricole, Animale, Piscicole pour la Réduction de la Vulnérabilité aux Changements Climatiques de petites Exploitations Agricoles Familiales dans le cercle de Kita</b>				
Exploitation des mares et de cage flottante à au profit des autour de la filière	39	-	Kita	Kassaro- Torolo-sébécoro
Formation des femmes sur les changements climatiques	42			Sanando
Formation des femmes et leur dotation en équipement de production et d'agro métrologie	5			
<b>5. Programme de développement des capacités de production aquacole résiliente et durable adaptées aux changements climatiques et à la variabilité climatique au Mali</b>				
Formation des femmes travaillant sur 100 sites de mares en techniques d'empoissonnement des mares aménagées dans la zone du projet ;	150		San	
Formation des représentantes des associations de femmes rurales formées sur les techniques de la pisciculture en cage flottante (cinq sites équipés de cages flottantes).	10		San-Kayes-Koulikoro	
<b>6. Projet« Facilité pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques » (LoCAL-Mali)</b>				
Renforcement de capacités des femmes sur les techniques culturales innovantes de compostage	280	-	Nioro	Simby et Sandaré
Formation sur les changements climatiques, les techniques de pisciculture et maraichage	245	-	Nioro	Simby et Sandaré
Dotation des groupements de femmes en intrants agricoles	285	-	Nioro	Simby et Sandaré
Financement des projets d'adaptation aux changements climatiques				
<b>7. Contribution Déterminée au niveau National (CDN)</b>				
Analyse du genre dans l'adaptation pour aider à identifier les mesures d'adaptation qui seront incluses dans la CDN en cours;	-	-	-	-
<b>8. Programme Régional d'Aménagement Intégré des Ressources Naturelles du Massif du FoutaDjallon (PRAI)</b>				
Formation des bénéficiaires sur l'entretien et l'utilisation des bassins de réception d'eau dans les périmètres maraichers de	-	-	Narena et Kéniéba	Linguekoto, Kéniema
Construction des canaux d'irrigation a l'intérieure des nouveaux périmètres (02 périmètres maraicher 05 canaux d'irrigation et 90 planches) pour les femmes	-	-		

## **Perspectives dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2022**

1. réalisation des projections climatiques du Mali et mener des évaluations de vulnérabilité de deux secteurs;
2. élaboration des outils MRV du Fonds Climat Mali;
3. Mobilisation des ressources financières auprès des partenaires techniques et financiers: Coopération canadienne, la délégation de l'Union Européenne, la Coopération Sud-Sud, le Fonds vert Climat;
4. élaboration des outils de mise en œuvre de la CDN sensible au genre: feuille de route, plan d'investissement, plan de partenariat et le plan de communication;
5. développement de tous les projets prioritaires de la CDN sensible au genre;
6. réalisation de l'étude genre sur l'analyse genre et le plan d'engagement des parties prenantes dans le cadre du projet Quatrième Communication sur les Changements Climatiques.

### **2.3.1.4. Evaluation des activités genre 2021:**

Au niveau du programme: « Amélioration du Cadre de Vie des Populations », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrés à travers: (i) l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises et (ii) le ramassage des ordures des dépôts de transit vers les dépôts finaux. Ce qui a contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement.

Au niveau du programme n°4 « Protection et conservation de la nature » l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menées par la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses démembrés et le Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Cependant, il faut noter le faible taux d'implication des groupements de femmes dans la GRFF qui est lié à l'insécurité généralisée au centre du pays qui est la zone d'action du PDD-DIN.

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

### **Planification et budgétisation des actions Genre 2022:**

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les programmes « Amélioration du cadre de vie des populations » et « Protection et Conservation de la Nature » du Département.

**Programme 2.069 : Amélioration du Cadre de Vie des Populations**

Objectif	Indicateurs					
	Libellé	Réf	Cibles			
		2020	2021	2022	2023	2024
<b>Objectif 1 : Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement</b>	1.1 : Taux de réalisation des séances de sensibilisation	100	100	100	100	100
<b>Objectif 2: Assurer l'accès des populations à un service durable d'assainissement</b>	2.3 Taux de ménages raccordés à un réseau d'égouts	100	100	100	100	100

**Commentaire** : A travers ce programme, nous constatons une progression des pourcentages de réalisation des séances de sensibilisation et le taux de ménages raccordés à un réseau d'égouts.

**Programme 2.071 : Protection et conservation de la nature**

Objectif	Indicateurs					
	Libellés	Réf	Cibles			
		2020	2021	2022	2023	2024
<b>4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité</b>	4.1. Taux de réalisation des séances de CCC	100	100	100	100	100
	4.4. Taux de réalisations des séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF	100	100	100	100	100

**Commentaire** : De plus en plus une performance est constatée dans l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF) à travers les appuis financiers, les formations et les encadrements.

**En ce qui concerne le Programme 2.072, les perspectives dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2022 sont entre autres :**

- appuyer les femmes des communes vulnérables dans l'établissement et la gestion des projets de jardinage en saison sèche;
- réaliser les projections climatiques du Mali et mener des évaluations de vulnérabilité de deux secteurs;
- élaborer les outils MRV du Fonds Climat Mali;
- poursuivre et renforcer la mise en œuvre des mesures d'adaptation à travers la finalisation du renforcement des 14 périmètres maraîchers réalisés par le projet, l'introduction de la pisciculture dans deux périmètres maraîchers de la région de Kayes;
- organiser des ateliers spécifiques de sensibilisation et d'appropriation à l'intention des associations féminines à travers les femmes conseillères;
- procéder à une large diffusion du SAP à travers les médias en français et dans les langues nationales;
- procéder à la formation des conseillères et les comités de veilles sur la gestion des inondations et généralité sur les changements climatiques.



## **CHAPITRE 3 :**

### **Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques**

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme ;
- Ministère de l'Industrie et du Commerce.

## 2.3.1 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

### Introduction :

Le Ministère du Développement Rural est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. A ce titre, en résumé, il a l'initiative et est responsable :

- a d'améliorer la production agricole, halieutique, aquacole et animale (développement et accès aux technologies et intrants, aménagements et équipements, services vétérinaires etc.) ;
- b d'améliorer les conditions de vie des producteurs (appui aux producteurs, appui à la diversification et l'organisation des filières de production, appui à la commercialisation etc.).

L'importance de ces activités en ce qui concerne l'égalité de genre tient au rôle important que jouent les femmes dans le secteur. Ce rôle est reconnu mais des progrès importants restent à faire afin de mieux appuyer les femmes à le remplir plus pleinement.

### **Présentation du Ministère**

Le ministre du Développement Rural prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'accroissement de la production et de la productivité agricoles en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires;
- la vulgarisation des techniques modernes de production agricole;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs agricoles en matériels, intrants et semences et l'amélioration de leur qualité en rapport avec le ministre chargé de l'Industrie;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs agricoles et des exploitations familiales;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production agricole;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions agricoles en rapport avec le ministre chargé du Commerce;
- l'amélioration du cadre de vie des producteurs agricoles en milieu rural;
- la contribution au développement et à la sécurisation de l'emploi rural salarié;
- la gestion du foncier en rapport notamment avec les ministres chargés des Finances de l'Administration du Territoire et de l'Aménagement du Territoire;
- la conservation et la restauration des sols cultivés;
- la protection des cultures et la conservation des récoltes;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans le domaine de l'agriculture;
- la réalisation de travaux d'aménagements hydro-agricoles, d'équipements ruraux et de maîtrise de l'eau;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs agricoles en équipements;
- l'accroissement de la production et de la productivité pastorale et aquacole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires;
- la vulgarisation des techniques modernes de production animale ou aquacole;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production animale;
- l'organisation la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministre chargé du Commerce;

- la contribution au développement et à la sécurisation de l'emploi rural salarié;
- la gestion des espaces pastoraux en rapport notamment avec les ministres chargés des affaires foncières de l'administration territoriale et de l'aménagement du territoire;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Élevage et de la Pêche;
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

### **2.3.1.5. Enjeux et gaps à combler :**

Le Ministère du Développement Rural est confronté à un certain nombre de défis en matière de genre parmi lesquels on peut citer :

#### **a) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département.**

- le faible accès des femmes à la terre et aux intrants agricole subventionnés;
- l'insuffisance dans la prise en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures agricoles, pastorales et halieutique;
- les difficultés d'encadrement et de suivi, l'insuffisance du système d'appui conseil des femmes au niveau local due au manque de moyens matériels, financiers et humains;
- le faible niveau de formation des femmes évoluant dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et de la pêche;
- la forte vulnérabilité des femmes et de jeunes face aux aléas climatiques et aux crises sociales; l'insécurité dans les régions du centre et du nord affectant les activités agricole, d'élevage et de la pêche, principales sources de revenus des femmes de ces localités;
- l'insuffisance dans le renforcement de capacités institutionnelles en genre du Ministère (mise en place d'une cellule genre au niveau du département);
- l'impact négatif en particulier sur les femmes de la maîtrise insuffisante des problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, insalubrité) engendrant la dégradation du cadre de vie;
- la disponibilité encore limitée de statistiques et données de performance désagrégées par genre;
- l'insuffisance de financement d'activités ciblant directement les inégalités de genre dans les actions et programmes du MDR;
- Combler le déficit alimentaire et nutritionnel.

#### **b) Les Gaps à combler**

- Faciliter l'accès des femmes à la terre et aux intrants agricole subventionnés en appliquant les textes en vigueur;
- prendre en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures agricoles, pastorales et halieutiques;
- encadrer et appuyer les femmes au niveau local en matériels, financiers et humains;
- former les femmes aux techniques dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et de la pêche;
- renforcer la résilience des femmes et de jeunes face aux aléas climatiques et aux crises sociale;
- opérationnaliser les comités genre du Ministère;
- maîtriser les problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, insalubrité) engendrant la dégradation du cadre de vie;
- rendre disponibles des statistiques et données de performance désagrégées par genre;
- augmenter l'apport nutritionnel de la femme.

### 2.3.1.6. Mesures ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre:

Le Ministère du Développement Rural à travers ses services centraux et déconcentrés, ses projets et programmes met en œuvre plusieurs stratégies de réduction des inégalités liées au genre.

#### Mesure spécifiques:

Les structures centrales/services rattachés et leurs démembrements au niveau régional et local réalisent des activités de renforcement des capacités des groupes vulnérables (femmes et les jeunes) pour réduire les inégalités liées au genre à travers :

- ✓ les formations dans les différents domaines de l'agriculture, l'élevage et de la pêche,
- ✓ les dotations en équipement agricole, d'élevage et de la pêche;
- ✓ la réalisation des infrastructures agricole, l'élevage et de pêche en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes.
- ✓ la mise en œuvre d'activités de protection phytosanitaire et de santé animale

Les projets/programmes du département procèdent à l'intégration de la dimension genre depuis la conception en précisant le pourcentage de jeunes et de femmes à atteindre pendant la mise en œuvre du projet/programme.

### 2.3.1.7. Réalisations des activités liées indirectement à la réduction des inégalités de genre

#### Catégorisation des dépenses du DPPD-PAP du MDR en termes de lien avec l'égalité de genre

Le MDR mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer directement ou indirectement à réduire les inégalités de genre. Rendre le budget du MDR plus sensible au genre demande d'identifier et de renforcer ce potentiel, et donc, d'analyser les activités inscrites dans le DPPD-PAP en termes de lien avec l'égalité de genre. Le MDR est l'un des six ministères qui a entamé une démarche d'analyse des activités/dépenses du DPPD-PAP, en les classifiant en

- dépenses ciblant directement l'égalité de genre;
- dépenses ciblant indirectement/ayant un lien indirect avec l'égalité de genre;
- dépenses n'ayant aucun lien explicite avec l'égalité de genre.

Ce type d'analyse est illustré ci-dessous. Le MDR poursuivra cette analyse afin de la finaliser pour le RG24.

**Activité 1.1.3 Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de femmes et jeunes en unités wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)** dans l'action 01 Promotion filières de production et industrie animales, renforcement des capacités techniques des intervenants du programme 2.090 Développement des Productions et Industries Animales

1<sup>ère</sup> Question : L'égalité de genre est-elle ciblée/ promue/renforcée dans le programme/ l'action/ l'activité/ le projet ? **OUI**

Que fait-on pour promouvoir l'égalité de genres ? Quelles sont les mesures ? Quels sont les effets ?

**Ce projet vise l'autonomisation des femmes et jeunes avec l'augmentation de leur revenu**

2<sup>ème</sup> Question : Le programme/ l'action/ l'activité/ le projet aurait-il été mis en œuvre si l'égalité de genre n'avait pas été mentionnée ? **OUI**

Pourquoi le programme/ action/ activité/ projet n'existerait-il pas sans la politique d'égalité de genre ? Y a-t-il des parties non négligeables qui auraient été mises en œuvre même sans la politique d'égalité de genre ?

**Le programme accorde les mêmes avantages aux intervenants de la filière quel que soit leur statut.**

3<sup>ème</sup> Question : L'égalité de genre est-elle mentionnée dans la définition du programme/ de l'action/ l'activité/ du projet de manière explicite et formelle ? **OUI**

Quelles sont les définitions concrètes, les objectifs de genre, les indicateurs cibles, etc. dans les documents officiels (DPPD-PAP, documents de projet, etc.) ? Veuillez les énumérer de manière explicite, en indiquant le type de document.

**L'activité 1 budgétisée à hauteur de 200 millions s'occupe spécifiquement du genre, au sein du programme.**

Classification des dépenses selon le lien - Le lien est direct si la réponse est "oui" à la 1<sup>ère</sup> question et "non" à la 2<sup>ème</sup> question. Le lien est indirect si la réponse est "oui" à la 1<sup>ère</sup> question, "oui" à la 2<sup>ème</sup>, et "oui" à la 3<sup>ème</sup>. Dans tous les autres cas de figures il n'y a pas de lien explicite.

**L'activité cible indirectement l'égalité de genre (lien indirect).**

Le tableau ci-dessous reprend des activités du DPPD-PAP pour lesquelles un début d'analyse de classification suggère un lien indirect. Cette analyse doit encore être validée.

**Tableau II.1 : réalisation des activités 2021.**

Structures	Activités réalisées en 2021	Nombre de Femmes bénéficiaires
<b>P. 2.087</b> <b>Appui au monde Rural</b>	Appui aux femmes et aux groupements des jeunes ruraux en petits équipements de transformation et la formation des transformatrices sur les technologies alimentaires de l'arachide.	20
	Appui à l'installation (formation, équipement, dotation en plants sains) et le suivi de 60 femmes et 40 jeunes dans la production de banane.	60
	Formation de femmes et de jeunes en techniques de production de banane	7
<b>P. 2.088</b>	Atelier de renforcement des capacités des services techniques, partenaires et producteurs sur les CES/DRS (Conservation Eaux et Sols/Défense et Restauration des Sols du 16 au 19/11/2021 femme (01)	1
	Atelier de formation des formateurs sur le genre et développement des institutions et organisations de la société civile au niveau de la région de Koulikoro et du niveau central du 22 au 26/02/2021, femme (01)	1
	Formation des bénéficiaires sur l'entretien et la maintenance des AHA femmes (05)	5
<b>P. 2.089</b> <b>IER</b>		

<b>P. 2.090 DNPIA</b>	Dans le domaine de la production d'œufs, 12 jeunes dont (2) femmes ont été installés à Koulikoro (6), Sikasso (3) et le District de Bamako (3).	2
	Dans le domaine de l'aviculture traditionnelle améliorée, 67 bénéficiaires dont 36 femmes et 21 hommes (jeunes) ont été installés dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le District de Bamako.	36
	15 membres de l'équipe technique d'élaboration du bilan fourrager dont 3 femmes formés sur l'outil « feed balance sheets » bilan alimentaire des animaux (FAO).	3
	20 acteurs dont 3 femmes formés sur le géo-portail et bibliothèque numérique par le Centre AGRHYMET dans le cadre du Système Régional d'Information sur la Pastoralisme.	3
<b>P. 2.091 DNP</b>	<b>Promotion pêche et Aquaculture</b>	
	Deux cent (200) femmes sont formées en technique de fumage par la fumée par le PAFHa.	200
	Les nouveaux aménagements et les réhabilitations en 2021 ont permis d'installer 2 200 personnes dont 710 femmes dans les différentes régions du Mali.	710
	Formation des 30 producteurs en technique de pisciculture dont 2 femmes et 28 hommes	2
	Formation de 100 agents de la DNP en technique d'utilisation des désinsectisant du poisson sur financement du projet REDISSE III dont 12 femmes.	12
	Formation de 180 agents de la DNP dont 32 femmes sur la production d'alevins Tilapia mono sexe mâle, conditionnement et transport par le projet jegue Ni Jaba.	32
	Formation de 60 élus des collectivités territoriales dont 5 femmes et 9 Sous-préfets dont 2 femmes des régions de Ségou et Mopti sur la démarche d'élaboration de la cogestion des pêcheries et le fonctionnement des conseils de pêche.	5
	Formation de 40 agents de la DNP et des ONG dont 2 femmes sur le processus de la cogestion des pêcheries organisé par le PAFHa.	2
	Formation de 34 agents dont 3 femmes de la DNP sur l'administration de la pêche organisée par le PAFHa.	3
	Formation de 25 agents dont 2 femmes sur la conduite des champs écoles des producteurs aquacoles organisée par le PADEL-M.	
	Les bénéficiaires de la subvention d'aliment poisson et alevins en 2021 sont de 774 producteurs composés de 576 hommes et 198 femmes.	198
<b>P. 2.092 DNSV</b>	<b>Santé animale et Santé publique vétérinaire</b>	
	la réalisation des 6 sessions de sensibilisation des pasteurs et agro-pasteurs y compris les femmes sur la vaccination contre la fièvre aphteuse, la PPR et PPCB sur 6 prévenues.	2

## 2.3.1.8. Planification et budgétisation des actions genre pour 2022-2023

Le Tableau III.1b ci-dessous reprend les dépenses du PAP du MDR pour lesquelles il a été identifié, par l'analyse de classification, qu'elles avaient potentiellement un lien indirect avec l'égalité de genre. L'analyse a été réalisée pour certaines de ces dépenses. Pour d'autres, l'analyse n'a pas encore été validée et le lien est donc à confirmer. Ceci sera fait au cours de l'année en vue d'améliorer la précision du budget genre de dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre pour le RG24.

**Tableau III.1b** Budget genre (dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre)

<b>Programme/Objectif</b>	<b>Exécution</b>	<b>Budget</b>	<b>Prévisions</b>		
	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
<b><i>Programme 2.087:</i></b>					
Projet (Mise en valeur du Système Faguibine)	200 000	200 000	200 000	200 000	100 000
Projet de développement de la ferme rizicole de sabe (SABE)	190 000	190 000	190 000	190 000	100 000
Projet d'amélioration de la productivité des petits exploitants en Afrique Sub saharienne (SAPEP)	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Projet de renforcement de la résilience au sahel (P2RS)	500 000	500 000	500 000	500 000	100 000
ABS-D LUX DEV (DEVELOP. RURAL & SECU. ALIM)/ CONSEIL REGIONAL	963 806	963 806	963 806	963 806	963 806
Appui budgétaire Suisse PAFA (conseil Sikasso)	1 480 142	1 480 142	1 480 142	1 480 142	1 480 142
PROJET DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE KITA (PDRIK) II	140 000	140 000	140 000	140 000	140 000
Transfert Fonds Nat de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Programme développement rural sécurité alimentaire (ML021)	2 800 000	2 800 000	2 800 000	2 800 000	2 800 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
<b><i>Programme 2.088:</i></b>					
Projet renforcement sécurité alimentaire devlt cult irrig (PRESA-DCI)	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Projet de renforcement sécurité alimentaire nutritionnelle région de Koulikoro (PRESAN-KL)	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000

Projet appui irrigation de proximité d'IPRO-GAO et Ménaka	3 359 000	3 359 000	3 359 000	3 359 000	3 359 000
Projet de Dvpt INTEGRE résilience climatique plaines delta II	760 000	760 000	760 000	760 000	760 000
Projet Irri Proximité Initiative Renforcement IPRO IRRIGAR III composante KLKRO	312 000	312 000	312 000	312 000	312 000
<b><u>Programme 2.089:</u></b>					
PROJET D'APPUI COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIE AU MALI	2 297 000	2 297 000	2 297 000	2 297 000	2 297 000
PROJET ADAPTATION AGRICOLE-ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE (ACC)	891 000	891 000	891 000	891 000	891 000
PROJET APPUI TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE (AGRECO)	2 066 500	2 066 500	2 066 500	2 066 500	2 066 500
<b><u>Programme 2.090:</u></b>					
Intensification des activités d'embouche et organisation de vente promotionnelles d'animaux à l'occasion des fêtes religieuses	28 260	28 260	28 260	28 260	28 260
Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de femmes et jeunes en unités wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Installation de jeunes pour la production de poulets de chair	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Appui aux producteurs	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Etude de Développement et de Valorisation de la production laitière au Mali (PRODEVALAIT II)	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Installation des jeunes pour la production d'œufs de consommation	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Formation des producteurs et des encadreurs en aviculture (techniques de production d'œufs, de chair et aviculture traditionnelle améliorée)	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Formation des Femmes dans divers thèmes en avicultures	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
<b><u>Programme 2.091:</u></b>					
Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacoles (PQAA 2016-2020)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000



Approvisionnement en glace de conservation des producteurs (Agence Central Poisson de Bamako)	56 500	56 500	56 500	56 500	56 500
Appui à l'installation et à l'organisation des producteurs	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Appui conseil pour le stockage et conservation du poisson frais	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Renforcement des capacités de l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur du Niger (ODPA-DIN)	152 000	152 000	152 000	152 000	152 000
Projet d'Appui au Filière Halieutique au Mali (PAFHA+-Mali)	2 410 000	2 410 000	2 410 000	2 410 000	2 410 000
Appui à l'amélioration de la pisciculture (Alevins)	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
<b>Programme 2.092:</b>					
Organisation de la campagne de vaccination contre la PPCB	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Organisation de la campagne de vaccination contre la PPR	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Projet d'Appui Contrôle Surveillance Epizooties	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Organisation de la campagne de vaccination contre la maladie de Newcastle	125 000	125 000	125 000	125 000	125 000
Appui à la Cellule de Coordination de la Lutte contre les Mouches Tsé-Tsé	27 360	27 360	27 360	27 360	27 360
Mise en place des intrants de production de vaccins (LVG)	44 665	44 665	44 665	44 665	44 665
<b>Total</b>	<b>30 388 233</b>	<b>30 388 233</b>	<b>30 388 233</b>	<b>30 388 233</b>	<b>29 798 233</b>

### a) SITUATION DU PERSONNEL

**Tableau III. 3b** : Effectifs du ministère sexo-désagrégés (ce tableau n'a pas pu être renseignés et nous avons jugés de ne pas le garder dans le rapport).

L'effectif du MDR est de 5 320 agents contre 8 227 prévus par les cadres organiques. Cet effectif de 5 320 est réparti comme suit :

- un effectif total de 3 477 agents fonctionnaires ;
- un effectif total de 1 843 agents contractuels.

Les 5 320 agents du Ministère du Développement Rural sont répartis entre les catégories suivantes :

**Tableau 3.3 B : Effectif par Catégorie**

Catégorie A	Catégorie B2	Catégorie B1	Catégorie C	Contractuels	Total	Effectif qui devrait exister au 07 juin 2021
1 010	1 114	131	1 222	1 843	5 320	8 227

Source : DRH/SDR\_DPPD-PAP 2020-2022

**Tableau 3.3.C : Répartition du Personnel du Ministère du Développement Rural**

MDR	Homme	Femme	Effectifs Total	Pourcentage femmes
Effectif Fonctionnaires	2 688	789	3 477	29,35
Effectif Contractuels Etat	1 401	442	1 843	31,54
<b>Total</b>	<b>4 089</b>	<b>1 231</b>	<b>5 320</b>	<b>30,10</b>

Source : DRH/SDR\_DPPD-PAP 2020-2022

Enfin, la situation du personnel concernant la situation séxo-désagrégés par nature de postes occupés n'ont pas pu être renseignés dans le tableau indiqué dans le canevas.

Il faut noter que les informations des tableaux ci-dessus concernant les effectifs par catégories et répartition homme/femmes du Ministère du Développement Rural. Ces informations ont été collectées auprès de la Direction des Ressources Humaines du Secteur Développement Rural (DRH/SDR).

Selon les informations la DRH ne dispose pas en ce jour en son sein des bases de données concernant les effectifs du personnel du secteur par fonction. Dans ce sens elle a besoin d'un véritable renforcement de capacités pour la sauvegarde des données pour mieux répondre à ses missions.

**b) Perspectives:**

- Préparatifs des travaux de la RG24 par la poursuite des analyses ;
- Renforcement des capacités de l'équipe d'élaboration du rapport genre du secteur.

**c) Recommandations:**

- Mettre tout en œuvre pour permettre au comité chargé de la rédaction du rapport genre d'avoir en son sein toutes les données séxo-désagrégés du personnel et celles des Programmes/Projets du département en matière de statistiques ;
- Redynamiser le comité genre du secteur.

**d) Conclusion:**

Le MDR mène de nombreuses activités qui ont le potentiel de contribuer directement ou indirectement à réduire les inégalités de genre. Rendre le budget du MDR plus sensible au genre demande d'identifier et de renforcer ce potentiel, et donc, d'analyser les activités inscrites dans le DPPD-PAP en termes de lien avec l'égalité de genre.

Le MDR est l'un des six ministères qui a entamé une démarche d'analyse des activités/dépenses du DPPD-PAP, en classifiant les dépenses ciblant l'égalité genre.

## **2.3.2 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

### **Introduction :**

La population malienne se caractérise par sa jeunesse et par une urbanisation croissante. En effet, 50,1 % de la population a moins de 15 ans. Cette proportion est moins élevée parmi les femmes (49,6%) que chez les hommes (50,4%). En dépit d'une urbanisation rapide, la population est encore essentiellement rurale (78,3 % de ruraux contre 21,7% de citadins) selon EMOP 2021. Pour le Mali, l'un des défis majeurs est celui de sa croissance démographique. Il s'agit d'assumer les conséquences du doublement de la population toutes les deux décennies. Ce défi se décline suivant une multitude de corollaires dont quatre apparaissent prioritaires: la promotion de la jeunesse, la promotion du genre, la protection de l'environnement et la réduction des inégalités.

Pour ce faire, le Mali s'est doté de nouveaux documents de politiques et de stratégies de référence en matière de planification du développement national ces dernières années, dont le dernier est le Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable couvrant la période 2019-2023 (CREDD 2019-2023) décliné en 5 axes stratégiques, met « le développement du capital humain et l'inclusion sociale » au nombre des défis à relever dans l'axe stratégique 5.

C'est pourquoi, les politiques nationales de l'Emploi et de Formation Professionnelle ciblent de façon spécifique cet axe stratégique. Aussi, le Ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a conçu et mis en œuvre avec l'appui de ses partenaires des projets structurants visant à améliorer l'employabilité des jeunes hommes et femmes; urbains et ruraux et à faciliter leur insertion socioprofessionnelle. Il s'agit notamment:

- du Projet de Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux **(FIER)**;
- du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes **(PROCEJ)**;
- du Projet Amélioration de la Compétitivité des Entreprises par la Formation Professionnelle **(ACEFOR 1 et 2)**;
- du Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle **(MLI/022)**;
- du Projet « Contribution à l'Insertion Professionnelle et au Renforcement de la Résilience des Jeunes en milieu Rural dans le centre sud au Mali » **(GCP/MLI/044/LUX)**;
- du projet Insertion Professionnelle Orientée Métiers Écologiquement Responsable **(IPOMER)**.

### **Présentation du Ministère**

Le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle prépare et met en œuvre la politique nationale de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la formation professionnelle. A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- la promotion et le développement de la culture entrepreneuriale;
- la facilitation de l'accès aux sources de financement et aux marchés publics au profit des jeunes entrepreneurs;
- la définition de la politique d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des actions et mesures destinées soit à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois;

- le développement de la formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous régionale et du renforcement de la compétitivité des entreprises nationales;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre de mesures visant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

**I. Enjeux et gaps à combler:**

**c) Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département**

L'une des ambitions de la nouvelle stratégie nationale de développement intitulée « Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) » sur un horizon quinquennal, à terme, en 2023 est de réduire les inégalités, qu'elles soient basées sur l'âge, le genre, le statut socio-économique, le lieu d'habitation, qui constituent des entraves à l'épanouissement de la population et affectent la cohésion sociale.

À ce titre, des efforts importants sont en train d'être menés en matière d'emploi et de formation professionnelle pour réduire les inégalités, telles que:

- l'élaboration d'une stratégie-genre au niveau de toutes les structures du département en charge de l'emploi et de la formation professionnelle;
- la promotion de l'équité genre;
- la prise en compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle;
- la prise en compte du genre dans tous les projets du département (les cibles des projets du département sont généralement composées de 50% de femmes et de 50% d'hommes);
- la promotion de l'Entrepreneuriat féminin.

**d) Les GAPS à combler**

- les difficultés d'accès aux dispositifs de promotion de l'emploi et d'insertion des jeunes;
- la faible performance des structures de pilotage et de mise en œuvre des projets et programmes;
- le manque de synergie entre les acteurs et les initiatives;
- la mauvaise répartition géographique des interventions en matière de promotion de l'emploi des jeunes;
- la prise en compte insuffisante de la dimension décentralisation et déconcentration dans l'organisation des services de promotion de l'emploi et dans la mise en œuvre des projets et programmes;
- les faibles capacités des acteurs locaux (Collectivités territoriales et services déconcentrés) et la prise en compte insuffisante de la décentralisation/déconcentration par les services publics de l'emploi;
- la faible implication du secteur privé dans la mise en œuvre des projets et programmes;
- l'insuffisance des ressources financières dédiées à l'apprentissage dans les programmes et projets;
- le manque de culture entrepreneuriale au niveau des jeunes;
- la persistance des difficultés d'accès au crédit pour les jeunes porteurs de projet.

***Pour apporter des solutions à ces difficultés et rendre les mesures et programmes plus efficaces et efficaces, les recommandations suivantes peuvent être retenues:***

- faciliter l'accès des jeunes aux dispositifs de promotion de l'emploi;
- assurer un financement conséquent des dispositifs d'apprentissage et de reconversion;
- renforcer et diversifier les dispositifs contribuant à l'amélioration de l'employabilité des jeunes;
- concevoir et mettre en œuvre une stratégie claire et ambitieuse de promotion de la culture de l'entrepreneuriat;
- renforcer et diversifier les dispositifs d'accompagnement des jeunes porteurs de projets;
- renforcer le rôle des acteurs régionaux et locaux dans la programmation et la mise en œuvre des programmes et projets de promotion de l'emploi;
- retenir le partenariat public-privé comme stratégie d'intervention en matière de promotion et de création d'entreprises par les jeunes;
- renforcer les mesures fiscales de promotion de l'emploi;
- renforcer les dispositifs de financement des projets;
- mettre en place un mécanisme indépendant d'évaluation de performance des projets et programmes d'insertion des jeunes.

**II. Mesures et stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre:**

**e) Les mesures spécifiques**

Le Ministère de l'entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales et sectorielles mène des actions, à travers les projets, les programmes et les agences:

- le Projet FIER qui a pour finalité de contribuer à réduire la pauvreté en milieu rural dans sa zone d'intervention à travers un meilleur accès des jeunes ruraux à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes, en 2021, 1354 jeunes ont été formés par le dispositif de tutorat, 496 par les MFR et 6200 par les Unités mobiles de formation;
- la prise en compte systématique de l'équité genre et le suivi de l'autonomisation des femmes dans le cadre de la mise en œuvre du projet feront l'objet d'analyse et de diffusion régulière;
- l'insertion des femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR);
- le développement et la diversification des programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminin;
- la mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles;
- l'organisation des séminaires de formation en matière de réformes institutionnelles à l'intention des femmes.

## f) L'évaluation des activités genre 2021

L'état d'exécution des résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère.

### **Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »**

<b>Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises</b>						
<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Unité</b>	<b>Périodes</b>			<b>Evaluation 2021</b>	
		<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>
<b>2.1 Nombre d'emploi créés par les projets/programmes et les structures de promotion d'emploi</b>	Nbre	-	9 218	12 340	10 815	4 829
<b>2.2 Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficiés de stages de formation professionnelle et de stages de qualification</b>	Nbre	-	5 597	409	3 200	2 624
<b>2.3 Nombre de personnes formées en entrepreneuriat</b>	Nbre	-	6 756	11 205	20 000	3 223
<b>2.4 Nombre de femmes, de migrants et de personnes handicapées soutenus et installés</b>	Nbre	-	-	3 422	2 400	368

En effet, 4 829 emplois ont été créés sur 10 815 prévus, par le PNA/ERP (450 emplois), l'APEJ (383 emplois) et l'ANPE (2 996 emplois), soit un taux de réalisation de 46.65%.

Le nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stage de formation professionnelle et de stages de qualification est de 2 664 dont 2 605 pour l'APEJ et 19 pour l'ANPE sur 3 200 prévus, soit un taux de réalisation de 82%. Ce nombre est largement supérieur à celui de 2020 qui était de 409.

Sur une prévision de 20 000 personnes, 3 223 ont été formées en entrepreneuriat dont 2 643 par l'APEJ et 580 par l'ANPE, soit un taux de réalisation de 16,12%. Ce faible taux s'explique par les difficultés financières rencontrées par le projet FIER qui s'achemine vers sa clôture en 2022.

Concernant les personnes vulnérables (femmes, migrants et personnes en situation de handicap), sur une prévision de 2 400 personnes, 368 ont été soutenues et installées essentiellement par l'ANPE, soit un taux de réalisation de 15,33% dû principalement à la crise socio-politique.

### **Programme 2.034 « Formation Professionnelle »**

<b>Objectif 1 : Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage</b>						
<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Unité</b>	<b>Périodes</b>			<b>Evaluation 2021</b>	
		<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>
<b>1.2 Taux de femmes formées</b>	%	-	26,67	42,54	35	44,84
<b>Objectif 2 : Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage</b>						
<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Unité</b>	<b>Périodes</b>			<b>Evaluation 2021</b>	
		<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>
<b>2.2 Taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage et aux sessions d'évaluation des CFP</b>	%	-	100	82,20	95	90,49
<b>2.3 Taux de réussite aux examens de certification (Cf. 2.2)</b>	%	-	100	-	75	90,49

Le taux de femmes formées est de 44,84% en 2021 contre une prévision de 35%. Il dépasse ainsi le taux de 2020 qui était de 42,54%. Ce taux a été atteint à cause du fait que les filières existantes dans les CFP sont sollicitées par les deux sexes « féminin et masculin ».

4 219 apprenants sur 4 662 ont été déclarés admis aux examens de fin d'apprentissage, soit un taux d'admission de 95,25% contre 82,20% en 2020.

### **c) Exécution financière des activités genre 2021**

#### **Tableau II.1 – Exécution financière en année N-1 par objectif**

L'état d'exécution financière des objectifs sensibles au genre identifiés dans le Ministère:

##### ***Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »***

<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>Exécution financière</b>			
	<b>Prévu</b>	<b>Réel</b>	<b>Ecart</b>	<b>Taux %</b>
<b>Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises</b>	9 642 737	10 146 902	504 165	105,53
<b>Total</b>	<b>9 642 737</b>	<b>10 146 902</b>	<b>504 165</b>	<b>105,53</b>

L'objectif affiche un taux d'exécution des dépenses de 105,53%. Ce taux d'exécution exceptionnel s'explique par la révision à la hausse du budget initial du projet PROCEJ. Les agences et les projets qui concourent à l'atteint de l'objectif, ont toutes les actions planifiées désagrégées en genre.

##### ***Programme 2.034 « Formation Professionnelle »***

<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>Exécution financière</b>			
	<b>Prévu</b>	<b>Réel</b>	<b>Ecart</b>	<b>Taux %</b>
<b>Objectif 1: Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage</b>	1 995 709	1 619 105	376 604	81,13
<b>Total</b>	<b>1 995 709</b>	<b>1 619 105</b>	<b>376 604</b>	<b>81,13</b>

Le taux d'exécution financière est satisfaisant au niveau de l'objectif.

## Tableau II.2 – Exécution financière 2021 par détail des activités

L'état d'exécution financière des activités sensibles au genre identifiées dans le RAP du ministère.

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Équipement des groupements de femmes (moto taxi, moulins, machine à coudre, moto pompe, kits de transformation des produits locaux)	9 211	17 700	-8 489	192,16%
Réhabilitation de pistes rurales	50 000	23 800	26 200	47,60%
Mise en œuvre des activités sur financement IDA	300 000	2 790 000	-2 490 000	930,00%
Mise en œuvre des activités sur financement FIDA	3 641 000	1 984 000	1 657 000	54,49%
Formation en conduite et dotation des jeunes apprentis en permis de conduire	26 316	19 007	7 309	72,23%
Mise en œuvre des activités du Programme Formation Insertion Professionnelle (contrepartie nationale)	141 263	66 699	74 564	47,22%
Organisation des évaluations et examens de fin d'apprentissage (apprenants) Mise en œuvre des activités du Programme Formation Insertion Professionnelle sur contribution luxembourgeoise (MLI022)	850 000	247 070	602 930	29,07%
Mise en œuvre des activités d'investissement, formation et équipement	2 898 526	3 997 246	-1 098 720	137,91%
Équipement des groupements de femmes (moto taxi, moulins, machine à coudre, moto pompe, kits de transformation des produits locaux)	9 211	17 700	-8 489	192,16%
Réhabilitation de pistes rurales	50 000	23 800	26 200	47,60%
Mise en œuvre des activités sur financement IDA	300 000	2 790 000	-2 490 000	930,00%
Mise en œuvre des activités sur financement FIDA	3 641 000	1 984 000	1 657 000	54,49%
<b>Total</b>	<b>7 916 316</b>	<b>9 145 522</b>	<b>- 1 229 206</b>	<b>115,53%</b>

### III. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION DES ACTIONS GENRES

#### b) « Budget genre » existant

Les tableaux ci-dessous présentent un « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour d-les activités/projets, actions, programmes dans le PAP du ministère qui ont un lien direct avec l'égalité de genre (Tableau III.1a), ou un lien indirect mais explicite (Tableau III.1b).



### Tableau III.1b - Budget genre: Dépenses ayant des liens indirects avec l'égalité de genre

Un « budget genre indirect », qui trace les allocations budgétaires ayant un lien indirect avec l'égalité de genre par exemple des indicateurs de genre.

En milliers de FCFA

<b>Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »</b>		<b>Exécution</b>	<b>Budget</b>	<b>Prévisions</b>		
<i>Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises</i>						
<b>Détail : Indicateurs N°2.1. ; N°2.2. ; N°2.3. ; N°2.4.</b>		<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
	<b>Action 2 : Promotion de l'emploi et Insertion des jeunes</b>	9 658 000	6 667 000	5 547 000	5 936 698	6 827 201
<b>Total</b>		<b>9 658 000</b>	<b>6 667 000</b>	<b>5 547 000</b>	<b>5 936 698</b>	<b>6 827 201</b>
<b>Programme 2.034 « Formation Professionnelle »</b>		<b>Exécution</b>	<b>Budget</b>	<b>Prévisions</b>		
<i>OBJECTIF N°2 : Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage</i>						
<b>Détail : Indicateur N°2.2.</b>		<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
	<b>Action 1. Mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique nationale de formation professionnelle</b>	396 330	956 701	1 669 207	287 862	317 655
<b>Total</b>		<b>396 330</b>	<b>956 701</b>	<b>1 669 207</b>	<b>287 862</b>	<b>317 655</b>

Les deux (02) programmes opérationnelles du ministère œuvre avec acuité pour réduire les inégalités et disparités entre les hommes et les femmes dans le secteur.

### Tableau III.2b - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre

Ce tableau reprend le ou les programmes du Ministère qui ont un lien avec le genre à travers la PNG. Exemple:

En milliers de FCFA

<b>Programme</b>	<b>Exécution</b>	<b>Budget</b>	<b>Prévisions</b>		
	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
<b>Programme 2.033 « Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi »</b>	10 127 013	7 176 117	6 127 712	6 100 619	7 013 662
<b>Programme 2.034 « Formation Professionnelle »</b>	7 343 995	10 196 425	8 928 896	6 174 737	7 071 893
<b>Total</b>	<b>17 471 008</b>	<b>17 372 542</b>	<b>15 056 608</b>	<b>12 275 356</b>	<b>14 085 555</b>

### Tableau III.3b - Effectifs du ministère séxo-désagrégés

NB : Il s'agit du personnel qui émerge sur le Budget National

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
<b>1. Ministre</b>	1	1	0	0
<b>2. Secrétariat Général</b>				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	6	3	3	50
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	9	8	1	11,11
<b>3. Cabinet</b>				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	5	3	2	40
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
<b>4. Services Centraux</b>				
<b>Directions Nationales et services Rattachés</b>				
Directeurs nationaux	7	6	1	14,29
Directeurs nationaux Adjoints	3	3	0	0
Chefs de Division	12	10	2	16,67
Chefs de section	11	7	4	36,36
Chargés de dossier	22	20	2	9,09
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	15	10	5	33,33
<b>4.1. Directions Générales</b>				
Directeur Général	4	4	0	0
Directeur Général Adjoint	4	3	1	25
Sous-Directeur	0	0	0	0
Chefs de Division	3	2	1	33,33
Chefs de section	2	2	0	0
Chargés de dossier	0	0	0	0
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	19	13	6	31,58
<b>4.2. Personnel EPA</b>	0	0	0	0
<b>4.3. Personnel EPST</b>	0	0	0	0
<b>4.4 Directions Régionales et services rattachés</b>	122	95	27	22,13
<b>4.5 services locaux</b>	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>249</b>	<b>193</b>	<b>56</b>	<b>22,49</b>

Source : DRH-S

Au niveau du ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, la part des femmes fonctionnaires est de 56 sur un total de 249, soit un taux de 22,49%. Il y a lieu de signaler que les femmes sont très peu représentées dans la sphère décisionnelle.

#### **IV. PERSPECTIVES**

Rendre plus visible les actions du département en consolidant toutes les données désagrégées en terme de formation professionnelle et insertion en mettant l'accent sur les évolutions.

#### **V. RECOMMANDATIONS**

- Doter le ministère pour rendre fonctionnel le cadre de concertation en charge du suivi du plan d'actions de la PNG;
- Renforcer les capacités des cadres du ministère.

#### **VI. CONCLUSION**

Il y a lieu de rappeler que l'année 2021 a été marquée par la pandémie de la COVID-19 et la crise socio-politique ajoutée à la crise sécuritaire. Le département a aussi été confronté à beaucoup de difficultés liées à la mobilisation et à la mise à disposition de ressources financières et au départ d'un grand nombre de ses cadres.

## 2.3.3 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

### Introduction

Le rapport-genre du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n°01086/ MEF-SG du 11 avril 2022, fixant le cadre budgétaire pour 2023. Il est fondé sur l'obligation de rendre compte de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

En 2021, le monde a continué à faire face à la crise sanitaire de la COVID-19 aux incidences économiques et sociales inédites.

A l'échelle nationale, l'année a été caractérisée par une crise politique, institutionnelle et sécuritaire. Toutes ces crises viennent se greffer à une situation déjà défavorable en matière d'équité et d'égalité de genre. Les disparités relevées en la matière, avec un taux d'activité des femmes en nette décélération et un taux d'emploi qui peine à s'améliorer malgré les efforts consentis jusqu'à présent se sont accentuées.

Le présent Rapport Genre présente les réalisations de l'année 2021 et la planification pour la période 2023-2025. Il présente les engagements et réalisations du MEF en matière d'équité femmes/hommes. Il est une partie intégrale de l'information budgétaire élaborée par le département à travers le Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP).

Le Rapport sur le Budget Axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect genre du MEF, aborde, sans première partie les enjeux genre et gaps à combler. La deuxième partie est dédiée aux mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre et la troisième partie met en exergue la planification et la budgétisation des actions genre de l'année 2023.

### Présentation du Ministère

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique économique, financière et monétaire de l'Etat, conformément aux dispositions du Décret n°0474/PT-RM du 26 juillet 2021 fixant les attributions des membres du Gouvernement.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- la coordination de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire;
- l'élaboration du cadre macro-économique de référence pour les politiques économiques à moyen et long termes;
- l'élaboration de mesures visant à accroître les ressources de l'Etat et à améliorer l'efficacité de la dépense publique;
- la prévision économique et le suivi de la conjoncture économique;
- l'élaboration des statistiques économiques et financières et la réalisation d'études;
- la préparation et l'exécution des lois de finances, du Budget d'Etat et des plans de trésorerie;
- l'élaboration et l'application de la fiscalité et de la réglementation douanière;
- l'approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers;
- la tutelle financière des collectivités locales et des organismes publics bénéficiant d'un concours de l'Etat;
- le contrôle financier des services et organismes publics;

- le renforcement de l'intermédiation financière et la promotion de l'inclusion financière;
- le suivi et le contrôle des banques, des établissements financiers et de crédits, des systèmes financiers décentralisés et des compagnies d'assurances;
- l'élaboration et le contrôle de l'application de la réglementation des marchés publics et des délégations de service public;
- la tenue de la comptabilité publique;
- la gestion de la dette publique;
- la gestion du portefeuille et des participations financières de l'Etat;
- la centralisation, l'étude et la mise en forme des programmes et projets d'investissement proposés par les départements ministériels;
- l'appui à la mobilisation des financements relatifs aux programmes et projets retenus auprès des partenaires au développement et le suivi de leur mise en œuvre, en liaison avec les ministres concernés et le ministre chargé de la coopération internationale;
- la participation à l'évaluation des programmes et projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat et bénéficiant du concours de fonds d'origine extérieure;
- le développement de la statistique et la mise en cohérence des statistiques sectorielles relatives à la situation économique et sociale du pays;
- le suivi de l'évaluation, de la sélection et du pilotage des projets de partenariat public- privé;
- la participation à la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent;
- la mobilisation de financements en faveur du développement de la recherche scientifique;
- la préparation et l'exécution du budget d'Etat;
- la préparation et l'exécution des plans de trésorerie de l'Etat;
- le contrôle financier de l'Etat sur les services publics et régies;
- la tutelle financière sur les organismes personnalisés et les collectivités territoriales;
- la conception et la mise en œuvre de la politique et de la législation des marchés publics;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

## **I. ENJEUX ET GAPS A COMBLER**

### **I.a. Enjeux selon l'analyse officielle des missions du département:**

Le Ministère de l'Economie et des Finances fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autres de:

L'aide à apporter aux femmes en vue de leur faciliter l'accès au crédit car elles ne sont pas une clientèle cible des institutions financières leur capacité de remboursement n'étant pas reconnue. Actuellement, elles font recours au système de crédit informel dont les taux d'intérêt prohibitifs maintiennent, sinon renforcent, l'état de pauvreté. Elles font aussi appel aux emprunts familiaux ou informels. Les montants obtenus sont réduits puisque ces structures solidaires vivent également la précarité.

L'obtention de la parité pour l'accès aux ressources et la garantie de l'usufruit de la terre afin que les femmes puissent augmenter la production et leur pouvoir d'achat pour l'acquisition de denrées complémentaires et ainsi poser les fondements de la sécurité alimentaire, indispensable à la croissance économique et développement durable.

Le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue.

Le renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes à travers la formation, l'information et la sensibilisation et leur accès aux facteurs de production comme par exemple la transformation et la commercialisation des produits.

### **I.b. Les GAPS à combler**

Les Gaps à combler au niveau du département sont entre autre :

- la plupart des activités menées par les femmes n'ont pas de financement auprès des institutions financières donc il y a lieu de leur faciliter l'accès au crédit;
- les ressources nationales allouées aux activités genre doivent être visibles dans les budgets dès la planification des activités;
- les capacités entrepreneuriales des femmes doivent être renforcées.

## **II. MESURES ET STRATEGIES SPECIFIQUES QUI CIBLENT LES QUESTIONS DE GENRE**

### **II.a. Les mesures spécifiques**

Sous l'égide et la coordination du MEF, le Mali dispose du Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) » auquel sont alignées les stratégies sectorielles appuyées par les programmes de coopération des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le CREDD 2019-2023 dont un des axes importants est le Développement du Capital Humain à travers lequel, l'autonomisation de la femme et son leadership occupe une place importante. Les femmes ayant une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays, il donne la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale.

Le MEF en collaboration avec ses Partenaires Techniques et Financiers a mis en œuvre un certain nombre de projets/Programmes qui concourent à l'amélioration de la gouvernance et la réduction des inégalités, notamment celles liées au genre. On peut citer entre autres :

- le projet « Programme de Filets Sociaux « Jigisemejiri » (Arbre de l'espoir) qui est une réponse de la Banque mondiale à la demande du Gouvernement malien, pour lutter contre l'extrême pauvreté. Il a été institué par Décret du Premier ministre (n°2013-195/PM-RM du 27 février 2013) et est placé sous l'autorité du Ministre chargé des finances. Il a pour objectif de mettre en place des transferts monétaires ciblés aux ménages pauvres et souffrants d'insécurité alimentaire et d'établir les piliers d'un système national de filets sociaux au Mali ; Les Filets Sociaux de Sécurité sont des programmes de transferts, sous forme de dons, non contributifs ciblant les ménages pauvres ou les personnes vulnérables à la pauvreté et aux chocs ;
- la création du Fonds d'Inclusion Financière des Populations Vulnérables (FIFPV) en tant que Etablissement Public à Caractère Administratif (EPA), sa mission est de mettre à la disposition des populations vulnérables exclues du système financier classique des produits financiers innovants, adaptés à leurs demandes, à des coûts abordables en tenant compte de leurs conditions de vie, de leur environnement et de leurs potentialités ;
- le financement du Conseil National de la Société civile (CNSC) par la Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques ;

- le projet d'Appui à la Gouvernance Economique et à la Promotion du Genre qui a pour objectif Améliorer la gouvernance économique et la promotion de l'égalité du genre en vue de renforcer la résilience du Mali face aux facteurs de fragilité. Il est un appui institutionnel visant à renforcer les capacités du Mali en matière de gouvernance économique et de prise en compte des inégalités de genre dans les politiques publiques. Il contribuera à la réalisation du premier recensement général des unités économiques (RGUE), permettra l'élaboration du profil genre et analysera et sensibilisera les acteurs (décideurs, leaders d'opinion, populations à la base) sur l'analyse genre, la planification et budgétisation sensible au genre et les violences basées sur le genre (VBG). Des activités de renforcement des capacités dans les domaines de l'harmonisation de l'aide, de la transparence de la vie publique et lutte contre la corruption, ainsi qu'en analyse économique et prospective genre sensible seront menées et cibleront les cadres de l'administration malienne, y compris les institutions d'enseignements supérieurs et de la recherche du Mali à travers le Cadre de Concertation Genre Inter-Universitaires (CCG-IU). le projet contribuera à réduire certains facteurs de fragilité notamment les faiblesses structurelles de gouvernance économique et financière et les facteurs sociaux de pauvreté et de précarité ;
- la mise en place par Décision n°10-0146 MEF/SG du 25 Octobre 2010 de l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF). La mission principale de l'Unité est d'assurer la coordination et le suivi évaluation de la mise en œuvre des activités de la SDSF auprès des Départements ministériels, institutions et organismes compétents à travers des plans d'actions périodiques ;
- la création du Fonds de Développement Economique (FDE);
- l'Appui fait par le PAGAM/PREM au Conseil National de la Société Civile.

Aussi, en lien avec les stratégies globales certaines dispositions particulières sont prises par le MEF.

On peut citer :

- l'introduction de la planification et la budgétisation sensibles au genre dans la budgétisation en mode programme
- l'instauration d'une lettre circulaire relative au processus budgétaire annuel pour la prise en compte du genre dans la loi de Finances
- l'élaboration du rapport genre, annexe de la loi de Finances, comme moyen de suivi des engagements du Gouvernement.

## II.b. L'évaluation des activités genre 2021

Les résultats des programmes sensibles au genre identifiés dans le RAP du ministère du MEF sont identifiés ci-dessous. Le lien avec l'égalité de genre est indirect et tient au fait que certaines activités de ces programmes ont été identifiées pour le moment sans analyse approfondie comme ayant un lien avec l'égalité de genre. Ces activités sont présentées immédiatement après les tableaux sur les objectifs.

### Programme Administration Générale (1.011)

<b>Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département</b>						
<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Unité</b>	<b>Périodes</b>			<b>Evaluation 2021</b>	
		<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>
Niveau de mise en œuvre du programme économique avec le FMI	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant
Niveau de mise en œuvre du programme de réforme des finances publiques	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant
Niveau de mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière au niveau du Mali	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels (2.028):

<b>Objectif : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement</b>						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2021	
		2018	2019	2020	Prévisions	Réalisations
Niveau de mise en œuvre du CREDD	-	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national (2.082)

<b>Objectif : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté</b>						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2021	
		2018	2019	2020	Prévisions	Réalisations
Taux d'exécution du programme indicatif 2019-2020 du SSN	%	100	100	100	100	100
<b>Objectif : Renforcer les capacités humaines de l'Administration publique, du Secteur privé et des organisations faitières de la société civile</b>						
Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités	%	-	-	100	64.71	64.71

### c) Exécution financière des activités genre 2021

Tableau II.2 – Exécution financière 2021 par détails des activités

Programme Administration Générale

Action : 1

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Appui plan d'action micro-finances	54 571	49 131	90.03
Appui Financement PME/PMI	50 000	23 750	47.50
Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	89 474	49 470	55.29
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/ IDA	17 464 211	2 122 811	12.16
Projet Reconstruction et de Relance Economique (PRRE)	134 211	0	0.00
Réalisation des activités PAGAM/PREM (CNSC)	100 000	100 000	100.00



### Action 8 : Gestion de l'Aide

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre du programme d'activité du Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide	272 105	170 794	62.77
Appui mise en œuvre Plan harmonisation de l'Aide	134 211	74 200	55.29

### Programme : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

#### Action 2 : Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Mise en œuvre des activités de la CT/CSLP	417 536	353 336	84.62
Projet d'Appui mise en œuvre CREDD	223 684	80 144	35.83
<b>Total</b>	<b>641 220</b>	<b>433 480</b>	<b>67.60</b>

### Programme : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

#### Action 3 : Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer

Activités	Prévu	Réel	Taux (%)
Organisation des sessions de renforcement des capacités des acteurs du développement	61 318	54 655	89.13

D'une manière générale, en 2021, d'importants résultats ont été obtenus par le MEF dans le cadre de réduction des inégalités à travers la mise en œuvre de ses Projets /Programmes. On peut citer entre autres:

- le projet « Programme de Filets Sociaux « Jigisemejiri » (Arbre de l'espoir) qui a pu atteindre 48,31% de femmes ayant bénéficiées de transferts monétaires ciblés aux ménages pauvres et souffrant d'insécurité alimentaire en vue de créer un système adaptatif national de Filet Sociaux au Mali ;
- l'Unité d'Appui et de Suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF) a mené sous la houlette du Comité National de Suivi de la Mise en Œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (CNSMO), les travaux d'élaboration de la Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) du Mali A fin Décembre 2021, le document de stratégie était finalisé et le circuit d'adoption par le Gouvernement était entamé. L'objectif visé de la SNIF est d'assurer sur un horizon de cinq ans l'accès et l'utilisation d'une gamme diversifiée et innovante de produits et services financiers adaptés et à coûts abordables à 75% de la population adulte et par des institutions financières viables et pérennes.  
Aussi, l'élaboration d'un Programme National d'Education Financière (PNEF) a été lancée sous la conduite technique de l'UAS/SDSF. Ce programme est destiné à toutes les couches de la société notamment l'accent sur les femmes, les jeunes du milieu scolaire et non scolaire et les populations rurales ;
- le FDE à travers ses projets a obtenu les résultats ci-après :
  - un mécanisme de financement mis en place à travers les banques, les établissements financiers et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) en vue de permettre le financement essentiellement de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, les petites et micro entreprises pour la production de l'alimentation et les services y afférents comprenant de façon non exhaustive, la transformation des aliments, le stockage et la commercialisation ;

- au moins 200 Petites et Moyennes Entreprises (PME) et 2 500 Micros et Petites Entreprises (MPE)/ Très Petites Entreprises (TPE) sont financées à travers les activités telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, les petites et micro entreprises pour la production de l'alimentation et les services y afférents comprenant de façon non exhaustive, la transformation des aliments, le stockage et la commercialisation ;
- au moins 200 bénéficiaires (Promoteurs des PME et des MPE/TPE), les banques, les établissements financiers et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) sont accompagnés et formés à travers des activités de d'information / communication, d'organisation et de formation ;
- quarante Neuf (49) PME ont été financées dont Quarante Quatre (44) PME au profit des Hommes, soit un taux de 86% et Cinq (05) au profit des Femmes, soit un taux de 14% ;
- Trois Cent Quarante Cinq (345) MPE/TPE ont été financées dont Deux Cent Vingt Cinq (225) au profit des hommes, soit 78% et Cent Vingt (120) au profit des femmes ;
- à travers le Programme de Relance du volet Crédits aux Artisans de l'Ex PDSA, la junte masculine, tous secteurs confondus à l'exception des métiers d'hygiènes et de soins corporels, occupe les premières places des bénéficiaires de financement. Par ailleurs trois femmes évoluant dans l'alimentaire ont bénéficié de financement contre un seul homme. Ainsi, les hommes sont au nombre de Vingt Cinq (25) contre un total de Seize (16) femmes ;
- un mécanisme de financement est mis en place à travers ORABANK MALI en vue de permettre l'amélioration du niveau de vie des promoteurs PME & MPE/TPE par l'accroissement de leurs revenus ;
- au moins Cent (100) Petites et Moyennes Entreprises (PME) et Deux Cent (200) Très Petites Entreprises (TPE) / Micros et Petites Entreprises (MPE) en créations ou existantes dont les activités sont tournées vers les branches d'activités telles que : l'artisanat, l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce, l'éducation, les services, etc. qui sont financées;
- au moins Deux Cent (200) promoteurs PME & MPE/TPE bénéficiaires du financement de Orabank - Mali, sont accompagnés et formés à travers des activités d'information/ communication, d'organisation et de formation.

### III. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRES

Les tableaux ci-dessous présentent le « budget genre » constitué des allocations budgétaires pour les activités/projets, actions, programmes dans le RAP du ministère qui ont probablement un lien avec l'égalité de genre. Le MEF n'a pas encore mené l'analyse qui permettrait de catégoriser les activités en termes de lien - direct, indirect, ou non explicite - avec l'égalité de genre. Cette analyse sera réalisée pour le RG24. Pour ce RG23, les dépenses listées ci-dessous sont celles identifiées "à première vue" comme ayant probablement un lien avec l'égalité de genre - dans la plupart des cas ce lien sera au mieux, indirect.

**Tableau III.1a – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre**

**Programme : Administration Générale**

**Objectif : Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département**

**Action : 1**

Activités	En milliers de francs CFA				
	2021 Réalisation	2022 Budget	Prévisions		
			2023	2024	2025
Appui plan d'action micro-finances	49 131	25 844	25 000	21 500	25 800
Appui Financement PME/PMI	23 750	23 750	23 750	23 750	23 750
Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	49 470	102 000	102 000	102 000	102 000
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/ IDA	2 122 811	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Réalisation des activités PAGAM/PREM (CNSC)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000

**Action 8 : Gestion de l'Aide**

En milliers de FCFA

Activités	2021	2022	Prévisions		
	Réalisation	Budget	2023	2024	2025
Projet d'Appui Cellule de Développement du Secteur Financier	170 794	300 000	300 000	300 000	300 000
Mise en œuvre du Programme d'activités de la cellule gestion fonds d'inclusion fin. des populations vulnérables	74 200	40 062	40 000	380 000	206 000

**Programme** : Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes socioéconomiques, Sectoriels

**Objectif** : Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectoriels de développement

**Action 2** : Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

En milliers de FCFA

Activités	2021	2022	Prévisions		
	Réalisation	Budget	2023	2024	2025
Mise en œuvre des activités de la CT/CSLP	353 336	132 520	130 000	140 000	200 00
Projet d'Appui mise en œuvre CREDD	80 144	250 000	250 000	250 000	250 000

**Programme** : Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national

**Objectif** : Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté

**Action 3** : Renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer

En milliers de FCFA

Activités	2021	2022	Prévisions		
	Réalisation	Budget	2023	2024	2025
Organisation des sessions de renforcement des capacités des acteurs du développement	54 655	80 000	75 000	78 000	80 000

**Tableau III.3 - Effectif de femmes du MEF par poste de responsabilité**

STRUCTURES	Directeur	Directeur Adjoint	Sous-Directeur	Chef de Division	Chef de Section	Chargé de dossier	Directeur Régional
Direction des Ressources Humaine (DRH)	0	0	0	1	3	0	0
Direction Générale de la Dette Publique (DGDP)	0	0	0	2		0	0
Office National des Produits Pétroliers (ONAP)	0	0	0	3	2	1	0
Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CCS/SFD)	0	0	0	1		2	0
Direction Générale des Marchés Publics et de Délégation des Services Publics (DGMP/DSP)	0	0	1	3	2	0	1
Direction des Finances et du Matériel (DFM)	0	0	0	0	3	0	0
Inspection des Finances (IF)	0	0	0	0		8	0
Cellule Technique CSLP	0	0	0	0		2	0
Direction Générale des Impôts (DGI)	0	0	0	12	9	0	1
Direction Nationale du contrôle Financier (DNCF)	0	0	0	33		0	1
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)	0	1	0	5	16	2	0
Direction Générale des Douanes (DGD)	0	0	2	2	29	0	1
Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP)	0	0	0	0	3	0	0
Cellule d'Appui à l'Informatisation des services Financiers et Fiscaux (CAISFF)	1	0	0	2	3	0	0
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>64</b>	<b>70</b>	<b>15</b>	<b>4</b>
Direction Nationale	0	1	0	38	19	2	1
Direction Générale	0	0	3	19	40	0	3
Service Rattaché	1	0	0	7	8	13	0

#### **IV. RECOMMANDATIONS**

Il est important que le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) dispose d'un instrument efficace permettant d'analyser la part des budgets alloués uniquement aux activités du genre.

## **V. CONCLUSION**

Au plan économique, un des déterminants de la pauvreté concerne le niveau de prise en compte de l'approche inclusive en l'occurrence la participation et l'équité genre dans les initiatives de développement économique. Les politiques et stratégies de développement sont pro-genre à la conception et planifient des activités qui impliquent les femmes, mais c'est dans la mise en œuvre que certaines couches (par exemple les femmes et enfants) sont moins impliquées.

Au plan politique, le Mali traverse une période d'instabilité et de conflit quasi permanente depuis 2012, l'occupation d'une bonne partie du pays par des groupes armés et la nouvelle période de transition issue de la crise politico institutionnelle d'août 2020.

L'autonomisation de la femme passe certainement par la prise en compte des besoins sexo-spécifiques dans les outils de planification et de Programmation. Aussi, il est crucial que les femmes arrivent à l'autosuffisance grâce à un appui initial et non pas par le biais de l'aumône. Des informations détaillées sur les succès obtenus doivent être recueillies pour les analyser et les systématiser afin de promouvoir des programmes porteurs de réussites.

Le présent Rapport Genre s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation.

## **2.3.4 MINISTERE DE L'ARTISANAT DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**

La culture, l'artisanat et le tourisme est un secteur d'activités à part entière, qui a ses acteurs spécialisés et ses besoins spécifiques, mais aussi une matière transversale par excellence, qui entretient des liens avec tous les autres domaines de politique sectorielle. C'est également un secteur dont la vitalité ne dépend pas seulement des pouvoirs publics mais aussi et surtout du dynamisme de ses acteurs indépendants et de l'engagement de toutes les forces vives de la société en sa faveur.

Le présent rapport qui constitue la contribution du secteur artisanat, culture et tourisme dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali décrit les enjeux du genre dans ledit secteur, les mesures et ou les stratégies spécifiques qui ciblent les questions genre dans le département, l'évaluation des activités qui ont concerné la réduction des inégalités en 2021 et la planification et budgétisation des actions genre en 2023.

### **1-Les Enjeux-Genre**

L'égalité des genres est une priorité pour le Ministère de l'Artisanat, de la Culture de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme dans les domaines de la conservation du patrimoine, de la création artistique et culturelle. L'égalité entre les femmes et les hommes dans la participation, l'accès et la contribution à la vie culturelle, relève autant des droits de l'Homme que des droits culturels, et elle est également une dimension importante pour garantir la liberté d'expression pour tous. Les enjeux majeurs sont :

- l'intégration de la dimension genre à tous les projets et programmes du département ;
- l'inscription dans les plans d'actions, des activités spécifiques en lien avec le genre dans les structures du département ;
- la sensibilisation pour l'égalité des droits, les responsabilités et opportunités pour les femmes et les hommes, filles et garçons dans le domaine de conservation du patrimoine et de la création artistique et culturelle ;
- la contribution et la participation des femmes de façon égale au théâtre, au cinéma, aux arts, à la musique et au patrimoine ;
- le développement d'industries culturelles nationales ;
- l'accès et la participation à une vie culturelle libre et active ;
- le développement du dialogue interculturel à l'échelle nationale et internationale

### **2-Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre**

#### **Les mesures spécifiques :**

- améliorer la circulation et le partage de l'information liée au genre ;
- assurer la protection juridique et sociale des artistes et travailleurs culturels ;
- développer tous les métiers d'art pratiqués au Mali ;
- soutenir le développement de l'emploi culturel ;
- assurer la reconnaissance et l'exercice des droits culturels des femmes ;
- améliorer l'exercice des droits culturels de l'enfant ;
- assurer la promotion culturelle de la jeunesse et valoriser ses diverses expressions culturelles.

### **3- Evaluation des activités genre 2021**

Le Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme à travers la mise en œuvre de ses programmes, a réalisé certaines activités dans le sens de la réduction des inégalités sensibles au genre. Le programme 2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire a le plus contribué à obtenir des résultats. Les tableaux suivants montrent les caractéristiques de l'aspect genre dans le département.

## **Programme 2.049 : Promotion de la Création Artistique et littéraire**

### **Objectif n°1 : Promouvoir les arts et les lettres**

#### **Indicateur n°1.2. Taux des acteurs appuyés**

##### **Activité n 1.2.1. Renforcement de capacités des acteurs dans les professions artistiques et littéraires.**

En 2021, le département a appuyé 306 acteurs et associations culturels dont six (06) sont soit des acteurs féminins ou des associations féminines à coût de 20 millions

### **Objectif n°4 Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles**

#### **Indicateur n°2: Taux de réalisation des activités culturelles organisées au niveau des infrastructures**

##### **Activité 4.2.8 Parcours pédagogique**

Cette activité a pour objectif de sensibiliser et informer les plus jeunes sur les potentialités et les menaces qui planent sur le continent africain. Elle a vu la participation de **230 jeunes** enfants des écoles fondamentales des régions de Koulikoro, de Ségou et du District de Bamako ; Il s'agit de mettre en compétition des enfants pour éveiller leur conscience sur le continent.

#### **Objectif n° 6: Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.**

##### **Indicateur n°6.2 . Taux de réalisation des activités de formation**

##### **Activité n°6.1.2. Renforcement des capacités pédagogiques de l'INA**

**Tableau 1: Artistes et intellectuels reçus à BlonBa pour des spectacles, des débats ou des résidences de créations en 2021**

Unité : Nombre

Artistes et intellectuels	Effectif		
	Homme	Femme	Total
Musique	4	2	6
Théâtre	3	1	4
Cinéma	2	0	2
Danse	0	5	5
Festival accueilli	1	1	2
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>19</b>

*Source : BlonBa, rapport d'activités 2021*

**Tableau 2: Étudiants par section et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia Balla Fasséké KOUYATÉ, 2020-2021**

Unité : Nombre

Sexe Sections	Garçon	Fille	Total
Arts plastiques	34	05	39
Danse	08	16	24
Multimédia	31	14	45
Musique	43	08	51
Théâtre	17	18	35
Design	11	10	21
Ingénierie Culturelle	04	00	04
<b>Total</b>			<b>219</b>

*Source : CAMM-BFK, rapport CA 2020-2021*

**Tableau 3: Professeurs par nationalité et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia –Balla Fasséké KOUYATE, 2020-2021**

Statut	Unité : Nombre					
	Maliens			Étrangers		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Professeurs	49	8	57	1	0	1
<b>Total</b>	49	8	57	1	0	1

Source : CAMM-BFK, rapport CA 2010-2021

**Tableau 4: Récapitulatif des étudiants de l'Institut National des Arts par section et sexe.**

Unité: Nombre

Année Sections	2020-2021		
	Garçon	Fille	Total
Animation Socioculturelle	26	60	86
Art Dramatique	14	28	42
Arts Plastiques	43	21	64
Métiers d'Art	120	49	169
Musique	54	26	80
<b>Total</b>	<b>257</b>	<b>184</b>	<b>441</b>

Source : INA, rapport d'activités 2020-2021

**Tableau 5: Personnel de l'Institut National des Arts par statut et par sexe en 2020** Unité : Nombre

Statut	Sexe		
	Homme	Femme	Total
Administration	7	7	14
Professeurs permanents	21	4	25
Professeurs contractuels	0	0	0
Professeurs vacataires	40	6	46
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>17</b>	<b>85</b>

Source : INA, rapport d'activités 2020-2021

**Tableau 1: Répartition mensuelle des lecteurs de la Bibliothèque Nationale par sexe en 2020** Unité : Nombre

Mois	Sexe		
	Homme	Femme	Total
Janvier	1287	77	1364
Février	1333	165	1498
mars	1627	159	1786
Avril	1613	80	1693
Mai	1341	89	1430
Juin	1719	150	1869
Juillet	1458	90	1548
Août	1543	166	1709
Septembre	1742	160	1902
Octobre	1561	140	1701
Novembre	1680	159	1839
Décembre	1573	148	1721
<b>Total</b>	<b>18477</b>	<b>1583</b>	<b>20060</b>

Source : Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation (DNBD),

#### - Planification et budgétisation des actions genre pour 2022

En 2022, le département de la culture ambitionne de rendre encore visible les questions relatives à la réduction des inégalités dans la mise en œuvre des activités des différents programmes.



## 2.3.6 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### 2.3.6.1 Les enjeux genre

Les enjeux portent sur les points suivants:

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers;
  - le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue;
  - le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation;
  - l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

### 2.3.6.2 Les strategies de reduction des inégalités liées au genre

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants:

#### **Les mesures spécifiques :**

Le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des projets qui appuient le secteur sont:

- le projet : « Formalisation des Acteurs du commerce de détail »  
Des actions spécifiques ont été menées:
  - renforcement des capacités des responsables des faïtières dans les rôles et les procédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA);
  - formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise);
  - formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers des marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments;
  - financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA).
- le projet : « Appui au Cadre Intégré Renforcé (CIR) » en vue d'intégrer l'économie du pays dans le système commercial mondial par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce. Le Cadre Intégré Renforcé au Mali intervient dans certaines filières agricoles (mangue, karité, gomme arabique, les produits de transformation agroalimentaire), à travers le renforcement des capacités productives et commerciales des acteurs de ces filières. Les femmes interviennent dans la production, la transformation et la commercialisation de ces filières et ses sous-produits. Elles interviennent tout au long de la chaîne de collecte, du transport et de la vente dans les différents marchés. Le karité occupe plus de 3 millions de femmes rurales et absorbe 80% des revenus de ces femmes. Pour le cas de mangue, le CIR avait mis en place une Unité de Transformation des Fruits (confiture de mangues essentiellement) au profit des femmes du Cercle de Yanfolila. Plus de 20 femmes bénéficient directement de cette Unité à Yanfolila. Plus de 6000 caisses de récolte ont été distribuées aux femmes « pisteurs » de mangues. Enfin, des formations et d'Autres Activités Génératrices des Revenus (AGR) pour les femmes intervenant dans la gomme arabique.
- Le Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI).  
Des actions spécifiques ont été menées:
  - dans le cadre des visites de sensibilisation des acteurs économiques sur l'importance de l'enregistrement des titres de Propriété Industrielle, en novembre 2019 une dizaine de PME féminines dans les régions de Bougouni, Koutiala et Ségou ont été visitées et sensibilisées;

- dans le cadre de l'accompagnement des producteurs de l'échalote de Bandiagara à la démarche Identification Géographique (IG), treize (13) femmes productrices ont pris part aux ateliers de renforcement de capacité sur l'application du cahier de charge de l'échalote de Bandiagara, la structuration du groupement, le modèle économique ainsi que la stratégie marketing. A cet effet, des actions spécifiques ont été menées en 2020 au profit des femmes.

### 2.3.6.3 Evaluation des activités genre 2021

#### A. Programme 2.083 : Conception et coordination de la politique sectorielle du commerce et appui à la gestion des marchés

##### Mise en œuvre de la politique sectorielle du commerce et appui à la gestion des marchés

OBJECTIF 2 : Organiser et renforcer les acteurs du commerce						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2022	
		2019	2020	2021	Prévis	Réalisations
2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%					
2.2. Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%					
Femmes :		10	5	12		
Hommes :		10	15	8		
2.3 Pourcentage d'acteurs du commerce de détail suivis dans le cadre de la formalisation	%					

#### Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré (UMOCI) et de Formalisation des Acteurs du Commerce de Détail (PROFAC)

##### Activités de renforcement des capacités des femmes

N°	Activités prévues 2021 Cadre Intégré (UMOCI)	Activités réalisées 2021		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation des femmes des sociétés coopératives de gomme arabique sur les activités génératrices de revenu	-	-	Activité prévu en 2020-2022
02	Formation des Collecteurs de gomme arabique sur les techniques de collecte et de commercialisation de la gomme	-	-	Activité achevé
03	Appui aux DRDSES pour le suivi des Unions des SCOOPS dans le cadre de leur redynamisation	-	-	Activité prévu en 2020-2022
04	Accompagnement des acteurs de la filière gomme arabique au Salons International de l'Agriculture de Paris	-	-	Activité prévu en 2020-2022

05	Formation de 50 Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires formés sur les opportunités et les politiques d'investissements au Mali, du 26 au 28 janvier 2021 à Bamako	30	17 070 250	
06	Accompagnement des acteurs aux manifestations commerciales à l'étranger (Foire, Salons, missions commerciales) et d'autres rencontres à l'étranger (journées, Foras).	35	63 993 940	Accompagnement des femmes filiales karité et mangue aux manifestations commerciales organisées au mali et à l'étranger.
07	Sketch de Sensibilisation des femmes sur la protection de l'environnement (protection des arbres notamment les gommerais et les arbres à karité).			
08	Participation à la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité	10	Sans cout	La conférence de 2021 a été organisée par visioconférence. Celle de 2022 a été organisée à Lomé au Togo.
09	200 femmes de la filière karité formées sur les techniques de collecte des amandes et les technique de production du beurre de karité à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako	200	32 219 500	
10	259 acteurs dont 185 femmes de la filière karité forment à la maitrise des exigences règlementaires et commerciales et les normes de qualité à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako.	185	46 703 238	
11	115 femmes formées sur la gestion de la coopérative, le marketing et la gestion commerciale dans le cadre du partenariat Public Privé entre l'UMOCI et MALISHI	115	23 363 559	
12	Formation de 30 acteurs privés dont 15 femmes sur les procédures d'exportation des produits nationaux.			Prévue en 2022

## B. Programme 2.084 : Développement du secteur industriel

### Mise en œuvre de la politique sectorielle de l'industrie.

OBJECTIF 3: Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2022	
		2019	2020	2021	Prévis	Réalisations
3.1 : Proportion des acteurs formés						
Femmes :		26	85	100	100	
Hommes		8	15	100	100	
OBJECTIF N°4 : Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle						
4.3. Nombre de Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) périphériques créés	Nombre	38	10	100	100	

Mise en Œuvre du Centre pour le Développement du Secteur Agro-Alimentaire (CDA) et du Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)

Activités de renforcement des capacités des femmes

N°	Activités prévues 2021	Acticités réalisées 2021		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Organisation de sessions de formation des acteurs de la transformation sur la propriété industrielle	150	3 000 000	

B. Programme 2.085: Appui au développement du secteur privé

Mise en œuvre de la politique sectorielle de l'industrie

OBJECTIF 2: METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DESTINEES AU DEVELOPPEMENT DES PME						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2022	
		2019	2020	2021	Prévis	Réalisations
Nombre de PME ayant bénéficié d'une formation	Nbre					
Femmes :		11	47	10	70	
Hommes :		4	20	0	30	
OBJECTIF N°5 : COORDONNER ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE						
Taux de mise en œuvre des initiatives de développement du secteur privé	%	15				

Activités de renforcement des capacités des femmes

N°	Activités prévues 2021	Acticités réalisées 2021		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation de 15 PME en E-Commerce			
02	Formation gestion du contrat de travail pour les opérateurs économiques (CNPM, REAO), les professionnels de justice (greffiers, avocats, magistrats)	09	5 405 000	L'activité a été financée par le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme d'Appui à la Gouvernance Economique pour un Développement Durable (PAGEDD) PTBA 2021

**B. Programme 2.086 : Promotion et développement de la micro-finance****Mise en œuvre de la politique sectorielle de l'industrie**

<b>OBJECTIF 3: Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Unité de mesure</b>	<b>Période</b>			<b>2022</b>	
		<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Prévis</b>	<b>Réalisations</b>
Nombre de SFD ayant bénéficié de formation	Nbre					
Femmes.....		-	15	16	-	
Hommes.....		-	20	21	-	

**NB** : Pas de données antérieures à 2020 pour les structures techniques relevant du Ministère chargé de la Promotion des Investissements

## 2.3.6.4

## Planification et budgétisation des actions genre

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
	Libellés	Réf	Cibles			
		2020	2021	2022	2023	2024
Renforcer les capacités au sein des structures par la formation continue	<b>Direction des Finances et du Matériel (DFM)</b>					
	Sensibilisation sur le sens de responsabilité					
	Femmes.....	35	13			
	Hommes.....	10	7			
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	<b>Projet Appui au Cadre Intégré (UMOCI)</b>					
	Accompagnement des activités de la Journée internationale de la Femme rurale : acquisition des matériels aux femmes rurales en 2021					Non réalisée. L'activité a été abandonnée depuis 2019.
	Femmes.....					
	Hommes.....					La formation de 30 Agents de la DGCC prévue en 2021.
	Formation de Cinquante (50) Agents de la DGCC sur les procédures du contrôle économique					
Femmes.....	56	09			La réalisation de l'activité reste liée à l'installation du séchoir à tunnel.	
Hommes.....	24	21				
Formation de 25 promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires acteurs dont 20 femmes sur les nouvelles techniques d'utilisation du séchoir à tunnel à Sikasso						
Femmes.....	20	20				
Hommes.....	05					

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
<b>Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux</b>	<b>Libellés</b>	<b>Réf</b>	<b>Cibles</b>			<b>2022</b>	
		<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	
	Formation des femmes sur la notion de base du système de management de la qualité Femmes..... Hommes.....	20 05	15	30 0	0 0	0 0	<b>30</b> Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires formés sur la notion de base du système de management de la qualité, du 09 au 11 février 2022 à Mopti (655 km de Bamako) ;  <b>30</b> Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires formés sur les référentiels de certification agroalimentaire 15 au 17 février 2022 à Sikasso (365 km de Bamako) ;  <b>30</b> Promotrices des PME de transformation des produits agroalimentaires formés sur la Sécurité sanitaire des
	Formation des femmes sur les référentiels de certification agroalimentaire Femmes..... Hommes.....	0 0	0 0	30 0	0 0	0 0	
	Formation des acteurs sur les techniques de collecte des amandes et les techniques de production du beurre de karité Femmes..... Hommes.....	0 0	0 0	30 0	0 0	0 0	
	Formation de 200 acteurs sur les techniques de traitement des amandes et de production du beurre de karité et de fabrication du savon Femmes..... Hommes.....	0 0	200 0	200 0			
	Formation de 200 femmes de la filière karité formés à la maîtrise des exigences réglementaires et commerciales et les normes de qualité à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako Femmes..... Hommes.....	0 0	185 74	200 0			

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
	Mise en œuvre du Programme de durabilité en faveur de la filière karité et en faveur des femmes sur l'amélioration de la qualité des amandes de karité	50	115	115			produits agroalimentaires , 02 au 04 février 2022 à Ségou (240 km de Bamako)
	Femmes.....	0	0	0			
	Hommes.....						
	Participation à la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité						Formation de 200 acteurs sur les techniques de traitement des amandes et de production du beurre de karité et de fabrication du savon à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako.
	Femmes.....	2	10	5			
	Hommes.....	-	0	0			
							Formation de 200 femmes de la filière karité formés à la maîtrise des exigences réglementaires et commerciales et les normes de qualité à Ségou, Sikasso, Kita, Koulikoro et Bamako.
							Mise en place des Sociétés coopératives (SCOOPs) des Unions des SCOOPs et la formation de 115 femmes en Gestion de la



Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
	Libellés	Réf	Cibles			
		2020	2021	2022	2023	2024
						Coopérative, Marketing et gestion commerciale dans les communes de Doussoudiana, koloni et Madina.  05 femmes accompagnées à la Conférences de l'Alliance Globale du karité (AGK), du 04 au 06 juin 2022 à Lomé au Togo
Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Libellés	Réf	Cibles			2022
		2020	2021	2022	2023	2024
	Participation à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK) Femmes..... Hommes.....	- - -	03 0	05 0		
Participation au Salon International de l'Agriculture (SIA) de Paris Femmes..... Hommes.....	6 1	6 0	5 0			

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
	Poursuite de l'accompagnement de deux (02) PME de transformation des produits agricoles aux références de certification: <ul style="list-style-type: none"> <li>- HACCP (ISO 22000) pour DANAYA CEREALES appartenant à une femme (28 femmes employées);</li> <li>- Bio pour COPROKAZAN (beurre de karité) appartenant à une coopérative de 4500 femmes membres</li> </ul> Femmes..... 4528 Hommes..... -						COPROKAZAN a été accompagnée à la certification Bio de 2020 à 2021. Les frais de certifications seront réglés en 2022 en vue de l'obtention du certificat.
Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2022
	Accompagnement de deux (02) PME aux référentiels de certification appartenant à deux femmes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- HACCP pour MAM COCKTAIL à Bamako.</li> <li>- HACCP pour ETS DIALLO à Sikasso</li> </ul> Femmes..... 0 Hommes..... 0						ETS DIALLOa été accompagnée à la certification HACCP. Elle a obtenu son certificat HACCP en 2022
	Formation des femmes de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila (UTRAFRUY) sur l'utilisation de l'étiquetage           Femmes..... 25 Hommes..... -						L'activité n'est pas récurrente.

Objectif	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
	Sensibilisation des femmes sur les techniques de production des amandes et du beurre de karité						Activité prévue en 2022
	Femmes.....	2 000	0	200			
	Hommes.....	-					
	Formation de 200 acteurs sur la traçabilité des amandes et du beurre de karité						Activité prévue en 2022
	Femmes.....	0	0	200			
	Hommes.....	0	0	0			

Objectif	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2022
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Formation des femmes des Coopératives de gomme arabique sur les activités génératrices de revenu						L'activité sera réalisée courant 2 <sup>ème</sup> semestre 2022
	Femmes.....	100	100	100	100	-	
	Hommes.....	-					
	Formation des femmes de la filière gomme en gestion coopérative, marketing et lobbying	-	-	100	-	-	L'activité sera réalisée en 2022 mais n'est pas récurrente
	Acquisition d'équipements maraîchers, de transformation, de pisciculture et d'irrigation au profit des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique des zones gommifères						L'activité est en cour de réalisation.
Femmes.....	100	100	100	-	-		
Hommes.....	-						
Recherche de débouche pour la gomme arabique : Accompagnement des acteurs de la filière gomme arabiqueaux Salons Internationaux Spécialisés agroalimentaires (France, Allemagne, USA)						L'activité sera réalisation 4 <sup>ème</sup> trimestre 2022.	
Femmes.....	03	03	02 06	02			
Hommes.....	05			06			

<b>Produits nationaux sur les marchés internationaux</b>	Renforcement des capacités des responsables des faitières dans la création des Centres de Gestion Agréés (CGA)					
	Femmes.....	300				
	Hommes.....	200				
	Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion					
	Femmes.....	300				
	Hommes.....	200				
	Formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers de 11 marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.					
	Femmes.....	3 000				
	Hommes.....	200				
	Formation des Commerçants détaillants adhérents des CGA en Comptabilité Simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise)					
	Femmes.....	300				
	Hommes.....	200				

Objectifs	Indicateurs					Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes	
	Libellés	Réf	Cibles			2024	2022
		2020	2021	2022	2023		
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	<b>CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA)</b>						
	Proposition des acteurs formés						
	Femmes.....	80	85	85	85		
	Hommes.....	20	15	15	15		
	Sensibilisation à la propriété industrielle						
	Femmes.....	20	25	30	35		
	Hommes.....	30	40	50	60		
	Accompagnement des femmes productrices d'échalotes de Bandiagara à la démarche IG						
	Femmes.....	20	30	40	50	-	
	Hommes.....	45	50	60	70	-	
Renforcement des mesures destinées au développement des PME	<b>Direction Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (DNPME)</b>						
	Nombre de SFD ayant bénéficié de formation						
	Femmes.....	11	-	-	-	-	
	Hommes.....	4	-	-	-	-	
Contribue à la profession Des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)	<b>CENTRE DE PROMOTION ET D'APPUI DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (CPA/SFD)</b>						
	Nombre de SFD ayant Bénéficié de formation						
	Femmes.....	-	15	16	17	18	
	Hommes.....	-	20	21	22	23	

**NB** : Non renseigner

## **CHAPITRE 4 :**

### **Difficultés constatées**

Comparé aux années précédentes, le Rapport Genre 2023 inclut quelques analyses additionnelles. Cependant ces progrès sont encore limités. De façon générale, il n'y a pas d'analyse genre de toutes les mesures financées par le budget (programmes, actions, activités y compris projets d'investissement public) et leur potentiel à contribuer à promouvoir l'égalité de genre n'est donc pas pleinement exploité. Il n'y a pas non plus d'analyse d'impact sur l'égalité de genre dans le cas de mesures nouvelles. Globalement, l'information comprise dans le Rapport Genre est insuffisante pour évaluer les résultats atteints en regard des objectifs de la PNG, et des objectifs genre du CREDD 2019-2023 et des ODD.

De façon plus spécifique, il ressort des sections des départements ministériels les constats ci-après:

- 1- enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère: chaque ministère fait ressortir d'importants et nombreux enjeux et constats. Cependant, la dimension genre de ces enjeux et défis n'est pas toujours claire, et lorsqu'il s'agit bien d'un enjeu ou défi lié spécifiquement à l'égalité de genre, il est rarement fait mention de l'analyse sur laquelle se base le constat de cet enjeu/ce défi.
- 2- mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre: Les mesures spécifiques présentées par les départements sont pour la plupart des solutions et recommandations génériques d'ordre transversal (p.ex. renforcement des capacités en matière de PBSG). Peu de ministères vont plus loin en proposant des mesures spécifiques propres à leur secteur d'activité.
- 3- évaluation des activités genre menées en 2021: Suivant l'approche du cadre logique qui sous-tend le budget de programmes, les départements ayant intégré l'égalité de genre dans leurs programmes devraient fournir dans leur analyse les informations sur les objectifs, résultats, ressources allouées et dépensées pour les actions entreprises en faveur de l'égalité de genre dans leurs programmes. Le RG 2023 montre qu'un effort en ce sens est fourni par les départements, mais on est encore loin d'une intégration réelle. Les analyses s'arrêtent bien souvent à des indicateurs d'activités, avec un effort de désagrégation par sexe, mais sans faire apparaître d'information financière. De plus, peu de programmes incluent de véritables indicateurs de résultats sensibles au genre.
- 4- planification et budgétisations des actions genre pour l'année 2023: De la même façon que pour les données concernant la réalisation, bien souvent l'information présentée par les ministères concernant les actions genre pour l'année 2023 ne rend pas compte des crédits ou budgets qui pourraient avoir un impact direct ou indirect sur les femmes et les hommes.
- 5- en effet, en lien avec l'évaluation ainsi que la planification et budgétisation des « actions genre », seul le Ministère des Mines, Energie et Eau avait pratiquement terminé l'analyse de base que représente la catégorisation des dépenses du DPPD-PAP, à temps pour la préparation de ce RG23. La section MMEE reflète donc une première analyse qui identifie les dépenses ayant un lien indirect avec le genre dans ces secteurs. Mais il ne s'agit pas encore d'un « budget genre » dans la mesure où ces dépenses ne contribuent qu'indirectement à l'égalité de genre, et le « marquage » du budget n'a pas encore été réalisé. D'autres ministères ont entamé mais doivent poursuivre cette analyse de base qu'est la catégorisation des dépenses de leur DPPD-PAP.
- 6- en ce qui concerne la présentation d'information sexo-spécifique sur le personnel de l'administration malienne qui avait été demandée aux ministères pilotes, ces derniers ont actualisé les données du RG22, mais l'analyse est restée confinée aux services centraux des départements. Cette analyse fait clairement ressortir le chemin qui reste à parcourir en ce qui concerne l'accès des femmes aux postes à responsabilités.

Les constats ci-dessus montrent que la planification et la budgétisation sensible au genre (PBSG) rencontrent un certain nombre de difficultés, tant au niveau technique (p.ex. insuffisance des données sexo-spécifiques, faible niveau d'appropriation des concepts genre et de la PBSG au niveau des départements de même qu'au MEF et MPFEF) qu'au niveau de l'architecture institutionnelle en charge du suivi de la mise en œuvre de la PNG. La faible fonctionnalité de cette architecture institutionnelle conduit à une faible mobilisation autour de la PBSG, tant au niveau politique que technique. De ce fait, le processus d'amélioration du RG initié par le MEF n'a produit que des résultats limités malgré le fait qu'il est en cours depuis trois ans. Il est clair que réaliser les analyses nécessaires pour renforcer l'impact du budget sur l'égalité de genre, pour toutes les actions gouvernementales traduites en budget-programmes, est une entreprise de moyen terme. Par ailleurs, le contexte de ces trois années n'a guère été propice. Il serait cependant souhaitable de voir une accélération dans l'institutionnalisation de la PBSG dans les années qui suivent. Les recommandations faites au chapitre 5 visent à guider les efforts en ce sens.

## CHAPITRE 5 :

### **Recommandations**

Le Rapport Genre 2023 fait ressortir des contraintes structurelles, liées au fait que les réformes inspirées par la Politique Nationale Genre (PNG) sont encore relativement peu avancées. Au regard de ces difficultés, afin de mieux appuyer une mise en œuvre effective de la PNG au moyen de la PBSG, il s'avère indispensable de :

- poursuivre sur base de la pratique, une approche concrète pour une meilleure prise en compte de l'égalité de genre au sein de l'administration publique au niveau programmes, actions, activités des départements sectoriels. Une telle approche, qui doit s'adosser sur la « Stratégie nationale de Planification et de Budgétisation Sensible au Genre du Mali 2021-2025 » et son guide méthodologique<sup>9</sup>, a été initiée avec la démarche d'amélioration graduelle du Rapport Genre entreprise par le Gouvernement en 2019. A la conclusion du RG23 les pistes suivantes se dessinent, qu'il faudra prioriser dans le temps.
- poursuite des travaux de catégorisation et marquage des budgets existants et de la qualification des liens genre identifiés dans les DPPD-PAP, avec les ministères pilotes.
- réalisations d'analyses budgétaires genre approfondies pour y adosser des recommandations de réorientation de politique sectorielle en examinant les implications budgétaires. Ces analyses, complexes et exigeantes en termes de ressources, devraient viser pour commencer quelques programmes « stratégiques genre » dont l'importance pour l'égalité de genre est indispensable.
- élargissement graduel de ces analyses (de l'existant et du potentiel) à tous les secteurs et formation des ministères, afin qu'ils soient en mesure de formuler des plaidoyers visant à inscrire des programmes, actions et activités qui ciblent directement le genre dans leur budget, et d'identifier les mesures qui pourraient renforcer le potentiel de toutes leurs activités à contribuer indirectement à l'égalité de genre.
- renforcement de l'institutionnalisation de la PBSG au sein du MEF, à travers notamment:
  - la sensibilisation et le renforcement des capacités en PBSG des structures du MEF qui appuient les ministères sectoriels dans la planification et budgétisation;
  - l'implication de la Direction de la planification du développement (DNP) du MEF aux côtés de la DGB dans le travail de budgétisation sensible au genre avec les ministères sectoriels;
  - l'élaboration et l'intégration de modules sur la BSG et le RG dans la session de formation sur la budgétisation par programme organisée annuellement par la DGB;
  - la relecture et le cas échéant révision des outils et processus existants (p.ex., sélection et suivi) concernant les projets d'investissement, afin de renforcer la sensibilité au genre des investissements publics;
  - la formation des membres du comité de suivi de la Politique Nationale Genre en matière de budgétisation sensible au genre.
- opérationnaliser, les organes institutionnels de suivi de la mise en oeuvre de la Politique Nationale Genre en s'appuyant pour ce faire sur le Décret n°2021-0188/P-RM du 25 mars 2021 ayant pour intention de renforcer ces organes.<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup>La « Stratégie nationale de Planification et Budgétisation Sensible au Genre du Mali 2021-2025 » et le « Guide Méthodologique de PBSG aux niveaux national, sectoriel et décentralisé », ont été actualisés en 2020 par le MEF avec l'appui de ONU Femmes.

<sup>10</sup>Décret portant modification du Décret n° 2014-0368/PM-RM du 27 mai 2014 fixant le cadre institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre.



## **ETAT W**

### **ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES**

## RAPPORT D'ANALYSE DES RISQUES BUDGETAIRES

### AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2023

*Août 2022*

## Sigles et Abréviations

<b>ANICT</b>	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
<b>ASAM</b>	Assistance Aéroportuaire du Mali
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
<b>COMANAV</b>	Compagnie Malienne de Navigation
<b>COMATEX-SA</b>	Compagnie Malienne des Textiles-Société Anonyme
<b>COVID-19</b>	Coronavirus Décembre 2019
<b>CPM</b>	Comité de Prévision et de Modélisation
<b>CPS</b>	Cellule de Planification et de Statistique
<b>CT</b>	Collectivité Territoriale
<b>DGABE</b>	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>EDM-SA</b>	Energie du Mali-Société Anonyme
<b>EIE</b>	Evaluations d'Impacts Environnementales
<b>EP</b>	Entreprises Publiques
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FRAT</b>	Fiscal Risk Assessment Tool/ Outil d'Evaluation des Risques Budgétaires
<b>INSTAT</b>	Institut National de la Statistique
<b>LOPM</b>	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
<b>LPSI</b>	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PLF</b>	Projet de Loi de Finances
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>PTF</b>	Partenaire Technique et Financier
<b>SOMAGEP-SA</b>	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable-Société Anonyme
<b>SOPAFER</b>	Société du Patrimoine Ferroviaire
<b>TIPP</b>	Taxes Intérieures sur les Produits Pétroliers
<b>TOFE</b>	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

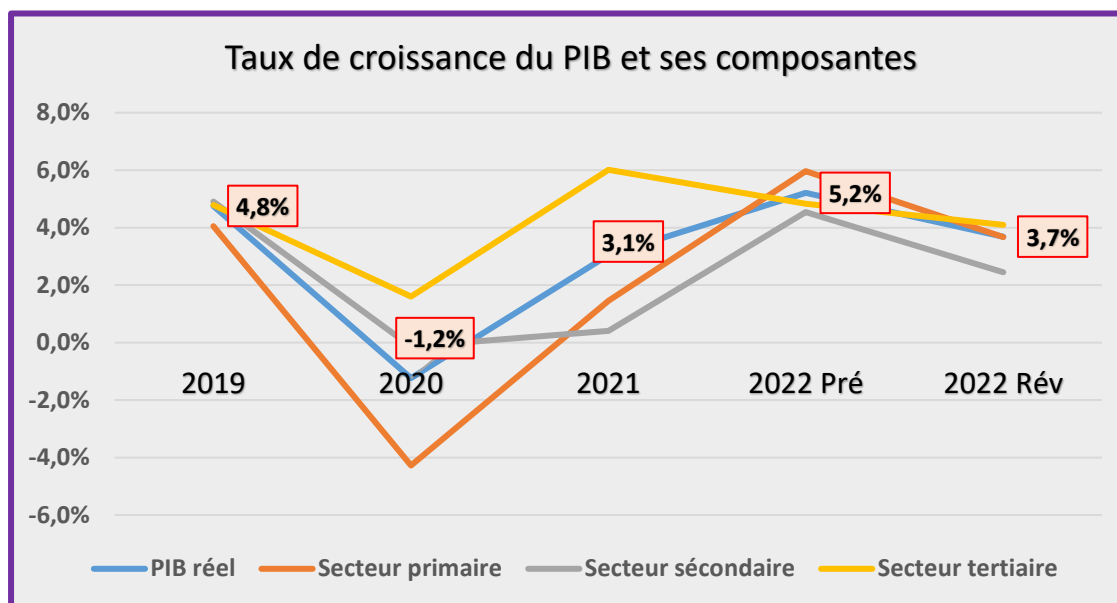
## INTRODUCTION

1. Les prévisions budgétaires sont élaborées sur la base d'hypothèses essentiellement macroéconomiques. Lors de l'exécution du budget, des facteurs peuvent survenir et empêcher d'atteindre les objectifs d'où un écart, quelque fois très important entre prévisions et réalisations. Ces phénomènes, connus sous le nom de risques budgétaires, s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entraînent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être **exogènes** : (i) la propagation de la crise sanitaire de la Covid-19 ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; ou **endogènes** : (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social liée aux revendications juridiques contre l'Etat et (vi) la gouvernance et les faiblesses institutionnelles.

### I. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE DU MALI

2. Le contexte macroéconomique durant les six premiers mois de l'année 2022 a été caractérisé par les sanctions économiques et financières imposées par la conférence des chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les sanctions économiques consistaient en une fermeture partielle des frontières de la CEDEAO aux marchandises, en dehors des produits comestibles, médicaments, produits de première nécessité et produits pétroliers. Les sanctions financières consistaient au gel des avoirs de l'État, à l'interdiction des transferts de fonds en provenance ou à destination de l'étranger, et à l'interdiction de la levée de fonds par l'État sur le marché des capitaux dans l'espace l'UEMOA.
3. Malgré les mesures de riposte élaborées par le gouvernement, qui visaient à trouver des alternatives pour les transactions de marchandises avec d'autres pays limitrophes du Mali comme la Guinée et la Mauritanie, la situation économique n'évoluera pas comme prévu.
4. Aussi, le conflit en Ukraine a eu pour conséquence d'amplifier l'impact négatif des sanctions sur l'économie nationale, notamment en freinant la croissance et entraînant une hausse des prix. Par conséquent, le taux d'inflation moyen en 2022 pourrait augmenter de 4 points de pourcentage en affichant 6% contre une prévision initiale de 2%.
5. La prévision de croissance économique en 2022 s'établit désormais à 3,7% contre 5,2% initialement, soit une baisse d'environ 1,5 point de pourcentage (voir les fluctuations sur la Figure 1, ci-dessous).

Figure 1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et ses composantes 2019-2022 (en %)



Source : INSTAT, CN-mai 2021 et CN-mai 2022.

6. La baisse de la croissance est observée dans tous les secteurs d'activités avec cependant plus d'acuité au niveau des secteurs primaire et secondaire qui perdent respectivement 2,3 et 2,1 points de pourcentage.
7. En somme, tout cela affectera négativement les recettes fiscales de 2022 mais également certaines dépenses d'investissement et ainsi le déficit budgétaire qui était initialement fixé à 4,7% du PIB. Par conséquent, le gouvernement envisage une modification de la loi de finances 2022 afin de prendre en compte les effets des deux crises et d'autres priorités émergentes.

## II. ANALYSE DES RISQUES MACROECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

8. Les risques macroéconomiques sont des changements inattendus dans la performance macroéconomique du pays qui peuvent avoir un impact négatif sur les réalisations budgétaires, en particulier en ce qui concerne les recettes, les dépenses ainsi que la valorisation des actifs et passifs du gouvernement<sup>1</sup>.
9. Quant aux risques environnementaux, il s'agit des risques liés aux désastres naturels et technologiques, aux dangers environnementaux, aux pandémies et au changement climatique<sup>2</sup>.
10. Dans cette partie, nous analyserons les risques macroéconomiques suivants : les risques liés aux fluctuations de la croissance économique, les risques liés à la volatilité des prix des matières premières et les risques liés aux catastrophes naturelles.

### 2.1 Risques liés aux fluctuations de la croissance économique

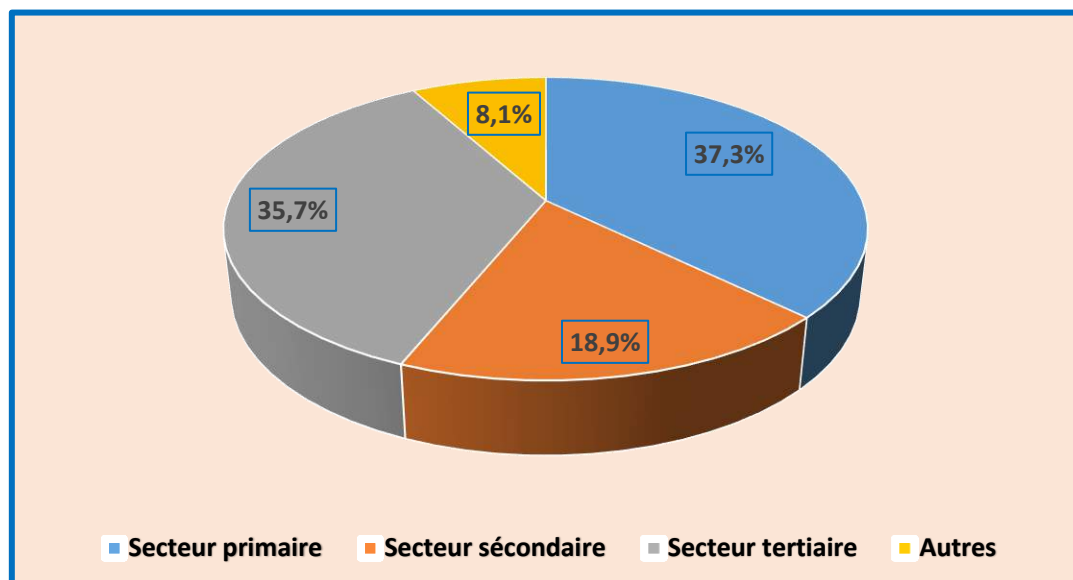
<sup>1</sup> Définition inspirée de la description des risques macroéconomiques dans l'outil FRAT du FMI

<sup>2</sup> Idem

### 2.1.1 Description

11. Les aléas macroéconomiques négatifs, matérialisés le plus souvent par de fortes baisses du PIB, affectent régulièrement les finances publiques. Le FMI a établi que les chocs macroéconomiques interviennent en moyenne tous les 12 ans dans chaque pays avec un impact moyen de 9% sur le PIB.
12. L'économie malienne est très peu diversifiée et fortement exposée à la volatilité de certains agrégats économiques. Les secteurs primaire et tertiaire représentent l'essentiel du PIB du Mali avec des contributions respectives estimées à 37,3% et 35,7% en moyenne entre 2012-2021. Quant au secteur secondaire, il représente environ 20% de l'activité économique nationale. Ces secteurs ne réagissent pas de la même manière face aux différents risques.
13. Le secteur primaire, principalement lié aux activités agricoles et pastorales, est vulnérable aux aléas climatiques (sécheresses et inondations), mais il induit un impact direct limité sur les recettes budgétaires. Il peut cependant avoir un impact indirect sur les dépenses de l'Etat (dépenses d'intervention ou de secours aux populations). Cependant, il reste difficile à mesurer cet impact en le dissociant d'autres dépenses budgétaires récurrentes.
14. Les secteurs secondaire et tertiaire ont une volatilité comparable. En général le secteur secondaire est sensible aux variations exogènes des prix et des taux de change ; ce qui est du tertiaire, il est sensible aux aléas institutionnels endogènes.

**Figure 2 : Contribution sectorielle à la croissance du PIB (moyenne 2012-2021 en %)**

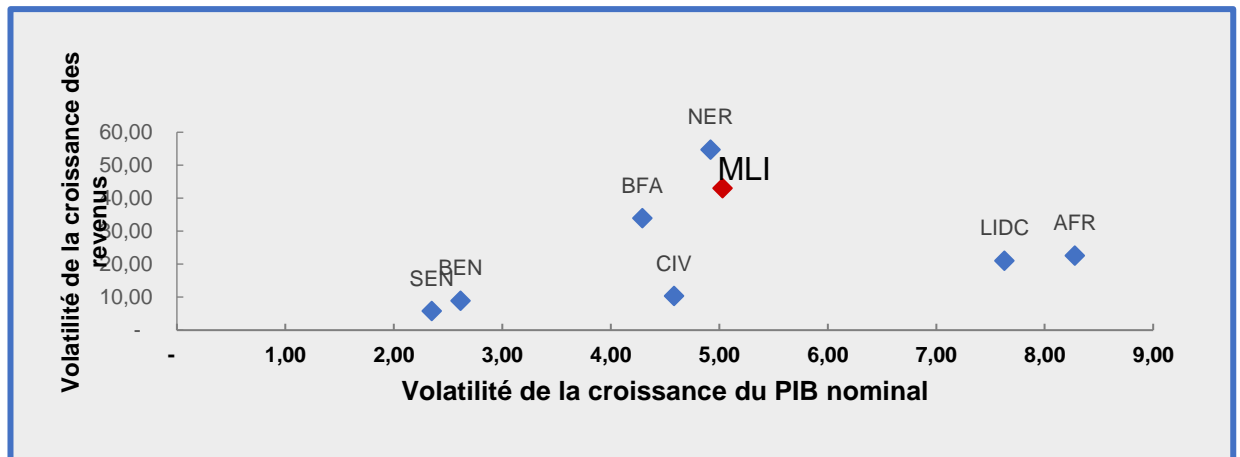


**Source :** INSTAT, CN-mai 2022.

15. Le Mali connaît une volatilité de la croissance relativement élevée (5,03) comparée à certains pays de la sous-région comme le Sénégal et le Bénin qui sont respectivement à 2,35 et 2,61. Il a

une volatilité comparable à celle du Niger (4,92). Par contre, la volatilité de la croissance du PIB nominal au Mali se situe à un niveau nettement meilleur, comparé au niveau de l'Afrique Subsaharienne (8,28) ou à celui des pays à faible revenu (7,63).

**Figure 3 : Volatilité de la croissance du PIB nominal et Croissance des recettes 2000-2019**



Source: FMI, World Economic Outlook

### 2.1.2 Canaux de transmission

16. Lorsque les chocs macroéconomiques se produisent, ils provoquent une baisse de croissance économique, cela entrainerait au niveau des finances publiques, non seulement une baisse des recettes budgétaires attendues, mais aussi une réduction des dépenses en général et particulièrement celles en capital.
17. En effet, les prévisions de recettes fiscales et non fiscales dépendent en grande partie du niveau de l'activité économique. Lorsque les fluctuations à la baisse sont enregistrées, en l'absence d'alternatives pour le Gouvernement, il faut s'attendre à un manque à gagner sur les recettes. La baisse des recettes budgétaires aura pour conséquence l'absence de financement pour certaines dépenses notamment d'investissement sachant que certaines dépenses courantes sont incompressibles (Salaires, pensions, bourses etc.).

### 2.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

18. En moyenne, entre 2015 et 2021 (tableau 1), la mobilisation des recettes fiscales est inférieure aux prévisions d'environ un point de pourcentage du PIB. Il faut cependant remarquer que certaines données font référence aux prévisions révisées dans les lois de finances rectificatives qui, pour la plupart, intègrent déjà les effets des chocs intervenus en cours d'année. Si l'on considère les prévisions des lois de finances initiales, l'écart serait davantage plus grand.

**Tableau 1 : Evolution du manque à gagner sur les recettes fiscales (2015-2021)**

Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moy 2015-2021
Prévisions Recettes Fiscales en % du PIB	16,8%	14,8%	15,3%	15,6%	15,6%	14,0%	15,1%	15,3%
Réalisations Recettes Fiscales en % du PIB	14,0%	14,9%	15,2%	11,9%	14,8%	14,3%	15,4%	14,4%
<b>Ecart en % PIB (- = manque à gagner)</b>	<b>-2,8%</b>	<b>0,1%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-1,0%</b>

Source : DGB sur la base du TOFE, 2015-2021

19. On note un dépassement sur les prévisions révisées en 2016, 2020 et 2021. Cela dénote d'une part, d'un retournement favorable de la conjoncture économique, et d'autre part, de la non prise en compte des prévisions initiales.
20. La non réalisation des objectifs de recettes engendre de facto, une détérioration du solde budgétaire et donc un accroissement de la dette publique. Elle peut aussi avoir pour conséquence un gel de certaines catégories de dépenses et particulièrement les dépenses d'investissement de l'Etat.

**Tableau 2 : Evolution des dépenses en capital de l'Etat, prévisions versus réalisation (en % du PIB) entre 2015 et 2021**

Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moy. 2015-2021
Prévisions de dépenses en Capital en % PIB	9,8%	9,3%	9,9%	9,4%	8,9%	8,7%	8,1%	9,2%
Réalisations de dépenses en Capital en % PIB	7,3%	8,9%	8,8%	6,5%	6,5%	6,1%	5,9%	7,1%
<b>Ecart en % PIB</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-2,0%</b>

Source : DGB sur la base du TOFE, 2015-2021

21. Il ressort qu'en moyenne les dépenses en capital ont connu entre 2015 et 2021 un écart d'exécution de l'ordre de 2 points de pourcentage du PIB. Cette situation peut avoir des causes multiples liées entre autres aux méthodes de prévisions, aux procédures d'exécution des dépenses et aux conditions économiques nationales.



**Figure 4 : Matrice impact-probabilité**

<b>Impact budgétaire potentiel</b>	<b>Haut</b>			
	<b>Moyen</b>		<b>Risques macroéconomiques</b>	
	<b>Faible</b>			
		<b>Peu probable</b>	<b>Probable</b>	<b>Hautement probable</b>
		<b>Probabilité de matérialisation</b>		

**Source :** Travaux de l'équipe DGB sur la base de l'outil FRAT, juillet 2022.

22. Les risques macroéconomiques ont une probabilité de matérialisation moyenne et présente un impact moyen sur les agrégats budgétaires. Cette appréciation se fonde essentiellement sur le fait que l'économie malienne est très peu diversifiée. Ce qui dénote en effet que l'économie malienne est vulnérable à des chocs macroéconomiques. Elle est aussi confrontée, depuis le début de l'année 2012, à une crise sécuritaire marquée par des attaques terroristes dans plusieurs localités du pays affectant gravement les finances publiques. A celle-ci s'ajoute la crise sanitaire de la Covid-19 apparue depuis 2020.

#### 2.1.4 Mesures d'atténuation.

23. Pour minimiser l'impact des fluctuations de croissance économique sur les finances publiques, les mesures d'atténuation que l'Etat devrait mettre en œuvre sont entre autres :

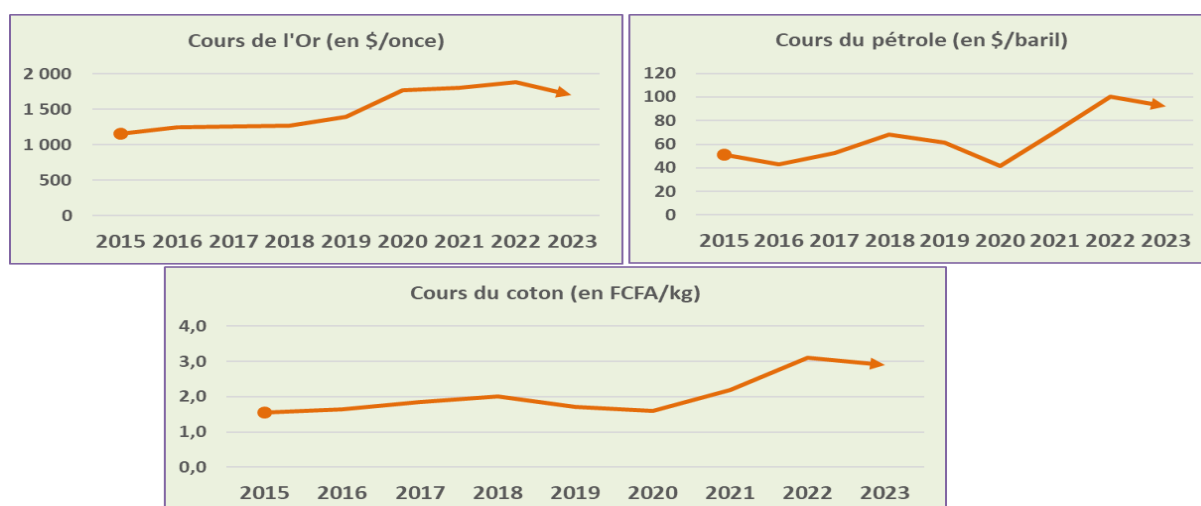
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes domaniales, fiscales et douanières ;
- la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques ;
- l'adoption des méthodes de prévisions budgétaires prudentes basées sur l'analyse systématique des écarts de prévisions antérieures ;
- la diversification de l'économie à travers une politique de soutien aux secteurs de la transformation agro-industrielle afin de porter la contribution du sous-secteur industriel au moins au tiers du PIB.

## 2.2 Risques liés à la volatilité des prix des matières premières

### 2.2.1 Description

24. Les risques liés à la volatilité des prix des matières premières proviennent des incertitudes liées à l'évolution des cours mondiaux. Au Mali, les matières premières qui ont une incidence majeure sur les finances publiques sont l'or, le coton et les produits pétroliers.

**Figure 5 : Evolution des cours de l'or, du Coton et du pétrole, 2015-2023**



**Source :** Banque Mondiale, *Commodities Price Forecast*, Avril 2022.

25. Comme on peut l'observer sur la Figure 5, l'évolution des prix des matières premières n'est jamais stable dans le temps. On constate des fluctuations sur les différents graphiques. Ces fluctuations, lorsqu'elles ne sont pas contenues dans des proportions acceptables, peuvent altérer les recettes budgétaires de l'Etat.

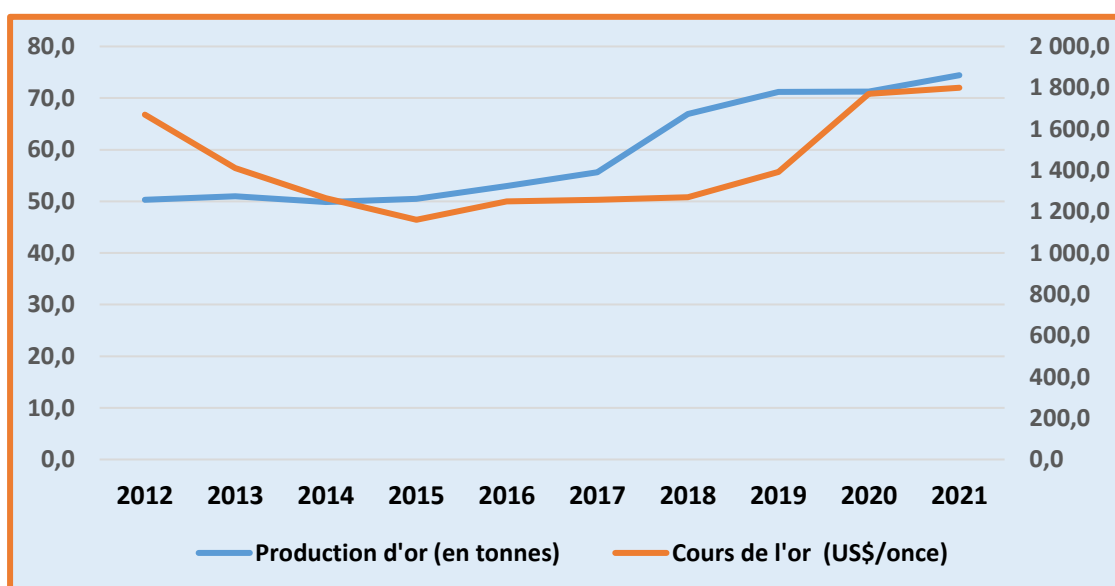
### 2.2.2 Canaux de transmission

26. Si les risques liés au cours de l'or, au coton ainsi qu'au pétrole affectent différemment les agrégats budgétaires, ils ont un impact direct sur le budget de l'Etat.
27. En effet, l'or demeure le principal produit d'exportation au Mali avec en moyenne plus de 73% de la valeur des exportations sur les cinq dernières années. Le coton, quant à lui, se positionne à 10% moyenne des recettes d'exportation sur les cinq dernières années et peut souvent bénéficier de subvention de production de la part de l'Etat afin de soutenir les producteurs. Les recettes sont dépendantes du volume produit et de son prix de vente fixé au niveau mondial. Enfin, le cours du pétrole a également un impact sur le taux d'inflation, la balance commerciale ainsi que sur les recettes pétrolières et les dépenses budgétaires.

### 2.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

28. La baisse de la production d'or et/ou de son cours a un impact élevé. Ces dix dernières années, la contribution de l'or au PIB du Mali a évolué en moyenne autour de 8,3%. L'or participe aux recettes budgétaires grâce aux dividendes perçus par l'Etat au titre de ses participations dans les sociétés minières et grâce aux divers impôts et taxes. Sur le plan économique, il convient d'ajouter toutes les ressources générées grâce aux investissements directs étrangers, aux activités connexes des mines et à l'orpaillage traditionnel.
29. En général, la production d'or connaît une certaine stabilité (**Figure 6**), même si les prévisions souvent très optimistes sont rarement atteintes. Par contre, les fluctuations des cours et donc des recettes budgétaires tirées de l'or sont assez fortes.

**Figure 6 : Evolution de la production et des cours de l'or entre 2012-2021**



**Source** : CPS/Mines, Banque Mondiale, 2022.

30. En ce qui concerne les produits pétroliers, une hausse brutale des cours de ce produit occasionne des pertes de recettes pour l'Etat en raison d'un mécanisme d'ajustement des taxes en vue de contenir les prix à la pompe. Selon le rapport d'assistance du FMI en 2018 sur les risques budgétaires, une hausse de 30 USD (+ 57% du prix moyen annuel 2018) du prix des hydrocarbures, qu'elle soit due à l'appréciation du cours du Brent et/ou du dollar, correspond à l'écart-type mesuré ces dix dernières années et le risque qu'elle se matérialise est de l'ordre de 30%.
31. Selon la même source, une telle hausse aurait un triple impact négatif sur le budget de l'Etat pouvant atteindre 1,1% du PIB. Les trois impacts directs sont : i) une baisse des recettes fiscales due à l'ajustement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) flottante, en vue

d'amortir la répercussion sur les prix à la pompe ; (ii) une aggravation du déséquilibre de la société d'Etat EDM-SA par le surenchérissement de ses coûts de production avec le risque d'une subvention supplémentaire de l'Etat ; (iii) une augmentation des dépenses de consommation de l'Etat.

#### 2.2.4 Mesures d'atténuation

32. Afin de minimiser l'impact négatif des fluctuations des cours mondiaux sur les finances publiques, le Mali devrait poursuivre et accélérer les réformes déjà en cours. Il s'agit entre autres de :

- ***favoriser le développement du sous-secteur industriel, notamment celui de la transformation des matières premières pour diversifier l'économie.*** Le Mali est un pays agropastoral, mais la plupart des produits agricoles est insuffisamment transformée et valorisée sur place. Ce qui explique la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis de l'extérieur. Le coton, qui constitue le deuxième produit pourvoyeur de devises pour le pays est transformé localement à moins de 3%.
- ***sécuriser les recettes fiscales tirées du pétrole à travers un mécanisme plus souple de correction des prix à la pompe*** tout en veillant à réutiliser les recettes dégagées pour le soutien aux populations vulnérables ;
- ***réviser le code minier et les conventions bilatérales au profit des recettes de l'Etat.*** Il s'agira aussi de constituer un fonds sur les recettes aurifères en vue d'amortir les chocs et organiser la chaîne de valeur en aval et le contenu local tout en formalisant progressivement l'activité d'orpaillage ;
- ***poursuivre la diversification des sources de production d'électricité*** en favorisant les investissements vers les énergies renouvelables.

### 2.3 Risques liés aux catastrophes naturelles

#### 2.3.1 Description

33. Les catastrophes naturelles sont des phénomènes naturels dévastateurs qui entraînent des conséquences dramatiques (victimes humaines ou animales, dégâts matériels), comme les inondations, les sécheresses, les invasions acridiennes, les cas d'épidémie ou de pandémie. Les principaux risques auxquels le Mali est confronté sont la sécheresse, les inondations et le risque acridien.

#### 2.3.2 Canaux de transmission

34. La survenance des catastrophes naturelles peut affecter directement le secteur agricole qui représente environ plus d'un tiers du PIB en 2020 et 2021. Elle se traduit notamment par des pertes de récoltes et une diminution des capacités productives, qui ont elles-mêmes pour conséquence la hausse des prix des denrées et la précarité alimentaire des populations touchées.

35. Elles affectent également différents secteurs de l'activité économique et induisent une déviation par rapport aux prévisions macroéconomiques.

### 2.3.3 Impact sur les agrégats budgétaires

36. La survenance des risques relatifs aux catastrophes naturelles peut avoir des effets négatifs ponctuels ou persistants sur les agrégats macroéconomiques et budgétaires. Leur réalisation affecte principalement les dépenses et recettes publiques ainsi que la valeur des actifs/passifs de l'Etat.

37. L'impact budgétaire est à la fois direct (coût de la réponse d'urgence et de l'aide humanitaire, reconstitution des stocks de sécurité alimentaire, hausse des prix des produits alimentaires, susceptible d'induire des transferts et subventions avec un impact négatif sur les équilibres et les priorités budgétaires de l'Etat) et indirect (ralentissement de l'activité économique, accentuation de la pauvreté et fragilisation du cadre macro-économique). En effet, à cause de la pandémie du Covid-19, l'activité économique a été sérieusement touchée avec une récession d'environ -1,2% alors que la prévision d'avant crise ciblait plutôt une croissance de plus de 4%. La crise a également impacté l'équilibre budgétaire du Gouvernement qui a vu son déficit atteindre 5,5% en 2020 contre 4,8% en 2019.

38. Ainsi, en 2020 le coût de la réponse d'urgence pour faire face à la pandémie de coronavirus est estimé à 202,29 milliards FCFA, soit 14% des ressources fiscales du gouvernement et environ 2%% du PIB (Tableau 3).

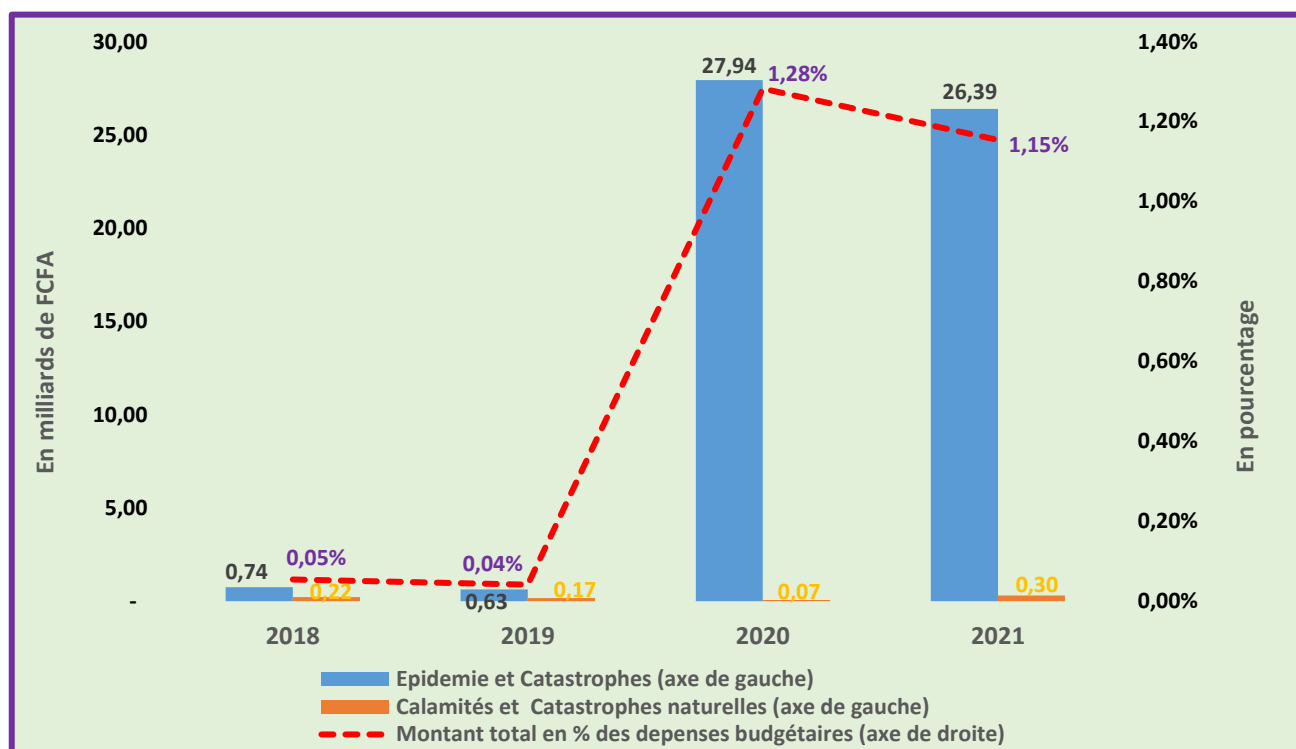
**Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses budgétaires de riposte à la COVID-19 en milliards de FCFA, 2020-2021**

Implications financières de la COVID-19 sur les dépenses budgétaires	2020	2021
<b>1.Dépenses de santé</b>	<b>30,65</b>	<b>24,34</b>
<b>2.Mesures d'appui à l'économie, aux entreprises et aux ménages</b>	<b>171,91</b>	<b>38,60</b>
<i>2.1. Mesures d'appui aux ménages</i>	<i>119,91</i>	<i>15,08</i>
<i>2.2. Mesures d'appui à l'économie</i>	<i>52,00</i>	<i>23,53</i>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>202,29</b>	<b>62,94</b>

**Source** : DGB, rapports d'exécution du budget 2020 et 2021.

39. Avec l'apparition de la pandémie de Covid-19, nous observons une nette augmentation des dépenses relatives aux « épidémies et catastrophes naturelles ». Entre 2018 et 2021, ces dépenses ont augmenté de 25,73 milliards de FCFA en se situant à environ 1,2% du Budget total en 2021, soit 0,3% du PIB.

Figure 7 : Evolution des dépenses budgétaires d'épidémies et catastrophes naturelles en milliards de FCFA), 2018-2021



Source : DGB

#### 2.3.4 Mesures d'atténuation

40. Pour faire face aux catastrophes naturelles, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures destinées à atténuer leur impact sur le budget. Il s'agit notamment de :

- la souscription à une police d'assurance auprès de la mutuelle panafricaine de gestion des risques pour couvrir le risque de sécheresse ;
- la provision dans le budget de l'Etat pour faire face aux cas d'épidémies et catastrophes naturelles ;
- la mise en place d'un fonds pour les Evaluations d'Impacts Environnementales (EIE).

### **III. ANALYSES DES RISQUES SPECIFIQUES**

41. Il existe plusieurs types de risques budgétaires spécifiques à savoir : les risques liés aux entreprises publiques, au Partenariat Public-Privé (PPP), au secteur financier, aux revendications juridiques contre l'Etat, aux passifs et actifs de l'Etat, etc.
42. Dans cette partie du présent rapport, il sera question d'analyser les risques liés aux revendications juridiques contre l'Etat et ceux liés aux entreprises publiques.

#### **3.1 Risques liés aux revendications juridiques contre l'Etat**

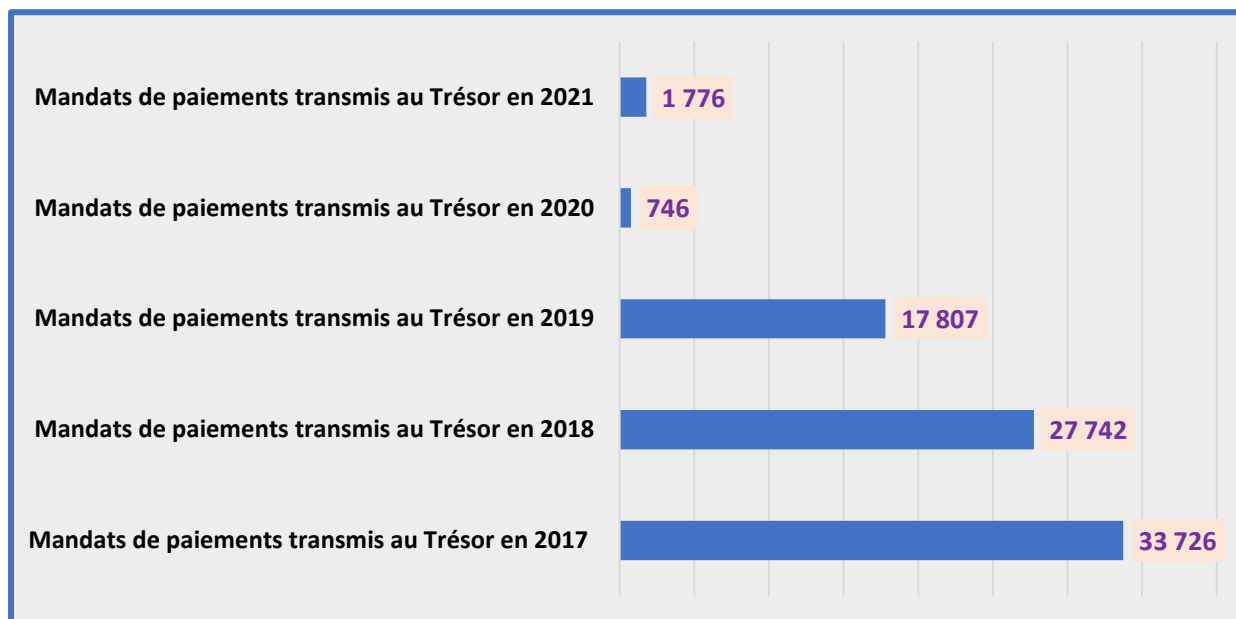
##### **3.1.1 Description**

43. Les poursuites judiciaires contre l'Etat exposent le Gouvernement à des passifs contingents. Ces condamnations de l'Etat peuvent accroître les dépenses et passifs du Gouvernement et les poursuites judiciaires peuvent résulter de plusieurs types de litiges : droit du travail, investissements internationaux, violations des droits de l'homme, litiges environnementaux, etc.

##### **3.1.2 Canaux de transmission**

44. Les actions légales contre l'Etat concernent divers dédommagements assurés par celui-ci suite aux plaintes à son encontre. Ces actions peuvent être source de risque budgétaire au cas où l'Etat serait amené à verser des montants importants et imprévus.
45. Les dossiers de grosses de jugement dans leur généralité sont relatifs à des condamnations de l'Etat par les Cours et Tribunaux dans différentes affaires. Ces affaires portent généralement sur des questions administrative, foncière, commerciale ou pénale.
46. La prise en charge des grosses de justice demeure un risque budgétaire lié à leur soutenabilité.
47. Compte tenu de ce risque et pour atténuer la charge financière de l'Etat, concernant la prise en charge desdites grosses, il est prévu un règlement transactionnel, avec l'application de la décote au montant de la condamnation, sur la base de protocoles d'accord qui, après la signature de toutes les parties sont homologués par les tribunaux compétents pour être proposés au paiement sur le budget de l'Etat. La Figure 8 ci-dessous donne l'évolution des mandats émis dans le cadre de l'exécution des décisions de justice, sur la période 2017-2021.

**Figure 8 : Evolution des paiements au titre des grosses de justice contre l'Etat de 2017 à 2021 (en millions FCFA)**



Source : DGB

### 3.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

48. La survenance de risques budgétaires liés à d'éventuelles revendications juridiques contre l'Etat, peuvent impacter certains agrégats budgétaires, qui peuvent avoir comme conséquences :

- l'augmentation des dépenses ;
- la détérioration du solde budgétaire ;
- l'accroissement de l'encours de la dette.

### 3.1.4 Mesures d'atténuation

49. Pour atténuer la survenance des risques liés aux actions juridiques contre l'Etat, il s'avère nécessaire de prendre certaines mesures, notamment en termes de :

- l'application effective et rigoureuse des textes, législatifs et réglementaires en vigueur dans toutes les sphères de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités des services publics de prévention des contentieux, afin d'éviter au mieux les assignations en justice de l'État.

## 3.2 Risques liés aux entreprises publiques

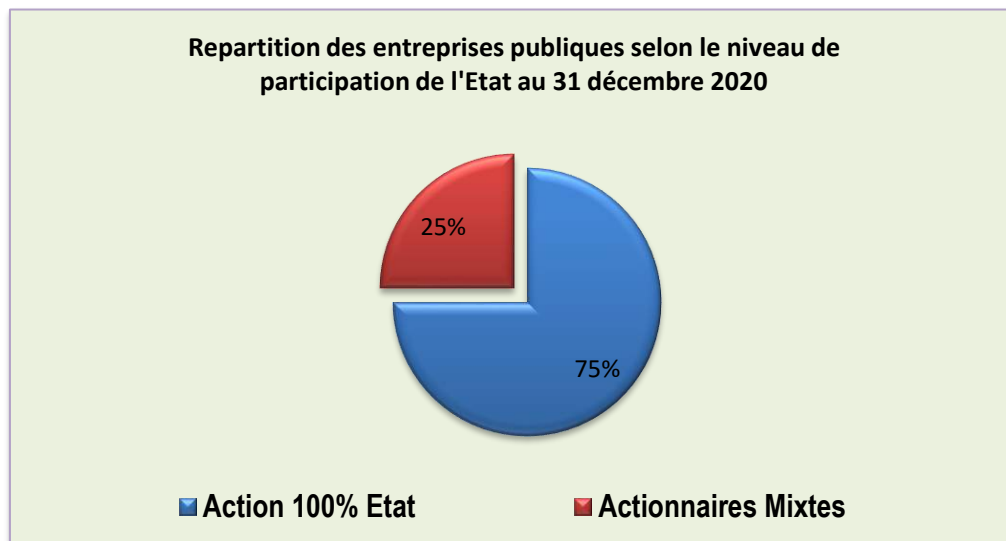
### 3.2.1 Description

50. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2020, l'Etat détient des participations financières dans quarante-sept (47) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué en 2020 à 142,916 milliards de FCFA contre 137,427 milliards de FCFA en 2019 et 136,735 milliards de FCFA en 2018.



51. Parmi ces 47 entreprises où l'Etat détient une participation financière en 2020, on note vingt (20) établissements ou entreprises dont les actions sont soit détenues exclusivement par l'Etat (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenues par l'Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.
52. Ainsi, 75 % des entreprises publiques répertoriées sont entièrement détenues par l'Etat, soit 15 au total. L'Etat partage les actions avec d'autres acteurs dans 25% des entreprises publiques tout en restant l'actionnaire majoritaire.

**Figure 9 : Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2020**



Source : DGABE, 2021 ; nos calculs

### 3.2.2 Canaux de transmission

53. La diversité des liens financiers entre l'Etat et les entreprises publiques est de nature à créer des risques non négligeables pour le budget de l'Etat et la dette publique.
54. Les risques liés aux entreprises publiques peuvent affecter le budget de l'Etat de différentes manières. Ces risques peuvent avoir comme sources principales : les dettes des entreprises publiques garanties (explicitement ou implicitement) ou prêtées par l'Etat, la volatilité des flux perçus par l'Etat (dividendes et impôts et taxes) ; l'augmentation des transferts de l'Etat (subventions récurrentes ou dotations d'investissement).
55. De nos jours, les risques liés aux entreprises publiques sont insuffisamment suivis et leur degré de criticité est mal connu par les autorités budgétaires. La Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), qui est le service technique compétent en la matière, manque d'effectifs et d'outils nécessaires à l'analyse des risques liés aux Entreprises Publiques (EP).
56. La matérialité de ces risques est ainsi difficile à apprécier et certaines entreprises peuvent de ce fait connaître des difficultés financières qui fragiliseraient l'Etat (arriérés d'impôts, soutien accru

de l'Etat) en plus des implications sur le reste de l'Economie (accumulation des dettes fournisseurs, impayés du système bancaire, etc.).

57. Par ailleurs, à plusieurs reprises au cours des dernières années, le Gouvernement a fait le choix de transférer des actifs ou de convertir ses créances afin d'aider des entreprises publiques en difficulté.

**Tableau 4 : Situation des subventions accordées par l'Etat à certaines entreprises publiques entre 2017 et 2020, montant en millions FCFA**

Entreprises	2017		2018		2019		2020	
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution
EDM	25 000	34 000	27 000	42 000	75 000	75 000	30 000	53 000
SOMAGEP SA	0	0	4 500	4 500	4 000	4 000	0	16 000
CMDT	11 176	11 176	12 000	12 000	10 000	10 000	12 000	99 000
COMATEX SA	800	800	218	218	295	295	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>36 976</b>	<b>45 976</b>	<b>43 718</b>	<b>58 718</b>	<b>89 295</b>	<b>89 295</b>	<b>42 000</b>	<b>168 000</b>

Source : DGB, 2021.

58. S'agissant de l'EDM-SA, cette entreprise bénéficie d'une subvention inscrite dans le budget d'Etat dont le montant varie d'une année à l'autre. Outre cette prévision, des subventions complémentaires sont parfois accordées en cours d'exécution, ce qui fait la différence entre la prévision et l'exécution comme indiqué dans le tableau ci-dessus. Pour l'année 2019, l'augmentation exceptionnelle (75 milliards F CFA) était liée à la prise en charge de : (i) l'apurement de la créance de l'EDM-SA vis-à-vis de la centrale thermique Sogli Pangeuba Mohamed (SOPAM Energie) et (ii) l'apurement de la dette fiscale de l'EDM-SA vis-à-vis de l'Etat. En 2020, en plus de la subvention habituelle de 30 milliards de FCFA, le Gouvernement a accordé un montant de 23 milliards de FCFA au titre de l'appui dans le cadre de la crise de la Covid-19.
59. Concernant la SOMAGEP, elle ne bénéficie pas d'inscription budgétaire annuelle, toutefois, elle a bénéficié d'une subvention de 4 500 000 000 FCFA et 4 000 000 000 F CFA respectivement en 2018 et 2019 comme cela est indiqué dans le tableau ci-dessus. En 2020 et dans le cadre de la crise du Covid-19, le gouvernement a fait un appui à la SOMAGEP d'un montant total de 16 milliards de FCFA dont un milliard de FCFA au titre de la gratuité de la tranche sociale des factures d'eau et 15 milliards au titre de l'appui au secteur de l'électricité.
60. Par rapport à la CMDT, la subvention concerne essentiellement les intrants agricoles, elle n'a pas d'inscription budgétaire spécifique et sa part dans la subvention globale en intrant varie d'une année à l'autre. En 2020, la CMDT a bénéficié, en plus de la subvention habituelle liée aux intrants

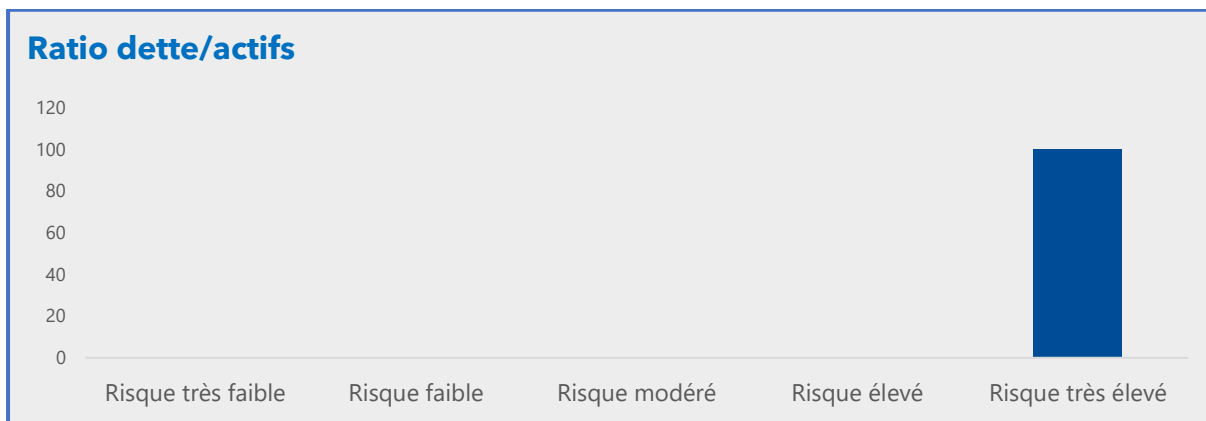
agricoles, d'un appui de 87 milliards de FCFA pour faire face à la conjoncture occasionnée par la crise de la Covid-19.

61. Enfin, s'agissant de la COMATEX, sa subvention concerne la prise en charge de la décote de l'approvisionnement en coton-fibre dans le cadre du contrat de performance qui n'est pas stable d'une année à l'autre.

### 3.2.3 Impact sur les agrégats budgétaires

62. Afin d'analyser l'impact des risques liés aux entreprises publiques sur les finances publiques, nous avons exploité les états financiers de six entreprises publiques sur la période 2017-2021 à travers l'outil « Bilan de santé des entreprises publiques, SOE Health Check Tool ». Les entreprises publiques étudiées sont : la CMDT, l'EDM-SA, la SOMAGEP, la SOPAFER, la COMANAV et l'ASAM. Il ne s'agissait pas de faire une analyse exhaustive compte tenu des contraintes techniques, mais d'utiliser un échantillon d'entreprises afin d'apprécier dans quelle mesure l'outil d'analyse pouvait aider à évaluer l'impact des risques liés aux entreprises publiques sur le budget d'Etat.

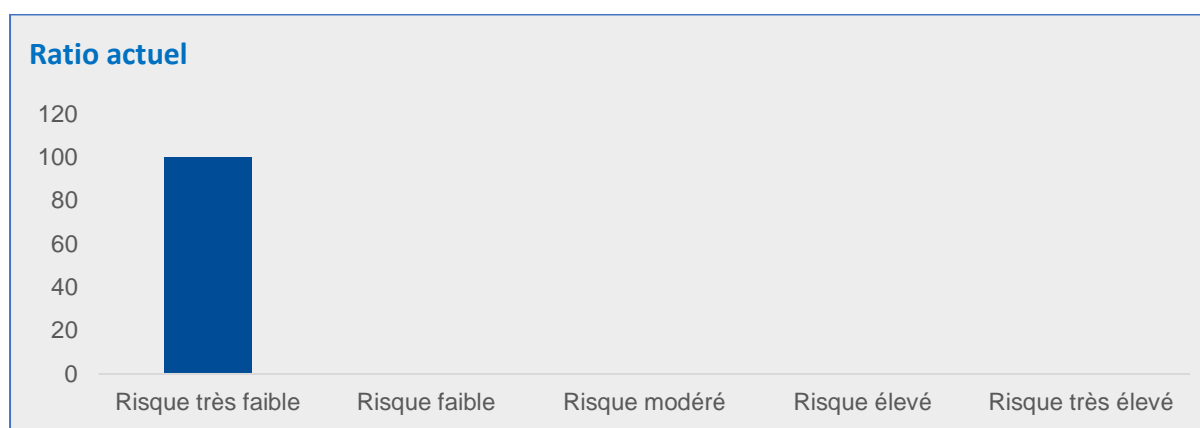
**Figure 10 : Evaluation du risque de solvabilité (Ratio dette sur actif des entreprises étudiés)**



**Source :** Travaux de l'Equipe de travail sur la base de l'outil SOE Health Check Tool, juillet 2022.

63. Il ressort des résultats des travaux que les entreprises étudiées présentent globalement un risque de solvabilité jugé très élevé. En effet, la solvabilité mesurée par le ratio de la dette des entreprises permet d'évaluer la solvabilité de l'entreprise et l'importance de la charge de la dette sur l'entité. Le financement par l'emprunt étant plus rentable, la plupart des entreprises maintiennent un certain niveau d'endettement ; mais un ratio élevé indique une plus grande dépendance au financement par l'emprunt et une moindre flexibilité financière.

**Figure 11 : Evaluation du risque de liquidité (Ratio actuel)**



**Source :** Travaux de l'Equipe de travail sur la base de l'outil SOE Health Check Tool, juillet 2022.

64. S'agissant de la liquidité, les analyses montrent plutôt une certaine solidité des entreprises de façon globale, le risque de liquidité étant jugé très faible en se fondant sur les ratios actuels. Ce ratio est censé mesurer la capacité d'une entreprise publique à faire face à ses passifs à court terme (ceux qui arrivent à échéance dans les 12 mois) en liquidant ses actifs. Un ratio élevé indique que l'entreprise est mieux à même de résister aux chocs et de faire face à ses passifs courants.
65. L'Etat est exposé à des passifs éventuels qui peuvent se manifester selon différents canaux à la fois explicites et implicites. Parmi les passifs explicites de l'Etat figurent les garanties et avais accordés ainsi que les prêts rétrocédés comme c'est le cas actuel avec la société EDM-SA dont l'encours des rétrocessions s'élève à environ 104,9 milliards de FCFA en 2020, soit 1,04% du PIB.
66. Au-delà des risques explicites, l'Etat pourrait faire face à des aléas budgétaires implicites sans base contractuelle. Il pourrait ainsi se trouver contraint, par la pression morale ou politique, d'assumer les charges consécutives à la défaillance financière d'une entreprise publique donnée. Il peut exister en outre des lettres de confort, qui viennent augmenter le montant des engagements implicites.

#### **3.2.4 Mesures d'atténuation.**

67. Les entreprises publiques au Mali occupent une place importante dans l'économie du pays. Le coton qui constitue le deuxième produit d'exportation est géré en grande partie par une entreprise publique. Les secteurs de l'eau, de l'électricité, des transports et plusieurs autres secteurs sont caractérisés par la présence d'entreprises publiques.
68. Malgré tout, force est de constater que l'Etat ne dispose pas encore d'une stratégie de portefeuille ni même une situation consolidée et exhaustive de la situation financière des entreprises

publiques. Afin de mieux cerner et mitiger les risques budgétaires liés à ces entreprises, il est important de :

- **améliorer le suivi du portefeuille des entreprises publiques à travers** : (i) l'établissement d'une liste exhaustive des entreprises et des sociétés publiques ; (ii) un suivi financier du portefeuille, notamment par l'analyse des états financiers sur la base d'outils appropriés ; (iii) le développement d'une stratégie actionnariale ou stratégie de portefeuille,
- **poursuivre la restructuration des entreprises en difficulté en particulier l'EDM-SA et la diversification de ses moyens de production ;**
- instaurer un mécanisme de comptabilisation et de suivi des garanties explicites et implicites.

#### **IV- ANALYSE DES RISQUES INSTITUTIONNELS**

**69.** Les faiblesses dans la gouvernance et les capacités institutionnelles peuvent exacerber les risques budgétaires et en créer de nouveaux. Une faible capacité de formulation des politiques et de gouvernance, y compris en matière de décentralisation budgétaire, peut entraîner des écarts budgétaires importants même en l'absence de chocs exogènes. De même, les crises sécuritaires, les soulèvements sociaux y compris à la suite de processus électoraux constituent de potentiels risques institutionnels.

**70.** Le présent rapport se focalise sur le cas de la décentralisation et de la crise sécuritaire qui secoue le pays depuis plus de 10 ans.

#### **4.1 Risques liés à la gouvernance et capacité : cas de la décentralisation**

##### **A. Cas de la décentralisation**

##### **4.1.1 Description**

**71.** Selon les constats faits dans le rapport sur les risques budgétaires (2018), la décentralisation n'avait pas atteint en 2015 ses objectifs d'unité territoriale, de développement local et de lutte contre la pauvreté au Mali en raison des moyens humains et financiers insuffisants dans les collectivités territoriales comme dans les services déconcentrés de l'Etat chargés de les appuyer.

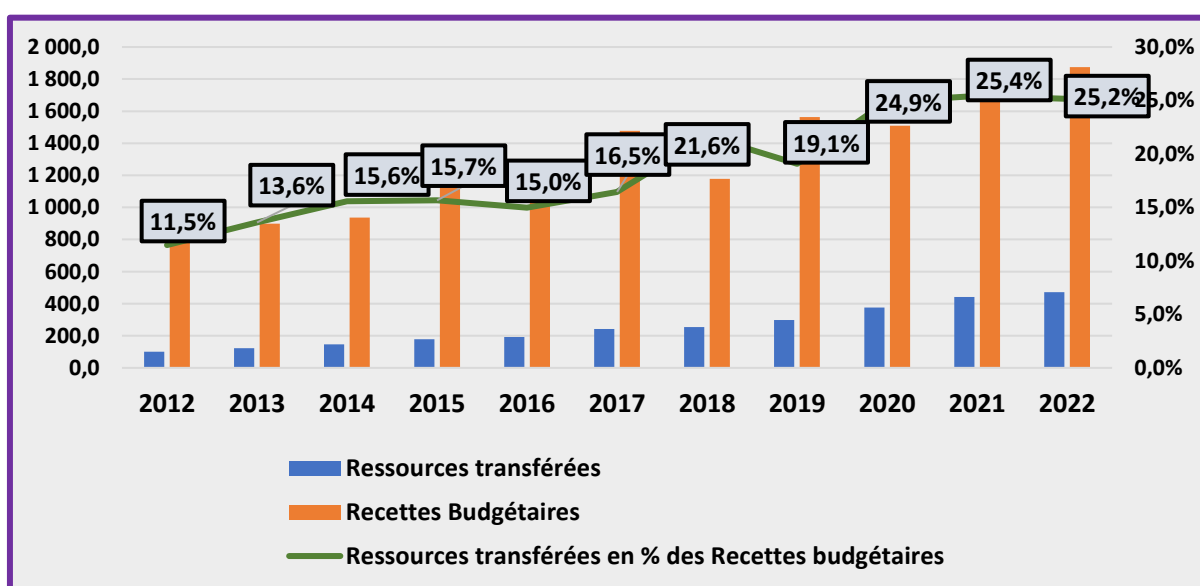
**72.** La relance du processus, en réponse à la crise du septentrion du pays et aux besoins de développement économique et social du pays, s'inscrivait alors dans un schéma ambitieux de régionalisation, s'accompagnant d'un objectif de transfert aux collectivités territoriales d'un tiers des ressources budgétaires de l'Etat.

**73.** L'un des principaux enjeux identifiés portait sur la réforme de la fiscalité locale, les collectivités locales étant caractérisées à la fois par la faiblesse de leurs ressources globales et la prédominance des transferts budgétaires de la part de l'Etat.

#### 4.1.2 Canaux de transmission

74. Depuis la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation issus du processus d'Alger en 2015, la décentralisation est considérée comme une priorité politique des autorités. Le cadre stratégique applicable au processus de décentralisation a été mis à jour et approfondi, réaffirmant ainsi l'objectif d'une décentralisation fondée sur la régionalisation. A ce jour, le Mali compte 20 régions dont 12 nouvellement créées, dans lesquelles les autorités administratives se mettent en place progressivement. Les structures et moyens d'appui aux collectivités territoriales et au développement local ont été renforcés. Il existe, à ce jour, dix (10) agences de développement régional (ADR) dont huit (08) ont été créées en 2015 et dotées de moyens de fonctionnement. Les contrats-plans Etat/Région-District ont été mis en place et l'Etat mobilise chaque année 4 Milliards de F CFA de crédits au titre de ces contrats.
75. Le montant des crédits budgétaires transférés aux collectivités territoriales a significativement augmenté ces dernières années (voir figure 12 ci-dessous).

**Figure 12 : Evolution des transferts de crédits budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales**



Source : DGB, 2012-2021, exécution, 2022 Loi de finances initiale.

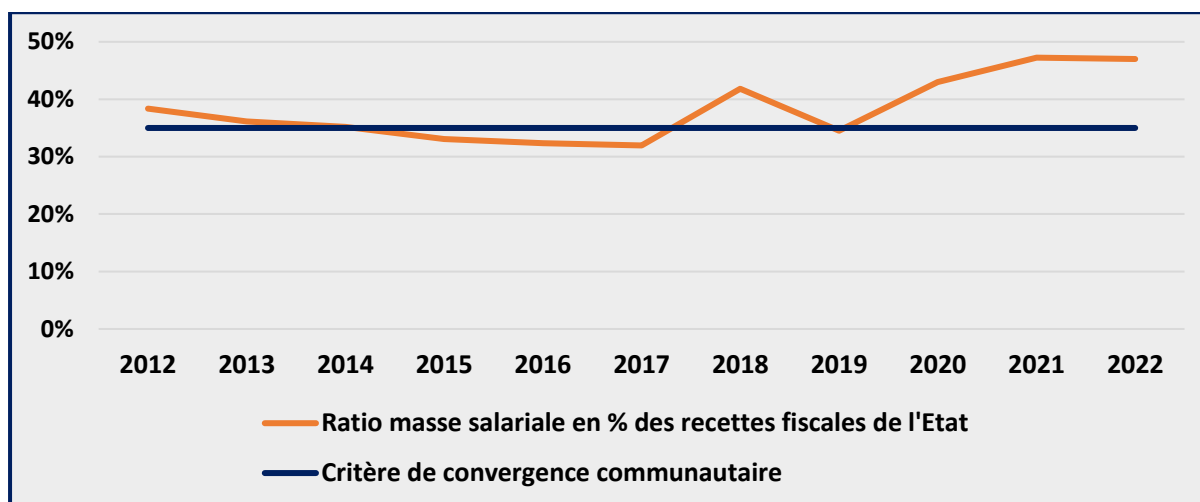
#### 4.1.3 Impact sur les agrégats budgétaires

76. Si cette évolution traduit une augmentation globale des moyens dévolus aux collectivités territoriales, elle ne reflète encore que très partiellement les priorités données à la régionalisation et au financement de projets de développement structurants. Les crédits transférés continuent de financer majoritairement les communes avec 46,8 % du montant total des transferts en 2022 contre respectivement 19,1% et 13,3% pour le conseil régional et le conseil de cercle. En considérant la répartition fonctionnelle, les ressources transférées financent essentiellement le

secteur de l'enseignement et de la santé avec respectivement 72,8 % et 9% du montant total des transferts en 2022 tandis que les autres fonctions prises ensembles représentent moins de 20%. En matière de classification économique, ce sont les dépenses de personnel qui concentrent la majeure partie des transferts aux Collectivités Territoriales avec 61,1% pendant que les dépenses en capital représentent moins du quart des ressources transférées en 2022.

77. Le premier risque relatif à la décentralisation tient aux capacités des collectivités à remplir leurs missions. Ainsi, un transfert de ressources aux collectivités trop rapide eu égard à leur capacité à mobiliser les moyens mis à leur disposition, notamment en matière d'investissement, serait contre-productif et aboutirait à des déperditions de ressources énormes pour l'Etat.
78. La décentralisation occasionne également un risque élevé d'augmentation des dépenses de fonctionnement supportées par le budget de l'Etat à travers, notamment, l'augmentation des crédits nécessaires au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat. Au total, le montant des crédits destinés aux administrations déconcentrées et décentralisées atteindra 663,6 milliards de FCFA en 2022 (24,2% du budget) contre 656,5 milliards de FCFA (23,1% du budget) en 2021, soit une hausse de 1,1%.
79. Une augmentation exponentielle et incontrôlée des effectifs dans la fonction publique des collectivités territoriales sans une diminution proportionnelle des effectifs des services de l'Etat et qui aboutirait à des créations nettes d'emplois publics, financées par l'Etat (soit directement, soit par transferts de crédits aux collectivités territoriales).
80. Par ailleurs, les modalités de gestion des effectifs des deux fonctions publiques, qui relèvent depuis 2016 de ministères et directions distincts, renforcent ce risque puisqu'elles ne permettent pas d'assurer un suivi globalisé afin de faciliter une régulation de l'évolution des effectifs des deux fonctions publiques. Il pourrait encore être amplifié par la création, dans le statut de la fonction publique des collectivités territoriales, d'une passerelle vers la fonction publique de l'Etat qui permettrait aux fonctionnaires des collectivités territoriales de rejoindre l'Etat et aurait un double effet inflationniste : d'une part, une augmentation des effectifs de la fonction publique de l'Etat et d'autre part de nouveaux recrutements dans la fonction publique des collectivités territoriales pour compenser les départs.
81. Dans un tel contexte, le respect d'un des critères de convergence communautaire de l'UEMOA, à savoir le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, serait compromis durablement. Depuis 2018, ce critère n'est plus respecté et se dégrade de plus en plus. Il a atteint 47,2% en 2021 et 47% dans la loi de finances initiale 2022, ce niveau pourrait s'élever jusqu'à 56% si l'on intégrait les éléments liés à l'uniformisation des grilles indiciaires et au recrutement dans l'armée nationale.

**Figure 13 : Evolution du Ratio masse salariale en % des recettes fiscales de l'Etat 2012-2022**



*Source : DGB, 2012-2021, exécution, 2022 Loi de finances initiale.*

82. Il existe enfin le risque d'un passif insoutenable pour les collectivités territoriales que l'Etat serait obligé de supporter. Mais, ce risque est plus ou moins maîtrisé compte tenu des procédures et des garde-fous mis en place par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers les mécanismes de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

#### **4.1.4 Mesures d'atténuation.**

83. La décentralisation est devenue une priorité politique notamment grâce à la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger. C'est donc un processus irréversible. En effet, pour qu'il soit soutenable du point de vue budgétaire et financier à long terme, il doit être mieux encadré et structuré. Pour cela, il faut entre autres :

- assurer un renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des CT ;
- reformer la fiscalité locale pour renforcer l'autonomie financière des CT ;
- assurer une gestion efficiente des effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des CT à travers : i) la réalisation d'une étude approfondie sur la gestion de la masse salariale, des primes et indemnités et la politique de fixation des salaires dans la fonction publique, ii) la réalisation d'un contrôle physique dans la fonction publique, y compris pour identifier non seulement le nombre de fonctionnaires par secteur mais aussi les éventuels travailleurs fictifs, iii) le recensement biométrique et la mise en place d'un fichier exhaustif, unique et informatisé de la fonction publique territoriale.

#### **B. Cas de la crise sécuritaire**

84. Les conséquences économiques et budgétaires de la crise de 2012 sont durables. Le Mali a connu des crises institutionnelles à intervalles réguliers au cours de son histoire (trois crises majeures liées aux sécessionnismes locaux en 50 ans) ; mais les événements qui ont frappé le



pays en 2012 sont considérés comme la pire crise post coloniale du pays, unique par sa nature, sa durée et ses effets. Cette crise continue d'avoir des conséquences budgétaires lourdes pour l'Etat.

- 85.** La crise a notamment eu pour conséquence une hausse rapide et durable des dépenses consacrées à la défense et à la sécurité dont la part dans les dépenses totales de l'Etat est passée de 7,45% en 2011 à 23,2% en 2021. Il se manifeste une forme d'éviction budgétaire qui pèse sur la capacité de l'Etat à maintenir le niveau de ses dépenses prioritaires sociales et de développement.
- 86.** Au lendemain de la crise sécuritaire, l'état des lieux des Forces Armées et de Sécurité a révélé des graves insuffisances dans les capacités opérationnelles que le Gouvernement a décidées de corriger à travers deux lois de programmation. C'est dans ce cadre que le Gouvernement a adopté respectivement, en 2015 et 2017, la Loi n°2015-008 du 5 mars 2015 portant Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) pour les années 2015 à 2019 et la Loi n°2017-029 du 14 juillet 2017 portant Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021).
- 87.** Durant la Période 2015-2021, les dépenses relatives à l'armée et à la sécurité intérieure s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre desdites lois. Ces dépenses visent à faire face aux nombreux défis sécuritaires auxquels le pays est confronté depuis le début de la crise en 2012.
- 88.** Concernant la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019), son montant initial a été estimé à 1230,564 milliards de FCFA. Dans les différentes lois de finances, les inscriptions budgétaires en faveur de la LOPM sur la période 2015-2019 ont même dépassé les prévisions budgétaires de ladite loi de 101,985 milliards de FCFA.

**Tableau 5 : Coût de la LOPM 2015-2019 en milliards de F CFA**

<b>LIBELLES</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>TOTAL</b>
Coût total de la LOPM (1)	245, 839	251, 929	240, 439	254, 813	237, 544	<b>1 230, 564</b>
Ensemble du budget disponible du MDAC (2)	141, 740	142, 439	143, 157	143, 891	144, 645	<b>715, 872</b>
Ecart à financer (3) = (1) - (2)	104, 099	109, 490	97, 282	110, 922	92, 899	<b>514, 692</b>
Inscriptions Lois de Finances (4)	235, 361	271,205	272, 079	275, 2	278, 704	<b>1 332, 549</b>
<b>Ecart Lois de finances – LOPM (5) = (4) – (1)</b>	<b>-10, 478</b>	<b>19, 275</b>	<b>31, 641</b>	<b>20, 387</b>	<b>41, 161</b>	<b>101, 985</b>

**Source : DGB**

89. S'agissant de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021), sa mise en œuvre nécessitera un coût global de 446,380 milliards de F CFA, soit une incidence budgétaire initiale de 157,524 milliards de F CFA sur la période indiquée comme suit :

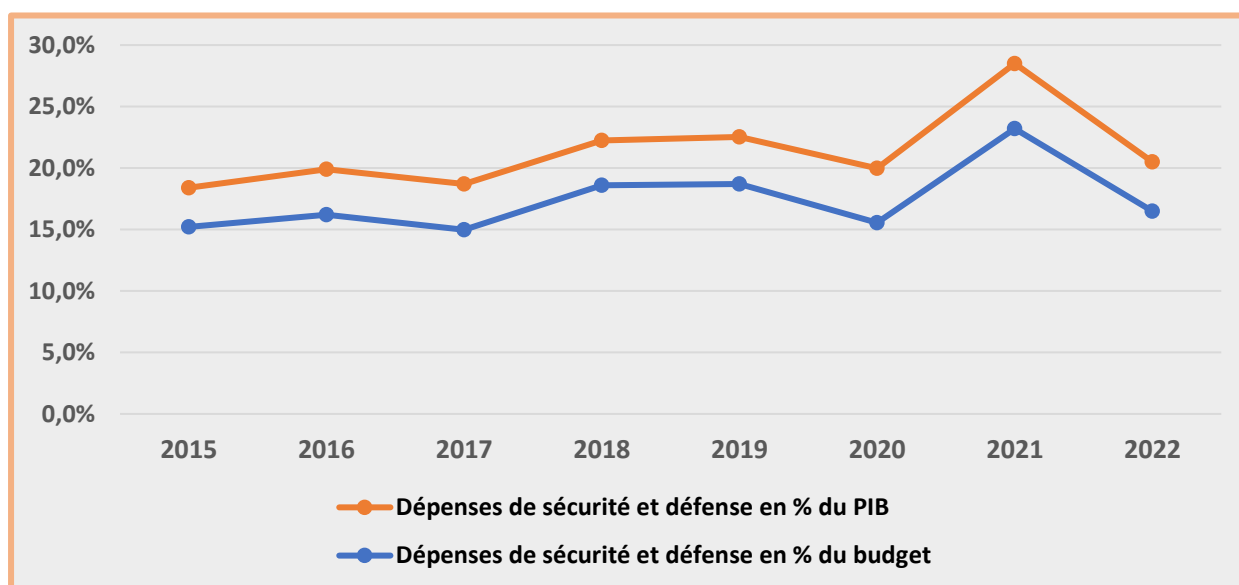
**Tableau 6 : Coût de la LPSI 2017-2021 en milliards de F CFA**

<b>LIBELLES</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>TOTAL</b>
Coût total de la LPSI (1)	71,276	80,276	90,276	98,276	106,276	<b>446,380</b>
Ensemble du budget disponible du MSIPC (2)	53,276	55,365	58,886	60,064	61,265	<b>288,856</b>
Ecart à financer (3) = (1) - (2)	18	24,911	31,390	38,212	45,011	<b>157,524</b>

**Source : DGB**

90. La mise en œuvre des deux lois, a sérieusement réduit les marges de manœuvres budgétaires de l'Etat et creusé le déficit budgétaire. Pour illustration, les dépenses militaires et de sécurité ont constitué plus du quart des dépenses en 2021. Ce niveau a certes baissé dans le budget initial 2022, mais ne tardera pas à remonter compte tenu des évolutions de la situation sécuritaire sur le terrain marquée, entre autres, par les attaques terroristes récurrentes dans un contexte de retrait de certaines forces étrangères du pays, notamment la force Barkhane et la Task Force Takuba.

**Figure 14 : Evolution des dépenses de sécurité en % du budget total et du PIB, 2015-2022**



Source : DGB

91. Les tensions budgétaires liées à la persistance de la crise sécuritaire seront davantage amplifiées par les conséquences des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA ainsi que celles de la guerre en Ukraine. Ces crises risquent de fragiliser durablement les équilibres budgétaires et accroîtront, de ce fait, le déficit budgétaire et l'endettement public. Dans cette situation, l'Etat pourrait voir sa signature se détériorer sur le marché financier régional. Depuis 2018 où le Gouvernement s'est lancé dans un processus de notation financière avec l'agence Moody's, sa note ne cesse de se dégrader en quittant de B3<sup>3</sup> avec perspective stable en 2018 à CAA1 avec perspective stable en 2021. Cette note pourrait davantage être dégradée compte tenu des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA empêchant le Mali d'accéder au système de paiement de la BCEAO pour honorer ses échéances de dette.

<sup>3</sup> B3 et CAA1 sont des classifications des agences de notations financières des Etats.

## Conclusion

92. L'analyse des risques budgétaires est un exercice essentiel pour une gestion plus rationnelle et rigoureuse des finances publiques.
93. Elle requiert non seulement des données exhaustives et mises à jour, mais aussi une capacité d'analyse de la part des cadres et techniciens de l'administration publiques. Le présent rapport est le premier du genre. Il a été élaboré de manière participative avec le concours de l'ensemble des services techniques intervenant dans la gestion des risques budgétaires.
94. Le rapport a fait un tour d'horizon des principaux risques budgétaires auxquels l'Etat fait couramment face et propose des mesures d'atténuation que le gouvernement devrait envisager de mettre en œuvre.

**SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET  
D'ETAT AU 30 JUIN 2022**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**SECRETARIAT GENERAL**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE  
DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 JUIN 2022**

Juillet 2022.

## I. INTRODUCTION

La publication des situations périodiques d'exécution du budget de l'Etat est une exigence du code de transparence dans la gestion des finances publiques, approuvée par la Loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 et de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 relatives aux lois de finances, modifiées. En plus de ces exigences réglementaires, le gouvernement s'est engagé, dans le cadre de la mise en œuvre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI), à fournir un certain nombre d'informations sur la situation d'exécution du budget à échéance *TRIMESTRE + 4 SEMAINES*.

En vue de respecter ce délai, la présentation du présent rapport provisoire a fait l'objet de modifications qui se traduisent par : (i) la diminution du volume de la partie analytique, (ii) l'insertion de nouvelles annexes sur les dépenses militaires et sécuritaires, les dépenses sociales et de développement prioritaires et le détail des autres transferts et subventions.

Cependant, les efforts visant à respecter ce nouveau délai se traduisent par la réduction du périmètre du rapport. Ainsi, la situation d'exécution des recettes et des dépenses est présentée sans **les Budgets annexes et des opérations des Comptes spéciaux du Trésor (CST)**.

### 1.1. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

<sup>1</sup>L'année 2022 s'annonce avec une forte contraction de l'activité économique mondiale, le taux de croissance économique mondiale devrait fléchir de 0,8 point de pourcentage en 2022, passant ainsi de 6,1 % en 2021 à 3,6 % en 2022. Ce taux, révisé à la baisse par rapport aux prévisions de janvier 2022, repose essentiellement sur les effets néfastes des deux grandes crises que connaît actuellement le monde ; il s'agit notamment de la crise sanitaire à travers le nouveau variant de COVID-19, Omicron et la crise économique et financière consécutive à la crise en Ukraine, elle-même corollaire d'une inflation galopante.

Cependant, ces perspectives demeurent empreintes d'incertitudes liées, entre autres, à l'évolution de la pandémie, de la crise en Ukraine et de l'efficacité des mesures de politique économique et l'évolution des conditions financières.

Dans les pays avancés, le taux de croissance devrait s'établir à 3,3% en 2022, après un rebond estimé à 5,2% en 2021.

Dans les pays émergents, après une contraction à 6,8% en 2021, l'activité économique devrait fléchir à 3,8% en 2022.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance s'établirait à 3,8%, après un rebond estimé à 4,5% en 2021.

---

<sup>1</sup> Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022, Fonds Monétaire International.

<sup>2</sup>Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 5,9% en 2022 suite à l'accroissement de la production au niveau de l'ensemble des sous-secteurs des économies, en lien avec une demande intérieure vigoureuse. Quant à l'inflation, elle ressortirait à 6,2% en 2022.

<sup>3</sup>Au niveau national, l'exécution du budget a été quelque peu perturbée par les sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA et la crise en Ukraine.

Malgré les mesures de riposte élaborées par le gouvernement visant à trouver des alternatives pour les transactions des marchandises avec d'autres pays limitrophes du Mali comme la Guinée et la Mauritanie, la situation économique n'a pas évolué comme prévu compte tenu de la faible capacité des ports des deux pays, comparée à celle de Dakar et d'Abidjan traditionnellement exploités par le Mali. Du coup, une baisse temporaire des recettes douanières et même fiscales a été constatée pendant la période des sanctions.

Par ailleurs, la crise en Ukraine a eu comme corollaire la flambée des prix des produits de base, notamment les produits alimentaires et les hydrocarbures (l'inflation globale devrait s'établir à 6,0% en 2022). La croissance économique en 2022, initialement prévue à 5,2% a été revue à la baisse et s'établit désormais à 4,2%.

En somme, tout cela a contribué à affecter négativement les recettes fiscales de 2022, mais également certaines dépenses d'investissement et donc le déficit budgétaire initialement fixé à 4,7% du PIB.

Le gouvernement prévoit une modification de la loi de finances 2022 afin de prendre en compte les effets de la crise en Ukraine, des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA et d'autres priorités du gouvernement.

De manière globale, les projections sont empreintes d'incertitudes. Les principaux risques proviennent de la persistance de l'instabilité politique nationale et internationale, de l'évolution de la situation sécuritaire et de la pandémie.

## 1.2. SITUATION DU BUDGET GENERAL AU 30 JUIN 2022

La situation d'exécution du budget général au 30 juin 2022 se présente ainsi qu'il suit.

- le **déficit** du budget général s'élève à 111,362 milliards de FCFA ;
- les **dépenses du budget général** se chiffrent à 883,049 milliards de FCFA contre 918,336 milliards de FCFA au 30 juin 2021 ;

les **recettes du budget général quant à elles** s'élèvent à 771,687 milliards de FCFA, contre 912,416 milliards de FCFA au 30 juin 2021.

---

<sup>2</sup> Source : Rapport sur la politique monétaire de l'UMOA, juin 2022, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

<sup>3</sup> Source : Compte nationaux, février 2022, Institut National de la Statistique du Mali.

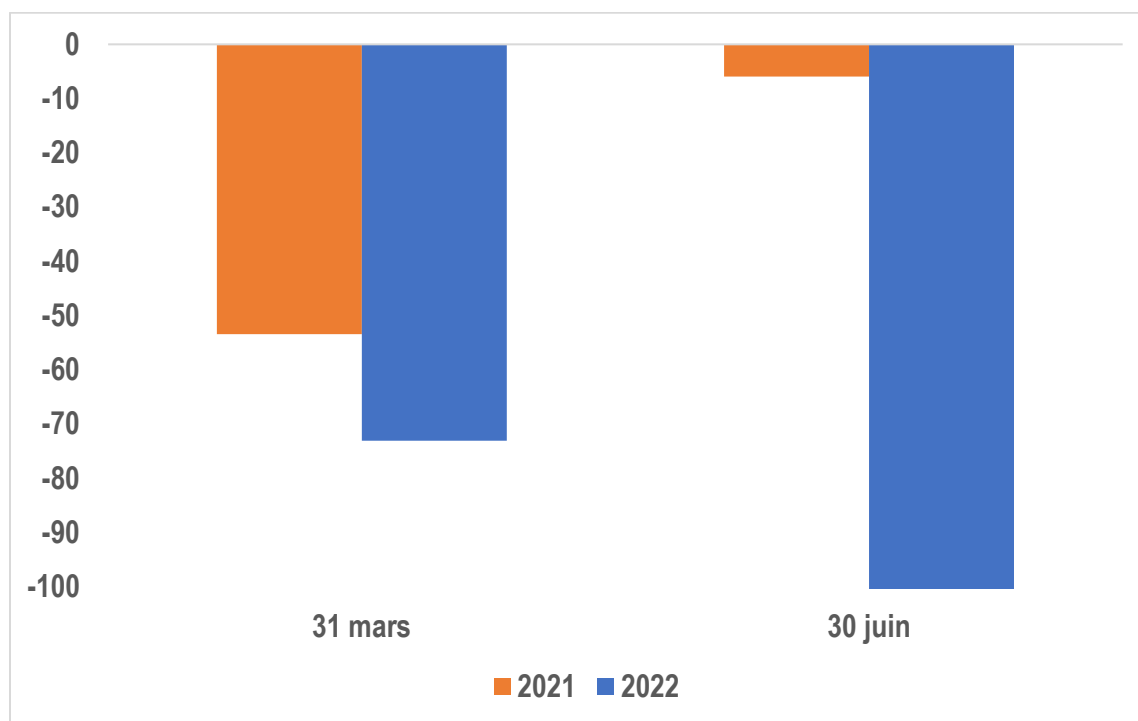


**Tableau 1. Solde du budget général**

AU 30 JUIN	2021	2022
Solde du budget général	-5,920	-111,362
Dépenses	918,336	883,049
Recettes nettes (hors crédits TVA)	912,416	771,687

Source : DGB, juillet 2022.

**Graphique 1 : Valeurs trimestrielles du solde général**



Source : DGB, juillet 2022.

## II.SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions de recettes et de dépenses budgétaires pour l'exercice 2022 s'élèvent respectivement à 2 130,721 milliards de FCFA et 2 748,285 milliards de FCFA. Parmi ces prévisions, les recettes et les dépenses du budget général représentent respectivement 2 085,665 milliards de FCFA et 2 605,069 milliards de FCFA.

**Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget général de l'Etat.**

RECETTES					DEPENSES				
Libellé	Prévisions 2022	Réalisations au 30 juin 2022	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions 2022	Exe au 30 juin 2022	Taux %	Part %
<b>Budget général</b>									
<b>Recettes / services fiscaux</b>	<b>1 981,226</b>	<b>761,098</b>	<b>38,42</b>	<b>98,63</b>	<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1 861,157</b>	<b>716,182</b>	<b>38,48</b>	<b>81,10</b>
<i>DGD</i>	<i>721,289</i>	<i>242,170</i>	<i>33,57</i>	<i>31,82</i>	<i>Personnel</i>	<i>841,464</i>	<i>429,287</i>	<i>51,02</i>	<i>59,94</i>
<i>DGI</i>	<i>1 061,937</i>	<i>413,291</i>	<i>38,92</i>	<i>54,30</i>	<i>Charge financière de la dette</i>	<i>175,063</i>	<i>0,872</i>	<i>0,50</i>	<i>0,12</i>
<i>DNTCP</i>	<i>41,950</i>	<i>14,462</i>	<i>34,47</i>	<i>1,90</i>	<i>Biens et services</i>	<i>429,694</i>	<i>172,980</i>	<i>40,26</i>	<i>24,15</i>
<i>DND</i>	<i>156,050</i>	<i>91,175</i>	<i>58,43</i>	<i>11,98</i>	<i>Transferts et subventions</i>	<i>401,927</i>	<i>113,042</i>	<i>28,13</i>	<i>15,78</i>
<b>Produits des dons programmes et legs</b>	<b>5,183</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<i>Dépenses en atténuation des recettes</i>	<i>13,009</i>	<i>0,000</i>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>ABS</i>	<i>5,183</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<b>Dépenses en capital</b>	<b>743,912</b>	<b>166,868</b>	<b>22,43</b>	<b>18,90</b>
<i>ABG (dons)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat</i>	<i>743,912</i>	<i>166,868</i>	<i>22,43</i>	<i>100,00</i>
<i>Fonds de concours Covid-19</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>dont BSI financement extérieur</i>	<i>190,000</i>	<i>30,064</i>	<i>15,82</i>	<i>18,02</i>
<b>Produits des dons projets (BSI)</b>	<b>90,000</b>	<b>10,589</b>	<b>11,77</b>	<b>1,37</b>	<i>Dépenses de transferts en capital</i>				
<b>Recettes exceptionnelles</b>	<b>9,256</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>					
<b>Total recettes budget général (1)</b>	<b>2 085,665</b>	<b>771,687</b>	<b>37,00</b>	<b>100,00</b>	<b>Total dépenses budget général (3)</b>	<b>2 605,069</b>	<b>883,049</b>	<b>33,90</b>	<b>100,00</b>
<b>Solde budget général (1) – (2) – (3)</b>	<b>-</b>					<b>-519,404</b>	<b>-111,362</b>	<b>21,44</b>	

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2022.

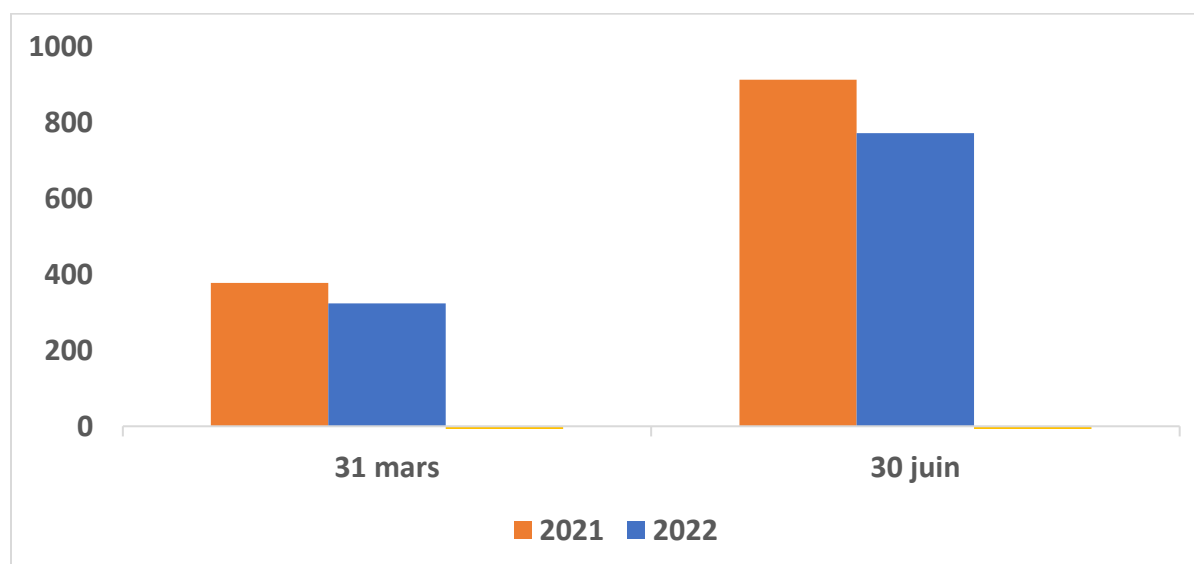
## 2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Tableau 3. Réalisation de recettes (hors BA et CST)

AU 30 JUIN	Valeurs en milliards de F CFA			Taux d'exécution %			Part des services dans le total des recettes %		
	2021	2022	Variation	2021	2022	Ecart	2021	2022	Ecart
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>912,416</b>	<b>771,687</b>	<b>- 15,42</b>	<b>44,06</b>	<b>37,00</b>	<b>- 7,06</b>	<b>99,67</b>	<b>100,00</b>	<b>- 0,33</b>
<b>Recettes / services fiscaux</b>	<b>865,914</b>	<b>761,098</b>	<b>- 12,10</b>	<b>46,54</b>	<b>38,42</b>	<b>- 8,12</b>	<b>94,22</b>	<b>98,63</b>	<b>- 4,41</b>
<i>DGD</i>	321,309	242,170	- 24,63	48,97	33,57	- 15,40	37,11	31,82	5,29
<i>DGI</i>	462,504	413,291	- 10,64	46,85	38,92	- 7,93	53,41	54,30	- 0,89
<i>DNTCP</i>	11,835	14,462	22,20	36,98	34,47	- 2,51	1,37	1,90	- 0,53
<i>DND</i>	70,266	91,175	29,76	37,96	58,43	20,47	8,11	11,98	- 3,87
Produits des dons programmes et legs	24,075	-	- 100,00	45,81	-	- 45,81	2,62	-	2,62
Produits des dons projets (BSI)	23,155	10,589	- 54,27	14,88	11,77	- 3,11	2,52	1,37	1,15
Recettes exceptionnelles	5,920	-	- 100,00	66,08	-	- 66,08	0,64	-	0,64
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>912,416</b>	<b>771,687</b>	<b>- 15,42</b>	<b>44,06</b>	<b>37,00</b>		<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>-</b>

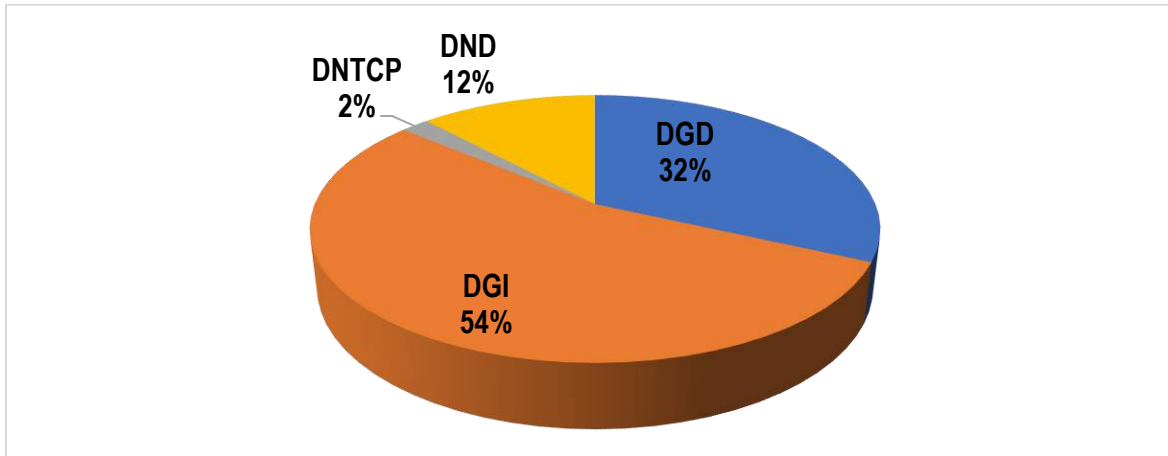
Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2022

Graphique 2 : Valeurs trimestrielles des recettes totales



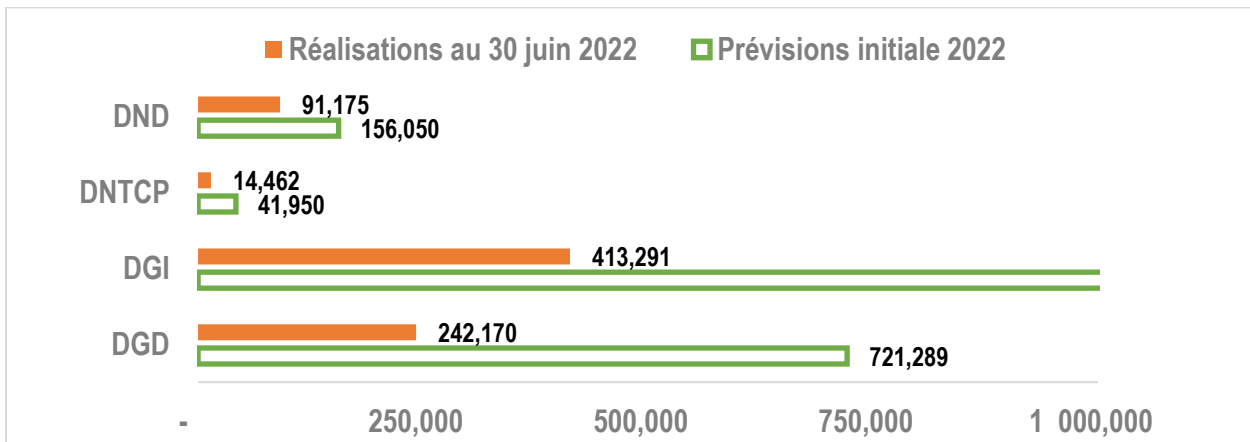
Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2022

**Graphique 3 : Poids des recouvrements des services d'assiettes et de recouvrements**



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2022.

**Graphique 4 : Recettes par service d'assiettes et de recouvrement en milliards de F CFA**



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2022.

Hormis les recettes recouvrées par la Direction Nationale des Domaines et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, les autres services affichent des recouvrements inférieurs par rapport à 2021 à la même période.

Par ailleurs, la Direction Générale des Douanes et la Direction Générale des Impôts présentent les parts les plus importantes, avec respectivement 54,30% et 31,82% des recouvrements des recettes budgétaires.

## 2.2. DEPENSES BUDGETAIRES

### 2.2.1. Dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Tableau 4. Dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Montants en milliards de FCFA

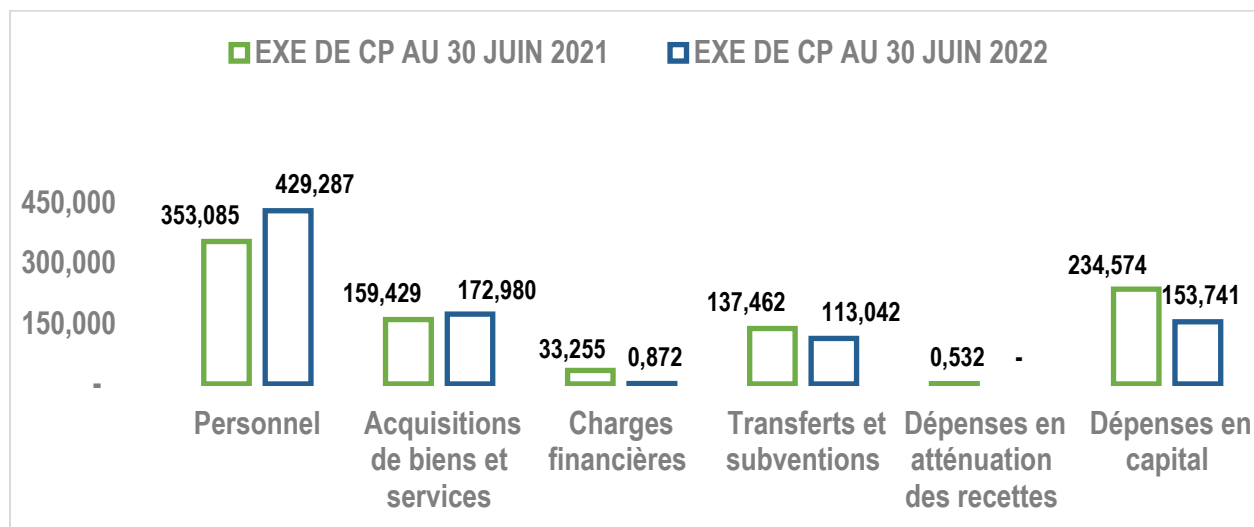
	EXE DE CP AU 30 JUIN 2021			PREVISIONS 2022		EXE DE CP AU 30 JUIN 2022			
	Liquidé	Taux %	Part %	AE	CP	Engagé	Liquidé	Taux %	Part %
<b>Budget Général (1)</b>	<b>918,336</b>	<b>34,85</b>	<b>100,00</b>	<b>1 171,920</b>	<b>2 605,069</b>	<b>1047,350</b>	<b>869,922</b>	<b>32,68</b>	<b>100,00</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>683,762</b>	<b>39,45</b>	<b>74,46</b>		<b>1 861,157</b>	<b>836,395</b>	<b>716,182</b>	<b>38,48</b>	<b>82,33</b>
Personnel	353,085	46,58	<b>38,45</b>		841,464	503,125	429,287	51,02	59,94
<i>dont fonctionnaires des Collectivités</i>	<i>123,56</i>	<i>57,08</i>	<b>13,45</b>		249,625	140,673	139,055	55,71	32,39
Acquisitions de biens et services, dont	159,429	36,59	<b>17,36</b>		<b>429,694</b>	203,587	172,980	40,26	24,15
<i>Matériel</i>	<i>53,165</i>	<i>33,33</i>	<b>5,79</b>		155,584	55,583	46,893	30,14	27,11
<i>Communication</i>	<i>14,170</i>	<i>29,07</i>	<b>1,54</b>		49,585	21,659	19,793	39,92	11,44
<i>Autres Dépenses</i>	<i>64,073</i>	<i>39,92</i>	<b>6,98</b>		149,827	92,947	79,309	52,93	45,85
<i>dépenses électorales</i>	<i>0,273</i>	<i>0,890</i>	<b>0,03</b>		31,444	0,000	0,000	0,00	-
Charges financières	33,255	23,55	<b>3,62</b>		175,063	0,872	0,872	0,50	0,12
Transferts et subventions, dont	137,462	35,67	<b>14,97</b>		401,927	128,811	113,042	28,13	15,78
<i>Bourses</i>	<i>4,274</i>	<i>23,87</i>	<b>0,47</b>		17,906	3,013	3,012	16,82	2,66
<i>Subvention Intrants</i>	<i>9,880</i>	<i>46,82</i>	<b>1,08</b>		19,006	0,000	0,000	0,00	-
<i>Subvention EDM-SA</i>	<i>30,000</i>	<i>100,00</i>	<b>3,27</b>		30,000	20,000	20,000	66,67	17,69
<i>Filet social</i>	<i>5,657</i>	<i>56,57</i>	<b>0,62</b>		10,000	3,112	3,052	30,52	2,70
Dépenses en atténuation des recettes	0,532	4,09	<b>0,06</b>		13,009	0,000	0,000	0,00	-
<b>Dépenses en capital</b>	<b>234,574</b>	<b>26,01</b>	<b>25,54</b>	<b>1 171,920</b>	<b>743,912</b>	<b>210,955</b>	<b>153,741</b>	<b>20,67</b>	<b>17,67</b>
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	234,574	26,01	<b>25,54</b>	1 171,920	743,912	210,955	153,741	20,67	100,00
<i>dont BSI financement extérieur</i>	<i>63,853</i>	<i>18,55</i>	<b>6,95</b>	<i>0,000</i>	<i>190,000</i>	<i>16,937</i>	<i>16,937</i>	<i>8,91</i>	<i>11,02</i>
Dépenses de transferts en capital	-	-	-	0,000	0,000	0,000	0,000		
<b>TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)</b>	<b>918,336</b>	<b>32,63</b>	<b>100,00</b>	<b>1 208,755</b>	<b>2 605,069</b>	<b>1047,350</b>	<b>869,922</b>	<b>33,90</b>	<b>100,00</b>

Source : DGB, juillet 2022.

Les crédits liquidés au titre des dépenses de personnel du budget général sont supérieurs à ceux enregistrés durant l'année 2021 à la même période ; ce niveau de liquidation est essentiellement dû à l'application de la grille unifiée.

Le niveau d'exécution du budget général est inférieur en valeur à celui observé en 2021 à la même période, mais supérieur en termes de taux d'exécution.

Graphique 5. Dépenses agrégées par nature économique.



Source : DGB, juillet 2022.

Au 30 juin 2022, les crédits liquidés au titre du budget général représentent 33,90% des prévisions. A part les dépenses de personnel et de biens et services, toutes les autres dépenses présentent des niveaux de liquidation inférieurs à ceux observés en 2021 à la même période.

Tableau 5. Dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

Nature économique	30 JUIN 2021				Prévisions initiales 2022	30 JUIN 2022			
	Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Part %		Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Part %
<b>Régions</b>	<b>270,370</b>	<b>233,860</b>	<b>50,20</b>	<b>81,15</b>	<b>490,524</b>	<b>263,854</b>	<b>223,460</b>	<b>45,56</b>	<b>80,67</b>
Personnel	208,354	180,482	59,82	77,18	322,330	235,434	201,110	62,39	90,00
Acquisition de biens et services	20,713	18,198	25,92	7,78	70,138	16,892	13,803	19,68	6,18
Transferts et subventions	12,657	12,479	59,68	5,34	23,375	6,701	6,418	27,46	2,87
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	28,646	22,701	31,10	9,71	74,681	4,827	2,129	2,85	0,95
<b>Etablissements publics</b>	<b>71,071</b>	<b>54,321</b>	<b>34,84</b>	<b>18,85</b>	<b>160,728</b>	<b>65,534</b>	<b>53,547</b>	<b>33,32</b>	<b>19,33</b>
Transferts et subventions	69,225	53,372	35,39	98,25	160,486	65,534	53,547	33,37	100,00
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	1,846	0,950	18,46	1,75	0,242	-	-	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>341,441</b>	<b>288,181</b>	<b>46,35</b>	<b>100,00</b>	<b>651,252</b>	<b>329,388</b>	<b>277,008</b>	<b>42,53</b>	<b>100,00</b>

Source : DGB, juillet 2022.

2.2.2. Dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Tableau 6. Dépenses du budget général, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

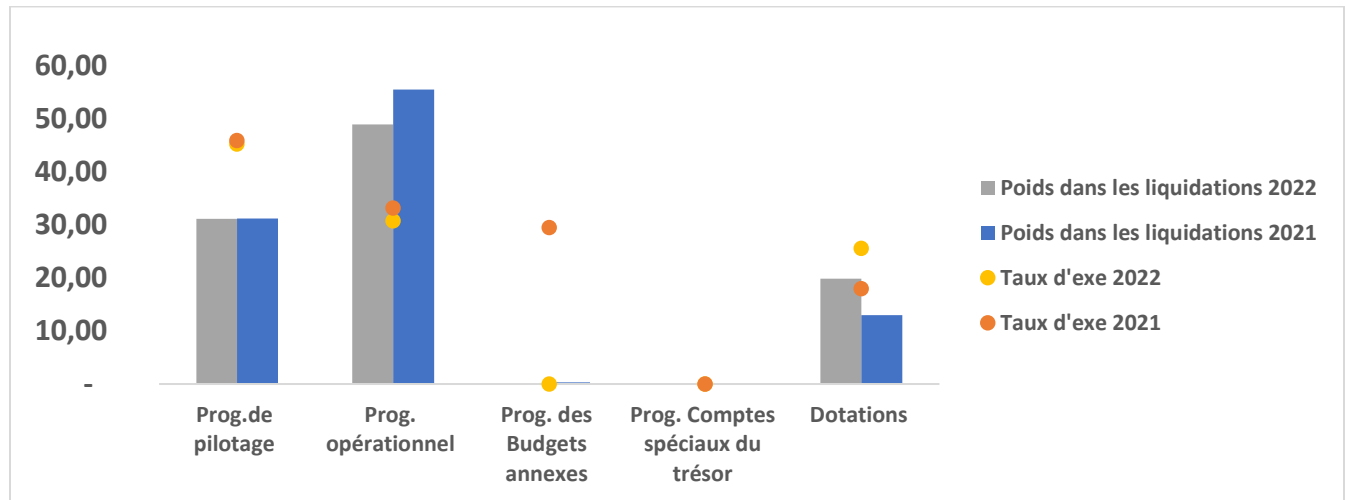
Montants en milliards de FCFA

LIBELLES	EXE DE CP AU 30 JUIN 2021				PREVISIONS 2022		EXE DE CP AU 30 JUIN 2022			
	Engagé	Liquidé	Taux%	Part %	AE	CP	Engagé	Liquidé	Taux%	Part %
<b>Prog.de pilotage</b>	<b>366,178</b>	<b>267,427</b>	<b>45,91</b>	<b>31,21</b>	<b>125,585</b>	<b>587,360</b>	<b>355,412</b>	<b>265,910</b>	<b>45,27</b>	<b>31,17</b>
Personnel	134,803	85,845	42,56	32,10		214,013	148,564	131,008	61,21	49,27
Biens et services	76,885	64,784	46,85	24,22		139,189	84,406	65,208	46,85	24,52
Transferts et subventions	44,476	40,550	65,24	15,16		64,857	36,043	33,960	52,36	12,77
Investissement	110,013	76,249	80,01	28,51	125,585	169,301	86,398	35,734	36,40	13,44
<b>Prog. opérationnel</b>	<b>581,276</b>	<b>475,747</b>	<b>33,18</b>	<b>55,52</b>	<b>800,194</b>	<b>1 354,962</b>	<b>500,122</b>	<b>417,444</b>	<b>30,81</b>	<b>48,94</b>
Personnel	285,220	232,957	54,58	48,97		474,110	325,582	270,164	56,98	64,72
Biens et services	74,919	67,969	41,30	14,29		166,354	64,556	56,850	34,17	13,62
Transferts et subventions	101,949	84,673	38,90	17,80		226,890	80,579	67,575	29,78	16,19
Investissement	119,187	90,148	14,43	18,95	800,194	487,608	29,405	22,855	4,69	5,48
<b>Prog. des Budgets annexes</b>	<b>2,812</b>	<b>2,394</b>	<b>29,51</b>	<b>0,28</b>	<b>2,029</b>	<b>7,896</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Personnel						2,447	-	-	-	
Biens et services						2,902	-	-	-	
Transferts et subventions						0,518	-	-	-	
Investissement					2,029	2,029	-	-	-	
<b>Prog. Comptes spéciaux du trésor</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34,805</b>	<b>135,319</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Personnel			-			0,255			-	
Biens et services			-			1,360			-	
Transferts et subventions			-			0,740			-	
Dépenses en atténuation des recettes			-			98,159			-	
Investissement			-		34,805	34,805			-	
<b>Dotations</b>	<b>121,469</b>	<b>111,308</b>	<b>17,99</b>	<b>12,99</b>	<b>246,141</b>	<b>662,747</b>	<b>174,879</b>	<b>169,631</b>	<b>25,60</b>	<b>19,89</b>
Personnel	34,406	34,283	26,48	30,80		153,340	28,979	28,116	18,34	16,57
Charges financières de la dette	33,255	33,255	23,55	29,88		175,063	0,872	0,872	0,50	0,51
Biens et services	35,041	26,676	20,07	23,97		124,151	54,625	50,922	41,02	30,02
Transferts et subventions	13,317	12,239	11,60	11,60		110,180	12,189	11,507	10,44	6,78
Dépenses en atténuation des recettes	0,532	0,532	4,09	0,48		13,009	0,000	0,000	-	-
Investissement	4,918	4,324	4,48	3,88	246,141	87,004	78,214	78,214	89,90	46,11
<b>TOTAL</b>	<b>1 068,923</b>	<b>854,483</b>	<b>30,36</b>	<b>100,00</b>	<b>1 208,755</b>	<b>2 748,285</b>	<b>1030,413</b>	<b>852,985</b>	<b>31,04</b>	<b>100,00</b>

Source : DGB, juillet 2022.

Les dépenses de personnel, respectivement dans les programmes de pilotage et opérationnel, affichent des niveaux de liquidation, de taux d'exécution et de parts supérieurs à ceux observés en 2021 à la même période.

**Graphique 6. Récapitulatif des dépenses du budget général par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.**



Source : DGB, juillet 2022.

### 2.2.3. Dépenses budgétaires par fonction

**Tableau 7. Dépenses du budget général par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.**

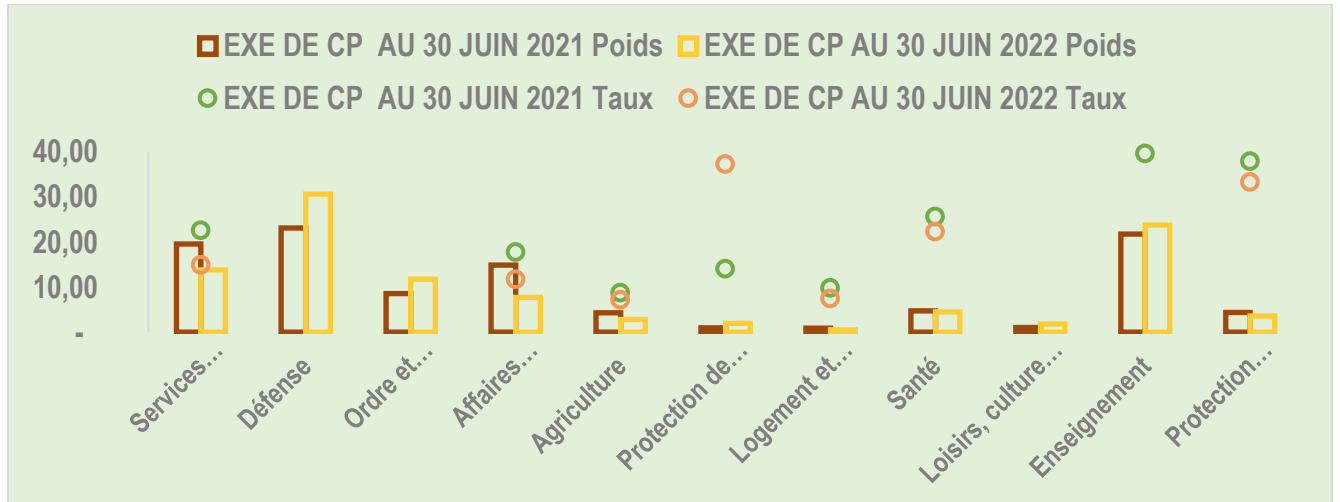
Montants en milliards de FCFA

Fonction	EXE DE CP AU 30 JUIN 2021				PREVISIONS CP 2022		EXE DE CP AU 30 JUIN 2022			
	Engagé	Liquidé	Taux%	Poids %	Montant	Poids %	Engagé	Liquidé	Taux%	Poids %
Services généraux des administrations publiques	205,463	167,297	22,60	19,58	790,307	28,76	146,418	117,674	14,89	13,80
Défense	261,642	197,510	63,77	23,11	316,283	11,51	323,833	261,331	82,63	30,64
Ordre et sécurité publics	110,782	73,327	44,65	8,58	197,844	7,20	126,437	100,325	50,71	11,76
Affaires économiques	141,098	127,486	17,79	14,92	561,982	20,45	76,093	65,872	11,72	7,72
dont Agriculture	43,342	36,941	8,77	4,32	330,217	12,02	28,769	23,708	7,18	2,78
Protection de l'environnement	12,833	8,160	14,09	0,95	44,068	1,60	18,291	16,445	37,32	1,93
Logement et équipements collectifs	11,530	7,829	9,83	0,92	60,342	2,20	6,233	4,498	7,45	0,53
Santé	59,459	40,368	25,68	4,72	171,892	6,25	52,133	38,373	22,32	4,50
Loisirs, culture et culte	11,074	8,963	42,83	1,05	28,051	1,02	17,139	15,423	54,98	1,81
Enseignement	215,739	186,079	39,64	21,77	485,972	17,68	231,687	202,510	41,67	23,74
Protection sociale	39,304	37,554	37,93	4,39	91,544	3,33	32,150	30,536	33,36	3,58
<b>Total</b>	<b>1068,923</b>	<b>854,573</b>	<b>30,36</b>	<b>100,00</b>	<b>2 748,285</b>	<b>100,00</b>	<b>1030,413</b>	<b>852,985</b>	<b>31,04</b>	<b>100,00</b>

Source : DGB, juillet 2022.



**Graphique 7. Récapitulatif des dépenses du budget général par fonction, sans le financement extérieur du BSI.**



Source : DGB, juillet 2022.

Les fonctions « Défense », « Enseignement », « Protection de l'environnement », « Loisirs, culture et culte » et « Ordre et sécurité publiques » ont connu une augmentation en termes de parts par rapport à 2021 à la même période, tandis que les fonctions « Services généraux des administrations publiques », « Affaires économiques », « Santé », « Protection sociale » et « Logement et équipements collectifs » ont connu une diminution.

### III.SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE

**Tableau 8. Ressources de trésorerie.**

Montants en milliards de FCFA

Libellés des ressources de trésorerie	EXE DE CP AU 30 JUIN 2021			PREVISIONS CP 2022	EXE DE CP AU 30 JUIN 2022		
	Montant	Taux%	Part %		Montant	Taux%	Part %
Produits provenant de la cession des actifs	0,522	0,01	0,56	15,00	0,55	0,04	0,17
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	0,069	0,15	13,22	0,50	0,08	0,17	15,36
<i>Aliénations du domaine immobilier</i>	0,453	0,05	86,78	14,50	0,46	0,03	84,64
<i>Recettes de privatisation</i>	-		-	-	-		-
Produits des emprunts (projets BSI & ABG)	90,011	0,47	96,69	192,013	19,475	0,10	5,96
<i>Produits des emprunts projets</i>	40,698	0,22	45,21	100,000	19,475	0,19	100,00
<i>Produits des emprunts programmes</i>	49,313	16,74	54,79	92,013	-	-	-
Dépôts sur les comptes des correspondants	-	-	-	16,232	304,614	1 876,63	93,19
Remboursement de prêts et avances	2,560	50,06	2,75	4,883	2,250	46,08	0,69
<b>Total</b>	<b>93,093</b>	<b>30,74</b>	<b>13,53</b>	<b>228,127</b>	<b>326,886</b>	<b>143,29</b>	<b>100,00</b>
Emission de titres de marché	594,800	65,59	86,47	1 072,856	-	-	-
<b>Total des ressources de financement</b>	<b>687,893</b>	<b>56,87</b>	<b>100,00</b>	<b>1 300,983</b>	<b>326,886</b>	<b>25,13</b>	<b>100,00</b>

**Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2022.**

Au 30 juin 2022, les réalisations au titre des ressources de trésorerie représentent 25,13% des prévisions annuelles, soit 326,886 milliards de francs CFA. Ce niveau de réalisation est inférieur en valeur et en taux à celui observé en 2021 à la même période.

**Tableau 9. Charges de trésorerie.**

Libellés des charges de trésoreries	EXE DE CP AU 30 JUIN 2021			PREVISIONS CP 2022	EXE DE CP AU 30 JUIN 2022		
	Montant	Taux%	Part %		Montant	Taux%	Part %
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	221,895	41,02	100,00	667,188	-	-	-
<i>Principal dette intérieure</i>	184,759	47,04	83,26	490,707	0,000	-	
<i>Principal dette extérieure</i>	37,136	25,07	16,74	176,481	0	-	
Retraits sur les comptes des correspondants	-	-	-	232,224	232	99,97	100,00
Prêts et avances			-	-			-
<b>Total hors solde global</b>	<b>221,895</b>	<b>39,86</b>	<b>122,95</b>	<b>899,412</b>	<b>232,162</b>	<b>25,81</b>	<b>100,00</b>
Solde à financer	- 41,425	- 6,34	- 22,95	617,564	-	-	-
<b>Total besoins de financement</b>	<b>180,470</b>	<b>14,92</b>	<b>100,00</b>	<b>1 516,975</b>	<b>232,162</b>	<b>15,30</b>	<b>100,00</b>

**Source : DNTCP, juillet 2022.**

Au 30 juin 2022, les réalisations au titre des charges de trésorerie représentent 15,30% des prévisions annuelles, soit 232,162 milliards de francs CFA. Ce niveau de réalisation est supérieur en valeur et en taux à celui observé en 2021 à la même période.

## CONCLUSION

L'exécution des prévisions budgétaires de 2022, au deuxième trimestre, s'est effectuée dans un contexte marqué essentiellement par des sanctions économiques et financières infligées par la CEDEAO et l'UMOA en plus de la crise multidimensionnelle que connaît le pays depuis 2012.

Dans ce contexte, la situation d'exécution provisoire du budget général au 30 juin 2022 fait ressortir, un solde global déficitaire de 111,362 milliards de FCFA, en hausse par rapport au 30 juin 2021. Les recettes ont été réalisées à hauteur de 37,00%, soit environ 7,24 points de pourcentage de moins par rapport à 2021 à la même période. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à 33,90%, soit 0,95 point de pourcentage de moins par rapport au 30 juin 2021.

L'effort des services d'assiettes et de recouvrement représente 98,63% des recettes totales. En termes de taux de réalisation, seule la DND présente un niveau de recouvrement supérieur par rapport à 2021 à la même période.

S'agissant des dépenses, classées par nature économique, celles de personnel représentent (49,35%) des liquidations, suivies de l'acquisition de biens et services 19,88% et en capital 17,67%. Les liquidations ont été effectuées à 25,69% dans les régions et à 6,16% pour le compte des établissements publics. L'analyse de la situation d'exécution par type de programme et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que 49,30% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, tandis que celles de pilotage présentent le taux d'exécution le plus élevé, soit 45,27% des prévisions. Suivant la classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI, les fonctions « Services généraux des administrations publiques », « Défense », « Ordre et sécurité publics », « Enseignement » et « Affaires économiques » représentent respectivement 13,80%, 30,64%, 11,76%, 23,74% et 7,72% des crédits liquidés. Comparées à la même période en 2021, les fonctions « Défense », « Ordre et sécurité publics », « Enseignement », « Loisir, culture et culte » ainsi que « Protection de l'environnement » ont connu une augmentation en termes de parts, tandis que les fonctions « Services généraux des administrations publiques », « affaires économiques », « Protection sociale » et « Santé » ont connu une diminution.